Année 2025. – nº 23 S (Q) ISSN 2805-0797 Jeudi 5 juin 2025

SÉNAT

DÉBATS PARLEMENTAIRES

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

QUESTIONS
remises à la présidence du Sénat

*

RÉPONSES
des ministres aux questions écrites

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

Sommaire

1. **Questions orales** 2868

2. **Questions écrites** 2889

Index alphabétique des sénateurs ayant posé une ou plusieurs questions 2875

Index analytique des questions posées 2882

Ministres ayant été interrogés :

Action publique, fonction publique et simplification 2889
Agriculture et souveraineté alimentaire 2889
Aménagement du territoire et décentralisation 2893
Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire 2894
Commerce extérieur et Français de l'étranger 2895
Comptes publics 2896
Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique 2896
Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche 2898
Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations 2900
Enseignement supérieur et recherche 2900
Europe et affaires étrangères 2900
Industrie et énergie 2902
Intérieur 2903
Intérieur (MD) 2905
Intelligence artificielle et numérique 2906
Justice 2906
Logement 2907
Ruralité 2908
Santé et accès aux soins 2908
Tourisme 2910
Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche 2911
Transports 2915
Travail et emploi 2915
Travail, santé, solidarités et familles 2915

3. **Réponses des ministres aux questions écrites** 2965

Index alphabétique des sénateurs ayant reçu une ou plusieurs réponses 2919

Index analytique des questions ayant reçu une réponse 2942

Ministres ayant donné une ou plusieurs réponses :

Premier ministre 2965

Agriculture et souveraineté alimentaire 2966

Aménagement du territoire et décentralisation 2980

Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire 2992

Commerce extérieur et Français de l'étranger 2997

Culture 3005

Comptes publics 3011

Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique 3044

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche 3090

Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations 3093

Enseignement supérieur et recherche 3095

Europe 3096

Francophonie et partenariats internationaux 3097

Industrie et énergie 3098

Intérieur 3098

Intérieur (MD) 3203

Intelligence artificielle et numérique 3208

Relations avec le Parlement 3210

Sports, jeunesse et vie associative 3212

Tourisme 3219

Transports 3220

Travail et emploi 3225

Ville 3228

4. **Liste de rappel des questions écrites auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai de deux mois** 3231

1. Questions orales

REMISES À LA PRÉSIDENCE DU SÉNAT (APPLICATION DES ARTICLES 76 À 77 DU RÈGLEMENT)

Carte scolaire 2025/2026 du Cantal

581. – 5 juin 2025. – **M. Stéphane Sautarel** attire l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** recherche sur la carte scolaire 2025/2026 du Cantal. Connue depuis plusieurs mois, la carte scolaire du Cantal pour la rentrée prochaine a suscité de vives réactions. Si je me réjouis que les écoles de Saint Mamet et de Saint Flour voient deux postes de sauver, je regrette toutefois que ceux de Saint-Paul-des-Landes, Crandelles, Jussac, Ydes, Vic sur Cère, Mauriac et de Murat soient quant à eux toujours remis en question. La baisse démographique est utilisée pour justifier ces suppressions. Or, pour 145 élèves en moins à la rentrée 2025, ce sont neuf postes qui sont supprimés alors que dans un département voisin, pour 758 élèves en moins, c'est seulement 1 suppression de poste envisagée. Pourtant, avec la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 nous avons voté pour zéro suppression de poste. Nous ne devrions donc pas connaître de suppression de poste sur tout le territoire. Ces décisions administratives, prises sans concertation avec les élus locaux, anéantissent les efforts d'attractivité des communes cantaliennes et ignorent les réalités de notre territoire. Les élus locaux attendent un réel moratoire pour donner de la lisibilité pluriannuelle afin de bâtir sur trois ans un vrai projet répondant aux enjeux pédagogiques et d'aménagement du territoire. Ainsi, il lui demande si elle honorera son engagement de revoir la carte scolaire du Cantal afin de respecter le vote de la loi de finances pour 2025, de renouer avec la confiance en donnant une lisibilité pluriannuelle et de remédier à l'égarement du niveau de « dialogue » actuel.

Extinction des réseaux 2G et 3G

582. – 5 juin 2025. – **M. Fabien Genet** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique** sur les inquiétudes que suscite la fermeture prochaine des réseaux 2G et 3G. Cette décision s'inscrit dans une logique qu'il comprend et partage : renforcer la sécurité numérique, réduire l'empreinte carbone des infrastructures numériques, et optimiser l'aménagement du territoire en redéployant les fréquences au profit de technologies plus performantes, comme la 4G et la 5G. Pourtant, à moins d'un an de l'arrêt de la 2G, ce sujet reste très sensible dans nos territoires. Ces réseaux dits « anciens » sont encore largement utilisées, tant dans les zones rurales que par les personnes âgées et restent indispensables au fonctionnement de nombreux équipements essentiels comme les ascenseurs, la téléassistance ou encore divers matériels industriels et agricoles. Nombre de ces dispositifs ne sont pas compatibles avec les technologies récentes et leur remplacement, quand il est possible, représente un coût non négligeable. Ce progrès est nécessaire mais il ne doit pas se faire au détriment des plus fragiles ou des territoires les plus dépendants de ces technologies anciennes. Au-delà des enjeux techniques, il existe aussi une crainte que cette transition ne se traduise par une hausse des coûts pour les utilisateurs, certains opérateurs pouvant être tentés de facturer plus cher les nouvelles technologies que les anciennes, créant ainsi un effet d'aubaine. Par ailleurs, ce changement pourrait également peser sur les recettes des collectivités territoriales. Ainsi, quelles mesures concrètes envisage-t-elle de mettre en place pour anticiper les conséquences techniques, économiques et sociales de cette mutation, en particulier dans les territoires les plus dépendants de ces réseaux 2G et 3G ?

Dysfonctionnements de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger dans le versement des bourses

583. – 5 juin 2025. – **Mme Olivia Richard** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur les dysfonctionnements que connaît l'agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) s'agissant des bourses versées aux établissements homologués ou partenaires qui assurent la scolarisation des élèves français de par le monde. À ce jour, l'AEFE accuse un retard de plus de 9 mois dans le versement des acomptes et de plus de 3 mois dans le versement du solde des montants des bourses dues, par exemple en Turquie. Ces retards, aggravés par des contextes locaux, difficiles politiquement comme économiquement, font peser un risque majeur sur la pérennité des établissements. Au moins l'un d'entre eux est aujourd'hui dans l'incapacité de payer ses enseignants le mois prochain. C'est pourtant cet établissement, la Petite École d'Istanbul, qui a permis aux élèves n'ayant pu être admis au lycée international Pierre Loti de suivre une scolarité française. Il est aujourd'hui bien

mal remercié. Aucune explication n'a accompagné ces défaillances. L'AEFE a été alertée à de nombreuses reprises sur la situation des établissements qu'elle met dans la plus grande difficulté, sans apporter de réponse ou de visibilité. Lorsqu'un nouveau calendrier de paiement a été proposé, il n'a d'abord pas été communiqué aux établissements, puis il n'a de toute façon pas été respecté par l'AEFE. Aux retards se sont ajoutés l'opacité et l'incertitude, sans empêcher un autre service de l'AEFE de réclamer le paiement, par les établissements homologués, de leur participation aux frais de fonctionnement du réseau. Ces dysfonctionnements sidérants surviennent dans le contexte de lancement de l'application SCOLAIDE, qui a brillé par ses dysfonctionnements et l'incapacité de l'agence à accompagner les agents en poste, contraints parfois de saisir les données plusieurs fois. Quel gain de temps dans ce contexte de crise budgétaire ! Elle interroge le ministre sur la manière dont il entend résoudre ces dysfonctionnements majeurs, s'il prévoit de dédommager les préjudices subis par les établissements et selon quel calendrier.

Situation des urgences hospitalières dans le Calvados

584. – 5 juin 2025. – **Mme Corinne Féret** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur la situation des urgences hospitalières dans le Calvados. En effet, l'été 2024, à Caen, les urgences de la polyclinique du Parc et de l'hôpital privé Saint-Martin étaient fermées la nuit, occasionnant un surcroît d'activité très difficile à absorber pour le centre hospitalier universitaire. De même, régulièrement, les urgences du centre hospitalier Robert Bisson à Lisieux doivent accueillir un grand nombre de patients, dont des personnes âgées avec des pathologies nécessitant bien souvent une hospitalisation. Faute de lits disponibles au sein de l'établissement, les malades sont mis en attente hors des boxes, parfois sur des brancards dans les couloirs pendant plusieurs heures, 24 voire 48 heures. Aussi, très récemment, lors des ponts du début du mois de mai 2025, c'est le centre hospitalier de la Côte fleurie situé à Cricqueboeuf qui devait faire face à la fermeture de son service des urgences, occasionnant l'inquiétude légitime des élus locaux pour les autres ponts et surtout pour cet été. L'une des raisons invoquées pour justifier ces fermetures est la difficulté à trouver des médecins et autres personnels qualifiés pour assurer la continuité des soins. Notamment pour que la situation de l'été 2024 ne se reproduise plus, l'Agence régionale de santé (ARS) avait indiqué travailler à rendre le Calvados attractif pour les professionnels de santé. De façon plus pratique, elle avait souligné que la solution se trouvait dans la coopération public-privé, entre les établissements, et la capacité à mutualiser des postes, à travailler aussi sur la cohérence des rémunérations qui sont versées pour éviter les surenchères entre les établissements. Des règles de répartition des patientèles dans l'accès aux urgences, des règles de continuité, d'ouverture également des urgences devaient être fixées. Au-delà, face à une ressource médicale très limitée, y compris dans la médecine de ville, il était rappelé que la réponse résidait d'abord dans la capacité à mieux l'utiliser et à faire travailler ensemble les acteurs du territoire. On le voit, dans le Calvados comme ailleurs, le système hospitalier est en proie à des difficultés majeures, rendant la prise en charge des patients aux urgences, habitants comme visiteurs du département, insuffisante, voire dangereuse. À l'approche de l'été, période durant laquelle la population de certaines communes est multipliée par dix et les besoins en soins explosent, de nombreuses questions se posent. En conséquence, elle souhaiterait savoir quelles actions vont être mises en place pour prévenir les fermetures répétées des services des urgences des hôpitaux calvadosiens, mais aussi pour réduire les temps d'attente aux urgences et améliorer la prise en charge globale des patients.

Sanctuarisation des crédits alloués à la surveillance biologique du territoire et maintien du soutien au réseau des fédérations régionales de défense contre les organismes nuisibles

585. – 5 juin 2025. – **M. Lucien Stanzione** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur les impacts (importantes pertes de production, survenue de crises sanitaires) que risqueraient d'entraîner d'une part, la diminution des moyens consacrés par l'État au financement de sa mission de surveillance de la santé, de la qualité et de la protection des végétaux, et d'autre part, la remise en cause du rôle du réseau des Fédérations régionales de défense contre les organismes nuisibles (FREDON) dans le système de surveillance sanitaire du végétal. En avril 2025, Mme Amélie de Montchalin, ministre chargée des comptes publics, a annoncé une annulation de crédits à hauteur de 3,1 milliards d'euros sur le budget 2025, le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire devant subir en conséquence un gel de 140 millions d'euros sur les autorisations d'engagements prévus pour 2025. Le décret du 25 avril 2025 mentionne une diminution de 29 millions d'euros sur le programme budgétaire 206 consacré à la sécurité et à la qualité alimentaire de l'alimentation. La crainte existe que ce montant fasse l'objet d'une nouvelle coupe budgétaire en 2026, dans le cadre du plan d'économies de 40 milliards d'euros annoncé par le Gouvernement. Dans un contexte où

l'intensification des échanges internationaux et le dérèglement climatique entraînent une augmentation exponentielle du risque d'introduction d'espèces non natives, comme l'atteste le nombre croissant de bioagresseurs réglementés, il serait risqué pour les finances publiques 2026 de se désinvestir du financement de la surveillance et de la lutte officielle, au risque de devoir dépenser bien davantage en cas de crise sanitaire. Ces organismes de nature très diverses (virus, bactéries, champignons, nématodes, arthropodes, plantes parasites…) peuvent mettre en péril la sécurité alimentaire, la biodiversité et, dans certains cas, la santé humaine. Plusieurs d'entre eux ont déjà causé des dommages majeurs menaçant la survie de certaines filières agricoles stratégiques (arboriculture, viticulture, lavandiculture, noisette). Dans ce cadre, il convient de rappeler le rôle historique et fondamental joué par le réseau des FREDON qui assurent depuis des décennies un maillage territorial de proximité, essentiel à l'efficacité de la surveillance biologique du territoire. Ces structures, qui remplissent des conditions strictes d'indépendance vis-à-vis des intérêts commerciaux, politiques ou syndicaux mais aussi d'impartialité garantissant un traitement équitable dans le cadre de ses activités, ont une compétence démontrée en continu dans la réalisation de phyto-diagnostics, et sont délégataires des services de l'État pour garantir la détection précoce, la mobilisation rapide et la maîtrise des foyers de contamination. Leur disparition ou affaiblissement mettrait gravement en péril la réactivité et la cohérence de notre dispositif de protection phytosanitaire. Aussi, il lui demande si elle peut sanctuariser les crédits alloués à la surveillance biologique du territoire et maintenir le soutien au réseau des FREDON, dont l'action de terrain est un pilier irremplaçable de la sécurité phytosanitaire nationale.

Prise en charge molécules onéreuses

586. – 5 juin 2025. – **Mme Agnès Canayer** souligne auprès de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** les difficultés rencontrées par les établissements accueillant des enfants placés sous la protection de l'aide sociale à l'enfance (ASE) concernant la prise en charge financière des molécules médicamenteuses onéreuses. Ces médicaments coûteux, souvent innovants, non substituables, ne sont pas pris en charge à 100 % par l'assurance maladie. Les associations qui accompagnent les enfants en polyhandicap se retrouvent régulièrement en difficultés budgétaires puisque l'achat des molécules onéreuses représente la moitié des coûts de leur fonctionnement. Il apparaît que les agences régionales de santé (ARS) rencontrent des limitations dans la prise en charge de ces traitements coûteux, ce qui peut entraîner des inégalités d'accès aux soins pour ces enfants particulièrement vulnérables. Cette situation soulève des préoccupations quant à l'équité et à la continuité des soins pour ces jeunes, dont la santé et le bien-être doivent être une priorité absolue. Aussi, elle lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour garantir un accès équitable et sans entrave aux traitements nécessaires pour les enfants de l'ASE, et comment il compte soutenir les établissements et les ARS dans cette mission essentielle.

Conséquences des fouilles archéologiques préventives dans les projets d'aménagements portés par les collectivités territoriales

587. – 5 juin 2025. – **Mme Sylviane Noël** attire l'attention de **Mme la ministre de la culture** s'agissant des fouilles archéologiques préventives préalables à la réalisation de travaux d'aménagement. Pour rappel, le code du patrimoine prescrit que les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique entraînent des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation et de sauvegarde. Or, la réalisation de ces fouilles archéologiques préventives impacte également sérieusement le calendrier d'exécution du projet d'aménagement. Beaucoup de maires se retrouvent dans l'attente de leur diagnostic archéologique, réalisé dans la grande majorité des cas par l'Institut national des recherches archéologiques préventives (INRAP). Ce dernier, très sollicité, n'est pas en mesure de réaliser ces fouilles rapidement et il n'est pas rare de devoir attendre deux à trois années pour avoir le résultat de ces fouilles et ainsi démarrer les travaux. Ce retard, qui vient s'ajouter aux lourdes procédures d'urbanisme, est particulièrement pénalisant pour les collectivités locales puisqu'il s'agit souvent de projet d'intérêt général majeurs de construction d'hôpitaux, de collèges, de programmes de logements, etc… Ce retard peut parfois aller jusqu'à rendre caduques les offres de marchés lancées ou remettre en cause les subventions accordées aux projets concernés. Cela entraîne également une incidence économique pour l'emploi et les entreprises dans un contexte déjà très difficile. L'État doit prendre conscience de ces difficultés avérées sur le terrain et apporter des solutions pour mieux accompagner les collectivités locales dans l'exercice de ces fouilles archéologiques préventives. Aussi, elle souhaiterait savoir quelles actions seront mises en

place par le Gouvernement pour mieux soutenir les collectivités territoriales confrontées à ces fouilles archéologiques afin de concilier au mieux le développement économique et social de nos territoires et ces exigences de conservation de notre patrimoine culturel.

Conséquences des arrêtés relatifs à l'exposition au radon dans les grottes touristiques

588. – 5 juin 2025. – **Mme Maryse Carrère** appelle l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du tourisme** sur les conséquences des arrêtés ministériels des 16 novembre 2023 et 15 mai 2024 relatifs à la protection des travailleurs exposés au radon, et plus particulièrement sur leur impact sur les grottes touristiques françaises. Dans le département des Hautes-Pyrénées où grottes, gouffres et autres lieux souterrains notamment prisés par les spéléologues constituent des sites emblématiques du patrimoine naturel, leur fréquentation s'avère être un véritable levier du tourisme local qui a permis à différentes activités économiques de s'installer dans des zones plutôt rurales et de s'y maintenir. Plus largement, le tourisme souterrain français, étant le troisième à l'échelle mondiale, comptabilise plus de 6 millions de visiteurs annuels. Or, les nouveaux textes réglementaires triplent voire quadruplent le coefficient de dose appliqué aux guides, réduisant drastiquement leur temps de travail autorisé en cavité. Les conséquences sont immédiates : charges accrues, horaires d'ouverture réduits, voire risque de fermeture pour près de la moitié des 120 grottes touristiques du pays. La fédération du tourisme et du patrimoine souterrain (FFTS), qui regroupe 90 % des sites concernés, déplore que ces mesures aient été prises avant même la finalisation des études scientifiques en cours. Le panel d'analyse ne s'est basé que sur deux grottes, ne reflétant ni la diversité géologique ni les spécificités aérauliques des cavités françaises. Par ailleurs, aucun autre État membre de l'Union européenne n'a encore transposé ces recommandations, toujours en cours d'étude à Bruxelles. Il est également regrettable que les références sanitaires reposent sur des données issues de cohortes de mineurs d'uranium, autrement dit dans des conditions de travail très éloignées de celles des guides de grottes touristiques. Aussi, elle souhaiterait obtenir des précisions quant à l'état d'avancement de l'étude sur le comportement du radon dans les grottes touristiques, lancée en 2022 en collaboration avec la direction générale du travail. Elle souhaite également connaître les mesures qu'elle compte mettre en place pour concilier le maintien de l'activité touristique et économique avec la protection des travailleurs sujets à l'exposition au radon, en tenant particulièrement compte des spécificités de chaque cavité.

Nouveau barème de sanctions concernant les bénéficiaires du revenu de solidarité active

589. – 5 juin 2025. – **Mme Pauline Martin** rappelle à **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** que depuis le 1er janvier 2025, avec la réforme du revenu de solidarité active (RSA) et l'instauration de 15 heures d'activité hebdomadaire obligatoires, un nouveau barème de sanctions s'applique aux bénéficiaires en cas de manquement à leurs engagements liés à ce contrat social. En cas de refus de contractualiser, de mise à jour ou de non-respect des engagements, l'organisme référent peut suspendre tout ou partie du RSA pour une durée déterminée. Dans plus de 30 % des cas, ce rôle est assuré par les conseils départementaux et le contrôle de ces obligations relève du président du conseil départemental. Or, à la lecture du projet de décret relatif à ce barème - qui doit prochainement intervenir après avis du Conseil d'État, conformément à la loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi - un doute s'impose : ce barème respecte-t-il réellement l'esprit de la loi votée par le Parlement ? Ou traduit-il un infléchissement, voire un assouplissement, des sanctions initialement prévues ? La comparaison entre l'ancien et le nouveau barème montre un basculement vers une logique de suspension, et non plus de suppression. Est-ce conforme à l'intention des parlementaires qui souhaitaient durcir les conséquences en cas de manquement à ce contrat social ? Le nouveau barème prévoit une suspension de 30 à 100 % pendant 1 à 4 mois, mais permettrait au bénéficiaire de recouvrer rétroactivement son allocation s'il régularise sa situation. On voit ainsi s'instaurer une forme de « droit au rattrapage », là où le Parlement voulait affirmer des obligations claires, assorties de conséquences fermes. Elle lui demande si ce décret en projet ne risque pas de vider la loi de sa portée effective et, plus largement, s'il ne crée pas un décalage préoccupant entre l'intention du législateur et sa traduction réglementaire.

Suppressions de postes dans l'enseignement agricole public

590. – 5 juin 2025. – **M. Daniel Salmon** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la baisse de la dotation horaire globale (DHG) dans l'enseignement agricole public prévue pour la rentrée 2025. La loi n° 2025-268 du 24 mars 2025 d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture (LOA) votée en début d'année visait à favoriser la transmission

des exploitations agricoles et à assurer le renouvellement des générations. Dans le cadre de ce texte, le Parlement a voté l'objectif d'accueillir et de former 30 % d'actifs supplémentaires d'ici 5 ans et d'accompagner ainsi la montée en compétences des professionnels des métiers du secteur agricole. Cet objectif, pour qu'il soit atteignable, nécessite des moyens en personnel et un renforcement des formations dans l'enseignement agricole public. Mais, en contradiction avec cet enjeu majeur, le Gouvernement prévoit tout le contraire, avec la baisse de la dotation horaire globale (DHG) dans l'enseignement agricole, qui va entrainer la réduction de 45 postes d'enseignants en équivalents temps-plein (ETP) pour la rentrée 2025, sous couvert de maîtrise des dépenses publiques. Ces mesures menacent directement la bonne tenue des formations dans de nombreuses régions, notamment en Bretagne, et ont des conséquences concrètes et immédiates pour les élèves et leurs enseignants : fermetures ou fusions de classes, regroupements de formations, réduction de l'offre pédagogique, voire disparition de certains enseignements. Cette baisse des moyens est catastrophique pour l'enseignement agricole, qui ne doit pas être une variable d'ajustement, et doit continuer de pouvoir assurer une formation de qualité pour les apprenants, et un projet pédagogique ambitieux en faveur de l'agroécologie. Il lui demande comment elle compte assurer l'objectif d'augmentation de 30 % d'apprenants en coupant drastiquement les financements nécessaires.

Problèmes assurantiels des services départementaux d'incendie et de secours

591. – 5 juin 2025. – **M. Jean-Baptiste Blanc** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur un sujet majeur qui touche l'ensemble des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) de France, et tout particulièrement le SDIS de Vaucluse. Dans un contexte budgétaire déjà très contraint, les SDIS font face à des difficultés croissantes liées au marché des assurances : retrait de certaines compagnies, augmentation drastique des primes atteignant parfois 80 % pour des garanties identiques, et hausse significative des franchises. À titre d'exemple, le SDIS de Vaucluse a subi, en 2022, une augmentation de 62 % des primes pour le risque statutaire, de 61 % pour les dommages aux biens, et de 37 % pour la responsabilité civile. Pour 2025, leur assureur dommages aux biens prévoit une hausse supplémentaire de 10 %, malgré une franchise déjà élevée de 5 000 euros et leur assureur cybersécurité a décidé tout simplement de ne pas renouveler le contrat en cours. La majorité des SDIS, confrontés à des renouvellements de contrats, rencontrent une absence d'offres compétitives sur le marché, les contraignant à des négociations de gré à gré, souvent assorties de conditions financièrement insoutenables. Cette situation compromet gravement leur capacité à couvrir efficacement les risques auxquels ils doivent faire face. Il lui demande quelles solutions le Gouvernement envisage pour repenser le modèle de couverture assurantielle des SDIS au niveau national et si une telle réflexion pourrait inclure une redéfinition des responsabilités des assureurs dans la protection civile, en vue de garantir des solutions adaptées et pérennes pour tous les SDIS de France.

Construction de logements sociaux dans la commune de Châteauneuf-sur-Isère

592. – 5 juin 2025. – **M. Bernard Buis** attire l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée du logement** sur les difficultés rencontrées par les élus de la commune de Châteauneuf-sur-Isère en matière de construction de logements sociaux. Selon l'article 55 de la loi nº 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains dite « SRU », les communes de plus de 3500 habitants qui appartiennent à des agglomérations ou des intercommunalités de plus de 50000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15000 habitants ont l'obligation de disposer a minima, au sein de leur parc de résidences principales, de 25% de logements sociaux ou 20% de logements sociaux dans les territoires moins tendus. La commune drômoise de Châteauneuf-sur-Isère, qui comprend environ 3875 habitants, est membre de la communauté d'agglomération « Valence Romans Agglo » où l'on dénombre plus de 223000 habitants. La commune est donc soumise aux obligations imposées par la loi SRU. Néanmoins, les contraintes topographiques et la répartition démographique particulière de cette commune créent des difficultés l'empêchant d'atteindre ses objectifs en matière de logements sociaux. D'une part, la configuration et la taille de son centre-ville réduisent les possibilités de construire de nouveaux logements sociaux et d'autre part, la commune est couverte par une zone agricole protégée au sens de l'article L. 112-2 du code rural et de la pêche maritime, limitant de fait toute extension urbaine. À noter que seulement 40 % de la population est située en zone urbanisée disposant d'une réelle accessibilité et que le taux de logements sociaux atteint déjà plus de 30 % dans le centre-bourg. Autant de difficultés qui ont poussé l'ancien maire de la commune, M. Frédéric Vassy, à démissionner de son mandat le 30 janvier 2025. Depuis, Mme Agnès Jaubert, ancienne adjointe devenue maire le 10 février 2025 et les élus municipaux font face à une situation intenable eu égard aux risques juridiques et financiers qui pèsent sur la ville. Par courrier en date du 15 avril 2025, le préfet de la Drôme a indiqué que sur un total de 1830 résidences principales, 232 logements conventionnés ont été dénombrés par les services administratifs compétents.

Avec un taux définitif de logements sociaux atteignant 12,68 %, la commune connaît ainsi un déficit par rapport au taux cible de 25 %. Malgré ce déficit, les objectifs triennaux pour la période 2023-2025 ont été atteints par la commune et les dépenses engagées pour la production de logements sociaux devraient conduire, selon l'administration, à un prélèvement nul en 2025 et en 2026. Toutefois, ce délai de report du surplus de dépenses déductibles après l'année de l'exercice du prélèvement, fixé à deux ans selon l'article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation, risque d'être insuffisant pour la commune. Dans ce contexte, il lui demande quelles pistes pourraient être envisagées afin de limiter le rythme de rattrapage de la commune de Châteauneuf-sur-Isère pour une production plus soutenable de logements sociaux. Il l'interroge également sur l'éventuelle opportunité de modifier le délai de report du surplus de dépenses déductibles après l'année de l'exercice du prélèvement fixé à deux ans selon l'article L. 302-7 du code de la construction et de l'habitation. De surcroît, il souhaiterait savoir dans quelle mesure les objectifs de la loi SRU pourraient faire l'objet d'aménagements pour les communes similaires à Châteauneuf-sur-Isère et ainsi faire évoluer les dispositions de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation, notamment celles relatives au nombre d'habitants, à l'isolement et aux difficultés d'accès aux bassins de vie. Enfin, il lui propose de venir dès que possible à Châteauneuf-sur-Isère afin d'échanger avec Mme la maire Agnès Jaubert, son prédécesseur M. Frédéric Vassy et les élus municipaux afin de trouver des solutions adaptées à la situation.

Contrôle de l'application de l'embargo commercial à l'égard de la Russie

593. – 5 juin 2025. – **M. François Bonneau** interroge **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur l'embargo existant à l'égard de la Russie et le contrôle des produits russes entrant sur notre territoire. Depuis l'instauration des sanctions européennes à l'encontre de la Russie, de nombreux dispositifs ont été mis en place pour interdire l'importation de produits russes, notamment dans la filière bois, avec l'embargo sur le contreplaqué de bouleau. Cependant, il apparaît que ces mesures sont régulièrement contournées : des volumes conséquents de bois d'origine russe, en particulier du bouleau, continuent d'entrer sur le marché européen après avoir transité par des pays tiers, notamment la Turquie ou le Kazakhstan, où ils sont réétiquetés, exonérés de traçabilité et présentés comme produits locaux. Dans ce contexte, il lui demande quelles actions le Gouvernement entend-il mettre en oeuvre pour renforcer l'effectivité du contrôle des importations de produits soumis à embargo, en particulier dans la filière bois, afin d'empêcher le contournement des sanctions par l'intermédiaire de pays tiers. Enfin, dans le contexte géopolitique actuel, quelles mesures spécifiques le Gouvernement envisage-t-il pour doter les services compétents des moyens nécessaires à la détection du contournement de l'embargo qui fragilise la crédibilité de la politique de sanctions européennes ?

Autorisation de généralisation de la production de crevettes Macrobrachium rosenbergii

594. – 5 juin 2025. – **M. Patrick Chaize** appelle l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur les autorisations accordées dans l'Ain, pour des essais de grossissement de l'espèce de crevettes Macrobrachium rosenbergii sur le territoire de la Dombes, première région piscicole en eau douce. Le projet est né de la recherche d'idées par les pisciculteurs confrontés aux défis du changement climatique et en quête d'une voie de diversification de l'activité durable piscicole, tenant compte de la biodiversité du territoire dombiste. Ainsi, a été expérimenté en eau douce et dans des bassins fermés, l'élevage de cette crevette dont la chair ferme et savoureuse est appréciée des consommateurs. Les bassins qui servent l'hiver pour le stockage des alevins en attendant leur introduction dans les étangs au printemps, sont ainsi utilisés pour l'élevage de la crevette d'eau douce, de fin mai à début octobre. Afin d'écarter le risque invasif de l'espèce, des mesures strictes ont été mises en oeuvre en lien avec les services de l'État, pour garantir sa non propagation au sein de la faune et de la flore locales. Le dessus des bassins est ainsi protégé par des filets qui empêchent tout oiseau d'emporter une crevette dans un étang voisin, mais aussi les prédateurs terrestres de s'en approcher. Ce sont aussi les crevettes elles-mêmes qui assurent la plus grande sécurité et régulation dès lors qu'elles ne peuvent se reproduire qu'en eau saumâtre et, qu'étant adaptées aux chaleurs, leur développement est freiné en dessous de 19° avec l'impossibilité de survie en deçà de 14°. A l'issue du bilan tiré de cette première expérimentation avec les instances de l'État et les acteurs de la filière piscicole des étangs de la Dombes, les porteurs de projets ont unanimement décidé de reconduire cette nouvelle production. S'ils sont satisfaits des nouvelles autorisations qui leur ont récemment été accordées pour 2025, il s'avère néanmoins que celles-ci sont limitées à une année seulement et délivrées avec un nombre limité de crevettes à introduire. Les différents essais démontrent que la crevette Macrobrachium rosenbergii peut aujourd'hui être produite en France avec des pratiques d'élevage encadrées et vertueuses, en harmonie avec les écosystèmes naturels. Elle est reconnue comme un produit de qualité ultra-frais, sans conservateurs (sulfites) ni

antibiotiques, qui constitue un atout pour la biodiversité tout en apportant une réponse à notre souveraineté alimentaire et à un marché français très demandeur. Dans ce contexte particulièrement favorable, il lui demande si elle envisage d'autoriser la généralisation de la production nationale de la crevette Macrobrachium rosenbergii en système semi-extensif. Il l'interroge en particulier sur la position du projet d'instruction nationale relatif au caractère fermé d'une installation et sur sa volonté d'ajouter la crevette à l'arrêté du 20 mars 2013 fixant en application de l'article R. 432-6 du code de l'environnement la liste des espèces de poissons non représentées dont l'introduction à d'autres fins que scientifiques peut être autorisée par le préfet, à l'instar de la carpe herbivore et de l'esturgeon.

Réingénierie de la profession de psychomotricien

595. – 5 juin 2025. – **Mme Jocelyne Guidez** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur la réingénierie de la profession de psychomotricien. Engagée depuis 2008 dans le cadre de la réforme européenne LMD (Licence-Master-Doctorat), la réingénierie des formations paramédicales vise à adapter les contenus pédagogiques et les champs d'intervention des professions de santé à l'évolution des pratiques et aux besoins du système de soins. Alors que toutes les autres professions de rééducation ont terminé leur réingénierie, voire une deuxième mouture de celle-ci, celle des psychomotriciens est interrompue depuis 2011, alors même que leur rôle ne cesse de croître dans les politiques publiques de santé, notamment en matière de prévention, d'accompagnement du développement de l'enfant, de santé mentale ou encore de soutien aux personnes âgées. Le format actuel de la formation, limité à trois années d'études, ne permet plus de répondre aux exigences croissantes du métier, tant en termes de contenus pédagogiques que de maîtrise des compétences attendues sur le terrain, notamment pour ce qui relève du niveau de responsabilité et d'autonomie attendue. Les psychomotriciens interviennent pourtant de manière déterminante dans de nombreux dispositifs d'intérêt public, notamment dans le cadre de l'accompagnement des troubles du neurodéveloppement, des maladies neurodégénératives ou de la santé mentale, et ce à tous les âges de la vie. L'évolution vers une formation de cinq ans, reconnue au grade de master, permettrait non seulement d'adapter le cursus aux réalités actuelles de la profession, mais aussi de renforcer la qualité et la continuité des parcours de soin, tout en renforçant sa structuration académique, notamment par le développement de la recherche, enjeu central pour l'évolution des pratiques de soin, l'évaluation des interventions, et le développement des pratiques basées sur les preuves. Elle souhaite savoir quand le Gouvernement va proposer cette reprise des travaux de réingénierie du diplôme d'État de psychomotricien, et pour quel horizon de mise en oeuvre. C'est aujourd'hui crucial pour faire évoluer la formation initiale vers un cursus mieux adapté aux exigences actuelles de la profession, et de pouvoir ainsi répondre pleinement aux enjeux de santé au sein desquels les psychomotriciens ont un rôle essentiel à jouer.

2. Questions écrites

INDEX ALPHABÉTIQUE DES SÉNATEURS AYANT POSÉ UNE OU PLUSIEURS QUESTIONS

Cet index mentionne, pour chaque question, le numéro, le ministre interrogé, la rubrique de classement analytique (en caractère gras) et le titre

A

Allizard (Pascal) :

4947 Tourisme. **Économie et finances, fiscalité.** *Critères de classement des offices de tourisme* (p. 2910).

4948 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Tuberculose bovine et de ses conséquences locales* (p. 2890).

5000 Intérieur . **Police et sécurité.** *Renouvellement de titres de séjour d'étrangers en France* (p. 2904).

5001 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Environnement.** *Difficultés d'accès dans les zones à faibles émissions* (p. 2914).

B

Basquin (Alexandre) :

5002 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Budget du pacte en faveur de la haie* (p. 2892).

5003 Travail, santé, solidarités et familles. **Pouvoirs publics et Constitution.** *Pauvreté en France* (p. 2918).

5004 Aménagement du territoire et décentralisation . **Transports.** *Ligne ferroviaire Cambrai-Douai* (p. 2894).

Belin (Bruno) :

4949 Tourisme. **Économie et finances, fiscalité.** *Durcissement des conditions d'exonération de la taxe d'habitation pour les meublés de tourisme* (p. 2910).

4959 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. **Police et sécurité.** *Mise en place de mesures pour réduire le nombre de féminicides* (p. 2900).

4960 Intérieur . **Police et sécurité.** *Avenir de la nouvelle brigade de gendarmerie de Lusignan* (p. 2903).

4961 Intérieur . **Police et sécurité.** *Ouverture d'un local de rétention administrative* (p. 2903).

Bitz (Olivier) :

4990 Travail, santé, solidarités et familles. **Questions sociales et santé.** *Soutien aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes privés associatifs en difficulté financière* (p. 2917).

Bonneau (François) :

5010 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Environnement.** *Application du règlement européen sur la déforestation* (p. 2914).

Bouchet (Gilbert) :

4972 Intérieur . **Police et sécurité.** *Situation des sapeurs pompiers blessés* (p. 2903).

Bourcier (Corinne) :

4992 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Budget du pacte en faveur de la haie* (p. 2892).

Briante Guillemont (Sophie) :

5007 Europe et affaires étrangères. **Fonction publique.** *Santé et bien-être des agents chargés de l'instruction des visas* (p. 2902).

Brisson (Max) :

4957 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2890).

4958 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Plus-value cession de parts d'une société civile immobilière soumise à l'impôt sur le revenu* (p. 2897).

Brossel (Colombe) :

4986 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Garantir l'efficacité de l'aide humanitaire sans légitimer ni financer la junte birmane* (p. 2901).

4987 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Protection des réfugiés birmans et lutte contre la répression extraterritoriale* (p. 2901).

C

Canalès (Marion) :

4980 Justice. **Justice.** *Absence de revalorisation des directeurs des services de greffe judiciaires* (p. 2906).

Chaize (Patrick) :

5011 Intérieur . **Police et sécurité.** *Lutte contre le marché illicite de tabac* (p. 2905).

Chevrollier (Guillaume) :

4963 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Sécurité sociale.** *Conséquences du mode de calcul de la revalorisation des retraites pour les agriculteurs ayant exercé des fonctions électives locales* (p. 2890).

4964 Travail, santé, solidarités et familles. **Famille.** *Manque de solutions de placement pour les enfants relevant de l'aide sociale à l'enfance* (p. 2916).

Courtial (Édouard) :

4954 Intérieur (MD). **Police et sécurité.** *Trafic de véhicules volés* (p. 2905).

D

Demilly (Stéphane) :

4941 Ruralité. **Collectivités territoriales.** *Procédure de modification du temps de travail d'un agent technique non titulaire* (p. 2908).

Deseyne (Chantal) :

4962 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Régulation des dispositifs médicaux* (p. 2909).

F

Folliot (Philippe) :

5008 Intérieur . **Transports.** *Attribution du permis de conduire international aux ressortissants ukrainiens installés en France* (p. 2905).

Fouassin (Stéphane) :

4991 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Environnement.** *Gestion des déchets plastiques en France* (p. 2914).

G

Gay (Fabien) :

4974 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Entreprises.** *Annonce d'investissement de 20 milliards de dollars aux États-Unis par Sanofi* (p. 2897).

4975 Industrie et énergie. **Environnement.** *Position de la France sur l'usage de la technologie de stockage carbone* (p. 2902).

4976 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Environnement.** *Reprise des dispositions de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire* (p. 2912).

Gerbaud (Frédérique) :

4938 Santé et accès aux soins. **Transports.** *Tarification des transports sanitaires par taxi* (p. 2908).

H

Havet (Nadège) :

4998 Travail, santé, solidarités et familles. **Questions sociales et santé.** *Formation des thanatopracteurs* (p. 2917).

4999 Travail, santé, solidarités et familles. **Questions sociales et santé.** *Gestion des déchets d'activités de soins à risques infectieux* (p. 2917).

Henno (Olivier) :

4942 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Environnement.** *Budget et calendrier du Pacte en faveur de la haie* (p. 2889).

Herzog (Christine) :

4966 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Collectivités territoriales.** *Difficultés rencontrées par les collectivités locales pour répondre à la demande croissante de logements sociaux* (p. 2912).

4981 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Situation des personnes inscrites sur les listes électorales atteintes de la maladie d'Alzheimer* (p. 2904).

4982 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Cadre légal permettant à un élu de mener dans le cadre de ses fonctions des campagnes d'incitation à l'inscription sur les listes électorales* (p. 2904).

J

Jacquemet (Annick) :

4934 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. **PME, commerce et artisanat.** *Définition juridique des soins esthétiques* (p. 2894).

K

Khalifé (Khalifé) :

4946 Santé et accès aux soins. **Économie et finances, fiscalité.** *Remises versées par les laboratoires pharmaceutiques au titre des ventes de médicaments* (p. 2908).

4978 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Aménagement du territoire.** *Problématique des friches industrielles* (p. 2913).

L

Lahellec (Gérard) :

4977 Travail, santé, solidarités et familles. **Questions sociales et santé.** *Enjeux du financement des dispositifs d'appui à la coordination dans le contexte de la revalorisation Ségur* (p. 2916).

Lermytte (Marie-Claude) :

4951 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Réactualisation des études d'infirmier* (p. 2909).

4952 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. **PME, commerce et artisanat.** *Obligation à la consommation* (p. 2894).

Longeot (Jean-François) :

4993 Aménagement du territoire et décentralisation . **Économie et finances, fiscalité.** *Évolution du cadre réglementaire de la taxe locale sur la publicité extérieure* (p. 2893).

4994 Justice. **Collectivités territoriales.** *Prise illégale d'intérêt et évolution du cadre juridique* (p. 2907).

4995 Aménagement du territoire et décentralisation . **Économie et finances, fiscalité.** *Diminution de la dotation globale de fonctionnement en 2025* (p. 2893).

4996 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Collectivités territoriales.** *Exonérations fiscales et dispositif zone de revitalisation rurale* (p. 2898).

4997 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Refus des maires de marier des couples composés de personnes étrangères en situation irrégulière ou sous obligation de quitter le territoire français* (p. 2904).

5005 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Fermeture des maternités de type 1* (p. 2909).

5009 Comptes publics. **Collectivités territoriales.** *Maintien des aides aux communes pour la sauvegarde du patrimoine rural et assouplissement des études* (p. 2896).

M

Malhuret (Claude) :

4945 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Modalités d'application de l'option mutualisation des plafonds de déduction fiscale dans le cadre d'un plan d'épargne retraite* (p. 2896).

Margueritte (David) :

4973 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Agriculture et pêche.** *Situation de la filière de la pêche aux bulots dans la baie de Granville* (p. 2912).

4983 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Questions sociales et santé.** *Financement des laboratoires publics départementaux d'analyse* (p. 2891).

Masset (Michel) :

5012 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Impact du nouveau calcul du nutri-score sur la filière du pruneau* (p. 2893).

Maurey (Hervé) :

4968 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. **PME, commerce et artisanat.** *Politique promotionnelle des grandes surfaces en faveur des aliments très transformés* (p. 2895).

4969 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. **Entreprises.** *Mauvaises pratiques de plusieurs distributeurs d'énergie en 2024* (p. 2895).

4970 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Besoin d'amélioration de l'enseignement primaire* (p. 2899).

4971 Logement. **Logement et urbanisme.** *Manque de visibilité et d'efficacité des outils de lutte contre les logements vacants du parc privé* (p. 2907).

5013 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Mise en oeuvre et conséquences de la suppression de l'exonération de cotisations patronales pour certains armateurs engagés dans la transition écologique de leur secteur* (p. 2896).

5014 Industrie et énergie. **Énergie.** *Exploitation de l'énergie produite par l'activité des centres de données numériques* (p. 2902).

5015 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Prise en charge du financement des accompagnants des élèves en situation de handicap travaillant pendant la pause méridienne par l'État* (p. 2899).

5016 Enseignement supérieur et recherche . **Éducation.** *Difficultés d'accès des jeunes ruraux à l'enseignement supérieur* (p. 2900).

5017 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Aménagement du territoire.** *Suppression des boîtes aux lettres dans les communes de moins de 1 000 habitants* (p. 2898).

5018 Action publique, fonction publique et simplification . **Fonction publique.** *Inégalités d'accès et qualité des services publics* (p. 2889).

5019 Transports. **Transports.** *Prix élevé des billets de train* (p. 2915).

5020 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *Déserts médicaux et errance médicale* (p. 2910).

5021 Industrie et énergie. **Économie et finances, fiscalité.** *Intégration des émissions de gaz à effet de serre des produits énergétiques dans la formule de calcul des obligations d'économies d'énergie* (p. 2903).

5022 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **PME, commerce et artisanat.** *Bilan de l'observatoire du fonds de réparation des équipements électriques et électroniques* (p. 2915).

5023 Transports. **Transports.** *Hausse du coût de réparation des véhicules électriques et hybrides* (p. 2915).

5024 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Collectivités territoriales.** *Améliorations à apporter au troisième plan national d'adaptation au changement climatique vis-à-vis des collectivités territoriales* (p. 2915).

5025 Santé et accès aux soins. **Questions sociales et santé.** *État de l'hôpital public et sous-recours aux soins* (p. 2910).

5026 Transports. **Transports.** *« Assignation à résidence » des habitants des zones rurales* (p. 2915).

5027 Justice. **Justice.** *Limite d'âge d'exercice de la profession de notaire et celle de commissaire de justice* (p. 2907).

Mercier (Marie) :

4940 Travail, santé, solidarités et familles. **Questions sociales et santé.** *Contrôle des initiatives pour pallier la désertification médicale* (p. 2915).

Mizzon (Jean-Marie) :

4950 Travail, santé, solidarités et familles. **Questions sociales et santé.** *Interrogations quant à l'objectif de réduction de la pauvreté* (p. 2916).

O

Ollivier (Mathilde) :

4936 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Affaires étrangères et coopération.** *Maintien de la jouissance des concours de l'éducation nationale pour les enseignants en contrat local dans les établissements d'enseignement français à l'étranger* (p. 2898).

P

Paccaud (Olivier) :

4967 Justice. **Justice.** *Arbitrage budgétaire du ministère de la justice* (p. 2906).

Panunzi (Jean-Jacques) :

4953 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Conditions salariales des assistants d'éducation* (p. 2899).

Perrot (Évelyne) :

4937 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Situation de la filière textile* (p. 2896).

4939 Travail et emploi. **Sécurité sociale.** *Evolution des droits à la retraite des pompiers volontaires en 2025* (p. 2915).

Pla (Sebastien) :

4955 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Énergie.** *Programmation pluriannuelle de l'énergie, affaiblissement du Parlement et manque de vision d'avenir pour garantir notre souveraineté énergétique* (p. 2911).

4956 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Énergie.** *Mieux anticiper la sécurité de nos approvisionnements en gaz et en hydrogène* (p. 2911).

4979 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. **Agriculture et pêche.** *Inquiétudes des petits métiers de la pêche en Méditerranée à l'approche de la conférence des Nations unies sur l'océan* (p. 2913).

R

Renaud-Garabedian (Évelyne) :

4965 Commerce extérieur et Français de l'étranger. **Affaires étrangères et coopération.** *Missions « excellence consulaire »* (p. 2895).

Richard (Olivia) :

4935 Commerce extérieur et Français de l'étranger. **Affaires étrangères et coopération.** *Élection partielle à un an du renouvellement général* (p. 2895).

Ruelle (Jean-Luc) :

4985 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Mise en oeuvre du système européen d'information et d'autorisation de voyage* (p. 2901).

S

Saury (Hugues) :

4984 Intelligence artificielle et numérique. **Police et sécurité.** *Augmentation des escroqueries en ligne* (p. 2906).

Savoldelli (Pascal) :

4944 Europe et affaires étrangères. **Affaires étrangères et coopération.** *Convention entre la société Corsair et cinq institutions de la République de Côte d'Ivoire* (p. 2900).

Sollogoub (Nadia) :

5006 Travail, santé, solidarités et familles. **Sécurité sociale.** *Prise en compte des travaux d'utilité collective dans le dispositif « carrières longues »* (p. 2918).

Stanzione (Lucien) :

4988 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Rappel des engagements de l'État en faveur de la filière lavande et lavandin du sud-est de la France* (p. 2891).

4989 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Nécessité de maintenir l'enveloppe du plan haies à hauteur de 45 millions d'euros* (p. 2891).

T

Tissot (Jean-Claude) :

4943 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives* (p. 2889).

INDEX ANALYTIQUE DES QUESTIONS POSÉES

Cet index mentionne, pour chaque question, le numéro, le ministre interrogé et le titre

A

Affaires étrangères et coopération

Brossel (Colombe) :

4986 Europe et affaires étrangères. *Garantir l'efficacité de l'aide humanitaire sans légitimer ni financer la junte birmane* (p. 2901).

4987 Europe et affaires étrangères. *Protection des réfugiés birmans et lutte contre la répression extraterritoriale* (p. 2901).

Ollivier (Mathilde) :

4936 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Maintien de la jouissance des concours de l'éducation nationale pour les enseignants en contrat local dans les établissements d'enseignement français à l'étranger* (p. 2898).

Renaud-Garabedian (Évelyne) :

4965 Commerce extérieur et Français de l'étranger. *Missions « excellence consulaire »* (p. 2895).

Richard (Olivia) :

4935 Commerce extérieur et Français de l'étranger. *Élection partielle à un an du renouvellement général* (p. 2895).

Ruelle (Jean-Luc) :

4985 Europe et affaires étrangères. *Mise en oeuvre du système européen d'information et d'autorisation de voyage* (p. 2901).

Savoldelli (Pascal) :

4944 Europe et affaires étrangères. *Convention entre la société Corsair et cinq institutions de la République de Côte d'Ivoire* (p. 2900).

Agriculture et pêche

Allizard (Pascal) :

4948 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Tuberculose bovine et de ses conséquences locales* (p. 2890).

Basquin (Alexandre) :

5002 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Budget du pacte en faveur de la haie* (p. 2892).

Bourcier (Corinne) :

4992 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Budget du pacte en faveur de la haie* (p. 2892).

Brisson (Max) :

4957 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2890).

Margueritte (David) :

4973 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Situation de la filière de la pêche aux bulots dans la baie de Granville* (p. 2912).

Masset (Michel) :

5012 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Impact du nouveau calcul du nutri-score sur la filière du pruneau* (p. 2893).

Pla (Sebastien) :

4979 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Inquiétudes des petits métiers de la pêche en Méditerranée à l'approche de la conférence des Nations unies sur l'océan* (p. 2913).

Stanzione (Lucien) :

4988 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Rappel des engagements de l'État en faveur de la filière lavande et lavandin du sud-est de la France* (p. 2891).

4989 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Nécessité de maintenir l'enveloppe du plan haies à hauteur de 45 millions d'euros* (p. 2891).

Tissot (Jean-Claude) :

4943 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives* (p. 2889).

Aménagement du territoire

Khalifé (Khalifé) :

4978 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Problématique des friches industrielles* (p. 2913).

Maurey (Hervé) :

5017 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Suppression des boîtes aux lettres dans les communes de moins de 1 000 habitants* (p. 2898).

C

Collectivités territoriales

Demilly (Stéphane) :

4941 Ruralité. *Procédure de modification du temps de travail d'un agent technique non titulaire* (p. 2908).

Herzog (Christine) :

4966 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Difficultés rencontrées par les collectivités locales pour répondre à la demande croissante de logements sociaux* (p. 2912).

4981 Intérieur . *Situation des personnes inscrites sur les listes électorales atteintes de la maladie d'Alzheimer* (p. 2904).

4982 Intérieur . *Cadre légal permettant à un élu de mener dans le cadre de ses fonctions des campagnes d'incitation à l'inscription sur les listes électorales* (p. 2904).

Longeot (Jean-François) :

4994 Justice. *Prise illégale d'intérêt et évolution du cadre juridique* (p. 2907).

4996 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Exonérations fiscales et dispositif zone de revitalisation rurale* (p. 2898).

4997 Intérieur . *Refus des maires de marier des couples composés de personnes étrangères en situation irrégulière ou sous obligation de quitter le territoire français* (p. 2904).

5009 Comptes publics. *Maintien des aides aux communes pour la sauvegarde du patrimoine rural et assouplissement des études* (p. 2896).

Maurey (Hervé) :

5024 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Améliorations à apporter au troisième plan national d'adaptation au changement climatique vis-à-vis des collectivités territoriales* (p. 2915).

E

Économie et finances, fiscalité

Allizard (Pascal) :

4947 Tourisme. *Critères de classement des offices de tourisme* (p. 2910).

Belin (Bruno) :

4949 Tourisme. *Durcissement des conditions d'exonération de la taxe d'habitation pour les meublés de tourisme* (p. 2910).

Brisson (Max) :

4958 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Plus-value cession de parts d'une société civile immobilière soumise à l'impôt sur le revenu* (p. 2897).

Khalifé (Khalifé) :

4946 Santé et accès aux soins. *Remises versées par les laboratoires pharmaceutiques au titre des ventes de médicaments* (p. 2908).

Longeot (Jean-François) :

4993 Aménagement du territoire et décentralisation . *Évolution du cadre réglementaire de la taxe locale sur la publicité extérieure* (p. 2893).

4995 Aménagement du territoire et décentralisation . *Diminution de la dotation globale de fonctionnement en 2025* (p. 2893).

Malhuret (Claude) :

4945 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Modalités d'application de l'option mutualisation des plafonds de déduction fiscale dans le cadre d'un plan d'épargne retraite* (p. 2896).

Maurey (Hervé) :

5013 Comptes publics. *Mise en oeuvre et conséquences de la suppression de l'exonération de cotisations patronales pour certains armateurs engagés dans la transition écologique de leur secteur* (p. 2896).

5021 Industrie et énergie. *Intégration des émissions de gaz à effet de serre des produits énergétiques dans la formule de calcul des obligations d'économies d'énergie* (p. 2903).

Perrot (Évelyne) :

4937 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Situation de la filière textile* (p. 2896).

Éducation

Maurey (Hervé) :

4970 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Besoin d'amélioration de l'enseignement primaire* (p. 2899).

5015 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Prise en charge du financement des accompagnants des élèves en situation de handicap travaillant pendant la pause méridienne par l'État* (p. 2899).

5016 Enseignement supérieur et recherche . *Difficultés d'accès des jeunes ruraux à l'enseignement supérieur* (p. 2900).

Panunzi (Jean-Jacques) :

4953 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Conditions salariales des assistants d'éducation* (p. 2899).

Énergie

Maurey (Hervé) :

5014 Industrie et énergie. *Exploitation de l'énergie produite par l'activité des centres de données numériques* (p. 2902).

Pla (Sebastien) :

4955 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Programmation pluriannuelle de l'énergie, affaiblissement du Parlement et manque de vision d'avenir pour garantir notre souveraineté énergétique* (p. 2911).

4956 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Mieux anticiper la sécurité de nos approvisionnements en gaz et en hydrogène* (p. 2911).

Entreprises

Gay (Fabien) :

4974 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Annonce d'investissement de 20 milliards de dollars aux États-Unis par Sanofi* (p. 2897).

Maurey (Hervé) :

4969 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. *Mauvaises pratiques de plusieurs distributeurs d'énergie en 2024* (p. 2895).

Environnement

Allizard (Pascal) :

5001 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Difficultés d'accès dans les zones à faibles émissions* (p. 2914).

Bonneau (François) :

5010 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Application du règlement européen sur la déforestation* (p. 2914).

Fouassin (Stéphane) :

4991 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Gestion des déchets plastiques en France* (p. 2914).

Gay (Fabien) :

4975 Industrie et énergie. *Position de la France sur l'usage de la technologie de stockage carbone* (p. 2902).

4976 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Reprise des dispositions de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire* (p. 2912).

Henno (Olivier) :

4942 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Budget et calendrier du Pacte en faveur de la haie* (p. 2889).

F

Famille

Chevrollier (Guillaume) :

4964 Travail, santé, solidarités et familles. *Manque de solutions de placement pour les enfants relevant de l'aide sociale à l'enfance* (p. 2916).

Fonction publique

Briante Guillemont (Sophie) :

5007 Europe et affaires étrangères. *Santé et bien-être des agents chargés de l'instruction des visas* (p. 2902).

Maurey (Hervé) :

5018 Action publique, fonction publique et simplification . *Inégalités d'accès et qualité des services publics* (p. 2889).

J

Justice

Canalès (Marion) :

4980 Justice. *Absence de revalorisation des directeurs des services de greffe judiciaires* (p. 2906).

Maurey (Hervé) :

5027 Justice. *Limite d'âge d'exercice de la profession de notaire et celle de commissaire de justice* (p. 2907).

Paccaud (Olivier) :

4967 Justice. *Arbitrage budgétaire du ministère de la justice* (p. 2906).

L

Logement et urbanisme

Maurey (Hervé) :

4971 Logement. *Manque de visibilité et d'efficacité des outils de lutte contre les logements vacants du parc privé* (p. 2907).

P

PME, commerce et artisanat

Jacquemet (Annick) :

4934 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. *Définition juridique des soins esthétiques* (p. 2894).

Lermytte (Marie-Claude) :

4952 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. *Obligation à la consommation* (p. 2894).

Maurey (Hervé) :

4968 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. *Politique promotionnelle des grandes surfaces en faveur des aliments très transformés* (p. 2895).

5022 Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche. *Bilan de l'observatoire du fonds de réparation des équipements électriques et électroniques* (p. 2915).

Police et sécurité

Allizard (Pascal) :

5000 Intérieur . *Renouvellement de titres de séjour d'étrangers en France* (p. 2904).

Belin (Bruno) :

4959 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. *Mise en place de mesures pour réduire le nombre de féminicides* (p. 2900).

4960 Intérieur . *Avenir de la nouvelle brigade de gendarmerie de Lusignan* (p. 2903).

4961 Intérieur . *Ouverture d'un local de rétention administrative* (p. 2903).

Bouchet (Gilbert) :

4972 Intérieur . *Situation des sapeurs pompiers blessés* (p. 2903).

Chaize (Patrick) :

5011 Intérieur . *Lutte contre le marché illicite de tabac* (p. 2905).

Courtial (Édouard) :

4954 Intérieur (MD). *Trafic de véhicules volés* (p. 2905).

Saury (Hugues) :

4984 Intelligence artificielle et numérique. *Augmentation des escroqueries en ligne* (p. 2906).

Pouvoirs publics et Constitution

Basquin (Alexandre) :

5003 Travail, santé, solidarités et familles. *Pauvreté en France* (p. 2918).

Q

Questions sociales et santé

Bitz (Olivier) :

4990 Travail, santé, solidarités et familles. *Soutien aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes privés associatifs en difficulté financière* (p. 2917).

Deseyne (Chantal) :

4962 Santé et accès aux soins. *Régulation des dispositifs médicaux* (p. 2909).

Havet (Nadège) :

4998 Travail, santé, solidarités et familles. *Formation des thanatopracteurs* (p. 2917).

4999 Travail, santé, solidarités et familles. *Gestion des déchets d'activités de soins à risques infectieux* (p. 2917).

Lahellec (Gérard) :

4977 Travail, santé, solidarités et familles. *Enjeux du financement des dispositifs d'appui à la coordination dans le contexte de la revalorisation Ségur* (p. 2916).

Lermytte (Marie-Claude) :

4951 Santé et accès aux soins. *Réactualisation des études d'infirmier* (p. 2909).

Longeot (Jean-François) :

5005 Santé et accès aux soins. *Fermeture des maternités de type 1* (p. 2909).

Margueritte (David) :

4983 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Financement des laboratoires publics départementaux d'analyse* (p. 2891).

Maurey (Hervé) :

5020 Santé et accès aux soins. *Déserts médicaux et errance médicale* (p. 2910).

5025 Santé et accès aux soins. *État de l'hôpital public et sous-recours aux soins* (p. 2910).

Mercier (Marie) :

4940 Travail, santé, solidarités et familles. *Contrôle des initiatives pour pallier la désertification médicale* (p. 2915).

Mizzon (Jean-Marie) :

4950 Travail, santé, solidarités et familles. *Interrogations quant à l'objectif de réduction de la pauvreté* (p. 2916).

S

Sécurité sociale

Chevrollier (Guillaume) :

4963 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Conséquences du mode de calcul de la revalorisation des retraites pour les agriculteurs ayant exercé des fonctions électives locales* (p. 2890).

Perrot (Évelyne) :

4939 Travail et emploi. *Evolution des droits à la retraite des pompiers volontaires en 2025* (p. 2915).

Sollogoub (Nadia) :

5006 Travail, santé, solidarités et familles. *Prise en compte des travaux d'utilité collective dans le dispositif « carrières longues »* (p. 2918).

T

Transports

Basquin (Alexandre) :

5004 Aménagement du territoire et décentralisation . *Ligne ferroviaire Cambrai-Douai* (p. 2894).

Folliot (Philippe) :

5008 Intérieur . *Attribution du permis de conduire international aux ressortissants ukrainiens installés en France* (p. 2905).

Gerbaud (Frédérique) :

4938 Santé et accès aux soins. *Tarification des transports sanitaires par taxi* (p. 2908).

Maurey (Hervé) :

5019 Transports. *Prix élevé des billets de train* (p. 2915).

5023 Transports. *Hausse du coût de réparation des véhicules électriques et hybrides* (p. 2915).

5026 Transports. *« Assignation à résidence » des habitants des zones rurales* (p. 2915).

Questions écrites

ACTION PUBLIQUE, FONCTION PUBLIQUE ET SIMPLIFICATION

Inégalités d'accès et qualité des services publics

5018. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification** les termes de sa question n° 03929 sous le titre « Inégalités d'accès et qualité des services publics », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

AGRICULTURE ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Budget et calendrier du Pacte en faveur de la haie

4942. – 5 juin 2025. – **M. Olivier Henno** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la nécessité de garantir la continuité budgétaire et le calendrier du Pacte en faveur de la haie, outil essentiel pour accompagner les agriculteurs et la résilience des territoires avec la haie. Les débats sur le projet de loi de finances pour 2025 ont témoigné d'un soutien transpartisan à cette politique, avec plusieurs centaines d'amendements déposés par des parlementaires, et l'adoption en commission mixte paritaire d'un amendement augmentant de 20 millions d'euros l'enveloppe du Plan haies, portant son budget à 45 millions d'euros. Cependant, d'après les retours des acteurs concernés, ce montant risque aujourd'hui d'être remis en question du fait de la fongibilité de l'enveloppe « Planification écologique ». Une baisse budgétaire qui, si elle était actée, interpellerait au regard de la volonté exprimée par le Parlement à travers le vote de la loi de finances. Cette situation interroge également compte tenu des objectifs chiffrés inscrits dans le Pacte haie et dans la loi n° 2025-268 du 24 mars 2025 d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture, tout juste promulguée : un soutien budgétaire ambitieux dans la durée est nécessaire pour atteindre les plus de 50 000 km de haies en 2030, prévus dans ces deux textes. Pour rappel, le Pacte en faveur de la haie prévoyait à son lancement en 2024, un engagement à 110 millions d'euros pour au moins 3 ans. En parallèle de cette baisse de budget, un report de la publication des appels à projets serait également envisagé par le Gouvernement : initialement prévus au printemps, ils seraient désormais lancés en juillet 2025 au plus tôt. Ce report fragiliserait la mise en oeuvre du Pacte, qui nécessite notamment pour les agriculteurs d'anticiper leurs projets de plantation de haies. Ce calendrier tardif mettrait également en difficulté les structures de terrain (opérateurs de l'arbre et de la haie, techniciens, fédérations de chasseurs, chambres d'agriculture…) accompagnant les agriculteurs, mais aussi les services de l'État, contraints de travailler dans un calendrier difficilement tenable. Alors que le Pacte montre de très bons résultats sur le terrain, avec une consommation de la totalité de l'enveloppe prévue en 2024, ce flou sur le budget disponible et ce retard dans le calendrier seraient fortement pénalisants. Il lui demande donc si le Gouvernement entend respecter l'engagement d'une enveloppe budgétaire de 45 millions d'euros, et si un calendrier rapide et clair de publication des appels à projets du Pacte sera présenté, afin de sécuriser la planification des plantations pour l'hiver 2025/2026.

Dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives

4943. – 5 juin 2025. – **M. Jean-Claude Tissot** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives (DiNA) des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma). Ce dispositif soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique, etc. N'étant pas centré exclusivement sur les aides à l'investissement matériel, il permet aux Cuma de s'engager réellement dans des dynamiques de changement de pratique, ce qui est indispensable afin de préserver une agriculture nourricière et respectueuse de l'environnement. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) en 2021, d'une concertation avec les services du ministère en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, le dispositif est articulé autour des enjeux de politiques publiques et permet de démultiplier leurs impacts, via les collectifs d'agriculteurs. Unique en son genre, cette aide est mobilisée par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. Dans mon département de la Loire, c'est une

quinzaine de DiNA qui sont lancés chaque année. La mise à mal du déploiement de ce dispositif suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, étant donnée son efficience. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, au coeur des préoccupations actuelles, il souhaite savoir quelle ambition et quelle pérennité le Gouvernement souhaite donner à ce dispositif, qui demeure la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Tuberculose bovine et de ses conséquences locales

4948. – 5 juin 2025. – **M. Pascal Allizard** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** à propos de la tuberculose bovine et de ses conséquences locales. Il rappelle les inquiétudes exprimées par le monde agricole et les élus des territoires ruraux concernant la tuberculose bovine. L'activité d'élevage joue un rôle majeur dans l'économie locale de certains départements. C'est notamment le cas dans le Calvados. La lutte contre cette maladie infectieuse entraine d'importants coûts et, en cas de contamination, l'abattage des animaux constitue un traumatisme pour les éleveurs dont la situation financière est déjà précaire. Par conséquent, il souhaite savoir si le Gouvernement compte améliorer la situation des éleveurs concernés, renforcer la recherche sur la tuberculose bovine et appliquer avec discernement des protocoles d'abattage adaptés.

Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4957. – 5 juin 2025. – **M. Max Brisson** appelle l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** à propos à la coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement (DiNA) des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma). Le DiNA soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique ou de la souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu avec votre administration, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vu de l'efficience que produit le DiNA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, il souhaite connaître l'ambition et la pérennité que le Ministère souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Conséquences du mode de calcul de la revalorisation des retraites pour les agriculteurs ayant exercé des fonctions électives locales

4963. – 5 juin 2025. – **M. Guillaume Chevrollier** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur les conséquences injustes du mode de calcul de la revalorisation des pensions de retraite agricoles pour les exploitants ayant exercé des fonctions électives locales. La loi n° 2020-839 du 3 juillet 2020 visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer a permis d'élever les pensions des chefs d'exploitation agricole à hauteur de 85 % du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) net, à condition de justifier d'une carrière complète. Toutefois, pour les exploitants ayant exercé un mandat local, les pensions versées par l'institution de retraite complémentaire des agents non-titulaires de l'État et des collectivités publiques (IRCANTEC), au titre du régime complémentaire obligatoire des élus, sont prises en compte dans le calcul du plafond ouvrant droit à cette revalorisation. Ce dispositif entraîne une diminution du complément différentiel auquel ces anciens élus agricoles pourraient légitimement prétendre. Une lettre interministérielle du 25 mars 2022 a précisé que les droits IRCANTEC en cours de constitution ne doivent plus être intégrés dans ce calcul pour les élus encore en exercice. Cependant, cette disposition ne s'applique pas aux pensions déjà liquidées, créant ainsi une inégalité manifeste entre anciens élus et élus en fonction. De plus, le Conseil d'État a reconnu la nature spécifique du régime de retraite des élus, qui ne constitue pas un revenu de remplacement équivalent à une activité professionnelle. Au-delà de l'aspect juridique, cette injustice risque de décourager davantage l'engagement des agriculteurs dans la vie publique locale, alors

même qu'ils représentent encore plus de 63 % des maires dans les communes de moins de 500 habitants, et 13,4 % à l'échelle nationale. Le recul de cette participation fragilise la représentation des territoires ruraux et nuit à l'équilibre démocratique. Il lui demande donc si le Gouvernement envisage de corriger cette inégalité en excluant systématiquement les pensions IRCANTEC du calcul du plafond de revalorisation, y compris pour les pensions déjà liquidées, afin de garantir un traitement équitable aux anciens exploitants agricoles investis dans la vie publique locale

Financement des laboratoires publics départementaux d'analyse

4983. – 5 juin 2025. – **M. David Margueritte** appelle l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** concernant le financement des laboratoires publics départementaux d'analyse. En effet, l'association des laboratoires privés Aprolab a récemment déposé une plainte auprès de la Commission européenne visant plusieurs laboratoires publics français, dont LABÉO, pôle d'analyses et de recherche interdépartemental de Normandie. Cette plainte remet en cause les compensations financières accordées par les conseils départementaux à ces laboratoires publics, estimant qu'elles fausseraient la concurrence dans le secteur privé des analyses. Ce recours fait suite à une plainte similaire déposée en 2014, dont la procédure avait été suspendue en 2020 par la Commission européenne afin de favoriser une solution amiable entre les autorités françaises et Aprolab. Cette solution a conduit à la mise en place, par le décret n° 2023-1358 du 28 décembre 2023 et l'arrêté du 9 février 2024, du mandat de service d'intérêt économique général (SIEG) encadrant légalement le financement et les missions de service public des laboratoires départementaux d'analyse. Dans ce contexte, il souhaite connaître les mesures que le Gouvernement envisage de prendre, tant au niveau européen qu'au niveau national, afin de sécuriser le cadre juridique et financier de ces laboratoires, garantissant ainsi la pérennité d'un service public indispensable à nos territoires.

Rappel des engagements de l'État en faveur de la filière lavande et lavandin du sud-est de la France

4988. – 5 juin 2025. – **M. Lucien Stanzione** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur l'aide restante de 4 millions d'euros promise à la filière lavande et lavandin par le précédent ministre de l'agriculture, suite au vote historique du Sénat en juillet 2023. Non seulement la promesse n'a pas été tenue mais ces 4 millions d'euros n'existent plus dans le budget de l'État. Il lui demande donc de renouveler pour 2025 l'engagement pris par l'État. En outre, il souligne qu'il n'y a pas eu de volonté politique, malgré ses propositions, d'utiliser le règlement des aides de minimis offrant jusqu'à 300 000 euros par entreprise sur trois ans. Il s'interroge sur l'absence de mobilisation de telles solutions qui représentent des mesures immédiates d'avance financière, via les organisations de producteurs d'huiles essentielles de lavande et de lavandin par exemple, qui auraient pu apporter une aide d'urgence tangible. Ce secteur est toujours en crise dans le sud-est de la France, des territoires où les agriculteurs subissent dans plusieurs domaines (lavandiculture, viticulture, arboriculture, maraîchage…), malgré leur diversification, des crises intenses sanitaires et environnementales, économiques et de renouvellement des générations. Des territoires où il y a peu d'autres alternatives que la lavande et le lavandin, y compris de diversification dans les plaines où la viticulture et l'arboriculture sont en crise. Une récente étude de FranceAgriMer montre d'ailleurs que les exploitations les plus spécialisées en lavande ou lavandin en termes de surface se situent sur les plateaux d'Albion et de Valensole, secteurs où l'absence d'irrigation et l'altitude (surtout pour Albion) limitent drastiquement les autres possibilités de culture. Si l'élevage représente un potentiel en terme de reconversion, son coût d'entrée est fort (astreintes, investissements, compétences, gestion de la prédation lupine). 60 à 80 % des revenus d'un éleveur ovin sont issus des aides de la politique agricole commune (PAC). Des agriculteurs n'en ayant jamais activées ne pourront pas y avoir le droit : il n'y a pas assez de DPB (droit à paiement de base) en réserve aujourd'hui pour ouvrir de nouveaux droits. Les prix de l'huile essentielle de lavandin comme ceux du vin rouge s'effondrent et des zones de production disparaissent. Seront-nous la génération qui aura laissée périr cet héritage ! Cette aide de 4 millions d'euros aurait un impact positif sur le marché de la lavande. Une aide au stockage, par exemple, via les organisations de producteurs d'huiles essentielles de lavande et de lavandin, permettrait d'apurer le marché et de structurer l'approvisionnement en faveur de la production locale, sans compter l'impact positif sur les acheteurs. Il lui demande ce qu'elle compte faire pour aider notre agriculture en crise sans plan à court, moyen et long-terme.

Nécessité de maintenir l'enveloppe du plan haies à hauteur de 45 millions d'euros

4989. – 5 juin 2025. – **M. Lucien Stanzione** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la nécessité de garantir la continuité budgétaire du pacte en faveur de la haie, outil

essentiel pour accompagner les agriculteurs et la résilience des territoires avec la haie. Les débats sur le projet de loi de finances pour 2025 ont témoigné d'un soutien transpartisan à cette politique, et l'adoption en commission mixte paritaire d'un amendement augmentant de 15 millions d'euros l'enveloppe du plan haies, a porté son budget à 45 millions d'euros. Cependant, d'après les retours du lauréat de l'appel à projet national pacte en faveur de la haie, le parc naturel régional du Mont Ventoux, ce montant pourrait faire l'objet d'une coupe budgétaire, dans le cadre des 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires annoncées par le Gouvernement pour 2025. Le retard de calendrier et le flou sur le financement fragilise déjà l'ensemble des acteurs engagés : opérateurs, agriculteurs et services de l'État. Une baisse budgétaire qui, si elle est définitivement actée, interpellerait au regard de la volonté exprimée par le Parlement à travers le vote de la loi de finances pour 2025. Cette situation interroge également compte tenu des objectifs chiffrés inscrits dans le pacte haie et dans la loi n° 2025-268 du 24 mars 2025 d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture, tout juste promulguée : un soutien budgétaire ambitieux dans la durée est nécessaire pour atteindre les plus de 50 000 km de haies en 2030, prévus par ces deux textes. Pour rappel, le pacte en faveur de la haie prévoyait à son lancement en 2024, un engagement à 110 millions d'euros pour au moins 3 ans. Alors que le pacte montre de très bons résultats sur le terrain, avec une consommation de la totalité de l'enveloppe prévue en 2024, cette baisse budgétaire serait très dommageable sur les territoires. Il demande donc à Mme la ministre si le Gouvernement entend respecter l'engagement d'une enveloppe budgétaire de 45 millions d'euros prévue pour le pacte haies.

Budget du pacte en faveur de la haie

4992. – 5 juin 2025. – **Mme Corinne Bourcier** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la nécessité de garantir la continuité budgétaire du pacte en faveur de la haie, outil essentiel pour accompagner les agriculteurs et la résilience des territoires avec la haie. Les débats sur le projet de loi de finances pour 2025 ont témoigné d'un soutien transpartisan à cette politique, avec plusieurs centaines d'amendements déposés par des parlementaires, et l'adoption en commission mixte paritaire d'un amendement augmentant de 20 millions d'euros l'enveloppe du plan haies, portant son budget à 45 millions d'euros. Cependant, d'après les retours des acteurs concernés, ce montant ferait l'objet d'une coupe budgétaire, dans le cadre des 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires annoncées par le Gouvernement pour 2025. Une baisse budgétaire qui, si elle est définitivement actée, interpellerait au regard de la volonté exprimée par le Parlement à travers le vote de la loi de finances pour 2025. Cette situation interroge également compte tenu des objectifs chiffrés inscrits dans le pacte haie et dans la loi n° 2025-268 du 24 mars 2025 d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture, tout juste promulguée : un soutien budgétaire ambitieux dans la durée est nécessaire pour atteindre les plus de 50 000 km de haies en 2030, prévus par ces deux textes. Pour rappel, le pacte en faveur de la haie prévoyait à son lancement en 2024, un engagement à 110 millions d'euros pour au moins 3 ans. Alors que le pacte montre de très bons résultats sur le terrain, avec une consommation de la totalité de l'enveloppe prévue en 2024, cette baisse budgétaire serait très dommageable sur les territoires. Elle lui demande donc si le Gouvernement entend respecter l'engagement d'une enveloppe budgétaire de 45 millions d'euros prévue pour le pacte haies.

Budget du pacte en faveur de la haie

5002. – 5 juin 2025. – **M. Alexandre Basquin** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la nécessité de garantir la continuité budgétaire du pacte en faveur de la haie, outil essentiel pour accompagner les agriculteurs et la résilience des territoires avec la haie. Les débats sur le projet de loi de finances pour 2025 ont témoigné d'un soutien transpartisan à cette politique, avec plusieurs centaines d'amendements déposés par des parlementaires, et l'adoption en commission mixte paritaire d'un amendement augmentant de 20 millions d'euros l'enveloppe du plan haies, portant son budget à 45 millions d'euros. Cependant, d'après les retours des acteurs concernés, ce montant ferait l'objet d'une coupe budgétaire, dans le cadre des 5 milliards d'euros d'économies supplémentaires annoncées par le Gouvernement pour 2025. Une baisse budgétaire qui, si elle est définitivement actée, interpellerait au regard de la volonté exprimée par le Parlement à travers le vote de la loi de finances. Cette situation interroge également compte tenu des objectifs chiffrés inscrits dans le pacte haie et dans la loi n° 2025-268 du 24 mars 2025 d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture, tout juste promulguée : un soutien budgétaire ambitieux dans la durée est nécessaire pour atteindre les plus de 50 000 km de haies en 2030, prévus par ces deux textes. Pour rappel, le pacte en faveur de la haie prévoyait à son lancement en 2024, un engagement à 110 millions euros pour au moins 3 ans. Alors que le pacte montre de très bons résultats sur le terrain, avec une consommation de la totalité

de l'enveloppe prévue en 2024, cette baisse budgétaire serait très dommageable sur les territoires. Il lui demande donc si le Gouvernement entend respecter l'engagement d'une enveloppe budgétaire de 45 millions d'euros prévue pour le pacte haies.

Impact du nouveau calcul du nutri-score sur la filière du pruneau

5012. – 5 juin 2025. – **M. Michel Masset** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur les conséquences du nouveau calcul du nutri-score sur la filière du pruneau. Apposé sur le dessus des emballages alimentaires, le nutri-score est un système d'information nutritionnelle essentiel, notamment en matière de santé publique et de transparence de l'industrie agro-alimentaire. Il constitue un outil reconnu pour lutter contre le surpoids et l'obésité. Les travaux scientifiques accumulés depuis plusieurs années démontrent ainsi qu'il contribue à réduire le risque des pathologies chroniques, notamment des maladies cardiovasculaires. L'objectif du nutri-score est bien de détourner les consommateurs des produits néfastes pour leur santé, c'est un outil d'incitation. Si un nouveau mode de calcul s'imposait au regard des avancées scientifiques, la révision de l'algorithme pénalise pourtant aujourd'hui certains produits naturellement riches en sucre. C'est le cas, notamment, du pruneau, produit emblématique du Lot-et-Garonne. Riche en potassium, en antioxydants et en sorbitol, le pruneau voit ainsi sa note dégradée, passant de B à C, le situant au même niveau que de nombreux produits industriels transformés. Ce nouveau mode de calcul ne rend ainsi pas suffisamment compte des bienfaits nutritionnels, ni du caractère transformé ou non d'un produit. Aussi, il risquerait de détourner des consommateurs d'un produit pourtant vertueux pour la santé humaine. Un tel risque ne peut être pris tant au regard des objectifs mêmes du nutri-score que de l'impact qu'il aurait sur la filière agricole du pruneau. Il lui demande ainsi quelles sont les mesures envisagées pour ajuster le calcul du nutri-score aux fins de protéger les produits issus de nos terroirs agricoles et garantir une information juste pour les consommateurs. Il souhaite également que lui soient précisées les actions de communication au public du déploiement de ce nouveau mode de calcul.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DÉCENTRALISATION

Évolution du cadre réglementaire de la taxe locale sur la publicité extérieure

4993. – 5 juin 2025. – **M. Jean-François Longeot** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur les difficultés rencontrées par certaines communes, notamment de petite taille, dans la mise en oeuvre de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE). Si cette taxe vise légitimement à limiter la pollution visuelle et à générer des recettes complémentaires pour les collectivités, elle peut néanmoins, en l'état actuel du droit, produire des effets contre-productifs. Malgré les exonérations prévues ou facultatives, certaines communes constatent que les enseignes nationales, déjà très connues du public, échappent à une partie de la charge fiscale tandis que des commerces locaux, notamment indépendants et familiaux, se retrouvent pénalisés. Le simple fait de devoir apposer un nom ou un logo lisible pour être repéré peut entraîner une taxation qui, dans certains cas, dépasse la taxe foncière. Aussi, il serait souhaitable que les textes puissent évoluer pour permettre une modulation plus fine de cette taxe, notamment en tenant compte : du chiffre d'affaires des commerces, du nombre de points de vente sur le territoire ou encore de critères permettant de distinguer les acteurs économiques selon leur taille ou leur implantation locale. Il souhaite donc savoir si le Gouvernement envisage une révision du dispositif encadrant la TLPE, afin de mieux concilier les objectifs environnementaux de cette taxe avec la protection du commerce de proximité.

Diminution de la dotation globale de fonctionnement en 2025

4995. – 5 juin 2025. – **M. Jean-François Longeot** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur la baisse de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour 2025, qui touche plus d'un tiers des communes françaises, soit environ 12 700 collectivités selon les chiffres publiés le 1er avril 2025 par Maire info. Malgré une augmentation globale de la DGF à hauteur de 27 milliards d'euros, les effets de redéploiement intra-bloc communal et la progression des dotations de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) et des dotations de solidarité rurale (DSR) conduisent à des baisses significatives pour un grand nombre de communes. Environ 8 000 collectivités voient leur DGF diminuer de 2 %, et plus de 2 000 subissent une baisse comprise entre 1 et 2 %, ce qui, bien que présenté comme « indolore », représente une difficulté supplémentaire pour les budgets locaux, dans un contexte déjà tendu. Certaines communes perdent jusqu'à 99 % de leur dotation par rapport à l'an passé, et une centaine d'entre elles ne perçoivent plus aucune DGF alors qu'elles

en touchaient encore en 2024. Aussi, il lui demande quelle est la logique précise ayant conduit à ces baisses ciblées malgré une enveloppe globale en hausse, quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour accompagner les communes fortement pénalisées et enfin, comment garantir la prévisibilité et l'équité de la répartition des dotations dans les années à venir, notamment pour les petites et moyennes communes.

Ligne ferroviaire Cambrai-Douai

5004. – 5 juin 2025. – **M. Alexandre Basquin** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur la liaison ferroviaire Cambrai-Douai. Sur cette ligne, d'importants travaux de régénération des infrastructures touchent à leur fin, avec un armement pouvant permettre le retour du fret. Le Canal Seine Nord Europe arrivera à terme à Aubencheul-au-Bac, au milieu de cette ligne. Une plate-forme multimodale verra le jour à Cambrai-Marquion. La voie unique Cambrai-Douai va rouvrir au trafic TER pour les voyageurs avec le même système d'exploitation. Mais aujourd'hui, nous n'avons pas d'information sur les niveaux de trafics après les travaux réalisés ni sur le retour éventuel du fret, alors même que ce serait une formidable opportunité eu égard au Canal Seine Nord Europe et la plate-forme multimodale de Cambrai-Marquion. Tous soucieux du développement du fret, notamment pour lutter contre le réchauffement climatique, il semble plus qu'opportun que le Gouvernement s'engage en la matière afin de répondre aux attentes des usagers mais aussi du tissu économique local par des moyens humains comme matériels affectés à cette ligne. Notamment le renforcement des équipes d'entretien des voies de Cambrai comme des équipes d'astreinte in situ de Cambrai et de Douai. C'est pourquoi, il lui demande si la ligne Cambrai-Douai va accueillir du fret ferroviaire et, dans ce cadre, si des moyens appropriés y seront consentis et renforcés.

COMMERCE, ARTISANAT, PME, ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Définition juridique des soins esthétiques

4934. – 5 juin 2025. – **Mme Annick Jacquemet** appelle l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire** sur l'absence de définition juridique précise des soins esthétiques et les répercussions que cela entraîne pour les professionnels du secteur. En l'état actuel, l'article 16 de la loi du 5 juillet 1996 modifiée, relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, stipule que les soins esthétiques « ne peuvent être exercés que par une personne qualifiée professionnellement ou sous le contrôle effectif et permanent de celle-ci ». Toutefois, ces soins ne font l'objet d'aucune définition légale, ce qui crée une insécurité juridique pour les professionnels concernés. Certaines pratiques, bien que maîtrisées par ces derniers, leur sont interdites car elles sont susceptibles d'être assimilées à des actes médicaux. Cette incertitude les contraint souvent à recourir à des alternatives technologiques onéreuses, particulièrement lourdes à supporter pour les structures artisanales et indépendantes. L'interdiction de la technique du microneedling, un soin du visage régénérant prodigué à l'aide de micro-aiguilles de 0,3 mm de longueur, réservée aux seuls professionnels de santé du fait de l'effraction cutanée qu'elle implique, illustre bien cette problématique. À titre de comparaison, les tatoueurs et perceurs, bien qu'ils ne relèvent pas du corps médical, bénéficient d'une dérogation leur permettant de réaliser des actes impliquant une effraction cutanée, ce qui pose la question de la cohérence et de l'équité du cadre réglementaire actuel. L'absence de définition juridique claire des soins esthétiques nuit non seulement à la reconnaissance et au développement de la profession, mais engendre également une confusion pour les consommateurs sur les pratiques autorisées. Dans ce contexte, elle souhaiterait savoir si le Gouvernement envisage de définir juridiquement et réglementairement les soins esthétiques, afin de mieux encadrer ces pratiques et de clarifier la frontière entre les actes de bien-être et ceux relevant de la compétence médicale.

Obligation à la consommation

4952. – 5 juin 2025. – **Mme Marie-Claude Lermytte** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire** à propos du refus de restaurateurs de servir des clients au prétexte que la consommation de ces derniers est insuffisante créant ainsi une obligation à la consommation. Elle lui demande si ce motif est légal ou constitue une infraction au titre du code de la consommation. Si la réponse s'avérait positive, elle lui demande quelles sont les démarches que peuvent déclencher les consommateurs.

Politique promotionnelle des grandes surfaces en faveur des aliments très transformés

4968. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire** sur la politique promotionnelle de nombreuses grandes surfaces au bénéfice des aliments très transformés. Selon une étude réalisée par plusieurs associations de consommateurs et de représentants des familles, les offres promotionnelles des grandes surfaces portent le plus souvent sur des produits très transformés dont le programme national nutrition santé recommande de limiter la consommation. En effet, seuls 6 % des offres promotionnelles concerneraient des fruits et légumes. Les produits frais issus de l'agriculture biologique ne représenteraient, quant à eux, que 1 à 2 % des promotions. Or, une étude réalisée en 2022 par NielsenIQ pour l'association nationale des industries alimentaires a montré que, dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat, les deux tiers des consommateurs adaptent leurs achats en fonction des promotions. Il souhaite donc connaître l'avis du Gouvernement en la matière et les mesures qu'il compte prendre afin de promouvoir la consommation de produits frais et de limiter celle d'aliments transformés.

Mauvaises pratiques de plusieurs distributeurs d'énergie en 2024

4969. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire** sur les mauvaises pratiques de plusieurs distributeurs d'énergie en 2024. Dans son rapport d'activité 2024, le médiateur national de l'énergie souligne qu'une entreprise de distribution d'énergie électrique et gazière a, pour la troisième année consécutive, fait l'objet plus de 800 saisines au sujet de 100 000 contrats qui ne mentionnent pas ses prix de vente, en violation de obligations prévues par l'art. L. 224-3 du code de l'énergie, et de pratiques abusives de démarchage téléphonique. Le logiciel du système d'information d'un deuxième distributeur pose un problème de facturation et de blocage des paiements et l'entreprise n'est pas intervenue malgré de nombreuses demandes des clients. Enfin, un troisième distributeur ne paie pas ses clients producteurs d'électricité photovoltaïque. Il souhaite donc connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement pour que cessent enfin ces pratiques qui portent préjudice aux consommateurs.

COMMERCE EXTÉRIEUR ET FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Élection partielle à un an du renouvellement général

4935. – 5 juin 2025. – **Mme Olivia Richard** interroge **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur le coût engendré par l'organisation d'une élection partielle dans la circonscription électorale Afrique du Sud, Mozambique, Namibie et Botswana pour le renouvellement d'un siège de conseiller des Français de l'étranger. La participation électorale s'est élevée à 317 votants sur 5 775 électeurs inscrits, soit 5,48 %. La candidate élue à un an du renouvellement général a ainsi recueilli 133 voix, ce qui représente 2,3 % des électeurs inscrits. Elle lui demande le coût de l'organisation de cette élection partielle rapportée au nombre de suffrages recueillis.

Missions « excellence consulaire »

4965. – 5 juin 2025. – **Mme Évelyne Renaud-Garabedian** interroge **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur les missions « excellence consulaire ». À la fin 2024, la direction des Français à l'étranger et de l'administration consulaire a engagé un partenariat avec le ministère de la fonction publique et la direction interministérielle de la transformation publique (DITP) pour organiser des ces missions « excellence consulaire » dans les postes dont l'objectif est de travailler sur l'organisation des processus, d'évaluer si le nombre de guichets ouverts correspond à la demande, de rationaliser. Cet audit doit permettre de repérer des postes qui malgré une meilleure organisation rencontrent des difficultés dans l'accomplissement de leurs missions en raison notamment de la croissance de la communauté française sur place. Elle lui demande si l'ensemble des postes consulaires est concerné par cette évaluation et souhaiterait connaître la méthodologie utilisée. Elle l'interroge sur la durée de cet examen et sur l'horizon des premiers résultats et des actions qui s'ensuivent.

COMPTES PUBLICS

Maintien des aides aux communes pour la sauvegarde du patrimoine rural et assouplissement des études

5009. – 5 juin 2025. – **M. Jean-François Longeot** attire l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** concernant l'accompagnement des communes rurales dans la restauration de leur patrimoine. En effet, les contraintes du contexte budgétaire ont amené à réduire le fonds pour l'accélération de la transition écologique des territoires, destinés aux communes et donc du « fonds vert ». Or, ce fonds est indispensable à l'action locale menée par les collectivités qui comptent sur ce programme. De plus, l'impossibilité d'obtenir plusieurs sources de financement dans un contexte de restrictions budgétaires pourrait considérablement limiter la capacité des communes à développer des solutions locales, adaptées aux spécificités de leurs territoires et entraver les efforts de modernisation portés par les élus locaux, notamment pour les projets de transition énergétique dans les bâtiments publics, dont ils dépendent largement pour réduire leur empreinte environnementale et atteindre leurs objectifs climatiques. C'est la raison pour laquelle il lui demande si le Gouvernement entend assouplir les critères car le coût des études peut représenter parfois 25 à 30% du projet et quelles dispositions le Gouvernement compte mettre en place pour assurer aux collectivités les financements nécessaires à la réalisation de leurs projets de transition écologique.

Mise en oeuvre et conséquences de la suppression de l'exonération de cotisations patronales pour certains armateurs engagés dans la transition écologique de leur secteur

5013. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** les termes de sa question n° 03893 sous le titre « Mise en oeuvre et conséquences de la suppression de l'exonération de cotisations patronales pour certains armateurs engagés dans la transition écologique de leur secteur », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

ÉCONOMIE, FINANCES, SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Situation de la filière textile

4937. – 5 juin 2025. – **Mme Évelyne Perrot** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur la situation de la filière textile. Récemment, le Président des industries textiles de Champagne-Ardenne a fait part de ses vives inquiétudes sur le devenir des entreprises du textile, très présentes dans le département de l'Aube. Depuis plusieurs années, elles font face à une explosion des coûts de l'énergie, une crise économique notoire et une hausse de la concurrence ; principalement celle de la fast-fashion (mode jetable), cette dernière ne respectant aucune des normes imposées aux entreprises françaises. De nombreuses entreprises sont aujourd'hui en difficulté, des emplois en internes mais aussi des sous-traitants sont menacés. Elle demande donc si le Gouvernement envisage des actions concrètes, à court terme, pour soutenir la filière textile, acteur historique de l'économie française.

Modalités d'application de l'option mutualisation des plafonds de déduction fiscale dans le cadre d'un plan d'épargne retraite

4945. – 5 juin 2025. – **M. Claude Malhuret** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur l'article 163 quatervicies du code général des impôts, qui encadre la déductibilité des cotisations versées sur un plan d'épargne retraite et prévoit la possibilité pour les couples mariés ou pacsés d'opter pour la mutualisation de leurs plafonds de déduction. Cette faculté a été introduite par la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007. Les débats parlementaires précisent que l'option consiste en une addition des droits individuels de chaque membre du couple afin de gérer le plafond de manière globale. La doctrine administrative (BOI-IR-BASE-20-50-30-06/03/2014) reprend ce principe de raisonnement à l'échelle globale du foyer fiscal en précisant que sont additionnés, aussi bien les plafonds de déduction individuels que les cotisations versées par chacun afin de n'obtenir qu'un seul et même plafond de déduction et un seul et même montant de cotisations déductibles. En parallèle, l'article 41 ZZ ter de l'annexe III du code général des impôts consacre le principe d'imputation des cotisations versées sur les plafonds de déduction disponibles. Plus

précisément, il prévoit que les cotisations versées au cours d'une année s'imputent en priorité sur le plafond de déduction disponible de cette même année avant de s'imputer sur les soldes non utilisés des plafonds des trois années antérieures en commençant par le plus ancien. Par ailleurs, l'administration met à disposition des contribuables un document d'information n° 2041 GX dans lequel elle expose, après avoir rappelé le principe général, un exemple concret de l'ordre d'imputation des cotisations versées sur les plafonds alors mutualisés. Plus spécifiquement, il est précisé que les cotisations versées par l'un des membres du couple sont imputées en priorité sur ses propres plafonds avant d'être imputées sur les plafonds de son conjoint ou partenaire diminués des cotisations de ce dernier. Ainsi, les cotisations versées au cours d'une année par l'un, s'imputent dans un premier temps sur son propre plafond de déduction annuel puis sur les soldes disponibles de ses plafonds des trois années antérieures du plus ancien au plus récent. Ensuite, le reliquat vient s'imputer sur les plafonds disponibles du conjoint ou partenaire dans le même ordre. Dès lors, l'utilisation des plafonds du conjoint ou partenaire implique la consommation de l'intégralité de ses propres plafonds en amont et nécessite de mobiliser un certain volume de capitaux. Pourtant, un raisonnement à l'échelle globale du foyer fiscal impliquerait une imputation des cotisations mutualisées et versées par chacun, sur le plafond global de l'année en cours résultant d'une addition des plafonds individuels des époux ou partenaires, puis sur les plafonds disponibles des trois années antérieures là encore mutualisés en commençant par le plus ancien. Ce mécanisme se révélerait d'ailleurs favorable aux contribuables souhaitant échelonner la déductibilité fiscale de leurs versements dans le temps. Par conséquent, il lui demande si la méthode d'imputation exposée au sein du document d'information n° 2041 GX est conforme au principe de mutualisation des plafonds de déduction prévue à l'article 163 quatervicies du code général des impôts. Enfin, il est demandé si les contribuables peuvent dans le cadre de l'option pour ce dispositif, pratiquer une déduction des cotisations versées par le couple sur les plafonds individuels additionnés dans l'ordre chronologique défini par l'article 41 ZZ ter de l'annexe III du code général des impôts.

Plus-value cession de parts d'une société civile immobilière soumise à l'impôt sur le revenu

4958. – 5 juin 2025. – **M. Max Brisson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** à propos de l'application de l'amendement « Quemener » lorsque survient un fait postérieurement à la cession. Conformément à la jurisprudence « Quemener » du 16 février 2020, « les plus et moins-values réalisées à l'occasion de la cession de titre d'une société translucide française, telle qu'une société civile immobilière (SCI), doivent être ajustées afin de prendre en compte les bénéfices ou déficits fiscaux attribués par la SCI à son associé du fait du régime de translucidité fiscale, et les précédents bénéfices comptables distribués et pertes comptables supportés ». En d'autres termes, le prix de revient des titres doit être d'une part, majoré des bénéfices fiscaux qui ont été ajoutés aux revenus imposés de l'associé et d'autre part, minoré des déficits déduits par l'associé et des bénéfices qui ont donné lieu à des distributions effectuées au profit de l'associé. Cette règle, d'abord posée par la jurisprudence « Quemener » pour le calcul d'une plus-value de cession dans un cadre professionnel, a par la suite été étendue par la jurisprudence « Baradé » aux plus-values des cessions de titres de sociétés à prépondérance immobilière du Conseil d'État du 9 mars 2005. Ce dernier a ensuite précisé que les bénéfices réalisés par la société civile, et non distribués devaient avoir fait l'objet d'une imposition effective entre les mains des associés. Aussi, il interroge le Gouvernement pour savoir si un événement postérieur à la cession, pour laquelle il est demandé l'application de la jurisprudence « Quemener », est à même de remettre en cause l'avantage constitué par le rajout au prix de revient des bénéfices non-distribués, diminués des déficits imputés, lorsque les dits comptes courants qui représentent ces bénéfices non-distribués, sont remboursés après cession.

Annonce d'investissement de 20 milliards de dollars aux États-Unis par Sanofi

4974. – 5 juin 2025. – **M. Fabien Gay** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur l'investissement aux États-Unis annoncé par le groupe Sanofi. Le groupe pharmaceutique français Sanofi a récemment fait part de son intention d'investir au moins 20 milliards de dollars aux États-Unis d'ici 2030 afin d'augmenter significativement ses dépenses de recherche et développement, et sa capacité de production outre Atlantique. Une annonce en contradiction avec les « appels au patriotisme » adressés par Emmanuel Macron aux entreprises, dans un contexte de guerre commerciale avec les États-Unis, qui intervient alors que le groupe vient de vendre sa filiale française Opella à un fonds d'investissement américain. Cette situation interroge, puisque Sanofi a jusqu'ici bénéficié d'aides publiques françaises particulièrement importantes, notamment sur le volet recherche et développement : pour la seule année 2023, ce sont 108 millions d'euros de crédit d'impôt recherche qui lui ont été octroyés, alors que le groupe procède dans le même temps au versement de plusieurs milliards d'euros de dividendes à des programmes de rachat d'actions. Il semble donc que

cette annonce d'investissement pose des problèmes en termes d'utilisation des aides publiques françaises. Aussi, il interroge le ministre sur la réaction qu'entend avoir le Gouvernement suite à cette annonce de Sanofi, notamment concernant les volumes d'aides à la recherche et développement alloués au groupe.

Exonérations fiscales et dispositif zone de revitalisation rurale

4996. – 5 juin 2025. – **M. Jean-François Longeot** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur les difficultés rencontrées par les communes pour mettre en oeuvre les exonérations fiscales prévues dans le cadre des zones de revitalisation rurale (ZRR). De nombreux maires font part de leurs difficultés à élaborer la délibération municipale relative aux dispositions d'exonération, notamment en raison de la complexité des textes en vigueur, de l'absence de modèles types, et de l'insuffisance d'outils d'accompagnement clairs. À l'heure où la simplification des démarches administratives est affichée comme une priorité, serait-il possible de mettre à disposition des collectivités un cadre précis, incluant par exemple un modèle de délibération accompagné de recommandations concrètes ? Par ailleurs, il souhaite attirer l'attention du Gouvernement sur le cas des communes ayant transféré la compétence relative à la cotisation foncière des entreprises (CFE) à leur intercommunalité : dans cette configuration, elles ne sont plus en mesure de voter elles-mêmes une exonération, alors même que la communauté de communes n'a pas toujours été sollicitée ou informée pour prendre le relais. Il lui demande si des mesures sont envisagées pour sécuriser juridiquement les décisions locales, harmoniser les pratiques, et garantir l'effectivité du dispositif ZRR sur l'ensemble du territoire.

Suppression des boîtes aux lettres dans les communes de moins de 1 000 habitants

5017. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** les termes de sa question n° 04024 sous le titre « Suppression des boîtes aux lettres dans les communes de moins de 1 000 habitants », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Maintien de la jouissance des concours de l'éducation nationale pour les enseignants en contrat local dans les établissements d'enseignement français à l'étranger

4936. – 5 juin 2025. – **Mme Mathilde Ollivier** attire l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur la situation des enseignants titulaires du certificat d'aptitude au professorat du second degré (CAPES) exerçant sous contrat local dans les établissements du réseau de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE). Ces personnels, lauréats de concours nationaux, peuvent être placés en disponibilité par leur académie d'origine pour exercer à l'étranger, pour une durée maximale de cinq années consécutives pour convenances personnelles, selon les dispositions du code général de la fonction publique. Au terme de cette période, les enseignants doivent solliciter leur réintégration dans un poste en France ou demander le renouvellement de leur disponibilité dans les conditions prévues par la réglementation. En l'absence de demande de réintégration ou en cas d'impossibilité de réintégration, une procédure de radiation des cadres peut être engagée. Cette radiation entraîne la perte du statut de fonctionnaire et soulève la question du maintien de la jouissance du concours CAPES, aucun texte législatif ou réglementaire ne précisant explicitement le lien entre ces deux éléments. Dans la pratique administrative actuelle, la perte du statut de fonctionnaire est interprétée comme entraînant automatiquement la perte de la validité du concours, bien qu'aucune disposition juridique ne l'énonce formellement. Or, la possession d'un concours valide constitue souvent un critère de recrutement dans les établissements du réseau français à l'étranger, impactant ainsi la mobilité professionnelle de ces enseignants qualifiés. De nombreux enseignants concernés en poste dans le réseau d'enseignement français à l'étranger s'inquiètent des conséquences de l'expiration de la période de disponibilité réglementaire sur la validité de leur concours, alors qu'ils continuent d'exercer dans un établissement homologué par le ministère. Cette situation révèle un vide juridique concernant l'articulation entre les règles de gestion des personnels de l'éducation nationale et les spécificités du réseau des établissements français à l'étranger, qui constituent un vecteur important du rayonnement éducatif et culturel de la France. Elle souhaite donc connaître la position du ministère sur l'absence de dispositions juridiques explicites régissant le maintien de la jouissance des concours de l'éducation nationale après une radiation des cadres de la fonction publique. Elle demande si le Gouvernement confirme qu'aucun texte ne lie automatiquement la radiation des cadres à la perte de la validité des concours obtenus, et s'il envisage de clarifier le cadre juridique applicable à cette situation, notamment en distinguant dans les textes la perte du statut de fonctionnaire de celle du bénéfice du concours. Enfin, elle souhaite

savoir quelles mesures le ministère pourrait envisager pour combler ce vide juridique, sécuriser les parcours professionnels des enseignants français à l'étranger et garantir la mobilité des personnels qualifiés au sein du réseau des établissements homologués.

Conditions salariales des assistants d'éducation

4953. – 5 juin 2025. – **M. Jean-Jacques Panunzi** appelle l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur les conditions salariales des assistants d'éducation (AED). Le rôle de ces quelque 63 000 personnels précaires en France est essentiel au bon fonctionnement des établissements. Chargés de la surveillance, de l'encadrement et du suivi des élèves dans les collèges et lycées, les assistants d'éducation travaillent également au fonctionnement de la vie scolaire, de l'internat, de la gestion des absences, de la discipline et de l'accompagnement des élèves ou encore en soutien administratif. La mise en place d'une grille indiciaire nationale ou académique permettrait de changer une donne injuste puisqu'il permettrait aux AED d'accéder à une revalorisation salariale progressive avec l'ancienneté. Par exemple, un AED qui travaille depuis 9 ans perçoit le même salaire qu'un AED qui commence. Actuellement, les AED en contrat à durée déterminée (CDD) sont rémunérés à l'indice 366, soit 1 448,05 euros nets par mois (724,03 euros nets pour un 50 %). Les AED en contrat à durée indéterminée (CDI) disposent d'un indice de 375, soit 1 483,66 euros nets pour un temps complet (741,83 euros nets pour un 50 %). De plus, leurs collègues accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) ont une grille indiciaire distincte. Récemment, l'instauration d'une grille indiciaire académique comme dans l'académie d'Aix-Marseille permettra une progression salariale structurée et régulière avec une augmentation tous les 3 ans, reconnaissant l'engagement et l'expérience des AED. D'autres académies (Dijon, Lyon, Créteil et Corse) ont commencé à engager des discussions similaires à la suite de mobilisations locales. De plus, la loi n° 2022-299 du 2 mars 2022 visant à combattre le harcèlement scolaire, en modifiant l'article L. 916-1 du code de l'éducation, a permis la « CDIsation » des AED, et a été promulguée au *Journal officiel* le 3 mars 2022. Et en 2023, la prime REP/REP+ partielle avait été étendue aux AED en éducation prioritaire. Il lui demande sa position sur ce sujet important.

Besoin d'amélioration de l'enseignement primaire

4970. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur les carences de l'école primaire, notamment dans les territoires ruraux. Dans son rapport thématique intitulé « l'Enseignement primaire, une organisation en décalage avec les besoins de l'élève » publié en mai 2025, la Cour des comptes a constaté un « déclin des performances scolaires des élèves », bien que les dépenses respectives de l'État et des collectivités locales s'élèvent à près de 20 milliards euros par an. Le magistrat financier souligne, à ce titre, que la dépense consacrée à l'école scolaire ne cesse de croître, mais qu'elle demeure « mal évaluée ». Elle recommande, donc d'améliorer la connaissance des financements des écoles primaires par les communes, notamment celles de moins de 3 500 habitants. En matière de définition de la carte scolaire, la Cour des comptes estime que « une logique de contractualisation anticipant sur trois années les mouvements d'enseignants apparait opportune » dans les très petites communes. En outre, la capacité de l'école primaire à effacer les déterminismes sociaux est remise en cause par le constat que « le milieu social des élèves est aussi fortement corrélé au redoublement ». Le rapport indique, par ailleurs, qu'en classe de CP « être une fille est associé à une moins bonne progression » notamment en mathématiques et que « le milieu rural [est] marqué par une proportion de bacheliers généraux et technologiques bien plus faible que le milieu urbain ». À la lumière de ce rapport, il souhaite connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin que l'école réduise plus efficacement les déterminismes sociaux et géographiques et qu'une planification pluriannuelle de la carte scolaire soit mise en place dans les petites communes.

Prise en charge du financement des accompagnants des élèves en situation de handicap travaillant pendant la pause méridienne par l'État

5015. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** les termes de sa question n° 04028 sous le titre « Prise en charge du financement des accompagnants des élèves en situation de handicap travaillant pendant la pause méridienne par l'État », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Mise en place de mesures pour réduire le nombre de féminicides

4959. – 5 juin 2025. – **M. Bruno Belin** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations** sur le nombre de féminicides, qui reste tragiquement élevé ces dernières années. Les féminicides désignent le meurtre de femmes ou de filles pour la raison qu'elles sont des femmes. En 2024, ils ont été recensés au nombre de 137 dont 10 dans la région de la Nouvelle-Aquitaine. À la date du 20 mai 2025, on dénombre déjà 55 féminicides, soit un niveau équivalent à celui enregistré l'année précédente à la même période, témoignant de l'absence d'amélioration significative. Le samedi 17 mai 2025, dans la commune de Chasseneuil-du-Poitou, c'est Véronique qui a été victime de ce 55e drame. Âgée de 55 ans, son corps a été retrouvé sur le palier de l'étage de son immeuble. À la suite de cette découverte, son ex-conjoint, dont elle s'était séparée récemment, a été arrêté. Les avancées réalisées ces dernières années sont reconnues. Un numéro d'urgence est désormais accessible 24h/24 et 7j/7, le dépôt de plainte est possible dans 542 établissements de santé, et plusieurs dispositifs de protection ont été déployés : plus de 3 000 ordonnances de protection, 6 261 téléphones « Grave Danger », 817 bracelets anti-rapprochement, ainsi que plus de 11 000 places d'hébergement. Ces mesures sont le résultat de plusieurs lois visant la protection des victimes telles que l'aide universelle d'urgence et les ordonnances de protection immédiate. À l'échelle locale, des structures d'accueil, d'écoute et d'accompagnement ont été mises en place, avec un renforcement de la réponse sanitaire, judiciaire et sociale. Toutefois, malgré cet arsenal, les chiffres ne diminuent pas. Ces nombreux dispositifs semblent insuffisants pour prévenir les féminicides, en particulier dans le contexte des séparations et divorces, qui constituent un facteur déclencheur majeur de ces drames. Dans ce registre, il demande au Gouvernement s'il envisage la mise en place de nouvelles mesures afin d'intensifier la prévention spécifique des féminicides et de renforcer les actions ciblées sur les périodes de séparation, afin de mieux protéger les femmes et faire reculer durablement ce fléau.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Difficultés d'accès des jeunes ruraux à l'enseignement supérieur

5016. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre auprès de la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche** les termes de sa question n° 04027 sous le titre « Difficultés d'accès des jeunes ruraux à l'enseignement supérieur », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

EUROPE ET AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Convention entre la société Corsair et cinq institutions de la République de Côte d'Ivoire

4944. – 5 juin 2025. – **M. Pascal Savoldelli** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur le nouveau partenariat entre la compagnie aérienne française Corsair et cinq institutions de la République de Côte d'Ivoire. En effet, la Côte d'Ivoire est 153e sur 193 pays en ce qui concerne l'indice de développement humain. L'espérance de vie à la naissance en Côte d'Ivoire est d'environ 59 ans. Les infrastructures de santé sont en nombre très insuffisant. En 2024, seuls 500 000 assurés ont effectivement utilisé les services de la couverture maladie universelle sur une population de 31,7 millions d'habitants. Aussi, il l'informe d'une convention nouvellement signée par la société Corsair et cinq institutions pour avantager les élites du pays. Celle-ci apparaît contradictoire avec la situation en cours. L'accès à des avantages à grands frais et à l'étranger réservés aux élites, dans un pays où une très grande partie de la population lutte encore pour la survie et demande des services publics de qualité, suscite de nombreuses interrogations. Cette émotion est d'autant plus vive que, lors de la signature de la convention le 15 mai 2025, la Présidente du Sénat ivoirien déclarait : « La convention que nous venons de signer porte sur la réduction des coûts des billets d'avion sur les lignes de Corsair tant pour les voyages professionnels que privés. En plus de permettre aux officiels ivoiriens et à leurs familles de voyager à moindre coût, nous nous félicitons également qu'elle leur offre l'opportunité de bénéficier des prestations de l'hôpital américain à des conditions préférentielles. » Il rappelle que l'Hôpital Américain est un hôpital privé qui pratique des tarifs

particulièrement élevés. Il est enfin à noter que Corsair a bénéficié de 137 millions d'euros d'aides publiques de la part de l'État français. L'État serait par conséquent tout à fait légitime de prononcer son désaccord quant à l'attribution d'avantages caractérisant des inégalités criantes. Il lui demande ce qu'il compte faire en ce sens.

Mise en oeuvre du système européen d'information et d'autorisation de voyage

4985. – 5 juin 2025. – **M. Jean-Luc Ruelle** interroge **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur la mise en oeuvre du système européen d'information et d'autorisation de voyage (ETIAS). Ce dispositif mis en place par la Commission européenne sera requis par les trente États membres de l'espace Schengen élargi. Initialement prévu à l'horizon 2025, cette autorisation de voyage vise à renforcer les contrôles des voyageurs étrangers au sein de l'Union européenne afin de détecter les menaces potentielles et sera obligatoire pour les citoyens d'une soixantaine de pays hors Union européenne bénéficiant actuellement d'une exemption de visa pour des séjours courts (maximum 90 jours). Valable 3 ans ou jusqu'à l'expiration du document de voyage, elle devra être obtenue préalablement via un formulaire en ligne, avec une délivrance normalement sous 96 heures après acquittement d'une taxe, sauf exemptions prévues (moins de 18 ans, plus de 70 ans et membres de famille de citoyens européens ou de ressortissants de pays tiers disposant du droit de circuler librement dans l'Union européenne). Compte tenu des reports successifs de sa mise en service, il souhaiterait connaître précisément l'état d'avancement du projet ETIAS, les raisons principales expliquant ces retards, ainsi que les mesures concrètes envisagées pour assurer son entrée en vigueur effective dans les délais désormais annoncés. Il demande également quelles assurances il peut apporter quant à la conformité du dispositif ETIAS aux normes européennes en matière de protection des données personnelles.

Garantir l'efficacité de l'aide humanitaire sans légitimer ni financer la junte birmane

4986. – 5 juin 2025. – **Mme Colombe Brossel** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** les modalités de distribution de l'aide humanitaire française en Birmanie, et sur les garanties que la France peut offrir quant à sa non-récupération par la junte militaire en place. Depuis le coup d'État militaire du 1er février 2021, la junte birmane a multiplié les moyens de contrôle et de captation de l'aide internationale, y compris en mettant en place un système de taux de change fictif permettant de tirer des revenus substantiels de la moindre transaction en devises. Parallèlement, plusieurs rapports d'ONG font état de blocages systématiques de l'aide dans les zones qui échappent au contrôle du régime, notamment après le séisme du 28 mars 2025 dans les régions de Sagaing et Mandalay. Au regard de la situation humanitaire catastrophique, avec plus de 3,6 millions de déplacés internes et 20 millions de personnes en situation de besoin, elle l'interroge sur les mécanismes mis en oeuvre par l'Agence française de développement (AFD), le Centre de crise et de soutien (CDCS), et nos partenaires européens pour garantir que l'aide humanitaire ne transite plus par les circuits contrôlés par la junte, et qu'elle parvienne effectivement aux populations civiles, en particulier dans les zones hors du contrôle militaire. Elle souhaite également savoir si la France soutient, au sein de l'Union européenne, les propositions d'utilisation des intérêts générés par les avoirs gelés de la junte birmane pour financer l'aide humanitaire et appuyer les acteurs civils et démocratiques du pays.

Protection des réfugiés birmans et lutte contre la répression extraterritoriale

4987. – 5 juin 2025. – **Mme Colombe Brossel** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur la situation extrêmement préoccupante des réfugiés et membres de la diaspora birmane, notamment en Asie du Sud-Est. De nombreux témoignages et rapports étayés font état de déportations forcées depuis la Thaïlande et la Malaisie, parfois vers des zones de conflit actif, avec des cas documentés d'enrôlement militaire forcé, de représailles ou de détentions arbitraires. En parallèle, la capacité administrative de la junte militaire est utilisée comme un instrument de répression à distance : les passeports sont bloqués ou annulés, les actes d'état civil refusés, rendant des milliers de birmans apatrides, y compris dans des pays frontaliers qui ne reconnaissent pas le statut de réfugié. Elle souhaite savoir si la France entend interpeller fermement les autorités thaïlandaises et malaisiennes pour obtenir des garanties contre les déportations et promouvoir la mise en oeuvre effective des engagements en matière de protection des réfugiés, en particulier des enfants. Elle l'interroge également sur la position de la France dans le cadre des négociations commerciales en cours entre l'Union européenne et la Thaïlande, et demande si celle-ci entend soutenir l'inclusion d'une clause spécifique sur les droits des réfugiés birmans, notamment pour garantir leur non-expulsion, leur droit à l'éducation et leur droit au regroupement

familial. Enfin, elle souhaite savoir quelles mesures concrètes de soutien aux militants, étudiants et universitaires birmans en exil ont été mises en oeuvre, notamment en termes d'accueil, de visas de protection ou de bourses de recherche.

Santé et bien-être des agents chargés de l'instruction des visas

5007. – 5 juin 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** attire l'attention de **M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères** sur les risques pour la santé et le bien-être des agents chargés de l'instruction des visas. Ces fonctions, qui impliquent des gestes répétitifs, sont à l'origine de douleurs chroniques et parfois de séquelles invalidantes. Bien qu'une visite médicale soit obligatoire tous les cinq ans selon l'article L. 4624-1 du code du travail, ou plus fréquemment en cas de poste à risque, de nombreux agents déclarent ne pas en bénéficier. Elle souhaite connaître les mesures envisagées pour répondre à ces signalements : si des aménagements de poste sont prévus sur recommandation de la médecine de prévention, si la fréquence des visites médicales peut être augmentée, si l'acquisition d'équipements ergonomiques (chaises, souris, claviers adaptés…) est prévue à court terme, et si des formations à la prévention des troubles musculo-squelettiques seront proposées dans ces services.

INDUSTRIE ET ÉNERGIE

Position de la France sur l'usage de la technologie de stockage carbone

4975. – 5 juin 2025. – **M. Fabien Gay** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** sur les annonces de la commission européenne en matière de Carbon Capture & Storage. La méthode de stockage carbone, dite « Carbon Capture & Storage » (CCS) est supposée permettre la captation, le transport et le stockage du CO2. Malgré les doutes scientifiques persistants sur la viabilité de cette technologie, la Commission européenne envisage d'en créer un marché européen à partir de 2030, alors que peu de progrès technologiques ont été réalisés depuis 50 ans. En effet, cette technique de stockage est supposée permettre d'atteindre l'objectif « net zero » d'ici 2050. Pour s'imposer à l'agenda européen, le secteur des CCS a bénéficié, ces dernières années, d'une forte stratégie de lobbying auprès des institutions. Malgré les risques environnementaux pour les sous-sols des pays européens, et alors que cette solution est jugée moins efficace que l'électrification ou le développement des ciments bas carbone pour réduire les émissions industrielles, elle reste celle qui a les faveurs de la Commission européenne, puisqu'à défaut d'être la plus vertueuse et efficace, elle serait la moins coûteuse. En effet, il faut souligner que cette technologie, comme quasiment toutes celles ayant trait à la décarbonation de l'industrie, serait financée essentiellement via des aides publiques européennes ou nationales, puisque les banques restent frileuses à soutenir ces projets hasardeux et peu rentables (car le CO2 stocké sous terre ne génère pas de revenus). En 2024, le think-tank Institute for Energy Economics and Financial Analysis chiffrait à 10 milliards d'euros l'investissement public nécessaire pour faire émerger ce marché européen de stockage carbone d'ici à 2050, et des annonces indiquent qu'Ursula Von Der Leyen s'apprête à lancer un travail visant à assouplir le cadre des aides d'État dédiées au CCS. Cette projection interroge : en lieu et place d'une véritable politique environnementale qui prenne en compte les impératifs nés du dérèglement climatique, cette solution permettrait aux grands industriels de continuer l'exploitation de technologie basées sur les énergies fossiles et de repousser toutes les réflexions urgentes sur une modification de nos modèles de production et de consommation. Face aux interrogations que soulèvent le développement de cette technologie encore peu mature, il interroge le ministre sur la stratégie que la France entend développer en matière de CCS, notamment son positionnement suite aux annonces de la commission européenne.

Exploitation de l'énergie produite par l'activité des centres de données numériques

5014. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** les termes de sa question n° 04029 sous le titre « Exploitation de l'énergie produite par l'activité des centres de données numériques », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Intégration des émissions de gaz à effet de serre des produits énergétiques dans la formule de calcul des obligations d'économies d'énergie

5021. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** les termes de sa question nº 03926 sous le titre « Intégration des émissions de gaz à effet de serre des produits énergétiques dans la formule de calcul des obligations d'économies d'énergie », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

INTÉRIEUR

Avenir de la nouvelle brigade de gendarmerie de Lusignan

4960. – 5 juin 2025. – **M. Bruno Belin** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur le calendrier et les moyens alloués à la gendarmerie de Lusignan. Le président de la République annonçait en octobre 2023 une augmentation des effectifs de la gendarmerie nationale, se traduisant par la création de 238 nouvelles brigades sur tout le territoire, dont 3 dans la Vienne, ainsi que par le recrutement de 2 144 nouveaux gendarmes. Néanmoins, lors d'une audition devant la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées en novembre 2024, le directeur général de la gendarmerie nationale a évoqué une « potentielle réduction du cadencement des brigades ». Les discussions budgétaires en cours pour le projet de loi de finances pour 2026 vont également dans le sens d'une réduction du budget alloué à la sécurité. Certaines brigades ont pu voir le jour, comme dans la commune de Scorbé-Clairvaux. Bien que n'ayant pas encore sa brigade opérationnelle, la commune de Fontaine-le-Comte a déjà vu arriver ses premiers financements. D'autres, comme celle de Lusignan, restent néanmoins en suspens. Pourtant, la commune de Lusignan s'est préparée à accueillir la brigade promise, en aménageant les locaux pour quinze logements et six nouveaux postes. Elle attend désormais un soutien de l'État, tant pour la réalisation que pour les moyens humains. Par conséquent, il demande au Gouvernement quels moyens seront alloués à la gendarmerie de Lusignan pour accompagner son développement, et dans quels délais, ce projet étant très attendu sur le territoire.

Ouverture d'un local de rétention administrative

4961. – 5 juin 2025. – **M. Bruno Belin** interroge **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** au sujet de l'ouverture d'un local de rétention administrative (LRA) à Rouillé, dans le département de la Vienne. Dans le cadre de la politique de renforcement des capacités de rétention administrative au niveau national, un projet d'ouverture d'un LRA est prévu à 6 kilomètres du centre-ville de la commune de Rouillé. Il se situerait en bordure de l'autoroute A10, au sein d'une ancienne caserne du peloton motorisé de gendarmerie. Ce local, ayant fait l'objet d'investissements et travaux pour réhabilitation, pourrait accueillir jusqu'à six hommes en situation irrégulière, dans l'attente soit de leur expulsion du territoire français, soit de leur transfert vers un centre de rétention administrative (CRA). Cependant, il existe une forte opposition locale à l'ouverture du LRA. Le site est chargé d'histoire, ayant accueilli en 1941 un camp d'internement où plus de 2 000 personnes ont été retenues. Ce souvenir s'exprime par une forte mobilisation réclamant l'abandon du projet et l'existence d'une pétition ayant recueilli près de 700 signatures. Par conséquent, il demande au Gouvernement le devenir de ce local. Il souhaite également savoir si des mesures sont envisagées pour répondre aux inquiétudes locales et clarifier la situation.

Situation des sapeurs pompiers blessés

4972. – 5 juin 2025. – **M. Gilbert Bouchet** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la situation des sapeurs-pompiers blessés lors d'une intervention. En effet, ces derniers une fois sortis de l'hôpital se retrouvent seuls face à des difficultés de santé physique et psychique comme notamment le stress post traumatique. Lorsqu'ils ne peuvent plus exercer ce métier suite à un accident, après avoir servi le pays pendant de nombreuses années, ils sont confrontés à un sentiment d'abandon. De ce fait, certains souhaiteraient, qu'à l'instar de ce qui a été mis en oeuvre pour les victimes d'attentats, les sapeurs-pompiers puissent bénéficier d'un accompagnement identique et ce afin de guérir ou soulager les blessures auxquelles ils doivent faire face. Aussi, il lui demande la possibilité d'étudier la mise en place d'un service d'accompagnement afin d'aider les sapeurs-pompiers blessés grièvement en intervention à l'image du dispositif créé pour les victimes d'attentats.

Situation des personnes inscrites sur les listes électorales atteintes de la maladie d'Alzheimer

4981. – 5 juin 2025. – **Mme Christine Herzog** interroge **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la situation des personnes inscrites sur les listes électorales, mais ayant depuis intégré une maison de retraite ou de repos pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Elle souhaite savoir si le premier magistrat de la commune peut radier dans ces conditions une personne de la liste électorale lorsque celle-ci n'est plus en capacité de discernement ou de jugement, en raison de troubles cognitifs majeurs.

Cadre légal permettant à un élu de mener dans le cadre de ses fonctions des campagnes d'incitation à l'inscription sur les listes électorales

4982. – 5 juin 2025. – **Mme Christine Herzog** interroge **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur le cadre légal permettant à un élu local de mener, dans le cadre de ses fonctions, des campagnes d'incitation à l'inscription sur les listes électorales, notamment des actions en maison de retraite pour encourager le vote, par exemple par procuration. Elle souhaite savoir si de telles initiatives sont autorisées, et dans quelles limites elles doivent s'inscrire pour respecter le principe de neutralité et éviter toute assimilation à de la propagande électorale.

Refus des maires de marier des couples composés de personnes étrangères en situation irrégulière ou sous obligation de quitter le territoire français

4997. – 5 juin 2025. – **M. Jean-François Longeot** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** au sujet des maires poursuivis en justice pour avoir refusé de célébrer des mariages entre un ressortissant français et un conjoint en situation irrégulière ou visé par une obligation de quitter le territoire français (OQTF), une situation suscitant de nombreuses préoccupations chez nos élus locaux. Certains maires de notre pays mettent en évidence les réalités de terrains liées aux mariages impliquant des étrangers en situation irrégulière ou sous le coup d'une OQTF. Nos élus locaux se trouvent confrontés à des incohérences juridiques et à une forme d'impuissance institutionnelle. Cette situation leur donne le sentiment d'être de simples exécutants de décisions administratives, parfois contraires au bon sens, ce qui entrave l'exercice de leur mandat. Il est clair que les maires confrontés à de telles problématiques se sentent abandonnées par l'État. Leur volonté d'assurer la sincérité des unions célébrées ne doit en aucun cas être détournée ou instrumentalisée. En défendant les valeurs fondamentales de l'institution du mariage, ils se retrouvent démunis. Le mariage est un engagement entre deux personnes sincères et qui ont fait le choix de s'engager à vie ensemble, mais ne devrait jamais être utilisé comme moyen pour régulariser une situation administrative. Il est compréhensible que certains soupçons puissent s'avérer infondés, mais il est tout aussi inapproprié de condamner systématiquement les doutes ou les oppositions à ce sujet. Les maires refusant de célébrer les mariages qu'ils estiment frauduleux font l'objet de poursuites judiciaires. Le droit français ne permet pas aux élus de refuser une union uniquement en raison du statut administratif d'un futur conjoint. Pourtant, dans ce cas, de nombreux maires cherchent avant tout à préserver la valeur symbolique et morale du mariage, refusant qu'il soit détourné à des fins administratives. Dans ce contexte, il lui demande de préciser : comment pouvons-nous créer des protocoles permettant une collaboration entre les maires et les préfectures afin de repérer les profils douteux et exclure toutes responsabilités des maires ? Par quels moyens est-il possible de concilier respect des droits individuels, lutte contre les mariages frauduleux et protection de l'intégrité des élus locaux ? Quelles garanties juridiques peut-on mettre en place pour qu'un maire refusant un mariage en s'appuyant sur des faits concrets et en agissant en conscience soit présumé de bonne foi et protégé de toute poursuite injustifiée.

Renouvellement de titres de séjour d'étrangers en France

5000. – 5 juin 2025. – **M. Pascal Allizard** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** à propos du renouvellement de titres de séjour d'étrangers en France. Il rappelle que nombre d'étrangers vivent et travaillent en situation régulière en France. Certaines difficultés apparaissent régulièrement avec les services de l'État à l'occasion du renouvellement de titres de séjour. Les employeurs de différents secteurs alertent sur la situation d'étrangers, recrutés et formés dans leur entreprise, dont le dossier est bloqué en préfecture sans explications. C'est notamment le cas dans le Calvados où de ce fait des personnes ne peuvent plus travailler légalement. Par conséquent, si l'application des règles de séjour et de travail en France est tout à fait nécessaire, il souhaite néanmoins savoir comment le Gouvernement compte résoudre ces aléas de traitement et difficultés administratives qui compliquent la vie des entreprises locales et celle des personnes concernées.

Attribution du permis de conduire international aux ressortissants ukrainiens installés en France

5008. – 5 juin 2025. – **M. Philippe Folliot** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la possibilité pour les ukrainiens qui souhaitent s'installer en France d'obtenir, dans le cadre du droit commun, un permis de conduire international. Cette procédure permet aux ressortissants de pays tiers d'obtenir via France Titres (anciennement l'Agence Nationale des Titres Sécurisé), agence du ressort du ministère de l'intérieur, un permis international valable en France. Cependant, il apparaît que si de nombreux ressortissants de pays tiers autour de l'Ukraine auraient aujourd'hui cette possibilité, ce ne serait pas le cas pour les ressortissants ukrainiens. Or, certains d'entre eux (en particulier des réfugiées) qui souhaiteraient s'établir en France seraient bloqués dans la plupart des démarches d'installation du fait de cette difficulté. Il souhaiterait donc savoir s'il existe bien une telle différence de traitement et le cas échéant si une évolution est envisagée.

Lutte contre le marché illicite de tabac

5011. – 5 juin 2025. – **M. Patrick Chaize** appelle l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur l'impérieuse nécessité de renforcer les moyens de lutte contre la vente de cigarettes illégales. En étant aujourd'hui évalué à 38 % de la consommation de tabac en France, le marché parallèle est devenu un fléau pour notre société, en se heurtant à des enjeux à la fois sécuritaires, de santé publique, sociaux et économiques. Des enjeux sécuritaires puisque les ventes illicites engendrent bien souvent, comme nous le démontre tragiquement jour après jour le narcotrafic, des faits de violences qui gangrènent notre société. Des enjeux de santé publique ensuite, parce que chaque année, plus de 75 000 fumeurs décèdent d'une pathologie liée à leur tabagisme dans notre pays, ce qui représente 13 % de la mortalité globale. Or, les cigarettes de contrefaçon ne remplissent pas les normes prescrites par l'organisation mondiale de la santé (OMS) et par la directive sur les produits du tabac 2014/40/UE de l'Union européenne. De plus, ces ventes illicites mettent en péril la politique de sensibilisation et de lutte contre le tabagisme, engagée depuis maintenant plusieurs années. Des enjeux économiques et sociaux enfin, en raison de la chute en 2024 de 12 % de la consommation de cigarettes issues des bureaux de tabac, provoquant un important manque à gagner pour les buralistes. Avec la hausse du prix du tabac et la baisse significative des ventes, les buralistes sont en difficultés. S'ils développent leurs offres pour survivre, force est de constater que les fermetures se multiplient, notamment en zone rurale où il s'agit bien souvent de l'un des derniers lieux de sociabilité pour les habitants. Si le manque à gagner pour les buralistes leur est particulièrement préjudiciable, la baisse des ventes coupe aussi mécaniquement une partie des revenus de l'État. Dans ce contexte, il lui demande quelles mesures concrètes et sanctions il compte prendre pour lutter contre le trafic illicite de tabac. Il l'interroge notamment sur la manière dont le Gouvernement entend concilier la politique de hausse des prix du tabac, censée lutter contre le tabagisme, avec la nécessité de combattre le marché parallèle que cette même politique contribue involontairement à alimenter.

INTÉRIEUR (MD)

Trafic de véhicules volés

4954. – 5 juin 2025. – **M. Édouard Courtial** appelle l'attention de **M. le ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur le fléau que constitue le trafic de véhicules volés. En effet, selon des rapports publiés par le ministère de l'intérieur, 139 900 automobiles, deux-roues et transports de fret ont été dérobés en France en 2023, et 138 100 en 2024. L'ampleur du phénomène est telle qu'il y a eu en 2024 un vol toutes les 4 minutes ! Ces véhicules sont ensuite vendus entiers ou désossés sur le territoire français comme à l'étranger. Les revenus générés par la revente de voitures sont tels que cette activité attire de véritables réseaux de la criminalité organisée, avec parfois des ramifications internationales. Les exemples à ce sujet sont nombreux. En 2023, Interpol a notamment démantelé un réseau de trafic de voitures entre la France et l'Afrique de l'Ouest. En mars 2025, la police nationale a également démantelé un garage clandestin maquillant des voitures volées avant de les revendre dans différents pays du Maghreb. De toute évidence, le trafic de véhicules volés doit être combattu le plus vivement et rapidement possible, tant il constitue un coût financier pour les particuliers, mais aussi pour les compagnies d'assurance. Ainsi, il lui demande comment le Gouvernement entend renforcer son dispositif de lutte contre le vol de véhicules.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET NUMÉRIQUE

Augmentation des escroqueries en ligne

4984. – 5 juin 2025. – **M. Hugues Saury** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique** sur l'augmentation inquiétante des escroqueries en ligne. Les arnaques, telles que les faux sites commerciaux, les plateformes de phishing (hameçonnage) et les vols de données personnelles connaissent une recrudescence préoccupante ces dernières années. Selon une étude du service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI), le nombre de victimes d'escroqueries est passé de 250 900 en 2016 à 411 700 en 2023, soit une hausse de 64 % en sept ans, avec une progression moyenne de 7,3 % par an. Cette tendance est corroborée par les données de la plateforme Thésée, dédiée aux e-escroqueries, qui a enregistré 50 800 plaintes en 2024. Ces sites frauduleux, souvent sophistiqués, exploitent les failles technologiques et la méconnaissance des internautes, rendant leur identification et leur blocage rapide difficiles. Ils exposent nos concitoyens, et en particulier les personnes vulnérables, à des risques financiers et psychologiques inacceptables. Dans un contexte de numérisation du commerce, mais aussi des démarches administratives, il apparaît urgent de renforcer les dispositifs de lutte contre ces sites frauduleux. Il souhaite ainsi connaître le détail des moyens que le Gouvernement envisage de mettre en oeuvre pour améliorer la détection, le blocage et la suppression de ces plateformes malveillantes. Il s'interroge également sur les dispositifs spécifiques prévus pour sensibiliser les citoyens à ces nouvelles formes de tromperies qui mettent en péril la nécessaire confiance des usagers et consommateurs vis-à-vis des sites privés comme publics.

JUSTICE

Arbitrage budgétaire du ministère de la justice

4967. – 5 juin 2025. – **M. Olivier Paccaud** attire l'attention de **M. le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice** sur les conséquences préoccupantes d'un arbitrage budgétaire récemment opéré au sein du ministère, qui risque de porter gravement atteinte au bon fonctionnement de l'institution judiciaire. Environ 500 magistrats honoraires à fonctions juridictionnelles (MHFJ) exercent actuellement en France, tant au siège qu'au parquet. Or, plusieurs d'entre eux viennent d'être informés, par leurs Cours d'appel respectives, d'une réduction drastique du nombre de vacations qui leur seront allouées en 2025. Cette limitation, dont l'ampleur varie selon les juridictions, remet en cause la continuité même de leur engagement. Pour illustrer la gravité de la situation, il cite l'exemple du ressort de la Cour d'appel de Paris, où le plafond annuel de vacations pour chaque MHFJ vient d'être abaissé à 132, contre 300 auparavant. Concrètement, pour les 17 MHFJ affectés au parquet dans ce ressort, 11 d'entre eux devront cesser leur activité dès le mois de juin 2025, faute de crédits suffisants. Leurs missions, pourtant essentielles au traitement quotidien des dossiers, devront être assumées par des magistrats en pleine activité, déjà fortement sollicités. Il est à craindre que cela entraîne, dans plusieurs tribunaux, une réduction du nombre d'audiences et, par conséquent, un allongement sensible des délais d'audiencement. Si la nécessité de maîtriser les dépenses publiques est entendue, elle ne saurait conduire à dégrader les missions régaliennes de l'État, au premier rang desquelles figure la justice. Il demande que cet arbitrage budgétaire soit en adéquation avec la garantie que l'activité juridictionnelle puisse continuer de se déployer dans des conditions conformes aux exigences d'un service public de qualité.

Absence de revalorisation des directeurs des services de greffe judiciaires

4980. – 5 juin 2025. – **Mme Marion Canalès** attire l'attention de **M. le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice** sur l'absence de revalorisation des directeurs des services de greffe judiciaire (DSGJ). Les DSGJ sont un maillon indispensable au bon fonctionnement de la justice. Ils assurent des missions de direction, d'administration, de conception, d'animation, de coordination ou d'encadrement. Leur expertise est transversale, leur engagement constant et leur rôle absolument central dans l'organisation judiciaire. Pourtant, non concernés par la récente vague des revalorisations statutaire, indiciaire et indemnitaire dont ont bénéficié les différents corps concourant au fonctionnement du ministère de la justice, les directeurs des services de greffe judiciaires sont aujourd'hui gagnés par un profond sentiment de déclassement. Cette situation suscite une légitime incompréhension. Elle est d'autant plus mal vécue que les perspectives statutaires s'obscurcissent pour ce corps avec l'arrivée de nouveaux corps de catégorie A (CDIsation des contractuels A, attachés de justice, cadres greffiers). En octobre 2023, un protocole d'accord signé par le ministre de la justice ouvrait pourtant la voie à des

négociations ambitieuses sur l'avenir des métiers du greffe et sur l'organisation des juridictions. Force est de constater qu'aucune concertation sérieuse sur la situation des directeurs des services de greffe judiciaires n'a été engagée depuis. La réunion qui s'est tenue le 11 février 2025, après plusieurs reports, est loin de répondre aux engagements initiaux et témoigne d'un manque de considération à l'égard des DSGJ. Ce manque de reconnaissance n'est pas sans conséquences : il fragilise l'ensemble de l'appareil judiciaire. L'affaiblissement structurel des directeurs de greffe compromet, à terme, la capacité de la justice à répondre aux attentes légitimes des citoyens. Face à ces constats, elle l'interroge sur les mesures qu'il entend prendre pour répondre aux attentes légitimes de ce corps, en matière de reconnaissance statutaire, de revalorisation indiciaire et indemnitaire, ainsi que sur les perspectives de clarification de leur position au sein de l'institution judiciaire.

Prise illégale d'intérêt et évolution du cadre juridique

4994. – 5 juin 2025. – **M. Jean-François Longeot** attire l'attention de **M. le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice** sur les difficultés persistantes rencontrées par les élus locaux en matière de prise illégale d'intérêt, en dépit des récentes évolutions législatives des années 2021 et 2022. L'article 432-12 du code pénal, qui définit ce délit, demeure à ce jour d'interprétation incertaine et engendre de nombreuses situations ubuesques, où des élus de bonne foi sont contraints de se déporter ou se voient condamnés en l'absence d'intérêt matériel ou financier. Les associations nationales d'élus alertent sur les conséquences de cette insécurité juridique, notamment à l'approche des élections municipales de 2026, qui pourraient décourager l'engagement dans les fonctions locales. Elles appellent à une réécriture plus approfondie de l'article 432-12, pour traiter l'ensemble des situations rencontrées par les élus siégeant dans des organismes de droit privé (syndicats mixtes, société publique locale, établissement public à caractère industriel et commercial, etc.), et à une clarification du lien entre intérêt public, intérêt privé, et lien d'intérêts familiaux ou de proximité. Aussi, il lui demande si le Gouvernement entend accélérer l'examen de la proposition de loi portant statut de l'élu local, en y intégrant les clarifications demandées par les associations d'élus, et si une concertation est prévue avec ces dernières pour faire évoluer le cadre juridique dans les meilleurs délais.

Limite d'âge d'exercice de la profession de notaire et celle de commissaire de justice

5027. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice** les termes de sa question n° 03796 sous le titre « Limite d'âge d'exercice de la profession de notaire et celle de commissaire de justice », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

LOGEMENT

Manque de visibilité et d'efficacité des outils de lutte contre les logements vacants du parc privé

4971. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée du logement** sur le manque de visibilité des outils d'identification des logements vacants à disposition des collectivités locales et l'inefficacité des actions mises en oeuvre. Le récent rapport de la Cour des comptes intitulé « La lutte contre les logements vacants dans le parc privé, enjeux et outils depuis 2020 » souligne que, en 2022, 1,1 million de logements du parc privé étaient vacants depuis plus de 2 ans et que 118 330 logements situés en zone tendue seraient durablement vacants. Le magistrat financier estime, à ce titre, que « les actions de lutte contre la vacance des logements n'ont pas démontré leur efficacité ». La cour des comptes estime que « l'outil fiscal seul ne saurait répondre à des enjeux de lutte contre la vacance différenciés selon les territoires ». En zone rurale, l'efficacité de la mise en place d'une prime de sortie de la vacance par l'Agence nationale de l'habitat (Anah) depuis le 1er janvier 2024 n'a pas encore fait l'objet d'aucune évaluation chiffrée. La Cour des comptes souligne, par ailleurs, que la taxe annuelle sur les logements vacants (TLV) et la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) ont eu « une efficacité mitigée ». Par ailleurs, le rapport indique que 85 % des communes (principalement les communes rurales) ne connaissent pas la plateforme « Rencontre des Territoires » de la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP) qui permet aux collectivités d'accéder à des informations concernant la vacance de logement sur leur territoire. La Cour des comptes estime, en effet, que « l'outil n'est pas suffisamment promu ou intégré dans les pratiques des acteurs concernés ». Le magistrat financier recommande, à ce titre, de rationaliser les plateformes et sources d'informations à disposition des collectivités locales pour lutter contre la vacance des logements. À la lumière de ce rapport, il

souhaite connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin d'améliorer la connaissance et l'accessibilité par les communes, notamment les plus petites d'entre elles, des outils d'identification des logements vacants sur leur territoire.

RURALITÉ

Procédure de modification du temps de travail d'un agent technique non titulaire

4941. – 5 juin 2025. – **M. Stéphane Demilly** appelle l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ruralité** sur la procédure de modification du temps de travail d'un agent technique non titulaire dans une commune. En effet, dans le meilleur des cas, celle-ci atteint trois mois et demi et peut s'étendre jusqu'à cinq mois dans les cas les plus difficiles. À cela s'ajoute que, si l'agent technique n'est pas titulaire, la commune prend le risque de recevoir une autre candidature prioritaire même si l'agent technique en question donne pleinement satisfaction et est d'accord avec l'augmentation de son nombre d'heures travaillées. Pour des petites communes rurales, l'énergie déployée et le temps passé par la secrétaire de mairie, le Maire et son conseil sont considérables alors que, le plus souvent, l'emploi est fléché. Ainsi, il souhaiterait savoir s'il ne serait pas possible de simplifier la démarche lorsque la modification du temps de travail est souhaitée d'un commun accord entre l'agent technique et la commune.

SANTÉ ET ACCÈS AUX SOINS

Tarification des transports sanitaires par taxi

4938. – 5 juin 2025. – **Mme Frédérique Gerbaud** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur le mécontentement et les vives inquiétudes suscités chez les artisans taxis par l'arrêté gouvernemental fixant une nouvelle tarification de l'assurance maladie pour le transport de patients, dont l'entrée en vigueur a été fixée au 1er octobre 2025. La fédération nationale du taxi (FNDT) souligne que les nouvelles règles de tarification uniques prévues pour les taxis conventionnés (rémunération sur la base d'un forfait de prise en charge de 13 euros, tarification kilométrique alignée sur un tarif départemental, suppression du remboursement du trajet de retour à vide) mettront gravement à mal les revenus de nombreux artisans taxis, 85 % d'entre eux pratiquant le transport conventionné de malades et tirant bien souvent la majorité de leur chiffre d'affaires de cette activité. Le transport sanitaire par taxi constitue par ailleurs un enjeu crucial dans les déserts médicaux des territoires ruraux, où il conditionne en large part l'accès aux soins : face à une offre de soins à la fois rare et géographiquement émiettée, le transport par taxi d'une patientèle majoritairement âgée vers les hôpitaux ou cabinets médicaux est vital. Pénaliser ce mode de transport reviendrait ainsi à compromettre directement l'accès aux soins et à la santé de populations déjà très défavorisées en la matière. Au vu de cette exigence, une distinction doit être clairement opérée entre taxis « urbains » et « ruraux ». Alors que les artisans taxis subissent déjà, depuis des années, le lourd contrecoup de la concurrence déloyale des véhicules de tourisme avec chauffeur (VTC) et de leurs plateformes de coordination, elle lui demande de lui préciser quels aménagements il entend apporter à cette réforme de la tarification du transport sanitaire afin de préserver tant les revenus des artisans taxis que leur contribution directe au service public de santé à travers l'accès aux soins dans les déserts médicaux.

Remises versées par les laboratoires pharmaceutiques au titre des ventes de médicaments

4946. – 5 juin 2025. – **M. Khalifé Khalifé** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur les remises versées par les laboratoires pharmaceutiques au titre des ventes de médicaments. Celles-ci se sont élevées à 7,1 milliards d'euros pour l'année 2023 et pourraient dépasser 9,1 milliards en 2024. Or, ces remises font actuellement l'objet d'un processus de validation tardif : les montants dus au titre de l'année n sont discutés avec le Comité économique des produits de santé (CEPS) en avril de l'année n+1, puis appelés au paiement en juillet n+1, avec toutefois des retards systématiques qui repoussent le versement à la fin de l'année. À titre d'exemple, les remises de l'année 2023 n'ont été appelées qu'en décembre 2024, soit un décalage d'un an. La mise en place d'un mécanisme d'acomptes trimestriels, à hauteur de 80 % des remises attendues, sur une base déclarative, permettrait non seulement de faire entrer environ 14 milliards d'euros dans les caisses de l'État dès la première année de mise en oeuvre, mais aussi de générer près de 500 millions d'euros d'économies sur les intérêts de la dette publique, au regard du taux actuel de

la caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) (2,9 %). Dans un contexte où la Cour des comptes prévoit une dette sociale de 73,4 milliards d'euros entre 2025 et 2028, sans compter l'alourdissement dû à la charge des intérêts, il lui demande si le Gouvernement entend étudier cette mesure vertueuse de préfinancement des remises produits, qui permettrait d'améliorer la soutenabilité des comptes sociaux et de tendre vers une réduction progressive du recours à la clause de sauvegarde.

Réactualisation des études d'infirmier

4951. – 5 juin 2025. – **Mme Marie-Claude Lermytte** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** à propos d'une situation alarmante qui inquiète la profession des infirmiers. En effet, selon l'arrêté du 8 août 2023, les infirmiers sont habilités à prescrire l'ensemble des vaccins du calendrier vaccinal, pour les personnes âgées de 11 ans et plus. Cette réforme saluée par tous impose que les prescripteurs reçoivent une formation complémentaire de 10 h 30 relative à la prescription vaccinale. Or à ce jour aucune directive n'a été inscrite dans les instituts de formation en soins infirmiers (IFSI) pour assurer cette formation dans les cursus. Cette dernière est prévue à partir de 2026 pour une première diplomation en juin 2029. Ce qui implique que les étudiants diplômés entre 2024 et 2028 seront privés de cette discipline et ne pourront donc assurer ces prescriptions. Cela concernerait environ 130 000 nouveaux infirmiers. Cette situation va donc retarder les objectifs poursuivis. Dans une période où le système de santé souffre de manques d'effectifs dans tous les domaines, il est difficilement acceptable de freiner les progrès attendus au regard d'une incapacité à planifier rapidement 10 h 30 de cours dans un cursus composé de 4 600 heures sur 3 ans. Elle lui demande quelles mesures elle entend mettre en oeuvre rapidement afin de réduire ce dysfonctionnement.

Régulation des dispositifs médicaux

4962. – 5 juin 2025. – **Mme Chantal Deseyne** appelle l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur les fragilités que fait peser la régulation économique actuelle sur l'industrie du dispositif médical (DM), particulièrement exposée à la hausse des coûts et aux tensions logistiques. Les dispositifs médicaux répondent à des logiques économiques particulières, différentes de celles du médicament qui se caractérisent par des cycles d'innovation plus courts, des volumes de production moindres, une forte dépendance aux matières premières, et aux coûts industriels ainsi que des marges réduites. Ces spécificités rendent le secteur particulièrement vulnérable face à un effet de ciseau combinant la hausse des charges et une politique de réduction continue des prix. Ainsi, la politique constante de baisse des prix et d'augmentation de la fiscalité fragilise le secteur de l'industrie du dispositif médical. Dans ce contexte, l'activation pour la première fois cette année de la clause de sauvegarde pour ce secteur suscite de vives inquiétudes. Cette régulation ne prend pas en compte l'ancrage territorial des entreprises, leurs engagements en matière de responsabilité sociétale (RSE), ni le caractère essentiel de certains dispositifs pour le bon fonctionnement du système de santé. Pourtant, les industriels du dispositif médical présents sur le territoire national jouent un rôle clé dans le renforcement de notre souveraineté sanitaire, aujourd'hui mise à rude épreuve. Des mesures simples et rapidement implémentables pourraient rendre plus compétitives les industries du dispositif médical, notamment : la possibilité d'ouvrir aux dispositifs médicaux inscrits en ligne générique, et non seulement à ceux inscrit sous nom de marque, la disposition permettant la prise en compte dans la tarification de la sécurité d'approvisionnement du marché français que garantit l'implantation nationale des sites de production ; la réelle application du critère de sécurité d'approvisionnement du marché français, que garantit l'implantation nationale des sites de production, aux dispositifs médicaux arrivant mais aussi d'ores et déjà sur le marché. Elle souhaiterait donc savoir comment le Gouvernement entend adapter les mécanismes de régulation pour l'industrie du DM, afin de préserver la compétitivité et l'ancrage industriel du secteur des dispositifs médicaux en France.

Fermeture des maternités de type 1

5005. – 5 juin 2025. – **M. Jean-François Longeot** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** au sujet de la fermeture des maternités de proximité qui suscite de nombreuses préoccupations parmi les élus locaux et les citoyens. En 2024, la France se classe au 23e rang parmi les pays de l'Union européenne en matière des mortalités infantiles, alors qu'elle occupait la 3e place en 2000. Actuellement, on compte 4,1 décès pour 1 000 naissances contre 3,5 en 2000. Cette augmentation est un indicateur alarmant de santé publique reflétant un recul inquiétant sur les prises en charge périnatale. Parallèlement, le nombre de maternités a significativement diminué. En 2000,

on comptait plus de 720 établissements contre 457 aujourd'hui, soit une baisse de 37% en 25 ans. Ces fermetures ont des répercussions directes sur la hausse des décès périnatals et néonatals. Si le moratoire de 3 ans sur les fermetures de maternité ne permet pas d'évaluer précisément les risques de freiner cette tendance, la situation pourrait continuer à se dégrader. Cette dégradation est notamment liée à l'éloignement croissant des établissements. Il est à noter qu'un quart des 900 000 femmes en âge de procréer, résident à plus de 30 à 45 minutes d'un centre de maternité. Une distance qui, dans certains départements, dépasse largement cette durée. Or, le risque de décès néonatal double lorsque le trajet vers la maternité excède 45 minutes en raison d'une prise en charge trop tardive. Par ailleurs, la fermeture massive des maternités de proximité entraîne une surcharge des grands centres hospitaliers, ce qui nuit à la qualité des soins. En effet, les séjours post-accouchement sont réduits, les prises en charge sont moins individualisées ce qui compromet le suivi optimal des patientes et des nouveaux nés. Dans ce contexte, il lui demande si le Gouvernement envisage de recruter le personnel soignant qualifié, accompagné de moyens suffisants pour leur permettre d'exercer dans les bonnes conditions. Cela suppose une mise en place de dispositifs attractifs pour accueillir les jeunes médecins. Il lui demande également de lui indiquer s'il envisage la réalisation d'une évaluation complète des établissement menacés de fermeture ainsi que des registres infantiles afin d'identifier les causes de l'augmentation du taux de mortalité et d'adapter les dispositifs de santé en conséquence.

Déserts médicaux et errance médicale

5020. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** les termes de sa question n° 03927 sous le titre « Déserts médicaux et errance médicale », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

État de l'hôpital public et sous-recours aux soins

5025. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** les termes de sa question n° 03921 sous le titre « État de l'hôpital public et sous-recours aux soins », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

TOURISME

Critères de classement des offices de tourisme

4947. – 5 juin 2025. – **M. Pascal Allizard** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du tourisme** à propos des critères de classement des offices de tourisme. Il rappelle les inquiétudes de certains élus d'intercommunalités concernant l'inadaptation des critères de classement des offices de tourisme. C'est notamment le cas dans le Calvados. L'arrêté du 16 avril 2019 fixant les critères de classement (Annexe, critère 5 pour la catégorie 1) précise que « l'office de tourisme doit s'engager à ouvrir son bureau d'information touristique principal, ainsi que ceux présents dans les stations classées de tourisme de son ressort, au moins 240 jours par an, pour une durée minimale de 4 heures par jour et de 1 680 heures par an ». Compte tenu de l'expérience locale, ces critères n'intégreraient pas suffisamment les mutualisations possibles au sein du territoire communautaire et engendreraient des coûts importants et inutiles en basse saison. Par ailleurs, ils ne tiendraient pas compte des nouveaux usages des visiteurs qui utilisent de plus en plus les moyens numériques mis à leur disposition par les offices. Par conséquent, il souhaite savoir si le Gouvernement envisage de revoir ces critères en les adaptant aux réalités du terrain, notamment réduire de 4 à 3 heures par jour l'ouverture pour davantage de souplesse en période hivernale, et effectuer les 1 680 heures annuelles à l'échelle intercommunale.

Durcissement des conditions d'exonération de la taxe d'habitation pour les meublés de tourisme

4949. – 5 juin 2025. – **M. Bruno Belin** interroge **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du tourisme** au sujet du durcissement des conditions d'exonération de la taxe d'habitation pour les meublés de tourisme, créant une situation fiscale inéquitable pour les exploitants de meublés touristiques. La décision du Conseil d'État en date du 23 décembre 2024 indique que les propriétaires de gîtes meublés de tourisme proposés à la location pour de courtes durées, conservent la disposition ou la jouissance, même occasionnelle, de leurs biens. Certains meublés de tourisme sont ainsi considérés comme des résidences secondaires et deviennent redevables de la taxe habitation

conformément aux règles en vigueur. Cette situation fiscale est préoccupante car certains propriétaires voient leur gîte requalifié en résidence secondaire alors qu'ils ne l'occupent jamais personnellement et à l'inverse, des cas similaires échappent totalement à l'imposition selon les pratiques des services locaux. D'autres se retrouvent à payer à la fois la taxe d'habitation et la cotisation foncière des entreprises (CFE) pour un même bien. Cette iniquité fiscale est accentuée par une absence de clarté des critères appliqués, créant une incompréhension croissante et un sentiment d'injustice chez les propriétaires. Cela nuit au développement de l'économie locale et touristique. Par conséquent, il demande au Gouvernement quelles mesures sont envisagées afin d'éclaircir la situation fiscale des propriétaires de meublés touristiques proposés à la location.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE, BIODIVERSITÉ, FORÊT, MER ET PÊCHE

Programmation pluriannuelle de l'énergie, affaiblissement du Parlement et manque de vision d'avenir pour garantir notre souveraineté énergétique

4955. – 5 juin 2025. – **M. Sebastien Pla** rappelle à **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** que, selon les termes de l'article L. 100-1 A du code de l'énergie, « avant le 1er juillet 2023, puis tous les cinq ans, une loi détermine les objectifs et fixe les priorités d'action de la politique énergétique nationale pour répondre à l'urgence écologique et climatique (…) [laquelle] précise : 1° Les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour trois périodes successives de cinq ans ; 2° Les objectifs de réduction de la consommation énergétique finale (…) 3° Les objectifs de développement et de stockage des énergies renouvelables pour l'électricité, la chaleur, le carburant, le gaz ainsi que l'hydrogène renouvelable et bas-carbone, pour deux périodes successives de cinq ans. (…) ; 4° Les objectifs de diversification du mix de production d'électricité, pour deux périodes successives de cinq ans, 5° Les objectifs de rénovation énergétique dans le secteur du bâtiment, pour deux périodes successives de cinq ans (…) ». En choisissant de contourner, depuis l'été 2023, le processus parlementaire prévu par le code de l'énergie et la loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat, réduisant à un vote, sans débat, de la loi de programmation pluriannuelle de l'énergie, qui engage pourtant la France sur une stratégie énergétique de long terme, et, en privilégiant la voie réglementaire, il estime que le Gouvernement entache le processus décisionnel et démocratique et dénonce une manoeuvre qui affaiblit le Parlement. En outre, il considère qu'un tel retard menace gravement notre souveraineté énergétique et s'étonne dès lors qu'une proposition de loi d'initiative sénatoriale adoptée par la Chambre haute, laquelle ne comporte aucune étude d'impact (contrairement à une loi de programmation pluriannuelle de l'énergie), anticipe une relance du nucléaire particulièrement ambitieuse, avec une mise en service de 14 nouveaux EPR 2, au lieu des six prévus, et tout comme un abaissement de l'objectif de 40 % d'énergies renouvelables à 33 % du mix électrique, et ce, alors même que le seuil fixé par la directive européenne RED III est de 44 %. Il l'interroge donc sur la méthode comme sur le calendrier législatif retenus si l'examen de cette proposition de loi intervenait avant la publication des décrets et lui demande, à ces fins, de bien vouloir lui faire connaître les résultats du « groupe de travail » piloté par Antoine Armand, mandaté par le Gouvernement, pour étudier ces questions.

Mieux anticiper la sécurité de nos approvisionnements en gaz et en hydrogène

4956. – 5 juin 2025. – **M. Sebastien Pla** rappelle à **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** les termes de son intervention en défense de l'amendement qu'il a présenté devant la Chambre haute lors des débats relatifs au projet de loi d'adaptation au droit de l'Union européenne, et lui signale, à nouveau, que le règlement (UE) 2021/1119 du Parlement européen et du Conseil, qui encourage à la sécurité de l'approvisionnement et au bon fonctionnement des marchés intérieurs du gaz naturel et de l'hydrogène, invite les États membres à « éliminer tout obstacle injustifié, notamment des tarifs disproportionnés aux points d'interconnexion » tout comme il fixe « les principes généraux applicables au fonctionnement du marché de l'hydrogène ainsi qu'un cadre réglementaire qui donne à tous les acteurs du marché les moyens et les incitations nécessaires pour abandonner progressivement le gaz fossile et planifier leurs activités ». En outre, il lui rappelle que la directive UE 2024/1788 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 concernant les règles communes pour les marchés intérieurs du gaz renouvelable, du gaz naturel et de l'hydrogène, transposable, au plus tard, le 4 août 2026, prévoit que les « gestionnaires de réseau de transport et des gestionnaires de réseau de transport d'hydrogène doivent être agréés par l'autorité de régulation » de façon à ce que « soit mis en place un système d'accès réglementé des tiers aux réseaux d'hydrogène, (…) fondé sur des tarifs publiés et (…) appliqué objectivement et sans discrimination entre les utilisateurs du réseau d'hydrogène ». Aujourd'hui, l'article

L. 131-2-1 du code de l'énergie, permet à la « Commission de régulation de l'énergie (CRE) [de] concourir au déploiement des installations de production d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone, au sens de l'article L. 811-1. » Toutefois, l'article L. 111-3 du code de l'énergie, octroie à la CRE des pouvoirs de certification pour les seuls opérateurs d'infrastructure d'électricité ou de gaz, mais elle exclut les vecteurs, tels que l'hydrogène ou le dioxyde de carbone. Afin de permettre aux opérateurs français de jouer un rôle central dans la construction du marché national et européen de l'hydrogène et dans le dimensionnement des infrastructures de transport et de stockage, il l'invite donc à envisager sans tarder cette transposition du droit européen dans la législation française de façon à permettre à la commission de régulation de l'énergie de lancer le processus de désignation des opérateurs dès cette année et d'autoriser ainsi les opérateurs français à participer pleinement au lancement de l'association européenne des gestionnaires de réseau de manière à créer les conditions optimales pour la sécurité de nos approvisionnements en gaz et en hydrogène. Il lui demande donc de bien vouloir lui préciser ses intentions en la matière et le calendrier qu'elle propose.

Difficultés rencontrées par les collectivités locales pour répondre à la demande croissante de logements sociaux

4966. – 5 juin 2025. – **Mme Christine Herzog** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur les difficultés rencontrées par les collectivités locales pour répondre à la demande croissante de logements sociaux. Alors que de nombreuses communes peinent à atteindre les objectifs fixés par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (loi SRU), elle souhaite savoir si des dispositifs supplémentaires de soutien financier et juridique sont prévus pour permettre aux maires de répondre aux obligations légales sans porter atteinte à l'équilibre budgétaire des communes.

Situation de la filière de la pêche aux bulots dans la baie de Granville

4973. – 5 juin 2025. – **M. David Margueritte** appelle l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur la situation de la filière de la pêche aux bulots dans la baie de Granville. Ce secteur, essentiel pour l'économie littorale du département de la Manche, est confronté à des difficultés croissantes qui menacent sa pérennité. Selon plusieurs études, le dérèglement climatique aurait un impact direct sur la raréfaction du bulot, se traduisant par une baisse importante des captures. À cette diminution de la ressource s'ajoute une chute préoccupante du prix moyen de vente en criée. Cette situation a conduit à la suspension du label « Pêche durable MSC » pour la pêcherie de la baie de Granville. Face à cette crise, plusieurs pêcheurs ont observé une forte baisse de leurs chiffres d'affaires et ont décidé de mettre en vente leur navire. Aussi, il lui demande les mesures que le Gouvernement entend prendre pour soutenir les professionnels de cette filière.

Reprise des dispositions de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire

4976. – 5 juin 2025. – **M. Fabien Gay** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur une nécessaire reprise du modèle mis en place par la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi AGEC). L'industrie textile est actuellement l'un des secteurs les plus polluants, responsable d'environ 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre et de 20% de la pollution des eaux. Cette hausse est imputable en grande partie au développement de la « fast fashion », un mode de consommation intensif basé sur le fait de commercialiser des vêtements de basse qualité et à très bas prix, promouvant donc des achats textiles non durables qui favorisent la surconsommation. Le résultat, c'est que près de 92 millions de tonnes de déchets textiles sont émis chaque année, et très peu sont recyclés. Chaque seconde, près de 100 pièces neuves sont injectées sur le marché français, soit une hausse de 30 % en seulement quatre ans. Pour limiter le gaspillage des textiles invendus, la loi AGEC est venue interdire la destruction des invendus textiles, et obliger les entreprises à donner leur surplus à des associations, en échange de 60 % de réduction fiscale. Cependant, il semble que certaines entreprises aient su tirer parti de cette législation, quitte à la détourner de son objectif initial. Comme le révèle le média Disclose, des entreprises comme Dealinka se sont même spécialisées dans ce domaine et proposent aux grands groupes de « réduire les frais liés aux stocks encombrants [et] associés à la destruction des produits », en insistant bien sur les contreparties fiscales de ces dons. Ainsi, le dispositif tel qu'il peut être appliqué n'incite nullement les grandes marques à réduire leur production ; au contraire, nombre d'enseignes augmentent artificiellement leurs invendus pour bénéficier de réduction fiscale très avantageuse. Ce mécanisme est d'autant plus intéressant pour les entreprises que, dans le cadre du don, ce sont elles qui déterminent la valeur du produit donné. Enfin, si, en théorie, la filière des déchets

textiles est financée par une taxe versée par les enseignes de mode, les vêtements qui ont fait l'objet d'un don en sont exclus. Ainsi, en plus d'être submergées par des tonnes de vêtements qu'elles peinent à distribuer, les associations sont désormais contraintes de les détruire à leurs frais, les amenant à dénoncer l'impact négatif de ce dispositif. De plus, il faut constater que cette niche fiscale, qui loupe son objectif, constitue un réel manque à gagner pour l'État, qui s'élève à plusieurs centaines de milliers d'euros. Par exemple, Décathlon a bénéficié de 709 000 euros d'avoirs fiscaux en 2024 sur 1,18 million d'euros de produits. Aussi, il lui demande quelle stratégie le Gouvernement entend mettre en place pour éviter les détournements de la loi AGEC, et renforcer son objectif de protection de l'environnement par la réduction de la surproduction textile.

Problématique des friches industrielles

4978. – 5 juin 2025. – **M. Khalifé Khalifé** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur la problématique des friches industrielles, lesquelles représentent aujourd'hui un enjeu majeur d'aménagement du territoire à l'échelle nationale. La Moselle, département au passé industriel et militaire important, est aujourd'hui marquée par la présence de plusieurs centaines de friches, soit d'anciens sites industriels ou militaires qui mériteraient toute notre attention. Ces terrains représentent un véritable potentiel stratégique pour la réindustrialisation et le développement économique local, tout en évitant l'artificialisation de nouveaux espaces naturels. Selon une synthèse réalisée par l'Établissement public foncier deGrand Est (EPFGE), sur les 628 friches identifiées en Moselle, 505 ne sont pas encore totalement reconverties et représentent une surface globale de 3 764 hectares. Sur le territoire national, ce phénomène est encore plus important, avec une superficie estimée entre 90 000 et 150 000 hectares de friches industrielles, réparties sur plus de 14 000 sites recensés par l'application Cartofriche en 2025. La nº 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets encadre la notion de friche, sans toutefois mettre en place de dispositifs concrets pour encourager leur réutilisation. Par ailleurs, la loi nº 2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en oeuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux (loi ZAN), même assouplie par la proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux (loi TRACE) adoptée au Sénat en mars 2025, accorde certes davantage de marges de manoeuvre aux collectivités, mais elle ne prévoit toujours aucune mesure spécifique pour faciliter la reconversion de ces espaces. Malgré ce potentiel considérable, la reconversion des friches est freinée par des contraintes réglementaires strictes, notamment liées à la protection de la biodiversité et à la séquence ERC (Éviter, Réduire, Compenser), inscrite dans le droit de l'environnement. Ces exigences, bien qu'indispensables pour éviter toute perte nette de biodiversité, rendent juridiquement et techniquement complexe la réhabilitation des friches, en particulier celles où la nature a largement repris ses droits depuis plusieurs décennies. En Moselle, les sites les plus facilement exploitables ont déjà été valorisés, et il reste aujourd'hui principalement des terrains écologiquement sensibles, ce qui limite fortement les projets de réindustrialisation. Face à cette situation, plusieurs élus appellent à une adaptation de la réglementation, en particulier par une différenciation des exigences selon l'origine des friches, et une plus grande souplesse dans l'application de la séquence ERC, permettant par exemple aux préfets d'exercer une marge d'appréciation dans l'autorisation des projets. Cela permettrait de favoriser le réaménagement de ces terrains stratégiques, tout en garantissant un équilibre avec la préservation de la biodiversité. Dans ce contexte, il souhaite connaître les mesures que le Gouvernement envisage de prendre afin de faciliter la reconversion des friches, lesquelles constituent un levier essentiel de réaménagement du territoire et de revitalisation économique.

Inquiétudes des petits métiers de la pêche en Méditerranée à l'approche de la conférence des Nations unies sur l'océan

4979. – 5 juin 2025. – **M. Sebastien Pla** signale à **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** que le resserrement du calendrier, à l'approche de la conférence des Nations unies sur l'océan qui se tiendra à Nice du 9 au 13 juin 2025, soulève des inquiétudes légitimes chez les pêcheurs de Méditerranée et notamment les petits métiers qui souhaitent que leurs pratiques de pêche régulées et ancestrales soient appréciées à la hauteur des bienfaits que ces activités artisanales engendrent en termes de maintien des paysages marins et d'équilibre des écosystèmes lagunaires, mais aussi de retombées économiques et de vecteur d'image pour les territoires de la Méditerranée. Il lui signale en effet que nombre de pêcheurs de l'Aude, des Pyrénées Orientales, de l'Hérault et du Gard, qui pratiquent la pêche dans les étangs, à pied ou en barque, redoutent d'être écartés des aires où ils avaient coutume de pêcher à raison d'une possible surtransposition française en matière de protection des fonds marins. Il lui demande donc de tenir compte de la réalité de ces usages

traditionnels de pêche de façon à pouvoir maintenir les autorisations de pêche dans ces lagunes, dès lors que ces pêches ont démontré, à l'appui de données documentées par l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), leur concours à l'entretien et au maintien d'écosystèmes complexes, et, que la présence de l'Homme, dans ces milieux fragiles, est considérée de faible impact.

Gestion des déchets plastiques en France

4991. – 5 juin 2025. – **M. Stéphane Fouassin** appelle l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur la gestion des déchets plastiques en France. À l'heure où la pollution marine demeure l'un de nos principaux combats pour la transition écologique et à quelques semaines du Sommet des Océans, il alerte le Gouvernement sur le retard de la France en matière de politique de réduction des déchets plastiques. Dans le dernier rapport de l'Agence de la transition écologique (ADEME), l'institution met en évidence le retard significatif de la France sur le recyclage des bouteilles plastiques et des canettes en aluminium. La consigne pour recyclage et pour réemploi demeure une solution attendue par les consommateurs et a prouvé son efficacité chez l'entièreté de nos voisins européens qui ont adopté ce modèle vertueux d'économie circulaire. La France dispose d'un arsenal réglementaire ambitieux depuis la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi AGEC) et doit se conformer aux objectifs européens. En conséquence, il lui demande quelles sont les ambitions du Gouvernement sur l'instauration de la consigne pour recyclage et pour réemploi dans le prochain plan national sur l'économie circulaire.

Difficultés d'accès dans les zones à faibles émissions

5001. – 5 juin 2025. – **M. Pascal Allizard** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** à propos des difficultés d'accès dans les zones à faibles émissions (ZFE). Il rappelle que la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets a rendu obligatoire l'instauration d'une zone à faibles émissions mobilité, avant le 31 décembre 2024, dans toutes les agglomérations de plus de 150 000 habitants situées sur le territoire métropolitain. La circulation des véhicules y est réglementée en fonction des émissions de polluants matérialisées par les vignettes Crit'air obligatoirement apposées sur les parebrises. C'est notamment le cas dans le Calvados. Il apparaît néanmoins que la loi dite « climat et résilience » qui entendait favoriser les modes de déplacement alternatifs n'est pas toujours réaliste, en particulier s'agissant des personnes les plus âgées ou aux moyens limités pour s'offrir un véhicule récent, et compte tenu de la diversité des territoires. Ces particuliers expriment leurs difficultés pour se déplacer dans certaines ZFE. Par conséquent, il souhaite savoir comment le Gouvernement prend en compte ces situations et le cas échéant entend revoir le dispositif.

Application du règlement européen sur la déforestation

5010. – 5 juin 2025. – **M. François Bonneau** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur le règlement européen sur la déforestation (EUDR). Ce dernier impose aux entreprises mettant sur le marché de l'Union européenne du bois ou des produits dérivés, de nouvelles obligations strictes en matière de traçabilité. Parmi celles-ci, la norme contraignante de déclaration géographique des surfaces coupées requiert désormais la fourniture précise des coordonnées de géolocalisation (latitude et longitude) de toutes les parcelles d'origine du bois extrait. Cette exigence vise à garantir que les produits ne proviennent pas de terres déboisées après le 31 décembre 2020 et à assurer la traçabilité tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Or, cette obligation de précision administrative soulève de fortes inquiétudes parmi les entreprises de la filière bois, en particulier celles dont l'activité principale est l'exploitation forestière et non la gestion administrative. La collecte, la gestion et la transmission de ces données géographiques représentent une charge supplémentaire, tant en termes de moyens humains que de compétences techniques, pour des structures qui ne disposent pas toujours des ressources nécessaires. Par ailleurs, cette contrainte se répercute sur l'ensemble de la chaîne de production, qui doit garantir une traçabilité continue et fiable jusqu'au consommateur final. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre afin d'accompagner ces entreprises dans la mise en oeuvre de cette nouvelle norme, et s'il entend intervenir auprès des instances européennes pour en atténuer les contraintes sur la chaîne de production et la compétitivité de la filière.

Bilan de l'observatoire du fonds de réparation des équipements électriques et électroniques

5022. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** les termes de sa question n° 03925 sous le titre « Bilan de l'observatoire du fonds de réparation des équipements électriques et électroniques », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Améliorations à apporter au troisième plan national d'adaptation au changement climatique vis-à-vis des collectivités territoriales

5024. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** les termes de sa question n° 03923 sous le titre « Améliorations à apporter au troisième plan national d'adaptation au changement climatique vis-à-vis des collectivités territoriales », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

TRANSPORTS

Prix élevé des billets de train

5019. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports** les termes de sa question n° 03928 sous le titre « Prix élevé des billets de train », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Hausse du coût de réparation des véhicules électriques et hybrides

5023. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports** les termes de sa question n° 03924 sous le titre « Hausse du coût de réparation des véhicules électriques et hybrides », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

« Assignation à résidence » des habitants des zones rurales

5026. – 5 juin 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports** les termes de sa question n° 03813 sous le titre « « Assignation à résidence » des habitants des zones rurales », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

TRAVAIL ET EMPLOI

Evolution des droits à la retraite des pompiers volontaires en 2025

4939. – 5 juin 2025. – **Mme Évelyne Perrot** attire l'attention de **Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi** sur l'évolution des droits à la retraite des pompiers volontaires en 2025 et plus précisément sur la publication du décret d'application de l'article 24 de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023. Cet article prévoyait l'attribution de trimestres de retraite supplémentaires pour les pompiers volontaires. Le décret d'application était annoncé début 2025, mais, à ce jour, il n'a toujours pas été publié. Les effectifs de pompiers volontaires représentent 80 % des services de secours en France, valoriser leur engagement est tout aussi crucial qu'incontournable pour notre sécurité. Sans reconnaissance tangible, le risque d'un désengagement massif de ces derniers devient réel. Aussi, elle déplore l'absence de décret d'application et l'interroge sur la date à laquelle il sera publié.

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉS ET FAMILLES

Contrôle des initiatives pour pallier la désertification médicale

4940. – 5 juin 2025. – **Mme Marie Mercier** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur les initiatives prises par les acteurs du monde sanitaire et social pour pallier la désertification médicale. Si les réflexions et les mesures proposées sont louables puisqu'elles cherchent à répondre aux difficultés des zones sous-denses en offre de soins, une attention doit néanmoins être portée au bon suivi des

patients et au sérieux des intervenants. Par exemple, les formations qualifiées de « premier secours en santé mentale », sur deux jours, permettraient à des employés d'entreprise volontaires de détecter et de conseiller leurs collègues qu'ils jugeraient dans un état de mal-être psychologique. Or, une telle approche suscite des interrogations sur la réelle capacité de repérage, de compréhension et d'orientation des individus en souffrance psychique, sur la compétence des intervenants, alors qu'un tel exercice est complexe pour un médecin généraliste après dix ans d'étude, voire un spécialiste. Un mauvais diagnostic et un mauvais accompagnement peuvent en effet détériorer la situation ou engendrer une confusion. Dans un contexte où un Français sur cinq est touché chaque année par un trouble psychique, où les troubles anxieux et dépressifs sont en nette augmentation chez les jeunes et les personnes âgées, il s'agit de veiller tout particulièrement à la meilleure prise en charge de ces personnes. Aussi, elle souhaite savoir, en psychologie comme dans les autres domaines médicaux, quel contrôle exerce le Gouvernement pour s'assurer de l'efficacité et de la sécurité des dispositifs qui se développent pour suppléer au manque de médecins dans nos territoires.

Interrogations quant à l'objectif de réduction de la pauvreté

4950. – 5 juin 2025. – **M. Jean-Marie Mizzon** interroge **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** - qu'il avait déjà interpellée dans une précédente Question écrite, intitulée : « L'inquiétante progression de la pauvreté en France », publiée au JO le 17/10/2024 et restée, à ce jour, sans réponse - sur l'objectif de réduction de la pauvreté. L'article L. 115-4-1 du code de l'action sociale et des familles, introduit par la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, établit en effet l'obligation pour le Gouvernement de définir un objectif quantifié de réduction de la pauvreté et de rendre compte chaque année au Parlement des conditions de réalisation de cet objectif et des mesures et moyens financiers mis en oeuvre pour y parvenir. C'est dans ce cadre que le premier objectif, adopté en 2008, entendait ramener de 7,8 millions à 5,2 millions le nombre de personnes touchées par la pauvreté dans notre pays. Or, aujourd'hui, alors que l'État ne s'est donné aucun objectif de réduction de la pauvreté et n'a pas rendu compte de son action au Parlement depuis le dernier rapport remis en 2011, d'après les dernières statistiques de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), ce sont dorénavant 9,1 millions de personnes qui sont concernées par la pauvreté. Dans ces conditions, sans objectif clairement défini, la France ne parviendra pas à suivre et évaluer l'efficacité des dispositifs existants en matière de lutte contre la pauvreté et ce afin de pouvoir les corriger. Aussi, au regard de ces arguments, il lui demande de bien vouloir lui indiquer à quelle échéance le Gouvernement entend fixer un objectif de réduction de la pauvreté et à quelle date le rapport annuel sera remis au Parlement.

Manque de solutions de placement pour les enfants relevant de l'aide sociale à l'enfance

4964. – 5 juin 2025. – **M. Guillaume Chevrollier** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur le manque préoccupant de solutions de placement pour les enfants relevant de l'aide sociale à l'enfance. En Mayenne, près de 90 enfants bénéficiant d'une décision judiciaire de placement attendent sans solution faute de places disponibles. En Ille-et-Vilaine, ils sont près de 200. Dans l'attente, ces mineurs sont souvent maintenus dans un environnement familial à risque, hospitalisés sans justification médicale ou subissent des ruptures de parcours aggravant leur état psychique ou physique. Cette situation est d'autant plus critique dans les territoires sous-dotées en offre médicale, où l'accès aux soins spécialisés nécessite un temps long. Alors que la loi du 7 février 2022 relative à la protection des enfants impose un bilan de santé à l'entrée dans le dispositif et un suivi annuel, seuls un tiers des départements sont en mesure de l'appliquer, faute de moyens. Le rapport Santiago de 2024 a mis en lumière ces défaillances. Si le renforcement des contrôles annoncé par le ministre de la justice va dans le bon sens, il ne compense pas le manque structurel de places et de professionnels. Il lui demande donc quelles mesures d'urgence le Gouvernement compte mettre en oeuvre pour remédier au déficit d'accueil et garantir à chaque enfant une protection effective, conforme à ses droits fondamentaux.

Enjeux du financement des dispositifs d'appui à la coordination dans le contexte de la revalorisation Ségur

4977. – 5 juin 2025. – **M. Gérard Lahellec** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur les difficultés rencontrées par les dispositifs d'appui à la coordination (DAC), en raison de l'absence de prise en charge financière de la prime Ségur versée à leurs salariés. Les DAC assurent des missions essentielles dans l'organisation territoriale des soins : guichet unique pour les professionnels de santé, appui aux parcours de santé, soutien aux pratiques professionnelles de coordination. Ils jouent un rôle crucial dans

l'accessibilité aux soins et la fluidité du système de santé, en particulier dans les régions où l'offre médicale et médico-sociale est faible comme c'est le cas en Bretagne. Or, les gestionnaires du DAC, comme l'association, Appui Santé COB sur notre territoire, se trouvent aujourd'hui confrontés à un contexte budgétaire extrêmement contraint. En effet, les DAC ont été intégrés, le 5 août 2024, aux établissements et services de santé médico-sociaux devant appliquer la prime Ségur à leurs salariés. Or cette revalorisation salariale, attendue, intervient sans transfert de ressources équivalent de la part de l'agence régionale de santé ou de l'État, mettant à mal l'équilibre budgétaire des associations en charge du DAC. Sans soutien financier, les conséquences seront majeures : réduction des capacités d'accompagnement des personnes en situation complexe, désengagement partiel de la coordination de parcours et surcharge des établissements et des professionnels libéraux. Aussi, il souhaite savoir quelles mesures financières urgentes le Gouvernement entend mettre en place pour soutenir les DAC, afin de préserver l'accès aux soins sur nos territoires et la continuité de l'accompagnement des publics les plus vulnérables.

Soutien aux établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes privés associatifs en difficulté financière

4990. – 5 juin 2025. – **M. Olivier Bitz** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur la nécessité de soutenir les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) privés associatifs qui font face à des difficultés financières. Les Ehpad privés associatifs représentent plus de 2 500 établissements en 2023, soit près de 50 % des établissements privés. Ces structures assurent une mission essentielle d'accueil des personnes âgées dépendantes. Ces établissements sont confrontés à des difficultés financières structurelles, aggravées par une hausse significative des coûts de fonctionnement conjuguée à la hausse des coûts énergétiques et des tensions sur la fidélisation des effectifs. Ainsi, comme souligné dans le rapport d'information du Sénat n° 778, publié le 25 septembre 2024, il est indiqué que la part des Ehpad déficitaires est passée de 27 % à 66 % entre 2020 et 2023. Ces établissements, portés par des acteurs à but non lucratif jouent un rôle clé dans le maillage territorial, notamment dans les zones rurales ou peu densément peuplées. Pourtant, leur modèle économique fragile les expose à un risque de fermeture ou de reprise par des groupes commerciaux, remettant en cause leur vocation sociale et médico-sociale. Le rapport d'information précité souligne enfin l'insuffisance des mesures jusqu'alors engagées pour assurer la pérennité de ces structures. Dans ce contexte, il lui demande si le Gouvernement entend prendre des mesures financières pour sécuriser la pérennité des Ehpad à but non lucratif.

Formation des thanatopracteurs

4998. – 5 juin 2025. – **Mme Nadège Havet** appelle l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur les conséquences du décret du 27 avril 2022, pris en application de la loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique relative aux dons du corps à la science, qui est venu supprimer l'accès aux laboratoires d'anatomie pour les thanatopracteurs. Cette situation entraîne une régression de la qualité des services proposés en thanatopraxie, due au manque de formation en matière de reconstruction après traumatisme. Pour les thanatopracteurs souhaitant enrichir leurs compétences dans ce domaine, la seule possibilité est désormais de partir à l'étranger, dans des pays qui disposent de formations relatives aux corps donnés à la science. Suite à cette alerte, elle demande si des mesures seront prises pour permettre aux thanatopracteurs de se former adéquatement en France et quelles actions le Gouvernement compte mettre en place pour remédier à cette situation.

Gestion des déchets d'activités de soins à risques infectieux

4999. – 5 juin 2025. – **Mme Nadège Havet** appelle l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur la gestion des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI). L'ensemble de la réglementation et des recommandations de bonnes pratiques applicables au tri des déchets d'activités de soins est répertorié dans le « Guide DASRI » en cours de mise à jour par la direction générale de la santé. En raison de leurs risques pour la santé, les DASRI sont classés comme déchets dangereux et soumis au principe de précaution. Pourtant, avant même tout changement de réglementation, de nombreux professionnels constatent déjà sur le terrain le déclassement d'un grand nombre de ces déchets maintenant considérés comme non dangereux. Cela complexifie les gestes de tri pour les professionnels de santé et amplifie les risques pour les opérateurs chargés de la collecte, du traitement et du tri de ces déchets. Des accidents ont déjà été recensés dans plusieurs centres de traitement de déchets à la suite d'erreurs de tri, et le déclassement en cours pourrait multiplier leur nombre à

l'avenir. Suite à cette alerte, elle lui demande si les professionnels de santé seront considérés comme responsables en cas d'accidents liés au tri des DASRI, et quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour lutter contre ces risques.

Pauvreté en France

5003. – 5 juin 2025. – **M. Alexandre Basquin** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur la situation de la pauvreté en France et sur l'action gouvernementale en la matière. L'article L. 115-4-1 du code de l'action sociale et des familles, introduit par la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, établit l'obligation pour le Gouvernement de définir un objectif quantifié de réduction de la pauvreté. Il est également prévu que le Gouvernement doit rendre compte, chaque année, au Parlement, des conditions de réalisation de cet objectif ainsi que des mesures et moyens financiers mis en oeuvre pour y parvenir. Le premier objectif, adopté en 2008, visait à réduire le nombre de personnes en situation de pauvreté de 7,8 millions à 5,2 millions. Cependant, selon les dernières statistiques de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), ce nombre s'élève aujourd'hui à 9,1 millions de personnes. Il apparaît que l'État ne s'est pas fixé de nouvel objectif de réduction de la pauvreté et n'a pas rendu compte de son action au Parlement depuis le dernier rapport remis en 2011. Sans objectif clairement défini, la France ne pourra pas suivre et évaluer l'efficacité des dispositifs existants en matière de lutte contre la pauvreté, ni les corriger en conséquence. Au regard de ces éléments, il souhaite savoir quand le Gouvernement compte fixer un nouvel objectif de réduction de la pauvreté et à quelle date le rapport annuel sera remis au Parlement.

Prise en compte des travaux d'utilité collective dans le dispositif « carrières longues »

5006. – 5 juin 2025. – **Mme Nadia Sollogoub** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur les effets de l'exclusion des anciens bénéficiaires des travaux d'utilité collective (TUC) du dispositif de « carrières longues ». Entre 1984 et 1990, les TUC ont permis à de nombreux jeunes d'acquérir une première expérience professionnelle et grâce à l'article 23 de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023, ces périodes peuvent désormais être validées au titre de la retraite, et un téléservice a été mis en place à cette fin. Cependant, les trimestres validés à ce titre sont considérés comme périodes assimilées et non comme trimestres cotisés. Par conséquent, ils n'ouvrent pas droit au dispositif « carrières longues », contrairement à l'esprit de la réforme, qui visait justement à corriger une inégalité de traitement. Ainsi, de nombreux travailleurs ayant commencé à travailler très jeunes, notamment via un TUC, demeurent exclus du bénéfice d'une retraite anticipée, malgré une carrière longue réelle et les effets de celle-ci sur leur santé. Elle souhaite savoir si le Gouvernement envisage de faire évoluer la réglementation afin que les trimestres validés au titre des TUC puissent être pris en compte dans le cadre du dispositif « carrières longues », et si un décret ou une disposition législative allant dans ce sens est à l'étude, notamment dans le cadre de l'examen du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026, pour corriger ce qui est vécu comme une injustice.

3. Réponses des ministres aux questions écrites

INDEX ALPHABÉTIQUE DES SÉNATEURS AYANT REÇU UNE OU PLUSIEURS RÉPONSES

Cet index mentionne, pour chaque question ayant une réponse, le numéro, le ministre ayant répondu, la rubrique de classement analytique (en caractère gras) et le titre

A

Aeschlimann (Marie-Do) :

4419 Sports, jeunesse et vie associative. **Sports.** *Retrait du football américain de la liste des disciplines de haut niveau* (p. 3218).

Allizard (Pascal) :

1745 Intérieur . **Police et sécurité.** *Difficultés de mise en oeuvre de la défense extérieure contre l'incendie dans les territoires ruraux* (p. 3142).

1747 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Complexités rencontrées par des maires dans l'exercice de leurs responsabilités en matière de défense extérieure contre l'incendie* (p. 3143).

Anglars (Jean-Claude) :

3483 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Collectivités territoriales.** *Soutien financier apporté aux communes pour la stérilisation des chats errants et domestiques* (p. 2971).

4868 Relations avec le Parlement. **Pouvoirs publics et Constitution.** *Baisse des taux d'application des lois et ses conséquences négatives sur la confiance des citoyens dans les institutions* (p. 3210).

Antoine (Jocelyne) :

1156 Comptes publics. **Budget.** *Compensation de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties et de contribution foncière des entreprises pour tous les mâts d'éoliennes* (p. 3014).

4301 Comptes publics. **Budget.** *Compensation de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties et de contribution foncière des entreprises pour tous les mâts d'éoliennes* (p. 3015).

Apourceau-Poly (Cathy) :

3519 Intérieur . **Police et sécurité.** *Modalités de contrôle de gestion au sein des services départementaux d'incendie et de secours* (p. 3175).

Arnaud (Jean-Michel) :

2148 Travail et emploi. **Sécurité sociale.** *Valorisation du cumul emploi-retraite pour les médecins* (p. 3225).

B

Barros (Pierre) :

2915 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Moyens accordés par l'État à la direction générale des finances publiques pour assurer ses missions de service public* (p. 3025).

4021 Comptes publics. **Collectivités territoriales.** *Baisse des bases de taxes d'habitation constatées par les collectivités en 2025* (p. 3039).

Basquin (Alexandre) :

2418 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Budget.** *Fonds publics versés aux entreprises* (p. 3061).

Bazin (Arnaud) :

2401 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Transition hors-cage de l'élevage des poules pondeuses à l'échelle européenne* (p. 2969).

3051 Intérieur . **Police et sécurité.** *Fraude massive aux permis de conduire* (p. 3124).

3078 Culture. **Culture.** *Situation du Musée du Louvre* (p. 3006).

3344 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Inquiétudes relayées par les PME et micro-entreprises relatives à la mise en place de la facturation électronique obligatoire* (p. 3073).

4179 Intérieur . **Police et sécurité.** *Système d'information sur les armes et armes de chasse* (p. 3193).

4198 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Transition hors-cage de l'élevage des poules pondeuses à l'échelle européenne* (p. 2970).

Belin (Bruno) :

1690 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Loyers impayés par la gendarmerie* (p. 3140).

4786 Intérieur . **Logement et urbanisme.** *Adaptation des normes incendie aux réalités des territoires ruraux* (p. 3201).

Belrhiti (Catherine) :

1891 Intérieur . **Police et sécurité.** *Occupation illégale de terrains par les gens du voyage* (p. 3146).

1895 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Décret portant diverses modifications du code de la commande publique* (p. 3058).

Berthet (Martine) :

2757 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Fiscalité du biofioul F30* (p. 3024).

Bilhac (Christian) :

2718 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Mesures à prendre pour la profession de buraliste face à la contrebande et aux achats transfrontaliers* (p. 3023).

3155 Intérieur . **Police et sécurité.** *Clarification sur les conséquences de l'absence d'ouverture de compte dans le système d'information sur les armes avant le 31 décembre 2024* (p. 3170).

Blanc (Jean-Baptiste) :

1852 Intérieur . **Affaires étrangères et coopération.** *Simplification de la procédure de demande de visa de long séjour temporaire pour les ressortissants britanniques et de pays-tiers* (p. 3103).

1856 Intérieur . **Économie et finances, fiscalité.** *Sollicitation d'exonération du malus écologique pour les véhicules des comités communaux feux de forêt* (p. 3146).

1882 Intérieur (MD). **Fonction publique.** *Statut des gardes champêtres et utilisation des véhicules de la police municipale* (p. 3203).

Blatrix Contat (Florence) :

575 Intérieur . **Police et sécurité.** *Difficultés persistantes de nombreuses communes face aux stationnements illicites récurrents des gens du voyage* (p. 3113).

3038 Intérieur . **Police et sécurité.** *Interpellations survenues lors d'une manifestation pacifiste organisée par la Confédération Paysanne* (p. 3166).

Bleunven (Yves) :

4246 Intérieur (MD). **Police et sécurité.** *Dégradation à l'intérieur et aux abords des boites de nuit* (p. 3207).

Bonhomme (François) :

2014 Comptes publics. **Collectivités territoriales.** *Perte de recettes fiscales des communes sièges d'un centre d'enfouissement de déchets* (p. 3019).

3536 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Évolution du mode de calcul des valeurs locatives des locaux professionnels* (p. 3033).

Bonnefoy (Nicole) :

465 Intérieur . **Affaires étrangères et coopération.** *Procédure d'obtention de visas de séjours longue durée pour les ressortissants britanniques* (p. 3101).

Borchio Fontimp (Alexandra) :

2047 Intérieur . **Police et sécurité.** *Remise en cause du modèle français de volontariat des sapeurs-pompiers* (p. 3151).

Bouad (Denis) :

909 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Non-consommation des crédits de dotation d'équipement des territoires ruraux et de soutien à l'investissement local* (p. 2980).

Bouchet (Gilbert) :

3919 Intérieur . **Police et sécurité.** *Délivrance visas longue durée* (p. 3104).

Boyer (Valérie) :

2140 Intérieur . **Police et sécurité.** *Transparence sur les violences sexuelles contre nos aînées* (p. 3155).

4904 Intérieur . **Police et sécurité.** *Transparence sur les violences sexuelles contre nos aînées* (p. 3156).

Briante Guillemont (Sophie) :

2293 Premier ministre. **Société.** *Accès aux doléances exprimées par les Français lors du grand débat national* (p. 2965).

3698 Commerce extérieur et Français de l'étranger. **Affaires étrangères et coopération.** *Organisation de la journée de défense et de citoyenneté pour les jeunes Français de l'étranger* (p. 2999).

3736 Culture. **Culture.** *Nécessité d'informer de manière précise les acquéreurs de billets de corrida* (p. 3007).

4566 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. **Société.** *Renforcement de l'efficacité des parcours de sortie de la prostitution* (p. 3094).

Briquet (Isabelle) :

2361 Intérieur . **Affaires étrangères et coopération.** *Demande de visa de long séjour des ressortissants britanniques propriétaires de biens immobiliers en France* (p. 3103).

Brisson (Max) :

306 Comptes publics. **Fonction publique.** *Réversion des pensions civiles et militaires de l'État* (p. 3011).

314 Intérieur . **Police et sécurité.** *Procédure de demande de visa long séjour valant titre de séjour pour les ressortissants de la Grande-Bretagne* (p. 3101).

3448 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Application de seuils quant à l'anonymat des concours de maîtrise d'oeuvre* (p. 3075).

3449 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Publication sur le profil acheteur, information directe des opérateurs économiques* (p. 3076).

3450 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Modalités d'application de la dérogation à la mise en concurrence des marchés publics de travaux en deçà du seuil de 100 000 euros* (p. 3077).

Brossat (Ian) :

2402 Culture. **Culture.** *Projet d'installation du musée MansA : impacts et risques sur la Monnaie de Paris* (p. 3005).

3745 Culture. **Culture.** *Modernisation de l'enseigne des marchands de presse* (p. 3007).

Brulin (Céline) :

3697 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Justice fiscale sur les retombées financières liée à l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux pour les communes* (p. 3034).

4794 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Pérennité du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2977).

Burgoa (Laurent) :

452 Intérieur . **Police et sécurité.** *Pannes répétées des canadairs basés à Nîmes-Garons et manque de techniciens de maintenance* (p. 3110).

457 Intérieur . **Pouvoirs publics et Constitution.** *Modification du périmètre d'une circonscription législative* (p. 3111).

1428 Comptes publics. **Collectivités territoriales.** *Responsabilité financière des gestionnaires publics locaux* (p. 3015).

3718 Intérieur . **Affaires étrangères et coopération.** *Simplification et modernisation de la procédure de demande de visa long séjour temporaire pour les visiteurs fréquents* (p. 3180).

3730 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Fiscalisation des pensions alimentaires perçues par le parent ayant la garde principale des enfants* (p. 3085).

3836 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Pour une répartition plus équitable des ressources des collectivités* (p. 2986).

C

Cabanel (Henri) :

1185 Intérieur . **Affaires étrangères et coopération.** *Démarches pour l'obtention d'un visa de long séjour pour les ressortissants britanniques* (p. 3102).

2296 Intérieur (MD). **Police et sécurité.** *Situation sociale des policiers municipaux* (p. 3204).

Cambier (Guislain) :

630 Intérieur . **Police et sécurité.** *Attente de la publication du décret relatif à la bonification des trimestres des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 3115).

Canalès (Marion) :

2645 Intérieur . **Travail.** *Conditions de mise en oeuvre de l'obligation d'emploi de 6 % de personnes atteintes d'un handicap au sein des SDIS* (p. 3161).

4159 Intérieur . **Police et sécurité.** *Délais de traitement des demandes de titre de séjour des praticiens à diplôme hors Union européenne* (p. 3192).

Canayer (Agnès) :

3112 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Frais bancaires applicables lors des saisies sur compte par les huissiers* (p. 3069).

3138 Comptes publics. **Collectivités territoriales.** *Ressources financières pour les collectivités situées à proximité d'une centrale nucléaire* (p. 3027).

Canévet (Michel) :

1779 Sports, jeunesse et vie associative. **Économie et finances, fiscalité.** *Tenues des participants au service national universel* (p. 3213).

Cazebonne (Samantha) :

4138 Culture. **Culture.** *Interdiction de la publicité pour les corridas dans les régions où elles sont interdites* (p. 3008).

4139 Culture. **Culture.** *Encadrement de la promotion et des initiations tauromachiques hors des zones de tradition* (p. 3009).

Chaize (Patrick) :

2895 Intelligence artificielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Application de la loi visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique* (p. 3208).

Chantrel (Yan) :

3134 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Affaires étrangères et coopération.** *Suivi des discussions et actions de la France pour établir une convention fiscale avec l'Uruguay* (p. 3069).

Chauvet (Patrick) :

4865 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2979).

Chevalier (Cédric) :

799 Intérieur . **Économie et finances, fiscalité.** *Qualification juridique des « écocups »* (p. 3117).

803 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Législation relative à la revente des billets de spectacle ou de manifestation sportive sur internet* (p. 3050).

808 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Collectivités territoriales.** *Non-application de l'article L.113-4 du code des assurances* (p. 3050).

1761 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Culture.** *Droit d'information préalable du consommateur pour la vente en ligne d'activités de loisirs* (p. 3056).

3632 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Culture.** *Droit d'information préalable du consommateur pour la vente en ligne d'activités de loisirs* (p. 3057).

3635 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Collectivités territoriales.** *Non-application de l'article L.113-4 du code des assurances* (p. 3051).

3636 Intérieur . **Économie et finances, fiscalité.** *Qualification juridique des « écocups »* (p. 3117).

3658 Intérieur . **Transports.** *Pénurie de places à l'examen du permis de conduire* (p. 3177).

Chevrollier (Guillaume) :

4635 Europe. **Union européenne.** *Risques que fait peser sur l'industrie européenne la redirection massive des exportations chinoises vers le marché européen* (p. 3096).

Conway-Mouret (Hélène) :

1336 Intérieur . **Police et sécurité.** *Statut des policiers français exerçant au sein du centre de coopération policière et douanière de Tournai* (p. 3133).

Courtial (Édouard) :

1930 Intérieur . **Police et sécurité.** *Protection de nos églises* (p. 3148).

3085 Intérieur . **Police et sécurité.** *Augmentation du nombre de graffitis* (p. 3167).

3787 Intérieur . **Police et sécurité.** *Rajeunissement des auteurs de projets d'attentat terroriste* (p. 3183).

Cukierman (Cécile) :

3686 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Collectivités territoriales.** *Perception de la taxe d'aménagement par les communes et les établissement public de coopération intercommunale* (p. 3082).

D

Daniel (Karine) :

3511 Transports. **Transports.** *Modernisation et fiabilité de la ligne TER Nantes-Pornic* (p. 3222).

Darras (Jérôme) :

3324 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Application « Gérer mes biens immobiliers »* (p. 3029).

4812 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole* (p. 2977).

Demilly (Stéphane) :

3518 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Collectivités territoriales.** *Enquêtes de recensement annuelles dans les communes de plus de 10 000 habitants* (p. 3078).

3994 Intérieur . **Affaires étrangères et coopération.** *Non-application des obligations de quitter le territoire* (p. 3189).

Deseyne (Chantal) :

4182 Intérieur . **Police et sécurité.** *Avenir de la réserve de la gendarmerie* (p. 3193).

Devésa (Brigitte) :

1996 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Coût pour les communes des panneaux d'affichage électoraux* (p. 3152).

Doineau (Élisabeth) :

2934 Intérieur . **Police et sécurité.** *Nuisances générées par l'organisation de rave parties ou teknivals non autorisés, en particulier dans les zones rurales* (p. 3165).

Drexler (Sabine) :

363 Intérieur . **Police et sécurité.** *Vague de démissions record dans la police nationale et la gendarmerie* (p. 3106).

1768 Intérieur . **Police et sécurité.** *Occupations illégales des lieux publics et privés par des communautés de gens du voyage* (p. 3144).

3122 Intérieur (MD). **Police et sécurité.** *Répartition des zones de compétence entre la police et la gendarmerie* (p. 3206).

Dumas (Catherine) :

944 Intérieur . **Police et sécurité.** *Risque de prolifération d'armes fabriquées par le biais d'imprimantes 3D sur le territoire national* (p. 3123).

953 Intérieur . **Transports.** *Suspicion d'une fraude massive à l'examen du code de la route* (p. 3124).

962 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Budget.** *Abattement fiscal dont bénéficient les loueurs de meublés de tourisme* (p. 3052).

978 Intérieur . **Police et sécurité.** *Difficultés rencontrées dans les centres de traitement des appels d'urgence à Paris et en France* (p. 3125).

991 Intérieur . **Police et sécurité.** *Conséquences d'une possible arrivée de la « drogue du zombie » à Paris et en France* (p. 3127).

1012 Intérieur . **Police et sécurité.** *Augmentation inquiétante des arnaques sur internet* (p. 3129).

2906 Culture. **Culture.** *Avancées du projet de la Maison des mondes africains (MansA) à Paris* (p. 3005).

2940 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Ampleur du phénomène "Pingti"* (p. 3026).

3171 Intérieur . **Police et sécurité.** *Risque de prolifération d'armes fabriquées par le biais d'imprimantes 3D sur le territoire national* (p. 3123).

3175 Intérieur . **Transports.** *Suspicion d'une fraude massive à l'examen du code de la route* (p. 3125).

3183 Intérieur . **Police et sécurité.** *Difficultés rencontrées dans les centres de traitement des appels d'urgence à Paris et en France* (p. 3125).

3189 Intérieur . **Police et sécurité.** *Conséquences d'une possible arrivée de la « drogue du zombie » à Paris et en France* (p. 3127).

3196 Intérieur . **Police et sécurité.** *Augmentation inquiétante des arnaques sur internet* (p. 3129).

3710 Intérieur . **Police et sécurité.** *Dangers liés aux explorations illicites dans les catacombes de Paris* (p. 3179).

Dumont (Françoise) :

419 Intérieur . **Police et sécurité.** *Décret portant annulation de crédits de la sécurité civile* (p. 3108).

422 Intérieur . **Police et sécurité.** *Formation au permis cyclomoteur* (p. 3109).

Durain (Jérôme) :

3124 Intérieur . **Justice.** *Regroupement familial* (p. 3168).

Durox (Aymeric) :

2700 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Collectivités territoriales.** *Gestion des aides européennes* (p. 3066).

E

Espagnac (Frédérique) :

3508 Transports. **Environnement.** *Limites et effets indésirables du dispositif des zones à faibles émissions* (p. 3221).

4442 Aménagement du territoire et décentralisation . **Aménagement du territoire.** *Dégradation du réseau routier français* (p. 2991).

4546 Intérieur . **Sécurité sociale.** *Date de publication du décret relatif à la bonification des trimestres des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 3186).

Estrosi Sassone (Dominique) :

1639 Intérieur . **Affaires étrangères et coopération.** *Renouvellement des demandes de visas pour les ressortissants britanniques établis en France* (p. 3102).

Eustache-Brinio (Jacqueline) :

1657 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Absence de publication des décrets relatifs à la réserve opérationnelle douanière* (p. 3016).

3775 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Absence de publication des décrets relatifs à la réserve opérationnelle douanière* (p. 3016).

F

Fagnen (Sébastien) :

717 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Extension de la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires aux intercommunalités* (p. 3047).

3797 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **PME, commerce et artisanat.** *Impact du commerce électronique sur les commerces de proximité* (p. 3087).

Féraud (Rémi) :

4663 Transports. **Transports.** *Lutte contre les violences motorisées* (p. 3224).

Féret (Corinne) :

1555 Intérieur . **Sécurité sociale.** *Bonification de trimestres de retraite pour les sapeurs-pompiers volontaires* (p. 3116).

Folliot (Philippe) :

934 Intérieur . **Police et sécurité.** *Crise dans la flotte aérienne de la sécurité civile* (p. 3121).

3434 Intérieur . **Police et sécurité.** *Crise dans la flotte aérienne de la sécurité civile* (p. 3121).

G

Gay (Fabien) :

1940 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Opposition à la fermeture du bureau des douanes de la plateforme aéroportuaire du Bourget et demande d'octroi de la prime de fidélisation territoriale aux agents des douanes en Seine-Saint-Denis* (p. 3018).

Genet (Fabien) :

3903 Aménagement du territoire et décentralisation . **Police et sécurité.** *Mise en place de registres locaux de population* (p. 2986).

Gillé (Hervé) :

4896 Intérieur . **Sécurité sociale.** *Conséquences de la baisse des indemnisations du congé maladie ordinaire des sapeurs-pompiers professionnels* (p. 3202).

Gold (Éric) :

767 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Entreprises.** *Renforcement de l'information et de la protection du consommateur* (p. 3048).

2938 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Fermetures de classes de BTS industriels et de baccalauréats professionnels dans les territoires ruraux et intermédiaires* (p. 3092).

2972 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Entreprises.** *Renforcement de l'information et de la protection du consommateur* (p. 3048).

3232 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Impact de la loi régulant les meublés de tourisme sur les chambres d'hôtes* (p. 3070).

Goulet (Nathalie) :

243 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Conséquences de la révision de la directive européenne sur les émissions industrielles sur les élevages familiaux de volailles et de porcs* (p. 2966).

344 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Logement et urbanisme.** *Défaillance des assurances* (p. 3046).

3767 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Recouvrement de la taxe sur les transactions financières* (p. 3086).

Goy-Chavent (Sylvie) :

3935 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Respect des délais de paiement des marchés publics et application des intérêts moratoires* (p. 3038).

3936 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Composition des commissions départementales d'élus et rôle du préfet dans l'examen des subventions de la dotation d'équipements des territoires ruraux* (p. 2987).

4040 Intérieur . **Police et sécurité.** *Financement des équipements de la gendarmerie nationale en milieu rural* (p. 3190).

Gréaume (Michelle) :

403 Comptes publics. **Collectivités territoriales.** *Aide au retour à l'emploi, aide à la reprise et à la création d'entreprise et collectivités locales* (p. 3012).

4684 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Diminution des crédits dédiés au dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2975).

Gremillet (Daniel) :

1983 Intérieur . **Police et sécurité.** *Remise en cause du modèle français de secours.* (p. 3150).

Gruny (Pascale) :

3244 Intérieur . **Police et sécurité.** *Impact du décret nº 2024-1074 sur la sécurité des cyclistes* (p. 3171).

4657 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Conséquences de la baisse du budget consacré au Dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2974).

Guhl (Antoinette) :

3516 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. **Économie et finances, fiscalité.** *Cellule de veille pour l'économie sociale et solidaire dans un contexte budgétaire incertain* (p. 2995).

H

Harribey (Laurence) :

2514 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Collectivités territoriales.** *Conséquences du transfert de la taxe d'urbanisme sur les ressources des collectivités* (p. 3065).

2515 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Régularisation du budget de la régie municipale d'irrigation* (p. 3022).

3326 Travail et emploi. **Sécurité sociale.** *Pensions de réversion* (p. 3227).

Havet (Nadège) :

159 Intérieur . **Environnement.** *Renouvellement de la flotte de Canadairs* (p. 3099).

Hervé (Loïc) :

3383 Aménagement du territoire et décentralisation . **Police et sécurité.** *Facturation des secours de montagne* (p. 2982).

Herzog (Christine) :

1506 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Collectivités territoriales.** *Pénalités de retard facturées aux communes suite aux délais tardifs des paiements de la trésorerie générale* (p. 3055).

1821 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Reconversion d'un ancien élu* (p. 2981).

3284 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Collectivités territoriales.** *Responsabilité des maires* (p. 3072).

3387 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Affichage de drapeaux étrangers sur des balcons privés* (p. 2984).

4083 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Collectivités territoriales.** *Pénalités de retard facturées aux communes suite aux délais tardifs des paiements de la trésorerie générale* (p. 3056).

4107 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Reconversion d'un ancien élu* (p. 2981).

4201 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Publication des actes et affichage par borne interactive tactile* (p. 2988).

4239 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Contrôle de légalité des délibérations du conseil municipal* (p. 2989).

4240 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Conservation des actes temporaires dans les registres municipaux* (p. 2989).

4486 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Collectivités territoriales.** *Responsabilité des maires* (p. 3072).

4492 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Affichage de drapeaux étrangers sur des balcons privés* (p. 2984).

Hochart (Joshua) :

3027 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Interrogation sur la niche fiscale des journalistes* (p. 3068).

3965 Intérieur . **Transports.** *Usage des véhicules sans permis accessible dès 14 ans* (p. 3189).

4227 Intérieur . **Police et sécurité.** *Non reconnaissance des tornades comme phénomène météorologique à part entière dans les dispositifs des prévention, d'alerte et d'indemnisation des catastrophes naturelles* (p. 3196).

4922 Relations avec le Parlement. **Pouvoirs publics et Constitution.** *Taux de réponse aux questions écrites* (p. 3211).

Housseau (Marie-Lise) :

2462 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Dysfonctionnements du guichet des formalités des entreprises* (p. 3064).

Hugonet (Jean-Raymond) :

1835 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Assujettissement des associations à la taxe d'habitation* (p. 3057).

1836 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Application des tarifs sur la taxe de publicité extérieure* (p. 3017).

3850 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Assujettissement des associations à la taxe d'habitation* (p. 3058).

3851 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Application des tarifs sur la taxe de publicité extérieure* (p. 3017).

4450 Intérieur . **Économie et finances, fiscalité.** *Application de l'arrêté du 17 mai 2024 modifiant diverses dispositions des règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public* (p. 3194).

J

Jeansannetas (Éric) :

3662 Transports. **Transports.** *Ligne ferroviaire Guéret-Felletin* (p. 3223).

Joly (Patrice) :

2898 Transports. **Transports.** *Conditions dramatiques vécues par les usagers de la ligne SNCF Clermont-Nevers-Paris, lors de l'incident survenu le 2 janvier 2025 à Briare (Loiret)* (p. 3221).

4252 Comptes publics. **Police et sécurité.** *Situation alarmante de la vente de tabac dans la Nièvre* (p. 3041).

4679 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Diminution des dotations imposée au budget du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives (DiNA)* (p. 2975).

Josende (Lauriane) :

2638 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Participation financière des communes pour les élèves scolarisés dans un établissement privé en langue régionale* (p. 3090).

3651 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Participation financière des communes pour les élèves scolarisés dans un établissement privé en langue régionale* (p. 3091).

4049 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Nouvelle baisse des bases de taxe d'habitation sur les résidences secondaires pour les communes et les EPCI* (p. 3089).

4340 Tourisme. **Économie et finances, fiscalité.** *Difficultés croissantes d'accès au logement pour les travailleurs saisonniers dans les territoires touristiques* (p. 3219).

Joseph (Else) :

3886 Intérieur . **Sécurité sociale.** *Annonce d'une solution pour l'adoption d'un décret attendu concernant la bonification de la retraite des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 3185).

Jouve (Mireille) :

3883 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. **Police et sécurité.** *Accompagnement des femmes victimes de violences* (p. 3093).

Joyandet (Alain) :

317 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Réforme de la fiscalité des meublés de tourisme* (p. 3045).

K

Kanner (Patrick) :

3702 Sports, jeunesse et vie associative. **Sports.** *Fermeture du pôle espoirs de football américain du CREPS de Bordeaux* (p. 3214).

4191 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. **Questions sociales et santé.** *Invisibilisation des dysménorrhées au travail* (p. 3094).

Kerrouche (Éric) :

2744 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Revalorisation de l'indemnisation des frais d'assemblées électorales* (p. 3163).

4185 Premier ministre. **Pouvoirs publics et Constitution.** *Vacance de la présidence de la commission prévue au dernier alinéa de l'article 25 de la Constitution* (p. 2966).

Klinger (Christian) :

3319 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Conséquences du rapport de la Cour des comptes sur les services à la personne* (p. 3073).

L

Lafon (Laurent) :

3948 Intérieur . **Pouvoirs publics et Constitution.** *Clarification du remboursement des frais de campagne pour les municipales, position du Gouvernement face à l'avis du Conseil d'État* (p. 3188).

Laugier (Michel) :

4255 Intérieur . **Logement et urbanisme.** *Renforcement de la sécurité électrique des établissements recevant du public* (p. 3197).

Le Gleut (Ronan) :

4327 Commerce extérieur et Français de l'étranger. **Affaires étrangères et coopération.** *Modalités de convocation des conseils consulaires* (p. 3004).

Lermytte (Marie-Claude) :

412 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Soutien spécifique à l'agriculture biologique* (p. 2967).

3574 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Police et sécurité.** *Information des contraventions* (p. 3079).

Loisier (Anne-Catherine) :

3540 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Environnement.** *Enjeu à lutter collectivement contre les chats errants* (p. 2972).

Longeot (Jean-François) :

1965 Intérieur . **Police et sécurité.** *Rodéos urbains* (p. 3149).

4505 Travail et emploi. **Travail.** *Travail des salariés en boulangerie le 1er mai* (p. 3227).

4513 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Contribution au dispositif DILICO-Prélèvements sur les collectivités territoriales* (p. 3043).

4795 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole et coupe budgétaire* (p. 2977).

Lopez (Vivette) :

3274 Intérieur . **Police et sécurité.** *Concours des sapeurs pompiers et affectation* (p. 3172).

3328 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Fiscalité des chambres d'hôtes* (p. 3070).

Lozach (Jean-Jacques) :

3749 Sports, jeunesse et vie associative. **Sports.** *Emploi des crédits alloués à la couverture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des sportifs de haut niveau* (p. 3216).

M

Malet (Viviane) :

1346 Transports. **Transports.** *Situation de l'aéroport de Saint-Pierre-Pierrefonds* (p. 3220).

1366 Intérieur . **Transports.** *Impossibilité d'organiser dans les outre-mer la formation permettant la création ou la reprise d'une auto-école* (p. 3134).

3930 Sports, jeunesse et vie associative. **Outre-mer.** *Situation des établissements équestres réunionnais à la suite du passage du cyclone Garance* (p. 3217).

Mandelli (Didier) :

2693 Intérieur . **Police et sécurité.** *Remise en cause du modèle de volontariat français en matière de sécurité civile* (p. 3162).

Marc (Alain) :

493 Intérieur . **Police et sécurité.** *Conducteurs sans permis* (p. 3112).

Margaté (Marianne) :

696 Ville. **Logement et urbanisme.** *Situation de la commune de Nangis* (p. 3228).

3238 Comptes publics. **Sécurité sociale.** *Demande de retrait du décret relatif aux cotisations vieillesse des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales* (p. 3028).

Margueritte (David) :

3979 Intérieur . **Sécurité sociale.** *Situation des sapeurs-pompiers volontaires concernant la bonification des trimestres pour leur retraite* (p. 3185).

Marseille (Hervé) :

1589 Intérieur . **Police et sécurité.** *Accessibilité du code de la route aux personnes sourdes en Ile-de-France* (p. 3138).

4434 Intérieur . **Pouvoirs publics et Constitution.** *Moratoire des machines à voter* (p. 3200).

Martin (Pascal) :

4874 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2979).

Martin (Pauline) :

1387 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Droit de certification des notaires* (p. 3054).

1388 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Environnement.** *Pression de l'office français de la biodiversité sur les agriculteurs* (p. 2967).

1422 Intérieur . **Police et sécurité.** *Difficultés rencontrées par les communes face aux rassemblements des gens du voyage* (p. 3135).

2699 Intérieur . **Police et sécurité.** *Timbre fiscal pour une pièce d'identité volée* (p. 3163).

Maurey (Hervé) :

938 Intérieur . **Police et sécurité.** *Augmentation de la délinquance dans l'Eure* (p. 3122).

976 Industrie et énergie. **Énergie.** *Délai de raccordement électrique des antennes mobiles Délai de raccordement électrique des antennes mobiles* (p. 3098).

1003 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Application de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires aux étudiants* (p. 3013).

1086 Comptes publics. **Logement et urbanisme.** *Prise en compte de l'indemnité d'élu comme salaire d'un propriétaire de logement meublé professionnel* (p. 3014).

1241 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Possibilité pour le clergé de refuser certaines programmations dans une église* (p. 3131).

1621 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Coût des élections législatives anticipées pour les communes* (p. 3138).

2292 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. **Économie et finances, fiscalité.** *Sécurité des jouets pour enfants acquis en ligne* (p. 2992).

2440 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Position de la France au sein de l'Union européenne au sujet de la mise en place d'une autorité européenne de régulation des cryptoactifs* (p. 3062).

2580 Intérieur . **Police et sécurité.** *Capacité de financement des nouveaux projets de développement de la vidéoprotection par le fonds interministériel de prévention de la délinquance* (p. 3159).

2799 Industrie et énergie. **Énergie.** *Délai de raccordement électrique des antennes mobiles Délai de raccordement électrique des antennes mobiles* (p. 3098).

2801 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Application de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires aux étudiants* (p. 3013).

2841 Comptes publics. **Logement et urbanisme.** *Prise en compte de l'indemnité d'élu comme salaire d'un propriétaire de logement meublé professionnel* (p. 3014).

2847 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. **Économie et finances, fiscalité.** *Sécurité des jouets pour enfants acquis en ligne* (p. 2993).

2883 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Coût des élections législatives anticipées pour les communes* (p. 3164).

2888 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Possibilité pour le clergé de refuser certaines programmations dans une église* (p. 3131).

2904 Travail et emploi. **Sécurité sociale.** *Cotisations applicables aux médecins retraités en cumul emploi-retraite* (p. 3225).

2978 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Obligation de déclaration en mairie des nouveaux résidents d'une commune* (p. 3166).

3100 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. **PME, commerce et artisanat.** *Craintes des très petites entreprises face à la conjoncture économique* (p. 2994).

3129 Intérieur . **Police et sécurité.** *Temps de travail des pompiers professionnels* (p. 3169).

3294 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Effets du projet de majoration des droits de douane européens sur les coûts de production des agriculteurs* (p. 2970).

3359 Intérieur . **Transports.** *Mortalité routière en 2024* (p. 3174).

3414 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Conséquences de la déterritorialisation de l'impôt sur les collectivités locales* (p. 3030).

3459 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Situation des finances publiques* (p. 3032).

3672 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Sécurité des paiements par carte bancaire face au développement de l'informatique quantique* (p. 3081).

3738 Comptes publics. **Budget.** *Montant de l'effort budgétaire demandé aux collectivités locales au titre de loi de finances pour 2025* (p. 3035).

3756 Intérieur . **Économie et finances, fiscalité.** *Émergence d'une nouvelle escroquerie sophistiquée sur des plateformes de paiement en ligne* (p. 3181).

3804 Comptes publics. **Collectivités territoriales.** *Démarches administratives inhérentes à la location d'un bien communal* (p. 3036).

3859 Intérieur . **Police et sécurité.** *Capacité de financement des nouveaux projets de développement de la vidéoprotection par le fonds interministériel de prévention de la délinquance* (p. 3160).

3864 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Position de la France au sein de l'Union européenne au sujet de la mise en place d'une autorité européenne de régulation des cryptoactifs* (p. 3062).

3920 Intérieur . **Police et sécurité.** *Contrôle des associations intervenant au titre de la politique d'immigration et d'intégration* (p. 3186).

3922 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. **Énergie.** *Encadrement des comparateurs d'offres de fourniture d'énergie* (p. 2996).

4026 Sports, jeunesse et vie associative. **Sports.** *Situation financière de la Fédération française de cyclisme* (p. 3217).

4332 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Effets du projet de majoration des droits de douane européens sur les coûts de production des agriculteurs* (p. 2971).

4375 Travail et emploi. **Sécurité sociale.** *Cotisations applicables aux médecins retraités en cumul emploi-retraite* (p. 3226).

4390 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. **PME, commerce et artisanat.** *Craintes des très petites entreprises face à la conjoncture économique* (p. 2994).

4391 Intérieur . **Police et sécurité.** *Temps de travail des pompiers professionnels* (p. 3169).

4551 Comptes publics. **Collectivités territoriales.** *Conséquences du décret n° 2025-374 du 25 avril 2025 portant annulation de crédits sur les dotations d'investissement des collectivités locales* (p. 3044).

4596 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Situation des finances publiques* (p. 3032).

4597 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Conséquences de la déterritorialisation de l'impôt sur les collectivités locales* (p. 3031).

4599 Intérieur . **Transports.** *Mortalité routière en 2024* (p. 3174).

4601 Intérieur . **Police et sécurité.** *Augmentation de la délinquance dans l'Eure* (p. 3122).

4823 Intérieur . **Économie et finances, fiscalité.** *Émergence d'une nouvelle escroquerie sophistiquée sur des plateformes de paiement en ligne* (p. 3182).

4827 Comptes publics. **Budget.** *Montant de l'effort budgétaire demandé aux collectivités locales au titre de loi de finances pour 2025* (p. 3036).

4828 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Sécurité des paiements par carte bancaire face au développement de l'informatique quantique* (p. 3081).

Mellouli (Akli) :

2334 Intérieur . **Police et sécurité.** *Mineurs placés en centres de rétention administrative ou en zones d'attente sur notre territoire* (p. 3158).

Menonville (Franck) :

2775 Travail et emploi. **Sécurité sociale.** *Prise en compte des périodes de travaux d'utilité collective et de stages d'initiation à la vie professionnelle pour les départs anticipés à la retraite* (p. 3226).

2778 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. **Éducation.** *Carte scolaire dans les territoires ruraux* (p. 3091).

4044 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Double imposition appliquée aux propriétaires de logements exerçant une activité de loueur en meublé* (p. 3074).

Mercier (Marie) :

1138 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Budget.** *Défiscalisation des pensions alimentaires des femmes seules* (p. 3052).

1142 Sports, jeunesse et vie associative. **Sports.** *Difficultés de recrutement des surveillants de baignade* (p. 3212).

4189 Intérieur . **Pouvoirs publics et Constitution.** *Organisation pratique des relations entre les parlementaires et les administrations déconcentrées* (p. 3195).

Michau (Jean-Jacques) :

1299 Intérieur . **Police et sécurité.** *Modalités d'obtention d'un visa pour les résidents britanniques propriétaires d'une résidence secondaire en France* (p. 3102).

Micouleau (Brigitte) :

2367 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Assouplissement des conditions de remboursement des prêts garantis par l'État* (p. 3059).

Monier (Marie-Pierre) :

2033 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Fragilité de la filière des chevreaux de boucherie* (p. 2968).

3601 Intérieur (MD). **Collectivités territoriales.** *Précision sur le mode de calcul de la population électorale en vue des élections municipales 2026* (p. 3206).

Morin-Desailly (Catherine) :

4783 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Coupe budgétaire relative au dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2976).

Muller-Bronn (Laurence) :

4131 Intérieur . **Société.** *Absence de publication du rapport de la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires* (p. 3191).

N

Narassiguin (Corinne) :

226 Intérieur . **Police et sécurité.** *Conditions de garde à vue au commissariat d'Aubervilliers* (p. 3100).

Noël (Sylviane) :

3310 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. **Économie et finances, fiscalité.** *Conséquences de la multiplication des drives-relais itinérants sur l'avenir du commerce indépendant de proximité dans les communes de Haute-Savoie* (p. 2994).

3615 Intérieur . **Police et sécurité.** *Encadrement juridique de la pratique de l'attelage équestre de loisir en France* (p. 3176).

O

Ollivier (Mathilde) :

2071 Intérieur . **Police et sécurité.** *Condition de déclaration d'entrée sur le territoire pesant sur les étrangers titulaires d'un visa en provenance d'un État de l'espace Schengen.* (p. 3154).

3715 Commerce extérieur et Français de l'étranger. **Affaires étrangères et coopération.** *Clarification sur les modalités de consultation des conseils consulaires pour l'attribution des secours occasionnels aux Français établis hors de France* (p. 3001).

Omar Oili (Saïd) :

2016 Intérieur . **Police et sécurité.** *Motifs de non expulsion des personnes en situation irrégulière interpellées par les forces de l'ordre à Mayotte* (p. 3153).

Ouzoulias (Pierre) :

837 Intérieur . **Pouvoirs publics et Constitution.** *Participation du Gouvernement aux processus de nomination des évêques* (p. 3118).

P

Patru (Anne-Sophie) :

3542 Intérieur . **Affaires étrangères et coopération.** *Procédure d'octroi de visas des ressortissants britanniques ayant une résidence secondaire en France* (p. 3103).

Paumier (Jean-Gérard) :

2365 Comptes publics. **Collectivités territoriales.** *Cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers* (p. 3021).

Pellevat (Cyril) :

1238 Intérieur . **Sécurité sociale.** *Projet de décret relatif à la bonification de la retraite des sapeurs-pompiers volontaires par l'attribution de trimestres au titre de la solidarité nationale* (p. 3115).

1256 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Transports.** *Effets de bord de la nouvelle taxation applicable aux véhicules de tourisme* (p. 3053).

4724 Intérieur . **Police et sécurité.** *Conséquences de la réforme du congé de maladie ordinaire pour les sapeurs-pompiers professionnels* (p. 3201).

Perrin (Cédric) :

3705 Sports, jeunesse et vie associative. **Travail.** *Craintes du secteur associatif de l'intermédiation du service civique* (p. 3215).

3707 Intérieur . **Police et sécurité.** *Hausse des fraudes à l'examen du passage théorique du code de la route* (p. 3179).

Perrot (Évelyne) :

3660 Intérieur . **Police et sécurité.** *Difficultés rencontrées par les services d'incendie et de secours en matière d'assurance* (p. 3178).

Pla (Sebastien) :

196 Enseignement supérieur et recherche . **Éducation.** *Niveau de dépenses nécessaires des programmes budgétaires relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche* (p. 3095).

907 Intérieur . **Sécurité sociale.** *Date de publication du décret pour la bonification des retraites des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 3115).

925 Intérieur . **Police et sécurité.** *Érosion de la pyramide des âges du commandement de la police nationale* (p. 3119).

1438 Commerce extérieur et Français de l'étranger. **Budget.** *Niveau de dépenses nécessaires des programmes budgétaires relevant du ministère chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger* (p. 2997).

1445 Francophonie et partenariats internationaux. **Budget.** *Niveau de dépenses nécessaires des programmes budgétaires relevant du secrétariat d'Etat chargé de la francophonie et des partenariats internationaux* (p. 3097).

1446 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. **Budget.** *Niveau de dépenses nécessaires des programmes budgétaires relevant du secrétariat d'Etat chargé de la consommation* (p. 2992).

3708 Commerce extérieur et Français de l'étranger. **Économie et finances, fiscalité.** *Inquiétudes grandissantes des viticulteurs suite aux annonces de probables sanctions commerciales imposées par les États-Unis à l'encontre de l'Union européenne* (p. 3000).

3799 Intérieur . **Police et sécurité.** *Demande urgente de bilan national sur le suicide chez les sapeurs-pompiers* (p. 3184).

Pluchet (Kristina) :

1306 Intérieur . **Logement et urbanisme.** *Règlement de sécurité contre les risques d'incendie dans les établissements recevant du public* (p. 3132).

Poncet Monge (Raymonde) :

3255 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Difficultés rencontrées par des associations françaises de soutien au peuple palestinien pour effectuer des virements bancaires à destination des territoires palestiniens* (p. 3071).

4348 Intérieur . **Police et sécurité.** *Dysfonctionnements de la plateforme dématérialisée de demandes de titres de séjour* (p. 3198).

Puissat (Frédérique) :

3315 Intérieur . **Police et sécurité.** *Encadrement des rave parties* (p. 3173).

R

Rapin (Jean-François) :

4677 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Coupe budgétaire sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2974).

Reichardt (André) :

302 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Budget.** *Régime fiscal des locations de courte durée* (p. 3044).

Renaud-Garabedian (Évelyne) :

2484 Sports, jeunesse et vie associative. **Travail.** *Champ d'application du compte d'engagement citoyen* (p. 3214).

2486 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Ajout de mentions relatives au taux d'imposition moyen sur les avis d'imposition* (p. 3022).

2496 Intérieur . **Affaires étrangères et coopération.** *Pièces justificatives à fournir lors d'une demande de visa court séjour Schengen* (p. 3158).

2610 Intérieur . **Affaires étrangères et coopération.** *Délivrance de visa pour les étudiants en thèse* (p. 3160).

Reynaud (Hervé) :

3699 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Perception de la taxe d'aménagement par les communes et EPCI* (p. 3084).

Richard (Olivia) :

848 Intérieur . **Affaires étrangères et coopération.** *Visa au titre de l'asile auprès des ambassades et consulats* (p. 3118).

3229 Commerce extérieur et Français de l'étranger. **Affaires étrangères et coopération.** *Parcours d'enseignement adaptés à l'étranger* (p. 2998).

3950 Commerce extérieur et Français de l'étranger. **Affaires étrangères et coopération.** *Information donnée au conseil consulaire s'agissant des demandes de secours occasionnel* (p. 3003).

3970 Comptes publics. **Affaires étrangères et coopération.** *Exonération fiscale prévue dans le cadre du régime d'impatriation* (p. 3039).

Richer (Marie-Pierre) :

870 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Budget.** *Crédit d'impôt et téléassistance* (p. 3051).

871 Intérieur . **Affaires étrangères et coopération.** *Procédure de délivrance d'un visa long séjour aux ressortissants britanniques* (p. 3102).

878 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Place des maires honoraires lors des cérémonies publiques* (p. 3119).

Robert (Sylvie) :

1653 Intérieur . **Transports.** *Manque de places d'examen au permis de conduire en Ille-et-Vilaine et en Bretagne et adressée* (p. 3139).

2540 Culture. **Culture.** *Projet d'installation du musée MansA : impacts et risques sur la Monnaie de Paris* (p. 3005).

4228 Culture. **Culture.** *Réglementer la réalité virtuelle et augmentée* (p. 3010).

Roiron (Pierre-Alain) :

3505 Aménagement du territoire et décentralisation . **Économie et finances, fiscalité.** *Inégalités fiscales résultant de l'application de taux uniformes aux bases fiscales hétérogènes des communes au sein des intercommunalités* (p. 2984).

Rojouan (Bruno) :

1568 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Difficultés rencontrées par la filière chevreaux* (p. 2968).

1569 Intérieur . **Police et sécurité.** *Difficultés liées à l'abandon des arbalètes* (p. 3137).

Romagny (Anne-Sophie) :

780 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Collectivités territoriales.** *Précisions sur les résiliations des contrats de marché public des assurances des collectivités locales* (p. 3049).

Roux (Jean-Yves) :

1843 Intérieur . **Environnement.** *Pacte capacitaire "inondations"* (p. 3145).

3254 Intérieur . **Police et sécurité.** *Gestion des logements de fonction des gendarmes* (p. 3172).

4188 Intérieur . **Logement et urbanisme.** *Difficultés d'application de l'arrêté relatif à l'utilisation de câbles électriques à performance au feu renforcé* (p. 3194).

Ruel (Jean-Marc) :

3006 Intérieur . **Outre-mer.** *Mise en oeuvre de l'ouverture de droits supplémentaires en termes de trimestres pour les sapeurs-pompiers volontaires* (p. 3117).

3007 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Outre-mer.** *Régime douanier appliqué aux colis postaux envoyés de Saint-Pierre-et-Miquelon et des territoires d'outre-mer vers l'hexagone* (p. 3067).

Ruelle (Jean-Luc) :

3121 Intérieur (MD). **Police et sécurité.** *Accès à la plateforme France Identité* (p. 3205).

3693 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Notion de « fausse » domiciliation fiscale à l'étranger* (p. 3034).

3831 Commerce extérieur et Français de l'étranger. **Affaires étrangères et coopération.** *Master de l'enseignement, de l'éducation et de la formation proposé au sein des instituts régionaux de formation* (p. 3002).

S

Saint-Pé (Denise) :

2675 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Débit de boissons temporaire, notion d'ouverture lors d'une vente* (p. 3162).

Saury (Hugues) :

3555 Intérieur . **Police et sécurité.** *Classement de l'American Bully parmi les chiens dangereux* (p. 3175).

4355 Intérieur . **Police et sécurité.** *Accès des gendarmes réservistes à la police municipale* (p. 3199).

4447 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Réglementation de la conduite des engins agricoles dont les arracheuses de pommes de terre pour les jeunes de 16 à 18 ans* (p. 2973).

Savoldelli (Pascal) :

1451 Ville. **Collectivités territoriales.** *Prise en compte de l'évolution démographique dans l'attribution des crédits alloués au contrat de ville du territoire Grand Orly Seine Bièvre.* (p. 3229).

3947 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Collectivités territoriales.** *Assurances des collectivités territoriales* (p. 3088).

4335 Transports. **Transports.** *Projet de gare TGV Pont de Rungis - Aéroport d'Orly* (p. 3224).

Schalck (Elsa) :

4242 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Éligibilité des maisons d'assistantes maternelles au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée* (p. 3040).

Schillinger (Patricia) :

556 Intérieur . **Logement et urbanisme.** *Difficultés rencontrées par les services d'incendie et de secours en matière d'éligibilité aux dispositifs de subventions pour la rénovation énergétique de leur patrimoine immobilier* (p. 3112).

616 Intérieur . **Police et sécurité.** *Attente d'application de l'article 24 de la loi nº 2023-270 du 14 avril 2023 visant à accorder une bonification de la durée d'assurance pour la retraite des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 3114).

Sol (Jean) :

4270 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Situation fiscale des travailleurs espagnols de l'hôpital transfrontalier de Cerdagne* (p. 3090).

Sollogoub (Nadia) :

1735 Intérieur . **Éducation.** *Apprentissage de la langue française pour les déplacés d'Ukraine* (p. 3140).

1737 Intérieur . **Société.** *Durée de l'autorisation provisoire de séjour* (p. 3141).

T

Tissot (Jean-Claude) :

2099 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Taxe d'habitation pour les locaux publics des collectivités territoriales* (p. 3059).

2109 Intérieur . **Sécurité sociale.** *Décret d'application relatif à la bonification des trimestres des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 3116).

4293 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Effets du mode de calcul du dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales sur les petites communes.* (p. 2990).

V

Varaillas (Marie-Claude) :

3592 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Fonction publique.** *Manque de moyens pour les centres des finances publiques* (p. 3080).

3953 Intelligence artificielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Baisse des crédits alloués à l'insertion numérique* (p. 3209).

4742 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Accompagner les CUMA en renforçant le DiNA* (p. 2976).

Ventalon (Anne) :

2155 Intérieur . **Police et sécurité.** *Accès des maires aux fichiers du système d'immatriculation des véhicules* (p. 3157).

3345 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Difficultés rencontrées par les propriétaires de locations touristiques concernant la taxe d'habitation sur les résidences secondaires* (p. 3074).

Vérien (Dominique) :

2050 Comptes publics. **Économie et finances, fiscalité.** *Traitement des demandes d'informations fiscales dans le cadre de la procédure d'appréhension des biens sans maître* (p. 3020).

Vermeillet (Sylvie) :

1596 Aménagement du territoire et décentralisation . **Collectivités territoriales.** *Exercice de la compétence "politique de la ville" par les communautés d'agglomération* (p. 2980).

Verzelen (Pierre-Jean) :

150 Intérieur . **Collectivités territoriales.** *Agents publics réservistes* (p. 3098).

2445 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Règles de fixation des taux de la taxe d'habitation et de la taxe foncière* (p. 3063).

3236 Intérieur . **Police et sécurité.** *Accès des maires aux personnes fichées S* (p. 3170).

3501 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. **Économie et finances, fiscalité.** *Cause déterminante des catastrophes naturelles* (p. 3077).

Vial (Cédric) :

648 Intérieur (MD). **Police et sécurité.** *Recrutement d'agents temporaires de police municipale ou d'agents de surveillance de la voie publique pour les syndicats de police municipale mutualisée* (p. 3203).

4864 Agriculture et souveraineté alimentaire. **Agriculture et pêche.** *Remise en cause du soutien public aux coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2978).

Vidal (Paul) :

2634 Aménagement du territoire et décentralisation . **Économie et finances, fiscalité.** *Règles d'occupation du domaine public pour les halles et marchés* (p. 2982).

Vogel (Mélanie) :

326 Intérieur . **Affaires étrangères et coopération.** *Radiation de la Géorgie de la liste des pays d'origine sûrs* (p. 3105).

3004 Commerce extérieur et Français de l'étranger. **Affaires étrangères et coopération.** *Conséquences des refus de délivrance de certificats de nationalité française pour les Françaises et les Français établis hors de France* (p. 2998).

INDEX ANALYTIQUE DES QUESTIONS AYANT REÇU UNE RÉPONSE

Cet index mentionne, pour chaque question, le numéro, le ministre ayant répondu et le titre

A

Affaires étrangères et coopération

Blanc (Jean-Baptiste) :

1852 Intérieur . *Simplification de la procédure de demande de visa de long séjour temporaire pour les ressortissants britanniques et de pays-tiers* (p. 3103).

Bonnefoy (Nicole) :

465 Intérieur . *Procédure d'obtention de visas de séjours longue durée pour les ressortissants britanniques* (p. 3101).

Briante Guillemont (Sophie) :

3698 Commerce extérieur et Français de l'étranger. *Organisation de la journée de défense et de citoyenneté pour les jeunes Français de l'étranger* (p. 2999).

Briquet (Isabelle) :

2361 Intérieur . *Demande de visa de long séjour des ressortissants britanniques propriétaires de biens immobiliers en France* (p. 3103).

Burgoa (Laurent) :

3718 Intérieur . *Simplification et modernisation de la procédure de demande de visa long séjour temporaire pour les visiteurs fréquents* (p. 3180).

Cabanel (Henri) :

1185 Intérieur . *Démarches pour l'obtention d'un visa de long séjour pour les ressortissants britanniques* (p. 3102).

Chantrel (Yan) :

3134 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Suivi des discussions et actions de la France pour établir une convention fiscale avec l'Uruguay* (p. 3069).

Demilly (Stéphane) :

3994 Intérieur . *Non-application des obligations de quitter le territoire* (p. 3189).

Estrosi Sassone (Dominique) :

1639 Intérieur . *Renouvellement des demandes de visas pour les ressortissants britanniques établis en France* (p. 3102).

Le Gleut (Ronan) :

4327 Commerce extérieur et Français de l'étranger. *Modalités de convocation des conseils consulaires* (p. 3004).

Ollivier (Mathilde) :

3715 Commerce extérieur et Français de l'étranger. *Clarification sur les modalités de consultation des conseils consulaires pour l'attribution des secours occasionnels aux Français établis hors de France* (p. 3001).

Patru (Anne-Sophie) :

3542 Intérieur . *Procédure d'octroi de visas des ressortissants britanniques ayant une résidence secondaire en France* (p. 3103).

Renaud-Garabedian (Évelyne) :

2496 Intérieur . *Pièces justificatives à fournir lors d'une demande de visa court séjour Schengen* (p. 3158).

2610 Intérieur . *Délivrance de visa pour les étudiants en thèse* (p. 3160).

Richard (Olivia) :

848 Intérieur . *Visa au titre de l'asile auprès des ambassades et consulats* (p. 3118).

3229 Commerce extérieur et Français de l'étranger. *Parcours d'enseignement adaptés à l'étranger* (p. 2998).

3950 Commerce extérieur et Français de l'étranger. *Information donnée au conseil consulaire s'agissant des demandes de secours occasionnel* (p. 3003).

3970 Comptes publics. *Exonération fiscale prévue dans le cadre du régime d'impatriation* (p. 3039).

Richer (Marie-Pierre) :

871 Intérieur . *Procédure de délivrance d'un visa long séjour aux ressortissants britanniques* (p. 3102).

Ruelle (Jean-Luc) :

3831 Commerce extérieur et Français de l'étranger. *Master de l'enseignement, de l'éducation et de la formation proposé au sein des instituts régionaux de formation* (p. 3002).

Vogel (Mélanie) :

326 Intérieur . *Radiation de la Géorgie de la liste des pays d'origine sûrs* (p. 3105).

3004 Commerce extérieur et Français de l'étranger. *Conséquences des refus de délivrance de certificats de nationalité française pour les Françaises et les Français établis hors de France* (p. 2998).

Agriculture et pêche

Bazin (Arnaud) :

2401 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Transition hors-cage de l'élevage des poules pondeuses à l'échelle européenne* (p. 2969).

4198 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Transition hors-cage de l'élevage des poules pondeuses à l'échelle européenne* (p. 2970).

Brulin (Céline) :

4794 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Pérennité du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2977).

Chauvet (Patrick) :

4865 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2979).

Darras (Jérôme) :

4812 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole* (p. 2977).

Goulet (Nathalie) :

243 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Conséquences de la révision de la directive européenne sur les émissions industrielles sur les élevages familiaux de volailles et de porcs* (p. 2966).

Gréaume (Michelle) :

4684 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Diminution des crédits dédiés au dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2975).

Gruny (Pascale) :

4657 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Conséquences de la baisse du budget consacré au Dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2974).

Joly (Patrice) :

4679 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Diminution des dotations imposée au budget du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives (DiNA)* (p. 2975).

Lermytte (Marie-Claude) :

412 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Soutien spécifique à l'agriculture biologique* (p. 2967).

Longeot (Jean-François) :

4795 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole et coupe budgétaire* (p. 2977).

Martin (Pascal) :

4874 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2979).

Maurey (Hervé) :

3294 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Effets du projet de majoration des droits de douane européens sur les coûts de production des agriculteurs* (p. 2970).

4332 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Effets du projet de majoration des droits de douane européens sur les coûts de production des agriculteurs* (p. 2971).

Monier (Marie-Pierre) :

2033 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Fragilité de la filière des chevreaux de boucherie* (p. 2968).

Morin-Desailly (Catherine) :

4783 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Coupe budgétaire relative au dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2976).

Rapin (Jean-François) :

4677 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Coupe budgétaire sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2974).

Rojouan (Bruno) :

1568 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Difficultés rencontrées par la filière chevreaux* (p. 2968).

Saury (Hugues) :

4447 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Réglementation de la conduite des engins agricoles dont les arracheuses de pommes de terre pour les jeunes de 16 à 18 ans* (p. 2973).

Varaillas (Marie-Claude) :

4742 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Accompagner les CUMA en renforçant le DiNA* (p. 2976).

Vial (Cédric) :

4864 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Remise en cause du soutien public aux coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 2978).

Aménagement du territoire

Espagnac (Frédérique) :

4442 Aménagement du territoire et décentralisation . *Dégradation du réseau routier français* (p. 2991).

B

Budget

Antoine (Jocelyne) :

1156 Comptes publics. *Compensation de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties et de contribution foncière des entreprises pour tous les mâts d'éoliennes* (p. 3014).

4301 Comptes publics. *Compensation de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties et de contribution foncière des entreprises pour tous les mâts d'éoliennes* (p. 3015).

Basquin (Alexandre) :

2418 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Fonds publics versés aux entreprises* (p. 3061).

Dumas (Catherine) :

962 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Abattement fiscal dont bénéficient les loueurs de meublés de tourisme* (p. 3052).

Maurey (Hervé) :

3738 Comptes publics. *Montant de l'effort budgétaire demandé aux collectivités locales au titre de loi de finances pour 2025* (p. 3035).

4827 Comptes publics. *Montant de l'effort budgétaire demandé aux collectivités locales au titre de loi de finances pour 2025* (p. 3036).

Mercier (Marie) :

1138 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Défiscalisation des pensions alimentaires des femmes seules* (p. 3052).

Pla (Sebastien) :

1438 Commerce extérieur et Français de l'étranger. *Niveau de dépenses nécessaires des programmes budgétaires relevant du ministère chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger* (p. 2997).

1445 Francophonie et partenariats internationaux. *Niveau de dépenses nécessaires des programmes budgétaires relevant du secrétariat d'Etat chargé de la francophonie et des partenariats internationaux* (p. 3097).

1446 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. *Niveau de dépenses nécessaires des programmes budgétaires relevant du secrétariat d'Etat chargé de la consommation* (p. 2992).

Reichardt (André) :

302 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Régime fiscal des locations de courte durée* (p. 3044).

Richer (Marie-Pierre) :

870 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Crédit d'impôt et téléassistance* (p. 3051).

C

Collectivités territoriales

Allizard (Pascal) :

1747 Intérieur . *Complexités rencontrées par des maires dans l'exercice de leurs responsabilités en matière de défense extérieure contre l'incendie* (p. 3143).

Anglars (Jean-Claude) :

3483 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Soutien financier apporté aux communes pour la stérilisation des chats errants et domestiques* (p. 2971).

Barros (Pierre) :

4021 Comptes publics. *Baisse des bases de taxes d'habitation constatées par les collectivités en 2025* (p. 3039).

Belin (Bruno) :

1690 Intérieur . *Loyers impayés par la gendarmerie* (p. 3140).

Bonhomme (François) :

2014 Comptes publics. *Perte de recettes fiscales des communes sièges d'un centre d'enfouissement de déchets* (p. 3019).

Bouad (Denis) :

909 Aménagement du territoire et décentralisation . *Non-consommation des crédits de dotation d'équipement des territoires ruraux et de soutien à l'investissement local* (p. 2980).

Burgoa (Laurent) :

1428 Comptes publics. *Responsabilité financière des gestionnaires publics locaux* (p. 3015).

3836 Aménagement du territoire et décentralisation . *Pour une répartition plus équitable des ressources des collectivités* (p. 2986).

Canayer (Agnès) :

3138 Comptes publics. *Ressources financières pour les collectivités situées à proximité d'une centrale nucléaire* (p. 3027).

Chevalier (Cédric) :

808 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Non-application de l'article L.113-4 du code des assurances* (p. 3050).

3635 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Non-application de l'article L.113-4 du code des assurances* (p. 3051).

Cukierman (Cécile) :

3686 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Perception de la taxe d'aménagement par les communes et les établissement public de coopération intercommunale* (p. 3082).

Demilly (Stéphane) :

3518 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Enquêtes de recensement annuelles dans les communes de plus de 10 000 habitants* (p. 3078).

Devésa (Brigitte) :

1996 Intérieur . *Coût pour les communes des panneaux d'affichage électoraux* (p. 3152).

Durox (Aymeric) :

2700 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Gestion des aides européennes* (p. 3066).

Goy-Chavent (Sylvie) :

3936 Aménagement du territoire et décentralisation . *Composition des commissions départementales d'élus et rôle du préfet dans l'examen des subventions de la dotation d'équipements des territoires ruraux* (p. 2987).

Gréaume (Michelle) :

403 Comptes publics. *Aide au retour à l'emploi, aide à la reprise et à la création d'entreprise et collectivités locales* (p. 3012).

Harribey (Laurence) :

2514 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Conséquences du transfert de la taxe d'urbanisme sur les ressources des collectivités* (p. 3065).

Herzog (Christine) :

1506 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Pénalités de retard facturées aux communes suite aux délais tardifs des paiements de la trésorerie générale* (p. 3055).

1821 Aménagement du territoire et décentralisation . *Reconversion d'un ancien élu* (p. 2981).

3284 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Responsabilité des maires* (p. 3072).

3387 Aménagement du territoire et décentralisation . *Affichage de drapeaux étrangers sur des balcons privés* (p. 2984).

4083 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Pénalités de retard facturées aux communes suite aux délais tardifs des paiements de la trésorerie générale* (p. 3056).

4107 Aménagement du territoire et décentralisation . *Reconversion d'un ancien élu* (p. 2981).

4201 Aménagement du territoire et décentralisation . *Publication des actes et affichage par borne interactive tactile* (p. 2988).

4239 Aménagement du territoire et décentralisation . *Contrôle de légalité des délibérations du conseil municipal* (p. 2989).

4240 Aménagement du territoire et décentralisation . *Conservation des actes temporaires dans les registres municipaux* (p. 2989).

4486 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Responsabilité des maires* (p. 3072).

4492 Aménagement du territoire et décentralisation . *Affichage de drapeaux étrangers sur des balcons privés* (p. 2984).

Kerrouche (Éric) :

2744 Intérieur . *Revalorisation de l'indemnisation des frais d'assemblées électorales* (p. 3163).

Maurey (Hervé) :

1241 Intérieur . *Possibilité pour le clergé de refuser certaines programmations dans une église* (p. 3131).

1621 Intérieur . *Coût des élections législatives anticipées pour les communes* (p. 3138).

2883 Intérieur . *Coût des élections législatives anticipées pour les communes* (p. 3164).

2888 Intérieur . *Possibilité pour le clergé de refuser certaines programmations dans une église* (p. 3131).

2978 Intérieur . *Obligation de déclaration en mairie des nouveaux résidents d'une commune* (p. 3166).

3804 Comptes publics. *Démarches administratives inhérentes à la location d'un bien communal* (p. 3036).

4551 Comptes publics. *Conséquences du décret n° 2025-374 du 25 avril 2025 portant annulation de crédits sur les dotations d'investissement des collectivités locales* (p. 3044).

Monier (Marie-Pierre) :

3601 Intérieur (MD). *Précision sur le mode de calcul de la population électorale en vue des élections municipales 2026* (p. 3206).

Paumier (Jean-Gérard) :

2365 Comptes publics. *Cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers* (p. 3021).

Richer (Marie-Pierre) :

878 Intérieur . *Place des maires honoraires lors des cérémonies publiques* (p. 3119).

Romagny (Anne-Sophie) :

780 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Précisions sur les résiliations des contrats de marché public des assurances des collectivités locales* (p. 3049).

Saint-Pé (Denise) :

2675 Intérieur . *Débit de boissons temporaire, notion d'ouverture lors d'une vente* (p. 3162).

Savoldelli (Pascal) :

1451 Ville. *Prise en compte de l'évolution démographique dans l'attribution des crédits alloués au contrat de ville du territoire Grand Orly Seine Bièvre.* (p. 3229).

3947 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Assurances des collectivités territoriales* (p. 3088).

Tissot (Jean-Claude) :

4293 Aménagement du territoire et décentralisation . *Effets du mode de calcul du dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales sur les petites communes.* (p. 2990).

Vermeillet (Sylvie) :

1596 Aménagement du territoire et décentralisation . *Exercice de la compétence "politique de la ville" par les communautés d'agglomération* (p. 2980).

Verzelen (Pierre-Jean) :

150 Intérieur . *Agents publics réservistes* (p. 3098).

Culture

Bazin (Arnaud) :

3078 Culture. *Situation du Musée du Louvre* (p. 3006).

Briante Guillemont (Sophie) :

3736 Culture. *Nécessité d'informer de manière précise les acquéreurs de billets de corrida* (p. 3007).

Brossat (Ian) :

2402 Culture. *Projet d'installation du musée MansA : impacts et risques sur la Monnaie de Paris* (p. 3005).

3745 Culture. *Modernisation de l'enseigne des marchands de presse* (p. 3007).

Cazebonne (Samantha) :

4138 Culture. *Interdiction de la publicité pour les corridas dans les régions où elles sont interdites* (p. 3008).

4139 Culture. *Encadrement de la promotion et des initiations tauromachiques hors des zones de tradition* (p. 3009).

Chevalier (Cédric) :

1761 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Droit d'information préalable du consommateur pour la vente en ligne d'activités de loisirs* (p. 3056).

3632 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Droit d'information préalable du consommateur pour la vente en ligne d'activités de loisirs* (p. 3057).

Dumas (Catherine) :

2906 Culture. *Avancées du projet de la Maison des mondes africains (MansA) à Paris* (p. 3005).

Robert (Sylvie) :

2540 Culture. *Projet d'installation du musée MansA : impacts et risques sur la Monnaie de Paris* (p. 3005).

4228 Culture. *Réglementer la réalité virtuelle et augmentée* (p. 3010).

E

Économie et finances, fiscalité

Barros (Pierre) :

2915 Comptes publics. *Moyens accordés par l'État à la direction générale des finances publiques pour assurer ses missions de service public* (p. 3025).

Bazin (Arnaud) :

3344 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Inquiétudes relayées par les PME et micro-entreprises relatives à la mise en place de la facturation électronique obligatoire* (p. 3073).

Belrhiti (Catherine) :

1895 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Décret portant diverses modifications du code de la commande publique* (p. 3058).

Berthet (Martine) :

2757 Comptes publics. *Fiscalité du biofioul F30* (p. 3024).

Bilhac (Christian) :

2718 Comptes publics. *Mesures à prendre pour la profession de buraliste face à la contrebande et aux achats transfrontaliers* (p. 3023).

Blanc (Jean-Baptiste) :

1856 Intérieur . *Sollicitation d'exonération du malus écologique pour les véhicules des comités communaux feux de forêt* (p. 3146).

Bonhomme (François) :

3536 Comptes publics. *Évolution du mode de calcul des valeurs locatives des locaux professionnels* (p. 3033).

Brisson (Max) :

3448 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Application de seuils quant à l'anonymat des concours de maîtrise d'oeuvre* (p. 3075).

3449 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Publication sur le profil acheteur, information directe des opérateurs économiques* (p. 3076).

3450 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Modalités d'application de la dérogation à la mise en concurrence des marchés publics de travaux en deçà du seuil de 100 000 euros* (p. 3077).

Brulin (Céline) :

3697 Comptes publics. *Justice fiscale sur les retombées financières liée à l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux pour les communes* (p. 3034).

Burgoa (Laurent) :

3730 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Fiscalisation des pensions alimentaires perçues par le parent ayant la garde principale des enfants* (p. 3085).

Canayer (Agnès) :

3112 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Frais bancaires applicables lors des saisies sur compte par les huissiers* (p. 3069).

Canévet (Michel) :

1779 Sports, jeunesse et vie associative. *Tenues des participants au service national universel* (p. 3213).

Chaize (Patrick) :

2895 Intelligence artificielle et numérique. *Application de la loi visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique* (p. 3208).

Chevalier (Cédric) :

799 Intérieur . *Qualification juridique des « écocups »* (p. 3117).

803 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Législation relative à la revente des billets de spectacle ou de manifestation sportive sur internet* (p. 3050).

3636 Intérieur . *Qualification juridique des « écocups »* (p. 3117).

Darras (Jérôme) :

3324 Comptes publics. *Application « Gérer mes biens immobiliers »* (p. 3029).

Dumas (Catherine) :

2940 Comptes publics. *Ampleur du phénomène "Pingti"* (p. 3026).

Eustache-Brinio (Jacqueline) :

1657 Comptes publics. *Absence de publication des décrets relatifs à la réserve opérationnelle douanière* (p. 3016).

3775 Comptes publics. *Absence de publication des décrets relatifs à la réserve opérationnelle douanière* (p. 3016).

Fagnen (Sébastien) :

717 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Extension de la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires aux intercommunalités* (p. 3047).

Gay (Fabien) :

1940 Comptes publics. *Opposition à la fermeture du bureau des douanes de la plateforme aéroportuaire du Bourget et demande d'octroi de la prime de fidélisation territoriale aux agents des douanes en Seine-Saint-Denis* (p. 3018).

Gold (Éric) :

3232 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Impact de la loi régulant les meublés de tourisme sur les chambres d'hôtes* (p. 3070).

Goulet (Nathalie) :

3767 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Recouvrement de la taxe sur les transactions financières* (p. 3086).

Goy-Chavent (Sylvie) :

3935 Comptes publics. *Respect des délais de paiement des marchés publics et application des intérêts moratoires* (p. 3038).

Guhl (Antoinette) :

3516 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. *Cellule de veille pour l'économie sociale et solidaire dans un contexte budgétaire incertain* (p. 2995).

Harribey (Laurence) :

2515 Comptes publics. *Régularisation du budget de la régie municipale d'irrigation* (p. 3022).

Hochart (Joshua) :

3027 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Interrogation sur la niche fiscale des journalistes* (p. 3068).

Housseau (Marie-Lise) :

2462 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Dysfonctionnements du guichet des formalités des entreprises* (p. 3064).

Hugonet (Jean-Raymond) :

1835 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Assujettissement des associations à la taxe d'habitation* (p. 3057).

1836 Comptes publics. *Application des tarifs sur la taxe de publicité extérieure* (p. 3017).

3850 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Assujettissement des associations à la taxe d'habitation* (p. 3058).

3851 Comptes publics. *Application des tarifs sur la taxe de publicité extérieure* (p. 3017).

4450 Intérieur . *Application de l'arrêté du 17 mai 2024 modifiant diverses dispositions des règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public* (p. 3194).

Josende (Lauriane) :

4049 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Nouvelle baisse des bases de taxe d'habitation sur les résidences secondaires pour les communes et les EPCI* (p. 3089).

4340 Tourisme. *Difficultés croissantes d'accès au logement pour les travailleurs saisonniers dans les territoires touristiques* (p. 3219).

Joyandet (Alain) :

317 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Réforme de la fiscalité des meublés de tourisme* (p. 3045).

Klinger (Christian) :

3319 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Conséquences du rapport de la Cour des comptes sur les services à la personne* (p. 3073).

Longeot (Jean-François) :

4513 Comptes publics. *Contribution au dispositif DILICO-Prélèvements sur les collectivités territoriales* (p. 3043).

Lopez (Vivette) :

3328 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Fiscalité des chambres d'hôtes* (p. 3070).

Martin (Pauline) :

1387 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Droit de certification des notaires* (p. 3054).

Maurey (Hervé) :

1003 Comptes publics. *Application de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires aux étudiants* (p. 3013).

2292 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. *Sécurité des jouets pour enfants acquis en ligne* (p. 2992).

2440 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Position de la France au sein de l'Union européenne au sujet de la mise en place d'une autorité européenne de régulation des cryptoactifs* (p. 3062).

2801 Comptes publics. *Application de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires aux étudiants* (p. 3013).

2847 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. *Sécurité des jouets pour enfants acquis en ligne* (p. 2993).

3414 Comptes publics. *Conséquences de la déterritorialisation de l'impôt sur les collectivités locales* (p. 3030).

3459 Comptes publics. *Situation des finances publiques* (p. 3032).

3672 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Sécurité des paiements par carte bancaire face au développement de l'informatique quantique* (p. 3081).

3756 Intérieur . *Émergence d'une nouvelle escroquerie sophistiquée sur des plateformes de paiement en ligne* (p. 3181).

3864 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Position de la France au sein de l'Union européenne au sujet de la mise en place d'une autorité européenne de régulation des cryptoactifs* (p. 3062).

4596 Comptes publics. *Situation des finances publiques* (p. 3032).

4597 Comptes publics. *Conséquences de la déterritorialisation de l'impôt sur les collectivités locales* (p. 3031).

4823 Intérieur . *Émergence d'une nouvelle escroquerie sophistiquée sur des plateformes de paiement en ligne* (p. 3182).

4828 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Sécurité des paiements par carte bancaire face au développement de l'informatique quantique* (p. 3081).

Menonville (Franck) :

4044 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Double imposition appliquée aux propriétaires de logements exerçant une activité de loueur en meublé* (p. 3074).

Micouleau (Brigitte) :

2367 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Assouplissement des conditions de remboursement des prêts garantis par l'État* (p. 3059).

Noël (Sylviane) :

3310 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. *Conséquences de la multiplication des drives-relais itinérants sur l'avenir du commerce indépendant de proximité dans les communes de Haute-Savoie* (p. 2994).

Pla (Sebastien) :

3708 Commerce extérieur et Français de l'étranger. *Inquiétudes grandissantes des viticulteurs suite aux annonces de probables sanctions commerciales imposées par les États-Unis à l'encontre de l'Union européenne* (p. 3000).

Poncet Monge (Raymonde) :

3255 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Difficultés rencontrées par des associations françaises de soutien au peuple palestinien pour effectuer des virements bancaires à destination des territoires palestiniens* (p. 3071).

Renaud-Garabedian (Évelyne) :

2486 Comptes publics. *Ajout de mentions relatives au taux d'imposition moyen sur les avis d'imposition* (p. 3022).

Reynaud (Hervé) :

3699 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Perception de la taxe d'aménagement par les communes et EPCI* (p. 3084).

Roiron (Pierre-Alain) :

3505 Aménagement du territoire et décentralisation . *Inégalités fiscales résultant de l'application de taux uniformes aux bases fiscales hétérogènes des communes au sein des intercommunalités* (p. 2984).

Ruelle (Jean-Luc) :

3693 Comptes publics. *Notion de « fausse » domiciliation fiscale à l'étranger* (p. 3034).

Schalck (Elsa) :

4242 Comptes publics. *Éligibilité des maisons d'assistantes maternelles au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée* (p. 3040).

Sol (Jean) :

4270 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Situation fiscale des travailleurs espagnols de l'hôpital transfrontalier de Cerdagne* (p. 3090).

Tissot (Jean-Claude) :

2099 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Taxe d'habitation pour les locaux publics des collectivités territoriales* (p. 3059).

Varaillas (Marie-Claude) :

3953 Intelligence artificielle et numérique. *Baisse des crédits alloués à l'insertion numérique* (p. 3209).

Ventalon (Anne) :

3345 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Difficultés rencontrées par les propriétaires de locations touristiques concernant la taxe d'habitation sur les résidences secondaires* (p. 3074).

Vérien (Dominique) :

2050 Comptes publics. *Traitement des demandes d'informations fiscales dans le cadre de la procédure d'appréhension des biens sans maître* (p. 3020).

Verzelen (Pierre-Jean) :

2445 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Règles de fixation des taux de la taxe d'habitation et de la taxe foncière* (p. 3063).

3501 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Cause déterminante des catastrophes naturelles* (p. 3077).

Vidal (Paul) :

2634 Aménagement du territoire et décentralisation . *Règles d'occupation du domaine public pour les halles et marchés* (p. 2982).

Éducation

Gold (Éric) :

2938 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Fermetures de classes de BTS industriels et de baccalauréats professionnels dans les territoires ruraux et intermédiaires* (p. 3092).

Josende (Lauriane) :

2638 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Participation financière des communes pour les élèves scolarisés dans un établissement privé en langue régionale* (p. 3090).

3651 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Participation financière des communes pour les élèves scolarisés dans un établissement privé en langue régionale* (p. 3091).

Menonville (Franck) :

2778 Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche. *Carte scolaire dans les territoires ruraux* (p. 3091).

Pla (Sebastien) :

196 Enseignement supérieur et recherche . *Niveau de dépenses nécessaires des programmes budgétaires relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche* (p. 3095).

Sollogoub (Nadia) :

1735 Intérieur . *Apprentissage de la langue française pour les déplacés d'Ukraine* (p. 3140).

Énergie

Maurey (Hervé) :

976 Industrie et énergie. *Délai de raccordement électrique des antennes mobiles Délai de raccordement électrique des antennes mobiles* (p. 3098).

2799 Industrie et énergie. *Délai de raccordement électrique des antennes mobiles Délai de raccordement électrique des antennes mobiles* (p. 3098).

3922 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. *Encadrement des comparateurs d'offres de fourniture d'énergie* (p. 2996).

Entreprises

Gold (Éric) :

767 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Renforcement de l'information et de la protection du consommateur* (p. 3048).

2972 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Renforcement de l'information et de la protection du consommateur* (p. 3048).

Environnement

Espagnac (Frédérique) :

3508 Transports. *Limites et effets indésirables du dispositif des zones à faibles émissions* (p. 3221).

Havet (Nadège) :

159 Intérieur . *Renouvellement de la flotte de Canadairs* (p. 3099).

Loisier (Anne-Catherine) :

3540 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Enjeu à lutter collectivement contre les chats errants* (p. 2972).

Martin (Pauline) :

1388 Agriculture et souveraineté alimentaire. *Pression de l'office français de la biodiversité sur les agriculteurs* (p. 2967).

Roux (Jean-Yves) :

1843 Intérieur . *Pacte capacitaire "inondations"* (p. 3145).

F

Fonction publique

Blanc (Jean-Baptiste) :

1882 Intérieur (MD). *Statut des gardes champêtres et utilisation des véhicules de la police municipale* (p. 3203).

Brisson (Max) :

306 Comptes publics. *Réversion des pensions civiles et militaires de l'État* (p. 3011).

Varaillas (Marie-Claude) :

3592 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Manque de moyens pour les centres des finances publiques* (p. 3080).

J

Justice

Durain (Jérôme) :

3124 Intérieur . *Regroupement familial* (p. 3168).

L

Logement et urbanisme

Belin (Bruno) :

4786 Intérieur . *Adaptation des normes incendie aux réalités des territoires ruraux* (p. 3201).

Goulet (Nathalie) :

344 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Défaillance des assurances* (p. 3046).

Laugier (Michel) :

4255 Intérieur . *Renforcement de la sécurité électrique des établissements recevant du public* (p. 3197).

Margaté (Marianne) :

696 Ville. *Situation de la commune de Nangis* (p. 3228).

Maurey (Hervé) :

1086 Comptes publics. *Prise en compte de l'indemnité d'élu comme salaire d'un propriétaire de logement meublé professionnel* (p. 3014).

2841 Comptes publics. *Prise en compte de l'indemnité d'élu comme salaire d'un propriétaire de logement meublé professionnel* (p. 3014).

Pluchet (Kristina) :

1306 Intérieur . *Règlement de sécurité contre les risques d'incendie dans les établissements recevant du public* (p. 3132).

Roux (Jean-Yves) :

4188 Intérieur . *Difficultés d'application de l'arrêté relatif à l'utilisation de câbles électriques à performance au feu renforcé* (p. 3194).

Schillinger (Patricia) :

556 Intérieur . *Difficultés rencontrées par les services d'incendie et de secours en matière d'éligibilité aux dispositifs de subventions pour la rénovation énergétique de leur patrimoine immobilier* (p. 3112).

O

Outre-mer

Malet (Viviane) :

3930 Sports, jeunesse et vie associative. *Situation des établissements équestres réunionnais à la suite du passage du cyclone Garance* (p. 3217).

Ruel (Jean-Marc) :

3006 Intérieur . *Mise en oeuvre de l'ouverture de droits supplémentaires en termes de trimestres pour les sapeurs-pompiers volontaires* (p. 3117).

3007 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Régime douanier appliqué aux colis postaux envoyés de Saint-Pierre-et-Miquelon et des territoires d'outre-mer vers l'hexagone* (p. 3067).

P

PME, commerce et artisanat

Fagnen (Sébastien) :

3797 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Impact du commerce électronique sur les commerces de proximité* (p. 3087).

Maurey (Hervé) :

3100 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. *Craintes des très petites entreprises face à la conjoncture économique* (p. 2994).

4390 Commerce, artisanat, PME, économie sociale et solidaire. *Craintes des très petites entreprises face à la conjoncture économique* (p. 2994).

Police et sécurité

Allizard (Pascal) :

1745 Intérieur . *Difficultés de mise en oeuvre de la défense extérieure contre l'incendie dans les territoires ruraux* (p. 3142).

Apourceau-Poly (Cathy) :

3519 Intérieur . *Modalités de contrôle de gestion au sein des services départementaux d'incendie et de secours* (p. 3175).

Bazin (Arnaud) :

3051 Intérieur . *Fraude massive aux permis de conduire* (p. 3124).

4179 Intérieur . *Système d'information sur les armes et armes de chasse* (p. 3193).

Belrhiti (Catherine) :

1891 Intérieur . *Occupation illégale de terrains par les gens du voyage* (p. 3146).

Bilhac (Christian) :

3155 Intérieur . *Clarification sur les conséquences de l'absence d'ouverture de compte dans le système d'information sur les armes avant le 31 décembre 2024* (p. 3170).

Blatrix Contat (Florence) :

575 Intérieur . *Difficultés persistantes de nombreuses communes face aux stationnements illicites récurrents des gens du voyage* (p. 3113).

3038 Intérieur . *Interpellations survenues lors d'une manifestation pacifiste organisée par la Confédération Paysanne* (p. 3166).

Bleunven (Yves) :

4246 Intérieur (MD). *Dégradation à l'intérieur et aux abords des boites de nuit* (p. 3207).

Borchio Fontimp (Alexandra) :

2047 Intérieur . *Remise en cause du modèle français de volontariat des sapeurs-pompiers* (p. 3151).

Bouchet (Gilbert) :

3919 Intérieur . *Délivrance visas longue durée* (p. 3104).

Boyer (Valérie) :

2140 Intérieur . *Transparence sur les violences sexuelles contre nos aînées* (p. 3155).

4904 Intérieur . *Transparence sur les violences sexuelles contre nos aînées* (p. 3156).

Brisson (Max) :

314 Intérieur . *Procédure de demande de visa long séjour valant titre de séjour pour les ressortissants de la Grande-Bretagne* (p. 3101).

Burgoa (Laurent) :

452 Intérieur . *Pannes répétées des canadairs basés à Nîmes-Garons et manque de techniciens de maintenance* (p. 3110).

Cabanel (Henri) :

2296 Intérieur (MD). *Situation sociale des policiers municipaux* (p. 3204).

Cambier (Guislain) :

630 Intérieur . *Attente de la publication du décret relatif à la bonification des trimestres des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 3115).

Canalès (Marion) :

4159 Intérieur . *Délais de traitement des demandes de titre de séjour des praticiens à diplôme hors Union européenne* (p. 3192).

Conway-Mouret (Hélène) :

1336 Intérieur . *Statut des policiers français exerçant au sein du centre de coopération policière et douanière de Tournai* (p. 3133).

Courtial (Édouard) :

1930 Intérieur . *Protection de nos églises* (p. 3148).

3085 Intérieur . *Augmentation du nombre de graffitis* (p. 3167).

3787 Intérieur . *Rajeunissement des auteurs de projets d'attentat terroriste* (p. 3183).

Deseyne (Chantal) :

4182 Intérieur . *Avenir de la réserve de la gendarmerie* (p. 3193).

Doineau (Élisabeth) :

2934 Intérieur . *Nuisances générées par l'organisation de rave parties ou teknivals non autorisés, en particulier dans les zones rurales* (p. 3165).

Drexler (Sabine) :

363 Intérieur . *Vague de démissions record dans la police nationale et la gendarmerie* (p. 3106).

1768 Intérieur . *Occupations illégales des lieux publics et privés par des communautés de gens du voyage* (p. 3144).

3122 Intérieur (MD). *Répartition des zones de compétence entre la police et la gendarmerie* (p. 3206).

Dumas (Catherine) :

944 Intérieur . *Risque de prolifération d'armes fabriquées par le biais d'imprimantes 3D sur le territoire national* (p. 3123).

978 Intérieur . *Difficultés rencontrées dans les centres de traitement des appels d'urgence à Paris et en France* (p. 3125).

991 Intérieur . *Conséquences d'une possible arrivée de la « drogue du zombie » à Paris et en France* (p. 3127).

1012 Intérieur . *Augmentation inquiétante des arnaques sur internet* (p. 3129).

3171 Intérieur . *Risque de prolifération d'armes fabriquées par le biais d'imprimantes 3D sur le territoire national* (p. 3123).

3183 Intérieur . *Difficultés rencontrées dans les centres de traitement des appels d'urgence à Paris et en France* (p. 3125).

3189 Intérieur . *Conséquences d'une possible arrivée de la « drogue du zombie » à Paris et en France* (p. 3127).

3196 Intérieur . *Augmentation inquiétante des arnaques sur internet* (p. 3129).

3710 Intérieur . *Dangers liés aux explorations illicites dans les catacombes de Paris* (p. 3179).

Dumont (Françoise) :

419 Intérieur . *Décret portant annulation de crédits de la sécurité civile* (p. 3108).

422 Intérieur . *Formation au permis cyclomoteur* (p. 3109).

Folliot (Philippe) :

934 Intérieur . *Crise dans la flotte aérienne de la sécurité civile* (p. 3121).

3434 Intérieur . *Crise dans la flotte aérienne de la sécurité civile* (p. 3121).

Genet (Fabien) :

3903 Aménagement du territoire et décentralisation . *Mise en place de registres locaux de population* (p. 2986).

Goy-Chavent (Sylvie) :

4040 Intérieur . *Financement des équipements de la gendarmerie nationale en milieu rural* (p. 3190).

Gremillet (Daniel) :

1983 Intérieur . *Remise en cause du modèle français de secours.* (p. 3150).

Gruny (Pascale) :

3244 Intérieur . *Impact du décret n° 2024-1074 sur la sécurité des cyclistes* (p. 3171).

Hervé (Loïc) :

3383 Aménagement du territoire et décentralisation . *Facturation des secours de montagne* (p. 2982).

Hochart (Joshua) :

4227 Intérieur . *Non reconnaissance des tornades comme phénomène météorologique à part entière dans les dispositifs des prévention, d'alerte et d'indemnisation des catastrophes naturelles* (p. 3196).

Joly (Patrice) :

4252 Comptes publics. *Situation alarmante de la vente de tabac dans la Nièvre* (p. 3041).

Jouve (Mireille) :

3883 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. *Accompagnement des femmes victimes de violences* (p. 3093).

Lermytte (Marie-Claude) :

3574 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Information des contraventions* (p. 3079).

Longeot (Jean-François) :

1965 Intérieur . *Rodéos urbains* (p. 3149).

Lopez (Vivette) :

3274 Intérieur . *Concours des sapeurs pompiers et affectation* (p. 3172).

Mandelli (Didier) :

2693 Intérieur . *Remise en cause du modèle de volontariat français en matière de sécurité civile* (p. 3162).

Marc (Alain) :

493 Intérieur . *Conducteurs sans permis* (p. 3112).

Marseille (Hervé) :

1589 Intérieur . *Accessibilité du code de la route aux personnes sourdes en Ile-de-France* (p. 3138).

Martin (Pauline) :

1422 Intérieur . *Difficultés rencontrées par les communes face aux rassemblements des gens du voyage* (p. 3135).

2699 Intérieur . *Timbre fiscal pour une pièce d'identité volée* (p. 3163).

Maurey (Hervé) :

938 Intérieur . *Augmentation de la délinquance dans l'Eure* (p. 3122).

2580 Intérieur . *Capacité de financement des nouveaux projets de développement de la vidéoprotection par le fonds interministériel de prévention de la délinquance* (p. 3159).

3129 Intérieur . *Temps de travail des pompiers professionnels* (p. 3169).

3859 Intérieur . *Capacité de financement des nouveaux projets de développement de la vidéoprotection par le fonds interministériel de prévention de la délinquance* (p. 3160).

3920 Intérieur . *Contrôle des associations intervenant au titre de la politique d'immigration et d'intégration* (p. 3186).

4391 Intérieur . *Temps de travail des pompiers professionnels* (p. 3169).

4601 Intérieur . *Augmentation de la délinquance dans l'Eure* (p. 3122).

Mellouli (Akli) :

2334 Intérieur . *Mineurs placés en centres de rétention administrative ou en zones d'attente sur notre territoire* (p. 3158).

Michau (Jean-Jacques) :

1299 Intérieur . *Modalités d'obtention d'un visa pour les résidents britanniques propriétaires d'une résidence secondaire en France* (p. 3102).

Narassiguin (Corinne) :

226 Intérieur . *Conditions de garde à vue au commissariat d'Aubervilliers* (p. 3100).

Noël (Sylviane) :

3615 Intérieur . *Encadrement juridique de la pratique de l'attelage équestre de loisir en France* (p. 3176).

Ollivier (Mathilde) :

2071 Intérieur . *Condition de déclaration d'entrée sur le territoire pesant sur les étrangers titulaires d'un visa en provenance d'un État de l'espace Schengen.* (p. 3154).

Omar Oili (Saïd) :

2016 Intérieur . *Motifs de non expulsion des personnes en situation irrégulière interpellées par les forces de l'ordre à Mayotte* (p. 3153).

Pellevat (Cyril) :

4724 Intérieur . *Conséquences de la réforme du congé de maladie ordinaire pour les sapeurs-pompiers professionnels* (p. 3201).

Perrin (Cédric) :

3707 Intérieur . *Hausse des fraudes à l'examen du passage théorique du code de la route* (p. 3179).

Perrot (Évelyne) :

3660 Intérieur . *Difficultés rencontrées par les services d'incendie et de secours en matière d'assurance* (p. 3178).

Pla (Sebastien) :

925 Intérieur . *Érosion de la pyramide des âges du commandement de la police nationale* (p. 3119).

3799 Intérieur . *Demande urgente de bilan national sur le suicide chez les sapeurs-pompiers* (p. 3184).

Poncet Monge (Raymonde) :

4348 Intérieur . *Dysfonctionnements de la plateforme dématérialisée de demandes de titres de séjour* (p. 3198).

Puissat (Frédérique) :

3315 Intérieur . *Encadrement des rave parties* (p. 3173).

Rojouan (Bruno) :

1569 Intérieur . *Difficultés liées à l'abandon des arbalètes* (p. 3137).

Roux (Jean-Yves) :

3254 Intérieur . *Gestion des logements de fonction des gendarmes* (p. 3172).

Ruelle (Jean-Luc) :

3121 Intérieur (MD). *Accès à la plateforme France Identité* (p. 3205).

Saury (Hugues) :

3555 Intérieur . *Classement de l'American Bully parmi les chiens dangereux* (p. 3175).

4355 Intérieur . *Accès des gendarmes réservistes à la police municipale* (p. 3199).

Schillinger (Patricia) :

616 Intérieur . *Attente d'application de l'article 24 de la loi nº 2023-270 du 14 avril 2023 visant à accorder une bonification de la durée d'assurance pour la retraite des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 3114).

Ventalon (Anne) :

2155 Intérieur . *Accès des maires aux fichiers du système d'immatriculation des véhicules* (p. 3157).

Verzelen (Pierre-Jean) :

3236 Intérieur . *Accès des maires aux personnes fichées S* (p. 3170).

Vial (Cédric) :

648 Intérieur (MD). *Recrutement d'agents temporaires de police municipale ou d'agents de surveillance de la voie publique pour les syndicats de police municipale mutualisée* (p. 3203).

Pouvoirs publics et Constitution

Anglars (Jean-Claude) :

4868 Relations avec le Parlement. *Baisse des taux d'application des lois et ses conséquences négatives sur la confiance des citoyens dans les institutions* (p. 3210).

Burgoa (Laurent) :

457 Intérieur . *Modification du périmètre d'une circonscription législative* (p. 3111).

Hochart (Joshua) :

4922 Relations avec le Parlement. *Taux de réponse aux questions écrites* (p. 3211).

Kerrouche (Éric) :

4185 Premier ministre. *Vacance de la présidence de la commission prévue au dernier alinéa de l'article 25 de la Constitution* (p. 2966).

Lafon (Laurent) :

3948 Intérieur . *Clarification du remboursement des frais de campagne pour les municipales, position du Gouvernement face à l'avis du Conseil d'État* (p. 3188).

Marseille (Hervé) :

4434 Intérieur . *Moratoire des machines à voter* (p. 3200).

Mercier (Marie) :

4189 Intérieur . *Organisation pratique des relations entre les parlementaires et les administrations déconcentrées* (p. 3195).

Ouzoulias (Pierre) :

837 Intérieur . *Participation du Gouvernement aux processus de nomination des évêques* (p. 3118).

Q

Questions sociales et santé

Kanner (Patrick) :

4191 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. *Invisibilisation des dysménorrhées au travail* (p. 3094).

S

Sécurité sociale

Arnaud (Jean-Michel) :

2148 Travail et emploi. *Valorisation du cumul emploi-retraite pour les médecins* (p. 3225).

Espagnac (Frédérique) :

4546 Intérieur . *Date de publication du décret relatif à la bonification des trimestres des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 3186).

Féret (Corinne) :

1555 Intérieur . *Bonification de trimestres de retraite pour les sapeurs-pompiers volontaires* (p. 3116).

Gillé (Hervé) :

4896 Intérieur . *Conséquences de la baisse des indemnisations du congé maladie ordinaire des sapeurs-pompiers professionnels* (p. 3202).

Harribey (Laurence) :

3326 Travail et emploi. *Pensions de réversion* (p. 3227).

Joseph (Else) :

3886 Intérieur . *Annonce d'une solution pour l'adoption d'un décret attendu concernant la bonification de la retraite des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 3185).

Margaté (Marianne) :

3238 Comptes publics. *Demande de retrait du décret relatif aux cotisations vieillesse des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales* (p. 3028).

Margueritte (David) :

3979 Intérieur . *Situation des sapeurs-pompiers volontaires concernant la bonification des trimestres pour leur retraite* (p. 3185).

Maurey (Hervé) :

2904 Travail et emploi. *Cotisations applicables aux médecins retraités en cumul emploi-retraite* (p. 3225).

4375 Travail et emploi. *Cotisations applicables aux médecins retraités en cumul emploi-retraite* (p. 3226).

Menonville (Franck) :

2775 Travail et emploi. *Prise en compte des périodes de travaux d'utilité collective et de stages d'initiation à la vie professionnelle pour les départs anticipés à la retraite* (p. 3226).

Pellevat (Cyril) :

1238 Intérieur . *Projet de décret relatif à la bonification de la retraite des sapeurs-pompiers volontaires par l'attribution de trimestres au titre de la solidarité nationale* (p. 3115).

Pla (Sebastien) :

907 Intérieur . *Date de publication du décret pour la bonification des retraites des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 3115).

Tissot (Jean-Claude) :

2109 Intérieur . *Décret d'application relatif à la bonification des trimestres des sapeurs-pompiers volontaires* (p. 3116).

Société

Briante Guillemont (Sophie) :

2293 Premier ministre. *Accès aux doléances exprimées par les Français lors du grand débat national* (p. 2965).

4566 Égalité entre les femmes et les hommes et lutte contre les discriminations. *Renforcement de l'efficacité des parcours de sortie de la prostitution* (p. 3094).

Muller-Bronn (Laurence) :

4131 Intérieur . *Absence de publication du rapport de la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires* (p. 3191).

Sollogoub (Nadia) :

1737 Intérieur . *Durée de l'autorisation provisoire de séjour* (p. 3141).

Sports

Aeschlimann (Marie-Do) :

4419 Sports, jeunesse et vie associative. *Retrait du football américain de la liste des disciplines de haut niveau* (p. 3218).

Kanner (Patrick) :

3702 Sports, jeunesse et vie associative. *Fermeture du pôle espoirs de football américain du CREPS de Bordeaux* (p. 3214).

Lozach (Jean-Jacques) :

3749 Sports, jeunesse et vie associative. *Emploi des crédits alloués à la couverture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des sportifs de haut niveau* (p. 3216).

Maurey (Hervé) :

4026 Sports, jeunesse et vie associative. *Situation financière de la Fédération française de cyclisme* (p. 3217).

Mercier (Marie) :

1142 Sports, jeunesse et vie associative. *Difficultés de recrutement des surveillants de baignade* (p. 3212).

T

Transports

Chevalier (Cédric) :

3658 Intérieur . *Pénurie de places à l'examen du permis de conduire* (p. 3177).

Daniel (Karine) :

3511 Transports. *Modernisation et fiabilité de la ligne TER Nantes-Pornic* (p. 3222).

Dumas (Catherine) :

953 Intérieur . *Suspicion d'une fraude massive à l'examen du code de la route* (p. 3124).

3175 Intérieur . *Suspicion d'une fraude massive à l'examen du code de la route* (p. 3125).

Féraud (Rémi) :

4663 Transports. *Lutte contre les violences motorisées* (p. 3224).

Hochart (Joshua) :

3965 Intérieur . *Usage des véhicules sans permis accessible dès 14 ans* (p. 3189).

Jeansannetas (Éric) :

3662 Transports. *Ligne ferroviaire Guéret-Felletin* (p. 3223).

Joly (Patrice) :

2898 Transports. *Conditions dramatiques vécues par les usagers de la ligne SNCF Clermont-Nevers-Paris, lors de l'incident survenu le 2 janvier 2025 à Briare (Loiret)* (p. 3221).

Malet (Viviane) :

1346 Transports. *Situation de l'aéroport de Saint-Pierre-Pierrefonds* (p. 3220).

1366 Intérieur . *Impossibilité d'organiser dans les outre-mer la formation permettant la création ou la reprise d'une auto-école* (p. 3134).

Maurey (Hervé) :

3359 Intérieur . *Mortalité routière en 2024* (p. 3174).

4599 Intérieur . *Mortalité routière en 2024* (p. 3174).

Pellevat (Cyril) :

1256 Économie, finances, souveraineté industrielle et numérique. *Effets de bord de la nouvelle taxation applicable aux véhicules de tourisme* (p. 3053).

Robert (Sylvie) :

1653 Intérieur . *Manque de places d'examen au permis de conduire en Ille-et-Vilaine et en Bretagne et adressée* (p. 3139).

Savoldelli (Pascal) :

4335 Transports. *Projet de gare TGV Pont de Rungis - Aéroport d'Orly* (p. 3224).

Travail

Canalès (Marion) :

2645 Intérieur . *Conditions de mise en oeuvre de l'obligation d'emploi de 6 % de personnes atteintes d'un handicap au sein des SDIS* (p. 3161).

Longeot (Jean-François) :

4505 Travail et emploi. *Travail des salariés en boulangerie le 1er mai* (p. 3227).

Perrin (Cédric) :

3705 Sports, jeunesse et vie associative. *Craintes du secteur associatif de l'intermédiation du service civique* (p. 3215).

Renaud-Garabedian (Évelyne) :

2484 Sports, jeunesse et vie associative. *Champ d'application du compte d'engagement citoyen* (p. 3214).

U

Union européenne

Chevrollier (Guillaume) :

4635 Europe. *Risques que fait peser sur l'industrie européenne la redirection massive des exportations chinoises vers le marché européen* (p. 3096).

Réponses des ministres

AUX QUESTIONS ÉCRITES

PREMIER MINISTRE

Accès aux doléances exprimées par les Français lors du grand débat national

2293. – 7 novembre 2024. – **Mme Sophie Briante Guillemont** interroge **M. le Premier ministre** sur l'accès aux doléances exprimées par les Français, sur l'ensemble du territoire ainsi qu'à l'étranger, au début de l'année 2019. Le grand débat national a été lancé comme une réponse à la crise des gilets jaunes, permettant de recueillir l'avis des Français sur l'état de notre pays et leurs propositions pour l'améliorer. Cet exercice de concertation inédit a engendré des milliers de contribution, aussi bien en ligne - via la plateforme construite à cet effet - qu'en version papier, avec des cahiers de doléance mis à disposition dans les mairies, ayant suscité un fort engouement. Ces derniers, bien qu'en quasi-totalité numérisés, ont finalement été versés aux archives départementales, rendant difficile leur consultation et leur exploitation. Six ans après, le site internet « data.gouv.fr », plateforme ouverte des données publiques françaises, précise - sur les jeux de données relatifs au grand débat national - que « le Gouvernement est attaché à la transparence du grand débat (…) Ainsi, l'ensemble des contributions au débat, qu'elles aient été envoyées par voie postale, par courriel ou via les formulaires en ligne, seront à terme accessibles à tous. Les restitutions de réunions d'initiative locales, les réponses aux questionnaires, les cahiers citoyens ouverts dans les mairies, les contributions libres, seront progressivement et régulièrement mis en ligne sous licence libre ». Elle aimerait connaître le calendrier de déploiement de cet engagement, aussi bien sur les fonds consultables que sur ceux nécessitant au préalable une anonymisation des données personnelles. Elle aimerait également savoir si cette mise en ligne se fera sous un format exploitable, permettant notamment un filtrage géographique des contributions, de façon à faciliter l'exploitation de ce corpus d'expression citoyenne par les chercheurs, les responsables de politiques publiques, les élus et plus largement l'ensemble des citoyens intéressés.

Réponse. – Monsieur le Premier ministre rappelle l'engagement qu'il a pris, dans sa déclaration de politique générale le 14 janvier 2025, de reprendre l'étude des cahiers de doléances rédigés dans le cadre du Grand Débat national de 2019, tenu à l'initiative du président de la République à la suite du mouvement des Gilets jaunes. Ces milliers de pages constituent une forme d'expression démocratique inédite, où figurent des revendications exprimées précédemment mais également des attentes restées jusque-là inexprimées. Leur contenu doit être pris en compte dans la définition des politiques publiques. Comme toutes les contributions au Grand Débat national, ces cahiers ont fait l'objet d'une synthèse mise en ligne sur le site internet du Grand Débat dès 2019. Cette synthèse est actuellement consultable à la page : https://granddebat.fr/pages/syntheses-du-grand-debat. Les comptes rendus des réunions locales ainsi que les contributions en lignes au Grand Débat sont accessibles en *open source* sur le site : https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/donnees-ouvertes-du-grand-debat-national/. Le Gouvernement a soutenu la proposition de résolution de l'Assemblée nationale n° 283 relative à la publication des doléances du Grand Débat national, adoptée le 11 mars 2025. Pour y donner suite, l'arrêté du 29 avril 2025 pris en vertu de l'article L213-3 du code du patrimoine par le Premier ministre et la ministre de la Culture a permis la libre communication des cahiers citoyens, des contributions individuelles ou collectives, des questionnaires remplis auprès des stands de proximité et des comptes rendus de réunions d'initiative locale produits ou reçus à l'occasion du Grand Débat national et conservés aux Archives nationales et dans les Archives départementales. Sur demande, ces documents sont à présent consultables par tous. Un groupe de travail, comprenant un représentant de chaque groupe parlementaire de l'Assemblée nationale et du Sénat, des représentants des associations de maires et des membres du Conseil économique, social et environnemental, a également été mis en place pour définir les modalités de la mise en ligne en *open data* des cahiers citoyens, dont la numérisation a été effectuée dès 2019. Ce groupe de travail se réunira pour sa première séance de travail le jeudi 5 juin 2025. Il aura la charge d'identifier les réponses aux enjeux techniques, juridiques et budgétaires de la mise en ligne des cahiers citoyens. Il effectuera par la suite des tests sur des échantillons de données, afin d'évaluer la faisabilité des solutions envisagées. Sur la base des conclusions de ce groupe de travail et comme l'a souhaité le président de la République, le Gouvernement entend proposer aux Français d'ici 2026 une version numérisée, facilement consultable et exploitable des cahiers citoyens, afin de satisfaire l'exigence croissante d'un système démocratique plus participatif et plus transparent.

Vacance de la présidence de la commission prévue au dernier alinéa de l'article 25 de la Constitution

4185. – 10 avril 2025. – **M. Éric Kerrouche** interroge **M. le Premier ministre** au sujet de la vacance de la présidence de la commission prévue au dernier alinéa de l'article 25 de la Constitution. L'article L. 567-1 du code électoral prévoit que la commission prévue au dernier alinéa de l'article 25 de la Constitution est présidée par une personnalité qualifiée nommée par le Président de la République. Le dernier décret de nomination date du 26 avril 2017 et indique que le mandat de M. Christian Vigouroux court jusqu'au 20 avril 2021. Il semble donc que depuis cette date, cette commission ne dispose pas de président. Il souhaiterait savoir si ces faits sont exacts et, par conséquent, s'il est d'usage que la présidence d'une commission prévue par le code électoral reste vacante.

Réponse. – La commission prévue au dernier alinéa de l'article 25 de la Constitution est une institution indépendante, chargée de se prononcer par un avis public sur les projets de texte et propositions de loi délimitant les circonscriptions pour l'élection des députés ou modifiant la répartition des sièges de députés ou de sénateurs. Conformément à l'article L567-1 du code électoral, elle comprend 6 membres, désignés respectivement par le Président de la République, le président de l'Assemblée nationale, l'assemblée générale du Conseil d'Etat, l'assemblée générale de la Cour de cassation, et la chambre du conseil de la Cour des comptes. Elle est présidée par la personnalité qualifiée nommée par le Président de la République. Conformément à la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010, le candidat qu'il se propose de nommer doit d'abord être auditionné par la commission intéressée de chacune des assemblées, qui se prononce dans les conditions prévues par le cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution. La présidence de la République a publié, le 16 mai 2025, un communiqué de presse annonçant l'intention du Président de la République de proposer la nomination de M. Bernard Stirn. Son audition par les commissions parlementaires compétentes est prévue le 4 juin. La commission, une fois l'ensemble de ses membres désignés, pourra se réunir à compter du mois de juin 2025.

AGRICULTURE ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Conséquences de la révision de la directive européenne sur les émissions industrielles sur les élevages familiaux de volailles et de porcs

243. – 3 octobre 2024. – **Mme Nathalie Goulet** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt** sur les conséquences de la révision de la directive européenne sur les émissions industrielles (directive IED) sur les élevages familiaux de volailles et de porcs. L'accord conclu le 28 novembre 2023 par les institutions européennes concernant la révision de la directive IED sur les émissions industrielles prévoit d'étendre le champ d'application à davantage d'installations en productions avicoles et porcines, impliquant de nombreuses contraintes supplémentaires pour les élevages familiaux. Ainsi, ces élevages devront notamment passer d'un régime de déclaration à un régime d'autorisation imposant aux éleveurs un échangeur-récupérateur de chaleur, un système anti-gaspillage de l'eau, de la brumisation, des couvertures de fosses, des enfouisseurs directs, de la ventilation dynamique, des dalles de béton pour le compostage… autant de contraintes qui affaibliront considérablement les élevages à capitaux familiaux, structures typiquement françaises. Pourtant, l'élevage a intégré dans son processus de production la réduction des émissions de substances nuisant à la santé humaine et à l'environnement. Ainsi, ses émissions agricoles d'ammoniac et celles de gaz à effet de serre sont en baisse et conformes aux plafonds définis par la directive NEC de 2016 et à la trajectoire de la stratégie nationale bas-carbone. Il est à craindre que l'effet d'une telle directive soit contre-productif avec une baisse rapide du nombre d'élevages familiaux français au profit de produits étrangers ne respectant pas nos normes sanitaires et environnementales. Cet accord n'étant pas encore ratifié par le conseil des ministres et par le Parlement européen, elle lui demande s'il entend défendre ces élevages à capitaux familiaux français.

Réponse. – La directive (UE) 2024/1785 relative aux émissions industrielles, dite directive IED, en vigueur depuis le mois de juillet 2024, vise à économiser les ressources et à réduire la pollution par le biais de la mise en oeuvre des meilleures techniques disponibles. Elle prévoit une approche intégrée de la prévention et de la réduction des émissions dans l'air, l'eau et le sol, de la gestion des déchets, de l'efficacité énergétique et de la prévention des accidents. Par rapport au texte proposé par la Commission européenne en avril 2022, la France a pu obtenir des avancées significatives pour l'élevage français, dont notamment : le maintien du périmètre des élevages concernés (porcins et avicoles), des seuils par espèce plus adaptés que ceux proposés initialement par la Commission européenne, des seuils différents selon les espèces animales concernées, une exclusion de l'élevage extensif pour les porcins, avec un chargement inférieur à deux unités gros bovin par hectare (UGB/ha) utilisé pour le pâturage et la

culture de fourrage et dont les porcs sont élevés à l'extérieur pendant une période significative, une exclusion des exploitations porcines en agriculture biologique, ainsi qu'une mise en oeuvre progressive de l'application des règles d'exploitation, en commençant par les plus grandes exploitations, en 2030. Par ailleurs, la directive IED révisée prévoit l'adoption d'un acte d'exécution pour établir les conditions uniformes des règles d'exploitation (CURE) d'ici le 1er septembre 2026. Ces CURE définissent les règles applicables à l'ensemble des élevages relevant de la directive IED s'agissant notamment des niveaux d'émission, des exigences de surveillance, de la gestion des pratiques d'épandage, de la prévention des pollutions, de la gestion nutritionnelle, des bâtiments d'élevages, de la gestion des effluents et du stockage des animaux morts. La France restera très attentive, et active lors de la phase d'élaboration des règles d'exploitation pour s'assurer qu'une approche proportionnée et différenciée soit adoptée selon les tailles et types d'élevages couverts par la directive IED révisée. À cet égard, dans le cadre de la proposition de loi (PPL) visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur, des aménagements des modalités de la consultation du public pour les élevages et des relèvement de seuils ont été proposés à l'issue d'un travail en lien avec le ministère de la transition écologique. En vue de l'examen du texte à l'assemblée nationale, il était proposé un amendement du Gouvernement d'habilitation législative afin de créer un cadre administratif spécifique aux élevages permettant d'apporter des simplifications dès maintenant, dans le cadre de la directive IED en vigueur. Cette PPL fera maintenant l'objet d'une discussion en commission mixte paritaire (CMP). En outre, la directive IED prévoit que la Commission européenne évalue d'ici le 31 décembre 2026 l'intérêt et la possibilité de mettre en place des mesures pour lutter contre les émissions générées par les produits agricoles mis sur le marché de l'Union européenne. La France y sera particulièrement vigilante et examinera la possibilité de proposer des mesures miroirs qui pourraient s'appliquer aux produits importés.

Soutien spécifique à l'agriculture biologique

412. – 3 octobre 2024. – **Mme Marie-Claude Lermytte** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt** à propos du plan de soutien spécifique à l'agriculture biologique et notamment pour les exploitations placées sous le régime du micro-bénéfice. Pour des raisons d'économie, ces exploitations ne font pas appel à des centres de gestion comptable. Si la première enveloppe de soutien à cette aide bénéficie aux agriculteurs bio se passant d'un service comptable, il n'en est pas de même pour les deuxième et troisième enveloppes qui exigent pour être perçues, une certification des comptes par un professionnel. Les utilisateurs du régime de micro-bénéfice recourent souvent à des structures associatives pour leurs opérations. À l'heure de la simplification administrative et de la difficulté rencontrée par l'agriculture biologique, elle lui demande s'il ne serait pas judicieux de retirer cette obligation de certification des comptes.

Réponse. – Pour soutenir le secteur de l'agriculture biologique suite à la crise notamment liée à l'inflation générée par la guerre d'agression de la Russie envers l'Ukraine, deux aides d'urgence de trésorerie ont été notifiées à la Commission européenne sur la base de l'encadrement temporaire, et déployées en 2023 et 2024. Dans le cadre de ces aides d'urgence exceptionnelles, des règles de calculs spécifiques ont été introduites pour permettre d'inclure les agriculteurs exploitant sous le régime du micro-bénéfice agricole, leur ouvrant ainsi la possibilité d'être éligible à ces aides. S'agissant d'une aide publique, notifiée à l'Europe, il était indispensable de pouvoir garantir l'effectivité de ces dépenses, et il a été demandé de recourir à un expert-comptable afin de garantir le bon usage de l'argent public. L'aide d'urgence 2024 a permis d'apporter une aide à la trésorerie à 6 353 bénéficiaires, dont des exploitations sous le régime du micro-bénéfice agricole, pour un montant total d'un peu plus de 103 millions d'euros.

Pression de l'office français de la biodiversité sur les agriculteurs

1388. – 10 octobre 2024. – **Mme Pauline Martin** attire l'attention de **Mme la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation** sur la pression que continue de faire peser l'office français de la biodiversité (OFB) sur les agriculteurs. Les agriculteurs français, en première ligne face aux effets du changement climatique, sont pleinement conscients des enjeux et des défis à relever. C'est pourquoi ils sont largement engagés dans des pratiques de plus en plus respectueuses de l'environnement et adoptent des techniques exemplaires. Malgré leur bonne volonté, les agriculteurs font face à un nombre important de contrôles et de normes imposés par les administrations. Ces exigences, parfois vécues comme des humiliations, représentent une perte de temps, d'énergie et de ressources précieuses. Les récentes manifestations du secteur agricole ont mis en lumière les difficultés rencontrées par les agriculteurs. La prise de conscience de ces difficultés par le Gouvernement s'est traduite, entre autres, par le placement des agents de police de l'OFB sous tutelle des préfets. Malheureusement, cette dernière mesure a aggravé la situation et a renforcé le poids que fait peser l'OFB sur les agriculteurs. C'est principalement le

cas dans les situations de suspicion de non-respect des zones de non-traitement vis-à-vis de la ressource aquatique. Le Gouvernement a affirmé qu'un chantier visant à améliorer le déroulé des contrôles et leur perception a été lancé, et qu'un projet de convention entre la chambre d'agriculture France et l'OFB est en cours de préparation. Les agriculteurs se questionnent sur l'avancée de ces promesses et s'inquiètent qu'elles ne s'avèrent, elles aussi, contre-productives. Pour neutraliser l'image négative à laquelle les agriculteurs français sont toujours confrontés dans les milieux urbains, il est urgent de renforcer la bienveillance et de confiance de la part des autorités. La protection de nos agriculteurs et la protection de la biodiversité sont deux objectifs indissociables. Les agents de police de l'environnement ne doivent pas s'opposer à ceux qui nous nourrissent. Nous devons tous faire cause commune, et c'est pourquoi elle demande au Gouvernement d'impulser cette vision de collaboration bienveillante, de ne pas opposer les acteurs de la transition écologique, ainsi que d'alléger la pression que l'OFB continue de faire peser sur les agriculteurs. **– Question transmise à Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.**

Réponse. – La crise agricole de 2024 a fait émerger au sein de la profession agricole des revendications relatives à la mise en oeuvre des contrôles, et notamment ceux exercés au titre de la protection de l'environnement par l'office français de la biodiversité (OFB). L'expression de ces revendications a pu trouver certains débouchés violents, condamnés unanimement, entraînant un durcissement des expressions en soutien ou en opposition à l'établissement. Afin d'apaiser les relations entre la profession agricole et l'établissement, les deux ministères de tutelle ont entrepris de proposer une feuille de route prenant en compte les revendications légitimes de la profession agricole tout en préservant naturellement l'exercice régalien des missions de police de l'OFB. Cette feuille de route reprendra les axes déjà prévus dans la circulaire du 3 décembre 2024 (port d'armes discret, caméra « piéton »), les dispositions prévues dans la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur qui sera prochainement discutée en commission mixte paritaire (CMP), notamment le renforcement du rôle du préfet dans la coordination des contrôles. Cette feuille de route inscrira également l'importance des mesures pédagogiques et de communication visant à renforcer la compréhension mutuelle d'une part, de la règlementation environnementale par les exploitants agricoles (fiches pédagogiques, contrôles à blanc) et d'autre part, des contraintes de la profession agricole par l'OFB (formation des agents, lien renforcé avec les chambres d'agriculture). Le Gouvernement sera vigilant à ce que la mise en place de cette feuille de route puisse permettre à chacun d'exercer son travail dans un cadre sûr et respectueux. Le prochain contrat d'objectifs et de performance (COP) de l'OFB sera également l'occasion de rappeler l'importance de ces actions.

Difficultés rencontrées par la filière chevreaux

1568. – 10 octobre 2024. – **M. Bruno Rojouan** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt** sur les difficultés rencontrées par la filière chevreaux. La filière longue de commercialisation des chevreaux de boucherie en Auvergne-Rhône-Alpes est actuellement confrontée à une situation préoccupante. Bien que des efforts aient été déployés pour promouvoir l'engraissement à la ferme et la valorisation locale de la viande de chevreau, plus de 80 % des chevreaux de boucherie de la région sont encore orientés vers la filière longue. Cette dépendance met en lumière la fragilité des acteurs spécialisés dans l'engraissement des chevreaux, qui sont indispensables pour permettre aux éleveurs caprins d'externaliser cette étape et de trouver des débouchés pour leurs animaux. Les engraisseurs spécialisés, notamment ceux du sud-est, jouent un rôle essentiel en collectant les chevreaux sur le territoire et en les commercialisant auprès d'abatteurs spécialisés. Cependant, ils font face à des hausses de coûts de production dans un contexte inflationniste, ce qui menace leur pérennité. La situation économique difficile de ces engraisseurs pourrait avoir des répercussions graves sur l'ensemble de la filière caprine régionale, remettant en cause son équilibre et sa durabilité. Dans ce contexte, il souhaite savoir quelles mesures le Gouvernement compte mettre en place pour consolider et structurer la filière chevreaux de manière durable, assurant ainsi la pérennité de l'activité des engraisseurs et la stabilité de la filière caprine régionale.

Fragilité de la filière des chevreaux de boucherie

2033. – 24 octobre 2024. – **Mme Marie-Pierre Monier** appelle l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt** sur la grande fragilité de la filière des chevreaux de boucherie. Aujourd'hui, plus de 80 % des chevreaux de boucherie nés en Auvergne-Rhône-Alpes sont orientés vers la filière longue en dépit des actions engagées pour promouvoir l'engraissement à la ferme et la valorisation locale de la viande de chevreau, telle que la démarche « label rouge » mise en oeuvre par le syndicat Caprin de la Drôme. Maillon essentiel de l'organisation de cette filière, le nombre des engraisseurs spécialisés de chevreaux a diminué en

raison de l'écrasement de leurs marges dans le contexte inflationniste et n'est plus suffisant pour permettre aux éleveurs caprins d'externaliser l'engraissement des chevreaux et de leur trouver un débouché. C'est l'équilibre de la filière caprine tout entière qui est en cause. Afin de conforter son activité, la filière chevreaux propose deux pistes d'actions : un appui à la modernisation des ateliers, afin que les engraisseurs puissent améliorer leurs coûts et un accompagnement vers la contractualisation entre engraisseurs et abatteurs, pour mieux prendre en compte les coûts de production dans les prix d'achat des chevreaux gras. Aussi, elle lui demande quelles réponses elle est en mesure d'apporter à ces propositions et plus largement aux difficultés rencontrées par la filière chevreaux.

Réponse. – La filière caprine propose une production de viande de chevreau de qualité, qui a toute sa place dans l'équilibre alimentaire et qui peut contribuer à renforcer la souveraineté en matière de production carnée. Toutefois, cette filière viande est confrontée à une fragilité structurelle : il s'agit d'une production à faible volume, très saisonnière, dans la mesure où 72 % des chevreaux sont produits entre les mois de février et mai à l'occasion des fêtes de Pâques, et tournée vers l'export, lequel représente 55 % des débouchés de la production nationale de chevreaux. La valorisation des chevreaux permet de répondre au double enjeu, d'améliorer la rémunération des éleveurs mais également de préparer la filière à l'évolution de la législation européenne sur le bien-être animal qui s'annonce sur la question de la protection des jeunes animaux non sevrés. En outre, la filière souffre du fait de sa taille, d'une concentration des activités d'engraissement et d'abattage. Dans ce contexte, le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire se mobilise depuis plusieurs années pour garantir un maintien de l'activité : en 2020, un soutien financier de 1,2 million d'euros (Meuros) a permis aux trois abatteurs de chevreaux les plus importants de faire face à la crise de covid-19. Ce soutien s'est accompagné d'un suivi rapproché de la concrétisation des engagements du plan de filière impliquant les opérateurs lait et viande de la filière caprine. Le ministère a également soutenu le travail de structuration de la filière initié en 2021, en particulier par l'interprofession Interbev (association nationale interprofessionnelle du bétail et des viandes), en mobilisant en particulier les soutiens financiers de France Relance et du compte d'affectation spécial pour le développement agricole et rural (CASDAR). De plus, depuis le 1er janvier 2023, la totalité de la filière caprine, y compris pour la viande, est concernée par l'application de la loi EGALIM 2, notamment la contractualisation obligatoire associée à la prise en compte d'indicateurs de coûts de production, qui constitue un levier pour répartir plus équitablement la valeur au sein de la filière. L'État accompagne également la filière dans le développement de l'activité d'engraissement de chevreaux au travers du projet Cabri+, lauréat de l'appel à projet financé sur le CASDAR, Démultiplication 2024 et qui a ainsi bénéficié d'une contribution de l'État à hauteur de près de 500 000 euros. Ce projet sur trois ans et demi vise à diffuser largement les ressources et connaissances disponibles relatives à l'engraissement du chevreau en ferme tout en favorisant leur appropriation par les acteurs des territoires. Il permettra de démultiplier les résultats obtenus dans le précédent projet Val Cabri (2019/2022), également réalisé avec la contribution financière du CASDAR. Sur le plan local, les services se mobilisent enfin lorsque des situations difficiles fragilisent la filière. Ainsi, après l'arrêt d'activité d'un important engraisseur de chevreaux dans les Bouches-du-Rhône en septembre 2024, les services de l'État se sont organisés avec les professionnels de la filière afin de garantir le maintien de l'activité dans la région et ne pas mettre en difficulté les éleveurs, et un repreneur de l'activité a été annoncé en 2025. Il est prévu que les chevreaux lourds de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur ainsi qu'une part conséquente des chevreaux lourds de la région Auvergne-Rhône-Alpes soient pris en charge par cet établissement.

Transition hors-cage de l'élevage des poules pondeuses à l'échelle européenne

2401. – 21 novembre 2024. – **M. Arnaud Bazin** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt** sur les perspectives d'interdiction des cages pour les élevages de poules pondeuses à l'échelle européenne. Le cadre réglementaire français a évolué significativement avec la loi nº 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (dite loi EGALIM), qui interdit tout nouveau projet d'élevage en cage. Cette disposition a été précisée par le décret nº 2021-1647 du 14 décembre 2021, qui définit deux types de réaménagements proscrits : la conversion de bâtiments existants pour l'élevage en cage et l'augmentation de la capacité d'accueil des installations existantes. La dynamique européenne en faveur du bien-être animal s'accélère, comme en témoignent les initiatives de plusieurs pays membres. Le Luxembourg et l'Autriche ont déjà interdit ces pratiques. L'Allemagne prévoit leur suppression pour 2025 (2028 pour certaines exceptions). La Slovaquie vise l'horizon 2030, tandis que la République tchèque a fixé l'échéance à 2027. En France, parallèlement à l'engagement présidentiel de 2017 pour l'abandon total des cages, la filière poursuit son évolution en ce sens avec 73 % d'élevages en systèmes alternatifs à la cage en 2023 et l'objectif d'élever 90 % des poules pondeuses dans ces

systèmes alternatifs à l'horizon 2030. La Commission européenne s'était engagée à proposer une législation avant fin 2023. En septembre 2024, le groupe de dialogue stratégique sur l'avenir de l'agriculture européenne a recommandé à la Commission de proposer cette révision de la législation sur le bien-être animal d'ici 2026, en précisant les modalités de suppression progressive des cages. Dans ce contexte, il souhaite connaître la position du ministère sur ce projet d'interdiction européenne et le rôle que la France entend y jouer.

Transition hors-cage de l'élevage des poules pondeuses à l'échelle européenne

4198. – 10 avril 2025. – **M. Arnaud Bazin** rappelle à **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** les termes de sa question n° 02401 sous le titre « Transition hors-cage de l'élevage des poules pondeuses à l'échelle européenne », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Dans un monde en évolution constante, les enjeux liés au bien-être animal et au climat sont devenus des préoccupations sociétales majeures. L'initiative citoyenne européenne (ICE) « *End the Cage Age* » (Pour une nouvelle ère sans cage), appelle la Commission européenne à proposer une législation interdisant l'utilisation des cases de mise bas et les stalles pour les truies, les cages de poules pondeuses, lapins et palmipèdes, et les cases à veaux. Dans sa réponse à cette initiative citoyenne européenne, la Commission s'était engagée à présenter avant la fin de l'année 2023, une proposition législative visant à supprimer progressivement et finalement interdire l'utilisation de systèmes de cages pour tous les animaux mentionnés dans l'initiative. L'amélioration du bien-être des animaux et la lutte contre la maltraitance animale sont des priorités du Gouvernement français. Il existe une attente sociétale forte et croissante de la part des consommateurs et des citoyens sur les questions de bien-être animal, et il faut y répondre. L'amélioration du bien-être animal est indéniablement un facteur d'avenir des filières animales françaises et européennes. La France soutient donc la démarche proposée par la Commission de déterminer les modalités de la suppression progressive des cages, en fonction des avis scientifiques et d'une analyse d'impact approfondie. Ainsi, le 10 mars 2023, le Gouvernement a initié une concertation préalable des parties prenantes dans le cadre de la révision annoncée par la Commission européenne de législation relative au bien-être et à la protection des animaux, avec comme objectif de déterminer les points de convergence entre les nombreux acteurs de la protection animale en France et de promouvoir les expériences et les spécificités françaises auprès des acteurs européens. Plusieurs principes sous-tendent l'action du Gouvernement. Tout d'abord, l'un des enjeux est de prévenir toute distorsion de concurrence. En ce sens, deux leviers sont privilégiés : le soutien d'une harmonisation européenne et l'accompagnement du renforcement des exigences relatives au bien-être animal au sein de l'Union européenne de règles équivalentes pour les animaux dont les produits sont importés. Ensuite, la transition a un coût. Ce surcoût doit être partagé avec l'ensemble des maillons des filières d'élevage, dont les distributeurs et les consommateurs. Enfin, le Gouvernement souhaite donner une visibilité suffisante aux opérateurs, notamment les nouvelles générations d'éleveurs, pour qu'ils puissent se projeter dans l'avenir et investir. Avec environ 27 % des poules encore élevées en système cage, la France est en avance sur ses partenaires européens et en bonne voie vers la fin des cages à terme. La filière avicole s'est en outre engagée dans cette voie avec un objectif d'atteindre au plus 10 % de poules encore en système cage en 2030. À cette fin, le Gouvernement soutient de nombreux travaux de recherches dans le sens de l'arrêt des cages. Les plans d'aide à l'investissement que sont le plan de compétitivité et d'adaptation du second pilier de la politique agricole commune et le plan France Relance sont des mesures d'accompagnement accessibles aux éleveurs qui envisagent de changer de modalité de production en cessant un système cage pour un élevage hors-sol. D'une manière générale, les aides à l'investissement doivent soutenir les éleveurs désireux d'engager cette transition hors cage et l'ensemble des travaux mobilisés par le Gouvernement doivent aider la ferme France à opérer cette transition nécessaire pour répondre aux attentes sociétales en faveur du bien-être animal et s'adapter à l'évolution du climat.

Effets du projet de majoration des droits de douane européens sur les coûts de production des agriculteurs

3294. – 13 février 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur le projet de règlement européen 2025/0021 (COD) visant à majorer certains produits importés directement ou indirectement de Russie et de Biélorussie, dont les engrais azotés. Ce projet de règlement prévoit une hausse progressive des droits de douane sur certains engrais, débutant par une majoration de 40 voire 45 euros par tonne et pouvant aboutir à une majoration de 315, voire 430 euros, par tonne d'engrais au bout de trois ans d'application dudit règlement. L'Union européenne a importé de la Fédération de Russie au moins 3,6 millions de tonnes d'engrais azotés en 2023 et la Commission européenne indique que ces importations sont encore plus nombreuses en 2024. En outre, selon le secrétariat général à la planification écologique, 80% de

la consommation d'engrais azotés en France sont issus d'importations. Celui-ci souligne, par ailleurs, que l'alternative de l'azote organique fait face à des « impasses techniques et économiques », ce qui démontre la dépendance à court et moyen terme de notre agriculture aux engrais azotés. En l'absence d'alternative, la hausse de droits de douane européens sur les engrais azotés importés va mécaniquement accroître les coûts de production des agriculteurs, fragilisant davantage un secteur en crise. S'il est nécessaire de mettre en oeuvre une filière européenne, voire nationale, compétitive de production d'engrais azotés, il est inconcevable que ces barrières douanières soient brutalement mises en oeuvre, aux dépens du secteur agricole européen. Il souhaite donc connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement pour éviter qu'une majoration des droits de douane européens appliqués aux engrais azotés importés renchérissent les coûts de production des agriculteurs français.

Effets du projet de majoration des droits de douane européens sur les coûts de production des agriculteurs

4332. – 24 avril 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** les termes de sa question n° 03294 sous le titre « Effets du projet de majoration des droits de douane européens sur les coûts de production des agriculteurs », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – La Commission européenne a présenté le 28 janvier 2025 une proposition de règlement augmentant unilatéralement les droits de douane de l'Union européenne (UE) applicables aux derniers produits agricoles non-sanctionnés ou soumis à droits de douane réhaussés jusqu'à présent, et à certains engrais importés de Russie et de Biélorussie. En effet, l'UE est libre de fixer les droits de douanes à l'importation de produits originaires de ces deux pays, ayant révoqué leur statut de la nation la plus favorisée dans le sillage de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. C'est la deuxième fois que la Commission propose de recourir à l'instrument tarifaire pour tarir les importations de Russie et de Biélorussie vers l'UE, après sa proposition adoptée par le Conseil en mai 2024 sur certaines céréales, oléagineux et produits dérivés. Cette proposition de règlement a pour objectif de réduire le financement de l'effort de guerre russe tout en réduisant la dépendance aux engrais russes. Toutefois, afin que ce règlement serve effectivement ces objectifs et celui de renforcer la souveraineté alimentaire européenne, il est nécessaire de préserver, en parallèle, pour les agriculteurs, un accès prévisible et suffisant aux engrais, et à des prix abordables. C'est pourquoi la France a réitéré avec force auprès de la Commission et de ses partenaires européens l'importance d'intégrer pleinement cet objectif dans la mise en oeuvre de la proposition de règlement. Le projet de règlement intègre ainsi plusieurs éléments susceptibles de limiter son impact sur les prix des engrais. Tout d'abord, l'augmentation des droits de douane sur les engrais russes et biélorusses n'est prévue qu'à partir du 1er juillet 2025, et non le lendemain de la publication, comme ce sera le cas sur les produits agricoles dans le champ du règlement. Ensuite, seuls les engrais contenant de l'azote sont concernés par la proposition. En outre, il est prévu qu'un contingent avec des droits plus faibles soit introduit et qu'il soit dégressif pendant trois ans jusqu'au 1er juillet 2028. Les droits intra-contingentaires seront également progressifs. Cette période de montée en charge progressive du dispositif permettra de laisser du temps pour la recomposition des chaînes logistiques en diversifiant les origines des importations d'engrais. Cela permettra enfin de donner des perspectives pour la relance de l'outil productif sur le territoire européen. Par ailleurs, la Commission européenne s'est engagée à mettre en place une surveillance renforcée du marché des engrais pendant quatre ans. En cas de hausse substantielle des prix par rapport aux niveaux de 2024, la Commission s'est engagée à évaluer la situation et à prendre, le cas échéant, toute mesure de remédiation, y compris une suspension des droits de douane *erga omnes* appliqués aux importations des pays tiers, à l'exception de la Russie et de la Biélorussie. Cela permettra de maîtriser les prix des engrais pour les agriculteurs européens en cas de besoin. La proposition de la Commission a été adoptée à une très large majorité au Parlement européen, illustrant le soutien important dont elle bénéficie. La France restera vigilante quant à ses impacts potentiels sur les coûts de production des agriculteurs. Concernant le développement de la production nationale d'engrais, alors qu'aujourd'hui plus des deux tiers des engrais utilisés en France sont importés et que 80 % sont produits à partir de gaz fossile, le Gouvernement a décidé, lors du dernier conseil de la planification écologique qui s'est réuni le 31 mars 2025, la préparation d'un plan de souveraineté « Engrais » pour l'agriculture et l'alimentation visant à renforcer l'autonomie stratégique en la matière.

Soutien financier apporté aux communes pour la stérilisation des chats errants et domestiques

3483. – 27 février 2025. – **M. Jean-Claude Anglars** interroge **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur l'évaluation et la poursuite des dispositifs de financement de la stérilisation des chats errants et domestiques. Dans le cadre de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, une dotation exceptionnelle de 3 millions d'euros a été votée afin d'aider les collectivités territoriales à faire face à la

prolifération des chats errants. Ce financement a été mis en oeuvre via un appel à projets ouvert du 2 septembre au 10 octobre 2024, permettant aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) volontaires d'obtenir un soutien financier pour des campagnes de capture, stérilisation et identification des chats errants. Cependant, alors que l'année 2024 s'est achevée, plusieurs interrogations demeurent quant aux modalités de suivi et d'évaluation de ce dispositif. D'abord, selon les informations communiquées, 164 communes ont bénéficié de cette subvention, mais de nombreuses autres n'ont pas pu y accéder, notamment en raison des délais courts et de critères jugés restrictifs, en particulier pour les communes rurales. En Occitanie, la subvention a été distribuée à hauteur de 300 000 euros, permettant ainsi un soutien limité à 30 communes ou établissement public de coopération intercommunale (EPCI) au maximum. Ensuite, un reliquat budgétaire de 50 000 euros semblerait encore disponible. Il souhaiterait donc savoir si ces fonds pourront être réaffectés à des actions complémentaires en faveur de la gestion des chats errants ou s'ils risquent d'être perdus faute de dispositif prévu pour leur redistribution. La question de la prolifération féline demeure une préoccupation pour les communes, notamment au regard des coûts supportés par les collectivités. Il apparaît nécessaire de définir une stratégie durable au-delà de cette dotation exceptionnelle. Il lui demande donc si le Gouvernement envisage de faire un bilan de cette politique publique, en précisant les critères d'attribution, la ventilation des fonds par territoire. Il souhaite également savoir si le Gouvernement envisage de pérenniser ce dispositif et d'assouplir ses modalités d'accès afin de mieux répondre aux besoins des communes, notamment rurales.

Réponse. – La loi de finances pour l'année 2024 a prévu une enveloppe de trois millions d'euros dédiée à la stérilisation des chats errants et des chats domestiques par les collectivités territoriales. Dans ce cadre, la direction générale de l'alimentation du ministère chargé de l'agriculture a ouvert un appel à projets pour soutenir les projets de gestion des chats errants portés par les communes et, par transfert de compétences, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) volontaires. Cette subvention est attribuée dans le cadre de l'expérimentation prévue par la loi du 30 novembre 2021 visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les Hommes. Cette loi prévoit en effet la mise en place de conventions entre l'État et les maires ou les présidents des collectivités territoriales et EPCI volontaires, afin d'améliorer la gestion et la prise en charge des populations de chats errants ou en divagation et d'articuler les compétences et les moyens de chaque signataire dans cet objectif. Pour solliciter cette subvention, les communes et EPCI concernés pouvaient répondre à l'appel à projets mentionné précédemment, dont le guichet était ouvert du 2 septembre au 10 octobre 2024. L'ensemble des informations relatives à cet appel à projets, y compris les critères d'attribution, sont disponibles sur le site internet du ministère. La dotation n'étant prévue que dans la loi de finances pour l'année 2024, ce dispositif ne peut être reconduit en l'absence de financements supplémentaires. Toute la dotation a été attribuée. Il est cependant demeuré un reliquat d'environ 45 000 euros dû au retrait d'un projet avant son conventionnement et en début de clôture budgétaire, ce qui a empêché une possible réattribution. À l'échéance des conventions attribuées et dans le cadre de l'article 12 de la loi susmentionnée, le Gouvernement rédigera un rapport faisant état de leur mise en oeuvre. Il est envisagé que les bonnes pratiques qui seront identifiées par ce rapport puissent être valorisées pour permettre la mise en place d'un dispositif plus durable.

Enjeu à lutter collectivement contre les chats errants

3540. – 27 février 2025. – **Mme Anne-Catherine Loisier** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur l'enjeu à lutter collectivement contre les chats errants et les difficultés de mise en place de politiques de gestion de ces populations dans les communes. Les maires, au titre de leur pouvoir de police, sont responsables de la tranquillité et de la salubrité publique. De fait, ils sont responsables des multiples nuisances causées aux riverains par les chats errants (miaulements, bagarres, marquages urinaires, dispersions de poubelles…) et des risques sanitaires liés à leur surpopulation (propagation de maladies…). A cela s'ajoute le phénomène grandissant d'abandon de chats domestiques par des propriétaires insuffisamment responsabilisés. Selon l'article L.211-27 du code rural et de la pêche maritime, les maires sont en première ligne sur le territoire de leur commune, pour faire procéder à la capture des chats non identifiés, sans propriétaire ou sans détenteur, vivant en groupe dans des lieux publics de la commune, afin de faire procéder à leur stérilisation. Les élus y consacrent un budget important, malgré le soutien des associations de protection animale également très investies sur le terrain. En 2024, certaines communes ont pu répondre à l'appel à projet organisé par le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire afin de bénéficier de la dotation exceptionnelle de 3 millions d'euros dédiée à la stérilisation des chats errants par les collectivités territoriales votée dans la loi de finances pour 2024. L'accès à ce dispositif a échappé à de nombreuses communes dont les dossiers ne répondaient pas au cahier des charges. S'agissant d'actions de long terme, particulièrement coûteuses lorsqu'elles sont rapportées au nombre de chats errants, les moyens restent

insuffisants pour les communes et les associations qui ne peuvent se contenter d'un soutien sporadique de l'État. Dans ce contexte, un soutien financier pérenne apparaît comme crucial, tout comme la responsabilisation des propriétaires de chats pour lesquels le premier obstacle à la stérilisation est bien son coût. Elle lui demande si un nouveau dispositif financier pour aider les communes à la stérilisation ainsi que des mesures de lutte contre les abandons et d'amélioration des conditions d'accueil des animaux qui en sont victimes sont envisagés. **– Question transmise à Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.**

Réponse. – La question de l'errance animale est un véritable sujet de préoccupation compte tenu des enjeux sanitaires et de protection animale qu'il soulève. La législation actuelle prévoit que les animaux errants soient conduits en fourrière sous l'autorité du maire. Une alternative consistant à capturer, identifier et stériliser puis relâcher les chats vivants en groupe est autorisée en vertu de l'article L. 211-27 du code rural et de la pêche maritime. Cette solution présente l'avantage d'éviter la recolonisation des sites. Elle implique néanmoins un suivi de la population relâchée et suppose un budget pour la capture, les actes vétérinaires et l'alimentation des animaux. Son financement repose sur les mairies, avec éventuellement l'appui d'associations de protection animale. L'enjeu du financement de ces opérations apparaît comme un frein majeur à la mise en place du dispositif. La loi de finances pour l'année 2024 a prévu une enveloppe exceptionnelle de trois millions d'euros dédiée à la stérilisation des chats errants par les collectivités territoriales. Dans ce cadre, le ministère chargé de l'agriculture a ouvert un appel à projets pour soutenir les projets de gestion des chats errants portés par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) volontaires. Cette subvention a été attribuée dans le cadre de l'expérimentation prévue par la loi du 30 novembre 2021 visant à lutter contre la maltraitance animale et conforter le lien entre les animaux et les hommes. Cette loi prévoit en effet la mise en place de conventions entre l'État et les maires ou les présidents des collectivités territoriales et EPCI volontaires, afin d'améliorer la gestion et la prise en charge des populations de chats errants et d'articuler les compétences et les moyens de chaque signataire dans cet objectif. Pour solliciter cette subvention, les communes et EPCI concernés pouvaient répondre à cet appel à projets du 2 septembre au 10 octobre 2024. Ces sont ainsi 164 communes lauréates qui bénéficient de cette subvention. Le bilan des actions menées dans ce cadre sera fait après l'échéance des conventions financières engagées avec les lauréats. La mise en valeur des bonnes pratiques permettrait la mise en place d'un dispositif plus durable. Cependant, à ce stade, il n'est pas prévu de nouvelle ligne budgétaire pour réitérer cette expérimentation. Toutefois, l'État sera au rendez-vous afin de renouveler les mécanismes de financement mis en oeuvre dans le cadre des précédentes lois de finances, en matière notamment de stérilisation des animaux errants et d'aides aux collectivités territoriales dans ce but, par la création d'un fonds de concours intitulé « France protection animale », destiné à recueillir les éventuels dons émanant d'entreprises.

Réglementation de la conduite des engins agricoles dont les arracheuses de pommes de terre pour les jeunes de 16 à 18 ans

4447. – 1er mai 2025. – **M. Hugues Saury** attire l'attention de **Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi** sur la réglementation applicable à l'utilisation des machines agricoles, en particulier les arracheuses de pommes de terre, par les jeunes âgés de 16 à 18 ans. En vertu des dispositions du code du travail encadrant les travaux réglementés pour les mineurs (article D. 4153-26), les jeunes de moins de 18 ans ne sont pas autorisés à conduire ce type de matériel agricole. Cette interdiction concerne notamment l'utilisation d'une arracheuse de pommes de terre, considérée comme un véhicule automoteur à risque. Sa vitesse de travail est cependant extrêmement réduite (autour de 3 km/h) et elle est destinée à une conduite sur un terrain privé ou agricole. Cette restriction interroge dès lors qu'un jeune de 17 ans peut légalement conduire une voiture sur la voie publique, à des vitesses bien supérieures et dans un environnement routier autrement plus accidentogène. Ce paradoxe réglementaire limite la participation des jeunes au travail agricole. Il demande si le Gouvernement envisage d'assouplir ou d'adapter la réglementation en vigueur afin de permettre la conduite de ce type d'engins agricoles par des jeunes de 16 à 18 ans. **– Question transmise à Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.**

Réponse. – En l'état actuel du droit, il est interdit d'affecter les jeunes travailleurs aux travaux dangereux mentionnés dans les articles D. 4153-16 à D. 4153-37 du code du travail, afin de protéger leur santé. Toutefois, pour les besoins de leur formation professionnelle et sous certaines conditions, les jeunes peuvent être affectés à ces travaux, qui sont alors qualifiés de travaux réglementés, *via* une procédure de déclaration de dérogation d'une durée de 3 ans. Comme le prévoit le I de l'article D. 4153-27 du code du travail, il est en particulier interdit d'affecter les jeunes à la conduite d'équipements de travail mobiles automoteurs. Cependant, une exception est

prévue à l'article R. 4153-1 du même code par le biais d'une déclaration de dérogation à l'interdiction. Cette déclaration de dérogation est préalable à l'affectation des jeunes à ces travaux et adressée à l'inspection du travail. Cette dérogation n'est ainsi valable que dans le cadre du cursus de formation dans lequel s'est engagé le jeune. Cette déclaration de dérogation répond à plusieurs exigences, dont l'obligation de préciser la qualité ou la fonction de la ou des personnes compétentes chargées d'encadrer les jeunes pendant l'exécution des travaux. Il n'est ainsi pas permis à l'employeur de mettre en situation de travail le jeune travailleur sans encadrement en raison des risques inhérents aux poste et équipements de travail utilisés. L'employeur doit également être en possession de l'avis médical d'aptitude prévu à l'article R. 4153-40 du code du travail dont la délivrance par le médecin du travail est annuelle. De plus, le Gouvernement est attentif aux conditions de travail et aux moyens de prévention des accidents du travail. Or les jeunes sont plus fortement exposés aux risques, le taux de fréquence des accidents du travail de cette population étant supérieur à l'ensemble des salariés. Dans ce cadre, le plan santé au travail piloté par le ministère chargé du travail consacre l'un de ses axes à la prévention renforcée des accidents du travail dont il fait un objectif transversal pour l'ensemble des actions de prévention de santé au travail, notamment celles destinées aux publics les plus touchés comme les jeunes. De même, le plan national d'action de l'inspection du travail vise, dans son 1.4, la protection des travailleurs vulnérables avec une attention particulière aux jeunes travailleurs et en particulier aux apprentis et aux stagiaires. Or l'une des mesures de prévention contre les accidents du travail réside dans l'encadrement dont les jeunes bénéficient lors de l'exécution des travaux réglementés. Il est à noter enfin que le code de la route prévoit également des dispositions particulières pour la conduite des véhicules agricoles par les travailleurs agricoles sur les voies ouvertes au public, y compris les jeunes de 16 à 18 ans. En effet, tout conducteur de machine agricole automotrice ou d'ensemble comprenant un matériel remorqué, lorsque la largeur de ceux-ci excède 2,50 mètres, doit être âgé d'au moins 18 ans (code de la route, article R. 221-20 III). Dans la mesure où la réglementation en vigueur prévoit déjà par le biais d'une déclaration de dérogation la possibilité de conduire dans une exploitation agricole ce type d'engins agricoles par des jeunes de 16 à 18 ans, le Gouvernement n'envisage pas de revoir le corpus réglementaire.

Conséquences de la baisse du budget consacré au Dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4657. – 15 mai 2025. – **Mme Pascale Gruny** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la coupe budgétaire intervenue sur le Dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (DiNACUMA) qui soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des CUMA au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, l'adaptation au changement climatique ou de souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau CUMA et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 CUMA chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif, alors même qu'il a été récemment refondu avec l'administration du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau CUMA, au vu de l'efficience que produit le DiNA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, elle souhaite savoir quelle ambition elle porte pour ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux CUMA et comment elle compte le pérenniser.

Coupe budgétaire sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4677. – 15 mai 2025. – **M. Jean-François Rapin** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** quant à la coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement (DiNA) des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) qui soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique ou de la souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un

rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu avec votre administration, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vu de l'efficience que produit le DiNA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, il souhaite savoir quelle ambition et pérennité la ministre souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Diminution des dotations imposée au budget du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives (DiNA)

4679. – 15 mai 2025. – **M. Patrice Joly** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** à propos de la diminution des dotations imposée au budget du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives (DiNA), déployé par les coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole (CUMA). Ce dispositif forme un conseil stratégique auprès des différentes CUMA, composé d'agriculteurs, dont le rôle est de dresser un état des lieux de chaque coopérative sur sa situation financière, ses projets, ses dépenses, et de proposer un plan d'action cohérent. Au-delà de la répartition des matériels agricoles, le DiNA rend possible le développement de projets collectifs des coopératives au service de l'adaptation au changement climatique, du renouvellement générationnel des agriculteurs, de la réduction de l'utilisation de produits phytosanitaires, ou encore du développement de l'emploi en zones rurales. Comme le souligne le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) dans son rapport de juin 2021, ce dispositif est bien articulé avec les enjeux actuels des politiques publiques agricoles, et participe à renforcer leur impact concret, en associant les collectifs d'agriculteurs. Cette pertinence du DiNA a été approfondie par la tenue d'une concertation entre le réseau des CUMA et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023, et par la refonte de son modèle de fonctionnement en 2024. À l'échelle de la Nièvre, ce sont plus de 70 CUMA qui sont potentiellement concernés par le DiNA, et près de 600 en France. La diminution du budget alloué à ce dispositif, le seul à bénéficier d'une ligne budgétaire propre, suscite une vive inquiétude chez les agriculteurs, qui voient les projets remis en question, ainsi qu'une certaine incompréhension compte tenu de l'efficacité du DiNA. Aussi, il souhaite connaître les dispositions que le Gouvernement entend mettre en place pour assurer la pérennité de ce dispositif, utile au développement des territoires ruraux et à l'activité agricole.

Diminution des crédits dédiés au dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4684. – 15 mai 2025. – **Mme Michelle Gréaume** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la réduction budgétaire du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives (DINA) des coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA). Ce dispositif, au-delà du partage des machines, soutient le développement de projets collectifs des Cuma, favorisant l'emploi rural, le renouvellement des générations en agriculture, la réduction des produits phytosanitaires, l'adaptation au changement climatique ainsi que la souveraineté alimentaire et énergétique. Après un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et une nouvelle version en 2024, ce dispositif est aligné avec les politiques publiques et amplifie les impacts des collectifs d'agriculteurs. Unique dans l'agriculture, cette aide stratégique est mobilisée par plus de 600 Cuma annuellement, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La remise en cause du déploiement de ce dispositif, récemment refondu avec votre administration, suscite l'inquiétude et l'incompréhension du réseau Cuma en raison de son efficacité, malgré une enveloppe budgétaire modeste comparée à d'autres dispositifs de soutien. L'accompagnement des agricultrices et agriculteurs étant crucial, elle souhaite savoir quelle ambition et quelle pérennité elle envisage pour ce dispositif, seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Réponse. – La ministre chargée de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire est particulièrement attentive aux préoccupations exprimées concernant les moyens attribués au dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole, dit DiNA-CUMA. La loi de finances pour 2025, promulguée le 14 février 2025, a dans ses objectifs de redresser les comptes publics de 50 milliards d'euros et de ramener le déficit public à 5,4 % du produit intérieur brut en 2025. À cette fin, la loi de finances prévoit de réduire les dépenses de l'État et de ses opérateurs, dans une optique d'effort partagé. Le programme budgétaire « compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt » de la mission « agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » connaît une réduction sensible des moyens qui lui sont affectés. En dépit de ce contexte budgétaire, l'État poursuit pleinement ses efforts en faveur de l'agriculture française et déploie des moyens importants pour soutenir l'activité agricole en France. Ainsi, malgré une réduction de ses moyens, le dispositif DiNA-CUMA est bel et bien maintenu en 2025. De plus, le dispositif TO-DE (travailleurs occasionnels-demandeurs d'emploi) a été étendu aux CUMA dans la loi de financement de la sécurité sociale pour 2025. Le DiNA est en effet essentiel pour les CUMA, depuis sa mise en place en 2016, à la suite des aides à l'investissement matériel sous forme de prêts à moyen terme spéciaux. Il a ainsi permis d'accompagner environ 30 % des CUMA sous la forme d'une aide aux investissements immatériels par la mise en oeuvre d'un conseil stratégique réalisé par un organisme de conseil. Parmi les coopératives qui en ont bénéficié, 25 % d'entre elles en ont réalisé au moins deux et 6 % en ont réalisé au moins trois. Malgré la diminution des crédits alloués au dispositif DiNA-CUMA, celui-ci continue d'aider les coopératives en priorisant les dossiers déposés, afin notamment d'appuyer celles qui n'ont jamais été financées pour une demande d'aide au conseil stratégique. À ce titre, une grille de priorisation avait été rédigée lors de la révision de l'instruction technique, en 2023, en étroite collaboration avec la fédération nationale des CUMA. Une alternative consiste à diminuer le taux d'aide publique de ce dispositif à 80 ou 70 %, contre 90 % aujourd'hui, permettant ainsi de continuer à soutenir l'ensemble des CUMA, sans critère de priorisation.

Accompagner les CUMA en renforçant le DiNA

4742. – 22 mai 2025. – **Mme Marie-Claude Varaillas** interroge **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la réduction budgétaire affectant le dispositif national d'accompagnement (DiNA) des projets et initiatives portés par les coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma). Mobilisé par plusieurs centaines de CUMA chaque année, le dispositif national d'accompagnement (DiNA) des projets et initiatives portés par les CUMA vient soutenir l'organisation, la structuration et le développement du partage de matériel entre les agriculteurs. Il contribue ainsi à la réalisation des projets collectifs locaux, par l'intervention d'experts qui apportent des conseils, réflexions et pistes d'actions sur les enjeux et problématiques rencontrés par le monde agricole : pratiques agro-environnementales, renouvellement des générations, renforcement de la souveraineté alimentaire, etc. La remise en question de ce dispositif suscite une vive inquiétude au sein du réseau Cuma, cela d'autant plus qu'il a fait l'objet d'une concertation avec la direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DPGE) en 2022-2023 puis d'une actualisation en 2024, et qu'il s'articule pleinement avec les politiques publiques agricoles en place. Il constitue, en ce sens, un levier essentiel en matière d'accompagnement stratégique des agricultrices et agriculteurs, dans un contexte particulièrement éprouvant pour leur profession. C'est pourquoi, elle souhaite connaître les orientations du Gouvernement concernant ce dispositif unique et nécessaire, et s'il envisage le cas échéant, de garantir un nouvel accompagnement renforcé des projets et initiatives portés par les CUMA.

Coupe budgétaire relative au dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4783. – 22 mai 2025. – **Mme Catherine Morin-Desailly** interroge **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** quant à la coupe budgétaire intervenue sur le dispositif dispositif National d'Accompagnement des projets et des initiatives (DiNA) des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) qui soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, l'adaptation au changement climatique ou de souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la direction générale de la Performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à

l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu avec votre administration, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vu de l'efficience que produit le DiNA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, elle souhaite savoir quelle ambition et pérennité elle souhaite donner à ce dispositif.

Pérennité du dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4794. – 22 mai 2025. – **Mme Céline Brulin** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur les craintes exprimées par les coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) suite aux coupes budgétaires intervenues sur la mission agriculture, alimentation et affaires rurales à hauteur de 140 millions d'euros. Le Gouvernement a acté, par le biais d'un décret paru au *Journal Officiel*, le samedi 26 avril 2025, l'annulation de crédits à hauteur de 3,1 milliards d'euros au total. Les coopératives d'utilisation de matériel agricole sont directement impactées par cette coupe budgétaire puisque le dispositif National d'accompagnement des projets et des initiatives (DiNA) des coopératives d'utilisation de matériel agricole voit son financement amoindri. Ce dispositif visant à soutenir les Cuma en matière d'investissement matériel et immatériel par le biais de conseils stratégiques est mobilisé chaque année par plus de 600 Cuma regroupant 14 000 agricultrices et agriculteurs. Au-delà du premier rôle de partage des machines, le dispositif permettait un soutien concret à ces professionnels en offrant un développement des projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, l'adaptation au changement climatique ou de souveraineté alimentaire et énergétique. Aussi, elle souhaite savoir quelles ambition et pérennité elle souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole et coupe budgétaire

4795. – 22 mai 2025. – **M. Jean-François Longeot** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** quant à la coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives (DiNA) des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) qui soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, l'adaptation au changement climatique ou de souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu avec votre administration, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vue de l'efficience que produit le DiNA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, il souhaite savoir quelle ambition et pérennité elle souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole

4812. – 22 mai 2025. – **M. Jérôme Darras** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur les récentes coupes budgétaires affectant le dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives (DiNA) des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole (CUMA). Celui-ci, au-delà de son premier rôle de partage des machines, soutient le développement de projets collectifs des coopératives d'utilisation de matériel agricole au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique ou de

souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a fait l'objet d'une refonte concertée, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma. Cette préoccupation est d'autant plus grande que le DiNA a prouvé son efficacité, tout en bénéficiant d'une enveloppe budgétaire modeste comparée à d'autres dispositifs de soutien. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'elle entend prendre pour garantir la pérennité du DiNA, seule ligne budgétaire dédiée eux Cuma

Réponse. – La ministre chargée de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire est particulièrement attentive aux préoccupations exprimées concernant les moyens attribués au dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole, dit DiNA-CUMA. La loi de finances pour 2025, promulguée le 14 février 2025, a pour objectifs de redresser les comptes publics de 50 milliards d'euros et de ramener le déficit public à 5,4 % du produit intérieur brut en 2025. À cette fin, la loi de finances prévoit de réduire les dépenses de l'État et de ses opérateurs, dans une optique d'effort partagé. Le programme budgétaire « compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt » de la mission « agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » connaît une réduction sensible des moyens qui lui sont affectés. En dépit de ce contexte budgétaire, l'État poursuit pleinement ses efforts en faveur de l'agriculture française et déploie des moyens importants pour soutenir l'activité agricole en France. Ainsi, malgré une réduction de ses moyens, le dispositif DiNA-CUMA est bel et bien maintenu en 2025. De plus, le dispositif TO-DE a été étendu aux CUMA dans la loi de financement de la sécurité sociale pour 2025. Le DiNA est en effet essentiel pour les CUMA, depuis sa mise en place en 2016, à la suite des aides à l'investissement matériel sous forme de prêts à moyen terme spéciaux. Il a ainsi permis d'accompagner environ 30 % des CUMA sous la forme d'une aide aux investissements immatériels par la mise en oeuvre d'un conseil stratégique réalisé par un organisme de conseil. Parmi les coopératives qui en ont bénéficié, 25 % d'entre elles en ont réalisé au moins deux et 6 % en ont réalisé au moins trois. Malgré la diminution des crédits alloués au dispositif DiNA-CUMA, celui-ci continue d'aider les coopératives en priorisant les dossiers déposés, afin notamment d'appuyer celles qui n'ont jamais été financées pour une demande d'aide au conseil stratégique. À ce titre, une grille de priorisation avait été rédigée lors de la révision de l'instruction technique, en 2023, en étroite collaboration avec la fédération nationale des CUMA. Une alternative consiste à diminuer le taux d'aide publique de ce dispositif à 80 ou 70 %, contre 90 % aujourd'hui, permettant ainsi de continuer à soutenir l'ensemble des CUMA, sans critère de priorisation.

Remise en cause du soutien public aux coopératives d'utilisation de matériel agricole

4864. – 29 mai 2025. – **M. Cédric Vial** appelle l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur les conséquences de la baisse des crédits budgétaires affectés au dispositif national d'accompagnement (DiNA) des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) qui soutient, au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement des projets collectifs des Cuma au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique ou de la souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. Les difficultés ainsi causées au déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu avec votre administration, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vu de l'efficience que produit le DiNA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, il souhaite savoir quelle ambition et pérennité le Gouvernement souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4865. – 29 mai 2025. – **M. Patrick Chauvet** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur le dispositif national d'accompagnement (DINA) des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma). Les coopératives d'utilisation de matériel agricole soutiennent au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique ou de la souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vu de l'efficience que produit le DINA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, il souhaite savoir quelle ambition et pérennité elle souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole

4874. – 29 mai 2025. – **M. Pascal Martin** attire l'attention de **Mme la ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire** sur la coupe budgétaire intervenue sur le dispositif national d'accompagnement (DINA) des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma). Les Cuma soutiennent au-delà du premier rôle de partage des machines, le développement de projets collectifs au service de l'emploi rural, du renouvellement des générations en agriculture, de la réduction des produits phytosanitaires, de l'adaptation au changement climatique ou de la souveraineté alimentaire et énergétique. Ayant fait l'objet d'un rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER), d'une concertation entre le réseau Cuma et la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) en 2022-2023 et d'une nouvelle mouture en 2024, ce dispositif est articulé avec les enjeux des politiques publiques et permet de démultiplier, via les collectifs d'agriculteurs, leurs impacts. Cette aide à l'accompagnement stratégique est unique en son genre dans l'agriculture. Il est mobilisé par plus de 600 Cuma chaque année au niveau national, impliquant plus de 14 000 agricultrices et agriculteurs. La mise à mal du déploiement de ce dispositif alors même qu'il a été récemment refondu, suscite l'inquiétude et l'incompréhension de l'ensemble du réseau Cuma, au vu de l'efficience que produit le DINA, et dans le cadre d'une enveloppe qui reste modeste au regard d'autres dispositifs de soutien. Alors que l'accompagnement des agricultrices et agriculteurs est un sujet central, il souhaite savoir quelle ambition et pérennité elle souhaite donner à ce dispositif, qui est la seule ligne budgétaire dédiée aux Cuma.

Réponse. – La ministre chargée de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire est particulièrement attentive aux préoccupations exprimées concernant les moyens attribués au dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole, dit DiNA-CUMA. La loi de finances pour 2025, promulguée le 14 février 2025, a dans ses objectifs, le redressement des comptes publics de 50 milliards d'euros et de ramener le déficit public à 5,4 % du produit intérieur brut en 2025. À cette fin, la loi de finances prévoit de réduire les dépenses de l'État et de ses opérateurs, dans une optique d'effort partagé. Le programme budgétaire « compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt » de la mission « agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » connaît une réduction sensible des moyens lqui lui sont affectés. En dépit de ce contexte financier, l'État poursuit pleinement ses efforts en faveur de l'agriculture française et déploie des moyens importants pour soutenir l'activité agricole en France. Ainsi, malgré une réduction de ses moyens, le dispositif DiNA-CUMA est bel et bien maintenu en 2025. Le DiNA est en effet essentiel pour les CUMA, depuis sa mise en place en 2016, à la suite des aides à l'investissement matériel sous forme de prêts à moyen terme spéciaux. Il a ainsi permis d'accompagner environ 30 % des CUMA sous la forme d'une aide aux investissements immatériels par la mise en oeuvre d'un conseil stratégique réalisé par un organisme de conseil. Parmi les coopératives qui en ont bénéficié, 25 % d'entre elles en ont réalisé au moins deux et 6 % en ont réalisé au moins trois. Malgré la diminution des crédits alloués au dispositif DiNA-CUMA, celui-ci continue d'aider les

coopératives en priorisant les dossiers déposés, afin notamment d'appuyer celles n'ayant jamais été financées pour une demande d'aide au conseil stratégique. À ce titre, une grille de priorisation avait été rédigée lors de la révision de l'instruction technique, en 2023, en étroite collaboration avec la fédération nationale des CUMA. Une alternative consiste à diminuer le taux d'aide publique de ce dispositif à 80 % ou 70 %, contre 90 % aujourd'hui, ce qui permettrait de continuer à soutenir l'ensemble des CUMA, sans critère de priorisation. Il est également important de rappeler que le dispositif TO-DE (travailleurs occasionnels-demandeurs d'emploi) a été étendu aux CUMA dans la loi de financemement de la sécurité sociale pour 2025.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DÉCENTRALISATION

Non-consommation des crédits de dotation d'équipement des territoires ruraux et de soutien à l'investissement local

909. – 3 octobre 2024. – **M. Denis Bouad** attire l'attention de **Mme la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation** sur la non-consommation d'une partie des crédits relatifs à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL). Il rappelle que ces dispositifs sont des outils essentiels à la promotion de l'investissement local. Ces contributions nationales sont en effet bien souvent indispensables afin de permettre aux collectivités locales de financer des projets qui satisfont au plus près les besoins des Françaises et des Français et qui contribuent également à maintenir de l'activité économique sur nos territoires, favorisant ainsi l'emploi local. Il note cependant que les collectivités sont parfois soumises à des aléas qui empêchent la réalisation de certains investissements malgré l'obtention de crédits DETR ou DSIL. Ces situations regrettables peuvent s'avérer plus fréquentes dans un contexte marqué par une forte inflation. Aussi, il souhaiterait connaître le pourcentage de consommation effective des crédits DETR et DSIL au cours des cinq derniers exercices disponibles. Enfin, comme l'a déjà sollicité l'association des maires de France, afin que ces crédits ne soient pas amputés à l'investissement local, il lui demande si le Gouvernement envisage de redéployer les crédits non consommés au cours de l'exercice suivant ou de les redistribuer à travers une dotation complémentaire pour des dossiers réalisés avec des surcoûts imprévus.

Réponse. – La consommation réelle des crédits de DETR et de DSIL (AE et CP) est vérifiable dans les documents budgétaires fournis chaque année au Parlement : les projets annuels de performance (PAP) annexés au projet de loi de finances (PLF) et les rapports annuels de performance (RAP) annexés au projet de loi de règlement. Les données fournies dans ces documents sont celles des montants réellement versés par les comptables publics aux collectivités et sont librement consultables en ligne. Ainsi en 2024, 99,9% des AE disponibles et 99,8% des CP ont été consommés au titre de la DETR, tandis que 99,9% des AE et CP ont été consommés au titre de la DSIL. Le pourcentage de consommation effective des crédits DETR et DSIL est supérieur à 99% au cours des cinq derniers exercices.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Consommation DETR (AE)	99,95 %	99,92 %	99,96 %	99,98 %	99,93 %	99,97 %
Consommation DSIL (AE)	99,56 %	99,59 %	99,96 %	99,97 %	99,99 %	99,98 %

Le redéploiement des crédits n'a donc pas réellement d'objet, puisque 99,9% des crédits mis à disposition des préfectures sont effectivement engagés chaque année. Néanmoins, les montants très résiduels, de l'ordre de quelques dizaines de milliers d'euros sur plus de deux milliards d'autorisations d'engagement, qui ne sont pas engagés pour des raisons techniques, sont généralement reportés sur l'exercice suivant.

Exercice de la compétence "politique de la ville" par les communautés d'agglomération

1596. – 10 octobre 2024. – **Mme Sylvie Vermeillet** attire l'attention de **Mme la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation** sur l'exercice de la compétence « politique de la ville » par les communautés d'agglomération. La loi prévoit notamment qu'il s'agit d'une compétence obligatoire des communautés d'agglomération. Or, dans des cas très spécifiques, il arrive qu'une communauté d'agglomération ne comporte qu'un seul quartier prioritaire bénéficiant d'un contrat de ville et dont le périmètre se limite à une seule commune, souvent la ville centre. Dans ces cas de figure, la gestion par l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) peut être source de complexité, du fait de montages administratifs et financiers coûteux et

chronophages entre la ville concernée et l'agglomération. In fine c'est l'action locale au bénéfice des territoires concernés et leurs habitants qui perd en efficacité. Aussi, elle lui demande si le Gouvernement envisage d'autoriser, par voie dérogatoire, la possibilité pour une communauté d'agglomération de déléguer la compétence « politique de la ville » à une de ses communes membres, lorsque les contrats de ville sur son périmètre ne sont mis en oeuvre qu'à l'échelle d'une seule commune.

Réponse. – La politique de la ville repose en très grande partie sur les collectivités. Son objectif est de favoriser le travail collectif et partenarial et non d'en confier la charge à un seul acteur. Le pilotage de la politique de la ville est une compétence obligatoire des intercommunalités urbaines (agglomérations, communautés urbaines et métropoles). L'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales dispose que « la communauté *d'agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres (...) les compétences en matière de politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville.* » En cohérence, l'article 6 de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine dispose que la « *politique de la ville est mise en oeuvre par des contrats de ville conclus à l'échelle intercommunale entre, d'une part, l'Etat et ses établissements publics et, d'autre part, les communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés* » (EPCI-FP). La commune, quant à elle, met en oeuvre les actions du contrat de ville sur son territoire. La Constitution (articles 34 et 72) confie au législateur la définition des compétences des différentes catégories de collectivités territoriales et de leurs groupements (décisions n° 91-290 DC du 9 mai 1991). La loi précise ainsi les hypothèses dans lesquelles un EPCI-FP et notamment une communauté d'agglomération peut déléguer à l'une de ses communes membres, tout ou partie d'une de ses compétences (CGCT, art. L1111-8 et suivants, art. L5216-5). Aucune disposition ne prévoyant la possibilité de déléguer la compétence en matière de politique de la ville, celle-ci ne peut être autorisée. De manière opérationnelle, cette organisation doit permettre un dialogue partenarial entre l'Etat, la communauté d'agglomération et la commune concernée. Le pilotage par la communauté d'agglomération doit permettre à la commune de bénéficier des compétences de l'intercommunalité et des synergies qui maximiseront la performance des actions sur le QPV de la commune qui serait inférieure si la commune exerçait isolément la compétence.

Reconversion d'un ancien élu

1821. – 17 octobre 2024. – **Mme Christine Herzog** interroge **Mme la ministre du travail et de l'emploi** sur la légalité du fait, pour un ancien élu, d'utiliser ses connaissances acquises lors de son mandat. Elle souligne que cet ancien élu semble exploiter ses anciennes relations pour obtenir des marchés publics dans la société qui l'a embauché après la fin de ses fonctions électives. Face à cette situation, elle lui demande des clarifications sur les règles encadrant l'exercice de ce nouvel emploi en lien avec ses fonctions antérieures. Elle s'interroge également sur la possible qualification de cette pratique en tant qu'infraction pénale, craignant que cela ne génère un conflit d'intérêts compromettant la légitimité des marchés conclus, et potentiellement les rendant nuls et non avenus. **– Question transmise à M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation .**

Reconversion d'un ancien élu

4107. – 3 avril 2025. – **Mme Christine Herzog** rappelle à **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** les termes de sa question n° 01821 sous le titre « Reconversion d'un ancien élu », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Aux termes de l'article 432-13 du code pénal, constitue une prise illégale d'intérêts « *le fait, par une personne ayant été chargée, en tant que [...] titulaire d'une fonction exécutive locale, [...], dans le cadre des fonctions qu'elle a effectivement exercées, soit d'assurer la surveillance ou le contrôle d'une entreprise privée, soit de conclure des contrats de toute nature avec une entreprise privée ou de formuler un avis sur de tels contrats, soit de proposer directement à l'autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par une entreprise privée ou de formuler un avis sur de telles décisions, de prendre ou de recevoir une participation par travail, conseil ou capitaux dans l'une de ces entreprises avant l'expiration d'un délai de trois ans suivant la cessation de ces fonctions* ». Il en résulte qu'un ancien élu recruté, moins de trois ans après la fin de son mandat, par une entreprise candidate à des marchés publics s'exposerait à des poursuites pénales s'il était démontré que l'intéressé a effectivement exercé un contrôle ou une surveillance de cette entreprise ou participé à une décision la concernant dans le cadre de l'exercice de son mandat. Parallèlement, la légalité du marché public pourrait être mise en cause en cas de situation de conflit d'intérêts. En

effet, la méconnaissance du principe général du droit d'impartialité, qui s'impose aux acheteurs publics comme à toute autorité administrative, peut résulter d'une situation de conflit d'intérêts à l'occasion de la procédure de passation du marché et être constitutive d'un manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Elle peut ainsi compromettre la régularité de la procédure de passation et, ce faisant, constituer un « *vice d'une particulière gravité justifiant l'annulation du contrat à l'exclusion de toute autre mesure* » (CE, 25 novembre 2021, nº 454466). C'est la raison pour laquelle l'article L. 2141-10 du code de la commande publique prévoit la possibilité, pour l'acheteur, d'exclure de la procédure de passation les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Enfin, les connaissances de l'ancien élu qui exercent une fonction publique s'exposeraient, quant à elles, au délit d'octroi d'avantage injustifié prévu à l'article 432-14 du code pénal si elles apportaient à l'intéressé des informations de nature à porter atteinte à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés publics et les contrats de concession.

Règles d'occupation du domaine public pour les halles et marchés

2634. – 19 décembre 2024. – **M. Paul Vidal** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur les règles d'occupation et de sous-occupation du domaine public pour les halles et marchés. Bien que la règle traditionnelle en droit français (depuis l'édit de Moulins de 1566), reprise par le droit européen, veuille que l'autorisation d'occupation du domaine public soit nécessairement précaire pour répondre aux garanties d'impartialité et de transparence, le 4° de l'article L. 2122-1-3 du code général de la propriété des personnes publiques prévoit que la procédure de sélection peut être écartée "Lorsque les caractéristiques particulières de la dépendance, notamment géographiques, physiques, techniques ou fonctionnelles, ses conditions particulières d'occupation ou d'utilisation, ou les spécificités de son affectation le justifient au regard de l'exercice de l'activité économique projetée". Il lui demande si les commerçants des halles et marchés sont potentiellement concernés par l'exception mentionnée au 4° de l'article L. 2122-1-3 du code général de la propriété des personnes publiques. Sinon envisagerait-il une évolution de la procédure d'appel d'offre pour les commerçants des halles et des marchés. **– Question transmise à M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation .**

Réponse. – L'article L. 2122-1-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), dans sa rédaction issue de l'ordonnance nº 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, dispose que dès lors qu'un titre d'occupation du domaine public « *permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, l'autorité compétente organise librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester.* » A ce principe de publicité et de sélection préalable est prévu un certain nombre d'exceptions énumérées aux articles L. 2122-1-2 et suivants du CG3P. Le 4° de l'article L. 2122-1-3 du code précité dispose que le titre d'occupation peut être délivré à l'amiable lorsque l'organisation de la procédure prévue à l'article L. 2122-1-1 du CG3P s'avère impossible ou non justifiée. Tel est notamment le cas « *lorsque les caractéristiques particulières de la dépendance, notamment géographiques, physiques, techniques ou fonctionnelles, ses conditions particulières d'occupation ou d'utilisation, ou les spécificités de son affectation le justifient au regard de l'exercice de l'activité économique projetée* ». En pareil cas, l'autorité compétente rend publiques les considérations de droit et de fait l'ayant conduite à ne pas mettre en oeuvre la procédure de publicité et de sélection préalable. L'exploitant d'un emplacement au sein d'une halle ou d'un marché situé sur le domaine public doit être titulaire d'un titre d'occupation délivré par l'autorité compétente dont les caractéristiques et les conditions d'exploitation ne sauraient justifier une telle dérogation. Ainsi, la délivrance d'un titre d'occupation en vue d'exploiter un emplacement au sein d'une halle ou d'un marché doit être précédée d'une mesure de publicité et de sélection préalable telle que prévue par l'article L. 2122-1-1 du CG3P. Il en va autrement s'agissant de la présentation d'un successeur par le titulaire d'une autorisation d'occupation du domaine public dans le cadre de la cession d'un fonds de commerce. Conformément à l'article L. 2124-18-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), en cas d'acceptation par le gestionnaire du domaine, le successeur est subrogé dans les droits et obligations du cédant et se voit transférer, sans modification, l'autorisation d'occupation du domaine public du titulaire initial permettant l'exercice de l'activité afférente au fonds de commerce. Compte tenu de l'articulation des dispositions du CG3P et du CGCT, aucune modification du dispositif actuel ne paraît nécessaire.

Facturation des secours de montagne

3383. – 20 février 2025. – **M. Loïc Hervé** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la facturation des secours de montagne. L'article 96 *bis* de la loi nº 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, permet au maire de confier à un opérateur public ou privé,

exploitant de remontées mécaniques ou de pistes de ski ou gestionnaire de site nordique, des missions de sécurité sur les pistes de ski, sous réserve que cet opérateur dispose des moyens matériels adaptés et des personnels qualifiés. Dans les mêmes conditions, il peut lui confier la distribution de secours aux personnes sur les pistes de ski, le cas échéant étendue aux secteurs hors-pistes accessibles par remontées mécaniques et revenant de façon gravitaire sur le domaine skiable. Alors que cet article permet de déroger à la gratuité du secours en montagne, il pose néanmoins la question de l'extension de cette application aux incidents intervenus en marge des pistes. En effet, des doutes subsistent quant à la possibilité d'une prise en charge à titre onéreux par les opérateurs publics ou privés des victimes non usagées du domaine skiable, comme cela pourrait être le cas dans un restaurant d'altitude ou à proximité d'un site nordique. Dans ces cas, l'intérêt économique pourrait primer sur le principe de gratuité. Aussi, il lui demande de bien vouloir clarifier les compétences de chacun des acteurs pour conforter la légalité des arrêtés pris par les communes-support de station. **– Question transmise à M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation .**

Réponse. – Au titre de son pouvoir de police, le maire a la charge d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Ainsi, conformément aux dispositions de l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il doit *« prévenir, par des précautions convenables, et [...] faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, [...] pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, [...] provoquer l'intervention de l'administration supérieure».* Le maire est donc l'autorité compétente pour organiser les missions de secours sur le territoire de sa commune. Il est principalement chargé en matière de secours en montagne des opérations réalisées sur les domaines skiables, qu'il peut déléguer. En effet, en vertu de l'article 96 *bis* de la loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, le maire peut confier à des opérateurs publics ou privés, « *exploitant de remontées mécaniques ou de pistes de ski ou gestionnaire de site nordique* », des missions de sécurité pour assurer non seulement la sécurité sur les pistes mais aussi la distribution des secours aux personnes y compris dans des zones hors-pistes accessibles par remontées mécaniques « *et revenant gravitairement sur le domaine skiable* ». Cette délégation est conditionnée à la possession par l'opérateur de moyens matériels adaptés et de personnels qualifiés. Par ailleurs, le préfet peut également être amené à intervenir en matière de secours en montagne. L'article 96 de loi de 1985 précitée permet au représentant de l'Etat dans le département de pouvoir « *mettre en oeuvre un plan d'urgence*» si « *les opérations de sauvetage nécessitent la conduite d'une action d'ensemble d'une certaine importance* ». Le maire et le préfet disposent, en soutien de leurs actions, des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS). Selon les articles L. 1424-2 et L. 1424-3 du CGCT, les SDIS, *« placés pour emploi sous l'autorité du maire ou du préfet* », sont effectivement chargés de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies, ainsi que des secours et des soins d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes. En ce qui concerne les dépenses réalisées en matière de secours, elles obéissent à un principe de gratuité. En effet, l'article L. 742-11 du code de la sécurité intérieure précise que les dépenses directement imputables aux opérations de secours sont prises en charge par le SDIS, sauf dans les cas où la loi en dispose autrement. Ce même article précise ainsi que l'Etat « *prend à sa charge les dépenses afférentes à l'engagement des moyens publics et privés extérieurs au département lorsqu'ils ont été mobilisés par le représentant de l'Etat* ». Concernant les opérations de secours réalisées par les communes, le même article L. 742-11 indique également que « d*ans le cadre de ses compétences, la commune pourvoit aux dépenses relatives aux besoins immédiats des populations* ». De même, il résulte de l'article L. 2321-2 du CGCT que les dépenses de personnel et de matériel relatives au service d'incendie et de secours relèvent des dépenses obligatoires de la commune. Les dépenses de secours sur les domaines skiables sont donc prioritairement à la charge de la commune. Cependant, le législateur a prévu des dérogations à ce principe de gratuité. L'article L. 2331-4 du CGCT offre la possibilité aux communes de percevoir le remboursement de tout ou partie des frais engagés à l'occasion d'opérations de secours consécutives à la pratique de toute activité sportive ou de loisirs. En matière de secours en montagne, selon l'article R. 2321-6 du CGCT, les deux activités pouvant faire l'objet d'un tel remboursement sont le ski alpin et le ski de fond. Il existe donc très peu de situations où le principe de gratuité est écarté. Toutefois, la gratuité des secours s'impose aux seules dépenses prises en charge par les autorités publiques. En conséquence, le législateur, en autorisant le maire à déléguer ses missions de secours à des opérateurs publics ou privés, entérine le fait que le secours en montagne peut être payant. Cette position est d'ailleurs confirmée par la jurisprudence qui permet le remboursement de certains frais engagés par des opérateurs notamment privés dans le cadre d'opérations de secours (Cour de cassation, Civ 1, 24 mai 1989, 87-17.931, publié au bulletin). S'agissant d'une dérogation au principe de gratuité, le cadre de l'article 96 *bis* de la loi de 1985 ne saurait être entendu de manière extensible et

doit être limité à un champ strictement déterminé. La facturation des frais de secours concerne ainsi uniquement les pistes de ski, les sites nordiques, et l'ensemble du domaine skiable, tel que défini par l'article R. 122-4 du code de l'urbanisme, desservi par les remontées mécaniques.

Affichage de drapeaux étrangers sur des balcons privés

3387. – 20 février 2025. – **Mme Christine Herzog** demande à **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** s'il est permis d'exposer des drapeaux étrangers sur les balcons et fenêtres privés, à l'intérieur d'une collectivité territoriale, lors de célébrations liées à des événements étrangers.

Affichage de drapeaux étrangers sur des balcons privés

4492. – 1er mai 2025. – **Mme Christine Herzog** rappelle à **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** les termes de sa question n° 03387 sous le titre « Affichage de drapeaux étrangers sur des balcons privés », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – L'exposition d'un drapeau étranger sur les balcons et fenêtres des particuliers ne fait l'objet d'aucune réglementation particulière. En revanche, le pavoisement de drapeaux étrangers sur la façade d'un bâtiment public fait l'objet de règles spécifiques. Ainsi, celui-ci doit, le cas échéant, respecter les principes de laïcité et de neutralité du service public. En effet, le principe constitutionnel de laïcité « *implique neutralité de l'Etat et des collectivités territoriales de la République et traitement égal des différents cultes* » (CE, 16 mars 2005, *Ministre de l'outre-mer c/ Gouvernement de la Polynésie française*, n° 265560). Ce principe de neutralité s'applique à l'ensemble des services publics ainsi qu'aux édifices publics, sur lesquels il est interdit d'apposer des *« signes symbolisant la revendication d'opinions politiques, religieuses ou philosophiques »* (CE, 27 juillet 2005, *Commune de Sainte-Anne*, n° 259806). L'article 28 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat indique à ce titre qu'« i*l est interdit, à l'avenir, d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics ou en quelque emplacement public que ce soit, à l'exception des édifices servant au culte, des terrains de sépulture dans les cimetières, des monuments funéraires, ainsi que des musées ou expositions.* » De plus, le pavoisement d'un drapeau étranger par une collectivité territoriale peut constituer une prise de position dans une matière relevant de la politique internationale de la France, dont la compétence appartient exclusivement à l'État. La circulaire du 24 mai 2018 relative au cadre juridique de l'action extérieure des collectivités territoriales et de son contrôle (NOR : INTB1809792C) précise que « l*es situations sont donc à étudier au cas par cas, afin d'identifier selon le contexte historique, social, politique, national ou local, si le message véhiculé par la collectivité territoriale au travers du pavoisement illustre la manifestation d'un simple engagement international de solidarité, social ou culturel, ou s'il symbolise de manière suffisamment explicite un engagement politique militant.* » Enfin, le pavoisement d'un drapeau étranger sur un bâtiment public ne doit pas constituer un trouble à l'ordre public.

Inégalités fiscales résultant de l'application de taux uniformes aux bases fiscales hétérogènes des communes au sein des intercommunalités

3505. – 27 février 2025. – **M. Pierre-Alain Roiron** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur les inégalités fiscales résultant de l'application de taux uniformes aux bases fiscales hétérogènes des communes au sein des intercommunalités. Le principe d'équité fiscale, essentiel pour garantir une répartition juste de la charge fiscale entre les contribuables, est aujourd'hui remis en cause par les disparités significatives observées au sein des intercommunalités. Bien que les taux d'imposition appliqués soient identiques pour toutes les communes d'une même communauté de communes, les écarts importants entre leurs bases fiscales entraînent de profondes inégalités. Cette situation pénalise particulièrement les habitants des communes où les bases fiscales sont élevées. C'est notamment le cas de la commune de La Ville-aux-Dames (Indre-et-Loire), qui supporte la charge fiscale la plus lourde de son intercommunalité, alors même que son revenu moyen par habitant est le plus faible. Cette iniquité est d'autant plus marquée que, dans certains cas, les administrés de cette commune paient jusqu'au double de ce que versent les habitants d'autres communes de la même communauté pour des services identiques. Cette rupture d'équité est particulièrement visible pour les taxes perçues à l'échelle intercommunale, notamment la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI), la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) ou encore la cotisation foncière des entreprises (CFE). Par exemple, la TEOM présente des écarts significatifs entre les communes : certaines, comme Puteaux, appliquent un taux très faible (1,7 %), tandis que d'autres, comme Douai, affichent un taux bien plus élevé (18,63 %). Ces disparités nuisent à la cohérence fiscale et

accentuent les inégalités territoriales, mettant en difficulté les collectivités aux bases fiscales élevées mais aux ressources modestes. Chaque année, la communauté de communes fixe un montant attendu pour couvrir ses dépenses de fonctionnement et d'investissement, montant qui est ensuite réparti entre les contribuables via un coefficient proportionnel appliqué aux bases fiscales locales. Cependant, ce mécanisme, bien qu'uniforme, a pour effet de surcharger les contribuables des communes aux bases fiscales élevées, sans prendre en compte leur capacité contributive réelle. Cette situation, déjà exacerbée par la suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales, alourdit davantage la charge sur d'autres impôts locaux. Pour corriger ces déséquilibres et garantir une plus grande justice fiscale, il apparaît nécessaire de moduler les taux d'imposition au sein des intercommunalités en fonction des bases fiscales des communes. Puisque ces bases sont inégales, l'application de taux identiques à toutes les communes d'une même intercommunalité ne fait qu'accroître les inégalités entre contribuables. Une adaptation des taux en fonction des réalités économiques locales permettrait de garantir une répartition plus équitable de la charge fiscale. De plus, une révision des bases locatives cadastrales, souvent obsolètes, pourrait constituer un levier supplémentaire pour mieux ajuster l'imposition aux réalités des territoires. Il lui demande si le Gouvernement envisage de revoir le mode de calcul des différentes taxes intercommunales, en permettant la modulation des taux en fonction des bases fiscales des communes, afin de corriger les inégalités locales et d'assurer une répartition plus juste de la charge fiscale au sein des intercommunalités.

Réponse. – Selon les catégories d'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, le régime fiscal applicable diffère. En effet, les métropoles et communautés d'agglomération relèvent de plein droit du régime fiscal de la fiscalité professionnelle unique (FPU), ainsi que certaines communautés urbaines et communautés de communes. Les autres EPCI relèvent du régime de la fiscalité additionnelle (FA) ou du régime de la fiscalité professionnelle de zone (FPZ). Le régime fiscal des EPCI à FPU est prévu par l'article 1609 *nonies* C du code général des impôts (CGI) et défini au I de l'article 1379-0 *bis* du même code. Ces EPCI votent, en principe, chaque année, les taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS), de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et non bâties (TFPNB) ainsi que la cotisation foncière des entreprises (CFE), dans le respect des règles de lien et de plafonnement prévues par la loi. Pour la THRS et les taxes foncières, les EPCI votent des taux additionnels à ceux votés par leurs communes membres et un taux de CFE applicables sur l'ensemble de leur territoire. Les taxes foncières et la CFE constituent des impôts, dits de rendement, et visent à assurer aux collectivités bénéficiaires les ressources nécessaires à l'exercice de leurs compétences. Cependant, des procédures spécifiques existent pour permettre l'unification progressive des taux sur ces impôts directs locaux à l'échelle de l'EPCI, afin d'éviter des ressauts d'imposition pour certains contribuables dans les cas où des écarts de taux sont importants. Concernant la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI), les EPCI à fiscalité propre votent un produit fiscal global pour cette taxe, prévue à l'article 1530 *bis* du code général des impôts (CGI) et répartie entre les redevables de la THRS, des taxes foncières et de la CFE en fonction des bases communales de chaque impôt concerné. Aux termes de l'article 1636 B *undecies* du CGI, les EPCI ayant institué la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) votent librement le taux de cette taxe. Cependant, les recettes prévisionnelles doivent être proportionnées au montant prévisionnel des dépenses du service de collecte et de traitement des ordures ménagères ainsi qu'au montant des recettes n'ayant pas le caractère fiscal affectées au service considéré. L'institution de la TEOM par un EPCI conduisant à l'application d'un taux unique sur l'ensemble de son territoire, il peut en résulter des augmentations de cotisations pour les redevables de certaines communes qui finançaient jusqu'alors le service au moyen de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) ou de leur budget général. Ainsi, un dispositif d'unification progressive des taux de TEOM permet aux EPCI de voter des taux différents sur leur périmètre, pour une période qui ne peut excéder dix ans, afin de limiter les hausses de cotisations de TEOM liées à l'harmonisation du mode de financement du service d'enlèvement et de traitement des déchets ménagers au sein de leur périmètre. Il est également possible pour un EPCI de définir des zones de perception de la TEOM sur lesquelles il vote des taux différents en vue de proportionner le montant de la taxe à l'importance du service rendu, apprécié en fonction des conditions de réalisation du service et de son coût. Par ailleurs, le Gouvernement partage les enjeux liés à la révision des valeurs locatives des locaux professionnels et des locaux d'habitation, qui répondent à des objectifs d'équité et d'adéquation entre la politique d'imposition mise en oeuvre par les collectivités locales et la réalité de la valeur marchande des locaux. Concernant les locaux professionnels, cette réforme a été reportée au 1er janvier 2026 par l'article 152 de la loi de finances pour 2024. Quant à la première actualisation réalisée en 2022, celle-ci devait être intégrée dans les bases imposables en 2023 mais les commissions locales ont exprimé la nécessité de disposer de plus de temps pour exploiter l'ensemble des données de la mise à jour. Concernant les locaux d'habitation, la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation utilisées pour le calcul des taxes d'habitation, initialement prévue au 1er janvier 2026, a été reportée de deux ans au 1er janvier 2028 par l'article 106 de la loi de finances pour

2023. Ainsi, il n'est pas envisagé de réviser le mode de calcul des impôts et taxes au niveau intercommunal, les règles de fixation des taux ou produits fiscaux locaux permettant d'ores et déjà de prendre en compte les écarts de taux existants au sein d'un même EPCI.

Pour une répartition plus équitable des ressources des collectivités

3836. – 20 mars 2025. – **M. Laurent Burgoa** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur l'iniquité persistante dans l'attribution de la dotation globale de fonctionnement (DGF) mais également de la dotation de solidarité rurale (DSR) et de la dotation forfaitaire. La commune de Caissargues illustre de manière flagrante cette injustice, percevant seulement 61 euros par habitant alors que la moyenne nationale s'élève à 171,80 euros et que la moyenne départementale atteint 201 euros. Cet écart limite drastiquement les capacités financières de la collectivité, entravant ses investissements et la pérennité des services publics locaux. Par ailleurs, le critère actuel d'éligibilité à la DSR, limité aux 10 000 premières communes, exclut des collectivités qui en auraient pourtant un besoin criant. Une extension de cette éligibilité permettrait une péréquation plus juste et un meilleur soutien aux territoires en difficulté. Enfin, la dotation forfaitaire, inchangée depuis plusieurs années, ne prend plus en compte l'évolution des charges et la diminution des ressources des collectivités. Son actualisation est indispensable pour assurer une répartition plus dynamique et adaptée aux réalités locales. Dans ce contexte, il demande au Gouvernement quelles mesures il entend prendre pour réformer en profondeur ces mécanismes de dotation, afin de garantir un financement plus équitable et mieux adapté aux besoins des collectivités locales.

Réponse. – La commune de Caissargues perçoit effectivement une DGF par habitant inférieure à la moyenne des communes de la même strate de population : 64,55 euros par habitant en 2025, contre une moyenne de la strate des communes de 3 500 à 5 000 habitants de 155,19 euros. Le niveau relativement faible de la DGF de Caissargues est lié à son attribution au titre de la dotation forfaitaire, qui s'établit à 34 euros par habitant en 2025 contre une moyenne nationale de 91 euros. Des inégalités de DGF entre communes de même taille et dont les indicateurs de ressources et de charges sont similaires proviennent en effet pour partie de la consolidation de composantes historiques figées dans la dotation forfaitaire - composante majeure de la DGF des communes - à la suite de sa réforme en 2015. Ces composantes historiques comprenaient notamment un complément de garantie, destiné à apporter aux communes un niveau de dotation forfaitaire au moins égal à celui de 2004. Si les modes de calcul ont ainsi été simplifiés autour de l'évolution de la population communale, le complément de garantie appliqué a été intégré en 2015 dans la version actuelle de la dotation forfaitaire, maintenant de fait les écarts historiques de dotations entre communes. Aussi, une réforme de la dotation forfaitaire des communes paraît opportune, pour la répartir en fonction d'indicateurs simples comme la population ou la superficie. Une telle réforme est légitimement susceptible de produire des variations à la hausse ou à la baisse de la dotation forfaitaire de nombreuses communes. De ce fait, il est tout aussi légitime qu'une large concertation soit menée avant d'engager la réforme et que les travaux déjà lancés par le comité des finances locales puissent se poursuivre. Pour autant, le Gouvernement n'est pas resté inactif sur les éventuelles inégalités de DGF. Ainsi, depuis 2017, le poids de la dotation forfaitaire, qui cristallise les inégalités les moins justifiées dans la DGF des communes, a été réduit de 63% à 52%, au profit des dotations de péréquation dont le poids s'est accru dans le même temps de 37% à 48%. Or, les dotations de péréquation sont réparties en fonction d'indicateurs objectifs de ressources et de charges, indépendants des choix de gestion des communes. C'est d'ailleurs l'évolution de ces dotations de péréquation qui a permis à la DGF de la commune de Caissargues de bénéficier d'une hausse de 1,4% de sa DGF en 2025. Son attribution au titre de la dotation de solidarité rurale (DSR) a progressé de 57 481euros en 2020 à 83 754euros en 2025 soit une augmentation de 46 %. La dotation nationale de péréquation (DNP) a quant à elle progressée de 51 % (28 002euros en 2020 contre 42 356euros en 2025). Les hausses de DSR et de DNP sont restées supérieures à la baisse de la dotation forfaitaire de la commune, ce qui s'est traduit par une augmentation de 9% de la DGF totale attribuée à la commune de Caissargues entre 2020 et 2025.

Mise en place de registres locaux de population

3903. – 27 mars 2025. – **M. Fabien Genet** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** au sujet de mise en place de « registres locaux de population » permettant une actualisation permanente de la composition de la population française. Via l'Institut national des statistiques et des études économiques (INSEE), la France dispose d'un registre national dans lequel chaque citoyen se voit attribuer un « numéro d'inscription au répertoire des personnes physiques », plus communément appelé « numéro de sécurité sociale ». Comme un certain nombre de pays limitrophes depuis la période napoléonienne, les Pays-Bas bénéficient par exemple d'un

système de registration locale, départementale et nationale mis en place en 1811. La Belgique dispose d'un registre de la population pour chaque commune dont les informations sont ensuite remontées et centralisées dans un registre national. Ce type de mécanisme n'existe pas dans notre pays. De fait, les élus observent parfois un décalage entre la réalité du terrain et les chiffres de l'INSEE, certaines études s'appuyant sur des données de recensement qui ne sont parfois plus d'actualité, ce qui peut conduire à des remises en question de leur fiabilité et donc à leur contestation. La mise en place d'un tel registre pourrait notamment permettre d'améliorer la préparation des services publics en cas d'épidémie ou bien encore permettre aux collectivités territoriales de bénéficier de données démographiques plus précises permettant un développement plus ciblé de leurs territoires, notamment au niveau économique. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer si la mise en place de tels registres était envisagée en France et si ses services ont pu mener des études concernant l'efficacité des registres de nos voisins européens et lesquels pourraient constituer des modèles pertinents pour notre pays. **– Question transmise à M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation .**

Réponse. – L'Insee assure la gestion du Répertoire National d'Identification des Personnes Physiques (RNIPP), qui attribue à chaque personne un identifiant, le numéro d'identification au répertoire (NIR), également appelé numéro de Sécurité Sociale. La finalité de ce répertoire est administrative et vise en premier lieu la certification de l'état civil d'une personne et de son statut vital, en vue de l'exercice de ses droits : de citoyen, d'électeur, ou encore de ses droits sociaux. Ce répertoire, qui contient volontairement un nombre réduit d'informations afin d'en garantir la qualité, ne peut s'apparenter à un registre de domiciliation : un changement d'adresse n'occasionne en effet aucune mise à jour du RNIPP. Concernant la question de la déclaration domiciliaire et du registre de population afférant, remplir les conditions de faisabilité d'un tel outil sur le champ de l'ensemble de la population vivant en France s'avérerait extrêmement compliqué. Cela impliquerait une centralisation de la base de données, la mise en oeuvre de règles de gestion strictes et une charge de travail très conséquente pour les autorités locales en charge de ces registres. Par ailleurs, dans les pays où les registres sont de bonne qualité et fiables, l'inscription au registre est légalement indispensable pour les démarches de la vie quotidienne (ouverture d'un compte bancaire, inscription à l'école…), ce qui ne serait pas le cas en France. Sur le fond, il convient de rappeler que la mise en place d'une obligation de déclaration administrative de domiciliation en mairie serait la première étape de constitution d'un registre de population. Outre les contraintes et charges nouvelles pour les communes, la création d'une obligation de déclaration se traduisant par la constitution d'un traitement de données à caractère personnel, poserait nécessairement la question du respect des exigences relatives à la protection de ces données. Dès lors, pour disposer d'informations actualisées sur la population en vue de conduire des politiques publiques adaptées, le recensement de la population apparaît comme le dispositif devant être privilégié. Il fournit en effet tous les ans des données, à l'échelle communale et infra-communale, relatives à la population, à ses caractéristiques démographiques ainsi qu'au parc de logements. Bien qu'un décalage temporel de 3 ans existe entre le millésime de référence des informations issues du recensement et leur date de mise à disposition, il convient de rappeler que ce décalage sera réduit d'un an à compter de fin 2026.

Composition des commissions départementales d'élus et rôle du préfet dans l'examen des subventions de la dotation d'équipements des territoires ruraux

3936. – 27 mars 2025. – **Mme Sylvie Goy-Chavent** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur le fonctionnement global de la dotation d'équipements des territoires ruraux (DETR), dispositif essentiel au financement des projets des collectivités locales en milieu rural. Créée pour soutenir l'investissement public local, la DETR permet aux communes et à leurs groupements de bénéficier d'un soutien financier pour la réalisation d'équipements structurants. Ce mécanisme joue un rôle clé dans l'aménagement et le développement des territoires, en favorisant la modernisation des infrastructures locales et en renforçant l'attractivité des zones rurales. Toutefois, plusieurs points suscitent des interrogations quant à la transparence et à l'équité de l'attribution des subventions. D'une part, le préfet dispose d'un pouvoir discrétionnaire pour attribuer les subventions inférieures à 100 000 euros, ce qui peut soulever des questions quant à la transparence et à l'équité de la répartition des aides. Bien que cette prérogative vise à garantir l'efficacité de l'action de l'État, il serait pertinent que l'ensemble des parlementaires du département ait accès à un fichier consolidé regroupant toutes les demandes en cours, ainsi que celles refusées ou acceptées. Une telle mesure favoriserait une plus grande équité dans le traitement des demandes, en particulier pour les petites communes qui ne bénéficient pas toujours du soutien d'un parlementaire commissionnaire, et contribuerait à réduire l'asymétrie d'information, au profit notamment des sénateurs qui ne siègent pas en commission. D'autre part, la composition de la commission départementale d'élus, qui émet un avis sur les projets dépassant le seuil de 100 000 euros, apparaît déséquilibrée. L'article L. 2334-37,

paragraphe 1, point 3° du code général des collectivités territoriales prévoit que le Sénat et l'Assemblée nationale désignent chacun deux parlementaires pour y siéger lorsque le département compte au moins cinq parlementaires. Cette disposition crée une disparité, défavorisant certains sénateurs qui n'y sont pas nommés. Cette situation accentue l'asymétrie d'informations et peut potentiellement conduire à une exploitation électoraliste des demandes de subventions. Ainsi, elle lui demande si le Gouvernement envisage une réforme des modalités d'attribution de la DETR afin d'assurer une répartition plus transparente et équitable des subventions et une meilleure représentativité des différents acteurs territoriaux au sein de la commission départementale. – **Question transmise à M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation .**

Réponse. – La commission départementale d'élus chargée de statuer sur les priorités d'affectation de la DETR est constituée à majorité d'élus locaux qui fixent les catégories d'opérations prioritaires éligibles en fonction de leurs besoins. La DETR est attribuée dans une grande transparence vis-à-vis des acteurs locaux, qui peuvent rendre un avis sur les projets supérieurs à 100 000 euros. Cela n'en reste pas moins une subvention de l'Etat, qui doit rester décisionnaire sur l'attribution de ses crédits. Permettre à tous les parlementaires d'être membres de la commission serait matériellement impraticable dans certains départements et reviendrait à bouleverser les équilibres internes de la commission, au détriment des représentants des maires et EPCI. Consulter la commission sur tous les projets revient à suspendre 21 435 projets de moins de 100 000 euros, donc présentant un enjeu financier moindre, à un avis de la commission, procédure qui aura en outre l'inconvénient de rallonger de plusieurs mois la décision d'attribution alors même que le Gouvernement souhaite renforcer la simplification de l'action publique. De la même manière que ce n'est pas l'Etat qui décide des subventions accordées par les collectivités, il n'y a pas lieu que les collectivités décident des subventions accordées par l'Etat, et il est donc parfaitement légitime que le préfet soit décisionnaire des subventions attribuées au moyen de la DETR. Pour autant, le rôle de la commission départementale d'élus et les informations qui lui sont communiquées par le préfet ont été renforcés ces dernières années. Le préfet publie, en open data, la liste de l'ensemble des projets retenus. Cette liste permet d'ores et déjà aux membres de la commission d'analyser finement les décisions du préfet. La commission DETR est en outre obligatoirement saisie pour avis sur les projets les plus significatifs, dès lors que la demande de subvention porte sur un montant supérieur à 100 000 euros (article L2334-37 CGCT). Par ailleurs, la loi de finances pour 2024 a introduit l'obligation pour le préfet de fournir à la commission DETR la liste des projets déclarés complets et recevables avec leurs montants, même ceux non retenus. Enfin, les collectivités qui portent des projets non retenus peuvent se rapprocher des préfectures pour connaître les motifs d'une décision de non-attribution.

Publication des actes et affichage par borne interactive tactile

4201. – 10 avril 2025. – **Mme Christine Herzog** interroge **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur les modalités de publication des actes des collectivités territoriales. L'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales dispose que les actes pris par les autorités communales sont exécutoires de plein droit dès qu'ils ont été portés à la connaissance des intéressés. Les actes réglementaires, ainsi que les décisions ne présentant ni un caractère réglementaire ni un caractère individuel, font l'objet d'une publication sous forme électronique. Toutefois, les communes de moins de 3 500 habitants peuvent déroger à ces dispositions en décidant que ces actes et décisions seront rendus publics soit par affichage, soit par publication sur papier, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État. Si ce décret, codifié à l'article R. 2131-1, précise les conditions de mise à disposition du public sur le site internet de la commune et celles relatives à la publication sur support papier, il ne détaille pas les modalités précises de l'affichage. Or, certaines communes sont démarchées par des entreprises commerciales leur proposant de remplacer l'affichage traditionnel par des bornes interactives tactiles. Elle lui demande si ces équipements peuvent être considérés comme satisfaisant aux obligations d'affichage des communes de moins de 3 500 habitants ayant opté pour ce mode de publication

Réponse. – Depuis le 1er juillet 2022, la publication dématérialisée est le mode de publicité de droit commun des actes réglementaires et des actes non réglementaires et non individuels pris par les autorités locales. Cette publication sous forme électronique s'effectue dans les conditions prévues par l'article R. 2131-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), qui précise notamment « *[...] que les actes publiés sous forme électronique sont mis à la disposition du public sur le site internet de la commune [...]* ». Les articles L. 2131-1, L. 5211-4 et L. 5711-1 du CGCT laissent néanmoins aux communes de moins de 3 500 habitants, aux syndicats de communes et aux syndicats mixtes fermés la possibilité de recourir à l'affichage ou à la publication papier, comme alternative à la publication dématérialisée. Aucun formalisme particulier n'est imposé en la matière aux collectivités territoriales et aux groupements qui souhaiteraient recourir à l'une ou l'autre de ces alternatives. Pour autant, le seul affichage sur

une borne interactive tactile pourrait être regardé, sous réserve de l'appréciation souveraine des juges, comme ne remplissant pas les conditions fixées par l'article L. 2131-1 du CGCT. En outre, et en tout état de cause, il conviendrait d'être en mesure de démontrer, pour les collectivités qui le choisiraient, que celui-ci est suffisamment accessible et que les administrés sont bien en mesure de le consulter. Cela ne s'oppose pas à ce que les actes des collectivités soient mis à disposition par le biais d'une borne interactive, cette publicité n'intervenant alors qu'à titre facultatif et complémentaire, et étant sans effet sur le caractère exécutoire des actes. Ce type d'affichage ne saurait en tout état de cause être considéré comme une modalité de publication dématérialisée des actes des collectivités, au sens de l'article R. 2131-1 précité du CGCT. Une foire aux questions relative à la « r*éforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements* », établie par la direction générale des collectivités locales, est en ligne sur le portail des collectivités afin d'apporter les précisions utiles aux collectivités, aux parlementaires et à tout citoyen en matière de publicité des actes.

Contrôle de légalité des délibérations du conseil municipal

4239. – 17 avril 2025. – **Mme Christine Herzog** interroge **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur les modalités de mise en oeuvre du contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales. L'article L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales dispose que pour lui permettre d'effectuer les contrôles qui lui incombent, le représentant de l'État dans le département, ou son délégué dans l'arrondissement, est rendu destinataire des délibérations du conseil municipal ou des décisions prises par délégation du conseil municipal en application de l'article L. 2122-22 à l'exception, d'une part, de celles relatives aux tarifs des droits de voirie et de stationnement, au classement, au déclassement, à l'établissement des plans d'alignement et de nivellement, à l'ouverture, au redressement et à l'élargissement des voies communales ; et, d'autre part, de celles relatives aux taux de promotion pour l'avancement de grade des fonctionnaires, à l'affiliation ou à la désaffiliation aux centres de gestion ainsi qu'aux conventions portant sur les missions supplémentaires à caractère facultatif confiées aux centres de gestion. L'ordre du jour des réunions du conseil municipal commence en général par la nomination du secrétaire de séance (article L. 2121-15), l'arrêt du procès-verbal de la séance précédente (art. L. 2121-15) et le compte-rendu des décisions prises par le maire en application de la délégation qu'il a reçue du conseil municipal (art. L. 2122-23). Elle lui demande si ces trois sujets, traités par le conseil municipal, doivent chacun faire l'objet d'un extrait du registre des délibérations transmis au représentant de l'État dans le département, ou à son délégué dans l'arrondissement, pour contrôle de légalité.

Réponse. – Aux termes de l'article L. 2121-29 du CGCT « *Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune.* ». On entend par délibération toute manifestation d'une volonté du conseil municipal. Or, l'article L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) précise effectivement que les *« délibérations du conseil municipal ou les décisions prises par délégation du conseil municipal en application de l'article L. 2122-22* » sont transmissibles au représentant de l'État au titre du contrôle de légalité, à l'exception des délibérations relatives aux tarifs des droits de voirie et de stationnement, au classement, au déclassement, à l'établissement des plans d'alignement et de nivellement, à l'ouverture, au redressement et à l'élargissement des voies communales ; et, d'autre part, de celles relatives aux taux de promotion pour l'avancement de grade des fonctionnaires, à l'affiliation ou à la désaffiliation aux centres de gestion ainsi qu'aux conventions portant sur les missions supplémentaires à caractère facultatif confiées aux centres de gestion. Aussi, les délibérations relatives à la nomination du secrétaire de séance et à l'arrêt du procès-verbal de la séance précédente doivent bien être transmises au titre du contrôle de légalité. Le compte-rendu des décisions prises par le maire en application de la délégation qu'il a reçue du conseil municipal, qui n'implique en revanche aucune expression de volonté de la part du conseil municipal, ne saurait quant à lui y être soumis. Enfin, l'article L. 2121-23 du CGCT impose d'inscrire les délibérations sans distinction, par ordre de date sur un registre tenu dans les conditions fixées par l'article R. 2121-9 du même code.

Conservation des actes temporaires dans les registres municipaux

4240. – 17 avril 2025. – **Mme Christine Herzog** interroge **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur les modalités de tenue des registres de la commune. En application de l'article R. 2122-7 du code général des collectivités territoriales, les arrêtés sont inscrits sur un registre propre aux actes du maire. Toutefois, nombreux sont les arrêtés qui n'ont qu'un effet temporaire, comme ceux relatifs à la circulation ou au stationnement pendant des travaux, déménagements ou manifestations ponctuelles. Dans l'objectif de ne pas

surcharger les registres municipaux, dont la reliure engendre des dépenses non négligeables, elle lui demande s'il est possible que les arrêtés temporaires ne soient pas insérés dans le registre des arrêtés et soient détruits à l'issue d'un délai de quelques semaines ou mois.

Réponse. – Le registre a pour objet la conservation et l'authentification des actes de la commune. Aux termes de l'article L. 2122-29 du code général des collectivités territoriales (CGCT) : « *Les arrêtés du maire ainsi que les actes de publication et de notification sont inscrits par ordre de date sur un registre tenu dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat.* » L'article R. 2122-7 du CGCT prévoit que les arrêtés du maire ainsi que les actes de publication et de notification sont inscrits par ordre chronologique, soit sur le registre de la mairie, soit sur un registre propre aux actes du maire. Cette obligation d'inscription au registre s'impose à tous les arrêtés, qu'ils aient un caractère permanent ou temporaire. S'agissant plus particulièrement de l'archivage des arrêtés municipaux temporaires, l'instruction DAF/DPACI/RES/2009/018 du 28 août 2009 relative au tri et à la conservation des archives produites par les services communs à l'ensemble des collectivités territoriales (communes, départements, régions) et structures intercommunales prévoit la possibilité pour les communes de tenir, de manière distincte, un registre des arrêtés à caractère temporaire. Cette même instruction ainsi que les préconisations DGP/SIAF/2014/006 du 22 septembre 2014 relatives au tri et à la conservation des archives produites par les communes et structures intercommunales dans leurs domaines d'activité spécifiques précisent les délais à l'issue desquels les actes des communes peuvent être éliminés, selon leur typologie. Il ressort de ces différents éléments que les arrêtés à caractère temporaire, par exception, ne font pas obligatoirement l'objet d'une conservation définitive. Ils doivent être conservés au minimum cinq ans. Toutefois, dans le cas où tous les arrêtés, définitifs et temporaires, ont été reliés ensemble dans un registre unique, la conservation des arrêtés temporaires s'impose selon la même durée que les arrêtés définitifs. Cette élimination doit respecter la procédure décrite selon laquelle « *La liste des documents arrivés au terme de leur durée d'utilité administrative (DUA) et voués alors à la destruction est reprise dans un bordereau d'élimination qui doit être visé par le directeur des archives départementales territorialement compétent préalablement à toute destruction* ». En d'autres termes, les arrêtés municipaux temporaires relatifs à la circulation ou au stationnement pendant des travaux, déménagements ou manifestations ponctuelles de maintien de l'ordre, sûreté, sécurité publique, accessibilité, lorsqu'ils n'ont pas été reliés dans le registre des arrêtés définitifs, peuvent être éliminés au bout de cinq ans, après visa des archives départementales territorialement compétentes. Ces règles et ces délais sont justifiés par les conséquences juridiques que ces arrêtés peuvent créer, et qui peuvent apparaître parfois longtemps après la date d'échéance qu'ils avaient fixée.

Effets du mode de calcul du dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales sur les petites communes.

4293. – 17 avril 2025. – **M. Jean-Claude Tissot** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur les difficultés rencontrées par certaines communes dans le cadre du dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO). Instauré par l'article 186 de la loi nº 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, et direct prolongement du « Fonds de réserve » initialement proposé dans le projet de loi de finances pour 2025, ce dispositif prévoit de prélever un milliard d'euros sur les recettes fiscales d'un certain nombre de collectivités. Cette ponction constitue une épargne pour le budget de l'État dans un objectif de participation des collectivités au redressement des comptes publics. Ces dernières se verront reverser 90% de cette contribution sur une période de trois ans. Alors qu'aucune collectivité n'est exonérée du dispositif du fait de sa taille, pas même les plus petites comme le Fonds de réserve le prévoyait, son mode de calcul - calculé à la fois sur le potentiel financier et le revenu par habitant - n'apparaît pas être optimal. En effet, dans mon département, certaines communes doivent contribuer sur la base d'un revenu par habitant élevé, qui résulte de revenus exceptionnels tels que des droits de succession. Par définition, ces revenus sont ponctuels. De ce fait, la contribution financière imposée semble disproportionnée au regard de leurs capacités financières habituelles. Déjà confrontées à des ressources fiscales insuffisantes pour assurer leur fonctionnement quotidien, ces collectivités se trouvent dès lors dans une situation délicate, étant obligées de financer un dispositif qui ne prend pas en compte la spécificité de leurs ressources. Aussi, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour mieux adapter le mode de calcul du DILICO et notamment pour les communes à faible population, afin de leur éviter une pression financière trop importante.

Réponse. – L'article 186 de la loi de finances pour 2025 instaure un dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités (DILICO) qui concerne : -Le bloc communal pour un montant total de 500 Meuros, répartis entre les communes à hauteur de 250 Meuros et les établissements publics de coopération

intercommunale à hauteur de 250Meuros. Cela concerne 1 924 communes et 141 EPCI à fiscalité propre pour lesquels un indice synthétique, calculé à 75% en fonction du potentiel financier par habitant et à 25% en fonction du revenu par habitant, est supérieur à 110% de la moyenne nationale. -Les départements pour un montant total de 220 Meuros. 50 départements dont l'indice de fragilité sociale est inférieur à l'indice médian sont concernés. -Les régions pour un montant total de 280 Meuros et dont le calcul de la contribution interviendra au cours du second semestre 2025. Pour rappel, la proposition initiale du Gouvernement consistait à faire porter l'effort sur les collectivités dont les budgets de fonctionnement dépassent 40 Meuros. Lors des discussions budgétaires, le Sénat a toutefois souhaité le répartir sur les collectivités dont l'indice synthétique du potentiel financier par habitant et du revenu par habitant dépasse 110% de la moyenne nationale. Aucun prélèvement ne dépasse 2% des recettes réelles de fonctionnement (RRF) de chaque collectivité contributrice. Les sommes prélevées seront intégralement restituées aux collectivités par tiers sur trois ans, de 2026 à 2028 : - à hauteur de 90% de chacun des tiers, elles seront reversées aux collectivités prélevées, au prorata du montant prélevé sur chacune d'entre elles ; - à hauteur de 10% de chacun des tiers, elles augmenteront les montants reversés aux collectivités bénéficiaires des fonds de péréquation nationaux : fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (FNP DMTO), fonds de solidarité régional (FSR). Ce dispositif longuement discuté étant entré en vigueur pour l'exercice 2025, il n'est pas envisagé par le Gouvernement de le modifier en cours d'année.

Dégradation du réseau routier français

4442. – 1er mai 2025. – **Mme Frédérique Espagnac** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur la lente et inexorable dégradation du réseau routier français. Ce dernier, un des plus longs et plus denses d'Europe est massivement géré par les collectivités. En effet, ces dernières gèrent 717 000 km de routes, soit 65,5 % du réseau routier français, et plus de 120 000 ponts, dont 30 % nécessitent des travaux. Malheureusement, les communes et leurs intercommunalités n'ont plus les moyens d'entretenir ces kilomètres de routes dont elles ont la charge, alors que leur coût d'entretien augmente, notamment du fait du dérèglement climatique. Pour ces dernières qui mettent un point d'honneur à maintenir, du mieux possible, leur réseau en état, en solo ou en groupement, les défis à relever sont donc nombreux. En dépit des dotations de l'État, de nombreuses communes connaissent des difficultés financières pour assurer leurs obligations en la matière. Les restrictions budgétaires auxquelles elles font face sont incompatibles avec de nouveaux projets, elles se cantonnent donc à des dépenses d'entretien préventif. Selon un rapport de 2023 de l'observatoire national de la route, 18,8 % du réseau national non concédé serait en mauvais état, tout comme près de 10 % des routes départementales. Or, avec plus d'un million de kilomètres de voirie, d'une valeur patrimoniale évaluée à plus de 2 000 milliards d'euros le réseau routier français reste le support privilégié des déplacements des Français. Déplorant cette situation, elle lui demande donc ce qu'il entend mettre en oeuvre pour permettre aux collectivités de préserver et de rénover le patrimoine routier français, garant de la sécurité des usagers.

Réponse. – La voirie est une des compétences exercées par le bloc communal et par les départements. L'objectif poursuivi par le Gouvernement est que les collectivités disposent des moyens d'exercer leurs compétences, dont la voirie, tout en maîtrisant la trajectoire des finances publiques. C'est dans cet esprit que la dotation globale de fonctionnement a connu trois augmentations successives entre 2023 et 2025 (+790 Meuros au total) pour s'établir à plus de 27 Mdseuros et que les dotations de soutien à l'investissement (intégrant le fonds vert) ont été maintenues à un niveau de 3 Mdseuros. Les travaux de voirie sont, selon les cas, des dépenses de fonctionnement ou des dépenses d'investissement. Les dotations d'investissement viennent en soutien de ces dépenses d'investissement. Ainsi, en 2023, près de 53 millions d'euros ont été attribués par les préfets aux communes et à leurs établissements compétents pour soutenir des projets de création, d'aménagement ou de mise aux normes de leurs voiries, dont 40 millions d'euros pour les seules communes. Les communes rurales, c'est-à-dire celles que l'INSEE qualifie de « bourgs ruraux », de « communes à habitat dispersé » ou de « communes à habitat très dispersé », ont bénéficié des trois quarts de ce montant avec 30 millions d'euros de subventions pour leurs travaux de voirie. Enfin, les travaux de voirie peuvent également être financés par le produit des amendes de police, au titre notamment des aménagements de voirie pour les transports en commun ou des travaux commandés par les exigences de la sécurité routière pour la circulation routière générale. En 2024, près de 500 Meuros ont été attribués à ce titre aux collectivités territoriales, dont 107 Meuros doivent être répartis par les conseils départementaux aux communes de moins de 10 000 habitants pour financer les travaux de sécurité routière auxquels elles ont à faire face.

COMMERCE, ARTISANAT, PME, ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Niveau de dépenses nécessaires des programmes budgétaires relevant du secrétariat d'Etat chargé de la consommation

1446. – 10 octobre 2024. – **M. Sebastien Pla** appelle l'attention de **Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargée de la consommation** sur l'importance qu'il y a à ce que l'État assure pleinement ses missions forgées par l'histoire de la République pour les habitantes et les habitants de notre pays et leur liberté. Le marché ne peut pas remplir toutes ces missions, en particulier, il ne peut pas porter le sens de l'égalité et de la fraternité, ou de la justice. Alors que l'embarras que représente la situation des finances publiques est mis en avant, il lui rappelle que la cohésion sociale, la solidarité, la solidité de nos systèmes de protection sociale, le sens du respect d'autrui, qui est essentiel à l'intégration de toutes et tous dans une société démocratique, l'assurance de perspectives prometteuses offertes aux générations à venir, la souveraineté dans les domaines stratégiques et dans les secteurs structurants de notre société et de notre économie, parmi lesquels l'environnement occupe une place primordiale, la capacité des collectivités territoriales à faire vivre la décentralisation sur tous les territoires, urbains, ruraux, périurbains, périphériques ou ultramarins, doivent être encore développés et soutenus par les lois budgétaires votées par le Parlement. Les promesses de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen du 26 août 1789, comme celles du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, celles de la charte de l'environnement et les exigences de nombreux articles de la Constitution, relèvent de chaque ministère. Leur accomplissement demande des moyens. La redistribution a été pensée et mise en oeuvre pour apporter ces moyens, notamment par l'imposition des plus favorisés en faveur des besoins de tous. Encore faut-il connaître les besoins qui donnent corps à l'intérêt général et à l'intérêt de chacune et chacun. À cet égard, et mis à part les montants présentés lors des conférences budgétaires, il lui demande quel est, au regard des analyses faites par ses services, de celles des syndicats, des associations et des acteurs intervenant dans son secteur, des travaux de recherche, de réflexion et d'analyse, en particulier universitaires, dont elle a connaissance, le niveau réel de dépenses annuelles nécessaires pour assurer l'efficacité légitimement attendue des programmes budgétaires relevant de son ministère. **– Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire.**

Réponse. – Le rétablissement de nos finances publiques est un enjeu de souveraineté et de crédibilité, vis-à-vis des Français, de nos partenaires européens comme des investisseurs. La nécessaire consolidation de nos comptes publics passera par une réinterrogation profonde de notre niveau de dépenses publiques, qui atteint 57 % du produit intérieur brut (PIB), supérieur de 8 points par rapport à la moyenne européenne. Il convient aussi et surtout d'interroger l'allocation de ces dépenses et l'organisation administrative dans l'exercice des missions. Ce travail est nécessaire pour retrouver, aujourd'hui comme à l'avenir, des marges de manoeuvre suffisantes afin de financer les missions prioritaires et assurer des investissements stratégiques, par exemple dans la défense ou la transition écologique. C'est le sens de la démarche de refondation de l'action publique engagée par le Premier ministre. Cet effort s'est traduit cette année par le vote d'une loi de finances et d'une loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 ambitieuses, qui sécuriseront la diminution du déficit public à un niveau de 5,4 % du PIB en 2025 puis en dessous de 3 % du PIB en 2029. L'État montre l'exemple avec une baisse historique des dépenses, la plus forte depuis 25 ans pour les ministères et les opérateurs. Cet effort sera poursuivi avec un pilotage fin de l'exécution qui sera assuré tout au long de l'année par l'ensemble des administrations publiques.

Sécurité des jouets pour enfants acquis en ligne

2292. – 7 novembre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargée de la consommation** sur les risques que peuvent représenter les jouets pour enfants acquis en ligne. Au cours des derniers mois, plusieurs acteurs européens de l'industrie du jouet ont fait l'expérience d'acquérir des jouets via le site de vente en ligne TEMU. Ils ont constaté que presque tous les jouets (95 %) acquis sur ce site ne respectent pas les normes européennes de sécurité EN 71-1 et EN 71-3. Certains jouets ou accessoires à destination de bébés présenteraient, par exemple, des bords tranchants ou contiendraient des petites pièces susceptibles de provoquer des étouffements ou, encore, auraient des protubérances rigides pouvant entraîner des blocages des voies respiratoires. Les représentants du secteur indiquent que si le Digital Services Act a renforcé les obligations qui incombent aux vendeurs établis dans l'Union européenne, le contrôle des acteurs extra-communautaire demeure lacunaire. Par ailleurs, il souligne que la Commission européenne a ouvert, le 31 octobre 2024, une enquête concernant d'éventuelles violations des

normes européennes par le site TEMU. Le sénateur souhaite donc connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement, dans le respect du principe de subsidiarité, afin de prévenir efficacement la vente en ligne de jouets dangereux pour les enfants. **– Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire.**

Sécurité des jouets pour enfants acquis en ligne

2847. – 16 janvier 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** les termes de sa question n° 02292 sous le titre « Sécurité des jouets pour enfants acquis en ligne », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour. **– Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire.**

Réponse. – La direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) est plus que jamais mobilisée pour veiller à la sécurité et la conformité des produits vendus sur les places de marché en ligne, en particulier ceux destinés aux enfants (peluches, déguisements, pâte à modeler, jouets contenant des piles, *etc*.). Elle organise ainsi chaque année depuis 2018 des campagnes de prélèvements reposant sur la procédure de l'« achat mystère » (permettant aux enquêteurs de se placer dans la situation d'achat d'un consommateur) de produits proposés sur les places de marché électroniques les plus populaires : Amazon, EBay, Wish, Temu… Ces enquêtes annuelles permettent d'éprouver, d'une part, la réactivité des plateformes, qui se positionnent souvent comme de simples intermédiaires mais qui doivent malgré tout supprimer ou rendre inaccessibles promptement les annonces de produits illicites dès qu'elles sont informées de l'existence d'une anomalie, et, d'autre part, leur niveau de coopération pour la gestion des campagnes de rappel des produits dangereux. Lorsque nécessaire, les services de la DGCCRF établissent des fiches d'indice de danger pour que les produits identifiés comme dangereux puissent immédiatement être traités comme des alertes. S'agissant de produits proposés par des vendeurs non identifiés et vraisemblablement situés en dehors de l'Europe, la DGCCRF cherche systématiquement à contacter les opérateurs économiques en cause pour obtenir un prompt retrait des annonces de ces produits, selon la procédure dite de « *notice & takedown* » (procédure prévue pour ce type d'opérateur de plateforme lorsqu'il est établi qu'il héberge un contenu illicite). En cas d'absence de réaction d'une place de marché face à des produits dont la dangerosité et la non-conformité constituent des manquements à la législation, une injonction de retrait des annonces illicites est alors formalisée. Elle se double si nécessaire d'une procédure d'injonction numérique [1], qui permet de solliciter les fournisseurs d'accès Internet afin de rendre inaccessible aux internautes situés en France les pages web des sites incriminés. Par ailleurs, conformément au DSA [2], chaque fournisseur de service intermédiaire (dont les fournisseurs de places de marché) n'ayant pas d'établissement au sein de l'Union européenne mais y proposant des services, est tenu de désigner un représentant, responsable légal en cas de non-conformité au DSA. Enfin, TEMU ayant été désignée « très grande plateforme » par la Commission européenne, elle est soumise à des obligations encore plus strictes, notamment d'atténuation des risques systémiques découlant de l'utilisation de sa plateforme. En parallèle, afin d'assurer l'information des consommateurs susceptibles d'avoir acheté des produits dangereux, la DGCCRF publie régulièrement des communiqués de presse mettant en garde les consommateurs français à l'égard de produits clairement identifiés comme dangereux et/ou d'opérateurs dont le comportement enfreint la réglementation en vigueur (annonces illicites, absence de réponse aux sollicitations des autorités françaises demandant des mesures correctives, *etc*.). Plus largement, la DGCCRF appelle régulièrement les consommateurs à demeurer vigilants dans le choix des produits qu'ils achètent sur Internet et particulièrement sur les places de marché électroniques, en les invitant à consulter sur son site ses conseils pour les achats en ligne ainsi que la liste des produits d'ores et déjà rappelés. Pour améliorer la surveillance des offres sur Internet, les consommateurs peuvent également déposer sur la plateforme SignalConso un signalement de toute anomalie qu'ils auraient constatée. Enfin, des négociations sont actuellement en cours au niveau européen portant sur un projet de règlement sur la sécurité des jouets abrogeant une précédente directive datant de 2009. Dans ce cadre, les autorités françaises sont pleinement mobilisées afin que ce nouveau réglement garantisse une meilleure protection des enfants. [1] Telle que prévue à l'article L.521-3-1 du Code de la consommation [2] Règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques

Craintes des très petites entreprises face à la conjoncture économique

3100. – 6 février 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur les craintes des très petites entreprises (TPE) face à la conjoncture économique actuelle. Selon le 78e baromètre de conjoncture des TPE, seulement 17 % des patrons feraient confiance aux mesures économiques annoncées ou mises en place par le Gouvernement. 85 % des dirigeants seraient pessimistes quant au climat général des affaires, un niveau inégalé depuis 10 ans. Les secteurs les plus marqués seraient l'industrie, la santé, l'action sociale, le bâtiment et les travaux publics et les services aux entreprises. Enfin, 56% des chefs de petites entreprises se déclareraient inquiets concernant l'évolution de leur propre activité. Par conséquent, seulement 16 % des TPE envisageraient de recruter du personnel en 2025. Il souhaite donc connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin de remédier à cette situation pour les très petites entreprises dès 2025. **– Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire.**

Craintes des très petites entreprises face à la conjoncture économique

4390. – 24 avril 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire** les termes de sa question nº 03100 sous le titre « Craintes des très petites entreprises face à la conjoncture économique », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Le Gouvernement est très attentif à la situation des entreprises, et en particulier des petites entreprises. Dans l'ensemble de l'économie, le climat des affaires s'améliore au premier trimestre 2025, ce qui constitue un signal positif sur les perspectives générales d'activité (source : INSEE). L'adoption du budget pour l'année 2025 devrait stabiliser cette tendance en apportant de la visibilité aux entreprises, et ainsi relancer les projets d'investissement et de recrutement. Dans un contexte budgétaire exigeant, le Gouvernement, en concertation avec les parlementaires, a soutenu le maintien de plusieurs crédits d'impôt essentiels pour l'innovation, le développement et la compétitivité des TPE et PME. La loi de finances pour 2025 a ainsi prorogé le crédit d'impôt innovation (CII) jusqu'au 31 décembre 2027, avec un abaissement du taux réduit de 30 % à 20 % en métropole. Ce dispositif, qui est une extension du crédit d'impôt recherche (CIR), s'adresse aux PME souhaitant développer de nouveaux produits, avec un plafond de 400 000 euros de dépenses par an. Des mesures de soutien aux TPE, mises en oeuvre précédemment, sont toujours actives en 2025. La loi de finances a prolongé jusqu'en 2026 le crédit d'impôt en faveur des métiers d'arts (CIMA), lequel bénéficie aux entreprises artisanales. Ce dispositif soutient non seulement les savoir-faire traditionnels mais encourage aussi l'innovation et la création artisanale dans ces secteurs. Enfin, dans le cadre du projet de loi de simplification de la vie économique, le Gouvernement propose des mesures concrètes qui sont actuellement débattues au Parlement. Parmi ces mesures en faveur des TPE, notamment dans le commerce de proximité, il est proposé de mensualiser les loyers commerciaux et limiter les dépôts de garantie exigés par les bailleurs à trois mois. D'autres propositions portent sur les droits des TPE en matière bancaire et en matière d'assurance. Le Gouvernement restera particulièrement attentif à la situation des TPE, à leur développement et leur santé financière.

Conséquences de la multiplication des drives-relais itinérants sur l'avenir du commerce indépendant de proximité dans les communes de Haute-Savoie

3310. – 13 février 2025. – **Mme Sylviane Noël** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire** sur les conséquences de la multiplication des drives-relais itinérants sur l'avenir du commerce indépendant de proximité dans les communes de Haute-Savoie. Le département de la Haute-Savoie de par sa situation géographique au carrefour entre la Suisse et l'Italie et de sa forte attractivité touristique accorde une importance cruciale au maintien du commerce indépendant de proximité. Ce secteur d'activité joue un rôle majeur dans l'attractivité et la vitalité des territoires. Il constitue un moteur économique local qui prend toute sa part dans le développement de l'emploi, l'amélioration du dynamisme des communes et participe activement à la cohésion sociale en maintenant un tissu commercial accessible et diversifié. Ce modèle historique est aujourd'hui fragilisé par l'émergence d'une nouvelle forme de distribution qui semble s'affranchir de tout cadre légal et administratif. En effet, dans le département de

la Haute-Savoie, il est constaté depuis plusieurs mois la multiplication de drives-relais mobiles issus de grandes enseignes nationales, sous forme de camions stationnés sur des parkings publics ou privés, présents plusieurs fois par jour et sur une amplitude hebdomadaires élevée. À la différence des drives classiques qui font désormais partie du paysage commercial de nos communes, ces structures d'un nouveau genre ne feraient l'objet d'aucune autorisation préalable d'exploitation commerciale soulevant ainsi de nombreuses problématiques économiques, concurrentielles et environnementales. Elle rappelle qu'en l'état actuel du droit, les articles L. 752-1 et L. 752-3 du code du commerce soumettent les établissements commerciaux physiques à une autorisation d'exploitation commerciale notamment lorsqu'ils engendrent un impact significatif sur l'aménagement du territoire, la vitalité des centres-villes et l'environnement. Pourtant, force est de constater que cette expérience de drives-relais mobiles dans le département de Haute-Savore semblent échapper à cette législation, bien qu'ils génèrent des flux commerciaux similaires et participent à la captation de la clientèle au détriment des commerces de proximité. En l'état actuel des choses, elle rappelle que l'extension de ce phénomène pose plusieurs difficultés : d'une part, il crée une distorsion de concurrence au détriment des autres acteurs de la distribution, qui respectent les obligations administratives et fiscales en vigueur ; il accélère la désertification des centres-villes, en contradiction avec les politiques publiques visant à revitaliser le commerce de proximité ; il augmente le trafic routier et la pollution, notamment dans des zones comme la vallée de l'Arve, déjà fortement impactées par la pollution atmosphérique ; et enfin, il crée une perte de recettes pour les collectivités locales, ces structures ne s'acquittant d'aucune des charges auxquelles sont soumis les commerces traditionnels. Dans ce contexte, elle souhaiterait savoir si le Gouvernement envisage de modifier les articles L. 752-1 et L. 752-3 du code de commerce afin d'intégrer expressément tous types de drives, y compris les drives-relais mobiles, dans le champ des autorisations d'exploitation commerciale. Par ailleurs, elle souhaite savoir quelles mesures immédiates pourraient être mises en place pour encadrer ces pratiques et garantir une équité entre tous les acteurs du commerce de détail.

Réponse. – Le Gouvernement est pleinement conscient du développement, en Haute-Savoie, de drives « itinérants » qui prennent la forme de camions, installés sur des parcs de stationnement publics ou privés, présents de 4 à 6 fois par jour en moyenne - et cela six jours sur sept. Ces drives ne peuvent pas être considérés comme des drives « classiques » au sens du code de commerce qui précise les conditions à remplir pour une qualification de « drive », à savoir : des points permanents de retrait par la clientèle d'achats commandés sur Internet, organisés pour l'accès en automobile, des installations, aménagements ou équipements conçus pour le retrait par la clientèle véhiculée avec des pistes de ravitaillement attenantes (article L. 752-3 du Code de commerce). Aussi, ces drives ne répondent pas au critère relatif à la permanence du point de retrait automobile. Ils ne possèdent pas de construction permanente avec emprise au sol et aucun aménagement n'est créé pour organiser l'accès automobile. En effet, les parcs de stationnement utilisés ne sont pas dédiés spécifiquement à la clientèle et ne comportent pas d'aménagements ou d'équipements spécifiques au drive. Par ailleurs, ces drives « itinérants » ne sont pas soumis aux règles du commerce ambulant, les produits étant commandés sur site internet puis livrés. Dès lors, ce n'est pas une activité commerciale consistant à vendre des produits qui est réalisée de manière ambulatoire mais l'activité de livraison des marchandises. Dans le cas où le drive s'installe sur le domaine public, l'utilisation de ce dernier pour un usage privatif est soumise à autorisation délivrée par l'autorité titulaire du pouvoir de police de la circulation. La législation existante offre ainsi des moyens d'action aux élus concernés par le phénomène. Le Gouvernement est sensible à ces évolutions commerciales et à leurs effets sur nos territoires. En conséquence, la Direction générale des entreprises a lancé un travail de réflexion, qui associera les services déconcentrés et les acteurs économiques, afin d'analyser les avantages et inconvénients de ces nouveaux modèles commerciaux, et d'interroger la nécessité de faire évoluer le cadre législatif et réglementaire.

Cellule de veille pour l'économie sociale et solidaire dans un contexte budgétaire incertain

3516. – 27 février 2025. – **Mme Antoinette Guhl** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire** sur la situation économique préoccupante des entreprises et organisations de l'économie sociale et solidaire (ESS). L'ESS joue un rôle essentiel en garantissant des services de proximité en matière de santé, d'emploi, d'éducation et de protection sociale. Pourtant, de nombreux acteurs sont aujourd'hui fragilisés par les retards de versement des subventions liés aux incertitudes budgétaires du projet de loi de finances 2025 et par la réduction des soutiens des collectivités locales. Selon l'Union des employeurs de l'ESS (UDES), 183 000 emplois sont menacés, et de nombreuses structures risquent de devoir cesser leurs activités. Si l'augmentation de 10 millions d'euros pour le développement transversal de l'ESS constitue une avancée, elle demeure insuffisante pour répondre aux difficultés structurelles du

secteur. ESS France propose ainsi la création d'une cellule de veille nationale, à l'image de celle mise en place lors de la crise sanitaire, afin d'assurer un suivi économique précis, de prévenir les défaillances en chaîne et de mobiliser rapidement les dispositifs d'aide adaptés. Dans ce contexte, elle souhaite savoir si Mme la ministre envisage la mise en place d'une telle cellule afin de garantir la stabilité des entreprises de l'ESS et de préserver l'emploi dans ce secteur essentiel.

Réponse. – La conjoncture que nous traversons actuellement risque de fragiliser de nombreuses structures de l'ESS, et l'initiative d'ESS France de demander au gouvernement d'instaurer une cellule de veille s'inscrit de façon pertinente dans une réponse coordonnée de l'Etat. C'est pourquoi, comme annoncé lors de la réunion plénière du Conseil supérieur de l'ESS, du 3 mars 2025, la ministre déléguée en charge de l'ESS a confié à la délégation ministérielle de l'ESS le pilotage d'une telle cellule de veille et du suivi sur les défaillances de structures de l'ESS. Cette cellule devra lui faire des rapports réguliers et établir un recensement des dispositifs de soutien existants dans les territoires. Elle sera également chargée de faire des propositions à la ministre sur l'organisation à mettre en oeuvre pour faire le lien entre les chambres régionales de l'ESS (CRESS), les correspondants régionaux de l'ESS (fonctionnaires placés en Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) ou en Secrétaire général pour les Affaires régionales (SGAR) qui coordonnent la politique publique de l'Etat en faveur de l'ESS dans les territoires), les acteurs de terrain et la cellule de veille. La ministre a également rappelé que la mise en place de cette cellule de veille doit obligatoirement s'articuler avec le Dispositif local d'accompagnement (DLA) qui accompagne plus de 5 000 structures de l'ESS chaque année dans une optique de création et de pérennisation d'emploi. En effet, la question des défaillances de structures a été évoquée lors du comité stratégique du DLA de novembre 2024 et plusieurs recommandations ont été formulées comme le recours plus important aux DLA collectifs ou la généralisation des diagnostics flash, afin de permettre au DLA de mieux soutenir les structures qui souhaitent faire appel au dispositif. Ces recommandations ont été approuvées lors du comité stratégique d'avril, et a été entamé une réflexion autour de la modification du cadre d'action national qui pourront conduire le Dispositif Local de l'Accompagnement à accompagner davantage de structures en difficultés de l'ESS, alors que cet accompagnement était jusqu'à présent, réalisé de manière exceptionnelle.

Encadrement des comparateurs d'offres de fourniture d'énergie

3922. – 27 mars 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire** sur le manque de transparence des comparaisons en ligne d'offres de fourniture d'énergie et l'éventuel conflit d'intérêt de certains comparateurs. L'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie a permis à des acteurs privés d'entrer sur le marché de la comparaison (notamment en ligne) des offres de fourniture énergétique. Le médiateur national de l'énergie, qui propose également des comparaisons de ces offres, indique qu'un certain nombre de comparateurs privés perçoivent des revenus de partenariats qu'ils nouent avec les fournisseurs, ce qui ne leur permettrait pas de réaliser des comparaisons impartiales, transparentes et indépendantes. Le médiateur national souligne que, dans certains cas, les comparateurs sont eux-mêmes fournisseurs d'énergie. Il indique qu'il a constaté, lors de litiges dont il est saisi, des pratiques « déloyales, agressives ou trompeuses » de la part des comparateurs d'offres d'énergie. Ainsi, le médiateur national de l'énergie recommande de mieux encadrer l'activité des comparateurs d'offres de fourniture d'énergie en améliorant sa transparence et son contrôle. Il souhaite donc connaître l'avis du Gouvernement en la matière et les mesures qu'il compte prendre afin d'assurer que les comparaisons de fournitures d'offres d'énergie proposées aux consommateurs soient impartiales, transparentes et indépendantes.

Réponse. – L'ouverture à la concurrence des marchés de la fourniture d'électricité et de gaz naturel a permis de multiplier et diversifier les offres proposées aux consommateurs, qui peuvent choisir le contrat le plus adapté à leur situation parmi, actuellement, plus de 70 offres en électricité et plus de 40 offres en gaz. Cependant, la multiplication de ces offres entraîne une complexification du choix, et rend utile le recours à des outils permettant de les comparer. Le rôle des comparateurs, qui répondent à une demande de la part de consommateurs ne peut être pleinement rempli que s'ils permettent aux consommateurs d'évaluer objectivement les meilleures offres selon leurs besoins. Or certains comparateurs proposent un service de comparaison avec un but commercial et sont rémunérés par les fournisseurs dont ils proposent les offres. De plus, certains de ces acteurs exercent également l'activité de fourniture d'énergie. C'est pourquoi le code de la consommation encadre les obligations applicables à ces comparateurs, comme à ceux d'autres secteurs (cf. articles L111-7 et D111-7). En particulier, ce cadre juridique leur impose de délivrer une information loyale, claire et transparente sur l'existence d'une relation

contractuelle ou d'une rémunération à leur profit, dès lors que celles-ci influencent le classement ou le référencement des contrats de fourniture proposés. Ces éléments doivent figurer dans une rubrique spécifique, accessible facilement depuis toutes les pages du site et notamment depuis la page des résultats. Par ailleurs, dans le secteur de la fourniture d'électricité et de gaz naturel, la loi a prévu la mise en place d'un comparateur d'offres public s'appuyant sur le médiateur national de l'énergie. Ce comparateur est accessible à l'adresse https://comparateur-offres.energie-info.fr/. La direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) contrôle régulièrement le respect par les comparateurs de leurs obligations d'information et recherche avec une attention particulière toute pratique commerciale agressive ou trompeuse. Elle agit en étroite coopération avec le médiateur national de l'énergie et la Commission de régulation de l'énergie, dont les signalements lui permettent de cibler ses contrôles. Enfin, elle surveille particulièrement la loyauté des informations affichées par les comparateurs qui exercent également l'activité de fourniture d'énergie. Ainsi, un comparateur privé utilisé à des fins commerciales a été sanctionné par une publicité et amende de 400 000 euros en avril 2024 pour avoir mis en oeuvre des pratiques trompeuses à l'égard des consommateurs dans leur parcours de recherche et de souscription à des contrats de fourniture d'énergie. Par ailleurs, une enquête nationale de la DGCCRF visant les intermédiaires de vente d'énergie (courtiers et comparateurs), débutée mi-2024, est actuellement en cours. Dans un contexte de multiplication des offres et de complexification des choix pour les consommateurs, le Gouvernement maintient ainsi une pression de contrôle sur ces acteurs et demeure vigilant afin de prendre les mesures nécessaires pour protéger les intérêts des consommateurs.

COMMERCE EXTÉRIEUR ET FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

Niveau de dépenses nécessaires des programmes budgétaires relevant du ministère chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger

1438. – 10 octobre 2024. – **M. Sebastien Pla** appelle l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur l'importance qu'il y a à ce que l'État assure pleinement ses missions forgées par l'histoire de la République pour les habitantes et les habitants de notre pays et leur liberté. Le marché ne peut pas remplir toutes ces missions, en particulier, il ne peut pas porter le sens de l'égalité et de la fraternité, ou de la justice. Alors que l'embarras que représente la situation des finances publiques est mis en avant, il lui rappelle que la cohésion sociale, la solidarité, la solidité de nos systèmes de protection sociale, le sens du respect d'autrui, qui est essentiel à l'intégration de toutes et tous dans une société démocratique, l'assurance de perspectives prometteuses offertes aux générations à venir, la souveraineté dans les domaines stratégiques et dans les secteurs structurants de notre société et de notre économie, parmi lesquels l'environnement occupe une place primordiale, la capacité des collectivités territoriales à faire vivre la décentralisation sur tous les territoires, urbains, ruraux, périurbains, périphériques ou ultramarins, doivent être encore développés et soutenus par les lois budgétaires votées par le Parlement. Les promesses de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen du 26 août 1789, comme celles du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, celles de la charte de l'environnement et les exigences de nombreux articles de la Constitution, relèvent de chaque ministère. Leur accomplissement demande des moyens. La redistribution a été pensée et mise en oeuvre pour apporter ces moyens, notamment par l'imposition des plus favorisés en faveur des besoins de tous. Encore faut-il connaître les besoins qui donnent corps à l'intérêt général et à l'intérêt de chacune et chacun. À cet égard, et mis à part les montants présentés lors des conférences budgétaires, il lui demande quel est, au regard des analyses faites par ses services, de celles des syndicats, des associations et des acteurs intervenant dans son secteur, des travaux de recherche, de réflexion et d'analyse, en particulier universitaires, dont il a connaissance, le niveau réel de dépenses annuelles nécessaires pour assurer l'efficacité légitimement attendue des programmes budgétaires relevant de son ministère.

Réponse. – Le rétablissement de nos finances publiques est un enjeu de souveraineté et de crédibilité, vis-à-vis des Français, de nos partenaires européens comme des investisseurs. La nécessaire consolidation de nos comptes publics passera par une réinterrogation profonde de notre niveau de dépenses publiques, qui atteint 57 % du PIB, supérieur de 8 points par rapport à la moyenne européenne. Il convient aussi et surtout d'interroger l'allocation de ces dépenses et l'organisation administrative dans l'exercice des missions. Ce travail est nécessaire pour retrouver, aujourd'hui comme à l'avenir, des marges de manoeuvre suffisantes afin de financer les missions prioritaires et assurer des investissements stratégiques, par exemple dans la défense ou la transition écologique. C'est le sens de la démarche de refondation de l'action publique engagée par le Premier ministre. Cet effort s'est traduit cette année par le vote d'une loi de finances et d'une loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 ambitieuses, qui

sécuriseront la diminution du déficit public à un niveau de 5,4 % du PIB en 2025 puis en dessous de 3 % du PIB en 2029. L'État montre l'exemple avec une baisse historique des dépenses, la plus forte depuis 25 ans pour les ministères et les opérateurs. Cet effort sera poursuivi avec un pilotage fin de l'exécution, qui sera assuré tout au long de l'année par l'ensemble des administrations publiques.

Conséquences des refus de délivrance de certificats de nationalité française pour les Françaises et les Français établis hors de France

3004. – 30 janvier 2025. – **Mme Mélanie Vogel** interroge **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur les conséquences légales et administratives appliquées par son administration suite à un refus de délivrance de certificats de nationalité française (CNF). Elle lui rappelle qu'un CNF est un élément de preuve de la nationalité française, mais n'est pas un jugement et que selon la récente jurisprudence récente du Conseil d'État (CE, 10 octobre 2023, n° 470174), l'administration ne se trouve pas en situation de compétence liée pour exiger la restitution des documents d'identité d'une personne dont la demande de certificat de nationalité française a été rejetée, dès lors qu'il lui appartient d'apprécier si, au vu des justificatifs éventuellement présentés par l'intéressé, il existait un doute suffisant sur sa nationalité. Elle lui fait part de sa plus grande inquiétude quant aux conséquences graves pour certains de nos compatriotes de l'étranger que le refus de délivrance d'un CNF peut pourtant avoir dans les faits, telles que leur radiation de la liste électorale consulaire, le refus de délivrance des actes d'état civil, voire le non-renouvellement ou le retrait de leurs titres d'identité et de voyage. Elle tient également à souligner les demandes de la résolution « Rappel et actualisation des instructions aux postes (ADM) » adoptée à l'unanimité lors de la 41e session de l'Assemblée des Français de l'Étranger. Elle souhaite donc lui demander les instructions actuelles des postes lors d'un refus de délivrance d'un CNF et si de nouvelles instructions aux postes ont été données par les services compétents, tant au regard de la récente jurisprudence que des avis de l'Assemblée des Français de l'Étranger, afin d'éviter les requêtes abusives de production d'un CNF et la suspension des retraits de titres en cas de refus de délivrance d'un CNF.

Réponse. – Les statistiques du tribunal judiciaire de Paris, qui instruit les demandes des Français nés et établis hors de France, dont la vie administrative est essentiellement gérée par les postes diplomatiques et consulaires, démontrent une baisse significative du nombre de demandes de certificats de nationalité française (CNF) initiées par les Français nés et établis hors de France, passant de 20 280 demandes en 2018 à 7 917 demandes en 2023. Parallèlement, le pourcentage de décisions de refus de CNF augmente, passant de 68,82 % en 2018 à 80,99 % en 2023. Ce taux important de refus démontre clairement que les demandes de CNF sont justifiées par l'existence d'un doute sérieux sur la nationalité française de l'administré. Toutefois, afin de bien préciser les éléments procéduraux au réseau des ambassade et consulats français, une note diplomatique rédigée conjointement par le service central d'état civil (SCEC) et le centre des titres d'identité et de voyage (CTIV), intitulée « appréciation de la nationalité française dans le cadre d'une démarche consulaire », lui a été adressée, le 6 décembre dernier. Cette note distingue les usagers titulaires d'éléments de possession d'état de Français consolidée et ceux qui ne peuvent en justifier. Il est demandé aux postes de ne pas remettre en question la nationalité française des personnes relevant de la première catégorie, à moins d'être confrontés à un doute sérieux qui nécessiterait une vérification de la nationalité de l'usager.

Parcours d'enseignement adaptés à l'étranger

3229. – 6 février 2025. – **Mme Olivia Richard** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur les établissements d'enseignement français à l'étranger qui dispensent des parcours d'enseignement adaptés au pays d'implantation. Elle souhaite savoir combien d'écoles ont mis en place de tels dispositifs et quels types d'aménagements sont proposés aux élèves.

Réponse. – L'ensemble des établissements du réseau gérés par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) et homologués par le ministère de l'Education nationale appliquent les programmes, valeurs et principes d'organisation pédagogiques et éducatifs français. En ce sens, les établissements respectent les critères de l'homologation. Des accords intergouvernementaux (AIG) ou bilatéraux peuvent exister entre le pays d'implantation et la France. Dans ce cas, les obligations auxquelles sont tenues les établissements sont stipulées par écrit dans cet accord. Le niveau de la demande peut varier d'un pays à un autre, les dispositions sont clairement établies et s'appliquent aux établissements. La plupart des établissements sont concernés par une

adaptation au contexte local (*a minima* linguistique). C'est le cas de l'AIG passé entre le Qatar et la France qui stipule que « l'enseignement de la religion islamique est dispensé, en langue arabe, aux élèves qatariens, en plus des enseignements constituant le programme français. Les élèves non qatariens peuvent, s'ils le souhaitent, suivre cet enseignement à titre optionnel » ou que « la langue arabe et l'histoire du Qatar sont enseignées à tous les élèves de l'établissement, conformément à la règlementation qatarienne. Ces enseignements sont dispensés en sus des programmes scolaires tels que définis par le ministère de l'Education nationale français. » Autre exemple, l'AIG conclu avec le Maroc qui stipule que « les enseignements de la langue et de la culture arabes, de l'histoire, de la géographie et des institutions du Maroc sont obligatoirement suivis à tous les degrés (écoles, collèges, lycées) par les élèves marocains, y compris ceux d'entre eux titulaires d'une autre nationalité ». L'article 5 décline les conditions horaires selon les niveaux et la détention ou non de la nationalité marocaine. Par ailleurs, le degré de précision varie d'un AIG à l'autre et plusieurs déclinaisons de l'AIG ou de l'accord bilatéral peuvent cohabiter dans un même pays (comme en Espagne ou au Brésil), en fonction des régions. Dans certains cas, l'accès aux universités locales est conditionné par l'obtention du diplôme national, ce qui demande des aménagements d'emploi du temps, comme au Liban. Les familles et élèves souhaitent que les établissements proposent le programme libanais en plus du programme français. En effet, pour les élèves de nationalité libanaise, la détention et de fait la passation du Brevet libanais (équivalent DNB français) est obligatoire pour entrer dans les grandes universités libanaises. Pour autant le primat des programmes va aux enseignements français. Les horaires proposés sont conséquents et des convergences de programmes sont menées, particulièrement en troisième. Enfin, l'AEFE porte le souhait que les établissements s'ouvrent à leur environnement. De très nombreux établissements incarnent cette demande dans les projets d'établissement mais également dans les projets de zone. Cela peut recouvrir différentes formes : - l'enseignement de la langue du pays hôte (Bambara à Bamako, amharique à Addis Abeba, vietnamien à Hanoi et Ho Chi Minh Ville) ; - les projets culturels en lien avec le pays (projets avec des associations caritatives en Tunisie, avec des écoles locales…) ; - la mise à disposition de ressources documentaires locales au sein des médiathèques des établissements (écrivains du pays ou de la zone géographique, découverte des arts…) ; - des regards croisés et des études de cas partant de l'environnement local (Etats-Unis, Portugal…) ; - des partenariats avec des institutions ou associations du pays dans le cadre du projet mené dans le cadre de l'enseignement « Connaissance du Monde » par les élèves du baccalauréat français international.

Organisation de la journée de défense et de citoyenneté pour les jeunes Français de l'étranger

3698. – 13 mars 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur la Journée de défense et de citoyenneté (JDC) pour les Français établis hors de France. La journée de défense et de citoyenneté est un dispositif qui, depuis le 1er juillet 2010, remplace la journée d'appel de préparation à la défense (JAPD). Elle est obligatoire pour tous les Français âgés de 16 à 25 ans. Néanmoins, la situation pour les Français établis hors de France reste floue : certaines ambassades réussissent à mettre en place des sessions régulièrement, mais la plupart n'ont pas les moyens humains et matériels de les organiser. Dans ce cas de figure, les jeunes Français établis hors de France concernés bénéficient d'une attestation de dispense, temporaire ou définitive selon les cas. La pratique ne semble par conséquent pas être harmonisée, créant de fait une rupture d'égalité. Ce document étant important pour le passage de certains concours et examens nationaux, elle aimerait savoir si la situation pouvait être harmonisée et éclaircie. Elle aimerait également savoir où on est le projet d'organisation d'une JDC entièrement en ligne.

Réponse. – Si les obligations du service national ont un caractère universel pour l'ensemble des jeunes Français sur le territoire national, des contraintes d'ordre géographique, matériel ou sécuritaire peuvent faire obstacle à l'organisation à l'étranger des Journées Défense et Citoyenneté (JDC) pour les jeunes Français résidant à l'étranger. C'est la raison pour laquelle un régime particulier a été prévu pour les Français établis hors de France qui, lorsqu'ils sont âgés de moins de vingt-cinq ans, peuvent participer à une JDC aménagée en fonction des contraintes du pays dans lequel ils résident (art. L. 114-8 du code du service national). L'arrêté du 11 janvier 2016 relatif au recensement et à la participation des Français établis hors de France à la journée défense et citoyenneté prévoit ainsi que dans les pays où l'organisation d'une session complète de JDC est impossible en raison de contraintes matérielles importantes, le chef du poste diplomatique ou consulaire compétent peut organiser une session adaptée, sur une demi-journée,ou encore remettre aux jeunes Français concernés une attestation provisoire de report, prévue par le code du service national (article R.112-8). Cette attestation provisoire de report de JDC peut être délivrée par l'ambassade ou le consulat territorialement compétent, sur simple demande, aux Francais recensés de plus de 18 ans et jusqu'à la veille de leur 25e anniversaire. Cette attestation leur permet de justifier de la

régularité de leurs obligations au regard du service national en vue notamment de s'inscrire aux concours et examens d'Etat lors de leur séjour à l'étranger (art. R.* 112-8 du code du service national). La durée de validité de cette attestation est limitée à cinq ans (identique à celle de l'inscription au registre des Français établis hors de France), ou court jusqu'à la veille des vingt-cinq ans du jeune concerné. Elle peut au besoin être délivrée plusieurs fois à une même personne. Tout jeune Francais venant résider habituellement sur le territoire français avant l'âge de vingt-cinq ans est tenu de participer à une JDC (art. R* 112-17 du code national). L'attestation de report provisoire de JDC éventuellement délivrée par l'ambassade ou le consulat n'est plus valable dans ce cas. Les jeunes concernés peuvent également accomplir la JDC en France lors d'un séjour temporaire (alinéa 2 de l'art. R* 112-17 du code national), par exemple à l'occasion de congés, en contactant le Centre du service national de la jeunesse (CSNJ) de Perpignan. Afin d'être en mesure de proposer une JDC dans un format plus adapté aux jeunes Français de l'étranger, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères travaille depuis plusieurs mois avec le ministère des armées au développement d'une JDC en ligne intégrant des modules de formation spécifiques pour les jeunes de l'étranger qui leur permettraient de suivre et de valider cette journée à distance de façon dématérialisée, quelles que soient les contraintes sécuritaires ou logistiques locales. Dans cet objectif, les travaux se poursuivent avec la direction du service national et de la jeunesse (DSNJ) du ministère des armées sur les adaptations règlementaires et opérationnelles nécessaires afin de mettre en oeuvre ce nouveau dispositif courant 2025 conformément à ce qu'a annoncé M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger lors de la 42ème session de l'Assemblée des Français de l'étranger.

Inquiétudes grandissantes des viticulteurs suite aux annonces de probables sanctions commerciales imposées par les États-Unis à l'encontre de l'Union européenne

3708. – 13 mars 2025. – **M. Sebastien Pla** interpelle **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur les inquiétudes grandissantes des viticulteurs suite aux annonces de probables sanctions commerciales imposées par les États-Unis à l'encontre de l'Union européenne. Echaudé par l'impact des sanctions douanières imposant une taxe ad valorem additionnelle de 25 % lors du différend entre Airbus et Boeing, il l'invite à agir sans tarder auprès de la Commission européenne de manière à bénéficier d'une plus grande flexibilité dans la mise en oeuvre des mesures de promotion du programme national d'aide (PNA) dédié au secteur viticole, financé par des fonds européens. Il lui rappelle en effet que la flexibilité sur l'ensemble du programme national d'aides, permettrait en effet de modifier ou adapter plus facilement les opérations d'investissements par exemple et d'anticiper en déployant sans attendre des mesures de crise exceptionnelles. Il estime de plus que des taux maxima d'aide majorés de vingt points pour l'essentiel des dispositifs du PNA, ainsi qu'ils avaient été adoptés en 2020, et reconduits en 2021, seront nécessaires pour répondre aux risques de pertes de marché. Il réclame notamment des actions de promotion à l'export, et l'invite à doubler, dès à présent, les actions « Business to Business » conduites par Business France ainsi que le budget dédié à la promotion « Business to Consumer » des vins français dans les pays tiers comme cela avait été fait en 2019. Il lui demande notamment d'agir pour offrir la possibilité aux opérateurs qui le souhaitent de changer les marchés de destination de leurs opérations de promotion déjà approuvées. Il le questionne également sur les dispositifs de soutien aux entreprises pour diversifier leurs débouchés à l'export, à l'image de ceux délivrés par Bpifrance assurance export au nom et pour le compte de l'État, et en particulier à l'assurance-prospection, qui permettrait à la filière vin française de s'ouvrir à de nouveaux marchés. Enfin, il l'interroge sur les mesures de droit commun (délais de paiement, remises gracieuses, etc.) envisagées pour les entreprises qui rencontreraient des difficultés financières liées aux sanctions commerciales américaines.

Réponse. – La filière des vins et spiritueux représente un pilier essentiel de notre commerce extérieur, avec un excédent commercial de plus de 14 milliards d'euros, et un rayonnement international qui participe fortement à l'image de la France à l'étranger. L'épisode des sanctions imposées par les États-Unis dans le cadre du différend entre Airbus et Boeing a laissé des traces profondes dans le secteur viticole. Les droits de douane additionnels de 25 % appliqués à l'époque sur les vins tranquilles français avaient provoqué un recul brutal des exportations vers le marché américain, de l'ordre de 27 % sur certaines catégories. Ce précédent justifie les inquiétudes suscitées par les annonces du Président Trump et de son administration, dans un contexte de tensions commerciales plus larges. Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, en lien étroit avec le ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, et le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, est pleinement mobilisé pour défendre les intérêts de nos producteurs. Nous avons fait valoir à plusieurs reprises auprès de nos interlocuteurs américains l'importance stratégique de ce secteur pour l'économie française et la nécessité d'éviter toute escalade commerciale. Le Président de la République a rappelé ce message lors de sa visite à

Washington fin février. Il a reçu l'ensemble des filières à l'Elysée le 3 avril 2025 pour les assurer de son soutien. Ces efforts s'inscrivent dans le cadre européen, en lien étroit avec la Commission européenne, qui exerce la compétence exclusive de l'Union européenne (UE) en matière de politique commerciale. Concernant le Programme national d'aide (PNA) au secteur vitivinicole, le ministre relaiera la demande de flexibilité renforcée auprès de ses homologues compétents. Ce point est central, et nous partageons la volonté de renforcer la présence des vins français sur les marchés tiers, notamment en vue de diversifier les débouchés à l'export pour réduire les vulnérabilités liées à une dépendance trop forte à quelques marchés. À cet égard, Business France, opérateur de l'État, conduit des actions ciblées au bénéfice de la filière : en 2024, 10 pavillons France ont été organisés sur des salons majeurs, permettant à 912 entreprises de rencontrer des acheteurs internationaux de 41 pays dans le cadre de la mesure « l'export commence en France » du plan export lancé par le Gouvernement à l'été 2023. Deux événements régionaux ont réuni 75 PME-ETI françaises avec 20 acheteurs internationaux de grands groupes du secteur grâce à l'organisation de plus de 200 entretiens B2B. La rubrique agroalimentaire de la marketplace Business France référence plus de 14 000 produits portés par 1 010 entreprises françaises ; 1 550 prises de contact d'acheteurs y ont été enregistrées en 2024. En 2025, sont prévus : 10 Pavillons France sur 4 continents, 4 événements « L'export commence en France » et 30 opérations Tastin'France dans 49 pays. De nouveaux formats innovants, tels que les dégustations à distance, sont également expérimentés. Par ailleurs, le dispositif de Volontaires internationaux en entreprise (VIE), suivi et déployé par Business France, permet de soutenir le développement des entreprises de la filière vins et spiritueux sur les marchés étrangers. 300 VIE sont actuellement mobilisés dans la filière, pour le compte de 64 entreprises, contribuant à leur internationalisation. A l'occasion des salons Wine Paris et Vinexpo Paris en février 2025, le ministre a rencontré des acteurs de la filière. Ces derniers ont présenté leurs produits sur le stand institutionnel tenu par Business France qui y avait invité 19 acheteurs internationaux dans le cadre du dispositif « L'export commence en France ». Enfin, Business France propose aussi un accompagnement individualisé et adapté aux besoins des entreprises selon leur niveau de maturité, ainsi que de nombreuses ressources en accès libre (livres blancs, guides réglementaires, etc.). S'agissant des dispositifs européens, la promotion dans les pays tiers (aide dite « OCM vin ») est financée par des crédits de l'UE, mis en oeuvre en France par FranceAgriMer. Ce dispositif a été assoupli ces dernières années pour mieux répondre aux besoins des opérateurs. Il permet notamment des modifications de projets sans seuil budgétaire, des avances et prolongations possibles et une souplesse contractuelle en cas d'évolution géopolitique. Le dispositif d'assurance prospection de Bpifrance, opéré pour le compte de l'État, est également mobilisable par les entreprises viticoles. Il couvre jusqu'à 70 % des dépenses liées à la conquête de nouveaux marchés (études, déplacements, recrutements, salons), avec un remboursement différé et conditionné au succès commercial. Nous veillerons à ce qu'il reste pleinement accessible à la filière, y compris pour les structures de petite taille. Par ailleurs, les entreprises confrontées à des difficultés de trésorerie pourraient, le cas échéant, solliciter les dispositifs de droit commun (report d'échéances fiscales et sociales, remises gracieuses, médiation du crédit), qui restent mobilisables en fonction de l'évolution de la situation.

Clarification sur les modalités de consultation des conseils consulaires pour l'attribution des secours occasionnels aux Français établis hors de France

3715. – 13 mars 2025. – **Mme Mathilde Ollivier** appelle l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur une question d'interprétation du décret n° 2014-144 du 18 février 2014 relatif aux conseils consulaires, qui entraîne actuellement des disparités de traitement entre les Français établis hors de France selon leur pays de résidence. L'article 2 dudit décret stipule que le conseil consulaire "est saisi pour avis des demandes et projets : (…) 2° D'attribution d'allocations ou de secours aux Français âgés, handicapés ou indigents, régulièrement inscrits au registre des Français établis hors de France." Cependant, il a été rapporté que certains postes consulaires considèrent que cette disposition ne s'applique qu'à l'enveloppe globale des secours occasionnels et non aux attributions individuelles, tandis que d'autres postes consultent systématiquement le conseil consulaire pour chaque demande individuelle de secours occasionnel. Cette interprétation divergente a des conséquences concrètes sur l'accès de nos compatriotes expatriés aux aides sociales, avec des différences de traitement selon le pays de résidence. Cette divergence met également en question le rôle des élus des Français de l'étranger dans le processus d'attribution de ces aides. Les conseillers des Français de l'étranger consultés apportent des compléments d'information sur la situation des personnes individuelles et sur les dispositifs existants de prise en charge des situations rencontrées localement, et permettent d'approfondir et d'enrichir l'examen des demandes déposées par nos compatriotes. Elle souhaiterait savoir si l'administration centrale confirme que le terme "secours" mentionné dans le décret n° 2014-144 du 18 février 2014 englobe effectivement les secours occasionnels accordés aux Français

inscrits au registre ; si les services consulaires sont tenus de consulter le conseil consulaire pour avis sur chaque demande individuelle de secours occasionnel, ou uniquement sur l'enveloppe globale dédiée à ces aides ; et quelles mesures le ministère de l'Europe et des affaires étrangères envisage de prendre afin d'harmoniser les pratiques entre les postes consulaires et garantir un traitement équitable des demandes d'aides sociales, quelle que soit la circonscription consulaire concernée.

Réponse. – Des secours occasionnels peuvent être attribués à nos compatriotes inscrits au registre mondial des Français établis hors de France, dans la limite du taux de base, pour leur permettre de résoudre des difficultés ponctuelles auxquelles ils ne peuvent faire face et pour lesquelles il n'existe localement aucune autre possibilité d'assistance. Les postes diplomatiques et consulaires apprécient les circonstances qui peuvent justifier l'octroi d'un secours occasionnel. Conformément aux instructions, les services consulaires n'ont pas à solliciter l'accord préalable du Département (à l'exception des cas concernant des détenus ou éventuellement des mineurs) pour le versement d'une aide ponctuelle, sauf pour des montants supérieurs au taux de base. Les conseils consulaires pour la protection et l'action sociale (CCPAS) ont un rôle consultatif. Conformément à l'article 2 du décret n° 2014-144 du 18 février 2014, les CCPAS sont saisis pour avis des demandes et projets : - de subvention aux organismes locaux d'entraide et de solidarité ; - d'attribution d'allocations ou de secours aux Français âgés, handicapés ou indigents, régulièrement inscrits au registre des Français établis hors de France. Dans le cadre des aides sociales directes, les CCPAS sont saisis des demandes d'allocations ou secours, qui sont de deux types : - les allocations mensuelles : l'allocation de solidarité (AS), l'allocation adulte handicapé (AAH), l'allocation enfant handicapé (AEH), l'aide à durée déterminée (ADD) et le secours mensuel spécifique enfant en faveur des enfants en détresse (SMSE). Le CCPAS se prononce ici sur des demandes individuelles d'une part, et sur le montant du taux de base d'autre part ; - les aides ponctuelles : dans ce cas, le CCPAS émet un avis sur des enveloppes globales qui peuvent se décliner en secours occasionnels (SO) ou en aides exceptionnelles (AEX). Ces aides ponctuelles sont souvent octroyées dans l'urgence, après recherche de soutiens familiaux par les services consulaires.

Master de l'enseignement, de l'éducation et de la formation proposé au sein des instituts régionaux de formation

3831. – 20 mars 2025. – **M. Jean-Luc Ruelle** interroge **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur le Master de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF) proposé au sein des instituts régionaux de formation (IRF). Déployées depuis la rentrée 2023, ces formations MEEF (métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation) mention EFE - enseignement français à l'étranger -, destinées aux personnels de droit local des établissements du réseau Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) ont donné lieu à des conventions entre les IRF et les instituts nationaux supérieur du professorat et de l'éducation (Inspé). Les frais de formation sont pris en charge à 50 % par l'AEFE, si l'établissement a signé une convention ad hoc avec l'IRF, le reste étant tout ou partiellement à la charge de l'établissement qui peut demander une participation à l'enseignant, le coût de ces formations s'échelonnant de 4 200 à 5 100 euros pour un parcours de deux ans. Il souhaiterait que soient communiqués le nombre d'enseignants ayant bénéficié de cette formation depuis sa création et le coût afférent pour l'AEFE. Soulignant que l'opérateur finance ainsi la formation de personnels de droit local enseignant dans des établissements privés, il l'interpelle sur la pertinence du financement de ces formations diplômantes au détriment de recrutement de personnels détachés. Il souhaiterait savoir si l'obtention de ce diplôme pourrait donner lieu à une équivalence en France.

Réponse. – Dans le cadre de la mission de formation qui lui est assignée par le code de l'éducation, l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) propose aux personnels des établissements du réseau une offre de formation diplômante incluant les Masters de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF) à destination des enseignants au sein des instituts régionaux de formation (IRF). Cette offre diplômante permet d'installer à l'échelle mondiale, un référentiel commun de haut niveau, qui favorise la reconnaissance de l'offre locale d'enseignement ainsi que la mobilité des personnels entre les établissements d'enseignement français à l'étranger. A ce titre, cette offre se distingue du diplôme universitaire (DU) « enseigner dans un EFE », précédemment généralisé dans le réseau, qui est un diplôme spécifique à chaque université, non soumis à une habilitation du ministère de l'Enseignement supérieur et qui ne bénéficie en conséquence pas d'une reconnaissance. Ce DU n'est pas ou plus reconnu localement par certains pays hôtes. C'est donc au regard de ce contexte que s'inscrit la promotion, par l'AEFE, du master MEEF développé et adapté par l'Agence en lien avec le réseau des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation (Inspé). Il s'agit en effet d'une

diplomation à la hauteur de celle dispensée en formation initiale dans les Inspé en France, une partie du contenu pédagogique étant contextualisée à l'enseignement français à l'étranger (10% des horaires d'enseignement). Ce master s'adresse aux enseignants non titulaires exerçant comme personnel de droit local dans les établissements du réseau de l'enseignement français à l'étranger, quel que soit leur statut. Ces formations diplômantes visent non seulement à parfaire les formations didactique et pédagogique de ces personnels mais aussi et surtout à maintenir le niveau d'excellence des établissements français, niveau reconnu par la réussite des élèves et facteur d'attractivité auprès des familles. S'agissant d'un diplôme de l'enseignement supérieur français, la question de sa reconnaissance en France ne se pose pas. Si elle ne s'adresse pas aux personnels titulaires du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, cette formation est en revanche parfaitement accessible aux enseignants contractuels de nationalité française qui exercent dans l'EFE et qui représentent un tiers des personnels inscrits en master. Ils peuvent ainsi obtenir un diplôme reconnu (sans nécessité d'une équivalence) leur permettant s'ils le souhaitent de poursuivre leur activité professionnelle sur le territoire national, y compris par la présentation des concours de recrutement de l'Education nationale. Ainsi, depuis le lancement du dispositif, 216 inscriptions ont été enregistrées. Il convient en effet de préciser que les masters MEEF premier degré ont été lancés en 2023-2024 et les masters MEEF second degré en 2024-2025. Pour l'année scolaire en 2025-2026, il est prévu, un élargissement des masters à l'échelle monde sur le premier et le second degré et un élargissement des disciplines second degré (physique chimie, éducation physique et sportive). Le montage financier de cette offre (cf. tableau en annexe), en prévoyant un coût partagé entre les IRF et l'établissement, déroge au fonctionnement habituel des plans régionaux de formation. L'Agence a fait ce choix afin de stimuler l'investissement des établissements dans cette formation exigeante. A l'échelle du réseau, le nombre de ses bénéficiaires reste cependant modeste (cf. tableau des effectifs en annexe), et le coût de la prise en charge ne porte pas préjudice aux autres actions de formation portées par l'AEFE au sein des IRF.

Information donnée au conseil consulaire s'agissant des demandes de secours occasionnel

3950. – 27 mars 2025. – **Mme Olivia Richard** interroge **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur l'information donnée au conseil consulaire s'agissant des demandes de secours occasionnel. Le décret n° 2014-144 du 18 février 2014 relatif aux conseils consulaires, à l'Assemblée des Français de l'étranger et à leurs membres prévoit, en son article 2, que le conseil consulaire « est saisi pour avis des demandes et projets (…) d'attribution d'allocations ou de secours aux Français âgés, handicapés ou indigents, régulièrement inscrits au registre des Français établis hors de France ». Elle lui demande si des instructions aux postes consulaires ont été adressées en ce sens pour garantir que l'avis des conseils consulaires est effectivement requis sur les demandes de secours occasionnels dont les postes consulaires seraient saisis.

Réponse. – Des secours occasionnels peuvent être attribués à nos compatriotes inscrits au registre mondial des Français établis hors de France, dans la limite du taux de base, pour leur permettre de résoudre des difficultés ponctuelles auxquelles ils ne peuvent faire face et pour lesquelles il n'existe localement aucune autre possibilité d'assistance. Les postes diplomatiques et consulaires apprécient les circonstances qui peuvent justifier l'octroi d'un secours occasionnel. Conformément aux instructions, les services consulaires n'ont pas à solliciter l'accord préalable du Département (à l'exception des cas concernant des détenus ou éventuellement des mineurs) pour le versement d'une aide ponctuelle, sauf pour des montants supérieurs au taux de base. Les conseils consulaires pour la protection et l'action sociale (CCPAS) ont un rôle consultatif. Conformément à l'article 2 du décret n° 2014-144 du 18 février 2014, les CCPAS sont saisis pour avis des demandes et projets : - de subvention aux organismes locaux d'entraide et de solidarité ; - d'attribution d'allocations ou de secours aux Français âgés, handicapés ou indigents, régulièrement inscrits au registre des Français établis hors de France. Dans le cadre des aides sociales directes, les CCPAS sont saisis des demandes d'allocations ou secours, qui sont de deux types : - les allocations mensuelles : l'allocation de solidarité (AS), l'allocation adulte handicapé (AAH), l'allocation enfant handicapé (AEH), l'aide à durée déterminée (ADD) et le secours mensuel spécifique enfant en faveur des enfants en détresse (SMSE). Le CCPAS se prononce ici sur des demandes individuelles d'une part, et sur le montant du taux de base d'autre part ; - les aides ponctuelles : dans ce cas, le CCPAS émet un avis sur des enveloppes globales qui peuvent se décliner en secours occasionnels (SO) ou en aides exceptionnelles (AEX). Ces aides ponctuelles sont souvent octroyées dans l'urgence, après recherche de soutiens familiaux par les services consulaires.

Modalités de convocation des conseils consulaires

4327. – 24 avril 2025. – **M. Ronan Le Gleut** appelle l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur les modalités entourant la convocation des conseils consulaires. Il s'interroge, en effet, sur la répartition des prérogatives qui reviennent au président du conseil consulaire et celles qui reviennent à l'ambassadeur ou au chef de poste consulaire dans le cadre de la convocation des conseils consulaires, celles-ci ne pouvant pourtant prêter à confusion, devant la clarté des textes. Ainsi, aux termes de l'article 3 de la loi n° 2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France, possibilité est donnée aux conseils consulaires « de formuler des avis sur les questions consulaires ou d'intérêt général ». Cependant, le texte ne réduit pas le conseil consulaire à la seule formulation d'avis, puisqu'il indique qu'il doit également être destinataire d'informations notamment par le biais d'un « rapport sur la situation de la circonscription consulaire et faisant l'état des lieux des actions menées dans les domaines de compétences du conseil consulaire ». Ainsi, le conseil consulaire est titulaire d'un droit d'informations et de consultation. Par ailleurs, l'article 9 du décret n° 2014-144 du 18 février 2014 relatif aux conseils consulaires à l'Assemblée des Français de l'étranger et à leurs membres, indique que « le conseil consulaire se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son président, qui fixe l'ordre du jour », celui-ci devant être relatif à des questions entrant dans la compétence du conseil consulaire. Ainsi, le président du conseil consulaire est en droit de le convoquer et d'en formuler l'ordre du jour dès lors que le champ de compétence est respecté. Il l'interroge donc pour savoir si un ambassadeur ou un chef de poste consulaire peut, malgré tout, s'arroger le droit de requalifier un conseil consulaire, convoqué en bonne et due forme par son président, en « réunion entre élus » sous prétexte que la convocation à ce conseil consulaire ne résulte pas d'une demande de consultation de l'ambassadeur ou du chef de poste consulaire en question, et, par conséquent, refuser d'y assister, de rédiger le procès-verbal et de le signer.

Réponse. – L'article 3 de la loi n° 2013-659 du 22 juillet 2013 relative à la représentation des Français établis hors de France prévoit que les conseils consulaires sont chargés « de formuler des avis sur les questions consulaires ou d'intérêt général, notamment culturel, éducatif, économique et social concernant les Français établis dans la circonscription » et qu'ils « peuvent être consultés sur toute question concernant les Français établis dans la circonscription et relative à la protection sociale et à l'action sociale, à l'emploi, à la formation professionnelle et à l'apprentissage, à l'enseignement français à l'étranger et à la sécurité ». L'article 5 de la même loi précise qu'« un décret en Conseil d'Etat fixe […] les attributions, l'organisation et le fonctionnement des conseils consulaires […] ». Le décret 2014-144 du 18 février 2014 relatif aux conseils consulaires, à l'Assemblée des Français de l'étranger et à leurs membres prévoit ainsi en son article 9 que « le conseil consulaire se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son président, qui fixe l'ordre du jour ». L'article 11 du même décret dispose que « la convocation précise la ou les formations dans lesquelles le conseil consulaire est convoqué, au regard des dispositions de la section 2, ainsi que le lieu où se tiendra sa réunion », en référence à l'article 7 du décret qui énumère les formations dans lesquelles le conseil consulaire peut valablement se réunir, à savoir : « la protection et l'action sociales en faveur des Français résidant dans la ou les circonscriptions consulaires relevant de sa compétence ; […] le travail, l'emploi, la formation professionnelle et l'apprentissage […] ; l'enseignement français à l'étranger […] ; la sécurité de la communauté française ». Si la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a confié la présidence des conseils consulaires aux élus, elle n'en a pas pour autant modifié les attributions. La convocation des réunions du conseil consulaire relève donc soit de son président pour les formations de l'instance prévues à l'article 7 du décret, soit de l'ambassadeur ou du chef de poste consulaire en application de l'article 6 *bis* du décret de 2014, notamment pour la présentation du rapport annuel sur la situation de la circonscription consulaire et faisant l'état des lieux des actions menées dans les domaines de compétences du conseil consulaire, prévue à l'article 3 de la loi de 2013. Comme le précise le décret de 2014 (art. 16), les réunions du conseil consulaire donnent lieu à l'établissement, par le secrétaire désigné par le chef de poste, d'un procès-verbal qui est ensuite signé par le président et les membres ayant voix délibérative et contresigné par l'ambassadeur ou le chef de poste consulaire ou leur représentant. Ce cadre une fois rappelé, rien n'interdit aux postes et aux élus de tenir des réunions de travail et d'échange d'information pour débattre de questions d'intérêt commun intéressant les Français de la circonscription, sans toutefois que ces réunions puissent être qualifiées de conseils consulaires ni donner lieu à un procès-verbal. Cette possibilité a été inscrite dans la charte des élus adoptée lors de la 42e session de l'Assemblée des Français de l'étranger et diffusée par circulaire à l'ensemble des postes diplomatiques et consulaires le 24 mars 2025, aux termes de laquelle les élus peuvent solliciter de l'ambassadrice, de l'ambassadeur ou du chef de poste consulaire, la tenue de réunions de travail et d'échange d'information entre les élus et les services concernés.

CULTURE

Projet d'installation du musée MansA : impacts et risques sur la Monnaie de Paris

2402. – 21 novembre 2024. – **M. Ian Brossat** attire l'attention de **Mme la ministre de la culture** sur l'implantation du projet de la Maison des mondes africains (MansA) au sein de l'hôtel de la Monnaie, quai de Conti, site historique de la Monnaie de Paris. Bien que ce projet, annoncé par le Président de la République en 2021, présente un intérêt culturel certain, son installation pourrait gravement perturber le fonctionnement de la Monnaie de Paris, un site patrimonial, industriel et culturel d'une grande importance pour la capitale. Depuis son réaménagement en 2017, la Monnaie de Paris abrite un musée labellisé « musée de France », attirant chaque année des milliers de visiteurs. En 2023, elle a accueilli 163 000 visiteurs et continue de s'autofinancer exclusivement grâce à ses propres ressources, sans aucune subvention publique. Le site constitue également la dernière usine en activité au coeur de Paris, regroupant des ateliers de production industrielle, de fonderie, ainsi que des métiers d'art en voie de transmission. En effet, la Monnaie de Paris emploie 300 personnes et joue un rôle essentiel dans la préservation et la transmission de savoir-faire uniques. Ainsi, le projet MansA, tel qu'envisagé, pourrait perturber cet équilibre. L'occupation des espaces actuellement dédiés aux expositions temporaires et à d'autres activités culturelles de la Monnaie risquerait de remettre en cause son programme éducatif et culturel, avec des conséquences directes sur l'attractivité du site, l'équilibre économique de l'établissement, et la pérennité des savoir-faire qui y sont préservés. Face à cette situation et dans le but de préserver l'équilibre entre l'activité industrielle et culturelle de la Monnaie de Paris, il demande si le Gouvernement serait disposé à réétudier l'implantation du projet MansA à l'Hôtel de la Monnaie. Aussi il l'interroge sur les alternatives qui pourraient être envisagées ailleurs à Paris, afin de garantir le bon développement des deux projets sans compromettre l'activité de la Monnaie de Paris.

Projet d'installation du musée MansA : impacts et risques sur la Monnaie de Paris

2540. – 5 décembre 2024. – **Mme Sylvie Robert** appelle l'attention de **Mme la ministre de la culture** sur l'implantation du projet de la Maison des mondes africains (MansA) au sein de l'hôtel de la Monnaie, site historique de la Monnaie de Paris. Bien que ce projet, annoncé par le Président de la République en 2021, présente un intérêt culturel certain, son installation pourrait gravement perturber le fonctionnement de la Monnaie de Paris, un site patrimonial, industriel et culturel d'une grande importance pour la capitale. Depuis son réaménagement en 2017, la Monnaie de Paris abrite un musée labellisé « musée de France », attirant chaque année des milliers de visiteurs. En 2023, elle a accueilli 163 000 visiteurs et continue de s'autofinancer exclusivement grâce à ses propres ressources, sans aucune subvention publique. Le site constitue également la dernière usine en activité au coeur de Paris, regroupant des ateliers de production industrielle, de fonderie, ainsi que des métiers d'art. La Monnaie de Paris emploie 300 personnes et joue un rôle essentiel dans la préservation et la transmission de savoir-faire uniques. Ainsi, le projet MansA, tel qu'envisagé, pourrait perturber cet équilibre. L'occupation des espaces actuellement dédiés aux expositions temporaires et à d'autres activités culturelles de la Monnaie risquerait de remettre en cause son programme éducatif et culturel, avec des conséquences directes sur l'attractivité du site, l'équilibre économique de l'établissement et la pérennité des savoir-faire qui y sont préservés. Face à cette situation, elle demande si le Gouvernement serait disposé à réétudier l'implantation du projet MansA à l'Hôtel de la Monnaie. Aussi elle l'interroge sur les alternatives qui pourraient être envisagées afin de garantir le bon développement des deux projets sans compromettre l'activité de la Monnaie de Paris.

Avancées du projet de la Maison des mondes africains (MansA) à Paris

2906. – 23 janvier 2025. – **Mme Catherine Dumas** interroge **Mme la ministre de la culture** sur les avancées du projet de la Maison des mondes africains (MansA). Elle rappelle que le Président de la République a annoncé la création en 2021, lors du « Nouveau sommet Afrique-France », d'une Maison des mondes africains. Elle précise que cette nouvelle institution culturelle pluridisciplinaire aurait pour vocation de faire rayonner la création africaine contemporaine. Elle constate cependant que cette nouvelle institution n'a pas encore trouvé son lieu d'implantation alors que son ouverture était annoncée. Elle ajoute que la MansA a déjà son logo, sa directrice, une équipe de salariés, et un budget alloué. Elle souligne que la presse s'est fait écho de la volonté du Gouvernement d'installer cette institution au siège historique de la Monnaie de Paris, située Quai Conti. Or, elle remarque que cette idée a suscité de nombreuses réactions parmi les salariés de la Monnaie de Paris. Elle souhaiterait par conséquent connaitre le lieu qui est définitivement choisi, et également lui faire savoir le périmètre et le calendrier de l'ouverture de la MansA.

Réponse. – Si le principe d'une installation du groupement d'intérêt public (GIP) de la Maison des mondes africains (MansA) sur une partie du site de la Monnaie de Paris (aile Est du palais) avait été validé par le précédent gouvernement, c'était sous réserve que l'activité de production des monnaies ne soit pas impactée par l'installation du GIP. De plus, ce scénario était conditionné à une expertise plus poussée, d'un point de vue technique, financier et juridique. Étant apparu que les conditions d'une bonne installation de la MansA sur le site de la Monnaie de Paris n'était pas réunie, cette piste est aujourd'hui abandonnée. Après avoir été accueillie dans les locaux du ministère de la culture, la MansA s'est installée le 26 mars dernier dans une nouvelle emprise située rue Jacques Louvel-Tessier, dans le 10e arrondissement de Paris, dans le cadre d'un bail privé d'une durée de deux ans. Un travail interministériel est en cours afin d'identifier des pistes d'implantation immobilière pérenne et ainsi soutenir le développement de la MansA, son ambition et son rayonnement.

Situation du Musée du Louvre

3078. – 6 février 2025. – **M. Arnaud Bazin** attire l'attention de **Mme la ministre de la culture** sur la situation du Musée du Louvre. M. le Président de la République a annoncé mardi 28 janvier 2025 la mise en place d'un plan baptisé "Nouvelle Renaissance du Louvre", afin de répondre à la vétusté alarmante et à la surfréquentation du musée le plus visité au monde. Une note de la direction du musée pour alerter sur la multiplication d'avaries dans des espaces parfois très dégradés, l'obsolescence des équipements techniques et sur d'inquiétantes variations de températures mettant en danger l'état de conservation des oeuvres a été relayée par la presse. Il aimerait obtenir des précisions sur les budgets du musée prévus pour l'entretien du site, le billet d'entrée à 22 euros (plein tarif) acquitté majoritairement par les 8,7 millions de visiteurs au Louvre en 2024 pouvant laisser prévoir une anticipation.

Réponse. – La ministre de la culture souhaite rappeler qu'elle a, dès sa prise de fonction, pris la mesure des travaux de rénovation et de modernisation dont le Palais du Louvre a besoin, plus de trente ans après l'opération du « Grand Louvre » qui n'avait pas couvert l'ensemble du palais et de ses installations techniques. Afin de répondre aux besoins de préservation de ce monument insigne du patrimoine national qu'est le Palais du Louvre et pour améliorer les conditions d'accueil des publics et les conditions de travail des agents, le ministère de la culture et le musée du Louvre ont initié un schéma directeur technique et climatique, visant à rénover à la fois le musée et le palais qui l'abrite, ainsi que les différentes installations techniques. Ce schéma directeur est résolument tourné vers l'avenir. Destiné à améliorer tant les conditions de travail des agents que les conditions de visite, il va notamment donner lieu à la définition d'un plan climat, axe majeur du plan d'écologie du patrimoine porté par le Louvre, tout en intégrant de nouveaux outils numériques. La restauration des espaces et des infrastructures contribuera ainsi à une offre culturelle de qualité, participant au rayonnement et à l'attractivité du plus grand musée du monde auprès du public français et international. Pour ce faire, le ministère de la culture a obtenu, dans le cadre du projet de loi de finances pour 2025, une mesure nouvelle de 10 millions d'euros, qui permet de tripler les crédits jusqu'alors versés annuellement par l'État au titre de l'entretien du Palais du Louvre. Si le billet d'entrée a été augmenté en 2024 pour atteindre 22 euros, le surplus de recettes ainsi obtenu a seulement permis à l'établissement de retrouver un équilibre budgétaire au titre du fonctionnement, dont les coûts ont connu une dynamique très importante ces dernières années dans le contexte inflationniste. Du reste, le ministère souhaite rappeler que, dans un objectif de démocratisation de la culture, le musée du Louvre reste gratuit pour près d'un tiers de l'ensemble de ses visiteurs et pour plus de 60 % de ses visiteurs français. C'est donc à travers une tarification différenciée entre résidents et non-résidents de l'espace économique européen (EEE), dont les modalités sont en cours de définition, que le Louvre pourra dégager des crédits complémentaires permettant de financer la rénovation du musée. Ce schéma directeur technique s'inscrit bien évidemment dans le projet plus vaste de « Louvre Nouvelle Renaissance » (LNR), annoncé par le Président de la République le 28 janvier 2025, et qui comprend la création d'une nouvelle entrée côté colonnade de Perrault et le creusement de nouveaux espaces d'accueil du public sous la Cour carrée. Le Chef de l'État a rappelé que le financement de ce projet « LNR » ne pèserait pas sur les finances publiques, puisqu'il a vocation à être financé par les ressources propres que l'établissement est en mesure de mobiliser (licence de marque « Louvre Abu Dhabi », mécénat, etc). L'ensemble du projet « LNR » (schéma directeur technique et nouveaux espaces) constitue une belle démonstration de ce que l'État et ses établissements publics peuvent réaliser pour assurer la préservation et la mise en valeur du patrimoine national. Il constitue également l'occasion de réunir différents acteurs autour d'un projet fédérateur : la Ville de Paris est notamment associée au projet, le Louvre ayant pour objectif d'articuler enjeux patrimoniaux et urbains. Enfin, l'ensemble du projet est pensé dans un objectif de transmission et de diffusion de la culture en direction de tous les publics, à commencer par les scolaires (avec l'ambition de doubler le nombre d'élèves accueillis chaque année au Louvre).

Nécessité d'informer de manière précise les acquéreurs de billets de corrida

3736. – 13 mars 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** attire l'attention de **Mme la ministre de la culture** sur la nécessité d'informer de manière précise les acquéreurs de billets de corrida sur la nature du spectacle auquel ils vont assister. Actuellement, les dispositions en vigueur en matière de mentions légales sur les billets et affiches de spectacles en France ne prévoient pas l'obligation de mentionner la nature de ces derniers, y compris lorsqu'ils comportent des actes de cruauté envers un animal et des mises à mort d'animaux, comme dans les corridas. Or, ces scènes violentes sont de nature à heurter la sensibilité des spectateurs, notamment des plus jeunes. De plus, dans certaines villes taurines, les sites web des offices de tourisme présentent les spectacles tauromachiques avec mises à mort comme de simples activités « traditionnelles et folkloriques », parfois sans même faire mention du mot « corrida ». Ce défaut d'information est susceptible d'entraîner une confusion chez les touristes et de les inciter à assister à un spectacle dont ils ont été tenus dans l'ignorance de ce qu'il implique. Une information claire permettrait aux uns et aux autres de faire un choix conforme à leurs attentes et à leur sensibilité personnelle. Par conséquent, elle demande comment il est possible de s'assurer du respect des principes de transparence et d'information envers les spectateurs. Elle aimerait également savoir s'il existe des données relatives aux mineurs assistant à ces spectacles.

Réponse. – Les courses de taureaux et la tauromachie se distinguent en France par une grande diversité. Alors que la corrida implique la mise à mort d'un taureau, d'autres pratiques, telles que la course camarguaise ou la course landaise, constituent des jeux sportifs traditionnels sans mise à mort. Ces pratiques peuvent donc être légitimement présentées par des offices de tourisme comme des activités « traditionnelles et folkloriques ». Il n'existe pas pour le moment d'obligations légales propres à la billetterie et aux affiches de la corrida. Néanmoins, l'Union des Villes Taurines Françaises (UVTF) a établi un règlement taurin pour encadrer les spectacles avec mise à mort. Repris par des arrêtés municipaux dans les villes membres de l'UVTF, ce règlement s'impose à tous les organisateurs de spectacles taurins. Il prévoit notamment que les maires approuvent les affiches (art. 24 et 89) et que les mineurs de moins de douze ans soient accompagnés (art. 30). Une action de sensibilisation aux enjeux de transparence et d'information envers les spectateurs pourrait être menée à l'égard de l'UVTF pour assurer que les billets et les affiches ne comportent pas d'ambiguïté. Une évolution du règlement taurin pourrait également être encouragée en ce sens. Enfin, des données nationales officielles relatives aux mineurs assistant à ces spectacles n'ont pas encore été compilées.

Modernisation de l'enseigne des marchands de presse

3745. – 13 mars 2025. – **M. Ian Brossat** attire l'attention de **Mme la ministre de la culture** sur la récente modernisation de l'enseigne « Plume » des marchands de presse, dont l'État accompagne financièrement le déploiement en la rendant éligible à l'aide à la modernisation des diffuseurs de presse. Ce dispositif, doté de 6 millions d'euros en 2024, voit son taux de prise en charge pour l'enseigne relevé de 20 points en 2025 et 2026, atteignant ainsi 80 % en zone urbaine et jusqu'à 90 % en zone rurale. Toutefois, cette initiative suscite de nombreuses interrogations, tant au sein de la profession qu'auprès du grand public. Alors que les marchands de presse sont confrontés à des difficultés structurelles majeures, baisse de fréquentation des points de vente, mutation des usages de consommation de l'information, difficultés d'approvisionnement en titres de presse, beaucoup s'interrogent sur l'efficacité réelle de cette nouvelle enseigne pour répondre aux enjeux économiques du secteur. Par ailleurs, cette décision budgétaire intervient dans un contexte de réduction des moyens du ministère de la culture, marqué par une baisse de 200 millions d'euros pour le patrimoine, de 20 millions pour la transmission des savoirs et la démocratisation culturelle, ainsi qu'une diminution significative du budget du pass Culture. Dans un cadre de fortes contraintes budgétaires, il est légitime de s'interroger sur la pertinence d'allouer des fonds publics à une initiative dont l'impact concret sur la filière reste à démontrer. Dans cette perspective, il souhaite obtenir des précisions sur le coût total de cette initiative. Il souhaite également obtenir les raisons qui ont conduit le Gouvernement à en faire une priorité budgétaire, au regard des défis structurels auxquels sont confrontés les marchands de presse.

Réponse. – Le ministère de la culture est pleinement engagé dans le soutien à l'accès de l'ensemble de la population, partout sur le territoire, à une information pluraliste. Les marchands de presse assurent un maillage territorial indispensable, notamment en milieu rural, où ils contribuent non seulement à l'accès à l'information de tous mais aussi à la lecture, à la culture et au dynamisme des centres-bourgs. Dans un contexte marqué par une attrition continue du volume de ventes et afin de pallier la baisse structurelle du nombre de points de vente de presse - d'environ 3 % par an -, une aide à la modernisation des diffuseurs de presse a été créée en 2004 afin

d'accompagner les marchands dans l'informatisation de leurs outils et la rénovation de leurs magasins. En 2024, 774 marchands de presse ont bénéficié de cette aide pour un montant total de 3,3 millions d'euros. Une étude menée auprès de plus de 200 bénéficiaires de l'aide entre 2018 et 2022 a souligné l'importance de ce soutien pour les marchands de presse : 92 % des répondants ont indiqué que l'aide à la modernisation des espaces de vente avait permis d'améliorer l'attractivité de leur magasin et deux tiers d'entre eux n'auraient pas rénové leur magasin sans aide publique. Aussi, l'aide a été davantage ciblée vers les modernisations d'espace de vente à compter de 2023, afin de renforcer leur attractivité et modèle économique. Ce soutien est particulièrement important pour les 40 % des points de vente situés en zone rurale et pour lesquels une aide renforcée de 10 points de pourcentage et sans plafond d'aide a également été accordée dans le cadre du Plan culture et ruralité. Dans ce contexte de modernisation du réseau, le projet de nouvelle enseigne des marchands de presse s'inscrit dans le cadre du plan de soutien à la filière presse annoncé le 27 août 2020 par le Président de la République à la suite de la crise sanitaire et en réponse à une demande exprimée par les marchands de presse. 42 projets ont été reçus par le ministère de la culture à la suite de l'appel à candidatures lancé en décembre 2022 sous la forme d'un marché public à procédure adaptée. Parmi ceux-ci, 5 ont été retenus par le comité de pilotage composé du ministère de la culture et d'acteurs du secteur, notamment Culture Presse, principale organisation représentant les marchands de presse, le réseau d'enseignes Maison de la Presse et la société de distribution France Messagerie, propriétaire de la marque de l'ancienne enseigne. La proposition *in fine* retenue répond aux critères de qualité, de démarche éco-responsable et de prix établis dans le cadre de ce marché public. Elle propose par ailleurs une solution de combinaison entre l'enseigne « plume » et les autres enseignes de ces commerce (tabac, jeux, etc.) pour répondre aux demandes de ces commerces multi-activité et de l'obligation croissante par de nombreuses villes et communes de ne disposer que d'une seule enseigne par magasin. Le financement de cette nouvelle enseigne s'élève à 106 220 euros hors taxe (HT), comprenant l'assistance à maîtrise d'ouvrage du cahier des charges de l'enseigne (12 200 euros HT), l'indemnité de 5 000 euros versée aux 4 candidats non sélectionnés et celle de 74 000 euros versée à l'équipe lauréate. Ce financement a été intégralement assuré par le budget déjà alloué à l'aide à la modernisation des diffuseurs de presse, sans augmentation de ces crédits. L'installation de cette enseigne, qui coûtera entre 500 et 1000 euros selon les fabricants, est soutenue à hauteur de 80 % dans les zones urbaines et de 90 % en zone rurale à travers l'aide à la modernisation des diffuseurs. Le rythme du déploiement sera naturellement très progressif. Il convient aussi de noter que, à la différence des enseignes des débitants de tabac ou des pharmacies, cette enseigne n'est pas obligatoire. Conformément aux règles interprofessionnelles, la présence d'une enseigne extérieure (ancienne enseigne, nouvelle « plume », plume de l'enseigne Maison de la presse, etc.) est l'une des conditions d'accès à la qualification de point de vente spécialiste induisant une meilleure rémunération des marchands. Au-delà de l'attractivité des points de vente de presse et de leur maillage territorial, il est essentiel de leur assurer de meilleures conditions d'exercice et de rémunération. La mission de concertation relative à la distribution de la presse imprimée confiée à Monsieur Sébastien Soriano vise notamment en ce sens à réduire le nombre de livraisons quotidiennes des points de vente en mutualisant les flux de la presse nationale et de la presse régionale et locale. C'est également le sens des travaux de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse sur la rémunération des diffuseurs, conformément à l'article 18 de la loi dite « Bichet » et pour laquelle des négociations sont en cours au sein de la filière. Ces enjeux, fondamentaux pour la viabilité du réseau, sont au coeur des priorités du ministère, en dialogue constant avec les acteurs de la filière.

Interdiction de la publicité pour les corridas dans les régions où elles sont interdites

4138. – 10 avril 2025. – **Mme Samantha Cazebonne** attire l'attention de **Mme la ministre de la culture** sur la promotion de la tauromachie dans les régions où la pratique de la corrida est interdite, comme à Paris. Bien que la corrida bénéficie d'une dérogation légale dans certaines régions en vertu de l'article 521-1 du code pénal, cette pratique reste strictement encadrée et réservée aux zones de « tradition locale ininterrompue ». Il apparaît toutefois que des clubs taurins situés à Paris organisent des activités culturelles (conférences, projections, débats) et font activement la publicité de spectacles de tauromachie dans le sud de la France. Ces pratiques soulèvent des interrogations sur leur conformité avec l'esprit de la dérogation législative de 1951, qui visait à respecter les coutumes locales sans étendre la portée de la corrida à des régions où elle n'existe pas. Si Paris devient une ville « d'aficion », comme le suggèrent les communications des clubs taurins qui y promeuvent activement la tauromachie, une question légitime se pose : pourquoi ne pas y réintroduire les corridas ? L'organisation de corridas étant un délit sanctionné à Paris, leur promotion devrait l'être également, par cohérence législative et éthique. De plus, en attirant des spectateurs parisiens dans les arènes du sud, ces clubs faussent la perception de l'intérêt réel de la population locale pour la corrida. Cette fréquentation extérieure gonfle artificiellement les chiffres, donnant à tort l'impression d'une tradition vivace dans les régions concernées. Cela pose problème, car les

tribunaux se basent sur l'intérêt local pour justifier la « tradition locale » et la dérogation autorisant les corridas. Enfin, faire la publicité d'une pratique interdite dans une région peut être perçu comme un contournement de la loi. Promouvoir les corridas dans une zone où elles sont illégales banalise la violence qu'elles incarnent et incite indirectement à un délit défini par l'article 521-1 du code pénal. Elle lui demande donc si elle envisage de prendre des mesures pour encadrer ou interdire la publicité et les activités de promotion taurine dans les régions où la corrida est interdite, afin de respecter l'esprit de la loi et de garantir que Paris ne contribue pas à la promotion de la souffrance animale.

Réponse. – La loi du 2 juillet 1850 relative aux mauvais traitements envers les animaux, dite « loi Grammont », pénalise les sévices graves et actes de cruauté envers les animaux. Le premier alinéa de l'article 521-1 du code pénal punit de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende « le fait, publiquement ou non, d'exercer des sévices graves ou de commettre un acte de cruauté envers un animal domestique, ou apprivoisé, ou tenu en captivité ». « Lorsque les faits ont entraîné la mort de l'animal, les peines sont portées à cinq ans d'emprisonnement et à 75 000 euros d'amende » (alinéa 2). Cependant, la loi du 24 avril 1951, complétant la loi Grammont, a institué une exception au principe de la répression pénale des sévices graves envers les animaux, en matière de courses de taureaux et de tauromachie (exception également codifiée à l'article 521-1 du code pénal). Ces actes de cruauté et de mise à mort ont été soustraits au droit pénal afin de ne pas remettre en cause certaines pratiques traditionnelles locales. Cette exclusion de responsabilité pénale est strictement encadrée par l'exigence d'une tradition locale ininterrompue. Elle n'est ainsi applicable qu'aux corridas organisées « dans les parties du territoire national où l'existence d'une telle tradition ininterrompue est établie et pour les seuls actes qui relèvent de cette tradition » (Conseil Constitutionnel, QPC 2012-271, 21 septembre 2012). L'existence de la tradition doit être attestée dans la localité concernée et l'organisation de corridas doit y être régulière. Un siècle s'étant écoulé depuis la dernière corrida aux Arènes de Lutèce, il est invraisemblable que cette pratique soit réintroduite à Paris. En outre, il est à noter que les activités culturelles liées à la tauromachie n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 521-1 du code pénal, puisqu'elles n'incitent pas à la commission d'actes de cruauté envers un taureau à Paris. Elles valorisent cette pratique, telle qu'elle existe légalement dans les régions de tradition taurine. Cela étant dit, le Conseil de Paris a voté à l'unanimité, le 11 avril 2025, le voeu que « La Ville de Paris rappelle son opposition à la Corrida, en tant que spectacle de souffrance animale, et à toutes les manifestations de sa promotion sur le territoire parisien ».

Encadrement de la promotion et des initiations tauromachiques hors des zones de tradition

4139. – 10 avril 2025. – **Mme Samantha Cazebonne** attire l'attention de **Mme la ministre de la culture** sur les entraînements de toreo de salon (apprentissage des gestes de la tauromachie en l'absence de taureau) organisés par une association dans les arènes de Lutèce, à Paris. Ces séances, qui se déroulent dans un lieu emblématique du patrimoine parisien, soulèvent des interrogations sur leur compatibilité avec l'esprit de l'article 521-1 du code pénal. Si cet article autorise une dérogation pour la corrida dans des zones de « tradition locale ininterrompue », Paris ne fait pas partie de ces territoires, et la corrida y est strictement interdite. Ces entraînements, bien qu'ils n'impliquent pas de mise à mort d'animaux, constituent une initiation à la pratique tauromachique. Ils s'inscrivent dans une démarche explicite de promotion de la tauromachie dans une région où cette pratique est juridiquement répréhensible. Organisés dans un cadre public, souvent en présence de passants ou d'enfants qui jouent au football, ces entraînements participent à la banalisation d'une activité fondée sur des actes de cruauté. Ils contreviennent également à l'esprit de la dérogation législative de 1951, qui limite l'exception taurine aux territoires concernés par une tradition locale ininterrompue. Ces cours et entraînements soulèvent également des questions quant à la légitimité d'autoriser une pratique controversée, localement interdite, à s'installer dans des lieux publics. Elle lui demande donc si elle envisage de prendre des mesures pour encadrer ou interdire les entraînements de toreo de salon dans des lieux publics tels que les arènes de Lutèce, afin de garantir que Paris, ville où la corrida est strictement interdite, ne devienne pas un point de diffusion et de promotion de pratiques contraires à l'éthique et à l'esprit de la loi.

Réponse. – La loi du 2 juillet 1850 relative aux mauvais traitements envers les animaux, dite « loi Grammont », pénalise les sévices graves et actes de cruauté envers les animaux. Le premier alinéa de l'article 521-1 du code pénal punit de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende « le fait, publiquement ou non, d'exercer des sévices graves ou de commettre un acte de cruauté envers un animal domestique, ou apprivoisé, ou tenu en captivité ». « Lorsque les faits ont entraîné la mort de l'animal, les peines sont portées à cinq ans d'emprisonnement et à 75 000 euros d'amende » (alinéa 2). Cependant, la loi du 24 avril 1951, complétant la

loi Grammont, a institué une exception au principe de la répression pénale des sévices graves envers les animaux, en matière de courses de taureaux et de tauromachie (exception également codifiée à l'article 521-1 du code pénal). Ces actes de cruauté et de mise à mort ont été soustraits au droit pénal afin de ne pas remettre en cause certaines pratiques traditionnelles locales. Cette exclusion de responsabilité pénale est strictement encadrée par l'exigence d'une tradition locale ininterrompue. Elle n'est ainsi applicable qu'aux corridas organisées « dans les parties du territoire national où l'existence d'une telle tradition ininterrompue est établie et pour les seuls actes qui relèvent de cette tradition » (Conseil Constitutionnel, QPC 2012-271, 21 septembre 2012). L'existence de la tradition doit être attestée dans la localité concernée et l'organisation de corridas doit y être régulière. Un siècle s'étant écoulé depuis la dernière corrida aux Arènes de Lutèce, il est invraisemblable que cette pratique soit réintroduite à Paris. En outre, les activités culturelles liées à la tauromachie n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 521-1 du code pénal, puisqu'elles n'incitent pas à la commission d'actes de cruauté envers un taureau à Paris. Bien que les entraînements de toreo de salon reprennent la gestuelle de la corrida, ils n'impliquent pas d'actes de violence à l'encontre d'animaux et sont par conséquent légaux. Ils pourraient d'ailleurs être perçus comme une forme d'évolution de la tauromachie s'adaptant aux sensibilités différentes des régions de la France. L'encadrement de ce type d'entraînements dans les espaces publics à Paris relève de la compétence de la ville et de sa réglementation générale des parcs, jardins et espaces verts. À cet égard, le Conseil de Paris a voté à l'unanimité, le 11 avril 2025, le voeu que « La Ville de Paris rappelle son opposition à la Corrida, en tant que spectacle de souffrance animale, et à toutes les manifestations de sa promotion sur le territoire parisien ».

Réglementer la réalité virtuelle et augmentée

4228. – 17 avril 2025. – **Mme Sylvie Robert** appelle l'attention de **Mme la ministre de la culture** sur les enjeux éthiques, sociétaux et démocratiques liés à la généralisation de l'utilisation de la réalité virtuelle et de la réalité augmentée (XR) dans le cadre de projets culturels, éducatifs et patrimoniaux. Ces technologies immersives, en pleine expansion, sont de puissants médiums qui pénètrent de nombreux secteurs tels que l'éducation, la culture, la formation et le divertissement. En plaçant l'utilisateur au coeur d'expériences et de récits construits, elles ont, par essence, un pouvoir d'influence inédit. Elles sont susceptibles de façonner les représentations, d'orienter les émotions et de véhiculer des valeurs bien précises. Récemment, plusieurs enquêtes journalistiques ont révélé qu'un double phénomène faisait peser un risque majeur sur le secteur des technologies immersives : non seulement les investissements sont particulièrement concentrés, mais surtout, ces derniers serviraient à financer des programmes aux nombreux biais idéologiques -faisant écho au plan Périclès et à la « bataille culturelle » qui se jouerait en filigrane. Il convient donc de prendre garde à ce que la XR ne serve pas de truchement à la valorisation d'une certaine lecture de l'histoire -voire de sa réécriture- ni à celle de récits objectivement orientés. Contrairement aux médias traditionnels ou au cinéma, les technologies immersives sont très faiblement réglementées. À titre d'exemple, il n'est pas nécessaire de signaler qu'un contenu est purement fictionnel. Face aux risques de manipulation, et afin que l'écosystème de la XR soit éthique, responsable, indépendant et pluraliste, plusieurs leviers pourraient être actionnés : assurer la diversification des sources de financement, sensibiliser urgemment les acteurs qui déploient des technologies immersives à destination du public -singulièrement les acteurs publics (établissements publics de l'État, collectivités territoriales, acteurs culturels et éducatifs etc.) - et lancer une réflexion sur l'opportunité de réglementer davantage la XR, en particulier sur le volet de la transparence, sans pour autant entraver sa croissance. Ainsi, elle souhaite connaître la position du Gouvernement sur ce sujet primordial, l'objectif étant de préserver l'intégrité de ce secteur et de garantir un déploiement sain et équilibré sur l'ensemble des territoires.

Réponse. – Le ministère de la culture partage la prudence requise quant à la nécessité de penser un cadre éthique pour l'usage des technologies immersives, en particulier la réalité virtuelle (RV) et la réalité augmentée (RA), dans les domaines de la culture, du divertissement, de l'éducation et du patrimoine, dont le potentiel disruptif appelle une approche équilibrée entre innovation, protection des publics et préservation de la diversité culturelle. La spécificité de l'immersif, c'est qu'il traverse et irrigue tous les secteurs : cinéma mais aussi jeu vidéo, musique, spectacle vivant, patrimoine et musées. La réalité étendue ou XR (englobant la RV et RA) offre des opportunités concrètes pour rendre la culture accessible au plus grand nombre, pour valoriser la médiation patrimoniale et la création artistique. Nombre de projets soutenus par le ministère de la culture en témoignent : les reconstitutions virtuelles de sites avec la société Iconem, les expériences immersives proposées par Excurio dans les musées nationaux (récemment au musée d'Orsay), la réalité augmentée proposée par Histovery dans plusieurs châteaux en France (Chambord, Fontainebleau). Les établissements culturels qui font appel à ces technologies, et qui sont mentionnés supra, sont très attentifs à la qualité scientifique des contenus, dont ils sont garants. En créant des

environnements virtuels, la XR peut modifier la perception du réel, et véhiculer des récits orientés. Conscient de ces enjeux, le ministère de la culture considère prioritaire d'encadrer le développement des technologies immersives en respectant le pluralisme et la souveraineté culturelle. Tout d'abord, la diversification des sources de financement est un levier essentiel pour garantir l'indépendance de la création. À ce titre, le ministère de la culture soutient les projets immersifs à travers des dispositifs comme le Fonds d'aide à la création immersive (piloté par le centre national du cinéma et de l'image animée). Le ministère soutient également le développement de nouveaux modes de production et de diffusion à travers l'appel à projets France 2030 « Culture immersive et métavers ». Celui-ci a fait l'objet de 140 candidatures à date, toutes évaluées par un comité composé d'experts indépendants, en fonction de critères comme le caractère innovant, la stratégie réglementaire et/ou de propriété intellectuelle, la performance environnementale et l'impact sociétal. Enfin, le ministère de la culture soutient également - dans le cadre du plan France 2030 - le Programme de recherche industries culturelles et créatives « ICCARE ». Ce programme vise à accompagner par la recherche, la filière des industries culturelles et créatives dans sa transformation et son adaptation aux enjeux économiques, numériques et sociaux. Il constitue un espace de rencontres et de dialogues entre les communautés de recherche, les professionnels de la culture et les institutions publiques ; à l'image des projets HARMONIE « Créer, diffuser et produire à l'heure de l'IA et des technologies immersives » ou STYX « Les mondes infinis du métavers, pour en faire quoi ? ». Ces projets explorent les dimensions économiques, sociales, éthiques et réglementaires de ces nouveaux usages. Le Gouvernement souhaite donc préserver un usage éthique et responsable des technologies immersives. La technologie ne doit jamais être une fin en soi. C'est un moyen au service de la culture, au service de la souveraineté de notre modèle culturel.

COMPTES PUBLICS

Réversion des pensions civiles et militaires de l'État

306. – 3 octobre 2024. – **M. Max Brisson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** à propos de la réversion des pensions civiles et militaires de l'État. En effet, depuis la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, l'article L. 43 du code des pensions civiles et militaires de retraite (CPCMR) dispose qu'à la date du décès du fonctionnaire, les conjoints survivants ou divorcés ayant droit à pension se partagent la part de la pension de réversion correspondant au rapport entre le nombre de conjoints survivants ou divorcés et le nombre total de lits représentés. Cette part est répartie entre les conjoints au prorata de la durée respective de chaque mariage. Toutefois, un lit est représenté soit par le conjoint survivant ou divorcé, soit par les orphelins de fonctionnaires dont l'autre parent n'a plus droit à pension. Dans la rédaction de cet article, il n'est pas précisé, contrairement à ce qui prévalait auparavant, que « si un lit cesse d'être représenté, sa part accroît celle du ou des autre lits ». L'article L. 43 du CPCMR a ainsi pour effet : de fixer définitivement le partage entre les ayants cause de la pension de réversion au moment du décès du fonctionnaire ; de ne plus prévoir un droit à la restitution de la part de la pension de réversion laissée vacante par un autre lit ; de priver la veuve de la part de pension de réversion attribuée à un enfant d'un autre lit au-delà de son 21ème anniversaire. La veuve percevra donc invariablement la même quotité et la part qui revenait à l'enfant ayant atteint l'âge de 21 ans reviendra à l'État. Toutefois, force est de constater que cette disposition est particulièrement néfaste pour les veuves de militaires puisque beaucoup se sont mariées jeunes et sans qualification professionnelle et n'ont pas eu d'emploi pour pouvoir élever les enfants du ménage. Ainsi, lorsqu'elles exerçaient une profession, elles l'ont souvent abandonnée ou interrompue du fait des nombreuses mutations de leur conjoint. Il en résulte que devenues veuves, elles n'ont souvent d'autre ressource que la pension de réversion de leur conjoint. Si pendant l'activité du conjoint militaire les primes attribuées pour des emplois particuliers ont pour effet d'augmenter le revenu du ménage, il convient de rappeler que seule la « solde de base » compte pour le calcul des droits à la retraite et ensuite au calcul de la pension de réversion. Or les soldes de base des officiers subalternes et supérieurs sont inférieures à celle des fonctionnaires civils d'âge et de responsabilités équivalentes. Il en résulte que les pensions de réversion de leurs veuves s'en trouvent durement réduites. Aussi, il lui demande les moyens envisagés pour remédier à cette injustice. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – Aux termes de l'article L. 43 du code des pensions civiles et militaires de retraite (CPCMR) dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 162 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances pour 2012, lorsqu'il existait plusieurs ayants-cause, la pension de réversion était répartie selon le nombre de lits c'est-à-dire les mariages ou unions de fait desquels sont issus des enfants. La pension de réversion était alors divisée en parts égales entre les lits, nonobstant la composition de chaque lit. Lorsque plusieurs lits étaient représentés par

des conjoints survivants ou divorcés, la part leur revenant était répartie au *prorata* de la durée respective de chaque mariage ; lorsqu'un lit était représenté par un orphelin, la part attribuée à ce lit était divisée par le nombre d'enfants ayant cause. Si un lit n'était plus représenté, sa part revenait aux autres lits. Ces dispositions ont été censurées par le Conseil constitutionnel à l'issue d'une décision n° 2010-108 d'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC). L'article 162 de la loi du 28 décembre 2011 précitée a donc modifié les modalités de calcul de la part de pension de réversion attribuée aux orphelins représentant un lit. La répartition en fonction du nombre de lits continue à s'appliquer entre les conjoints survivants ou divorcés. En revanche, dorénavant, la différence entre la fraction de pension prévue à l'article L. 38 et les pensions de réversion versées aux conjoints survivants ou divorcés revient aux orphelins représentant un lit, de manière égalitaire. La répartition de la pension de réversion entre les différents lits est dorénavant cristallisée à la date du décès du fonctionnaire dont la pension est reversée. À cet égard, à l'occasion de l'examen d'une QPC portant sur l'article L. 43 du CPCMR actuellement en vigueur (décision n° 2013-348 QPC), le Conseil constitutionnel a validé ce dernier article en rappelant qu'« aucun principe, ni aucune règle de valeur constitutionnelle n'impose », le cas échéant, que la pension soit à nouveau répartie entre les ayants cause restants lorsqu'un lit cesse d'être représenté. Ces dispositions permettent une répartition plus égalitaire entre les différents ayants-droit. Aussi, une modification des règles relatives aux pensions de réversion codifiées dans le CPCMR n'est pas envisagée.

Aide au retour à l'emploi, aide à la reprise et à la création d'entreprise et collectivités locales

403. – 3 octobre 2024. – **Mme Michelle Gréaume** attire l'attention de **M. le ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics** sur l'inadéquation du versement par les collectivités locales de l'aide au retour à l'emploi (ARE) ou de l'aide à la reprise et à la création d'entreprises (ARCE), en cas de reconnaissance de l'inaptitude définitive et absolue d'un agent public. Selon le principe de l'auto assurance, les collectivités locales assurent elles mêmes leurs agents contre le risque lié à la privation involontaire d'emploi. Il est par conséquent justifié que les collectivités locales puissent verser l'ARE et l'ARCE à l'agent qui le solliciterait. Toutefois, a contrario, cela peut apparaître injustifié lorsque l'agent a été admis à la retraite pour invalidité suite à une reconnaissance pour inaptitude définitive et absolue à toutes fonctions. Il s'agit certes d'une privation involontaire d'emploi mais, comment un agent reconnu inapte à toutes fonctions dans le secteur public pourrait il être reconnu apte dans le secteur privé ? D'autant que la vérification de l'aptitude au travail des demandeurs d'emploi n'est plus effectuée suite à la suppression des services médicaux de main d'oeuvre. Il apparaît donc nécessaire d'articuler et de corréler la règle pour qu'elle soit identique dans le secteur public et le secteur privé, tant pour l'agent concerné que pour les employeurs publics et privés. Surtout, en cette situation particulière et incompréhensible, le versement de l'ARE ou de l'ARCE incombe injustement à la collectivité qui employait l'agent. C'est une aberration. Aussi, elle lui demande si le ministère compte, dans ce cas bien précis, faire évoluer les modalités de versement de l'ARE et de l'ARCE afin qu'il ne pèse plus sur les collectivités locales. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – Conformément à l'article L. 5422-1 du code du travail, l'éligibilité à l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) est soumise aux conditions cumulatives suivantes : la privation involontaire d'emploi ou assimilée comme telle par les accords relatifs à l'assurance chômage mentionnés à l'article L. 5422-20 de ce code, la recherche d'emploi, des conditions d'âge et d'activité antérieure déterminées en fonction de la situation de l'agent ainsi qu'une aptitude au travail. La radiation des cadres d'un fonctionnaire territorial en raison d'une invalidité définitive et absolue est considérée comme une privation involontaire d'emploi au sens l'article L. 5422-20 du code du travail, en application de l'article 2 du décret n° 2020-741 du 16 juin 2020 relatif au régime particulier d'assurance chômage applicable à certains agents publics et salariés du secteur public. L'appréciation de la condition relative à l'aptitude au travail d'un fonctionnaire territorial est prévue par l'article 17 du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 relatif à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux aux termes duquel l'inaptitude définitive du fonctionnaire à l'exercice de tout emploi et son admission à la retraite interviennent après avis du conseil médical réuni en formation plénière. Dès lors, la mise à la retraite d'un fonctionnaire territorial en raison d'une inaptitude définitive et absolue intervient après avis de l'instance médicale statutaire compétente. La décision de la radiation des cadres au titre de l'invalidité prise par l'employeur territorial, après avis de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) en application de l'article 2 du décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003, entraine ainsi l'impossibilité pour l'intéressé d'exercer postérieurement à cette décision des fonctions en qualité de fonctionnaire, l'instance médicale statutaire compétente s'étant en effet prononcée en ce

sens. Toutefois, aucune règle ne s'oppose au recrutement d'un travailleur percevant une pension d'invalidité versée par la CNRACL par une entité affiliée à un autre régime, notamment un employeur privé, dès lors que cette invalidité n'est pas remise en cause et que l'appréciation de l'aptitude au travail relève d'une autorité distincte du conseil médical. En effet, en application de l'article R. 5426-1 du code du travail, l'appréciation de l'aptitude au travail du travailleur relève de la compétence du préfet, et elle est mise en oeuvre par le médecin du travail en application des articles R. 4624-24 et suivants de ce code, et éventuellement par le médecin inspecteur du travail, celui-ci étant placé sous l'autorité de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi. S'agissant de la détermination du débiteur de l'ARE, la coordination entre les différents employeurs publics ou privés de l'agent pour l'indemnisation au titre du chômage est prévue par les articles R. 5424-2 et 5424-3 du code du travail qui prévoient une comparaison des durées d'emploi effectuées pour le compte de chacun des employeurs pendant la période de référence affiliation, permettant de déterminer l'employeur auprès duquel la durée d'emploi a été la plus longue et qui aura donc la charge de l'indemnisation. La règle de la durée d'emploi la plus longue s'applique pour la détermination de la charge de l'indemnisation sauf en cas d'égalité de durée d'emploi où la charge de l'indemnisation incombe au dernier employeur. Cette période de référence affiliation, prévue à l'article 3 du décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019, s'apprécie au cours des 24 ou 36 mois qui précèdent la fin de la relation de travail suivant le terme du préavis selon l'âge du demandeur d'emploi. La durée d'indemnisation du chômage d'un ancien agent public ne peut en tout état de cause excéder un nombre maximum de jours calendaires, déterminé selon sa situation, à l'article 9 du règlement d'assurance chômage annexé au décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 relatif au régime d'assurance chômage. Il n'est pas envisagé à ce stade de modifier le régime d'indemnisation des agents publics au titre du chômage.

Application de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires aux étudiants

1003. – 3 octobre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics** sur l'application de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires aux étudiants. Les parents d'un étudiant rattaché au foyer fiscal parental et qui occupe un logement dans le cadre de ses études, même boursier, doivent s'acquitter de la taxe d'habitation, le logement étant considéré comme une résidence secondaire, sauf s'il s'agit d'une résidence gérée par le centre régional des oeuvres universitaires et scolaires (CROUS) ou analogue, logement difficile à obtenir du fait de leur faible nombre. Il n'y a ainsi pas d'exonération spécifique de taxe d'habitation en faveur des étudiants, même boursiers. Seul un allègement calculé en fonction des revenus des parents peut être demandé sur réclamation déposée auprès du service des impôts des particuliers dont dépend le logement concerné. Cette charge s'ajoute à de nombreuses dépenses auxquelles doivent faire face les étudiants et leurs parents pour financer des études qui ont tendance à s'accroitre avec l'inflation importante. Il est en outre étonnant qu'un logement utilisé par un étudiant comme résidence principale puisse être considéré comme une résidence secondaire de ses parents. Aussi, il souhaiterait savoir s'il compte apporter des évolutions sur le statut fiscal de ces logements pour que celui-ci soit en adéquation avec l'usage qui en est fait, sans que cela n'affecte les collectivités locales qui bénéficient des recettes de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires.

Application de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires aux étudiants

2801. – 16 janvier 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** les termes de sa question n° 01003 sous le titre « Application de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires aux étudiants », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Depuis le 1er janvier 2023, plus aucun logement occupé à titre de résidence principale, à savoir le logement dans lequel le contribuable réside habituellement et effectivement, n'est soumis à la taxe d'habitation (TH). Cette dernière n'est maintenue que sur les résidences secondaires (THRS) et sur d'autres locaux meublés non affectés à la résidence principale. Or, dans le cas d'étudiants célibataires qui, tout en restant à la charge de leurs parents au sens de l'impôt sur le revenu, disposent, pour les besoins de leurs études, dans une ville universitaire, d'un logement distinct, il a été admis que ce dernier devait être considéré comme leur habitation principale au regard de la taxe d'habitation. Par conséquent, ce logement n'est pas soumis à la THRS, ce qui répond de fait à la préoccupation exprimée.

Prise en compte de l'indemnité d'élu comme salaire d'un propriétaire de logement meublé professionnel

1086. – 3 octobre 2024. – **M. Hervé Maurey** demande à **M. le ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics** si l'indemnité d'un élu doit être considérée comme un salaire dans le cadre de la fiscalité relative à l'activité de location meublée professionnelle. Le statut fiscal de loueur meublé professionnel (LMP) prévoit l'exonération du bien immobilier possédé vis-à-vis de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) si les bénéfices tirés de cette activité sont supérieurs aux autres revenus professionnels du foyer. Il souhaite savoir si l'indemnité d'un élu est, en l'espèce, considérée par l'administration fiscale comme un salaire et si, par conséquent, cette indemnité est comptabilisée comme un « autre revenu professionnel du foyer » lorsque l'élu exerce aussi une activité de location meublée professionnelle.

Prise en compte de l'indemnité d'élu comme salaire d'un propriétaire de logement meublé professionnel

2841. – 16 janvier 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** les termes de sa question n° 01086 sous le titre « Prise en compte de l'indemnité d'élu comme salaire d'un propriétaire de logement meublé professionnel », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – L'article 975 du code général des impôts (CGI) prévoit, s'agissant de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), que l'activité de location de locaux d'habitation loués meublés ou destinés à être loués meublés peut être considérée comme une activité commerciale susceptible d'ouvrir droit au régime d'exonération des actifs professionnels à l'IFI si deux conditions cumulatives sont respectées. Ainsi, les membres du foyer fiscal doivent réaliser plus de 23 000 euros de recettes annuelles dans le cadre de cette activité, et en retirer plus de 50 % de leurs revenus à raison desquels le foyer fiscal est soumis à l'impôt sur le revenu (*cf.* BOI-PAT-IFI-30-10-10-10, paragraphes 50 et 60). Aux termes du 2 du IV de l'article 155 du code général des impôts (CGI), l'activité de loueur en meublé est exercée à titre professionnel, pour le bénéfice du régime d'imposition des revenus de la location, ouvrant droit, notamment, à l'imputation des déficits relatifs à cette activité sur le revenu global du contribuable sans limitation de montant, lorsque le loueur retire de cette activité des recettes annuelles qui excèdent 23 000 euros et le montant des autres revenus d'activité. Ces conditions cumulatives s'apprécient au niveau du foyer fiscal. La condition relative à la prépondérance des recettes vise à comparer les recettes annuelles retirées de la location meublée aux autres revenus d'activité du foyer fiscal, sous réserve que ces autres revenus soient soumis à l'impôt sur le revenu. À cet égard, les autres revenus d'activité s'entendent de ceux soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des traitements et salaires, des bénéfices industriels et commerciaux autres que ceux tirés de l'activité de location meublée, des bénéfices agricoles, des bénéfices non commerciaux et des revenus des gérants et associés. La doctrine administrative précise les modalités d'appréciation de cette condition (*cf.* BOI-BIC-CHAMP-40-10, paragraphe 150). Les indemnités parlementaires ainsi que celles des élus locaux sont imposables à l'impôt sur le revenu suivant les règles applicables aux traitements et salaires, conformément aux dispositions des articles 80 *undecies* et 80 *undecies* B du CGI. Il s'ensuit que ces indemnités sont retenues pour l'appréciation de la condition tenant à la prépondérance des recettes tirées de l'activité de location meublée pour le bénéfice du régime d'imposition des revenus de la location meublée exercée à titre professionnel. Par suite, concernant l'imposition à l'IFI, il en résulte que les indemnités parlementaires sont bien comptabilisées en tant que revenus à prendre en compte pour l'appréciation du caractère commercial de l'activité de location meublée également réalisée par l'élu.

Compensation de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties et de contribution foncière des entreprises pour tous les mâts d'éoliennes

1156. – 10 octobre 2024. – **Mme Jocelyne Antoine** attire l'attention de **M. le ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics** sur le manque à gagner des collectivités dû à l'extension de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de contribution foncière des entreprises (CFE) à l'ensemble des mâts d'éoliennes. Jusqu'à peu, seuls les mâts métalliques boulonnés aux socles en béton étaient exonérés de TFPB et de CFE. A l'inverse, les mâts fixés à perpétuelle demeure aux socles en béton, considérés comme constituant un élément de l'ouvrage, étaient imposés à la TFPB et à la CFE, sauf si les éoliennes constituaient un moyen d'exploitation d'un établissement industriel. L'article 142 de la loi de finances pour 2024 prévoit désormais que l'exonération de TFPB et de CFE s'applique aux mâts des éoliennes, quelle que soit leur conception et leur rattachement ou non à l'exploitation d'un établissement industriel. Cette disposition a été introduite à l'Assemblée nationale au motif qu'il fallait adapter la fiscalité à l'évolution de la technologie de la

construction des éoliennes, les mâts bétonnés se substituant aux mâts en acier déjà exonérés. Si elle comprend ce souci d'homogénéisation, elle souligne cependant que cette extension, s'agissant d'exonération de droit permanente, n'est pas compensée par l'État et génère, subséquemment, une perte de ressources pour les collectivités concernées. Instaurée par la loi de finances pour 2010 au profit des collectivités territoriales, l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (Ifer) pour l'éolien ne permet pas de compenser la perte de ressources consécutive à cette exonération. Par ailleurs, cette disposition a été adoptée sans étude d'impact permettant de connaître le nombre de mâts concernés et les montants en jeu pour l'intégration des mâts des éoliennes bétonnés non constitutives d'un moyen d'exploitation d'un établissement industriel. Interrogée sur ce sujet, la direction de la législation fiscale reconnaissait d'ailleurs que « l'impact pour le budget des collectivités locales ne peut être estimé par l'administration en raison des limites concernant les données déclaratives disponibles » et que « l'administration ne peut pas déterminer le nombre exact de mats d'éoliennes actuellement exonérés ou entrant dans le champ de la mesure proposée ». En conséquence, elle lui demande de procéder à une évaluation des conséquences financières de cette disposition sur le budget des collectivités territoriales, celle-ci pouvant servir de base pour envisager une compensation de l'État, par la majoration de la dotation globale de fonctionnement par exemple. Compte tenu de la dégradation des finances publiques, elle souhaiterait également connaître sa position sur la possibilité de rendre cette exonération facultative, sur décision des collectivités territoriales concernées afin de préserver leur liberté. Elle lui rappelle la nécessité de maintenir le principe selon lequel les exonérations imposées aux collectivités locales doivent être compensées financièrement par l'État ou adoptées par une décision locale si elles ne sont pas compensées.

Compensation de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties et de contribution foncière des entreprises pour tous les mâts d'éoliennes

4301. – 17 avril 2025. – **Mme Jocelyne Antoine** rappelle à **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** les termes de sa question n° 01156 sous le titre « Compensation de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties et de contribution foncière des entreprises pour tous les mâts d'éoliennes », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Avant 2024, certains mâts d'éoliennes bénéficiaient déjà d'une exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) applicable de droit et sans compensation pour les collectivités, lorsqu'ils étaient spécifiquement adaptés aux activités susceptibles d'être exercées dans un établissement qualifié d'industriel et qu'ils n'étaient pas assimilables à de véritables constructions, sur le fondement du 11° de l'article 1382 du code général des impôts (CGI). Par conséquent, ces mâts d'éoliennes étaient également exonérés de cotisation foncière des entreprises (CFE) sur le fondement de l'article 1467 du CGI. Pour remédier aux disparités de traitement fiscal observées entre les mâts métalliques et ceux en béton, l'article 142 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024, issu d'une initiative parlementaire, a étendu l'exonération de TFPB et de CFE à l'ensemble des mâts, quelle que soit leur conception et selon les mêmes modalités que celles qui s'appliquaient auparavant pour les mâts métalliques, c'est-à-dire une exonération de droit non compensée. Par ailleurs, il est rappelé que les communes et leur intercommunalité à fiscalité propre sont affectataires de 70 % de la composante éolienne de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER), à l'exception des communes isolées qui n'en perçoivent que 20 %. Les recettes de l'IFER sur les éoliennes et les hydroliennes (162 Meuros en 2023) sont dynamiques. Elles connaissent ainsi en moyenne une augmentation de 12 % par an entre 2021 et 2023.

Responsabilité financière des gestionnaires publics locaux

1428. – 10 octobre 2024. – **M. Laurent Burgoa** attire l'attention de **Mme la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation** sur une problématique découlant de la mise en oeuvre du nouveau régime de responsabilité financière des gestionnaires publics locaux, instauré par l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022, et en vigueur depuis le 1er janvier 2023. Si cette réforme d'envergure visait à moderniser le cadre de gestion des finances publiques, les premières conséquences réelles de ce nouveau régime se font aujourd'hui ressentir. Ainsi, les premiers arrêts de la Chambre du contentieux de la Cour des Comptes viennent d'être rendus sous ce nouveau cadre, permettant une meilleure perception des implications de la réforme. En raison d'une difficulté rencontrée dans une commune gardoise, il l'alerte sur un effet pervers de ce dispositif qui risque de fragiliser les finances des collectivités territoriales si des mesures correctrices ne sont pas rapidement envisagées. À la suite d'un contrôle sur pièce et sur place de la régie la plus importante de cette commune, il a été révélé un détournement de fonds opéré par le régisseur de recettes. Ce dernier, au cours de l'enquête administrative diligentée, a avoué avoir détourné les recettes en numéraire pour son compte personnel. L'agent a depuis été révoqué suite à un avis favorable et

unanime du conseil de discipline. Une plainte a été déposée par la commune et une enquête est en cours. Le rapport de l'auditrice de la direction départementale des finances publiques d'Avignon a confirmé un défaut de dépôt d'espèces s'élevant à 43 992,63 euros. Avant la réforme, une telle situation aurait conduit l'ordonnateur à émettre un ordre de versement à l'encontre du régisseur, permettant ainsi à la collectivité de constater le préjudice et d'engager les procédures nécessaires au recouvrement. En cas de défaut de paiement, un arrêté de débet pouvait être émis, garantissant ainsi les deniers publics sans attendre une décision de justice. Or, depuis l'entrée en vigueur du nouveau régime, cette procédure a été supprimée. La collectivité se trouve désormais dans l'impossibilité de recouvrer les sommes dues autrement que par une décision de justice définitive, prononcée par les juridictions pénales, procédure pouvant prendre plusieurs années. De plus, cette voie judiciaire comporte de nombreux risques d'échecs procéduraux, ce qui pourrait retarder voire compromettre la récupération des fonds détournés. Cette situation me semble extrêmement préoccupante, car elle place les collectivités dans une position de grande vulnérabilité financière en cas de détournement de fonds. Aussi lui paraît-il essentiel de réintroduire des mécanismes rapides et efficaces pour sécuriser les finances publiques locales face à de tels agissements. Il lui demande de bien vouloir examiner cette problématique et d'apporter une modification des règles. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – Le nouveau régime de responsabilité des gestionnaires publics, instauré depuis le 1er janvier 2023, est un régime unifié de responsabilité dont sont justiciables tous les acteurs de la chaîne financière qu'ils exercent des fonctions d'ordonnateur ou de comptable. La réforme a mis fin au régime de responsabilité personnelle et pécuniaire (RPP) auquel étaient soumis les comptables publics et a conforté, en le modernisant, le régime de responsabilité financière auquel étaient soumis tant les ordonnateurs que les comptables devant la Cour de discipline budgétaire et financière (CDBF). Le RPP reposait sur une logique réparatrice qui permettait de combler les déficits par la mise en débet des comptables, ce qui conduisait à des écritures comptables d'apurement sans impact sur le budget des organismes concernés. La suppression du RPP a mis fin à cette logique réparatrice au profit d'une logique de responsabilisation selon laquelle la prise en charge des déficits est désormais supportée par le budget de l'organisme concerné. L'article 32 de l'ordonnance du 23 mars 2022 et son décret d'application du 22 décembre 2022 prévoient une prise en charge par l'État uniquement pour les déficits résultant exclusivement des fautes ou des erreurs des comptables publics de l'État. En dehors de ces cas, les déficits sont pris en charge par le budget de l'organisme concerné.

Absence de publication des décrets relatifs à la réserve opérationnelle douanière

1657. – 17 octobre 2024. – **Mme Jacqueline Eustache-Brinio** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** sur l'absence de publication des mesures réglementaires relatives à la réserve opérationnelle douanière prévues à l'article 8 de la loi n° 2023-610 du 18 juillet 2023 visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces. La mise en place d'une réserve opérationnelle douanière est pourtant attendue depuis plus d'un an par de nombreux volontaires qui ne demandent qu'à apporter leur contribution à la douane et à participer à la lutte contre les nouvelles menaces qui pèsent sur notre pays. Suite à sa récente prise de fonction, elle lui demande si ces décrets pourront être publiés rapidement, compte-tenu de l'intérêt évident de rendre cette réserve douanière opérationnelle dans les délais le plus brefs. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Absence de publication des décrets relatifs à la réserve opérationnelle douanière

3775. – 13 mars 2025. – **Mme Jacqueline Eustache-Brinio** rappelle à **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** les termes de sa question n° 01657 sous le titre « Absence de publication des décrets relatifs à la réserve opérationnelle douanière », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Le Gouvernement partage le constat fait sur le décalage pris entre la publication de l'article 8 de la loi n° 2023-610 du 18 juillet 2023 créant la réserve opérationnelle douanière et celle des mesures règlementaires. De nombreux volontaires douaniers retraités et personnels issus de la société civile et militaire souhaitent apporter leur contribution à la douane afin de faire face aux nouvelles menaces. Ce contretemps trouve son origine dans plusieurs facteurs. Effectivement, la délicate rédaction des projets de textes, qui impliquent la coordination de nombreux acteurs, les contraintes d'organisation de la fonction réserve opérationnelle au sein de la douane et le

parangonnage à assurer avec d'autres administrations disposant d'une réserve opérationnelle ont pris un temps important. Toutefois, le décret en conseil d'État concernant « les modalités de mise en oeuvre de la réserve opérationnelle des douanes », accompagné du décret relatif « aux conditions d'indemnisation des périodes d'emploi et de formation continue des réservistes opérationnels des douanes », ainsi que l'arrêté relatif aux « taux d'indemnités journalières des réservistes opérationnels des douanes » ont été remis au secrétaire général des ministères économiques et financiers, pour transmission au guichet unique fin octobre. Ces textes seront ensuite présentés pour avis auprès des organisations représentatives puis au conseil d'État. Nonobstant les délais additionnels souhaités au niveau du guichet unique, de la consultation des instances du dialogue social ou du conseil d'État, les premiers recrutements de réservistes opérationnels douaniers pourraient intervenir début 2026.

Application des tarifs sur la taxe de publicité extérieure

1836. – 17 octobre 2024. – **M. Jean-Raymond Hugonet** attire l'attention de **M. le ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics** au sujet de l'application de l'ordonnance n° 2023-1210 du 20 décembre 2023 portant création du titre V du livre IV du code des impositions sur les biens et services et portant diverses autres mesures de recodification de mesures non fiscales. Cette ordonnance recodifie désormais dans le code des impositions sur les biens et les services la taxe locale sur la publicité extérieure initialement prévue aux articles L. 2333-6 à L. 2333-16 du code général des collectivités territoriales. L'article 43 fixe, en date du 1er janvier 2024, de nouveaux taux applicables. Outre ces nouveaux taux d'imposition, la recodification semble modifier également les possibilités de mise en oeuvre d'une majoration des taux par les communes, qu'il leur était alors jusque-là possible d'appliquer. Ce dispositif fiscal frappant les dispositifs publicitaires, les pré-enseignes et les enseignes commerciales constitue pour bon nombre de collectivités une recette non négligeable et permet également de réguler certains supports publicitaires associés aux activités économiques. Force est de constater que certaines collectivités se trouvent dans le questionnement après ces modifications. Alors même que certaines d'entre elles avaient délibéré avant le 1er juillet 2023 pour des tarifs applicables en 2024, les nouveaux taux imposés par l'ordonnance ne permettent pas d'établir une situation claire et précise concernant les taux qui feront foi. Aussi, afin de clarifier ces nouvelles dispositions de jure, il aimerait connaître une précision sur le devenir des taux votés par les collectivités en 2023 et applicables en 2024 ainsi que les marges de manoeuvre en termes de majoration dont disposeraient désormais les collectivités locales au regard de l'application de cette nouvelle codification.

Application des tarifs sur la taxe de publicité extérieure

3851. – 20 mars 2025. – **M. Jean-Raymond Hugonet** rappelle à **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** les termes de sa question n° 01836 sous le titre « Application des tarifs sur la taxe de publicité extérieure », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – L'ordonnance n° 2023-1210 du 20 décembre 2023 portant création du titre V du livre IV du code des impositions sur les biens et services et portant diverses autres mesures de recodification de mesures non fiscales recodifie effectivement les dispositions fiscales de la taxe sur la publicité extérieure initialement prévues aux articles L. 2333-6 et suivants du code général des collectivités territoriales dans le code des impositions sur les biens et les services (CIBS). Les tarifs normaux de taxe sur la publicité extérieure sont définis aux articles L. 454-60 à L. 454-62 du CIBS. Certaines communes peuvent majorer leurs tarifs lorsqu'elles appartiennent à un EPCI dont la population relève d'une strate supérieure en termes de tarifs. La majoration est limitée aux tarifs normaux de la strate de population immédiatement supérieure. Ainsi, une commune de moins de 50 000 habitants appartenant à un EPCI de plus de 200 000 habitants peut majorer ses tarifs dans la limite des tarifs normaux prévus pour les collectivités dont la population est comprise entre 50 000 et moins de 200 000 habitants. Les dispositions prévoyant ces majorations figuraient initialement aux articles L. 2333-9 et L. 2333-10 du CGCT. Elles n'ont été que partiellement intégrées au CIBS. C'est la raison pour laquelle l'article 75 de la LFI 2025 consolide le régime juridique des majorations existant avant la recodification, avec un effet rétroactif au 1er janvier 2024, dans le nouvel article L. 454-62-1 du CIBS. Par conséquent, la difficulté que vous avez soulevée et que rencontrent certaines communes a été résolue.

Opposition à la fermeture du bureau des douanes de la plateforme aéroportuaire du Bourget et demande d'octroi de la prime de fidélisation territoriale aux agents des douanes en Seine-Saint-Denis

1940. – 24 octobre 2024. – **M. Fabien Gay** demande à **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** l'octroi de la prime de fidélisation territoriale aux agents des douanes travaillant en Seine-Saint-Denis et l'abandon du projet de fermeture du bureau des douanes de la plateforme aéroportuaire de Paris Le Bourget. Le 26 septembre 2024, la direction interrégionale des douanes et droits indirects de Paris-Aéroports (DDIPA) a annoncé la fermeture du bureau des douanes de la plateforme aéroportuaire du Bourget aux organisations syndicales, sans aucune concertation. Cette décision devrait être entérinée lors du prochain comité social d'administration local (CSAL) le 3 décembre prochain, faisant naître un certain nombre de risques en terme de contrôle de l'entrée des marchandises sur le territoire. Un des arguments évoqués par la DDIPA serait le manque d'attractivité du bureau des douanes de la plateforme du Bourget, puisque peu d'agents y demanderaient leur mutation. En premier lieu, il faut considérer que l'état de sous-dotation dans lequel se trouve les agents affectés sur cette plateforme est un premier frein à l'attractivité des postes. En second lieu, le fait que ces fonctionnaires des douanes ne bénéficient pas de la prime de fidélisation territoriale peut également être assez dissuasif. Cependant, il n'existe aucune raison qui légitime l'exclusion de l'ensemble des personnels douaniers travaillant dans le département de cette compensation financière, c'est-à-dire, Aulnay-sous-Bois, Paris-Le Bourget, Paris Charles De Gaulle et la Direction générale à Montreuil. Si, en 2021, la direction générale des douanes avait annoncé procéder à une intégration très limitée, réservée aux seuls agents d'Aulnay-sous-Bois (soit 3 % de l'effectif douanier sur le département), la direction générale de la fonction publique en a finalement écarté l'ensemble des fonctionnaires des douanes, sans autre justification. Corriger cette décision injuste serait donc une première étape afin de reconstruire l'attractivité des plateformes aéroportuaires de Paris Le Bourget, dont l'activité est essentielle et doit être renforcée, contrairement aux orientations qui semblent prises par la direction interrégionale des douanes et droits indirects de Paris-Aéroports. Aussi, il demande au Gouvernement que les douaniers et les douanières travaillant en Seine-Saint-Denis soient éligibles à la prime de fidélisation territoriale, avec une prise en considération de l'ancienneté déjà acquise au 1er octobre 2020, et que la DDIPA revienne sur sa décision de fermeture du bureau des douanes de la plateforme aéroportuaire Paris-Le Bourget. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – Le bureau du Bourget, service de la direction interrégionale de Paris-aéroports (dite DIPA) situé sur le site de l'aéroport du Bourget, gère un trafic constitué pour l'essentiel de pièces aéronautiques à l'importation et à l'exportation, ainsi que d'aéronefs placés sous un régime suspensif, notamment lors du salon international de l'aéronautique et de l'espace. Ce bureau a connu une baisse très importante de son activité de dédouanement à compter de 2019, de l'ordre de 80 %. En effet depuis cette date, la gestion des flux d'opérateurs importants tels que Dassault Aviation et Dassault Falcon Service est traitée par le service national des grands comptes. Corollaire de la baisse d'activité, la baisse de l'effectif de ce bureau, composé désormais de 2 agents, ne permet plus de garantir une continuité du service satisfaisante et un fonctionnement optimal, autant pour maîtriser toutes les connaissances réglementaires que pour assurer un niveau adapté de contrôle ou exercer son rôle de conseil auprès des opérateurs. Parallèlement à la fermeture du bureau effective à partir du 1er juin 2025, il est prévu que l'activité résiduelle de ce bureau soit à l'avenir gérée dans d'autres bureaux de la direction régionale de Roissy-fret, situés sur la plateforme de l'aéroport de Roissy à 15 kilomètres de l'aéroport du Bourget. Cela permettra une meilleure prise en charge de ces activités par des bureaux robustes en termes d'effectifs et d'expertise métier, et la proximité de l'aéroport de Roissy permettra aux agents de se déplacer régulièrement sur le site du Bourget. Lors du salon international de l'aéronautique et de l'espace, un dispositif identique à celui mis en place pour les éditions précédentes - bureau de douane déporté sur le salon - sera assuré. Par ailleurs, restera présente sur l'aéroport du Bourget la brigade de surveillance des douanes, dotée de 20 agents. Hormis ses missions de lutte contre la fraude, cette brigade permet aux usagers arrivant à l'aéroport du Bourget d'y effectuer les formalités habituellement prises en charge par les brigades en frontière. Enfin, le Gouverment est interrogé sur les critères d'attribution de la prime de fidélisation territoriale attribuée à certains personnels exerçant leur activité en Seine-Saint-Denis. Le décret no 2020-1299 du 24 octobre 2020 modifié fixe des conditions cumulatives à remplir, qui sont, entre autres, d'exercer de façon permanente en Seine-Saint-Denis dans un service ou emploi au service direct de la population de ce département. En outre, ce service doit connaître, en matière de fidélisation des ressources humaines, des difficultés de nature à y fragiliser durablement la mise en oeuvre et les capacités d'adaptation du service public. Ainsi, les services douaniers susceptibles d'être éligibles à cette prime ont fait l'objet d'une étude sur la base de sept indicateurs permettant de qualifier la situation des ressources humaines (l'écart au plafond d'emplois, le taux de

mobilité des agents, l'ancienneté moyenne dans le poste, le nombre de primo-affectés, le taux d'absentéisme, le taux de contractuels, la proportion des agents demandant une mobilité). Seuls la brigade de surveillance intérieure et le bureau des douanes d'Aulnay-sous-Bois, repris à l'arrêté du 24 octobre 2020 modifié, remplissent l'ensemble des critères et sont éligibles à la prime de fidélisation territoriale au sein de la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI).

Perte de recettes fiscales des communes sièges d'un centre d'enfouissement de déchets

2014. – 24 octobre 2024. – **M. François Bonhomme** attire l'attention de **M. le ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics** sur les conséquences pour les communes accueillant un centre d'enfouissement de déchets non dangereux de l'exonération de taxe sur le foncier bâti des alvéoles d'enfouissement de ces déchets. Cette exonération est la conséquence de l'application d'une décision du Conseil d'État du 11 février 2022, n° 455020, SPEN, rejetant une décision du tribunal administratif de Caen du 28 mai 2021, qui avait statué que le terrain support des alvéoles de stockage de déchets, eu égard à sa superficie et à la capacité de stockage de l'ensemble dans lequel il s'inscrit, devait être regardé comme employé à un usage industriel au sein et pour l'application des dispositions du 5° de l'article 1391 et, par suite, soumis à la taxe. D'autre part, plusieurs tribunaux administratifs ont statué en faveur de l'exonération de taxe foncière au motif que « les alvéoles font corps avec les terrains, qu'elles conduisent à être qualifiées de terrains non cultivés à usage industriel et entrent ainsi dans le champ d'application de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la cotisation foncière des entreprises », précisant également que « ces alvéoles constituent, par leur nature et leurs caractéristiques, des biens spécifiquement adaptés aux activités susceptibles d'être exercées dans un établissement industriel et ne sont pas au nombre des éléments mentionnés aux 1° et 2° de l'article 1381 du code général des impôts mais entrant dans les prévisions du 11° de l'article 1392 du code général des impôts et qu'elles doivent, à ce titre, être exclues des bases de calcul de la valeur locative de son établissement industriel ». Dans les communes dotées d'un centre d'enfouissement des déchets, il en résulte une diminution importante d'une part, de leurs bases fiscales et, d'autre part, des allocations compensatrices sur les locaux industriels. Cette situation a pour conséquence, pour certaines collectivités, une mise en péril de l'équilibre budgétaire qui va les contraindre à renoncer à des investissements pourtant nécessaires. Il faut savoir que, dans les communes concernées, les retombées fiscales ont été un argument politique non négligeable pour accepter et faire accepter l'implantation et l'agrandissement d'un site d'enfouissement des déchets ayant des conséquences sur l'environnement et la sécurité avec un flux important de poids-lourds. Il est donc difficile pour les élus de continuer à recevoir sans contrepartie les déchets en provenance du département et même au-delà, avec les nuisances que cela comporte. Il convient par ailleurs de noter que la perte de recettes fiscales impacte non seulement les communes sièges, mais également les communautés de communes dont elles sont membres. Les édiles tiennent à souligner que les alvéoles de stockage sont des lieux de production de méthane, gaz transformé en électricité et revendu par l'exploitant. Ces zones de stockage sont donc génératrices de ressources financières importantes pour l'entreprise. Il lui demande s'il entend prendre des mesures pour compenser ces pertes de recettes, telles que la modification de l'article 1381 du code général des impôts mentionnant les alvéoles de stockage de déchets dans la liste des biens soumis à taxe foncière ainsi que le relèvement, à l'article L. 2333-92 du code général des collectivités locales, du plafond de la taxe sur les déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés ou un incinérateur de déchets ménagers actuellement fixé à 1,5 euro/tonne en le portant à 6 euros/tonne de déchets réceptionnés.

Réponse. – En application de l'article 1380 du code général des impôts (CGI), la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) est établie annuellement sur les propriétés bâties *sises* en France, à l'exception de celles qui en sont expressément exonérées. Sont également soumises à la TFPB les installations destinées à abriter des personnes ou des biens ou à stocker des produits ainsi que les ouvrages en maçonnerie présentant le caractère de véritables constructions (CGI, article 1381-1°) mais aussi les terrains non cultivés employés à un usage commercial ou industriel, soit que le propriétaire les occupe, soit qu'il les fasse occuper par d'autres à titre gratuit ou onéreux (CGI, article 1381-5°). Toutefois, aux termes des dispositions du 11° de l'article 1382 du CGI, sont exonérés de TFPB les outillages et autres installations et moyens matériels d'exploitation des établissements industriels à l'exclusion de ceux visés aux 1° et 2° de l'article 1381. Par une décision du 11 décembre 2020 n° 422418 « *Société GKN Driveline* », le Conseil d'État a caractérisé le champ de l'exonération en précisant que sont exonérés de la TFPB « ceux de ces biens qui relèvent d'un établissement qualifié d'industriel au sens de l'article 1499, qui sont spécifiquement adaptés aux activités susceptibles d'être exercées dans un tel établissement et qui ne sont pas au nombre des éléments mentionnés aux 1° et 2° de l'article 1381 ». Ainsi, la reconnaissance du caractère de biens exonérés en application du 11° de l'article 1382 du CGI, notamment concernant les alvéoles d'un centre

d'enfouissement de déchets non dangereux, résulte d'une appréciation de fait sous le contrôle du juge de l'impôt, susceptible d'avoir des conséquences financières sur les recettes des collectivités locales, sans que l'État ait vocation à les compenser. Par ailleurs, afin d'accompagner financièrement les communes concernées par l'implantation d'installations de stockage ou d'incinération de déchets ménagers et assimilés, l'article 90 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, codifié aux articles L. 2333-92 à 96 du code général des collectivités territoriales (CGCT), a institué une taxe communale facultative sur « les déchets réceptionnés dans une installation de stockage de déchets ménagers et assimilés, soumise à la taxe générale sur les activités polluantes visée à l'article 266 *sexies* du code des douanes, ou d'incinération de déchets ménagers, installée sur son territoire et non exclusivement utilisée pour les déchets produits par l'exploitant ». La taxe est due par l'exploitant de l'installation au 1er janvier de l'année d'imposition. Le montant de la taxe acquittée à la commune était plafonné à 1,5 euro la tonne de déchets entrant dans l'installation. Toutefois, certains élus locaux et nationaux ont formulé le souhait de réhausser le montant de cette taxe qui n'avait pas été réévalué depuis 2006. Cette situation a recueilli une attention particulière du Gouvernement face aux problématiques rencontrées par certaines collectivités qui, ayant institué la taxe au montant plafond depuis longtemps, n'ont pu rehausser la taxe locale sur les déchets réceptionnés et stockés alors que leurs collectivités et leurs établissements font face ces dernières années à l'augmentation de leurs dépenses liées à la hausse du prix de l'énergie. Aussi, le relèvement du taux plafond de la taxe a été adopté à l'article 117 de la loi de finances pour 2025 avec un rehaussement du plafond à 2 euros la tonne entrant dans l'installation (article L. 2333-94 du code général des collectivités territoriales).

Traitement des demandes d'informations fiscales dans le cadre de la procédure d'appréhension des biens sans maître

2050. – 31 octobre 2024. – **Mme Dominique Vérien** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** sur les demandes d'informations fiscales formulées par les communes dans le cadre de la procédure d'appréhension des biens sans maître. En effet, une commune peut se porter acquéreur d'un bien sans maître sur son territoire lorsque ce bien était détenu par un propriétaire décédé depuis plus de 30 ans et dont les héritiers n'ont pas accepté la succession (expressément ou tacitement) durant cette période. Elle peut également se porter acquéreur d'un bien sans maître sur son territoire lorsque ce bien n'a pas de propriétaire connu et que les taxes foncières afférentes n'ont pas été acquittées depuis plus de trois ans ou l'ont été par un tiers. Sur ce dernier point, l'article L. 1123-3 du code général de la propriété des personnes publiques prévoit que l'administration fiscale transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, à leur demande, les informations nécessaires à la mise en oeuvre de la procédure d'acquisition des biens présumés sans maître, bâtis ou non bâtis. Pourtant, dans certains départements, la direction des finances publiques oppose à la commune le secret fiscal à ce sujet, au prétexte que des propriétaires figurent au cadastre, même s'ils sont nés à la fin du XIXe siècle ! Cette interprétation particulièrement restrictive des textes alourdit considérablement la procédure et vient entraver nos communes rurales dans leurs projets de reprise en main de leur foncier. En conséquence, elle lui demande de bien vouloir clarifier et unifier la procédure relative aux biens sans maître sans propriétaire connu. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – L'administration fiscale transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, à leur demande les informations nécessaires à la mise en oeuvre de la procédure d'acquisition prévue au I de l'article L. 1123-3, relative aux immeubles mentionnés au 2° de l'article L. 1123-1. Il s'agit des immeubles qui n'ont pas de propriétaire connu et pour lesquels, depuis plus de trois ans, les taxes foncières n'ont pas été acquittées ou ont été acquittées par un tiers. La notion de propriétaire inconnu implique que cette procédure ne s'applique que si le propriétaire (nom et prénom) n'est pas identifié. En revanche, il n'est pas prévu que l'administration fiscale transmette au maire ou au président de l'EPCI à fiscalité propre les informations nécessaires à la mise en oeuvre de la procédure d'acquisition au titre des biens sans maître, relative aux immeubles mentionnés au 1° de l'article L. 1123-1 du CG3P. N'ont donc pas à être transmises les informations nécessaires à la mise en oeuvre de la procédure d'acquisition au titre des biens sans maître relative aux immeubles faisant partie d'une succession ouverte depuis plus de trente ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté et, le cas échéant, depuis plus de dix ans et pour laquelle aucun successible ne s'est présenté lorsque les biens se situent dans le périmètre d'une grande opération d'urbanisme au sens de l'article L. 312-3 du code de l'urbanisme ou d'une opération de revitalisation de territoire au sens de l'article L. 303-2 du code de la construction et de l'habitation, dans une zone de revitalisation rurale au sens de l'article 1465 A du code général des impôts ou dans un quartier prioritaire de la politique de la ville au sens de l'article 5 de la loi n° 2014-173 du

21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Dans ce cadre, pour démontrer qu'un bien fait partie d'une succession ouverte depuis plus de trente ans, il faut pouvoir prouver le décès de son propriétaire. Pour cela il est impératif que la commune consulte le registre d'état civil pour obtenir la date de naissance afin de s'assurer qu'il s'agit d'écarter tout risque d'homonymie. Il faut également que la commune obtienne la date de décès afin de pouvoir déterminer si le décès est intervenu depuis plus de trente ans. L'acte de naissance, ou à défaut de décès, du propriétaire constitue la preuve irréfutable ouvrant à la commune la possibilité de revendiquer la propriété du bien, sans autre procédure. En l'absence de preuve du décès du propriétaire, celui-ci doit être considéré comme étant en vie et la commune du lieu de situation du bien concerné ne peut donc pas appréhender ce bien.

Cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers

2365. – 21 novembre 2024. – **M. Jean-Gérard Paumier** appelle l'attention de **Mme la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation** à propos d'une disposition législative de nature à ralentir l'action de l'ensemble des collectivités territoriales et leurs groupements, à la seule exception des communes de moins de 2000 habitants. Conformément à l'article L. 3221-1 du code général de la propriété des personnes publiques et des articles L. 2241-1, L. 3213-2, L. 4221-4, L. 5211-37 et L. 5722-3 du code général des collectivités territoriales, les cessions d'immeubles ou de droits réelles immobiliers, quelle qu'en soit leur forme, sont soumises à la consultation préalable du domaine dès le premier euro et sans condition de montant. Ce service dispose alors d'un délai d'un mois pour apporter son analyse sur la valeur vénale ou locative du bien susceptible d'être acquis, vendu ou pris à bail par la collectivité. La législation prévoit que bien que cet avis doive systématiquement être sollicité préalablement à l'adoption de la délibération autorisant la modification patrimoniale, le respect de cet avis n'est en rien obligatoire et les collectivités territoriales sont libres de s'en écarter. Il est aujourd'hui constaté que ce service de la direction générale des finances publiques n'a plus les moyens matériels et humains nécessaires à l'exercice de cette mission. Ce faisant, les avis rendus conformément aux articles susmentionnés interviennent après l'expiration du délai laissé au domaine afin d'apporter son analyse, en plus d'être parfois éloignés de la réalité économique des valeurs foncières de certains biens. Dans les faits, et pour bon nombre de collectivités, ce préalable à la vente ou l'acquisition d'un bien se matérialise aujourd'hui plus comme l'obligation de patienter un mois avant de pouvoir délibérer sur le bien-fondé de l'acte. Ce faisant, il souhaite savoir si le Gouvernement prévoit de se saisir de cette question et s'il envisage d'abroger cette modalité, dont l'application actuelle semble ne plus correspondre qu'à une forme de tutelle obsolète de l'État sur les collectivités territoriales. Par ailleurs, il l'invite à subordonner le cas échéant cette suppression à une contrepartie permettant tout à la fois de garantir la libre administration de celles-ci et d'assurer la transparence de telles acquisitions, comme la publicité systématique de ces actes ou l'obligation d'une restitution détaillée de ces transferts devant l'assemblée qui compose ladite collectivité. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – Le code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit que la cession des biens ou des droits réels immobiliers appartenant à une commune de plus de 2000 habitants, un établissement public de coopération intercommunale, un département, une région ou un syndicat mixte donne lieu à délibération motivée portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles. L'organe délibérant se prononce au regard de l'avis délivré par le service des domaines dont l'avis est réputé donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa saisine. L'avis domanial est destiné à protéger les intérêts financiers des organismes publics et à éclairer la prise de décision de l'assemblée délibérante. Il contribue ainsi au respect du principe d'incessibilité à vil prix des propriétés publiques et l'interdiction des libéralités en fournissant gratuitement une évaluation neutre et objective. L'avis domanial est réputé être produit dans un délai d'un mois. En outre, l'avis rendu ne lie pas la collectivité (TA de Montpellier, 28 nov. 2001, n° 971709, Assoc. Saint-Cyprien ma ville), laquelle peut toujours en vertu du principe de libre administration, céder son bien à un prix inférieur à sa valeur estimée pour un motif intérêt général (Conseil d'état, 3 novembre 1997, n° 169473 ; Conseil d'Etat, 25 novembre 2009, n° 310208). En conséquence, la collectivité peut procéder à une cession en retenant un prix différent de celui qui résulte de l'évaluation domaniale. Toutefois, bien que l'avis donné ne soit que consultatif, la commune ne pourra s'écarter significativement à la baisse de l'estimation proposée que sous réserve de justifier de motifs d'intérêt général et de contreparties suffisantes. Sera ainsi jugée illégale une « vente consentie à un prix très inférieur à l'estimation du service des domaines » (Conseil d'état, 25 septembre 2009, n° 298918, Commune de Courtenay). Il résulte de ce qui précède que si la collectivité n'est pas liée par l'avis, elle ne saurait l'ignorer totalement pour s'en éloigner de manière trop conséquente sous peine d'encourir une annulation de l'acte autorisant la vente pour erreur manifeste

d'appréciation. En 2024, le domaine a réalisé 80 825 évaluations (50 Mdseuros), dont 55 608 pour le compte des collectivités territoriales, leurs groupements et établissements publics locaux. 94,55 % des demandes réglementaires sont traitées sous trente jours. Ainsi, l'avis domanial est une composante importante de l'ordre public financier qui apporte une véritable expertise aux organismes publics sans alourdir les délais inhérents aux projets immobiliers. La mission s'est profondément transformée ces dernières années en se réorganisant pour gagner en spécialisation, en expliquant mieux les valeurs par la refonte de l'avis domanial, et en recourant à l'intelligence artificielle pour déterminer les valeurs.

Ajout de mentions relatives au taux d'imposition moyen sur les avis d'imposition

2486. – 5 décembre 2024. – **Mme Évelyne Renaud-Garabedian** attire l'attention de **M. le ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics** sur l'ajout de mentions relatives au taux d'imposition moyen sur les avis d'imposition. L'article 13 de la loi n° 2022-1499 du 1er décembre 2022 de finances rectificative pour 2022 prévoit qu'à compter de 2023 « l'avis d'imposition mentionne le taux d'imposition moyen du contribuable au titre de l'article 204 H ainsi que son taux d'imposition marginal. » Ce taux moyen est défini comme la part que représente l'impôt sur les revenus du contribuable. Il s'obtient en divisant le montant de l'impôt à payer par le revenu net imposable. Pour les contribuables non résidents, la notion de taux moyen existe également mais désigne un autre ratio. Ce taux moyen d'imposition est déterminé en appliquant le barème classique de l'impôt sur le revenu des résidents fiscaux sur les revenus mondiaux (français et étrangers) du contribuable non-résident. Ce ratio d'imposition est ensuite appliqué aux seuls revenus de source française. Bien que dénommé de la même façon, ces deux « taux moyen » recouvrent des réalités très différentes et leur apposition simultanée sur l'avis d'imposition d'un non-résident pourrait mener à certaines confusions. Elle souhaiterait savoir si la spécificité de l'avis d'imposition des non-résidents sera bien prise en compte par l'administration fiscale. Elle lui demande que la distinction entre ces deux pourcentages apparaisse clairement pour qu'aucune équivoque ne soit possible.

Réponse. – À la suite de l'article 13 de la loi n° 2022-1499 du 1er décembre 2022 de finances rectificative pour 2022, l'administration fiscale affiche désormais sur les avis d'impositions le taux moyen d'imposition au titre de l'article 204 H du code général des impôts (CGI). Néanmoins, il existe un taux moyen distinct et spécifique pour les non-résidents, issu de l'article 197A-a du CGI, distinct du taux moyen d'imposition de droit commun, et qui permet aux usagers non-résidents de bénéficier sur option d'un taux d'imposition calculé sur l'ensemble de leurs revenus mondiaux, mais appliqué à leurs seuls revenus de source française. Pour tenir compte des spécificités de ce régime d'imposition des non-résidents et éviter tout risque de confusion pour les usagers non-résidents, il a été jugé préférable de s'en tenir pour ces derniers au taux moyen de l'article 197A-a du CGI au titre de la nouvelle obligation issue de l'article 204 H du CGI. Aussi, pour ces usagers, seul le taux moyen issu de l'article 197A-a du CGI est présenté sur les avis d'imposition en cas d'option et d'application effective. À défaut d'option pour le taux moyen, aucune référence au taux moyen n'est mentionné sur l'avis, pour ne pas laisser penser aux non-résidents qu'il leur a été appliqué par erreur le taux moyen de l'article 197 A du CGI.

Régularisation du budget de la régie municipale d'irrigation

2515. – 5 décembre 2024. – **Mme Laurence Harribey** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** sur la régularisation du budget de la régie municipale d'irrigation de la commune de Saint-Pierre-de-Mons. Plusieurs mesures sont mises en oeuvre par le Gouvernement pour accompagner les collectivités confrontées à la crise énergétique : la diminution de la part d'accise sur l'électricité, le bouclier tarifaire, l'amortisseur électricité ainsi que le filet de sécurité. Pour en bénéficier, les communes possèdent un numéro SIREN et des numéros SIRET qui permettent de repérer chaque établissement ou organisme en dépendant. En Gironde, la régie municipale d'irrigation de Saint-Pierre-de-Mons a été identifiée par son numéro SIREN, et non pas par le numéro SIRET adéquat. Cette erreur d'identification a conduit la commune à recevoir une facture de 41 004,05 euros hors-taxe, montant dont elle ne peut évidemment pas s'acquitter. Ce prix moyen estimé est en décalage avec la consommation réelle de la régie, qui utilise les pompes moins de six mois par an pour irriguer les agriculteurs. Malgré des alertes auprès du syndicat départemental énergies et environnement de la Gironde (SDEEG) et de la préfecture, la municipalité se retrouve seule et sans réponse. Aujourd'hui, elle bénéficie seulement d'un paiement différé, qui ne résout en rien les dysfonctionnements structurels du dispositif. Ainsi, elle demande au Gouvernement les mesures qu'il entend prendre pour cibler plus précisément les informations

correspondantes aux destinataires et éviter les erreurs d'identification. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – Face à l'augmentation inédite des prix de l'énergie que la France a connue à partir de l'année 2022, le Gouvernement a mis en place plusieurs mesures permettant d'accompagner les collectivités territoriales ainsi que leurs établissements publics. Comme le précise le site des ministères de l'aménagement du territoire et de la transition écologique, « pour un consommateur donné (identifié par un numéro de SIREN), l'amortisseur concerne l'ensemble de ses sites, c'est-à-dire l'ensemble de ses contrats d'électricité ». Pour bénéficier du dispositif, une attestation d'éligibilité doit être adressée au fournisseur d'électricité. Cette attestation sur laquelle doit notamment figurer le numéro SIREN, doit être renseignée et signée par le consommateur. À réception de celle-ci, sous le contrôle de la Commission de régulation de l'énergie, le fournisseur calcule le montant de l'aide à verser, contrat par contrat. En cas de litige avec le fournisseur d'électricité, le médiateur national de l'énergie peut être saisi. Il dispose d'un site dédié à cet effet (www.energie-mediateur.fr). Ainsi, sans qu'il soit nécessaire de modifier la réglementation mise en place, le médiateur national peut être saisi pour aider la régie concernée à résoudre les difficultés rencontrées dans l'application de ce dispositif par son fournisseur d'énergie.

Mesures à prendre pour la profession de buraliste face à la contrebande et aux achats transfrontaliers

2718. – 9 janvier 2025. – **M. Christian Bilhac** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur la situation critique que rencontre la profession de buraliste, particulièrement dans sa circonscription. Les buralistes font face à des défis majeurs dus à la montée des réseaux mafieux, la contrebande de tabac, ainsi qu'à une fiscalité qui incite les consommateurs à se tourner vers des circuits illégaux. Il est impératif de considérer plusieurs enjeux : - L'augmentation des marchés illégaux : la contrebande de tabac prive l'État de nombreuses recettes fiscales et représente un danger pour la sécurité publique. Les prix des produits illégaux restent largement inférieurs à ceux pratiqués légalement, affichant des prix entre 4 et 6 euros le paquet contre 11 à 12 euros en circuit légal ; - Les achats transfrontaliers : les disparités fiscales entre les pays européens encouragent les consommateurs français à se tourner vers des pays voisins tels que le Luxembourg ou la Belgique, où les prix sont nettement plus bas. - L'effet sur l'emploi et la cohésion sociale : plus de 6000 bureaux de tabac ont fermé en France au cours des vingt dernières années et, sans mesures concrètes, des milliers d'autres emplois sont en danger, particulièrement dans les zones rurales. Dans ce contexte, la profession souhaiterait soumettre des actions au Gouvernement pour les protéger contre ces menaces. Il s'agirait de reconsidérer les augmentations de fiscalité qui ont un effet direct sur la vente légale et renforcent les circuits illégaux, de renforcer la lutte contre la contrebande et les réseaux mafieux et, dans le cadre de solutions européennes, de réguler les volumes de tabac disponibles à l'exportation. Ainsi, il lui demande de préciser son engagement à trouver des solutions durables pour soutenir les buralistes et assurer un marché régulé. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – Le plan national de lutte contre les trafics illicites de tabacs 2023-2025 renforce encore la capacité d'action douanière contre toutes les formes de commerce illicite de tabacs. La douane intervient, en effet, comme administration cheffe de file dans la lutte contre ces trafics, qui est une des priorités de la direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI). Articulé autour de quatre engagements qui structurent l'action douanière contre ce fléau jusqu'à la fin de l'année 2025, ce plan porte sur des mesures importantes, qui correspondent à autant de nouveaux moyens déployés par la douane. D'abord, la douane a investi dans des capacités de détection permettant de lutter contre les trafics, dont ceux liés aux tabacs. En effet, différents équipements de détection non intrusive sont déployés et continueront à l'être d'ici la fin de l'année 2025. Il s'agit de caméras endoscopes (depuis septembre 2024), de scanners (depuis décembre 2024) et d'équipes maître de chien anti-tabac supplémentaires, d'ici fin 2025. Ensuite, des groupes de lutte anti trafics de tabacs (GLATT) ont été créés afin de répondre au besoin d'adapter l'organisation des services douaniers pour faire face à celle des trafiquants. Créés en 2023, dans des bassins de fraude prioritaires, ils permettent de faire travailler de façon plus efficace et coordonnée, l'ensemble des services douaniers concernés, en coopération avec des services partenaires. Ils exploitent, notamment, les fiches "Stop Trafic Tabac" émises par les buralistes pour signaler des ventes illicites de produits du tabac. Ces groupes ont été enrichis d'un réseau douanier cyber déconcentré pour lutter contre les trafics sur internet. En ourtre, les opérations coordonnées ou « coups de poing » constituent un levier important et nécessaire de lutte contre les trafics illicites de tabac. En plus d'inscrire la réponse étatique sur le plan médiatique, ces opérations envoient un

signal fort aux trafiquants. Les opérations « Colbert » constituent l'illustration du pilotage par la DGDDI du groupe opérationnel national antifraude (GONAF), aux côtés de la Mission interministérielle de coordination antifraude (MICAF). Ces opérations ont également renforcé la présence de la douane au sein des comités opérationnels départementaux antifraudes (CODAF). Les cibles d'intérêt douanier, notamment les commerces vendant illégalement des produits du tabac, sont ainsi régulièrement inscrites dans les plans de contrôle des CODAF. L'opération nationale COLBERT II, qui a eu lieu du 20 au 27 mars 2024, a permis la saisie de 27 tonnes de tabacs sur cette période. Par ailleurs, le législateur a fait évoluer le régime juridique entourant la lutte contre les trafics de tabacs *via* la loi n° 2023-610 du 18 juillet 2023 visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces. Le durcissement des sanctions encourues fait écho aux échanges réguliers avec la confédération des buralistes. La peine d'emprisonnement encourue pour la fabrication, la détention frauduleuse en vue de la vente, la vente hors du monopole, l'introduction ou l'importation frauduleuse de tabacs manufacturéspasse ainsi de un à trois ans, et peut aller jusqu'à cinq à dix ans pour les mêmes infractions réalisées en bande organisée ; de même, la durée de fermeture administrative encourue par les commerces revendant du tabac de manière illicite passe de 3 à 6 mois maximum encourus. En outre, une sanction pour non-respect des mesures de fermeture administrative est instaurée, l'infracteur étant désormais passible de deux mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende. Cet affermissement de la réponse étatique vise à envoyer un signal fort aux infracteurs qui détournent des commerces de leur vocation d'origine pour s'adonner au commerce illégal de tabac. Depuis la publication du décret n° 2024-276 du 27 mars 2024, la DGDDI a mis en place un observatoire sur les achats transfrontaliers de tabacs afin de suivre au plus près les contentieux réalisés par ses services, mais également les ventes mensuelles de tabacs dans les départements concernés. En outre, ce décret offre la possibilité aux douaniers de retenir d'autres critères que celui portant que la quantité de tabacs transportés afin d'établir si un particulier rapporte du tabac d'un autre pays de l'Union européenne pour sa consommation personnelle et non pour un but commercial. Dans le cadre du plan national de lutte contre les trafics illicites de tabac 2023-2025, la douane a également entamé des travaux, en coopération avec la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA), visant au développement d'une capacité publique souveraine d'estimation et d'analyse du marché parallèle des produits du tabac. Celle-ci devra permettre de mieux comprendre, de façon indépendante, les ressorts criminologiques et socio-économiques du marché parallèle de tabacs. Cette meilleure maîtrise permettra une communication publique argumentée en la matière, et améliorera le niveau de connaissance douanière des marchandises de fraude. Les premiers résultats de ces recherches seront publiés dans le courant de l'année 2025. Enfin, dans le cadre du programme national de lutte contre le tabac pour 2023-2027, co-porté par les ministères chargés de la santé et des comptes publics, une des mesures phares de l'axe 4 « Transformer les métiers du tabac et lutter contre les trafics » est d'agir au niveau de l'Union européenne et des États membres pour mieux harmoniser la politique fiscale et réduire les écarts de prix. La position française reste inchangée sur cette nécessité d'harmonisation, et des échanges réguliers avec les homologues européens permettent de garder cet objectif au centre de l'actualité en matière de tabac.

Fiscalité du biofioul F30

2757. – 16 janvier 2025. – **Mme Martine Berthet** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** sur la fiscalité appliquée au biofioul F30. Le fioul domestique est la troisième source d'énergie de chauffage en France, alimentant près de 3 millions de logements, principalement en zones rurales non raccordées aux réseaux de gaz, où la substitution par une pompe à chaleur s'avère complexe et coûteuse. Si le parc des chaudières fonctionnant au fioul domestique 100 % fossile diminue, il reste significatif, avec une projection de plus de 2 millions d'unités en 2030, notamment dans des départements comme la Savoie, où les températures hivernales sont rigoureuses. Le biofioul F30, composé de 30 % d'ester méthylique d'acide gras (Emag) produit en France, représente une alternative crédible et immédiatement disponible pour réduire de 50 % à 70 % les émissions de gaz à effet de serre par rapport au fioul fossile qu'il remplace. Depuis juillet 2022, le biofioul F30 est obligatoire pour toute nouvelle chaudière de type « fioul » installée conformément aux dispositions du décret n° 2022-8 relatif au résultat minimal de performance environnementale concernant l'installation d'un équipement de chauffage ou de production d'eau chaude sanitaire dans un bâtiment, mais reste optionnel pour les installations existantes. Pourtant, 2 ans après sa mise sur le marché, il ne représente aujourd'hui que 2 % du marché, principalement en raison d'un surcoût d'environ 10 à 15 % par rapport au fioul fossile. Ce frein financier est accentué par l'application de la fiscalité actuelle, notamment de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE), à la part renouvelable du biofioul, alors qu'elle devrait se limiter à sa fraction fossile. Une fiscalité plus adaptée permettrait de réduire le surcoût lié au biofioul, d'inciter les consommateurs à privilégier ce

combustible innovant et de contribuer significativement aux objectifs de décarbonation du mix énergétique français. De plus, le biofioul en formulation maximale, soit 100 % de biocomposants (F100) ayant déjà été testé avec succès sur des chaudières compatibles au F30, la voie est ouverte au déploiement d'un bioliquide majoritairement renouvelable. Elle souhaiterait donc savoir si le Gouvernement envisage une révision de la fiscalité applicable au biofioul F30, afin de rendre cette solution plus accessible aux consommateurs et de soutenir son développement dans le cadre de la transition énergétique de la France. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – Le Gouvernement est conscient des difficultés rencontrées par les ménages français face au coût des combustibles. Pour cette raison, des mesures d'accompagnement historiques ont été mises en oeuvre, telles que l'attribution d'un chèque énergie versé chaque année aux ménages les plus modestes pour les aider à payer leurs factures énergétiques comprenant le fioul domestique ou encore la prime « coup de pouce chauffage » permettant de financer le remplacement d'une chaudière au charbon, au fioul, au gaz ou à condensation par une installation moins consommatrice d'énergie. Ces mesures, nécessaires, ont d'ailleurs eu un impact non-négligeable sur les finances publiques. La priorité du Gouvernement est de remplacer les chaudières à fioul par d'autres dispositifs de chauffage plus écologiques, s'appuyant notamment sur l'électricité ou le biogaz, et non de participer à leur pérennisation *via* le recours à d'autres produits énergétiques comme le biofioul F30. À ce titre, une baisse de la fiscalité applicable au biofioul F30 serait de nature à accroître l'écart entre la fiscalité applicable aux fiouls et à l'électricité, pourtant moins néfaste pour l'environnement. Une telle mesure contribuerait à supprimer le signal-prix pour les consommateurs, pourtant nécessaire à la transition énergétique. Enfin, le droit européen encadre strictement le recours aux tarifs réduits d'accise sur les produits énergétiques pour les biocombustibles. Afin de s'y conformer, la baisse de fiscalité applicable au biofioul F30 ne devrait pas aller au-delà des surcoûts de production et, le cas échéant, être modulée selon le cours des matières premières - ce qui pourrait en limiter l'intérêt tout en créant des contraintes fortes pour les opérateurs. Dès lors, s'il continue à accorder la plus grande attention au pouvoir d'achat des Français, le Gouvernement doit également veiller au redressement des comptes publics et à la réalisation de ses objectifs nationaux et internationaux en matière de transition écologique. Pour ces raisons, il n'est pas envisagé de baisse de fiscalité sur le biofioul F30.

Moyens accordés par l'État à la direction générale des finances publiques pour assurer ses missions de service public

2915. – 23 janvier 2025. – **M. Pierre Barros** interroge **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur les moyens accordés par l'État à la direction générale des finances publiques (DGFiP) pour assurer ses missions de service public. Créée en 2008, la DGFiP est une administration nouvelle, issue de la fusion de la direction générale des impôts et de la direction générale de la comptabilité publique. Elle gère la fiscalité de l'État français et des collectivités, ainsi que le pilotage de la politique immobilière de l'État. C'est un acteur essentiel, dont les moyens ne cessent pourtant de se contraindre année après année. Les suppressions d'emplois, de services et de sites se multiplient partout sur le territoire national. De 2008 à 2024, plus de 30 000 emplois ont été supprimés, représentant un quart des effectifs totaux de la DGFiP. L'effort demandé continuera d'ici 2027 : 3 000 suppressions de postes supplémentaires sont prévues dans le « cadre d'objectifs et de moyens » pour 2023-2027. Le projet de loi de finances pour 2025 ne fait pas exception : il prévoit la suppression de 505 équivalent temps plein (ETP). Enfin, 4 000 postes sont restés vacants en 2024, malgré les besoins de la DGFiP. Le gouvernement du Premier ministre François BAYROU a annoncé au début du mois de janvier 2025 sa volonté de lutter contre la sur-optimisation fiscale et la fraude fiscale. Toutefois, comment réussir sans offrir de moyens supplémentaires à l'administration en charge de ces questions ? Le 3e rapport annuel sur la lutte contre l'évasion fiscale de l'Assemblée nationale évalue ce phénomène à hauteur de 80 à 100 milliards d'euros, soit plus que les budgets de l'éducation nationale et de la justice réunis. Ce rapport préconise notamment le recrutement de 4 000 agents supplémentaires dédiés au contrôle fiscal. En effet, l'augmentation des moyens accordés à la DGFiP serait une première piste de réponse bienvenue pour mieux lutter contre ce phénomène. La lutte contre l'évasion fiscale a rapporté 5,2 milliards d'euros en 2023, soit 800 millions d'euros de moins qu'en 2022. Il souhaite donc connaître les moyens qui seront accordés à la DGFiP pour transformer l'ambition de ce Gouvernement en actes concrets. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – La trajectoire des emplois à la direction générale des finances publiques depuis 2008 témoigne de gains de productivité importants grâce au développement du numérique mais aussi d'une modernisation de l'organisation de la DGFIP, de ses outils de travail et des services rendus aux citoyens, sans compromettre le nombre de points d'accueil. En ce qui concerne la lutte contre la fraude fiscale, la feuille de route de lutte contre toutes les fraudes aux finances publiques prévoit de renforcer les effectifs dédiés à la lutte contre la fraude fiscale (y compris les amendes) et à la mission juridique de 1 500 emplois supplémentaires d'ici 2027 (augmentation de 15 %). Depuis 2023, les redéploiements d'emplois opérés au sein de la DGFIP lui ont permis de renforcer les moyens humains dans le cadre de la lutte contre la fraude et pour un meilleur recouvrement des amendes. À cet effet, 633 emplois ont été créés : 281 en 2023, dont 171 au titre du seul contrôle fiscal, et 352 en 2024, dont 256 pour le contrôle fiscal. Les renforts ont été répartis au niveau de l'ensemble des structures de la DGFIP : les Directions Interrégionales de Contrôle Fiscal (DIRCOFI), les directions nationales, les services centraux et les directions départementales et régionales des finances publiques. Les choix de renforts reflètent les priorités de la feuille de route notamment l'augmentation de 25 % d'ici 2027 des contrôles des particuliers. Les services chargés du contrôle des particuliers, notamment concernant les plus fortunés - la direction nationale des vérifications des situations fiscales (DNVSF), les brigades patrimoniales des directions interrégionales de contrôle fiscal (DIRCOFI) et les pôles de contrôle des revenus et des patrimoines (PCRP) des directions régionales et départementales des finances publiques - se verront quant à eux dotés de plus d'une centaine d'emplois. À titre d'illustration, ces moyens supplémentaires permettront à la DIRCOFI Île-de-France d'engager la création de deux nouvelles brigades patrimoniales. De plus, l'Office National Anti-Fraude (ONAF) créée en mai 2024, anciennement le Service d'Enquêtes Judiciaires des Finances (SEJF), est devenu un service à compétence nationale et voit sa compétence étendue à toutes les infractions portant atteinte aux finances publiques et notamment aux escroqueries aux aides publiques. Il a bénéficié au titre de 2024 de 20 renforts en emplois afin d'avoir les moyens nécessaires pour lutter contre les cas de fraude complexe. En 2025, malgré la diminution de 550 emplois, votée en loi de Finances, la DGFIP poursuivra le renforcement des moyens alloués à la lutte contre la fraude fiscale avec 147 emplois supplémentaires qui sont créés. Les nouveaux renforts qui seront alloués viseront notamment à amplifier le renseignement fiscal dans le cadre de la lutte contre les très grandes fraudes et tout particulièrement la fraude internationale. Une partie de ces emplois permet à la DGFIP de participer pleinement aux structures transverses dédiées à la lutte contre toutes les fraudes et qui présentent les enjeux les plus importants comme Tracfin, mais aussi l'ONAF, renforcée de 20 emplois supplémentaires au titre du PLF 2025. La DGFIP participe aussi à la création en 2025 de l'unité du renseignement fiscal au sein de la direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED). Elle a en charge la lutte contre les fraudes à forts enjeux dans les domaines économiques et financiers impliquant des réseaux de délinquance organisée. 25 emplois supplémentaires seront ainsi accordés à la DNRED dont les missions ont été étendues au recueil, au traitement et à la diffusion du renseignement en matière de fraude fiscale grave pour le compte de la DGFIP.

Ampleur du phénomène "Pingti"

2940. – 23 janvier 2025. – **Mme Catherine Dumas** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur le phénomène « Pingti », une nouvelle méthode de contrefaçon qui inquiète les grandes maisons de luxe en France. Elle souligne que les fabricants frauduleux ont appris, ces dernières années, à déjouer les interdictions légales avec une nouvelle méthode de contrefaçon, appelée les « Pingti » (des « leurres » en mandarin). Elle précise que, contrairement aux copies, qui sont de mauvaise qualité, les « Pingti » ne contiennent pas de logo originel de la marque ciblée, peuvent présenter quelques différences de style, mais utilisent des matériaux nobles identiques au modèle copié. Elle remarque que cette nouvelle méthode de contrefaçon permet aux fabricants frauduleux d'éviter les contrôles, puisqu'il n'y a aucune contrainte juridique s'il n'y a pas de logo clairement identifié. Elle note que ce phénomène, qui vient de Chine, s'exporte petit à petit en Europe, notamment par le biais des réseaux sociaux chinois, ce qui inquiète considérablement les grandes maisons de luxe européennes et françaises. Par conséquent, elle souhaiterait savoir si le Gouvernement entend prendre des mesures préventives pour lutter contre ce phénomène, qui prend de l'ampleur, afin de protéger les grandes maisons de luxe françaises qui contribuent à notre économie et font rayonner notre pays à travers le monde. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – Le Gouvernement partage pleinement le constat du caractère préoccupant du phénomène de la contrefaçon. Ses effets délétères sont bien établis : la contrefaçon porte atteinte à l'innovation et aux investissements des entreprises, impacte directement et indirectement l'emploi ainsi que les finances publiques, et

constitue un risque pour la santé et la sécurité des consommateurs. Par ailleurs, elle engendre des conséquences environnementales négatives, liées aux conditions de production et aux circuits de transport des produits contrefaits. Le phénomène des *pingtis* est en effet de plus en plus présent en France. Les *pingtis* se caractérisent par leur qualité, qui se veut similaire à celle des originaux et par la volonté de ressembler le plus fidèlement possible au produit original, mais sans reprendre la marque d'un titulaire de droits. Pour autant, l'absence de marque ne signifie pas qu'aucune infraction relative à la contrefaçon ne peut être relevée par les services douaniers. D'autres droits de propriété intellectuelle peuvent être enregistrés par les titulaires de droits pour protéger leurs produits comme c'est le cas par exemple des dessins et modèles. Ainsi, même en l'absence de « logo » clairement identifié, les services douaniers sont en mesure d'effectuer des contrôles. L'administration des douanes dispose de pouvoirs spécifiques en matière de contrôle du respect des droits de propriété intellectuelle. Ces prérogatives font d'elle l'acteur principal dans la lutte contre la contrefaçon sur le territoire national. Mais il est important de rappeler que la coopération des titulaires de droits avec l'administration des douanes reste indispensable afin de lutter efficacement contre toutes les formes de contrefaçon. Pour agir, la douane peut s'appuyer sur les pouvoirs qu'elle tient du code des douanes et de la réglementation propre à la contrefaçon issue du code de la propriété intellectuelle et du règlement européen (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 concernant le contrôle, par les autorités douanières, du respect des droits de propriété intellectuelle. Elle est ainsi en mesure d'intervenir sur tous types de flux de marchandises et ce, quel que soit le statut de la marchandise, que le contrôle soit effectué en frontière tierce (à l'entrée ou à la sortie du territoire douanier de l'UE) ou lorsque les marchandises circulent sur le territoire douanier ou sont détenues en France. La lutte contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle constitue une priorité d'action du Gouvernement, qui s'appuie sur l'administration des douanes. Son action est désormais inscrite dans le cadre d'un plan d'action national porté par le ministre chargé des comptes publics. Le premier plan a couvert la période 2021/2023 et les résultats en nette augmentation sur la période considérée (9 millions en 2021, 11,5 millions en 2022 et plus de 20 millions en 2023) ont permis d'attester de la pertinence des actions assignées aux services de contrôle. Un deuxième plan d'action national anti-contrefaçon a été lancé le 1er mars 2024 pour la période 2024-2026, avec 5 axes d'action prioritaires : la coopération, le renseignement, les contrôles et les enquêtes, la lutte contre la contrefaçon en ligne, la communication. Ce plan est résolument orienté vers l'identification et le démantèlement des réseaux organisés de fraude, grâce, notamment aux nouveaux outils juridiques issus de la loi donnant à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces. L'accent sera notamment mis sur la prévention et la répression des trafics de contrefaçons sur internet et sur les réseaux sociaux, en cohérence avec l'action du Gouvernement en matière de lutte contre toutes les fraudes. L'article 23 de la loi n° 2023-610 du 18 juillet 2023 visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces a permis la mise en place d'un dispositif de surveillance sur internet des contenus permettant la vente de marchandises prohibées ensuite importées en France. La loi dote les agents des douanes d'un pouvoir d'injonction aux opérateurs de plateformes en ligne, selon une procédure graduée, de faire cesser le référencement sur leurs sites de produits manifestement illicites. Ainsi, la douane s'adapte sans cesse aux nouveaux flux, aux nouvelles tendances et aux nouvelles stratégies des infracteurs.

Ressources financières pour les collectivités situées à proximité d'une centrale nucléaire

3138. – 6 février 2025. – **Mme Agnès Canayer** attire l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** sur la nécessité d'étendre les ressources financières dont peuvent bénéficier les communes qui se trouvent à proximité d'une centrale nucléaire. Aujourd'hui, les territoires compris dans un rayon de vingt kilomètres autour d'une centrale sont concernés par un plan particulier d'intervention (PPI) s'accompagnant de mesures d'information et de sûreté des populations en matière de risque nucléaire, comme la distribution d'iode ou la mise en place de protocole précis pour les entreprises ou établissements publics. Dans le même temps, les dispositifs de retombées fiscales au bénéfice des territoires se situant à proximité d'une installation nucléaire, tels que l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER), ne sont pas soumis à la même échelle. Ainsi, les communes concernées par un PPI en raison de leur proximité géographique subissent une inégalité de traitement fiscal face aux implantations des installations nucléaires. En Seine-Maritime, à proximité du chantier du réacteur pressurisé européen (EPR 2) à Penly, de nombreuses communes ne semblent donc pas concernées par les dotations locales auxquelles elles devraient pourtant légitimement prétendre. En conséquence, afin de garantir une véritable équité territoriale et d'impliquer les communes dans la culture du risque et de la prévention, elle demande si le Gouvernement prévoit de reconsidérer le maillage territorial qui détermine l'attribution des dotations afin de mettre en oeuvre un meilleur partage des recettes entre les communes situées dans un périmètre de vingt kilomètres autour d'une centrale.

Réponse. – Actuellement, les centrales nucléaires de production d'électricité sont des établissements industriels de droit commun présentant des caractéristiques particulières et assujettis à deux types de fiscalité. Elles sont tout d'abord assujetties à une fiscalité spécifique aux installations nucléaires de base comprenant la taxe forfaitaire sur ces installations, les deux taxes additionnelles à la taxe forfaitaire (recherche et accompagnement), la contribution au bénéfice de l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (ISRN) et, selon leur situation géographique, à des redevances de bassin versées aux agences de l'eau concernées, ainsi qu'à une redevance hydraulique versée à l'établissement public Voies navigables de France (VNF). Ensuite, elles sont assujetties à la fiscalité locale, dont le produit bénéficie aux collectivités territoriales d'implantation des centrales nucléaires. Cette fiscalité locale repose principalement sur : les taxes foncières sur les propriétés bâties (TFPB) et non bâties (TFPNB) affectées au bloc communal, l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) de production d'électricité nucléaire et thermique affectée au département et au bloc communal, la contribution économique territoriale (CET), composée de la cotisation foncière des entreprises (CFE) affectée au bloc communal, et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) revenant à l'État et dont la perte est compensée pour les collectivités concernées. Les allocations compensatrices instituées pour compenser les mesures d'allègement des impôts des entreprises sont versées aux collectivités affectataires de TFPB et de CFE afin de stabiliser les recettes fiscales revenant à chaque collectivité concernée. Les recettes fiscales générées par ces établissements reviennent aux collectivités d'implantation car ce sont ces mêmes collectivités qui accueillent sur leur territoire ces activités et votent les taux des impôts locaux fonciers. Cependant, l'installation prochaine de centrales nucléaires de seconde génération (EPR2) conduira à une hausse conséquente des produits de fiscalité locale sur les territoires concernés, bien supérieurs à ceux des centrales nucléaires actuelles. Ainsi, le Gouvernement étudie actuellement les différentes pistes favorisant une répartition plus équitable de ces recettes fiscales, en lien avec l'ensemble des acteurs concernés par ces projets industriels qui sont une chance pour notre pays, son économie et sa souveraineté industrielle et énergétique.

Demande de retrait du décret relatif aux cotisations vieillesse des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales

3238. – 13 février 2025. – **Mme Marianne Margaté** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur le décret nº 2025-86 du 30 janvier 2025. Ce décret relatif aux cotisations vieillesse des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNARCL) prévoit la hausse de 12 % des cotisations employeurs à la CNRACL sur quatre ans, dont 3 % dès cette année. Pour cette année, la mesure est rétroactive, puisqu'elle s'applique « aux cotisations de sécurité sociale dues au titre des périodes courant à compter du 1er janvier ». Cette mesure a été rejetée par les représentants des élus au Conseil national d'évaluation des normes, l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalités (AMF), l'Association des petites ville de France (APVF) et en passant par-dessus l'avis du Parlement. Il suscite une grande colère des élus tant en ce qui concerne la forme que le fond. Au lieu de renforcer les capacités des collectivités locales à assurer leurs missions de service public, le Gouvernement impose à la hussarde une mesure qui va les mettre en péril. Les causes structurelles du déficit de la caisse sont pourtant bien connues. Parmi celles-ci, il y a le fait que le nombre de plus en plus important de contractuels, qui ne cotisent pas à la CNRACL mais au régime général est de plus en plus important. Enfin, depuis les années 1970, la CNRACL est appelée à contribuer, au nom de la « compensation démographique », au redressement d'autres régimes de retraites déficitaires. Ainsi on est passé, de 1980 à aujourd'hui, de 4,5 cotisants actifs pour un retraité à 1,4. La ponction opérée sur les finances de la caisse s'élève au total à 100 milliards d'euros, ce qui l'a privée de toute possibilité de constituer un fonds de réserve. Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, elle lui demande ce qu'il compte faire en vue de retirer ce décret et de prendre le temps d'une réflexion globale sur le système de retraite des agents territoriaux et hospitaliers afin de résoudre les problèmes qui y existent. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – Une mission inter-inspections a rendu un rapport public le 27 septembre 2024 sur la trajectoire financière de la CNRACL, qui est particulièrement dégradée : son déficit cumulé devait atteindre 14 milliards d'euros dès 2025 et la projection à l'horizon 2030 de ce déficit cumulé aurait atteint de 60 milliards d'euros. Afin de répondre à cette situation, la mission estimait qu'une augmentation de la cotisation patronale du régime chaque année entre 2025 et 2030, atteignant ainsi 50,34 points en 2030, avec une hausse de 10,2 points dès 2025 serait nécessaire pour redresser la trajectoire financière. Conscient de l'effort significatif demandé aux collectivités territoriales, une augmentation de cotisations de trois points par an pendant quatre ans a finalement été décidée par le Premier ministre, afin de rendre cette mesure plus soutenable. Cette trajectoire d'augmentation de taux plus

modérée que la hausse proposée par la mission d'inspection, constitue un compromis qui permettra à la fois de réduire de manière significative le déficit de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) à horizon 2028, tout en procédant à une augmentation mieux répartie dans le temps des coûts supplémentaires induits par la mesure pour les employeurs territoriaux et hospitaliers. Outre cette première mesure de redressement de la trajectoire financière du régime, le Premier ministre a souhaité qu'une nouvelle mission d'inspection soit lancée afin de disposer d'une vision consolidée de la situation des régimes auxquels cotisent les employeurs territoriaux et hospitaliers, d'évaluer l'effet de l'augmentation des cotisations sur l'emploi public et afin d'identifier de nouvelles mesures permettant de rétablir la situation financière de la CNRACL. Les conclusions de cette nouvelle mission auront vocation à nourrir les concertations à venir.

Application « Gérer mes biens immobiliers »

3324. – 13 février 2025. – **M. Jérôme Darras** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur l'application « Gérer mes biens immobiliers ». Lancée en 2023 pour permettre aux 24 millions de propriétaires de déclarer la fonction du logement qu'ils possèdent, cette application a rapidement connu de multiples dysfonctionnements : afflux de connexions, bugs informatiques, etc. En 2024, afin d'y remédier, il a d'ailleurs été demandé de déclarer seulement les changements ou modifications d'occupation de l'année précédente. Un rapport de la Cour des comptes publié le 23 janvier 2025 met en avant les importantes conséquences financières de ces défaillances. Alors que le montant initialement prévu pour ce projet était de 12,7 millions, le rapport indique un coût total de 37,2 millions d'euros, auquel il faut ajouter les mesures d'urgence estimées à 19,2 millions d'euros. L'application aura donc coûté presque cinq fois plus que ce qui était envisagé au départ. Surtout, le coût des dégrèvements que l'État a dû supporter s'élève à 1,3 milliard d'euros, ce qui correspond aux annulations d'impôts causées par 50 % d'erreurs supplémentaires sur les résidences secondaires, plus d'un million de contribuables ayant ainsi été imposés à tort. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer les mesures mises en oeuvre pour mettre fin à cette situation et assurer la fiabilité de cet outil. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – La taxe d'habitation (TH) a été supprimée pour toutes les résidences principales, mais elle reste cependant applicable sur les résidences secondaires (THRS) et les logements vacants. Pour pouvoir émettre correctement ces taxes, l'administration doit connaître précisément les résidences secondaires et les locaux vacants, dont la situation est susceptible d'évoluer chaque année (achats, ventes, déménagements, locations, etc.). Cela implique pour la DGFiP d'affecter à chacun des 71 millions de locaux présents dans son système d'information un statut d'occupation précis (résidence principale, résidence secondaire, local vacant), et mis à jour chaque année en cas de modification. A cette fin, les propriétaires doivent donc depuis 2023, pour chacun de leurs logements, déclarer à quel titre ils les occupent et, quand ils ne les occupent pas eux-mêmes, préciser l'identité des occupants et la période d'occupation. L'ensemble des propriétaires devaient effectuer une déclaration pour l'ensemble de leurs biens lors de la mise en place de la réforme en 2023. Depuis 2023, seuls les changements de situation doivent être déclarés à l'administration fiscale. Pour la mise en oeuvre de la déclaration d'occupation et du nouveau processus de taxation, l'administration fiscale a créé le nouveau service en ligne « Gérer mes biens immobiliers » (GMBI), qui est accessible, depuis début 2023, aux propriétaires depuis leur espace particulier ou professionnel sur le site impots.gouv.fr. Le service en ligne « GMBI » permet également à tous les propriétaires de transmettre leur déclaration d'achèvement de constructions nouvelles ou d'aménagement de locaux (« déclaration foncière) et leur déclaration relative aux taxes d'aménagement et d'archéologie préventive (« taxes d'urbanisme »). Concernant le coût du projet Gérer mes biens immobiliers (GMBI), il a en effet sensiblement évolué, pour passer de 12,7 Meuros à 37,2 Meuros entre le lancement du projet en mars 2020 et mai 2024. Cette augmentation est due principalement à trois facteur : - En premier lieu, la complexité du projet a été sensiblement accrue par rapport à son contenu initial du fait de l'élargissement progressif de son périmètre. La reprise de la gestion des taxes d'urbanisme (TU) a entraîné des surcoûts liés à l'aménagement du parcours usagers dans GMBI pour tenir compte des spécificités des TU. De même, le report de la RVLLH a complexifié le projet initial, en désynchronisant la collecte des déclarations d'occupation de celle des loyers, qui avaient été conçues au départ pour être conduites de concert, ce qui a également généré des surcoûts. - En deuxième lieu, l'augmentation du coût du projet provient également d'effets de périmètre après l'intégration progressive du chiffrage de modules dont le coût et la durée n'avaient pu être estimés au départ. Cette méthode incrémentale de chiffrage progressif au fur et à mesure de l'expertise des différents modules était difficilement évitable pour un projet pluriannuel de cette ampleur. - Enfin, le projet finalement déployé en 2023 repose sur une solution informatique de nature mixte, dans laquelle la

taxation de THRS reste transitoirement effectuée via le système d'information historique, qui a induit un coût complémentaire nécessaire à la stabilisation du dispositif. Consciente du caractère insatisfaisant du nouveau dispositif déclaratif et de taxation des résidences secondaires et des logements vacants, issu de l'accroissement progressif du périmètre du projet conduit en temps limité, la direction générale des finances publiques (DGFiP) a mis en place dès la fin de l'année 2023 un plan d'action comportant de nombreuses mesures correctives. Tout d'abord, afin d'éviter les erreurs de taxation qui sont principalement dues aux défaillances et erreurs déclaratives des propriétaires, la DGFiP accentue ses actions de relance et de communication auprès des propriétaires, par des envois de courriels et de courriers, pour leur expliquer les raisons de la nouvelle déclaration, son utilité et les sensibiliser à l'importance de l'accomplissement de leurs obligations déclaratives. De plus, les parcours déclaratifs en ligne sont améliorés pour les rendre plus lisible pour les usagers. Un lien plus étroit a été établi en 2024 entre la déclaration d'occupation et la déclaration de l'impôt sur le revenu, faisant de la première un passage obligé du parcours déclaratif des propriétaires dans leur déclaration des revenus. Le taux de déclaration des locaux des petits propriétaires (moins de 200 biens) est ainsi passé de 82 % à 88 % entre 2023 et 2024. La déclaration par fichier des grands propriétaires (GP) (plus de 200 biens) a été simplifiée et un dispositif d'accompagnement dédié a été mis en place. Le taux de locaux déclarés par les GP est ainsi passé de moins de 45 % à 78 % entre 2023 et 2024. En 2025, afin de faciliter l'accomplissement de leurs obligations déclaratives, les grands propriétaires ont la possibilité désormais de déléguer à un tiers la possibilité de mettre à jour le périmètre des occupants de leurs logements. Par ailleurs, la DGFiP poursuit ses travaux de stabilisation informatique du dispositif mixte de taxation pour en améliorer la performance et assurer sa qualité technique. Ensuite, la loi de finances pour 2025 a introduit plusieurs dispositions qui visent à accroître la fiabilité des bases d'impositio : - En premier lieu, elle clarifie le champ d'imposition de la THRS en le recentrant sur les seuls locaux à usage d'habitation et exclue les locaux à usage professionnel. - Puis, elle introduit une nouvelle obligation déclarative au III de l'article 1418 du code général des impôts. Afin d'éviter d'émettre à tort des avis de THRS aux locataires d'une résidence secondaire, les personnes qui louent ou disposent d'une résidence secondaire dont ils ne sont pas propriétaires, pour des raisons professionnelles ou personnelles, doivent désormais la déclarer dans leur déclaration de revenus. - Enfin, afin de mieux identifier les raisons de la vacance des logements, la loi de finances pour 2025 impose aux propriétaires de déclarer les motifs de la vacance. L'ensemble de ces mesures doit permettre de mieux identifier les logements imposables à la THRS et aux taxes sur les logements vacants et ainsi fiabiliser les bases d'imposition.

Conséquences de la déterritorialisation de l'impôt sur les collectivités locales

3414. – 20 février 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur les conséquences de la déterritorialisation de l'impôt sur les finances des collectivités locales. La Cour des comptes a publié en janvier 2025 un rapport « L'évolution de la répartition des impôts locaux entre ménages et entreprises et de la (dé) territorialisation de l'impôt ». Celui-ci rappelle que, depuis 2018, trois réformes d'ampleur ont été menées en matière de fiscalité locale : la suppression par étape de la taxe d'habitation sur les résidences principales, la suppression des trois quarts de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), et la réduction de moitié des bases des locaux industriels assujettis à la taxe foncière sur les propriétés bâties et à la cotisation foncière des entreprises. Le rapport précise que « les pertes de recettes fiscales pour les collectivités ont été compensées par la réaffectation de recettes de TVA pour la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et par un prélèvement sur les recettes de l'État pour la réduction de moitié des bases des locaux industriels » et souligne que le produit de la TVA est volatile. Ainsi, si les collectivités locales ont bénéficié « d'un effet financier favorable en 2021 et en 2022 (…) cet effet s'est réduit en 2023 » et « il est appelé à se réduire encore en 2024 et 2025 ». De plus, la Cour des comptes estime que cette « déterritorialisation » des recettes fiscales des collectivités locales « amoindrit les incidences positives des impôts locaux ». Selon le rapport, les régions et les départements auraient perdu d'importantes recettes en raison des dernières réformes de la fiscalité locale. Ainsi, les entreprises bénéficieraient des externalités positives des compétences régionales (ferroviaire) et départementales (routes), mais ne contribueraient plus à les financer. Quant aux communes, le rapport souligne qu'elles « pourraient être moins incitées à accueillir de nouvelles entreprises ou des extensions d'entreprises existantes » en raison de la suppression de la CVAE. Enfin, la Cour des comptes indique que le mode d'attribution d'une fraction des recettes de TVA aux communes en compensation de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales « fige des inégalités passées entre collectivités » car il s'appuie sur les données historiques des communes « qui s'éloignent de plus en plus de la situation contemporaine des collectivités ». Ainsi, la Cour des comptes recommande d'intégrer à court terme aux bases de la taxe foncière sur les propriétés bâties les résultats de la révision sexennale de la valeur des locaux professionnels ; d'engager sans attendre la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation ; de

répartir les ressources de TVA transférées par l'État aux collectivités en compensation de la suppression d'impôts locaux en fonction de la richesse relative par habitant des collectivités, appréciée au regard d'un petit nombre de critères de ressources et de charges ; et de répartir entièrement la dotation globale de fonctionnement en fonction de données contemporaines de population, de ressources et de charges des collectivités. À la lumière de ce rapport et de ses recommandations, le sénateur souhaite connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin de rétablir le lien entre l'imposition des particuliers et des entreprises et leur territoire et de calculer le montant des diverses compensations et dotations aux collectivités sur la base de leurs données contemporaines. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Conséquences de la déterritorialisation de l'impôt sur les collectivités locales

4597. – 8 mai 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** les termes de sa question n° 03414 sous le titre « Conséquences de la déterritorialisation de l'impôt sur les collectivités locales », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – A la demande de la commission des finances de l'Assemblée nationale, la Cour des comptes a remis le 15 janvier dernier son rapport relatif à l'impact des réformes récentes de la fiscalité locale sur les contribuables locaux, ménages, entreprises, collectivités territoriales ainsi que l'État et les finances publiques prises dans leur ensemble. Ce rapport revient sur les réformes d'ampleur en matière de fiscalité locale : la réforme de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP) et la baisse des impôts de production décliné en trois axes, dont la réduction de moitié de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les établissements industriels et la réduction du taux d'imposition de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), à travers la suppression de la part régionale puis de la part de l'ensemble des collectivités locales bénéficiaires. L'objectif de ces réformes est de redonner du pouvoir d'achat aux ménages ainsi que d'améliorer la compétitivité des entreprises et de favoriser l'implantation d'entreprises sur l'ensemble du territoire national, notamment industrielles tout en assurant aux collectivités locales des recettes fiscales pérennes et dynamiques par le biais des mécanismes de compensation mis en oeuvre. Pour la THRP, la compensation s'est traduite par le transfert aux communes de la part départementale de taxe foncière et par l'affectation d'une fraction de TVA aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre. Ces modalités de compensation permettent de conserver une majeure partie de la fiscalité directe locale assise sur le foncier au niveau du bloc communal et d'assurer aux collectivités des recettes pérennes. Le Gouvernement a affirmé qu'il n'y aurait pas de retour à la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP). Concernant la CVAE, la compensation s'est matérialisée par le transfert d'une fraction de TVA à l'ensemble des collectivités locales bénéficiaires. La répartition des ressources de compensation ne peut s'envisager sans assurer aux collectivités une part pérenne de ressources, et donc figée. En effet, les impôts locaux supprimés et compensés constituaient des recettes fiscales de rendement ayant pour objet de financer l'ensemble des dépenses de chaque collectivité. Cependant, des réflexions pourraient s'engager sur une part dynamique ou variable déterminée plus conséquente dans la répartition des compensations, sur le modèle par exemple de la compensation de la suppression de la CVAE pour les collectivités du bloc communal ou en fonction d'autres critères péréquateurs de ressources et de charges. Pour le bloc communal, la compensation de la CVAE se décline en une part fixe, dite « montant socle » ainsi qu'en une part variable correspondant à une dynamique, calculée sur la base de la progression de la TVA de l'année en cours et répartie selon la valeur locative foncière et les effectifs salariés. Cette part variable vise à tenir compte du dynamisme de chaque territoire et d'inciter les collectivités du bloc communal à accueillir ou permettre l'extension d'entreprises sur leur territoire. Concernant les départements, l'article 116 de la loi de finances pour 2025 prévoit que ces derniers peuvent relever pour une durée de trois ans le taux de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement prévu au même article 1594 D au-delà de 4,50 % et dans la limite de 5 %, pour les actes passés et les conventions conclues entre le 1er mars 2025 et le 29 février 2028, hors primo-accédants. Certaines mesures ont été mises en oeuvre pour accentuer le lien entre le contribuable local et son territoire dans le cadre de la politique de lutte contre les logements vacants pour répondre à la crise du logement. En effet, l'article 73 de la loi de finances pour 2023 a élargi les critères de définition des communes relevant d'une « zone tendue » faisant face à des difficultés financières particulières d'accès au logement. Cette extension de périmètre a permis à ces communes de disposer d'un levier fiscal supplémentaire avec la possibilité d'instituer une majoration, comprise entre 5 % et 60 %, de la part leur revenant de la cotisation de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale, dite « THRS », prévue à l'article 1407 *ter* du code

général des impôts. Enfin, concernant le calcul de compensations aux collectivités sur la base de données contemporaines, la Cour a relevé l'origine de certaines inégalités entre collectivités imputable aux compensations d'anciens impôts locaux supprimés comme les dispositifs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP). Cependant, ces dispositions, au caractère fixe, permettent une prévisibilité des ressources pour les collectivités bénéficiaires. Pour remédier au caractère fixe de certains dispositifs comme le fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR), d'autres dispositifs ont été mis en place comme le prélèvement sur les recettes de l'État (PSR) de prise en charge d'une partie du FNGIR, prévu à l'article 79 de la loi de finances pour 2021. Enfin, s'agissant de la dotation globale de fonctionnement (DGF), il existe effectivement des inégalités d'attributions entre communes de même taille et dont les indicateurs de ressources et de charges sont similaires, du fait de la consolidation de composantes historiques figées dans la dotation forfaitaire - composante majeure de la DGF des communes - à la suite de sa réforme en 2015. Aussi, une réforme de la dotation forfaitaire des communes apparaît opportune pour la répartir en fonction d'indicateurs simples et actualisés comme la population ou la superficie. Une telle réforme est légitimement susceptible de produire des variations à la hausse ou à la baisse de la dotation forfaitaire de nombreuses communes. De ce fait, il est tout aussi légitime qu'une large concertation soit menée avant d'engager une telle réforme et de relancer les travaux déjà menés par le comité des finances locales. Pour autant, le Gouvernement n'est pas resté inactif face aux éventuelles inégalités de DGF. Depuis 2017, le poids de la dotation forfaitaire, qui cristallise les inégalités les moins justifiées dans la DGF des communes, a été réduit de 63 % à 52 %, au profit des dotations de péréquation dont le poids s'est accru dans le même temps de 37 % à 48 %. Or, les dotations de péréquation sont réparties en fonction d'indicateurs objectifs de ressources et de charges, indépendants des choix de gestion des communes, et que personne à la connaissance du ministre ne remet sérieusement en cause.

Situation des finances publiques

3459. – 27 février 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur l'état des finances publiques et les échéances à venir en matière de redressement des comptes publics. Le 13 février 2025, la Cour des comptes a publié un rapport sur « la situation des finances publiques début 2025 ». La Cour y indique que « pour la deuxième année consécutive (…) le déficit public s'est nettement dégradé en 2024, d'environ 20 Mdeuros, pour atteindre près de 175 Mdeuros, soit 6,0 point » de produit intérieur brut. Le rapport indique, à ce titre, que « la séquence 2023-2024 est particulièrement préoccupante ». En effet, sans dépenses exceptionnelles en réponse à une crise (contrairement à la période 2020-2022) et alors que tous les partenaires européens ont réduit leur déficit public en 2024, la France a aggravé le sien. Le rapport précise que notre pays a obtenu de la Commission européenne - dans le cadre du plan budgétaire et structurel à moyen terme - un rallongement de 3 ans supplémentaires de la période d'ajustement de son déficit public à moins de 3 % de son produit intérieur brut (dont l'échéance passe ainsi de 2029 à 2032) en échange de plusieurs engagements en matière de réforme (réforme de l'assurance chômage, économies structurelles issues de revues de dépenses, réforme des allègements généraux, retour à l'équilibre de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales) et d'investissement (augmentation des dépenses de recherche et accélération de la production d'énergies renouvelables). Enfin, la Cour des comptes souligne que « stabiliser rapidement la dette publique n'autorise plus le moindre recul des objectifs de redressement » et que « l'assainissement des finances publiques devra cependant être conçu de façon à peser le moins possible sur le potentiel de croissance à moyen-long terme, à préserver la cohésion sociale et à dégager les marges de manoeuvre indispensables face aux défis des prochaines années et décennie ». À la lumière de ce rapport et ses conclusions, il souhaite donc connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin de réduire enfin drastiquement notre déficit public, et notamment en supprimant les dépenses publiques non-essentielles, sans nuire à notre potentiel de croissance à moyen-long terme et tout en préservant la cohésion sociale du pays et en finançant la transition écologique. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Situation des finances publiques

4596. – 8 mai 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** les termes de sa question n° 03459 sous le titre « Situation des finances publiques », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Le Gouvernement partage pleinement le diagnostic établi par la Cour des comptes sur la nécessité d'un redressement crédible des finances publiques. Cet impératif est au coeur de la stratégie budgétaire, conformément

à l'engagement pris par la France dans le cadre du plan budgétaire et structurel à moyen terme adopté par le Conseil de l'Union européenne le 21 janvier 2025. Dans un contexte économique et budgétaire exigeant, marqué par la nécessité de financer les capacités en matière de défense mais aussi les grandes transitions écologique et numérique, le Gouvernement s'attache à rétablir l'équilibre des comptes publics prioritairement par une maîtrise de la dépense publique. Ainsi, la loi de finances initiale pour 2025 et la loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 traduisent un effort significatif, avec une baisse en valeur des dépenses de l'État par rapport à 2024 de 5 Mdeuros, ce qui constitue une rupture par rapport à la dynamique observée ces dernières années. Sur l'ensemble des administrations publiques, cet effort porte sur des mesures d'économies transversales et ciblées : rationalisation des achats de l'État, meilleure efficacité des politiques de l'emploi, réduction de l'aide publique à l'apprentissage, recentrage des dépenses sociales et suppression progressive des mesures exceptionnelles. Le Gouvernement veille également à contenir la dynamique spontanée de certaines dépenses en raison notamment du financement des lois de programmation, des pensions de retraites et autres prestations sociales ou de la hausse des taux d'intérêt. En parallèle, le Gouvernement poursuit l'effort de réformes structurelles en particulier dans le cadre des revues de dépenses lancées depuis 2023. Ces revues de dépenses répondent à la fois à un objectif d'amélioration de la qualité de la dépense et à une meilleure allocation des crédits. Les 22 missions réalisées depuis 2023 ont ainsi documenté des mesures d'économies et réformes structurelles nécessaires à une meilleure gestion des deniers publics et à une maîtrise renforcée de notre trajectoire de finances publiques tout en assurant le financement des priorités du Gouvernement. Conformément aux engagements européens, la France s'inscrit dans une trajectoire de réduction progressive de son déficit public, avec pour objectif un retour sous la barre des 3 % du PIB à l'horizon 2029. Ce calendrier, validé par la Commission européenne, repose sur des engagements fermes, parmi lesquels la réforme de l'assurance chômage, la maîtrise accrue de la dépense publique et le renforcement de l'efficacité des allègements de prélèvements obligatoires. La poursuite des mesures de redressement des comptes publics envisagées par le Gouvernement sera présentée au Parlement à l'automne dans le cadre de la discussion des textes financiers pour 2026. L'ensemble de ces efforts s'inscrit dans une volonté de préserver le potentiel de croissance de l'économie et d'assurer la cohésion sociale.

Évolution du mode de calcul des valeurs locatives des locaux professionnels

3536. – 27 février 2025. – **M. François Bonhomme** attire l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** sur le calcul des valeurs locatives des locaux professionnels. L'article 34 de la loi de finances rectificative pour 2010 (n° 2010-1658 du 29 décembre 2010) a institué la révision des valeurs locatives des locaux professionnels (RVLLP). Après une longue phase de tests et d'adaptation, la réforme est entrée en application le 1er janvier 2017. Auparavant, l'ancien dispositif, datant de 1970, était basé sur des locaux types propres à chaque commune, ce qui entraînait des disparités importantes entre les territoires. Le nouveau mode de calcul a introduit deux paramètres : une sectorisation géographique et un tarif au m^2 selon l'activité principale du local. Pour éviter que ce mécanisme ne conduise à des écarts importants entre l'ancienne valeur locative (VL1970) et la nouvelle (VL2017) et n'impacte directement l'imposition à la taxe foncière (TF) et à la cotisation foncière des entreprises (CFE), il a été institué un système d'atténuation des écarts au moyen d'un coefficient de "planchonnement" visant à réduire de moitié la variation entre la VL1970 et la VL2017 et ainsi à lisser les augmentations sur 10 ans. Au 1er janvier 2027, il est prévu de supprimer ce coefficient ce qui risque d'entraîner une hausse brutale de la valeur locative à son niveau complet (VL2017) et avec pour effet collatéral une forte augmentation de la base de calcul de la taxe foncière et de la CFE impactant directement les propriétaires et les entreprises. Cette modification du lissage va complexifier le calcul des valeurs locatives et pourrait provoquer des hausses d'imposition très significatives, surtout après la suppression du mécanisme de lissage. Dans ce contexte, il souhaite connaître les intentions du Gouvernement quant à l'évolution du mode de calcul des valeurs locatives des locaux professionnels.

Réponse. – La révision des valeurs locatives de locaux professionnels (RVLLP) mise en place en 2017 a permis d'asseoir les impôts directs locaux des professionnels sur des bases reflétant la réalité du marché locatif et son évolution. Pour la mise en oeuvre de cette révision, le législateur a prévu, afin d'en lisser les effets, des mécanismes correcteurs, entrés en vigueur en 2017 : un coefficient de neutralisation pour maintenir la part relative des entreprises constante par rapport à celle des ménages ; un dispositif dit de « planchonnement » de la valeur locative, qui a pour objet de réduire de moitié les variations, tant à la hausse qu'à la baisse, entre l'ancienne valeur locative et la nouvelle valeur révisée ; et un dispositif de lissage, qui permet de répartir sur dix années la variation de cotisations résultant de la réforme. En l'état actuel du droit, ces deux derniers mécanismes arrivent à échéance en 2026 : la dernière année d'application du lissage pour les bases d'imposition est l'année 2025 et le mécanisme

du planchonnement disparaît au 1er janvier 2026. Le Gouvernement est conscient des variations d'imposition qui pourront résulter de l'extinction du planchonnement à la fin de l'année 2025. Dans ce contexte, des réflexions et des travaux sont en cours afin de déterminer rapidement la meilleure solution qui répondra aux exigences juridiques et opérationnelles, dans un cadre qui associera les associations d'élus locaux ainsi que les représentants des organisations professionnelles.

Notion de « fausse » domiciliation fiscale à l'étranger

3693. – 13 mars 2025. – **M. Jean-Luc Ruelle** interroge **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur la notion de « fausse » domiciliation fiscale à l'étranger. L'article 61 de la loi du nº 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 a modifié le livre des procédures fiscales en instituant un délai de reprise de l'administration en cas de « fausse » domiciliation d'une personne physique à l'étranger de dix ans. Un incertitude plane sur le sens donné à cette fausse domiciliation. Elle peut en effet être comprise comme une déclaration fictive d'un contribuable prétendant abusivement être domicilié à l'étranger, afin de se soustraire en France à tout ou partie de ses obligations fiscales. Il peut également s'agir pour l'administration de remettre en question la qualité de non-résident d'un contribuable au regard des conventions fiscales, ou à défaut du code général des impôts. Il lui demande donc comment doit être compris ce terme et l'interroge sur l'autorité compétente pour statuer sur cette non conformité de domiciliation. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – Les critères alternatifs de détermination du domicile fiscal en France sont posés par le 1 de l'article 4 B du code général des impôts (CGI) : sont considérées comme ayant leur domicile fiscal en France les personnes qui ont en France leur foyer ou le lieu de leur séjour principal, et/ou celles qui exercent en France une activité professionnelle, salariée ou non, à moins qu'elles ne justifient que cette activité y est exercée à titre accessoire, et/ou celles qui ont en France le centre de leurs intérêts économiques. Le dernier alinéa du 1 de l'article précité précise que « *les personnes qui satisfont à l'un au moins des critères fixés aux a à c du présent 1 ne peuvent toutefois pas être considérées comme ayant leur domicile fiscal en France lorsque, par application des conventions internationales relatives aux doubles impositions, elles ne sont pas regardées comme résidentes de France* ». Il en résulte qu'une personne considérée pour l'application d'une convention fiscale conclue par la France comme « résidente » de l'autre État contractant ne peut pas être regardée comme domiciliée fiscalement en France pour la mise en oeuvre du droit interne français alors même qu'elle aurait son domicile fiscal dans notre pays au sens de l'article 4 B du CGI susvisé. Le nouveau délai spécial de reprise créé par l'article 61 de la loi de finances pour 2025 n'a ni pour objet ni pour effet de modifier cette articulation entre les règles de droit interne et les dispositions conventionnelles : les modalités de détermination de la situation d'un contribuable au regard des règles de territorialité de l'impôt demeurent inchangées. Ainsi que l'indique l'exposé des motifs de l'amendement dont elle est issue, cette disposition a pour objet de donner à l'administration le temps nécessaire pour remettre en cause la situation des contribuables qui « *afin de se soustraire en France à tout ou partie de leurs obligations fiscales, se déclarent domiciliés à l'étranger alors que leur domicile fiscal est en réalité situé en France* ». Sont concernées les situations dans lesquelles existe une manifestation claire, quelle qu'en soit la forme, de l'intention du contribuable, afin de se soustraire en France à tout ou partie de ses obligations fiscales, de se prévaloir d'une domiciliation fiscale à l'étranger et dont l'administration établit qu'elle est contraire à la réalité au regard des règles de droit, internes ou conventionnelles, applicables. En effet, dans ces situations, le délai de reprise de droit commun de trois ans n'est pas suffisant pour mener à bien les investigations approfondies, longues et complexes nécessaires afin de caractériser la domiciliation effective en France, et établir les impositions qui en résultent. L'extension à dix ans de ce délai de reprise permettra ainsi aux services fiscaux de disposer du temps nécessaire à l'établissement de la domiciliation réelle du contribuable, ainsi que les impositions dues à raison de l'ensemble des revenus et avoirs concernés. En pratique et comme c'est déjà le cas, c'est le service responsable du contrôle du respect des obligations fiscales du contribuable concerné qui a compétence pour établir que la domiciliation fiscale à l'étranger dont celui-ci se prévaut est fausse.

Justice fiscale sur les retombées financières liée à l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux pour les communes

3697. – 13 mars 2025. – **Mme Céline Brulin** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur une injustice fiscale liée aux retombées financières au titre de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER). Il avait été indiqué aux communes porteuses de projet éolien qu'elles bénéficieraient de retombées financières au titre de l''imposition forfaitaire des entreprises de

réseaux (IFER), conformément aux dispositions fiscales applicables aux infrastructures similaires. Cependant, il apparaît que les transformateurs recevant de l'énergie issue des éoliennes en mer ne sont pas éligibles à cette répartition lorsque ces transformateurs ne sont pas situés dans l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) concerné. Cette distinction, en revanche, ne s'applique pas aux installations de production nucléaire, photovoltaïque ou éolienne terrestre. Cette situation crée une inégalité de traitement, pénalisant les communes accueillant ces infrastructures, qui supportent des contraintes paysagères et environnementales, sans en percevoir les compensations fiscales correspondantes. Ces communes, en mettant à disposition leurs territoires pour ces projets, contribuent activement à la transition énergétique, un enjeu d'importance nationale, régionale et locale. Or, elles ne bénéficient pas des retombées fiscales générées par ces installations, contrairement à ce qui est prévu pour d'autres types d'infrastructures. Elle souhaite donc savoir s'il envisage de corriger cette injustice fiscale, en permettant aux communes concernées de percevoir leur juste part des recettes fiscales générées par ces infrastructures, notamment en introduisant un reversement direct de la fiscalité prélevée par les EPCI sur les transformateurs électriques liés aux éoliennes en mer. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – Les éoliennes maritimes sont soumises à la taxe annuelle sur les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent situées dans les eaux intérieures et la mer territoriale définie aux articles 1519 B et 1519 C du code général des impôts. Les communes littorales d'où des installations sont visibles sont les premières bénéficiaires de la recette collectée, avec 50 % du produit qui leur est reversé. Ce produit est ensuite réparti entre elles en fonction de la distance qui les sépare des installations et de leur population. En outre, le produit de cette taxe est reversé à différents bénéficiaires : comités des pêches maritimes et élevages marins, office national de la biodiversité, organismes de secours et de sauvetage en mer. Les retombées financières des parcs éoliens maritimes sont donc effectives pour les communes du littoral subissant les plus fortes contraintes paysagères. À cet égard, s'agissant des communes accueillant les éoliennes terrestres, le produit de fiscalité est affecté pour l'essentiel à l'établissement public de coopération intercommunale et au département d'implantation de l'éolienne. Seules les communes des parcs terrestres implantés à compter de 2019 perçoivent une part de l'indemnité forfaitaire des entreprises de réseaux. Les communes d'où les installations ne sont pas visibles, accueillant les transformateurs recevant de l'énergie issue des éoliennes en mer ne sont, par conséquent, pas éligibles à la répartition de la taxe sur les éoliennes en mer. Elles perçoivent néanmoins les recettes foncières générées par ces installations sur leur territoire et tirent donc une recette fiscale de leur participation au déploiement de ces énergies renouvelables qu'il convient de maintenir en l'état.

Montant de l'effort budgétaire demandé aux collectivités locales au titre de loi de finances pour 2025

3738. – 13 mars 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** sur le montant effectif de l'effort budgétaire demandé aux collectivités locales au titre de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025. Alors que le Gouvernement a indiqué que cet effort s'élèvera à 2,2 milliards euros, le comité des finances locales (CFL) estime qu'il serait plutôt de l'ordre de 7,4 milliards euros en prenant en compte l'augmentation des charges pesant sur les collectivités locales et la baisse de différents crédits dont elles bénéficient. Le CFL souligne, en effet, que le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales (DILICO) concernera 2 099 collectivités et leur coûtera 1 milliard euros, le gel de la dynamique de la TVA allouée aux collectivités serait - pour elles - un manque à gagner pour de 1,2 milliard euros, la hausse de 3 points du taux de cotisation à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) leur coûtera 1,4 milliard euros, la baisse des dotations du fonds vert sera une perte de 1,35 milliard euros ; celle due à la suppression des crédits du plan vélo sera de 200 millions euros, celle du fonds de soutien aux activités périscolaires de 47 millions euros ; et 30 millions euros de crédits sont retirés à la politique de la ville. Le CFL rappelle, par ailleurs, que les collectivités locales représentent près de 70 % de l'investissement public en France et seulement 20 % de la dépense publique. Ilnsouhaite donc connaître le chiffrage exact de l'effort budgétaire demandé aux collectivités locales en 2025 et les mesures que compte prendre le Gouvernement afin que les indispensables économies budgétaires ne se fassent pas au détriment de l'investissement local et de l'offre de services publics, tout particulièrement dans les zones rurales.

Montant de l'effort budgétaire demandé aux collectivités locales au titre de loi de finances pour 2025

4827. – 22 mai 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** les termes de sa question n° 03738 sous le titre « Montant de l'effort budgétaire demandé aux collectivités locales au titre de loi de finances pour 2025 », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Le Gouvernement s'inscrit en faux quant au chiffre annoncé de 7,4 milliards d'euros d'économies demandées aux collectivités territoriales. Premièrement, si l'article 186 de la loi de finances pour 2025 a introduit le dispositif de lissage conjoncturel, il convient de rappeler que l'intégralité des sommes prélevées reviendra aux collectivités et non au budget de l'État, et dont 90 % seront restituées aux collectivités contributrices. Deuxièmement, la stabilisation en valeur au titre de 2025 des fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectées aux collectivités locales avait été estimée à 1,2 milliard d'euros lors du dépôt du projet de loi de finances de 2025 mais le montant de cette mesure dépendra de la dynamique de la TVA et ne sera connue que l'année prochaine. Sur le programme 147 relevant de la mission "cohésion des territoires", la baisse de crédits votés est contenue (-5 % par rapport à la LFI 2024) et les principaux dispositifs en faveur des populations vivant dans un quartier de politique de la ville (Cités éducative, adultes-relais, FONJEP, contrats de ville…) sont préservés. Concernant le taux de CNRACL qui relève d'un décret et non de la loi de finances pour 2025, l'estimation de la mesure présentée lors de l'examen du projet de décret relatif au taux de cotisations vieillesse des employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales faisait apparaître un coût de 1 milliard d'euros. Par ailleurs, il convient de rappeler l'augmentation continue de la dotation globale de fonctionnement depuis 2023 au bénéficie des collectivités pour un montant total de 790 millions d'euos, qui n'a pas été pris en compte dans l'estimation. En outre, les crédits votés dans le cadre des dotations d'investissement ont été essentiellement préservés pour s'établir à plus de 1,8 milliard d'euros maintenant ainsi le soutien de l'État l'investissement local, renforcé par le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée. S'agissant du Fonds vert, le Gouvernement a souhaité mettre en place une mesure d'accompagnement des aménagements cyclables. Celle-ci porte l'ambition de soutenir tous les territoires pour qu'ils dotent les axes prioritaires d'aménagements cyclables sécurisés, conformes aux recommandations du Cerema et adaptés aux besoins de la population de leur territoire, permettant de faire du vélo une mobilité alternative à l'utilisation de la voiture individuelle pour les mobilités du quotidien. Pour 2025, la mesure pourra accompagner la réalisation d'un aménagement cyclable sécurisé concernant des itinéraires de moins de 15 km de longueur ou les projets de résorption de discontinuité cyclable. En outre, le soutien au vélo sera assuré par la mobilisation de la mesure en faveur des mobilités rurales et par l'accompagnement spécifique des agglomérations en zones à faibles émissions. Par ailleurs, le Fonds vert peut aider les collectivités territoriales à faire émerger des projets à forte ambition environnementale sur une enveloppe dédiée à des prestations d'ingénierie d'animation, de planification ou de stratégie. La mobilisation de cette enveloppe se fait *via* une demande complémentaire dans le cadre de la mesure « ingénierie » du Fonds vert. Au titre de 2025, le Fonds vert consacrera, conformément à l'engagement pris par le Premier ministre, 50 millions d'euros pour le soutien des collectivités qui développent des actions en faveur du développement du vélo. De façon plus globale, depuis 2023, le Fonds vert a permis de mobiliser 3,6 milliards d'euros au soutien de l'investissement des collectivités dans la transition écologique. Cela représente plus de 18 000 projets financés sur l'ensemble du territoire. Il a ainsi permis la mobilisation de 14 milliards d'euros d'investissements pour la transition écologique, portés par des acteurs locaux.

Démarches administratives inhérentes à la location d'un bien communal

3804. – 20 mars 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ruralité** sur le poids et le coût des démarches administratives inhérentes à la location d'un bien communal pour les petites communes. De nombreux élus de ces communes indiquent que lorsqu'ils louent, par exemple, une salle des fêtes, la procédure de recouvrement des recettes implique qu'un agent de la trésorerie envoie à la commune la demande de paiement de la location ; que le secrétaire de mairie établisse un mandat de paiement à destination de la trésorerie de la salle communale ; que le maire valide la ligne budgétaire concernée ; que l'autorisation de règlement (donc le mandat) soit adressée par voie informatique à la trésorerie ; qu'un agent de cette dernière contrôle le mandat ; que l'acte de paiement soit effectué et, enfin, que le conseil municipal vérifie cette opération lors de l'examen du budget communal. Il souhaite donc connaître l'avis du Gouvernement en la matière et les mesures qu'il compte prendre

afin de simplifier les procédures administratives qui s'imposent de manière excessive aux plus petites communes. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – Les procédures de paiement des dépenses et de recouvrement des recettes des communes prévues par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique répondent à des principes fondamentaux de transparence et de régularité des finances publiques. Pour le paiement des dépenses, l'ordonnateur, souvent le maire ou son délégué, établit un mandat après avoir vérifié le service fait. Ce mandat est transmis au comptable, qui effectue des contrôles de régularité avant de procéder au paiement. Ce processus vise à garantir une gestion rigoureuse des ressources financières des collectivités et permet de vérifier l'autorisation budgétaire donnée par l'assemblée délibérante. Pour le recouvrement des recettes des produits locaux, un titre de recettes est émis par l'ordonnateur. Le comptable public en assure le traitement et engage les démarches nécessaires au recouvrement effectif. Des régies de recettes peuvent être mises en place pour permettre d'encaisser directement certaines sommes tout en respectant les obligations de reddition des comptes. Le Gouvernement est conscient des contraintes administratives que ces démarches peuvent représenter pour les petites communes qui font face à des difficultés pour exercer cette mission dans un contexte tendu pour recruter des secrétaires de mairie. Afin de faciliter leur gestion, plusieurs mesures ont été mises en oeuvre, notamment la dématérialisation des procédures et des échanges entre les collectivités et les services de gestion comptable (transmission dématérialisée des titres et mandats et des pièces justificatives) ou l'offre de services de la direction générale des finances publiques (DGFiP) pour prendre en charge l'édition et la transmission des factures au redevable. Les dispositifs de contrôle par le comptable sont également hiérarchisés en fonction des risques et des enjeux financiers ; ils sont fortement allégés quand les procédures sont jugées robustes par l'ordonnateur et le comptable (dispositif de contrôle allégé en partenariat, instauré après un autodiagnostic partagé entre l'ordonnateur et le comptable). La charge administrative de gestion comptable et financière peut par ailleurs être mutualisée au niveau intercommunal, ouvrant la possibilité de constituer un service facturier, composé d'agents issus des services ordonnateurs et du poste comptable sous la responsabilité du comptable public, qui évite la redondance de certains contrôles tout en contribuant à fiabiliser la chaîne de dépense.Ces efforts visent à alléger les charges administratives tout en maintenant un haut niveau de rigueur et de contrôle dans la gestion publique. De nouvelles pistes d'amélioration continuent d'être développées pour répondre aux attentes des élus, comme le renforcement du partenariat entre les collectivités et les services comptables ou encore l'automatisation accrue.Les procédures de paiement des dépenses et de recouvrement des recettes des communes prévues par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique répondent à des principes fondamentaux de transparence et de régularité des finances publiques. Pour le paiement des dépenses, l'ordonnateur, souvent le maire ou son délégué, établit un mandat après avoir vérifié le service fait. Ce mandat est transmis au comptable, qui effectue des contrôles de régularité avant de procéder au paiement. Ce processus vise à garantir une gestion rigoureuse des ressources financières des collectivités et permet de vérifier l'autorisation budgétaire donnée par l'assemblée délibérante. Pour le recouvrement des recettes des produits locaux, un titre de recettes est émis par l'ordonnateur. Le comptable public en assure le traitement et engage les démarches nécessaires au recouvrement effectif. Des régies de recettes peuvent être mises en place pour permettre d'encaisser directement certaines sommes tout en respectant les obligations de reddition des comptes. Le Gouvernement est conscient des contraintes administratives que ces démarches peuvent représenter pour les petites communes qui font face à des difficultés pour exercer cette mission dans un contexte tendu pour recruter des secrétaires de mairie. Afin de faciliter leur gestion, plusieurs mesures ont été mises en oeuvre, notamment la dématérialisation des procédures et des échanges entre les collectivités et les services de gestion comptable (transmission dématérialisée des titres et mandats et des pièces justificatives) ou l'offre de services de la direction générale des finances publiques (DGFiP) pour prendre en charge l'édition et la transmission des factures au redevable. Les dispositifs de contrôle par le comptable sont également hiérarchisés en fonction des risques et des enjeux financiers ; ils sont fortement allégés quand les procédures sont jugées robustes par l'ordonnateur et le comptable (dispositif de contrôle allégé en partenariat, instauré après un autodiagnostic partagé entre l'ordonnateur et le comptable). La charge administrative de gestion comptable et financière peut par ailleurs être mutualisée au niveau intercommunal, ouvrant la possibilité de constituer un service facturier, composé d'agents issus des services ordonnateurs et du poste comptable sous la responsabilité du comptable public, qui évite la redondance de certains contrôles tout en contribuant à fiabiliser la chaîne de dépense. Ces efforts visent à alléger les charges administratives tout en maintenant un haut niveau de rigueur et de contrôle dans la gestion publique. De nouvelles pistes d'amélioration continuent d'être développées pour répondre aux attentes des élus, comme le renforcement du partenariat entre les collectivités et les services comptables ou encore l'automatisation d'un certain nombre de procédures et déclarations.

Respect des délais de paiement des marchés publics et application des intérêts moratoires

3935. – 27 mars 2025. – **Mme Sylvie Goy-Chavent** attire l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** sur l'importance du respect des délais de paiement des marchés publics pour assurer la santé financière et le développement des entreprises de travaux publics. Ces quelques 8 000 entreprises emploient plus de 300 000 personnes en France. Bien que le code de la commande publique (CCP) fixe un délai légal de paiement de trente jours pour les pouvoirs adjudicateurs, y compris lorsqu'ils agissent en tant qu'entité adjudicatrice (article L. 2192-10 CCP, article R. 2192-10 CCP), ce délai semble fréquemment ignoré par l'État et les collectivités territoriales. Les données transmises par les entreprises de la région Auvergne-Rhône-Alpes sont particulièrement préoccupantes : le délai réel de paiement y serait, en moyenne, compris entre 60 et 70 jours, atteignant parfois jusqu'à 120 jours. Dans le même esprit, le non-respect des délais de paiement entraîne, « de plein droit et sans autre formalité » (article L. 2192-13 CCP), l'application d'intérêts moratoires. Cependant, les entreprises nous rapportent que les Directions départementales des finances publiques interprètent cet article de manière contraire à sa lettre. Elles estiment en effet que les entreprises doivent elles-mêmes réclamer ces intérêts moratoires. Or, dans un contexte particulièrement concurrentiel et tendu, les entreprises rechignent à le faire, de peur de compromettre leurs relations avec les maîtres d'ouvrage. Ainsi, elle souhaite connaître les mesures que le Gouvernement a mis en oeuvre pour permettre aux Directions départementales des finances publiques de respecter les délais de paiement prévus par la loi. Elle se demande également si le non-respect des délais de paiement prévus par l'article R. 2192-10 du CCP ne devrait pas entraîner, automatiquement, le paiement des intérêts moratoires par les Directions départementales des finances publiques, conformément à l'article L. 2192-13 du CCP.

Réponse. – Les délais de paiement de la sphère publique constituent un enjeu économique important et matérialisent la recherche du meilleur équilibre entre la sécurité des opérations de dépenses et le soutien de la trésorerie des entreprises. S'agissant des services de l'État, le délai global de paiement des factures déposées en 2024 par les fournisseurs sur chorus pro s'élevait à 16,5 jours en moyenne, très largement en dessous du délai réglementaire de 30 jours comme c'est le cas depuis plusieurs années désormais. En complément, l'administration des finances publiques porte une attention particulière au taux de factures payées au-delà de 30 jours, de l'ordre de 10 %. Les bons résultats observés sur le périmètre des dépenses de l'État interviennent dans un contexte de modernisation et de réorganisation continues de la chaîne de la dépense. Ils illustrent l'efficacité des processus de dématérialisation permettant ainsi une fluidification des traitements et une prise en charge plus rapide des demandes de paiement des fournisseurs de l'État. Par ailleurs, la poursuite du déploiement des centres de gestion financière, qui rapprochent les services des ordonnateurs et des comptables sous l'autorité de ce dernier pour rationaliser la chaîne de la dépense impacte favorablement les délais de paiement en maintenant un degré élevé de sécurité. Ces efforts sont parfois tempérés par des pratiques accrues de la part de certains fournisseurs consistant à déposer leurs factures dans l'application « chorus pro » avant même la réalisation de la prestation, ce qui en interdit évidemment le règlement. Par ailleurs, le système d'information comptable de l'État calcule automatiquement les intérêts moratoires dès que le paiement intervient au-delà du délai réglementaire, et le versement de ces intérêts est effectué en moyenne dans un délai de 45 jours. Il est régulièrement rappelé aux ordonnateurs et aux comptables en charge des dépenses de l'État le caractère obligatoire et de droit des intérêts moratoires en cas de dépassement du délai réglementaire. S'agissant des collectivités locales, le délai global de paiement moyen de la commande publique est de 19,7 jours au titre de l'année 2024 et est inférieur au délai réglementaire de 30 jours. Pour les établissements publics de santé, le délai de paiement moyen est de 63,4 jours et dépasse le délai réglementaire de 50 jours. En raison du principe de séparation ordonnateur-comptable, le délai global de paiement se décompose entre un délai pour l'ordonnateur, qui dispose réglementairement de 20 jours (ou 35 jours pour les établissements publics de santé) pour effectuer le mandatement, et un délai pour le comptable, qui dispose en principe de 10 jours (ou 15 jours pour les établissements publics de santé) pour procéder aux contrôles qui lui incombent en matière de dépenses avant de payer, conformément aux dispositions des articles 19 et 20 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Sur le fondement de ce même principe de séparation, le comptable d'une collectivité locale ou d'un établissement public de santé ne saurait payer des intérêts moratoires si l'ordonnateur n'a pas donné l'ordre de payer, c'est-à-dire mandaté la dépense. C'est la raison pour laquelle, comme les comptables de l'État, les comptables des collectivités locales rappellent régulièrement à leurs ordonnateurs le caractère obligatoire du paiement des intérêts moratoires, qui doivent faire l'objet d'un ordre de payer de leur part, sans que les entreprises aient à le demander. En cas d'absence de mandatement, les directions départementales des finances publiques (DDFip) peuvent demander aux préfets (ou aux agences régionales de santé (ARS) pour le secteur santé) de procéder au mandatement d'office des intérêts moratoires. Lorsque le

comptable reçoit l'ordre de payer, il est tenu de l'exécuter, sauf en cas d'absence de trésorerie. La direction générale des finances publiques (DGFiP) et son réseau de comptables publics sont pleinement mobilisés pour maîtriser, à tous les niveaux, les délais de paiement, afin de favoriser le tissu économique local. La création des services de gestion comptable consolide l'implication des équipes dans l'optimisation de la chaîne de la dépense. La mise en place des services facturiers au sein du secteur public local et hospitalier, qui donne lieu à une rationalisation de la chaîne financière de bout en bout et à une optimisation des contrôles, contribue à l'objectif d'accélération du délai de paiement. De même, le contrôle hiérarchisé de la dépense et le contrôle allégé en partenariat constituent des outils essentiels au renforcement de la collaboration entre les ordonnateurs locaux et les comptables publics, permettant une efficience accrue des contrôles et une maîtrise des délais de paiement au niveau local.

Exonération fiscale prévue dans le cadre du régime d'impatriation

3970. – 27 mars 2025. – **Mme Olivia Richard** interroge **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** sur l'exonération fiscale prévue dans le cadre du régime d'impatriation. En effet, s'agissant de revenus du patrimoine, une exonération de l'impôt sur le revenu à hauteur de 50 % est possible, sous réserve que les avoirs soient détenus à l'étranger. Elle l'interroge sur le caractère dissuasif à l'investissement en France que cette condition entraîne.

Réponse. – Afin de renforcer l'attractivité du territoire national et d'encourager l'installation en France de cadres de haut niveau, l'article 155 B du code général des impôts (CGI) instaure un régime spécial d'imposition en faveur des impatriés. L'objectif poursuivi par le législateur est d'atténuer, par une fiscalité allégée, les effets du transfert de domicile fiscal qui conduit à une imposition sur le revenu mondial, notamment au moyen d'une réduction de moitié du montant taxable de certains revenus passifs et de certaines plus-values mobilières de source étrangère. Ainsi, ce régime s'applique aux salariés et aux dirigeants qui leur sont fiscalement assimilés, appelés de l'étranger à occuper un emploi dans une entreprise établie en France, ou recrutés directement à l'étranger par une entreprise établie en France. Il prévoit, sous certaines conditions, l'exonération de certains éléments de leur rémunération jusqu'au 31 décembre de la huitième année qui suit celle de leur prise de fonctions en France. Conformément au II de l'article 155 B du CGI, les personnes impatriées qui bénéficient de cette exonération de leur rémunération d'activité bénéficient également, au cours de la même période, d'une exonération d'impôt sur le revenu à hauteur de 50 % du montant des revenus de capitaux mobiliers et produits de la propriété intellectuelle ou industrielle (« revenus passifs ») payés par une personne établie hors de France dans un État ou territoire ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscales. Cette exonération partielle s'applique également aux gains réalisés à l'occasion de la cession de valeurs mobilières et de droits sociaux, lorsque le dépositaire des titres ou, à défaut, la société dont les titres sont cédés est établi hors de France dans un État ou territoire ayant conclu avec la France le même type de convention fiscale. Ce régime favorable, dont le bénéfice est limité à la période d'impatriation, est justifié par le fait que les personnes qui viennent exercer temporairement leur activité en France disposent d'une épargne à l'étranger. Par suite, le régime des impatriés n'a pas pour objectif de dissuader l'investissement en France, mais il constitue au contraire un vecteur d'attractivité de notre territoire.

Baisse des bases de taxes d'habitation constatées par les collectivités en 2025

4021. – 3 avril 2025. – **M. Pierre Barros** interroge **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** sur l'origine des baisses de bases de taxes d'habitation sur les résidences secondaires et sur les logements vacants constatées par les collectivités en 2025. Les collectivités du bloc communal reçoivent en ce moment leur état fiscal 1259 leur communiquant les bases prévisionnelles de fiscalité 2025. Nombre d'entre elles s'interrogent de voir une évolution des plus erratiques de leurs bases prévisionnelles de taxe d'habitation résiduelle, essentiellement de taxe d'habitation sur les résidences secondaires, mais pour certaines également de taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) qui s'effondrent fortement (-25 à -30% pour certaines). Si les difficultés rencontrées par l'administration fiscale à la suite de la mise en oeuvre en 2023 du dispositif « Gérer mes biens immobiliers » dont l'efficacité s'est révélée fort discutable sont connues et ont affecté fortement les bases définitives 2023, il s'avère que plus de deux ans après, les errances de cette réforme semblent encore affecter les bases prévisionnelles 2025, sous l'effet de dégrèvements. De plus, il est fait état de nouvelles difficultés pour l'administration fiscale dans la mise en oeuvre d'une seconde réforme, celle de la substitution obligatoire de THLV par la taxe sur les logements vacants à destination de l'État en zone tendue, et de l'élargissement des communes concernées par la THLV. La presse s'est fait l'écho ces derniers mois de nombreux dégrèvements (plusieurs milliers par départements) visiblement

prononcés par l'administration fiscale à la suite d'assujettissements erronés de contribuables à la TLV/THLV. L'absence d'informations claires à ce sujet adressées aux collectivités locales, ainsi que la communication tardive des états fiscaux, à compter de la seconde quinzaine de mars alors que les collectivités ont déjà voté ou sont en bouclage de leur maquette budgétaire 2025, ajoutent aux difficultés de gestion prévisionnelle des crédits budgétaires 2025, dans un contexte déjà fortement contraint par des annonces de prélèvement sur recettes (DILICO) là aussi aux conséquences exactes non connues et non communiquées à date. L'élaboration des budgets locaux devient de plus en plus aléatoire et le principe de sincérité peut s'en trouver affecté, sous l'effet de ces erreurs de l'administration d'État et de l'absence de communication étatique claire. Si ces bases sont devenues résiduelles, elles restent pour certaines collectivités, notamment en zone touristique, un apport de recettes non négligeable et un levier incontournable dans un contexte de réduction de l'autonomie fiscale locale. Aussi, il lui demande de bien vouloir apporter des précisions sur les évolutions des bases de taxe d'habitation enregistrées ces deux dernières années et notamment le poids de l'effet des dégrèvements opérés, et il lui demande de bien vouloir informer les élus locaux des effets encore attendus en 2025 voire 2026, afin d'aider les collectivités à gagner en prévisibilité en la matière.

Réponse. – Au niveau national, les bases d'imposition de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) sont particulièrement dynamiques. Entre 2022 et 2024, les bases d'imposition augmentent de plus de 17 % passant de 11,5 Mdeuros à 13,5 Mdeuros. Cette hausse trouve son origine dans la prise en compte de l'inflation (l'indice des prix à la consommation retenu pour la revalorisation des bases imposables s'est établi à 11,1 % sur la période) et dans la prise en compte des déclarations d'occupation transmises par les propriétaires. La mise en oeuvre de la déclaration d'occupation des logements en 2023, qui oblige désormais chaque propriétaire, à chaque changement de situation, à déclarer s'il occupe ses logements à titre principal ou secondaire, s'ils sont loués ou vacants, ne s'est donc pas traduit par une baisse des bases d'imposition de la THRS au niveau national. Pour autant, l'augmentation significative des montants de THRS mis en recouvrement et reversés aux collectivités locales, qui sont passés de moins de 3 Mdeuros en 2022 à près de 4 Mdeuros en 2024, est décorrélée de l'évolution réelle du nombre de résidences secondaires imposables à la THRS. En effet, compte tenu des défaillances et erreurs déclaratives des propriétaires, plus d'un milliard d'euros a ainsi été dégrevé au titre de la THRS 2023 et près de 600 Meuros au titre de la THRS de l'année 2024. Cela étant, les produits versés à tort sont restés acquis aux collectivités, puisque les dégrèvements de THRS et de taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) ont été financièrement pris en charge par l'État. Tenant compte de cette situation, la direction générale des finances publiques (DGFiP) a mis en oeuvre en 2024 un dispositif de fiabilisation des montants des bases prévisionnelles d'imposition notifiées aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) en matière de THRS, dispositif qui a été reconduit en 2025. Ainsi, pour la communication des bases prévisionnelles 2025, ont été déduites des bases imposées et définitives 2024 (telles que communiquées aux collectivités locales sur les états n° 1386 *bis* TH) les bases TH dégrevées par les services de la DGFiP en amont de la production des états n° 1259. Cette déduction a permis de fiabiliser le montant des bases prévisionnelles de façon que les communes et les EPCI puissent voter leur taux 2025 dans les meilleures conditions possibles. La fiabilisation des bases d'imposition appelle aussi un renforcement des échanges entre la DGFiP et les collectivités locales. Il importe de fluidifier les relations des services de l'État avec les collectivités dans une optique de fiabilisation des informations. Si l'administration des finances publiques dispose d'une compétence exclusive en matière de gestion de l'assiette des impôts directs locaux et de contrôle fiscal, les dispositions législatives actuelles permettent aux collectivités d'intervenir dans le recensement des bases des impositions directes locales en organisant des échanges mutuels d'informations utiles à cette fin entre elles et l'administration.

Éligibilité des maisons d'assistantes maternelles au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée

4242. – 17 avril 2025. – **Mme Elsa Schalck** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur la question de l'éligibilité, au titre du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), des constructions ou rénovations de maisons d'assistantes maternelles (MAM). Face à un besoin réel et croissant de garde d'enfants, de nombreuses collectivités locales investissent dans la réalisation de MAM. Ces installations s'inscrivent dans l'évolution de notre société. Ces dernières correspondent également à une demande de plus en plus fréquente de la part d'assistantes maternelles qui ne souhaitent plus exercer ce métier à titre individuel. A plusieurs reprises, le Gouvernement a été saisi sur les conditions de l'éligibilité de tels projets au FCTVA. Dans sa réponse ministérielle en date du 28 novembre 2024, deux conditions d'éligibilité au FCTVA étaient posées ; la première étant la non-soumission des loyers à la TVA et la

deuxième étant l'enregistrement de la dépense sur un compte faisant partie de l'assiette d'éligibilité au FCTVA. Certaines collectivités ont ainsi respecté ces deux conditions, mais se heurtent à une nouvelle difficulté issue d'une autre réponse ministérielle datée du 25 février 2021, selon laquelle « la construction ou l'aménagement de MAM n'ouvre pas droit au remboursement de la TVA par le FCTVA. En effet, seuls les biens confiés à un tiers en vue de l'exercice d'une mission d'intérêt général sont concernés ». Par ailleurs, le Gouvernement indique que « l'activité économique qui est y exercée peut entrer en concurrence avec celles des assistantes maternelles qui exercent leur travail à domicile ». Dans de tels cas de figure, les communes qui ont réalisé ces investissements et pensaient être éligibles au FCTVA se voient in fine déboutées de leurs demandes relatives à l'attribution du FCTVA. Les dépenses engagées pour les travaux de construction ou de transformation d'un bâtiment en vue de l'installation d'une MAM pèsent lourd sur les budgets communaux déjà contraints. Les différences d'interprétation qu'il semble y avoir sur les critères d'éligibilité sont sources non seulement de confusion, mais également d'incompréhension pour les maires, alors que ces derniers ont besoin de pouvoir anticiper l'état des finances. Par ailleurs, par ces investissements, ils répondent à une forte attente des parents et des familles et contribuent ainsi à favoriser une meilleure conciliation vie professionnelle et vie familiale que le Gouvernement a appelé de ses voeux. Par ailleurs, récemment, la cour administrative de Lyon est venue considérer qu'une MAM contribue à développer et à pérenniser l'offre de garde d'enfants en bas âge, mission d'intérêt général, qui justifie son éligibilité au FCTVA (CAA Lyon, 2 mai 2024). Elle lui demande dès lors de bien vouloir clarifier la position du Gouvernement quant à l'éligibilité des MAM au FCTVA afin qu'il n'y ait plus d'interprétation divergente sur la notion de mission d'intérêt général ainsi que sur l'appartenance automatique aux immeubles de rapport. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – Le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) vise à compenser les dépenses d'investissement des collectivités territoriales et de leurs groupements. Le périmètre des dépenses éligibles est précisé au sein d'une procédure de traitement automatisée instaurée par l'article 258 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2020. Cette réforme a entraîné l'abrogation de l'article L. 1615-7 du CGCT, rendant les biens mis à disposition à des tiers éligibles au FCTVA. Par conséquent, les conditions prévues par l'article précité pour pouvoir bénéficier du FCVTA, notamment lorsque le bien est confié à un tiers en vue de l'exercice d'une mission d'intérêt général ne trouvent plus à s'appliquer. L'automatisation a également conduit à revoir la définition de l'assiette : les dépenses sont désormais éligibles lorsqu'elles sont imputées régulièrement sur un compte appartenant à la liste fixée par l'arrêté interministériel modifié du 30 décembre 2020. Cette liste opère une distinction entre les bâtiments publics et les bâtiments privés, le compte 2132 « bâtiments privés » étant inéligible au bénéfice du FCTVA. Or les locaux loués à des maisons d'assistants maternels ne sont pas considérés comme des bâtiments publics. Ils constituent des immeubles productifs de revenus et non affectés directement ou indirectement à l'usage du public ou à un service public administratif. Les dépenses de construction ou de transformation d'un bâtiment en vue d'une installation d'une maison d'assistants maternels peuvent toutefois bénéficier d'une compensation selon deux options : un remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ou un versement du FCTVA, selon le cas dans lequel se trouve la collectivité. Si les loyers acquittés par la maison d'assistants maternels auprès de la collectivité sont assujettis à la TVA, la collectivité peut récupérer la TVA par voie fiscale dans les conditions de droit commun. Dans ce cas, ces dépenses bénéficiant d'un remboursement intégral de la TVA ne peuvent être éligibles au FCTVA, conformément à l'article R. 1615-2 du CGCT. À défaut d'option pour l'imposition des loyers à la TVA, la commune peut bénéficier du FCTVA dans le cadre d'une livraison à soi-même (LASM). La commune agit en effet en qualité d'assujettie à la TVA et doit constater une LASM en application des dispositions du 2° du 1 du II de l'article 257 du CGI. La LASM aura pour conséquence un reversement total de la TVA initialement déduite. Dans cette situation, l'attribution du FCTVA nécessite dès lors de produire un état déclaratif 2-A (ligne « changement de situation d'assujettissement à la TVA »). Le montant à renseigner est donc la somme du coût des travaux et du montant acquitté au titre de la LASM, auquel s'appliquera le taux de FCTVA. Ainsi, quand bien même la dépense est imputée sur le compte 2132 « Bâtiments privés », compte inéligible au FCTVA, les dépenses de construction de maisons d'assistants maternels peuvent ouvrir droit au FCTVA lorsqu'une LASM est constatée.

Situation alarmante de la vente de tabac dans la Nièvre

4252. – 17 avril 2025. – **M. Patrice Joly** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** concernant la situation que traverse aujourd'hui l'activité de la vente de tabac dans la Nièvre. Le marché légal de vente de tabac, au travers des droits et taxes de consommation, a dégagé plus de 13 milliards d'euros en 2024 de

recettes pour l'État. Aujourd'hui, la France est confrontée toujours plus durement aux effets néfastes de l'expansion du marché parallèle illégal du tabac, qui prospère grâce aux prix largement inférieurs des produits proposés par rapport aux marchandises traditionnelles soumises à l'impôt. Ce marché représenterait jusqu'à 35 % de la consommation de tabac en France. Ce sont entre 3 et 5 milliards d'euros de recettes fiscales perdues chaque année. Au-delà des territoires frontaliers usuellement confrontés à cette situation, les zones rurales sont touchées par le trafic de tabac. Dans la Nièvre, les 123 buralistes du département témoignent de leur inquiétude vis-à-vis de ce marché parallèle, qui mène à une perte de chiffre d'affaires pour les bureaux de tabac, avec une baisse du volume vendu de 12 % dans la Nièvre. Par ailleurs, ce trafic fait courir un risque non-négligeable en termes de santé publique, aucun contrôle de la qualité ne pouvant être conduit et aucune garantie sur la composition des produits de tabac vendus illégalement ne pouvant être assurée. Ainsi, il est de toute utilité que l'État agisse pour limiter l'ampleur de ce marché parallèle du tabac, dont les produits peuvent gravement nuire à la santé. Ce marché illégal participe également de l'augmentation tendancielle des trafics, qui s'imbriquent les uns aux autres et qui confrontent la population à la violence criminelle. Aussi, il souhaite connaître les dispositions que le Gouvernement entend mettre en place pour lutter contre ce marché parallèle, qui nuit tant aux finances publiques qu'aux petites entreprises que sont les bureaux de tabac, et à la population en termes de santé publique et d'insécurité. **– Question transmise à Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.**

Réponse. – Le plan national de lutte contre les trafics illicites de tabacs 2023-2025 renforce la capacité d'action douanière contre toutes les formes de commerce illicite de tabacs. Articulé autour de quatre engagements qui structurent l'action douanière contre ce fléau jusqu'à la fin de l'année 2025, ce plan porte sur des mesures importantes, qui correspondent à autant de nouveaux moyens déployés par la douane. D'abord, la douane a investi dans des capacités de détection permettant de lutter contre les trafics, dont ceux liés aux tabacs. En effet, différents équipements de détection non intrusive sont déployés et continueront à l'être d'ici la fin de l'année 2025. Il s'agit de caméras endoscopes (depuis septembre 2024), de scanners (depuis décembre 2024) et d'équipes maître de chien anti-tabac supplémentaires, d'ici fin 2025. Ensuite, des groupes de lutte anti trafics de tabacs (GLATT) ont été créés afin de répondre au besoin d'adapter l'organisation des services douaniers pour faire face à celle des trafiquants. Créés en 2023, dans des bassins de fraude prioritaires, ils permettent de faire travailler de façon plus efficace et coordonnée l'ensemble des services douaniers concernés, en coopération avec des services partenaires. Ils exploitent, notamment, les fiches Stop Trafic Tabac émises par les buralistes pour signaler des ventes illicites de produits du tabac. Ces groupes ont été enrichis d'un réseau douanier cyber déconcentré pour lutter contre les trafics sur internet. De plus, les opérations coordonnées ou « coups de poing » constituent un levier important et nécessaire de lutte contre les trafics illicites de tabac, qui envoient un signal fort aux trafiquants. Les opérations « COLBERT » constituent l'illustration du pilotage par la DGDDI du groupe opérationnel national antifraude (GONAF), aux côtés de la Mission interministérielle de coordination antifraude (MICAF). Ces opérations ont également renforcé la présence de la douane au sein des comités opérationnels départementaux antifraudes (CODAF). Les cibles d'intérêt douanier, notamment les commerces vendant illégalement des produits du tabac, sont ainsi régulièrement inscrites dans les plans de contrôle des CODAF. L'opération nationale COLBERT II, qui a eu lieu du 20 au 27 mars 2024, a permis la saisie de 27 tonnes de tabacs sur cette période. Par ailleurs, le législateur a fait évoluer le régime juridique entourant la lutte contre les trafics de tabacs via la loi n° 2023-610 du 18 juillet 2023 visant à donner à la douane les moyens de faire face aux nouvelles menaces. Le durcissement des sanctions encourues fait écho aux échanges réguliers avec la confédération des buralistes. La peine d'emprisonnement encourue pour la fabrication, la détention frauduleuse en vue de la vente, la vente hors du monopole, l'introduction ou l'importation frauduleuse de tabacs manufacturés passe ainsi de un à trois ans, et peut aller jusqu'à cinq à dix ans pour les mêmes infractions réalisées en bande organisée ; de même, la durée de fermeture administrative encourue par les commerces revendant du tabac de manière illicite passe de 3 à 6 mois maximum encourus. En outre, une sanction pour non-respect des mesures de fermeture administrative est instaurée, l'infracteur étant désormais passible de deux mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende. Cet affermissement de la réponse étatique vise à envoyer un signal fort aux infracteurs qui détournent des commerces de leur vocation d'origine pour s'adonner au commerce illégal de tabac. Depuis la publication du décret n° 2024-276 du 27 mars 2024, la DGDDI a mis en place un observatoire sur les achats transfrontaliers de tabacs afin de suivre au plus près les contentieux réalisés par ses services, mais également les ventes mensuelles de tabacs dans les départements concernés. En outre, ce décret offre la possibilité aux douaniers de retenir d'autres critères que celui portant que la quantité de tabacs transportés afin d'établir si un particulier rapporte du tabac d'un autre pays de l'Union européenne pour sa consommation personnelle et non pour un but commercial. Dans le cadre du plan national de lutte contre les trafics illicites de tabac 2023-2025, la douane a également entamé des travaux, en

coopération avec la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA), visant au développement d'une capacité publique souveraine d'estimation et d'analyse du marché parallèle des produits du tabac. Celle-ci devra permettre de mieux comprendre, de façon indépendante, les ressorts criminologiques et socio-économiques du marché parallèle de tabacs. Cette meilleure maîtrise permettra une communication publique argumentée en la matière, et améliorera le niveau de connaissance douanière des marchandises de fraude. Les premiers résultats de ces recherches seront publiés dans le courant de l'année 2025. Enfin, dans le cadre du programme national de lutte contre le tabac pour 2023-2027, co-porté par les ministères chargés de la santé et des comptes publics, une des mesures phares de l'axe 4 « Transformer les métiers du tabac et lutter contre les trafics » est d'agir au niveau de l'Union européenne et des Etats membres pour mieux harmoniser la politique fiscale et réduire les écarts de prix. La position française reste inchangée sur cette nécessité d'harmonisation, et des échanges réguliers avec les homologues européens permettent de garder cet objectif au centre de l'actualité en matière de tabac.

Contribution au dispositif DILICO-Prélèvements sur les collectivités territoriales

4513. – 8 mai 2025. – **M. Jean-François Longeot** attire l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** sur la mise en oeuvre du dispositif dit « Dilico », visant à ponctionner les recettes fiscales de plus de 2 000 collectivités territoriales afin de financer un fonds d'épargne obligatoire, dans un objectif affiché de redressement des finances publiques. Il avait été précisé que ce dispositif viserait en priorité les collectivités les plus « manifestement riches ». Or, à la lecture de la liste récemment publiée par la direction générale des collectivités locales (DGCL), de nombreuses petites communes rurales, parfois de moins de 100 habitants, sont également concernées, avec des contributions pouvant atteindre plusieurs milliers d'euros, ce qui représente un effort budgétaire disproportionné pour ces communes. Dans ce contexte, il lui demande sur quels critères objectifs et transparents se fonde le prélèvement opéré dans le cadre du dispositif Dilico, en particulier pour les petites communes, comment le Gouvernement justifie la participation de très petites communes, dont les capacités budgétaires sont très limitées, à un dispositif censé cibler les collectivités les plus riches et enfin quelles mesures correctrices ou dispositifs de compensation sont envisagés pour éviter une aggravation des inégalités territoriales et préserver les équilibres budgétaires des communes concernées.

Réponse. – L'article 186 de la loi de finances pour 2025 issu d'un amendement sénatorial instaure un dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités (DILICO) qui concerne les départements à hauteur de 220 Meuros, les régions à hauteur de 280 Meuros et le bloc communal à hauteur de 500 Meuros. A cet égard, la contribution du bloc communal se répartit entre les communes à hauteur de 250 Meuros et les établissements publics de coopération intercommunale à hauteur de 250 Meuros. Elle concerne 1 924 communes et 141 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre pour lesquels un indice synthétique, calculé à 75 % en fonction du potentiel financier par habitant et à 25 % en fonction du revenu par habitant, est supérieur à 110 % de la moyenne nationale. Ainsi, si les critères pour l'ensemble des communes rurales comme urbaines sont identiques, la contribution des communes comme pour les autres collectivités est plafonnée à 2 % de leurs recettes réelles de fonctionnement. L'article 186 de la loi de finances pour 2025 prévoit en outre une exonération du prélèvement pour les communes les plus fragiles. Sont ainsi exonérées : Les 250 premières communes de 10000 habitants et plus, classées en 2024 selon l'indice synthétique de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) ; Les 30 premières communes de 5000 à 9 999 habitants classées en 2024 selon l'indice synthétique de la DSU ; Les 2 500 premières communes classées en 2024 suivant l'indice synthétique d'éligibilité à la fraction cible de la dotation de solidarité rurale (DSR) ; Les 115 premières communes des départements d'outre-mer classées en 2024 selon l'indice synthétique de la dotation de péréquation des communes des départements d'outre-mer (DPOM). Ces prélèvements seront lissés et effectués mensuellement, à compter du mois suivant la date de leur notification par arrêté interministériel. Enfin, il convient de rappeler que les sommes prélevées seront intégralement restituées aux collectivités par tiers sur trois ans, de 2026 à 2028 : à hauteur de 90 % de chacun des tiers, elles seront reversées aux collectivités prélevées, au prorata du montant prélevé sur chacune d'entre elles ; à hauteur de 10 % de chacun des tiers, elles augmenteront les montants reversés aux collectivités bénéficiaires des fonds de péréquation nationaux, c'est-à-dire les collectivités les plus fragiles : fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (FNP DMTO), fonds de solidarité régional (FSR).

Conséquences du décret nº 2025-374 du 25 avril 2025 portant annulation de crédits sur les dotations d'investissement des collectivités locales

4551. – 8 mai 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics** sur les conséquences éventuelles du décret nº 2025-374 du 25 avril 2025 portant annulation de crédits sur les dotations d'investissement des communes. Ce décret prévoit l'annulation de 549,6 millions euros en autorisation d'engagement (AE) et 241,6 millions euros en crédits de paiement (CP) de la mission « Écologie, développement et mobilités durables », mission dont il est le rapporteur spécial pour le Sénat, ainsi que de 115,7 millions euros en AE et 27,2 millions euros en CP de la mission « Relations avec les collectivités territoriales ». Or, ces deux missions budgétaires financent les dotations d'investissement des collectivités locales : dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) ainsi que le Fonds vert - qui a déjà été réduit de plus de moitié par rapport à l'année 2024 - et, selon le rapport au Premier ministre relatif à ce décret, « cet effort porte essentiellement sur les crédits hors masse salariale mis en réserve en début d'année ». Alors que le Comité des finances locales évalue déjà à 7 milliards euros l'effort budgétaire demandé aux collectivités locales en 2025, il souhaite connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin de sanctuariser ces dotations d'investissement des collectivités locales.

Réponse. – L'État a maintenu son soutien à l'investissement local via les dotations d'investissement de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » à un niveau élevé en loi de finances pour 2025 (1,8 Md en autorisations d'engagement et 1,7 Md en crédits de paiement), niveau très proche de ceux de 2023 et 2024. L'État a également continué à abonder le fonds vert à hauteur de 1,15 Md en autorisations d'engagement en loi de finances pour 2025. Par ailleurs, l'effort demandé aux collectivités territoriales a été ramené à 2,2 Md en loi de finances pour 2025 (selon le bilan 2024 sur la situation financière des collectivités locales réalisé par Jean-René Cazeneuve), en raison de ressources supplémentaires au profit des collectivités. Le soutien de l'État à l'investissement local est également garanti à travers le fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) pour un montant particulièrement élevé estimé à 7,7 Md en loi de finances pour 2025 et qui pourrait même dépasser ce montant compte tenu du dynamisme des dépenses d'investissement des collectivités locales en 2024 : 72 % devrait bénéficier au bloc communal. Les collectivités territoriales ont également bénéficié de soutiens exceptionnels pour des projets d'investissement ces dernières années face à l'inflation : en 2021, une enveloppe de 950 M d'autorisations d'engagements a été ouverte et fléchée vers la rénovation énergétique des bâtiments des collectivités, dont 650 millions d'euros dédiés au bloc communal. A ces crédits s'ajoutent ceux de la DSIL exceptionnelle représentant 950 millions d'euros de crédits ouverts en 2020 et 2021, pour soutenir des projets portant sur trois thématiques prioritaires, pouvant être adaptées aux territoires d'outre-mer : la transition écologique, la résilience sanitaire et la préservation du patrimoine. A ce titre, 108 M de crédits de paiement sont encore prévus en loi de finances pour 2025. Le décret nº 2025-374 du 25 avril 2025 portant annulation de crédits prévoit l'annulation de 110,7 M d'autorisations d'engagement (AE) et de 22,2 M de crédits de paiement (CP) sur le programme 119, qui comprend les dotations d'investissement des collectivités territoriales, au sein de la mission « Relations avec les collectivités territoriales ». Ce décret prévoit également l'annulation de 63,3 M d AE et de 61,8 M de CP sur le fonds vert compris dans le programme 380 de la mission « Écologie, développement et mobilités durables ». Ce décret doit permettre d'atteindre l'objectif de déficit public pour 2025 et de maîtrise de la dépense publique. Il prévoit ainsi l'annulation de crédits sur l'ensemble des secteurs publics et associe donc également les collectivités à cet effort. Les annulations précitées portées par les collectivités territoriales représentent 0,06 % de l'effort en AE et 0,03 % en CP, à mettre en perspective avec le poids de la dépense locale dans la dépense publique (20 %). Ainsi l'État continue de soutenir l'investissement local à un niveau élevé, et souhaite également simplifier l'accès aux dotations d'investissement pour toutes les collectivités, notamment en regroupant plusieurs dispositifs bénéficiant aux collectivités locales.

ÉCONOMIE, FINANCES, SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Régime fiscal des locations de courte durée

302. – 3 octobre 2024. – **M. André Reichardt** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** sur le régime fiscal des locations de courte durée. Il porte à son attention que les biens immobiliers à usage d'habitation, lorsqu'ils font l'objet de location de « courte » durée, allant de quelques jours à plusieurs mois, sont soumis à un régime fiscal particulièrement lourd pour leurs propriétaires. En effet, de nombreux

contribuables ont fait l'acquisition de biens immobiliers sans vouloir, ni parfois pouvoir, en faire un usage personnel. Les charges d'entretien de ces immeubles peuvent être, par ailleurs, difficiles à assumer et nécessiter d'en tirer des revenus suffisants, sous peine d'être contraint de les vendre. Pourtant, le régime fiscal de ces biens s'avère particulièrement lourd en cas de mise en location puisqu'il les soumet, outre l'imposition et les prélèvements obligatoires applicables aux revenus qui en résultent, à la taxe foncière, à une taxe de séjour durant leur occupation, mais aussi et surtout au cumul potentiel de la cotisation foncière des entreprises et de la taxe d'habitation. L'administration s'appuie, en effet, sur une interprétation très large de l'article 1407 du code général des impôts (CGI), soutenue par la jurisprudence, qui entend par « habitation personnelle » tout bien immobilier à usage d'habitation dont le propriétaire peut disposer « une partie de l'année » (CE, 15 juin 2023, n° 468195). En outre, l'administration et son juge considèrent que la seule disponibilité d'un bien pour la location n'empêche pas son propriétaire d'en faire un usage personnel puisqu'il reste libre d'en accepter ou d'en refuser la location. Il en résulte un phénomène, réel, de sur-imposition fondé sur l'apparence, théorique, d'un usage personnel et intermittent. Il lui demande par conséquent s'il est envisagé de restreindre l'interprétation de l'« habitation personnelle » évoquée à l'article 1407 du CGI, par voie de circulaire ou d'instruction.

Réponse. – La taxe d'habitation sur les résidence secondaires (THRS) est établie au nom des personnes qui ont, à quelque titre que ce soit, la disposition ou la jouissance des locaux imposables (code général des impôts - CGI, articles 1407 et 1408). Elle est due pour tous les locaux meublés conformément à leur destination d'habitation autre qu'à titre principal, y compris lorsqu'ils sont imposables à la cotisation foncière des entreprises (CFE). En revanche, les locaux faisant l'objet d'un usage exclusivement professionnel ne sont pas soumis à la THRS (CGI, article 1407). Dans ce cadre, et conformément à la jurisprudence du Conseil d'État (CE, 15 juin 2023, n° 468195), lorsqu'au cours de l'année, des locaux sont mis en location pour de courtes durées et pour des périodes qu'il est loisible au propriétaire d'accepter ou de refuser, ce dernier est regardé, au 1er janvier de l'année d'imposition, comme entendant en conserver la jouissance ou la disposition. Ainsi, l'activité de location saisonnière *via* des plateformes en ligne entraine l'imposition à la THRS des logements concernés. Par ailleurs, l'activité de location de locaux d'habitation meublés qu'elle soit réalisée *via* des plateformes en ligne ou non est, par nature, constitutive de l'exercice habituel d'une activité professionnelle. Ainsi, conformément à l'article 1447 du CGI, les personnes qui exercent l'activité de location de meublés de tourisme sont imposables à la CFE. Il résulte des dispositions susmentionnées qu'un logement meublé, loué et qui ne constitue pas la résidence principale du contribuable est imposable à la fois à la CFE et à la THRS. Néanmoins, cette imposition double peut être supprimée ou atténuée dans certains cas. À ce titre, sauf délibération contraire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) doté d'une fiscalité propre (CGI, article 1459, 3°), les personnes qui louent en meublé des locaux, classés ou non, sont exonérées de CFE, lorsque ces locaux sont compris dans leur habitation personnelle (principale ou secondaire). Ainsi, l'assujettissement à la CFE résulte d'une libre décision des collectivités locales concernées. En outre, les conséquences de l'imposition à la CFE des loueurs en meublé non exonérés sont le plus souvent atténuées, d'une part, par l'établissement, en général, d'une cotisation minimum, prévue à l'article 1647 D du CGI et proportionnée aux capacités contributives des redevables, et d'autre part, par une exonération de cette cotisation minimum pour ceux réalisant un montant de chiffre d'affaires ou de recettes qui n'excède pas 5 000 euros. Par ailleurs, dans les zones France ruralités revitalisation (FRR), entrées en vigueur le 1er juillet 2024, les communes et EPCI peuvent également, conformément à l'article 1466 G du CGI, exonérer de la CFE les activités qui se créent sur leur territoire, dont les activités de location de meublés de tourisme. Enfin, dans les FRR, les communes peuvent, sur délibération (CGI, article 1414 *bis*), exonérer de THRS les meublés de tourisme classés dans les conditions prévues à l'article L. 324-1 du code du tourisme et les chambres d'hôtes au sens de l'article L. 324-3 du même code. Cette exonération n'est accordée qu'à raison de la superficie affectée aux locaux classés meublés de tourisme ou à la chambre d'hôtes, et non pour l'ensemble de la propriété bâtie. Les locaux dont l'utilisation est commune à l'occupant en titre et à l'activité touristique - notamment les pièces et accès partagés dans une chambre d'hôte - ne sont pas exonérés. En l'état du droit, les dispositifs en place répondent ainsi aux préoccupations exprimées.

Réforme de la fiscalité des meublés de tourisme

317. – 3 octobre 2024. – **M. Alain Joyandet** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargée de l'économie du tourisme** sur la réforme de la fiscalité des meublés de tourisme. Depuis cette année, le chiffre d'affaires des loueurs ne doit pas dépasser 15 000 euros pour relever du régime micro-BIC (bénéfices industriels et commerciaux) et le taux d'abattement fiscal a été fixé à 30 %. Auparavant, le plafond était respectivement - selon que le meublé était classé ou non - de 176 200 euros ou

72 600 euros et le taux d'abattement de 71 % ou 50 %. Cette réforme, qui rend la fiscalité applicable aux meublés de tourisme beaucoup moins favorable, a été imaginée pour inciter les propriétaires de logements touristiques à les remettre sur le marché locatif résidentiel, particulièrement tendu dans les secteurs urbanisés. Cependant, elle risque d'avoir des effets contre-productifs dans la ruralité, où l'ancien régime fiscal incitait au contraire des propriétaires à mettre en location des meublés de tourisme dans des secteurs moins favorables économiquement. De plus, une distinction entre les meublés de tourisme classés et non classés encourageait ou récompensait les propriétaires des premiers pour les importants efforts réalisés pour y parvenir. Cette distinction était également un vecteur pour des locations touristiques de qualité. Aujourd'hui, ce nivellement fiscal par le bas risque d'avoir des effets délétères pour le tourisme dans les secteurs ruraux. Aussi, il souhaiterait que le Gouvernement tienne compte de la diversité des situations dans lesquelles se trouvent les meublés de tourisme (classés ou non) et que le nouveau régime fiscal arrêté dans la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 soit à nouveau réétudié. Le réexamen de ce dossier est d'autant plus envisageable que les revenus de 2023 issus des locations des meublés de tourisme pourront bénéficier de l'ancien régime fiscal en vigueur avant la dernière loi de finances. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Réponse. – L'article 7 de la loi n° 2024-1039 du 19 novembre 2024 visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale, modifie les modalités d'application du régime micro-BIC prévu à l'article 50-0 du code général des impôts (CGI) pour les revenus perçus à compter du 1er janvier 2025. Pour les revenus perçus au titre de l'année 2024, les paramètres applicables aux locations en meublés sont ceux issus des dispositions de l'article 50-0 du CGI, dans leur version antérieure à l'article 45 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024. À partir de l'année 2025, l'article 7 précité prévoit, pour l'activité de location touristique de meublés non classés, un seuil de 15 000 euros de chiffre d'affaires et un abattement de 30 % représentatif des charges. Toutes les autres activités de location meublée, notamment de chambres d'hôtes et de meublés de tourisme classés, relèveront désormais du seuil de 77 700 euros de chiffre d'affaires et d'un abattement de 50 %. Toutefois, les loueurs qui supportent des charges d'un montant supérieur à l'abattement de 30 ou 50 % conservent la possibilité d'opter pour le régime réel, en déduisant les frais et charges pour leur montant réel. En effet, le régime micro-BIC est un régime d'imposition simplifié qui ne revêt aucun caractère incitatif et n'a donc pas pour objet d'offrir aux propriétaires une réduction de leur base imposable déconnectée des charges qu'ils supportent effectivement. Par ailleurs, le débat sur un traitement différencié des locations touristiques dans les zones rurales et de montagne a eu lieu lors de la discussion, dans les deux assemblées, de la loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme. Cette approche n'a pas été retenue par le législateur. Enfin, les nouvelles dispositions de l'article 50-0 du CGI sont issues d'un consensus parlementaire et ne commencent à s'appliquent qu'aux revenus perçus à compter du 1er janvier 2025. Le Gouvernement n'envisage donc pas de proposer de nouvelle modification de ces règles.

Défaillance des assurances

344. – 3 octobre 2024. – **Mme Nathalie Goulet** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès de la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation, chargée de la ruralité, du commerce et de l'artisanat** sur les assurances. Le changement climatique et l'augmentation des périodes de sécheresse ont un impact direct sur les territoires de l'Orne ainsi que de dans de nombreux départements français, principalement à cause du grand nombre de logements construits avec de l'argile. Ces catastrophes naturelles à répétition entraînent de nombreuses dégradations, fissures ou gonflements des murs, et plongent les habitants dans un état de détresse profonde. D'une part, la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite 3DS) ne permet pas aux administrés d'agir réellement, les laissant démunis face à la situation, et d'autre part l'ordonnance du 21 juin 2019 sur la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pénalise les sinistrés. La situation n'est pas vivable pour nombre de nos concitoyens. De plus, les assurances ne semblent pas jouer leur rôle car bon nombre d'associations pointent du doigt l'inventivité des experts d'assurance pour ne pas prendre en charge les catastrophes naturelles. Ainsi, elle souhaiterait savoir ce que l'État compte faire pour assurer le légitime dédommagement des sinistrés de catastrophes naturelles. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Réponse. – Depuis sa création en 1982, le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles a démontré son efficacité, en apportant une réponse rapide aux sinistrés et en mutualisant les risques climatiques sur l'ensemble du territoire. Cependant, des évolutions sont nécessaires pour adapter ce système assurantiel et tenir compte de

nouveaux enjeux et préoccupations. A cet égard, la loi du 28 décembre 2021 relative à l'indemnisation des catastrophes naturelles a permis de renforcer le régime, en améliorant l'indemnisation des particuliers et des professionnels, en informant mieux le public et en intensifiant les efforts de prévention contre les aléas climatiques. S'agissant spécifiquement du phénomène de retrait-gonflement des argiles (RGA), qui affecte un grand nombre de maisons individuelles, la loi dite « 3DS », que vous évoquez, a été suivie par l'ordonnance du 8 février 2023 relative à la prise en charge des conséquences de ce phénomène. Ce texte a assoupli de manière significative les critères utilisés pour reconnaître l'état de catastrophe naturelle dans les communes touchées par des épisodes de sécheresse et de réhydratation des sols, survenus depuis le 1er janvier 2024. Cette ordonnance a été complétée par deux décrets en Conseil d'État. Le premier facilite la reconstruction et la réalisation effective des travaux de réparation durable de l'habitation, tandis que le second encadre la conduite de l'expertise. A cet égard, le décret du 3 décembre 2024, entré en vigueur le 1er janvier 2025, permet d'encadrer davantage l'activité des experts, désignés par les assureurs pour ce type de sinistre, en matière d'indépendance et de compétences. Ainsi, les experts d'assurance ne doivent avoir aucun lien de dépendance économique avec une entreprise d'assurance. Leur rémunération doit être fixée selon des critères objectifs, transparents et non discriminatoires. Le texte précise également les modalités et les délais d'élaboration de l'expertise pour assurer un traitement et équitable rapide des dossiers. Enfin, les experts sont tenus d'utiliser un modèle de rapport d'expertise, défini par l'arrêté du 24 janvier 2025. Ces évolutions contribuent à renforcer la confiance des sinistrés dans les expertises liées au RGA, tout en sécurisant les experts en clarifiant le contenu et les modalités de réalisation de l'expertise. Ces dispositions répondent aux demandes formulées par de nombreux élus et sinistrés, en harmonisant les pratiques afin de réduire la perception du caractère aléatoire de cette expertise et en renforçant la confiance dans l'indépendance de cette profession. Le Gouvernement accordera une attention particulière au respect de ces mesures, afin de soutenir les sinistrés de catastrophe naturelle et préserver durablement le régime « Cat Nat », pilier de la solidarité nationale.

Extension de la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires aux intercommunalités

717. – 3 octobre 2024. – **M. Sébastien Fagnen** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** sur l'attribution de la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Par les dispositions de la loi de finances pour 2023, depuis intégrées à l'article 232 du code général des impôts, la possibilité est donnée, aux communes concernées par cet article, de majorer la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Elle offre à ces communes un moyen efficace de lutter contre la sous-occupation des logements, et de promouvoir l'occupation des logements à titre de résidence principale. Il est cependant incohérent que les EPCI ne se soient pas également vu attribuer cette majoration de la THRS. En effet, ils exercent déjà les compétences liées aux problématiques ciblées par les dispositions de l'article 232 du code général des impôts. L'élargissement de leurs compétences leur permet également d'exercer plus de compétences en matière d'habitat. De surcroît, cette taxe représente parfois une part significative de leurs recettes. C'est le cas pour la communauté de communes de Granville Terre et Mer dans le département de la Manche, pour qui elle représente 21 % des recettes fiscales nettes. Au regard des compétences qu'ils exercent déjà, de la part que cette taxe peut représenter dans leurs recettes et plus largement du besoin de répondre efficacement à la crise du logement aggravée par la multiplication anarchique des résidences secondaires, il semble incohérent que cette majoration ne leur soit pas également attribuée. Ainsi, il lui demande comment le Gouvernement compte mettre un terme à cette incohérence.

Réponse. – La majoration applicable sur la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) prévue à l'article 1407 *ter* du code général de impôts (CGI) au profit des communes poursuit avant tout un objectif incitatif et non pas un objectif de rendement. En effet, cette majoration a une finalité incitative pour lutter contre la sous-occupation des logements dans les communes classées en zones dites « tendues » définies aux 1° et 2° du I de l'article 232 du CGI à partir de critères objectifs tenant compte notamment de la situation locale au regard de l'immobilier résidentiel. Dans ce cadre fixé par la loi, le maillage communal permet la prise en compte la plus fine de la situation du marché immobilier résidentiel. Par ailleurs, la THRS constitue une fiscalité additionnelle pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) avec des taux sensiblement moins élevés par rapport aux taux votés par les communes, rendant sa majoration au niveau des EPCI inappropriée. Pour toutes ces raisons, la majoration de THRS est plus pertinente à l'échelle communale qu'à l'échelle intercommunale.

Renforcement de l'information et de la protection du consommateur

767. – 3 octobre 2024. – **M. Éric Gold** appelle l'attention de **Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargée de la consommation** sur le manque de protection et d'information des consommateurs lors de la conclusion de ventes avec un concessionnaire de marques nationales. Depuis la crise sanitaire du covid-19 et les confinements à répétition, de nombreux Français ont souhaité améliorer leur habitation par de nouveaux équipements (cuisines, piscines…). Le choix du prestataire est logiquement guidé par l'ancienneté et la notoriété de la marque, gage de sérieux, de compétences et de fiabilité. Or, en cas de liquidation judiciaire du concessionnaire local, les clients découvrent trop souvent que le contrat n'a été conclu qu'avec le franchisé et non avec la marque nationale, les laissant sans équipement, le plus souvent avec un acompte versé perdu, et sans recours. La prise de relais par la marque pour finaliser les commandes en cours ou assurer les garanties commerciales promises lors de la vente est laissée à son bon vouloir, le consommateur restant sans interlocuteur ni perspectives. La récente liquidation judiciaire d'un concessionnaire pisciniste dans le département du Puy-de-Dôme est la preuve de la récurrence du problème. Aussi, il lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement pour renforcer l'information du consommateur et assurer sa protection lors d'une défaillance de vendeur.

Renforcement de l'information et de la protection du consommateur

2972. – 23 janvier 2025. – **M. Éric Gold** rappelle à **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** les termes de sa question n° 00767 sous le titre « Renforcement de l'information et de la protection du consommateur », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Les principes de transparence et de loyauté de l'information précontractuelle délivrée au consommateur participent pleinement de la protection de ses intérêts économiques. Ainsi, avant que le consommateur ne soit lié par un contrat à titre onéreux, le professionnel vendeur est tenu à une obligation générale d'information et doit notamment communiquer au consommateur toutes les informations relatives à son identité ainsi que l'existence et les modalités de mise en oeuvre des garanties légales, conformément à l'article L. 111-1 du code de la consommation. Dans le cadre d'une concession ou d'une franchise, même s'il existe des différences juridiques entre ces formes de distribution, la relation avec le consommateur est, quant à elle, identique. Elle repose sur le seul franchisé ou concessionnaire, en sa qualité de vendeur. Ces deux types d'opérateurs sont des commerçants indépendants représentant une enseigne ou une marque nationale et il n'existe pas de relation contractuelle entre le consommateur et le fabricant ou la marque nationale. En cas de liquidation, les consommateurs ayant versé un acompte, au titre de l'achat d'une marchandise qui n'a pas été livrée ou d'une prestation de service qui n'a pas été exécutée, participent généralement de la catégorie des créanciers chirographaires, parce qu'ils ne sont pas privilégiés en vertu de la loi, ni ne sont titulaires de sûretés en vertu d'un contrat. Pour autant, si le produit de la réalisation des actifs le permet, le consommateur sera remboursé au même titre que les autres créanciers. Le consommateur doit alors déclarer sa créance au liquidateur judiciaire nommé par le tribunal de commerce suite au dépôt de bilan de l'entreprise. Il ne peut, en revanche, rechercher la responsabilité du franchiseur. En effet, le franchisé est un entrepreneur indépendant qui assume la responsabilité de ses résultats et l'obligation du franchiseur ne s'entend pas de la prise en charge de ses pertes comme le rappelle la Cour de cassation dans son arrêt de la chambre commerciale du 7 janvier 2014, n° 12-17.154. De même, la Cour d'appel de Riom a considéré dans un arrêt du 20 octobre 2021, n° 20/00034 que le franchiseur n'est pas tenu par les garanties contractuelles figurant dans le contrat de service « Z Piscine » conclu entre le franchisé et son client, même si le nom de l'enseigne du réseau figure sur le contrat. À cet égard, la Cour exclut de qualifier la relation entre le franchiseur et le franchisé de mandat. Seul le franchisé est ainsi tenu aux garanties prévues au contrat de service. Toutefois, afin de protéger le consommateur, dans un certain nombre de secteurs d'activité (construction, tourisme, immobilier), les opérateurs sont tenus de cotiser à un fonds de garantie ou de souscrire une assurance qui peuvent être actionnés en cas de sinistre, et particulièrement en cas de liquidation judiciaire. Par ailleurs, lors de la faillite d'une entreprise, les consommateurs peuvent obtenir le remboursement *via* un mécanisme de *chargeback*, lorsque le paiement est intervenu par carte bleue et si cette offre de service est proposée par leur banque. Si le contrat lié à la carte de paiement ne propose pas ce type de garantie en cas de faillite du professionnel, une mesure visant à protéger les consommateurs est prévue, enfin, par la réglementation. L'article L. 133-17 II du code monétaire et financier prévoit en effet que lorsque le consommateur effectue un paiement par une carte de paiement émise par une banque, permettant à son titulaire de retirer ou de transférer des fonds, il peut être fait opposition au paiement en cas de procédure de redressement ou de liquidation judiciaire du professionnel, tant que le professionnel en situation de redressement ou de liquidation n'a pas été crédité du montant de la vente. En tout état de cause, soyez

assuré que le bon niveau d'information des consommateurs constitue une préoccupation permanente du Gouvernement comme du législateur, et guide les contrôles diligentés par les services de la direction générale de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes.

Précisions sur les résiliations des contrats de marché public des assurances des collectivités locales

780. – 3 octobre 2024. – **Mme Anne-Sophie Romagny** demande à **Mme la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation** des précisions sur les résiliations des contrats de marché public des assurances des collectivités locales. Il y a 10 ans, une réponse ministérielle (*Journal officiel* des questions du Sénat du 27 juin 2013, question n° 05925) précisait que « si le code des marchés publics règle les conditions de leur passation, leur exécution ressort à ce même code et au code des assurances, notamment à la partie législative de ce dernier, qui prime le droit des marchés publics de niveau réglementaire. De fait, aux termes de l'article L. 113-4 du code des assurances : "en cas d'aggravation du risque en cours de contrat, telle que, si les circonstances nouvelles avaient été déclarées lors de la conclusion ou du renouvellement du contrat, l'assureur n'aurait pas contracté ou ne l'aurait fait que moyennant une prime plus élevée, l'assureur a la faculté soit de dénoncer le contrat, soit de proposer un nouveau montant de prime". Ces dispositions s'appliquent même si le marché ne contient pas de clause en ce sens. ». Depuis, les règles de la commande publique sont codifiées dans le code de la commande publique ; les dispositifs classiques de résiliation étant prévus dans sa partie législative (article L. 2195-1 et suivants). Ainsi, notamment à la suite des émeutes de juin 2023 et devant la recrudescence de catastrophes naturelles sur certains territoires, plusieurs assurances ont décidé de résilier leur contrat avec certaines communes. Il s'agit désormais de préciser deux questions importantes sur les conditions de résiliation des contrats de marché public par les compagnies d'assurance. Elle lui demande, d'une part, dès lors que les dispositions du code des assurances ne priment plus sur le code de la commande publique, si la réponse ministérielle de 2013 est toujours d'actualité ; et d'autre part, si un marché public peut prévoir une clause excluant l'application des dispositions de l'article L. 113-4 du code des assurances. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Réponse. – Les marchés publics d'assurance conclus par des personnes publiques, qui étaient initialement des contrats de droit privé, sont des contrats administratifs par détermination de la loi depuis la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier (MURCEF). Néanmoins, cette nouvelle qualification ne saurait dispenser de prendre en compte les exigences propres aux contrats d'assurances, qui découlent des dispositions du code des assurances. Le juge administratif a d'ailleurs jugé à plusieurs reprises que des dispositions du code des assurances s'appliquaient aux marchés publics d'assurance, notamment l'article L.113-8 relatif à la nullité du contrat en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré (CE, 6 décembre 2017, *Société Axa corporate solutions assurances*, n° 396751) et l'article L.113-12 portant sur la faculté de résiliation annuelle ouverte aux parties (CE 12 juillet 2023, Grand port Maritime de Marseille, n° 469319 et CE, 4 avril 2024, Métropole Toulon Provence Méditerranée, n° 491068). Ainsi, la codification du droit de la commande publique, et en particulier sa partie législative, n'a pas pour effet de rendre inapplicables aux marchés publics d'assurance les dispositions législatives contraires du code des assurances. L'article L. 113-4 de ce code est donc bien applicable aux marchés publics et son caractère d'ordre public fait obstacle à ce qu'il y soit dérogé contractuellement. Dans ces conditions, la réponse ministérielle du 27 juin 2013 (question n° 05925) est toujours d'actualité. Cependant, le Conseil d'État a également rappelé que cette application devait tenir compte des spécificités de l'action administrative et a procédé à une articulation des principes généraux régissant les contrats administratifs avec les dispositions du code des assurances. Ainsi, dans sa décision Grand Port maritime de Marseille du 12 juillet 2023, la haute juridiction a considéré que la faculté de résiliation unilatérale ouverte à l'assureur par l'article L.113-12 du code des assurances devait se combiner avec le droit de la personne publique, reconnu par la décision *SociétéGrenke location* (CE, 8 octobre 2014, n° 370644), de s'opposer à la résiliation pour un motif d'intérêt général. La portée générale de cette jurisprudence est de nature à la faire valoir pour toutes les facultés de résiliation accordées au cocontractant de la personne publique, quel que soit le motif pour lequel elle peut être exercée, y compris dans le cadre de la faculté de résiliation unilatérale ouverte par l'article L. 113-4 du code des assurances. Ainsi, lorsqu'une décision de résiliation de l'assureur fondée sur le code des assurances se heurte aux exigences du service public, l'administration peut exiger une poursuite de l'exécution du contrat pour un motif d'intérêt général pendant la durée nécessaire au déroulement de la procédure de passation d'un nouveau marché public d'assurance, sans que cette durée puisse excéder douze mois. En cas de refus de l'assureur de poursuivre l'exécution du contrat, les collectivités territoriales peuvent saisir le juge administratif, en référé ou au fond, afin notamment de lui demander la condamnation sous astreinte de l'assureur

à une obligation de faire (CE 29 juillet 2002, centre hospitalier d'Armentières c/ SA centre des Archives du Nord, nº 243500 ; CE, sect., 13 juillet 1956, office public d'habitation à loyer modéré (OPHLM) de la Seine, nº 37656). De son côté, l'assureur peut également contester devant le juge administratif le motif d'intérêt général qui lui est opposé afin d'obtenir la résiliation du contrat.

Législation relative à la revente des billets de spectacle ou de manifestation sportive sur internet

803. – 3 octobre 2024. – **M. Cédric Chevalier** souhaite appeler l'attention de **Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargée de la consommation** au sujet des règles applicables à la revente des billets à une manifestation sportive. Il l'interroge sur la possibilité pour un organisateur d'événements sportifs d'interdire à un particulier, dans ses conditions générales de vente, la revente de billets en dessous de la valeur faciale. Certains estiment en effet qu'une telle interdiction pourrait être contraire au principe constitutionnel du droit de propriété des personnes privées consacré par l'article 2 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen (DDHC) ou à celui de liberté contractuelle (article 4 de la DDHC), ou encore à l'objectif d'intérêt général tendant à garantir l'accès du plus grand nombre aux manifestations sportives (décision nº 2018-754 QPC du 14 décembre 2018 du Conseil constitutionnel). Ils ne l'estiment pas contraire en revanche au monopole d'exploitation prévu à l'article L. 333-1 du code du sport, tel qu'interprété par la Cour de cassation (chambre commerciale, arrêt nº 13-12.102 du 20 mai 2014). Par ailleurs, il lui demande si le fait d'interdire cette vente à perte, même de manière occasionnelle, sur une autre plateforme que la plateforme officielle de l'organisateur est régulière au regard du code de la consommation, étant précisé que le recours à une plateforme officielle permet de garantir l'ordre public. Enfin, il lui demande s'il est possible, au nom du monopole d'exploitation, d'interdire à un particulier une vente occasionnelle avec profit, sur la plateforme officielle ou non, étant précisé que l'article L. 313-6-2 du code pénal ne sanctionne que les ventes de manière habituelle.

Réponse. – Le billet d'accès à une manifestation sportive ou culturelle constitue un droit d'accès à l'espace où se déroule la manifestation et non un droit de propriété sur l'évènement. L'organisateur de l'évènement peut donc librement déterminer la possibilité et les modalités de revente conformément au principe à valeur constitutionnelle de la liberté contractuelle. Ces clauses peuvent par exemple prévoir un accès nominatif, ou encore des conditions de revente de cet accès. Ces différentes possibilités relèvent du choix de l'organisateur de l'évènement. En contrepartie, le code de la consommation impose que ces différentes conditions contractuelles soient clairement présentées et explicitées avant l'acte d'achat, afin que le consommateur puisse décider en connaissance de cause d'acquérir ou non le billet. Les services de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) conduisent ainsi des enquêtes afin de s'assurer de la loyauté des pratiques commerciales de vente de ces billets, auprès des organisateurs d'évènement comme des plateformes de revente.

Non-application de l'article L.113-4 du code des assurances

808. – 3 octobre 2024. – **M. Cédric Chevalier** souhaite appeler l'attention de **Mme la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation** sur la couverture des risques encourus par les communes. En 2013, en réponse à une question écrite traitant de ce sujet (question nº 05925 publiée au *Journal officiel* le 18 avril 2013), le ministère de l'intérieur précisait que si le code des marchés publics réglait les conditions de la passation des contrats d'assurance, leur exécution relevait principalement de la partie législative du code des assurances. Ainsi, les dispositions de l'article L. 113-4 dudit code permettait bien à l'assureur soit de dénoncer le contrat, soit de proposer un nouveau montant de prime en cas d'aggravation du risque en cours de contrat, telles que, si les circonstances nouvelles avaient été déclarées lors de la conclusion ou du renouvellement du contrat, l'assureur n'aurait pas contracté ou ne l'aurait fait que moyennant une prime plus élevée. Aujourd'hui, les règles de la commande publique sont codifiées dans le code de la commande publique, les dispositifs classiques de résiliation étant prévus dans sa partie législative (article L. 2195-1 et suivants). Dès lors que les dispositions du code des assurances ne priment plus sur le code de la commande publique, il demande si la réponse ministérielle de 2013 reste d'actualité. En effet, alors que les risques se multiplient - émeutes, saccages, inondations, retrait-gonflement des argiles et autres risques climatiques -, plusieurs compagnies d'assurance ont décidé de résilier leur contrat avec certaines communes, ces dernières se retrouvant bien démunies pour protéger leurs biens. Par conséquent, il lui demande si un marché public pourrait prévoir une clause excluant l'application des dispositions de l'article L. 113-4 du code des assurances afin que la commune soit garantie d'être toujours couverte. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Non-application de l'article L.113-4 du code des assurances

3635. – 6 mars 2025. – **M. Cédric Chevalier** rappelle à **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** les termes de sa question n° 00808 sous le titre « Non-application de l'article L.113-4 du code des assurances », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Les marchés publics d'assurance conclus par des personnes publiques, qui étaient initialement des contrats de droit privé, sont des contrats administratifs par détermination de la loi depuis la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier (MURCEF). Néanmoins, cette nouvelle qualification ne saurait dispenser de prendre en compte les exigences propres aux contrats d'assurances, qui découlent des dispositions du code des assurances. Le juge administratif a d'ailleurs jugé à plusieurs reprises que des dispositions du code des assurances s'appliquaient aux marchés publics d'assurance, notamment l'article L.113-8 relatif à la nullité du contrat en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré (CE, 6 décembre 2017, *Société Axa corporate solutions assurances*, n° 396751) et l'article L.113-12 portant sur la faculté de résiliation annuelle ouverte aux parties (CE 12 juillet 2023, Grand Port maritime de Marseille, n° 469319 et CE, 4 avril 2024, métropole Toulon Provence Méditerranée, n° 491068). Ainsi, la codification du droit de la commande publique, et en particulier sa partie législative, n'a pas pour effet de rendre inapplicables aux marchés publics d'assurance les dispositions législatives contraires du code des assurances. L'article L. 113-4 de ce code est donc bien applicable aux marchés publics et son caractère d'ordre public fait obstacle à ce qu'il y soit dérogé contractuellement. Dans ces conditions, la réponse ministérielle du 27 juin 2013 (question n° 05925) est toujours d'actualité. Cependant, le Conseil d'État a également rappelé que cette application devait tenir compte des spécificités de l'action administrative et a procédé à une articulation des principes généraux régissant les contrats administratifs avec les dispositions du code des assurances. Ainsi, dans sa décision *Grand Port maritime de Marseille* du 12 juillet 2023, la haute juridiction a considéré que la faculté de résiliation unilatérale ouverte à l'assureur par l'article L.113-12 du code des assurances devait se combiner avec le droit de la personne publique, reconnu par la décision *SociétéGrenke location* (CE, 8 octobre 2014, n° 370644), de s'opposer à la résiliation pour un motif d'intérêt général. La portée générale de cette jurisprudence est de nature à la faire valoir pour toutes les facultés de résiliation accordées au cocontractant de la personne publique, quel que soit le motif pour lequel elle peut être exercée, y compris dans le cadre de la faculté de résiliation unilatérale ouverte par l'article L. 113-4 du code des assurances. Ainsi, lorsqu'une décision de résiliation de l'assureur fondée sur le code des assurances se heurte aux exigences du service public, l'administration peut exiger une poursuite de l'exécution du contrat pour un motif d'intérêt général pendant la durée nécessaire au déroulement de la procédure de passation d'un nouveau marché public d'assurance, sans que cette durée puisse excéder douze mois. En cas de refus de l'assureur de poursuivre l'exécution du contrat, les collectivités territoriales peuvent saisir le juge administratif, en référé ou au fond, afin notamment de lui demander la condamnation sous astreinte de l'assureur à une obligation de faire (CE 29 juillet 2002, centre hospitalier d'Armentières c/ SA centre des archives du Nord, n° 243500 ; CE, sect., 13 juillet 1956, office public d'habitations à loyer modéré (OPHLM) de la Seine, n° 37656). De son côté, l'assureur peut également contester devant le juge administratif le motif d'intérêt général qui lui est opposé afin d'obtenir la résiliation du contrat.

Crédit d'impôt et téléassistance

870. – 3 octobre 2024. – **Mme Marie-Pierre Richer** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** sur une éventuelle suppression du crédit d'impôt dont bénéficient les personnes abonnées à un service de téléassistance. Sur le fondement d'informations qui leur ont été transmises, certains organismes qui gèrent ce service l'ont en effet alertée sur l'intention - réelle ou supposée - du Gouvernement, de modifier dans un sens plus restrictif, voire de supprimer le droit au crédit d'impôt, qui s'élève à 50 % de son montant, dont bénéficient les personnes âgées qui sont sécurisées à leur domicile par un service de téléassistance. Or, une telle mesure, qui concerne plus de 600 000 personnes, entrerait en contradiction avec les objectifs en faveur du bien vieillir et du maintien à domicile. Elle entrainerait une rupture d'égalité entre les personnes âgées en réservant ce service aux plus aisés ; elle serait préjudiciable à la sécurité et la santé des personnes ; elle entrainerait un engorgement des services de secours qui seraient alertés aux lieu et place des proches et des aidants, et impacterait des milliers d'emplois dans le secteur de l'assistance aux personnes âgées. Aussi elle lui demande de bien vouloir l'informer des intentions du Gouvernement à ce sujet.

Réponse. – Les services de téléassistance sont importants pour le maintien à domicile des personnes âgées et en situation de dépendance. Ils permettent d'assurer leur sécurité, leur autonomie et leur bien-être. La suppression ou

la réduction du crédit d'impôt de 50 % les concernant ne sont pas inscrites dans la loi de finances pour 2025. Ce crédit d'impôt bénéficie actuellement à plus de 600 000 foyers, favorisant l'accessibilité desdits services aux ménages modestes. Les services de téléassistance éligibles au crédit d'impôt « services à la personne », à hauteur de 50 % des dépenses, sont précisés dans la circulaire du 11 avril 2019 (voir l'extrait *infra*) : « Les services de télé ou visio-assistance font partie des outils de maintien à domicile des personnes âgées, handicapées ou isolées. Ils permettent d'émettre une alerte en cas d'urgence, de rompre l'isolement en multipliant les possibilités de contact, enfin, de rassurer l'abonné quant aux éventuels risques liés à l'isolement. La prestation de télé assistance permet de s'appuyer sur des objets connectés ou des dispositifs de détection. Il peut s'agir également de suivre les déplacements habituels à proximité du domicile par un système de géolocalisation. Seul le service de télé et visio-assistance permettant de relier l'abonné à un réseau de personnes désignées, à un plateau de téléassistance et/ou à un service d'urgence est éligible aux avantages fiscaux. La location ou la vente du matériel nécessaire à la télé assistance ne le sont pas. »

Abattement fiscal dont bénéficient les loueurs de meublés de tourisme

962. – 3 octobre 2024. – **Mme Catherine Dumas** interroge **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** sur l'abattement fiscal dont bénéficient les loueurs de meublés de tourisme. Elle rappelle que fin 2023, le Gouvernement a fait adopter au moyen de l'article 49-3 de la Constitution, la loi de finances pour 2024 qui prévoit dans son article 45 de réduire de 50 à 30 % l'abattement fiscal dont bénéficient les loueurs de meublés de tourisme. Elle note que cette mesure devait permettre un alignement de la fiscalité des meublés de tourisme sur le régime de la location de longue durée, avec l'espoir d'un retour à la location de longue durée de milliers d'appartements, en pleine période de crise du logement. Par ailleurs, elle devait atténuer l'iniquité fiscale entre les hôteliers et les loueurs de meublés. Elle s'inquiète donc que, le 14 février 2024, Bercy fasse paraitre au Bulletin Officiel des Finances Publiques une instruction permettant aux loueurs de meublés de tourisme de continuer à bénéficier d'un avantage que la loi a pourtant fait disparaitre. Elle souligne qu'outre le fait que cette instruction est contraire à la loi et aux objectifs poursuivis par la loi, elle va entraîner un manque à gagner certain pour les recettes de l'État, alors que le besoin prévisionnel de financement de l'État devrait atteindre 295,8 milliards d'euros cette année du fait principalement d'un déficit budgétaire de 144,4 milliards d'euros et de 156,4 milliards d'euros d'amortissement de dette à moyen et long terme venant à échéance en 2024. Elle souhaite donc une clarification sur la doctrine fiscale du gouvernement concernant l'abattement fiscal dont bénéficient les loueurs de meublés de tourisme.

Réponse. – L'article 45 de la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 a modifié les modalités d'application du régime micro-BIC prévu à l'article 50-0 du code général des impôts (CGI) en prévoyant notamment pour la location de logements meublés l'abaissement à 15 000 euros du plafond du chiffre d'affaires pour bénéficier du régime et en ramenant l'abattement représentatif de charges à 30 %. La doctrine administrative mise à jour le 14 février 2024 a octroyé la possibilité, pour les revenus perçus au titre de l'année 2023, d'appliquer l'article 50-0 du CGI dans sa version antérieure à cette loi, pour les contribuables dont la diminution des seuils du chiffre d'affaires à 15 000 euros à raison de leur activité de location de meublés touristique leur imposait de reconstituer *a posteriori* une comptabilité commerciale. En effet, une telle reconstitution *a posteriori* est très complexe et parfois impossible par manque de pièces justificatives. Cette doctrine a donc protégé les contribuables qui auraient été injustement imposés sur leurs recettes brutes, sans pouvoir déduire certaines charges qu'ils avaient engagées. Par une décision du 8 juillet 2024, le Conseil d'État saisi dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir a considéré que l'administration avait ajouté à la loi en limitant l'effet rétroactif de la réforme issue de l'article 45 de la loi précitée. Néanmoins, compte tenu de la date de la décision du Conseil d'État, intervenue postérieurement à la campagne déclarative de l'impôt sur le revenu, cette annulation n'obligeait pas les contribuables qui auraient appliqué la doctrine administrative à rectifier leur déclaration. Bien que soucieux de l'état des finances publiques, le Gouvernement a été obligé d'assurer l'égalité devant l'impôt et de garantir la sécurité juridique des contribuables pour les revenus perçus en 2023.

Défiscalisation des pensions alimentaires des femmes seules

1138. – 3 octobre 2024. – **Mme Marie Mercier** attire l'attention de **Mme la secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités, de l'autonomie et de l'égalité entre les femmes et les hommes, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes** sur la défiscalisation des pensions alimentaires des femmes seules. Aujourd'hui ces pensions, puisque fiscalisées, peuvent engendrer une diminution du revenu disponible de par l'annulation de certaines prestations sociales ou de certaines aides comme les bourses scolaires, les allocations personnalisées au

logement (APL) ou par la baisse des allocations familiales, toutes soumises à plafond de ressources. Cela est ressenti comme une injustice, d'autant plus que la pension alimentaire n'est en aucun cas un enrichissement mais permet seulement de contribuer à l'entretien et à l'éducation des enfants. La situation financière des mères isolées s'aggrave, alors même que les femmes ont déjà en moyenne un salaire inférieur de 28,5 % à celui des hommes, et la perte de certaines aides creuse encore l'écart de revenus. En outre, le revenu médian après une séparation se détériore de 31 % pour les femmes contre seulement 6 % pour les hommes. Aussi, elle souhaite savoir si le Gouvernement envisage de défiscaliser les pensions alimentaires reçues par les mères qui élèvent seules leurs enfants. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Réponse. – Conformément au 2° du II de l'article 156 du CGI (code général des impôts), le débiteur de la pension alimentaire résultant de l'obligation civile de contribution à l'entretien et à l'éducation d'un enfant peut déduire la somme effectivement versée de son revenu imposable. Corrélativement, la pension perçue, en nature ou en numéraire, est imposable chez le bénéficiaire, conformément aux principes généraux de l'impôt sur le revenu selon lesquels sont inclus dans le revenu global servant de base à l'impôt l'ensemble des pensions ainsi que tous les avantages en argent ou en nature dont le contribuable dispose au cours de l'année. Ce traitement fiscal des pensions alimentaires est conforme aux règles d'imposition des revenus des personnes physiques et permet d'appréhender les facultés contributives du débiteur et du bénéficiaire de la pension. Il n'est pas envisagé de faire évoluer ces règles pour prévoir une exonération des sommes versées au titre des pensions alimentaires au bénéfice des mères élevant seules leurs enfants. Une telle évolution soulèverait en effet de sérieuses difficultés juridiques, en particulier au regard du principe d'égalité devant les charges publiques. En premier lieu, elle créerait une rupture d'égalité entre les parents supportant seuls la charge d'un enfant selon l'origine de leurs revenus : le parent non titulaire d'une pension qui supporte également seul la charge d'un enfant serait, à revenu équivalent, imposé, pour sa part, sur l'ensemble de ses revenus. En deuxième lieu, le créancier de la pension alimentaire pour enfant mineur serait avantagé sans justification par rapport aux parents non séparés percevant des revenus équivalents sans être créanciers d'une pension, dès lors que le créancier ne serait pas imposé sur l'ensemble de ses revenus servant à l'entretien et l'éducation de l'enfant, à la différence des parents non séparés, imposés sur la totalité de leurs revenus dont ils affectent pourtant une part à la même fin. En dernier lieu, la suppression de l'imposition de cette pension alimentaire créerait une différence de traitement injustifiée entre le parent créancier, qui bénéficierait à la fois de l'exonération de la pension et de la majoration de quotient familial (s'agissant d'un enfant mineur) et le parent débiteur qui, lui, ne bénéficierait que d'une déduction pour sa contribution - pourtant effective - à l'éducation et l'entretien du même enfant. Enfin, l'impôt sur le revenu prend déjà en compte la situation particulière des familles monoparentales (par exemple : octroi d'une part de quotient familial pour le premier enfant pour les parents isolés, au lieu d'une demi-part ; crédit d'impôt garde d'enfants ; exonération d'impôt sur le revenu, sous certaines conditions et limites, de certains revenus de remplacement et prestations familiales).

Effets de bord de la nouvelle taxation applicable aux véhicules de tourisme

1256. – 10 octobre 2024. – **M. Cyril Pellevat** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès de la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation, chargé des transports** sur les effets de bord de la nouvelle taxation applicable aux véhicules de tourisme. La loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 a mis en place un objectif de taxation de plus en plus importante pour les véhicules de tourisme. Il apparaît que des véhicules tels que des « pick-up » de plus de quatre places sont assimilés à des véhicules de tourisme et ainsi soumis à la nouvelle taxation. Toutefois, ces véhicules sont très utilisés par les entreprises de travaux publics et les entreprises de maintenance des remontées mécaniques en zone montagneuse car ils sont les seuls moyens d'accès à certains chantiers situés en zone escarpée. Cette nouvelle taxation fera peser des charges financière très lourdes à ces entreprises alors même que l'objectif de cette taxe est d'impacter les véhicules de tourisme et non pas ceux à usage utilitaire. En outre, les camionnettes et fourgons utilitaires pourraient être confrontés à la même problématique. Ainsi, il demande s'il est possible de clarifier la situation des pick-up, camionnettes et fourgons à usage utilitaire. De même, il aimerait savoir si une exonération serait envisageable pour les pick-up utilisés par des entreprises de travaux publics et des entreprises de maintenance des remontées mécaniques. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Réponse. – Le droit fiscal opère, pour les besoins du droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ainsi que du champ des taxes sur l'immatriculation (notamment le malus CO2 et le malus masse) et des taxes annuelles

sur l'affectation des véhicules à des fins économiques, une distinction au sein des véhicules légers. Sont ainsi traités différemment, d'une part, les véhicules dont les caractéristiques les destinent exclusivement à un usage de déplacement de personnes (notamment les voitures particulières) et, d'autre part, les véhicules dont les caractéristiques les destinent également au transport de divers équipements (notamment les utilitaires). La frontière entre ces deux catégories de véhicules est une question complexe car elle est différente selon l'impôt en cause et compte tenu de pratiques de contournements de la part de certains constructeurs tendant à faire autoriser sur le marché européen des véhicules qui, alors même qu'ils ciblent commercialement les particuliers et sont en concurrence directe avec des voitures particulières, sont catégorisés en tant que véhicules de transport de marchandises. Tel a ainsi été le cas des véhicules de carrosserie « camion *pick-up* », « camionnette » ou, plus récemment, de carrosserie « camion, hors route ». Aussi, afin de préserver l'équilibre poursuivi, qui est d'assurer l'équité de tous les acquéreurs de véhicules ayant un usage de voiture particulière, tout en évitant de pénaliser les véhicules ne pouvant avoir qu'un usage professionnel, les « camions *pick-up* » et « camionnettes » sont assimilés à des voitures particulières sur la base d'un critère tenant au nombre de places ou de rangées de places assises. Dans ce contexte, l'administration a conduit des travaux avec les professionnels concernés, en particulier du secteur des travaux publics, afin d'élaborer une solution qui garantit la sécurité juridique des professionnels tout en permettant le traitement fiscal le plus favorable pour les véhicules les plus susceptibles d'être destinés à être utilisés en tant qu'utilitaires. Il résulte de ces travaux : - une uniformisation et une consolidation des différentes prises de position concernant le droit à déduction de la TVA. Ainsi, le 20 novembre 2024, la doctrine fiscale (BOI-TVA-DED-30-30-20) a rappelé que la TVA peut être déduite notamment pour les « camions *pick-up* » comportant moins de deux rangées de places assises et pour les « camionnettes » comportant moins de trois rangées de places assises. Elle a également rappelé que les strapontins ne sont pas pris en compte pour le décompte des rangées de places assises et précisera prochainement que les sièges d'appoint sont traités comme les strapontins ; - une nouvelle rédaction de la définition des véhicules de tourisme, résultant des articles 97 de la loi de finances pour 2024 et 28 de la loi de finances pour 2025. Cette définition, prévue à l'article L. 421-2 du code des impositions sur les biens et services (CIBS), et sur laquelle repose le champ des véhicules soumis aux malus CO2 et masse et aux taxes annuelles sur l'affectation des véhicules à des fins économiques, permet au pouvoir réglementaire de déterminer les paramètres techniques permettant au mieux d'atteindre l'équilibre souhaité. En application de ces dispositions, l'article D. 421-1 du CIBS précise que les « camions *pick-up* » comportant moins de 5 places assises et les « camionnettes » comportant moins de trois rangées de places assises restent non taxés (les « camionnettes » comportant au moins trois rangées de places assises restent par ailleurs exemptées, pour les seuls malus CO2 et masse, en application du 1° de l'article L. 421-36 du CIBS). En cohérence avec les règles applicables en matière de TVA, les camionnettes ne sont donc désormais taxées qu'à partir de trois rangées de places assises (contre deux auparavant). En outre, afin de maintenir l'équilibre recherché, ces dispositifs seront prochainement complétés afin de préciser que les « camions, hors route » sont traités comme des « camions *pick-up* », en matière de TVA comme pour les taxes sur l'immatriculation et l'affectation des véhicules. Le Gouvernement restera attentif aux évolutions des pratiques des opérateurs, afin d'éviter le développement de pratiques inéquitables pour les utilisateurs et sources de distorsions de concurrence entre les producteurs de véhicules, et maintiendra un dialogue étroit avec les représentants des acteurs économiques pour limiter tout charge fiscale non souhaitée sur les véhicules utilitaires.

Droit de certification des notaires

1387. – 10 octobre 2024. – **Mme Pauline Martin** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** sur le droit de certification des notaires. Aujourd'hui, les difficultés liées à la fiscalité successorale sont nombreuses et fréquentes. En effet, à la suite de la perte d'un proche il est nécessaire d'obtenir un certificat de la part des impôts certifiant de l'acquittement d'impôts sur l'assurance vie. Les bénéficiaires, pour obtenir le versement des fonds, doivent retourner à la compagnie d'assurances un certificat de non-exigibilité des droits de mutation par décès, mentionnant le numéro du ou des contrats concernés ou un certificat d'acquittement des droits de mutation par décès mentionnant le numéro du ou des contrats concernés. Tant que les ayants droits n'ont pas transmis l'un de ces deux documents à la compagnie d'assurance, après les avoir attendus de l'administration fiscale, les fonds ne peuvent pas leur être versés. Ce processus, ainsi décrit, est actuellement source de difficultés dans la mesure où l'administration fiscale n'est pas en capacité de délivrer ces certificats dans les délais rapides, puisqu'il est fait état, selon les régions, de délais de 4 à 12 mois. Cette situation a pour conséquence de priver, de façon excessivement longue, les bénéficiaires de la jouissance des capitaux liés à une succession et de leur poser éventuellement des difficultés pour régler les droits inhérents qu'ils auraient à payer dans les six mois du décès, dans la mesure où la déclaration générale de succession est transmise à l'administration fiscale après un simple recueil de signatures des héritiers. Au deuil, s'ajoute le poids des normes. Elle interpelle

donc sur la nécessité de trouver des solutions de contournement en faisant établir l'attestation par les notaires ou les assureurs, qui ont connaissance des droits à payer ou non, permettant ainsi, une simplification des procédures administratives et fiscales.

Réponse. – Le code général des impôts (CGI, article 757 B) prévoit que les sommes, rentes ou valeurs quelconques dues par un assureur à l'occasion du décès de l'assuré sont soumises aux droits de mutation à titre gratuit à raison des primes versées sur un contrat d'assurance vie après l'âge de 70 ans qui excèdent 30 500 euros. En application du III de l'article 806 du CGI et du II de l'article 292 B de l'annexe II à ce même code, les assureurs ne peuvent verser les sommes, rentes ou valeurs quelconques susmentionnées, au profit des bénéficiaires, que sur présentation d'un certificat établi par le comptable des impôts constatant l'acquittement ou la non exigibilité de l'impôt de mutation par décès. Ces mesures ont vocation à garantir le paiement des droits de succession et sécurisent ainsi les recettes fiscales. Or seuls les agents de la direction générale des finances publiques (DGFIP) disposent de l'ensemble des informations nécessaires à la liquidation des droits de succession. Les assureurs et notaires ne détiennent qu'une information partielle sur les bénéficiaires des contrats d'assurance vie souscrits par un assuré décédé. En effet, le bénéficiaire n'est pas nécessairement l'héritier ou le légataire de l'assuré décédé. Ainsi, seule la situation dans laquelle le bénéficiaire est héritier, donataire ou légataire peut impliquer l'intervention du notaire chargé de la succession. Le notaire intégrera alors les éléments relatifs à tous les contrats concernés dans la déclaration de succession générale (tout en les distinguant des éléments intégrés dans l'actif successoral) et effectuera le règlement des droits de succession totaux, y compris ceux relatifs à l'assurance vie. Il ne pourra toutefois pas avoir accès aux informations relatives à d'éventuels tiers bénéficiaires du contrat d'assurance vie, qui sont pourtant nécessaires pour la répartition de l'abattement fiscal. C'est pourquoi, l'article L. 151 B du livre des procédures fiscales prévoit que le notaire peut interroger l'administration fiscale afin que celle-ci communique les informations détenues dans le cadre du fichier national des contrats d'assurance vie et de capitalisation (FICOVIE) « *relatives aux contrats dont le mandant est identifié comme bénéficiaire, à l'exclusion des informations relatives à d'éventuels tiers bénéficiaires* ». Les entreprises d'assurance sont en effet tenues en application de l'article L. 132-12 du code des assurances à une obligation de confidentialité relative aux informations concernant les bénéficiaires désignés au contrat. Elles ne doivent en aucun cas informer une autre personne que le bénéficiaire qui en fait la demande de l'existence d'une stipulation à son profit. Compte tenu du fait que le notaire ou l'assureur ne dispose pas de toutes les informations concernant les différents bénéficiaires, l'abattement risquerait d'être mal partagé. En outre, l'article 1826 du CGI interdit aux assureurs de verser les fonds en l'absence du certificat de l'administration fiscale, au risque d'être sanctionnés par une amende égale à 50 % du supplément de droit non acquitté. Confier au notaire chargé de la succession ou aux assureurs concernés par celle-ci le soin de libérer les fonds en lieu et place de l'administration fiscale afin que les bénéficiaires du ou des contrats puissent en disposer plus rapidement ferait peser sur ces professionnels une responsabilité fiscale étrangère à leurs missions. Toutefois, pour faciliter les versements, des cas de dispense de production du certificat ont été prévus, notamment lorsqu'il s'agit de versements au conjoint survivant ou au partenaire lié au défunt par un Pacs, sous réserve qu'il ait son domicile en France, et lorsque les sommes dues n'excèdent pas 7 600 euros et reviennent à des successibles en ligne directe n'ayant pas à l'étranger leur domicile de fait ou de droit. Cette dispense permet notamment de faciliter le versement rapide des fonds lorsque le contrat d'assurance vie est un contrat d'assurance obsèques souscrit par le défunt assuré afin de financer ses funérailles.

Pénalités de retard facturées aux communes suite aux délais tardifs des paiements de la trésorerie générale

1506. – 10 octobre 2024. – **Mme Christine Herzog** interroge **Mme la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation** sur les pénalités de retard adressées aux communes par EDF lors du règlement des factures d'électricité, faites par la trésorerie générale. Les communes établissent le mandatement en temps et en heure auprès du service des finances publiques dont elles dépendent, mais celles-ci mettent du temps à transmettre le paiement à EDF. Or, en cas de dépassement des délais encourus, EDF sanctionne la commune qui n'est pas responsable du retard en question. Elle lui demande pourquoi ce n'est pas le ministère chargé du budget qui est mis en cause et pourquoi les agents du service public ne se mettent pas en conformité avec les délais, sachant les conséquences. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Pénalités de retard facturées aux communes suite aux délais tardifs des paiements de la trésorerie générale

4083. – 3 avril 2025. – **Mme Christine Herzog** rappelle à **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** les termes de sa question n° 01506 sous le titre « Pénalités de retard facturées aux communes suite aux délais tardifs des paiements de la trésorerie générale », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – La réduction des délais de paiement demeure un objectif constant et prioritaire pour le Gouvernement. Le délai global de paiement de la commande publique, fixé réglementairement à 30 jours pour les collectivités locales, est de 30 jours au titre de l'année 2024 pour l'ensemble des collectivités locales, et de 18,8 jours pour les communes - en deçà du seuil réglementaire. En raison du principe de séparation ordonnateur-comptable, le délai global de paiement se décompose entre un délai pour l'ordonnateur, qui dispose réglementairement de 20 jours pour effectuer le mandatement, et un délai pour le comptable, qui dispose en principe de 10 jours pour procéder aux contrôles qui lui incombent en matière de dépenses avant de payer, conformément aux dispositions des articles 19 et 20 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP). À l'échelon communal, le délai de paiement enregistré en 2024 est de 14,3 jours pour l'ordonnateur et de 4,5 jours pour le comptable Ces résultats montrent que la direction générale des finances publiques et son réseau de comptables publics sont pleinement mobilisés pour maîtriser, à tous les niveaux, les délais de paiement. La mise en place récente du nouveau réseau de proximité participe ainsi de cette volonté du Gouvernement de demeurer au plus près des collectivités territoriales et d'accélérer les délais de paiement afin de favoriser le tissu économique local. La création des nouveaux services de gestion comptable consolide l'implication des équipes dans l'optimisation de la chaîne de la dépense. La mise en place des services facturiers au sein du secteur public local répond à l'objectif d'accélération du délai de paiement. De même, le contrôle hiérarchisé de la dépense et le contrôle allégé en partenariat constituent des outils essentiels au renforcement de la collaboration entre les ordonnateurs locaux et les comptables publics, permettant une efficience accrue des contrôles et une maîtrise des délais de paiement au niveau local. Le respect des délais de paiement est en effet essentiel pour que les collectivités ne soient pas financièrement lésées en se voyant infliger des pénalités de retard, de nature contractuelle, et/ou le paiement d'intérêts moratoires, de nature réglementaire. En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires prévus par le code de la commande publique sont payés par la collectivité, qui pourra ensuite exercer une action récursoire à l'encontre de l'État pour la part imputable au retard de paiement du comptable public. De la même manière, il peut être envisagé de demander l'indemnisation des pénalités de retard prévues aux contrats pour la part imputable au comptable public. Au cas particulier évoqué d'EDF, les conditions générales de vente, qui se fondent sur le droit commercial privé, prévoient un règlement sur le compte bancaire du fournisseur dans les 15 jours suivant la date d'émission de la facture, soit bien en-deça du délai de paiement réglementaire, lequel court par ailleurs à partir de la date de réception de la facture et jusqu'à la mise en paiement par le comptable. Il est généralement conseillé aux collectivités de mettre en place un paiement par prélèvement auprès de leur fournisseur d'énergie pour éviter un retard de paiement lié au délai restreint entre l'émission de la facture et la date attendue de paiement et le risque d'application de pénalités de retard contractuelles.

Droit d'information préalable du consommateur pour la vente en ligne d'activités de loisirs

1761. – 17 octobre 2024. – **M. Cédric Chevalier** souhaite appeler l'attention de **Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargée de la consommation** sur le droit d'information précontractuel applicable à la billetterie en ligne des manifestations sportives, culturelles ou artistiques. En application de l'article L. 221-5 du code de la consommation, le professionnel doit, préalablement à la conclusion d'un contrat de vente, fournir au consommateur, de manière lisible et compréhensible, les « caractéristiques essentielles » du bien ou du service. Ce principe est naturellement applicable à la vente en ligne de billets de spectacle de toute nature. Le site du ministère de l'économie indique que, parmi les caractéristiques essentielles, figurent « le prix, la catégorie, le placement dans la salle quand celui-ci n'est pas libre ». L'emplacement de la catégorie ne semble donc pas suffire, à lui seul, dès lors que la catégorie dans une salle ou un stade peut potentiellement concerner respectivement des centaines ou des milliers de places, dans l'hypothèse fréquente où le lieu de la manifestation ne comprend que 4 ou 5 catégories de places. Le sénateur demande donc à la secrétaire d'État de confirmer que l'article précité impose aux professionnels de préciser l'emplacement précis des places qu'ils proposent à la vente en ligne (en fournissant, par exemple, un plan de la salle ou du stade ou, a minima, en donnant le numéro et la rangée de la place mise en vente). Il demande également de lui confirmer que

si des conditions générales de vente contiennent une imprécision, comme la mention d'une catégorie trop vaste, ces clauses doivent être considérées comme non écrites. Cela est justifié par l'article 1170 du code civil, qui stipule qu'une clause privant l'obligation essentielle de sa substance est réputée non écrite, ainsi que par l'article L. 221-15, relatif aux "caractéristiques essentielles du bien ou du service", qui est d'ordre public. Enfin, il demande aussi si une telle clause ne doit pas être considérée comme abusive dès lors qu'elle créé un déséquilibre significatif avec l'acheteur, ce dernier ne disposant pas d'un droit de rétractation au moment où il découvre l'emplacement, c'est-à-dire après l'achat.

Droit d'information préalable du consommateur pour la vente en ligne d'activités de loisirs

3632. – 6 mars 2025. – **M. Cédric Chevalier** rappelle à **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** les termes de sa question n° 01761 sous le titre « Droit d'information préalable du consommateur pour la vente en ligne d'activités de loisirs », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – La loyauté des pratiques commerciales fait l'objet d'une vigilance constante des services de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF). En particulier, la fourniture d'informations claires et complètes aux consommateurs, préalablement à l'achat des billets en ligne pour des manifestations sportives, culturelles ou artistiques, fait l'objet de contrôles. Le code de la consommation énumère les informations qui doivent obligatoirement être portées à la connaissance des consommateurs avant la conclusion d'un contrat. Il s'agit notamment des « caractéristiques essentielles du bien, du service, du service numérique ou du contenu numérique » (article L. 221-5 1° du code de la consommation). Or, l'obligation d'indiquer les caractéristiques essentielles du bien n'impose pas au professionnel de préciser l'emplacement exact des places proposées à la vente. Au demeurant, cette information seule ne suffirait pas non plus à éclairer totalement le consommateur. En effet, le caractère complet et suffisant des informations fournies s'apprécie au cas par cas, en tenant compte des circonstances de l'évènement, notamment le type de salle et le détail de l'information fournie sur le bénéfice ou l'inconvénient des catégories de places. Il est ainsi recommandé aux professionnels d'apporter des précisions sur le niveau de visibilité (par exemple si la vue dégagée ou limitée) et de fournir un plan de la salle. Les services de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes recueillent les signalements déclarés sur l'outil en ligne "SignalConso", ce qui permet de proposer une résolution directe des litiges avec le professionnel concerné d'une part, et d'orienter les contrôles d'autre part. Par ailleurs, avant de lancer une action contentieuse et à condition d'avoir préalablement effectué une réclamation écrite au professionnel pour tenter de résoudre le différend, le médiateur à la consommation désigné dans les conditions générales de vente du professionnel peut être saisi par le consommateur.

Assujettissement des associations à la taxe d'habitation

1835. – 17 octobre 2024. – **M. Jean-Raymond Hugonet** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** au sujet de la redevabilité des associations à la taxe d'habitation sur les locaux qu'elles utilisent. Les associations jouent un rôle primordial et constituent pour les communes un acteur important. Il est bon de rappeler qu'outre leurs missions au service de la collectivité, les associations sont régies par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, qui précise que le caractère de ces entités est à but non lucratif. Si la taxe d'habitation sur les résidences principales a été définitivement supprimée au 1er janvier 2023, la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS) a, elle, été maintenue. Ainsi, les locaux meublés occupés à titre privatif par les associations et organismes privés non retenus pour l'établissement de la cotisation foncière des entreprises (CFE) entrent désormais dans le champ de cette THRS. Par conséquent, de nombreuses associations se sont vues concernées pour la première fois par la taxe d'habitation sur les locaux qu'elles utilisent. Une énième évolution législative voulue par l'article 146 du projet de loi de finances pour 2024, est venue compléter le IV de la section III du chapitre Ier du titre Ier de la deuxième partie du livre Ier du code général des impôts avec un article 1414 B bis précisant que : « Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre peuvent, par une délibération prise dans les conditions prévues au I de l'article 1639 A bis, exonérer de la part de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale qui leur revient les fondations et les associations remplissant les conditions prévues aux a ou b du 1 de l'article 200, à l'exception des fondations d'entreprise ». Ces dispositions complémentaires ne permettent pas aux acteurs locaux une lisibilité limpide de la fiscalité applicable in fine. Aussi, il lui demande si, dans un mouvement de clarification, de simplification et d'équité, la part de THRS ne pourrait-elle pas être purement et simplement exonérée pour les associations.

Assujettissement des associations à la taxe d'habitation

3850. – 20 mars 2025. – **M. Jean-Raymond Hugonet** rappelle à **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** les termes de sa question n° 01835 sous le titre « Assujettissement des associations à la taxe d'habitation », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Dans une logique de simplification et de rationalisation, le Gouvernement a soutenu l'adoption de l'article 110 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, qui recentre le champ d'application de la taxe d'habitation sur les seules résidences secondaires, c'est-à-dire les locaux meublés conformément à leur destination d'habitation autre que principale. Ainsi, les locaux qui font l'objet d'un usage exclusivement professionnel, de la part notamment des associations à but non lucratif, ne sont plus imposés à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires à compter du 1er janvier 2025 (code général des impôts - CGI, article 1407, I, 2ème alinéa). Devenu obsolète, l'article 1414 B *bis* du CGI a par voie de conséquence été abrogé (loi de finances pour 2025, article 110, I, 10°).

Décret portant diverses modifications du code de la commande publique

1895. – 24 octobre 2024. – **Mme Catherine Belrhiti** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès de la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation, chargée de la ruralité, du commerce et de l'artisanat** au sujet du décret n° 2022-1683, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2024, qui permet de déroger aux obligations de publicité et de mise en concurrence pour les marchés publics de travaux d'un montant inférieur à 100 000 euros hors taxes. Ce dispositif qui est largement salué par les élus locaux, répond à une préoccupation commune : la simplification des procédures administratives, souvent perçues comme un frein à l'action publique de proximité. Les maires et élus locaux soulignant régulièrement que ces lourdeurs administratives sont disproportionnées au regard des enjeux, notamment pour les petits marchés publics, seraient soulagés que cette mesure devienne pérenne voire que cette dernière soit élargi. Face à cette situation, Madame la Sénatrice souhaiterait savoir si le Gouvernement envisage de proroger ce décret au-delà du 31 décembre, et s'il prévoit également de réévaluer le plafond de 100 000 euros pour permettre aux collectivités de continuer à agir avec davantage de rapidité et d'efficacité. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Réponse. – Les seuils de dispense de publicité et de mise en concurrence ont fait l'objet de plusieurs relèvements successifs. Initialement fixé à 4 000 euros HT, ce seuil a été porté à 15 000 euros HT en 2011 puis à 25 000 euros HT en 2015 et à 40 000 euros HT en 2018 pour tous les marchés publics, quel que soit leur objet. Pour soutenir les entreprises du bâtiment et des travaux publics (BTP) face aux difficultés économiques rencontrées du fait de la crise sanitaire, il avait été temporairement relevé à 100 000 euros HT jusqu'au 31 décembre 2022 par la loi 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique. Dans le contexte de pénurie des matières premières et d'inflation résultant de la guerre en Ukraine, le décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022 avait prolongé ce dispositif jusqu'au 31 décembre 2024. Ce seuil de 100 000 euros HT constitue, pour les marchés publics de travaux, un point d'équilibre de nature à concilier les objectifs de simplification et d'allègement de la charge administrative pesant sur les acheteurs et les entreprises avec les exigences d'efficacité de la commande publique et d'accès des petites et moyennes entreprises (PME) aux marchés publics. Si on observe depuis quelques mois un ralentissement de la hausse des prix, les coûts des matériaux et plus généralement les coûts moyens supportés par les entreprises du BTP demeurent à un niveau structurellement élevé. Dans ce contexte particulier, la dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux inférieurs à 100 000 euros hors taxes a été prolongée pour une durée d'un an, jusqu'au 31 décembre 2025, par le décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024. En revanche, un nouveau relèvement de ce seuil apparaît disproportionné par rapport au but recherché et excèderait le cadre fixé par le législateur à l'article L. 2122-1 du code de la commande publique aux termes duquel « l'acheteur peut passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables dans les cas fixés par décret en Conseil d'État lorsque en raison notamment de l'existence d'une première procédure infructueuse, d'une urgence particulière, de son objet ou de sa valeur estimée, le respect d'une telle procédure est inutile, impossible ou manifestement contraire à aux intérêts de l'acheteur ou à un motif d'intérêt général ». Les obligations de publicité et de mise en concurrence applicables aux marchés dont la valeur estimée est inférieure aux seuils européens garantissent le respect des principes de liberté d'accès et d'égalité de traitement des candidats aux marchés publics, en particulier des PME-TPE (Très Petites Entreprises), ainsi que l'exigence de bon usage des

deniers publics, et limitent le risque contentieux, notamment pénal. Le niveau du seuil actuel apparaît donc adapté compte tenu du contexte économique. Il est le résultat d'une recherche du meilleur équilibre possible entre l'objectif de simplification des procédures et le souci de sécurisation des acheteurs publics.

Taxe d'habitation pour les locaux publics des collectivités territoriales

2099. – 31 octobre 2024. – **M. Jean-Claude Tissot** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** sur la demande de taxe d'habitation pour les locaux publics des collectivités territoriales. En effet, depuis la réforme de la taxe d'habitation intégralement mise en place depuis le 1er janvier 2023, certaines communes ont reçu des avis d'imposition relatifs à la taxe d'habitation pour des salles communales qui n'avaient jamais fait l'objet de telles impositions. Ces salles sont pourtant souvent mises à disposition des associations locales et peuvent également être louées pour des événements privés organisés par des habitants des communes concernées. Ces locaux sont indéniablement des lieux importants de convivialité et de rencontre, tout particulièrement dans les territoires ruraux. Malgré cette large ouverture au public et leur fonction de service public de proximité, les salles communales ne bénéficient pas des exonérations de la taxe d'habitation prévues aux articles 1407 et 1408 du code général des impôts (CGI). Alors que les communes subissent de continuelles baisses de leurs ressources propres, notamment à la suite de la suppression de la taxe d'habitation, ces nouvelles impositions viennent impacter les prévisions budgétaires des collectivités concernées pour des locaux publics qui n'ont jamais changé de fonction et dont elles assurent déjà le règlement des principales charges. Il lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement pour élargir l'exonération de taxe d'habitation aux salles communales gérées publiquement par les collectivités territoriales.

Réponse. – Dans une logique de simplification et de rationalisation, le Gouvernement a soutenu l'adoption de l'article 110 de la loi no 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, qui recentre le champ d'application de la taxe d'habitation sur les seules résidences secondaires (THRS), c'est-à-dire les locaux meublés conformément à leur destination d'habitation autre que principale. Cette évolution a pour effet de ne plus imposer, à compter de 2025, les autres locaux meublés non affectés à l'habitation, notamment ceux occupés par des organismes de l'État, des départements, des communes et des établissements publics, sans caractère industriel ou commercial. Ainsi, les locaux meublés à usage privatif, tels que les salles communales et de réunion, les bureaux administratifs ou les lieux de stockage, détenus par les collectivités territoriales, ne seront plus imposables à la THRS à compter des impositions établies au titre de l'année 2025.

Assouplissement des conditions de remboursement des prêts garantis par l'État

2367. – 21 novembre 2024. – **Mme Brigitte Micouleau** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** sur la crise durable et profonde que traverse le secteur de la restauration et sur les modalités de remboursement des prêts garantis par l'État (PGE). Subissant des crises depuis 2018, le secteur a été particulièrement impacté par la pandémie de covid-19. Plus récemment, depuis la dissolution, une forte baisse de fréquentation a été constatée, amplifiée par l'annonce des mesures d'effort budgétaire drastiques contenues dans le projet de loi de finances. Si le PGE a permis de sauver une grande partie de la profession, il est aujourd'hui un piège pour ce métier ; non le prêt en lui-même mais son système de remboursement avec une durée trop courte qui implique des remboursements mensuels trop élevés. Les événements extérieurs, la baisse de fréquentation, la baisse des prix moyens, les charges supplémentaires conduisent à une asphyxie totale des établissements du secteur de la restauration par manque de trésorerie. Le PGE permettait d'emprunter 25 % du chiffre d'affaires sur 4 ans avec un décalage possible de 2 ans sur la première échéance. La grande majorité des entreprises de la restauration a utilisé le décalage autorisé, mais sur la période de 2020 à 2022 encore fortement impactée par les fermetures et les restrictions. La situation ne leur a donc pas permis de reconstituer une trésorerie afin de se donner du souffle pour le début des remboursements. Avec un résultat moyen de la restauration en France se situant entre 3 et 5 %, l'équilibre de la situation financière ne peut pas être assuré. Même les meilleures entreprises, celles qui font plus de résultat, se retrouvent sans capacité d'investissement, impliquant une absence d'amélioration de leur espace d'accueil de la clientèle, des conditions salariales de leurs employés, des perspectives d'innovations … Elles sont ainsi vouées à un déclin forcé. Si une possibilité de décalage des remboursements pour les petits PGE existe, les entreprises ne l'utilisent pas car cela conduit à être noté en incident bancaire par la Banque de France. L'avenir est sombre pour la profession qui se dirige vers de nombreuses fermetures par dépôts de bilans, des redressements judiciaires induisant des licenciements et ainsi une forte perte de remboursements pour l'¤État. Ceci sans compter sur la perte de moral des entrepreneurs restaurateurs qui aujourd'hui ne voient plus d'avenir. Afin d'éviter que le

secteur de la restauration ne soit totalement sinistré et afin de lui apporter une lueur d'espoir, elle lui demande donc quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour assouplir les conditions de remboursement des PGE et pour mettre en place des modalités de décalage de remboursement ou des échéances plus étalées dans le temps.

Réponse. – Alors que notre pays était frappé par la crise du COVID-19, le dispositif des prêts garantis par l'État (PGE) a permis d'éviter une paralysie de l'économie. 600 000 entreprises ont pu lever ces PGE en moins de 3 mois et donc trouver une sécurisation immédiate en trésorerie. Tandis que pour celles qui n'ont pas eu recours au PGE, le fait de savoir que cette possibilité existait a permis une continuité de l'activité économique. C'est donc toute la chaîne qui a tenue grâce à ce dispositif massif, psychologiquement et financièrement impactant. En premier lieu, il convient de rappeler que les perspectives macroéconomiques de remboursement de PGE sont encourageantes à ce stade. À la fin juin 2024, 62 % des montants octroyés ont été remboursés et cette proportion est la même quelle que soit la taille d'entreprise. Les appels en garantie s'élèvent à cette date à 4,3 Mds euros, soit 3 % du total octroyé. La part des PGE dans l'emprunt des entreprises représente désormais une portion marginale de leur dette bancaire. Pour les entreprises devant encore finir de rembourser leur PGE, le Gouvernement continue de s'attendre à ce que la très grande majorité d'entre elles soit en situation de le faire. Face aux difficultés de remboursement, le Gouvernement reste attentif au fait que les entreprises qui pourraient rencontrer des difficultés puissent effectivement utiliser les possibilités d'étalement de ces prêts au-delà de 6 ans qui ont déjà été ouvertes. Le cadre existant le permet déjà, et aucune modification du régime des PGE pour augmenter leur étalement n'est possible. En effet, les étalements de PGE au-delà de 6 ans sont possibles dans le cadre de procédures amiables pour tout débiteur qui en aurait le besoin au vu de sa situation. En particulier, il est attendu que ces étalements soient mis en oeuvre sous l'égide d'un tiers qui veille au juste partage de l'effort entre les créanciers lorsqu'il en existe plusieurs de même rang, de sorte à ce que le PGE ne soit pas systématiquement plus mal traité au motif qu'il est garanti par l'État. Ces étalements furent possibles dans le cadre européen des aides accordées lors de la crise du COVID-19. Le contexte économique a aujourd'hui changé et la France ne pourrait plus obtenir une nouvelle dérogation. Par ailleurs, le régime des aides aux entreprises en difficulté est très encadré au niveau européen afin d'éviter toute distorsion de concurrence entre les États membres. Depuis janvier 2022, une procédure simplifiée a même été créée pour les plus petits dossiers (moins de 50 000euros), et fait intervenir la médiation du crédit. Cette procédure est gratuite et confidentielle, ce qui est particulièrement sécurisant pour les très petites entreprises (TPE) qui envisageraient d'y recourir, qui auraient autrement pu être découragées par les frais administratifs des procédures judiciaires amiables ou par la publicité de leurs difficultés financières. Bien que simplifiée, il s'agit néanmoins d'une procédure aboutissant le cas échéant à une restructuration amiable, ce qui signifie d'une part qu'elle nécessite *in fine* l'accord de la banque et du débiteur, qui doivent co-signer l'accord de restructuration du prêt, et d'autre part le classement du prêt en prêt non performant si tel n'était pas déjà le cas. Autrement dit, pour l'entreprise sollicitant un étalement de son PGE auprès de sa banque dans le cadre d'une de ces procédures, il n'y a donc jamais de certitude sur l'issue de la procédure. La banque est en effet amenée à prendre en compte une multitude de facteurs propres à la situation de l'entreprise, notamment l'état de sa trésorerie, son niveau d'activité et sa solvabilité, qui réunis permettent à la banque d'apprécier la nécessité avérée d'un allongement du prêt. L'État est garant du prêt mais le prêt en lui-même relève de l'échange entre la banque commerciale qui l'a accordé et l'entreprise bénéficiaire, sans ingérence de l'État dans cette négociation privée. En outre, la règlementation bancaire européenne en vigueur, en particulier le règlement CRR (article 178), impose aux banques de requalifier un prêt, garanti ou non, comme « prêt non-performant » dans le cas d'une restructuration telle que celle intervenant dans le cadre de la procédure mentionnée précédemment et régie par la médiation du crédit, si elle ne l'avait pas déjà fait auparavant au vu de sa perception de la dégradation de la situation financière de l'entreprise. Cependant cette requalification n'est connue que de la banque concernée. De plus, les TPE qui auraient besoin de mesures de restructuration supplémentaires à la suite d'un premier étalement obtenu à l'aide de la médiation du crédit, peuvent solliciter l'ouverture d'une procédure amiable judiciaire, où les allongements n'ont alors pas d'autre limite dans le temps que celle qu'approuvera ou constatera le juge. Pour terminer, il est utile de rappeler que ces mesures d'étalement des PGE, qui sont indispensables dans certains cas, impliquent toujours un coût accru pour l'Etat, qui se trouve exposé sur une durée plus longue à un risque de défaillance de l'emprunteur. Aussi, limiter les allongements de PGE aux cas où cela est réellement nécessaire et adapté à la situation de l'entreprise est une mesure essentielle pour prévenir tout dérapage du coût du dispositif pour les finances publiques. Le Gouvernement y est particulièrement attentif dans le contexte budgétaire actuel.

Fonds publics versés aux entreprises

2418. – 28 novembre 2024. – **M. Alexandre Basquin** attire l'attention de **M. le ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics** au sujet du nécessaire contrôle des fonds publics qui ont été versés aux entreprises. Automobile, distribution, chimie… Les licenciements se multiplient dans de nombreux secteurs d'activité et pourraient malheureusement se poursuivre ces prochains mois. Selon les chiffres publiés le jeudi 7 novembre 2024 par l'institut national de la statistique et des études économiques (Insee), plus de 53 000 emplois ont été détruits au cours des deux derniers trimestres. L'horizon s'assombrit et les difficultés s'accumulent. « Des annonces de fermetures de sites, il y en aura probablement dans les semaines et les mois qui viennent », a déclaré le ministre délégué chargé de l'Industrie le 9 novembre 2024 sur France Inter, évoquant la possible destruction de « milliers d'emplois ». Alors que la CGT recense près de 200 plans sociaux en préparation, la secrétaire générale du syndicat a averti dans l'hebdomadaire La Tribune Dimanche : « Nous sommes au début d'une violente saignée industrielle ». Or, il est à noter que parmi les entreprises concernées par ces plans sociaux, nombreuses sont celles qui ont bénéficié d'aides publiques. Aujourd'hui, il est temps d'avoir un véritable moratoire sur les aides versées et leurs conséquences. Ainsi, il lui demande quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour contrôler ces aides et surtout obliger les entreprises à une transparence totale sur les aides perçues et sur l'utilisation qui en a été faite. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Réponse. – Les aides publiques versées aux entreprises sont la contrepartie d'un bénéfice d'intérêt associé soit à un projet qui doit avoir un effet positif sur l'économie en termes d'innovation, de croissance des PME, de protection de l'environnement ou d'efficacité énergétique, soit à un impératif de cohésion sociale ou territoriale. Ces aides sont octroyées sous un strict contrôle national et européen pour favoriser l'investissement créateur de valeur économique et d'emplois. Si les aides aux entreprises en difficulté pour ce seul motif sont proscrites, des aides exceptionnelles sont octroyées aux entreprises de manière temporaire pour remédier à une situation de crise inopinée. La méthodologie de calcul du montant de l'aide repose, pour chacune d'entre elles, sur un montant qui est proportionné, selon les cas, à l'effort de l'entreprise pour atteindre l'objectif du projet, à la faille de marché de nature à compromettre l'atteinte de l'objectif d'intérêt général sans intervention publique ou au préjudice provoqué par la crise inopinée. Le décaissement des aides se fait sur la base d'une vérification de l'avancement du projet du respect de son ambition et une justification de dépenses correspondant aux coûts éligibles à l'aide. Si ces objectifs ne sont pas convenablement atteints alors le montant d'aides peut être abaissée. La France à l'instar des Etats membres de l'Union européenne est soumise à l'impératif de conformité au droit européen des aides d'Etat qui pose des limites strictes aux montants d'aides, des obligations de transparence, de contrôle ex-post et des audit de la commission. Actuellement ces obligations sont mises en oeuvre via des outils de la Commission : - Le rapport annuel synthétisé dans le tableau de bord annuel publié Scoreboard - European Commission - Les aides reçues par les entreprises supérieures à 100 000 euros publiées sur State Aid Transparency Public Search Les régimes d'aides applicables en France sont accessibles sur un site officiel accessible à tous Régimes d'aide | L'Europe s'engage en France, le portail des Fonds européens afin que les contribuables européens puissent avoir accès aux informations relatives aux aides. Par ailleurs les aides font l'objet d'évaluations externes indépendantes comme par exemple le régime d'aide à la RDI Evaluation des aides d'État à la R&D et l'innovation | Direction générale des Entreprises, ce qui permet de vérifier leur efficience. La transparence des aides est une préoccupation constante dans la limite des secrets protégés par la loi (RGPD, secret industriel et commercial, diplomatique et de défense notamment). Le droit européen va également dans le sens d'une transparence accrue en contrepartie de certaines flexibilités dans l'octroi des aides dont la crise Covid a démontré la nécessité pour protéger l'économie et les citoyens en Europe dans une compétition mondiale sans concession. Ainsi, à partir de 2026, les aides de faible montant (*de minimis*) délivrées de façon très flexibles donc très utiles par exemple pour répondre aux situations de crise naturelle (Inondations Nord Pas de Calais) ou sociales (Mayotte) devront faire l'objet d'un enregistrement obligatoire dans un registre national accessible au public permettant de contrôler l'atteinte du plafond. Au plan national, afin de parfaire la connaissance donc la maitrise des aides aux entreprises, la direction générale des entreprises a mis au point une plateforme susceptible de répondre à la nouvelle obligation européenne de transparence des aides De Minimis mais également d'aider les autorités d'octroi de s'assurer en amont de la conformité de l'aide aux impératifs juridiques donc aux objectifs de proportionnalité des aides aux besoins et aux bénéfices d'intérêt général attendus. Afin de mieux répondre à cette obligation également à l'ensemble des obligations de suivi et de rapport annuel des aides d'Etat la DGE a mis au point une plate-forme Sur les aides d'Etat. Cet outil est en cours d'expérimentation avec la Région Nouvelle Aquitaine et pourrait devenir le support du registre national des aides de Minimis.

Position de la France au sein de l'Union européenne au sujet de la mise en place d'une autorité européenne de régulation des cryptoactifs

2440. – 28 novembre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** sur l'opportunité de mettre en place une autorité européenne de régulation des plateformes de cryptoactifs afin de protéger les épargnants et de renforcer la sécurité financière au sein de l'Union européenne. La Banque de France et l'autorité des marchés financiers (AMF) ont récemment pris position en faveur de la mise en place d'une autorité européenne capable de superviser directement les investissements réalisés au sein de l'Union européenne au travers des plateformes de cryptoactifs. Elles soulignent que, dès 2019, la France a mis en place sa propre règlementation en la matière et que l'entrée en vigueur à venir du règlement sur les marchés de cryptoactifs (dit MiCA) (notamment la mise en place d'un passeport européen pour les plateformes opérant au sein du marché unique) devrait améliorer la régulation d'une industrie très mondialisée (toutes les transactions étant réalisées sur Internet) et difficilement contrôlable à l'échelle nationale. Elles précisent, toutefois, que l'entrée en vigueur d'un texte européen ne peut pas, seule, garantir son application stricte et homogène, notamment lorsque le siège social d'un acteur est situé dans un État membre, mais que l'essentiel de son activité est opéré dans d'autres États. La Banque de France et l'AMF demandent donc que la supervision des plateformes de cryptoactifs ne soit pas confiée aux autorités de régulation nationale, mais plutôt à l'autorité européenne des marchés financiers (ESMA) qui serait, selon elles, plus efficace que les autorités nationales pour lutter contre le blanchiment de capitaux et les transactions occultes à grande échelle. Il souhaite donc connaître la position de la France au sein du Conseil de l'Union européenne en la matière et les mesures qu'il compte prendre afin d'appuyer le projet de création d'une autorité européenne de supervision directe des plateformes de cryptoactifs.

Position de la France au sein de l'Union européenne au sujet de la mise en place d'une autorité européenne de régulation des cryptoactifs

3864. – 20 mars 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** les termes de sa question n° 02440 sous le titre « Position de la France au sein de l'Union européenne au sujet de la mise en place d'une autorité européenne de régulation des cryptoactifs », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – L'intégration de la supervision financière européenne figure parmi les priorités stratégiques françaises pour l'union de l'épargne et de l'investissement (UEI) depuis la relance des réflexions autour de cet agenda en amont de la prise de fonction de la nouvelle Commission. Cette volonté que la supervision financière, jusqu'ici laissée aux mains des autorités nationales, soit centralisée au niveau européen sous l'égide de l'autorité européenne des marchés financiers (ESMA), a été identifiée comme un axe prioritaire pour l'accomplissement de l'UEI par l'ensemble des rapports de haut niveau sur le sujet (rapports Noyer, Draghi, Letta), qui poussent tous pour une transition vers une supervision unique des principaux acteurs financiers européens, dont notamment les prestataires de service sur crypto-actifs (PSCA). Le règlement européen relatif aux marchés de crypto-actifs (dit MiCA), dont la négociation a été réalisée sous présidence française de l'UE au premier semestre 2022 impose, notamment sous impulsion française, aux PSCA comptant plus de 15 millions d'utilisateurs actifs dans l'UE (en moyenne par jour au cours d'une année civile), considérés comme « significatifs », de notifier leur autorité nationale du franchissement de ce seuil dans un délai de 2 mois, cette dernière devant à son tour en informer l'ESMA. Si les PSCA significatifs restent supervisés au niveau national, les autorités nationales doivent, au moins une fois par an, informer l'ESMA des principales évolutions en matière de surveillance (« *key supervisory developments* ») concernant les PSCA significatifs. Ces « *key supervisory developments* » concernent à la fois : (i) les agréments en cours ou octroyés, (ii) les procédures de retrait d'agrément, (iii) la mise en oeuvre de mesures de supervision telles qu'une suspension de la fourniture de services sur crypto-actifs, un avertissement sur le fait qu'un PSCA ne respecte pas les obligations auxquelles il est soumis, le transfert de contrats existants à un autre PSCA en cas de retrait de l'agrément d'un PSCA, le retrait d'une personne physique de l'organe de direction d'un PSCA, la fermeture de site internet, ou encore l'ordre de supprimer des noms de domaines. En outre, l'ESMA est chargée d'établir une liste des CASP conformes (avec la liste des États membres dans lesquels le CASP prévoit de fournir ses services) et une liste non exhaustive des entités non conformes fournissant des services sur crypto-actifs. Cette dernière comprend les entités fournissant des services en violation des dispositions relatives à l'agrément des PSCA et à la reverse sollicitation. Ces listes sont publiques, disponibles sur le site internet de l'ESMA et mises à jour régulièrement, sur la base des informations transmises par les autorités nationales compétentes. Il convient de noter que, dans le cadre du rapport d'application du règlement MiCA, la Commission devra évaluer la pertinence

du seuil de 15 millions d'utilisateurs actifs permettant de désigner les PSCA significatifs et une évaluation de la coopération entre les autorités compétentes et l'ESMA concernant leur supervision, dans les 2 ans suivant l'entrée en vigueur du règlement (soit d'ici juillet 2026). Si le débat sur la supervision des marchés à l'échelon européen a pendant longtemps été motivé par des préoccupations très principalement liées à la stabilité financière, il s'inscrit aujourd'hui dans un agenda plus large de renforcement de la compétitivité des acteurs financiers européens et de meilleur financement de nos entreprises européenne, deux axes renforcés par le contexte international actuel. Ce renouvellement des termes du débat au profit des problématiques de compétitivité et de développement du marché a ainsi permis à cet agenda promu par la France de recueillir progressivement un soutien plus marqué, auprès de plusieurs États membres comme des acteurs privés, jusqu'ici fermement opposés à tout renforcement des prérogatives confiées à l'ESMA. La Commission européenne a pris des engagements relativement forts en la matière, comme l'a confirmé la récente présentation de la « communication UEI » de la Commission [i]. Ce plan d'action de la Commission, fruit d'un travail d'influence actif des autorités françaises notamment suite à l'écho trouvé par le rapport Noyer, témoigne d'un degré élevé, annonçant la publication d'une proposition législative en vue d'une « supervision financière plus unifiée, notamment via un transfert de tâches au niveau européen » dès le 4e trimestre 2025 permettant d'européaniser la supervision de certains acteurs avec des activités transfrontières (infrastructures de marché, gestionnaires d'actifs) et mentionne également explicitement les PSCA. Dans la continuité des positions exprimées depuis deux ans, la France reste mobilisée pour renforcer l'intégration européenne de la supervision des PSCA. ---------- [1] https://finance.ec.europa.eu/document/download/13085856-09c8-4040-918e-890a1ed7dbf2_en?filename=250319-communication-savings-investmlents-union_en.pdf

Règles de fixation des taux de la taxe d'habitation et de la taxe foncière

2445. – 28 novembre 2024. – **M. Pierre-Jean Verzelen** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** sur les règles en matière de fixation des taux de la taxe d'habitation et de la taxe foncière. Si la taxe d'habitation représentait un levier fiscal pour les communes, elle a été supprimée, conformément à la volonté du Président de la République, pour les résidences principales occupées tout au long de l'année. Elle demeure maintenue pour deux types de propriétés : les résidences secondaires et les logements vacants. Cependant, pour les logements vacants, il ne s'agit pas d'une taxe automatique. Elle doit être décidée par une délibération du conseil municipal. Mais le dispositif étant peu connu, il est très peu appliqué. Or, au regard des pénuries de logement constatées dans beaucoup de territoires, des logements vacants non utilisés et des conséquences de la loi no 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, fixant un objectif de zéro artificialisation nette (ZAN), il serait intéressant de pouvoir encourager certains propriétaires à remettre leurs logements sur le marché. Augmenter les taux de la taxe d'habitation sur les logements vacants pourrait être une solution pour les communes. Toutefois, en raison de la règle du « lien des taux », les taux de la taxe d'habitation et ceux de la taxe foncière sont liés. Si l'une est augmentée, l'autre suit, et inversement. Cela ne contribue pas à pousser les propriétaires de logements vacants à les remettre dans le circuit. Aussi, il souhaite connaître la position du Gouvernement, d'une part, sur la possibilité de délier les taux de taxe d'habitation et de taxe foncière afin d'augmenter le nombre de logements vacants, d'autre part, sur celle de rendre cette taxe automatique pour les logements vacants, comme c'est déjà le cas pour les résidences secondaires.

Réponse. – Depuis le 1er janvier 2023, plus aucun ménage n'est imposé à la taxe d'habitation au titre de sa résidence principale. La taxe d'habitation reste cependant due pour tous les locaux meublés conformément à leur destination d'habitation autre qu'à titre principal, c'est-à-dire les résidences secondaires (THRS) (code général des impôts - CGI, art. 1407). À ce titre, la THRS répond à un objectif de rendement, en frappant la jouissance ou la disposition de locaux meublés qui ne sont pas occupés à titre de résidence principale. Dans le cadre de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, les règles de lien entre les taux des impositions locales qui trouvaient à s'appliquer avant la réforme ont été adaptées, faisant de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) la taxe de référence, en remplacement de la taxe d'habitation, à compter des impositions établies au titre de l'année 2020. Les règles de lien entre les taux des impositions locales sont conçues pour maintenir une juste répartition de la pression fiscale entre les contribuables. Elles visent en effet à prévenir toute concentration excessive de la charge fiscale sur les contribuables non électeurs, qu'ils soient particuliers ou professionnels. Les logements vacants sont aujourd'hui imposables sous conditions, soit à la taxe annuelle sur les logements vacants (TLV) de plein droit en zones tendues, c'est-à-dire les zones où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements (CGI, art. 232), soit à la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) sur délibération communale ou intercommunale hors de ces zones (CGI, art. 1407 *bis*). Les locaux vacants sont par

nature non meublés et inoccupés, ils ne sont donc pas soumis à la THRS. Dès lors, la THLV est un levier à la disposition des collectivités locales situées en zones non tendues, pour imposer ces biens, en fonction de la politique de logement qu'elles souhaitent mener. La THLV permet ainsi aux collectivités ayant décidé de l'instituer, d'imposer à la taxe d'habitation les logements de leur territoire laissés volontairement vacants depuis plus de deux ans. Elle a donc vocation, compte tenu de sa construction, à suivre les mêmes règles de lien que la THRS.

Dysfonctionnements du guichet des formalités des entreprises

2462. – 28 novembre 2024. – **Mme Marie-Lise Housseau** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** sur les dysfonctionnements rencontrés par le guichet des formalités des entreprises. En effet, depuis le 1er janvier 2023, les formalités de création, de modification et de cessation d'activité doivent être réalisées sur le guichet des formalités des entreprises opéré par l'institut national de la propriété intellectuelle (INPI). L'utilisation de ce « guichet unique » dématérialisé est désormais obligatoire et concerne toutes les entreprises, quelle que soit leur forme juridique ou leur activité. Il remplace les centres de formalités des entreprises (CFE). Or, ce guichet des formalités des entreprises a connu, dès son entrée en service, de nombreux incidents techniques qui ont conduit à la mise en place d'une procédure de secours en collaboration avec les greffiers des tribunaux de commerce. Cette procédure de secours a d'ailleurs été prorogée depuis, jusqu'au 31 décembre 2024. Ces dernières semaines, les utilisateurs du guichet des formalités des entreprises constatent une nouvelle fois des dysfonctionnements majeurs et répétés, tant sur l'activité de mandataire que de valideur. Des difficultés qui conduisent à un retard dans le traitement des dossiers, à des erreurs constatées sur les synthèses générées et, in fine, à une lassitude et une exaspération croissantes de l'ensemble des utilisateurs. En parallèle, une autre question demeure depuis la mise en place de la procédure de secours. Celle-ci permet en effet une inscription directe comme artisan, sans vérification systématique des qualifications professionnelles. C'est donc le mécanisme même de l'artisanat basé sur la reconnaissance d'un savoir-faire qui était historiquement vérifié lors des inscriptions au répertoire des métiers qui se trouve ainsi remis en question. Aussi, elle lui demande, d'une part, quelles mesures il compte prendre pour assurer le bon fonctionnement du guichet des formalités des entreprises opéré par l'INPI, et, d'autre part, quelles dispositions il envisage de mettre en oeuvre pour garantir que la procédure de secours, si elle devait être reconduite après le 31 décembre 2024, ne compromette pas les qualifications essentielles à la protection des consommateurs.

Réponse. – Si le guichet unique électronique des formalités d'entreprises a occasionné des difficultés en 2023, notamment car il bouleversait les pratiques des déclarants comme des valideurs et les organisations des anciens centres des formalités d'entreprises, il est dorénavant fonctionnel et stable. Les formalités déposées sur le guichet unique assurent que la donnée est inscrite aux registres tenus par l'État (registre national des entreprises -RNE- et répertoire SIRENE). Cette inscription permet ensuite la circulation sans délai des données vers les structures fiscales et sociales, en application du principe « Dites-le-nous une fois ». Ce principe permet d'éviter aux usagers de fournir, lors de leurs démarches ultérieures en ligne, des informations ou pièces justificatives déjà détenues par d'autres administrations, en s'appuyant sur le partage automatique de données aux administrations ayant droit d'en connaître. Prévue par un arrêté du 26 décembre 2023, la procédure de continuité a pris fin le 31 décembre 2024. Elle n'est d'ailleurs ouverte que sur le périmètre des entreprises commerciales et des sociétés, soit environ 50 % des formalités, et dans la mesure où le déclarant constate une difficulté grave de fonctionnement du guichet unique. Conscient des difficultés rencontrées par les déclarants en 2023, l'INPI s'est reconfiguré à la fois sur le plan organisationnel, pour prendre en compte les recommandations, et sur le plan du service rendu aux usagers avec une structuration de son offre d'accompagnement, notamment en renforçant fortement l'assistance adressée aux usagers, aux professionnels des formalités (mandataires spécialisés, experts-comptables, notaires, avocats) ainsi qu'aux fédérations professionnelles. L'assistance aux utilisateurs, qu'ils soient professionnels des formalités ou déclarants en propre, a été particulièrement renforcée et structurée. L'INPI propose par ailleurs une gamme de services aux déclarants (formation, webinaire, documentation) articulée avec le conseil gratuit proposé par les chambres consulaires (pour les artisans, agriculteurs, commerçants) et l'URSSAF (professionnels libéraux). Concernant l'interface, des améliorations ont été apportées, notamment en travaillant très étroitement avec les utilisateurs, les ordres et fédérations professionnels (FNAE, CPME, U2P, UNAPL, AFEP, CNOEC, CNB, CSN) et l'ensemble des partenaires institutionnels du projet (chambres consulaires, URSSAF, MSA, DGFiP, INSEE, DACS, DGPE, DGE). Dans une démarche d'amélioration continue, l'objectif de l'État est de revoir les interfaces au 1er semestre 2025. Le Gouvernement a entendu le besoin et les attentes de simplification des entreprises, et mène un travail en ce sens, notamment sur la simplification des parcours de l'usager du guichet unique.

Fédérations et ordres professionnels sont régulièrement consultés et associés aux réflexions et travaux d'amélioration du guichet menés de concert avec la direction interministérielle du Numérique (DINUM), dans une logique d'amélioration continue qui sera poursuivie tout au long de l'année 2025.

Conséquences du transfert de la taxe d'urbanisme sur les ressources des collectivités

2514. – 5 décembre 2024. – **Mme Laurence Harribey** attire l'attention de **Mme la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation** sur les conséquences du transfert de la taxe d'urbanisme pour les ressources des collectivités, et sur les difficultés des services de la direction générale des finances publiques (DGFIP). À la suite de l'adoption de l'article 155 de la loi de finances n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 pour 2021 relatif à la taxe d'aménagement, les autorisations d'urbanisme délivrées après le 1er janvier 2023 sont exigibles à la date d'achèvement des travaux, au sens de l'article 1406 du code général des impôts, et non plus lors du dépôt du permis de construire. Cette nouvelle disposition nécessite de s'assurer que l'ensemble des déclarations d'achèvement des travaux des permis de construire enregistrés soient bien déposées, ce qui semble compliqué vu le manque de personnel. Par ailleurs, les services fonciers connaissent des difficultés à utiliser l'applicatif « Gérer mes biens immobiliers » (GMBI), ce qui retarde la validation des nouvelles obligations télé-déclaratives des contribuables et augmente le risque de manque à gagner pour les collectivités locales. Ce retard est accentué par des difficultés de recrutement qui touchent directement les services concernés : seulement 77 agents sur 159 sont arrivés le premier septembre 2023, et 34 sont pour l'instant retenus sur les 115 prévus pour l'année 2024. Les emplois non pourvus sont alors complétés par des personnels issus de la DGFiP qui n'ont pas l'expérience des missions relatives aux taxes d'urbanisme. Ainsi, elle souhaite connaître les dispositions envisagées pour que le versement de la taxe soit effectif alors que les services fonciers sont en sous-effectif. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Réponse. – L'article 155 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 pose le cadre du transfert de la gestion de la taxe d'aménagement des directions départementales des territoires (DDT) à la direction générale des Finances publiques (DGFiP), qui n'en assurait jusqu'alors que le recouvrement. À cet effet, cet article reporte notamment la date d'exigibilité de la taxe d'aménagement à la date de réalisation définitive des opérations au sens du I de l'article 1406 du code général des impôts (CGI). Afin de renforcer les synergies avec les impôts fonciers, la déclaration de la taxe d'aménagement s'effectue dorénavant dans les mêmes conditions que les déclarations des changements fonciers prévues par l'article 1406 du CGI, à savoir dans les 90 jours à compter de la réalisation définitive des travaux : les obligations déclaratives fiscales en matière foncière et d'urbanisme sont ainsi unifiées. La date d'achèvement des travaux retenue pour l'exigibilité de la taxe ne repose donc pas sur la déclaration d'achèvement et de conformité des travaux (DAACT) prévue par le droit de l'urbanisme, mais sur les obligations fiscales existantes. Ainsi, cette nouvelle règle d'exigibilité n'induit aucune charge supplémentaire pour les collectivités, ni ne fait peser de risque de perte de l'assiette fiscale. En effet, grâce à cette réforme, la vérification de l'achèvement des travaux est effectuée par l'administration fiscale en tirant profit de l'expérience acquise par la DGFiP en matière de surveillance et de relance des contribuables s'agissant des taxes foncières. À cet égard, il est rappelé que l'inexactitude ou l'omission des déclarations de changements fonciers sont actuellement sanctionnées par l'application d'amendes fiscales prévues à l'article 1729 C du CGI et la perte ou réduction d'exonération temporaire. Dans le cadre du transfert de la gestion des taxes d'urbanisme, la DGFiP a été dotée d'une compétence en matière de contrôle et de pénalisation des usagers défaillants. Ainsi, conformément à l'article 1635 *quater* P du CGI, la DGFiP peut, au vu des informations à sa disposition, engager une procédure de taxation d'office des taxes d'urbanisme dues et pénaliser tant le non-respect de l'obligation déclarative que les retards de paiement. De ce point de vue, le transfert des opérations de liquidation des taxes d'urbanisme à la DGFiP lui permet de mettre en oeuvre des procédures de contrôle et de rectification identiques à celles appliquées en matière de contributions directes (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés etc…). Une ré-ingénierie et une optimisation des modalités de liquidation des taxes sont mises en oeuvre dans le cadre du transfert à la DGFiP, qui s'accompagnent d'une dématérialisation du processus déclaratif, la création d'un référentiel des délibérations des collectivités locales et l'automatisation du calcul des taxes d'urbanisme. Tous ces éléments vont concourir à l'optimisation des délais de traitement. Toutefois, une modification de la séquence de trésorerie peut apparaître dans le cas des très grands projets, dont la construction s'étale sur plusieurs années. Pour ces derniers, près de 3 % des titres seraient émis avec un décalage supérieur à 12 mois en comparaison avec le système antérieur. Pour cette raison, dans le cas particulier des grands projets immobiliers, l'ordonnance n° 2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la DGFiP de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive crée un système de deux acomptes permettant de neutraliser les effets du décalage de l'exigibilité de la taxe. Pour les constructions

dont la surface est supérieure à 5 000 m², deux acomptes égaux à 50 % et 35 % des montants de la taxe prévisionnelle sont ainsi instaurés, dus respectivement 9 mois puis 18 mois après la validation de l'autorisation d'urbanisme. Des dysfonctionnements opérationnels ont effectivement pu être observés à l'occasion de la mise en oeuvre du transfert. L'instauration du processus déclaratif en mode dématérialisé a pu susciter des interrogations de la part des usagers et aboutir à des erreurs déclaratives qui ont freiné la liquidation des taxes. Afin d'éviter l'envoi de titres de paiement erronés aux usagers, la DGFiP a mis en oeuvre un système de vérification préalable des titres, freinant de fait la fluidité de leur envoi et les paiements associés. Ce dispositif de contrôle est toutefois à distinguer des clôtures automatiques évoquées, qui ne concernent que les autorisations d'urbanisme dépourvues d'effet fiscal. En effet, à l'instar de ce qui était observé avant le transfert, le droit de l'urbanisme prévoit des obligations administratives qui n'entraînent aucune conséquence d'un point de vue fiscal ; c'est le cas, à titre d'exemple, des ravalements de surface qui nécessitent une autorisation d'urbanisme mais n'entrent pas dans le champ d'application des taxes d'urbanisme. Les services de la DGFiP sont pleinement mobilisés pour stabiliser le parcours déclaratif, optimiser la gestion applicative et atteindre pleinement l'objectif de simplification des procédures de gestion de la taxe d'aménagement au profit des redevables comme des collectivités. Ces quelques dysfonctionnements n'ont toutefois pas tari le flux des taxes perçues par les collectivités locales, étant rappelé que seuls les montants de taxe effectivement encaissés par les services du ministère de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques (MTECP) comme de la DGFiP, leur sont reversés. Ainsi, à titre d'information, au titre de 2023, le MTECP et la DGFiP ont émis environ 600 000 titres pour un montant de taxe d'aménagement de près de 2,3 milliards d'euros. Les chiffres d'émission de titres en 2024 restent dans les mêmes tendances, étant entendu que la majorité des montants émis relèvent du stock d'autorisations d'urbanisme dont la demande a été déposée avant le 1er septembre 2022, qui reste sous gestion des services du MTECP. Par ailleurs, l'émission des acomptes de taxe d'aménagement pour les projets concourant à la création d'une superficie supérieure à 5 000 m² a débuté en octobre 2024 par les services de la DGFiP. Enfin, le transfert de la gestion des taxes d'urbanisme à la DGFiP n'a pas eu pour effet de modifier les compétences de police administrative des maires. En qualité d'officiers de police judiciaire, les maires restent titulaires de pouvoirs de police administrative les habilitant à dresser un procès-verbal d'infraction sur le territoire de leur commune en présence de constructions illégales sans autorisation d'urbanisme. En revanche, la DGFiP est juridiquement compétente et pleinement engagée pour tirer les conséquences de tels procès-verbaux et régulariser l'établissement de la taxe au profit de la collectivité locale.

Gestion des aides européennes

2700. – 26 décembre 2024. – **M. Aymeric Durox** expose à **M. le Premier ministre**, chargé de la planification écologique et énergétique que son prédécesseur annonçait, lors du Congrès des Maires de novembre 2024, sa volonté de simplifier l'action des communes. La gestion des aides européennes pourrait constituer un exemple pratique. En effet, il rappelle que le code de la commande publique a prévu, pour les marchés de faible importance (inférieurs à 40 000 euros, 100 000 euros pour l'instant pour les marchés de travaux), qu'il n'est pas nécessaire d'organiser une publicité et une mise en concurrence. L'acheteur public doit uniquement veiller à une bonne utilisation des deniers publics et ne pas recourir systématiquement au même prestataire si plusieurs prestataires peuvent offrir ledit service. Veiller à une bonne utilisation des deniers publics consiste comme toute personne diligente à ne pas surpayer la prestation. Et la méthode la plus logique pour s'en assurer est de demander des devis. Toutefois, le tribunal administratif de Strasbourg a jugé que lorsqu'un acheteur public demande des devis, il se soumet automatiquement à la procédure adaptée (MAPA) avec l'obligation de respecter toutes les dispositions du code de la commande publique applicables à la procédure adaptée (TA Strasbourg 16 mai 2024, n° 2108389). On peut aisément échapper à ces contraintes en remplaçant les devis par du "sourcing" : « Afin de préparer la passation d'un marché, l'acheteur peut effectuer des consultations ou réaliser des études de marché, solliciter des avis ou informer les opérateurs économiques de son projet et de ses exigences (art. R. 2111-1 du code de la commande publique). Mais si un projet est financé par des fonds européens, les contrôleurs européens (l'Autorité nationale d'audit des fonds européens) exigent trois devis au premier euro dépensé. Et si le contrôleur est obtus, ce qui n'est pas à exclure, le non-respect de la règle des trois devis peut entraîner la perte du bénéfice des fonds européens. Donc, un organisme chargé de contrôler l'utilisation des fonds européens impose le respect d'une règle non inscrite dans le code de la commande publique, pourtant lui aussi issu du droit européen. Monsieur le Sénateur demande donc les mesures envisageables pour sortir de cette technocratie tatillonne. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Réponse. – L'article L. 2122-1 du code de la commande publique permet à un acheteur de conclure un marché public sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à un seuil en-deçà duquel il serait disproportionné d'exiger de sa part la mise en oeuvre d'une procédure. Ainsi, l'acheteur peut, en application de l'article R. 2122-8 du code de la commande publique, passer un marché ayant pour objet l'achat de fournitures ou de services sans publicité ni mise en concurrence préalables dès lors que la valeur estimée du besoin auquel il répond est inférieure à 40 000 euros hors taxe (HT). Jusqu'au 31 décembre 2025, les marchés de travaux dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros HT peuvent également être conclus sans publicité ni mise en concurrence préalables, sur le fondement de l'article 6 du décret nº 2022-1683 modifié par le décret nº 2024-1217 du 28 décembre 2024 relatif au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence préalables pour les marchés de travaux. La faculté laissée aux acheteurs, dans ces hypothèses, de passer un marché de gré à gré est justifiée, ainsi que l'a admis le Conseil d'État dans son arrêt Pérez du 17 mars 2017 (CE, 17 mars 2017, Pérez, nº 403768, 403817), par la nécessité d'éviter que ne leur soit imposé, pour des marchés de faible montant, le recours à des procédures dont la mise en oeuvre ne serait pas indispensable pour assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics et qui pourraient même, en certains cas, dissuader les entreprises de présenter leur candidature. Lorsqu'il fait usage de cette faculté, l'acheteur doit *« veiller à choisir une offre pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre au besoin »*. Ces garanties, prévues notamment à l'article R. 2122-8 du code de la commande publique, sont la contrepartie de la souplesse qui lui est offerte. Pour respecter ce cadre, l'acheteur peut légalement solliciter plusieurs devis auprès de différents opérateurs économiques. En effet, la sollicitation de plusieurs devis permet précisément à l'acheteur de choisir l'offre la plus pertinente en faisant une bonne utilisation des deniers publics, sans que l'acheteur puisse être regardé comme se plaçant dans le cadre de la procédure adaptée. La cour administrative d'appel de Nantes a ainsi pu conclure que lorsqu'un maire « *a sollicité des devis, pour effectuer les travaux de voirie ayant fait l'objet du marché litigieux, de la part de trois entreprises, [...] toutefois, cette circonstance n'implique pas que la commune [...] ait entendu se placer dans le cadre d'une procédure adaptée impliquant une mise en concurrence* » et que « *la consultation de différents devis avait uniquement pour but [le] choix d'une offre pertinente, en faisant une bonne utilisation des deniers publics* » (CAA Nantes, 7 février 2025, nº 24NT00896). À cet égard, la portée du jugement du tribunal administratif de Strasbourg (TA Strasbourg, 16 mai 2024, Société Ingevo, nº 2108389) doit s'apprécier au regard des faits particuliers de l'espèce. En l'occurrence, alors qu'il n'y était pas tenu, l'acheteur a, ainsi qu'il ressort des documents de la consultation dont les termes sont cités par le tribunal dans son jugement, décidé de volontairement se soumettre aux règles de jugement des offres prévues par le code de la commande publique qu'il lui incombait donc nécessairement de respecter. En effet, l'acheteur qui entend se soumettre volontairement à une procédure ou un formalisme particulier doit l'appliquer dans son intégralité, le règlement de la consultation étant obligatoire dans toutes ses mentions (CE, 23 novembre 2005, Société Axialogic, nº 267494). Il est donc toujours possible pour un acheteur de solliciter trois devis dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, le cas échéant afin de respecter les règles d'octroi de fonds européens. Si toutefois l'acheteur se réfère à certaines modalités d'organisation de la procédure adaptée, alors qu'il n'y est pas tenu, il devra l'appliquer dans son intégralité.

Régime douanier appliqué aux colis postaux envoyés de Saint-Pierre-et-Miquelon et des territoires d'outre-mer vers l'hexagone

3007. – 30 janvier 2025. – **M. Jean-Marc Ruel** interroge **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** concernant le régime douanier appliqué aux colis postaux envoyés depuis les territoires d'outre-mer, dont Saint-Pierre-et-Miquelon, vers l'hexagone. En effet, alors que les territoires d'outre-mer font souvent partie du territoire douanier de l'Union européenne, ces envois d'une partie de France vers une autre sont toutefois considérés comme provenant de « pays non-Union européenne » ou « pays tiers ». Ils se voient dès lors appliquer des taxes douanières comprenant non seulement la valeur de l'envoi mais également les frais de transport ainsi que les frais d'assurance. Souvent vécue comme une discrimination dès lors qu'aucune taxation n'est appliquée aux envois postaux entre les autres parties du territoire national, même éloignés de la France hexagonale comme dans le cas de la Corse, cette pratique est source non seulement de surcoûts souvent imprévisibles qui nuisent à l'activité économique et sociale mais également des délais de traitement et une surcharge de travail administratif pour les services concernés qui sont difficilement justifiables. En conséquence, elle lui demande de bien vouloir indiquer les pistes envisageables au niveau national comme au niveau européen pour rectifier cette situation qui est perçue comme un dysfonctionnement, voire une discrimination, au préjudice de l'ensemble de la France outre-mer.

Réponse. – Les règles régissant, au regard de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et des accises, les échanges entre la métropole et les territoires ultramarins sont fixées par le code des douanes de l'Union (CDU), en cohérence avec les directives harmonisant la TVA et les accises au niveau de l'Union européenne (UE). Ces règles conduisent, outre les territoires des États non membres de l'UE, à distinguer trois catégories de territoires : - les territoires des États membres de l'UE qui sont exclus du territoire douanier de l'UE (TETD). Pour la France, il s'agit des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) régis par les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'UE (article 2, par. 1, tiret 10 du CDU) : Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon, Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Nouvelle Calédonie, Terres australes et antarctiques françaises, Île de Clipperton ; - les territoires fiscaux spéciaux (TFS) qui sont compris dans le territoire douanier de l'UE mais où la TVA et les accises ne sont pas régies par le cadre harmonisé au niveau de l'UE (article premier, point 35 du règlement 2015/2446). En France, ces territoires sont la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, La Réunion, Mayotte et Saint-Martin (article 6, par. 1, point *c* de la directive 2006/112 et article 4, par. 2, point *b* de la directive 2020/262). Les autorités compétentes de chaque État membre de l'UE (l'État pour les cinq premières collectivités et la collectivité de Saint-Martin dans le dernier cas) sont libres d'y appliquer ou non des impôts équivalents ou non à la TVA ou aux accises européennes. En France, la TVA et les accises sont généralement appliquées dans ces territoires mais avec des taux ou tarifs plus faibles que les niveaux métropolitains et les minima européens de taxation ; - les territoires qui sont compris dans le territoire douanier de l'UE et où la TVA et les accises sont régies par le cadre harmonisé. En France, il s'agit de la métropole. La TVA et l'accise sont des impôts sur la consommation finale qui sont prélevés au cours de la chaîne de distribution. Ainsi tout transfert de biens entre des territoires relevant de règles différentes, qu'il s'agisse de l'application de l'impôt ou du niveau du taux ou tarif appliqué, doit conduire à une correction, à la hausse ou à la baisse, de la taxe appliquée localement. Divers mécanismes (déduction, exonération, suspension, détaxe) sont ménagés afin d'éliminer l'impôt au territoire de départ des biens et d'assurer une taxation sur le territoire d'arrivée. Ces principes s'appliquent aux échanges entre États membres de l'UE et autres États, entre chaque État membre de l'UE et, au sein ces États, entre les territoires relevant du champ harmonisé et les territoires exclus du territoire douanier ou les territoires fiscaux spéciaux. Dans le cas de colis importés en métropole depuis l'étranger ou depuis une partie du territoire français ne relevant pas du champ harmonisé de la TVA ou des accises, il appartient aux autorités compétentes en matière fiscale dans le territoire de départ, d'éliminer l'éventuelle taxation sur la consommation des produits concernés qui serait appliquée localement. Ainsi, des mécanismes sont prévus en ce sens par l'État français en métropole, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte et à La Réunion. Une évolution du droit de l'UE permettant d'éviter une taxation des transferts depuis un territoire donné à destination de la métropole n'est envisageable que dans la mesure où les règles de TVA ou d'accise harmonisées au niveau européen soient étendues à ce territoire. Le Gouvernement n'y est pas favorable dans la mesure où cela impliquerait, pour les collectivités qui disposent de la compétence fiscale, une restriction de cette compétence et, pour les collectivités où l'État dispose de la compétence fiscale, un alignement sur les niveaux de taxation métropolitains.

Interrogation sur la niche fiscale des journalistes

3027. – 30 janvier 2025. – **M. Joshua Hochart** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur la niche fiscale dont bénéficient les journalistes, sous la forme d'un abattement forfaitaire spécifique sur leurs revenus, qui s'élève à 7 650 euros par an. Créée dans un contexte historique spécifique, cette mesure visait à compenser la précarité et les contraintes propres à la profession. Cependant, il indique qu'à l'heure actuelle, cette niche fiscale semble de plus en plus difficile à justifier. Dans un contexte budgétaire particulièrement tendu, où chaque économie est cruciale pour réduire le déficit public, le maintien de ce dispositif apparaît archaïque. Par ailleurs, cette niche crée une inégalité entre les professions, en octroyant un avantage fiscal spécifique à une catégorie de contribuables. Ainsi, il lui demande si le Gouvernement envisage de supprimer cette niche fiscale pour les journalistes, afin d'harmoniser les dispositifs fiscaux et de renforcer l'équité entre les professions. Dans le cas inverse, il lui demande s'il peut justifier ce dispositif, au regard des évolutions de la profession journalistique. M. Le ministre peut-il indiquer les économies potentielles qui seraient réalisées en cas de suppression de cette mesure, et comment elles pourraient être redéployées pour financer des politiques publiques prioritaires.

Réponse. – Conformément aux dispositions du 1° de l'article 81 du code général des impôts (CGI), les rémunérations perçues par les journalistes, rédacteurs, photographes, directeurs de journaux et critiques dramatiques et musicaux sont, à concurrence de 7 650 euros, représentatives d'allocations pour frais d'emploi (AFE) réputées utilisées conformément à leur objet et, à ce titre, exonérées d'impôt sur le revenu. Ce dispositif

particulier d'exonération instauré par l'article 22 de la loi de finances rectificative pour 1998 a remplacé la déduction forfaitaire supplémentaire de 30 % pour frais professionnels dont bénéficiaient les journalistes (et assimilés) depuis et en application d'un un arrêté de 1934. Il vise à prendre en compte, de manière forfaitaire, les spécificités inhérentes à l'activité des journalistes, lesquelles ne leur permettent pas de faire état de leurs frais professionnels réels et justifiés de manière compatible avec le principe de confidentialité qui résulte de la protection du secret des sources consacré à l'article 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse. Il s'agit donc d'un régime simplifié de prise en compte des frais professionnels adapté à la mission d'information du public des journalistes qui leur permet, comme pour l'ensemble des salariés, la déduction de tels frais. Cette exonération, qui représente un coût de l'ordre de 50 millions d'euros par an, s'applique à l'égard des journalistes pratiquant la déduction forfaitaire de 10 % pour frais professionnels. Elle n'est pas cumulable avec une option pour les frais réels, sauf si leur bénéficiaire ne déduit que les seuls frais professionnels non couverts par de telles AFE. Il est enfin rappelé que le législateur a, d'une part, choisi de retenir une exonération d'un montant fixe de 7 650 euros afin de ne pas favoriser les plus hauts salaires et, d'autre part, limité en loi de finances pour 2019, son application aux seuls journalistes dont le revenu brut annuel n'excède pas 93 510 euros.

Frais bancaires applicables lors des saisies sur compte par les huissiers

3112. – 6 février 2025. – **Mme Agnès Canayer** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur les frais bancaires applicables lors des saisies-attributions effectuées par les commissaires de justice. En effet, si les frais bancaires dus lors d'une saisie administrative à tiers détenteur sont plafonnés à 10 % du montant dû et à 100 euros par saisie, les frais bancaires dus à une saisie-attribution ne sont pas plafonnés. La procédure de saisie-attribution est une mesure nécessaire certes, mais contraignante pour les plus précaires, qui peuvent voir leur compte bancaire vidé en cas de dette. Chaque banque peut donc facturer des frais, selon sa propre plaquette tarifaire, à une personne en situation de saisie-attribution. Cette absence de plafond renforce la dépendance et l'affaiblissement des comptes personnels des citoyens en situation de saisie-attribution. À ce titre, il convient de remédier à ce vide législatif qui pénalise nos concitoyens en situation financière fragile. Aussi, elle souhaiterait connaître les mesures directives envisagées par le Gouvernement afin d'aligner le système de plafonnement des frais bancaires lors d'une saisie-attribution avec celui des frais bancaires lors d'une saisie administrative, dans un souci de cohérence financière, bancaire et sociale.

Réponse. – Une saisie administrative à tiers détenteur[1] (SATD) est utilisée lorsqu'une personne doit de l'argent à une administration (par exemple à l'État, à une commune, à un hôpital, etc.). Conformément au décret n° 2018-1118 du 10 décembre 2018 relatif aux frais bancaires perçus par les établissements de crédit à la suite d'une notification par un comptable public d'une saisie administrative à tiers détenteur, le montant maximum des frais bancaires afférents à une SATD perçus par la banque est fixé, toutes taxes comprises, à 100 euros. Ces frais ne peuvent dépasser 10 % du montant dû. La saisie attribution est quant à elle utilisée lorsqu'une personne doit de l'argent à une autre personne ou à une entreprise etc. Pour qu'une saisie attribution soit pratiquée, le créancier doit avoir obtenu une décision de justice qui reconnait la dette qui a été contractée. Contrairement à la SATD, les frais bancaires prélevés lors d'une saisie-attribution ne sont pas plafonnés. Dans ce cas, il s'agit d'une relation entre acteurs privés régulés par l'autorité judiciaire alors que dans le cadre de la SATD, la personne privée est dans une relation de créancier-débiteur avec une entité publique. Pour rappel, les conditions tarifaires applicables aux services offerts par les établissements de crédits et de paiements sont librement fixées par ces derniers en fonction de leur stratégie commerciale, conformément au principe de libre détermination des prix fixé par l'article L. 410-1 du code de commerce. La réglementation en vigueur impose cependant aux banques la transparence concernant les tarifs des services bancaires qu'ils appliquent, afin de permettre aux clients de comparer les offres des banques et de choisir la banque qui répond le mieux à leurs attentes. Il n'est pas prévu de modifier ou de plafonner les frais bancaires prélevés lors d'une saisie-attribution. [1] La SATD est une appellation unique qui regroupe plusieurs saisies depuis le 1er janvier 2019 : avis à tiers détenteur, saisie à tiers détenteur, opposition administrative et opposition à tiers détenteur.

Suivi des discussions et actions de la France pour établir une convention fiscale avec l'Uruguay

3134. – 6 février 2025. – **M. Yan Chantrel** interroge **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur l'état des discussions et des actions entreprises par la France afin d'établir une convention fiscale avec l'Uruguay. L'absence de convention fiscale entre la France et l'Uruguay crée une situation de double imposition pour nos compatriotes et les entreprises françaises installées en Uruguay. Dans une réponse formulée le 23 novembre 2023 à la sénatrice Hélène Conway, le ministre de l'économie, des finances

et de la souveraineté industrielle et numérique indiquait avoir établi des premiers contacts en 2023 avec les autorités uruguayennes afin d'engager des discussions pour établir une convention fiscale entre nos deux pays. Il lui demande donc l'état d'avancement des discussions et des actions avec les autorités uruguayennes afin de mettre fin à cette injustice fiscale qui frappe nos ressortissants.

Réponse. – Au vu des liens économiques, politiques et culturels étroits qui lient la France et l'Uruguay, la conclusion d'une convention fiscale en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscale avec l'Uruguay figure parmi les objectifs français en matière de négociation conventionnelle. Un premier tour de négociation s'est ainsi tenu en 2023 entre les autorités françaises et uruguayennes à Montevideo. La tenue d'élections générales en Uruguay à l'automne n'a pas permis la poursuite des échanges en 2024. La partie uruguayenne a été invitée à Paris afin de poursuivre cette négociation importante et l'administration française attend sa réponse. Il est néanmoins rappelé que le processus de négociation d'une convention fiscale s'inscrit dans la durée et nécessite des échanges nombreux et approfondis en vue de parvenir à un accord équilibré satisfaisant les intérêts des deux parties.

Impact de la loi régulant les meublés de tourisme sur les chambres d'hôtes

3232. – 13 février 2025. – **M. Éric Gold** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur les implications de la loi n° 2024-1039 du 19 novembre 2024 visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale, dite loi Le Meur, sur les chambres d'hôtes. Le texte comporte un volet fiscal qui réforme le régime micro BIC (bénéfices industriels et commerciaux) des meublés de tourisme, mais qui modifie aussi celui applicable aux chambres d'hôtes en l'alignant sur celui des meublés de tourisme classés. L'abattement fiscal applicable aux chambres d'hôtes est ainsi réduit de 71 % à 50 % du chiffre d'affaires et le plafond abaissé de 188 700 euros à 77 700 euros de chiffre d'affaires annuel. Cette réforme fragilise le secteur des chambres d'hôtes qui, précisément, ne sont pas des meublés de tourisme, les deux activités étant très différentes sur les plans juridique, fiscal, commercial et logistique. En effet, l'accueil en chambre d'hôte ne nuit pas à l'offre de logement puisqu'il s'agit d'un accueil chez l'habitant. Or, en augmentant considérablement les cotisations sociales des chambres d'hôtes, la loi menace leur viabilité économique alors même que cette alternative à l'hôtel, plus chaleureuse et authentique, connaît un grand succès. Dans les territoires ruraux ou de montagne notamment, ces hébergements sont pleinement intégrés dans la vie socio-économique, où ils sont des vecteurs de lien social et participent à la promotion du patrimoine et de l'artisanat local. Il lui demande donc si le Gouvernement envisage de clarifier sa position à l'égard de la fiscalité des chambres d'hôtes, afin que celles-ci ne soient pas les victimes collatérales de la loi Le Meur.

Fiscalité des chambres d'hôtes

3328. – 13 février 2025. – **Mme Vivette Lopez** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du tourisme** sur la loi n° 2024-1039 du 19 novembre 2024 visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale (loi Le Meur) qui encadre la location des meublés de tourisme et ses conséquences sur les chambres d'hôtes. Promulguée le 19 novembre 2024, cette loi vise en effet à encadrer la location des meublés de tourisme pour en limiter le nombre. Plusieurs dispositions tendent ainsi à imposer un alignement fiscal des chambres d'hôtes avec les meublés classés, réduisant notamment l'abattement fiscal de 71% à 50% et augmentant considérablement les cotisations sociales. Ces effets de la loi Le Meur sur les chambres d'hôtes menacent directement leur viabilité et inquiètent fortement leurs propriétaires. L'activité des chambres d'hôte se distingue pourtant nettement des logements Airbnb en milieu urbain ou en zone tendue, souvent axés sur la spéculation. Comme leur y oblige la loi, les propriétaires de chambres d'hôte habitent en effet sur place à titre de résidence principale. Par ailleurs cette activité, souvent liée à une reconversion professionnelle, contribuent de façon significative à l'économie locale par la promotion des produits régionaux et lieux culturels. Elle lui demande ainsi les mesures que le Gouvernement entend prendre pour préserver la viabilité économique de l'activité de location de chambres d'hôtes, très spécifique et essentielle à la valorisation les territoires ruraux. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Réponse. – L'article 7 de la loi n° 2024-1039 du 19 novembre 2024 visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme à l'échelle locale, modifie les modalités d'application du régime micro-BIC, prévu à l'article 50-0 du code général des impôts (CGI), pour l'activité de location de logements meublés. Pour les locations meublées de tourisme non classées, les dispositions nouvelles codifiées au 1° *bis* abaissent à 15 000 euros le seuil de

chiffre d'affaires pour bénéficier de ce régime et ramènent l'abattement représentatif de charges à 30 %. Ces dispositions, destinées à réduire l'écart entre les régimes fiscaux applicables à la location meublée touristique et à la location nue notamment de résidences principales, sont applicables aux revenus perçus à compter de l'année 2025. En revanche, les propriétaires de chambres d'hôtes bénéficient du régime micro-BIC dans la limite de 77 700 euros de chiffre d'affaires, avec un abattement de 50 %. À cet égard, un seuil de 77 700 euros de chiffre d'affaires a paru au législateur suffisamment élevé pour englober les petits propriétaires de chambres d'hôtes et de meublés classés recherchant un revenu d'appoint et qui font l'objet de vos préoccupations. Par ailleurs, les propriétaires qui estiment que le taux d'abattement forfaitaire en régime micro-BIC est insuffisant, peuvent opter pour le régime réel d'imposition qui permet de déduire les frais et charges pour leur montant réel, si ceux-ci sont supérieurs. En revanche, il est rappelé que le régime micro-BIC est un régime d'imposition et de déclaration simplifié. Il n'a pas vocation à constituer une niche fiscale en faveur de certains propriétaires en leur conférant une déduction sur leurs revenus locatifs sans lien avec les frais supportés. Dans ces conditions, le Gouvernement n'a pas l'intention de modifier ces dispositions qui s'appliquent de plein droit à compter du 1er janvier 2025 et résultent d'un *consensus* parlementaire.

Difficultés rencontrées par des associations françaises de soutien au peuple palestinien pour effectuer des virements bancaires à destination des territoires palestiniens

3255. – 13 février 2025. – **Mme Raymonde Poncet Monge** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** à propos des difficultés multiples rencontrées par des associations françaises de soutien au peuple palestinien pour effectuer des virements bancaires à destination des territoires palestiniens. Depuis le 7 octobre 2023, plusieurs associations de soutien aux Palestiniens ne peuvent plus effectuer de virement à leurs partenaires dans le territoire palestinien occupé. En cause, des banques invoquant leur obligation de vérifier la destination des fonds. Dans un article de presse, il est possible de prendre connaissance d'exemples détaillés à ce sujet. Ainsi, une association basée à Grenoble a rencontré des difficultés pour effectuer des virements vers les banques de ses partenaires en Cisjordanie, via son compte à la Banque postale qui a notifié des refus d'effectuer des payements de façon répétée. Le 31 octobre 2024, un groupe du Nord a reçu un refus ainsi motivé : « Vous avez fait une demande de virement vers la Palestine. Je vous informe que la Palestine ne fait plus partie de l'offre de la Banque postale ». La présidente de l'Association France Palestine Solidarité Calvados (AFPS 14), a également rapporté dans cet article de presse les difficultés qu'elle a rencontrées avec leur agence de la Caisse d'épargne en Normandie, qui interdit désormais tout virement, et cela sans explications. Dans l'immense majorité des exemples cités, il s'agit d'associations déclarées officiellement (en France et en Palestine) et les transferts de fonds concernent des projets spécifiques et justifiés financièrement via des rapports d'activités et ils sont régulés par des conventions de partenariat. Il y a, par ailleurs, de nombreux exemples de virements effectués par des associations de soutien aux Palestiniens sans la moindre difficulté, ce qui témoignage d'une absence de consigne claire au niveau des banques et au niveau étatique. La Cour de cassation, saisie d'un pourvoi, a rendu une décision le 14 février 2024 dans laquelle elle nous éclaire sur le régime applicable lorsqu'est en cause un virement réalisé dans une devise monétaire autre que l'euro : « À réception d'un ordre de virement, le banquier (…) est tenu de s'assurer que celui-ci émane bien du titulaire du compte à débiter ou de son représentant et ne présente aucune anomalie apparente, formelle ou intellectuelle, il doit vérifier que l'opération n'est pas manifestement irrégulière ou inhabituelle dans la pratique commerciale de son client ». Ainsi, la Cour de cassation énonce les différentes obligations du banquier vis-à-vis de son client lors de la réception d'un ordre de virement d'un de ses clients. Le banquier doit s'assurer que le virement émane bien du titulaire du compte à débiter ou de son représentant et que le virement ne présente aucune anomalie apparente, formelle ou intellectuelle, et que l'opération n'est pas manifestement irrégulière ou inhabituelle dans la pratique commerciale de son client. Par ailleurs, les banques sont également tenues au respect de règles relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ainsi, les établissements bancaires auraient renforcé leur évaluation du risque représenté par des virements internationaux à destination d'artisans palestiniens, ce qui peut expliquer le plafonnement de certaines opérations, voire leur suspension temporaire. Pourtant, selon les propos du gouverneur de la banque de France rapportés dans l'article de presse, « lorsque (et seulement lorsque) des éléments de risques sont identifiés par les établissements ». Par conséquent, elle souhaiterait lui demander quel est le positionnement du Gouvernement concernant les difficultés de virements que rencontres des associations françaises qui semblent ne pas relever des procédures normales prévues par les banques.

Réponse. – Le virement permet, sur la base d'une instruction donnée à un prestataire de services de paiement, de débiter un compte pour créditer celui d'un bénéficiaire. Dans le cas d'un virement international, les fonds sont

envoyés en dehors de la zone SEPA et, dans la plupart des cas les virements internationaux sont effectués dans une devise étrangère (ex : dollar, yen, …). Dans certaines situations, le virement peut transiter par une banque correspondante (qui peut aussi être appelée intermédiaire) : le transfert de fonds transite alors par une autre banque que celle du donneur d'ordre. Il convient de préciser que, conformément à l'article L. 561-4-1 du code monétaire et financier, les organismes financiers sont tenus d'identifier, d'évaluer et de classer les risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme auxquels ils sont exposés en fonction, entre autres, des caractéristiques de leurs clients, ainsi que de mettre en place une politique adaptée à ces risques. Dès lors, en vertu de l'article L. 561-10-1 du code monétaire et financier, lorsqu'ils jugent que le risque de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme présenté par une relation d'affaires, un produit ou une opération est élevé, les organismes financiers doivent mettre en place des mesures de vigilance dites renforcées à leur endroit. Cette approche par les risques, sur laquelle repose le dispositif de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme en France et dans l'ensemble des pays se conformant aux recommandations du groupe d'action financière (GAFI), peut donc conduire certaines banques à prévoir dans leurs politiques et procédures internes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT) que l'entrée en relation d'affaires avec certaines catégories de clients est subordonnée, par exemple, à la délivrance d'informations ou de pièces justificatives supplémentaires. La politique nationale de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ne prescrit cependant pas le rejet de toute opération à destination d'une géographie évaluée comme à risque. Il revient à l'autorité de supervision compétente en matière de LCB-FT, en l'occurrence l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) pour ce qui est des banques, d'évaluer à la fois le degré de connaissance et de maîtrise par l'établissement contrôlé des risques auxquels il est exposé, mais aussi l'adéquation des mesures prises pour atténuer ces risques. Si les associations concernées s'estiment victimes de pratiques non-conformes à la réglementation bancaire ou de discrimination, elles ont la possibilité de mobiliser plusieurs voies de droit. Elles peuvent notamment adresser un signalement au service de la protection de la clientèle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR/ 4 Pl. de Budapest CS 92459, 75436 Paris / 01 49 95 40 00) qui contrôle la conformité des pratiques commerciales des établissements de crédit et sanctionne leurs manquements le cas échéant. En cas de soupçon de discrimination, il leur sera possible de saisir le Défenseur des droits de la République Française (https://www.defenseurdesdroits.fr) et si nécessaire d'effectuer un signalement. La jurisprudence a développé à ce sujet une acception large des faits relevant des pratiques discriminatoires. Cette interprétation, alliée aux aménagements de la charge de la preuve tels qu'ils résultent de la loi, sont protecteurs pour les victimes, qui demeurent libres d'ester en justice contre leur établissement bancaire si elles estiment que le refus d'ouverture de compte est constitutif d'une pratique discriminatoire. Par ailleurs, il convient de rappeler la mise à disposition d'un guide pratique sur l'accès aux services financiers des organismes à but non lucratifs qui exercent des activités de solidarité internationale.

Responsabilité des maires

3284. – 13 février 2025. – **Mme Christine Herzog** interroge **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur la responsabilité indirecte du maire. Elle souhaite savoir si la responsabilité du maire peut être engagée pour le défaut d'assurance du prestataire de service que la commune a mandaté. Lorsqu'un accident dû au prestataire arrive, elle lui demande si la victime peut se retourner contre le maire pour sa négligence dans la vérification de la garantie assurantielle du prestataire. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Responsabilité des maires

4486. – 1er mai 2025. – **Mme Christine Herzog** rappelle à **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** les termes de sa question n° 03284 sous le titre « Responsabilité des maires », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – En cas de dommage causé à un tiers, la responsabilité civile du maire ne peut être engagée qu'en cas de faute personnelle détachable de l'exercice de ses fonctions (Conseil d'État, 5 mai 1971, n° 79494). Ainsi, lorsque le maire commet une faute de service dans l'exercice de ses fonctions, avec les moyens de la commune et en dehors de tout intérêt personnel, seule la commune peut être mise en cause. Sur le plan pénal, le maire ne peut voir sa responsabilité engagée pour des faits non intentionnels commis dans l'exercice de ses fonctions « que s'il est établi qu'il n'a pas accompli les diligences normales compte tenu de ses compétences, du pouvoir et des moyens dont il disposait ainsi que des difficultés propres aux missions que la loi lui confie », en application de l'article L. 2123-34 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Il en résulte que dans le cas d'un dommage causé par un

prestataire de la commune et hormis dans les cas précités, c'est avant tout la responsabilité de la commune qui est susceptible d'être recherchée. C'est en effet au nom de celle-ci que le maire est chargé de la souscription des marchés (article L. 2122-21 du CGCT), et qu'il peut se voir déléguer la prise de décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget (article L. 2122-22 du CGCT).

Conséquences du rapport de la Cour des comptes sur les services à la personne

3319. – 13 février 2025. – **M. Christian Klinger** interroge **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur les conclusions du rapport de la Cour des comptes qui a été rendu public le 27 mars 2024. Ce rapport sur les services à la personne souligne le coût élevé du crédit d'impôt pour l'emploi à domicile. Toujours selon la Cour des comptes, ce dispositif favoriserait les ménages aisés pour des « activités de confort ». Ces services englobent 26 secteurs variés, couvrant des besoins sociaux fondamentaux ainsi que des services pour la vie quotidienne. La diminution du soutien de l'État déstabiliserait un secteur, pourtant essentiel à la société. Avec plus de 1,2 million de travailleurs, les services à domicile sont une solution pratique pour répondre aux besoins quotidiens des Français chez eux. Ils allègent le quotidien des familles cherchant à déléguer certaines tâches ménagères ou à faire garder leurs enfants, tout en offrant une assistance aux personnes en situation de dépendance pour les activités de la vie quotidienne. Par ailleurs, ces avantages fiscaux ont eu un effet bénéfique important quant à la baisse des emplois non déclarés. Aussi, il lui demande de bien vouloir clarifier la position du Gouvernement en matière du soutien de l'État aux services à la personne.

Réponse. – Aux termes de l'article 199 *sexdecies* du code général des impôts, les sommes versées par un contribuable domicilié en France au titre de l'emploi direct d'un salarié ou du recours à une association, une entreprise ou un organisme agréés pour les services à la personne définis aux articles L. 7231-1 et D. 7231-1 du code du travail et rendus à la résidence du contribuable, ouvrent droit, sous certaines limites et conditions, à un crédit d'impôt sur le revenu. Ce dispositif, qui vise notamment à favoriser l'emploi dans le secteur des services à la personne et à lutter contre le travail dissimulé, représente la première dépense fiscale en montant à l'impôt sur le revenu (6,1 Mds euros en 2023) et la seconde, tous impôts confondus. Son champ et ses modalités d'application n'ont pas fait l'objet de récentes modifications qui auraient eu pour objet de tenir compte de l'analyse de la Cour des comptes.

Inquiétudes relayées par les PME et micro-entreprises relatives à la mise en place de la facturation électronique obligatoire

3344. – 20 février 2025. – **M. Arnaud Bazin** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire** sur les inquiétudes relayées par les petites ou moyennes entreprises (PME) et micro-entreprises relatives à la mise en place de la facturation électronique obligatoire qui se mettra en place progressivement à partir de septembre 2026. Si l'objectif est de lutter contre la fraude en automatisant l'envoi des données aux services fiscaux, la difficulté vient du fait que le principe d'un transit via un portail public et donc gratuit a été abandonné au profit d'une multitude d'opérateurs privés et par ricochet de facturations supplémentaires. Les petites entreprises ayant encore souvent recours aux « factures papier », il lui demande quelles mesures elle entend proposer, afin que la « simplification » ne tourne pas au casse-tête pour elles. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Réponse. – Le dispositif de facturation électronique tel que prévu à l'article 26 de la loi de finances rectificative pour 2022 et à l'article 91 de la loi de finances pour 2024 s'appuyait à la fois sur un portail public de facturation (PPF) gratuit mais offrant un service minimum, et des opérateurs privés, les plateformes de dématérialisation partenaire (PDP). Le 15 octobre 2024, l'État, tout en réaffirmant le caractère majeur du projet de facturation électronique, a fait le choix de ne pas construire de PPF. Les entreprises devront donc choisir parmi des PDP immatriculées par l'État pour échanger leurs factures de manière sécurisée et remonter les données à l'administration fiscale. À ce jour, plus de 80 PDP ont obtenu une immatriculation sous réserve de tests techniques de raccordement. La diversité de modèles technologiques et commerciaux proposés par les opérateurs de dématérialisation est de nature à répondre aux besoins exprimés par les entreprises durant les phases de concertation et à les sécuriser. Dans ce contexte, et alors que les développements nécessaires à la construction du PPF, financièrement peu soutenables dans un contexte budgétaire particulièrement contraint, pouvaient mettre en risque le calendrier, l'État a choisi de simplifier le dispositif d'ensemble afin de garantir un déploiement en 2026. Aussi, a-t-il souhaité concentrer son

action sur la création d'un cadre commun pour tous les acteurs du projet, en assurant la tenue de l'annuaire des destinataires de factures, indispensable à l'interopérabilité entre plateformes, en garantissant des normes d'échange partagées et en pérennisant son rôle de concentrateur des données en provenance des différentes plateformes. Par ailleurs, l'État a financé la réactivation de la Commission de normalisation de facturation électronique administrée par l'AFNOR et qui réunit les acteurs principaux de l'éco-système Facturation électronique (PDP, opérateurs, entreprises et fédérations, professionnels de la dématérialisation, administration). Les travaux au sein de cette commission ont notamment pour objectif de normer les relations entre plateformes. Au sein de cette commission, les entreprises et les fédérations professionnelles pourront exposer leurs contraintes techniques et exprimer leurs besoins auprès des opérateurs et des PDP. Les objectifs fondamentaux du projet et son ambition ne sont pas modifiés : - Pour les entreprises : réduction des coûts de gestion et des délais de paiement, simplification des échanges, apaisement de la relation client-fournisseur ; - Pour l'administration : meilleure compréhension des réalités économiques en vue d'ajuster plus finement les politiques publiques, amélioration des relations avec les entreprises, amélioration de la lutte contre la fraude à la TVA.

Difficultés rencontrées par les propriétaires de locations touristiques concernant la taxe d'habitation sur les résidences secondaires

3345. – 20 février 2025. – **Mme Anne Ventalon** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur les difficultés rencontrées par les propriétaires de locations touristiques concernant la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS). En effet, seuls les propriétaires pouvant justifier d'une délégation exclusive de la gestion de leurs biens, sans aucune réserve de jouissance personnelle, peuvent bénéficier d'une exonération de cette taxe. Cette disposition pénalise ainsi les propriétaires qui gèrent directement leurs locations sans en faire un usage personnel. De plus, le code général des impôts précise que les locaux soumis à la cotisation foncière des entreprises (CFE) et ne faisant pas partie de l'habitation personnelle des contribuables ne sont pas imposables à la THRS. Cependant, de nombreux propriétaires rencontrent des difficultés à faire appliquer cette règle, en raison d'interprétations divergentes de l'administration fiscale. Bien que les services fiscaux rappellent que, dans les zones de revitalisation rurale (ZRR), les conseils municipaux peuvent voter une exonération pour les meublés de tourisme, cette responsabilité transférée aux élus locaux peut les mettre en difficulté, notamment lorsqu'ils sollicitent des moyens supplémentaires de l'État. Elle lui demande donc quelles mesures il envisage de prendre pour ajuster les dispositions actuelles de la THRS afin de ne pas pénaliser les propriétaires de bonne foi qui gèrent directement leurs locations touristiques sans en faire un usage personnel. Elle lui demande également de clarifier l'application des exonérations prévues par la législation.

Double imposition appliquée aux propriétaires de logements exerçant une activité de loueur en meublé

4044. – 3 avril 2025. – **M. Franck Menonville** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur l'interprétation de la fiscalité applicable aux logements classés en meublé de tourisme. Il apparaît que l'administration fiscale appelle dans certains départements au recouvrement de la taxe d'habitation et de la contribution foncière des entreprises, pour des propriétaires proposant une partie de leur résidence en location meublée. Si l'assujettissement à la taxe d'habitation, s'entend dans la mesure où les propriétaires ont toute latitude, de disposer du bien lorsqu'il n'est pas loué ; il subsiste des interprétations contraires concernant la contribution foncière des entreprises. Lorsqu'il s'agit de locaux meublés qui ne constituent pas la résidence personnelle du loueur, ces biens sont assujettis uniquement à la contribution foncière des entreprises. Lorsqu'il s'agit de locaux meublés qui sont l'habitation personnelle, principale ou secondaire du loueur, ces biens sont soumis à la contribution foncière des entreprises et à la taxe d'habitation, au regard de la jurisprudence conformément à l'arrêt n° 72338 rendu par le Conseil d'État le 21 février 1991. Or, l'article 1459 du code général des impôts précise que sont exonérés de la contribution foncière des entreprises les personnes qui louent en meublé des locaux classés compris dans leur habitation personnelle, sauf délibération contraire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre. Dès lors, une difficulté d'interprétation concernant la typologie d'habitation personnelle ou principale subsiste. Le bien loué ayant dans la plupart des cas la même adresse que l'habitation principale. Cette double imposition s'avèrerait préjudiciable pour les propriétaires de meublés de tourisme, qui feraient face à des charges suffisamment écrasantes pour les faire renoncer à cette activité locative. Cette situation aurait ainsi pour conséquence de diminuer la fréquentation touristique dans les milieux ruraux dépourvus des solutions d'hébergements hôteliers, tout en limitant la

restauration du patrimoine bâti des villages. Au regard de ces éléments, il souhaiterait savoir si le Gouvernement entend clarifier l'interprétation des dispositions fiscales afin que les propriétaires de logements classés en meublé de tourisme soient assujettis à l'une ou l'autre des impositions mentionnées mais pas sur les deux.

Réponse. – La taxe d'habitation sur les résidence secondaires (THRS) est établie au nom des personnes qui ont, à quelque titre que ce soit, la disposition ou la jouissance des locaux imposables (code général des impôts - CGI, articles 1407 et 1408). Elle est due pour tous les locaux meublés conformément à leur destination d'habitation autre qu'à titre principal, y compris lorsqu'ils sont imposables à la cotisation foncière des entreprises (CFE). En revanche, les locaux faisant l'objet d'un usage exclusivement professionnel ne sont pas soumis à la THRS (CGI, article 1407). Dans ce cadre, et conformément à la jurisprudence du Conseil d'État (CE, 15 juin 2023, n° 468195), lorsqu'au cours de l'année, des locaux sont mis en location pour de courtes durées et pour des périodes qu'il est loisible au propriétaire d'accepter ou de refuser, ce dernier est regardé, au 1er janvier de l'année d'imposition, comme entendant en conserver la jouissance ou la disposition. Ainsi, l'activité de location saisonnière *via* des plateformes en ligne entraine l'imposition à la THRS des logements concernés. Par ailleurs, l'activité de location de locaux d'habitation meublés qu'elle soit réalisée *via* des plateformes en ligne ou non est, par nature, constitutive de l'exercice habituel d'une activité professionnelle. Ainsi, conformément à l'article 1447 du CGI, les personnes qui exercent l'activité de location de meublés de tourisme sont imposables à la CFE. Il résulte des dispositions susmentionnées qu'un logement meublé, loué et qui ne constitue pas la résidence principale du contribuable est imposable à la fois à la CFE et à la THRS. Néanmoins, cette imposition double peut être supprimée ou atténuée dans certains cas. À ce titre, sauf délibération contraire de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) doté d'une fiscalité propre (CGI, article 1459, 3°), les personnes qui louent en meublé des locaux, classés ou non, sont exonérées de CFE, lorsque ces locaux sont compris dans leur habitation personnelle (principale ou secondaire). Ainsi, l'assujettissement à la CFE résulte d'une libre décision des collectivités locales concernées. En outre, les conséquences de l'imposition à la CFE des loueurs en meublé non exonérés sont le plus souvent atténuées, d'une part, par l'établissement, en général, d'une cotisation minimum, prévue à l'article 1647 D du CGI et proportionnée aux capacités contributives des redevables, et d'autre part, par une exonération de cette cotisation minimum pour ceux réalisant un montant de chiffre d'affaires ou de recettes qui n'excède pas 5 000 euros. Par ailleurs, dans les zones France ruralités revitalisation (FRR), entrées en vigueur le 1er juillet 2024, les communes et EPCI peuvent également, conformément à l'article 1466 G du CGI, exonérer de la CFE les activités qui se créent sur leur territoire, dont les activités de location de meublés de tourisme. Enfin, dans les FRR, les communes peuvent, sur délibération (CGI, article 1414 *bis*), exonérer de THRS les meublés de tourisme classés dans les conditions prévues à l'article L. 324-1 du code du tourisme et les chambres d'hôtes au sens de l'article L. 324-3 du même code. Cette exonération n'est accordée qu'à raison de la superficie affectée aux locaux classés meublés de tourisme ou à la chambre d'hôtes, et non pour l'ensemble de la propriété bâtie. Les locaux dont l'utilisation est commune à l'occupant en titre et à l'activité touristique - notamment les pièces et accès partagés dans une chambre d'hôte - ne sont pas exonérés. En l'état du droit, les dispositifs en place répondent ainsi aux préoccupations exprimées.

Application de seuils quant à l'anonymat des concours de maîtrise d'oeuvre

3448. – 27 février 2025. – **M. Max Brisson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** à propos des règles de passation des marchés de maîtrise d'oeuvre en dessous des seuils européens. Il expose qu'en dessous des seuils européens, les marchés publics de maîtrise d'oeuvre peuvent être passés en procédure adaptée sans recourir à la technique du concours. Dans cette hypothèse, l'acheteur peut cependant faire le choix de demander aux candidats la production d'un plan ou projet (remise d'une prestation niveau esquisse). Aussi, il souhaite avoir confirmation que le fait pour l'acheteur d'exiger la production d'une esquisse en procédure adaptée n'impose que le paiement d'une prime et n'implique pas la passation du marché de maîtrise d'oeuvre selon les règles de la technique d'achat du concours dans son intégralité (et notamment avis de concours, jury et anonymat).

Réponse. – L'article R. 2151-15 du code de la commande publique prévoit que « dans les documents de la consultation, l'acheteur peut exiger que les offres soient accompagnées d'échantillons, de maquettes ou de prototypes ainsi que de tout document permettant d'apprécier l'offre. Lorsque ces demandes impliquent un investissement significatif pour les soumissionnaires, elles donnent lieu au versement d'une prime. Le montant de la prime est indiqué dans les documents de la consultation. Ce montant est déduit de la rémunération du titulaire du marché ». S'agissant spécifiquement des marchés de maîtrise d'oeuvre, lorsque l'acheteur n'organise pas de

concours, l'article R. 2172-5 prévoit le principe de versement d'une prime aux opérateurs économiques s'il exige la remise de prestations dans les documents de la consultation. Le Conseil d'État a rappelé, dans le cadre d'un contentieux relatif à un marché de maîtrise d'oeuvre passé selon une procédure adaptée, le caractère obligatoire de l'indication des modalités d'allocation de la prime dans l'avis d'appel à concurrence (CE, 17 mai 2017, Communauté de communes de Petite Camargue, n° 396034). Ainsi, le fait pour l'acheteur d'exiger la production d'un plan ou d'une esquisse n'a pas pour effet de lui imposer l'organisation d'un concours, car il s'agit seulement d'une modalité de présentation des offres qui peut être prévue quelle que soit la procédure mise en oeuvre.

Publication sur le profil acheteur, information directe des opérateurs économiques

3449. – 27 février 2025. – **M. Max Brisson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** à propos de la possibilité pour un acheteur public d'informer directement des opérateurs économiques du lancement d'une consultation qui fait l'objet d'une publication. En effet, conformément aux dispositions de l'article L. 2131-1 du code de la commande publique, « afin de susciter la plus large concurrence, les acheteurs procèdent à une publicité préalable à l'attribution du marché […] en fonction de l'objet du marché, de la valeur estimée hors taxe du besoin ou de l'acheteur concerné ». Au-dessus de seuils définis par voie réglementaire, l'obligation de publicité implique une publication d'un avis de marché dans un journal d'annonces légales ou au bulletin officiel des annonces marchés publics ou au *journal officiel* de l'Union européenne. Néanmoins, malgré la publication du marché sur les supports précités, nombre d'acheteurs et notamment de collectivités locales constatent la défaillance des opérateurs économiques à se saisir des consultations, notamment en milieu rural ou dans certains domaines, tels que la restauration scolaire ou les contrats d'assurance. Aussi, certains acheteurs informent directement des opérateurs de leur connaissance du lancement de leurs consultations, en espérant bénéficier d'une meilleure concurrence et d'offres satisfaisantes. Il semblerait qu'aucun texte ni aucune jurisprudence ne censure ce type d'information directe, sous réserve que la publicité du marché ait été faite régulièrement et que cette information ne donne aucune information supplémentaire aux opérateurs économiques destinataires de ces communications. Par conséquent, il souhaite avoir confirmation qu'une telle pratique est légale.

Réponse. – Ni les textes ni la jurisprudence n'ont fixé d'interdiction de procéder à une information directe des opérateurs économiques, sous réserve de ne pas leur fournir des éléments d'information susceptibles de les avantager par rapport à leurs concurrents ni de mettre en place des circuits parallèles d'échanges de questions/réponses. A cet égard, il convient de noter que le code de la commande publique contient des dispositions spécifiques lorsque les contacts sont pris en amont du lancement de la procédure. L'article R. 2111-1 du code de la commande publique consacre la pratique du sourçage. Il est inévitable à cette occasion que les opérateurs économiques qui y participent soient alertés de l'intention de l'acheteur de mettre en place une procédure en vue de procéder à une acquisition. La réglementation impose à l'acheteur de prendre, à cette occasion, des mesures appropriées afin que les consultations ou études de marché réalisées ne conduisent pas à une rupture d'égalité de traitement des candidats (article R. 2111-2 du code de la commande publique). Il doit aussi veiller à ne pas diffuser dans les documents de la consultation des informations recueillies à cette occasion et dont la divulgation violerait le secret des affaires (article L.2132-1 du code de la commande publique). Pour les marchés qui répondent à un besoin dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils européens, le pouvoir adjudicateur doit alors décrire, dans le rapport de présentation de la procédure, les mesures appropriées qu'il a prise pour s'assurer que la concurrence n'a pas été faussée par les études ou échanges préalables avec les opérateurs économiques ou leur participation dans la préparation du marché (5° de l'article R. 2184-3). L'entité adjudicatrice, dans les mêmes cas, est tenue de conserver les informations sur ces mesures (4° de l'article R. 2184-8). Afin de ne pas avantager les opérateurs économiques qui participent à ce sourçage ou à la préparation de la procédure, il convient de ne pas les informer, à ce stade, de la date ou du support de publication de l'avis d'appel à la concurrence ou du lancement de la consultation. En revanche, une fois l'avis d'appel à la concurrence publié, dans la mesure où cette publication n'est pas susceptible d'échapper à un opérateur économique diligent, rien n'interdit à l'acheteur d'informer des opérateurs économiques de cette publication, sous réserve que cette information ne les avantage pas au regard de leurs concurrents. Tel pourrait être le cas si l'acheteur fournit, à cette occasion, des informations qui ne figurent pas dans le dossier de la consultation ou s'il alerte l'opérateur sur le fait que peu de concurrents se sont, à ce stade, manifestés.

Modalités d'application de la dérogation à la mise en concurrence des marchés publics de travaux en deçà du seuil de 100 000 euros

3450. – 27 février 2025. – **M. Max Brisson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** à propos des modalités de la dérogation à la mise en concurrence des marchés publics de travaux en deçà du seuil de 100 000 euros hors taxes. Il expose que conformément au décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024, « jusqu'au 31 décembre 2025 inclus, les acheteurs peuvent conclure un marché de travaux sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors taxes […] Les acheteurs veillent à choisir une offre pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offres susceptibles de répondre au besoin ». Néanmoins, les articles L.2132-2 et R.2132-1 à R.2132-14 et en particulier l'article R.2132.12 alinéa 1 du code de la commande publique semblent exiger la dématérialisation des documents de la consultation et les échanges avec les opérateurs économiques par le biais d'un profil acheteur en se référant au seuil de 40 000 euros hors taxes, sans faire mention de la dérogation issue du décret précité. Il souhaite ainsi savoir si la dérogation issue du décret précitée vaut aussi dérogation au recours au profil acheteur pour la dématérialisation et les échanges d'informations entre l'acheteur et les opérateurs économiques.

Réponse. – Tel que modifié par le décret n° 2024-1217 du 28 décembre 2024 relatif au seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence pour les marchés de travaux, l'article 6 du décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique prévoit que « jusqu'au 31 décembre 2024 inclus, les acheteurs peuvent conclure un marché de travaux sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors taxes. Ces dispositions sont également applicables aux lots qui portent sur des travaux dont le montant est inférieur à 100 000 euros hors taxes, à la condition que le montant cumulé de ces lots n'excède pas 20 % de la valeur totale estimée de tous les lots. Les acheteurs veillent à choisir une offre pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même opérateur économique lorsqu'il existe une pluralité d'offressusceptibles de répondre au besoin. ». Ce décret ne prévoit aucune dérogation spécifique au regard des dispositions des articles L. 2132-2 et R. 2132-1 à R. 2132-14 du code de la commande publique relatifs aux communications et échanges d'information. Néanmoins, dès lors que ces marchés sont conclus sans publicité ni mise en concurrence préalables, ils ne donnent pas lieu à la publication d'un avis d'appel à la concurrence. Partant, les dispositions de l'article R. 2132-2 du code de la commande publique, lequel prévoit que, pour les marchés qui répondent à un besoin dont la valeur estimée est égale ou supérieure à 40 000 euros hors taxes et dont la procédure donne lieu à la publication d'un avis d'appel à la concurrence, les documents de la consultation sont gratuitement mis à disposition des opérateurs économiques sur un profil d'acheteur, ne s'appliquent pas. En revanche, les dérogations à l'obligation d'utiliser des moyens de communication électronique prévues à l'article R. 2132-12 du même code ne couvrent pas les marchés passés sans publicité ni mise en concurrence préalables prévus par le décret n° 2022-1683 précité, sauf à ce qu'ils entrent dans le champ des 3° à 7° de cet article, c'est-à-dire pour des raisons techniques ou tenant à la sécurisation des informations sensibles. En conséquence, l'utilisation des moyens de communication électroniques s'impose aux acheteurs pour tous les échanges de documents et d'informations qui seraient nécessaires à la conclusion des marchés de travaux qui répondent à un besoin dont le montant estimé est supérieur à 40.000 euros HT sauf s'ils relèvent de l'une des hypothèses visées aux 3° à 7° de cet article R. 2132-12.

Cause déterminante des catastrophes naturelles

3501. – 27 février 2025. – **M. Pierre-Jean Verzelen** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur la notion de « cause déterminante » de la loi n° 2021-1837 du 28 décembre 2021 relative à l'indemnisation des catastrophes naturelles. En 2018, à la suite d'un glissement de terrain survenu dans la ville de Laon, deux immeubles sont devenus inhabitables forçant leurs occupants à devoir quitter les lieux. Le 16 juillet 2019, un arrêté ministériel (JORF n° 0184 du 9 août 2019, texte n° 33) reconnaît l'état de catastrophe naturel concernant les mouvements de terrains. De ce fait, les propriétaires pouvaient être légitimement indemnisés. En effet, l'article 3 affirme que « l'arrêté peut ouvrir droit à la garantie des assurés contre les effets des catastrophes naturelles sur les biens faisant l'objet des contrats d'assurance visés au code des assurances lorsque les dommages matériels directs qui en résultent ont eu pour cause déterminante l'effet de cet agent naturel ». Ainsi, la reconnaissance d'un sinistre repose sur le lien de causalité direct et déterminant entre l'événement naturel et les dommages constatés. Or, à ce jour, soit presque 6 ans après les faits, seuls deux

propriétaires sur les cinq ont été indemnisés. L'assureur de la copropriété refuse d'indemniser les autres occupants au motif d'une fissure préexistante sur le bâtiment. Cette fissure n'a pourtant jamais affecté la solidité du bâti et la sécurité des habitants. De plus, le bureau de recherches géologiques et minières Hauts-de-France a affirmé dans son rapport que la situation des deux immeubles est le fait d'un « phénomène à dominante naturelle exceptionnel du fait de son ampleur ». Aussi, il aimerait savoir si le Gouvernement envisage de clarifier la notion de « cause déterminante » afin que tous les sinistrés concernés par une même catastrophe naturelle puissent bénéficier du dispositif d'indemnisation.

Réponse. – Tout contrat d'assurance dommages souscrit par une personne physique ou morale autre que l'État ouvre droit à la garantie de l'assuré contre les effets des catastrophes naturelles en vertu de l'article L. 125-1 du code des assurances. Les propriétaires dont les biens assurés sont endommagés peuvent obtenir une indemnisation de leur assureur si leur commune est reconnue en état de catastrophe naturelle et s'il existe un lien de causalité déterminante entre les dommages constatés et le phénomène ayant fait l'objet d'une reconnaissance par arrêté ministériel. Afin de renforcer la transparence sur les critères utilisés pour instruire les dossiers et améliorer la prise en charge, le Gouvernement a publié, par circulaire du 29 avril 2024, l'ensemble des critères de reconnaissance utilisés pour déterminer l'état de catastrophe naturelle. Un mouvement de terrain doit présenter une intensité anormale au regard de ses caractéristiques intrinsèques ou de ses risques d'évolution. L'origine du mouvement de terrain qui entraîne l'effondrement doit être naturelle. Ces évolutions ont permis d'améliorer sensiblement l'indemnisation des sinistrés par un assouplissement des critères tout en maintenant l'équilibre financier du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles. Le Gouvernement a conscience du caractère délicat du traitement de certains dossiers. Concernant le cas du glissement de terrain à Laon, il attire l'attention du parlementaire quant à la possibilité pour les assurés de faire appel à un expert d'assuré dans le but de disposer d'une contrexpertise technique. Par ailleurs, les conditions et modalités d'indemnisation des assurés sont fixées par les clauses des contrats d'assurance, dans le cadre de dispositions législatives et réglementaires du code des assurances. En cas de désaccord sur les conditions de prise en charge de leur sinistre par leur assuré, les assurés peuvent adresser une réclamation écrite auprès de leur compagnie d'assurance. Si le litige perdure, il peut être utilement conseillé aux sinistrés de se rapprocher d'une association de protection des consommateurs ou de saisir le service de Médiation de l'Assurance (par internet : www.mediation-assurance.org ou par courrier : La Médiation de l'Assurance - TSA 50110 - 75441 Paris cedex 09), démarche gratuite et confidentielle pour l'assuré. En cas d'échec du règlement amiable, le litige peut être porté devant la juridiction judiciaire.

Enquêtes de recensement annuelles dans les communes de plus de 10 000 habitants

3518. – 27 février 2025. – **M. Stéphane Demilly** interroge **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur les enquêtes de recensement annuelles dans les communes de plus de 10 000 habitants. Conformément à la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, le recensement de la population, dans ces communes, a lieu chaque année, par sondage, sur environ 8 % des logements. Dès lors, après cinq ans, tout le territoire est considéré comme pris en compte et les résultats du recensement sont calculés à partir de l'échantillon de 40 % de la population ainsi constitué. Il est possible de constater un important décalage entre la réalité et les résultats de cette méthode de recensement par sondage. Les conséquences d'un tel décalage ne sont pas neutres pour les prévisions budgétaires, pour le produit de la dotation globale de fonctionnement mais également pour l'organisation des différents services publics locaux. C'est pourquoi, il souhaite savoir si le Gouvernement peut envisager une réforme de la méthode de calcul de la population municipale pour les villes de plus de 10 000 habitants afin de correspondre au mieux à la réalité et donc de s'assurer qu'aucune collectivité ne soit lésée. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Réponse. – Conformément à l'article 156 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et aux dispositions du décret du 5 juin 2003, la méthode de recensement repose, dans les communes de plus de 10 000 habitants, sur un repérage exhaustif de l'ensemble des logements auxquels on applique le nombre moyen de personnes par logement obtenu à partir des enquêtes des cinq dernières années menées auprès d'un échantillon de 40 % de la population. Le recensement de la population fait l'objet d'une évaluation permanente grâce à la commission nationale d'évaluation du recensement de la population (Cnerp) mise en place à cet effet en 2003 et présidée actuellement par Monsieur le Sénateur Éric Kerrouche. Par exemple, la question d'un changement de méthode et notamment la mise en place de recensements exhaustifs dans les communes de plus de 10 000 habitants qui le souhaiteraient a été, par le passé, très largement débattue au sein de cette commission. Le

sujet a été instruit de manière détaillée par l'Insee et présenté à la Commission lors de sa séance du 12 octobre 2017. À l'issue des débats, il est apparu à la Commission que les avantages qui pourraient être apportés par une enquête exhaustive paraissent faibles au regard des inconvénients et la Cnerp n'a pas recommandé une telle évolution. Dans les communes de plus de 10 000 habitants, la qualité des résultats du recensement dépend avant tout de la parfaite exhaustivité du répertoire d'immeubles localisés (RIL) qui est mis à jour en partenariat entre l'Insee et les communes. Les calculs de population sont adossés à ce répertoire de logements et les communes bénéficient, grâce à leur implication dans sa mise à jour, d'un levier d'action pour en vérifier les résultats et garantir leur qualité. Par ailleurs, la population officielle de toutes les communes de France est calculée chaque année et diffusée par décret fin décembre pour prendre valeur légale au 1er janvier qui suit. Afin de garantir l'égalité de traitement de toutes les communes, qui ne sont pas recensées la même année, la population publiée à la fin d'une année reflète la situation du milieu du cycle des cinq dernières enquêtes couvrant l'ensemble des communes, soit la situation effective trois ans auparavant. Ainsi, la population en vigueur au 1er janvier 2025 correspond à la situation du 1er janvier 2022. Des travaux ont été menés récemment sous l'égide de la Cnerp pour réduire à deux ans le décalage entre la date de publication des populations et leur date de référence. Ce décalage est la principale difficulté remontée par les élus locaux, car il génère de nombreuses incompréhensions. Aussi, suite à une expertise méthodologique réalisée par l'Insee en concertation avec les élus, la Cnerp a approuvé, lors de la séance du 17 décembre 2024, la réduction de ce décalage à deux ans, délai qui a unanimement été reconnu comme le meilleur équilibre envisageable entre fraîcheur et robustesse des données. Cette adaptation devrait être mise en oeuvre en 2026.

Information des contraventions

3574. – 6 mars 2025. – **Mme Marie-Claude Lermytte** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** à propos des modalités d'information des contraventions de stationnement. Désormais le traditionnel « papillon » sur le pare-brise est terminé. La signification d'une contravention se fait dans le cadre de la dématérialisation et de la simplification des démarches administratives. L'agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) propose un nouveau service pour les usagers de la route accessible à partir de février 2015. Si nous suivons les démarches indiquées, le cheminement de l'amende se déroule selon les étapes suivantes : la personne reçoit, à son domicile, un avis de contravention suite à une infraction routière relevée par un système de contrôle automatisé (radar ou procès-verbal électronique) ; dès réception, elle peut se connecter sur le site de l'ANTAI www.antai.fr afin de consulter son dossier ; avec le numéro de contravention, elle est censée accéder à l'information sur l'infraction relevée et à l'état d'avancement de son dossier. Toutefois, il se trouve que saisie par plusieurs situations, aucun avis de contravention n'est adressé par l'autorité au propriétaire du véhicule. Dès lors, ce dernier reçoit, sans aucune information, une saisie administrative à tiers détenteur sur son salaire. La lettre de saisie de salaire ne l'informe aucunement de la date de l'infraction et de la nature de l'infraction. Elle lui demande de récapituler chacune des étapes de l'information du Trésor Public auprès des contrevenants afin de permettre à ce dernier, de connaître la nature de son infraction. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Réponse. – Lorsqu'une infraction au code de la route est constatée, notamment par un dispositif de contrôle automatisé (radars et dispositifs feux rouges), un avis de contravention est envoyé directement au titulaire du certificat d'immatriculation à l'adresse figurant dans le système d'immatriculation des véhicules (SIV). La distribution effective de l'avis peut être compromise en cas d'inexactitude de cette adresse, par exemple suite à un changement d'adresse non signalé, bien qu'il s'agisse d'une obligation réglementaire fixée par l'article R. 322-7 du code de la route. En ce cas, l'usager est privé de la possibilité de payer son amende dans le délai du paiement minoré, et peut *in fine* à défaut de paiement faire l'objet d'une saisie à tiers détenteur (SATD) sur son compte bancaire ou sur son bulletin de salaire. Aussi, les coordonnées du comptable public à l'origine de la SATD figurent dans le pavé « service à contacter » du formulaire adressé à l'usager. Le redevable peut donc contacter le service émetteur de la SATD, notamment pour solliciter un bordereau de situation pour chacune des amendes, objet de la SATD émise. Pour limiter ces désagréments, les usagers sont invités à mettre à jour leurs coordonnées de carte grise recensées dans le SIV. De leur côté, les acteurs de la chaîne de gestion des amendes travaillent à la fiabilisation de la notification des avis d'amendes aux usagers à partir des informations d'identité dont dispose l'administration fiscale, qui sont souvent les plus à jour grâce aux campagnes annuelles de déclaration des revenus. Cette fiabilisation, qui impliquera les habilitations législatives nécessaires à la gestion des données personnelles comme au respect du secret fiscal, a notamment pour objectif de disposer de l'adresse la plus récente de l'usager, afin qu'il

soit bien destinataire, et le plus rapidement possible, de ses avis de contravention. Enfin, s'agissant des améliorations relatives aux processus de contestations et de recours, elles relèvent de la compétence des ministres de l'intérieur et de la justice.

Manque de moyens pour les centres des finances publiques

3592. – 6 mars 2025. – **Mme Marie-Claude Varaillas** interroge **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur les conséquences des baisses budgétaires opérées dans les trésoreries et centres de finances publiques. En 2000, 54 trésoreries maillaient le département de la Dordogne ; 25 ans plus tard, il n'en reste plus que 7. Ce démantèlement du réseau de proximité des sites en France, accéléré par la réorganisation territoriale de la direction générale des finances publiques (DGFiP) de 2019, n'est pas sans conséquences pour les usagers qui sont de plus en plus éloignés de ce service public, tout particulièrement dans les territoires ruraux. L'accueil physique permettait l'échange et l'accompagnement fluide, en particulier des artisans, commerçants, TPE/PME ou des personnes pour lesquelles il demeure compliqué de s'approprier les nouvelles technologies, le langage administratif, ainsi que la législation fiscale sans cesse mouvante. Les disparitions de sites accentuent la fracture numérique, isolent encore plus les personnes rencontrant des problèmes de mobilité, et participent de la désertification de services et commerces de proximité dans les zones rurales. Il n'est pas sans conséquences non plus sur les agents qui doivent constamment composer avec les réorganisations, modernisations, fermetures de services, suppressions de postes et faire face à la colère grandissante des usagers. Les syndicats ont tiré la sonnette d'alarme car, les conditions de travail actuelles et l'insécurité générée par ces redéploiements successifs induisent un mal-être et des risques psychosociaux croissants pour les agents. Enfin, les solutions de substitutions avec l'ouverture de permanences dans les antennes France Services ou les partenariats noués avec La Poste ne répondent que très partiellement aux nombreuses fermetures de sites et sont loin d'être à la hauteur du service public, initialement présent. Par ailleurs, l'enquête menée par l'Association des maires de France (AMF) sur la réforme territoriale de la DGFiP en 2024 a mis en évidence les surcoûts générés par la dématérialisation de ce service public, mais aussi la déshumanisation qui s'accompagne finalement d'une perte d'efficacité dans le service rendu. Aussi, elle lui demande ce que le Gouvernement envisage pour proposer un service des finances publiques accessible à tous les citoyens, notamment en milieu rural.

Réponse. – Une modernisation du réseau de la direction générale des finances publiques (DGFiP) a été engagée à compter de 2020, dont l'un des objectifs est de rapprocher les services publics des citoyens et de tenir compte des besoins spécifiques des divers publics. La DGFiP a souhaité s'adapter à l'évolution des attentes des contribuables en développant une offre multi-canal. Cette démarche a été réalisée de manière inédite dans un esprit de dialogue avec les agents et les représentants syndicaux de la DGFiP ainsi que les élus nationaux et locaux en lien étroit avec les préfets. Dans ce cadre, la DGFiP s'attache à développer sa présence dans les différents bassins de populations. L'objectif d'une hausse d'au moins 30 % du nombre de communes dans lesquelles la DGFiP est présente par rapport à 2019 a été largement dépassé avec un taux d'augmentation de près de 55 % fin 2024. Pour ce faire, elle a instauré un accueil de proximité, à ses propres guichets, mais aussi en « France services » ou en mairies, notamment dans les communes les plus éloignées des centres urbains où les usagers sont accueillis et accompagnés pour réaliser leurs démarches. Dans le département de la Dordogne, plus d'une cinquantaine d'accueils de proximité de la DGFiP dont 37 « France services » labellisés, sont implantés. Au total, 36 communes du département sont couvertes par au moins une structure de la DGFiP assurant une mission d'accueil physique, un « France service » ou une autre forme d'accueil de proximité à laquelle la DGFiP participe, contre 18 en 2019 avant l'engagement de la réforme du « nouveau réseau de proximité ». En complément, un réseau de 105 buralistes agréés pour le « Paiement de proximité » offre la possibilité aux usagers de payer leurs impôts, leurs amendes et leurs factures locales, en carte bancaire ou en numéraire, sur des plages horaires élargies. La cartographie de ce réseau peut être consultée par les contribuables sur le site internet data.economie.gouv.fr sous la forme d'une cartographie interactive qui est mise à jour mensuellement. De manière générale, les enquêtes auprès des usagers attestent d'un très haut niveau de satisfaction du service public délivré par la DGFiP. En effet, la DGFiP s'avère être un des services publics donnant la plus grande satisfaction aux Français en 2024. Plus particulièrement, s'agissant des points de contact de proximité, en 2024, le taux de satisfaction des usagers ayant eu un rendez-vous sur place ou en vidéo en permanence DGFiP hors d'un centre des finances publiques (c'est-à-dire en France service, en mairie…), est de 91 %. En parallèle de l'accueil physique, en raison de l'appétence grandissante des usagers pour le canal distant, une offre de service d'accueil téléphonique et numérique (téléphonie, messagerie, *tchat*, navigation assistée) a été déployée pour les particuliers et les professionnels. À ce titre, des centres de contact

spécialisés pour chaque public ont été instaurés proposant un dispositif performant. Ainsi, la DGFiP demeure particulièrement attentive à l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité du service rendu en s'adaptant à tous les usagers, en particulier ceux situés en milieu rural.

Sécurité des paiements par carte bancaire face au développement de l'informatique quantique

3672. – 13 mars 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur les risques inhérents au développement de l'informatique quantique sur la sécurité des paiements par carte bancaire à moyen-terme. Au sein de son rapport annuel 2023, la Banque de France a publié une étude concernant les effets éventuels du développement de l'informatique quantique sur la sécurité des paiements par carte bancaire. Celle-ci souligne que la technologie quantique présente des risques importants pour la technologie sur laquelle repose actuellement nos cartes bancaires. En effet, dans le cadre, aujourd'hui sécurisé, des transactions avec demande d'autorisation en ligne et vérification du code PIN hors-ligne, la technologie quantique pourrait être en mesure d'intercepter ce code de validation en cours de procédure. L'informatique quantique pourrait, par ailleurs, faciliter la généralisation des cartes de paiement frauduleuses de type « Yes Card » qui permettent de simuler le paiement de la transaction sur des distributeurs automatiques d'essence ou de boisson par exemple. Cette étude met donc en évidence le risque de la fin de la confidentialité des opérations de paiement, de vol de données, de génération de paiements frauduleux non-identifiables a priori, pouvant nuire à la réputation des acteurs économiques et potentiellement entraîner une crise de confiance des usagers. Elle souligne, tout particulièrement, que, s'il existe déjà des méthodes alternatives de chiffrement qui pourraient être déployées avant l'essor de l'informatique quantique, la migration post-quantique des algorithmes de chiffrement asymétrique poserait, quant à elle, des difficultés et requerrait, d'ores et déjà, des efforts de recherche et développement en la matière de la part des acteurs de la chaîne de paiement. La Banque de France recommande donc d'inventorier les différents dispositifs de sécurité des systèmes d'information et d'évaluer les vulnérabilités, notamment par rapport aux standards actuels et au risque quantique ; de hiérarchiser les données selon leur degré de sensibilité ; de réaliser des expériences d'implémentation d'algorithmes asymétriques et que chaque acteur de la chaîne de paiement constitue une feuille de route en matière d'informatique quantique. À la lumière de cette étude de la Banque de France et de ses recommandations, il souhaite connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin de préparer les systèmes de paiement par carte bancaire à l'ère de l'informatique quantique.

Sécurité des paiements par carte bancaire face au développement de l'informatique quantique

4828. – 22 mai 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** les termes de sa question n° 03672 sous le titre « Sécurité des paiements par carte bancaire face au développement de l'informatique quantique », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Le Gouvernement est pleinement mobilisé pour anticiper les risques que pourrait faire peser l'informatique quantique sur la sécurité des systèmes de paiement. Si cette technologie[i] offre des perspectives très intéressantes pour l'avenir, elle soulève des enjeux en matière de sécurité dans le numérique. Le sujet est également suivi de manière attentive par l'Observatoire de la sécurité des moyens de paiement (OSMP)[ii], dans le cadre de sa mission de veille technologique, sur la sécurité des paiements à l'ère de l'information quantique. Dans son rapport annuel 2023, l'OSMP a publié une étude spécifique sur les effets de l'informatique quantique, soulignant la nécessité d'engager dès à présent les travaux de migration vers des standards cryptographiques post-quantiques. Les acteurs privés du paiement, qui sont les premiers responsables de la sécurité des dispositifs qu'ils mettent en oeuvre, sont encadrés par le cadre européen *Payment Instruments, Schemes and Arrangements* (PISA), qui permet une supervision harmonisée des instruments de paiement et impose des exigences élevées en matière de sécurité. La Banque de France a, pour sa part, intégré les recommandations issues du rapport de l'OSMP dans ses activités de surveillance prudentielle et opérationnelle, tant à l'égard des établissements bancaires que des systèmes de paiement par carte. Le groupement Cartes Bancaires (CB) a également élaboré une feuille de route technologique détaillée, incluant un chantier structurant sur l'évolution cryptographique des cartes, afin de prendre en compte la menace posée par l'informatique quantique[iii]. De leur côté, les principaux réseaux de paiement internationaux travaillent activement sur le sujet : Visa mène des recherches sur les protocoles post-quantiques *via* son centre *Visa Research*[iv], et *Mastercard* consacre également des travaux prospectifs à ce sujet, dans le cadre de sa stratégie de sécurisation des paiements à long terme[v]. Au-delà du secteur des paiements, la France a lancé dès 2021 un plan d'investissement de 1,8 milliard d'euros sur cinq ans dans la recherche sur l'informatique quantique. La stratégie nationale quantique s'inscrit dans le cadre du plan France 2030, afin de garantir son autonomie stratégique et faire

de la France un leader mondial du quantique ; ceci, par l'union des forces de l'Etat, des industriels, des investisseurs privés et des startups. Le Gouvernement agit également en coordination étroite avec ses partenaires européens. La recommandation (UE) 2024/1101 de la Commission du 11 avril 2024[vi] établit une feuille de route pour la mise en oeuvre coordonnée de la transition vers la cryptographie post-quantique. L'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) participe activement à ces travaux, en lien avec ses homologues européens. Elle a publié plusieurs documents de référence, dont « *Securing Tomorrow Today: Transitioning to Post-Quantum Cryptography* »[vii] une déclaration conjointe de 18 États membres, adoptée le 27 novembre 2024, qui détaille les mesures de transition recommandées. Celle-ci appelle à faire de la transition vers la cryptographie post-quantique une priorité stratégique et recommande de protéger les systèmes sensibles contre les attaques de type *store now, decrypt later* d'ici fin 2030 et d'établir dès maintenant des plans de migration, notamment pour les infrastructures à clés publiques (PKI). Un groupe de travail européen dédié, coprésidé par la France, l'Allemagne et les Pays-Bas, a été mis en place dans le cadre de la directive *Network and Information System Security* (NIS)[viii] pour piloter cette transition, conformément à la recommandation (UE) 2024/1101. Le Gouvernement continuera de suivre avec attention les travaux portant sur les applications de l'informatique quantique aux moyens de paiement, et veillera en particulier à ce que les cartes de paiement conservent un haut niveau de sécurité et de robustesse face aux menaces émergentes. ---------- [i] Informatique quantique : type de calculs réaliser grâces aux principes de mécanique quantique, d'ingénierie informatique et de mathématiques avancées que ne peuvent être réalisés par les ordinateurs conventionnels. Informations traitées avec des *qubits* (source : BDF/MAS). [ii] Créé en 2016, l'Observatoire de la sécurité des moyens de paiement (OSMP) est une instance destinée à favoriser l'échange d'informations et la concertation entre toutes les parties (consommateurs, commerçants et entreprises, autorités publiques et administrations, banques et gestionnaires de moyens de paiement) concernées par le bon fonctionnement des moyens de paiement et la lutte contre la fraude. [iii] https://www.cartes-bancaires.com/actualites/ia-quantique-neurosciences-le-futur-du-paiement-est-deja-la/ [iv] https://usa.visa.com/about-visa/-visa-research/research-areas.html [v] https://www.mastercard.com/news/insights/mastercard-signals/2023/an-introduction-to-quantum-computing/ [vi] https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L_202401101 [vii] https://cyber.gouv.fr/publications/securing-tomorrow-today-transitioning-post-quantum-cryptography [viii] https://cyber.gouv.fr/la-directive-nis

Perception de la taxe d'aménagement par les communes et les établissement public de coopération intercommunale

3686. – 13 mars 2025. – **Mme Cécile Cukierman** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** concernant la perception de la taxe d'aménagement par les communes et les établissement public de coopération intercommunale (EPCI). Jusqu'alors établies et liquidées par les services urbanisme de l'État, l'article 155 de la loi nº 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 a prévu le transfert de la gestion de la taxe d'aménagement des services de l'urbanisme de l'État, à ceux de la direction générale des finances publiques (DGFiP,) à compter de l'ordonnance 2022-883 du 14 juin 2022 qui a défini le cadre normatif de ce transfert, applicable à compter de la même date. Dans les faits et depuis la mise en application du décret, la DGFIP assure donc la liquidation et le recouvrement de la taxe d'aménagement. Celle-ci doit désormais être réglée en totalité dans un délai de 90 jours suivant l'achèvement des travaux. Le propriétaire doit indiquer la date prévisionnelle d'achèvement de travaux dans sa déclaration. En fonction de cette date, la DGFIP envoie un courrier au propriétaire pour lui demander si la construction est achevée. Elle lui adresse ensuite l'avis de la taxe à payer si les travaux sont terminés, ou met en attente si l'achèvement est repoussé. Or, si le propriétaire ne répond pas, une évaluation d'office est effectuée en fonction des renseignements communaux ou des impôts fonciers. Tout cela peut prendre du temps, faire l'objet de révisions à la baisse, de reports à la demande du pétitionnaire ou de versements partiels pouvant s'étaler sur plusieurs exercices. Cette lourdeur du système pénalise les collectivités territoriales, qui voient l'encaissement de leurs recettes de taxe d'aménagement repoussé dans le temps. De plus, les collectivités territoriales n'ont aucune visibilité sur le montant et les délais de recouvrement de ces taxes, ce qui complexifie grandement la construction budgétaire et la stratégie financière des communes. Dans ces conditions et compte tenu de ces éléments, elle souhaite connaître les intentions du Gouvernement afin de permettre aux communes une meilleure visibilité sur leurs finances dans une contexte d'austérité budgétaire.

Réponse. – L'article 155 de la loi nº 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 pose le cadre du transfert de la gestion de la taxe d'aménagement des directions départementales des territoires (DDT) à la direction générale des finances publiques (DGFiP), qui n'en assurait jusqu'alors que le recouvrement. À cet effet,

cet article reporte notamment la date d'exigibilité de la taxe d'aménagement à la date de réalisation définitive des opérations au sens du I de l'article 1406 du code général des impôts (CGI). Afin de renforcer les synergies avec les impôts fonciers, la déclaration de la taxe d'aménagement s'effectue dorénavant dans les mêmes conditions que les déclarations des changements fonciers prévues par l'article 1406 du CGI, à savoir dans les 90 jours à compter de la réalisation définitive des travaux : les obligations déclaratives fiscales en matière foncière et d'urbanisme sont ainsi unifiées. La date d'achèvement des travaux retenue pour l'exigibilité de la taxe ne repose donc pas sur la déclaration d'achèvement et de conformité des travaux (DAACT) prévue par le droit de l'urbanisme, mais sur les obligations fiscales existantes. Ainsi, cette nouvelle règle d'exigibilité n'induit aucune charge supplémentaire pour les collectivités, ni ne fait peser de risque de perte de l'assiette fiscale. En effet, grâce à cette réforme, la vérification de l'achèvement des travaux est effectuée par l'administration fiscale en tirant profit de l'expérience acquise par la DGFiP en matière de surveillance et de relance des contribuables s'agissant des taxes foncières. À cet égard, il est rappelé que l'inexactitude ou l'omission des déclarations de changements fonciers sont actuellement sanctionnées par l'application d'amendes fiscales prévues à l'article 1729 C du CGI et la perte ou réduction d'exonération temporaire. Dans le cadre du transfert de la gestion des taxes d'urbanisme, la DGFiP a été dotée d'une compétence en matière de contrôle et de pénalisation des usagers défaillants. Ainsi, conformément à l'article 1635 *quater* P du CGI, la DGFiP peut, au vu des informations à sa disposition, engager une procédure de taxation d'office des taxes d'urbanisme dues et pénaliser tant le non-respect de l'obligation déclarative que les retards de paiement. De ce point de vue, le transfert des opérations de liquidation des taxes d'urbanisme à la DGFiP lui permet de mettre en oeuvre des procédures de contrôle et de rectification identiques à celles appliquées en matière de contributions directes (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés etc). Une ré-ingénierie et une optimisation des modalités de liquidation des taxes sont mises en oeuvre dans le cadre du transfert à la DGFiP, qui s'accompagnent d'une dématérialisation du processus déclaratif, la création d'un référentiel des délibérations des collectivités locales et l'automatisation du calcul des taxes d'urbanisme. Tous ces éléments vont concourir à l'optimisation des délais de traitement. Toutefois, une modification de la séquence de trésorerie peut apparaître dans le cas des très grands projets, dont la construction s'étale sur plusieurs années. Pour ces derniers, près de 3 % des titres seraient émis avec un décalage supérieur à 12 mois en comparaison avec le système antérieur. Pour cette raison, dans le cas particulier des grands projets immobiliers, l'ordonnance n° 2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive crée un système de deux acomptes permettant de neutraliser les effets du décalage de l'exigibilité de la taxe. Pour les constructions dont la surface est supérieure à 5 000 m^2, deux acomptes égaux à 50 % et 35 % des montants de la taxe prévisionnelle sont ainsi instaurés, dus respectivement 9 mois puis 18 mois après la validation de l'autorisation d'urbanisme. Des dysfonctionnements opérationnels ont effectivement pu être observés à l'occasion de la mise en oeuvre du transfert. L'instauration du processus déclaratif en mode dématérialisé a pu susciter des interrogations de la part des usagers et aboutir à des erreurs déclaratives qui ont freiné la liquidation des taxes. Afin d'éviter l'envoi de titres de paiement erronés aux usagers, la DGFiP a mis en oeuvre un système de vérification préalable des titres, freinant de fait la fluidité de leur envoi et les paiements associés. Ce dispositif de contrôle est toutefois à distinguer des clôtures automatiques évoquées, qui ne concernent que les autorisations d'urbanisme dépourvues d'effet fiscal. En effet, à l'instar de ce qui était observé avant le transfert, le droit de l'urbanisme prévoit des obligations administratives qui n'entraînent aucune conséquence d'un point de vue fiscal ; c'est le cas, à titre d'exemple, des ravalements de surface qui nécessitent une autorisation d'urbanisme mais n'entrent pas dans le champ d'application des taxes d'urbanisme. Les services de la DGFiP sont pleinement mobilisés pour stabiliser le parcours déclaratif, optimiser la gestion applicative et atteindre pleinement l'objectif de simplification des procédures de gestion de la taxe d'aménagement au profit des redevables comme des collectivités. Ces quelques dysfonctionnements n'ont toutefois pas tari le flux des taxes perçues par les collectivités locales, étant rappelé que seuls les montants de taxe effectivement encaissés par les services du ministère de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques (MTECP) comme de la DGFiP, leur sont reversés. Ainsi, à titre d'information, au titre de 2023, le MTECP et la DGFiP ont émis environ 600 000 titres pour un montant de taxe d'aménagement de près de 2,3 milliards d'euros. Les chiffres d'émission de titres en 2024 restent dans les mêmes tendances, étant entendu que la majorité des montants émis relèvent du stock d'autorisations d'urbanisme dont la demande a été déposée avant le 1er septembre 2022, qui reste sous gestion des services du MTECP. Par ailleurs, l'émission des acomptes de taxe d'aménagement pour les projets concourant à la création d'une superficie supérieure à 5 000 m2 a débuté en octobre 2024 par les services de la DGFiP. Enfin, le transfert de la gestion des taxes d'urbanisme à la DGFiP n'a pas eu pour effet de modifier les compétences de police administrative des maires. En qualité d'officiers de police judiciaire, les maires restent titulaires de pouvoirs de police administrative les habilitant à dresser un procès-verbal d'infraction sur le territoire de leur commune en

présence de constructions illégales sans autorisation d'urbanisme. En revanche, la DGFiP est juridiquement compétente et pleinement engagée pour tirer les conséquences de tels procès-verbaux et régulariser l'établissement de la taxe au profit de la collectivité locale.

Perception de la taxe d'aménagement par les communes et EPCI

3699. – 13 mars 2025. – **M. Hervé Reynaud** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** sur la question de la perception de la taxe d'aménagement par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). Le Sénat avait adopté, en septembre 2022, une réforme assurant à la direction générale des finances publiques (DGFIP) la liquidation et le recouvrement de la taxe d'aménagement. Celle-ci devait être réglée en totalité dans un délai de 90 jours suivant l'achèvement des travaux. Le propriétaire doit indiquer la date prévisionnelle d'achèvement des travaux dans sa déclaration. En fonction de celle-ci, la DGFIP envoie un courrier afin de prendre connaissance de la fin des travaux. Par la suite, la DGFIP adresse un avis de taxe à payer en fonction de l'avancement des travaux : terminés ou en attente. En cas d'absence de retour du propriétaire, une évaluation d'office est effectuée en fonction des renseignements communaux ou des impôts fonciers. Ainsi, la lourdeur de ce système tend à pénaliser les collectivités territoriales puisque, d'une part, celles-ci voient l'encaissement de leurs recettes de taxe d'aménagement repoussé et, d'autre part, elles n'ont pas de visibilité sur le montant et les délais de recouvrement de ces taxes, complexifiant la construction budgétaire ainsi que la stratégie financière des communes. Alors qu'il est question de simplification, il demande au Gouvernement de faire évoluer la réglementation en faveur des collectivités territoriales afin que ce dispositif ne pèse pas sur celles-ci. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Réponse. – L'article 155 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 pose le cadre du transfert de la gestion de la taxe d'aménagement des directions départementales des territoires (DDT) à la direction générale des Finances publiques (DGFiP), qui n'en assurait jusqu'alors que le recouvrement. À cet effet, cet article reporte notamment la date d'exigibilité de la taxe d'aménagement à la date de réalisation définitive des opérations au sens du I de l'article 1406 du code général des impôts. Afin de renforcer les synergies avec les impôts fonciers, la déclaration de la taxe d'aménagement s'effectue dorénavant dans les mêmes conditions que les déclarations des changements fonciers prévues par l'article 1406 du CGI, à savoir dans les 90 jours à compter de la réalisation définitive des travaux : les obligations déclaratives fiscales en matière foncière et d'urbanisme sont ainsi unifiées. La date d'achèvement des travaux retenue pour l'exigibilité de la taxe ne repose donc pas sur la déclaration d'achèvement et de conformité des travaux (DAACT) prévue par le droit de l'urbanisme, mais sur les obligations fiscales existantes. Ainsi, cette nouvelle règle d'exigibilité n'induit aucune charge supplémentaire pour les collectivités, ni ne fait peser de risque de perte de l'assiette fiscale. En effet, grâce à cette réforme, la vérification de l'achèvement des travaux est effectuée par l'administration fiscale en tirant profit de l'expérience acquise par la DGFiP en matière de surveillance et de relance des contribuables s'agissant des taxes foncières. À cet égard, il est rappelé que l'inexactitude ou l'omission des déclarations de changements fonciers sont actuellement sanctionnées par l'application d'amendes fiscales prévues à l'article 1729 C du code général des impôts et la perte ou réduction d'exonération temporaire. Dans le cadre du transfert de la gestion des taxes d'urbanisme, la DGFiP a été dotée d'une compétence en matière de contrôle et de pénalisation des usagers défaillants. Ainsi, conformément à l'article 1635 *quater* P du code général des impôts, la DGFiP peut, au vu des informations à sa disposition, engager une procédure de taxation d'office des taxes d'urbanisme dues et pénaliser tant le non-respect de l'obligation déclarative que les retards de paiement. De ce point de vue, le transfert des opérations de liquidation des taxes d'urbanisme à la DGFiP lui permet de mettre en oeuvre des procédures de contrôle et de rectification identiques à celles appliquées en matière de contributions directes (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés *etc*). Une ré-ingénierie et une optimisation des modalités de liquidation des taxes sont mises en oeuvre dans le cadre du transfert à la DGFiP, qui s'accompagnent d'une dématérialisation du processus déclaratif, la création d'un référentiel des délibérations des collectivités locales et l'automatisation du calcul des taxes d'urbanisme. Tous ces éléments vont concourir à l'optimisation des délais de traitement. Toutefois, une modification de la séquence de trésorerie peut apparaître dans le cas des très grands projets, dont la construction s'étale sur plusieurs années. Pour ces derniers, près de 3 % des titres seraient émis avec un décalage supérieur à 12 mois en comparaison avec le système antérieur. Pour cette raison, dans le cas particulier des grands projets immobiliers, l'ordonnance n° 2022-883 du 14 juin 2022 relative au transfert à la direction générale des Finances publiques de la gestion de la taxe d'aménagement et de la part logement de la redevance d'archéologie préventive crée un système de deux acomptes permettant de neutraliser les effets du décalage de l'exigibilité de la taxe. Pour les constructions dont la surface est

supérieure à 5 000 m², deux acomptes égaux à 50 % et 35 % des montants de la taxe prévisionnelle sont ainsi instaurés, dus respectivement 9 mois puis 18 mois après la validation de l'autorisation d'urbanisme. Des dysfonctionnements opérationnels ont effectivement pu être observés à l'occasion de la mise en oeuvre du transfert. L'instauration du processus déclaratif en mode dématérialisé a pu susciter des interrogations de la part des usagers et aboutir à des erreurs déclaratives qui ont freiné la liquidation des taxes. Afin d'éviter l'envoi de titres de paiement erronés aux usagers, la DGFiP a mis en oeuvre un système de vérification préalable des titres, freinant de fait la fluidité de leur envoi et les paiements associés. Ce dispositif de contrôle est toutefois à distinguer des clôtures automatiques évoquées, qui ne concernent que les autorisations d'urbanisme dépourvues d'effet fiscal. En effet, à l'instar de ce qui était observé avant le transfert, le droit de l'urbanisme prévoit des obligations administratives qui n'entraînent aucune conséquence d'un point de vue fiscal ; c'est le cas, à titre d'exemple, des ravalements de surface qui nécessitent une autorisation d'urbanisme mais n'entrent pas dans le champ d'application des taxes d'urbanisme. Les services de la DGFiP sont pleinement mobilisés pour stabiliser le parcours déclaratif, optimiser la gestion applicative et atteindre pleinement l'objectif de simplification des procédures de gestion de la taxe d'aménagement au profit des redevables comme des collectivités. Ces quelques dysfonctionnements n'ont toutefois pas tari le flux des taxes perçues par les collectivités locales, étant rappelé que seuls les montants de taxe effectivement encaissés par les services du ministère de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques (MTECP) comme de la DGFiP, leur sont reversés. Ainsi, à titre d'information, au titre de 2023, le MTECP et la DGFiP ont émis environ 600 000 titres pour un montant de taxe d'aménagement de près de 2,3 milliards d'euros. Les chiffres d'émission de titres en 2024 restent dans les mêmes tendances, étant entendu que la majorité des montants émis relèvent du stock d'autorisations d'urbanisme dont la demande a été déposée avant le 1er septembre 2022, qui reste sous gestion des services du MTECP. Par ailleurs, l'émission des acomptes de taxe d'aménagement pour les projets concourant à la création d'une superficie supérieure à 5 000 m2 a débuté en octobre 2024 par les services de la DGFiP. Enfin, le transfert de la gestion des taxes d'urbanisme à la DGFiP n'a pas eu pour effet de modifier les compétences de police administrative des maires. En qualité d'officiers de police judiciaire, les maires restent titulaires de pouvoirs de police administrative les habilitant à dresser un procès-verbal d'infraction sur le territoire de leur commune en présence de constructions illégales sans autorisation d'urbanisme. En revanche, la DGFiP est juridiquement compétente et pleinement engagée pour tirer les conséquences de tels procès verbaux et régulariser l'établissement de la taxe au profit de la collectivité locale.

Fiscalisation des pensions alimentaires perçues par le parent ayant la garde principale des enfants

3730. – 13 mars 2025. – **M. Laurent Burgoa** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur la fiscalisation des pensions alimentaires perçues par le parent ayant la garde principale des enfants. Actuellement, les pensions alimentaires versées à un parent en charge des enfants sont considérées comme un revenu imposable, alors même qu'elles ne couvrent que partiellement les besoins de l'enfant. À l'inverse, ces mêmes pensions sont déductibles du revenu imposable du parent qui les verse. Ce mécanisme crée une iniquité fiscale notable qui pénalise le parent bénéficiaire, souvent des femmes, et fragilise davantage les familles monoparentales, déjà confrontées à des défis économiques, organisationnels et professionnels. Le non-assujettissement des pensions alimentaires à l'impôt pour le parent qui les perçoit, ainsi que la suppression de leur déduction pour le parent qui les verse, permettraient de rétablir une justice fiscale sans impact significatif sur les finances publiques. Dans ce contexte, il lui demande si le Gouvernement envisage une réforme en ce sens afin de mieux protéger les familles monoparentales.

Réponse. – Conformément au 2° du II de l'article 156 du code général des impôts (CGI), le débiteur de la pension alimentaire résultant de l'obligation civile de contribution à l'entretien et à l'éducation d'un enfant peut déduire la somme effectivement versée de son revenu imposable. Corrélativement, la pension perçue, en nature ou en numéraire, est imposable chez le bénéficiaire, conformément aux principes généraux de l'impôt sur le revenu selon lesquels sont inclus dans le revenu global servant de base à l'impôt l'ensemble des pensions ainsi que tous les avantages en argent ou en nature dont le contribuable dispose au cours de l'année. Ce traitement fiscal des pensions alimentaires est conforme aux règles d'imposition des revenus des personnes physiques et permet d'appréhender les facultés contributives du débiteur et du bénéficiaire de la pension. Les évolutions suggérées soulèvent par ailleurs de sérieuses difficultés juridiques, en particulier au regard du principe d'égalité devant les charges publiques. En premier lieu, elles créeraient une rupture d'égalité entre les parents supportant seuls la charge d'un enfant selon l'origine de leurs revenus : le parent non titulaire d'une pension qui supporte également seul la charge d'un enfant serait, à revenu équivalent, imposé, pour sa part, sur l'ensemble de ses revenus. En

deuxième lieu, elles créeraient une rupture d'égalité entre le parent créancier, qui bénéficierait à la fois de la majoration de quotient familial (QF) et de l'exonération de la pension reçue, et le parent débiteur, qui ne pourrait ni déduire la pension ni bénéficier de la majoration de QF. La situation de famille du débiteur ne serait, de ce fait, prise en compte d'aucune manière, ce qui serait manifestement contraire au principe d'égalité devant les charges publiques. En dernier lieu, le cumul de la majoration de QF et de l'exonération de la pension alimentaire conférerait au parent créancier un cumul d'avantages injustifié, tandis que la charge que le débiteur supporte effectivement pour l'éducation et l'entretien de ses enfants mineurs ne serait prise en compte que partiellement, voire pas du tout, dans l'appréciation de ses facultés contributives. Ce dernier subirait ainsi une hausse importante d'impôt sur le revenu du fait du caractère non déductible de la pension versée.

Recouvrement de la taxe sur les transactions financières

3767. – 20 mars 2025. – **Mme Nathalie Goulet** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur le recouvrement de la taxe sur les transactions financières (TTF). Co-rapporteure de la mission action extérieure de l'État, elle est interrogative et perplexe sur la gestion de la TTF. Le recouvrement actuel de cette taxe est confié à une société privée belge, Euroclear. Dès 2017, la Cour des comptes signalait les insuffisances d'Euroclear, en raison de lacunes dans les informations nécessaires à l'administration fiscale. Ce déficit d'information entrave les contrôles des transactions taxables et contribue à l'exclusion de certaines opérations de l'assiette. Par ailleurs, le protocole instauré en 2012 n'a pas jamais été actualisé, rendant ainsi les mécanismes de contrôle obsolètes. Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de garantir un traitement équitable des transactions financières et de renforcer la transparence et l'efficacité des mécanismes de contrôle. Pour des raisons de transparence et d'efficacité il faudrait transférer la mission de recouvrement de la TTF à la direction générale des finances publiques (DGFiP). Cela permettrait d'améliorer le fonctionnement de l'existant avant d'augmenter la charge fiscale des contribuables. Elle lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour mettre un terme à cette anomalie.

Réponse. – La taxe sur les transactions financières (TTF), assise sur les titres émis par les entreprises dont le siège social est situé en France et dont la capitalisation boursière dépasse 1 Mdeuros, est calculée sur la situation nette acheteuse en fin de journée boursière. En 2024, 122 entreprises françaises étaient concernées. Le rendement de cette taxe est stable ces dernières années avec environ 1,8 Mdeuros collecté par an. Si la direction générale des finances publiques (DGFiP) est bien chargée du recouvrement, la collecte passe, de manière quasi-systématique, par le recours au dépositaire central (Euroclear France). La qualité de dépositaire central d'Euroclear France, eu égard à sa position privilégiée dans les opérations d'acquisition des titres éligibles à la TTF, a conduit à mettre en oeuvre ce dispositif pour en faciliter la collecte. Les prestataires de services d'investissement (PSI), qui sont redevables, transmettent l'ensemble des données déclaratives à Euroclear France, lequel adresse une situation mensuelle agrégée à la DGFiP. Les paiements correspondants sont versés, avant le 5 du mois qui suit les acquisitions de titres, par les PSI (prestataires de services d'investissements) sur un compte dédié ouvert auprès de l'Agence France Trésor. Le dépositaire central Euroclear France donne l'ordre, avant le 25 du mois qui suit l'acquisition des titres, de reverser l'intégralité des sommes reçues sur ce compte à la direction des grandes entreprises de la DGFiP, chargée du recouvrement de la taxe. Au demeurant, dans son référé de 2017, la Cour des comptes ne remettait pas en cause le circuit choisi passant par Euroclear France, ni ne pointait de manque avéré en termes de recouvrement. Si la gestion du dispositif a été confiée à Euroclear France, la DGFIP n'en est pas absente : elle supervise et contrôle la collecte. Elle reçoit périodiquement des informations de la part d'Euroclear France qui permettent de gérer et contrôler la taxe, dans un cadre prévu au niveau réglementaire. Pour chacune des échéances déclaratives mensuelles pour lesquelles le dépositaire central intermédie la transmission, une situation nette agrégée par redevable est constituée. Un fichier déclaratif, comprenant une ligne par redevable et précisant le montant total dû et le montant total des opérations pour chaque cas d'exonération, est transmis. En outre, l'ensemble des opérations déclarées par un redevable est stocké par le dépositaire central dans une base de données dédiée. L'administration, en tant que de besoin, demande au dépositaire central de transmettre la liste des opérations déclarées par un redevable pour une période donnée. La base est également accessible, par les services de contrôle de l'administration fiscale, dans les locaux du dépositaire central. Aucune difficulté n'a été relevée par l'administration s'agissant de la transparence de la collecte de cette taxe puisque l'intégralité des données détaillées servant à établir les situations agrégées pour chaque PSI, sont tenues, par Euroclear France, à disposition de l'administration.

Impact du commerce électronique sur les commerces de proximité

3797. – 20 mars 2025. – **M. Sébastien Fagnen** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire** sur les parts de marché que le commerce électronique dérobe à nos acteurs économiques locaux. Malgré l'attachement des Français aux commerces de proximité, on observe, entre 2010 et 2020, un taux de croissance annuel de 14 % du commerce électronique contre seulement 1,4 % pour le commerce en magasin. Pour ce faire, les commerces de proximité sont désormais dans l'obligation de se digitaliser afin de proposer une nouvelle offre de vente en ligne ce qui engendre de nouveaux coûts et une concurrence accrue avec les plateformes de commerce électronique. En effet, ces dernières ne cessent de progresser en France. Avec un chiffre d'affaires de 159,9 milliards d'euros en 2023, nous constatons une progression de plus de 10 % par rapport à 2022. Comme en témoigne aussi le nombre de transactions réalisées en France en 2022 : 2,3 milliards d'achats en ligne avec un panier moyen de 65 euros, en hausse de 6,9 % par rapport à 2021. De ce fait, il souhaite connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement pour garantir l'équité fiscale, les géants du commerce bénéficiant d'avantages compétitifs alors que les commerces locaux doivent faire face à des charges plus lourdes. Ainsi, il interroge le Gouvernement sur les leviers réglementaires et fiscaux qu'il envisage de mobiliser pour permettre une concurrence équitable entre le commerce local et les grandes plateformes numériques. En particulier, il souhaite connaître les mesures envisagées pour aligner la fiscalité de ces acteurs du marché économique français. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Réponse. – Le Gouvernement est soucieux de poursuivre la recherche d'un équilibre entre la taxation du commerce physique et celle du commerce en ligne et à ce titre, plusieurs mesures ont déjà été mises en oeuvre. S'agissant des impôts de production, les différences de contribution entre commerce physique et commerce en ligne sont marginales (0,6 point). Le développement de l'omnicanalité a réduit cet écart, ainsi que les baisses successives des impôts de production depuis 2021. Ainsi, en 2021, les commerces à dominante physique - c'est-à-dire ceux qui réalisent moins de 10 % de chiffre d'affaires de vente à distance - ont contribué aux impôts de production à hauteur de 5,5 % de leur valeur ajoutée, contre 5,3 % pour les commerces réalisant plus de la moitié de leur chiffre d'affaires en vente à distance. Pour leur part, les commerçants qui sont dans une situation intermédiaire du point de vue de la vente en ligne (entre 10 et 50 % de leur chiffre d'affaires) contribuent davantage aux impôts de production, ce qui reflète implicitement la taille de ces acteurs. Plus spécialement, la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) a allégé la fiscalité pesant notamment sur les commerçants physiques. La CVAE représentait en effet 1,2 % de la valeur ajoutée produite par le secteur du commerce de détail en 2020, puis 0,7 % en 2021. La suppression de la CVAE à horizon 2030, accompagnée d'une baisse du taux du mécanisme de plafonnement en fonction de la valeur ajoutée qui affecte aussi la cotisation foncière des entreprises (CFE), constituera un choc de compétitivité positif annuel pour les acteurs du secteur estimé à 1,3 % de la valeur ajoutée, correspondant à 1,25 milliard d'euros en 2021, par rapport à la période pré-réformes. Par ailleurs, les impôts fonciers sont considérés par la littérature économique comme des impôts relativement peu distorsifs parmi les impôts de production, et assurent un lien entre entreprises et territoire. Au contraire, d'autres taxes spécifiques existent, telles que la taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) qui s'applique sur les surfaces de vente importantes - dépassant un certain seuil de surface et de chiffre d'affaires - et vise ainsi à favoriser un développement équilibré entre petits commerces et grandes surfaces commerciales. De plus, en 2019, et suite à l'échec de l'instauration d'une taxe sur les géants du numérique au niveau européen, la France a été le premier État à appliquer une taxe sur les services numériques, laquelle concerne notamment les entreprises mettant à disposition une interface numérique pour fournir des services d'intermédiation entre utilisateurs, comme les places de marché. Un taux de 3 % est appliqué au montant des sommes perçues par l'intermédiaire et rattachables à la France. De même, de nouvelles règles en matière de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour le commerce électronique sont entrées en vigueur depuis le 1er juillet 2021. Transposition d'une directive européenne, ces règles prévoient notamment la taxation des colis au premier euro à l'importation et la redevabilité, dans certains cas, des plateformes de e-commerce. Elles ont été en outre approfondies par une nouvelle directive, adoptée, le 11 mars 2025 et qui prévoit une série de mesures s'échelonnant jusqu'en 2030 et permettant de mieux appréhender la taxation des échanges internationaux. En outre, la France a activement participé aux discussions de l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la réallocation des droits imposés dans les États où la valeur est créée et sur l'imposition minimale mondiale des groupes d'entreprises multinationales. L'article 33 de la loi no 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 transpose ainsi en droit interne les règles de la directive (UE) 2022/2523 permettant d'instaurer un niveau minimal d'imposition fixé

à 15 % pour les bénéfices des groupes d'entreprises multinationales disposant d'une implantation en France, ainsi que des grands groupes nationaux qui développent leurs activités sur le seul territoire français. Ainsi, le levier fiscal a été fortement mobilisé récemment pour adapter l'environnement fiscal au développement des plateformes numériques de commerce, et ses effets en faveur des commerces de proximité doivent encore se déployer dans les prochaines années. Il convient enfin de rappeler que le Gouvernement a présenté le 29 avril 2025 la mise en oeuvre d'un plan d'action pour la régulation et la sécurité du e-commerce, dans le but notamment de prévenir et lutter contre les fraudes à la TVA, mais également de soutenir au niveau européen la fin de l'exemption de droits de douane pour les petits colis de moins de 150 euros transportés par les plateformes de e-commerce.

Assurances des collectivités territoriales

3947. – 27 mars 2025. – **M. Pascal Savoldelli** interroge **M. le Premier ministre** au sujet des conséquences du décret du 22 décembre 2023 modifiant le taux de la prime ou cotisation additionnelle relative à la garantie « catastrophe naturelle » aux contrats d'assurance mentionné à l'article L. 125-2 du code des assurances. Il rappelle que l'accumulation des catastrophes climatiques liées au changement climatique (inondations, incendies …) a profondément bouleversé la relation entre les collectivités territoriales et les sociétés d'assurances. Selon les conclusions de la mission d'information sur les problèmes assurantiels des collectivités territoriales publiées le 27 mars 2024 au Sénat, 29 % des collectivités ayant répondu à l'enquête de la mission ont vu leur contrat d'assurance faire l'objet d'un avenant, avec pour conséquence une hausse de la cotisation pour 94 % d'entre elles. Il rappelle également que, des suites des évènements urbains survenus fin juin - début juillet 2023, plusieurs assureurs ont résilié leurs contrats avec des collectivités territoriales. Il rappelle enfin que l'arrêté du 22 décembre 2023 a relevé le taux de la surprime de 12 % à 20 % au 1er janvier 2025 pour les contrats d'assurance de dommages au biens (particuliers et professionnels dont les administrations et collectivités) et modifié plus globalement l'article D. 125-5-7 du code des assurances. À la suite de ce décret, la renégociation des contrats d'assurances des collectivités avec les assureurs a fait l'objet d'une augmentation exponentielle du coût des franchises. Surtout, s'en est suivi l'autorisation de confondre les risques et les franchises. Un certain nombre de contrats appliquent ainsi des franchises associant de façon égale risques climatiques et risques liés à de potentiels évènements urbains ; de natures pourtant tout-à-fait différentes. Après les inondations de l'automne 2024, et notamment des suites décret du 22 décembre 2023 mentionné ci-avant, plusieurs collectivités se trouvent dans une situation où les assureurs refusent d'indemniser les collectivités, et renvoient celles-ci à traiter directement avec la Caisse centrale de réassurance (CCR). Aussi, il l'interroge sur la manière dont il compte réformer l'arrêté du 22 décembre 2023 pour un retour à une indemnisation sans franchise « importée » en cas de catastrophe naturelle. Il l'interroge également sur la possibilité d'une meilleure régulation du marché des assurances par un rôle accru du médiateur, comme l'avait préconisée la mission sénatoriale. **– Question transmise à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.**

Réponse. – Le niveau de la surprime « catastrophes naturelles » a été augmenté à compter du 1er janvier 2025, pour la 1e fois depuis près de 25 ans, afin de garantir la pérennité financière du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles, dans un contexte de hausse de la sinistralité lié au changement climatique et de renchérissement du coût des réparations. Cette hausse, préconisée par le rapport de la mission sur l'assurabilité des risques climatiques remis aux ministres chargés de l'économie et de la transition écologique, octroie une capacité financière supplémentaire de 1,2 milliards d'euros au régime, tout en restant contenue pour les assurés en raison d'une base très large. Ce rééquilibrage permettra, en particulier, de renforcer les moyens d'actions du régime et d'améliorer l'indemnisation des sinistrés (assouplissement des critères de reconnaissance de sécheresses, prise en charge obligatoire des frais de relogement notamment). En outre, le Gouvernement reste très attentif à la problématique de l'assurance pour les collectivités. S'appuyant sur les constats de plusieurs rapports récents qui font état de difficultés assurantielles des collectivités, le Gouvernement a annoncé une série de mesures lors du Roquelaure de l'assurabilité des territoires, qui s'est tenu le 14 avril dernier, avec pour ambition de fournir un appui immédiat aux collectivités en difficulté et une offre assurantielle mieux adaptée et plus attractive. En premier lieu, les collectivités rencontrant des difficultés à trouver une offre d'assurance pourront s'adresser à une nouvelle cellule d'accompagnement et d'orientation nommée « CollectivAssur ». Le médiateur de l'assurance y jouera un rôle important, puisque qu'il sera chargé de la supervision de la cellule, qui agira indépendamment des activités de médiation. En deuxième lieu, le Gouvernement va adapter la réglementation pour fluidifier le marché assurantiel des collectivités. À cet égard, le niveau des franchises applicable aux collectivités sera révisé par voie règlementaire pour éviter l'application disproportionnée, que le parlementaire décrit justement, entre l'aléa subi et le montant payé. Un décret simple corrigera l'article D. 125-5-7 du code des assurances qui dispose que le montant de la franchise est égal au

montant de la franchise le plus élevé figurant au contrat. Cette franchise sera plafonnée pour les petites communes et s'élèvera par défaut à une fraction du montant des dommages subis. Enfin, conformément à une recommandation du rapport d'Alain Chrétien et Jean-Yves Dagès sur l'assurabilité des biens des collectivités locales et de leur groupement, le ministère de l'économie, des finances, de la souveraineté industrielle et numérique travaille à la mise à jour du guide pratique de passation des marchés publics d'assurance des collectivités territoriales, dont la nouvelle édition sera publiée à l'été. Ce guide, élaboré avec le concours des associations d'élus, des assureurs et des courtiers, fournira aux collectivités des recommandations et des outils opérationnels pour faciliter la communication entre les collectivités et les assureurs (inventaire du patrimoine à assurer, historique de sinistralité, modèles de cahier des charges, valorisation des actions de prévention…) et ainsi attirer de nouveaux acteurs sur ce marché. Le Gouvernement poursuivra les efforts en la matière pour maintenir la possibilité pour les Français de s'assurer contre les risques naturels et conforter l'assurabilité des collectivités territoriales.

Nouvelle baisse des bases de taxe d'habitation sur les résidences secondaires pour les communes et les EPCI

4049. – 3 avril 2025. – **Mme Lauriane Josende** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur la nouvelle baisse préoccupante des bases de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). En effet, depuis 2023, les propriétaires de résidences secondaires et de logements vacants sont tenus de mettre à jour les informations relatives à la jouissance du local, la nature de l'occupation et l'identité des occupants avant le 1er juillet. Ces informations sont déclarées sur l'application Gérer Mon Bien Immobilier (GMBI) et conditionnent l'imposition des locaux à la taxe d'habitation. Les bases de taxe d'habitation des communes et des intercommunalités ont augmenté de 22 % en 2023, soit un niveau nettement supérieur à la revalorisation forfaitaire s'appliquant sur ces bases (+7,1 %). Afin de rectifier les erreurs associées aux déclarations sur l'application GMBI, une première vague de régularisation à la baisse a été mise en oeuvre en 2024. Cette tendance se poursuit. En effet, plusieurs communes et EPCI viennent de constater des bases de THRS à nouveau en baisse de 10 % à 20 %. Un tel phénomène peut s'expliquer par le recentrage des bases de THRS prévu à l'article 110 de loi nº 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025. Ainsi, son périmètre est désormais limité aux seules résidences secondaires et non plus à l'ensemble des « locaux meublés non affectés à l'habitation principale » comme c'était le cas jusqu'à présent. Cependant, ce même budget prévoyait une compensation d'exonération estimée à 85 millions d'euros, soit environ 2 % des produits nationaux de THRS. Force est de constater que ce dispositif, dans sa version actuelle, est inopérant. Par conséquent, elle souhaite savoir comment le Gouvernement entend compenser effectivement les communes et les intercommunalités qui subissent cette nouvelle baisse des bases de THRS.

Réponse. – Au niveau national, les bases d'imposition de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) sont particulièrement dynamiques. Entre 2022 et 2024, les bases d'imposition augmentent de plus de 17 % passant de 11,5 Mdeuros à 13,5 Mdeuros. Cette hausse trouve son origine dans la prise en compte de l'inflation (l'indice des prix à la consommation retenu pour la revalorisation des bases imposables s'est établi à 11,1 % sur la période) et dans la prise en compte des déclarations d'occupation transmises par les propriétaires. La mise en oeuvre de la déclaration d'occupation des logements en 2023, qui oblige désormais chaque propriétaire, à chaque changement de situation, à déclarer s'il occupe ses logements à titre principal ou secondaire, s'ils sont loués ou vacants, ne s'est donc pas traduit par une baisse des bases d'imposition de la THRS au niveau national. Pour autant, l'augmentation significative des montants de THRS mis en recouvrement et reversés aux collectivités locales, qui sont passés de moins de 3 Mdeuros en 2022 à près de 4 Mdeuros en 2024, est décorrélée de l'évolution réelle du nombre de résidences secondaires imposables à la THRS. En effet, compte tenu des défaillances et erreurs déclaratives des propriétaires, plus de 1,05 Mdeuros ont ainsi été dégrevés au titre de la THRS 2023 et près de 600 Meuros au titre de la THRS de l'année 2024 (situation à mi-mars 2025). Cela étant, les produits versés à tort sont restés acquis aux collectivités, puisque les dégrèvements de THRS et de THLV correspondants ont été financièrement pris en charge par l'État. Tenant compte de cette situation, la direction générale des finances publiques (DGFiP) a mis en oeuvre en 2024 un dispositif de fiabilisation des montants des bases prévisionnelles d'imposition notifiées aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) en matière de THRS, dispositif qui a été reconduit en 2025. Ainsi, pour la communication des bases prévisionnelles 2025, ont été déduites des bases imposées et définitives 2024 (telles que communiquées aux collectivités locales sur les états nº 1386 *bis* taxe d'habitation -TH-) les bases dégrevées par les services de la DGFiP en amont de la

production des états n° 1259. Cette déduction a ainsi permis de fiabiliser le montant des bases prévisionnelles pour permettre aux communes et EPCI de voter leur taux 2025 dans les meilleures conditions possibles. La fiabilisation des bases d'imposition appelle aussi à un renforcement des échanges entre la DGFiP et les collectivités locales. Il importe de fluidifier les relations des services de l'État avec les collectivités dans une optique de fiabilisation des informations. Si l'administration des finances publiques dispose d'une compétence exclusive en matière de gestion de l'assiette des impôts directs locaux et de contrôle fiscal, les dispositions législatives actuelles permettent aux collectivités d'intervenir dans le recensement des bases des impositions directes locales en organisant des échanges mutuels d'informations utiles à cette fin entre elles et l'administration. Enfin, en ce qui concerne le dispositif de recentrage de la TH sur les seules résidences secondaires, l'article 110 de la loi de finances pour 2025 institue un prélèvement sur les recettes de l'État précisément destiné à compenser les pertes que connaîtraient les collectivités locales. La compensation est égale, pour chaque collectivité ou établissement public, au produit de référence perçu en 2024 sur son territoire et sera versée, chaque année, à partir de 2025.

Situation fiscale des travailleurs espagnols de l'hôpital transfrontalier de Cerdagne

4270. – 17 avril 2025. – **M. Jean Sol** souhaite rappeler l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur sa question écrite n° 11296 publiée au JO du Sénat le 18/04/2024 au sujet de la situation fiscale des travailleurs espagnols de l'hôpital transfrontalier de Cerdagne. Depuis 2014, le groupement européen de coopération territoriale (France, Espagne, Generalitat de Catalogne) applique une fiscalité à l'ensemble des salariés en fonction de critères précis. En effet, si la résidence fiscale est en Catalogne, les salariés sont soumis au prélèvement à la source selon les taux applicables en Espagne. Si la résidence fiscale est en dehors de l'Union européenne (par exemple en Andorre) le prélèvement à la source s'applique au taux de 21 %. Enfin, si la résidence fiscale est en France, les salariés vivant au-delà d'un rayon de 20 km de leur lieu de travail, sont soumis au prélèvement à la source de 19 % comme indiqué dans les traités internationaux de coopération entre la France et l'Espagne. En revanche, pour ceux vivant dans un rayon de 20 km de leur lieu de travail, ils ne sont pas soumis au prélèvement à la source comme l'indique le traité. Récemment, certains travailleurs frontaliers vivant dans le rayon des 20 km ont été informés d'un possible prélèvement rétroactif de 19 % pour les années 2020 à 2023. Considérant le fait que des dizaines de salariés espagnols vivent du côté français à moins de 20 km et que cet hôpital permet à la population transfrontalière de trouver une offre de soin, il lui demande si le Gouvernement entend trouver une solution avec l'Espagne pour ne pas décourager les travailleurs espagnols vivant en France de continuer de s'y engager.

Réponse. – La situation de double imposition que subissent des travailleurs transfrontaliers de l'Hôpital Transfrontalier de Cerdagne fait suite à des opérations de contrôle fiscal menées par les autorités fiscales du Royaume d'Espagne. L'administration fiscale espagnole réclame aux salariés le paiement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en Espagne et considère qu'ils ne peuvent pas bénéficier du régime fiscal des travailleurs transfrontaliers qui confère dans cette situation le droit d'imposition à la France. Elle étaye sa position par l'article 19 de la convention fiscale franco-espagnole, qui stipule que les rémunérations versées par un État, une collectivité territoriale ou une de ses personnes morales de droit public ne sont imposables que par l'Etat qui les verse. Saisi de la situation par les intéressés et en lien avec la direction de l'Hôpital, le bureau compétent de la Direction générale des finances publiques a pris l'attache de son homologue espagnol afin de trouver au plus vite une solution à cette situation qui n'est pas acceptable. Mes services estiment que cet article n'est pas applicable s'agissant d'une personne morale des deux Etats telle que l'Hôpital de Cerdagne, constituée sous la forme d'un Groupement Européen de Coopération Territoriale et que, par suite, le régime fiscal appliqué jusqu'à présent est conforme aux termes de la convention fiscale. Néanmoins, à ce jour, en dépit d'échanges nourris entre les deux administrations, le dossier reste en discussion. Cette affaire demeure traitée avec le plus haut niveau de priorité par mes services, en lien constant avec l'ambassade à Madrid et le Consulat Général à Barcelone.

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Participation financière des communes pour les élèves scolarisés dans un établissement privé en langue régionale

2638. – 19 décembre 2024. – **Mme Lauriane Josende** attire l'attention de **Mme la ministre de l'éducation nationale** sur les conditions de participation financière des communes aux frais de scolarité des élèves résidant sur leur territoire mais scolarisés dans un établissement privé sous contrat d'association situé dans une autre commune

et proposant un enseignement en langue régionale. Elle souligne qu'en vertu des dispositions de l'article L. 212-8 du code de l'éducation, une commune de résidence peut être tenue de contribuer financièrement aux frais de scolarité d'élèves inscrits dans des établissements privés sous contrat situés hors de leur territoire, lorsque ceux-ci dispensent des enseignements spécifiques absents des établissements publics ou privés de la commune de résidence. Cette obligation vise notamment à garantir l'accès à des enseignements spécialisés, tels que l'enseignement bilingue en langue régionale prévu par l'article L. 312-10 du code de l'éducation. Cependant, une situation particulière soulève des interrogations juridiques : dans les cas où la commune de résidence ne dispose pas d'un véritable enseignement bilingue mais propose néanmoins, dans le cadre de son projet pédagogique, une initiation à la langue régionale dispensée par des locuteurs qualifiés, la condition spécifique d'absence de service équivalent peut-elle être considérée comme remplie ? Ainsi, elle lui demande de préciser si, dans une telle configuration, la commune de résidence est légalement tenue de verser un forfait scolaire à une autre commune accueillant un établissement privé sous contrat proposant un enseignement bilingue, bien que cette dernière puisse déjà bénéficier d'une offre éducative locale similaire en langue régionale.

Participation financière des communes pour les élèves scolarisés dans un établissement privé en langue régionale

3651. – 6 mars 2025. – **Mme Lauriane Josende** rappelle à **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** les termes de sa question n° 02638 sous le titre « Participation financière des communes pour les élèves scolarisés dans un établissement privé en langue régionale », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – L'article 6 de la loi n° 2021-641 du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion, codifié à l'article L. 442-5-1 du code de l'éducation, oblige la commune de résidence d'un enfant inscrit dans une école privée sous contrat dispensant un enseignement de langue régionale situé sur le territoire d'une autre commune à contribuer aux frais de scolarité de cet enfant si elle ne dispose pas d'école dispensant un enseignement de langue régionale. Cet article dispose également que cette participation financière « fait l'objet d'un accord entre la commune de résidence et l'établissement d'enseignement situé sur le territoire d'une autre commune ». Conformément aux articles L. 312-10 à L. 312-11-2 du code de l'éducation, l'enseignement d'une langue régionale est défini comme une matière enseignée dans le cadre de l'horaire normal des écoles maternelles et élémentaires avec un cadre pédagogique clairement établi. L'obligation de participation financière prévue à l'article L. 442-5-1 dépend donc de la nature de l'offre éducative locale. Une simple initiation à la langue régionale ne répond pas aux critères légaux pour qualifier une école d'établissement dispensant un enseignement de langue régionale. En revanche, une offre structurée respectant les dispositions des articles L. 312-10 à L. 312-11-2 exonère la commune de résidence de toute obligation de financement au titre de cet article.

Carte scolaire dans les territoires ruraux

2778. – 16 janvier 2025. – **M. Franck Menonville** attire l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur la carte scolaire dans les territoires ruraux. La carte scolaire est déterminée à chaque début d'année. Elle entérine les ouvertures et les fermetures de classes pour la prochaine rentrée scolaire. Ces dernières sont souvent vécues comme une atteinte à l'intégrité de la commune. Elles suscitent de grandes préoccupations tant chez les élus, chez les personnels enseignants que chez les parents d'élèves. Les territoires ruraux se voient appliqués les mêmes critères que les autres territoires, alors qu'ils revêtent des spécificités notables. Une adaptation des seuils des effectifs permettrait de prendre en compte les réalités territoriales à l'instar de ce qui est prévu par la loi n° 2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne codifiée à l'article L. 212-3 du code de l'éducation qui stipule que « Dans les départements de montagne, la mise en oeuvre de la carte scolaire permet l'identification des écoles publiques (ou des réseaux) qui justifient l'application de modalités spécifiques d'organisation scolaire, notamment en termes de seuils d'ouverture et de fermeture de classes, au regard de leurs caractéristiques montagnardes, de la démographie scolaire, de l'isolement, des conditions d'accès et des temps de transports scolaires. Le nombre d'enseignants du premier degré affectés à chaque département par le recteur d'académie est déterminé en prenant en compte les effectifs scolaires liés à la population des saisonniers. » Le dispositif France Ruralités Revitalisation (FRR) qui remplace les zones de revitalisation rurale prévoit une approche différenciée par zonage pour maintenir l'aide au développement des territoires ruraux. Il souhaiterait connaître les intentions du Gouvernement pour adapter les critères de la carte scolaire aux réalités des territoires ruraux à l'instar des territoires de montagne et l'opportunité de les fixer sur les zonages FRR.

Réponse. – La carte scolaire est avant tout un instrument de politique éducative que l'éducation nationale mobilise pour s'adapter à la réalité de nos territoires en constante évolution. C'est donc un travail continu qui est mené avec les forces vives de ces territoires pour que chaque élève dispose des meilleurs conditions d'enseignement possibles. Il convient de préciser que d'une manière générale, les travaux de préparation donnent lieu à de nombreux échanges avec les élus locaux et ont lieu sur la base d'une appréciation fine et objective de la situation de chaque école et des spécificités de chaque territoire. Dans le cadre de ces échanges, les spécificités des zones de montagne, comme la difficulté d'accès, sont bien entendu pris en compte. Ce processus, initié dès septembre, se poursuit jusqu'à la rentrée scolaire suivante dans un dialogue continu avec les élus et un suivi très attentif des évolutions éventuelles d'effectifs. La répartition des moyens dans le premier degré tient notamment compte du caractère plus ou moins rural de chaque académie, département, puis de chaque circonscription et de chaque école. À la maille la plus fine, celle de l'école, les temps de transport des élèves sont également pris en compte. Ainsi, l'élaboration de la carte scolaire tient toujours compte du contexte du territoire et bien sûr de son caractère rural. Pour mieux répondre aux préoccupations exprimées par les élus locaux, en 2024, le dialogue et la coordination ont été renforcés en amont des conseils départementaux de l'éducation nationale (CDEN), dans le cadre de l'observatoire des dynamiques rurales, instance de concertation mise en place dans ces territoires pour donner de la visibilité sur les évolutions démographiques et en partager les implications potentielles pour la structure des écoles, dans une logique pluriannuelle. À la rentrée 2024, 945 373 enfants étaient scolarisés dans l'une des 14 307 écoles publiques situées en zone rurale hors éducation prioritaire (soit 17,5% des élèves et 33,4 % des écoles). Ces écoles ne constituent pas un bloc homogène. Il ne peut y avoir de réponse unique à la diversité des situations des écoles en milieu rural. On constate en tout état de cause que les taux d'encadrement y sont favorables, avec une moyenne de 20 élèves par classe dans les communes rurales éloignées et 21,6 dans les communes rurales périphériques, inférieure au ratio national de 23,3 élèves par classe des écoles hors éducation prioritaire. La réforme de l'allocation des moyens d'enseignement du premier degré public mise en oeuvre depuis la rentrée 2015 y a contribué en prenant mieux en compte la difficulté sociale et le contexte territorial, en particulier dans les communes rurales très peu denses. L'engagement de l'État à ne pas fermer d'école sans avoir l'accord du maire est reconduit à la rentrée 2025. Toutefois des fermetures d'écoles dans les communes rurales éloignées, toujours avec l'accord du maire, peuvent avoir lieu, notamment dans le cas de fusion d'une école maternelle et d'une école élémentaire afin de créer une école primaire, de la création d'un nouveau pôle scolaire ou de la réorganisation d'un regroupement pédagogique intercommunal.

Fermetures de classes de BTS industriels et de baccalauréats professionnels dans les territoires ruraux et intermédiaires

2938. – 23 janvier 2025. – **M. Éric Gold** appelle l'attention de **Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur la fermeture de classes de brevets de techniciens supérieurs (BTS), notamment dans la filière industrielle, mais également de baccalauréats professionnels (qui alimentent eux-mêmes les BTS). Depuis plusieurs années, le nombre de places dans ces formations se réduit dans les territoires ruraux et dans les centres urbains intermédiaires, et ce pour plusieurs raisons : désaffection des jeunes pour les métiers de l'industrie, envie de partir pour une grande ville ou, si l'étudiant souhaite rester sur son territoire, problèmes de mobilité. Autre facteur favorisant les réductions de places dans ces formations : le rectorat les répartit en fonction des limites administratives, alors même que la notion de « bassin de vie » semble plus adaptée aux besoins. Rappelons que, pour toute une partie des bacheliers technologiques et professionnels issus de milieux modestes ou de zones rurales, le BTS apparaît comme un moyen d'accéder à l'enseignement supérieur sans avoir à quitter son territoire, par manque de moyens financiers ou de mobilité. La répartition des formations doit obéir à un impératif d'aménagement du territoire tout en répondant aux besoins de main d'oeuvre, notamment dans les métiers de l'industrie. Dans un discours prononcé en mai 2023, le Président de la République avait exprimé son intention « d'accélérer la réindustrialisation de la France », une intention louable toutefois inatteignable sans les formations adéquates, réparties sur l'ensemble du territoire de manière à garantir l'égalité des chances. Il demande donc au Gouvernement de préciser sa position concernant la baisse du nombre de places en BTS et Bac pro dans certains territoires, face aux besoins de main d'oeuvre des entreprises et à l'objectif de réindustrialisation de la France.

Réponse. – La réforme des lycées professionnels initiée en mai 2023 par le Président de la République pose l'insertion professionnelle des élèves comme une priorité. La transformation de la carte des formations professionnelles s'accompagne de nécessaires ajustements régionaux pour répondre au mieux aux besoins en recrutement local. Les affectations en baccalauréats professionnels se font au niveau académique, mais des accords

entre académies sont mis en place pour des formations dites rares et ainsi permettre aux élèves de suivre la formation désirée au-delà des frontières de leur académie. Pour les formations en BTS, comme pour toutes les formations de l'enseignement supérieur dites sélectives, les élèves peuvent candidater dans toutes les formations de France sans restriction géographique. Les formations industrielles représentent 40 % des effectifs des baccalauréats professionnels et 25,6 % des effectifs en BTS. Certains BTS ou baccalauréats professionnels pâtissent d'un manque d'attractivité, d'une insertion faible ou d'un faible taux de poursuite d'étude. Un travail sur la découverte des métiers en collège mais aussi en lycée permet d'attirer de nouveaux élèves vers des filières porteuses à l'horizon France 2030. Dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt national « compétences et métiers d'avenir » (AMI CMA) qui s'inscrit dans le cadre des objectifs et leviers de France 2030 et vise à répondre aux besoins des entreprises et des institutions publiques en matière de formation, d'ingénierie de formation, initiale et continue, et d'attractivité des formations, l'État aide au financement de plateaux techniques coûteux afin de permette les rénovations de diplômes ou les ouvertures de formations nécessaires. Par ailleurs, un partenariat riche est mis en place avec les acteurs du monde industriel pour mettre en oeuvre des colorations industrielles de diplômes et ainsi permettre une meilleure insertion professionnelle. Ces partenariats sont conclus au niveau local, académique ou national. Depuis la rentrée 2023, deux colorations nationales de formations diplômantes dans le secteur industriel sont proposées : d'une part en lien avec les métiers du nucléaire en partenariat avec l'université des métiers du nucléaire, et d'autre part avec les écoles du réseau électrique et de la transition énergétique en partenariat avec Enedis. À la rentrée 2024, le solde des formations industrielles en BTS (ouvertures-fermetures) au niveau national est de + 419 places ouvertes dont 63 en voie scolaire et 356 en apprentissage. Pour le baccalauréat professionnel, le solde national est de + 1 185 places dont 873 en voie scolaire et 312 en apprentissage. La tendance des ouvertures de places dans les formations industrielles pour la rentrée 2025, sous réserve des votes en conseil régional, s'accentue dans toutes les branches concernées.

ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Accompagnement des femmes victimes de violences

3883. – 27 mars 2025. – **Mme Mireille Jouve** appelle l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations** sur la nécessité d'offrir aux associations de la fédération nationale solidarité femmes un financement pérenne. Le 3919, « violences femmes info », est le numéro national de référence pour l'écoute, l'information et l'orientation des femmes victimes de violences, notamment conjugales. Le 7 mars 2025, la fédération nationale solidarité femmes a révélé que cette ligne avait pris en charge un nombre record de plus de 100 000 appels en 2024. Il s'agit trop souvent d'une question vitale, puisque 14 % des appelantes ont témoigné avoir subi des menaces de mort. Près de 22 000 enfants seraient également victimes indirectes ou directes de ces violences, avec un fort retentissement sur leur santé physique et mentale. Ces appels sont donc essentiels en ce qu'ils constituent non seulement une libération par la parole, mais encore un premier pas pour sortir d'une situation insupportable. Or, pour que le dispositif soit pleinement efficace, il doit s'appuyer sur tout le réseau d'associations locales partenaires de la fédération nationale solidarité femmes. Dans ce cadre, elle lui demande comment assurer à ces associations un financement pérenne, afin qu'elles puissent continuer à offrir un accompagnement spécialisé de qualité à toutes les femmes victimes de violences.

Réponse. – La lutte contre toutes les formes de violences faites aux femmes est une priorité qui mobilise l'ensemble du Gouvernement et, depuis 2022, l'une des 60 politiques prioritaires du Gouvernement. Ce chantier interministériel « Mieux protéger et accompagner les femmes victimes de violences » s'inscrit dans la dynamique initiée en 2019 par le Grenelle de lutte contre les violences conjugales, poursuivie et amplifiée avec le plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes « Toutes et tous égaux » (2023-2027), qui intègre un nouvel axe d'actions visant à mieux prévenir et combattre les violences sexistes et sexuelles. Cet engagement s'est traduit, depuis 2017, par un renforcement conséquent de notre arsenal juridique et surtout par un effort budgétaire sans précédent pour développer les dispositifs d'écoute, d'accompagnement et de prise en charge des femmes victimes de violences et de leurs enfants. Ainsi, les crédits mobilisés par l'ensemble des ministères concernés pour la mise en oeuvre des mesures du Grenelle ont considérablement augmenté, passant de 11 millions d'euros en 2020 à près de 240 millions d'euros en 2024. Depuis 2023, les moyens consacrés à la mise en oeuvre des mesures de l'axe « Lutte contre les violences » du plan « Toutes et tous égaux » sont estimés à 55 millions d'euros en 2023 et 91 millions d'euros en 2024. Les associations spécialisées sont naturellement des partenaires essentiels du ministère chargé de l'Egalité entre les femmes et les hommes. La politique de prévention et de lutte

contre les violences faites aux femmes s'appuie très largement sur ces structures, dont les dispositifs et actions sont particulièrement soutenues par les crédits du programme 137 (P137), qui ont triplé au cours des cinq dernières années, passant de 30,2 millions d'euros en LFI 2020 à 94 millions d'euros en LFI 2025. Les crédits du P137 spécifiquement dédiés à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles atteignent 81 millions d'euros en LFI 2025. Plus de la moitié, soit près de 42 millions, sont consacrés aux subventions allouées aux associations spécialisées sur le champ des violences sexistes et sexuelles. La majorité d'entre elles bénéficient de conventions pluriannuelles d'objectifs sur trois ans, afin de sécuriser leur financement. Le soutien apporté par le ministère chargé de l'Egalité entre les femmes et les hommes à la Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF) s'inscrit dans la même dynamique. Les financements qui lui sont alloués ont plus que doublé depuis 2021, passant de 2,6 millions d'euros (dont 2,3 affectés au fonctionnement du 3919) à 5,4 millions d'euros (dont 4,15 pour le 3919) en 2024. Cette augmentation des moyens a notamment permis à la FNSF de restructurer sa gouvernance et surtout de renforcer ses effectifs, par le recrutement de 17 nouvelles salariées entre 2023 et 2024. Ces évolutions ont déjà produit des résultats significatifs, avec une progression constante du taux de réponse du 3919, qui est passé de 61,9% en 2021 à 86,5% en 2023.

Invisibilisation des dysménorrhées au travail

4191. – 10 avril 2025. – **M. Patrick Kanner** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations** au sujet de l'invisibilisation des dysménorrhées dans le monde du travail. Selon un sondage Ifop d'octobre 2022, deux femmes en activité salariée sur trois ont déjà été confrontées à des difficultés liées à leurs règles au travail. Souvent minimisées ou considérées comme normales, ces symptômes sont toutefois facteurs de discrimination professionnelles. Pour y faire face, plusieurs collectivités cherchent à instaurer des dispositifs adaptés, notamment via l'instauration d'arrêts menstruels. Cependant, elles se heurtent à des obstacles juridiques et législatifs qu'il convient de faire évoluer. C'est pourquoi, il souhaite savoir quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour améliorer les conditions de travail des femmes souffrant de dysménorrhées invalidantes.

Réponse. – Le Gouvernement est entièrement mobilisé sur la question de la santé des femmes et des douleurs invalidantes gynécologiques, qui touchent de nombreuses femmes en activité. Dans la fonction publique, les autorisations spéciales d'absence (ASA) permettent aux agents publics de s'absenter sans impact sur leurs droits à congés. Toutefois, en l'état actuel du droit, les ASA sont strictement encadrées par la loi. L'article L. 622-1 du code général de la fonction publique n'autorise leur octroi que pour des motifs définis, tels que la parentalité ou certains événements familiaux. Aucune disposition législative ne prévoit actuellement la possibilité d'accorder des ASA pour des raisons de santé, y compris en cas de règles douloureuses, d'endométriose ou de dysménorrhées invalidantes. Ainsi, plusieurs initiatives locales de collectivités ayant mis en place un congé menstruel ont été récemment suspendues par le juge administratif (notamment le tribunal administratif de Toulouse, décision du 20 novembre 2024), en raison de leur incompatibilité avec le cadre juridique en vigueur. Ces décisions illustrent les limites actuelles du droit en la matière. Conscient de l'intérêt croissant pour ce sujet, tant chez les employeurs publics que chez les salariées concernées, le Gouvernement a engagé une réflexion interservices, notamment à travers la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), afin d'identifier des pistes juridiques permettant une meilleure prise en compte de ces situations, dans un cadre sécurisé. Par ailleurs, plusieurs leviers peuvent d'ores et déjà être mobilisés dans la pratique, avec l'accord de l'employeur : aménagements d'horaires, télétravail ponctuel ou autorisations d'absence sur la base d'un arrêt médical. Le quatrième plan santé au travail (2021-2025) et le plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2023-2027) comportent des actions spécifiques pour améliorer la santé des femmes au travail, en particulier dans la lutte contre les pathologies gynécologiques chroniques.

Renforcement de l'efficacité des parcours de sortie de la prostitution

4566. – 8 mai 2025. – **Mme Sophie Briante Guillemont** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations** sur les limites constatées dans la mise en oeuvre du parcours de sortie de la prostitution (PSP). Créés par la loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées, les PSP ont pour objectif de favoriser l'insertion sociale et professionnelle de ces personnes. Après l'avis favorable d'une commission départementale dédiée et l'autorisation du préfet, les bénéficiaires peuvent, avec le soutien d'une association agréée par l'État, accéder à un accompagnement individualisé, à un hébergement, à une autorisation provisoire de séjour pour les ressortissants étrangers, ainsi

qu'au versement d'une aide financière pour une durée maximale de deux ans. Cependant, la mise en oeuvre de ce dispositif demeure limitée, comme le soulignent les associations spécialisées. Les PSP restent difficiles d'accès, insuffisamment protecteurs et entravés par d'importantes lourdeurs administratives. D'une part, le nombre de bénéficiaires est faible : entre 2016 et 2022, seules 564 personnes ont été engagées dans un PSP, ce qui apparaît très insuffisant face à une estimation de 30 000 personnes prostituées en France. D'autre part, le déploiement territorial est très inégal : certaines préfectures n'ont jamais ouvert de PSP. Enfin, l'absence d'évaluation nationale de l'impact des PSP nuit à leur lisibilité et à la confiance des autorités locales dans le dispositif. Elle demande qu'un bilan de l'impact de ce dispositif soit établi afin de renforcer son efficacité, restaurer la confiance entre les acteurs concernés et assurer sa pérennisation. Elle souhaiterait aussi connaître les mesures envisagées pour consolider ce dispositif.

Réponse. – Renforcer l'application de la loi du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées est une priorité du Gouvernement. Depuis décembre 2023, tous les préfets de département ont installé une commission départementale chargée de mettre en oeuvre la politique de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle, et d'examiner les demandes d'entrée en parcours de sortie de la prostitution (PSP) qui leur sont soumises. Une enquête est menée annuellement auprès du réseau départemental des droits des femmes afin d'évaluer le fonctionnement et l'activité de ces commissions et, une fois par semestre, dans le cadre de la mise en oeuvre du chantier de la Politique prioritaire du gouvernement (PPG) « Lutter contre les violences faites aux femmes et les féminicides », dont l'un des sept indicateurs est le nombre de PSP en cours. Les résultats de ces enquêtes attestent d'une augmentation continue du nombre de personnes accompagnées. Ainsi, depuis 2017, 2097 personnes ont suivi ou suivent un PSP. En outre, 96% des PSP ont été accomplis dans la totalité des 24 mois et 95% des personnes qui en ont bénéficié ont un emploi ou sont en formation qualifiante en fin de PSP. Au 31 décembre 2024, 903 personnes étaient en PSP (446 en 2021 ; 643 en 2022 ; 845 en 2023) et 67 commissions départementales avaient des PSP en cours (48 en 2021 ; 56 en 2022 ; 65 en 2023). A la même date, 806 personnes avaient reçu au moins un versement de l'aide financière à l'insertion sociale (AFIS), soit une augmentation de 19% par rapport à 2023. Cette progression constante s'est accompagnée d'une augmentation importante des crédits du programme 137 consacrés à la lutte contre le système prostitutionnel au cours des dernières années : 3,3 millions d'euros en 2021 ; 4,5 millions d'euros en 2022 ; 5,1 millions d'euros en 2023 et 5,25 millions d'euros en 2024. Cette dynamique va encore s'amplifier avec la mise en oeuvre de la première stratégie nationale de lutte contre le système prostitutionnel et l'exploitation sexuelle, présentée le 2 mai 2024 à la suite d'une large concertation avec l'ensemble des acteurs concernés, institutionnels et associatifs. En effet, cette stratégie prévoit de confier aux commissions départementales la responsabilité d'établir un diagnostic territorial et d'élaborer une stratégie à l'échelle départementale, pour adapter l'action du Gouvernement à la réalité du terrain et la renforcer au service des victimes (mineures et majeures), sur l'ensemble des volets de la loi, social et répressif. Elle devrait donc conduire à une augmentation du nombre de parcours de sortie de la prostitution et de bénéficiaires de l'AFIS. Les moyens consacrés à la mise en oeuvre de ces objectifs et les résultats obtenus feront évidemment l'objet d'un suivi rigoureux, fondé sur de nombreux indicateurs, dont le nombre de demandes d'entrée (ou de renouvellement) des PSP ainsi que le nombre de refus et les motifs de refus. Le comité de suivi interministériel de la stratégie nationale, qui sera installé avant l'été et se réunira chaque année, en rendra compte en toute transparence.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Niveau de dépenses nécessaires des programmes budgétaires relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

196. – 3 octobre 2024. – **M. Sebastien Pla** appelle l'attention de **M. le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur l'importance qu'il y a à ce que l'État assure pleinement ses missions forgées par l'histoire de la République pour les habitantes et les habitants de notre pays et leur liberté. Le marché ne peut pas remplir toutes ces missions, en particulier, il ne peut pas porter le sens de l'égalité et de la fraternité, ou de la justice. Alors que l'embarras que représente la situation des finances publiques est mis en avant, il lui rappelle que la cohésion sociale, la solidarité, la solidité de nos systèmes de protection sociale, le sens du respect d'autrui, qui est essentiel à l'intégration de toutes et tous dans une société démocratique, l'assurance de perspectives prometteuses offertes aux générations à venir, la souveraineté dans les domaines stratégiques et dans les secteurs structurants de notre société et de notre économie, parmi lesquels l'environnement occupe une place primordiale, la capacité des collectivités territoriales à faire vivre la décentralisation sur tous les territoires, urbains, ruraux, périurbains, périphériques ou

ultramarins, doivent être encore développés et soutenus par les lois budgétaires votées par le Parlement. Les promesses de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen du 26 août 1789, comme celles du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, celles de la charte de l'environnement et les exigences de nombreux articles de la Constitution, relèvent de chaque ministère. Leur accomplissement demande des moyens. La redistribution a été pensée et mise en oeuvre pour apporter ces moyens, notamment par l'imposition des plus favorisés en faveur des besoins de tous. Encore faut-il connaître les besoins qui donnent corps à l'intérêt général et à l'intérêt de chacune et chacun. À cet égard, et mis à part les montants présentés lors des conférences budgétaires, il lui demande quel est, au regard des analyses faites par ses services, de celles des syndicats, des associations et des acteurs intervenant dans son secteur, des travaux de recherche, de réflexion et d'analyse, en particulier universitaires, dont il a connaissance, le niveau réel de dépenses annuelles nécessaires pour assurer l'efficacité légitimement attendue des programmes budgétaires relevant de son ministère.

Réponse. – Le rétablissement de nos finances publiques est un enjeu de souveraineté et de crédibilité, vis-à-vis des Français, de nos partenaires européens comme de nos investisseurs. La nécessaire consolidation de nos comptes publics passera par une réinterrogation profonde de notre niveau de dépenses publiques, qui atteint 57 % du PIB, supérieur de 8 points par rapport à la moyenne européenne. Il convient aussi et surtout d'interroger l'allocation de ces dépenses et l'organisation administrative dans l'exercice des missions. Ce travail est nécessaire pour retrouver, aujourd'hui comme à l'avenir, des marges de manoeuvre suffisantes pour financer les missions prioritaires et assurer des investissements stratégiques, par exemple dans la défense ou la transition écologique. C'est le sens de la démarche de refondation de l'action publique engagée par le Premier ministre. Cet effort s'est traduit cette année par le vote d'une loi de finances et d'une loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 ambitieuses, qui sécuriseront la diminution du déficit public à un niveau de 5,4 % du PIB en 2025 puis en-dessous de 3 % du PIB en 2029. L'État montre l'exemple avec une baisse historique des dépenses, la plus forte depuis 25 ans pour les ministères et les opérateurs. Cet effort sera poursuivi avec un pilotage fin de l'exécution qui sera assuré tout au long de l'année par l'ensemble des administrations publiques.

EUROPE

Risques que fait peser sur l'industrie européenne la redirection massive des exportations chinoises vers le marché européen

4635. – 15 mai 2025. – **M. Guillaume Chevrollier** appelle l'attention de **M. le ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe** sur les risques que fait peser sur l'industrie européenne la redirection massive des exportations chinoises vers le marché européen, dans le contexte de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. À la suite de la décision des États-Unis d'augmenter drastiquement les droits de douane sur les produits chinois, la Chine pourrait chercher à écouler une part importante de sa production excédentaire sur le marché européen. Cette évolution menace l'équilibre économique et industriel de plusieurs filières stratégiques. Certains secteurs, déjà fragilisés par la concurrence internationale, notamment l'acier et l'automobile, en particulier les véhicules électriques, sont directement exposés. L'Union européenne a certes adopté une taxation à hauteur de 35 % sur ces derniers, mais cela pourrait ne pas suffire. Dans ce contexte, plusieurs groupes chinois ont d'ores et déjà annoncé leur implantation sur le sol européen. Par ailleurs, les plateformes de commerce en ligne pourraient également accroître leurs exportations de textiles à bas prix, accentuant la pression sur les acteurs économiques européens. Il souhaite donc connaître la position du Gouvernement sur ce sujet et savoir quelles initiatives la France entend porter auprès de la Commission européenne afin de prévenir toute déstabilisation du marché intérieur.

Réponse. – Le Gouvernement partage pleinement cette préoccupation quant au risque de redirection massive des flux commerciaux chinois vers l Union européenne, dans le contexte de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. Cette évolution pourrait en effet fragiliser durablement plusieurs filières industrielles stratégiques européennes, déjà confrontées à une concurrence internationale intense, notamment dans les secteurs de l acier, de l automobile et du textile.Face à cette menace, l Union européenne s est progressivement dotée d instruments de défense commerciale qu il convient d utiliser de manière ciblée et réactive. La récente décision d augmenter les droits de douane sur les véhicules électriques importés de Chine en constitue un exemple concret. La France soutient pleinement cette démarche et continuera de plaider, au sein des instances européennes, pour une réponse ferme et proportionnée à toute distorsion de concurrence. Dans le cadre de la réforme en cours de l Union douanière, la France défendra la suppression de l exonération de droits de douane pour les envois de faible valeur

(moins de 150), aujourd hui largement utilisés par certaines plateformes de commerce en ligne pour contourner les règles du marché intérieur. Cette mesure est essentielle pour rétablir une concurrence équitable, notamment dans le secteur du textile. La communication de la Commission européenne sur le commerce en ligne, publiée en février 2025, évoque la mise en place de frais de traitement pour les colis importés directement livrés aux consommateurs européens, visant spécifiquement des marques comme Shein et Temu. La France soutiendra activement cette initiative, dans l objectif de mieux protéger nos industries et de préserver l équilibre de notre marché intérieur.

FRANCOPHONIE ET PARTENARIATS INTERNATIONAUX

Niveau de dépenses nécessaires des programmes budgétaires relevant du secrétariat d'Etat chargé de la francophonie et des partenariats internationaux

1445. – 10 octobre 2024. – **M. Sebastien Pla** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de la francophonie et des partenariats internationaux** sur l'importance qu'il y a à ce que l'État assure pleinement ses missions forgées par l'histoire de la République pour les habitantes et les habitants de notre pays et leur liberté. Le marché ne peut pas remplir toutes ces missions, en particulier, il ne peut pas porter le sens de l'égalité et de la fraternité, ou de la justice. Alors que l'embarras que représente la situation des finances publiques est mis en avant, il lui rappelle que la cohésion sociale, la solidarité, la solidité de nos systèmes de protection sociale, le sens du respect d'autrui, qui est essentiel à l'intégration de toutes et tous dans une société démocratique, l'assurance de perspectives prometteuses offertes aux générations à venir, la souveraineté dans les domaines stratégiques et dans les secteurs structurants de notre société et de notre économie, parmi lesquels l'environnement occupe une place primordiale, la capacité des collectivités territoriales à faire vivre la décentralisation sur tous les territoires, urbains, ruraux, périurbains, périphériques ou ultramarins, doivent être encore développés et soutenus par les lois budgétaires votées par le Parlement. Les promesses de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen du 26 août 1789, comme celles du préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, celles de la charte de l'environnement et les exigences de nombreux articles de la Constitution, relèvent de chaque ministère. Leur accomplissement demande des moyens. La redistribution a été pensée et mise en oeuvre pour apporter ces moyens, notamment par l'imposition des plus favorisés en faveur des besoins de tous. Encore faut-il connaître les besoins qui donnent corps à l'intérêt général et à l'intérêt de chacune et chacun. À cet égard, et mis à part les montants présentés lors des conférences budgétaires, il lui demande quel est, au regard des analyses faites par ses services, de celles des syndicats, des associations et des acteurs intervenant dans son secteur, des travaux de recherche, de réflexion et d'analyse, en particulier universitaires, dont il a connaissance, le niveau réel de dépenses annuelles nécessaires pour assurer l'efficacité légitimement attendue des programmes budgétaires relevant de son ministère.

Réponse. – Le rétablissement de nos finances publiques est un enjeu de souveraineté et de crédibilité, vis-à-vis des Français, de nos partenaires européens comme des investisseurs. La nécessaire consolidation de nos comptes publics passera par une réinterrogation profonde de notre niveau de dépenses publiques, qui atteint 57 % du PIB, supérieur de 8 points par rapport à la moyenne européenne. Il convient aussi et surtout d'interroger l'allocation de ces dépenses et l'organisation administrative dans l'exercice des missions. Ce travail est nécessaire pour retrouver, aujourd'hui comme à l'avenir, des marges de manoeuvre suffisantes afin de financer les missions prioritaires et assurer des investissements stratégiques, par exemple dans la défense ou la transition écologique. C'est le sens de la démarche de refondation de l'action publique engagée par le Premier ministre. Cet effort s'est traduit cette année par le vote d'une loi de finances et d'une loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 ambitieuses, qui sécuriseront la diminution du déficit public à un niveau de 5,4 % du PIB en 2025 puis en dessous de 3 % du PIB en 2029. L'État montre l'exemple avec une baisse historique des dépenses, la plus forte depuis 25 ans pour les ministères et les opérateurs. Cet effort sera poursuivi avec un pilotage fin de l'exécution, qui sera assuré tout au long de l'année par l'ensemble des administrations publiques.

INDUSTRIE ET ÉNERGIE

Délai de raccordement électrique des antennes mobiles Délai de raccordement électrique des antennes mobiles

976. – 3 octobre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, chargée de l'énergie** sur les délais de raccordement électrique des antennes mobiles. Les délais pour le raccordement électrique des antennes mobiles par Enedis sont particulièrement longs. Ainsi, il faut en moyenne 8,75 mois entre la demande et le raccordement effectif du site dans le cadre du dispositif dit de « couverture ciblée » qui vise à couvrir les zones blanches dans le cadre de l'accord entre l'État et les opérateurs (« New deal mobile »). Cette situation conduit à un allongement des délais pour déployer ces sites, et parfois même à ce que la durée réglementaire de deux ans prévue pour le déploiement de ces sites ne soit pas respectée, retardant ainsi l'accès à un service très attendu par nos concitoyens. Aussi, il souhaiterait connaître les mesures qu'elle compte prendre pour réduire ces délais et si, pour cela, il ne faudrait pas que les antennes soient classées comme sites prioritaires.

Délai de raccordement électrique des antennes mobiles Délai de raccordement électrique des antennes mobiles

2799. – 16 janvier 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie** les termes de sa question n° 00976 sous le titre « Délai de raccordement électrique des antennes mobiles », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – La réduction des délais de raccordement au réseau public d'électricité constitue une priorité du Gouvernement, que ce soit pour les installations de production ou de consommation. Diverses dispositions visant à simplifier et à accélérer les procédures ont ainsi été introduites par la loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, adoptée en mars 2023. D'autre part, les gestionnaires de réseau sont incités financièrement à la maîtrise des délais de raccordement, dans le cadre des tarifs d'utilisation des réseaux, élaborés par la Commission de régulation de l'énergie. Dans sa délibération du 26 juin 2024, la CRE souligne ainsi que si les résultats sur les délais de raccordement n'atteignent pas les objectif fixés, Enedis se rapproche néanmoins de ceux-ci sur une partie des segments incités. Les délais de raccordement peuvent être très variables, selon le type d'installation et son niveau de tension de raccordement. Ainsi, un raccordement en basse tension est en général réalisé plus rapidement qu'un raccordement en moyenne ou haute tension. La distance entre l'installation et le réseau public de distribution, ou la disponibilité de la puissance souhaitée peut également influer significativement sur les délais de raccordement. Enedis doit ainsi, dans certaines configurations, réaliser des extensions de réseau, qui nécessitent des travaux plus importants que dans le cas d'un simple branchement. Lorsque le réseau ne peut pas acheminer la puissance demandée, Enedis peut en outre être conduit à effectuer des renforcements du réseau ou à implanter un nouveau poste de distribution d'électricité pour augmenter la puissance disponible, ce qui nécessite des études approfondies et des travaux significatifs. Le projet de la loi de simplification de la vie économique à son article 17 *bis*, tel que étudié en séance publique à l'Assemblée nationale prévoit des dispositions visant à limiter les délais de raccordement à 5 mois, à l'exception des cas où il est nécessaire d'entreprendre des travaux d'extension ou de renforcement du réseau de distribution d'électricité ou des travaux de génie civil importants. Il convient d'ajouter que la notion « d'installation prioritaire » au titre du raccordement au réseau n'existe pas dans le code de l'énergie. Le droit européen comme le droit français prévoient en effet une absence de discrimination dans l'accès et le raccordement au réseau.

INTÉRIEUR

Agents publics réservistes

150. – 26 septembre 2024. – **M. Pierre-Jean Verzelen** attire l'attention de **Mme la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation** sur les agents publics qui peuvent s'engager, sous réserve de remplir certaines conditions, dans la réserve de la police nationale. Désormais, un agent municipal pouvant devenir réserviste a le droit à 45 jours d'autorisation d'absence afin d'exercer ses missions au sein de la police nationale. Les réservistes représentent ainsi un renfort non négligeable pour les effectifs de la police nationale qui sont parfois en

grande souffrance professionnelle face à la charge de travail rencontrée. Les réservistes sont payés de façon forfaitaire en fonction du grade et du lieu d'exercice de la mission. Ce dispositif permet d'apporter un soutien humain aux policiers sans grever les comptes de l'État, mais en pénalisant ceux des collectivités territoriales. En effet, l'agent qui part en mission de réserviste continue d'être payé par son employeur. Autrement dit, la collectivité paye un agent absent. Sans remettre en cause le principe même de la réserve, d'une part, l'absence de certains personnels peut nuire au bon fonctionnement de la collectivité, d'autre part, la charge financière pour la commune n'est pas neutre, notamment pour les communes rurales. Aussi, il souhaite connaître les mesures envisagées afin de compenser, si ce n'est la perte humaine, au moins la perte financière pour les collectivités lorsqu'un agent exerce dans la réserve de la police nationale. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – Les réservistes opérationnels de la police nationale jouent un rôle important, en renfort des fonctionnaires actifs de police, pour remplir des missions d'intérêt général, notamment de sécurité des biens et des personnes, au bénéfice de l'ensemble de la communauté nationale. Les communes bénéficient également du travail que peuvent accomplir sur leur territoire des réservistes de la police nationale. Par ailleurs, la décision de libérer un agent qui souhaite accomplir de la réserve appartient aux employeurs - dont les communes - et qu'il ne s'agit en aucun cas d'une obligation. Il n'est donc pas parfaitement exact d'indiquer « qu'un agent municipal pouvant devenir réserviste a le droit à 45 jours d'autorisations d'absence afin d'exercer ses missions au sein de la police nationale ». En effet, il ne s'agit pas d'un droit formellement inscrit dans le droit positif pour l'agent, mais d'une possibilité (limitée à 45 jours par année civile) conditionnée à l'accord (pour lui octroyer un congé) de la collectivité qui l'emploie, et qui peut le lui refuser. En cas d'accord toutefois, le fonctionnaire concerné a effectivement « droit à un congé avec traitement » (art. L. 644-1 du code général de la fonction publique). L'agent peut également réaliser des vacations au sein de la réserve opérationnelle de la police nationale pendant ses congés personnels ou son temps libre. Par ailleurs, les articles L. 123-7 et R. 123-7 à R. 123-12 du code général de la fonction publique prévoient que l'agent souhaitant réaliser des vacations au-delà des 45 jours précités doit adresser une demande de cumul d'activités à son chef de service, qui peut, dans l'intérêt du service, refuser de faire droit à la demande. Enfin, pour favoriser le dialogue entre la réserve opérationnelle, l'employeur principal et le policier réserviste, une « convention de soutien aux politiques de réserve opérationnelle » a été élaborée dans le cadre de la Garde nationale (réunissant les réservistes opérationnels du ministère des armées et du ministère de l'intérieur). La convention, visant à améliorer l'employabilité des réservistes, permet de créer un cadre d'emploi adapté à la situation et aux contraintes professionnelles de chacun, notamment en offrant des conditions souples en matière d'autorisations d'absence (octroyées par le chef de service en fonction des nécessités de service).

Renouvellement de la flotte de Canadairs

159. – 26 septembre 2024. – **Mme Nadège Havet** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'indispensable renouvellement de la flotte des bombardiers d'eau face aux risques accrus d'incendies. Indispensables à la lutte contre les feux de forêt, les appareils de type Canadair sont jugés dans un état préoccupant par les syndicats du personnel navigant et des sapeurs-pompiers. Alors que le réchauffement climatique, nous le constatons déjà, augmente la menace, il paraît urgent de répondre aux carences constatées. A titre d'exemple, plus de la moitié des appareils était en maintenance, par conséquent non opérationnels, quand le feu du 18 août 2024 s'est déclenché à Frontignan. En nombre insuffisant, vétustes parce qu'anciens, victimes de pannes régulières difficiles à réparer, ils mettent en danger les forces d'intervention ainsi que les riverains impactés et l'environnement. Alors que la France occupe la troisième place des pays les plus boisés de l'Union européenne, elle demande au Gouvernement de lui préciser les initiatives prises et à prendre, au niveau national comme au niveau continental dans le cadre du mécanisme de protection civile RescUE, afin de renforcer les moyens stratégiques de lutte contre les incendies, aujourd'hui à la peine.

Réponse. – La flotte d'avions Canadair de la Sécurité civile a une moyenne d'âge de 26 ans, les premiers avions ayant été livrés en 1995. En outre, du fait des conditions particulières de leur engagement opérationnel sur les feux de forêts qui requièrent des écopages et des largages d'eau à répétition, ces appareils subissent de très fortes contraintes. Dans ce contexte, la flotte de la sécurité civile fait l'objet d'une attention particulière pour assurer sa disponibilité opérationnelle et garantir la sécurité des personnels navigants. Toutefois, les représentants des pilotes ont fait part durant la saison feux 2024 de leur insatisfaction concernant la qualité de la maintenance réalisée par le titulaire du marché. Une action permanente de la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises a été menée auprès du prestataire. Un retour d'expérience partagé et approfondi entre le prestataire qui assure la

maintenance des aéronefs et la Sécurité civile est engagé pour analyser les difficultés de l'été 2024 et préparer la saison feux 2025 dans de meilleures conditions. La stratégie de lutte contre les feux de forêts par les moyens aériens ne repose pas que sur la flotte des Canadairs. En effet, il convient de rappeler que les 8 DASH de la sécurité civile et les moyens aériens loués, soit jusqu'à 10 hélicoptères bombardiers d'eau et 6 avions bombardiers d'eau de type « air tractor » ont participé au dispositif de l'été 2024 et a son efficacité. Pour autant, le renouvellement de la flotte des Canadairs reste un objectif important de la Sécurité civile. Il a été, engagé par la commande de deux Canadair 515 signée le 12 août 2024 dans le cadre du mécanisme de Protection civile européen Rescue. Leur livraison est envisagée à partir de 2028. En termes budgétaires, une grande partie des coûts d'acquisition des 2 DHC-515 seront couverts par des crédits européens, pour un montant de près de 99 Meuros. La TVA, les frais de douane, les effets de la parité euro/dollar, le lot initial de matériels de rechange et les provisions liées aux aléas et adaptations nécessaires dans le temps demeureront à la charge du budget général de l'Etat. Par ailleurs, le contrat signé l'été dernier avec la société DE HAVILAND qui relance la chaîne de production de ces appareils comporte une option pour la commande de 14 appareils supplémentaires. En ce qui concerne les initiatives françaises et étrangères dans le domaine de production d'aéronefs dédiés à la lutte contre les feux de forêts, la DGSCGC suit attentivement les différents projets relatifs à des appareils bombardiers d'eau, qu'ils soient amphibies ou non, afin de bien connaître l'environnement concurrentiel du Canadair et d'encourager ceux qui semblent les plus pertinents. L'étude des projets alternatifs permettra de décider s'il est opportun de continuer sur le « tout Canadair » ou de diversifier nos moyens pour être plus efficaces face aux enjeux climatiques. Le programme Hynaero Frégate 100, projet d'avion amphibie de la société française Hynaero, le programme Keppler KE72, projet français basé sur un avion ATR-72, non amphibie ou le programme de la société italienne 19-01 pour la création d'un d'avion amphibie Grampus WFX sont particulièrement suivis. Une lettre d'intérêt de la DGSCGC a été adressée à leur demande, aux deux porteurs de projets français. La société italienne devrait également pouvoir bénéficier d'une lettre d'intention suite à sa demande récente. L'objectif pour les porteurs de projets est de pouvoir lever des fonds auprès notamment d'investisseurs privés et des banques. D'autres projets, comme le Dassault Falcon 2000 LXS et l'Airbus A400 sont également examinés. Globalement, ces projets nécessitent des travaux de conception, de développement, de production et de certification qui n'offrent pas de perspectives de livraison d'appareils avant plusieurs années. Par conséquent, la stratégie actuelle de la Sécurité civile de location de moyens aériens complémentaires lui permettant de couvrir efficacement les territoires les plus à risques durant la période estivale, doit garantir une transition vers la nouvelle flotte de la Sécurité civile à l'horizon des 8 à 10 prochaines années, sans rupture capacitaire. En outre, des financements préalables seront également nécessaires pour lancer les travaux sans que la robustesse économique des projets ne soit éprouvée.

Conditions de garde à vue au commissariat d'Aubervilliers

226. – 3 octobre 2024. – **Mme Corinne Narassiguin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les conditions de garde à vue au commissariat d'Aubervilliers suite à la visite du bâtonnier de la Seine-Saint-Denis le 4 octobre 2023. La contrôleure générale des lieux de privation de liberté (CGLPL) avait adressé au ministre un rapport comportant des recommandations à la suite de sa visite du commissariat d'Aubervilliers le 12 novembre 2020. Le bâtonnier constate que de nombreuses recommandations n'ont pas été mises en oeuvre malgré l'engagement du ministère de l'intérieur à l'époque. Aussi, la contrôleure générale avait pointé du doigt le nombre, la superficie et la configuration des cellules de garde à vue inadaptées qui ne permettaient pas de garantir un hébergement dans des conditions respectant la dignité et les droits fondamentaux. Le ministre avait répondu qu'il existait des pistes d'amélioration, comme notamment une extension des cellules de garde à vue et la construction de geôles supplémentaires. Le bâtonnier relève que la configuration et les constats sont parfaitement identiques à ceux de 2020 : trois cellules d'une superficie de moins de 3 m^2 chacune, une cellule collective de 10 m^2 et deux geôles de dégrisement avec un WC à la turque sans intimité. Dans une cellule de 3 m^2 se trouvaient trois personnes qui avaient donc l'impossibilité de s'allonger. Ces conditions de garde à vue violent manifestement la dignité humaine, principe à valeur constitutionnelle. La CGLPL avait recommandé l'utilisation du local avec point d'eau et table de consultation pour les examens médicaux, le ministre s'y était engagé, le bâtonnier a constaté que le local médical sert toujours de débarras et les examens médicaux se déroulent toujours dans le local avocat qui n'a plus de porte, donc sans intimité. Depuis la visite de la contrôleure générale des lieux de privation en 2020, la situation s'est dégradée, aussi elle lui demande quand il compte prendre toutes les mesures afin de remédier à cette violation de la dignité humaine et des droits fondamentaux en garde à vue.

Réponse. – La préfecture de police porte une attention permanente à l'ensemble de son parc immobilier et prendra en compte les recommandations du contrôleur général des privations de liberté, dans le respect toutefois de

certains impératifs budgétaires. En effet, la mise en conformité des lieux de garde à vue du commissariat d'Aubervilliers nécessite des travaux structurels importants, au-delà de simples aménagements, pour un coût estimé à environ 800 000 euros. Dans l'attente, des opérations d'entretien ont été effectuées. Notamment, les éclairages des locaux de garde à vue ont été remplacés et la zone de circulation a été rénovée. Afin de garantir l'accès à un point d'eau et disposer d'un espace suffisant pour réaliser les visites médicales, les consultations, qui étaient réalisées dans un espace dédié trop exigu, ont été déplacées dans le local "avocat", dont la porte a été remplacée en octobre 2023. Il existe également un point d'eau dans le local douche-WC, qui va prochainement faire l'objet d'une remise en état.

Procédure de demande de visa long séjour valant titre de séjour pour les ressortissants de la Grande-Bretagne

314. – 3 octobre 2024. – **M. Max Brisson** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** à propos de la procédure de demande de visa long séjour valant titre de séjour (VLS-TS) pour les ressortissants de la Grande-Bretagne. Le 25 janvier 2024, le Conseil constitutionnel a déclaré inconstitutionnel (décision n° 2023-863 DC du 25 janvier 2024) l'article 16 du projet de loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, insérant un nouvel article au sein du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile prévoyant qu'un visa de long séjour serait délivré de plein droit aux ressortissants britanniques propriétaires d'une résidence secondaire en France. Cette décision signifie qu'un ressortissant britannique, propriétaire d'une maison secondaire en France ou non, souhaitant séjourner temporairement en France pour une durée supérieure à 3 mois mais inférieure à 6 mois est obligé de passer par différentes plateformes et procédures avant d'obtenir son visa. De fait, ces procédures sont contraignantes et longues ce qui décourage des ressortissants tiers participant à l'économie touristique de la France. En effet, les visiteurs habituels britanniques se rendant en France se demandent pourquoi une procédure totalement en ligne n'est pas disponible, en téléversant simplement les documents requis au lieu de devoir se rendre en personne sur les sites TLS (seulement 3 en Grande-Bretagne). Plusieurs éléments permettent de dénoncer ces procédures et découragent nos voisins anglophones. D'abord, les ressortissants de pays tiers utilisant un VLS-TS chaque année ne peuvent renouveler annuellement leurs procédures en ligne et sont obligés de refaire la demande chaque année, attendant parfois des semaines voire des mois. Même procédure pour les données biométriques, qui ne peuvent ni être déposées en ligne, ni être conservées durant quelques années au consulat ou sur TLS, comme c'est le cas pour les résidents de l'espace Schengen pour 59 mois. Ensuite, la délivrance d'un visa nécessite la confiscation du passeport durant la procédure de demande, pouvant durer quelques semaines, privant ces demandeurs de leurs papiers, au lieu de simplement délivrer un papier de visa sous la forme d'une carte d'identité par exemple. De toute évidence, ces différentes procédures desservent la France et son entente avec les visiteurs étrangers. Aussi, face à ces réclamations, il souhaiterait connaître la position du Gouvernement sur la situation du système actuel et l'utilisation de l'organisme TLS. En outre, il l'interroge quant aux mesures que celui-ci envisage pour simplifier ces procédures.

Procédure d'obtention de visas de séjours longue durée pour les ressortissants britanniques

465. – 3 octobre 2024. – **Mme Nicole Bonnefoy** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la problématique des procédures d'obtention de visas de séjour longue durée que doivent suivre les ressortissants britanniques ayant une propriété sur le territoire français, celles-ci étant décrites comme longues, anxiogènes et inadaptées. Le département de la Charente est un lieu de résidence secondaire privilégié de nombre de citoyens britanniques, qui participent de ce fait au dynamisme et à l'économie locale, depuis plusieurs décennies pour beaucoup d'entre eux. Depuis la décision du Royaume-Uni de se défaire du principe de libre circulation au sein de l'Union européenne à l'égard de ses ressortissants, ceux-ci sont confrontés à de nouvelles procédures. Cependant, ces nouvelles procédures, dématérialisées seulement en partie, font l'objet de nombreux signalements relatifs aux écueils de la plateforme TLS contact. Cette plateforme, censée accompagner les ressortissants britanniques dans ces nouvelles démarches, les contraint et les inquiète plus qu'elle ne les guide. Des problèmes de connexion et d'incohérence entre la liste des pièces demandées sur la plateforme en ligne et des documents réellement attendus lorsque les initiateurs de ces demandes de visas se présentent devant un agent, sont récurrents. Ainsi, les cas de séjours écourtés sur le territoire français pour cause de procédure n'arrivant pas à terme, tout comme les cas de ventes de biens immobiliers, dont les propriétaires britanniques ont choisi le départ, ne sont plus anecdotiques. Ces ressortissants britanniques qui ont choisi de rester dans nos beaux départements français malgré le Brexit, ne devraient pas en être repoussés à cause d'un dispositif inadéquat. De ce fait, elle souhaiterait connaître les

intentions du Gouvernement quant à la manière dont les procédures d'obtention de visas long séjour pourraient être simplifiées, notamment à travers l'adaptation de la plateforme en ligne TLS contact au cas particulier des ressortissants britanniques propriétaires de résidences secondaires sur le territoire français.

Procédure de délivrance d'un visa long séjour aux ressortissants britanniques

871. – 3 octobre 2024. – **Mme Marie-Pierre Richer** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la procédure d'attribution des visas de long séjour au profit des nombreux ressortissants britanniques propriétaires d'une résidence secondaire en France. En effet, l'article 16 du projet de loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, adopté par l'Assemblée nationale le 19 décembre 2023 qui prévoyait que le visa de long séjour leur serait délivré de plein droit ayant été censuré par le Conseil constitutionnel dans sa décision du 25 janvier 2024, ceux-ci se voient toujours contraints d'effectuer une demande à cet effet. Or, la procédure à suivre en vue de l'obtention de ce titre s'avère être complexe car elle les oblige à naviguer sur plusieurs sites. Elle est, en outre, génératrice de perte de temps et les prive temporairement de leur passeport, ce qui constitue, pour eux, un désagrément important et est de nature à les décourager de venir résider et investir dans notre pays. Aussi, elle lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il de prendre en vue de simplifier la procédure d'attribution des visas à leur profit dans l'attente d'un éventuel projet de loi visant à la supprimer.

Démarches pour l'obtention d'un visa de long séjour pour les ressortissants britanniques

1185. – 10 octobre 2024. – **M. Henri Cabanel** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le manque d'efficience de la procédure de demande de visa de long séjour temporaire (VLS-T) pour les résidents britanniques souhaitant séjourner en France entre 3 et 6 mois, souvent dans leur résidence secondaire. Cette démarche de demande de visa en ligne est complexe. En effet, le demandeur doit soumettre sa demande sur deux plateformes distinctes : france-visas.gouv.fr et TLScontact, nécessitant l'utilisation d'une application générant un mot de passe à usage unique. Il y a souvent des bugs et cela rend la démarche difficile. Ensuite, il est nécessaire de prendre rendez-vous dans l'un des trois centres de traitement de visas (TLS) en Grande-Bretagne, pour fournir les documents attestant des revenus, des économies personnelles, de la couverture médicale et du logement, et de permettre la saisie des données biométriques. La demande de visa est une procédure que les demandeurs effectuent de manière similaire chaque année et les délais sont longs. Par conséquent, il lui demande quelles mesures vont être prises pour simplifier ces démarches. Les solutions existent notamment en les systématisant entièrement en ligne, avec une procédure permettant le renouvellement annuel du visa, les mêmes documents étant demandés chaque année.

Modalités d'obtention d'un visa pour les résidents britanniques propriétaires d'une résidence secondaire en France

1299. – 10 octobre 2024. – **M. Jean-Jacques Michau** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** les modalités d'obtention d'un visa long séjour temporaire (VLS-T) pour les résidents britanniques propriétaires d'une résidence secondaire en France. En effet nombreux sont les ressortissants du Royaume-Uni possédant une résidence secondaire et y séjournant 6 mois par an. Toutefois, depuis la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, ils ne peuvent rester dans leur domicile français que pour une durée inférieure à 90 jours sur une période de 180 jours. Au-delà de cette durée de séjour, les citoyens britanniques doivent demander un visa long séjour, temporaire en cas de séjour ne dépassant pas les 6 mois. Même si une partie peut être réalisée en ligne, les modalités de demande de ce visa sont fastidieuses. Elles exigent des demandeurs de jongler entre deux plateformes, france-visa.gouv et le prestataire privé TLS qui collecte les demandes de visas pour le compte de l'administration Gouvernementale. Cela est sans compter le déplacement obligatoire dans l'un des 3 centres TLS du Royaume-Uni pour fournir en mains propres lors d'un rendez-vous ses justificatifs et ses données biométriques. Alors que ces ressortissants renouvellent leur demande tous les ans, la complexité et la lourdeur de ces démarches interrogent. D'autant plus que les ressortissants français peuvent résider au Royaume-Uni pendant 180 jours sans visa. Il lui demande les mesures de simplification qu'il envisage afin de faciliter les démarches des ressortissants britanniques propriétaires d'une résidence en France.

Renouvellement des demandes de visas pour les ressortissants britanniques établis en France

1639. – 17 octobre 2024. – **Mme Dominique Estrosi Sassone** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés rencontrées par les résidents étrangers, en particulier britanniques, souhaitant rester en France au-

delà de trois mois. Établies dans notre pays depuis de longues années, ces populations représentent une richesse et une source d'attractivité pour de nombreux territoires. Beaucoup d'entre elles s'étonnent de l'alourdissement de leurs démarches administratives, et en particulier de la nécessité d'utiliser un centre de traitement de visas (TLS Contact) pour déposer leur demande, complexifiant une procédure destinée uniquement à leur permettre de se maintenir sur le territoire qu'ils habitent une bonne partie de l'année. Ce processus décrié les enjoint, une fois la demande initiée, à prendre rendez-vous en personne dans l'un des trois centres TLS de Londres, Édimbourg ou Manchester où les données biométriques sont saisies avant l'envoi de la demande de visa au consulat. Ce procédé conduit, en outre, le demandeur à se retrouver sans passeport pendant une courte durée, ce qui peut générer des désagréments au regard de l'entrave à la liberté de déplacement qu'elle constitue. Elle souhaite savoir dans quelle mesure le Gouvernement peut simplifier, voire numériser, la procédure incriminée et ainsi garantir aux nombreux résidents britanniques installés dans notre pays une plus grande sécurité dans la conduite de leurs démarches.

Simplification de la procédure de demande de visa de long séjour temporaire pour les ressortissants britanniques et de pays-tiers

1852. – 17 octobre 2024. – **M. Jean-Baptiste Blanc** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés rencontrées par les ressortissants britanniques et ceux de pays-tiers dans le cadre de leur demande de visa de long séjour temporaire (VLS-T) en France. Certains propriétaires de résidences secondaires dans le Vaucluse ont fait état des difficultés liées à la complexité du processus de demande, notamment l'obligation de naviguer entre plusieurs plateformes et de se déplacer pour la soumission des documents ainsi que pour la capture des données biométriques. Cette situation engendre non seulement une expérience utilisateur frustrante mais risque également de porter atteinte à l'attrait de la France en tant que destination touristique pour les étrangers souhaitant y passer des périodes prolongées. Réduire les contraintes logistiques contribuerait à renforcer l'attractivité touristique et résidentielle du pays et faciliterait la mobilité internationale. Dans ce contexte, il interroge le Gouvernement sur la possibilité de simplifier le renouvellement des visas de long séjour temporaire et si des mesures sont envisagées à cet égard.

Demande de visa de long séjour des ressortissants britanniques propriétaires de biens immobiliers en France

2361. – 21 novembre 2024. – **Mme Isabelle Briquet** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés rencontrées par les citoyens britanniques, propriétaires de résidences secondaires en France, dans leur demande de visa de long séjour (complexité d'utilisation du centre de la plateforme de traitement de visa « TLS Contact », nécessité d'allers-retours entre cette plateforme et le site internet « France- visa.gouv.fr »…). Elle souhaiterait savoir si le Gouvernement envisage de simplifier la procédure de demande de visa de long séjour afin d'alléger ainsi les nombreuses formalités que ceux-ci doivent accomplir.

Procédure d'octroi de visas des ressortissants britanniques ayant une résidence secondaire en France

3542. – 27 février 2025. – **Mme Anne-Sophie Patru** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la simplification des démarches relatives aux demandes de visas de long séjour pour les ressortissants britanniques possédant une résidence en France. Conséquence du « Brexit », les ressortissants britanniques propriétaires d'une résidence secondaire en France doivent demander un visa de long séjour temporaire (VLS-T) « visiteur » pour les séjours de 3 à 6 mois. Depuis plusieurs mois, des Britanniques propriétaires de résidences secondaires en France soulignent les lourdeurs administratives qu'ils doivent affronter pour séjourner temporairement en France pendant plus de 3 mois mais moins de 6 mois. Le processus exige que le demandeur initie sa demande de visa sur le site france-visas.gouv.fr, puis passe par le site TLS, avant de revenir sur France-Visas pour saisir les informations personnelles pertinentes et prendre rendez-vous en personne au centre TLScontact. Les documents attestant des revenus, des économies personnelles, de la couverture médicale et du logement doivent être rassemblés et soumis en personne à l'un des trois centres TLS situés à Londres, Édimbourg ou Manchester. Les données biométriques y sont également collectées avant que TLS n'envoie la demande de visa au consulat. Des possibilités de dématérialisation d'une grande partie ces démarches pourraient être étudiées, procédure de renouvellement simplifiée compte tenu de la similitude des documents soumis chaque année ou encore allongement de réutilisation des données biométriques. Mme Patru appelle l'attention du ministre de l'intérieur sur les conditions d'une meilleure dématérialisation des démarches en ligne et de la mise en oeuvre d'une procédure de renouvellement simplifiée pour ces ressortissants britanniques.

Délivrance visas longue durée

3919. – 27 mars 2025. – **M. Gilbert Bouchet** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les difficultés rencontrées lors de la délivrance de visas avec la procédure de Visa Long Séjour Temporaire (VLST) en Grande Bretagne. En effet, les propriétaires d'une résidence secondaire en France considérés en tant que visiteurs réguliers ou touristes souhaitant séjourner temporairement dans notre pays pour une durée ne dépassant pas 6 mois, sont obligés de suivre une procédure en plusieurs étapes, lourde et inefficace. Tout d'abord, il faut naviguer entre les sites France-visas.gouv.fr et TLS, suivi d'un rendez-vous en personne muni de tous les documents dans l'un des trois centres TLS Contact du Royaume Uni. Ce système est devenu difficile à utiliser en raison des difficultés techniques importantes et trop fréquentes. Aussi compte tenu des progrès de la technologie numérique, cette procédure pourrait être améliorée notamment en instituant pour les demandeurs de VLST une procédure de renouvellement en ligne, avec la possibilité de téléchargements des documents, de soumission en ligne de photographie et données biométriques utilisées et enfin l'envoi des passeports avec les visas par courrier sécurisé ou mise à disposition dans un centre TLS. Aussi, il lui demande s'il envisage la possibilité de simplifier cette procédure de demande de Visa Long Séjour Temporaire.

Réponse. – Lors de sa sortie de l'Union européenne, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a fait le choix de renoncer au principe de libre circulation des personnes, qui permettait à ses ressortissants de vivre, d'étudier, de travailler et de voyager librement dans un État membre de l'UE. Cette décision a mis fin au cadre juridique d'exemption de visa de long séjour aux fins d'établissement en France, dont les ressortissants du Royaume-Uni pouvaient se prévaloir avant sa sortie de l'Union. L'accord sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne a prévu la possibilité, pour les ressortissants britanniques qui résidaient sur le territoire d'un État membre d'accueil avant le 1er janvier 2021, de continuer à y résider. Cette disposition s'appliquait également aux membres de leur famille ressortissants de pays tiers, résidant avec eux sur le territoire de l'État membre d'accueil. Depuis la fin, le 31 décembre 2020, de cette période de transition durant laquelle les Britanniques propriétaires de résidences en France avaient ainsi la possibilité de faire valoir leur droit à résider en France, le droit commun s'applique. Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) offre deux possibilités de long séjour : Pour des séjours compris entre trois et six mois, un étranger peut solliciter un visa de long séjour temporaire (VLS-T « visiteur ») qui n'a pas vocation à être renouvelé en France, dispense son détenteur de l'obligation de carte de séjour pendant la durée de validité et n'implique aucune autre démarche ni paiement de taxe. Pour des séjours supérieurs à six mois, un étranger peut demander un visa de long séjour valant titre de séjour (VLS-TS « visiteur »), la résidence secondaire devenant de facto la résidence principale de l'étranger. Ce visa vaut titre de séjour pour une durée de 12 mois maximum et permet de demander, deux mois avant son expiration, une carte de séjour en préfecture. En conséquence, les citoyens britanniques souhaitant s'installer en France doivent déposer leur demande via l'application France-Visas. Les conditions de dépôt d'une demande de visa ont été améliorées par le déploiement de France-Visas, qui permet d'introduire une demande de manière dématérialisée. A ce projet, s'ajoute le choix fait d'externaliser le traitement des demandes des visas dans de nombreux postes diplomatiques et consulaires, dont Londres, Manchester et Edimbourg. Cette organisation permet de faire face à l'augmentation du volume global des demandes et d'absorber les pics saisonniers, tout en garantissant un excellent niveau de qualité dans le traitement des demandes, d'assurer une meilleure présence géographique dans les pays très étendus, d'améliorer l'accueil du public en réduisant les files d'attente par la prise de rendez-vous dédié, et optimiser l'organisation des services des visas, qui peuvent se recentrer sur l'instruction des dossiers. Dans les pays où les services de visas ont externalisé la réception des dossiers, à l'instar du poste consulaire français au Royaume-Uni, ce dispositif conduit le demandeur de visa à adresser sa demande en ligne sur le portail de France-Visas et à la finaliser par la prise de rendez-vous auprès du prestataire de services extérieur. Cette démarche n'est pas spécifique aux demandeurs de visas britanniques mais s'applique à tous les demandeurs de visas. En 2024, le poste consulaire de Londres a délivré 139 317 visas. En 2025, à ce jour, 49 418 visas ont été délivrés. Les délais d'attente pour obtenir un rendez-vous en vue de déposer une demande de visa de long séjour sont de 3,5 jours, et les délais d'instruction pour ce même type de visa sont de 8 jours. Cette modalité d'organisation des services chargés de l'instruction des demandes de visa a permis un meilleur accueil et une plus grande efficacité dans la gestion des demandes. Les autorités françaises considèrent que le maintien de ce système est la garantie d'un traitement des demandes de visas efficace, assurant un haut niveau de sécurité tant pour les demandeurs que dans la qualité de l'instruction des demandes. S'agissant d'une possible simplification de la procédure passant par le téléchargement des justificatifs sur France-Visas, il convient de souligner qu'un chantier relatif à la numérisation de la procédure des visas de court séjour a été lancé en décembre 2023 au sein du Conseil de l'Union européenne, avec le double objectif de rendre la procédure de demande de visa plus efficace et d'améliorer la sécurité de l'espace Schengen au

moyen des règles et principes relatifs à la sécurité des visas dématérialisés. Ces évolutions pourront également être appliquées à la délivrance des visas nationaux de long séjour. En parallèle du raccordement de l'outil national France-Visas à l'UE VAP, la dématérialisation de la procédure des visas de long séjour est en cours de développement avec un projet de numérisation intégrale de l'outil France-Visas. S'agissant enfin de la prise des relevés d'empreintes digitales, disposition qui trouve son fondement dans l'article L. 142-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, celle-ci permet l'identification certaine de tout porteur d'un visa et elle répond à des objectifs d'intérêt général de prévention du risque de fraude, de lutte contre le terrorisme et la criminalité grave et contribue à la sécurité de l'espace Schengen.

Radiation de la Géorgie de la liste des pays d'origine sûrs

326. – 3 octobre 2024. – **Mme Mélanie Vogel** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur la situation très préoccupante des personnes LGBTQI+ en Géorgie qui devrait conduire à la radiation de ce pays du Caucase de la liste des pays d'origine sûrs de la France. Elle lui rappelle que la Géorgie est placée sur la liste des pays d'origine sûrs de la France depuis 2005, ce qui limite considérablement les droits des personnes qui viennent de la Géorgie et qui souhaitent demander l'asile en France. En effet, une demande de protection internationale qui concerne une personne originaire d'un pays considéré comme « sûr » est automatiquement examinée en procédure accélérée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). En cas de rejet d'une telle demande, un éventuel recours devant la Cour nationale du droit d'asile n'a pas d'effet suspensif depuis 2018 en vertu de l'article L. 542-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, ce qui oblige la demandeuse ou le demandeur à quitter la France dès la notification de la décision administrative de l'Ofpra. Ainsi, la qualification de la Géorgie comme pays d'origine sûr porte gravement atteinte au droit à un recours effectif des ressortissantes et ressortissants de ce pays souhaitant obtenir la protection internationale en France. Elle lui signale que cet examen ne peut pas être aussi rigoureux que la procédure de droit commun, ce qui pénalise notamment les personnes LGBTQI+ qui rencontrent déjà des difficultés particulières à démontrer la nature des persécutions dont elles sont victimes dans leur pays d'origine. Or, force est de constater que les personnes LGBTQI+ n'ont jamais bénéficié d'une protection adéquate en Géorgie. Bien qu'une loi de 2014 ait permis certaines avancées, notamment en interdisant les discriminations fondées sur l'orientation sexuelle dans certains domaines, de nombreux droits n'ont jamais été reconnus aux personnes LGBTQI+ en Géorgie, comme le mariage homosexuel ou la correction de la mention du sexe à l'état civil sans stérilisation. De surcroît, les personnes LGBTQI+ y deviennent victimes de haine et de violence, comme l'avaient tristement rappelé les attaques violentes lors de la marche des fiertés à Tbilissi en 2021 ou l'assaut violent d'un festival organisé dans le cadre de la semaine des fiertés en juillet 2023. Elle lui fait part de sa plus grande préoccupation concernant l'interdiction de la « propagande des relations homosexuelles et de l'inceste » dans la plupart des contextes prévue par une loi adoptée par le parlement géorgien le 17 septembre 2024. Ce vote s'inscrit dans une hausse très préoccupante de la haine anti-LGBTQI+ et d'une montée inédite des violences à l'égard des personnes LGBTQI+ dans le pays. Le lendemain de l'adoption de cette loi, Kesaria Abramidzé, ouvertement transgenre, a été poignardée chez elle. Maintenir la Géorgie sur la liste des pays d'origine sûrs reviendrait à méconnaître le risque de persécutions, de tortures ou des peines ou traitements inhumains ou dégradants que les personnes LGBTQI+ risquent de subir en Géorgie. Elle lui signale qu'un tel maintien serait contraire à la loi qui prévoit depuis 2019 de manière explicite que l'évaluation doit tenir compte des risques spécifiques liés à l'orientation sexuelle. En outre, elle souhaite lui rappeler que la Belgique a retiré la Géorgie de sa liste des pays d'origine sûrs en 2023. Aussi, elle aimerait savoir s'il se prononcerait en faveur d'une radiation de la Géorgie de la liste des pays d'origine sûrs. Enfin, elle lui suggère que la France mette fin à la liste des pays d'origine sûrs, comme le permet la directive européenne 2013/32/UE étant donné que le risque de persécution et d'autres traitements intolérables ne peut jamais être exclu à l'échelle d'un pays tout entier.

Réponse. – Les décisions de radiation ou de suspension d'un pays de la liste des pays d'origine sûrs (POS) relèvent de la compétence du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), conformément à l'article L. 121-13 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. Dans ce cadre, le président du conseil d'administration de l'Ofpra a été saisi par un administrateur d'une demande tendant à ce que soit inscrite à l'ordre du jour de la séance du 26 novembre 2024 de la question de la « *suspension à titre conservatoire de la Géorgie de la liste des pays d'origine sûrs* » en raison du « *processus électoral des élections législatives du 26 octobre dernier, non reconnues par la communauté internationale, et [de] l'adoption récente cette année 2024 par la Géorgie de dispositions législatives qui se sont traduites par la suspension du processus d'adhésion à l'Union européenne* ». Au terme de l'échange sur cette question en séance, il a été décidé de reporter la question de la suspension, voire de la radiation, de la Géorgie de la liste des POS au début de l'année 2025, pour permettre un

examen éclairé. Par la suite, le président du conseil d'administration a été saisi d'une demande similaire par l'Association pour la reconnaissance des droits des personnes homosexuelles et trans à l'immigration et au séjour (Ardhis), par un courrier du 6 janvier 2025. La question a été examinée à la séance du conseil d'administration du 11 mars 2025. Dans cette perspective, et comme il est d'usage, un dossier préparatoire a été élaboré par le service documentaire de l'Ofpra, pour permettre aux administrateurs de se positionner en toute connaissance de cause le jour de la délibération. L'examen de la question a couvert l'ensemble des aspects pour apprécier la pertinence de la suspension ou de la radiation, y compris le respect des droits des personnes LGBT+. Aux termes de sa délibération du 11 mars, le conseil d'administration a maintenu la Géorgie sur la liste des pays d'origine sûrs, en s'attachant en particulier à l'évolution de la situation dans ce pays depuis le 5 juillet 2023. En effet, par une décision n° 490225 du 25 avril 2024, le Conseil d'Etat avait confirmé la légalité de la précédente inscription de la Géorgie sur cette liste. Concernant votre suggestion tendant à ce que la France mette fin à la liste des POS, le Gouvernement rappelle que les demandes d'asile présentées par des demandeurs en provenance de pays où ils sont présumés ne pas être en danger sont encore nombreuses en France. En 2024, elles représentaient près de 13 000 demandes concernant une douzaine de pays d'origine en particulier la Géorgie et le Kosovo, soit 9 % du total des enregistrements, pour un taux de protection faible. Or, les demandes étrangères à un besoin réel de protection affaiblissent notre système d'accueil et le fondement même du droit d'asile. Il serait par conséquent déraisonnable de renoncer à mettre en oeuvre un des leviers juridiques dont nous disposons pour dissuader le détournement du droit d'asile et réduire les délais de procédure. Le concept de POS est conforme à la Convention de Genève et est explicitement prévu par le droit européen (tous les Etats membres de l'Union européenne le mettent d'ailleurs en oeuvre). En outre, le fait qu'un pays figure sur la liste des POS préserve les garanties inhérentes au droit d'asile devant l'Ofpra : la demande d'asile est examinée au fond et en toute impartialité par un officier de protection, et le demandeur est reçu en entretien dans les conditions du droit commun. Enfin, la Commission européenne a adopté le 16 avril une proposition visant à désigner sept pays comme "pays d'origine sûrs". Le Bangladesh, la Colombie, l'Égypte, l'Inde, le Kosovo, le Maroc et la Tunisie figurent sur la liste des pays sûrs de l'UE. Outre ces sept pays, la Commission considère également comme sûrs les pays candidats à l'adhésion à l'UE tels que la Turquie et la Géorgie. Toutefois, les pays en guerre, comme l'Ukraine, soumis à des sanctions de l'UE ou dont le taux d'acceptation des demandes d'asile est supérieur à 20 % sont exclus. Cette liste, après son adoption définitive au terme de la procédure de trilogue, complètera les listes nationales des pays d'origine sûrs. Un pays d'origine *« sûr »* ne l'est pas pour tout le monde pour autant : les ressortissants d'un pays d'origine désigné comme sûr qui appartiennent à des minorités ou sont victimes de discrimination peuvent toujours présenter des preuves qui leur donneraient droit à une protection.

Vague de démissions record dans la police nationale et la gendarmerie

363. – 3 octobre 2024. – **Mme Sabine Drexler** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur la vague de démissions record dans la police nationale et la gendarmerie. En effet, depuis 2020, la police nationale et la gendarmerie ont connu respectivement 10 840 (+ 33 % en quatre ans) et 15 078 départs (+ 25 %). Pour répondre à l'objectif politique d'un « recrutement massif de policiers et de gendarmes », les responsables sont contraints de dégrader considérablement la qualité des recrutements et des formations, d'autant que les viviers de recrutement s'amenuisent. Dans ce cadre, le taux d'admission au concours de gardien de la paix est ainsi passé de 2 % en 2014 à 18 % en 2020. Ce problème de fond semble avoir été totalement sous-estimé par le ministère de l'intérieur car ce phénomène s'accentue depuis plusieurs années en raison notamment de conditions de travail dégradées et une revalorisation indemnitaire insuffisante afin de fidéliser les personnels. Aussi, elle lui demande quelle stratégie entend mener le Gouvernement afin d'endiguer ce phénomène.

Réponse. – Tandis que le volume de candidats pour la gendarmerie nationale demeure à un niveau stable, autour de 30 000 candidats chaque année (concours interne et externe), le vivier de candidats aux concours de la police nationale a tendance à se contracter, notamment pour le concours de gardien de la paix. Au cours des cinq dernières années, le vivier d'inscrits est passé de 23 000 candidats à un peu plus de 12 590 candidats pour le concours de gardien de la paix de septembre 2024. Ce phénomène est la conséquence des volumes importants de recrutements des dernières années, d'une part, et d'une désaffection relative pour le métier de policier et plus généralement pour les emplois de la fonction publique, d'autre part, avec en outre la mise en concurrence avec d'autres métiers de la sécurité (armées, sécurité privée, administration pénitentiaire, etc.) comme avec la fonction publique territoriale (polices municipales, etc.). Contrairement toutefois aux titres sensationnalistes de certains médias, la « grande démission » à laquelle serait confrontée la police nationale - qui compte d'ailleurs plus de 152 000 agents - ne correspond pas à la réalité. En cours de scolarité par exemple, la proportion d'élèves gardiens

de la paix démissionnaires varie entre 1,6 % et 3,5 % du volume des promotions depuis la 257e promotion (juin 2020), pour une moyenne de 2,45 %, soit environ 100 démissions pour plus de 4 000 élèves. Cette tendance s'observe également en gendarmerie, où la forte hausse des recrutements conjuguée à une formation plus exigeante visant à un aguerrissement accru des élèves gendarmes pour mieux les préparer à l'adversité croissante dans l'exercice du métier, a entraîné une hausse des démissions en école, avec un taux d'attrition de 10,67 % pour les élèves sous-officiers de gendarmerie (SOG, soit 493 sous-officiers de gendarmerie) et de 6,6 % pour les officiers (soit 14 officiers). S'agissant du chiffre de « 10 840 départs » en 2021 enregistrés par la police nationale - chiffre émanant d'un rapport de la Cour des comptes -, il appelle des précisions. En premier lieu, il peut être indiqué qu'en 2024, le nombre de sorties s'est élevé à 10 778 (hors concours internes et nominations au choix), et à 12 657 en tenant compte des changements de corps. En second lieu, ce chiffre ne traduit aucunement un départ massif d'agents. Les 12 657 sorties enregistrées en 2024 se décomposent en effet comme suit : - 3 647 sorties suite à des changements de corps (policiers adjoints devenant gardiens de la paix, réussite à des concours internes…) ; - 6 177 sorties définitives (départs en retraite, ruptures en cours de contrat, démissions, licenciements, radiations, révocations, fins de contrat…) - dont 3 001 sorties pour les seuls départs en retraite - ; - 2 833 sorties temporaires (détachements, mutations inter-programmes, congés de longue durée…). Pour sa part, la gendarmerie recense en 2024 un total de 4 538 radiations, dont 2 425 avec droit à pension avant la limite d'âge (i.e. tous les départs intervenant à plus de quatre ans de la limite d'âge), et 2 113 sans droit à pension. S'agissant des sorties non anticipées en cours de carrière, parmi les 12 657 sorties enregistrées en 2024, les chiffres sont limités : 1 108 ruptures en cours de contrat et 962 départs définitifs (décès, démissions, licenciements, radiations, fin de scolarité, etc.). Les motifs de départ en gendarmerie varient sensiblement selon les profils. Chez les sous-officiers de plus de 49 ans, plus d'un sur deux (51 %) évoque une conjoncture financière jugée favorable, une tendance également relevée chez 45 % des officiers. Les militaires âgés de 40 à 49 ans évoquent plutôt des conditions de travail difficiles mentionnées par 47 % des répondants. Enfin, les sous-officiers de moins de 40 ans mettent davantage en avant des raisons personnelles et familiales, une justification citée par 60 % d'entre eux. Même si elle doit faire face - à l'instar de la majeure partie de la fonction publique - à des difficultés de recrutement, la police nationale remplit ses objectifs en la matière et reste attractive. La gendarmerie nationale ne rencontre pas de difficulté de recrutement. En 2023, 12 981 agents ont rejoint la police nationale (entrées dans le programme budgétaire 176 « police nationale » - qui ne sont pas toutes des créations nettes de poste, mais concernent aussi des départs à la retraite à compenser). En 2024, le programme budgétaire 176 a enregistré 12 814 entrées (concours externes, concours internes, recrutements de contractuels, détachements, etc.), ce qui est loin d'être négligeable. Plus de 32 400 personnes se sont présentées aux différents concours de la police nationale en 2024. 4 132 ont été admises. En gendarmerie, les hauts volumes de recrutement SOG ont permis à 2 876 gendarmes adjoints volontaires (GAV) de rejoindre ce corps en 2024. Parmi les sous-officiers sortis d'écoles, 3 513 militaires avaient déjà une expérience dans la gendarmerie, représentant 66 % des élèves-gendarmes. Ces 3 513 militaires se décomposent en 551 issus de la réserve opérationnelle (officiers, sous-officiers ou volontaires) et 2 962 militaires d'active (21 issus du corps de soutien technique et administratif de la gendarmerie nationale, CSTAGN et 2 941 GAV) Par ailleurs, en 2024, la police nationale a atteint 96 % de ses objectifs au regard du schéma d'emplois de la loi de finances (+ 1 139 ETP). La gendarmerie nationale a atteint ses objectifs de réalisation du schéma d'emplois à + 1 045 ETP. Pour autant, la police nationale doit s'adapter et agit en ce sens. Afin de promouvoir le concours de gardien de la paix et, au-delà, la marque employeur, le service d'information et de communication de la police nationale (SICoP) mène régulièrement des campagnes de communication, notamment sur les réseaux sociaux. L'académie de police, direction chargée du recrutement et de la formation de la police nationale, a intensifié ses partenariats et en a développé de nouveaux, notamment pour accroître ses actions de communication. Plusieurs mesures sont ainsi mises en oeuvre pour renforcer l'attractivité du métier : amplification du partenariat initié en 2018 avec les universités pour présenter les métiers et susciter des vocations ; dispositif de mentorat pour favoriser la promotion interne en identifiant les agents ayant du potentiel et en les accompagnant dans la préparation des concours ; rénovation générale des concours et examens professionnels pour s'adapter aux nouveaux publics, etc. Grâce à son réseau partenarial, l'académie de police est présente dans l'ensemble du territoire national et participe activement, par des campagnes d'information et par sa présence dans les forums et salons de l'emploi, à la promotion et à l'attractivité des concours de la police nationale. La gendarmerie développe également ses partenariats avec les universités, les missions locales, et France Travail. La gendarmerie s'applique à répondre aux différentes attentes. Dans le domaine immobilier, les crédits T5 du projet de loi de finances (PLF) pour 2025 ont été augmentés de 232 millions d'euros par rapport à 2024 en AE, traduisant un engagement budgétaire renforcé. La nouvelle politique de rémunération des militaires (NPRM), ainsi que la revalorisation de l'indemnité de garnison (IGAR), ont par ailleurs constitué des leviers importants de fidélisation, notamment pour les militaires des corps de soutien. Afin de promouvoir les concours, il a également été décidé de mettre en place une phase unique permettant à tous

les candidats présents aux épreuves écrites de présenter l'ensemble des épreuves du concours. Cette procédure, expérimentée en 2021 pendant la crise sanitaire, avait finalement permis à quelque 800 candidats qui n'auraient peut-être pas pu franchir le seuil de l'admissibilité de valoriser leurs motivations à l'oral et d'être lauréats du concours de gardien de la paix. Par ailleurs, depuis mars 2023, deux recrutements de gardiens de la paix sont réalisés chaque année, afin de réduire les délais d'incorporation des lauréats (à 6 mois maximum) et de maintenir un taux de sélectivité suffisant. Cette réforme vise également à élargir le vivier potentiel de candidats. Les efforts pour susciter un plus grand nombre de candidatures vont se poursuivre. L'activité des pôles « recrutement » de la filière « formation » de la police nationale sera en particulier renforcée en lien avec le SICoP, de même que seront développés les partenariats avec l'Union nationale des missions locales, France Travail ou les grandes plates-formes de recrutement. Les enjeux de la formation sont également essentiels, tant pour promouvoir les candidatures que pour prendre pleinement en compte les impératifs opérationnels et les besoins des différentes filières de la police nationale, notamment ceux de la filière investigation. La police nationale garantit de longue date à l'ensemble de ses agents une formation de qualité et particulièrement exigeante sur le plan professionnel. En matière de formation initiale, qui participe tant de l'attractivité du métier que de l'efficacité des agents, l'académie de police a mis en place depuis septembre 2023 une nouvelle organisation de la scolarité des gardiens de la paix dite « fusionnée », dont la première partie du socle commun d'apprentissage est partagée avec la formation des policiers adjoints. Cette réorganisation permet aux policiers adjoints ayant validé ce socle commun depuis moins de 2 ans, et ayant été admis au concours de gardien de la paix, de bénéficier d'une scolarité réduite à désormais 8 mois en capitalisant sur leur expérience professionnelle. Par ailleurs, la formation initiale comprend désormais l'accessibilité, pour tous les élèves gardiens de la paix, à la formation qui permet d'acquérir la qualification « OPJ 16 ». Au cours de l'année 2024, tous corps confondus, ce sont 6 262 agents qui ont été formés dans le cadre de la formation initiale, dont près de 4 000 gardiens de la paix. Enfin, il doit être souligné que l'amélioration des conditions de travail des forces est un sujet constant d'attention, afin d'accroitre l'attractivité des métiers. Ceci que ce soit sur le plan matériel ou sur le plan social, avec pour objectif d'améliorer tant la qualité de vie au travail que la conciliation entre la vie personnelle et la vie professionnelle. Il convient à cet égard de souligner qu'à la demande du ministre d'État, ministre de l'intérieur, la direction générale de la police nationale va engager un véritable plan de gestion des ressources humaines visant à améliorer la RH du quotidien. Un plan spécifique en faveur de l'attractivité de la filière investigation, notamment en matière de formation, sera également prochainement mis en oeuvre. La police nationale et la gendarmerie nationale continueront à placer l'attractivité, la fidélisation et la qualité des conditions de travail au centre des enjeux de leur politique de ressources humaines.

Décret portant annulation de crédits de la sécurité civile

419. – 3 octobre 2024. – **Mme Françoise Dumont** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le décret portant annulation de crédits de la sécurité civile, publié le 22 février 2024 au *journal officiel*. Suite à l'annonce, par l'exécutif, de la réalisation de « 10 milliards d'euros d'économies » sur les dépenses de l'État pour 2024, il est apparu que les missions « sécurités » et « justice » contribueraient pour près de 560 millions d'euros, selon le décret portant annulation de crédits, publié ce 22 février 2024, au *journal officiel*. Dans ce cadre, le programme 161 sur la « sécurité civile » est, lui, amputé de 52,7 millions d'euros pour 2024. Dans un contexte de risques croissants, liés au dérèglement climatique, cette mesure semble inadaptée, au regard de cette catégorie de notre sécurité, épine dorsale de notre résilience nationale. Elle lui demande donc de bien vouloir lui préciser si le nouveau Gouvernement entend revenir sur la partie du décret portant annulation des dépenses de l'État pour 2024 sur le programme « sécurité civile » ou, le cas échéant, de lui préciser quels budgets précis dudit programme seront supprimés ou diminués.

Réponse. – Dans le cadre des mesures budgétaires décidées en février 2024 par le Gouvernement d'alors, le décret n° 2024-124 a en effet annulé 52,7 Meuros de crédits de paiement ouverts en LFI pour le programme « Sécurité civile » (programme 161) en hors titre 2. Cet effort a été porté sur des investissements, dont le report est en cours d'étude pour le PLF 2026. Si elle n'est pas revenue sur cette annulation, la loi n° 2024-1167 du 6 décembre 2024 de finances de fin de gestion pour 2024 a néanmoins ouvert 40,2 Meuros en crédits de paiement pour le programme 161, compensant ainsi une grande partie de la baisse décidée en début de gestion. Cet abondement du budget de la Sécurité civile en fin d'exercice a en particulier permis de soutenir intégralement le besoin généré par la très forte mobilisation des moyens opérationnels sur l'année 2024, particulièrement marquée par les évènements survenus en Nouvelle-Calédonie.

Formation au permis cyclomoteur

422. – 3 octobre 2024. – **Mme Françoise Dumont** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** concernant les limites de la formation du permis cyclomoteur (permis AM). La formation au permis AM - (dit « cyclomoteur ») permettant la conduite, dès 14 ans, des cyclomoteurs et des voiturettes -, prévoit une formation théorique et une formation pratique d'une durée minimale de 8 heures (seules les personnes nées avant 1988 n'ayant pas besoin de ce permis pour conduire ce type de véhicule). La formation théorique s'obtient par la validation de l'attestation scolaire de sécurité routière (ASSR 1, ASSR 2) au collège (pendant le temps scolaire, après un contrôle des connaissances théoriques) ou de l'attestation de sécurité routière (ASR) en Greta. Pour valider la formation théorique, l'élève doit avoir 10/20 ou plus pour obtenir l'ASSR 1 ou l'ASSR 2. Cela semble être un résultat attendu assez faible, au regard du besoin de connaissance parfaite du code de la route, pour ces futurs conducteurs. En effet, les voiturettes et cyclomoteurs peuvent circuler à la même vitesse que les voitures en ville, avec tous les risques que cela comporte. Au regard de la densité croissante du trafic et des interactions grandissantes en ville, il serait intéressant de réaliser un audit de ces formations. Elle lui demande donc de bien vouloir lui préciser, pour chaque année depuis 2014, le nombre d'accidents de voiturettes ou cyclomoteurs provoqués par des personnes titulaires de permis AM, ainsi que le nombre d'accidents de voitures provoqués par des personnes titulaires de permis B, en valeur absolue et rapporté en pourcentage du nombre de véhicules de chaque type en circulation (sous format de tableau).

Réponse. – Le cyclomoteur et la voiturette sont accessibles dès l'âge de 14 ans pour les titulaires de la catégorie AM du permis de conduire. La vitesse de ces véhicules est limitée à 45 km/h et la cylindrée à 50 cm^3 maximum. Entre 2014 et 2023, 4 525 accidents corporels ont impliqué une voiturette, 61 276 un cyclomoteur et 421 926 une voiture. Proportionnellement au nombre de véhicules en circulation, le nombre annuel d'accidents corporels en cyclomoteur est 10 fois plus important qu'en véhicules légers, quand il est deux fois plus important en voiturettes. Entre 2014 et 2023 (excluant l'année 2019), les 14 - 17 ans représentent 10 % des conducteurs de voiturettes impliqués dans un accident corporel, 31 % des conducteurs de cyclomoteurs impliqués dans un accident corporel et 0,3% des automobilistes impliqués dans un accident corporel. Les conducteurs de 14 à 17 ans sont ainsi plus impliqués dans des accidents corporels mettant en cause des cyclomoteurs que dans ceux concernant des voiturettes. A partir de 2020, la part d'accidents corporels impliquant un conducteur âgé entre 14 et 17 ans augmente progressivement, jusqu'à atteindre, en 2023, 37 % pour les cyclomoteurs et 17 % pour les voiturettes. Le cyclomoteur reste encore majoritairement impliqué dans les accidents corporels avec un conducteur entre 14 et 17 ans. Si le nombre d'accidents baisse, la part des conducteurs de 14-17 ans augmente : elle est deux fois plus importante en cyclomoteur qu'en voiturette. Le tableau ci-dessous présente, année par année depuis 2014, le nombre d'accidents de voiturettes, cyclomoteurs ou de voiture - en valeur absolue et par milliers (0) - de véhicules de chaque type en circulation, ainsi que le nombre et la part de ces accidents où le conducteur du véhicule avait entre 14 et 17 ans.

	Voiturettes			Cyclomoteurs			Voitures		
	Nombre d'accidents corporels impliquant une voiturette	Rapporté au parc en ‰	Nombre (part) d'accidents corporels avec conducteur de 14-17 ans	Nombre d'accidents corporels impliquant un cyclomoteur	Rapporté au parc en ‰	Nombre (part) d'accidents corporels avec conducteur de 14-17 ans	Nombre d'accidents corporels impliquant une voiture	Rapporté au parc en ‰	Nombre (part) d'accidents corporels avec conducteur de 14-17 ans
2014	427	3,05	28 (7 %)	7 814	10,66	2 215 (28 %)	45 550	1,29	111 (0,2 %)
2015	438	2,88	24 (5 %)	7 107	9,51	2 022 (28 %)	44 663	1,24	116 (0,3 %)
2016	422	2,55	30 (7 %)	6 669	12,15	1 910 (29 %)	46 021	1,26	115 (0,2 %)
2017	354	1,99	33 (9 %)	5 871	13,64	1 912 (33 %)	47 025	1,28	120 (0,3 %)
2018	382	1,99	28 (7 %)	6 047	14,47	1 895 (31 %)	43 199	1,16	132 (0,3 %)
*2019**	*712*	*3,49*	*40 (6 %)*	*6 047*	*13,17*	*1 762 (29 %)*	42 756	*1,15*	168 (0,4 %)
2020	374	1,71	53 (14 %)	5 221	9,98	1 536 (29 %)	33 696	0,91	107 (0,3 %)
2021	487	2,02	56 (11 %)	6 357	10,89	2 044 (32 %)	40 455	1,08	147 (0,4 %)
2022	473	1,80	64 (14 %)	5 339	10,74	1 807 (34 %)	39 532	1,05	127 (0,3 %)

2023	456	1,58	79 (17 %)	4 804	8,44	1 780 (37 %)	39 029	1,03	119 (0,3 %)

** Changement de système d'information des accidents : il est possible qu'il y ait eu des erreurs de qualification de véhicules cette année-là.* Champs géographique : France métropolitaine Source : ONISR - Données relatives aux accidents corporels enregistrés par les forces de l'ordre Parc estimé de cyclomoteurs au 1er janvier en milliers (estimation ONISR) Parc estimé de voiturettes au 1er janvier en milliers (estimation ONISR sur la base des immatriculations neuves depuis 2000 sans mise à la réforme) MTE-SDES - Parc de voitures particulières au 1er janvier. D'un point de vue réglementaire, la conduite d'un quadricycle léger à moteur nécessite d'être titulaire du brevet de sécurité routière (BSR) sauf pour les usagers nés avant le 31 décembre 1987 qui bénéficient du maintien de leurs droits acquis à la conduite de tels véhicules. La conduite d'un quadricycle lourd à moteur nécessite quant à elle le passage de la catégorie B1 du permis de conduire ou d'être détenteur de la catégorie B, ce qui rend la conduite de ce type de véhicules peu attractive (en 2022, 157 permis de conduire de catégorie B1 ont été délivrés). S'agissant plus particulièrement du BSR, selon les dispositions de l'alinéa 2 de l'article L. 221 1 du code de la route, les dispositions du titre deuxième de la partie législative dudit code relatives au « permis de conduire » ne lui sont pas applicables. Le BSR se trouve donc hors champ de la conduite sans permis, de l'organisation des examens, du permis à points, de la suspension, de l'annulation et du contrôle médical. L'article R. 211-1 du code de la route précise que le brevet de sécurité routière correspond à la catégorie AM du permis de conduire au sens de la directive 2006/126/ CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire. Le BSR est délivré aux personnes âgées de quatorze ans révolus après réussite d'un contrôle des connaissances théoriques des règles de sécurité routière sanctionnée par la délivrance de l'attestation scolaire de sécurité routière de premier (ASSR 1) ou de second niveau (ASSR 2) ou de l'attestation de sécurité routière (ASR) et après avoir suivi une formation dispensée par une auto-école. Le comité interministériel de la sécurité routière (CISR) du 17 juillet 2023 a décidé de renforcer la formation théorique des conducteurs dès le collège, d'une part, dans le cadre de l'ASSR 1 en classe de 5e, en incluant un module spécifique à la pratique du vélo et, d'autre part, en créant un pré-code de la route dans le cadre de l'ASSR 2 en classe de 3e, afin de donner aux futurs conducteurs de solides connaissances de base des règles de circulation et en relevant son niveau de 10 à 14 bonnes réponses à obtenir sur 20 questions. Enfin, la formation pratique, d'une durée de 8 heures, est divisée en 5 séquences (échanges sur les représentations individuelles autour de la conduite ; formation à la conduite hors circulation ; le code de la route ; la formation à la conduite sur les voies ouvertes à la circulation publique ; la sensibilisation aux risques en présence, pour les élèves mineurs, de l'un au moins des parents ou du représentant légal). Elle comporte deux options distinctes : une option cyclomoteur et une option quadricycle léger à moteur accessible à partir de l'âge de 14 ans. Le suivi de l'option cyclomoteur valait reconnaissance du suivi de l'option quadricycle léger à moteur jusqu'au 1er mars dernier, date à laquelle la délégation à la sécurité routière a décidé de supprimer cette équivalence afin de renforcer la compétence des conducteurs de quadricycles légers en mettant en adéquation le véhicule utilisé pendant la formation avec l'option choisie.

Pannes répétées des canadairs basés à Nîmes-Garons et manque de techniciens de maintenance

452. – 3 octobre 2024. – **M. Laurent Burgoa** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les pannes répétées des canadairs basés à Nîmes-Garons et le manque de techniciens de maintenance. Face aux pannes répétées et au manque de techniciens de maintenance, les canadairs basés à Nîmes-Garons sont régulièrement cloués au sol cet été 2024, pourtant période à haut risque. Alors que le risque de feux de forêt est à son maximum dans les départements de l'ex Languedoc-Roussillon et que le Gard subit des températures caniculaires, les moyens aériens de lutte contre les feux de forêt rencontrent d'énormes difficultés. Le personnel navigant de la sécurité civile a à plusieurs reprises alerté sur l'ancienneté de la flotte de canadairs. En raison de problèmes de financement, de maintenance et de pannes régulières, seuls trois canadairs sur les douze disponibles à la base de Nîmes-Garons auraient été opérationnels ce vendredi 9 août 2024. Il lui demande d'indiquer quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour remédier à cette situation critique et assurer la disponibilité des moyens aériens de lutte contre les feux de forêt dans les plus brefs délais.

Réponse. – La flotte d'avions Canadair de la sécurité civile a une moyenne d'âge de 26 ans, les premiers avions ayant été livrés en 1995. En outre, du fait des conditions particulières de leur engagement opérationnel sur les feux de forêts, qui impliquent des écopages et des largages d'eau à répétition, ces appareils subissent de très fortes contraintes. Dans ce contexte, la flotte de la sécurité civile fait l'objet d'une attention particulière pour assurer sa disponibilité opérationnelle et garantir la sécurité des personnels navigants. Malgré cela, durant la saison feux 2024, la disponibilité des aéronefs a été plus faible qu'à l'accoutumée durant certaines périodes, sans pour autant que les capacités de réponses opérationnelles aient été compromises. En effet, des moyens aériens suffisants ont pu

être mis en oeuvre chaque fois que nécessaire. Une action permanente de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) a été menée avec le prestataire du marché de maintenance pour que la qualité des prestations et le niveau de disponibilité des appareils progressent sensiblement durant l'été. Par ailleurs, dans la perspective de la saison feux 2025, un RETEX partagé et approfondi avec ce prestataire a été engagé dès la fin de l'été 2024 pour analyser les difficultés, puis définir un plan d'actions préventives et correctives particulièrement ciblées sur les fragilités identifiées et les pannes les plus récurrentes. Ce plan porte également sur le renforcement des moyens humains du prestataire de la maintenance et sur le renforcement des liens avec le constructeur des Canadair pour permettre un meilleur approvisionnement en pièces détachées. A ce stade, ces actions donnent des résultats satisfaisants, puisque la disponibilité élevée des aéronefs depuis le début du printemps 2025, permet au personnel navigant des entraînements dans les meilleures conditions en vue de la prochaine saison feux. Il est par ailleurs précisé que la stratégie de lutte contre les feux de forêts par les moyens aériens ne repose pas que sur la flotte des Canadairs. En effet, il convient de rappeler que depuis 2022, la sécurité civile complète ses moyens patrimoniaux par des locations d'aéronefs (hélicoptères bombardiers d'eau et avions bombardiers) qui sont prépositionnés sur le territoire, dans les zones à risques. La flotte comprend également 8 Dash permettant à la fois, en guet aérien armé, de mettre en oeuvre la stratégie d'attaque des feux naissants, mais également de lutter contre les feux importants par la pose de barrières de retardant. A moyen et long terme, l'objectif de renouvellement de la flotte des Canadair de la sécurité civile reste important. Il a été engagé par la commande de deux Canadair DHC 515 signée le 12 août 2024 dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'Union européenne. Leur livraison est envisagée à partir de 2028. D'autres commandes sont à l'étude pour les prochains exercices budgétaires. Plus globalement, la réflexion stratégique menée par la DGSCGC concernant les moyens aériens est bien plus large. Elle porte sur la définition en cours d'un contrat opérationnel tenant compte de l'augmentation du risque. Il en découlera la définition d'une réponse capacitaire et d'une flotte aérienne formatée selon les niveaux de risques anticipés pour la période 2030-2035 et à l'horizon 2050.

Modification du périmètre d'une circonscription législative

457. – 3 octobre 2024. – **M. Laurent Burgoa** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la possibilité de modifier le périmètre d'une circonscription législative. En effet, la ville d'Alès dispose de 28 bureaux de vote répartis dans deux circonscriptions et trois cantons. Le quartier des Près-Saint-Jean dispose de deux bureaux de vote situés dans la même école, un regroupant 903 électeurs (Prés-Saint-Jean 2) et l'autre 157 (Prés-Saint-Jean 1). Si ces deux bureaux de vote appartiennent au même canton (canton 2 du département), Prés-Saint-Jean 1 (bureau de vote 007) est rattaché à la 4ème circonscription alors que Près-Saint-Jean 2 (bureau de vote 008) est rattaché à la 5ème circonscription du Gard. Compte tenu des moyens humains et matériels engagés lors d'un scrutin, la ville d'Alès souhaiterait voir déplacer le périmètre des circonscriptions afin d'intégrer le bureau de vote 007 dans la 5ème circonscription. Cette modification de périmètre permettant une meilleure lisibilité des électeurs lors des élections législatives (panneaux électoraux pour les deux circonscriptions en un même lieu), il lui demande de bien vouloir répondre favorablement à cette demande de modification de périmètre de cette circonscription législative.

Réponse. – La délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés repose sur les limites des cantons tels que définis à la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 *portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés*. A cette date, la commune d'Alès était divisée entre les cantons Alès-Ouest, Alès-Nord-Est et Alès Sud-Est, répartis respectivement sur la cinquième circonscription législative du Gard pour Alès-Ouest et sur la quatrième circonscription législative du Gard pour Alès-Nord-Est et Alès Sud-Est. Par décret n° 2014-232 du 24 février 2014 *portant délimitation des cantons dans le département du Gard*, la commune d'Alès a fait l'objet d'un redécoupage de ses limites cantonales. Ce redécoupage cantonal postérieur à l'ordonnance du 29 juillet 2009 est cependant sans incidence sur le découpage des circonscriptions législatives qui ne peuvent être modifiées que par la loi. Dès lors, c'est le découpage cantonal en vigueur lors de la promulgation de l'ordonnance en 2009 qui prévaut pour la définition des circonscriptions législatives. Si la mise en cohérence des circonscriptions législatives avec les limites cantonales et communales apparaît comme une mesure de simplification administrative, elle implique néanmoins l'adoption d'un texte de niveau législatif, après avis de la commission indépendante dont l'institution est prévue à l'article 25 de la Constitution. En effet, un redécoupage de circonscription législative ne saurait être réalisé sans l'application de l'ensemble du processus prévu par la Constitution. Aucun redécoupage des circonscriptions législatives n'est actuellement envisagé.

Conducteurs sans permis

493. – 3 octobre 2024. – **M. Alain Marc** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la multiplication du nombre de conducteurs sans permis. Selon les chiffres communiqués par l'observatoire national interministériel de la sécurité routière (ONISR), le nombre de conducteurs sans permis aurait augmenté de 54 % entre 2011 et 2019, passant de 500 000 à 770 000. Aussi il lui demande de lui indiquer les mesures que le Gouvernement envisage de prendre afin de renforcer la lutte contre les conducteurs sans permis.

Réponse. – La conduite sans permis est un facteur aggravant de l'accidentologie routière. La prévention et la répression de ce phénomène préoccupant constituent donc, depuis plusieurs années, une des priorités du Gouvernement en matière de sécurité routière. Difficile à mettre en évidence et donc à estimer, elle n'est réellement révélée qu'en cas de contrôle par les forces de l'ordre ou lors de la constatation d'un accident. En 2023, les forces de l'ordre ont relevé 132 091 délits pour conduite sans permis ou avec un permis retenu, suspendu ou annulé soit une augmentation de 7,2 % en dix ans, preuve d'une intense politique de contrôle. Toujours en 2023, selon l'observatoire interministériel de la sécurité routière, 5,5 % des conducteurs impliqués dans un accident mortel et 3,7 % de ceux impliqués dans un accident corporel circulaient sans permis valide, ce qui permet d'évaluer le nombre total de conducteurs circulant sans permis à 600 000. Ces comportements irresponsables constituent un délit, prévu par l'article L. 221-2 du code de la route, puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende. Ces dernières années, plusieurs évolutions législatives sont venues renforcer les mesures administratives ainsi que les sanctions pénales applicables. Ainsi, dans une logique de simplification et d'accélération des procédures, depuis le 1er novembre 2018, en application de la loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle, le délit de conduite sans permis peut être relevé par amende forfaitaire délictuelle dont le montant varie de 640 à 1 600 euros selon les délais de paiement. Ce montant, lorsqu'il est acquitté dans le délai de quinze jours, est légèrement supérieur à la moyenne des amendes qui étaient antérieurement prononcées pour ces faits par les juridictions pénales. Ces amendes forfaitaires délictuelles pour défaut de permis de conduire sont en augmentation croissante (13 962 en 2019 contre 28 888 en 2023, *source ONISR, bilan des infractions 2023*), ce qui témoigne de l'intérêt mais aussi de l'engagement soutenu des forces de l'ordre sur le terrain. Il en est de même pour l'AFD relative à la conduite d'un véhicule avec un permis de conduire d'une catégorie n'autorisant pas sa conduite, également en augmentation (1 668 en 2019 contre 3 235 en 2023, *source ONISR, bilan des infractions 2023*). Ce sujet est pris en compte dès la formation initiale. Les élèves-gendarmes sont formés au contrôle des titres sécurisés (CTS) pour détecter notamment d'éventuels permis de conduire falsifiés. En effet, l'usage d'un permis falsifié associé à la conduite d'un véhicule sans permis correspondant à la catégorie du véhicule constitue une infraction spécifique (art. L. 221-2-1 du code de la route) dont la peine d'emprisonnement est portée à 5 ans. Par ailleurs, depuis la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 et la modification de l'article L. 325-1-2 du code de la route, le véhicule utilisé par l'auteur d'une conduite sans permis, même s'il n'en est pas le propriétaire, peut faire immédiatement l'objet d'une mise en fourrière administrative afin d'éviter tout risque de récidive. Ces dispositions permettent de renforcer l'efficacité de la répression concernant ces infractions mettant en danger la sécurité des usagers de la route. L'adoption définitive de la proposition de loi créant un homicide routier et visant à lutter contre la violence routière sera une avancée. En effet, conformément aux annonces faites lors du comité interministériel de sécurité routière du 17 juillet 2023, l'article 1bis de la proposition de loi prévoit d'élargir le champ des infractions pénales pouvant être considérées, au regard de la récidive, comme une même infraction à l'ensemble des délits relatifs aux restrictions du droit de conduire. Dans les faits, cette solution permettra de sanctionner plus lourdement et plus facilement les récidivistes.

Difficultés rencontrées par les services d'incendie et de secours en matière d'éligibilité aux dispositifs de subventions pour la rénovation énergétique de leur patrimoine immobilier

556. – 3 octobre 2024. – **Mme Patricia Schillinger** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques** sur les difficultés rencontrées par les services d'incendie et de secours (SIS) en matière d'éligibilité aux dispositifs de subventions pour la rénovation énergétique de leur patrimoine immobilier. Le rapport de l'inspection générale de l'administration d'octobre 2022 a souligné l'importance du financement des SIS, notamment en termes de renouvellement de leur matériel et de prévention des feux d'espaces naturels. Les dispositifs de subventions tels que les pactes capacitaires ou le fonds vert, mis en place par l'État, ont apporté un soutien crucial à ces investissements, tout en pesant sur les finances des SIS. Cependant, il est surprenant de constater que les travaux sur le patrimoine immobilier des SIS, y compris la rénovation énergétique, sont inexplicablement exclus de certains dispositifs de subventionnement. Par exemple,

l'axe 1 du fonds vert, dédié à la « rénovation énergétique des bâtiments publics locaux », exclut les SIS de son champ d'éligibilité, alors même qu'un centre d'incendie et de secours est indéniablement un bâtiment public. Cette situation pose des obstacles significatifs pour les SIS, qui se retrouvent seuls face au financement de la rénovation énergétique de leurs bâtiments, malgré leur situation financière complexe et leur vaste patrimoine immobilier. Les critères d'éligibilité aux fonds européens imposent également des contraintes difficiles à satisfaire, mettant en péril la capacité des SIS à effectuer des rénovations nécessaires. Ainsi, il apparait opportun de revoir les critères d'éligibilité et d'explorer des solutions spécifiques pour surmonter les obstacles rencontrés par les services d'incendie et de secours dans ce domaine crucial. Afin de remédier à cette problématique, elle souhaite savoir quelles actions le Gouvernement envisage de prendre pour permettre aux SIS d'accéder équitablement aux financements nécessaires à la rénovation énergétique de leur patrimoine immobilier. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – Le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires a pour ambition d'accompagner les collectivités dans la mise en oeuvre de leurs projets à valeur environnementale. Ce fonds est organisé en 3 axes et 13 mesures pour accompagner le déploiement d'actions territoriales afin de « renforcer la performance environnementale » (axe 1), « adapter les territoires au changement climatique » (axe 2) et « améliorer le cadre de vie » (axe 3). L'appui en ingénierie constitue un autre champ d'intervention du fonds vert, permettant aux collectivités de s'appuyer sur un avis expert. La circulaire du 14 décembre 2022 transmise aux préfets rappelle sa vocation à accompagner la transition écologique dans les territoires. Le pilotage du fonds vert est déconcentré afin de répondre au mieux aux enjeux des territoires, en tenant compte de leurs spécificités notamment (littoral, montagne, exposition aux risques d'inondations, vents cycloniques ou incendies…). Ainsi, le préfet est le décisionnaire final concernant les projets retenus. Les priorités et les critères d'éligibilité sont présentés dans les cahiers d'accompagnement, permettant aux services instructeurs et aux porteurs de projets de s'inscrire au mieux dans l'ambition des mesures portées par le fonds vert. Le fonds vert s'adresse aux collectivités territoriales et à leurs groupements présentant des projets s'inscrivant dans l'une des mesures et répondant aux priorités et critères d'éligibilité définis dans les cahiers d'accompagnement. Le fonds vert a donc vocation à constituer un effet de levier massif dans les territoires en accompagnant les projets à fort impact environnemental. les services d'incendie et de secours n'en sont pas exclus. Les collectivités territoriales et groupements de collectivités, y compris les collectivités d'outre-mer, sont les premières bénéficiaires du fonds. En 2023, 52 services d'incendie et de secours ont pu bénéficier du fonds vert.

Difficultés persistantes de nombreuses communes face aux stationnements illicites récurrents des gens du voyage

575. – 3 octobre 2024. – **Mme Florence Blatrix Contat** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés persistantes auxquelles de nombreuses communes font face en raison des stationnements illicites récurrents des gens du voyage, alors même que la réglementation en matière d'accueil est respectée sur leur territoire. Les maires expriment leur isolement et leur inquiétude croissante face aux menaces et difficultés rencontrées lors de l'installation de ces campements, ainsi que leur frustration lorsque leurs plaintes, témoignant des dommages subis par les communes, sont classées sans suite. Ces installations engendrent des coûts considérables pour les collectivités locales, notamment en termes de réparations d'infrastructures endommagées, de nettoyage des sites et de gestion des déchets laissés sur les terrains communaux, affectant ainsi lourdement les ressources municipales. Elle souhaite connaître les mesures spécifiques que le Gouvernement envisage de mettre en place : d'une part pour assister les communes et les intercommunalités afin d'éviter ces installations illicites, ou, à défaut, d'obtenir des expulsions rapides ; et d'autre part, pour garantir la sécurité des élus locaux lors de ces installations illicites. Par ailleurs, elle souhaiterait que soient évaluées les mesures déjà en place et que soient explorées des solutions juridiques pour permettre une meilleure imputabilité des dommages et dégradations causés, afin que les coûts engendrés puissent être recouvrés de manière certaine auprès de leurs auteurs, et ainsi éviter que ces charges ne pèsent inutilement sur les contribuables. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – L'accueil des gens du voyage et la lutte contre les installations illégales sont une préoccupation de nombre d'élus, qui sollicitent très régulièrement le ministre d'etat, ministre de l'intérieur, sur ce sujet. Chacun peut, dans notre République, adopter le mode de vie qu'il souhaite, en fonction de ses traditions. Mais il ne peut le faire qu'à condition de respecter les lois de la République et les dépositaires de son autorité, de respecter la propriété publique ou privée. Le régime applicable en matière de stationnement des gens du voyage est

actuellement prévu par la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage. L'objectif est de pouvoir garantir la liberté d'aller et de venir, et aussi d'éviter des installations illicites susceptibles de porter atteinte au droit de propriété et d'occasionner des troubles à l'ordre public. Les schémas départementaux d'accueil des gens du voyage formalisent l'obligation pour les communes de plus de 5 000 habitants et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de créer, d'aménager et d'entretenir des aires d'accueil réservées aux gens du voyage. Lorsque la commune ou l'EPCI se sont dotés d'aires et terrains conformes à ce schéma, le maire ou le président de cet EPCI peuvent interdire le stationnement des gens du voyage en dehors des aires aménagées et, en cas de violation de cette interdiction, demander au préfet de département de mettre en demeure les gens du voyage de quitter les lieux. Lorsque cette mise en demeure n'a pas été suivie d'effet, l'évacuation forcée des résidences mobiles peut alors intervenir dans un délai de 24 heures, sous réserve de l'absence de recours devant le juge administratif. Le juge administratif doit quant à lui statuer dans les quarante-huit heures. Ces délais garantissent la mise en oeuvre rapide d'une décision d'évacuation, même en cas de recours juridictionnel, alors que la suppression d'un tel recours serait susceptible de porter atteinte à certains principes à valeur constitutionnelle, et notamment au droit au recours effectif, que la jurisprudence du Conseil Constitutionnel rattache à l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Par ailleurs, la mise en demeure reste applicable pendant un délai de sept jours et peut donc servir de fondement juridique à une nouvelle mesure d'évacuation forcée lorsque la résidence mobile se retrouve à nouveau en situation de stationnement illicite. Ces outils permettent une réponse administrative à des stationnements illicites, qui peuvent également être sanctionnés pénalement, l'article 322-4-1 du code pénal réprimant le délit d'installation illicite en réunion sur un terrain communal ou privé et la loi du 7 novembre 2018 ayant augmenté les sanctions correspondantes qui sont désormais d'un an d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende. Enfin, ces dispositions pénales peuvent également servir de cadre à la répression des actes de destruction, dégradation ou détérioration des biens appartenant à autrui commis par les gens du voyage, leur réparation pouvant être recherchée par la constitution de partie civile du propriétaire du terrain dans le cadre de cette procédure. Une action civile en responsabilité du fait personnel peut également être introduite indépendamment de toute procédure pénale, en application de l'article 1240 du code civil, en vue de l'obtention d'une indemnité compensatrice de la dégradation. Par ailleurs, il convient de rappeler que lors de l'installation d'un groupe sur une aire d'accueil, la collectivité peut imposer un dépôt de garantie, lequel pourra être conservé pour faire face aux frais de réparation d'éventuelles dégradations. Si la réglementation prévoit déjà des sanctions pénales et permet de faire supporter le coût des dégradations par les auteurs de ces dernières, le Gouvernement est sensible aux difficultés pratiques d'application rencontrées sur le terrain. Ainsi, le ministre d'État, ministre de l'intérieur a décidé de la mise en place d'un groupe de travail associant le ministère de l'intérieur, les associations d'élus locaux et des parlementaires. Ce groupe de travail devra conduire dans les prochaines semaines à l'élaboration d'une nouvelle doctrine d'intervention pour les forces de l'ordre devant permettre de mettre en oeuvre efficacement l'ensemble des outils déjà prévus par la loi. Ce groupe de travail pourra également proposer des mesures réglementaires et des dispositions législatives nouvelles afin que l'ordre public soit respecté, que des enquêtes patrimoniales puissent être déclenchées et que les dommages causés soient réparés.

Attente d'application de l'article 24 de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 visant à accorder une bonification de la durée d'assurance pour la retraite des sapeurs-pompiers volontaires

616. – 3 octobre 2024. – **Mme Patricia Schillinger** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la traduction réglementaire de l'article 24 de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 visant à accorder une bonification de la durée d'assurance pour la retraite des sapeurs-pompiers volontaires. Afin de valoriser et reconnaître l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires au titre de la solidarité nationale, cet article vise à attribuer une bonification aux sapeurs-pompiers volontaires engagés au moins depuis 10 années de service. Cependant, le projet de décret, en cours de rédaction par les services de l'État, suscite une vive inquiétude au sein de la communauté des sapeurs-pompiers volontaires du Haut-Rhin. En effet, les termes de ce décret limiteraient considérablement la portée de cette mesure en en réduisant considérablement le nombre de bénéficiaires. Ce décret trahirait ainsi l'intention du législateur, d'encourager et de valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et répondre ainsi à la crise des vocations dont ils font l'objet, alors qu'ils remplissent une mission pourtant essentielle pour nos territoires. Dans ce contexte, elle souhaiterait obtenir des précisions sur les termes retenues par le décret et ce qu'il entend mettre en oeuvre pour s'assurer que ce projet de décret reflète pleinement dans sa rédaction la volonté du législateur en assurant largement le bénéfice de cette bonification aux sapeurs-pompiers volontaires.

Attente de la publication du décret relatif à la bonification des trimestres des sapeurs-pompiers volontaires

630. – 3 octobre 2024. – **M. Guislain Cambier** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** concernant l'attente du décret relatif à la bonification des trimestres des sapeurs-pompiers volontaires, à la suite de la réforme des retraites. À la suite de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023, des décisions ont été prises à l'attention des sapeurs-pompiers volontaires. Or, à ce jour, le décret relatif à la nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance allouée aux sapeurs-pompiers volontaires n'est toujours pas paru et, renseignements pris, ne semble pas prêt de sortir… Il lui demande des informations sur la date prévue de publication de ce décret, très attendu par ces volontaires qui risquent leur vie et s'engagent sans faille au service des Français.

Date de publication du décret pour la bonification des retraites des sapeurs-pompiers volontaires

907. – 3 octobre 2024. – **M. Sebastien Pla** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'attente de la publication du décret relatif à la bonification des trimestres des sapeurs-pompiers volontaires, à la suite de la réforme des retraites. L'article 24 de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 a créé un dispositif permettant aux sapeurs-pompiers volontaires, justifiant d'une durée minimum d'engagement, de valider des trimestres de retraite pour compléter, le cas échéant, leur carrière professionnelle au titre de la reconnaissance de leur engagement au service de nos concitoyens. Il dispose ainsi que les assurés ayant accompli au moins dix années de service, continues ou non, en qualité de sapeur-pompier volontaire ont droit à des trimestres supplémentaires pris en compte pour la détermination du taux de calcul de la pension et la durée d'assurance dans le régime, dans des conditions et des limites prévues par décret en Conseil d'État. Cet article avait été introduit au Sénat suite au vote d'amendements identiques déposés par des sénateurs de plusieurs groupes, dont des sénateurs du groupe socialiste. Les sapeurs-pompiers volontaires sont dans l'attente de la publication du décret afin que cette disposition de la loi soit appliquée. Certains sapeurs-pompiers volontaires auraient déjà pu bénéficier de cette mesure et se retrouvent donc dans une situation difficile. Au plan national, une telle mesure doit aussi permettre un recrutement de renforts en sapeurs-pompiers volontaires. Les enjeux obligent à d'indispensables recrutements complémentaires, étant entendu que le danger et les difficultés inhérents à ce métier n'aident pas à susciter les vocations. Sans pompiers bénévoles, la sécurité de nos concitoyens ne pourrait être assurée, alors que plusieurs millions de Français en bénéficient. Le décret attendu doit préciser notamment le régime auquel incombe la charge de valider ces trimestres lorsque l'assuré a relevé successivement, alternativement ou simultanément de plusieurs régimes d'assurance vieillesse de base. Il l'interroge donc sur la date de parution de ce décret très attendu.

Projet de décret relatif à la bonification de la retraite des sapeurs-pompiers volontaires par l'attribution de trimestres au titre de la solidarité nationale

1238. – 10 octobre 2024. – **M. Cyril Pellevat** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le projet de décret relatif à la bonification de la retraite des sapeurs-pompiers volontaires par l'attribution de trimestres au titre de la solidarité nationale. Ce projet de décret, qui découle de l'article 24 de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023, exclut la quasi-totalité des sapeurs-pompiers volontaires de la bonification de leur retraite du fait de l'introduction d'un critère d'inactivité professionnelle, lequel écarte les pompiers volontaires exerçant une activité professionnelle, ce qui soulève des préoccupations sur trois points cruciaux. Il semblerait tout d'abord que ces dispositions vont à l'encontre de la volonté du Président de la République et des parlementaires qui se sont exprimés clairement en faveur d'un départ anticipé pour tous ceux qui s'engagent dans la protection civile. De plus, ces dispositions risquent de décevoir les attentes des sapeurs-pompiers volontaires et de créer une perception négative de ce dispositif et ainsi créer un sentiment de manque de reconnaissance. Enfin, ce critère instaurera potentiellement une incitation à l'inactivité, qui profiterait seulement à une minorité cumulant le statut de sapeur-pompier volontaire et l'inactivité professionnelle, ce qui pourrait dissuader ceux qui travaillent en parallèle de s'engager en faveur de la protection des populations. De ce fait, il lui demande s'il entend modifier le projet de décret afin que la validation de trimestres de retraite supplémentaires puissent bénéficier à tous les sapeurs-pompiers volontaires justifiant de 10 années d'engagement, et ce sans prendre en compte leur situation professionnelle.

Bonification de trimestres de retraite pour les sapeurs-pompiers volontaires

1555. – 10 octobre 2024. – **Mme Corinne Féret** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le projet de décret visant à décliner l'article 24 de la loi nº 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 qui accorde, au titre de la solidarité nationale, le droit à des trimestres de retraite supplémentaires aux assurés ayant accompli au moins dix années d'engagement, continues ou non, en qualité de sapeur-pompier volontaire. En effet, dans sa rédaction actuelle, ce décret d'application limiterait le bénéfice de cette mesure de reconnaissance (trois trimestres après dix années d'engagement plus un trimestre supplémentaire tous les cinq ans) aux seuls sapeurs-pompiers volontaires ne bénéficiant pas de l'ensemble des trimestres de cotisation retraite sur leur carrière (périodes d'inactivité ou de chômage non indemnisé, par exemple). Le président de l'union départementale des sapeurs-pompiers du Calvados s'en inquiète légitimement, car cela réduirait considérablement la portée de la mesure. En pratique, la très grande majorité des 197 800 femmes et hommes engagés comme sapeurs-pompiers volontaires concilient cette activité altruiste au service du public avec une activité professionnelle, le solde étant étudiants, retraités ou sans emploi. Par conséquent, en l'état, le nombre de bénéficiaires effectifs de la bonification serait insignifiant, ce qui irait totalement à l'encontre tant de l'engagement pris par le Président de la République en octobre 2021 lors du congrès national des sapeurs-pompiers de France, que de la volonté des parlementaires, exprimée lors des débats du printemps dernier sur la réforme des retraites. De même, l'exclusion des lycéens et étudiants du bénéfice de cette mesure s'inscrirait en contradiction avec le souhait de promouvoir l'engagement des jeunes. En l'état donc, ce projet de décret entraînerait une rupture d'égalité entre les sapeurs-pompiers volontaires selon qu'ils exercent ou non une activité professionnelle, indépendamment de leur engagement au service de la protection des populations. Surtout, il susciterait un fort mouvement de déception et de démotivation, alors que les mesures adoptées en avril 2023 devaient au contraire constituer l'opportunité d'améliorer la fidélisation et la reconnaissance, dans le prolongement des avancées permises par la loi nº 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels (dite « loi Matras »). Rappelons, enfin, qu'il importe aujourd'hui d'améliorer l'attractivité de cette forme unique d'engagement citoyen afin de soutenir le renforcement et la diversification des effectifs, notamment en direction des femmes, nécessaires pour répondre à l'accroissement continu de la sollicitation opérationnelle adressée à notre système de sécurité civile sous la triple pression des difficultés de notre système de santé, du vieillissement démographique et du dérèglement climatique. On le voit, avant toute publication, il est nécessaire de prendre le temps d'engager une véritable concertation avec les représentants des sapeurs-pompiers volontaires et des élus chargés des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), dans le but d'aboutir à un dispositif respectueux des engagements pris, des besoins et des attentes. La bonification de trimestres de retraite est une reconnaissance importante de l'engagement citoyen des sapeurs-pompiers volontaires au service de la collectivité. En conséquence, elle souhaiterait connaître les intentions du Gouvernement, autrement dit savoir s'il compte revoir la rédaction du futur décret avec l'objectif de respecter la volonté du législateur et les attentes légitimes des sapeurs-pompiers volontaires.

Décret d'application relatif à la bonification des trimestres des sapeurs-pompiers volontaires

2109. – 31 octobre 2024. – **M. Jean-Claude Tissot** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le décret d'application relatif à la bonification des trimestres des sapeurs-pompiers volontaires. Introduite au Sénat lors de l'examen de la loi nº 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023, cette disposition a pour objectif d'apporter une juste reconnaissance de l'engagement citoyen des sapeurs-pompiers volontaires. Malheureusement, le projet de décret d'application, qui tarde par ailleurs à être publié, limiterait le bénéfice de cette mesure aux seuls sapeurs-pompiers volontaires ne bénéficiant pas de l'ensemble des trimestres de cotisation retraite sur leur carrière, soit à un nombre très faible de personnes. Cette rédaction contrevient donc totalement aux objectifs fixés par les parlementaires lors de l'examen au Sénat et suscite une très forte déception chez les sapeurs-pompiers volontaires. À titre d'exemple, les étudiants et les lycéens seraient exclus de ce dispositif, alors qu'il est pourtant indispensable de favoriser l'engagement civique des jeunes citoyens. Afin d'apporter une juste reconnaissance de l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires, et ainsi de faciliter les recrutements, il conviendrait de revoir ce projet de décret pour l'élargir à l'ensemble des sapeurs-pompiers volontaires. Il lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement au sujet de ce décret d'application.

Mise en oeuvre de l'ouverture de droits supplémentaires en termes de trimestres pour les sapeurs-pompiers volontaires

3006. – 30 janvier 2025. – **M. Jean-Marc Ruel** interroge **M. le ministre d'État, ministre des outre-mer** concernant la mise en oeuvre de l'ouverture de droits supplémentaires en termes de trimestres de retraite votée au bénéfice des sapeurs-pompiers volontaires, à l'initiative du Sénat, par l'article 24 de la loi nº 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023. En effet, alors que la volonté clairement exprimée par le législateur au moment de ce vote était l'ouverture de ces droits à tous les sapeurs-pompiers volontaires remplissant les conditions de durée de fonctions, et ce sur l'ensemble du territoire national, y compris dans les collectivités d'outre-mer comme Saint-Pierre-et-Miquelon, il semblerait que, selon un projet de décret d'application, il soit envisagé de limiter le bénéfice de cette bonification aux seuls sapeurs-pompiers en situation de carrière incomplète. Cela irait manifestement à l'encontre du texte de loi voté et de la volonté du législateur. En conséquence, elle lui demande de confirmer si la volonté du législateur sera bien respectée dans le cadre de ces textes réglementaires d'application et si tous les sapeurs-pompiers volontaires pourront bénéficier de cette bonification légitime, et ce sur l'ensemble du territoire national, y compris dans les collectivités d'outre-mer. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – L'article 24 de la loi nº 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 permet effectivement d'octroyer aux sapeurs-pompiers volontaires ayant accompli dix années de service, une bonification des trimestres dans le calcul de leur retraite. Ainsi que vous l'évoquez, cette mesure de fidélisation doit être mise en oeuvre selon des modalités et dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État. Comme annoncé à Mâcon le 28 septembre dernier à l'occasion du 130ᵉ congrès national des sapeurs-pompiers de France, le ministère de l'intérieur s'est saisi du dossier. Le ministère de l'intérieur souhaite que la concertation et les travaux interministériels sur ce dossier parviennent à une solution qui mette en oeuvre cette disposition dans l'esprit de la loi, dans le but de fidéliser nos sapeurs-pompiers volontaires, en permettant l'acquisition de trimestres supplémentaires y compris en cas de carrière complète. L'objectif est que ces travaux interministériels aboutissent rapidement à un décret constituant une avancée concrète en matière de bonification applicable aux retraites des sapeurs-pompiers volontaires, afin de reconnaître l'engagement de nos sapeurs-pompiers volontaires, indispensable à la Nation.

Qualification juridique des « écocups »

799. – 3 octobre 2024. – **M. Cédric Chevalier** souhaite appeler l'attention de **Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargée de la consommation** sur la qualification juridique des « écocups » dans la réglementation des débits de boissons à emporter. Les établissements avec une licence pour consommer sur place peuvent vendre des boissons à consommer sur place ou à emporter. Les établissements avec une licence restaurant peuvent vendre des boissons à consommer sur place uniquement avec un repas, mais aussi à emporter sans repas. La vente à emporter doit normalement se faire dans des contenants fermés. Cependant, des problèmes surgissent lorsque des boissons sont servies à la limite de l'établissement ou de la terrasse dans des écocups, des gobelets réutilisables écologiques. Ces écocups ne sont pas pratiques pour le transport sur de longues distances mais sont utiles pour une consommation à proximité, comme dans la rue ou sur une place publique. Si cette vente est considérée comme destinée à la consommation sur place, un établissement avec une licence restaurant ne pourrait vendre la boisson qu'avec un repas. En revanche, si elle est assimilée à une vente à emporter, l'établissement pourrait vendre la boisson sans ces restrictions. En se basant sur l'article L. 3331-4 du code de la santé publique qui stipule que la distribution de boissons par des appareils automatiques pour consommation immédiate est considérée comme une vente à consommer sur place, il lui demande si cette interprétation s'applique également aux écocups. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Qualification juridique des « écocups »

3636. – 6 mars 2025. – **M. Cédric Chevalier** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** les termes de sa question nº 00799 sous le titre « Qualification juridique des « écocups » », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – La vente de boissons alcoolisées à emporter est encadrée par l'article L. 3331-3 du code de la santé publique, qui exige que les établissements ne possédant ni licence à consommer sur place ni licence restaurant

doivent, pour vendre de telles boissons, être pourvues de licences à emporter. Pour caractériser la vente à emporter, le seul critère à retenir est celui de la vente d'une boisson en vue de sa consommation en dehors de l'établissement. La vente à emporter ne se définit donc pas par le contenant utilisé (bouteille, verre en plastique ou en verre), ni par la distance du lieu de vente à laquelle la boisson va être consommée. En outre, aucun texte n'impose que les boissons vendues à emporter le soient dans un contenant fermé ou ne pouvant pas être ouvert à l'intérieur de l'établissement. Des boissons alcoolisées peuvent donc être servies dans des écocups et vendues à emporter pour autant que la boisson soit consommée en dehors de l'établissement.

Participation du Gouvernement aux processus de nomination des évêques

837. – 3 octobre 2024. – **M. Pierre Ouzoulias** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur la participation du Gouvernement aux processus de nomination des évêques. Les évêques de Strasbourg et de Metz sont nommés par décret du Président de la République conformément aux dispositions des articles 4 et 5 de la loi du 18 germinal an X. Pratiquement, le Saint-Siège propose un candidat au Président de la République qui l'accepte en prenant un décret de nomination qui reste secret. Ensuite, le pape nomme l'évêque par une bulle adressée à l'ambassadeur de France près le Saint-Siège. Après son examen par le Conseil d'État, le Président de la République prend un décret de nomination qui est publié par le *Journal officiel*. Pour les autres évêchés métropolitains, la relation entre la République française et le Saint-Siège est organisée par un document de mai 1921 appelé « aide-mémoire Gasparri ». Son deuxième paragraphe, rédigé en latin, stipule : « ad Congregationem pro negotiis ecclesiasticis extraordinariis spectat […] ad vacantes dioeceses idoneos viros promovere, quoties hisce de rebus cum civilibus guberniis agendum est ». Il peut être traduit ainsi : « Il appartient à la Congrégation pour les affaires ecclésiastiques extraordinaires […] de promouvoir aux évêchés vacants les hommes idoines, après qu'il en a été traité avec les gouvernements civils ». Ce texte donnerait donc la possibilité au Gouvernement français de donner un avis sur les candidats choisis par le Saint-Siège pour pourvoir un siège épiscopal vacant. Il souhaite donc qu'il l'informe sur le statut juridique du document appelé « aide-mémoire Gasparri » et sur la valeur de l'avis donné au Saint-Siège par le Gouvernement. Plus fondamentalement, il lui demande s'il est loisible de conserver ce vestige de gallicanisme dans une République laïque à laquelle la loi de 1905 impose la séparation des Églises et de l'État.

Réponse. – L'aide-mémoire du 20 mai 1921 intervient dans le contexte du rétablissement des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège qui avaient été interrompues en 1904. La négociation entre Jean Doulcet, chargé d'affaires de l'ambassade de France près le Saint-Siège et le cardinal Pietro Gasparri, secrétaire d'Etat du pape Benoît XV, avait porté sur plusieurs enjeux portés par la France, dont la nomination des évêques et le régime juridique des cultes. Cet aide-mémoire a été accompagné d'un autre accord qui confirme la réciprocité des postes diplomatiques. L'aide-mémoire se présente sous la forme d'un accord non conventionnel entre la France et le Saint-Siège. Le choix d'un aide-mémoire visait à éviter une atteinte au régime de séparation des Eglises et de l'Etat comme l'indiquait Jean Doulcet au ministère des Affaires étrangères en 1920 : « *Si l'on tente d'en venir à un échange de stipulations, cela devient un accord bilatéral et l'on rentre dans la voie des concordats et l'on fait une brèche au principe de la séparation* ». Cet aide-mémoire, qui s'inscrit par ailleurs dans le cadre de l'article 255 du code de droit canonique adopté en 1917 prévoyant de traiter des nominations épiscopales avec les gouvernements civils, utilisait une formulation qui a été réutilisée par la suite pour l'essentiel par le Saint-Siège avec d'autres Etats. Sur le fond, outre le deuxième paragraphe cité, cet aide-mémoire est suivi par un troisième paragraphe rédigé comme suit : « *Par conséquent, la Secrétairerie d'Etat devra désormais s'occuper de la promotion des évêques de France et c'est au Cardinal Secrétaire d'Etat qu'il appartient d'interroger S.E. l'Ambassadeur Français si le Gouvernement a quelque chose à dire au point de vue politique contre le candidat choisi.* ». Si les observations d'ordre politique ont pu s'envisager à l'époque comme le moyen de promouvoir un épiscopat compatible avec le régime républicain, elles se sont rapidement cantonnées à des considérations d'ordre public et constitutionnel. L'avis au Saint-Siège ne concerne que les évêques et archevêques résidentiels ainsi que les évêques coadjuteurs avec droit de succession, pour la France hexagonale (hors les diocèses concordataires de Metz et de Strasbourg), la Guadeloupe, la Martinique et La Réunion. Le décret *Christus Dominus* sur la charge pastorale des évêques dans l'Eglise du 28 octobre 1965, adopté par le concile Vatican II, a rappelé le droit propre et exclusif du pape de nommer des évêques dans l'Eglise catholique et le caractère non-liant de l'avis, nonobstant son caractère éventuellement réservé voire négatif. En tout état de cause, le Saint-Siège n'a à ce jour pas demandé la modification de cet accord.

Visa au titre de l'asile auprès des ambassades et consulats

848. – 3 octobre 2024. – **Mme Olivia Richard** interroge **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger** sur les

demandes de visas au titre de l'asile effectuées auprès des postes diplomatiques et consulaires. Certains d'entre eux ont été conduits à accueillir les demandes de ressortissants étrangers qui ont dû fuir leur pays, comme l'Afghanistan. Il est entendu que ce visa est accordé si la demande d'asile a vocation à prospérer lors de l'arrivée en France. Elle lui demande le nombre de demandes de visas au titre de l'asile reçues et accordées depuis 2020 par nos postes diplomatiques et consulaires. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – Le visa aux fins de demander l'asile est un dispositif unique en Europe. Délivré à titre exceptionnel, il constitue une mesure de faveur relevant du pouvoir discrétionnaire des autorités françaises, ni la convention de Genève, ni le droit européen, ni le droit français ne prévoyant le droit à demander l'asile depuis un pays tiers. Cette procédure reste peu exploitée à l'exception de dispositifs très spécifiques mis en oeuvre dans quelques postes du Moyen-Orient au bénéfice de ressortissants Afghans, Iraniens, Syriens… Afin de prioriser la délivrance de tels visas pour répondre aux besoins de protection les plus urgents, ce dispositif dérogatoire nécessite d'objectiver la menace actuelle et personnelle à laquelle sont exposés les intéressés dans leur pays d'origine, et le cas échéant, dans le pays depuis lequel ils sollicitent ces visas, ainsi que les liens existant avec la France. Les dossiers sont instruits conjointement par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères et le ministère de l'Intérieur. Une attention particulière est portée au fait que le demandeur ne représente pas une menace pour l'ordre public en France. L'évolution demandée depuis 2020 est retracée dans le tableau ci-dessous :

	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL 2020-2024
Nombre de visas délivrés*	412	1 156	813	973	1 134	4 488

* *Données exprimées en nombre de personnes* Source : DGEF - Direction de l'asile

Place des maires honoraires lors des cérémonies publiques

878. – 3 octobre 2024. – **Mme Marie-Pierre Richer** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la place des maires honoraires lors des cérémonies publiques. Il apparait, en effet, que les maires honoraires sont peu souvent invités en cette qualité aux cérémonies publiques, alors qu'ils se sont investis pendant de très nombreuses années au service de leurs concitoyens, et lorsqu'ils sont présents, le protocole officiel ne leur réserve pas une place particulière. Certes, il existe, à ce sujet, une brochure éditée en 2006 par le ministère de l'intérieur qui dispose : « l'honorariat confère aux personnalités, lors de leur retraite, le droit de conserver, sous certaines conditions, le rang protocolaire durant les cérémonies publiques. Ils prennent place juste après leurs collègues de même rang en activité ». Convient-il d'en déduire que, lors de ces cérémonies, le maire honoraire doit être placé aux côtés du maire en fonction ? Par ailleurs, si les maires honoraires n'ont plus droit au port de l'écharpe tricolore, il lui parait souhaitable qu'un signe distinctif, visible, leur soit attribué afin de les identifier aux yeux de leurs concitoyens. Elle lui demande, en conséquence, quelles dispositions le Gouvernement entend prendre en ce domaine afin que ne soient pas oubliés ceux qui ont été de fidèles et dévoués serviteurs de la République.

Réponse. – En application de l'article L. 2122-35 du code général des collectivités territoriales, l'honorariat est conféré par le préfet aux anciens maires, maires délégués et adjoints qui ont exercé des fonctions municipales pendant au moins dix-huit ans. L'honorariat ne permet pas d'arborer les signes distinctifs de la fonction de maire ou adjoint, tels que l'écharpe, l'insigne ou la carte d'identité spécifique à barrement tricolore. En revanche, il confère le droit de conserver un rang protocolaire durant les cérémonies publiques, juste après leurs collègues de même rang en activité, conformément aux dispositions des articles 2 à 6 du décret n° 89-655 du 13 septembre 1989 relatif aux cérémonies publiques, préséances, honneurs civils et militaires, qui détermine l'ordre de préséance dans lequel prennent rang les autorités et les membres des corps lorsqu'ils assistent à une cérémonie publique. Il revient à l'autorité organisatrice de fixer le déroulé de la cérémonie, et notamment le placement des autorités invitées, en fonction des usages locaux.

Érosion de la pyramide des âges du commandement de la police nationale

925. – 3 octobre 2024. – **M. Sebastien Pla** alerte **M. le ministre de l'intérieur** sur le basculement démographique observé au sein du corps de commandement de la police nationale. Il lui indique que le rapport de la mission veille, étude et prospective de la police nationale sur la gestion des âges et compétences produit en 2020 pointait déjà une situation alarmante. Deux ans plus tard, et malgré un nouveau cycle de travail de la direction des ressources et des compétences de la police nationale, cette situation persistait puisque que fin 2022 l'âge moyen du

corps de commandement était de 49,3 ans soit 5517 officiers âgés de 46 ans et plus, et, sur un total de 7 655 officiers, la composition s'effectuait comme suit : 43 % de capitaines, 36 % de commandants et 19 % de commandants divisionnaires. Il lui précise que cette trajectoire qui semble se confirmer nous éloigne dangereusement de la cible du protocole 2017 portant les proportions respectives à 40/40/20 puisque fin 2023 les capitaines représentent désormais 46 %,. Malgré les assouplissement apportés par la loi n° 2023-22 du 24 janvier 2023 d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (raccourcissement du temps passé dans le grade de capitaine, mise en oeuvre de la voie accélérée à 9 ans au grade de commandant…), il lui indique que ce choc opérationnel, lié aux départs massifs d'officiers expérimentés et à l'arrivée très conséquente de jeunes officiers de police, a pour conséquence de faire occuper des postes de niveau B1 par de jeunes officiers par intérim sans qu'ils aient l'ancienneté nécessaire pour occuper le poste en titre, les postes de niveau B2 étant tenus par les capitaines qui les plébiscitent pour le grade à accès fonctionnel (GRAF), les postes de niveau C connaissant quant à eux des difficultés de recrutement persistantes de même que les poste de commandants divisionnaires fonctionnels. En outre, il lui rappelle qu'en 2022 parmi les 550 officiers ont quitté le corps de commandement, 40 seulement ont accédé au corps supérieur, le reste des départs étant constitué des départs en retraite, ainsi la projection de 2023 demeure identique. Compte tenu de l'importante érosion de corps de commandement, passés de 17 968 en 1995 à 13 602 en 2005 puis 7 554 en 2022, avec un vieillissement manifestement évident, et de nombreux départs à la retraite nécessitant, selon les projections, un renouvellement des effectifs de plus de 70 % en 15 ans et une ancienneté moyenne des officiers de police de 8 ans en 2030, il l'interroge sur les actions qu'il a mis en oeuvre pour limiter l'hémorragie des départs des officiers expérimentés occupant les grades sommitaux. Il lui demande à ces fins quelles sont les mesures d'assouplissement pour l'accès aux postes à responsabilité qu'il a proposées, et s'il entend revoir les règles de gestion qui ne semblent plus adaptées à l'idée du parcours de carrière demandé.

Réponse. – Les difficultés que rencontre le corps de commandement de la police nationale, et qui peuvent affecter les capacités opérationnelles des services, résultent de plusieurs facteurs : vieillissement du corps, faiblesse du recrutement annuel jusqu'en 2019, déflation continue du corps, déficit d'attractivité de certains postes, faible mobilité des officiers, etc. Ces difficultés sont identifiées et le ministère de l'intérieur s'attache depuis plusieurs années à y apporter des solutions. Afin de donner une impulsion nouvelle au corps de commandement, une réflexion a été menée en 2023 pour définir des mesures qui s'inscrivent, d'une part, dans le respect du protocole du 2 mars 2022 pour la modernisation des ressources humaines de la police nationale et qui visent, d'autre part, à absorber les effets de la démographie du corps. Ces travaux ont permis d'établir une véritable feuille de route pour le corps de commandement et des mesures de diverses natures (statutaires, de gestion, indiciaires, indemnitaires) ont été identifiées. Certaines ont déjà pu être mises en oeuvre. La feuille de route pour le corps de commandement s'articule autours de quatre principaux objectifs : assurer un positionnement pertinent des officiers, accompagner les officiers en début de carrière, revaloriser le volet indemnitaire, garantir un nombre suffisant d'officiers seniors. Une réflexion a en particulier été menée sur l'accès aux responsabilités des officiers, afin de favoriser des parcours de carrière cohérents mais également de renforcer les mobilités. Il convient de souligner la reprise, à partir de 2020, des recrutements d'officiers, à hauteur de 300 par an, visant à compenser les sorties. En 2024, ce sont 440 officiers qui ont été recrutés, alors que ce recrutement se chiffrait en dizaines il y a encore quelques années. Le protocole du 2 mars 2022 comporte des dispositions visant notamment à conforter le positionnement des officiers dans la chaîne hiérarchique, comme il est porteur d'évolutions statutaires. La mise en oeuvre du protocole s'est notamment traduite pour le corps de commandement par 3 décrets du 29 juin 2023 : l'un modifiant le statut particulier du corps de commandement, le deuxième fixant l'échelonnement indiciaire du corps de commandement et de l'emploi de commandant divisionnaire fonctionnel et le troisième modifiant les modalités de calcul de l'indemnité de responsabilité et de performance. Une seconde procédure d'avancement, plus rapide (en 9 ans contre 12 ans précédemment), a été instituée au grade de commandant pour des officiers affectés sur des postes difficiles ou peu attractifs, dans le cadre d'un volume de 10 % du volume total des promus de l'année N-1. Cette réforme a été mise en oeuvre en 2023. La réflexion se poursuit sur un accompagnement renforcé en matière de mobilité et d'accès aux responsabilités, dans le cadre d'un objectif plus global visant à stabiliser puis à rehausser le nombre de membres du corps de commandement. Il convient également de souligner que, à la demande du ministre d'État, ministre de l'intérieur, la direction générale de la police nationale va engager un véritable plan de gestion des ressources humaines visant à améliorer la RH du quotidien. Les officiers, comme tous les policiers, en bénéficieront. Les travaux en cours pour sortir de la crise que traverse la filière investigation profiteront également, notamment, aux officiers. Pour les officiers comme pour tous les agents de la police nationale, la police nationale place l'attractivité, la fidélisation et la qualité des conditions de travail au centre des enjeux de sa politique RH.

Crise dans la flotte aérienne de la sécurité civile

934. – 3 octobre 2024. – **M. Philippe Folliot** souhaite rappeler l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les moyens de la composante aérienne de sécurité civile en matière de lutte contre les incendies. La saison des feux a de nouveau mis en lumière la faiblesse des moyens français, ainsi nos 12 avions C415 « Canadair », nos 8 avions Dash-8 et nos 3 vénérables « Beechcraft » (qui ont près de 40 ans) sont plus que jamais sous tension. Les exemplaires récemment commandés ne devraient être livrés qu'à la fin de la décennie, nous conduisant de nouveau à opter pour la location d'une partie de la flotte. Ceci pose la question de la soutenabilité financière d'une offre européenne ou française sur le moyen et le long terme. En effet, des industriels et des collectivités se sont engagés ces dernières années vers la mise en place de solutions de remplacement de nos appareils. Il souhaiterait connaître la situation actuelle et future en matière de coopération européenne dans le domaine de la lutte contre les incendies. En ce sens, il souhaiterait savoir si le Gouvernement envisage de soutenir les initiatives françaises ou européennes au regard du calendrier imposé par les besoins de la sécurité civile et les propositions des industriels étrangers.

Crise dans la flotte aérienne de la sécurité civile

3434. – 20 février 2025. – **M. Philippe Folliot** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** les termes de sa question n° 00934 sous le titre « Crise dans la flotte aérienne de la sécurité civile », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – A l'issue de la saison exceptionnelle 2022, la réponse opérationnelle de lutte contre les feux de forêts a été largement renforcée, que ce soit en termes de moyens et ou en termes d'expertise météorologique. Ainsi les saisons 2023 et 2024 ont connu un nombre de départs conséquents pour une surface brûlée contenue, prouvant l'efficacité du dispositif déployé. En 2024, les moyens aériens de la sécurité civile et ceux qui sont loués en complément, étaient au nombre de 39, soit un de plus que l'année précédente. Aux 12 Canadair, 8 Dash et 3 Beechcraft (affectés à des missions de reconnaissance) de la Sécurité civile, se sont ajoutés 10 hélicoptères lourds bombardiers d'eau et 6 avions d'une capacité de largage de 3 tonnes. Cette flotte a été, comme en 2023, pré-positionnée au plus près des dangers, tout en conservant une capacité de concentration afin d'attaquer massivement les feux en extension. La lutte contre les feux n'étant pas l'apanage des moyens aériens, en complément des moyens des services d'incendie et de secours locaux, ce sont 51 colonnes de renfort, soit 3 500 sapeurs-pompiers et sapeur-sauveteurs, et plus de 700 véhicules d'intervention spécifique, dédié à la lutte contre les feux de forêts, qui ont été en capacité de se mobiliser, indépendamment des moyens par ailleurs déployés dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques. S'agissant de la coopération européenne en matière de lutte contre les feux de forêts, la France s'est inscrite dans le nouveau mécanisme européen de protection civile entré en vigueur en mai 2021, qui prévoit la création d'une véritable réserve de sécurité civile européenne (RescEU), dotée de moyens subventionnés par l'Union européenne. L'État membre acquéreur s'engage en contrepartie à les rendre disponibles en cas d'activation du mécanisme. À ce jour, au terme d'un long processus impliquant les six pays candidats (France, Espagne, Italie, Croatie, Grèce, Portugal), la Commission européenne et l'entreprise De Havilland Canada (DHC), la commande de 22 appareils de type Canadairs a été lancée, dont 12 avions financés par l'Union Européenne, soit 2 par pays demandeur. Ainsi, en ce qui concerne la France, deux Canadairs de nouvelle génération DHC-515 ont été commandés en août 2024 dans le cadre de ce dispositif RESCUE, et leur livraison est annoncée par l'industriel en 2028. Une récente visite de la DGSCGC du site de fabrication de la société De Havilland au Canada a permis de vérifier l'avancée et le sérieux de ce projet. Ces éléments sont importants dans l'hypothèse d'une levée de l'option inscrite dans ce contrat permettant d'acquérir jusqu'à 14 appareils supplémentaires. Cette option d'acquisition pouvant être levée à l'unité, elle offre la possibilité de programmer des commandes étalées sur plusieurs exercices budgétaires. En ce qui concerne les initiatives françaises et étrangères dans le domaine de production d'aéronefs dédiés à la lutte contre les feux de forêts, la DGSCGC suit attentivement les différents projets relatifs à des appareils bombardiers d'eau, qu'ils soient amphibies ou non, afin de bien connaître l'environnement concurrentiel du Canadair et d'encourager ceux qui semblent les plus pertinents. L'étude des projets alternatifs permettra de décider s'il est opportun de continuer sur le « tout Canadair » ou de diversifier nos moyens pour être plus efficaces face aux enjeux climatiques, tout en récupérant une souveraineté européenne souhaitable dans le domaine de la production de tels avions. Dans ce cadre, la DGSCGC a signé en 2025 des lettres d'intérêt pour certains des projets les plus significatifs. L'objectif pour les porteurs de projets est de pouvoir lever des fonds auprès d'investisseurs privés et des banques mais également d'obtenir des subventions publiques. Toutefois, ces projets nécessitent des travaux de conception, de développement, de production et de certification qui n'offrent pas de perspectives de livraison d'appareils à très

court terme. Par conséquent, la stratégie actuelle de la Sécurité civile de location de moyens aériens complémentaires lui permettant de couvrir efficacement les territoires les plus à risques durant la période estivale, doit garantir une transition vers la nouvelle flotte de la Sécurité civile à l'horizon des 8 à 10 prochaines années, sans rupture capacitaire.

Augmentation de la délinquance dans l'Eure

938. – 3 octobre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'augmentation de la délinquance dans le département de l'Eure. Selon les données départementales communiquées par le ministère de l'intérieur, l'évolution des actes de délinquance entre 2021 et 2022 dans le département de l'Eure est alarmante : usages de stupéfiants (+ 56,3 %), trafic de stupéfiants (+ 19,1 %), vols dans les véhicules (+ 43,2 %), vols d'accessoires sur véhicules (+ 17,9 %), cambriolage de logement (+ 12,3 %), vols violents sans arme (+ 11,5 %), violences intrafamiliales (+ 11,5 %), escroqueries (+ 7,2), coups et blessures volontaires (+ 5,4 %), vols sans violence contre des personnes (+ 3,9 %). Cette situation qui est également observée au niveau national, ainsi la quasi-totalité des indicateurs de la délinquance enregistrée est en hausse en 2022 par rapport à l'année précédente, est particulièrement inquiétante et fait apparaître un décalage important entre la volonté affichée du Gouvernement de combattre l'insécurité et ses résultats en la matière. Aussi, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour combattre effectivement la délinquance, notamment dans le département de l'Eure.

Augmentation de la délinquance dans l'Eure

4601. – 8 mai 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** les termes de sa question nº 00938 sous le titre « Augmentation de la délinquance dans l'Eure », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Les forces de sécurité intérieure de l'État sont pleinement mobilisées pour combattre toutes les formes de délinquance. Le groupement de gendarmerie départementale de l'Eure (GGD 27) ne fait pas exception et demeure résolument engagé pour la sécurité des personnes et des biens, comme le sont les policiers de la direction départementale de la police nationale (DDPN) de l'Eure et de ses circonscriptions de police nationale. Les données du service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMI) (zones police et gendarmerie) pour l'année 2024 font apparaître la mobilisation des forces de police et de gendarmerie dans la lutte contre le trafic de stupéfiants, avec 242 trafics constatés en 2024 contre 211 en 2023. Par ailleurs, sur le plan départemental, l'action de la police nationale et de la gendarmerie nationale a permis de dresser 5 042 AFD en matière de stupéfiants entre septembre 2020 et décembre 2024, dont 1 184 en 2024, témoignant de la pression mise sur les « clients ». Le nombre d'infractions relevées par les forces de police et de gendarmerie en matière d'usage de stupéfiants s'est élevé en 2024 à 1 965 faits (source : SSMSI) (2 358 faits en 2023). En zone de gendarmerie, en 2023, le rehaussement du niveau des faits constatés en matière de stupéfiants résulte directement de l'action offensive de lutte opérée par les unités, notamment la réalisation de trois opérations « place nette ». Les militaires du groupement de l'Eure ont démantelé 27 trafics de stupéfiants au terme d'investigations et d'opérations complexes. En outre, 925 amendes forfaitaires délictuelles (AFD) ont été dressées pour des infractions à la législation sur les stupéfiants, marquant une légère hausse par rapport aux 901 enregistrées en 2022. Le recours aux AFD a notamment permis d'accélérer sensiblement le délai de traitement de ces procédures et donc d'augmenter leur volume tout en se concentrant qualitativement sur le démantèlement des points de deal. La lutte contre les conduites sous stupéfiants, avec 2 829 infractions relevées en 2023, atteste d'une activité dynamique en termes de police sur la route et de lutte contre la délinquance routière. Les forces de police sont totalement mobilisées dans la lutte contre la drogue. Dans la zone de compétence de la DDPN, ce sont 38 personnes qui ont été mises en cause pour trafic de drogue en 2024, contre 20 en 2023. Le nombre de personnes mises en cause pour usage est passé de 689 en 2023 à 729 en 2024. Par ailleurs, les forces de police ont mené 10 opérations de démantèlement de points de deal dans le département en 2024. En zone de gendarmerie, pour les atteintes volontaires à l'intégrité physique (AVIP), le taux d'élucidation atteint 78,1 % sur la période 2022-2023, avec une augmentation de 12,8 % du nombre de mis en cause. Ce résultat traduit l'investissement et l'implication des unités de gendarmerie sur cette problématique. En matière de violences intrafamiliales (VIF), chaque cas fait systématiquement l'objet d'un traitement judiciaire approfondi. Comme tous les groupements, le GGD 27 dispose d'une maison de protection des familles (MPF), qui permet une action combinée de ses personnels sur le champ de la prévention, l'accompagnement des victimes et de la lutte active contre ces violences. L'augmentation des signalements de VIF, avec 2 185 victimes recensées en 2023 (+25,65 %), témoigne d'une prise en compte accrue des victimes et de cette problématique. Concernant la police nationale, la DDPN dispose dans ses circonscriptions de police nationale de 13 enquêteurs spécialisés en matière

de violences intrafamiliales et de 3 référents à la DDPN elle-même. En la matière, la police nationale travaille par ailleurs dans le cadre de plusieurs conventions signées avec les centres hospitaliers du département et de conventions liées au public des intervenants sociaux et travailleurs sociaux. En matière de violences intrafamiliales, la police nationale a enregistré dans le département 803 victimes en 2024 contre 852 en 2023. S'agissant des atteintes volontaires à l'intégrité physique enregistrées dans le ressort de la DDPN de l'Eure, elles sont globalement en baisse en 2024 (- 1,10 %) (après une forte hausse en 2023 : +20,4 %), à l'exception des coups et blessures qui ont augmenté de 4,5 %. En 2023, le GGD 27 a constaté 19 311 crimes et délits, avec un taux d'élucidation global de 46,16 %. Par ailleurs, 41 918 contraventions ont été dressées, reflétant une activité missionnelle soutenue, au service de la population. En zone de compétence de la DDPN, les indicateurs des faits élucidés sont en hausse en 2024 (sauf pour les cambriolages) : + 8 % du nombre de faits élucidés concernant les atteintes aux biens et + 10,6 % du nombre de faits élucidés pour les atteintes volontaires à l'intégrité physique. En zone de gendarmerie, s'agissant des atteintes aux biens, l'augmentation demeure relative. Ainsi, elles restent à un volume global largement inférieur aux années *ante*-covid. Pour le département de l'Eure, 7 448 faits étaient ainsi constatés en 2022 contre 7 875 en 2023 (soit +5,7 %). Le taux de résolution relatif aux atteintes aux biens demeure au-dessus du niveau national ; il est de 17,3 % en 2022 et de 17,1 % en 2023. En zone de police, dans le ressort de la DDPN, les atteintes aux bien sont en diminution de 4 % en 2024. Les vols à main armée et les cambriolages en particulier ont baissé de 11,9 % en 2024. Enfin, le groupement de gendarmerie de l'Eure bénéficie du plan de création des 239 brigades annoncé par le Président de la République, avec la création de trois unités supplémentaires dans le département entre 2024 et 2027. La première d'entre elles, la brigade mobile de la Vallée de l'Eure, est opérationnelle depuis le 15 septembre 2024, renforçant les moyens déployés pour la sécurité locale et la présence de voie publique. S'agissant de la police nationale, ce sont les 329 policiers de la direction départementale de la police nationale (DDPN) de l'Eure et de ses circonscriptions de police nationale (agents affectés - données au 31 décembre 2024) qui sont mobilisés au service de la lutte contre la délinquance dans le département. Dans l'Eure comme ailleurs, la politique de sécurité doit s'inscrire dans un continuum de sécurité dynamique. A cet égard, les forces de police de la circonscription de police nationale Val de Reuil/Louviers travaillent en relation avec les polices municipales des communes concernées (Incarville, Louviers, Le Vaudreuil, Val de Reuil). Les circonscriptions de police de Vernon et d'Evreux travaillent aussi avec les polices municipales de Vernon, Saint-Marcel et Evreux. Dans ce cadre, et sous l'autorité du préfet de l'Eure, un Plan d'Action Départemental de Restauration de la Sécurité du Quotidien (PADRSQ) a été élaboré et déployé. Ce plan, initié en application des directives du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, n'emporte pas de mesures de redéploiements d'effectifs mais il guide utilement les échelons de commandement dans l'emploi de leurs unités et ressources complémentaires mobilisées à l'appui des opérations réalisées (réserve opérationnelle, forces mobiles). Ces plans, sur la base d'un diagnostic territorial de sécurité et sous le pilotage des préfets, visent plus largement à concentrer les efforts dans la lutte contre les trafics de stupéfiants, la prévention des violences intrafamiliales, la lutte contre les cambriolages et les vols liés aux véhicules et la réduction de la délinquance routière.

Risque de prolifération d'armes fabriquées par le biais d'imprimantes 3D sur le territoire national

944. – 3 octobre 2024. – **Mme Catherine Dumas** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur le risque de prolifération d'armes fabriquées par le biais d'imprimantes 3D, dites « armes fantômes », sur le territoire national. Elle souligne que les forces de l'ordre ont démantelé, en février 2024, un vaste réseau d'armes fabriquées avec des imprimantes 3D, à la suite d'affaires criminelles. Elle constate que les imprimantes 3D peuvent aujourd'hui fabriquer très rapidement, et à moindre coût, des pièces détachées en plastique permettant de constituer une arme à feu, à l'aide de tutoriels accessibles très facilement sur des plateformes d'hébergement de vidéo en ligne ou sur le « dark web ». Elle observe que les saisies d'armes fabriquées par des imprimantes 3D se multiplient partout sur le continent européen depuis quelques mois. Elle précise que ces armes sont intraçables (sans numéro de série), puisque qu'elles sont fabriquées artisanalement, ce qui inquiète les forces de l'ordre et les enquêteurs. À l'occasion de cette question, elle permet également de souligner que des pièces détachées (canon, détente) sont disponibles très facilement à l'achat sur internet, notamment sur des sites de revente en ligne et sur les réseaux sociaux. Elle souhaite par conséquent lui demander si le Gouvernement entend prendre des mesures, en partenariat avec ses partenaires européens, afin de lutter contre ce phénomène sur le territoire national et sur le continent européen

Risque de prolifération d'armes fabriquées par le biais d'imprimantes 3D sur le territoire national

3171. – 6 février 2025. – **Mme Catherine Dumas** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** les termes de sa question n° 00944 sous le titre « Risque de prolifération d'armes fabriquées par le biais d'imprimantes 3D sur le territoire national », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – La fabrication additive d'armes, qui nécessitait initialement le recours à des éléments d'armes en métal, seuls à mêmes de supporter la pression d'un tir répété, s'est à la fois popularisée, par les réseaux sociaux, et fiabilisée, avec la possibilité d'impression métallique ou l'ajout de pièces disponibles en commerce de bricolage. Bien que l'impression métallique se développe, elle demeure néanmoins très onéreuse pour une utilisation individuelle et la fabrication additive concerne encore essentiellement des éléments d'armes à feu et non des armes complètes. Elle constitue toutefois une menace émergente, par sa capacité à constituer à terme une nouvelle filière d'approvisionnement des milieux criminels et terroristes, actuellement orientés à titre principal vers les armes manufacturées provenant de zones de conflit ou de cambriolages, dont l'acquisition reste à ce jour plus aisée pour les malfaiteurs. Les forces de sécurité intérieure, en lien avec les services spécialisés de la douane, sont présentes sur l'ensemble du spectre des trafics d'armes et déploient des savoirs faire reconnus, sur le terrain comme dans le cyberespace. Le démantèlement évoqué d'un réseau de fabrication d'armes avec des imprimantes 3D illustre l'action menée. Les services du ministère de l'intérieur sont en effet attentifs à l'évolution de ce phénomène et mènent, à ce titre, un travail de veille, de surveillance et d'échange d'informations aussi bien sur le plan national que dans le cadre des instances européennes. Des discussions sont ainsi engagées au niveau de l'Union européenne pour envisager une approche coordonnée permettant de réglementer la détention et l'usage de fichiers de fabrication d'arme en 3D pour les réserver aux seuls professionnels de l'armurerie. Cette approche rejoint celle de notre réglementation nationale qui n'autorise la fabrication d'arme qu'à la seule profession réglementée d'armurier, sous peine de poursuite pénale, que l'arme soit manufacturée ou imprimée. La gendarmerie nationale constate que les modes de distribution des armes conventionnelles et de celles fabriquées en 3D ont profondément évolué, avec l'utilisation privilégiée des vecteurs de communication préservant l'anonymat des membres (réseau social non coopératif avec les forces de l'ordre ; *dark web*). La loi 2023-22 du 24 janvier 2023 d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (LOPMI) a introduit un nouvel article dans le code pénal (art. 323-3-2) qui réprime toute fourniture de service (mise à disposition de plateforme, intermédiaire) ne permettant pas l'identification des auteurs d'actes illicites ou facilitant leurs actes. C'est sur la base de ce nouvel article que plusieurs dossiers visant ces plateformes facilitant les ventes d'armes ont déjà été initiés (armes classiques ou 3D). Par exemple, en matière de trafics d'armes imprimées en 3D, un dossier traité par l'unité nationale cyber (UNC) en février 2024 a ainsi permis la saisie de 8 imprimantes 3D, de 7 armes complètes imprimées en 3D, et de plus de 500 pièces détachées d'armes imprimées en 3D, 11 armes de poing conventionnelles de différents calibres, 13 armes d'épaule et plus de 1 000 munitions également de différents calibres. 3 046 euros ont également été saisis en numéraire. Sur les 14 individus interpellés, 5 ont été placés sous contrôle judiciaire, 6 écroués, et un, localisé en Belgique, fait l'objet d'un mandat d'arrêt européen. La France travaille étroitement avec ses partenaires de l'Union européenne afin d'harmoniser la réglementation et de renforcer les échanges d'informations sur les saisies d'armes 3D. L'agence Europol joue à ce titre un rôle clé dans la coordination des efforts transnationaux, comme cela a été le cas lors de l'opération de l'UNC pour laquelle les gendarmes ont pu compter sur le soutien de 3 représentants d'Europol et 18 policiers belges. Enfin, diverses formations spécifiques et complémentaires sont dispensées aux forces de sécurité intérieure pour leur permettre de mieux identifier et contrer ces nouvelles formes de criminalité.

Suspicion d'une fraude massive à l'examen du code de la route

953. – 3 octobre 2024. – **Mme Catherine Dumas** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la suspicion d'une fraude massive à l'examen du code de la route. Elle s'inquiète de l'annonce par un syndicat national d'inspecteurs du permis de conduire que « 40 % des attestations de code délivrées seraient en réalité frauduleuses » (faux candidats, surveillants complices ou achat d'une attestation falsifiée). Elle note que beaucoup de ces candidats prendraient donc la route pour se préparer à l'examen de conduite sans connaissance validée de la signification des panneaux et des règles élémentaires de conduite. Elle indique que cette triche aurait explosé depuis que la gestion des centres d'examen a été confiée, en 2016, à huit opérateurs alors qu'ils étaient placés auparavant sous l'autorité d'inspecteurs du permis de conduire. Elle remarque que si le candidat tricheur s'expose théoriquement à 75 000 euros d'amende, 5 ans de prison et un délai de 5 ans d'interdiction avant de pouvoir repasser l'examen, la réalité se limite visiblement souvent à une simple annulation de l'attestation obtenue frauduleusement. Elle souhaite donc s'assurer qu'une enquête a été diligentée par le ministère de tutelle et connaitre les mesures envisagées pour mettre un terme à cette situation.

Fraude massive aux permis de conduire

3051. – 30 janvier 2025. – **M. Arnaud Bazin** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur l'information révélée par le Parisien du 26 janvier 2025, selon laquelle prés de 7 000 examens du permis de conduire ont été annulés pour fraude en 2024 et 83 centres agréés fermés. Il semble que l'externalisation de

l'examen en 2016 ait amplifié la fraude aux tests du code de la route qui est devenue massive. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour mettre fin à ce "système" absolument scandaleux et dangereux pour la sécurité routière.

Suspicion d'une fraude massive à l'examen du code de la route

3175. – 6 février 2025. – **Mme Catherine Dumas** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** les termes de sa question n° 00953 sous le titre « Suspicion d'une fraude massive à l'examen du code de la route », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – La lutte contre la fraude aux examens théoriques du permis de conduire constitue une priorité pour le ministère de l'intérieur, et pour la délégation à la sécurité routière. La réglementation a été renforcée en 2024, afin de renforcer la prévention et la répression de ces fraudes qui ne sont en aucun cas massives. Depuis 2024, les organismes agréés sont tenus à une obligation de contrôle interne et à la surveillance renforcée de leurs sites d'examens. Cette surveillance accrue et les barrières techniques mises en place permettent, d'une part, de prévenir la fraude et, d'autre part, de détecter rapidement les centres fraudeurs. L'arrêté du 29 avril 2024 a ainsi mis à jour le cahier des charges régissant l'organisation des épreuves théoriques générales. Il comporte désormais les mesures suivantes : - le report de 24 heures du résultat obtenu par le candidat ; - l'interdiction des sessions d'examen les dimanches et jours fériés et la limitation des horaires de passage des épreuves exclusivement entre 8 heures et 20 heures ; - le suivi en temps réel d'indicateurs destiné à déceler les irrégularités : taux de réussite, éloignement géographique, dépassement des créneaux horaires ; - l'obligation de contrôle interne au sein des organismes agréés ; - la nomination de référents régionaux anti-fraude au sein de chaque organisme agréé. Les organismes agréés mettent en oeuvre un plan de contrôle annuel de leurs centres. Les services de l'Etat sont mobilisés pour lutter contre la fraude, contrôler les centres et démanteler les éventuels réseaux. Ces actions ont permis en 2024 la fermeture de 83 centres. Depuis la parution du nouveau cahier des charges, deux organismes, sur les sept agréés au plan national, se sont vu retirer leur agrément national. Plus de 2,2 millions de candidats se sont présentés à l'examen ETG en 2024. Rapportés au nombre de candidats, les cas détectés représentent un ratio de fraude très faible, démontrant que l'immense majorité des centres d'examen ETG fonctionne normalement, dans le respect des règles.

Difficultés rencontrées dans les centres de traitement des appels d'urgence à Paris et en France

978. – 3 octobre 2024. – **Mme Catherine Dumas** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur les nombreuses difficultés rencontrées par les assistants de régulation médicale dans les centres de traitement des appels d'urgence à Paris et en France. Elle déplore le manque d'interconnexion entre les centres de traitement des appels d'urgence des numéros 15 et 18 en France, notamment à Paris et en petite couronne. Elle précise que, dès qu'une personne appelle l'un des numéros d'urgence, l'assistant de régulation médicale prend en charge l'appel et note les informations dans un système informatique. Elle note que les informations récoltées ne sont pas centralisées dans un espace de données partagé, ce qui contraint les assistants de régulation médicale à transmettre entre eux les informations, occasionnant ainsi une perte de temps considérable. Elle ajoute que les centres d'appels et les unités d'intervention subissent des difficultés causées par des matériels parfois inadéquats et usés, ce qui allonge le délai de prise en charge. Elle cite également les nombreuses pannes et dysfonctionnements des opérateurs téléphoniques qui ont pu occasionner des risques inutiles aux personnes en détresse. Elle souhaite par conséquent lui demander ce que le Gouvernement prévoit pour améliorer la prise en charge des personnes en détresse par les centres de traitement des appels d'urgence à Paris et en France.

Difficultés rencontrées dans les centres de traitement des appels d'urgence à Paris et en France

3183. – 6 février 2025. – **Mme Catherine Dumas** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** les termes de sa question n° 00978 sous le titre « Difficultés rencontrées dans les centres de traitement des appels d'urgence à Paris et en France », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Comme le réaffirme la directive n° 2018/1972 refondant le code européen des communications électroniques, le 112 est le numéro d'appel commun européen pour joindre les services d'urgence. Le 112 est déjà mis en oeuvre sur l'ensemble du territoire national, aboutissant aux services d'incendie et de secours (SIS) dans 80 % des cas (plateformes communes comprises) et dans 20 % au sein des services d'aide médicale urgente (SAMU). Actuellement, le système français est constitué, outre le 112, d'une douzaine d'autres numéros

d'urgence, et s'avère donc peu lisible et efficace. Dans son discours du 6 octobre 2017, le Président de la République a affirmé avec force sa volonté que soient mises en oeuvre des plateformes communes de gestion des appels d'urgence, dans un souci de simplicité et lisibilité pour la population. La création de ces plateformes doit contribuer à la démarche de simplification de l'action publique et à un rapprochement de notre organisation vers les standards européens et internationaux. À la demande du cabinet du Premier ministre, des travaux ont été engagés par la mission interministérielle de modernisation des appels d'urgence pilotée par deux personnalités qualifiées, désignées par le ministre des solidarités et de la santé et le ministre de l'intérieur. L'équipe intégrée MARCUS (modernisation de l'accessibilité et de la réception des communications d'urgence pour la sécurité, la santé et les secours), associant l'ensemble des acteurs concernés, a procédé à l'étude de ces questions, dont les réponses apportées nécessitent d'être confirmées par une phase d'expérimentation. En effet, l'institution d'un numéro unique d'urgence implique de profonds impacts en matière de gouvernance, de territorialité, de doctrine, de processus métiers et de systèmes d'information, qui concerneront tous les services concourant à la gestion des appels d'urgence et leurs interlocuteurs (citoyens, élus, représentants de l'État, etc.). C'est la raison pour laquelle le législateur a fait le choix de retenir une expérimentation visant à tester différentes configurations, avant toute généralisation. Ainsi, l'article 46 de la loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels, dite loi MATRAS, prévoit la mise en oeuvre d'une expérimentation, d'une durée de deux ans, en vue d'instituer un numéro unique d'appel d'urgence. Elle a pour objectif de tester plusieurs configurations de réception des appels d'urgence. Trois comités de pilotage interministériels se sont tenus depuis le mois de juin 2023 et la préparation de cette expérimentation mobilise pleinement la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), la direction générale de la police nationale (DGPN), la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) et la direction générale de l'offre de soins (DGOS). La réalisation du bilan des plateformes communes déjà existantes est également prévue et s'inscrit dans une volonté d'évaluation globale des dispositifs opérationnels dans le but d'éclairer les décisions politiques futures. L'expérimentation débutera après l'entrée en vigueur des mesures d'application, dans la zone de défense et de sécurité sud-est, autour de trois scénarios relatifs aux modalités de traitement des appels d'urgence des SIS, des SAMU, de la police et de la gendarmerie nationales. L'expérimentation sera conduite sous l'autorité du préfet de la zone de défense et de sécurité ainsi que du directeur de l'agence régionale de santé (ARS) concernés, en lien, pour la mise en oeuvre, avec les présidents des conseils d'administration des services d'incendie et de secours (PCASIS) et les présidents des conseils de surveillance des établissements de santé (PCSES) sièges de SAMU. À l'issue de cette expérimentation, une évaluation de la pertinence du modèle de plateforme retenu sera réalisée, au regard de la rapidité du décroché, de la qualité de la réponse opérationnelle et de la prise en charge des personnes appelantes. Elle s'attachera à déterminer les conditions les plus appropriées pour l'éventuelle généralisation d'un modèle unique sur tout le territoire, ainsi que la mise en oeuvre d'un référentiel de fonctionnement de ces plateformes. Ainsi, l'expérimentation permettra de mobiliser les différents acteurs de l'urgence au travers d'une organisation la plus efficiente possible, dans l'intérêt du citoyen. Concernant la réalisation du bilan des plateformes communes déjà existantes, la DGOS et la DGSCGC mènent des travaux communs visant à concerter le périmètre de l'analyse, la méthode et le calendrier de l'évaluation. L'objet de ce document est de présenter le cadre interministériel d'évaluation des plateformes communes. Les travaux d'évaluation sont menés avec une volonté constante d'objectivité au regard des enjeux inhérents, centrés prioritairement sur l'évaluation du service rendu à nos concitoyens. De nombreuses réunions de travail entre la DGOS et la DGSCGC ont permis de définir le périmètre, la méthodologie ainsi que le calendrier prévisionnel de ce bilan. Toutefois, la mise en place de plateformes unifiées s'avère particulièrement complexe d'un point de vue organisationnel, technique et juridique. L'expérimentation prévue par la loi MATRAS doit permettre d'évaluer finement les éventuels gains apportés par la mutualisation des plateformes d'urgences ainsi que les coûts financiers et RH à consentir pour y parvenir et en assurer la durabilité. En ce qui concerne l'agglomération parisienne (Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne), la Plateforme des appels d'urgence (PFAU) regroupe tous les appels d'urgence aux services de police et aux pompiers (17, 18, 112). Les appels entrant arrivent à la « salle de réception des appels » (dite « niveau 1 ») où 5 sapeurs-pompiers et 5 policiers réceptionnent et filtrent les appels d'urgence. Ils définissent l'urgence et transmettent l'appel à la « salle de traitement des appels » (dite « niveau 2 »). La plateforme dispose, dans chaque département, de 30 lignes dédiées aux partenaires institutionnels (SAMU, Hôpitaux, RATP). Les appels passés sur ces lignes, clairement identifiés, sont directement réceptionnés par les opérateurs de niveau 2. S'agissant des interconnexions entre les centres de traitement des appels d'urgence 15 et 18 de l'agglomération parisienne, il convient de rappeler que la régulation médicale des appels du 18 est faite par la coordination médicale de la brigade de sapeurs pompiers de Paris (BSPP), mise en place dès 1974, et non par le 15. Ce cas, unique en France, s'explique tout d'abord par les volumes très importants d'appels d'urgence traités chaque jour sur la plaque parisienne et qui ne pourraient être gérés par les seuls SAMU,

mais également par une volonté forte d'intégration de la réponse médicale. En effet, grâce à cette organisation, la coordination médicale BSPP est colocalisée avec le centre de traitement des appels 17/18/112. Les opérateurs sont, pour une partie d'entre eux polyvalents, dans la mesure où ils peuvent assurer leurs gardes opérationnelles aussi bien à la coordination médicale qu'au centre de traitement des appels. Dans la majorité des cas, cette configuration fait gagner un temps précieux aux secours qui partent dès les premiers renseignements déterminants fournis par le requérant, pendant que la situation est affinée par l'assistant de régulation médicale ou le médecin. Pour les cas ne relevant pas a priori des missions BSPP, ce qui correspond aux cas les moins urgents, les appels sont transférés au SAMU. Dans ces cas là effectivement, le transfert de données n'est pas automatique et nécessite une transmission orale des informations entre les opérateurs. Cette situation est toutefois appelée à changer avec l'installation de NexSIS, le nouveau système national d'information et de départ des secours. Ce dispositif permet de conserver les données depuis la plateforme dite de « débruitage » (niveau 1) jusqu'au traitement des appels (niveaux 2 et 3) et à la coordination médicale, en plus de permettre le partage des affaires entre les services. La mutualisation des données, permise par ce dispositif, permettra également l'appui mutualisé entre les services départementaux d'incendie et de secours (SDIS). Le partage des affaires entre les services par la création d'une interconnexion entre les systèmes d'information des SAMU et NexSIS (HUB SANTE) est vital pour le bon traitement des appels au niveau de l'agglomération parisienne. Il devrait notamment permettre de réduire le nombre d'interventions de la BSPP, dont le modèle est construit pour répondre à 450 000 interventions annuelles. Dans les faits, elle en réalise bien plus, à savoir 474 000 interventions en 2024 et 495 000 en 2023. Enfin, concernant les pannes et dysfonctionnements des opérateurs téléphoniques, le réseau parisien n'a pas été touché. Il s'est au contraire montré robuste, y compris pendant les violences urbaines de juin 2023 où des pics exceptionnels de sollicitations ont été enregistrés.

Conséquences d'une possible arrivée de la « drogue du zombie » à Paris et en France

991. – 3 octobre 2024. – **Mme Catherine Dumas** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les conséquences d'une arrivée à Paris et en France de la xylazine, plus communément appelée la « drogue du zombie ». Elle souligne que la xylazine est un anesthésiant vétérinaire détourné pour fabriquer une drogue dont les effets sont particulièrement puissants et dangereux pour le corps humain. Elle précise que cette substance provoque un effet de sédation intense qui soulage la douleur et peut être à l'origine d'une euphorie particulièrement puissante. Elle ajoute que cette drogue est particulièrement dangereuse pour ses consommateurs, car elle provoque des hallucinations, des pertes de connaissance mais surtout une baisse de la tension artérielle, de la température corporelle et du rythme cardiaque. Elle remarque que cette drogue est apparue ces dernières années aux Etats-Unis et représente aujourd'hui près de 25 % des drogues vendues sur le territoire américain, selon l'agence américaine de médicaments. Elle note que cette substance est aujourd'hui considérée par le Gouvernement américain comme une « menace émergente », au regard du nombre de consommateurs qui augmente de jour en jour. Elle cite les nombreuses inquiétudes des spécialistes français qui jugent son arrivée probable sur notre territoire dans les prochains mois au regard de son prix particulièrement bas et de sa facilité de consommation. Elle rappelle que la consommation de drogues dures occupe déjà une place prépondérante à Paris, notamment dans les quartiers situés au nord-est de la capitale, un fléau qui ne cesse de s'aggraver au fil des mois. Elle souhaite par conséquent l'alerter sur les conséquences d'une telle drogue à Paris et en France. Elle souhaite également connaître les mesures de prévention et de contrôle envisagées pour empêcher le développement de la xylazine sur le territoire français.

Conséquences d'une possible arrivée de la « drogue du zombie » à Paris et en France

3189. – 6 février 2025. – **Mme Catherine Dumas** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** les termes de sa question n° 00991 sous le titre « Conséquences d'une possible arrivée de la « drogue du zombie » à Paris et en France », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – D'après l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) *« L'appellation 'drogue du zombie' ne désigne pas une substance particulière de manière pérenne. Depuis 2023, cette appellation a été popularisée pour désigner une substance émergente, constituée de xylazine, une molécule utilisée en médecine vétérinaire, en particulier en anesthésie, associée à un antalgique opioïde puissant, le fentanyl. Ce mélange est également appelé 'Tranq dope'. L'appellation 'drogue du zombie' a été, plusieurs fois dans le passé, appliquée à d'autres substances ou mélange de substances ».* La xylazine est utilisée aux États-Unis pour augmenter les effets du fentanyl. *Classé dans la famille des opioïdes de synthèse, le fentanyl est un médicament anti-douleur prescrit dans le traitement de maladies graves. Il s'agit de l'un des* opioïdes*les plus puissants, 50 fois plus que l'héroïne. Son usage détourné, sa surconsommation*

et sa contrefaçon sont à l'origine d'une crise sanitaire majeure en Amérique du Nord depuis les années 1990. Aux États-Unis, il constitue actuellement la première cause des surdoses mortelles enregistrées. Dans l'Union européenne, si une augmentation de son usage est observée au Royaume-Uni, le fentanyl illicite se consomme surtout en Finlande et dans les pays baltes. Même si la consommation de fentanyl et de ses dérivés tend à diminuer dans l'Union européenne, les acteurs de la santé publique comme les forces de l'ordre restent vigilants. Comme pour d'autres substances en effet, des signaux indiquent que les cartels mexicains pourraient collaborer avec des groupes criminels européens pour développer le trafic de fentanyl en Europe. La production de fentanyl est en nette hausse au Mexique, alors que le marché américain est saturé, et les saisies de fentanyl, de précurseurs chimiques et d'outils de production tendent à augmenter en Estonie, aux Pays-Bas et en Belgique. En France, le fentanyl est classé comme stupéfiant depuis 1990. Il fait l'objet, avec ses précurseurs chimiques, d'une surveillance pharmaceutique renforcée. Sa consommation est plutôt faible et pour l'essentiel limitée à des cas de mésusage de fentanyl d'origine médicale. Les surdoses mortelles sont extrêmement rares. Le fentanyl pharmaceutique et le fentanyl illicite ne font pas l'objet, contrairement à d'autres stupéfiants, d'un « marché » établi et stable. Des achats de fentanyl pharmaceutique à des fins de consommation individuelle sont toutefois observés sur le « *darknet* » francophone, de même que des achats à partir d'ordonnances falsifiées. La vente de fentanyl illicite s'effectue principalement sur le marché numérique, en général sous la forme de poudre expédiée par voie postale. À ce jour, un seul laboratoire de fabrication de fentanyl a été démantelé sur le territoire national (à Paris, en 2018). Les saisies annuelles de fentanyl demeurent exceptionnelles, en général en interceptant des colis (expédiés des États-Unis, des Pays-Bas…). Elles se comptent d'ailleurs en grammes et non en kilogrammes. En 2019, de manière exceptionnelle, 10,6 kg de fentanyl avaient été saisis lors d'une opération douanière au port de Dieppe (dont 10 kg en provenance d'Espagne et à destination du Royaume-Uni). En Europe et en France, où le phénomène est à ce stade limité, l'usage de fentanyl détourné ou contrefait n'en constitue pas moins un point de vigilance, que ce soit en matière de veille sanitaire ou sur le plan du trafic. La France participe ainsi, avec une centaine de pays et organisations, à la « coalition mondiale pour la lutte contre les drogues de synthèse » lancée par les États-Unis en juillet 2023 et les services de gendarmerie et de police du ministère de l'intérieur sont mobilisés, sous l'égide de l'Office anti-stupéfiants (OFAST) de la direction nationale de la police judiciaire (DNPJ). L'office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP), en lien direct avec le commandement pour l'environnement et la santé (CESAN) rattaché à la gendarmerie nationale, conduit la lutte contre le trafic de médicaments. Dans le cas présent, la lutte se concentre sur les médicaments qui sont détournés de leur usage légitime à d'autres fins que médicales. L'OCLAESP mène régulièrement des enquêtes en lien avec des médicaments à usage humain à base de Fentanyl obtenus illicitement dans des pharmacies. Ces médicaments peuvent alimenter divers trafics destinés à la consommation d'usagers toxicomanes. Une très grande vigilance est également portée sur le sujet des vols de ce produit qu'il soit présenté sous forme de spécialités pharmaceutiques ou de matière première à usage pharmaceutique. À ce jour, l'OFDT, la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) ou, par exemple, l'Agence régionale de santé d'Île-de-France, n'ont pas fait état d'un accroissement particulier de l'usage de la xylazine sur le territoire. *Le ministère de l'intérieur reste cependant pleinement mobilisé et particulièrement vigilant quant à une éventuelle diffusion du fentanyl sur le territoire national.* Nonobstant, la lutte contre la drogue et les trafics de stupéfiants constitue une priorité absolue des services de police et de gendarmerie, qui mettent en oeuvre d'importants moyens dans le cadre du plan national de lutte contre les stupéfiants. S'agissant des aspects préventionnels, les policiers formateurs anti-drogue (PFAD de la police nationale, désormais dénommés « officiers de prévention ») et les formateurs relai anti-drogue (FRAD côté gendarmerie nationale) réalisent des interventions pédagogiques en milieu scolaire mais aussi auprès des personnels de leurs institutions respectives. En outre, dans le cadre du partenariat avec le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse, les policiers des missions de prévention de contact et d'écoute (MPCE) de la préfecture de police, comme les actuels correspondants police-sécurité de l'école (CPSE) - qui deviendront, à terme, les « officiers de prévention » - déployés à l'échelon local et départemental dans les commissariats du reste de la France, élaborent à chaque rentrée scolaire, en lien avec les chefs d'établissement, un programme d'interventions diversifié pour sensibiliser les élèves (écoliers, collégiens et lycéens) aux phénomènes émergents de la délinquance et aux conduites à risques. Les messages dispensés passent par un rappel de la législation et portent sur les dangers sanitaires et sociaux induits par l'usage des drogues et la consommation excessive d'alcool. Ils visent également à démythifier les idées reçues sur certaines substances, comme la désinhibition procurée par l'alcool, l'image « festive et branchée » de la cocaïne ou la prétendue sociabilité associée au cannabis et, plus récemment, la recrudescence de l'usage détourné du protoxyde d'azote. Les « nouveaux produits de synthèse » (NPS) ou « nouvelles substances psychoactives » (NSP), dont font effectivement partie les opioïdes de synthèse (fentanyloïdes, etc.), sont abordés lors des actions de prévention dans les établissements scolaires à partir du lycée. Enfin, la brigade des stupéfiants de

la police judiciaire de Paris réalise également des actions de prévention des drogues auprès des lycéens, des étudiants et des adultes. Elle procède également à des sessions de formation auprès des responsables et employés des établissements de nuit.

Augmentation inquiétante des arnaques sur internet

1012. – 3 octobre 2024. – **Mme Catherine Dumas** attire l'attention de **Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique** sur l'augmentation inquiétante des arnaques sur internet. Elle cite les nombreuses escroqueries financières qui sévissent actuellement sur internet : placements d'épargne douteux, investissement dans les cryptomonnaies, collectes de données personnelles et bancaires sur de faux sites, ou encore fausses annonces de location… Elle souligne que les malfaiteurs utilisent les réseaux sociaux en relayant de fausses publicités, en publiant de faux articles de presse, ou encore en payant des publications sponsorisées renvoyant vers d'opaques sites d'investissement en ligne et de cryptomonnaies. Elle déplore également que certains influenceurs relaient ces arnaques sur les réseaux sociaux. Elle constate que, selon la brigade de répression de la délinquance astucieuse (BRDA), une escroquerie se déroule toutes les trois secondes en France. Elle précise qu'en 2023, les demandes d'aide pour des escroqueries aux placements financiers ont bondi de plus de 190 % selon la plateforme cybermalveillance.gouv.fr. Elle ajoute qu'au-delà des montants perdus pour les victimes, soit en moyenne 93 000 euros de pertes dans les dossiers reçus en 2023 par l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, des conseillers bancaires sont également victimes d'usurpation d'identité. Elle note que les malfaiteurs exploitent les failles des systèmes automatiques de détection mis en place par les réseaux sociaux. Elle souhaite par conséquent lui demander, outre les mesures que pourrait mettre en oeuvre le Gouvernement pour lutter contre ce fléau, s'il entend entreprendre des discussions avec les plateformes pour résoudre les failles des systèmes automatiques de détection. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Augmentation inquiétante des arnaques sur internet

3196. – 6 février 2025. – **Mme Catherine Dumas** rappelle à **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique** les termes de sa question n° 01012 sous le titre « Augmentation inquiétante des arnaques sur internet », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – Si la lutte contre tous les types d'arnaques passe par la prévention et la sensibilisation dès le plus jeune âge, elle doit aussi se faire régulièrement et s'adapter au monde de l'éducation, de l'industrie, des collectivités territoriales. Concernant plus spécifiquement les arnaques sur internet, il est difficile d'écarter la possibilité existante aujourd'hui pour les escrocs de réaliser des impostures de type *deepfake* dans le cadre d'infractions comme les faux ordres de virement, les arnaques à la romance, *phishing*, le *spear phishing* (hameçonnage) ou les atteintes à la réputation. L'imposture peut porter sur l'image, la voix, le texte voire une combinaison de ces diverses modalités. L'arnaque est alors très crédible et se révèle aujourd'hui particulièrement développée dans le monde de l'entreprise, en améliorant le niveau des opérations de « faux ordres de virement » (FOVI ou « escroquerie au président »), mais visent aussi les particuliers (arnaques à la romance). Ces diverses infractions croissent considérablement et le chiffre noir est à n'en pas douter considérable au regard de l'accessibilité et la simplicité d'usage des outils de génération disponible sur internet. Il existe par ailleurs des intelligences artificielles (IA) génératives réservées aux criminels qui agissent largement depuis le *darkweb*. L'un des enjeux pour le ministère de l'intérieur est donc d'appréhender de manière spécifique ce phénomène. Il est particulièrement vigilant à la lutte contre les menaces cyber de tous types et s'organise au mieux pour y répondre, notamment au niveau stratégique, par l'intermédiaire du commandement du ministère de l'intérieur dans le cyberespace (COMCYBER-MI, service à compétence nationale créé en décembre 2023, rattaché à la direction générale de la gendarmerie nationale et chargé pour le compte du ministère de l'intérieur de la stratégie, de l'anticipation de la menace cyber, et de la formation). La gendarmerie est engagée dans des campagnes de prévention, d'information et d'alerte ciblées sur les risques de fraude par l'IA générative et notamment l'exploitation des *deepfakes* en matière de fraude et dans des travaux de développement d'outils capables de les détecter (à titre d'illustration, la gendarmerie nationale a été primée en juin 2023 pour son projet Authentik'IA qui avait vocation à détecter les formes de *deepfake* les plus usités à l'époque en matière d'images, de texte et d'audio). Dans ce cadre, il existe néanmoins des difficultés dans la conduite des travaux, notamment face aux données disponibles pour la construction des modèles, à l'évolution rapide des phénomènes, au cadre juridique ainsi qu'aux capacités scientifiques et juridiques nécessaires. Ces points

rendent indispensables les échanges et la collaboration avec les partenaires au sein de la sphère privée et internationale. La police nationale s'est dotée d'un « plan cyber 2022-2027 » pour renforcer son action de prévention et d'investigation de la cybercriminalité. Sur le plan opérationnel, l'office anti-cybercriminalité (OFAC) de la direction nationale de la police judiciaire (DNPJ) est chargé de la coordination et de l'animation opérationnelle dans la lutte contre la cybercriminalité. Il assure, outre ses missions judiciaires, des actions de prévention, un travail de recueil et d'analyse du renseignement criminel et la production d'états de la menace. L'office dispose d'un maillage de 11 antennes et de 8 détachements d'antennes, sur lesquels il s'appuie pour ses missions d'enquête et d'appui aux investigations numériques menées par les services déconcentrés de police. Outre ce service hautement spécialisé, la police nationale dispose de plus de 15 000 personnels formés aux investigations sur internet, dont les enquêteurs sous pseudonyme. Plus de 8 000 agents sont par ailleurs formés aux investigations techniques, dont les investigateurs en cybercriminalité (plus de 600). La prolifération préoccupante des arnaques en ligne n'échappe pas aux unités et services d'investigation de la gendarmerie et de la police nationales, pleinement mobilisés pour y apporter une réponse plus efficace encore. D'abord, il convient d'observer que la volumétrie du phénomène nécessite des ressources considérables en temps et en enquêteurs qualifiés, sur des préjudices qui peuvent aller de quelques centaines d'euros à des centaines de milliers. Ce contentieux entre directement en concurrence avec des infractions plus graves, comme les cyberattaques ou les trafics illicites en ligne de stupéfiants, d'armes ou encore de fichiers pédocriminels. Des efforts importants et parfois infructueux sont déployés pour « désanonymiser » les délinquants, protégés au mieux par des contre-mesures « d'obfuscation technique » (code impénétrable), ou régulièrement par leur localisation dans des pays où l'action de la justice française a moins de chance de les atteindre. Le champ d'action de l'unité nationale cyber (UN-Cyber) couvre les actions de prévention, considérant que le contentieux des arnaques en ligne est avant tout un problème de sensibilisation du public. En effet, la plupart des arnaques ciblent des « *soft targets* », des citoyens peu méfiants ou peu informés des risques cyber, qui cliquent sur des liens piégés ou ouvrent des courriels sans précaution, ou encore des victimes vulnérables, qui tombent dans les pièges des "brouteurs" de romance. Ainsi, en partenariat avec l'ensemble des acteurs participant à diffuser une culture de la cybersécurité auprès de la population, des acteurs économiques et des collectivités territoriales, l'UN-Cyber élabore des contenus afin de générer une prise de conscience du risque lié à l'utilisation des technologies numériques, pour s'en prémunir et évoluer en sécurité sur les réseaux. Par le biais de communications ciblées ou d'événements organisés sur des espaces privilégiés par les usagers concernés, elle entretient la vigilance de chacun et développe la confiance numérique. S'appuyant sur des infographies accessibles à tous les usagers et sur des diagnostics simples au profit des entreprises de toutes tailles et des collectivités territoriales, les actions de prévention conduites visent à infuser une culture de la cybersécurité dans les foyers et à améliorer le niveau de sécurité numérique des établissements publics comme privés. Pour la diffusion des messages de sensibilisation à l'échelon local ainsi qu'au profit des entreprises et des hôpitaux, la gendarmerie s'appuie sur son réseau CyberGend et ses référents dédiés, des techniciens locaux qualifiés au titre de « l'introduction aux cybermenaces » (ICM) ou des spécialistes « nouvelles technologies » (NTECH). La police nationale mène également des actions de cyberprévention au profit des entreprises, détentrices de volumes plus importants de données personnelles, en les sensibilisant aux risques et en diffusant les « bonnes pratiques ». Cette politique de prévention s'appuie en particulier sur le réseau des experts en cyber-menaces (RECyM), mis en place par l'OFAC pour accompagner les entreprises et les collectivités territoriales face aux risques du cyberespace. Plus de 2 600 entreprises ont été sensibilisées en 2024 par le RECyM. Plus globalement, l'OFAC cultive une approche à 360° en relation avec les acteurs de la cybersécurité, ainsi qu'avec les acteurs économiques et institutionnels. Cette approche permet de multiplier utilement les canaux d'échanges d'informations que l'OFAC peut notamment exploiter pour déjouer des cyberattaques. Ces actions de prévention de la police et de la gendarmerie sont conduites en partenariat notamment avec le dispositif national de prévention et d'assistance *www.cybermalveillance.gouv.fr*. A titre d'illustration, durant le « cyber mois » d'octobre 2024, l'UN-Cyber a intensifié ses efforts pour alerter le public sur les attaques de plus en plus sophistiquées, à travers de courtes vidéos pédagogiques diffusées sur les réseaux sociaux. Elle a également prodigué des conseils pratiques pour sécuriser les données des particuliers en illustrant des scénarios particulièrement réalistes. Par ailleurs, police et gendarmerie contribuent à la diffusion, au développement et à la mise à jour constante de l'application « M@Sécurité », qui emporte de nombreux conseils numériques contribuant également aux actions de sensibilisation. Cette application a déjà été téléchargée 750 000 fois. Aussi, la gendarmerie et la police s'engagent dans l'accompagnement des victimes, complété par des dispositifs numériques dans le cadre des faits à caractère cyber. Elles adossent leur action à plusieurs entités et dispositifs qui permettent déjà de signaler et de déclarer les faits délictueux commis dans le cyberespace. La plate-forme*Perceval* de la gendarmerie est dédiée depuis 2019 aux victimes de fraudes à la carte bancaire. Elle recueille les signalements des particuliers (plus de 200 000 par an) afin de collecter les informations pertinentes pour réaliser des rapprochements entre les faits et faciliter les enquêtes judiciaires. Les brigades

numériques (BNum), composées de gendarmes spécifiquement formés et accessibles 7j/7 et 24h/24, ont, depuis la création en 2018 de la première BNum de Rennes, accompagné plus de 1,1 million de personnes venues au contact de la gendarmerie par ce biais innovant (la seconde BNum, à Poitiers, est désormais opérationnelle). De même, la plateforme PHAROS, gérée par l'OFAC, traite l'ensemble des signalements de contenus illicites sur internet (plus de 220 000 signalements reçus en 2024), tandis que la plateforme Thésée de l'OFAC est disponible pour certaines escroqueries commises sur internet par un auteur inconnu (plus de 107 000 déclarations reçues en 2024). Commun à la police et à la gendarmerie, le dispositif « *17-cyber », mis en place* le 17 décembre 2024, permet aux victimes de comprendre rapidement à quel type de menace elles sont confrontées et ainsi recevoir des conseils personnalisés en fonction de l'atteinte subie (en lien avec *www.cybermalveillance.gouv.fr*). En outre, les victimes d'escroquerie, personnes physiques ou morales, peuvent également solliciter la plateforme téléphonique « Info Escroqueries » gérée par la DNPJ. L'UN-Cyber de la gendarmerie a engagé des travaux pour une réponse opérationnelle plus efficace, en identifiant des ressources pour un futur service dédié aux arnaques en ligne, et en se rapprochant d'une unité anglaise actuellement en pointe dans le domaine pour s'inspirer de ses pratiques, outils et formations. Enfin, des contenus dangereux de tous types prolifèrent sur les réseaux sociaux en profitant des failles ou le déficit de modération parfois avec la compliicité de certains influenceurs. Dès qu'ils sont portés à la connaissance de la police ou de la gendarmerie, ils sont immédiatement signalés à la justice et des procédures sont mises en oeuvre pour rechercher et poursuivre les auteurs, et suprrimer les contenus.

Possibilité pour le clergé de refuser certaines programmations dans une église

1241. – 10 octobre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le pouvoir des prêtres de refuser certaines manifestations ou programmations dans une église. L'article 13 de loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État prévoit que les édifices ainsi que les objets mobiliers les garnissant sont laissés gratuitement à disposition du culte. Ainsi, même si la commune est propriétaire d'une église, elle ne peut y imposer la tenue d'un événement sans l'accord du curé. Cette disposition est appliquée, dans certains cas, avec une rigueur jugée excessive par les élus, lorsque le prêtre n'accepte que la programmation de musique religieuse. S'il est tout à fait compréhensible que certaines musiques, activités ou chants soient jugés inadaptés au lieu, il convient de faire, toutefois, preuve de discernement et de mesure en la matière. Il rappelle, en effet, qu'au titre de l'article 5 de la loi du 13 avril 1908, les collectivités locales financement souvent largement les églises et consentent des investissements souvent très importants au regard de leur budget limité pour assurer leur rénovation et notamment leur restauration. Le sénateur souhaite donc connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin d'éviter des positions trop strictes en la matière et difficilement acceptables par les élus.

Possibilité pour le clergé de refuser certaines programmations dans une église

2888. – 16 janvier 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** les termes de sa question n° 01241 sous le titre « Possibilité pour le clergé de refuser certaines programmations dans une église », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – La loi de séparation des Eglises et de l'Etat du 9 décembre 1905 a prononcé la dissolution des établissements publics du culte (article 2) et a prescrit le transfert des biens mobiliers et immobiliers leur appartenant construits entre la loi du 18 germinal an X et le 9 décembre 1905 (article 4) aux associations cultuelles. Le culte protestant et le culte israélite ont accepté les principes posés par la loi du 9 décembre 1905. Les édifices du culte appartenant à leurs établissements publics sont donc devenus la propriété des associations cultuelles créés par ces cultes. En revanche, l'Eglise catholique ayant refusé la constitution d'associations cultuelles, ses édifices du culte n'ont pas pu être attribués à de telles associations. Les édifices affectés à l'exercice du culte catholique, construits avant 1905, sont ainsi devenus la propriété des communes (article 9 de la loi de 1905 modifié par la loi du 13 avril 1908) et ont été laissés à la disposition des fidèles et des ministres du culte pour la pratique de leur religion (article 5 de la loi du 2 janvier 1907). En vertu des dispositions de l'article 13 de la loi du 9 décembre 1905 et de l'article 5 de la loi du 2 janvier 1907, l'affectation des édifices servant à l'exercice public du culte, ainsi que les objets mobiliers les garnissant, est gratuite, exclusive et perpétuelle. L'affectation cultuelle signifie que l'édifice du culte doit être utilisé à des fins cultuelles et, en premier lieu, aux célébrations du culte. Le curé desservant a ainsi autorité dans l'édifice. Il ne peut être mis un terme à cette affectation cultuelle légale, que dans le cadre d'une procédure de désaffectation dont les modalités sont précisées à l'article 13 de la loi de 1905 précité. Par ailleurs, le juge administratif est venu préciser que l'affectation cultuelle comprenait l'ensemble d'un édifice cultuel, ainsi que les dépendances nécessaires et fonctionnellement indissociables de ce lieu de culte (CE,

n° 340648, 20 juin 2012, Commune des Saintes Maries de la Mer). Si le caractère cultuel de ces édifices est primordial du fait de leur affectation légale, le législateur a néanmoins considéré que ceux-ci font partie du patrimoine public et que leur intérêt architectural et artistique ainsi que la valeur des objets mobiliers qu'ils contiennent, peuvent conduire à leur classement (article 16 de la loi du 9 décembre 1905). Ainsi l'article 17 de la loi de 1905 en admettant la visite des édifices reconnait un usage non cultuel aux édifices grevés d'une affectation légale. Depuis le 1er juillet 2006, l'article L. 2124-31 du code du patrimoine vient préciser les conditions de l'usage non cultuel de l'édifice affecté au culte. Ce dernier peut être utilisé pour des « *activités compatibles avec l'affectation cultuelle* » telles que des expositions, concerts ou visites à condition d'obtenir préalablement l'accord de l'affectataire, à savoir le curé. Le juge est également très attentif au respect de l'accord de l'affectataire estimant que l'autorité publique commet une illégalité manifeste en autorisant une manifestation dans un édifice affecté à l'exercice d'un culte sans l'accord du ministre du culte chargé d'en régler l'usage. L'organisation d'une manifestation non autorisée constitue une atteinte à une liberté fondamentale, en tant qu'elle viole la liberté du culte (CE, référé, n° 284307, 25 août 2005, Commune de Massat). Ainsi, la liberté de culte étant une liberté fondamentale (Décision n° 2012-297 QPC du 21 février 2013), toute disposition réglementaire ou législative qui aurait pour objectif de restreindre le pouvoir de l'affectataire du lieu de culte encourt le risque d'être considérée comme inconstitutionnelle. Dès lors, l'usage « partagé » ou « compatible » des édifices du culte admis par le législateur doit se faire dans le respect de l'affectation légale par la voie du dialogue avec les représentants du culte. En s'appuyant sur les résultats très riches des Etats-généraux du patrimoine religieux menés par l'Eglise catholique entre septembre 2023 et décembre 2024, le ministère de l'intérieur souhaite travailler avec la Conférence des évêques de France (CEF) à la mise à jour des documents de conseil à destination des affectataires et des maires pour améliorer les modalités d'un usage partagé respectueux de la liberté de culte et adapté aux réalités de terrain.

Règlement de sécurité contre les risques d'incendie dans les établissements recevant du public

1306. – 10 octobre 2024. – **Mme Kristina Pluchet** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les inquiétudes des professionnels du bois, suscitées par un projet de modification d'un arrêté du 25 juin 1980 qui définit les règles de construction au regard des risques d'incendie dans les établissements recevant du public (ERP). Les organisations professionnelles de la construction, tout comme l'interprofession de la filière bois, regrettent, si des évolutions sont bien en cours de réflexion, de ne pas avoir été associées à la concertation. Selon les éléments à leur connaissance, tous les ERP, qu'ils soient en rez-de-chaussée ou rez-de-chaussée +1, qui représentent la majorité des projets de construction en bois, seraient concernés. La règlementation en vigueur exige des performances en matière de réaction au feu et de résistance au feu. Or, il ne semble pas que les statistiques des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) fassent apparaître une augmentation des sinistres incendie qui justifierait une modification des règles entrainant une restriction de l'usage du bois et des matériaux biosourcés dans la construction. Le bois et les matériaux biosourcés y ont toute leur place au regard des exigences climatiques et de diminution de l'impact carbone sur l'environnement. Des restrictions qui découleraient d'une modification de la règlementation viendraient en contradiction avec la règlementation RE 2020 et avec les engagements de simplification du Gouvernement. En conséquence, elle lui demande de préciser les objectifs du Gouvernement en matière de sécurité incendie des ERP et de quelle manière il compte associer les professionnels du bois notamment à ses réflexions.

Réponse. – La réglementation actuellement applicable en matière de sécurité incendie a été élaborée pour des bâtiments dont les éléments de structure sont principalement incombustibles. L'incorporation massive de structures combustibles présente des risques accrus de développement et de propagation de l'incendie, avec des incidences probables sur la stabilité au feu des bâtiments qu'il importe de prendre en compte pour assurer la sécurité de nos concitoyens. Actuellement, la règlementation en vigueur n'est pas adaptée pour ce type de constructions et de nouvelles règles doivent être élaborées au plan national pour permettre la construction en matériaux biosourcés et combustibles, aux fins d'assurer la sécurité des bâtiments, de leurs occupants et des services de secours contre le risque incendie. En conséquence, le ministère de l'intérieur a constitué un large groupe d'experts en septembre 2022, auquel contribuent notamment la filière bois et les laboratoires agréés en résistance au feu des matériaux, avec pour objectif, tout en tenant compte des enjeux environnementaux, d'élaborer une nouvelle réglementation proportionnée aux risques incendie afin de garantir à ces établissements recevant du public (ERP) un niveau de sécurité conforme aux exigences de la loi. Le projet de texte a été diffusé aux partenaires professionnels le 28 avril 2023 et l'ensemble de leurs observations a été exploité en vue de rendre le texte parfaitement opérationnel. Afin d'analyser finement les remarques de l'ensemble des partenaires, une expertise du centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB), commandée par les ministères concernés, a été réalisée et le

projet de texte ERP ajusté en conséquence. A présent, le délégué interministériel à la forêt, au bois et à ses usages, missionné par le Premier ministre, conduit une réflexion interministérielle de convergence des solutions techniques à mettre en oeuvre afin de concilier l'impératif de sécurité des personnes avec le développement de l'usage du bois. Les professionnels de la filière bois ont été très largement associés à l'ensemble de la démarche. Le projet de texte préparé par le ministère de l'intérieur prendra en compte les préconisations du délégué interministériel à la forêt, au bois et à ses usages, et fera l'objet d'une nouvelle consultation des professionnels avant toute publication.

Statut des policiers français exerçant au sein du centre de coopération policière et douanière de Tournai

1336. – 10 octobre 2024. – **Mme Hélène Conway-Mouret** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le statut des policiers français exerçant au sein du centre de coopération policière et douanière de Tournai. Les centres de coopération policière et douanière (CCPD) sont des maillons de coopération transfrontalière essentiels dans la lutte contre la petite et moyenne délinquance. Ils sont composés à part variable d'agents de la police nationale, de militaires de la gendarmerie nationale et de douaniers français. Actuellement, six sont basés à l'étranger - et sont régis par des accords bilatéraux - dont le CCPD franco-belge de Tournai en Belgique. D'une part, il semblerait que les agents affectés à ce centre, dont les missions ne sont pas restituées en France, ne se voient en conséquence attribuer ni prime de fidélisation ni compensations des frais de mission. D'autre part, ils ne peuvent être considérés comme des agents à l'étranger, leur résidence administrative étant fixée en France. Par ailleurs, il apparaît que ces fonctionnaires perdent les avantages liés à leur affectation précédente sur le territoire national et que la plupart d'entre eux n'aient pas été proposés à l'avancement depuis longue date. Compte tenu de ces difficultés, elle souhaiterait donc savoir si une adaptation - voire une refonte - du statut administratif de ces effectifs pourrait être envisagée afin que leurs droits soient reconnus.

Réponse. – Institués en application du cadre juridique de l'accord de Schengen et d'accords bilatéraux, les centres de coopération policière et douanière (CCPD), situés à proximité des frontières, sont des organes d'appui à la coopération transfrontalière chargés, notamment, de l'échange d'informations et de la facilitation de la coordination opérationnelle. Le personnel de la partie française d'un CCPD compte des agents de la police nationale et des douanes et des militaires de la gendarmerie nationale. En application du règlement d'emploi des centres de coopération policière et douanière du 25 novembre 2002, les agents qui servent dans un centre de coopération policière et douanière sont soumis au lien hiérarchique et au pouvoir disciplinaire de leur administration d'origine. En ce qui concerne les personnels actifs de la police nationale qui y exercent, sont applicables les dispositions du code général de la fonction publique (issues de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et de la loi du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État). Les policiers sont mis pour emploi opérationnel auprès du CCPD, auprès duquel ils sont affectés de manière permanente. Le fonctionnaire de police « mis pour emploi opérationnel » auprès d'un CCPD reste en position d'activité, que le CCPD soit en France ou à l'étranger, et il est rattaché administrativement à sa direction d'emploi. Il a ainsi le même statut que l'ensemble des fonctionnaires rattachés à la direction d'emploi, quel que soit le lieu d'exercice de son activité. Leur affectation au CCPD ne modifie pas l'affectation administrative, qui reste établie à la circonscription dans laquelle l'agent doit être considéré comme exerçant ses fonctions. S'agissant de l'indemnité de fidélisation, il a été confirmé par la juridiction administrative (cour administrative d'appel de Douai) que si un fonctionnaire certes affecté administrativement dans un « secteur difficile » (au sens du décret du 15 décembre 1999 modifié portant attribution d'une indemnité de fidélisation en secteur difficile aux fonctionnaires actifs de la police nationale) exerce en réalité ses attributions ailleurs, en l'espèce dans la zone de compétence d'un CCPD, il ne peut prétendre au bénéfice d'une telle indemnité. La cour administrative d'appel de Douai s'est en effet prononcée, le 26 décembre 2019, concernant la zone de compétence du centre de coordination policière et douanière de Tournai, en jugeant qu'elle s'étend aux cinq départements français de l'Aisne, des Ardennes, du Nord, de la Meuse et de la Meurthe-et Moselle, et non au ressort de la circonscription de police nationale de Lille. Concernant les frais de mission, des agents mis pour emploi dans des CCPD avaient saisi le juge administratif aux fins d'indemnisation de leurs déplacements selon le barème des frais de mission. Le tribunal administratif de Lille avait initialement fait droit aux requêtes des agents en 2017 en les regardant comme « *agents en mission* » au sens des dispositions du décret du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État. Le ministère de l'intérieur avait fait appel de ces jugements et la cour administrative d'appel de Douai, par 12 arrêts de décembre 2019, avait suivi la position de l'administration en jugeant qu'un agent affecté en CCPD ne pouvait

être regardé comme un agent effectuant des déplacements temporaires au sens du décret du 3 juillet 2006 et ne saurait, dès lors, solliciter une indemnité de mission au titre des repas et des frais divers exposés à l'étranger. Déboutés de leur demande, ces agents avaient alors introduit des pourvois devant le Conseil d'État contre les arrêts par lesquels la cour administrative de Douai avait refusé de les regarder comme des « *agents en mission* ». Par une décision du 27 mai 2021, le Conseil d'État a rejeté leurs pourvois en confirmant le raisonnement de la cour administrative d'appel de Douai : les policiers sont, à raison de leur « mise pour emploi opérationnel » au centre de coopération policière et douanière de Tournai, affectés à ces postes de manière permanente et sans limitation de durée, de sorte que leurs trajets quotidiens entre leurs domiciles personnels situés dans le département du Nord et leur lieu de travail de Tournai ne pouvaient être regardés comme des déplacements temporaires pour l'application du décret du 3 juillet 2006, et ce alors même que l'administration considérait que la résidence administrative de l'intéressé restait à Lille et qu'elle lui avait établi des ordres de mission mensuels pour exercer ses fonctions à Tournai. Le droit à indemnité au titre du décret de 2006 précité est donc aujourd'hui tranché. Il convient également de rappeler que les agents mis pour emploi opérationnel auprès du CCPD bénéficient d'une convention de restauration prenant en charge leurs repas pris sur le temps de service, avec un reste à charge (environ 2 euros) modeste pour les fonctionnaires. Par ailleurs, ils peuvent se voir proposer à l'avancement par leur service d'origine, sur proposition du coordonnateur du CCPD. La situation des policiers affectés en CCPD demeure l'objet de débats juridiques sur le champ d'application du décret du décret du 28 mars 1967 fixant les modalités de calcul des émoluments des personnels de l'État et des établissements publics de l'État à caractère administratif en service à l'étranger. Se pose essentiellement la question de la spécificité des charges liées aux fonctions exercées dans le CCPD, que ce décret a vocation à indemniser, à savoir des conditions d'exercice des fonctions et des conditions locales d'existence. La question est donc celle de l'indemnité de résidence à l'étranger (IRE). En effet, tirant les conséquences de l'arrêt, précité, rendu par la cour administrative d'appel de Douai, des agents affectés en CCPD ont estimé que « si l'agent ne pouvait être considéré comme étant en mission à l'étranger, il était nécessairement considéré comme affecté à l'étranger ». Ces agents ont ainsi entendu se prévaloir du versement de l'indemnité de résidence à l'étranger. Au cours de l'été 2020, ils ont ainsi saisi la juridiction administrative de recours indemnitaires visant à obtenir la réparation des préjudices nés du non-versement des sommes auxquelles ils estiment avoir droit en application du décret du 28 mars 1967 précité. Par trois jugements de février 2023, le tribunal administratif de Paris a reconnu aux fonctionnaires de police la qualité d'agents affectés à l'étranger, et condamné l'administration à leur verser la différence de rémunération. Le juge administratif a ainsi estimé qu'un agent affecté de manière permanente à un poste de travail situé à l'étranger, l'occupant effectivement et ne relevant d'aucune des exceptions définies à l'article 1er du décret du 28 mars 1967, devait être regardé comme en service à l'étranger au sens des dispositions de ce même article 1er et en situation de présence au poste au sens de l'article 18 du même décret. La présence au poste comptant parmi les situations dans lesquelles peuvent être placés les personnels titulaires des services actifs de la police nationale en service à l'étranger, le juge a considéré que l'État avait commis une faute en estimant que la situation de ces agents ne donnait pas droit aux émoluments pour services à l'étranger prévus par les textes. Le juge reconnaissait ainsi aux fonctionnaires de police exerçant au sein des CCPD la qualité d'agents affectés à l'étranger pouvant prétendre à l'IRE. En revanche, la juridiction administrative a estimé que le fonctionnaire de police étant en position d'activité, il n'était pas fondé à se prévaloir de l'irrégularité de sa position administrative, et a donc rejeté les préjudices financier et moral. L'administration avait interjeté appel de ces jugements. Par 12 arrêts en date du 21 décembre 2023, la cour administrative d'appel de Douai avait rejeté ces appels. En février 2024, le ministère de l'intérieur s'est pourvu en cassation devant le Conseil d'État, considérant qu'eu égard à l'objet même de l'IRE, aux conditions d'exercice des fonctions et aux conditions locales d'existence(article 5 du décret du 28 mars 1967), une telle indemnité n'a pas vocation à être versée aux agents affectés en CCPD, qui rejoignent, chaque soir, leur domicile situé en France. Ces pourvois ont été admis par le Conseil d'État en novembre 2024. Par ailleurs, des réflexions sont en cours à l'administration centrale du ministère de l'intérieur afin de clarifier le statut juridique des agents en CCPD.

Impossibilité d'organiser dans les outre-mer la formation permettant la création ou la reprise d'une auto-école

1366. – 10 octobre 2024. – **Mme Viviane Malet** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès de la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation, chargé des transports** sur l'impossibilité depuis 2021 d'organiser dans les départements d'outre-mer la formation et les épreuves en vue de l'obtention du certificat de qualification professionnelle responsable d'unité d'enseignement de la sécurité routière et de la conduite (CQP RUESRC). Ce titre est obligatoire pour la création et la reprise d'une auto-école. Or, depuis le 1er janvier 2021, l'Association nationale pour la formation automobile (ANFA) n'habilite plus les organismes de

formation situés dans les départements d'outre-mer, au motif que leurs statuts limitent leur périmètre d'intervention à l'hexagone. Cette décision oblige les candidats ultramarins à suivre cette formation dans un centre de l'hexagone et cela engendre des frais supplémentaires considérables : avion, hébergement pour deux et bientôt trois mois compte tenu de l'augmentation prochaine du volume horaire du CQP. Cela aura à terme un impact négatif fort avec la fermeture de certaines auto-écoles faute de repreneurs et par ricochet l'augmentation des délais d'obtention du permis de conduire. Aussi, elle souhaite connaître les intentions du Gouvernement afin de mettre fin à cette différence de traitement vis-à-vis des outre-mer. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – Le 2° du I de l'article R. 213-2 du code de la route dispose qu'il est possible de justifier de la capacité à exploiter un établissement d'enseignement de la conduite et de la sécurité routière en étant titulaire : *"-soit d'un diplôme d'État ou d'un titre ou diplôme visé ou homologué de l'enseignement supérieur ou technologique d'un niveau égal ou supérieur au niveau III (niveau 5 de la nouvelle nomenclature) sanctionnant une formation juridique, économique, comptable ou commerciale ou d'un diplôme étranger d'un niveau comparable ;-soit du certificat de qualification professionnelle de la branche professionnelle des services de l'automobile reconnu par arrêté du ministre chargé de la sécurité routière ;-soit d'une qualification professionnelle satisfaisant aux conditions définies à l'article R. 213-2-1."* S'agissant du *certificat de qualification professionnellede la branche professionnelle des services de l'automobile, l'*Association Nationale pour la Formation Automobile (ANFA) est l'unique instance autorisée à habiliter les organismes préparant au certificat de qualification professionnelle "responsable d'unité (s) d'enseignement de la sécurité routière et de la conduite" (CQP-RUESC). Or, ses statuts précisent que son périmètre d'intervention ne lui permet pas d'habiliter de tels organismes dans les départements d'Outre-mer. Toutefois, selon les dispositions du code de la route précitées, la personne qui ne détient pas le CQP-RUESC ou qui n'a pas la possibilité de suivre ce cursus peut justifier sa capacité à exploiter une école de conduite à la condition qu'elle soit titulaire *d'un diplôme d'État ou d'un titre ou diplôme visé ou homologué de l'enseignement supérieur ou technologique d'un niveau égal ou supérieur au niveau III sanctionnant une formation juridique, économique, comptable ou commerciale.* Par conséquent, une personne domiciliée dans un département d'outre-mer qui souhaite exploiter un établissement d'enseignement de la conduite automobile peut certes suivre le cursus CQP-RUESC proposé par l'ANFA dans l'Hexagone, mais elle dispose par ailleurs de la possibilité de présenter ou d'obtenir un diplôme de niveau 5 sans avoir besoin de se déplacer en dehors de son département. En effet, les universités ultramarines, les écoles de gestion et de commerce et d'autres établissements proposent des formations aux diplômes de niveau 5 dans les domaines *juridique, économique, comptable ou commercial.*

Difficultés rencontrées par les communes face aux rassemblements des gens du voyage

1422. – 10 octobre 2024. – **Mme Pauline Martin** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les difficultés que rencontrent les communes face aux rassemblements des gens du voyage. Depuis 1987, la commune de Nevoy, dans le Loiret, accueille chaque année l'un des plus grands rassemblements évangéliques de France. C'est ainsi qu'en mai 2023, l'association Vie et Lumière a compté quelques 40 000 pèlerins sur un terrain privé, leur appartenant, disposant d'une capacité d'accueil pour moitié inférieure. Cet événement démesuré a engendré une mobilisation des maires et la colère des habitants excédés, que tous les sénateurs du Loiret ont déjà relayées auprès des autorités et du gouvernement. Ainsi, grâce à l'engagement des élus du Loiret, le rassemblement prévu en août 2023 a été déplacé sur l'ancienne base aérienne de Grostenquin, en Moselle. Mes collègues de ce département n'ont pas manqué de vous alerter à leur tour sur les mêmes dangers qu'un tel rassemblement représente. Cependant, les habitants de Nevoy et l'ensemble du bassin de vie du Giennois, restent vigilants. En effet, pour les années qui arrivent est annoncé le retour d'une nouvelle manifestation sur ce même terrain. Les communes sont dans l'incapacité d'accueillir et veiller au bon déroulement d'un évènement de cette ampleur qui ne respecte aucune règle. Outre les risques de troubles à l'ordre public, ceux liés à la santé sont également à craindre en raison de l'absence d'une équipe médicale sur place, pourtant obligatoire, et enfin ceux de l'ordre sanitaire auxquels il est impossible de répondre, entraînent de fortes inquiétudes. Quelles conséquences humaines pourrait avoir un incendie ou une épidémie sur ce lieu ? Pour encadrer cette densité, 2 voire 3 escadrons de gendarmerie seraient nécessaires. Les communes attendent que l'État fasse preuve de fermeté afin que les règlementations soient respectées, en imposant, et contrôlant, une jauge maximum de 20 000 ou 25 000 personnes, et attendent d'être dotées de moyens nécessaires afin d'assurer la sécurité du lieu et de ses alentours. C'est pourquoi, elle tient à l'alerter sur l'importance de l'anticipation des

actions à mettre en place et l'interroge sur les modalités d'organisation des prochains évènements de l'association afin de lutter contre cette forme d'impuissance publique face à une communauté qui agit, bien trop souvent, en toute impunité.

Réponse. – Les rassemblements évangéliques organisés par l'association « Vie et Lumière », qui se déroulent à Nevoy (45) depuis plusieurs années sur un terrain lui appartenant, font l'objet d'une préparation minutieuse réunissant l'ensemble des parties prenantes, sous la coordination des services de l'Etat. Les aspects sécuritaires et sanitaires y sont étudiés en étroite collaboration avec celle-ci aux fins de donner aux pèlerins de bonnes conditions d'accueil et de limiter la gêne occasionnée vis-à-vis des riverains. Le premier rassemblement organisé au printemps 2023 a connu une fréquentation tout à fait exceptionnelle, réunissant 38 000 pèlerins (contre 20 000 en moyenne), en raison de l'annulation des éditions 2020 et 2021 pour cause de pandémie de covid-19. En dépit de cette affluence, tant les élus que les services mobilisés s'accordent à dire que ce rassemblement s'est déroulé dans de bonnes conditions, notamment grâce à la mobilisation de nombreux services. Sur le plan sécuritaire, la présence de plus de 250 gendarmes avait permis de gérer l'afflux de voitures et caravanes, même si certaines d'entre elles ont stationné hors de la propriété de l'association « Vie et Lumière ». Les difficultés générées par un tel rassemblement trouvent leur origine dans l'inadéquation entre le nombre de pèlerins et la capacité d'accueil du bassin de vie. Le second rassemblement, organisé en septembre 2023, a eu lieu sur l'ancienne base aérienne de Grostenquin (57) et a réuni 20 000 à 25 000 personnes. L'engagement des services de l'État, des collectivités et le dialogue constructif mené avec l'association « Vie et Lumière » ont permis, grâce à un déploiement de moyens humains et matériels importants, que ce rassemblement se déroule dans les meilleures conditions possibles. Étaient ainsi constamment présents sur site un sous-préfet pour assurer la coordination des services de l'État présents (400 gendarmes, 15 pompiers et une équipe médicale en permanence) et qui tenait chaque jour une réunion avec les maires des cinq communes limitrophes. En matière de sécurité et de répression des infractions, l'organisation mise en place au niveau local, avec des déplacements de la gendarmerie au contact des élus locaux, a permis de faciliter et d'accélérer l'enregistrement des plaintes, systématiquement déposées après chaque dégradation constatée. Des contrôles routiers et des contrôles de l'office français de la biodiversité ont par ailleurs été effectués. Aucune augmentation de la délinquance n'a été constatée dans la période autour du périmètre. L'engagement de longue durée de l'association évangélique est à l'origine d'une amélioration continue des procédures et des équipements déployés en matière de gestion sanitaire (eau potable, assainissement et ordures ménagères) et de prévention du risque incendie, grâce à l'expertise apportée par la délégation départementale de l'agence régionale de santé et le service départemental d'incendie et de secours. Le rassemblement qui s'est déroulé à Nevoy du 28 avril au 5 mai 2024 a ainsi fait à nouveau l'objet d'une attention particulière des services de l'État, en lien avec l'association « Vie et Lumière » et les collectivités territoriales. Une convention d'organisation du rassemblement a ainsi été signée entre l'État et le représentant de l'association le 12 avril 2024. Elle prévoyait les engagements de l'association et notamment l'importance de veiller à la collecte des déchets et la prise en charge des frais relatifs à l'eau, à l'électricité et au poste médical avancé. La convention prévoyait également une jauge maximale de personne pouvant être accueillies. Il était par ailleurs prévu une ouverture anticipée du site, quelques jours avant le début officiel pour réguler le trafic routier. Un dispositif de sécurité renforcé a également été mis en place et a repris les bonnes pratiques des éditions précédentes. Il a permis que cet évènement rassemblant près de 6 000 caravanes se déroule dans de bonnes conditions. L'association « Vie et Lumière » a respecté son engagement à ne pas dépasser la capacité d'accueil maximale de son terrain. De plus, aucune installation illégale de caravane, aucun branchement électrique illicite ni aucun vol d'eau n'ont été constaté. Le dispositif déployé par l'État, qui prévoyait un déploiement des forces de l'ordre adapté au volume d'un tel rassemblement, a permis d'assurer la sécurité de l'ensemble de la population. Conscient de la sensibilité de l'événement et de la démesure pour les communes concernées, la gendarmerie anticipe et déploie systématiquement un dispositif pour assurer la sécurité, l'ordre public et la protection des personnes et des biens. En coordination avec l'association « Vie et Lumière », les services de l'État et les collectivités territoriales, le groupement de gendarmerie départementale du Loiret (GGD 45) a été pleinement mobilisé. Outre ses moyens propres, le GGD 45 a également bénéficié du concours de moyens régionaux et nationaux (un groupement tactique gendarmerie, trois escadrons de gendarmerie mobile, une structure d'accueil modulaire déployable (SAMD) - structure d'accueil modulaire déployable du centre national des opérations -, des hélicoptères des sections aériennes de gendarmerie de Tours et Villacoublay, etc.). Au plus fort de l'événement, ce ne sont pas moins de 303 gendarmes qui ont été engagés. Entre le 22 avril et le 5 mai, correspondant aux phases d'arrivées massives et à la période de déroulement officiel du pèlerinage, un effectif moyen quotidien de 230 gendarmes a été mobilisé. Enfin, il est important de souligner que l'association « Vie et Lumière » a accepté, au vu de la mobilisation exceptionnelle demandée par les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, d'organiser un seul rassemblement national en 2024, contre deux habituellement. Très

régulièrement sollicité sur ce sujet, le ministère reste pleinement mobilisé pour aider les élus locaux dans la gestion de leur collectivité marquée par ces rassemblements d'ampleur, et pour neutraliser les conséquences négatives pouvant affecter les riverains.

Difficultés liées à l'abandon des arbalètes

1569. – 10 octobre 2024. – **M. Bruno Rojouan** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les difficultés liées à l'abandon des arbalètes. Contrairement aux armes à feu réglementées par le code de la sécurité intérieure (CSI), qui prévoit des procédures claires pour le dessaisissement et la remise d'armes sur ordre des autorités, aucun dispositif ne spécifie explicitement comment les particuliers peuvent abandonner volontairement leurs arbalètes. Le formulaire Cerfa utilisé pour ces abandons ne fait que référence à un arrêté obsolète datant de 2001, qui ne clarifie pas quelles arbalètes peuvent être abandonnées ni où elles doivent être déposées, rendant la situation confuse pour le citoyen souhaitant se conformer à la loi. De plus, la confusion est accentuée par le fait que le code pénal sanctionne sévèrement l'abandon d'une arme, y compris une arbalète, dans un lieu public, même si cet acte est volontaire et non intentionnellement dangereux. L'article R. 641-1 stipule que cette infraction est passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 31 euros, ce qui ajoute une dimension dissuasive à toute tentative d'abandon informel. Ces sanctions, bien que relativement légères, reflètent la préoccupation sécuritaire entourant la gestion des armes potentiellement dangereuses dans l'espace public. Les règles précises concernant la destruction des armes par les armuriers, telles que définies par le CSI, excluent explicitement les arbalètes. L'article R. 314-24 établit que seules les armes à feu des catégories A, B et C sont couvertes par les arrêtés ministériels définissant les modalités de destruction. Cette exclusion contribue à une ambiguïté supplémentaire quant à la manière dont les arbalètes doivent être traitées en fin de vie utile, accentuant les défis pratiques et juridiques pour les propriétaires souhaitant s'en débarrasser légalement. Dans ce contexte, il souhaite savoir quelles mesures le Gouvernement compte mettre en place pour régler les difficultés liées à l'abandon des arbalètes.

Réponse. – Le décret n° 2013-700 du 30 juillet 2013 portant application de la loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif a apporté plusieurs changements majeurs sur la réglementation des armes, notamment en vue de son harmonisation avec le cadre européen. Il a en particulier instauré une nouvelle classification en quatre catégories (A, B, C et D) au lieu de huit et ainsi abrogé le décret n° 95-589 du 6 mai 1995 qui classait dans la 6e catégorie « *tous les objets susceptibles de constituer une arme dangereuse pour la sécurité publique et notamment (...) les arbalètes (...)*» L'arbalète reste néanmoins une arme blanche au regard des critères fixés à l'article R. 311-1 du code de la sécurité intérieure qui précise qu'il s'agit de *«toute arme dont l'action perforante, tranchante ou brisante n'est due qu'à la force humaine ou à un mécanisme auquel elle a été transmise, à l'exclusion d'une explosion»*. Etant par nature une arme, l'arbalète relève désormais de la catégorie Da) définie à l'article R. 311-2 du même code en ce qu'il s'agit d'*«armes et matériels dont l'acquisition et la détention sont libres (...) susceptibles de constituer une arme dangereuse pour la sécurité publique»*. Le code de la sécurité intérieure, comme rappelé, ne réglemente que les conditions d'abandon et de destruction des armes à feu en raison de leur particulière dangerosité. La réglementation en vigueur ne fixe donc pas d'obligation sur les modalités d'abandon des arbalètes et plus largement pour les autres objets susceptibles de représenter un danger pour la sécurité publique. L'article R. 641-1 du code pénal qui réprime d'une contravention de 1er classe, « le fait d'abandonner, en un lieu public ou ouvert au public, une arme ou tout autre objet présentant un danger pour les personnes et susceptible d'être utilisé pour commettre un crime ou un délit » fixe un cadre a minima en sanctionnant le délaissement volontaire de ces objets dans des lieux inadaptés et pouvant causer à cette occasion une mise en danger des personnes ou provoquer la commission d'une nouvelle infraction plus grave. La circulaire du 18 janvier 1994 rappelle, en effet, que l'article R. 641-1 du code pénal reprend, sous une forme plus concise les dispositions de l'article R. 26-7° de l'ancien code pénal qui réprimait également d'une amende *«Ceux qui auront laissé dans les rues, chemins, places, lieux publics, ou dans les champs, des coutres de charrue, pinces, barres, barreaux, ou autres machines ou instruments, ou armes, dont puissent abuser les voleurs et autres malfaiteurs»*. Par conséquent, l'action destinant un objet, même dangereux, au traitement des déchets ne saurait être interprété comme un abandon au sens de l'article R. 641-1 du code pénal. Ainsi, le détenteur d'une arbalète qui souhaite se débarrasser de cet objet peut le remettre, sans être pénalement inquiété, dans une benne à ordure privée ou dans une déchetterie. Le retrait ou la coupure de la corde de l'arbalète suffit, par ailleurs, à la rendre inutilisable. Le détenteur qui souhaite se séparer de son arbalète peut également céder son arme auprès d'une archerie.

Accessibilité du code de la route aux personnes sourdes en Ile-de-France

1589. – 10 octobre 2024. – **M. Hervé Marseille** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la nécessité de rétablir l'accessibilité du code de la route aux personnes sourdes en Île-de-France. Actuellement, il n'existe plus aucune structure dans la région où le code de la route est accessible aux personnes sourdes, ce qui contraint les Franciliens atteints de surdité (avec reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé ou RQTH) à parcourir de nombreux kilomètres pour trouver un centre adapté. La fermeture de la structure ARIS à Paris et l'absence de passage du code de la route dans l'auto-école adaptée aux sourds à Évry ont créé une impasse pour ces concitoyens, les privant ainsi de leur droit à une mobilité autonome. Cette situation discriminatoire doit être résolue afin de garantir l'égalité des chances pour tous les citoyens, indépendamment de leur handicap. De plus, il est important de souligner que les personnes malentendantes ou sourdes peuvent bénéficier d'aménagements pour passer leur examen du code de la route, dès lors qu'elles présentent les justificatifs requis. Malgré les dispositions prévues par le décret n° 2006-56 du 18 janvier 2006, qui prévoient des sessions spécialisées pour les candidats atteints d'un tel handicap, il est nécessaire de prendre des mesures concrètes pour assurer l'accès effectif à ces examens théoriques et pratiques. Il souhaite savoir si des solutions rapides et efficaces seront prises pour pallier cette lacune et garantir l'inclusion de tous les citoyens dans l'accès à la conduite automobile.

Réponse. – L'accès à la conduite et au permis de conduire pour les personnes sourdes en Île-de-France, comme sur l'ensemble du territoire national, constitue un enjeu majeur d'inclusion, d'autonomie individuelle et d'intégration professionnelle pour les personnes en situation de handicap. Alors que la fermeture de structures spécialisées telles que l'ARIS à Paris constitue une difficulté dans le parcours des usagers concernés, le gouvernement travaille en étroite collaboration avec les associations représentant les personnes sourdes et malentendantes, ainsi qu'avec les autorités locales et les établissements de formation à la conduite, pour identifier des solutions pérennes. Le décret n° 2006-56 du 18 janvier 2006 relatif à l'accès des personnes sourdes ou malentendantes aux épreuves de l'examen du permis de conduire de la catégorie B et modifiant le code de la route ayant été abrogé, les dispositions réglementaires sont désormais reprises par l'arrêté du 20 avril 2012 modifié qui fixe les conditions d'établissement, de délivrance et de validité du permis de conduire. Cet arrêté prévoit notamment des sessions spécialisées organisées pour les candidats sourds ou malentendants, avec des interprètes en langue des signes française (LSF), ainsi que l'utilisation de supports adaptés pour ces candidats. Des réflexions sont en cours pour augmenter le nombre minimum de ces sessions spécifiques annuelles. Ce renforcement réglementaire pourra garantir que les droits des personnes en situation de handicap soient pleinement respectés et que l'accès à l'examen soit véritablement sans entrave. Enfin, depuis le 29 janvier 2025, la cartographie des écoles de conduite disponible sur le site de la sécurité routière permet d'identifier et de filtrer les établissements qui proposent des formations spécialisées dans la prise en charge des personnes sourdes et malentendantes.

Coût des élections législatives anticipées pour les communes

1621. – 17 octobre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation** sur le coût des élections législatives anticipées pour les communes. Les élections législatives anticipées, dont les deux tours se sont tenus les 30 juin et 7 juillet 2024, ont représenté un coût particulièrement significatif pour le budget des communes et tout particulièrement des plus petites. L'article L. 70 du code électoral prévoit que « les dépenses résultant des assemblées électorales tenues dans les communes sont à la charge de l'État ». En pratique, l'État verse une subvention calculée par les préfectures, par tour de scrutin, sur la base du nombre d'électeurs inscrits au 28 février de l'année concernée et du nombre de bureaux de vote ouverts. La somme est fixée, depuis 2006, à 44,73 euros par bureau de vote, plus 0,10 euros par électeur. Par ailleurs, une subvention pour l'achat d'urnes transparentes peut également être versée aux communes à raison d'un montant unitaire de 190 euros. Cependant, de nombreux maires soulignent que cette subvention est bien inférieure aux coûts supportés par la commune pour organiser les deux tours des élections. Leurs témoignages correspondent aux observations du rapport sénatorial de 2015 sur le coût de l'organisation des élections : dans de nombreux cas, le reste à charge des communes pour l'organisation des élections s'élève à près de 85 % du coût total. Le sénateur souhaite donc connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin de mieux prendre en charge le coût de l'organisation des élections. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – Les communes organisent les scrutins dans le cadre de leurs missions exercées au nom de l'Etat. Dès lors, l'article L. 70 du code électoral dispose que « *Les dépenses résultant des assemblées électorales tenues dans les communes sont à la charge de l'Etat* ». Les dépenses concernent l'aménagement, la remise en état des lieux de vote

après le scrutin, l'achat, la mise en place des panneaux d'affichage au début de la campagne électorale, leur enlèvement après l'élection, leur réparation, leur entretien et les frais de manutention hors des heures ouvrables. Ces dépenses sont couvertes par la subvention pour frais d'assemblée électorale (FAE), qui intègre également, depuis 2006, la subvention relative aux isoloirs (articles L. 62 et L. 69 du code électoral). Elle est destinée à compenser forfaitairement les frais supplémentaires supportés par les communes pour l'organisation d'un scrutin. Par ailleurs, les communes peuvent effectivement prétendre à une subvention pour acquisition d'urne répondant aux prescriptions de l'article L. 63 du code électoral à hauteur de 190 euros par urne ainsi qu'à une subvention pour acquisition de machine à voter (L. 69 du code électoral) à hauteur de 400 euros par machine à voter. Le montant de la subvention est fixé par tour de scrutin selon les modalités de calcul suivantes : - 44,73 euros par bureau de vote (70 000 environ en juin 2024) ; - 0,10 euros par électeur inscrit sur les listes arrêtées le jour du scrutin (47,76 M sur liste principale hors Français établis hors de France en juin 2024). Les frais d'assemblée électorale s'élevaient à 15,33 Meuros pour les élections législatives de 2022 (ce qui représente une moyenne de 425,86 euros par commune) et à 7,97 Meuros pour les élections européennes de 2019 (avec une moyenne de 221,46 euros par commune). Pour 2024, ces FAE s'élèvent à 7,92 Meuros pour les élections européennes (tour unique) et 14,82 Meuros pour les élections législatives anticipées (deux tours). Elles ont été mises en paiement au mois de novembre 2024. Par la nature des dépenses qu'ils couvrent, les FAE permettent de répondre à l'essentiel des dépenses matérielles quantifiables engagées par les communes en préparation d'un scrutin, ce qui exclut les dépenses de titre 2, variables en fonction de l'organisation locale. En tout état de cause, une éventuelle évolution ou revalorisation des FAE supposerait de documenter objectivement et de manière concertée entre l'Etat et les communes le niveau moyen de dépenses réalisées par ces dernières en matière d'organisation des élections. Ces dépenses ne sont pas aisément restituables aujourd'hui, ce qui fait obstacle à toute revalorisation unilatérale des frais d'assemblée électorale. Pour les élections de 2024, les FAE ont été calculés dès l'été 2024 et ont été versés au mois de novembre, pour les élections européennes comme pour les élections législatives. Les services de l'Etat ont accordé une attention particulière au prompt versement de cette dépense nécessaire au bon fonctionnement des communes et de la vie démocratique locale.

Manque de places d'examen au permis de conduire en Ille-et-Vilaine et en Bretagne et adressée

1653. – 17 octobre 2024. – **Mme Sylvie Robert** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le manque de places d'examen pour les différentes catégories de permis de conduire, singulièrement celles relevant du groupe lourd (BE, C1, C1E, C, CE, D), dans le département d'Ille-et-Vilaine. Alors que les demandes de formation ne cessent d'augmenter, le nombre de places disponibles pour passer l'examen du permis de conduire du groupe lourd diminue d'année en année. À titre d'illustration, en 2022, pour l'un des centres de formation, sur 849 unités d'examen nécessaires, les services de l'État n'en ont attribué que 749 ; en 2023, la situation s'est aggravée, puisque pour un besoin de 996 unités, seulement 732 places ont été attribuées. Par ailleurs, ces chiffres ne tiennent pas compte des élèves-conducteurs qui auraient échoué à l'une ou l'autre des épreuves. Cette détérioration, provoquée notamment par la pénurie d'inspecteurs du permis de conduire, a un impact très concret : aujourd'hui, près de 1 316 offres d'emploi non pourvues seraient directement liées à l'absence d'acquisition du permis de conduire groupe lourd. De manière analogue, en juin 2023, la région Bretagne a dû mettre en place un plan, sur 3 ans, pour financer la formation des chauffeurs de cars scolaires : 550 postes n'étaient pas pourvus. Autrement dit, le manque de places d'examen au permis de conduire porte préjudice à la fois au tissu économique local et à la qualité des services publics. Cet état de fait n'est plus tenable. Par conséquent, elle lui demande ce que le Gouvernement entend faire pour accroître le nombre de places d'examen au permis de conduire, en particulier celles destinées au groupe lourd, dans le département d'Ille-et-Vilaine et, plus globalement, en Bretagne.

Réponse. – L'adéquation entre l'offre et la demande de places d'examen au permis de conduire est suivie de très près par le Gouvernement. Lors des deux années précédentes, les effectifs d'inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière (IPCSR) ont augmenté de 15 ETP en 2023 et de 38 en 2024, répartis dans les départements les plus concernés par des délais d'attente importants de passage des examens du permis de conduire. En 2024, pour tenir compte au mieux des mobilités professionnelles et des départs en retraite, 50 IPCSR se sont ajoutés aux 38 IPCSR supplémentaires, portant ainsi le total à 88 IPCSR recrutés par voie de concours externe et interne. Leur répartition dans les régions et les départements est établie, afin d'être la plus efficace, en fonction notamment du nombre de formateurs déclaré dans le département, du seuil formateur (nombre d'élèves qu'un formateur peut former par mois), du nombre moyen d'examens dans le département par mois et par IPCSR et du taux de réussite à l'examen dans le département. Le département d'Ille-et-Vilaine a bénéficié de l'affectation d'un des 15 IPCSR

supplémentaires en 2023 et de l'affectation d'un des 38 supplémentaires en 2024. Par ailleurs, un dispositif permet la mise à disposition pour 2 ans de personnels employés de la Poste qui souhaitent faire une mobilité externe, qui ont été sélectionnés en ce sens pour renforcer les départements en tension. Ils ont suivi la même formation que les IPCSR pour les examens du permis de conduire de la catégorie B exclusivement. Le département d'Ille-et-Vilaine a vu l'arrivée en 2024 d'un tel agent et d'un autre en février 2025. Enfin, certains IPCSR retraités qui le souhaitent peuvent continuer à réaliser des examens sous couvert d'une convention conclue avec l'administration. La situation de certains départements peut faire l'objet d'une attention toute particulière de la part de l'administration centrale et des services administratifs du département en charge des examens du permis de conduire, dès lors que des difficultés majeures sont constatées. Tel a été le cas de l'Ille-et-Vilaine, dont l'effectif d'IPCSR sera renforcé en 2025 : 3 postes sont prévus dans ce département pour des lauréats de concours. Les éléments mentionnés plus haut, qui visent à augmenter en général l'offre de places d'examen, favorisent également l'offre de places d'examen poids lourds. Le déploiement dans le département de l'ensemble des ressources humaines (recours aux examinateurs de la Poste, IPCSR retraités et examens supplémentaires) pour le permis B permet de libérer les IPCSR qualifiés pour les examens du groupe lourd, afin de répondre au plus près à la demande

Loyers impayés par la gendarmerie

1690. – 17 octobre 2024. – **M. Bruno Belin** appelle l'attention de **M. le ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics** concernant les loyers impayés par la gendarmerie. Dans plusieurs départements, celle-ci n'est plus en mesure de s'acquitter de ses loyers, mettant en difficulté des centaines de communes qui se sont endettées pour construire les locaux nécessaires à la gendarmerie. Les loyers perçus servent en effet à rembourser les annuités de ces emprunts. Bien que le budget de la gendarmerie nationale (de même que pour la police nationale) ait été augmenté, pour s'établir à 10,4 milliards d'euros en 2024, les communes sont devenues les banquiers de l'État. Quand l'État a besoin de trésorerie, il n'honore pas ses engagements et les communes en font les frais. Cette situation vient s'ajouter à l'existence, pour ce qui concerne le parc domanial de la gendarmerie nationale, d'une « dette grise » de 2,2 milliards d'euros. En effet, depuis plus de dix ans, l'enveloppe budgétaire consacrée aux besoins d'investissement en maintenance est systématiquement inférieure de plus de 50 % à ce qui serait nécessaire. Par conséquent, il interroge le Gouvernement d'une part sur les mesures envisagées pour régler rapidement les loyers dus aux communes, afin d'éviter de les mettre davantage en difficulté et, d'autre part, sur ses intentions en termes d'entretien des casernes domaniales. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – La gendarmerie est entrée en gestion 2024 à la fois dans un contexte budgétaire marqué par une baisse de ses crédits hors-titre 2 inscrits en LFI par rapport à 2023, et dans la perspective de devoir faire face à un engagement hors normes lié à la sécurisation des Jeux Olympiques et paralympiques (JOP). La mobilisation exceptionnelle des forces de gendarmerie s'est confirmée à l'occasion des JOP mais aussi, de manière non planifiée, à l'occasion d'une crise de haute intensité en Nouvelle-Calédonie déclarée en mai dernier, avec un impact budgétaire fort. La situation de la trésorerie du programme de la gendarmerie nationale a imposé de ralentir l'exécution de certaines dépenses tout en maintenant la priorité donnée au financement des activités opérationnelles de façon à maintenir l'engagement des unités de gendarmerie au profit de la sécurité des français. Outre des renoncements sur la quasi-totalité des investissements, il avait été décidé de suspendre temporairement le paiement des loyers dus par la gendarmerie pour les mois de septembre, octobre et novembre. Le report concernait les bailleurs institutionnels métropolitains, à l'exclusion donc des particuliers et des collectivités d'outre-mer. Il s'appliquait indifféremment à l'ensemble des emprises, qu'il s'agisse de locaux de service et techniques ou de logements, la notion même de caserne incluant les deux types de locaux. Une procédure exceptionnelle avait toutefois été mise en place pour permettre la remise en paiement immédiate des échéances dues aux bailleurs les plus exposés ou les plus fragiles qui en exprimaient le besoin. Face à cette situation exceptionnelle, un abondement de crédits supplémentaires au titre d'une loi de fin de gestion a permis de régulariser les loyers retardés, ainsi que les intérêts moratoires correspondants. La mise en oeuvre de cette mesure exceptionnelle a résulté de la conjonction de facteurs défavorables qui se sont cumulés en cours de gestion, et ne sont donc pas appelés à se reproduire.

Apprentissage de la langue française pour les déplacés d'Ukraine

1735. – 17 octobre 2024. – **Mme Nadia Sollogoub** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la question de l'intégration des déplacés ukrainiens, notamment en ce qui concerne l'apprentissage de la langue française. Actuellement, l'apprentissage de la langue se limite au niveau A2, alors que dans d'autres pays européens

comme l'Allemagne, les cours de langue sont dispensés jusqu'au niveau B2. Cette différence de niveau peut avoir un impact significatif sur l'intégration des déplacés d'Ukraine dans la société française. Force est de reconnaître que le niveau A2 de français, bien qu'essentiel pour la communication de base, peut s'avérer insuffisant pour une intégration sociale et professionnelle réussie. En revanche, le niveau B2 offre une maîtrise plus approfondie de la langue, ce qui permettrait aux Ukrainiens, particulièrement ceux qui sont diplômés, de mieux s'intégrer dans la société française, tant sur le plan professionnel que social. Elle souhaite savoir si le Gouvernement envisage de prendre des mesures concrètes pour ajuster la politique linguistique actuelle afin d'offrir aux déplacés d'Ukraine un accès élargi à des cours de français allant au-delà du niveau A2.

Réponse. – La maîtrise de la langue française est un facteur clé de l'intégration et de l'insertion sociale et professionnelle des étrangers en France. C'est pourquoi, dans le cadre du parcours d'intégration républicaine, les étrangers primo-arrivants ayant vocation à se maintenir sur le territoire français bénéficient d'une formation civique, et si nécessaire de formations linguistiques, visant à l'acquisition de la langue française (article L413.3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile). Les bénéficiaires de la protection temporaire ukrainiens ne sont pas éligibles au contrat d'intégration républicaine compte tenu du caractère temporaire de leur autorisation de séjour. Pour autant, le décret n° 2022-726 du 28 avril 2022 relatif à la formation linguistique des bénéficiaires d'une protection temporaire a permis à ces derniers de bénéficier de la formation linguistique prescrite par l'État, visant à l'acquisition de la langue française, mentionnée à l'alinéa 2 de l'article L413-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. Les formations prescrites dans le cadre du parcours d'intégration républicaine sont intégralement financées par l'Etat et dispensées sur l'ensemble du territoire. Elles visent à l'obtention d'un niveau A1 (niveau A2 à compter du 1er janvier 2026 dans le cadre de la mise en oeuvre de l'article 20 de la loi contrôler l'immigration, favoriser l'intégration). Elles ne vont pas jusqu'à l'obtention d'un niveau B2, qui est un niveau supérieur à celui requis pour l'accès à la nationalité française et qui est exigé pour l'entrée à l'université. Peu de pays européens proposent aux bénéficiaires de la protection temporaire comme aux autres étrangers, de tels cours de langue intégralement gratuits. En raison d'un contexte de contraintes budgétaires accrues sur le programme 104 "Intégration et accès à la nationalité française" depuis 2024, l'Office français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) n'est plus en mesure de proposer ces formations linguistiques aux bénéficiaires de la protection temporaire (BPT) ukrainiens. En revanche, les ressortissants ukrainiens bénéficiaires de la protection internationale bénéficient pleinement de l'offre de formation linguistique dispensée dans le cadre du contrat d'intégration républicaine (CIR), compte tenu de leur titre de séjour qui leur permet de s'installer durablement en France. Dans ce cadre et dans le cas où le signataire n'est pas évalué au niveau A1 en plateforme d'accueil de l'OFII, un volume horaire de formation est prescrit en fonction du niveau linguistique et du niveau de scolarisation. En revanche, l'ensemble des ressortissants ukrainiens peuvent bénéficier de cours de langue française dispensés par des associations financées via les appels à projets du BOP 104 "Intégration des étrangers primo-arrivants". Des ateliers socio-linguistiques (ASL) sont proposés dans chaque région. Ils visent le gain en autonomie sociale et permettent de répondre aux besoins de l'apprentissage et de la maîtrise du français, notamment à travers des sorties régulières pour une meilleure immersion linguistique. Cette formation linguistique complémentaire à celle du CIR, à laquelle les ressortissants ukrainiens ont accès, est rendue visible grâce au travail de cartographie nationale développée par le Réseau des Carif-Oref (RCO). Le projet, financé par l'Etat depuis 2016, référence et géo-localise les actions de formation et de certification à destination des étrangers primo-arrivants, dont les ressortissants ukrainiens. Une offre numérique diversifiée est également soutenue par l'Etat depuis fin 2017 (MOOC et applications numériques).

Durée de l'autorisation provisoire de séjour

1737. – 17 octobre 2024. – **Mme Nadia Sollogoub** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la question de la durée des titres de séjour accordés aux Ukrainiens bénéficiant de la protection temporaire en France. Depuis le début de la crise en Ukraine, les déplacés ukrainiens reçoivent des autorisations provisoires de séjour (APS) d'une durée de six mois, renouvelables. Ces renouvellements fréquents représentent à la fois une charge administrative excessive pour les services préfectoraux, mais également un inconfort significatif pour les déplacés ukrainiens qui doivent se soumettre à cette procédure tous les six mois. Cependant, alors que le conflit continue et que de nombreux Ukrainiens demeurent sur le territoire français, le renouvellement régulier de ces autorisations provisoires de séjour représente un défi supplémentaire pour les services de la préfecture, particulièrement en région Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur où la densité de population est élevée. Selon les dernières données disponibles et pour mémoire, 125 000 Ukrainiens ont obtenu la protection temporaire en France, et environ 65 000 restent encore sur le territoire national jusqu'à une date inconnue. Elle souhaite savoir si le

Gouvernement envisage d'allonger la durée des APS à une période de douze mois, ce qui permettrait d'établir des cartes renouvelables, réduirait significativement la charge administrative pour les services préfectoraux et permettrait aux bénéficiaires d'accéder à des emplois en contrat à durée indéterminée.

Réponse. – Ainsi que l'indiquait la Commission européenne dans ses lignes directrices pour la mise en oeuvre de la protection temporaire publiées au JOUE le 21 mars 2022, les Etats membres ont l'unique obligation d'accorder aux bénéficiaires de la protection temporaire (BPT) un titre de séjour couvrant la durée de la protection et « *délivrer des documents ou d'autres pièces justificatives à cette fin* », conformément à ce que prescrit l'article 8 de la direction 2001/55/CE. Aucune autre exigence n'est indiquée, notamment quant à la nature du document de séjour octroyé par les Etats membres. Le droit national a donc pu prévoir un cadre juridique plus précis qui indique que le BPT : « *(...) est mis en possession d'un document provisoire de séjour* » (L. 581-3 du CESEDA) et que ce document est « *une autorisation provisoire de séjour valable six mois* » (R. 581-4 du CESEDA). Elle est renouvelable pendant toute la durée de mise en oeuvre de la protection temporaire. Par ailleurs, la délivrance d'une APS d'une durée de validité de six mois au plus présente plusieurs avantages, dont celui de permettre aux préfectures d'éditer des documents de séjour qui n'ont pas l'obligation de répondre aux exigences du modèle uniforme de titre de séjour posées par le règlement (CE) nº 1030/2022 du Conseil du 13 juin 2002 [1], applicable aux documents de séjour d'une durée de validité supérieure à six mois. Or, le coût et les délais de fabrication d'une carte de séjour répondant aux prescriptions européennes du modèle uniforme induit des coûts et des délais de fabrication qui paraissent incompatibles avec la nécessité de sécuriser rapidement la situation administrative des BPT. La délivrance d'une APS qui est, elle, gratuite et immédiate en préfecture permet très justement de prémunir le BPT d'une éventuelle rupture de droits et de l'interruption de son activité professionnelle le cas échéant. A cet égard, il convient de rappeler que l'APS délivrée aux BPT offre les mêmes droits, y compris celui d'exercer une activité professionnelle, que la carte de séjour temporaire par exemple. Aussi, plus de deux ans après la mise en oeuvre du dispositif, il est manifeste que la population BPT demeure une population mobile, au sein même du territoire français et entre les Etats membres de l'UE. De plus, certains BPT ont définitivement regagné leur pays d'origine. Entre le 4 mars 2022 et le 4 août 2024, 351 472 APS ont été délivrées au titre de la protection temporaire, dont 110 098 primo-délivrances (31%) et 241 374 renouvellements (69%). Néanmoins, parmi ces APS, seules 71 586 (20%) sont en cours de validité au début du mois d'août 2024. Outre le fait que la charge administrative pesant sur les préfectures, qui avait été compensée par des plans de renforts temporaires d'effectifs, s'est réduite, l'obligation qui pèse sur les BPT de présenter une demande de renouvellement d'un document provisoire de séjour permet de continuer à s'assurer de la présence en France de l'étranger et, ainsi, éviter les versements indus de droits sociaux. Enfin, il convient de souligner que les BPT sont autorisés à solliciter le changement de leur statut afin de pouvoir bénéficier d'un titre de séjour plus pérenne dans des conditions assouplies : la condition tenant à la régularité de leur entrée ne leur est pas opposable par exemple. Par ailleurs, la voie de l'asile, inconditionnelle, demeure ouverte. [1] Modifié par Règlement (UE) 2017/1954 du 25 octobre 2017

Difficultés de mise en oeuvre de la défense extérieure contre l'incendie dans les territoires ruraux

1745. – 17 octobre 2024. – **M. Pascal Allizard** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** à propos des difficultés de mise en oeuvre de la défense extérieure contre l'incendie dans les territoires ruraux. Il rappelle que l'application de la réglementation relative à la défense extérieure contre l'incendie entraine des difficultés, notamment financières, dans les communes (ou les établissements publics de coopération intercommunale lorsqu'ils sont compétents) des territoires ruraux qui peinent à installer tous les équipements nécessaires. Les maires étant responsables, lors d'un dépôt de permis de construire, même pour l'adaptation d'une construction déjà existante, le permis doit être refusé si les équipements ne sont pas encore tous installés. Ainsi, aujourd'hui, de nombreux projets de développement ou d'aménagement sont bloqués ce qui contribue à figer les territoires et exaspérer leurs habitants. C'est le cas dans le Calvados. Par conséquent, il souhaite connaitre les mesures envisagées par le Gouvernement pour mieux concilier la défense extérieure contre l'incendie et l'avenir des territoires ruraux, en particulier s'il compte assouplir les règles ou davantage aider les communes.

Réponse. – La défense extérieure contre l'incendie (DECI) a pour objet d'assurer, en fonction des besoins résultant des risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours. Elle est placée sous l'autorité du maire, chargé d'un pouvoir de police administrative spéciale, de l'exécutif des métropoles ou encore du président du groupement de collectivités territoriales dès lors que la compétence de la DECI a été transférée audit groupement. La charge financière consécutive à la création et la gestion des points d'eau incendie

(PEI) dédiés à la DECI est supportée par les collectivités territoriales précitées. Ce principe général comprend toutefois quelques exceptions où cette charge financière peut être reportée sur des tiers. Parmi ces exceptions, figure la législation de l'urbanisme, qui prévoit que les équipements répondant exclusivement aux besoins d'un projet constituent des « *équipements propres* », à la charge du bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme (C. urb., art. L.332-15). A cet égard, conformément à la jurisprudence, les PEI répondant exclusivement aux besoins d'un projet de construction ou d'aménagement sont des équipements propres dont le financement incombe au pétitionnaire (CAA Toulouse, 21 juillet 2022, nº 19TL01099 ; CAA Douai, 2 avril 2020, nº 18DA01553 ; CAA Nantes, 11 octobre 2005, nº 03NT01568). L'article L. 424-1 du code de l'urbanisme prévoit que la délivrance d'une autorisation d'urbanisme par l'autorité compétente peut être assortie de prescriptions. Celles-ci, si elles existent, doivent figurer dans l'arrêté de délivrance de l'autorisation d'urbanisme (article L. 424-3 du même code). Certaines prescriptions sont prévues par les articles R. 111-1 et suivants du code de l'urbanisme notamment pour assurer la sécurité publique et la salubrité publique. Par exemple, le Conseil d'État (26 juin 2019, nº 412429) précise qu'il est possible d'imposer des prescriptions dans un permis de construire pour « *des aménagements supplémentaires envisageables pour réduire les risques relatifs aux incendies de forêt tels que la réalisation de réserves de stockage d'eau, la mise en place d'un dispositif d'arrosage adapté ainsi que le recours à des matériaux et techniques de construction réduisant les risques d'embrasement.* ». Depuis l'évolution de la réglementation entre 2011 et 2015, la DECI ne répond plus à une norme nationale, mais relève d'une approche déconcentrée et décentralisée. Ainsi, le cadre juridique national de la DECI ne fixe aucune valeur de volume ou de débit des points d'eau incendie pas plus qu'il ne fixe de distance entre ces points d'eau. Toutes ces valeurs sont désormais déterminées dans le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) arrêté par le préfet de département après avis du conseil d'administration du SDIS. De manière plus générale sur la DECI, le Gouvernement n'envisage pas la remise en cause des principes fondateurs de cette réforme. Toutefois, des enjeux de mise en oeuvre dans certains territoires, notamment ruraux, ont été relevées et mis en exergue dans plusieurs rapports sénatoriaux ou gouvernementaux. Par instruction du 6 mars 2025, le ministre d'État, ministre de l'intérieur a ainsi demandé aux préfets de département d'arrêter d'ici la fin de l'année un plan d'actions dédié à la défense extérieure contre l'incendie consistant tout d'abord à effectuer un bilan de la mise en oeuvre de cette politique publique et notamment du règlement départemental de DECI. Si ce bilan le révèle nécessaire, les préfets sont invités à adapter et assouplir les règlements départementaux de DECI aux différences de situation pour pleinement mettre en oeuvre les dispositions issues de la réforme 2011-2015 tant dans sa lettre que dans sa philosophie, qui ne consistait pas à passer d'une norme nationale uniforme à une règle départementale tout aussi uniforme. Pour éclairer les préfets dans l'état des lieux de la défense extérieure contre l'incendie dans leur département et d'envisager les adaptations et assouplissements nécessaires de leur règlement départemental, il leur est recommandé de s'appuyer sur une concertation avec l'ensemble des acteurs territoriaux concourant à la DECI et notamment des collectivités territoriales. Cela a pour objectif de permettre aux acteurs territoriaux de trouver en commun des solutions de défense contre le risque incendie réalistes, adaptées, novatrices et efficaces, garantissant la sécurité de nos concitoyens à des coûts acceptables.

Complexités rencontrées par des maires dans l'exercice de leurs responsabilités en matière de défense extérieure contre l'incendie

1747. – 17 octobre 2024. – **M. Pascal Allizard** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** à propos des complexités rencontrées par des maires dans l'exercice de leurs responsabilités en matière de défense extérieure contre l'incendie. Il rappelle que, dans certains cas, alors que le pétitionnaire a prévu dans un projet de création de logements situé sur un terrain dont il n'est pas encore propriétaire l'installation à sa charge d'une réserve incendie, conformément à l'avis du SDIS, le permis de construire sera refusé et l'opération devra être abandonnée. En effet, l'achat du terrain n'a d'intérêt qu'avec une autorisation de construire permettant la réalisation du projet et les travaux de défense extérieure contre l'incendie (DECI) ne peuvent être réalisés par le pétitionnaire tant qu'il n'est pas propriétaire. De plus, le maire ne peut délivrer d'avis favorable sous condition d'engagement écrit du demandeur de réaliser ladite DECI, ni lui imposer une participation pour réalisation d'équipements publics exceptionnels puisque l'article L. 332-8 du code de l'urbanisme ne vise que les installations à caractère industriel, agricole, commercial ou artisanal. Enfin, la commune n'est pas en capacité de prendre à sa charge la DECI que nécessite le projet. Par conséquent, il souhaite savoir quelles solutions s'offrent aux maires qui rencontrent ce type de difficultés sur des projets qu'ils soutiennent et pour lesquels ils souhaiteraient délivrer un avis favorable sous condition au titre de la DECI.

Réponse. – La défense extérieure contre l'incendie (DECI) a pour objet d'assurer, en fonction des besoins résultant des risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours. Elle est placée sous l'autorité du maire, chargé d'un pouvoir de police administrative spéciale, de l'exécutif des métropoles ou encore du président du groupement de collectivités territoriales dès lors que la compétence de la DECI a été transférée audit groupement. La charge financière consécutive à la création et la gestion des points d'eau incendie (PEI) dédiés à la DECI est supportée par les collectivités territoriales précitées. Ce principe général comprend toutefois quelques exceptions où cette charge financière peut être reportée sur des tiers. Parmi ces exceptions figure la législation de l'urbanisme, qui prévoit que les équipements répondant exclusivement aux besoins d'un projet constituent des « *équipements propres* », à la charge du bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme (C. urb., art. L. 332-15). A cet égard, conformément à la jurisprudence, les PEI répondant exclusivement aux besoins d'un projet de construction ou d'aménagement sont des équipements propres dont le financement incombe au pétitionnaire (CAA Toulouse, 21 juillet 2022, n° 19TL01099 ; CAA Douai, 2 avril 2020, n° 18DA01553 ; CAA Nantes, 11 octobre 2005, n° 03NT01568). L'article L. 424-1 du code de l'urbanisme prévoit que c'est l'autorité compétente pour la délivrance de l'autorisation d'urbanisme qui peut l'assortir de prescriptions particulières et adaptées à la situation. Celles-ci, si elles existent, doivent figurer dans l'arrêté de délivrance de l'autorisation d'urbanisme (article L. 424-3 du même code). Certaines prescriptions sont prévues par les articles R. 111-1 et suivants du code de l'urbanisme, notamment pour assurer la sécurité publique et la salubrité publique. Ainsi, l'autorité locale qui délivre l'autorisation peut adapter et assouplir les prescriptions, si elle l'estime nécessaire et selon la situation rencontrée.

Occupations illégales des lieux publics et privés par des communautés de gens du voyage

1768. – 17 octobre 2024. – **Mme Sabine Drexler** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les occupations illégales de lieux publics et privés et les dégradations qui s'en suivent par les gens du voyage (GDV). Dans le Haut-Rhin, et particulièrement dans le territoire des trois frontières, de nombreuses communautés de gens du voyage s'installent de manière illégale sur des terrains privés. Les propriétaires, les élus et les riverains sont tous impuissants face à la recrudescence de ces afflux importants, régulièrement accompagnés de dégradations, nuisances, menaces et incivilités. On recense plus de 300 caravanes présentes, quasiment en permanence sur l'agglomération de Saint-Louis et Huningue. Pourtant les aires d'accueil existent et l'agglomération de Saint-Louis respecte le schéma départemental pour l'accueil des GDV. Mais cela n'empêche malheureusement pas les occupations illicites. Des réflexions sont en cours pour créer de nouvelles aires d'accueil dans ce territoire. Ce qui représenterait un investissement pour les collectivités de l'ordre de 3 à 4 millions d'euros par aire supplémentaire. Mais, malgré cette volonté, ils sont toujours en attente des garanties de l'État que les expulsions des sites illégalement occupés seront systématiquement réprimées. Face à cette impunité, les élus et les populations ressentent et expriment un sentiment d'injustice actuellement à la limite du supportable. La loi n° 2018-957 du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites a certes renforcé les sanctions pénales et un délit d'installation sans autorisation sur le terrain d'autrui est en cours d'expérimentation. Le précédent ministre de l'intérieur a été sollicité par deux sénateurs, Christian Klinger et Sabine Drexler, afin que le département du Haut-Rhin du fait de ses spécificités et du nombre important d'occupation illicites, intègre cette expérimentation. Aussi, elle lui demande quelles sont les mesures qu'il entend mettre en oeuvre pour soutenir les élus et renforcer le respect des modalités d'accueil et d'évacuation systématique des gens du voyage lorsqu'ils occupent illégalement des terrains privés.

Réponse. – Le régime applicable en matière de stationnement des gens du voyage est prévu par la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage. Il établit un équilibre entre, d'une part, la liberté d'aller et venir et d'autre part, le maintien de l'ordre public, et le souci des élus locaux et de nos concitoyens d'éviter des installations illicites susceptibles de porter atteinte au droit de propriété et d'occasionner des troubles à l'ordre public. Les schémas départementaux d'accueil des gens du voyage formalisent l'obligation pour les communes de plus de 5 000 habitants et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de créer, d'aménager et d'entretenir des aires d'accueil réservées aux gens du voyage. Lorsque la commune ou l'EPCI se sont dotés d'aires et terrains conformes à ce schéma, le maire ou le président de cet EPCI peuvent interdire le stationnement des gens du voyage en dehors des aires aménagées et, en cas de violation de cette interdiction, peuvent demander au préfet de département de mettre en demeure les gens du voyage de quitter les lieux. Lorsque cette mise en demeure n'a pas été suivie d'effets, l'évacuation forcée des résidences mobiles peut alors intervenir dans un délai de 24 heures sous réserve de l'absence de recours devant le juge administratif. Le juge administratif doit quant à lui statuer dans les quarante-huit heures. Ces délais garantissent ainsi la mise en oeuvre

rapide d'une décision d'évacuation, même en cas de recours juridictionnel. Enfin, la mise en demeure reste par ailleurs applicable pendant un délai de sept jours et peut donc servir de fondement juridique à une nouvelle mesure d'évacuation forcée lorsque la résidence mobile se retrouve à nouveau en situation de stationnement illicite. Ces outils permettent d'améliorer la réponse administrative à des stationnements illicites, qui peuvent également être sanctionnés pénalement, dès lors que l'article 322-4-1 du code pénal, pleinement applicable sur tout le territoire français, réprime le délit d'installation illicite en réunion sur un terrain communal ou privé et la loi du 7 novembre 2018 ayant augmenté les sanctions correspondantes qui sont désormais d'un an d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende. Enfin, ces dispositions pénales peuvent également servir de cadre à la répression des actes de destruction, dégradation ou détérioration des biens appartenant à autrui commis par les gens du voyage, leur réparation pouvant être recherchée par la constitution de partie civile du propriétaire du terrain dans le cadre de cette procédure. Une action civile en responsabilité du fait personnel peut également être introduite indépendamment de toute procédure pénale, en application de l'article 1240 du code civil, en vue de l'obtention d'une indemnité compensatrice de la dégradation. Attentif aux difficultés rencontrées sur le terrain, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur a décidé de la mise en place d'un groupe de travail associant le ministère de l'intérieur, les associations d'élus locaux et des parlementaires. Ce groupe de travail, piloté par le Ministre François-Noël BUFFET, devra conduire dans les prochaines semaines à l'élaboration d'une nouvelle doctrine d'intervention pour les forces de l'ordre devant permettre de mettre en oeuvre efficacement l'ensemble des outils déjà prévus par la loi. Ce groupe de travail pourra également proposer des dispositions législatives nouvelles afin que l'ordre public soit respecté, que des enquêtes patrimoniales puissent être déclenchées et que les dommages causés soient réparés.

Pacte capacitaire "inondations"

1843. – 17 octobre 2024. – **M. Jean-Yves Roux** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les conclusions et principales recommandations du rapport du Sénat : Défi de l'adaptation des territoires face aux inondations : simplifier l'action, renforcer la solidarité concernant les moyens dont disposent la sécurité civile face aux effets du dérèglement climatique et notamment les inondations. Suite à la multiplication des épisodes de crues durant l'année 2023 et 2024 qui ont mobilisé les moyens matériels et humains des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS), le rapport identifie le besoin de « doublement au niveau national de capacités de pompage lourd, l'achat de pompes puissantes dans chaque zone de défense ainsi que le renforcement de moyens de sauvetage héliporté et de reconnaissance aérienne. Il souligne également la nécessité de la formation d'intervenants spécialisés, ainsi que le déploiement de sapeurs-pompiers dans les territoires surexposés, dans un souci d'interopérabilité des secours. Aussi, le Sénateur des Alpes de Haute-Provence demande à Monsieur le Ministre de l'intérieur s'il entend donner suite aux propositions du rapport parlementaire d'initier un pacte capacitaire « inondations ».

Réponse. – Le Gouvernement a récemment publié son plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC) dans sa 3e version et la sécurité civile a, dès le mois de mars 2023, publié son rapport relatif à « l'adaptation de la sécurité civile face aux défis climatiques à l'horizon 2050 ». Le rapport parlementaire d'information n° 775 intitulé « Le défi de l'adaptation des territoires face aux inondations : simplifier l'action, renforcer la solidarité », déposé le 25 septembre 2024, préconise *via* sa recommandation n° 12 - adapter la sécurité civile au dérèglement climatique : « *la conclusion d'un pacte capacitaire «inondations», qui prévoirait à terme le doublement au niveau national des capacités de pompage lourd, l'achat de pompes puissantes dans chaque zone de défense et de sécurité ainsi que le renforcement des moyens de sauvetage héliporté et de reconnaissance aérienne* ». Le dispositif des pactes capacitaires est décliné, depuis 2023, sur le volet du renforcement de la lutte contre les feux de forêts (FDF), sur l'impulsion et la décision du Président de la République et au titre de la loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur (LOPMI). Les projets liés au volet feux de forêt ont été entérinés en 2023 pour soutenir les services d'incendie et de secours (SIS) dans l'acquisition d'engins, à hauteur de 150 millions d'euros. Ces acquisitions seront échelonnées jusqu'en 2027. Les risques autre que les feux de forêt, dont le risque inondation, ont fait l'objet d'une analyse opérationnelle réalisée par les SIS, sous l'autorité des zones de défense et de sécurité, en vue d'améliorer leur couverture. S'agissant du risque inondation, les projets validés à ce jour sont portés par 7 SIS au sein des zones de défense et de sécurité Île-de-France et Nord. Leur traitement a été priorisé, dans la limite des crédits ouverts sous forme d'autorisations d'engagement (AE) accordées pour le pacte capacitaire en 2024. Au bilan, 30 engins et matériels, pour une valeur de 6,58 millions d'euros (HT), ont été cofinancés par l'Etat selon un taux moyen de 52,5%, soit un concours de l'Etat à hauteur de 3,57 millions d'euros. Ces crédits permettent d'accompagner les SIS 60, 62, 77, 78, 80, 91 et 95 dans l'acquisition de 15 engins ou berces de

matériels destinés au sauvetage (embarcations), de 10 engins ou berces de pompage grande capacité et de 5 engins d'appui (porte-berce). Ces nouveaux engins ont vocation à être mobilisés au bénéfice du territoire qui serait frappé par des évènements climatiques provoquant des inondations. Ainsi, les moyens de la zone Île-de-France pourraient par exemple être projetés dans la zone Nord en cas de nécessité opérationnelle. Pour 2025, plusieurs dossiers d'amélioration de couverture du risque inondation ont été proposés en complément des acquisitions déjà réalisées, mais également en prospective d'acquisition (zone Est, Sud-Est et Guyane). Ils seront étudiés dès le début d'année par les services de la DGSCGC. En outre, les engins acquis par les SIS dans le cadre du pacte capacitaire FDF, notamment les camions citerne feux de forêts « moyen » (CCFM), bénéficient d'une polyvalence d'emploi opérationnelle en matière de franchissement mais également de pompage. Ils sont utilisés en priorité par les SIS pour lutter contre les inondations dans le cadre d'opérations de reconnaissance et parfois de sauvetage. Enfin, des moyens de pompage lourds sont mobilisables au niveau national par les militaires des formations de sécurité civile (FORMISC), en tous points du territoire national.

Sollicitation d'exonération du malus écologique pour les véhicules des comités communaux feux de forêt

1856. – 17 octobre 2024. – **M. Jean-Baptiste Blanc** attire l'attention de **Mme la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques** sur les conséquences significatives de la nouvelle loi sur les malus écologiques, qui est entrée en vigueur le 1er avril 2024, sur l'acquisition de véhicules porteurs d'eau par les comités communaux feux de forêt (CCFF). Ces véhicules, indispensables à la mission de prévention des feux de forêt, sont soumis à un malus écologique de 60 000 euros, doublant presque leur coût d'achat. La loi nº 2023-580 du 10 juillet 2023, visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie, prévoit une exonération du malus pour les réserves communales de sécurité civile (RCSC) mais reste muette concernant les CCFF, pourtant engagés dans des missions similaires. Cette omission crée une impasse juridique et administrative, rendant l'exonération pour les CCFF incertaine. Face à cette situation, il sollicite une clarification urgente afin que les CCFF puissent bénéficier, au même titre que les RCSC, d'une exonération du malus écologique pour leurs véhicules porteurs d'eau. Cette mesure est essentielle pour assurer la continuité de leur engagement vital dans la prévention des feux de forêt, particulièrement dans le Vaucluse qui compte 69 CCFF, plus de 1 100 bénévoles et un parc de plus de 40 véhicules porteurs d'eau. Il souhaite donc connaître la position du Gouvernement sur l'accessibilité à ces véhicules indispensables pour éviter de compromettre la prévention des feux de forêt dans les années à venir. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – Lors de la première lecture de la loi nº 2023-580 du 10 juillet 2023 au Sénat, les CCFF étaient expressément mentionnés comme bénéficiaires, pour leurs missions opérationnelles de prévention, de surveillance et de lutte contre les incendies. En revanche, les réserves communales de sécurité civile (RCSC), qui disposent d'une assise législative, n'étaient pas mentionnées comme bénéficiaires de l'exonération. La commission des lois de l'Assemblée nationale, à l'initiative du rapporteur pour avis, a adopté les amendements nº 323 et nº 324, de coordination et de nature rédactionnelle, aux termes desquels les RCSC, relevant des articles L. 724 1 à L. 724 13 du code de la sécurité intérieure, ont été substituées aux CCFF dans la version définitive de la loi. Cette modification rédactionnelle a eu pour objet de préciser le champ des bénéficiaires. En effet, la RCSC a pour but de rassembler des bénévoles oeuvrant pour la prévention des risques majeurs, dans le cadre des pouvoirs communaux du maire et sous son autorité. Elle peut abriter un CCFF qui deviendra alors la cellule "Feux de forêts" de la première. De nombreuses communes ont ainsi opté pour la mise en place d'une RCSC en s'appuyant sur leur CCFF existant. La RCSC peut donc comprendre deux sections : la partie "feux de forêts"(CCFF) et la partie"autres risques" : inondation, épisode neigeux de forte importance, séisme. Il revient donc à chaque maire de décider de créer une RCSC, qui permet de mutualiser les moyens et d'avoir des attributions plus larges en matière de sécurité civile. Ainsi, conformément aux articles L. 421-70-1 et L. 421-81-1 du code des impositions sur les biens et services, les RCSC, qui peuvent comprendre une cellule feux de forêts (par l'intégration en leur sein du CCFF de la commune concernée), peuvent solliciter l'exonération du malus. La RCSC concernée pourra donc acquérir des véhicules, affectés à la cellule feux de forêts (CCFF) qui lui est rattachée, et déposer une demande de remboursement du malus.

Occupation illégale de terrains par les gens du voyage

1891. – 17 octobre 2024. – **Mme Catherine Belrhiti** interroge **M. le ministre de l'intérieur** concernant l'occupation illégale de terrains, qu'ils soient publics ou privés, par les gens du voyage, ainsi que les difficultés

rencontrées par les autorités locales pour procéder à une expulsion rapide de ces installations illégales Ce problème persiste et pose de sérieux défis aux collectivités territoriales, en particulier en Moselle, lesquelles se trouvent non seulement dans l'incapacité d'agir rapidement, mais aussi contraintes de supporter les frais liés aux dégradations ainsi qu'aux raccordements illégaux aux réseaux d'eau et d'électricité qu'engendrent ces occupations. Ces charges étant souvent, voire systématiquement, répercutées sur les propriétaires des terrains occupés. En effet, l'actuelle procédure d'expulsion des installations illégales se révèle non seulement lente et compliquée, mais elle ne permet pas aux autorités de répondre efficacement à ces situations d'urgence. Les collectivités locales sont ainsi démunies face à des occupations prolongées, ce qui porte atteinte aux droits des propriétaires et crée des désagréments pour l'ensemble des administrés. Par ailleurs, un texte d'initiative parlementaire va dans le sens de l'affermissement de l'arsenal législatif afin d'enrayer cette situation. Madame la Sénatrice souhaite par conséquent savoir si dans le même temps le Gouvernement envisage de soutenir la proposition de loi visant à renforcer les moyens municipaux d'accueil des gens du voyage, déposée au Sénat par le Sénateur Patrick CHAIZE et actuellement à l'étude à l'Assemblée nationale. Dans l'attente des avancées législatives sur ce sujet, elle aimerait également savoir quelles mesures le Gouvernement compte prendre de manière urgente et immédiate pour simplifier la procédure d'expulsion des logements itinérants installés illégalement ; alertant sur le fait qu'une intervention plus rapide des autorités est nécessaire pour remplacer la procédure habituelle classique, bien trop longue et coûteuse, tout en veillant à la protection des droits des propriétaires et des collectivités. Enfin, Madame la Sénatrice souhaite connaître les mesures envisagées par le Gouvernement pour obliger les occupants illégaux de terrains à s'acquitter des frais d'eau et d'électricité liés aux branchements non autorisés, et plus largement aux dégradations occasionnées, afin d'éviter que ces charges ne pèsent injustement sur les propriétaires des terrains concernés. Avec tous ces éléments, Madame BELRHITI souhaite enfin obtenir des éclaircissements sur les intentions du Gouvernement concernant ces situations, ainsi que sur les actions envisagées pour y remédier dans les meilleurs délais. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – Le régime applicable en matière de stationnement des gens du voyage est prévu par la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage. Il établit un équilibre entre la liberté d'aller et venir, et le souci des élus locaux et de nos concitoyens d'éviter des installations illicites portant atteinte au droit de propriété et occassionnant des troubles à l'ordre public. Les schémas départementaux d'accueil des gens du voyage formalisent l'obligation pour les communes de plus de 5 000 habitants et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de créer, d'aménager et d'entretenir des aires d'accueil réservées aux gens du voyage. Lorsque la commune ou l'EPCI se sont dotés d'aires et terrains conformes à ce schéma, le maire ou le président de cet EPCI peuvent interdire le stationnement des gens du voyage en dehors des aires aménagées et, en cas de violation de cette interdiction, demander au préfet de département de mettre en demeure les gens du voyage de quitter les lieux. Lorsque cette mise en demeure n'a pas été suivie d'effet, l'évacuation forcée des résidences mobiles peut alors intervenir dans un délai de 24 heures, sous réserve de l'absence de recours devant le juge administratif. Le juge administratif doit quant à lui statuer dans les quarante-huit heures. Ces délais garantissent la mise en oeuvre rapide d'une décision d'évacuation, même en cas de recours juridictionnel, alors que la suppression d'un tel recours serait susceptible de porter atteinte à certains principes à valeur constitutionnelle, et notamment au droit au recours effectif, que la jurisprudence du Conseil constitutionnel rattache à l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Enfin, la mise en demeure reste par ailleurs applicable pendant un délai de sept jours et peut donc servir de fondement juridique à une nouvelle mesure d'évacuation forcée lorsque la résidence mobile se retrouve à nouveau en situation de stationnement illicite. Ces outils permettent donc d'améliorer la réponse administrative à des stationnements illicites, qui peuvent également être sanctionnés pénalement, l'article 322-4-1 du code pénal réprimant le délit d'installation illicite en réunion sur un terrain communal ou privé et la loi du 7 novembre 2018 ayant augmenté les sanctions correspondantes qui sont désormais d'un an d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende. Enfin, ces dispositions pénales peuvent également servir de cadre à la répression des actes de destruction, dégradation ou détérioration des biens appartenant à autrui commis par les gens du voyage, leur réparation pouvant être recherchée par la constitution de partie civile du propriétaire du terrain dans le cadre de cette procédure. Une action civile en responsabilité du fait personnel peut également être introduite indépendamment de toute procédure pénale, en application de l'article 1240 du code civil, en vue de l'obtention d'une indemnité compensatrice de la dégradation. Par ailleurs, il convient de rappeler que lors de l'installation d'un groupe sur une aire d'accueil, la collectivité peut imposer un dépôt de garantie, lequel pourra être conservé pour faire face aux frais de réparation d'éventuelles dégradations. Si la réglementation prévoit déjà des sanctions pénales et permet de faire supporter le coût des dégradations par les auteurs de ces dernières, le Gouvernement est sensible aux difficultés pratiques d'application rencontrées sur le terrain. Ainsi, le ministre d'État, ministre de l'intérieur a décidé de la mise en place d'un groupe de travail

associant le ministère de l'intérieur, les associations d'élus locaux et des parlementaires. Ce groupe de travail conduit actuellement des réflexions pour élaborer une nouvelle doctrine d'intervention pour les forces de l'ordre devant permettre de mettre en oeuvre efficacement l'ensemble des outils déjà prévus par la loi. Ce groupe de travail doit également proposer des dispositions législatives nouvelles, s'inspirant ou reprenant le cas échéant des pistes émises dans le cadre de propositions de lois déjà déposées, afin que l'ordre public soit respecté, que des enquêtes patrimoniales soient déclenchées, et que les dommages soient évités, ou alors réparés.

Protection de nos églises

1930. – 24 octobre 2024. – **M. Édouard Courtial** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la sécurité et la protection de nos églises. Faute de mesures préventives suffisamment et singulièrement efficaces, les actes de vandalisme à l'encontre de nos églises se poursuivent. L'incendie criminelle de l'église de l'Immaculée-Conception à Saint Omer, dans la nuit du 1er et 2 septembre, la destruction de statues religieuses dans l'église Sacré-Coeur de Nice, le vendredi 6 septembre, ainsi que l'incendie et les dommages causés à l'intérieur de l'église Saint-Hilaire-Le-Grand à Poitiers, le jeudi 3 octobre, se posent comme les figures récentes de ces drames incessants et intolérables dont est victime notre patrimoine religieux, en métropole comme en outre-mer. Pour rappel, depuis le début de l'année 2024, 14 incendies volontaires d'églises ont été recensés, un chiffre en hausse par rapport à 2023. Les églises sont les vestiges de notre histoire commune et constituent, pour partie, l'âme de la France. Leur protection s'impose comme un impératif qui doit conduire à la mobilisation de moyens conséquents, alors même qu'elles sont bien souvent le coeur du patrimoine de nos communes rurales. Il lui demande, ainsi, de bien vouloir lui indiquer les mesures qu'il compte prendre afin de lutter contre la recrudescence de ces actes de vandalisme à l'encontre de nos églises

Réponse. – L'article 1er de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat dispose que « *la République assure la liberté de conscience* » et « *garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions éditées ci-après dans le respect de l'ordre public* ». Les actes antireligieux touchent aux fondements de notre démocratie que sont la liberté de conscience, de culte et tout simplement de respect des personnes. La sécurité permet l'exercice plein de ces libertés. Par ailleurs, les actes antichrétiens concernent majoritairement des atteintes aux biens, et sont à mettre en relation avec l'importance du patrimoine chrétien. Les chiffres communiqués par la Direction nationale du renseignement territorial (DNRT) sont relativement stables depuis 2015. Concentrés sur les édifices et cimetières, les faits recensés sont à 90 % des atteintes aux biens. Une part significative de ces actes est davantage de nature crapuleuse (vols, dégradation sans motif…) qu'antireligieuse. Des actes malveillants sont néanmoins régulièrement relevés, à commencer par les incendies criminels d'église. Les actes antichrétiens concernent les différentes dénominations chrétiennes (catholiques, protestants et orthodoxes) et représentent, en 2024, 31 % de la totalité des faits antireligieux recensés, un niveau identique à l'année 2023. En 2024, 770 faits antichrétiens ont été recensés. Ce total représente une baisse de 10 % par rapport à 2023. Il s'agit principalement de dégradations (274 faits) et de vols dans les lieux de culte (288 faits). Les incendies ou tentatives d'incendie ont augmenté par rapport à 2023 : 50 faits contre 38 l'année précédente. Face à ce constat, la mobilisation du ministère de l'intérieur est totale. Cette sécurisation est le fait de la mobilisation de la police nationale et de la gendarmerie nationale, sous l'égide des préfectures, qui, dans la cadre des instructions permanentes du ministère de l'Intérieur, mettent en place des dispositifs spécifiques. Ils s'articulent autour de deux volets : un volet prévention/partenarial et un volet opérationnel. En matière de prévention, les responsables des lieux de culte peuvent bénéficier des conseils des référents sûreté de la police et de la gendarmerie nationales en matière de prévention situationnelle : sécurisation des abords et de l'accès au lieu de culte, la vidéoprotection, les bons réflexes, etc. Les missions du référent sûreté s'inscrivent dans le cadre de la démarche de prévention de la délinquance de la gendarmerie et de la police. Par ailleurs, la mission de sécurité des lieux de cultes et de lutte contre les actes antireligieux a été renforcée par un pilotage du ministère de l'Intérieur qui se traduit par des rencontres régulières réunissant les représentants de la communauté chrétienne et les forces de sécurité intérieure pour s'assurer de la bonne prise en compte des enjeux de sécurisation des lieux de culte. Conscient de l'importance de sensibiliser les cultes aux enjeux de sécurité, le ministère de l'Intérieur a également conçu un module de sensibilisation destiné aux acteurs locaux des cultes (ministres des cultes, président d'association cultuelle…) déployé dans les territoires par les préfets et dispensé par les services de police et de gendarmerie. Le volet opérationnel consiste en la mise en place de dispositifs de sécurisation, en lien avec les responsables de lieux de culte, les élus, les polices municipales et les militaires de l'opération Sentinelle, au moyen de rondes, de patrouilles et de points fixes aux abords des sites les plus sensibles/exposés, principalement lors des célébrations religieuses. Ces dispositifs sont renforcés et étendus pendant les principales fêtes religieuses et adaptés au contexte local et aux échanges établis entre force de sécurité intérieure

et responsables des lieux de culte. Le ministère de l'Intérieur finance par ailleurs depuis plusieurs années par le programme K du Fonds interministériel de prévention de la délinquance, la protection de lieux de culte qui bénéficie à l'ensemble des cultes. Enfin sur le volet répressif, le droit pénal français (article 322-3-1 du code pénal) réprime les actes de vandalisme ou de profanation des cimetières et des lieux de culte, qui constituent une atteinte au respect dû aux personnes décédées ou à la liberté de culte.

Rodéos urbains

1965. – 24 octobre 2024. – **M. Jean-François Longeot** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la problématique des rodéos urbains. En effet, les rodéos urbains sont un véritable fléau pour la sécurité et la tranquillité publique qui soulève de nombreuses inquiétudes parmi nos concitoyens. Ces actions illégales mettent en danger la vie des riverains, des usagers de la voie publique et des forces de l'ordre elles-mêmes. Il est inadmissible que, malgré les interventions des forces de l'ordre, les délinquants soient souvent relâchés, laissant place à des jugements et condamnations hypothétiques et différés, ce qui nuit à l'image de l'efficacité de notre système judiciaire. La doctrine d'intervention actuelle, qui impose de relâcher les individus interpellés sans garantie immédiate de sanction, contribue à renforcer le sentiment d'impunité et alimente une glorification de ces actes dans l'opinion publique. Dans ce contexte, il lui demande de lui préciser les mesures concrètes que le Gouvernement entend prendre pour permettre une action plus ferme, rapide et dissuasive des forces de l'ordre et des autorités judiciaires face à ces délinquants. Aussi, il lui demande s'il ne serait pas opportun de revoir l'ensemble des protocoles d'intervention pour offrir aux forces de sécurité des outils juridiques et techniques mieux adaptés à la gravité de ce phénomène.

Réponse. – Le respect de la tranquillité publique et la lutte contre les nuisances et incivilités qui suscitent l'exaspération de nos concitoyens sont au coeur de la politique de sécurité qui est menée par le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, et qui fait du respect de l'ordre public une priorité absolue. Les plans départementaux de restauration de la sécurité du quotidien élaborés dans l'ensemble des départements, sont un vecteur majeur de cette reconquête républicaine. S'agissant des rodéos motorisés, ils constituent une préoccupation aussi bien sur le plan de l'ordre public qu'en matière de sécurité des usagers de la route et de l'espace public. Au-delà des enjeux de sécurité routière, ce phénomène est en effet un facteur d'incivilités et de nuisances sonores. Plus largement, il nourrit le sentiment d'insécurité, d'abandon et d'impuissance de l'État ressenti par une partie de la population. Le cadre juridique applicable à la lutte contre les rodéos motorisés a été enrichi ces dernières années, notamment par la loi du 26 mai 2008 relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés, par la loi du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les rodéos motorisés et par la loi du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure. Ces évolutions législatives permettent désormais de détruire plus rapidement les véhicules ayant servi à commettre les rodéos et de mieux identifier les auteurs des infractions en renforçant les obligations de déclaration des engins motorisés non-soumis à l'obligation d'immatriculation. Elles permettent également de procéder directement à la mise en fourrière, en cas de mise en circulation d'un véhicule n'ayant pas fait l'objet d'une réception, ou en cas d'utilisation de certains dispositifs ou équipements non homologués. Ces évolutions législatives se sont, surtout, traduites par la création d'un délit spécifique puni d'un an d'emprisonnement, de 15 000 euros d'amende (et plus en cas de circonstances aggravantes) et de plusieurs peines complémentaires, ainsi que prévu par les articles L. 236 et suivants du code de la route. Ce délit nécessite néanmoins la constatation d'une répétition volontaire de manoeuvres dangereuses dans la conduite d'un véhicule motorisé. Aussi, afin de faciliter la répression des comportements dangereux, une contravention de 3ème classe a été créée le 12 juin 2024, réprimant une position ou manoeuvre acrobatique ou non conforme aux conditions normales d'utilisation (art R.412-6-4 du code de la route). La lutte contre ce fléau s'intègre aux stratégies de partenariat et de réappropriation de la voie publique qui sont au coeur de la restauration de la sécurité du quotidien engagée. Les forces de l'ordre sont donc mobilisées pour contrer ces comportements et éviter les incidents graves. Des instructions ministérielles sont régulièrement adressées aux services déconcentrés pour appeler préfets et forces de police et de gendarmerie à la mobilisation, notamment en période de météorologie favorable. Dans le cadre des partenariats avec les élus, la gendarmerie nationale et la police nationale conseillent les acteurs locaux sur les mesures et les moyens réglementaires à leur disposition : développer la vidéoprotection, adapter la configuration urbaine pour limiter ces phénomènes, etc. La gendarmerie utilise notamment les possibilités offertes par l'application Gend'Elus ou par l'intervention de référents sûreté. Des actions de prévention et de sensibilisation sont également menées par les forces de l'ordre, en lien avec les associations locales, par exemple par les centres de loisirs des jeunes (CLJ) de la police nationale. En partenariat avec les acteurs locaux (polices municipales, bailleurs sociaux, etc.) et en lien étroit avec les parquets, les policiers et gendarmes agissent en

prévention et en anticipation comme en judiciaire. Des opérations de voie publique sont menées, à visée dissuasive et aux fins d'interpellations en flagrant délit : opérations de contrôle dans les parties communes d'immeubles d'habitation, identification préventive des lieux de stockage des engins, opérations de surveillance et de contrôle dans les secteurs les plus touchés en associant la police municipale, etc. Cette action préventive est complétée en amont des *runs* et rodéos par une recherche active du renseignement. A ce titre, la veille des réseaux sociaux utilisés pour annoncer l'évènement et réunir les participants permet d'anticiper ces manifestations pour, préventivement, essayer d'en empêcher la tenue, le plus souvent à l'appui d'un arrêté préfectoral d'interdiction de rassemblement sur la voie publique. Il est également possible pour des tiers d'effectuer un signalement anonyme via l'application « Ma Sécurité », guichet unique des forces de l'ordre et accessible dans tous les départements, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Par un appel au « 17 », les témoins peuvent aussi informer les autorités d'un *run* en cours ou communiquer tous les renseignements utiles (horaires, description des engins, lieux de dépôt, description des auteurs, etc.) relatifs à des phénomènes récurrents. Ces informations permettent aux forces de l'ordre soit de dissuader en amont, soit d'intervenir pour mettre fin au rodéo, soit d'apporter des preuves utiles aux enquêtes en cours et d'organiser des opérations de prévention ciblées, en lien avec les autorités locales. Sur le plan répressif, et au-delà des interpellations en flagrance, les forces de l'ordre s'appuient sur tous les moyens utiles (recours à la vidéoprotection, police technique et scientifique, recueils de témoignages, etc.) pour diligenter des enquêtes d'initiative aux fins d'identification des auteurs et de confiscation des engins. Par ailleurs, dans le cadre de sa stratégie de renforcement de l'ordre public et de lutte résolue contre les comportements délinquants, le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, a exprimé sa volonté de systématiser les dispositifs de poursuite et d'interception des véhicules dont les conducteurs refusent d'obtempérer, en particulier dans les situations de rodéos motorisés. Ce type d'intervention constitue une opération de police à haut risque, marquée par une forte complexité opérationnelle et susceptible de mettre en danger tant les usagers de la voie publique que les forces de l'ordre elles-mêmes. Dès lors, l'engagement d'une poursuite doit être précédé d'une évaluation circonstanciée, fondée sur une analyse fine des enjeux en matière de sécurité, prenant en compte l'environnement de l'opération et les risques encourus. Lorsqu'une poursuite est engagée, elle doit se conformer strictement aux protocoles définis par voie d'instruction ministérielle. Ces instructions encadrent de manière précise les conditions de recours à la poursuite et à l'interception, définissent les modalités d'intervention des services de police et de gendarmerie, et imposent une application rigoureuse des principes de proportionnalité, de nécessité et de sécurité. Elles visent aussi, en toutes circonstances, à préserver l'intégrité physique des agents intervenant, des personnes poursuivies et des tiers, tout en assurant une réponse efficace et maitrisée face aux refus d'obtempérer. Les résultats obtenus témoignent de l'implication des forces de l'ordre. En 2024, les services de la police nationale ont mené plus de 29 000 opérations de lutte contre les rodéos, saisi plus de 2 400 engins motorisés et procédé à plus de 33 000 verbalisations. Au cours de l'année 2024, leur action a également permis l'interpellation de plus de 3 400 individus et le placement en garde à vue de plus de 1 300. Sur la même période, les unités de la gendarmerie nationale ont réalisé 12 700 opérations de lutte contre les rodéos, saisi 300 engins motorisés et effectué 1 750 verbalisations. Au sein de l'agglomération parisienne, les services de la préfecture de police ont mené, en 2024, 2 112 opérations de lutte contre les rodéos, saisi 425 engins motorisés et dressé 81 verbalisations. En dépit toutefois de cette mobilisation et du renforcement du cadre juridique, les rodéos urbains demeurent un sujet de préoccupation, altérant les conditions de vie au quotidien des habitants de bien des quartiers. Le droit ne suffit pas : obtenir des résultats dans la durée implique davantage de fermeté dans la réponse des pouvoirs publics et, plus largement, davantage de respect de l'autorité. La mise en oeuvre, dans l'ensemble des départements, de plans d'action départementaux de restauration de la sécurité du quotidien devrait apporter de nouvelles réponses, avec, en particulier, une présence accrue des policiers et des gendarmes sur la voie publique, qui permettra de réprimer plus activement cette délinquance. Dans ce domaine comme dans d'autres, l'implication des polices municipales est indispensable, notamment pour garantir une présence forte et dissuasive sur la voie publique. Concernant la politique pénale relative au traitement de ces auteurs, y compris en amont d'un jugement, elle relève exclusivement du ministère de la justice.

Remise en cause du modèle français de secours.

1983. – 24 octobre 2024. – **M. Daniel Gremillet** interroge **M. le ministre de l'intérieur** sur la remise en cause du modèle français de secours. Le volontariat français est en danger. En outre, le comité européen des droits sociaux a conclu, à l'unanimité, en février 2023, à la violation de la charte sociale européenne. Sa décision arrête trois violations. Précisément, son article 1er, paragraphe 2 en raison de la différence de traitement discriminatoire en matière de rémunération entre les sapeurs-pompiers volontaires (SPV) et les sapeurs-pompiers professionnels ; son article 2, paragraphe 1 en raison de la non prise en compte de la totalité du temps de travail des sapeurs-

pompiers volontaires, son article 7, paragraphe 2 compte tenu du fait que l'implication des jeunes des SPV dans les opérations de lutte contre les incendies n'est pas strictement nécessaire à leur formation professionnelle et que les mesures prises pour protéger la sécurité et la protection de la santé de ces adolescents sont insuffisants. Cette décision, en assimilant les SPV à des « travailleurs » et en considérant qu'ils sont victimes d'un traitement discriminatoire en matière d'indemnisation et de temps de travail et en condamnant l'implication des sapeurs-pompiers âgés de 16 à 18 ans dans les opérations de lutte contre l'incendie, remet en cause le modèle français de secours. Au-delà, c'est la pérennité du volontariat et la qualité du système de secours, l'engagement citoyen mais aussi la résilience des territoires face aux nouveaux défis climatiques notamment qui sont remis en cause. Ce sont, aussi, toutes les formes d'engagement citoyen qui s'en trouvent ébranlées. À l'occasion d'un litige sur le droit, ou non, d'accueillir des mineurs dans les sapeurs-pompiers volontaires, le Conseil d'État, dans sa décision du 19 avril 2022, a précisé la valeur, en droit français, de toute une série de normes internationales relatives à l'enfance ou au travail. Il a posé que l'engagement de mineurs âgés de plus de 16 ans comme sapeurs-pompiers volontaires n'attentait ni au préambule de la Constitution de 1946, ni au droit international ou européen en ce domaine. Au-delà du cas des jeunes soldats du feu, la Haute Assemblée, à cette occasion, a posé que toute une série de normes internationales étaient dépourvues d'effet direct en droit français en ces domaines. Il demande au Gouvernement de bien vouloir lui indiquer quelles sont ses intentions visant à pérenniser et à développer le volontariat dans les services d'incendies et de secours. Il s'agit de continuer à garantir une réponse opérationnelle efficace et peu coûteuse à travers, également, une bonification retraite en reconnaissance de l'engagement altruiste des SPV.

Remise en cause du modèle français de volontariat des sapeurs-pompiers

2047. – 31 octobre 2024. – **Mme Alexandra Borchio Fontimp** alerte **M. le ministre de l'intérieur** sur la menace qui pèse sur le volontariat des sapeurs-pompiers. À l'image des Alpes du Sud qui comptent près de 95% de sapeurs-pompiers volontaires, le territoire national est un vivier important de personnes souhaitant s'engager dans une démarche citoyenne et altruiste. Véritable fierté, ce constat est pourtant ignoré par l'Union européenne (UE). Une nouvelle fois, cette dernière impose des normes pleinement déconnectées des territoires français. En effet, le modèle de volontariat est remis en cause au fondement de l'application de la directive européenne sur le temps de travail (DDTE 2003-88-CE). Suite à la décision du Comité européen des droits sociaux en date du 14 février 2024, le rapport de l'inspection générale de l'administration et de l'inspection générale de la sécurité civile sur l'activité des sapeurs-pompiers volontaires a été présenté le 19 février 2024. Il est ainsi préconisé de mettre fin aux gardes ainsi qu'aux astreintes de ces soldats du feu citoyens. Si ces conclusions étaient appliquées, cela reviendrait à les mettre en disponibilité permanente. Plusieurs conséquences émergeraient dont la plus importante est sûrement le rallongement des délais d'intervention. Ce rapport vient ainsi casser les logiques d'engagement citoyen mais aussi de résilience des territoires face aux nouveaux défis, notamment climatique. A l'instar de la crise des agriculteurs traversée, il demeure important de poser le principe que la France ne doit pas appliquer aveuglement des normes européennes irrationnelles mais que l'UE doit s'adapter à la singularité de ses territoires. Qui plus est, cela entraînerait des conséquences pratiques comme la révision des règlements départementaux opérationnels. Aussi, l'adoption de la résolution européenne visant à reconnaître la spécificité de l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à renforcer le dispositif européen de protection civile le 26 juillet 2024 invite la Commission européenne à présenter rapidement une directive spécifique à l'engagement citoyen bénévole et volontaire en protection civile pour justement éviter la remise en cause du bon fonctionnement des secours d'urgence. L'engagement citoyen est la condition sine qua non d'une société solidaire et tournée vers l'intérêt général d'un pays uni. Alors que les vocations ne cessent d'être fragilisées par des décisions politiques parfois illogiques, l'introduction d'une telle menace du modèle de volontariat des sapeurs-pompiers est une atteinte supplémentaire au développement d'un esprit civique solide et pérenne. Enfin, un autre effet contre-productif peut être identifié. La professionnalisation du métier pourrait faire perdre des effectifs pourtant essentiels et obligerait à exclure le secours d'urgence aux personnes du champ d'intervention des sapeurs-pompiers. Engagés pour porter secours à autrui, ces interventions représentent 4,5 millions sur les 4,9 millions totales. Lors du 130e congrès national des sapeurs-pompiers de France, le Premier Ministre a affirmé sa volonté de garantir un modèle protecteur du volontariat et a confirmé sa détermination à défendre les intérêts des sapeurs-pompiers volontaires auprès des instances européennes. Aussi, Madame la Sénatrice souhaite connaitre les prochaines échéances sur ce dossier.

Réponse. – Le comité européen des droits sociaux, organe de suivi de la charte sociale européenne chargé de se prononcer sur la conformité de la situation dans les États parties à cette convention, a effectivement rendu le 14 février dernier une décision, en réponse à une organisation syndicale, qui traite de la situation des sapeurs-

pompiers volontaires français, et émis des recommandations, adoptées le 10 juillet dernier par le comité des ministres du conseil de l'Europe. Ces recommandations n'ont pas la même portée juridique que les règlements et directives adoptées par l'Union européenne. Par leur engagement au service de nos concitoyens, les sapeurs-pompiers volontaires occupent une place centrale dans notre modèle de sécurité civile. Aussi, depuis de nombreuses années et quelles que furent les majorités, le Gouvernement et le Parlement ont veillé à mettre en place des mesures destinées à conforter la spécificité des sapeurs-pompiers volontaires, en insistant sur le fait que cet engagement ne pouvait être assimilé à celui d'un travailleur. Une mission a été confiée à l'inspection générale de l'administration (IGA) en 2023, afin de dresser un diagnostic et proposer des recommandations permettant d'assurer la pérennité du modèle de sécurité civile français et de consolider les modalités d'engagement des sapeurs-pompiers volontaires. Cette mission a pris le soin de se rendre sur le terrain pour s'assurer auprès d'élus, notamment des présidents de conseils d'administration, sur la base de données collationnées auprès des services d'incendie et de secours eux-mêmes, de la réalité des situations locales. Le rapport qui en résulte ouvre des perspectives sur le management des sapeurs-pompiers volontaires et leurs attentes ainsi qu'une analyse objectivée de leur activité. Il met par ailleurs en évidence la situation de vulnérabilité de certains services d'incendie et de secours au regard de leurs pratiques. Si la mission conclut que le volontariat n'est pas, en tant que tel, soumis aux règles européennes régissant le temps de travail, des mesures seront à prendre pour éloigner ce risque de qualification des sapeurs-pompiers volontaires comme travailleurs au sens du droit européen. C'est donc bien dans l'esprit de soustraire les sapeurs-pompiers volontaires français à l'application des dispositions de la directive européenne sur le temps de travail que les travaux à venir continueront d'être menés. Les préconisations portées par le rapport de l'IGA appellent des travaux qui font l'objet d'une concertation approfondie avec l'ensemble des acteurs représentant les sapeurs-pompiers. Le « Beauvau de la sécurité civile » en cours, permettant à chacun d'être associé à la réflexion sur l'avenir de la sécurité civile en France, est l'occasion de conforter notre modèle de volontariat en intégrant cette dimension européenne. Ces travaux poursuivent un objectif : traiter les fragilités auxquelles exposent certaines pratiques, pour permettre à la France de continuer à bénéficier de l'apport indispensable de l'engagement citoyen des sapeurs-pompiers volontaires.

Coût pour les communes des panneaux d'affichage électoraux

1996. – 24 octobre 2024. – **Mme Brigitte Devésa** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le coût que représente, pour les communes, l'installation des panneaux d'affichage électoraux. Lors de chaque élection, toutes les communes de France sont tenues d'installer des panneaux d'affichage électoraux. Ceux-ci doivent permettre l'apposition des affiches électorales pour chaque candidat. Cette exigence, nécessaire au bon déroulement du processus électoral, peut néanmoins tourner au casse-tête pour les communes, en particulier lors des élections européennes. En effet, vingt-quatre listes étaient candidates lors des élections européennes de 2014, et trente-quatre lors de celles de 2019. Pour celles de 2024, à nouveau, une trentaine de listes seront candidates. Pour permettre à chacune de ces listes d'apposer ses affiches, les communes sont donc dans l'obligation de faire l'acquisition d'un grand nombre de panneaux d'affichage électoraux. Le problème est aggravé par les dimensions des affiches électorales, telles que fixées par l'article R. 27 du code électoral : 841 millimètres de hauteur pour 594 millimètres de largeur. Ces dimensions ne permettent, la plupart du temps, d'apposer que deux affiches par panneau, ce qui multiplie le nombre de panneaux qui doivent être installés. De plus, les panneaux d'affichage doivent être exposés, a minima, à l'entrée de chaque bureau de vote, ce qui multiplie encore leur nombre. L'acquisition de ces panneaux, dont le prix individuel peut atteindre 250 euros l'unité, représente donc une charge pour les communes, et en particulier pour les plus petites. Or, beaucoup de listes candidates aux élections européennes choisissant in fine de ne pas apposer d'affiches, cela représente de l'argent public dépensé en pure perte. Un changement règlementaire permettrait pourtant de réaliser des économies significatives. Il serait par exemple possible de diviser par deux la taille des affiches électorales prévue à l'article R. 27 du code électoral, afin de diminuer de moitié le nombre de panneaux que les communes doivent acheter. Elle demande donc quels sont les changements réglementaires envisagés par le Gouvernement afin de diminuer le coût que représente, pour les communes, l'acquisition des panneaux d'affichage électoraux.

Réponse. – L'article 2 de la loi n° 77-729 du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants au Parlement européen rend applicable l'article L. 51 du code électoral en matière d'affichage électoral. Ainsi, pour cette élection, il est prévu que *« pendant la durée de la période électorale, dans chaque commune, des emplacements spéciaux sont réservés par l'autorité municipale pour l'apposition des affiches électorales. Dans chacun de ces emplacements, une surface égale est attribuée à chaque candidat, chaque binôme de candidats ou à chaque liste de candidats ».* Les règles d'installation de ces emplacements imposent un emplacement de même taille pour chaque liste de candidats afin

de garantir une égalité de traitement entre ces dernières, quand bien même aucune affiche ne serait *in fine* apposée. L'impression des affiches et l'affichage relèvent en effet de la responsabilité des listes candidates ; le remboursement se fait dans les conditions prévues par l'article R. 39 du code électoral. Les panneaux d'affichage doivent ainsi être mis en place au début de la campagne électorale et ne peuvent être retirés qu'après l'élection. La visibilité des affichages électoraux doit être garantie pendant toute la durée de la période électorale. Pour les élections européennes, 38 listes de candidats ont participé à la campagne officielle. En prévision de ce nombre important de listes, la circulaire aux maires IOMA2406670J relative à l'affichage électoral a été diffusée le 4 avril 2024. Elle visait à faciliter l'affichage électoral et à réduire les coûts induits pour les communes. La publication de la circulaire en amont du scrutin a permis aux communes de prendre des mesures pour anticiper la mise en place d'un nombre important de panneaux d'affichage. La circulaire rappelait, ainsi que le code électoral le prévoit, l'obligation de mettre à disposition un nombre minimal d'emplacements d'affichage par commune (un emplacement auprès de chaque lieu de vote, lequel peut regrouper plusieurs bureaux de vote) et soulignait que la commune pouvait donc réduire le nombre de ses emplacements d'affichage jusqu'à atteindre ce minimum, si elle jugeait une telle réduction opportune au vu du nombre de panneaux nécessaire pour les élections européennes. La circulaire indiquait également aux maires qu'il était possible de scinder chaque panneau d'affichage pour permettre l'apposition de deux affiches sur chacun d'entre eux, tout en respectant l'ordre des listes prévu par tirage au sort. Par ailleurs, les affiches pouvaient être collées sur les murs des bâtiments publics, en cas de manque de place sur la voie publique, si besoin en complément des panneaux électoraux en nombre insuffisant installés à proximité immédiate. La circulaire précisait aussi que rien ne s'oppose à la fabrication de panneaux par les mairies elles-mêmes, les modèles et les matériaux des panneaux pouvant être différents. Enfin, l'emplacement d'affichage pouvait être déplacé au sein de la commune à des fins de praticité, à condition de demeurer à proximité du lieu de vote. L'ensemble de ces règles a contribué à réduire les coûts induits par l'affichage électoral pour les communes. Il convient de rappeler que les communes bénéficient à chaque scrutin d'une subvention pour frais d'assemblée électorale destinée à compenser forfaitairement les frais supplémentaires qu'elles supportent, dont l'entretien et la mise en place des panneaux d'affichage. Cette subvention est prévue par l'article L. 70 du code électoral. Ainsi, le cadre juridique actuel prévoit une certaine souplesse en matière d'affichage électoral, de nature à assurer un bon équilibre entre la prise en compte des contraintes d'organisation matérielle du scrutin pour les communes et le respect du principe d'égalité entre les candidats. Compte tenu de ces éléments, le Gouvernement ne prévoit pas de modifier les règles relatives à l'affichage électoral à ce stade, au regard des mesures déjà prises avant les élections européennes.

Motifs de non expulsion des personnes en situation irrégulière interpellées par les forces de l'ordre à Mayotte

2016. – 24 octobre 2024. – **M. Saïd Omar Oili** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur le fait que les données du bilan de la lutte contre l'immigration clandestine de la police aux frontières de Mayotte indiquent qu'entre 2020 et 2023, sur 107 291 personnes en situation irrégulière interpellées par les forces de l'ordre, 20 % d'entre elles, soit 20 397 personnes, n'ont pas fait l'objet d'une reconduite à la frontière du territoire. Il souhaite donc connaître les motifs retenus justifiant de la non expulsion de ces personnes en situation irrégulière.

Réponse. – Les statistiques communiquées par la préfecture de Mayotte font état d'un total de 21 028 éloignements non menés à terme entre 2020 et 2023, après l'intervention de divers acteurs : le juge judiciaire - Le magistrat du siège du tribunal judiciaire est compétent pour examiner la régularité du placement en rétention des étrangers en situation irrégulière et ordonner sa prolongation. Il peut ainsi ordonner la levée de la rétention s'il considère la procédure précédant le placement en rétention comme irrégulière ou s'il estime que les conditions de la prolongation de la rétention ne sont pas remplies. le tribunal administratif - Le tribunal administratif statue sur la légalité de la mesure d'éloignement, notamment au regard de la situation personnelle et familiale de l'étranger et de l'intensité de ses liens avec la France. Le recours introduit contre la décision portant obligation de quitter le territoire français a un effet suspensif de sorte que l'éloignement ne peut être mis en oeuvre lorsque le tribunal administratif est saisi. Le recours contre les autres mesures d'éloignement n'est, en principe, pas suspensif. Toutefois, l'étranger dispose de la possibilité d'en demander la suspension auprès du juge des référés. la préfecture, après recours gracieux - Les retenus, par le biais des deux associations présentes au centre de rétention administrative (CRA) peuvent saisir la préfecture afin de demander l'abrogation de l'OQTF dont ils font l'objet et donc leur libération. Des éléments précis doivent être fournis à la préfecture, qui apprécie les situations individuelles. la cour administrative d'appel - L'étranger a la possibilité d'interjeter appel d'une décision de rejet de sa requête par le tribunal administratif. A cette occasion, il peut également solliciter la suspension de la mesure

dans l'attente de la décision de la cour administrative d'appel. l'unité médicale du CRA - Un étranger placé en rétention peut faire état de ses problèmes de santé afin de demander la levée de sa rétention administrative. Un avis médical est donc sollicité afin d'examiner la compatibilité de l'état de santé du retenu avec les conditions de la rétention ou de l'éloignement. Les dossiers médicaux sont traités par l'unité médicale du CRA, qui dépend du centre hospitalier de Mayotte. l'OFPRA - L'étranger placé en rétention a la possibilité de solliciter l'asile. Sa demande est généralement traitée en procédure accélérée par l'OFPRA. Lorsque l'OFPRA considère qu'il ne peut instruire cette demande dans les délais de la procédure accélérée, la demande peut être reclassée en procédure normale. Le retenu est alors libéré, le délai d'instruction de sa demande d'asile étant incompatible avec la durée de la rétention. De la même manière, si à l'issue de l'instruction par l'OFPRA, le retenu se voit reconnaitre de bénéfice d'une protection internationale, l'éloignement ne peut plus être mis en oeuvre et la rétention prendra fin. De 2020 à 2023, les motifs de libérations se répartissent ainsi comme suit :

Année	2020	2021	2022	2023	Total
Total libération	2 544	6 518	6 275	5 691	21 028
Ø *Dont JLD*	668	2 820	2 536	1 120	7 144
Ø *Dont TA*	41	150	343	218	752
Ø *Dont recours gracieux*	1 671	3 124	2 849	4 080	11 724
Ø *Dont CA*	3	5	0	23	31
Ø *Dont médical*	143	409	534	231	1 317
Ø *Dont asile*	0	0	1	8	9
Ø *Autre*	18	10	12	11	51

Condition de déclaration d'entrée sur le territoire pesant sur les étrangers titulaires d'un visa en provenance d'un État de l'espace Schengen.

2071. – 31 octobre 2024. – **Mme Mathilde Ollivier** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur une difficulté rencontrée par les ressortissants étrangers qui souhaitent obtenir un titre de séjour en qualité de conjoint d'un français. Aux termes de l'article L. 423-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), l'étranger marié avec un français peut se voir délivrer un titre de séjour pour motif familial s'il justifie d'une communauté de vie d'au moins six mois et de son entrée régulière sur le territoire. S'agissant de cette entrée régulière, la sénatrice souhaite mettre en exergue la situation des étrangers munis d'un visa pour entrer en France et qui sont en provenance directe d'un État partie à l'accord Schengen qui l'a admis à entrer ou à séjourner sur son territoire. L'article 22 de la convention d'application de l'accord de Schengen impose, dans cette situation, aux personnes munies d'un visa pour entrer et séjourner sur le territoire français de se déclarer aux autorités françaises compétentes dans un délai de trois jours ouvrables à compter de l'entrée sur le territoire français. Le défaut de déclaration peut entrainer le refus de leur titre de séjour au titre de leur mariage assorti d'une obligation de quitter le territoire français. Ces étrangers se trouvent ainsi en situation de séjour irrégulier alors même qu'ils sont titulaires d'un visa et que les autres conditions tenant au mariage en France, à la communauté de vie et à la nationalité de leur conjoint, sont remplies. Ils se trouvent donc dans l'obligation de retourner dans leur pays d'origine, réaliser une nouvelle demande de visa, puis revenir sur le territoire français pour reprendre la procédure de déclaration d'entrée puis de demande de titre de séjour. Toutefois, elle remarque que l'article L. 312-1 A du CESEDA empêche la délivrance de visas à l'étranger qui a fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français depuis moins de cinq ans et n'apporte pas la preuve qu'il a quitté le territoire français dans le délai qui lui a été accordé. Dans ces circonstances, les demandeurs, s'ils laissent passer le très court délai de trois jours pour se déclarer aux services compétents et qu'ils ne parviennent pas à rapporter la preuve qu'ils ont exécuté leur obligation de quitter le territoire dans le délai imparti, ne peuvent obtenir à nouveau un visa pour la France pendant cinq ans. Cette situation kafkaïenne bouscule les projets de vie familiaux et professionnels de nombreux couples binationaux. En cela, elle semble contraire au droit de chacun au respect de sa vie privée et familiale consacré par l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme. Par conséquent, elle demande au ministre de l'intérieur si ses services sont saisis de cette problématique particulière. Pour la régler, elle interroge le ministre sur la pertinence de mettre en place un dispositif permettant aux étrangers de régulariser leur entrée sur le territoire pendant toute la durée de leur visa. En outre, Madame la sénatrice Mathilde Ollivier a été alertée de cas dans lesquels les demandeurs de déclaration d'entrée se voyaient refuser cette souscription par les

services de police qui n'avaient pas connaissance de leur compétence, notamment lorsque cette démarche est effectué dans les postes proches des frontières terrestres de la France avec d'autres pays de l'UE. De ce fait, Madame la sénatrice demande au ministre de l'Intérieur quelles mesures il compte prendre pour que les services compétents soient mieux informés de leur rôle en la matière.

Réponse. – La déclaration d'entrée sur le territoire (DET) mentionnée à l'article L. 621-3 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) précise que l'étranger non ressortissant d'un État membre de l'Union européenne et qui est en provenance directe d'un État partie à la convention d'application de l'accord de Schengen doit souscrire, lors de son entrée en France métropolitaine, la déclaration mentionnée à l'article 22 de la convention signée à Schengen le 19 juin 1990, afin de pouvoir justifier de la régularité de son entrée en France. Il s'agit donc d'une obligation résultant du droit communautaire au titre de l'acquis Schengen. Tous les étrangers en provenance directe d'un État partie à l'accord Schengen ne sont pas soumis à l'obligation de souscrire à la DET. Sont dispensés de cette formalité, en vertu de l'article R 621-4 du CESEDA, les étrangers qui ne sont pas astreints à l'obligation de visa pour un séjour d'une durée inférieure ou égale à trois mois et ceux qui sont titulaires d'un titre de séjour en cours de validité, d'une durée supérieure ou égale à un an, délivré par un État partie à la convention d'application de l'accord de Schengen. Les étrangers soumis à cette formalité peuvent prendre l'attache des services de police et de gendarmerie qui sont habilités à délivrer un récépissé et éventuellement à apposer une mention sur le document de voyage. Cette formalité, qui est exigible à compter du franchissement d'une frontière française, constitue un moyen permettant à l'étranger de justifier de son entrée régulière lorsque celui-ci n'est pas en mesure de la justifier par d'autres moyens. En effet, le défaut de présentation de la DET ne signifie pas que l'étranger est en situation irrégulière en France, si son visa Schengen est encore valable, et n'entraîne pas systématiquement un refus de séjour notamment pour le ressortissant d'un pays tiers (RPT) qui est conjoint de ressortissant français. Le préfet apprécie selon l'ancienneté du mariage ainsi que l'intensité de la vie commune entre le RPT et son conjoint français le caractère disproportionné d'un refus de séjour au regard du droit au respect de la vie privée et familiale visé à l'article 8 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Par ailleurs, les ressortissants de pays tiers conjoints de Français ayant fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) peuvent apporter la preuve de l'exécution de cette décision par plusieurs moyens. Il ressort des articles R. 711-1 2° et R. 711-2 du CESEDA que l'OQTF dont fait l'objet un ressortissant de pays tiers, est réputée exécutée à la date à laquelle a été apposé sur ses documents de voyage le cachet de l'administration lors de sa sortie du territoire. Il peut également justifier de l'exécution de l'OQTF et de sa sortie du territoire en établissant par tout moyen sa présence effective dans le pays de destination, notamment en se présentant personnellement aux représentations consulaires françaises ou à la représentation de l'Office français de l'immigration et de l'intégration. Sauf preuve contraire, il est réputé avoir exécuté la décision portant OQTF à la date à laquelle il s'est ainsi présenté à l'une de ces autorités. En outre, les étrangers munis d'un visa délivré par les autorités consulaires françaises et entrés en France depuis un autre pays de l'espace Schengen ne sont pas assujettis à la présentation d'une DET pour solliciter un titre de séjour, notamment en qualité de conjoint de Français. Il est d'ailleurs précisé à l'article L. 312-3 du CESEDA que le ressortissant de pays tiers conjoint de ressortissant français se voit délivrer de plein droit un visa de long séjour et qu'il ne peut être refusé qu'en cas de fraude, d'annulation du mariage ou de menace à l'ordre public.

Transparence sur les violences sexuelles contre nos aînées

2140. – 31 octobre 2024. – **Mme Valérie Boyer** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la multiplications des violences sexuelles contre nos aînées. Jeudi 24 octobre 2024, la presse nous apprend qu'un jeune homme est soupçonné d'avoir violé une retraitée de 84 ans, la veille, chez elle à Pont-de-Claix, près de Grenoble. Au premier jour de l'année 2024, un individu est entré sans effraction par une fenêtre d'une maison d'Ozoir-la-Ferrière en Seine-et-Marne et a violé son habitante, une septuagénaire. Le mari de la victime, en situation de handicap, était présent mais incapable d'intervenir. Le 3 mai 2023 une femme de 83 ans, handicapée physique et mentale, est victime de viol à son domicile de La Courneuve (93). Ses agresseurs seraient deux Algériens âgés de 29 et 38 ans, en situation irrégulière, dont l'un déjà sous obligation de quitter le territoire (OQTF). Quimper, Clichy-la-Garenne, Toulouse, Alès, Lorient, au Creusot, Nanterre et tant d'autres communes… depuis plusieurs mois les violences sexuelles contre nos aînées semblent se multiplier dans notre pays. Comme l'a expliqué dans les médias, notamment Atlantico, Pascal Neveu, directeur de l'Institut Français de la Psychanalyse Active (IFPA) : "depuis 10 ans, des études soulèvent plus de 100 agressions impliquant du personnel hospitalier mais aussi des jeunes qui n'hésitent pas à gravir les murs d'Ehpad et violer des personnes vulnérables. Une enquête fait état d'agressions survenues dans des maisons de retraite situées dans l'Ain, les

Yvelines, les Bouches-du-Rhône, le Tarn, la Creuse, l'Hérault, les Deux-Sèvres, en Martinique, en Isère, en Loire-Atlantique. Des faits ont été jugés, d'autres vont l'être prochainement". Comme l'a expliqué le criminologue Xavier Raufer dans ce même journal, même si ces actes ne sont pas nouveaux, leur multiplication est nouvelle : "nous en sommes à plusieurs de ces viols/agressions par mois ; la plupart commis par des individus bien sûr égarés par leur frustration sexuelle et aussi, issus de pays dans lesquels, selon des cultures tribales-ancestrales, ou religieuses, la femme doit se plier au désir des hommes". Malheureusement de nombreux criminologues regrettent l'absence de données précises. En effet, selon les services de police, l'index du registre (Etat 4001) ne suffit pas à répondre aux besoins d'information statistique sur la délinquance. La nomenclature des index, très ancienne (qui remonte à 1972), ne permet pas d'identifier certaines catégories de délinquance apparues récemment, ou que l'on souhaite davantage appréhender aujourd'hui : la cybercriminalité, les violences conjugales, les atteintes du type crimes de haine (racistes, xénophobes, antireligieux, homophobes, sexistes…). Ces crimes et délits se retrouvent répartis dans divers index (escroqueries, coups et blessures volontaires, menaces ou chantage…) mais ne peuvent être isolés pour être quantifiés séparément. Pour toutes ces raisons, Valérie Boyer souhaiterait obtenir davantage d'informations et d'analyses sur ces violences sexuelles contre nos ainées et sur les agresseurs sous forme d'une cartographie détaillée et précise. Il semblerait qu'il faille également étoffer cette cartographie en y ajoutant le profil des agresseurs (âge, nationalité, motifs, antécédents judiciaires et psychologiques) et des victimes (âge, nationalité, relations avec l'agresseur) afin de pouvoir établir un plan d'actions pour garantir la sécurité des Français. La représentation nationale doit connaître précisément quelle est la cartographie de cette violence sexuelle pour en tirer les enseignements. Enfin, elle aimerait pouvoir comparer ces crimes avec les années précédentes afin d'établir s'il y a bel et bien une multiplication de ces drames en France, et dans quelles proportions.

Transparence sur les violences sexuelles contre nos aînées

4904. – 29 mai 2025. – **Mme Valérie Boyer** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** les termes de sa question n° 02140 sous le titre « Transparence sur les violences sexuelles contre nos aînées », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Protéger les aînés est l'affaire de toute la société, bien au-delà des seules infractions pénales dont ils peuvent être les victimes. La loi du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien-vieillir et de l'autonomie comporte un volet sur la prévention et la lutte contre les maltraitances dont peuvent être victimes les personnes qui sont en établissement. Doit également être rappelée la stratégie nationale de lutte contre les maltraitances 2024-2027 lancée en mars 2024 (ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles), notamment pour mieux protéger ceux que le grand âge rend plus vulnérables. Trop souvent, des personnes du troisième âge sont les victimes de faits particulièrement ignobles et révoltants. Tout est mis en oeuvre pour que les enquêtes diligentées permettent d'identifier leurs auteurs et de les présenter à la justice. Concernant les statistiques de la délinquance, le ministère de l'intérieur dispose depuis plusieurs années du service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI). Son site internet « Interstats » comporte de très nombreuses études et statistiques, notamment sur les violences sexuelles, avec des données par âge. Ses bilans annuels sur la délinquance enregistrée par les forces de l'ordre comportent également de nombreuses données chiffrées, par âge et par sexe, sur les violences sexuelles. En février 2025 par exemple, a été publié un *Info Rapide* n° 47 portant sur « Les victimes de violences physiques ou sexuelles enregistrées par les services de sécurité en 2024 ». Cette publication fait apparaître que le nombre de victimes enregistrées pour violences sexuelles pour 1 000 habitants pour les 75 ans et plus est, en 2024, de 0 dans un cadre intrafamilial, et de 0,1 hors cadre familial (tous âges confondus, le nombre est de 0,5 dans un cadre intrafamilial et de 1,3 hors cadre familial). Pour les femmes âgées de 15 à 19 ans, le nombre est de 9,6 victimes hors cadre familial pour 1 000 habitants. Sur le plan méthodologique, le SSMSI dispose depuis 2016 d'outils qui lui permettent d'isoler toutes les infractions, et ses bases de données fournissent des éléments sur les liens entre la victime et l'auteur, sur la nationalité, l'âge, etc. Il existe donc des outils pour mesurer de nombreuses formes de délinquance, par exemple la cybercriminalité (cf. par ex. : *Info Rapide* n° 48 de mars 2025), les violences intrafamiliales (cf. par ex. : *Interstats* n° 73 de janvier 2025 sur « Les violences intrafamiliales non conjugales enregistrées par les services de sécurité en 2023 »), les violences conjugales (cf. par ex. : *Info Rapide* n° 44 de novembre 2024 sur « Les violences conjugales enregistrées par les services de sécurité en 2023 »), les atteintes à caractère raciste, xénophobe ou antireligieux (cf. par ex. : *Interstats* n° 49 de mars 2025), etc. Il doit aussi être noté que toute analyse approfondie de la délinquance implique de croiser les données dites administratives avec les enquêtes dites de victimation, notamment l'enquête *Vécu et ressenti en matière de sécurité*. C'est particulièrement le cas en matière de violences sexuelles, pour lesquelles le taux de plainte est faible. À cet égard, la dernière enquête de victimation publiée en novembre 2024 (*Vécu et ressenti en matière de sécurité 2023, victimation - délinquance et*

sentiment d'insécurité) fait apparaître, en matière de violences sexuelles (physiques et non physiques), que 12,1 % des personnes âgées de 18 à 24 ans déclarent en avoir été victimes, et 0,3 % des personnes âgées de 65 à 74 ans. S'agissant des procédures enregistrées par les services de police et les unités de gendarmerie en 2024 (*Insécurité et délinquance en 2024, une première photographie,* janvier 2025), elles font par exemple apparaître que 2 % des victimes de violences sexuelles ont plus de 60 ans. En 2024, sur un peu plus de 122 000 victimes de violences sexuelles (dont 46 300 de viol ou de tentative de viol), 2 242 ont plus de 60 ans (dont 626 ont été victimes de viol ou de tentative de viol). Parmi les femmes âgées de 75 ans ou plus, on recense 573 victimes de violences sexuelles en 2024, dont 154 de viol ou de tentative de viol. La loi du 8 avril 2024 susmentionnée prévoit la création de cellules de recueil et de traitement des signalements de maltraitance envers les personnes majeures en situation de vulnérabilité. Elles se mettent progressivement en place dans les agences régionales de santé. Le système d'information assurant la traçabilité des faits de maltraitance, et la plateforme téléphonique nationale, prévus également par la loi, seront mis en service en janvier 2026. Les forces de sécurité intérieure (FSI) portent une attention particulière à la lutte contre les agressions de personnes âgées, y compris par des actions de prévention et de sensibilisation. Ainsi, depuis 5 ans, la gendarmerie nationale a déployé progressivement les maisons de protection des familles (MPF) sur l'ensemble du territoire national, avec 101 MPF aujourd'hui actives dans tous les territoires, dans l'Hexagone et outre-mer. Elles ont pour mission d'appuyer dans leur quotidien les unités territoriales dans la prise en charge et l'accompagnement des victimes. Les MPF mènent par ailleurs des actions de prévention et de sensibilisation au profit des seniors. Leurs actions sont complétées par le dispositif des intervenants sociaux en commissariats et gendarmeries (488 ISCG), qui constitue un appui essentiel pour les FSI en matière de détection, d'accueil et de prise en charge des victimes de violences conjugales et sexuelles ainsi que des personnes vulnérables. Parmi les actions de prévention mises en place par les FSI, l'« opération tranquillité seniors » permet de renforcer la surveillance du domicile des personnes âgées qui se sentent isolées, menacées ou simplement inquiètes pour leur sécurité. Des actions de sensibilisation sont régulièrement menées dans les lieux habituellement fréquentés par les seniors afin de rappeler les bons réflexes à adopter, à l'image de la « semaine bleue » à laquelle de nombreux services territoriaux de police et de gendarmerie participent. Des campagnes d'information et de sensibilisation sont également menées avec la diffusion de guides concernant les risques de vols (ex. : vols pas usage de fausse qualité), d'actes malveillants, de cambriolages ou encore relatifs aux dangers d'internet. Ces actions ont notamment lieu lors de réunions publiques, à domicile ou directement au profit d'associations, de clubs ou encore dans les EHPAD. En 2024, 1 500 opérations tranquillité seniors ont été réalisées et plus de 60 000 personnes de plus de 65 ans ont été sensibilisées par des gendarmes. Enfin, la gendarmerie renforce ses partenariats, nationaux comme locaux, pour favoriser les signalements. Des conventions ont été signées avec des associations telles que France Victimes, France Alzheimer et Valentin Hauy (malvoyants). La prévention des agressions, et la préservation de la sureté de chacun, en particulier des plus vulnérables, est une préoccupation constante du ministère de l'intérieur.

Accès des maires aux fichiers du système d'immatriculation des véhicules

2155. – 31 octobre 2024. – **Mme Anne Ventalon** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'accès des maires aux fichiers du système d'immatriculation des véhicules (SIV). Elle rappelle que l'article L. 330-2 du code de la route dispose que le maire, en tant qu'officier de police judiciaire, est fondé à recevoir les informations contenues par le SIV dès lors que celles-ci sont indispensables à la constatation d'une infraction pénale. En outre, l'article R. 330-2 dudit code prévoit que les maires bénéficient d'un accès direct à ce fichier « dans le cadre des attributions prévues aux articles L. 541-21-3 et L. 541-21-4 du code de l'environnement, aux seules fins d'identifier le titulaire du certificat d'immatriculation ». Cette incapacité à pouvoir consulter le SIV de plein droit complique les missions du maire qui doit interroger la police ou la gendarmerie, ces dernières se trouvant alors mobilisées pour des infractions ne donnant pas nécessairement lieu à poursuites. Elle demande donc au Gouvernement s'il entend revoir les modalités d'accès au SIV afin d'étendre aux maires l'accès à ce fichier, indépendamment des infractions au code de l'environnement.

Réponse. – L'abandon sauvage de déchets est une pratique particulièrement préjudiciable qu'il convient de combattre. Parmi l'ensemble des moyens pour lutter contre ce phénomène, les articles L. 330-2-16° et R 330-2-10° du code de la route permettent au maire, en sa qualité d'officier de police judiciaire, de recevoir communication des informations relatives à la circulation des véhicules. Ces données, dès lors qu'elles sont indispensables à la constatation d'une infraction pénale, sont transmises dans le cadre prévu aux articles L. 541-21-3 et L. 541-21-4 du code de l'environnement, et aux seules fins d'identifier le titulaire du certificat d'immatriculation. Elles sont contenues dans le système d'immatriculation des véhicules (SIV), actuellement en

cours de refonte et qui ne permet pas techniquement pour l'heure aux maires de disposer d'un accès direct. La mise en oeuvre de l'accès direct des maires est en revanche bien prise en compte dans la refonte du système d'immatriculation des véhicules qui arrivera à terme en 2027. Dans cette attente, le recours à un accès indirect par l'intermédiaire des services de la police nationale ou de la gendarmerie nationale territorialement compétents est la solution à privilégier.

Mineurs placés en centres de rétention administrative ou en zones d'attente sur notre territoire

2334. – 14 novembre 2024. – **M. Akli Mellouli** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la situation alarmante des mineurs placés en centres de rétention administrative ou en zones d'attente sur notre territoire. Récemment, l'enfermement d'une jeune Française de 11 ans à son arrivée à l'aéroport d'Orly a mis en lumière des pratiques préoccupantes qui, bien que conformes aux procédures en vigueur, contreviennent manifestement aux droits fondamentaux des enfants et à leur intérêt supérieur. Cet épisode révèle des conditions inacceptables, où de jeunes enfants, comme cette petite fille, se retrouvent enfermés dans des espaces restreints et inadaptés à leur développement, avec une liberté de mouvement drastiquement réduite. Dans ce cas précis, la décision du tribunal administratif de Melun a reconnu l'irrégularité de la notification de refus d'entrée opposée à cette enfant, soulignant ainsi le caractère profondément dégradant et arbitraire de cette mesure. Selon l'UNICEF et des organisations telles que l'Anafé, des centaines de mineurs subissent chaque année en France des détentions similaires, avec des conséquences avérées sur leur santé mentale et émotionnelle : repli sur soi, insomnies, et risques accrus de traumatisme. Ces conséquences sont incompatibles avec le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant, principe fondamental de la Convention internationale des droits de l'enfant, à laquelle la France est partie. Ces pratiques exposent la France à de potentielles condamnations de la Cour européenne des droits de l'Homme, qui a déjà, à maintes reprises, jugé cette privation de liberté comme étant un traitement inhumain et dégradant. L'Europe et de nombreux pays engagés pour la protection des droits des enfants prônent des alternatives axées sur le soin, la protection et l'accompagnement adapté des familles et des mineurs, sans recours à des mesures de rétention. En France, la seule alternative actuellement envisagée reste l'assignation à résidence, qui, bien que moins coercitive, comporte encore des contraintes inadaptées pour les enfants. Il lui demande s'il souhaite engager sans délai une réforme des pratiques de rétention impliquant des mineurs et d'envisager des solutions respectueuses de leurs droits fondamentaux. Il l'encourage à oeuvrer pour l'interdiction totale de l'enfermement des enfants en rétention administrative, dans le respect de nos engagements internationaux et des valeurs de notre République.

Réponse. – Il convient de distinguer, d'une part, le régime de la rétention administrative applicable aux étrangers entrés sur le territoire national et, d'autre part, le régime de la zone d'attente applicable aux frontières. La rétention administrative des étrangers mineurs accompagnant des adultes n'est plus possible depuis l'entrée en vigueur de la loi « contrôler l'immigration, améliorer l'intégration » n° 2024-42 du 26 janvier 2024. Cette disposition doit entrer en vigueur à Mayotte, au 1er janvier 2027, compte tenu de la situation spécifique de ce département sur le plan migratoire. Concernant les zones d'attente, il serait contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant de le séparer des adultes qu'il accompagne, lorsque ces derniers font l'objet d'un refus d'entrée sur le territoire national. Cette procédure de placement en zone d'attente est prévue par les textes européens qui régissent la frontière extérieure de l'Union. Par ailleurs, lorsque le mineur est non accompagné d'un représentant légal et se voit opposer son entrée en France, l'article L.343-2 du CESEDA dispose que « le procureur de la République, immédiatement avisé par l'autorité administrative, lui désigne sans délai un administrateur *ad hoc*. Celui-ci assiste le mineur durant son maintien en zone d'attente et assure sa représentation dans le cadre des procédures administratives et juridictionnelles relatives à son maintien. Il assure également sa représentation dans toutes les procédures administratives et juridictionnelles afférentes à son entrée en France ». Les conditions de maintien en zone d'attente et le respect effectif des droits, dont dispose le maintenu, par l'administration s'exercent sous le contrôle permanent de l'autorité judiciaire.

Pièces justificatives à fournir lors d'une demande de visa court séjour Schengen

2496. – 5 décembre 2024. – **Mme Évelyne Renaud-Garabedian** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les pièces justificatives à fournir lors d'une demande de visa court séjour Schengen. Les étrangers sollicitant un visa court séjour auprès d'un consulat doivent fournir un certain nombre de documents qui varient selon l'objet du séjour. Parmi eux, figure une attestation d'accueil ou un justificatif d'hébergement si le séjour s'effectue dans le cadre d'une visite privée ou familiale. Cette attestation d'accueil doit être sollicitée par l'hébergeant auprès de la mairie de sa ville de résidence qui doit présenter, lui aussi, des justificatifs liés à son identité, son domicile (acte de propriété, bail locatif, facture d'eau ou d'électricité, ses ressources (bulletins de

salaires, avis d'imposition). Une fois validée, cette attestation doit être transmise à l'étranger accueilli qui doit la joindre à sa demande de visa. Or, il n'est pas rare que les consulats réclament, comme pièces complémentaires à l'attestation d'hébergement, les mêmes pièces qui ont servi à l'établir. Ce doublon superflu - les pièces ayant déjà été visées par la mairie - est une démarche supplémentaire pour les requérants et constitue une perte de temps pour les consulats, déjà fortement mobilisés pour l'instruction des demandes de visa. Elle lui demande, dès lors qu'une attestation d'hébergement a été fournie, que les demandeurs n'aient pas à produire les pièces relatives à leur hébergeurs, comme le prévoit le programme de simplification des services publics « Dites-le nous une fois » (DLNUF). En cas de doute, elle suggère que le consulat prenne contact avec la mairie ayant visé l'attestation d'hébergement. Enfin, elle l'interroge sur la possibilité d'une pratique unifiée et simplifiée en matière de documents additionnels réclamés au sein du réseau consulaire.

Réponse. – Instaurée par décret du 27 mai 1982, l'attestation d'accueil constitue en France le document, prévu par le règlement (UE) 2016/399 du parlement européen et du conseil concernant un code de l'Union relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen), pour justifier les conditions de séjour dans le cas d'une visite familiale ou privée, que le demandeur soit soumis ou non à l'obligation de visa de court séjour. Il ressort de ces dispositions que le CESEDA prévoit expressément que l'attestation d'accueil ne peut être validée qu'à la condition notamment de la production par l'hébergeant des documents originaux justifiant de ses ressources et, en conséquence, de sa capacité financière à tenir son engagement. A cela s'ajoute l'engagement de l'hébergeant de prendre en charge les frais de séjour en France de l'étranger accueilli, pendant toute la durée de validité du visa ou pendant une durée de trois mois à compter de l'entrée de l'étranger sur le territoire, au cas où celui-ci n'y pourvoirait pas lui-même (article L. 313-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile [CESEDA]). L'attestation d'accueil ou la déclaration de prise en charge, telles que prévues par le droit national, constituent ainsi une preuve de ressources. Par ailleurs, le demandeur de visa n'a pas à produire les documents justifiant de la réalité des ressources de l'hébergeant qui ont été normalement déjà produits et vérifiés par les mairies au stade de la demande de validation de l'attestation d'accueil, à moins que le poste consulaire détienne des éléments de nature à démontrer que l'hébergeant se trouverait en réalité dans l'incapacité d'assumer effectivement l'engagement qu'il a souscrit conformément à la jurisprudence dite « Merzougui » du 27 mars 2009 (CE 27 mars *2009*, *Merzougui*, n° 309071). Suivant ces dispositions et dans le cadre d'une demande de visa de court séjour, la demande de pièces complémentaires, notamment les justificatifs ayant conduit à la délivrance d'une attestation d'accueil par la maire de résidence du répondant, n'est pas systématique et repose sur une analyse individuelle des dossiers par les services consulaires.

Capacité de financement des nouveaux projets de développement de la vidéoprotection par le fonds interministériel de prévention de la délinquance

2580. – 5 décembre 2024. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la gestion des crédits du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD), tout particulièrement en matière de financement des projets de vidéoprotection des collectivités locales. Le FIPD a été mis en place en 2006 et repose sur des appels à projet dans différents domaines : prévention de la délinquance, prévention de la radicalisation, vidéoprotection et sécurisation des sites sensibles. Le rapport n° S2024-0061 de la Cour des comptes a souligné que la gestion des crédits de ce fonds était largement déconcentrée et que leur utilisation « a fait l'objet d'un encadrement insuffisant qui a conduit à des lacunes manifestes ». En effet, en 2022, 93 % des autorisations d'engagement et 92 % des crédits de paiement du FIPD ont été exécutés au niveau déconcentré, le plus souvent sur décision des préfets de région. Depuis le 1er janvier 2024, la gestion des crédits de vidéoprotection voie publique est assurée, au sein du ministère de l'intérieur, par la nouvelle direction des entreprises et partenariats de sécurité et des armes (DEPSA) créée par le décret n° 2023-582 du 5 juillet 2023. Selon la Cour des comptes, une action nouvelle du programme 216 « conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » de la loi de finances devait rassembler ces crédits. Les communes peuvent déposer un dossier de demande de subvention de projets de développement de la vidéoprotection financés sur les crédits du FIPD dans le cadre de la programmation de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) pour 2025. Cependant, déjà en 2024, ces dossiers déposés n'ont pas obtenu de réponse. En effet, la DEPSA a indiqué que le FIPD ne serait pas en mesure d'aider de nouveaux projets, car les engagements financiers pris par les préfets de région au cours des dernières années (en préparation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, de la coupe du monde de rugby ou encore en réparation des dommages causés lors des émeutes de 2023) auraient largement dépassé les crédits dont disposait le FIPD. Ainsi, tout nouveau crédit serait immédiatement employé à la prise en charge de projets de vidéoprotection déjà engagés. Par conséquent, si le FIDP permet formellement de financer de nouveaux projets de développement

de la vidéoprotection, il serait, en pratique, empêché de le faire par les engagements financiers passés dont il doit s'acquitter. Il souhaite donc savoir si le FIPD est effectivement en mesure de financer de nouveaux projets de développement de la vidéoprotection dans les communes et connaître sa marge d'action actuelle vis-à-vis des engagements financiers qui le lient à des projets antérieurs en la matière.

Capacité de financement des nouveaux projets de développement de la vidéoprotection par le fonds interministériel de prévention de la délinquance

3859. – 20 mars 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** les termes de sa question n° 02580 sous le titre « Capacité de financement des nouveaux projets de développement de la vidéoprotection par le fonds interministériel de prévention de la délinquance », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Chargée de coordonner, sous l'autorité du ministre de l'intérieur, la politique de l'État en direction des partenaires publics et privés du continuum de sécurité, la direction des entreprises et partenariats de sécurité et des armes (DEPSA), créée en juillet 2023, s'est naturellement vu confier à compter du 1er janvier 2024 le pilotage et la gestion des crédits d'équipements en matière de vidéo-protection de voie publique dans le cadre du fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD). Cette mission a été intégrée dans l'architecture budgétaire par la création d'une action 11 « Équipements de vidéoprotection et de surveillance électronique du ministère de l'intérieur, des collectivités et des acteurs privés » au sein du programme n° 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur ». Les dispositifs de vidéoprotection de voie publique ou destinés à protéger des établissements déployés par les acteurs de sécurité ou responsables locaux (collectivités territoriales, bailleurs sociaux, établissements scolaires, etc.) et le déport des images qu'ils collectent vers les centres opérationnels des forces de sécurité intérieures (police et gendarmerie nationales) jouent un rôle particulièrement structurant dans le renforcement du continuum de sécurité et par incidence dans la lutte contre la délinquance, qui sont des priorités fortes du Gouvernement. En 2024, la DEPSA, dans le cadre de la reprise du pilotage et de la gestion a dû composer avec un contexte budgétaire contraint, compte tenu d'un nombre élevé de projets prioritaires à porter par l'enveloppe centrale en lien avec les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris *2024* (JOP), mais également avec les demandes en attente relatives au remplacement de caméras détériorées lors des violences urbaines en 2023 et les nombreux restes à payer constatés sur un nombre très conséquent de subventions accordées au titre des exercices précédents. Ainsi, ce contexte n'a pas permis à la DEPSA de déléguer des crédits pour une gestion déconcentrée de nouveaux projets portés localement. Pour autant, cette gestion 2024 par la DEPSA a permis d'accompagner 24 projets en lien avec les JOP pour le renforcement de la sécurité de 24 territoires concernés par ces évènements ; près de 40 communes dont les caméras avaient été détériorées dans le cadre des violences urbaines en 2023 ont été aidées pour le remplacement de celles-ci, et 9 communes d'outre-mer et 4 communes de l'Hexagone ont été aidées pour l'installation d'un dispositif en raison d'engagements liés à des contrats de sécurité intégrée. L'année 2025 s'est ouverte sur la reprise d'une gestion déconcentrée de ces crédits. Dans ce cadre, les préfets vont se voir déléguer une enveloppe budgétaire qui sera territorialisée au titre du FIPD afin de répondre à des demandes de subventions relatives à des projets qu'ils jugeront prioritaires et utiles opérationnellement à la sécurité du quotidien des communes de leur département.

Délivrance de visa pour les étudiants en thèse

2610. – 12 décembre 2024. – **Mme Évelyne Renaud-Garabedian** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la délivrance de visa pour les étudiants en thèse. Récemment, de nombreux étudiants étrangers - originaires notamment d'Afrique - se sont vus refuser un visa long séjour (VLS) mention « passeport talent - chercheur » alors qu'ils étaient dûment inscrits en doctorat au sein d'une université française. Ces refus non motivés entraîne un ressentiment antifrançais parmi ces populations et déstabilise également nos facultés qui perdent en attractivité. Dans son rapport « Propositions pour une amélioration de la délivrance des visas » publié en avril 2023, Paul Hermelin recommandait d'acter une liste de publics cibles - dont les doctorants - pour lesquels un processus adapté de prise de rendez vous et de traitement des demandes était mis en oeuvre avec entre autre la systématisation de l'attribution d'un visa long séjour d'une durée d'un an au Passeport-Talent. Elle l'interroge sur la politique actuelle en matière de délivrance des visas à des doctorants étrangers et sur le suivi des recommandations du rapport Hermelin pour ces publics cibles.

Réponse. – Avant la parution des orientations préconisées dans le rapport dit « Hermelin », la France disposait déjà d'une définition précise des publics-cibles dans les domaines économiques et artistiques avec les conditions posées

pour les bénéficiaires du passeport-talent, tel que défini à l'article L. 421-7 et suivants du CESEDA. Ces publics sont considérés comme prioritaires dans le cadre de l'objectif d'attractivité et bénéficient d'une priorisation du traitement de leur dossier et de la mise en place de systèmes de calendriers de rendez-vous différenciés. A ce titre, les étudiants internationaux inscrits en doctorat ou en post-doc, avec une convention d'accueil signée avec un organisme public ou privé ayant une mission de recherche ou d'enseignement supérieur préalablement agrée, sont considérés comme des bénéficiaires du passeport-talent, seulement s'ils en remplissent les conditions. Dans le cadre de la mise en oeuvre du rapport Hermelin (« améliorer la politique de délivrance des visas ») ayant fait l'objet d'instructions à l'ensemble des postes, les consulats ont été invités, sous l'impulsion des ambassadrices et des ambassadeurs, à accorder une attention particulière à ces publics dans leur stratégie d'attractivité. Ainsi, suivant les recommandations du rapport Hermelin, la délivrance de visas de long séjour valant titre de séjour (VLS-TS) est privilégiée, chaque fois que cette voie est la plus favorable aux demandeurs. Défini à l'article R. 431-16 du CESEDA, le VLS-TS permet de dispenser son titulaire des formalités liées au séjour pendant l'année suivant la délivrance du visa. Toutefois, lorsque cette voie n'est pas la plus adaptée à la situation des demandeurs, les VLS-TS ne pouvant être délivrés que pour une durée d'un an selon les règles posées par la convention d'application de l'accord de Schengen, modifiée par le règlement n° 265/2010, d'autres facteurs sont également pris en considération selon le projet personnel de chaque public-cible pour l'orienter en conséquence vers la voie la plus appropriée. Les postes consulaires sont informés des autres dispositifs mobilisables et apportent un traitement individuel approfondi de ces dossiers - à savoir un accompagnement des demandeurs de VLS - notamment par la délivrance d'un visa de long séjour avec carte de séjour à solliciter (VLS), qui permet à son titulaire d'obtenir une carte de séjour pluriannuelle « talent » à l'arrivée en France.

Conditions de mise en oeuvre de l'obligation d'emploi de 6 % de personnes atteintes d'un handicap au sein des SDIS

2645. – 19 décembre 2024. – **Mme Marion Canalès** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les conditions de mise en oeuvre de l'obligation d'emploi de 6 % de personnes atteintes d'un handicap au sein des services d'incendie et de secours (SDIS). Si la circulaire du 26 octobre 2009 a assoupli les conditions de contribution des SDIS au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique - FIPHFP -, celle-ci ne tient pas compte de la difficulté principale découlant de la condition d'aptitude médicale et physique pesant sur l'essentiel des effectifs des SDIS. L'obligation d'emploi de 6 % n'étant pas atteinte, cela engendre des conséquences financières lourdes pour les budgets des SDIS et donc des services départementaux qui doivent apporter leur contribution financière au FIPHFP en compensation. Dans un contexte financier compliqué, notamment pour les SDIS qui se heurte à un « mur de financement » comme l'a souligné en mars 2024 le rapport de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur le financement des SDIS, il pourrait être opportun de mettre en cohérence cette obligation d'aptitude avec les modalités de contribution au FIPHFP précité. Elle lui demande donc si, au même titre que certains secteurs d'activités tels que ceux du personnel naviguant, des ambulanciers ou encore des convoyeurs de fonds qui bénéficient d'une minoration de leur contribution lorsqu'elles emploient plus de 80 % de salariés occupant des emplois nécessitant des aptitudes physiques particulières, les SDIS pourraient bénéficier d'une minoration identique.

Réponse. – Les modalités de calcul de la contribution due par les services d'incendie et de secours au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique, qui sont communes à tous les employeurs publics, sont fixées par les dispositions des articles L. 351-12 à L. 351-15 du code général de la fonction publique (ancien article 38 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires) et précisées par les dispositions du titre II du décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 relatif au fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique. La situation particulière dans laquelle sont placés les services d'incendie et de secours, eu égard aux conditions d'aptitude médicale particulièrement exigeantes pour exercer les fonctions de sapeur-pompier professionnel, a déjà conduit le ministre chargé de la fonction publique, sous l'impulsion du ministère chargé de la sécurité civile, à procéder à deux assouplissements des modalités d'application du dispositif. En effet, les services d'incendie et de secours peuvent comptabiliser, au titre de cette obligation, les sapeurs-pompiers professionnels bénéficiant d'une affectation non-opérationnelle, ainsi que ceux faisant l'objet d'un reclassement dans un autre corps, cadre d'emploi ou emploi de la fonction publique. Pour ces raisons, il n'est pas envisagé de modifier le dispositif de droit commun actuellement en vigueur.

Débit de boissons temporaire, notion d'ouverture lors d'une vente

2675. – 26 décembre 2024. – **Mme Denise Saint-Pé** demande à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** ce que recouvre exactement la notion de « vente » mentionnée à l'alinéa 1er de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique relative aux débits de boissons temporaires autorisés par les maires (« Les personnes qui, à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique, établissent des cafés ou débits de boissons ne sont pas tenues à la déclaration prescrite par l'article L. 3332-3, mais doivent obtenir l'autorisation de l'autorité municipale »). En effet, elle souhaite savoir si un débit de boissons temporaire peut notamment être ouvert sur ce fondement à l'occasion d'un marché hebdomadaire, d'un marché ponctuel ou d'une vente au déballage par toute personne.

Réponse. – L'article L. 3334-2 du code de la santé publique prévoit que les débits installés par des personnes à l'occasion « d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique » ainsi que les débits établis par des associations au cours des manifestations publiques qu'elles organisent doivent obtenir l'autorisation préalable du maire de la commune d'installation. Ces débits de boissons ne peuvent vendre que des boissons des premier et troisième groupes. Dans un tel cadre, et sous réserve de l'interprétation du juge administratif, la notion de « vente publique » doit s'entendre des évènements ouverts au public dont l'objet, principalement commercial, est de proposer des biens à la vente au public. Les marchés établis de façon hebdomadaire, annuelle ou unique ainsi que les ventes au déballage organisées sur la voie publique peuvent donc accueillir des débits temporaires établis en application de l'article L. 3334-2 du code de la santé publique.

Remise en cause du modèle de volontariat français en matière de sécurité civile

2693. – 26 décembre 2024. – **M. Didier Mandelli** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la remise en cause du modèle de volontariat français en matière de sécurité civile. Les sapeurs-pompiers volontaires (SPV), dont les effectifs approchent 200 000, constituent la clef de voûte du système français de sécurité civile. Ils permettent, en synergie avec les sapeurs-professionnels, un maillage fin de l'ensemble du territoire national. Dans une décision du 12 septembre 2023, publiée le 14 février 2024, le Conseil de l'Europe, via son comité européen des droits sociaux, a considéré que la situation juridique des sapeurs-pompiers volontaires français violait à trois reprises la charte sociale européenne. Une décision qui n'est pas sans rappeler l'arrêt du 21 février 2018 ville de Nivelles C/ Rudy Matzak par lequel la Cour de justice de l'Union européenne a jugé que les sapeurs-pompiers volontaires belges devaient être considérés comme des travailleurs au sens de la directive 2003/88/CE du 4 novembre 2003. Au mois de décembre 2023, un rapport de l'inspection générale de l'administration a confirmé la remise en cause du modèle de volontariat français. Depuis la fédération nationale des Sapeurs-pompiers de France dénonce la mise en oeuvre de plans de réduction du volontariat sans arbitrage politique et une « évolution à marche forcée vers une adaptation de l'organisation des services d'incendie et de secours sur le modèle belge ». Aussi, il demande au Gouvernement de préciser les suites qu'il entend donner au rapport de l'inspection générale de l'administration précité, ainsi que la place qu'il entend réserver au volontariat au sein des services d'incendie et de secours.

Réponse. – Le recrutement de sapeurs-pompiers volontaires (SPV) dans les services d'incendie et de secours et leur fidélisation constituent des préoccupations permanentes du Gouvernement en matière de sécurité civile, à tel point que ces dernières années, la baisse des effectifs SPV a pu être enrayée et ceux-ci se renforcent : le seuil des 200 000 engagés a été franchi à nouveau depuis 2023, permettant de maintenir un maillage fin du territoire national par notre système de secours. Le comité européen des droits sociaux, organe de suivi de la charte sociale européenne chargé de se prononcer sur la conformité de la situation dans les États parties à cette convention, a effectivement rendu le 14 février dernier une décision, en réponse à une organisation syndicale, qui traite de la situation des sapeurs-pompiers volontaires français, et émis des recommandations, adoptées le 10 juillet dernier par le comité des ministres du Conseil de l'Europe. Ces recommandations n'ont pas la même portée juridique que les règlements et directives adoptés par l'Union européenne. Par leur engagement au service de nos concitoyens, les sapeurs-pompiers volontaires occupent une place centrale dans notre modèle de sécurité civile. Aussi, depuis de nombreuses années, les Gouvernements et le Parlement ont veillé à mettre en place des mesures destinées à conforter la spécificité des sapeurs-pompiers volontaires, en insistant sur le fait que cet engagement ne pouvait être assimilé à celui d'un travailleur. Une mission a été confiée à l'inspection générale de l'administration (IGA) en 2023, afin de dresser un diagnostic et de proposer des recommandations permettant d'assurer la pérennité du modèle de sécurité civile français et de consolider les modalités d'engagement des sapeurs-pompiers volontaires. Cette mission a pris le soin de se rendre sur le terrain pour s'assurer auprès d'élus, notamment de présidents de conseils d'administration, sur la base de données collationnées auprès des services d'incendie et de secours eux-

mêmes, de la réalité des situations locales. Le rapport qui en résulte ouvre des perspectives sur le management des sapeurs-pompiers volontaires et leurs attentes ainsi qu'une analyse objectivée de leur activité. Il met par ailleurs en évidence la situation de vulnérabilité de certains services d'incendie et de secours au regard de leurs pratiques. Si la mission conclut que le volontariat n'est pas, en tant que tel, soumis aux règles européennes régissant le temps de travail, des mesures seront à prendre pour éloigner ce risque de qualification des sapeurs-pompiers volontaires comme travailleurs au sens du droit européen. C'est donc bien dans l'esprit de préserver l'originalité du modèle des sapeurs-pompiers volontaires français que les travaux continueront d'être menés. Les préconisations portées par le rapport de l'IGA appellent des travaux qui feront l'objet d'une concertation approfondie avec l'ensemble des acteurs représentant les sapeurs-pompiers. Le « Beauvau de la sécurité civile » en cours, auquel participe notamment la fédération nationale des sapeurs-pompiers de France aux côtés d'autres acteurs, est l'occasion de conforter notre modèle de volontariat. La protection du modèle français de sécurité civile et la spécificité de notre volontariat y seront abordées et des propositions devront être faites afin de conforter cet engagement citoyen. Ces travaux poursuivent un objectif : traiter les fragilités auxquelles exposent certaines pratiques, pour permettre à la France de continuer à bénéficier de l'apport indispensable de l'engagement citoyen des sapeurs-pompiers volontaires.

Timbre fiscal pour une pièce d'identité volée

2699. – 26 décembre 2024. – **Mme Pauline Martin** interroge **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la mise en oeuvre du régime de la suppression du timbre fiscal en cas de vol de la carte nationale d'identité. Le décret n° 2009-389 du 7 avril 2009 portant incorporation au code général des impôts de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce code a instauré un droit de timbre de 25 euros, payable en ligne, pour le renouvellement d'une carte d'identité perdue ou volée. Si l'objectif initial était de responsabiliser les citoyens face à ces situations, ce régime impose en réalité une double peine aux Français victimes de vol. Ces derniers doivent déjà affronter les épreuves administratives liées à la déclaration de vol, doivent en plus s'acquitter d'une dépense contrainte. Cette mesure est particulièrement injuste pour les foyers modestes, pour qui débourser 25 euros représente un effort significatif. Ce sentiment d'injustice alimente une méfiance croissante des Français envers leur administration, perçue comme déconnectée des réalités quotidiennes. Supprimer cette dépense en cas de déclaration de vol auprès de la police nationale ou de la gendarmerie serait une avancée vers davantage de justice. Après 15 années d'application, le maintien de cette contrainte est perçue comme une surcharge financière non nécessaire puisqu'un renouvellement de carte à expiration est gratuit. Elle l'invite à reconsidérer ce régime et appelle à mettre un terme à cette mesure qui pèse lourdement sur le quotidien des Français.

Réponse. – Depuis le 1er septembre 1998, la carte nationale d'identité est gratuite. Toutefois, l'article 1628 *bis* du code général des impôts (CGI) prévoit qu'un droit de timbre de 25 euros est perçu « en cas de non-présentation de la carte nationale d'identité en vue de son renouvellement ». Cette disposition a été introduite dans la loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009, par la voie d'un amendement présenté par le rapporteur spécial au nom de la commission des finances, dans l'objectif de responsabiliser les usagers possédant une carte nationale d'identité. En effet, il avait été constaté une multiplication par trente en dix ans, soit de 1998 à 2008, des renouvellements de CNI pour perte ou vol, les usagers trouvant plus commode de solliciter une nouvelle CNI en alléguant une perte ou un vol plutôt que de rechercher celle dont ils sont titulaires. L'instauration d'un droit de timbre a permis, dès l'année suivante, une diminution de 19% des demandes de renouvellement pour perte ou vol. Outre les renouvellements indus, cette vigilance attendue des Français à l'égard de leur titre d'identité participe à la lutte contre la fraude, en particulier l'usurpation d'identité. En 2024, l'usurpation d'identité constituait 17 % des demandes frauduleuses de CNI et de passeport, s'appuyant notamment sur la perte ou le vol du titre d'identité. Si l'instauration d'un droit de timbre est donc de nature à responsabiliser les usagers, elle ne fait pas obstacle à l'application de l'article 955 du CGI qui permet aux personnes indigentes, en cas de perte ou de vol, de renouveler gratuitement leur carte nationale d'identité. Cet équilibre entre lutte contre la fraude et prise en compte de la situation des personnes les plus en difficulté financière plaide donc pour ne pas modifier les dispositions de l'article 1628 *bis* du CGI.

Revalorisation de l'indemnisation des frais d'assemblées électorales

2744. – 16 janvier 2025. – **M. Éric Kerrouche** interroge **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** au sujet de la revalorisation de l'indemnisation des frais d'assemblées électorales pour les communes. Si l'article 70 du code électoral prévoit que « les dépenses résultant des assemblées électorales tenues dans les communes sont à la charge de l'État », en pratique, l'indemnisation des frais engagés par les communes s'avère très partielle puisqu'elle ne

couvre qu'une faible partie de leurs dépenses effectives. Le rapport de la Cour des comptes du 30 septembre 2024 relatif à l'organisation des élections souligne que « en 2017, l'Association des maires de France (AMF) évaluait la participation de l'État à seulement 15 % du coût réel du scrutin. Le suivi des budgets locaux assuré par la direction générale des collectivités locales (DGCL) ne lui permet pas d'évaluer les dépenses réalisées par les communes en matière d'organisation des élections. ». En effet, d'un côté, le montant de la subvention, qui s'élève à 44,73 euros par bureau de vote et 0,10 euro par électeur inscrit sur les listes électorales n'a pas été révisée depuis 2006. De l'autre, les coûts sont de plus en plus importants (frais de personnel en hausse en raison d'une plus grande mobilisation des agents communaux, acquisition de panneaux d'affichage électoraux pour tenir compte d'une inflation de candidatures, etc.). Lors de l'examen de la mission budgétaire « Administration générale et territoriale de l'État » le 4 décembre 2024, suite à un amendement d'appel de M. Kerrouche visant à alerter le Gouvernement sur la faiblesse du montant de cette indemnisation, il lui a été apportée la réponse suivante : « Cet appel est entendu : nous sommes disposés à dialoguer avec les associations d'élus, en particulier avec l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), pour envisager une telle revalorisation. Je le répète, les communes sont un maillon très important de l'organisation et de l'animation de la vie démocratique de notre pays. Nous prenons donc cet appel en considération. ». Il souhaiterait donc savoir si et quand le Gouvernement envisage de procéder à cette revalorisation, a minima, lors de chaque scrutin, pour tenir compte notamment de l'inflation et de la valeur du point d'indice de la fonction publique.

Réponse. – Les frais d'assemblée électorale (FAE) s'élevaient à 15,33 Meuros pour les élections législatives de 2022 (ce qui représente une moyenne de 425,86 euros par commune) et à 7,97 Meuros pour les élections européennes de 2019 (avec une moyenne de 221,46 euros par commune). Pour 2024, ces FAE s'élèvent à 7,92 Meuros pour les élections européennes (tour unique) et 14,82 Meuros pour les élections législatives anticipées (deux tours). Elles ont été mises en paiement au mois de novembre 2024. Par la nature des dépenses qu'ils couvrent, les FAE permettent de répondre à l'essentiel des dépenses matérielles quantifiables engagées par les communes en préparation d'un scrutin, ce qui exclut les dépenses de titre 2, variables en fonction de l'organisation locale. En tout état de cause, une éventuelle évolution ou revalorisation des FAE supposerait de documenter objectivement et de manière concertée entre l'Etat et les communes le niveau moyen de dépenses réalisées par ces dernières en matière d'organisation des élections. Ces dépenses ne sont pas aisément restituables aujourd'hui, ce qui fait obstacle à toute revalorisation unilatérale des frais d'assemblée électorale.

Coût des élections législatives anticipées pour les communes

2883. – 16 janvier 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** les termes de sa question n° 01621 sous le titre « Coût des élections législatives anticipées pour les communes », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – Les communes organisent les scrutins dans le cadre de leurs missions exercées au nom de l'Etat. Dès lors, l'article L. 70 du code électoral dispose que « *Les dépenses résultant des assemblées électorales tenues dans les communes sont à la charge de l'Etat* ». Les dépenses concernent l'aménagement, la remise en état des lieux de vote après le scrutin, l'achat, la mise en place des panneaux d'affichage au début de la campagne électorale, leur enlèvement après l'élection, leur réparation, leur entretien et les frais de manutention hors des heures ouvrables. Ces dépenses sont couvertes par la subvention pour frais d'assemblée électorale (FAE), qui intègre également, depuis 2006, la subvention relative aux isoloirs (articles L. 62 et L. 69 du code électoral). Elle est destinée à compenser forfaitairement les frais supplémentaires supportés par les communes pour l'organisation d'un scrutin. Par ailleurs, les communes peuvent effectivement prétendre à une subvention pour acquisition d'urne répondant aux prescriptions de l'article L. 63 du code électoral à hauteur de 190 euros par urne ainsi qu'à une subvention pour acquisition de machine à voter (L. 69 du code électoral) à hauteur de 400 euros par machine à voter. Le montant de la subvention est fixé par tour de scrutin selon les modalités de calcul suivantes : 44,73 euros par bureau de vote (70 000 environ en juin 2024) et 0,10 euros par électeur inscrit sur les listes arrêtées le jour du scrutin (47,76 M sur liste principale hors Français établis hors de France en juin 2024). Les frais d'assemblée électorale s'élevaient à 15,33 Meuros pour les élections législatives de 2022 (ce qui représente une moyenne de 425,86 euros par commune) et à 7,97 Meuros pour les élections européennes de 2019 (avec une moyenne de 221,46 euros par commune). Pour 2024, ces FAE s'élèvent à 7,92 Meuros pour les élections européennes (tour unique) et 14,82 Meuros pour les élections législatives anticipées (deux tours). Elles ont été mises en paiement au mois de novembre 2024. Par la nature des dépenses qu'ils couvrent, les FAE permettent de répondre à l'essentiel

des dépenses matérielles quantifiables engagées par les communes en préparation d'un scrutin, ce qui exclut les dépenses de titre 2, variables en fonction de l'organisation locale. En tout état de cause, une éventuelle évolution ou revalorisation des FAE supposerait de documenter objectivement et de manière concertée entre l'Etat et les communes le niveau moyen de dépenses réalisées par ces dernières en matière d'organisation des élections. Ces dépenses ne sont pas aisément restituables aujourd'hui, ce qui fait obstacle à toute revalorisation unilatérale des frais d'assemblée électorale. Pour les élections de 2024, les FAE ont été calculés dès l'été 2024 et ont été versés au mois de novembre, pour les élections européennes comme pour les élections législatives. Les services de l'Etat ont accordé une attention particulière au prompt versement de cette dépense nécessaire au bon fonctionnement des communes et de la vie démocratique locale.

Nuisances générées par l'organisation de rave parties ou teknivals non autorisés, en particulier dans les zones rurales

2934. – 23 janvier 2025. – **Mme Élisabeth Doineau** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les nuisances générées par l'organisation de rave parties ou teknivals non autorisés, en particulier dans les zones rurales. Le nord de la Mayenne a récemment été le théâtre d'un rassemblement illégal sur la commune de Villepail, occasionnant des nuisances sonores considérables, audibles à plusieurs kilomètres. Ces manifestations, organisées sans respecter les obligations légales, entraînent des troubles significatifs pour le voisinage, compromettant leur tranquillité et leur qualité de vie. Ce type de rassemblement pose également la question des moyens dont disposent les forces de l'ordre pour intervenir efficacement face à de tels événements, souvent organisés dans des territoires isolés et à faible densité de population. Ces caractéristiques rendent ces zones particulièrement vulnérables à la tenue de ces événements, au détriment des habitants qui n'en perçoivent aucun bénéfice et subissent les nuisances. Les lois et règlements actuels semblent insuffisants pour prévenir et encadrer ces rassemblements non autorisés, notamment en matière de nuisances sonores nocturnes. Aussi, elle demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour mieux encadrer et limiter l'organisation de ces événements non déclarés, notamment dans les zones rurales, et renforcer les moyens législatifs et opérationnels permettant aux forces de l'ordre de préserver la tranquillité publique. Elle souhaite également savoir si des évolutions législatives sont envisagées pour protéger davantage les populations rurales face à ces nuisances répétées.

Réponse. – Les festivals de musique dénommés "rave-parties" constituent des rassemblements festifs à caractère musical au sens de l'article L. 211-5 du code de la sécurité intérieure. Dès lors qu'ils répondent aux caractéristiques prévues par l'article R. 211-2 du code de la sécurité intérieure (diffusion de musique amplifiée, nombre prévisible de participants supérieur à 500, annonce par tout moyen de communication, choix d'un terrain présentant des risques potentiels pour la sécurité des participants en raison de l'absence d'aménagement ou de la configuration des lieux), leur organisateur doit déclarer le rassemblement auprès de la préfecture au plus tard un mois avant la date prévue. Lorsque le rassemblement ne répond pas à l'une des quatre conditions cumulatives du régime de la déclaration préalable, notamment si l'effectif prévisible de participants est inférieur à 500 personnes, et que celui-ci se déroule sur une seule commune, le maire peut faire usage de ses pouvoirs de police administrative générale sur le fondement de l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales en vue de prévenir les atteintes à la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques. Dans le respect des conditions de légalité des arrêtés de police (proportionnalité, prohibition des mesures d'interdiction générale et absolue), le maire peut, par arrêté, restreindre la circulation, interdire la consommation d'alcool sur la voie publique pendant une plage horaire déterminée ou encore interdire le stationnement ainsi que le port et le transport de tout objet susceptible de présenter un danger. Si ces mesures préventives ne suffisent pas à assurer le bon déroulement de la manifestation et que les risques de troubles à l'ordre public sont importants au vu des circonstances locales, l'autorité municipale peut aller jusqu'à interdire le rassemblement. Ainsi, même en dessous du seuil de 500 participants, l'autorité de police peut prendre les mesures nécessaires pour faire cesser les troubles à l'ordre public. Les services de l'État, sous l'autorité des préfets et sous-préfets, se tiennent aux côtés des maires pour les accompagner dans ces démarches, le préfet pouvant, le cas échéant, se substituer au maire, dans les conditions de droit commun, s'il estime que les mesures nécessaires n'ont pas été prises ou ne sont pas suffisantes. Dès qu'il y a une suspicion de rassemblement festif à caractère musical, les préfets peuvent interdire, sur l'ensemble du département, tout rassemblement de ce type et tout transport de matériel de sonorisation par voie d'arrêtés. Par ailleurs, le fait d'organiser un rassemblement mentionné à l'article L. 211-5 du code de la sécurité intérieure sans déclaration préalable ou en violation d'une interdiction prononcée par le préfet du département ou, à Paris, par le préfet de police, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe (article R. 211-27 du CSI), soit 1 500 euros (ou 3 000 euros en cas de récidive), et le contrevenant s'expose également à la saisie du matériel sonore utilisé pour une durée maximale de 6

mois en vue de sa confiscation par le tribunal judiciaire (article L. 211-15 du CSI). La prononciation des confiscations et les mesures de réparation des préjudices par les tribunaux sont particulièrement dissuasives. Au-delà de ces sanctions, les rassemblements illégaux de moins de 500 participants ne demeurent pas impunis. En effet, les éventuelles infractions relatives au trouble à l'ordre public qui y sont commises sont systématiquement relevées. À ce titre, les infractions de tapage nocturne, la détention et l'usage de stupéfiants, la conduite sous stupéfiants ou en état d'alcoolémie et les infractions de police de la route font l'objet de verbalisation systématiques et de poursuites. En cas de rave party, d'importants dispositifs sont régulièrement mis en oeuvre par la gendarmerie pour réduire les troubles à l'ordre public, préserver la santé des participants et réprimer toutes les infractions, notamment les plus graves.

Obligation de déclaration en mairie des nouveaux résidents d'une commune

2978. – 23 janvier 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation** les termes de sa question n° 01611 sous le titre « Obligation de déclaration en mairie des nouveaux résidents d'une commune », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – Le Gouvernement met en place de nombreuses actions afin de fiabiliser les listes électorales et accroître le taux d'inscription des électeurs. En particulier, la mise en place du répertoire électoral unique (REU) créé par la loi n° 2016-1048 du 1er août 2016 représente une amélioration conséquente en permettant la radiation automatique des personnes décédées et des personnes privées de leur droit de vote par le juge, la garantie d'une inscription unique de chaque électeur, donc la suppression des doubles inscriptions, et la fiabilisation de l'identité des électeurs en reprenant celle du répertoire national d'identification des personnes physiques. En outre, grâce à la procédure d'inscription d'office des jeunes majeurs, la quasi intégralité des jeunes sont inscrits sur une liste électorale dès le lendemain de leurs 18 ans. Enfin, des démarches en ligne comme « Interroger sa situation électorale » (ISE) et « Demande d'inscription sur les listes électorales » (DILE) permettent à chaque électeur de s'inscrire sur les listes électorales en quelques minutes. S'agissant de l'obligation de se rendre en mairie afin de déclarer un emménagement au sein de la commune, le Gouvernement ne saurait être favorable à cette mesure en l'état du droit. Elle conduirait le législateur à revenir sur la liberté de domicile des citoyens, principe reconnu par le droit civil français et qui implique la possibilité de changer de domicile sans déclaration préalable. Compte tenu des différents motifs (résident, propriétaire, associé majoritaire d'une société, etc.) qui permettent de s'inscrire sur les listes électorales, le principe de liberté de choisir son lieu d'inscription et de faire soi-même la démarche de changement ne saurait être remis en cause. Des messages d'incitation à la mise à jour de son inscription électorale sont néanmoins diffusés dans les courriels envoyés dans le cas d'un changement d'adresse (demande de réexpédition postale, changement d'adresse sur le site d'une administration telle que les impôts, etc.). Pour continuer à lutter contre la mal-inscription, le ministère de l'intérieur conduit des actions d'administration proactive qui visent à améliorer le recours des Français aux démarches d'inscription sur les listes électorales. Plusieurs mesures et actions de communication ont précédé les élections européennes du 9 juin 2024 : diffusion par voie postale d'un courrier invitant les personnes ayant récemment procédé à un déménagement à actualiser leur inscription sur les listes électorales ; formation des conseillers France Service à la détection proactive de non inscription et de mal-inscription sur les listes électorales ; campagne de publicité en ligne pour inciter les personnes faisant des recherches en lien avec la thématique « déménagement » à s'inscrire sur les listes électorales ; communication sur les réseaux sociaux via les comptes du ministère, pour rappeler les informations-clefs en matière d'inscription sur les listes électorales ; communication sur le site « service-public.fr ». Dès lors, le Gouvernement entend poursuivre ses efforts pour informer chaque électeur et simplifier les démarches d'inscription sur les listes électorales tout en préservant l'initiative de l'électeur pour s'inscrire et les prérogatives du maire.

Interpellations survenues lors d'une manifestation pacifiste organisée par la Confédération Paysanne

3038. – 30 janvier 2025. – **Mme Florence Blatrix Contat** interroge **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** au sujet des interpellations survenues lors de la manifestation organisée par la Confédération Paysanne devant le Grand Palais le 5 décembre 2024. Alors qu'à l'intérieur de l'édifice se tenait une réunion européenne réunissant les principaux acteurs du commerce des céréales, la signature imminente du traité de libre-échange UE-Mercosur suscitait de vives inquiétudes parmi les agriculteurs, en raison des risques de concurrence déloyale qu'il fait peser sur eux. À l'extérieur, la Confédération Paysanne menait une mobilisation pacifique pour exprimer ses préoccupations légitimes. Pourtant, plusieurs manifestants ont été violemment interpellés par les forces de l'ordre,

certains ayant passé de longues heures en garde à vue, tandis que d'autres ont été déférés en comparution immédiate. Ces faits suscitent de nombreuses interrogations sur la proportionnalité de la réponse des forces de l'ordre face à une mobilisation syndicale. Elle souhaite connaître les justifications avancées quant au recours à la force lors de ces interpellations et l'évaluation par les services du ministère de la proportionnalité des moyens employés par les forces de l'ordre.

Réponse. – Le 5 décembre 2024 vers 13h30, les agents de police en sécurisation aux abords du Grand Palais, où se tenait la bourse européenne du commerce, signalaient la présence de 120 personnes affiliées au mouvement agricole « Confédération Paysanne » bloquant l'entrée principale du Grand Palais avec des ballots de paille. Les responsables de la sécurité présents sur les lieux ont alors indiqué aux policiers qu'un colloque était en cours à l'intérieur de l'édifice et que plusieurs dizaines de manifestants s'étaient introduits dans l'enceinte en forçant le passage violemment et en heurtant les agents de sécurité. Ils avaient ensuite perturbé le déroulement du colloque et avaient occasionné de nombreuses dégradations : tables brisées, pancartes déchirées et mobilier renversé, etc. La sécurité interne avait réussi à évacuer les manifestants et à fermer l'établissement. Le responsable du colloque ayant fait part de son souhait de déposer plainte pour les dégradations, tout comme le chef de la sécurité légèrement blessé lors des bousculades, les policiers ont reçu pour instruction de procéder à l'interpellation de 3 individus désignés comme auteurs des violences et dégradations. Lors de cette opération, les agents ont reçu des coups de pied de la part d'un mis en cause qui se rebellait. Deux autres manifestants se sont interposés. L'un a mordu au doigt un fonctionnaire et l'autre a tenté d'étrangler un policier. Ces actes inacceptables contre des personnes dépositaires de l'autorité publique ont conduit à leur interpellation immédiate. En tout, 5 manifestants ont été placés en garde à vue pour des motifs de violences volontaires, dégradations volontaires et rébellion. À l'issue, les deux individus ayant agressé le plus violemment les policiers ont été jugés en comparution immédiate et déférés. Si en France le droit de manifester est constitutionnellement garanti, il est néanmoins légalement encadré. Toute manifestation doit ainsi être déclarée dans un délai de 3 jours minimum avant sa tenue. Cela permet aux autorités compétentes d'apprécier le risque de troubles éventuels à l'ordre public et de limiter les risques de débordements, ainsi que de prendre contact avec les déclarants afin d'organiser au mieux le rassemblement. La confédération paysanne n'a pas respecté cette obligation. Il convient aussi de rappeler que le maintien de l'ordre s'inscrit dans le respect de principes légaux et réglementaires, actés notamment par le code de la sécurité intérieure (CSI). De fait, lorsque des dégradations et violences sont perpétrées en marge d'un rassemblement, les forces de l'ordre sont habilitées en cas de nécessité à faire usage de la force, de manière strictement proportionnée, afin de faire cesser tout trouble à l'ordre public. Cet emploi est toutefois strictement encadré et tout manquement de la part des forces de sécurité intérieure chargées d'assurer l'ordre public peut faire l'objet, après saisine du procureur de la République, d'une enquête diligentée par les inspections générales pouvant déboucher, le cas échéant, sur des sanctions disciplinaires. Le 5 décembre dernier, le caractère inopiné de la manifestation, les dégradations et actes de vandalisme constatés, les violences subies par les agents de sécurité du Grand Palais et les policiers, justifiaient l'emploi de la coercition à l'encontre des manifestants violents. Dans un contexte hostile, les policiers sont intervenus avec professionnalisme et proportionnalité, conformément aux règles du maintien de l'ordre.

Augmentation du nombre de graffitis

3085. – 6 février 2025. – **M. Édouard Courtial** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur le fléau que représentent les graffitis, inscriptions et tags. En effet, partout sur le territoire, les concitoyens se réveillent quotidiennement avec la désagréable surprise de découvrir de nouvelles dégradations illégales. Tantôt sur les murs des maisons, tantôt sur des bus, ou encore sur des barrières de chantier, ces actes de vandalisme se multiplient ces dernières années. Dans l'Oise, pas plus tard que le 20 janvier 2025, de nombreuses inscriptions à connotations raciste et antisémite ont ainsi été taguées sur l'ancienne gare de Senlis. Si les graffitis sont interdits par la loi et peuvent être sanctionnés d'une amende maximale de 3 750 euros et d'une peine de travaux d'intérêt général en vertu de l'article 322-1 du code pénal alinéa 2, ils continuent pourtant de pulluler et de dégrader le cadre de vie de nos concitoyens. Ce phénomène est d'autant plus dommageable que, faute de trouver les coupables, ce sont souvent les municipalités qui se chargent de nettoyer ces inscriptions illégales, ce qui contribue à créer un trou conséquent dans leur budget. Dans l'Oise comme partout sur le territoire français, certaines communes ont des services municipaux spécifiquement dédiés au nettoyage des graffitis. Aussi, il lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement pour mettre en place des mesures adéquates visant à alléger le fardeau économique qui pèse sur les municipalités en raison de l'augmentation des dépenses liées au nettoyage des dégradations dues aux graffitis. Il aimerait aussi connaître la manière dont le Gouvernement souhaiterait s'attaquer efficacement au problème de la recrudescence de ces inscriptions illicites.

Réponse. – Le fait de tracer des inscriptions, signes ou dessins sur les façades, véhicules, voies publiques ou mobilier urbain est constitutif d'un délit, pour lequel la procédure de l'amende forfaitaire délictuelle est applicable. Le II de l'article 322-1 du code pénal sanctionne de 3 750 euros d'amende et d'une peine de travail d'intérêt général le fait de tracer des inscriptions, des signes ou des dessins, sans autorisation préalable, sur les façades, les véhicules, les voies publiques ou le mobilier urbain lorsqu'il n'en est résulté qu'un dommage léger. L'article 322-3 du même code porte la peine d'amende à 15 000 euros en cas de circonstances aggravantes, notamment lorsque les faits ont été commis par plusieurs personnes ou sur un bien destiné à l'utilité ou à la décoration publique et qu'il appartient à une personne publique ou chargée d'une mission de service public. Les propos écrits peuvent en outre être qualifiés selon leur teneur d'injure ou diffamation discriminate à raison de la race, religion ou apparence physique, publique, d'apologie du terrirsme, d'incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence raciste, ces infractions étant toutes punies de peines d'emprisonnement lorqu'elles sont publiques comme c'est le cas pour des inscriptions sur des immeubles. L'élucidation des faits est par ailleurs de plus en plus facilitée par les prélèvements de peintures, d'ADN, d'empreintes digitales et l'explitation des caméras de surveillance. L'article 25 de la loi n° 2023-22 du 24 janvier 2023 d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur a étendu l'application de la procédure d'amende forfaitaire délictuelle à ce délit. L'utilisation d'une telle procédure permet d'apporter une réponse pénale rapide et efficace à ce phénomène. Le propriétaire du bien sur lequel sont portés ces inscriptions, signes ou dessins, qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une collectivité publique, pourra solliciter des dommages et intérêts en réparation du dommage causé. Lorsqu'il est fait usage de la procédure de l'amende forfaitaire délictuelle, l'article 495-24-2 du code de procédure pénale prévoit que la victime peut demander au procureur de la République de citer l'auteur des faits à une audience devant le tribunal pour lui permettre de se constituer partie civile. Outre cette action en réparation, aux termes du 4° de l'article 41-1 du code de procédure pénale, le procureur de la République peut, s'il lui apparaît qu'une telle mesure est susceptible d'assurer la réparation du dommage causé à la victime, de mettre fin au trouble résultant de l'infraction préalablement à sa décision sur l'action publique ou de contribuer au reclassement de l'auteur des faits, directement ou par l'intermédiaire d'un officier de police judiciaire, d'un délégué ou d'un médiateur du procureur de la République, demander à l'auteur des faits de réparer le dommage résultant de ceux-ci. Cette réparation peut consister en une remise en état des lieux ou des choses dégradés ou en un versement pécuniaire au bénéfice de la victime ou de toute personne physique ou morale ayant eu à engager des frais pour remettre en état les lieux ou les choses dégradés. A titre d'exemple, par arrêt du 13 avril 2015, la Cour d'appel de Bordeaux a ainsi précisé que la réparation du dommage causé peut, lorsque l'effacement des tags et inscriptions sur les murs par jets à haute pression et solvants a laissé subsister d'importantes traces spectrales, inclure la réfection de l'enduit afin d'obtenir un aspect uniforme.

Regroupement familial

3124. – 6 février 2025. – **M. Jérôme Durain** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les obstacles rencontrés par les ressortissants afghans dans l'accès aux visas de long séjour dans le cadre du regroupement familial et de la protection des personnes en danger. Depuis la prise de pouvoir des Talibans en Afghanistan, de nombreuses familles se retrouvent séparées, malgré un droit reconnu à la réunification familiale ou au regroupement familial en France. Plusieurs associations, dont la section de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) (du Creusot), le comité Femmes Solidaires et le Collectif pour les droits des migrants (CDM), alertent sur la situation dramatique de nombreux ressortissants afghans et afghanes, en particulier des femmes et des journalistes, qui restent bloqués en Afghanistan ou dans des pays de transit faute d'obtenir un visa de long séjour leur permettant de rejoindre leur famille en France. Les procédures actuelles, bien que prévues par la loi, sont entravées par une absence de mise en oeuvre effective, des délais excessivement longs et une application restrictive des critères d'octroi. En conséquence, de nombreuses personnes se trouvent exposées à des risques graves, notamment des persécutions en raison de leur engagement en faveur des droits humains, de leur activité journalistique ou de leur situation de vulnérabilité en tant que femmes isolées. Face à cette situation, il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage pour accélérer et faciliter l'octroi des visas de long séjour aux ressortissants afghans éligibles au regroupement familial ou à la réunification familiale. Il lui demande aussi si des directives spécifiques ont été émises pour assurer la protection des personnes particulièrement menacées, notamment les femmes, les journalistes et les défenseurs des droits humains. Par ailleurs, il souhaite connaître les moyens mobilisés pour améliorer l'accès à ces visas dans les pays où les ambassades françaises sont actuellement fermées ou en fonctionnement restreint. Il le remercie de bien vouloir préciser les actions entreprises pour garantir que la France honore ses engagements en matière de protection internationale et de droit à la vie familiale.

Réponse. – Depuis 2021, la France permet aux ressortissants afghans en besoin de protection de solliciter un visa leur permettant de rejoindre la France pour y demander l'asile. Des orientations ont été conjointement définies par le ministère de l'Intérieur et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et chaque demande recevable fait l'objet d'un examen individuel approfondi de la situation. Dans ce cadre, les journalistes, travailleurs humanitaires, militants en faveur des droits de l'Homme ou les femmes isolées font l'objet d'une attention renforcée. Comme pour toute demande de visa, le ministère de l'Intérieur est extrêmement attentif au risque de menace à l'ordre public. Délivré à titre exceptionnel, ce visa de long séjour constitue une mesure de faveur qui relève du pouvoir discrétionnaire des autorités françaises, ni le droit international, la Convention de Genève en particulier, ni le droit européen ni le droit français ne prévoyant le droit de demander l'asile depuis un pays tiers. Depuis la fermeture de l'ambassade à Kaboul fin août 2021, la France poursuit ses efforts pour aider notamment les familles de ressortissants afghans ayant obtenu l'asile en France. Le décret n° 2008-1176 du 13 novembre 2008 ouvre ainsi la possibilité pour les ressortissants étrangers justifiant de motifs imprévisibles et impérieux de déposer leur demande de visa dans le pays d'accueil où ils se trouvent, par dérogation aux circonscriptions telles que définis par l'arrêté du 11 juillet 2024. Instruction a été donnée à l'ensemble des postes consulaires de recevoir les demandes déposées par les membres de famille de réfugiés, dès lors que les intéressés sont présents dans le pays. Ainsi, tout poste saisi est tenu d'enregistrer la demande de visa. Une procédure de traitement accéléré et prioritaire par l'ensemble des acteurs, selon les règles de droit commun, a été mise en place. En cas de difficultés, les intéressés ont la possibilité de contacter les consulats concernés par messagerie et téléphone. En outre, les services compétents du ministère de l'Intérieur peuvent également être saisis.

Temps de travail des pompiers professionnels

3129. – 6 février 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les conditions d'engagement volontaire des sapeurs-pompiers professionnels lors d'urgences telles que le cyclone Chido à Mayotte. Selon les représentants des sapeurs-pompiers professionnels (SPP), le recensement des personnels volontaires pour partir aider est commandé par Paris et réalisé auprès de chaque service d'incendie et de secours (SIS) par zone de défense. Ils précisent que chaque SIS applique ses propres règles de comptabilisation du temps de travail des SPP. Ainsi, lors de leur engagement à Mayotte et, de la même manière, lors des importantes campagnes d'intervention de pompiers mobilisant des volontaires, les SPP doivent soit s'engager sous statut de sapeur-pompier volontaire (SPV), soit prendre sur leurs crédits de congés annuels le temps de leur engagement. Les représentants des SPP précisent que, sous le statut SPV, le temps de travail et de repos des sapeurs-pompiers n'est pas contrôlé. Les représentants des SPP demandent donc que, lors de campagnes d'intervention volontaire au service d'un autre SIS, le SIS d'origine reconnaisse le temps de travail de l'agent volontaire en solidarité avec le SIS soumis à une sollicitation exceptionnelle de ses moyens matériels et humains. Il souhaite connaître l'avis du Gouvernement en la matière et les mesures qu'il compte prendre afin qu'un sapeur-pompier professionnel n'ait pas à utiliser ses crédits de congé annuels pour s'engager volontairement auprès d'un service d'incendie et de secours faisant face à une urgence.

Temps de travail des pompiers professionnels

4391. – 24 avril 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** les termes de sa question n° 03129 sous le titre « Temps de travail des pompiers professionnels », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – L'article L. 723-2 du code de la sécurité intérieure dispose que "toute personne, qu'elle soit ou non en activité et quelle que soit son activité professionnelle, peut devenir sapeur-pompier volontaire, sous réserve de satisfaire aux conditions d'engagement". L'article L. 723-6 du même code quant à lui précise que "le sapeur-pompier volontaire prend librement l'engagement de se mettre au service de la communauté. […] Il contribue ainsi directement, en fonction de sa disponibilité, aux missions de sécurité civile de toute nature confiées aux services d'incendie et de secours". Partant de choix personnels des sapeurs-pompiers professionnels qui souhaitent s'engager en tant que sapeurs-pompiers volontaires, comme c'est le cas d'un peu plus de la moitié des effectifs, les mobilisations lors de renforts peuvent donc être assurées par des sapeurs-pompiers professionnels et des sapeurs-pompiers volontaires, dont certains peuvent être par ailleurs professionnels. L'engagement de tous les sapeurs-pompiers volontaires, que ces derniers soient salariés ou fonctionnaires notamment, peut bien s'opérer alors qu'ils sont, sur leur activité principale, en position de congé, de disponibilité ou encore pris en compte par leur employeur dans le cadre de conventions avec les services d'incendie et de secours. Lorsqu'ils sont engagés comme sapeurs-pompiers professionnels, le temps de travail réalisé durant la mobilisation est pris en compte selon les

modalités prévues notamment au II de l'article 3 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature, et les dépassements constatés par rapport à leur cycle de travail peuvent être indemnisés. Cette diversité d'engagement reste une force de notre modèle de sécurité civile en permettant, notamment, d'assurer une montée en puissance rapide des effectifs mobilisables, en fonction des choix opérés par chacun des services d'incendie et de secours selon ses ressources et ses contraintes, et ce nécessairement en accord avec les agents directement concernés. Il peut être signalé que la contrainte financière n'entre pas dans ces choix locaux puisque, dans le cadre de ces renforts mobilisés à la demande de l'État et en application de l'article L. 742-11 du code de la sécurité intérieure, l'État prend à sa charge les dépenses afférentes à l'engagement des agents et, le cas échéant, des matériels des services d'incendie et de secours. Enfin, il reste à rappeler que la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service a ouvert plusieurs droits aux sapeurs-pompiers volontaires victimes d'un accident survenu ou atteint d'une maladie contractée en service ou à l'occasion du service, notamment pour ceux qui sont par ailleurs fonctionnaires, titulaires ou stagiaires, ou militaires. Ces derniers bénéficient en effet, en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ou à l'occasion du service, du régime d'indemnisation fixé par les dispositions statutaires qui les régissent.

Clarification sur les conséquences de l'absence d'ouverture de compte dans le système d'information sur les armes avant le 31 décembre 2024

3155. – 6 février 2025. – **M. Christian Bilhac** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la situation des détenteurs d'armes, notamment les chasseurs, anciens chasseurs et tireurs sportifs, qui n'ont pas pu créer leur compte dans le système d'information sur les armes (SIA) à la date limite du 31 décembre 2024, fixée par le décret n° 2024-615 du 27 juin 2024 portant diverses mesures dans le domaine des armes. Des publics concernés ne se sont pas acquittés de cette démarche. Ainsi, de nombreux détenteurs d'armes se trouvent en infraction avec la réglementation en vigueur, ce qui pourrait entraîner des conséquences administratives significatives. Une des raisons principales de cette situation réside dans les difficultés rencontrées par un certain public, dû à l'illectronisme ou à l'incapacité à utiliser les outils numériques pour effectuer cette démarche, qui va de pair avec l'accès à l'information. C'est pourquoi, il lui demande s'il envisage d'octroyer un délai supplémentaire pour l'ouverture d'une compte dans le SIA.

Réponse. – Afin de moderniser, sécuriser et simplifier l'encadrement de l'acquisition et de la détention des armes à feu sur le territoire, le *système d'information sur les armes* (SIA) est déployé progressivement depuis 2022. Il a été ouvert aux détenteurs d'armes au titre d'un permis de chasser le 8 février 2022 puis aux licenciés de tir sportif le 27 février 2024. La situation des chasseurs et anciens chasseurs est une préoccupation constante au vu des difficultés que relève l'honorable parlementaire au regard du possible éloignement du numérique d'une partie de cette population. C'est pourquoi, concomitamment à l'ouverture du service, un ambitieux plan d'accompagnement a été mis en oeuvre, mobilisant les préfectures, les fédérations départementales de la chasse et les armuriers, afin d'offrir une assistance de proximité à la création de compte. Dans le prolongement de cette démarche pédagogique, la date limite d'enregistrement dans le SIA pour les chasseurs et anciens chasseurs, initialement fixée au 30 juin 2023 a été repoussée une première fois au 31 décembre 2023 puis au 31 décembre 2024. Les actions de sensibilisation ont également été renforcées lors du second semestre de l'année dernière. La mobilisation de tous les acteurs a rencontré un élan citoyen qui s'est traduit par une augmentation significative du volume de création de compte en fin d'année, avec près de 100 000 nouveaux comptes enregistrés en décembre 2024. Cette date butoir du 31 décembre 2024 a désormais valeur règlementaire. Elle est mentionnée à l'article 10 du décret en Conseil d'Etat n° 2024-615 du 27 juin 2024 portant diverses mesures dans le domaine des armes. Le report de cette date par la prise d'un nouveau décret en Conseil d'Etat n'est donc pas envisagé. Toutefois, les services déconcentrés de l'Etat chargés de la police spéciale des armes ont reçu pour instructions d'accueillir avec compréhension les démarches de régularisation des détenteurs d'armes sans condition de délai.

Accès des maires aux personnes fichées S

3236. – 13 février 2025. – **M. Pierre-Jean Verzelen** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur l'accès aux maires des personnes fichées S. Les personnes fichées S concernent des personnes faisant l'objet de recherches pour prévenir des menaces graves pour la sécurité publique ou la sureté de l'État dès lors que des informations ou des indices réels ont été recueillis à leur égard. Il s'agit d'une des catégories du ficher des personnes recherchées (FPR). En général, la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), autrement dit le

service du renseignement français, produit les fiches S. Une personne peut être fichée S dans le cadre d'une enquête et surveillée à ce titre. Un rapport d'information du Sénat de 2018 indique que 29 973 personnes font l'objet d'une fiche S au sein du FPR. Les maires ne sont pas autorisés à avoir accès à ces informations. Or, cet accès leur permettrait de garantir davantage la sécurité de leurs habitants et de la commune. De plus, le maire emploie du personnel : que ce soit pour la mairie, pour les écoles ou l'entretien de la commune. Il serait ainsi judicieux qu'il puisse vérifier le profil des agents qu'il recrute. Aussi, il demande à ce que le Gouvernement envisage de transmettre ces informations aux maires afin d'assurer la sécurité de tous.

Réponse. – Dans une instruction du 13 novembre 2018 relative à la mise en oeuvre d'un dialogue renforcé entre l'État et les maires dans le domaine de la prévention de la radicalisation violente, le ministère de l'Intérieur a défini un cadre afin de permettre, à l'égard des élus locaux, un partage ponctuel et non systématique d'informations nominatives et confidentielles sur des individus présentant une menace, et ce, sous certaines conditions. Cette instruction énonce notamment que « l'inscription d'une personne au FSPRT ou l'inscription d'une fiche S au FPR constitue des mesures opérationnelles de suivi discrètes, qui doivent, pour être efficaces, rester inconnues de celui qui en fait l'objet. Une diffusion large de ces informations serait susceptible de compromettre les investigations et de nuire à l'exhaustivité des informations contenues dans ces fichiers. C'est pourquoi le maire ne peut avoir accès direct aux informations contenues dans ces fichiers ».

Impact du décret n° 2024-1074 sur la sécurité des cyclistes

3244. – 13 février 2025. – **Mme Pascale Gruny** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les conséquences du décret 2024-1074 du 27 novembre 2024 en matière de sécurité des cyclistes. Ce décret interdit désormais l'utilisation de feux rouges clignotants à l'arrière des cycles, remettant ainsi en cause la légalité du dispositif de radar détecteur de voiture. Or, cet équipement est largement utilisé par les cyclistes, notamment sur les routes en milieu rural, où la visibilité des usagers vulnérables n'est pas toujours garantie. Ce radar détecte les véhicules approchant par l'arrière, parfois jusqu'à 1 000 mètres, et active un signal lumineux rouge clignotant, alertant ainsi les automobilistes de la présence d'un cycliste et permettant à ce dernier d'adapter son comportement. Cet outil joue donc un rôle crucial dans la prévention des accidents. Compte tenu de ces éléments, elle souhaiterait savoir quelles mesures le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour assurer la sécurité des cyclistes. Elle l'interroge également sur la possibilité d'une dérogation permettant l'utilisation des feux rouges clignotants pour les dispositifs spécifiquement destinés à améliorer la sécurité des cyclistes sur la route.

Réponse. – Le Code de la route, notamment les articles R. 313-1 et suivants, régit les dispositifs d'éclairage et de visibilité autorisés sur les véhicules en circulation, notamment sur les cycles. Par conséquent, tout dispositif d'éclairage non explicitement prévu par ces articles, est par défaut interdit. Dans ce contexte, et pour la sécurité des cyclistes et celle des conducteurs d'engins de déplacement personnel motorisés, le décret n° 2024-1074, publié au *Journal officiel* du 29 novembre 2024, a permis d'équiper vélos ou trottinettes électriques d'éclairages, de feux et de dispositifs rétro-réfléchissants supplémentaires et facultatifs, venant en complément de ceux déjà obligatoires. L'installation de feux indicateurs de direction, d'un feu stop, d'un second feu de position avant ou arrière sur un cycle a ainsi été rendue possible. Ces mesures sont issues des plans « vélo et marche » du 5 mai 2023 et « trottinettes électriques » du 29 mars 2023. En outre, le même décret a modifié l'article R.313-5 pour rétablir que le feu de position arrière des cycles ne doit pas être clignotant. Le signal rouge clignotant a en effet une autre signification : celle d'un freinage d'urgence. Le fait qu'un même signal puisse avoir deux significations différentes est à proscrire, au risque d'induire les autres usagers de la route en erreur. En outre, jusqu'en 2016, l'article R313-25 du code de la route interdisait le clignotement des feux arrière, de tous les véhicules, y compris des cycles. Le décret n° 2016-448 a modifié cet article pour l'adapter aux dispositions des directives ou règlements européens sur l'homologation des véhicules à moteur, et rendre possible le déclenchement d'un clignotement de certains de leurs feux arrières. L'impact sur les dispositifs d'éclairage des cycles n'a pas été évalué sur le moment. De plus, le décret n° 2024-1074 permet aux usagers de cycles et EDPM de les équiper de feux indicateurs de direction, de couleur orange et clignotants, et d'un feu stop s'allumant lorsque les freins sont enclenchés. Il apparaît donc qu'associer un feu arrière clignotant, avec des feux indicateurs de direction eux-mêmes clignotants pourraient engendrer une confusion de la part des autres usagers de la route. De même, l'allumage du feu stop pourrait être moins bien reconnu dès lors que le feu de position arrière est clignotant. Pour l'ensemble de ces raisons, le décret n° 2024-1074 a donc rétabli l'interdiction du clignotement permanent des feux de position arrière des vélos, précisant que ces feux doivent être fixes et bien visibles. Un retour en arrière sur ce décret, qui participe utilement à l'amélioration de la sécurité routière des cyclistes, n'est donc pas envisagé par le Gouvernement.

Gestion des logements de fonction des gendarmes

3254. – 13 février 2025. – **M. Jean-Yves Roux** appelle l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la possibilité d'amélioration de la gestion des logements de fonctions de la gendarmerie nationale. Les militaires de la gendarmerie nationale bénéficient chacun d'un logement de fonction en casernement, afin de garantir leurs disponibilités. Ces logements de fonction constituent à la fois un droit et une obligation (Art. L. 4145-2 du code de la défense). Cependant des militaires et spécialement des gendarmes, en raison de leurs faibles mutations, acquièrent souvent au cours de leur carrière des logements privés. Mais même lorsqu'ils sont autorisés à habiter entièrement dans leurs logements privés, les gendarmes conservent un logement de service, et paient des taxes et charges afférentes sur celui-ci. En somme, en plus d'éviter aux gendarmes de cumuler les taxes de leur logement principal et de fonction, la libération de ces habitations non occupées permettrait de lutter considérablement contre la dégradation de l'immobilier de la gendarmerie nationale. En effet, le rapport d'information « Immobilier de la gendarmerie nationale : mettre fin au désordre bâtimentaire » publié le 10 juillet 2024 par le Sénateur Belin, montre que les loyers représentent 64 % du budget annuel de la gendarmerie pour financer le parc immobilier, tandis que les 649 casernes domaniales se trouvent dans une situation dégradée par l'insuffisance des fonds alloués à l'entretien et à la rénovation des infrastructures. Ainsi, il tient à rappeler que la libération de ces logements insuffisamment occupés permettrait à la fois l'essor du pouvoir d'achat des gendarmes et la redistribution de l'enveloppe budgétaire de la gendarmerie. Il lui demande combien de personnes sont concernées par cette double affectation de logement et comment il entend favoriser une gestion plus juste des logements de fonction mis à disposition.

Réponse. – Pour les officiers et sous-officiers de gendarmerie, occuper le logement qui leur est concédé par nécessité absolue de service (LCNAS) est une obligation prévue par l'article L. 4145-2 du code de la défense, les dispositions des décrets n° 2008-946 et 2008-952 du 12 septembre 2008 ainsi que les articles D. 2124-75 et D. 2124-75-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P). En effet, le modèle d'organisation de la gendarmerie repose sur le maillage territorial des brigades et le logement par nécessité absolue de service en caserne ou annexe de casernement, que les militaires sont tenus d'occuper. Il s'agit du système d'armes de la gendarmerie qui permet de garantir un service public de sécurité de proximité dans la profondeur des territoires, au travers de gendarmes immergés au sein des populations qu'ils protègent et disposant d'une connaissance fine de leur circonscription. L'obligation d'occuper le logement concédé est le corollaire indissociable des sujétions inhérentes au statut militaire des officiers et sous-officiers de gendarmerie en termes d'emploi (article L. 4145-2 du code de la défense) non seulement en matière de disponibilité, mais également de mobilité, conformément à l'article L.4121-5 du code de la défense aux termes duquel : « *les militaires peuvent être appelés à servir en tout temps et en tout lieu* ». Ainsi, si certains militaires souhaitent légitimement investir et accéder à la propriété immobilière, il s'agit d'un choix personnel qui ne remet pas en cause l'obligation d'occuper leur logement concédé par nécessité absolue de service. En conséquence, ne pas observer l'obligation légale d'occupation du LCNAS peut entraîner des dysfonctionnements au sein des unités, porter préjudice à la réactivité opérationnelle et dégrader la qualité du service rendu à la population. Elle expose donc le militaire concerné à des sanctions. Cependant, à titre exceptionnel, pour répondre à des situations particulières telles que le handicap d'une personne à charge par exemple, certains militaires peuvent être autorisés à occuper un logement ne dépendant pas de l'État-gendarmerie, notamment leur logement personnel. Ces dérogations sont strictement et limitativement encadrées par la réglementation afin de tenir compte de ces situations sans préjudice pour le service.

Concours des sapeurs pompiers et affectation

3274. – 13 février 2025. – **Mme Vivette Lopez** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur le concours d'entrée dans la fonction de sapeur-pompier qui attire chaque année un grand nombre de candidats. Le candidat qui réussit le concours d'entrée est inscrit sur une liste d'aptitude. Il doit alors postuler afin d'être recruté par un service départemental d'incendie et de secours (SDIS). Or, il apparaît depuis plusieurs années qu'un nombre important de candidats ayant passé le concours avec succès se retrouvent sans affectation, les besoins en personnel étant souvent surestimés au moment de la planification des recrutements. Ce décalage entre l'offre et la demande de postes a pour conséquence une grande frustration chez les jeunes recrues dont la validité du diplôme ne peut en outre excéder 4 ans. Elle lui demande ainsi les mesures envisagées par le Gouvernement pour assurer une meilleure adéquation entre les recrutements et les postes disponibles, et soutenir les candidats dans leur recherche de postes.

Réponse. – Conformément au principe de libre administration des collectivités territoriales, les collectivités et leurs établissements publics territoriaux déterminent librement leurs politiques de gestion des ressources humaines. L'État ne dispose d'aucune compétence pour intervenir dans ces recrutements. À ce titre, les services d'incendie et de secours organisent eux-mêmes, ou avec l'aide des centres départementaux de gestion (CDG), les concours d'accès au grade de caporal de sapeurs-pompiers professionnels (SPP), selon un rythme bisannuel. Ils déterminent ainsi le nombre de places ouvertes au concours concerné et recruteront ensuite, au fil des vacances de postes constatées et en fonction de leurs capacités budgétaires, pour répondre à leurs besoins en caporaux de SPP. C'est ainsi que la réussite d'un candidat au concours de caporal de sapeurs-pompiers professionnels permet son inscription sur une liste d'aptitude, préalable obligatoire à tout recrutement selon les règles communes à l'ensemble de la fonction publique territoriale. L'inscription sur cette liste n'a donc pas valeur de recrutement automatique. Il revient ensuite aux lauréats de candidater sur les postes publiés par les services d'incendie et de secours qui procèdent ensuite aux recrutements en fonction de leurs besoins propres. Par ailleurs, l'inscription d'un candidat sur une liste d'aptitude est valable deux ans, renouvelable deux fois pour une durée d'un an à la demande du candidat, comme le prévoit l'article 24 du décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale. Cette règle, qui permet d'échelonner les recrutements sur plusieurs années en fonction des besoins effectifs des services, offre ainsi une durée totale de validité du concours de quatre ans au lauréat. Enfin, il convient également de souligner que les listes d'aptitude ont une valeur nationale. Dès lors, les lauréats peuvent candidater sur l'ensemble des postes publiés dans tous les services d'incendie et de secours en France, y compris dans les services dont les effectifs importants génèrent des recrutements réguliers.

Encadrement des rave parties

3315. – 13 février 2025. – **Mme Frédérique Puissat** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la multiplication des rave-parties non déclarées. Ces évènements génèrent des troubles importants à l'ordre public et mettent en difficulté les maires et élus locaux qui se retrouvent démunis face à ce phénomène. De nombreux élus se sont déjà manifestés sur ces situations qui fragilisent la République. C'est le cas par exemple à Chichilianne, dans l'Isère, où 600 participants se sont réunis au pied d'une réserve naturelle du Vercors, causant des dégâts considérables sur un terrain agricole. Ce type d'événements provoque des dégâts matériels conséquents, mais créent aussi un climat d'insécurité. Ces rassemblements, organisés clandestinement et en violation du droit de propriété, se déroulent sans autorisation préalable. En outre, ils favorisent le trafic de drogue, attirant certains participants uniquement pour écouler des substances illicites. Ces situations mobilisent alors de manière coûteuse les forces de l'ordre, les pompiers et les services de secours. Il est impératif d'instaurer un cadre législatif plus ferme pour responsabiliser les organisateurs, mieux prévenir ces événements et abaisser leur seuil d'encadrement légal. Actuellement, seuls les rassemblements de plus de 500 participants doivent être déclarés en préfecture, excluant de facto de nombreux événements non déclarés. Il pourrait être envisagé d'abaisser ce seuil à 200 participants, bien que cette mesure ait déjà été proposée à plusieurs reprises, sans succès. Étant donné que ces événements s'organisent en secret, il pourrait également être intéressant de renforcer les sanctions, en augmentant les amendes et en imposant des travaux d'intérêt général. Ainsi, elle souhaite lui demander si le Gouvernement envisage de telles mesures afin de renforcer notre arsenal législatif et ainsi mieux lutter contre ces pratiques.

Réponse. – Sous couvert de rassemblement festif, les "rave-parties" non déclarées posent régulièrement de sérieux problèmes d'ordre public, et surtout constituent des situation potentiellement dangereuses pour leurs participants. Les festivals de musique dénommés "rave-parties" constituent des rassemblements festifs à caractère musical, au sens de l'article L 211-5 du code de la sécurité intérieure. Dès lors qu'ils répondent aux caractéristiques prévues par l'article R. 211-2 du code de la sécurité intérieure (diffusion de musique amplifiée, nombre prévisible de participants supérieur à 500, annonce par tout moyen de communication, choix d'un terrain présentant des risques potentiels pour la sécurité des participants en raison de l'absence d'aménagement ou de la configuration des lieux), leur organisateur doit déclarer le rassemblement auprès de la préfecture au plus tard un mois avant la date prévue. Lorsque le rassemblement ne répond pas à l'une des quatre conditions cumulatives du régime de la déclaration préalable, notamment si l'effectif prévisible de participants est inférieur à 500 personnes, et que celui-ci se déroule sur une seule commune, le maire peut faire usage de ses pouvoirs de police administrative générale, sur le fondement de l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales, en vue de prévenir les atteintes à la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques. Dans le respect des conditions de légalité des arrêtés de police (proportionnalité, prohibition des mesures d'interdiction générale et absolue), le maire peut, par arrêté, restreindre

la circulation, interdire la consommation d'alcool sur la voie publique, pendant une plage horaire déterminée, ou encore interdire le stationnement ainsi que le port et le transport de tout objet susceptible de présenter un danger. Si ces mesures préventives ne suffisent pas à assurer le bon déroulement de la manifestation et que les risques de troubles à l'ordre public sont importants au regard des circonstances locales, l'autorité municipale peut aller jusqu'à interdire le rassemblement. Ainsi, même en dessous du seuil de 500 participants, l'autorité de police peut prendre les mesures nécessaires pour faire cesser les troubles à l'ordre public. Les services de l'État, sous l'autorité des préfets et sous-préfets, se tiennent aux côtés des maires pour les accompagner dans ces démarches, le préfet pouvant, le cas échéant, se substituer au maire, dans les conditions de droit commun, s'il estime que les mesures nécessaires n'ont pas été prises. Par ailleurs, le fait d'organiser un rassemblement mentionné à l'article L. 211-5 du code de la sécurité intérieure sans déclaration préalable ou en violation d'une interdiction prononcée par le préfet du département ou, à Paris, par le préfet de police, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de cinquième classe (article R. 211-27 du CSI), soit 1 500 euros (ou 3 000 euros en cas de récidive), et le contrevenant s'expose également à la saisie du matériel sonore utilisé pour une durée maximale de 6 mois en vue de sa confiscation par le tribunal judiciaire (article L. 211-15 du CSI). Les rave parties peuvent également être qualifiées d'attroupement relevant des dispositions de l'article 431-3 du code pénal. D'une part, le rassemblement doit avoir lieu sur la voie publique ou dans un lieu public. La jurisprudence considère qu'un lieu privé peut se transformer en lieu public en raison de circonstances exceptionnelles. Si le rassemblement est ouvert à toute personne et fait l'objet d'une publicité, il s'agit d'une réunion publique. En revanche, si l'accessibilité est restreinte, il s'agira d'une réunion privée. D'autre part, le rassemblement doit être susceptible de troubler l'ordre public. La simple menace d'un trouble à l'ordre public est suffisante. Ainsi, l'article 431-4 du code pénal réprime d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait de continuer volontairement à participer à un attroupement après que des sommations ont été effectuées. Au-delà de ces sanctions, les rassemblements illégaux de moins de 500 participants ne demeurent pas impunis. En effet, les éventuelles infractions relatives au trouble à l'ordre public qui y sont commises sont relevées. À ce titre, les infractions de tapage nocturne, la participation à une manifestation interdite, la détention de stupéfiants, la conduite sous stupéfiants ou en état d'alcoolémie et les infractions de police de la route font l'objet de poursuites. Les rave parties illégales catalysent de nombreux incidents, allant du trouble à l'ordre public, aux conséquences graves sur la santé des participants. Il est malheusement arrivé que l'issue d'une rave party soit fatale. Parfois, des participants sont transféré à l'hopital le plus proche en urgence absolue, ou décèdent suite à une overdose de stupéfiants. Dans ce contexte, il faut donc parfois protéger nos concitoyens contre eux-mêmes, ce à quoi s'emploient les forces de l'ordre et de sécurité civile mobilisées en nombre pour ce genre d'événements. Face à cela, le ministre d'Etat est pleinement favorable à un durcissment de la réglementation, pour empecher les rave parties illégales.

Mortalité routière en 2024

3359. – 20 février 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports** sur la hausse des chiffres de la mortalité sur les routes de France en 2024. Selon l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière, la mortalité sur ces 12 derniers mois (de décembre 2023 à décembre 2024) est en hausse de +1 % par rapport aux 12 mois précédents. La mortalité des usagers de deux-roues motorisés (726 décès) est en hausse de 3 % sur cette période par rapport à la période 2022-2023. Par ailleurs, 451 piétons (+3 % par rapport à 2022-2023) et 222 cyclistes (+19 % par rapport à 2019) sont décédés. Enfin, le bilan souligne que la mortalité des jeunes conducteur (18-24 ans) a connu une hausse de 7 % par rapport à la période 2022-2023. Il souhaite donc connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement afin de prévenir les accidents mortels et de mieux protéger les usagers de la route les plus vulnérables. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Mortalité routière en 2024

4599. – 8 mai 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** les termes de sa question n° 03359 sous le titre « Mortalité routière en 2024 », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – La mortalité sur les routes a connu une légère augmentation en 2024 par rapport à 2023. Ces deux dernières années constituent néanmoins les deux bilans les moins meurtriers depuis un siècle. De même, si la mortalité des jeunes a connu une hausse en 2024 par rapport à 2023, elle a connu une diminution de 56 % depuis 20 ans. Le Gouvernement est résolu à prévenir les accidents mortels et mieux protéger les usagers de la route, notamment les plus vulnérables. Pour y parvenir, il mène une politique globale de sécurité routière autour de ses piliers d'éducation, de prévention, de réglementation, de contrôle et d'accompagnement des victimes. Le comité

interministériel de la sécurité routière (CISR) du 17 juillet 2023 a réaffirmé ce principe et décidé 38 mesures autour de 7 axes prioritaires. Les 38 mesures ont été déclinées en 84 actions unitaires, associant sept ministères (Intérieur, Transports, Justice, Finances, Éducation nationale, Santé et Travail). Ce corpus d'actions constitue la feuille de route du Gouvernement. A ce jour, plus de la moitié des mesures ont été mises en oeuvre. Parmi celles restant à réaliser, de nombreuses relèvent du niveau législatif et seront discutées dans la cadre de la proposition de loi créant l'homicide routier. Par ailleurs, le Gouvernement poursuit une politique de communication active en faveur de la sécurité routière, plus particulièrement en direction des usagers vulnérables. Ainsi, une campagne de communication déployée en 2024 a rappelé aux piétons l'importance des équipements permettant d'améliorer leur visibilité. Les cyclistes sont également concernés par de nombreuses campagnes de prévention qui s'adressent à l'ensemble des usagers de la route et notamment à l'occasion du Tour de France avec l'opération de sensibilisation « la route se partage ». Enfin, à l'attention des jeunes usagers de la route, la Sécurité routière déploie depuis de nombreuses années sur de multiples supports la campagne « SAM, celui qui conduit c'est celui qui ne boit pas », qui met l'accent sur les risques liés à l'alcool au volant. Les dangers de la conduite sous usage de stupéfiants font également l'objet, depuis deux ans, de campagnes « la drogue vous fait du mal. Sur la route elle peut être fatale ». Ces campagnes nationales sont complétées au niveau local par de très nombreuses initiatives coordonnées et soutenues par les préfectures dans le cadre des plans départementaux d'actions de sécurité routière (PDASR). Toutes ces initiatives seront soutenues et amplifiées en 2025.

Modalités de contrôle de gestion au sein des services départementaux d'incendie et de secours

3519. – 27 février 2025. – **Mme Cathy Apourceau-Poly** appelle l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les modalités du contrôle de gestion au sein des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS). Le conseil départemental qui est l'autorité de tutelle des SDIS doit pouvoir bénéficier de moyens de contrôles indépendants de la chaîne de commandement afin de contrôler la gestion de ces institutions de façon impartiale et indépendante. Les SDIS, comme les hommes et les femmes qui les composent, sont une institution respectée des Français et sont reconnus comme exemplaires. Cette exemplarité ne garantit jamais contre les comportements individuels délictueux mais l'exemplarité se protège en se dotant des outils de contrôle de gestion adaptés. Elle lui demande s'il ne serait pas envisageable dans ce cadre de généraliser le détachement d'un officier auprès du président du conseil départemental spécifiquement dédié au contrôle de gestion.

Réponse. – Les services d'incendie et de secours (SIS) sont des établissements publics autonomes qui demeurent régis par un conseil d'administration (CA), constitué d'élus du conseil départemental, des établissements publics de coopération intercommunale et des communes. Si le SIS abrite un service en charge du contrôle de gestion positionné sous l'autorité du directeur départemental, la gouvernance est assurée par des autorités auxquelles ce même directeur demeure subordonnée. En vertu des dispositions de l'article L.1424-30 du code général des collectivités territoriales, le président de ce conseil d'administration est attributaire d'un large portefeuille de prérogatives telles que la préparation et l'exécution des délibérations, la passation des marchés et la nomination des personnels du service d'incendie et de secours. De plus, le ministère de l'Intérieur dispose d'un organe d'inspection dédié au travers de l'inspection générale de la sécurité civile, qui réalise des missions d'évaluation et de contrôle des SIS et peut réaliser une inspection spécifique, à la demande du préfet de département.

Classement de l'American Bully parmi les chiens dangereux

3555. – 27 février 2025. – **M. Hugues Saury** attire l'attention de **M. le Premier ministre** sur la nécessité de classer la race de chien American Bully comme chiens dangereux afin que leur maître soit soumis à certaines obligations et précautions. En France, certains chiens considérés comme pouvant être dangereux sont soumis à une réglementation spécifique. Cette catégorisation, établie par l'arrêté du 27 avril 1999 pris en application de l'article 211-1 du code rural, classe les chiens en deux catégories distinctes en fonction de leurs caractéristiques morphologiques. On distingue ainsi les « chiens d'attaque » (catégorie 1) des « chiens de garde et de défense » (catégorie 2). En fonction de l'appartenance à l'une ou l'autre de ces catégories, les maîtres sont soumis à certaines obligations : permis de détention du propriétaire, évaluation comportementale de l'animal, conditions spécifiques d'accès de l'animal aux espaces publics, etc…Depuis plusieurs années, on constate sur le territoire national une augmentation des incidents impliquant des chiens de race American Bully, certains ayant entraîné des blessures graves. Cette situation suscite des inquiétudes croissantes parmi la population et relance le débat sur la nécessité d'un encadrement plus strict de la détention de ces chiens. Bien que ne figurant pas officiellement parmi les races reconnues comme dangereuses par la loi du 6 janvier 1999, l'American Bully est issu de croisements entre des races telles que l'American Pit Bull Terrier et l'American Staffordshire Terrier, qui elles figurent sur la liste des chiens

classés en catégorie 1 et 2. Cette généalogie soulève des interrogations légitimes sur le comportement de cette race et sa dangerosité potentielle, notamment en cas de détention par des propriétaires peu formés voire irresponsables. Par ailleurs, plusieurs pays, comme le Royaume-Uni, ont récemment pris des mesures pour restreindre ou interdire la détention d'American Bully, à la suite d'une recrudescence d'attaques mortelles. En France, ces chiens ne sont soumis à aucune réglementation spécifique, ce qui permet leur adoption sans contrôle préalable, contrairement aux chiens déjà classés en catégorie 1 et 2, pour lesquels des obligations strictes sont imposées aux propriétaires (déclaration en mairie, stérilisation obligatoire pour certains, permis de détention, formation, interdiction de vente ou de cession). Face à ces éléments, il semble nécessaire d'envisager un encadrement renforcé de la détention de ces chiens et ce afin de garantir la sécurité de tous. Aussi il lui demande si le Gouvernement envisage de réviser très prochainement la législation en vigueur afin d'inclure l'American Bully dans la liste des chiens dangereux. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – Plusieurs dispositifs permettent de lutter contre les dangers que peuvent présenter certains chiens. D'une part, l'arrêté du 27 avril 1999 établit la liste des chiens susceptibles d'être dangereux. Il définit des chiens de première et de deuxième catégories, au regard de leur race ou de leurs caractéristiques morphologiques, en application de l'article L. 211-12 du code rural et de la pêche maritime. L'american bully n'appartient à aucune des races mentionnées dans la première ou deuxième catégorie. Toutefois, l'annexe de cet arrêté précise que « *Les chiens visés dans le présent arrêté, que ce soit pour la première ou la deuxième catégorie, sont des molosses de type dogue, définis par un corps massif et épais, une forte ossature et un cou épais* ». Les chiens de type molossoïde de type dogue sont donc susceptibles d'être classés en première catégorie si leurs caractéristiques morphologiques les rendent assimilables à une race de chien figurant à l'article 1er (staffordshire terrier, american staffordshire terrier, mastiff ou tosa) de l'arrêté du 27 avril 1999 ou en seconde catégorie si leurs caractéristiques morphologiques les rendent assimilables aux chiens de race rottweiler mentionnés au dernier alinéa de l'article 2 du même arrêté. Dans le cas de l'american bully, cette race issue d'un croisement n'étant pas stabilisée, une appréciation au cas par cas en fonction des caractéristiques morphologiques de l'animal doit être privilégiée. Ainsi, en cas de doute sur la catégorisation d'un chien issu d'un croisement, une détermination morphologique doit être réalisée à partir de l'âge de huit mois, lorsque le chien a développé ses caractéristiques morphologiques définitives. Si le vétérinaire estime que le chien correspond aux critères exposés dans l'annexe de l'arrêté du 27 avril 1999, le propriétaire ou détenteur de l'animal doit se mettre en conformité avec les obligations qui pèsent sur tout détenteur de chien catégorisé. D'autre part, quand bien même un chien ne serait pas catégorisé, s'il est susceptible de présenter un danger pour les personnes ou les animaux domestiques, le maire ou, à défaut, le préfet peut prescrire à son propriétaire ou à son détenteur de prendre des mesures de nature à prévenir le danger, en application de l'article L. 211-11 du code rural et de la pêche maritime. Ces mesures, qui doivent être proportionnées au danger que représente le chien, peuvent notamment consister en la réalisation d'une enquête comportementale par un vétérinaire, l'obligation pour le détenteur de l'animal de suivre une formation, le placement de l'animal dans un lieu de dépôt adapté, voire son euthanasie, le cas échéant sans délai en cas de danger immédiat pour les personnes ou les animaux domestiques. Compte tenu des accidents survenus au cours des dernières années impliquant des chiens de race American bully, une réflexion est en cours avec les services du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire afin de faire évoluer la législation dans le sens d'une prévention renforcée des risques que peut présenter le comportement de ce type de chien.

Encadrement juridique de la pratique de l'attelage équestre de loisir en France

3615. – 6 mars 2025. – **Mme Sylviane Noël** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la nécessité de légiférer rapidement pour encadrer concrètement les conditions d'exercice de l'activité d'attelage équestre de loisir en France, sur la voie publique et sur les voies privées. En effet, ce type d'activité est très plébiscité par les familles avec jeunes enfants notamment et force est de constater qu'il existe aujourd'hui un déficit notoire de réglementation sur les modalités pratiques d'exercice de cette activité à tous les niveaux (droits et obligations du loueur, encadrant, guide, responsabilité, sécurité, matériel, etc…). Contrairement à nos pays voisins qui réglementent déjà cette pratique en interdisant notamment la montée et la descente d'un véhicule en mouvement, en France, un attelage hippomobile est considéré comme n'importe quel autre véhicule et ses modalités de circulation sur la voie publique et sur les voies privées relèvent donc du code de la route par défaut. À ce jour, rien n'est d'ailleurs précisé sur les droits et obligations des différents intervenants dans l'exercice de cette pratique que ça soit le loueur, l'encadrant, le meneur (conducteur) ou les participants. Si au quotidien, le bon sens est de rigueur, il est plus que temps de le traduire juridiquement pour réglementer cette discipline et que cessent définitivement les accidents de cette pratique mortelle. En effet, cette absence de cadre réglementaire précis a déjà

malheureusement abouti à de véritables drames à l'image de la petite Nina âgée de six ans, originaire du département de la Haute-Savoie, décédée tragiquement le 3 juillet 2021 alors qu'elle pratiquait une sortie en famille à bord d'un attelage équestre en vacances dans le Tarn. Comment rester insensible face à la détresse de ces parents qui ont perdu leur enfant lors d'une promenade en attelage ? Pour prévenir d'autres accidents graves à l'avenir, il est désormais urgent de légiférer en prenant en compte une série de mesures, à la fois préventives et coercitives à l'exercice de cette pratique comme par exemple : interdire aux enfants mineurs et adultes la montée et descente de tout véhicule en mouvement, sauf cas d'urgence ; former le personnel instructeur et encadrant au minimum d'un certificat de spécialisation, utilisation et conduite d'attelage de chevaux (CS USAC) du ministère de l'agriculture ; contrôler la formation et les acquis du personnel instructeur et encadrant, par l'obtention d'une certification de type FRANCE ENERGIE ANIMALE ; former les utilisateurs à l'évacuation du véhicule en cas d'urgence ; rendre obligatoire le marchepied fixe et antidérapant et d'une dimension ad hoc ; exiger des équipements anti-encastrements et un contrôle régulier et systématique du matériel avant chaque utilisation ; imposer une homologation et des contrôles techniques périodiques de ces véhicules ; améliorer la sécurité et la pédagogie pour évaluer les risques le plus en amont possible pour les éviter. Elle interroge donc le Gouvernement pour savoir s'il existerait de telles mesures réglementaires applicables à la conduite des chevaux attelés sur la voie publique et sur les voies privées ou pour le transport de personnes ou de biens et à défaut elle souhaiterait que le Gouvernement puisse s'emparer de ce sujet délicat pour prendre rapidement les mesures qui s'imposent avant d'autres victimes.

Réponse. – La préservation de la sécurité de nos concitoyens est la préocupation constante du ministère de l'intérieur. Le décès de cette jeune enfant, le 3 juillet 2021, est dramatique. Cette tragédie a donné lieu à des suites judiciaires. La vigilance et le respect du code de la route et des recommandations de sécurité, sont attentus de la part des usagers, quelque soit le type de véhicule. En cas d'accident ou de négligences, ils s'exposent à des poursuites. Le code de la route définit, pour les types d'usagers, les règles de circulation sur les voies ouvertes à la circulation publique. Un véhicule à traction animale doit suivre des règles similaires, sauf exception, à celles appliquées à un véhicule motorisé. Le meneur d'un attelage, lorsqu'il se déplace sur une route ouverte à la circulation publique, est un conducteur au sens du code de la route. Il doit alors adopter, à tout moment, un comportement prudent et respectueux envers les autres usagers, et notamment faire preuve d'une prudence accrue à l'égard des usagers les plus vulnérables, conformément aux dispositions de l'article R. 412-6. De plus, le chapitre IV « Convois et véhicules à traction animale » du titre III du Livre IV vient préciser certaines règles propres à ces véhicules. Ainsi, si le nombre de bêtes de trait d'un attelage est supérieur à six, ou à cinq en enfilade, une aide doit être adjointe au conducteur. Concernant les exigences techniques, le code de la route précise qu'il est nécessaire d'équiper les véhicules à traction animale de dispositifs d'éclairage. Peuvent être cités en exemple les feux émettant vers l'avant et vers l'arrière obligatoires la nuit, ou le jour lorsque la visibilité est insuffisante. En outre, un frein ou un dispositif d'enrayage doivent être installés sur les véhicules à traction animale, lorsque le relief l'exige, pour éviter tout emballement de la vitesse. Le non-respect de ces règles est puni d'une contravention, dont la classe varie en fonction de la règle. L'interdiction de monter ou de descendre d'un véhicule en mouvement est l'une des principales recommandations de sécurité à appliquer. Par ailleurs, le code de la route définit, dans son article R. 110-2, l'arrêt comme l'immobilisation momentanée d'un véhicule sur une route durant le temps nécessaire pour permettre la montée ou la descente de personnes.

Pénurie de places à l'examen du permis de conduire

3658. – 6 mars 2025. – **M. Cédric Chevalier** appelle l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les difficultés actuelles pour obtenir une place à l'examen du permis de conduire. Dans le cadre d'une modernisation du processus d'inscription à l'épreuve pratique, la sécurité routière a mis en place, depuis 2022, une nouvelle plateforme numérique destinée à simplifier la réservation des créneaux d'examen. Cet outil permet aux professionnels de l'apprentissage de la conduite de réserver en ligne des places pour leurs candidats. Pour les écoles de conduite, un espace spécifique, accessible à l'adresse pro.permisdeconduire.gouv.fr, permet de visualiser en temps réel les créneaux disponibles, de suivre les réservations effectuées et d'organiser la formation en fonction des dates d'examen retenues sur l'ensemble de la France. Toutefois, cette nouvelle organisation, qui a eu pour effet de décloisonner les inscriptions, a entraîné des conséquences inattendues dans certains départements. Ainsi, dans la Marne, où le nombre d'inspecteurs devrait suffire aux besoins locaux, la saturation des créneaux en région parisienne pousse certaines auto-écoles de la capitale à venir y inscrire leurs candidats. Cette situation intensifie la concurrence et complique l'accès aux examens pour les candidats locaux, rallongeant considérablement les délais d'attente. Ce phénomène contribue ainsi à accentuer la pénurie de créneaux

disponibles dans le département, compromettant la fluidité du passage de l'examen et retardant l'obtention du permis de conduire pour de nombreux candidats marnais. Considérant que ces retards, parfois de plusieurs mois, constituent un frein majeur à la mobilité et à l'employabilité, en particulier pour les jeunes en milieu rural, il l'interroge sur les mesures envisagées pour remédier à cette situation.

Réponse. – La mise en place en 2022 de la plateforme numérique RdvPermis s'est inscrite dans une démarche de modernisation du processus d'inscription à l'épreuve pratique, visant à simplifier la réservation des créneaux d'examen pour les professionnels de l'apprentissage de la conduite. Cet outil, co-construit avec les professionnels du secteur, a permis d'apporter transparence, équité et fluidité dans la répartition des places d'examen, et est soutenue par l'ensemble des organisations professionnelles du secteur. Par ailleurs, afin de protéger les établissements départementaux, un système de priorité territoriale a été mis en place. Cependant, dans un souci d'optimisation et pour éviter toute perte de places, ce qui serait contreproductif pour l'ensemble du système, les places non réservées par les auto-écoles locales après un certain délai sont ouvertes aux établissements d'autres départements, dans la limite de trois places par établissement. Il convient de souligner que, sur le premier trimestre 2025, dans le département de la Marne, cette ouverture a concerné seulement 47 places sur un total de 3 746 réservées, soit moins de 1,3 % des places. Ce chiffre ne saurait donc être considéré comme un facteur de déstabilisation des examens dans la Marne. Le Gouvernement met en place plusieurs mesures pour réduire les délais d'attente des passages de l'épreuve pratique du permis de conduire. Ces mesures comprennent notamment le recrutement de nouveaux inspecteurs, la mise en place d'examens supplémentaires, réalisés par des inspecteurs volontaires, et le recours à des inspecteurs retraités pour renforcer les départements en tension. Le ministère de l'Intérieur est pleinement mobilisé pour améliorer la célérité du passage du permis de conduire.

Difficultés rencontrées par les services d'incendie et de secours en matière d'assurance

3660. – 6 mars 2025. – **Mme Évelyne Perrot** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les difficultés rencontrées par les services d'incendie et de secours (SDIS) en matière d'assurance. À l'heure du renouvellement des marchés d'assurances, le SDIS subit une augmentation du coût total de 60 %, soit plus de 128 000 euros. Certains lots voient même leur augmentation atteindre des chiffres très élevés. A titre d'exemple : 239 % pour la responsabilité civile ou + 80 % pour la flotte de véhicules ; tout en sachant que s'y ajoutent souvent une hausse des franchises et une baisse des garanties. Cette situation concerne de nombreux SDIS sur le territoire français. La hausse exorbitante des primes d'assurance est principalement due à un marché tendu et aux désengagements de plusieurs compagnies réduisant la concurrence. Elle lui demande donc comment le Gouvernement envisage d'accompagner les SDIS face à ces hausses.

Réponse. – La sinistralité croissante liée notamment à la recrudescence des aléas climatiques et l'apparition de risques nouveaux (cyber-risques par exemple) ont incité certains assureurs à quitter le marché de l'assurance des collectivités dans un contexte d'offre assurantielle réduite et marquée par des équilibres techniques difficiles à trouver pour les acteurs présents. Cette raréfaction de l'offre assurantielle pour les acheteurs publics se traduit par une pression à la hausse des primes, voire par l'absence de réponse à certains appels d'offre. En outre, pour les contrats existants, certains assureurs font application des dispositions législatives du code des assurances pour résilier les contrats ou imposer des conditions tarifaires qui peuvent être difficilement soutenables. Face à ces difficultés assurantielles, l'évaluation du risque et de la valeur assurée avec le plus haut degré de précision possible est, pour les collectivités, une conditionindispensablepour faciliter le dialogue avec les assureurs et accroître leurs chances d'obtenir des réponses aux appels d'offres. Par ailleurs, plutôt que de chercher une couverture totale du risque, une évaluation préalable détaillée permet d'accepter des franchises et primes en adéquation avec les réalités économiques de la collectivité et d'envisager l'auto-assurance dans certains cas. La mise en oeuvre d'une politique ambitieuse de prévention et de protection contre les risques est en outre fondamentale pour réduire le coût de l'assurance. Il existe notamment une corrélation forte entre l'existence d'un plan de prévention du risque inondation sur un territoire et la fréquence des sinistres, de la même manière que la mise en place d'un plan de prévention des inondations se traduit, en moyenne, par une réduction de 28% du coût des sinistres. A ce titre, il existe des dispositifs permettant d'accompagner les collectivités dans leurs efforts de protection contre les risques. L'Etat a ainsi porté à 300 Meuros, dans la loi de finances pour 2025, le budget alloué au Fonds de prévention des risques naturels majeurs (dit « fonds Barnier »), qui peut être mobilisé par les collectivités pour financer des dépenses d'investissement afin de réaliser des études, des travaux ou des équipements de prévention ou de protection contre les risques naturels. Dans le but d'éviter une éventuelle augmentation excessive du montant des primes en cours d'exécution du contrat, les collectivités peuvent prévoir une clause permettant de réduire les

risques à garantir en cas de hausse anormale de la sinistralité ou bien encore une clause de sauvegarde permettant de résilier le contrat sans indemnité si l'augmentation de la prime dépasse un certain montant ou pourcentage. En avril 2024, Alain Chrétien et Jean-Yves Dagès, missionnés par le Gouvernement, ont finalisé un rapport sur l'assurabilité des biens des collectivités locales et de leurs groupements. La mission n'a pas examiné spécifiquement la situation des SIS. Néanmoins, les constats posés et les recommandations conduisent à apporter des réponses visant à améliorer le fonctionnement du marché des assurances et les relations entre assureurs et établissements publics locaux, parmi lesquels les SIS. Le Sénat a par ailleurs produit en mars 2024 un rapport d'information relatif aux problèmes assurantiels des collectivités territoriales. Au-delà du diagnostic qu'ils apportent, ces rapports comprennent diverses recommandations dont le Gouvernement étudie l'opportunité et la mise en oeuvre.

Hausse des fraudes à l'examen du passage théorique du code de la route

3707. – 13 mars 2025. – **M. Cédric Perrin** appelle l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur l'accroissement des fraudes à l'examen du passage théorique du code de la route. Ces dernières années attestent malheureusement d'une hausse de ce trafic lucratif pour lequel les propositions pullulent sur les réseaux sociaux. Ce délit se traduit de deux manières : soit via l'achat frauduleux du certificat sans même passer l'examen, soit par la tricherie lors de l'examen avec la connivence de certains opérateurs privés chargés de faire passer cet examen depuis son externalisation en 2016. En 2024, 7 000 épreuves du code de la route ont ainsi été annulées pour fraude, et 84 centres d'examens ont été fermés, des chiffres en évolution malgré les mesures de renforcement des contrôles informatiques ou sur sites qui ont été prises par le Gouvernement. Au-delà du fait délictueux, les conséquences en matière de sécurité routière peuvent malheureusement s'avérer dramatiques. C'est pourquoi, il lui demande si le Gouvernement envisage de faire évoluer la réglementation afin d'éradiquer ce phénomène en constante évolution, malgré le renforcement des contrôles.

Réponse. – La lutte contre la fraude aux examens théoriques du permis de conduire constitue une priorité, pour le ministère de l'intérieur, et pour la délégation à la sécurité routière. La réglementation a été renforcée en 2024, afin de mettre l'accent sur la prévention et la répression de ces fraudes. Depuis 2024, les organismes agréés sont tenus à une obligation de contrôle interne et à la surveillance renforcée de leurs sites d'examens. Cette surveillance accrue et les barrières techniques mises en place permettent d'une part, de prévenir la fraude et d'autre part, de détecter rapidement les centres fraudeurs. L'arrêté du 29 avril 2024 a ainsi mis à jour le cahier des charges régissant l'organisation des épreuves théoriques générales. Il comporte désormais les mesures suivantes : - le report de 24 heures du résultat obtenu par le candidat ; - l'interdiction des sessions d'examen les dimanches et jours fériés et la limitation des horaires de passage des épreuves exclusivement entre 8 heures et 20 heures ; - le suivi en temps réel d'indicateurs destiné à déceler les irrégularités : taux de réussite, éloignement géographique, dépassement des créneaux horaires ; - l'obligation de contrôle interne au sein des organismes agréés ; - la nomination de référents régionaux anti fraude au sein de chaque organisme agréé. Les organismes agréés mettent en oeuvre un plan de contrôle annuel de leurs centres. Les services de l'Etat sont mobilisés pour lutter contre la fraude, contrôler les centres et démanteler les éventuels réseaux. Ces actions ont permis en 2024 la fermeture de 83 centres. Depuis la parution du nouveau cahier des charges, deux organismes, sur les sept agréés au plan national, se sont vu retirer leur agrément national. Plus de 2,2 millions de candidats se sont présentés à l'examen ETG en 2024. Rapportés au nombre de candidats, les cas détectés représentent un ratio de fraude très faible, démontrant que l'immense majorité des centres d'examen ETG fonctionne normalement, dans le respect des règles. En 2025, la surveillance des centres va se poursuivre. Il sera demandé aux organismes agréés de renforcer et de formaliser les mesures relatives au contrôle interne, vecteur essentiel dans la lutte contre la fraude.

Dangers liés aux explorations illicites dans les catacombes de Paris

3710. – 13 mars 2025. – **Mme Catherine Dumas** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les dangers liés aux explorations illicites dans les catacombes de Paris. Elle note que l'accès aux catacombes est interdit depuis un arrêté préfectoral du 2 novembre 1955, pourtant de nombreux explorateurs continuent de s'y aventurer clandestinement, malgré les risques encourus. Ces explorations illégales, pratiquées par des « cataphiles », sont non seulement dangereuses mais également illégales, exposant les contrevenants à des amendes. Elle précise que ces incursions illégales posent des problèmes de sécurité publique. En 2017, deux adolescents se sont perdus pendant trois jours dans les catacombes, nécessitant une mobilisation très importante des services de secours, notamment le groupe de recherche et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) et la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (BSPP). Elle constate que malgré les interdictions et les dangers connus, les explorations clandestines persistent, mettant en péril la sécurité des individus et la préservation du patrimoine

souterrain de la ville. Les autorités compétentes, notamment l'Inspection générale des carrières et la brigade spécialisée de la police nationale, peinent à endiguer ce phénomène, malgré des patrouilles régulières et des actions de fermeture des accès illégaux. Elle souhaite par conséquent lui demander ce que le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour renforcer la sécurité et la protection des catacombes, prévenir les explorations illégales et préserver ce patrimoine historique unique.

Réponse. – Les catacombes de Paris forment, en sous-sol de la capitale, un dédale de 280 km de galeries. Leur accès est formellement interdit par un arrêté préfectoral du 2 novembre 1955, notamment en raison de la dangerosité des lieux (risques d'égarement, d'éboulement, de chute dans des puits). Au sein de la direction de l'ordre public et de la circulation (DOPC) de la préfecture de police, le groupe d'intervention et de protection (GIP), composé de la brigade de protection et de la brigade d'intervention, est chargé de la sécurisation des carrières. Sa mission consiste en premier lieu à rechercher, reconduire en surface et verbaliser les individus se trouvant illégalement dans les carrières de Paris. Elle consiste également à mettre en place un plan de recherche par secteur en cas de signalement de personnes disparues. La brigade de protection effectue des patrouilles quasi-quotidiennes sur des vacations de journée (entre 8 heures et 20 heures) pour assurer la formation interne, procéder aux vérifications techniques et à la sécurisation générale du réseau. À cette occasion, elle est en relation avec l'inspection générale des carrières (IGC), service dépendant de la mairie de Paris. Elle est sa principale interlocutrice pour lui signaler des plaques d'accès dessoudées ou le creusement de passages appelés « chatières ». L'IGC procède en réponse au scellement de plaques d'accès et à l'injection de béton dans les galeries. La brigade de protection organise également mensuellement des missions de sécurisation en soirée et de nuit pour contrôler la fréquentation du réseau et reconduire en surface les cataphiles. La nuit (entre 21 heures et 6 heures) et les week-ends, la brigade d'intervention est déployée pour secourir des personnes égarées. En 2024, 342 contraventions ont été rédigées pour non-respect des dispositions de l'arrêté précité de 1955. 13 individus ont également été mis à disposition de l'autorité judiciaire (violation d'un terrain militaire sous le Val de Grâce, infractions à la législation sur les stupéfiants et port d'arme prohibé). Pour prendre en compte et évacuer les blessés, les militaires du groupe de recherche et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris sont compétents pour intervenir dans les carrières du sous-sol de la capitale. Entre 2020 et 2023, ces lieux ont généré 17 interventions des sapeurs-pompiers, permettant de porter assistance à 104 victimes. Ce sont des opérations souvent longues (3h en moyenne) qui mobilisent près d'une quinzaine de militaires et 4 véhicules de secours. Deux opérations conjointes de secours ont été réalisées par le GIP et le GRIMP en 2024 pour des personnes en difficulté. Au regard du linéaire à couvrir en sécurisation, le dispositif actuel paraît correctement dimensionné. Toutefois, l'apparition cyclique de nouvelles brèches engendre ponctuellement une hausse de fréquentation des sous-sols parisiens. Une fois les accès détectés et refermés, le nombre de visiteurs diminue fortement. Aussi, des mesures sont prises régulièrement pour réduire le nombre d'accès aux carrières, notamment avec le renforcement des dispositifs de verrouillage des puits, le scellement des plaques d'accès et la présence policière. Une faiblesse du dispositif actuel réside dans la porosité entre le réseau des carrières et des galeries techniques. Les opérateurs de réseaux peuvent se montrer réticents à supporter le coût financier des opérations de "rebouchage" des chatières. Enfin, depuis novembre 2024, l'arsenal de répression a évolué vers une verbalisation à l'aide d'un procès verbal électronique qui facilite la rédaction et le suivi du relevé d'infraction. Les infractions à l'arrêté préfectoral du 2 novembre 1955 sont ainsi passibles d'une amende forfaitaire d'un montant de 135 euros avec une majoration à 375 euros.

Simplification et modernisation de la procédure de demande de visa long séjour temporaire pour les visiteurs fréquents

3718. – 13 mars 2025. – **M. Laurent Burgoa** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la complexité et les contraintes administratives liées à la procédure actuelle de demande de visa long séjour temporaire (VLST) pour les ressortissants de pays tiers souhaitant séjourner en France jusqu'à six mois. Actuellement, la procédure impose aux demandeurs de naviguer entre plusieurs plateformes en ligne, de fournir de nombreux documents justificatifs en personne et de se présenter dans un centre TLS situé souvent à plusieurs centaines de kilomètres de leur domicile. Cette lourdeur administrative entraîne des délais importants, des coûts élevés et des difficultés techniques récurrentes. En outre, alors que le décret de 2024 autorise désormais la conservation des données biométriques pour une période de cinq ans, la procédure ne permet toujours pas aux demandeurs réguliers de renouveler leur VLST de manière simplifiée. Plusieurs demandeurs expriment le souhait que les avancées technologiques soient pleinement mises à profit pour moderniser ce dispositif. Aussi, il lui demande si le Gouvernement envisage de mettre en place une procédure de renouvellement simplifiée en ligne

pour les titulaires réguliers de VLST, permettant : La soumission dématérialisée des documents requis (justificatifs de revenus, de logement, d'assurance maladie) et des informations du passeport via le portail TLS ou un système intégré similaire à l'administration numérique pour les étrangers en France (ANEF). La conservation et la réutilisation des données biométriques pendant cinq ans. Une procédure de renouvellement allégée permettant aux demandeurs de VLST de recevoir leur visa sans obligation de se rendre systématiquement en centre TLS. L'envoi des passeports visés par courrier sécurisé ou leur mise à disposition dans un centre TLS sans rendez-vous obligatoire. Il souhaiterait connaître la position du Gouvernement sur ces propositions et savoir quelles mesures pourraient être prises pour simplifier et accélérer la procédure de demande de VLST, en facilitant ainsi les séjours des visiteurs réguliers en France.

Réponse. – Les ressortissants de pays tiers souhaitant séjourner ou s'installer en France doivent déposer une demande via l'application France-Visas. Les conditions de dépôt d'une demande de visa ont en effet été améliorées par le déploiement de France-Visas, qui permet d'introduire une demande de manière dématérialisée. A ce projet, s'ajoute le choix fait d'externaliser le traitement des demandes des visas dans de nombreux postes diplomatiques et consulaires. Cette organisation permet de faire face à l'augmentation du volume global des demandes et d'absorber les pics saisonniers, tout en garantissant un excellent niveau de qualité dans le traitement des demandes, d'assurer une meilleure présence géographique dans les pays très étendus, d'améliorer l'accueil du public en réduisant les files d'attente par la prise de rendez-vous dédiés, et optimiser l'organisation des services des visas, qui peuvent se recentrer sur l'instruction des dossiers. Dans les pays où les services de visas ont externalisé la réception des dossiers, ce dispositif conduit le demandeur de visa à adresser sa demande en ligne sur le portail de France-Visas et à la finaliser par la prise de rendez-vous auprès du prestataire de services. Cette démarche s'applique à tous les demandeurs de visas, notamment ceux souhaitant séjourner ou s'installer en France pour une durée supérieure à 3 mois. Cette modalité d'organisation des services chargés de l'instruction des demandes de visa a permis un meilleur accueil et une plus grande efficacité dans la gestion des demandes. Les autorités françaises considèrent que le maintien de ce système est la garantie d'un traitement des demandes de visas efficace, assurant un haut niveau de sécurité tant pour les demandeurs que dans la qualité de l'instruction des demandes. Les Etats de l'Union, parallèlement, mettent en place, avec la réflexion actuelle sur la dématérialisation des demandes de visas, l'évolution des systèmes d'information européens et la recherche de solutions pour les prises de rendez-vous, des travaux aboutissant à des règlements et directives, dans le but d'améliorer l'attractivité du continent européen. S'agissant d'une possible simplification de la procédure passant par le téléchargement des justificatifs sur France-Visas, il convient de souligner qu'un chantier relatif à la numérisation de la procédure des visas de court séjour a été lancé en décembre 2023 au sein du Conseil de l'Union européenne, avec le double objectif de rendre la procédure de demande de visa plus efficace et d'améliorer la sécurité de l'espace Schengen, au moyen de règles et principes en faveur d'une sécurisation des visas dématérialisés. La numérisation de la procédure de demande de visa apportera un changement dans la manière de communiquer la décision au demandeur d'une part, et dans le format du visa qui devient numérique d'autre part. Ce dispositif complète d'autres dispositifs européens destinés à renforcer les contrôles des voyageurs aux frontières de l'Espace dans un souci d'interopérabilité des différents systèmes d'information européens. Ces évolutions pourront également être appliquées à la délivrance des visas nationaux de long séjour. En parallèle du raccordement de l'outil national France-Visas à l'UE VAP, la dématérialisation de la procédure des visas de long séjour est en cours de développement avec un projet de numérisation intégrale de l'outil France-Visas. S'agissant enfin de la prise des relevés d'empreintes digitales, disposition qui trouve son fondement dans l'article L. 142-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), celle-ci permet l'identification certaine de tout porteur d'un visa. Elle répond à des objectifs d'intérêt général, de prévention du risque de fraude et contribue à la sécurité de l'espace Schengen au titre de l'acquis communautaire en contrepartie de la libre circulation.

Émergence d'une nouvelle escroquerie sophistiquée sur des plateformes de paiement en ligne

3756. – 13 mars 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire** sur l'émergence d'une nouvelle forme d'escroquerie qui cible les usagers d'un service de paiement en ligne réputé. Il s'agirait de l'exploitation pernicieuse d'une brèche du système d'envoi de messages de la plateforme qui permettrait à des acteurs malveillants d'envoyer d'authentiques notifications aux usagers de celle-ci. Ces notifications ne seraient donc pas détectables par les systèmes de sécurité existants programmés pour prévenir les cas, désormais bien identifiés, d'hameçonnage ou de courriels trompeurs. Il serait possible de créer un compte sur cette plateforme

sous une fausse identité, ajouter une nouvelle adresse courriel et insérer un texte frauduleux dans le champ prévu pour les précisions. Le texte en question imiterait fréquemment la confirmation d'achat d'un produit (souvent du matériel informatique onéreux) en affichant un montant exprimé en dollars et en renvoyant vers un faux service client. Le message de précision se retrouverait automatiquement transformé en courriel officiel de la plateforme de paiement et arriverait ensuite dans la boîte de réception des victimes avec toutes les caractéristiques d'un courriel fiable. Les escrocs compteraient sur la panique des victimes et leur réflexe de recourir au service client factice pour « annuler la transaction » via un système prétendument sécurisé qui demanderait à la victime de renseigner un code de vérification transmis par téléphone. Ce code serait, en réalité, une clef de téléchargement d'un logiciel espion que les acteurs malveillants utiliseraient, notamment, pour récupérer les identifiants bancaires enregistrés dans le navigateur de recherche de la victime et activer des transactions bancaires de sa part, à son insu. Il souhaite donc connaître l'avis du Gouvernement sur cette nouvelle forme d'escroquerie en ligne et les mesures qu'il compte prendre afin de la prévenir. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Émergence d'une nouvelle escroquerie sophistiquée sur des plateformes de paiement en ligne

4823. – 22 mai 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** les termes de sa question n° 03756 sous le titre « Émergence d'une nouvelle escroquerie sophistiquée sur des plateformes de paiement en ligne », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – La lutte contre les fraudes en ligne, en particulier celles visant les moyens de paiement, est une priorité pour la gendarmerie nationale et de la police nationale. Cette action repose sur une approche globale : accueil des victimes, outils et investigations numériques, coopération avec les partenaires publics et privés, et action internationale. La sensibilisation du public repose sur l'engagement conjoint des institutions publiques, du secteur privé et des élus, qui peuvent s'appuyer sur leur ancrage local. L'accompagnement des victimes commence par la qualité de l'accueil dans les unités de gendarmerie et les services de police. À cela s'ajoutent des outils numériques comme la plateforme Perceval, opérationnelle depuis 2019, qui permet aux particuliers de signaler des fraudes à la carte bancaire. Avec plus de 200 000 signalements par an, Perceval fournit des données précieuses pour relier des faits entre eux et conduire des enquêtes judiciaires. Elle a démontré son efficacité lors des jeux Olympiques de Paris 2024, en permettant l'arrêt d'une escroquerie ciblant des food trucks, contribuant à l'ouverture de plus de 500 procédures. De même, la plateforme PHAROS, gérée par l'office anti-cybercriminalité (OFAC) de la direction nationale de la police judiciaire (DNPJ), traite l'ensemble des signalements de contenus illicites sur internet (plus de 220 000 signalements reçus en 2024), tandis que la plateforme Thésée de l'OFAC est disponible pour certaines escroqueries commises sur internet par un auteur inconnu (plus de 107 000 déclarations reçues en 2024). Commun à la police et à la gendarmerie, le dispositif « *17-cyber », mis en place* le 17 décembre 2024, permet aux victimes de comprendre rapidement à quel type de menace elles sont confrontées et ainsi recevoir des conseils personnalisés en fonction de l'atteinte subie (en lien avec *www.cybermalveillance.gouv.fr*). Plus généralement, les victimes d'escroquerie, personnes physiques ou morales, peuvent également solliciter la plateforme téléphonique « Info Escroqueries » gérée par la DNPJ. À l'échelle européenne, la coopération bénéficie d'outils juridiques efficaces tels que la décision d'enquête européenne, le mandat d'arrêt européen, les échanges d'informations prévus par l'initiative suédoise et l'appui d'agences comme Europol et Eurojust. En dehors de l'Union européenne, cette coopération se heurte souvent à un manque de réactivité de certains pays, choisis par les organisations criminelles pour échapper aux poursuites. Certains succès sont toutefois notables, notamment avec le soutien d'Interpol dans le démantèlement de *call-centers* d'escroqueries en Asie du Sud-Est. Le secteur bancaire, partenaire de longue date, a adapté ses procédures pour faire face à l'essor des fraudes comme les faux ordres de virement. Il s'agit à la fois de renforcer les vérifications et d'augmenter les capacités de récupération de fonds, notamment au sein de l'Union européenne. Du côté des usagers, la généralisation de la double authentification pour accéder aux services bancaires et effectuer des paiements en ligne représente une avancée majeure. L'évolution des pratiques frauduleuses fait l'objet d'un suivi attentif des forces de sécurité intérieure. La gendarmerie agit notamment grâce à son organisation structurée autour de l'UNC, qui concentre ses moyens opérationnels dans ce domaine. Cette unité, forte de vingt années d'investissement, est composée d'un état-major, d'une division opérationnelle, d'une division technique et d'une division dédiée à la proximité numérique. Elle coordonne également les unités de terrain, les cellules d'enquête spécialisées et les antennes territoriales du centre de lutte contre la criminalité numérique. Compte tenu des enjeux, les capacités de la gendarmerie dans le domaine cyber évoluent constamment. Elle dispose aujourd'hui de 10 000 cyber-gendarmes, dont un nombre croissant d'enquêteurs spécialisés. Plus de 1 000 sont formés aux enquêtes sous pseudonyme, 325 sont spécialisés en technologies numériques et 248 en cryptoactifs. Ces experts mènent à plein temps des investigations sur les escroqueries en

ligne et sont capables d'assurer les actes de criminalistique numérique nécessaires à une réponse rapide. Depuis 2022, les formations à l'analyse des cryptoactifs ont été renforcées avec l'ouverture d'un centre national de formation cyber à Lille. La police nationale s'est pour sa part dotée d'un « plan cyber 2022-2027 » pour renforcer son action de prévention et d'investigation de la cybercriminalité. Sur le plan opérationnel, l'office anti-cybercriminalité (OFAC) est chargé de la coordination et de l'animation opérationnelle dans la lutte contre la cybercriminalité. Sur le plan opérationnel, l'office anti-cybercriminalité assume un rôle de coordination et d'animation opérationnelle dans la lutte contre la cybercriminalité. Cet office central est également le point de contact central à l'international. Il assure, outre ses missions judiciaires, des actions de prévention, un travail de recueil et d'analyse du renseignement criminel et la production d'états de la menace. L'office dispose d'un maillage de 11 antennes et de 8 détachements d'antennes, sur lesquels il s'appuie pour ses missions d'enquête et d'appui aux investigations numériques menées par les services déconcentrés de police. Outre ce service hautement spécialisé, la police nationale dispose de plus de 15 000 agents formés aux investigations sur internet, dont les enquêteurs sous pseudonyme. Plus de 8 000 agents sont par ailleurs formés aux investigations techniques, dont les investigateurs en cybercriminalité (plus de 600). Plus largement, l'intelligence artificielle constitue un nouveau terrain de confrontation. Si elle est utilisée par les escrocs pour affiner leurs arnaques, elle peut aussi servir à automatiser la détection de comportements frauduleux. Enfin, le ministère, conscient des enjeux, est particulièrement actif dans la lutte contre les menaces cyber de tous types, dont les escroqueries, et en constante adaptation pour répondre à la menace, au niveau stratégique par l'intermédiaire du commandement du ministère de l'intérieur dans le cyberespace (COMCYBER-MI). Ce service à compétence nationale, créé en décembre 2023 et rattaché à la direction générale de la gendarmerie nationale, est chargé pour le compte du ministère de l'intérieur de la stratégie, de l'anticipation de la menace cyber et de la formation. Il permet ainsi au ministère d'avoir une connaissance fine de la menace et de mieux coordonner les actions des forces de police et de gendarmerie.

Rajeunissement des auteurs de projets d'attentat terroriste

3787. – 20 mars 2025. – **M. Édouard Courtial** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur le rajeunissement des auteurs de projets d'attentat terroriste en France. En février 2025, le directeur de la section antiterroriste de la Direction générale de la Sécurité intérieure (DGSI) évoquait au cours d'un entretien des statistiques et des chiffres sur les attentats déjoués sur le sol français, lesquels faisaient état d'une dynamique alarmante : parmi les individus qui ont été interpellés depuis 2023 pour des affaires reliées au terrorisme, 70 % avaient moins de 21 ans. Si les mineurs impliqués dans ces affaires restent « assez rares » selon le directeur de ladite section, il arrive aux agents de la DGSI de faire face à des mineurs « de 14 ans qui sont très déterminés ». Les chiffres du parquet national anti-terroriste (PNAT) confirment la tendance du rajeunissement des auteurs d'attentat sur le territoire français : tandis que les mineurs ne représentent, en 2022, que 1 % des mises en examen pour « association de malfaiteurs terroriste », leur proportion a atteint 10 % en 2023, puis 21 % sur les sept premiers mois de 2024. En 2024, cela représente 18 mineurs. En 2022, ils n'étaient que deux. Le rajeunissement des auteurs de projets d'attentat terroriste en France est très alarmant et pose question. Ces chiffres sont d'autant plus marquants qu'ils sont à ajouter aux adolescents et jeunes adultes qui sont passés à l'acte. Si ces cas sont encore rares, ils sont sources de vive préoccupation en raison de leur violence : Abdoullakh Anzorov a 18 ans lorsqu'il assassine lâchement Samuel Paty, tandis que Benjamin Amselem est attaqué dans les rues de Marseille en 2015 par un lycéen qui n'a que 15 ans au moment des faits. Ainsi, il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte mettre en place afin d'endiguer cette dynamique. Plus généralement, comment le Gouvernement entend s'adapter au rajeunissement progressif des auteurs de projets d'attentat terroriste en France.

Réponse. – Depuis 2023, plus des deux tiers des mis en cause dans des projets d'attentats ont moins de 21 ans, une menace portée non seulement par de très jeunes majeurs mais aussi par des acteurs mineurs. De même, à la suite de l'attentat d'Arras, il a été relevé une hausse des inscriptions de mineurs au fichier de traitement des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste (FSPRT). Aussi, au cours des cinq dernières années, la part des mineurs parmi les individus faisant l'objet d'un suivi actif au FSPRT a triplé, passant de 1,7 % en 2020 à 5,6 % aujourd'hui. Ce constat, largement partagé par nos partenaires européens et internationaux, concerne principalement la mouvance jihadiste, mais aussi les autres mouvances radicales, pour lesquelles l'endoctrinement rapide et l'accès à des contenus extrémistes en ligne facilitent également la radicalisation précoce. L'implication de mineurs dans des affaires de terrorisme n'est toutefois pas inédite. En 2014 et 2017, des mineurs étaient présents parmi les velléitaires au départ sur zone. De même, des mineurs parfois très jeunes ont été régulièrement impliqués dans les actions ou des projets d'action violente sur le territoire national. Ce qui est nouveau en revanche, c'est la proportion que représentent aujourd'hui les mineurs dans les projets terroristes déjoués et les actions commises sur

le territoire national, ainsi que l'extrême jeunesse de certains profils, impliqués dans des faits très graves. Parmi les services de l'État, la DGSI est responsable des investigations relatives à la préparation d'éventuelles actions violentes ou celles sur des projets de départ vers une zone de jihad. Ces investigations ont lieu aussi bien à l'encontre des objectifs majeurs que mineurs. Dans ce cadre, les objectifs mineurs sont détectés et pris en compte de la même manière que les autres objectifs de la DGSI. Lorsqu'un mineur est identifié comme porteur d'un projet d'action violente ou velléitaire au départ vers une zone de jihad, de manière identique à tout autre objectif majeur du service, la DGSI signale les faits au parquet national antiterroriste (PNAT), qui décide de confier ou non une enquête préliminaire à un service de police (DGSI, SAT, SDAT) pour les faits d'association de malfaiteurs terroriste. La DGSI peut également identifier un objectif mineur impliqué dans la diffusion et/ou la création de propagande jihadiste. Dès lors, cette infraction de nature infra-terroriste peut être signalée par le service, s'il le juge opportun, à l'autorité judiciaire compétente, au titre de l'article 40 du code de procédure pénale. La justice décidera de saisir, ou non, un service de police judiciaire pour enquêter sur ces faits dans la perspective d'une entrave judiciaire. Par ailleurs, dans le cadre du renforcement de la lutte contre la diffusion de contenus terroristes en ligne, le règlement européen dit « TCO » pour « Terrorist content online » permet aux autorités de chacun des États membres d'enjoindre aux hébergeurs le retrait dans l'heure des contenus terroristes. Dans ce cadre, la plateforme PHAROS donne la possibilité aux internautes et aux partenaires professionnels de signaler les contenus illicites en ligne. Afin de permettre la prise en charge du processus de radicalisation de façon précoce, notamment au profit des familles de jeunes radicalisés, le ministère de l'intérieur héberge une plateforme de signalement et d'assistance aux familles, aux professionnels et aux institutions. Ce centre national d'assistance et de prévention de la radicalisation (CNAPR) est accessible par un numéro vert, et sur internet, par des formulaires en ligne. En outre, ce centre dispose de psychologues pour mieux conseiller les appelants et procéder à un premier accompagnement. Les signalements font l'objet, le cas échéant, d'une évaluation par les services compétents. Par ailleurs, pour lutter contre le phénomène spécifique de la radicalisation des mineurs et opérer le suivi de ces individus, les dispositifs de prévention et de lutte contre la radicalisation en France ont été renforcés au cours des dernières années. Dispositif central de la lutte contre la radicalisation islamiste, le groupe d'évaluation départemental (GED) permet le décloisonnement de l'information entre les différents services de l'État, sous la direction du préfet et du procureur de la République. Aussi, afin de favoriser une détection précoce de la radicalisation, les dispositions réglementaires prévoient de convier systématiquement le directeur académique des services de l'éducation nationale (DASEN) en GED, lorsque les situations de mineurs ou jeunes majeurs scolarisés radicalisés sont inscrites à l'ordre du jour de l'instance. Ce renforcement de la coopération avec l'éducation nationale est essentiel dans la détection et le suivi de ces jeunes, radicalisés ou en voie de radicalisation. C'est dans cette instance d'évaluation qu'il peut être décidé de l'orientation vers une prise en charge sécuritaire ou à caractère social ou psychologique par la cellule locale de prévention de la radicalisation et d'accompagnement des familles (CPRAF), voire d'un double suivi, qui est à favoriser s'agissant de ce public. Par ailleurs, la sensibilisation et la formation des différents acteurs institutionnels travaillant au profit des mineurs et jeunes majeurs sur l'ensemble du territoire national sont des axes importants dans la prévention et la lutte contre la radicalisation. La DGSI sensibilise, soit directement soit par son réseau national de conférenciers spécialisés (CS-RAD), les acteurs de la protection de l'enfance, les agents de l'éducation nationale ainsi que des publics jeunes, étudiants, élèves de filières des métiers de la sécurité ou volontaires du service national universel. Ce réseau, qui oeuvre depuis deux ans en lien étroit avec les référents radicalisation positionnés auprès des préfets, a déjà mené plus de 100 actions à l'attention des équipes pédagogiques et des agents encadrants de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur. Ce sont ainsi plus de 4 100 professionnels de l'enseignement qui ont été sensibilisés.

Demande urgente de bilan national sur le suicide chez les sapeurs-pompiers

3799. – 20 mars 2025. – **M. Sebastien Pla** signale au **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** qu'à l'occasion de la conférence nationale des services d'incendie et de secours du 12 mars 2025, l'inspection générale de la sécurité civile a publié des données alarmantes sur les 273 suicides et tentatives de suicides recensés chez les pompiers en six ans, correspondant à un taux de suicide sept fois supérieur à la moyenne nationale. Il l'interroge donc sur la volonté du Gouvernement d'agir pour stopper ce fléau et s'il entend notamment encourager la consolidation des informations relatives aux risques psychosociaux des sapeurs-pompiers, comme, par exemple, la prise en compte, dans les données recensées, des suicides en caserne et pendant le service, mais aussi des suicides de celles et ceux qui ne se sont pas donné la mort à la caserne, mais l'ont fait, en tenue, ou alors qui expliquent, dans la lettre qu'ils ont laissée, les raisons de leur geste imputable au mal-être en service, ainsi que le réclament, de très longue date, leurs représentants syndicaux. Il lui signale que le suicide reste un sujet tabou dans notre société qui n'épargne pas le monde de l'engagement et de la protection civile, dont les effectifs restent stables avec 200 000

sapeurs-pompiers volontaires, 43 000 professionnels et 13 000 militaires à Paris et à Marseille, malgré une progression constante de leur engagement sur le terrain. Avec près de 5 millions d'interventions par an, alors même que le nombre de casernes a baissé de 30 %, l'allongement des délais d'intervention et la réduction des moyens sont à l'évidence des facteurs de stress qui concourent, selon lui, à renforcer les risques de mal-être en caserne. Il lui demande donc de déclencher, sans attendre, une mission relative au suicide chez les sapeurs-pompiers afin d'en connaître davantage sur l'ampleur de la souffrance ressentie, et, d'engager toutes initiatives utiles pour favoriser la prévention de tels drames. À ce titre, il souhaite savoir s'il compte être à l'initiative d'une réflexion avec les départements de France afin de favoriser et systématiser la reconnaissance de "l'imputabilité du service" à titre posthume pour les situations concernées, et d'éviter, ainsi, de rajouter de la peine aux familles endeuillées, lesquelles doivent, parfois, engager de longues procédures juridiques en réparation. Il le prie donc de bien vouloir tenir le Parlement informé des suites qu'il entend donner au travail mené durant le Beauvau de la sécurité civile, et plus particulièrement de lui préciser s'il entend agir pour préserver, au coeur de ce maillon indispensable de la gestion des crises et de la politique de sécurité nationale, la santé mentale des hommes et femmes, qui servent l'intérêt général, avec dévouement et abnégation.

Réponse. – Depuis plusieurs années, les suicides et tentatives de suicide des sapeurs-pompiers (professionnels et volontaires) et des militaires de la sécurité civile sont particulièrement suivis par les services d'incendie et secours, et ce sous la supervision directe de l'inspection générale de la sécurité civile, démontrant ainsi, s'il était nécessaire de le faire, toute l'attention portée par le Gouvernement à ces drames, et à leur prévention. Les causes en sont multiples, tant personnelles que professionnelles, et ne peuvent se résumer à quelques exemples, dès lors que chaque situation est différente. De même, le lieu de survenance ne peut être considéré à lui seul comme révélateur d'une cause plus que d'une autre. Quelles que soient les causes et les circonstances, un suicide est toujours un drame pour la communauté des sapeurs-pompiers. S'il n'appartient pas au pouvoir exécutif de commenter des décisions de justice, il convient de rappeler que les services d'incendie et de secours se mobilisent régulièrement et aussi efficacement que possible dans la prévention. Ainsi, les médecins-chefs des sous-directions santé ont récemment pu bénéficier d'une intervention lors de leur rencontre nationale annuelle précisant les modalités de recours au numéro 3114 de prévention du suicide et la mobilisation possible des psychologues et des psychothérapeutes des services d'incendie et de secours lors d'appels de sapeurs-pompiers ou de leur entourage. De plus, les travaux de l'observatoire national de la santé des agents des services d'incendie et de secours, créé à l'initiative du ministère en 2024, seront axés sur les risques psychologiques auxquels sont exposés les sapeurs-pompiers.

Annonce d'une solution pour l'adoption d'un décret attendu concernant la bonification de la retraite des sapeurs-pompiers volontaires

3886. – 27 mars 2025. – **Mme Else Joseph** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur le décret qui devait être adopté concernant la bonification de retraite pour les sapeurs-pompiers volontaires. L'article 24 de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 avait en effet prévu que les anciens sapeurs-pompiers volontaires ayant accompli au moins dix années de service, qu'elles soient continues ou non, ont droit à des trimestres supplémentaires pris en compte pour la détermination du taux de calcul de la pension et la durée d'assurance dans le régime. Un décret pris décret en Conseil d'État devait en effet préciser les conditions et les limites prévues par cette disposition. Récemment, le ministre de l'intérieur a indiqué dans une réponse ministérielle publiée au *Journal officiel* le 16 janvier 2025 que « les travaux interministériels ont repris pour aboutir à une solution sérieuse, applicable, dans l'esprit de la loi » (JO Sénat du 16/01/2025, p. 139). Elle demande donc au ministre ce qu'il en est et si ces travaux permettront l'adoption d'un décret dont la publication devient urgente en raison de l'importance du sujet soulevé.

Situation des sapeurs-pompiers volontaires concernant la bonification des trimestres pour leur retraite

3979. – 27 mars 2025. – **M. David Margueritte** appelle l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la situation des sapeurs-pompiers volontaires concernant la bonification des trimestres pour leur retraite. Les sapeurs-pompiers volontaires jouent un rôle essentiel dans la sécurité de nos concitoyens, intervenant souvent au péril de leur vie. Afin de reconnaître cet engagement, l'article 24 de la loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 prévoit que « les assurés ayant accompli au moins dix années de service, continues ou non, en qualité de sapeur-pompier volontaire ont droit à des trimestres supplémentaires pris en compte pour la détermination du taux de calcul de la pension et la durée d'assurance dans le régime, dans des conditions et des limites prévues par décret en Conseil d'Etat. » Cette disposition est une juste

compensation de leur dévouement et des risques qu'ils prennent quotidiennement. Or, ce décret n'a toujours pas été publié et des inquiétudes ont été soulevées concernant le périmètre des bénéficiaires de cette mesure, qui se limiterait aux seuls sapeurs-pompiers volontaires ayant eu une carrière hachée. Il lui demande de bien vouloir lui indiquer l'état d'avancement de ce décret et lui confirmer que tous les sapeurs-pompiers volontaires, sans exception, bénéficieront de cette bonification, conformément au vote du législateur.

Date de publication du décret relatif à la bonification des trimestres des sapeurs-pompiers volontaires

4546. – 8 mai 2025. – **Mme Frédérique Espagnac** souhaite rappeler l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** concernant l'attente du décret relatif à la bonification des trimestres des sapeurs-pompiers volontaires. Dans le cadre de la réforme des retraites, le Sénat a unanimement soutenu une mesure visant à reconnaître l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires, en prévoyant l'attribution de trois trimestres de retraite supplémentaires après dix années de service, puis d'un trimestre additionnel tous les cinq ans. Cette disposition traduit la volonté de la représentation nationale de saluer l'engagement citoyen de ces femmes et de ces hommes qui oeuvrent quotidiennement pour la sécurité de nos concitoyens. Elle visait également à renforcer l'attractivité du volontariat, essentiel à la bonne exécution des missions des services d'incendie et de secours, notamment dans un contexte marqué par la multiplication des crises climatiques ou sanitaires. Sans eux, la couverture opérationnelle ne pourrait être assurée de manière satisfaisante sur l'ensemble du territoire et les événements récents nous l'ont montré. La loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 a entériné cette mesure, et des annonces officielles ont confirmé sa mise en oeuvre. Or, ce décret relatif à la nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance n'a toujours pas été publié, suscitant l'inquiétude des intéressés. Aussi, elle souhaiterait connaître le calendrier précis de publication de ce décret et obtenir la garantie que l'ensemble des sapeurs-pompiers volontaires, quelle que soit leur situation professionnelle, bénéficieront de ces dispositions conformément à l'esprit de la loi adoptée.

Réponse. – Le Gouvernement est particulièrement attaché au modèle français de sécurité civile, fondé, entre autres, sur la complémentarité des statuts qui le composent : les sapeurs-pompiers professionnels, les sapeurs-pompiers volontaires, les militaires et les bénévoles. La loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 prévoit que les sapeurs-pompiers volontaires ayant accompli plus de 10 ans de service puissent bénéficier de trimestres de retraite selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État. Le décret d'application n'a pour l'heure pas été pris. Les premières écritures, ne satisfaisaient pas, en l'état, l'esprit de la loi. La concertation sur ce sujet nécessite du temps pour ne pas réaboutir à une situation insatisfaisante pour nos sapeurs-pompiers. Les travaux interministériels ont donc repris pour aboutir à une solution sérieuse et possible qui mette en oeuvre cette disposition dans l'esprit de la loi, c'est-à-dire qui vise à renforcer la fidélisation de nos sapeurs-pompiers volontaires et à reconnaître leur engagement. Ces travaux doivent aboutir rapidement, afin de reconnaître l'engagement de nos sapeurs volontaires, indispensables à la nation, et les services du ministère sont pleinement mobilisés pour y parvenir dans les prochaines semaines.

Contrôle des associations intervenant au titre de la politique d'immigration et d'intégration

3920. – 27 mars 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les améliorations à apporter au contrôle, par l'État, des associations intervenant au titre de la politique d'immigration et d'intégration. Selon le rapport de la Cour des comptes remis au Sénat en décembre 2024 au sujet des missions, du financement et du contrôle par l'État des associations intervenant au titre de la politique d'immigration et d'intégration, « l'État et son opérateur [l'Office français de l'immigration et de l'intégration] ne définissent pas avec suffisamment de précision la nature des missions d'accompagnement, les compétences requises et, dans les structures d'hébergement, le taux d'encadrement pour les réaliser (…) en particulier, il n'existe pas de référentiel commun en matière d'accompagnement ». Le rapport ajoute que « les opérateurs d'hébergement, comme les associations bénéficiaires des crédits déconcentrés d'intégration, ne sont contrôlés sur place qu'occasionnellement, et de manière particulièrement peu formalisée pour ce qui concerne les prestations d'accompagnement, au demeurant mal définies ». À ce titre, la Cour des comptes recommande d'élaborer un référentiel unique de tâches afin de mieux encadrer les dépenses et la qualité de l'accompagnement social des personnes hébergées dans le dispositif national d'accueil, et réfléchir à une tarification adaptée ; de définir de façon harmonisée et plus précise les compétences requises pour accompagner les demandeurs d'asile et les réfugiés, qu'ils soient ou non hébergés dans le dispositif national d'accueil et d'améliorer le suivi de l'activité d'accompagnement social organisée par les gestionnaires d'hébergement, notamment dans le cadre du déploiement à venir de nouveaux systèmes d'information. À la lumière de ce rapport et de ses recommandations, il souhaite connaître les

mesures que compte prendre le Gouvernement afin de mieux encadrer les dépenses et la qualité de l'accompagnement social des personnes hébergées dans le dispositif national d'accueil et d'améliorer la définition des compétences requises pour accompagner les demandeurs d'asile et les réfugiés.

Réponse. – Les missions d'accompagnement déléguées aux gestionnaires du dispositif national d'accueil (DNA) sont définies par le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment à l'article R.552-10 pris en application de l'article L.552-13 du même code. Elles sont précisées dans les cahiers des charges des structures du dispositif national d'accueil publiés par arrêté du ministre chargé de l'asile conformément à l'article R.552-2 du CESEDA, à savoir : pour les centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA), le cahier des charges fixé par arrêté du 19 juin 2019 (NOR : INTV1916144A) ; pour les hébergements d'urgence pour les demandeurs d'asile (HUDA), le cahier des charges fixé par arrêté du 19 juin 2019 (NOR : INTV1916145A) ; pour les centres d'accueil et d'examen de la situation (CAES), le cahier des charges fixé par arrêté du 13 janvier 2021 (NOR : INTV2101244A). La refonte des cahiers des charges des lieux d'hébergement pour demandeur d'asile, d'ores et déjà initiée, vise à les rendre plus lisibles et favoriser les points de contrôle formel, tant sur les indicateurs quantitatifs que qualitatifs. Les missions d'accompagnement socio-administratif auprès des demandeurs d'asile et des personnes encore hébergées à la suite d'une décision définitive (bénéficiaires de la protection internationale ou déboutés du droit d'asile) y seront détaillées plus précisément. Comme la Cour des comptes le recommande, ce travail pourra se doubler de la constitution d'un référentiel dédié à l'accompagnement des demandeurs d'asile et des réfugiés hébergés dans le DNA. Un tel outil pourrait effectivement permettre de concilier les principes établis par la loi n° 2002-2 rénovant l'action sociale et médico-sociale et les spécificités du régime d'accueil des demandeurs d'asile, le projet d'insertion, à proprement parler, ne pouvant commencer qu'à compter de la décision favorable sur la demande d'asile. S'agissant de la tarification, le DNA est aujourd'hui financé selon deux principales modalités : - Le régime de la tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) autorisés, fixé par le code de l'action sociale et des familles (CASF). Les CADA et les CPH sont financés par une dotation globale de fonctionnement dans les conditions prévues aux articles R. 314-105 et suivants du CASF ; - La subvention, pour les HUDA et les CAES, établissements déclarés au sens du CASF dont le projet porté par l'opérateur définit, structure par structure, les modalités de financement et leur répartition dans les dépenses de la structure. Afin de sécuriser cette activité, le ministère de l'Intérieur a engagé depuis plusieurs mois un processus de transformation du pilotage du DNA qui devra conduire à réduire sensiblement le recours aux subventions et la transition vers d'autres régimes de financement. A cet égard, les services déconcentrés, par le travail d'évaluation qu'ils conduisent, permettent de déterminer une tarification de l'activité d'accompagnement correspondant au juste niveau des coûts engagés par la structure d'hébergement pour mettre en oeuvre le cahier des charges. La révision de ces cahiers des charges a vocation à harmoniser les qualifications des agents en charge de l'accompagnement des demandeurs d'asile. Ce travail, en cours de finalisation, tient compte des difficultés des gestionnaires à recruter et fidéliser des travailleurs « diplômés d'Etat ». Dans ce contexte, le ministère de l'Intérieur développe actuellement un parcours de formation, en ligne, à destination des intervenants sociaux prenant leur fonction dans une structure du DNA. Ces modules de formation permettront d'harmoniser le niveau de connaissances et de compétences attendues dans le DNA. En outre, le ministère de l'Intérieur a engagé en 2024 la structuration d'une démarche globale de contrôle et d'évaluation afin d'harmoniser les pratiques et de renforcer le pilotage de l'activité par les services déconcentrés. Ainsi, plusieurs projets structurants ont été élaborés conjointement par la DGEF et la DIHAL afin de renforcer la politique de contrôle : Piloter et améliorer le suivi des inspections-contrôles par l'adoption d'une Orientation nationale d'inspection contrôle (ONIC); Piloter les événements graves indésirables (EIG) afin d'approfondir la connaissance de leur typologie et leur fréquence à l'échelle nationale. Un formulaire dématérialisé de déclaration des EIG via Démarches simplifiées a été élaboré. Actuellement en cours d'expérimentation par certaines DDETS, il permettra d'une part de standardiser les transmissions et d'autre part d'assurer un suivi statistique de ceux-ci sur la durée, par région, département et opérateur. Le formulaire sera l'unique vecteur de remontées des EIG; Mettre en place une stratégie d'identification et de maîtrise du risque systémique des grands opérateurs. Une mission d'inspection interministérielle conduite par l'IGA et l'IGAS a été mandatée par le ministre de l'Intérieur, la ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles et la ministre du Logement pour effectuer un contrôle approfondi d'un grand opérateur et, sur ce fondement, proposer une méthodologie pour la réalisation de contrôles réguliers de cette nature. Par ailleurs, le ministère de l'Intérieur conduit des travaux d'élaboration d'un système d'information dédié à la gestion et au pilotage des conventions et des financements alloués aux organismes gestionnaires d'hébergement d'urgence. Les services de l'Etat disposeront ainsi de données plus précises sur les ressources humaines employées, et parmi elles les travailleurs sociaux, au sein des établissements par l'Etat. Ce nouvel outil numérique a vocation à centraliser les documents administratifs et financiers des établissements d'hébergement. Il comportera également un module

dédié au cycle de vie de l'établissement permettant de disposer des événements indésirables graves (EIG) afin de contrôler le respect des engagements contractualisés avec les services de l'Etat. Le système d'information (SI) permettra ainsi de faciliter le suivi de l'activité d'accompagnement social portée par les gestionnaires d'hébergement par une mobilisation des données obtenues et la constitution d'indicateurs automatisés. Surtout, le ministère de l'intérieur est favorable à la proposition de loi de la sénatrice Marie-Carole CIUNTU, "relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente", adoptée au Sénat le 12 mai 2025. Ce texte vise à ce que l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) intervienne directement dans les centre de rétention administrative pour prendre en charge les missions d'accompagnement juridique et d'accueil, à la place du système actuel où ces missions sont externalisées à des associations.

Clarification du remboursement des frais de campagne pour les municipales, position du Gouvernement face à l'avis du Conseil d'État

3948. – 27 mars 2025. – **M. Laurent Lafon** rappelle à **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** que le remboursement des dépenses de propagande officielle (bulletins, circulaires, affiches) est distinct du remboursement forfaitaire des dépenses de campagne des candidats prévu par l'article L. 52-12 du code électoral. Il lui demande quelle sera sa position s'agissant du remboursement des frais de la campagne pour les prochaines élections municipales. En effet, un avis du Conseil d'État (11 octobre 2022, no 465399) crée une confusion dans un système jusqu'ici parfaitement ordonné, en estimant que « les dépenses de la campagne officielle constituent des dépenses engagées en vue de l'élection au sens de l'article L. 52-4 du code électoral et doivent, à ce titre, être réglées par le mandataire financier », alors même qu'elles ne doivent pas figurer dans le compte de campagne et donnent lieu à un remboursement spécifique, hors compte de campagne. Cette exigence, inédite, paraît discutable. Si l'embarras est visible, puisque la logique ainsi suivie pourrait conduire à mettre fin à la spécificité de ce remboursement et à la subrogation, il lui demande, alors que la Cour des comptes et la commission des comptes de campagne ont pris des positions distinctes, s'il convient de ne pas tenir compte de cet avis lors de la période de campagne pour les élections municipales qui s'ouvre au 1er septembre ou si il envisage une modification rapide de la réglementation.

Réponse. – Le remboursement par l'État de la propagande officielle pour les élections municipales est prévu par l'article L. 242 du code électoral. Les conditions de prise en charge des dépenses de propagande officielle sont précisées à l'article R. 39 du même code. Les dispositions relatives au financement des campagnes électorales ne sont pas applicables à l'élection des conseillers municipaux dans les communes de moins de 9 000 habitants. En conséquence, les dispositions des articles L. 52-5, L. 52-6 relatifs à la déclaration du mandataire financier, des articles L. 52-11 et L. 52-11-1 relatifs au plafond et au remboursement des dépenses de campagne et de l'article L. 52-12 relatif au dépôt du compte de campagne à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNCCFP) ne leur sont pas applicables. Ainsi, un candidat qui souhaite se présenter aux élections municipales dans une commune de moins de 9 000 habitants n'a donc pas à désigner un mandataire financier ou une association de financement électorale ni à déposer un compte de campagne auprès de la CNCCFP. Dans les communes de plus de 9 000 habitants, les candidats ou candidats têtes de liste aux élections municipales doivent se soumettre aux règles relatives au financement des campagnes électorales et sont donc obligés de déclarer un mandataire financier auprès du représentant de l'État de la circonscription électorale dans laquelle il se présente, au plus tard à la date à laquelle sa candidature est enregistrée (art. L. 52-4 à L. 52-17). L'avis du Conseil d'État no 465399 du 21 septembre 2022, rendu le 11 octobre 2022, indique que « les dépenses de la campagne officielle constituent des dépenses engagées en vue de l'élection au sens de l'article L. 52-4 du code électoral et doivent, à ce titre, être réglées par le mandataire financier ». Dès lors, pour les seules communes de plus de 9 000 habitants, le mandataire est désormais le seul acteur en charge de recueillir les fonds destinés au financement de la campagne et de régler, pour le compte du candidat, les dépenses suivantes dépenses de campagne, qui doivent être retracées dans le compte de campagne, et les dépenses de propagande officielle, qui sont remboursées par l'État. Pour cela, il doit ouvrir un compte de dépôt unique, retraçant la totalité des opérations financières ayant trait aux deux natures de dépenses précédemment évoquées. L'intitulé du compte bancaire doit préciser que le titulaire du compte agit en tant que mandataire du candidat. Le mandataire peut être une association de financement électoral (art. L. 52-5), ou une personne physique (L. 52-6). Il ne peut pas être un candidat de la liste, ni commun à plusieurs listes de candidats (art. L. 52-4). Concrètement, pour les communes de plus de 9 000 habitants, les dépenses de propagande officielle sont remboursées pour chaque tour de scrutin par les préfectures aux mandataires des listes candidates ayant recueilli au moins 5% des suffrages exprimés à chaque tour (art. L. 242). Le compte bancaire unique du mandataire doit être clos au plus tard 6 mois après la date de dépôt du

compte de campagne. Si le remboursement des dépenses de propagande officielle intervient au-delà de cette date et que le compte de dépôt du mandataire est donc clos, le mandataire étant l'émanation du candidat, conformément aux articles L.52-4 et L. 52-5 du code électoral, ses droits et obligations reviennent logiquement au candidat et le remboursement est donc versé sur le compte bancaire personnel du candidat. La faculté d'adresser une demande écrite à la préfecture pour que leurs imprimeurs ou afficheurs se substituent à eux, valant subrogation, demeure. Cette demande doit être simplement établie et signée par le seul mandataire. Le prestataire est alors directement remboursé sur présentation d'une facture établie au nom du mandataire du candidat tête de liste. Outre les dépenses de propagande, l'article L. 52-11-1 prévoit un remboursement forfaitaire par l'État des autres dépenses de campagne exposées par le mandataire financier et retracées dans le compte de campagne, y compris des dépenses de propagande officielle excédant le seuil du remboursement forfaitaire de l'État au titre de l'article R.39. Ce remboursement ne concerne que les listes de candidats dans les communes comportant 9 000 habitants et plus. La CNCCFP approuve et, après procédure contradictoire rejette ou réforme les comptes de campagne. Elle arrête le montant du remboursement forfaitaire (art. L. 52 15). Elle se prononce dans les six mois suivant le dépôt des comptes. Le montant arrêté est ensuite versé au candidat tête de liste, comme auparavant. Ainsi, l'avis du Conseil d'État n° 465399 du 21 septembre 2022 ne remet pas en cause la spécificité du remboursement des dépenses liées à la propagande électorale, non plus que l'existence de la subrogation. Ces dispositions ont déjà été mises en oeuvre dans le cadre des élections législatives anticipées de 2024, dans des conditions sécurisantes et satisfaisantes pour les candidats ; il donc n'est pas prévu de les modifier.

Usage des véhicules sans permis accessible dès 14 ans

3965. – 27 mars 2025. – **M. Joshua Hochart** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur l'augmentation significative de l'utilisation des véhicules sans permis accessibles dès l'âge de 14 ans. Si ces véhicules offrent une alternative de mobilité aux jeunes, leur présence croissante sur les routes soulève des préoccupations en matière de sécurité routière, notamment en raison de leur faible protection en cas d'accident et du manque d'expérience de leurs conducteurs. Par ailleurs, il souligne que cette tendance contribue à un mode de déplacement davantage tourné vers l'individualisme, au détriment des transports en commun, pourtant essentiels pour une mobilité plus durable et partagée. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage pour mieux encadrer l'usage de ces véhicules et renforcer la sensibilisation des jeunes conducteurs aux risques routiers et s'il envisage notamment une évolution de la réglementation concernant leur conduite, leur formation ou leur circulation afin de garantir une meilleure sécurité pour tous les usagers de la route.

Réponse. – Les « véhicules sans permis » sont des quadricycles légers à moteur et appartiennent à la catégorie L6e définie à l'article R. 311-1 du code de la route. Ils sont caractérisés par une faible vitesse maximale de 45 km/h, et une puissance n'excédant pas 6 kW. Avant leur mise en circulation, ils doivent être homologués, ce qui permet de vérifier qu'ils répondent aux exigences minimales de sécurité fixées par la réglementation nationale ou européenne. La conduite des véhicules « sans permis » est soumise à des conditions spécifiques, notamment en matière de permis et de formation. Les conditions varient selon la date de naissance du conducteur. Les personnes nées avant le 1er janvier 1988 peuvent les conduire sans titre de conduite. En revanche, celles nées à partir de cette date doivent être titulaires du permis AM, qu'elles peuvent passer à partir de 14 ans. Pour valider la formation théorique du permis AM, l'usager doit d'abord obtenir l'attestation scolaire de sécurité routière (ASSR) de 1er ou de 2nd niveau ou l'attestation de sécurité routière (ASR). De plus, depuis le 1er mars 2019, l'obtention de ce permis nécessite une formation pratique de 8 heures, exclusivement réalisée sur un quadricycle léger. Elle se déroule sur deux jours au moins et se compose des cinq séquences pédagogiques permettant d'aborder notamment le code de la route, la conduite sur les voies ouvertes à la circulation publique, ainsi qu'une sensibilisation aux risques. Enfin, les quadricycles légers sont interdits sur les voies rapides et autoroutes. Le Gouvernement reste attentif à l'essor de ces véhicules sans permis, qui complémente utilement les offres de mobilité des jeunes, en offrant par exemple une alternative au cyclomoteur. Ils répondent également à une demande : celle des personnes, non titulaires du permis B quel que soit leur âge, qui souhaitent conduire un véhicule carrossé à quatre roues.

Non-application des obligations de quitter le territoire

3994. – 3 avril 2025. – **M. Stéphane Demilly** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur le nombre de mesures d'obligation de quitter le territoire (OQTF) prononcées, qui n'a cessé d'augmenter depuis leur instauration dans la loi en 2006 (123 000 en 2019, 124 000 en 2021, 134 000 en 2022), tandis que leur taux d'exécution stagne quant à lui à 12,5 %. Ce qui finalement nous amène à penser que les obligations ne sont finalement pas obligatoires ! Une situation notamment due au faible taux de délivrance des laissez-passer

consulaires, les fameux documents que doit délivrer le pays d'origine d'une personne sans-papiers pour permettre son expulsion. En 2023, 96 % des annulations d'éloignement s'expliquent par ces refus de délivrance de ces laissez-passer. Même si ces refus émanent de divers pays comme la Russie, la Libye, la Syrie ou encore l'Afghanistan, la plupart émane des autorités des pays du Maghreb, à commencer par l'Algérie. Et comme nos centres de rétention administrative ne sont pas extensibles, on finit par relâcher dans la nature les OQTF… Un récent rapport parlementaire note qu'il y a quatre fois plus de personnes libérées des centres de rétention administrative (CRA) en 2023 qu'en 2019. En moyenne, ce sont 678 sans-papiers qui ont été libérés par mois avec une durée moyenne de rétention en CRA de 31 jours en 2023 ! Certaines autorités consulaires des pays de retour abusant de ces délais et laissant les individus placés en rétention jusqu'à forclusion de celle-ci pour finalement délivrer le laissez-passer consulaire ou notifier un refus… Monsieur le Ministre a raison de « mettre les pieds dans le plat » et de durcir le ton avec les autorités algériennes. Dernier exemple en date qui suscite l'incompréhension légitime de nos compatriotes : l'auteur de l'attaque au couteau survenue récemment à Mulhouse qui a coûté la vie à une personne est un Algérien sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF)… mais l'Algérie a « refusé à dix reprises » de le reprendre sur son territoire ! Il l'interroge ainsi pour savoir, dans le cas où l'Algérie maintiendrait ses positions (sans parler de la dramatique et insupportable incarcération de notre compatriote Boualem Sansal), s'il ne faudrait pas réviser notre politique de visas vis-à-vis de ce pays, probablement un des seuls leviers à notre disposition pour faire entendre raison aux autorités algériennes.

Réponse. – La délivrance des visas aux ressortissants algériens relève d'un régime spécifique et est soumise au cadre normatif constitué de l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968, du protocole qui lui est annexé, adapté par un échange de lettres du 3 décembre 1984 et les trois avenants de 1985, 1994 et 2001, qui ont eu pour objectif de le rapprocher du droit commun applicable, ainsi que de l'accord sur les jeunes actifs signé le 26 octobre 2015. A ce jour, aucune disposition portant réforme de ce cadre normatif n'a été instaurée. Néanmoins, la loi du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, publiée au *journal officiel* du 27 janvier 2024, intervient en faveur de l'amélioration du dispositif d'éloignement des étrangers représentant une menace grave pour l'ordre public et a des implications en matière d'instruction des visas dans les postes consulaires. L'article 61 de la loi du 26 janvier 2024 institue un nouveau motif de refus de visa, fondé sur l'existence d'une OQTF prononcée moins de cinq ans avant la date à laquelle l'autorité consulaire se prononce sur la demande de visa. En cas d'existence d'une telle OQTF, il appartient au demandeur de visa de démontrer qu'il a respecté les conditions d'exécution dont était assortie cette mesure. A défaut de la preuve de cette exécution, un refus de visa peut être opposé conformément à l'article L.312-1 A du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA). Par ailleurs, le législateur a entendu mettre l'accent sur les conséquences en matière de délivrance de visas d'un défaut de coopération des autorités étrangères dans le domaine migratoire (article 47). Ces dispositions, soutenues par le Gouvernement, consacrent la capacité de l'Etat de prendre des mesures nationales de restriction en matière de visas susceptibles d'être adoptées à l'égard des pays étrangers méconnaissant l'obligation de réadmission de leurs ressortissants de leurs ressortissants en situation irrégulière ou ne respectant pas un accord bilatéral ou multilatéral de gestion des flux migratoires. Enfin, en ce qui concerne la coopération avec l'Algérie, le comité interministériel de contrôle de l'immigration, présidé par le Premier ministre le 26 février 2025, a décidé la mise en oeuvre de mesures graduelles visant les membres de la nomenklatura car il ne s'agit pas de viser la population algérienne. Ainsi, des instructions ont été données les 14 et 15 mai dans le sens d'une application stricte des régularisations de ressortissants algériens ainsi que de la délivrance de titres de séjour normaux aux personnels diplomatiques et consulaires algériens ayant achevé leur mandat (et ayant bénéficié de titres de séjour spéciaux), et suspendant l'échange des permis de conduire pour cette dernière catégorie de population (en l'absence d'accord bilatéral sur ce sujet). Des instructions ont été également transmises le 16 mai exigeant la présentation de visas de court séjour pour les détenteurs de passeports officiels (hors personnels diplomatiques et consulaires accrédités en France, détenteurs de titres de séjour spéciaux).

Financement des équipements de la gendarmerie nationale en milieu rural

4040. – 3 avril 2025. – **Mme Sylvie Goy-Chavent** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la participation financière demandée aux communautés de communes rurales pour l'acquisition de motos destinées aux brigades motorisées de la gendarmerie nationale. Il apparaît que certaines communautés de communes se voient sollicitées pour contribuer à hauteur de 3 000 euros afin de financer ces équipements, pourtant essentiels à la mission régalienne de sécurité publique. Cette situation interroge sur la capacité de l'État à assurer pleinement le financement des forces de l'ordre, alors même que des investissements conséquents sont

annoncés dans le domaine de la défense nationale. Ainsi, elle lui demande si le Gouvernement envisage de renforcer les moyens budgétaires alloués aux brigades de gendarmerie en milieu rural afin que l'achat de leurs équipements ne repose pas sur les collectivités locales, dont les ressources financières sont souvent limitées.

Réponse. – L'acquisition des matériels nécessaires à l'exercice de ses missions par la gendarmerie relève de la responsabilité de l'État et est portée par les crédits du programme 152. Toutefois, il peut arriver que des partenaires de la gendarmerie souhaitent cofinancer des projets répondant à des besoins locaux. Ces situations sont strictement encadrées par la circulaire interne n° 81000 du 26 juillet 2023 relative aux procédures d'acceptation des dons consentis aux unités de la gendarmerie nationale, garantissant ainsi la conformité réglementaire, la transparence absolue du processus ainsi que la stricte absence de contrepartie. S'agissant du département de l'Ain, il se distingue par un relief montagneux particulièrement important (Monts Jura, Haut-Bugey, Bas-Bugey), ainsi que par un patrimoine naturel riche et étendu. Il est apparu nécessaire de doter le groupement de gendarmerie départementale (GGD) de moyens adaptés à ces territoires. L'acquisition de deux motos électriques tout-terrain (MTT-e) en complément des moyens de dotation des unités répond ainsi à la volonté de renforcer la surveillance générale et la sécurité publique sur des secteurs difficiles d'accès et fréquentés par des publics divers (tourisme, randonnées, événements particuliers…). Il s'agit également de lutter plus efficacement contre les infractions environnementales et d'apporter une réponse mieux adaptée aux problématiques spécifiques telles que les rodéos motorisés et les recherches de personnes disparues. Le GGD de l'Ain a ainsi proposé un partenariat avec les collectivités locales concernées, visant à mutualiser leurs moyens dans le cadre d'un co-financement volontaire par l'association des Amis de la Gendarmerie. Cette démarche collaborative, qui repose sur une démarche entièrement volontaire des parties, n'a pas vocation à se substituer au financement de l'État, mais constitue un complément utile, permettant d'expérimenter des matériels pour adapter ou améliorer les conditions d'intervention des forces de sécurité sur des territoires spécifiques. Ainsi, la gendarmerie reste déterminée à renforcer continuellement les moyens de ses unités en milieu rural, tout en encourageant les initiatives avec les collectivités locales partenaires.

Absence de publication du rapport de la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires

4131. – 10 avril 2025. – **Mme Laurence Muller-Bronn** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur l'absence de publication du rapport d'activités de la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes), qui a été annoncé à plusieurs reprises par le chef de la mission - d'abord pour novembre 2024, puis pour la fin d'année 2024 et enfin pour le début de l'année 2025 - et qui n'est toujours pas publié à ce jour. Cette absence de publication est d'autant plus problématique que les dernières données disponibles datent de l'année 2021, publiées en 2022, et ne permettent donc pas de caractériser les dérives sectaires actuelles ni d'évaluer objectivement leur évolution dans le domaine de la santé. Pourtant, si l'on en croit le dernier rapport de la Miviludes de 2022, c'est dans le domaine de la santé que les risques de dérives sectaires auraient particulièrement augmenté, affirmation pourtant contredite par les données de ses précédents rapports, qui montrent une stabilité des saisines depuis 2017, sans majoration après la pandémie. C'est également sur la foi de ce constat alarmant que le Gouvernement avait engagé la procédure accélérée sur le projet de loi visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires, malgré toutes les réserves du Conseil d'État, ainsi que celles du Sénat sur l'article 4 (devenu article 12 de la loi n° 2024-420 du 10 mai 2024 visant à renforcer la lutte contre les dérives sectaires et à améliorer l'accompagnement des victimes), inutilement répressif et jetant un discrédit abusif sur les pratiques de soins non conventionnelles. Par conséquent, au regard des arguments de la Miviludes qui sous-tendent l'adoption de la loi précitée du 10 mai 2024, elle s'étonne du retard accumulé dans la publication de données de cette importance et elle lui demande donc de bien vouloir lui indiquer à quelle date la Miviludes envisage de publier son rapport d'activité.

Réponse. – La sortie du rapport d'activité de la Miviludes 2022-2024 a fait l'objet d'une conférence de presse par François-Noël Buffet, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur, le 8 avril 2025. Dans ce rapport, il est notamment indiqué que, depuis 2015, les signalements et demandes d'informations adressés à la Miviludes n'ont cessé d'augmenter, avec une accélération depuis la crise sanitaire : de 2160 en 2015, à 3008 en 2020, puis 4 571 en 2024 (soit plus qu'un doublement : + 110 % depuis 2015 ; + 50 % depuis 2020). Cependant cette augmentation très importante du nombre de signalements et de demandes d'informations est corroborée par les informations concordantes des services de l'État et par les indicateurs des associations spécialisées qui confirment être sollicitées de manière croissante par des familles, des proches d'adeptes et par des adeptes eux-mêmes. Les dérives sectaires, qui n'épargnent aucune région, ni de l'Hexagone ni de l'Outre-mer, peuvent concerner des zones

urbaines tout autant que des zones rurales. Les dérives sectaires peuvent affecter tous les domaines de la vie sociale. Les signalements et demandes d'informations à la Miviludes se répartissent de la manière suivante : un tiers (et même plus qu'un tiers, 37 %) dans le domaine de la santé et du bien-être, un tiers dans le domaine des différentes spiritualités et des cultes (35 %), et le dernier tiers, pour les autres secteurs où sont constatées des dérives sectaires : coaching, éducation, formation professionnelle, développement personnel, et, à la marge, des mouvements à caractère sectaire, complotisme, séparatisme et autres formes d'engagement radical. Dans le domaine de la santé, 81 % des faits portés à la connaissance de la Miviludes visent des « pseudothérapeutes », c'est-à-dire des personnes qui ne disposent d'aucun diplôme reconnu par l'État, qui mettent en oeuvre des pratiques le plus souvent non éprouvées et qui ne sont soumis à aucune norme déontologique qui puisse être sanctionnée par un ordre professionnel. Dans 19 % des cas, les pratiques déviantes signalées sont le fait de professionnels de santé (médecins ou infirmiers en exercice, osthéopathes, etc.), psychothérapeutes ou psychologues. Ces constats justifient les partenariats passés entre la Miviludes et tous les ordres des professionnels de santé. Pour rappel, les dérives sectaires entraînent inévitablement des détournements des parcours de soins voire des ruptures de soins, qui concernent le plus souvent des pathologies graves, particulièrement le cancer, qui concentre une majorité de signalements et demandes d'informations à la Miviludes, dans le domaine de la santé, mais également des pratiques qui peuvent être dangereuses, comme le jeûne, ou les soins en matière de santé mentale.

Délais de traitement des demandes de titre de séjour des praticiens à diplôme hors Union européenne

4159. – 10 avril 2025. – **Mme Marion Canalès** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la situation des praticiens à diplôme hors Union européenne (PADHUE), notamment en ce qui concerne les délais de traitement de leurs demandes de titre de séjour. La loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 portant organisation et transformation de notre système de santé avait pour objectif de faciliter l'accès des PADHUE à l'exercice plein de la médecine en France, dès lors que leurs diplômes, leurs compétences et leur expérience le permettent. En conséquence, la France a entrepris de régulariser la situation de milliers de médecins déjà en exercice, grâce à la procédure dite « stock » et de simplifier l'entrée en activité des médecins nouvellement arrivés, via la procédure « flux ». Six ans après l'adoption de cette loi, le parcours de ces praticiens reste semé d'obstacles. La lenteur et les moyens insuffisants déployés pour accélérer la pleine intégration de ces médecins dans le système de santé sont particulièrement préoccupants, alors même que la France fait face à une pénurie de médecins et que les problèmes d'accès aux soins ne cessent de progresser. Notamment, il est souvent fait état des difficultés auxquelles sont confrontés les PADHUE dans le traitement de leurs demandes de titre de séjour, avec des délais d'instruction particulièrement importants. Reconnaissant le rôle crucial que ces praticiens jouent dans nos hôpitaux et dans la lutte contre les déserts médicaux, elle lui demande les moyens qu'il compte mettre en oeuvre pour que leurs demandes de titres de séjour soient instruites de façon accélérée.

Réponse. – En 2024, les préfectures ont délivré près de 1 215 000 titres de séjour (premières admissions et renouvellements), dont plus de 20 % pour un motif professionnel, avec un délai de traitement moyen, pour cette dernière catégorie, de 95,5 jours. Les postes consulaires ont délivré 23 609 visas de long séjour (VLS) pour motif professionnel, et les plateformes de main d'oeuvre étrangère 280 000 autorisations de travail (AT). Parmi les bénéficiaires de ces titres et documents figurent les praticiens des professions médicales et de la pharmacie à diplôme obtenu hors de l'Union européenne (PADHUE), médecin, chirurgien-dentiste, sage-femme ou pharmacien qui doivent satisfaire aux conditions légales et réglementaires d'exercice de leurs professions respectives définies par le code de la santé publique. Les préfectures et postes consulaires saisis de demandes d'autorisation de travail et de demandes de titres de séjour pour motif professionnel pour l'exercice d'une profession réglementée s'assurent que ces conditions sont satisfaites par l'employeur et par l'employé. L'article 35 de la loi n° 2023-1268 du 27 décembre 2023 visant à améliorer l'accès aux soins par l'engagement territorial des professionnels a créé un nouveau statut d'emploi dédié aux PADHUE qui s'engagent à présenter les épreuves de vérification des compétences et se seront vu délivrer par les autorités de santé une autorisation permettant un exercice provisoire. Le dispositif sera prochainement applicable et permettra de délivrer les autorisations de travail et titres de séjour professionnels idoines à ce public recherché par les établissements de santé. Par ailleurs, l'article 31 de la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration a créé une nouvelle carte de séjour pluriannuelle portant la mention « talent - profession médicale et de la pharmacie » qui permettra aux praticiens autorisés à exercer de bénéficier d'un titre pluriannuel dès la première admission au séjour, et de s'établir sur le territoire avec leur conjoint (e) et leurs enfants jusqu'à l'âge de 21 ans, tout en bénéficiant, notamment, d'une dispense d'autorisation de travail et de taxe employeur. Le décret d'application de ce dispositif sera prochainement publié. Enfin, par instruction du 21 mai 2024, des « référents attractivité » ont été désignés parmi

le corps préfectoral dans les départements afin d'assurer le rôle de relais local de la politique d'attractivité de notre pays vis-à-vis des professionnels qualifiés. Ils constituent un point d'entrée identifié et fiable pour les établissements et les autorités locales de santé et veillent activement au traitement utile des demandes.

Système d'information sur les armes et armes de chasse

4179. – 10 avril 2025. – **M. Arnaud Bazin** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur le système d'information sur les armes (SIA) en ce qui concerne les armes de chasse. Mis en place en 2022, ce système électronique de contrôle des armes à feu a pour objectif de gérer et suivre la détention légale des armes à feu sur le territoire. Conformément aux informations délivrées sur le site du ministère de l'intérieur, le SIA est accessible aux détenteurs chasseurs depuis février 2022. Tous les détenteurs d'armes chasseurs doivent avoir créé un compte dans le SIA pour conserver leur droit à acquérir et détenir une arme. Pour les détenteurs du permis de chasser, la date limite de déclaration était initialement fixée au 30 juin 2023 puis au 31 décembre 2023. Seuls 600 000 chasseurs actifs ayant ouvert leur compte à cette date, un ultime report a été fixé au 31 décembre 2024. Ce délai est annoncé comme un délai de rigueur ne pouvant faire l'objet d'aucune prorogation. Il souhaiterait donc connaître le nombre de détenteurs d'armes de chasse, chasseurs actifs ou non actifs, ayant déclaré leurs armes au SIA à ce jour et, pour ceux qui ne rempliraient toujours pas cette obligation, il aimerait savoir s'ils ont conservé leurs armes et permis de chasse. Dans l'affirmative, il aimerait en connaître la raison et les mesures entreprises pour répondre à cette situation de détention illégale d'armes.

Réponse. – Afin de moderniser, sécuriser et simplifier l'encadrement de l'acquisition et de la détention des armes à feu sur le territoire, le *système d'information sur les armes* (SIA) est déployé progressivement depuis 2022. Il a été ouvert aux détenteurs d'armes au titre d'un permis de chasser le 8 février 2022, puis aux licenciés de tir sportif le 27 février 2024 et, plus récemment, aux tireurs de ball-trap et de biathlon le 5 janvier 2025. Tout détenteur d'une arme soumise à traçabilité (armes à feu des catégories A1, B et C, à l'exception des armes longues à un coup par canon lisse acquises avant le 1er décembre 2011) a l'obligation de créer un compte dans le SIA pour maintenir sa capacité à détenir une arme et à en acquérir de nouvelles. Les détenteurs d'armes au titre du permis de chasser et de la licence de tir sportif avaient jusqu'au 31 décembre 2024 pour ouvrir leur compte, date butoir fixée par l'article 10 du décret en Conseil d'Etat no 2024-615 du 27 juin 2024 portant diverses mesures dans le domaine des armes. La mobilisation des préfectures qui, sous l'impulsion du *service central des armes et explosifs* (SCAE), a permis de multiplier les actions de sensibilisation et d'aide à la création de compte en lien avec les fédérations départementales de la chasse ainsi que les clubs de tir, a porté ses fruits dans le respect de cette échéance. Lors du dernier trimestre 2024, ce sont ainsi plus de 83 000 comptes qui ont été créés par des chasseurs et anciens chasseurs et près de 130 000 entre le 30 septembre 2024 et le 5 mai 2025. Au 5 mai 2025, le SIA comptait environ 816 000 comptes « chasseurs » pour un peu plus d'un million recensés dans l'ancienne base AGRIPPA et 920 000 ayant validé leur permis pour la saison 2025 selon les estimations de la fédération nationale des chasseurs. Aussi, malgré la dynamique engagée, il peut être estimé que 150 000 à 200 000 détenteurs d'armes au titre d'un permis de chasser n'auraient toujours pas rejoint le SIA à date. Le ministère de l'intérieur rappelle, d'une part, dans ses communications, que les chasseurs non-inscrits, dès lors qu'ils détiennent des armes soumises à traçabilité, sont en infraction à la règlementation sur les armes et sont susceptibles de faire l'objet de mesures administratives et, d'autre part, encourage, malgré le délai dépassé, à la régularisation des situations individuelles par un accueil compréhensif des services de préfecture chargés de la police spéciale des armes. C'est ainsi que depuis le début de l'année 2025 la démarche de création de comptes se poursuit au titre de la régularisation, avec une centaine d'ouvertures par jour en moyenne. Le service central des armes et explosifs maintient quant à lui sa participation à différents salons de la chasse où ses agents assurent une assistance à la création de compte dans le SIA. A ce jour, le ministère de l'intérieur privilégie la qualité du dialogue entretenu avec la fédération nationale des chasseurs (FNC) pour prolonger la mobilisation des chasseurs concernés par le SIA et disposer de toute les déclarations de détentions d'armes.

Avenir de la réserve de la gendarmerie

4182. – 10 avril 2025. – **Mme Chantal Deseyne** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la situation de la réserve de la gendarmerie, et plus particulièrement sur les conséquences de la baisse de son budget en 2025. Dans le département d'Eure-et-Loir, la réserve compte 255 personnels, dont seulement 185 sont mobilisables, en raison des critères d'aptitude physique, de contractualisation et d'habilitation. Cette réserve joue un rôle essentiel en appui des brigades d'active et pour la sécurisation d'événements. Le budget consacré à la réserve de la gendarmerie a connu en 2025 une baisse significative de 16 %, passant de 90 millions

d'euros en 2024 à 75,6 millions d'euros. Cette diminution paraît contradictoire avec les ambitions affichées dans la loi n° 2023-703 du 1er août 2023 relative à la programmation militaire pour les années 2024 à 2030 et portant diverses dispositions intéressant la défense, qui prévoit d'augmenter le nombre de réservistes opérationnels pour atteindre 80 000 en 2030 et 105 000 en 2035. Cette incohérence budgétaire met en difficulté les opérations de formation et de mobilisation des réservistes. Cette baisse est d'autant plus difficilement ressentie qu'elle dépasse les prévisions, fondée sur l'année 2023. L'année 2024, marquée par les événements en Nouvelle-Calédonie et l'organisation des Jeux Olympiques faisant figure d'exception. Concrètement cette coupe budgétaire se traduit par une diminution des sollicitations de la réserve, ce qui fait craindre non seulement une démobilisation progressive des réservistes, mais aussi un report de charge sur les unités d'active, déjà fortement sollicitées. Ce transfert de charge a en effet des conséquences notables : réduction de la présence sur la voie publique, allongement des délais de traitement des procédures, accumulation de jours de repos non pris. À terme, cette situation pèse non seulement sur l'efficacité opérationnelle de la gendarmerie, mais aussi sur les conditions de vie des militaires d'active. Il est vrai que les contraintes budgétaires que traverse le pays appellent à une gestion rigoureuse des finances publiques. Toutefois, le contexte international et le besoin accru de sécurité ressentis par les Français ouvrent peut-être une opportunité non pas de nouvelles dépenses, mais de nouveaux arbitrages en faveur de la réserve. Aussi, elle souhaiterait connaître les intentions du Gouvernement à ce sujet, en insistant sur l'importance d'une vision à long terme, effectivement traduite par la loi de programmation militaire.

Réponse. – Les réservistes opérationnels contribuent à l'action de la gendarmerie au coeur des territoires. Ainsi, le budget 2024 a rendu possible l'emploi de presque 3 000 réservistes par jour en renfort des gendarmes d'active, soit plus de 1 million de journées réserve financées. Cet engagement exceptionnel a permis d'assurer la sécurisation des jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) et de garantir la capacité de montée en puissance de la gendarmerie, notamment lors de la crise en Nouvelle-Calédonie. Pour 2025, la dotation de 75,63 Meuros hors CAS pension permettra à la gendarmerie de poursuivre son effort de recrutement et de formation initiale des réservistes opérationnels, bien qu'elle entraîne effectivement un nombre moyen de jours d'emploi par réserviste en baisse. Pour autant, compte tenu de la diversité et de l'intérêt des missions proposées, le recrutement ne faiblit pas et l'attractivité de la réserve opérationnelle demeure. Ainsi, l'objectif des 50 000 réservistes à l'horizon 2030 demeure une priorité. Fin 2025, le nombre de réservistes opérationnels de 1er niveau de la gendarmerie devrait connaître une augmentation de plus de 6% avec 39 000 réservistes contre 36 418 au 31 décembre 2024.

Difficultés d'application de l'arrêté relatif à l'utilisation de câbles électriques à performance au feu renforcé

4188. – 10 avril 2025. – **M. Jean-Yves Roux** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire** sur les conditions d'application de l'arrêté du 17 mai 2024 relatif à l'utilisation de câbles électriques à performance au feu renforcée dans les établissements recevant du public (ERP) et les immeubles de grande hauteur (IGH) Cet arrêté, qui doit être appliqué au 23 mai 2025, impose, pour des raisons de sécurité, l'emploi de câbles répondant à une nouvelle classification Euroclasse (Cca s2, d2, a2). Or, à moins de deux mois de cette échéance, il indique que ces câbles ne sont pas commercialisés, ni disponibles sur le marché. Les fabricants eux-mêmes n'annoncent aucune date de mise à disposition avant 2026. Les entreprises concernées ne sont aujourd'hui pas en mesure de se conformer à cette réglementation, ce qui les expose à des litiges et à des sanctions administratives ou contractuelles. Plus concrètement, il s'avère impossible pour ces entreprises de chiffrer des chantiers dans ces conditions et des retards de livraison sont à craindre. Il s'inquiète par ailleurs de la continuité de nombreux projets de construction ou de rénovation déjà engagés, notamment dans les secteurs publics et associatifs, initiateurs de bâtiments recevant du public. Aussi, il lui demande quelles mesures urgentes peuvent être prises pour permettre aux entreprises du bâtiment à se conformer à cette réglementation, en disposant des matériaux idoines. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Application de l'arrêté du 17 mai 2024 modifiant diverses dispositions des règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public

4450. – 1er mai 2025. – **M. Jean-Raymond Hugonet** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique** au sujet de l'application de l'arrêté du 17 mai 2024 modifiant diverses dispositions des règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les

établissements recevant du public et pour la construction des immeubles de grande hauteur pris respectivement par l'arrêté du 25 juin 1980 et l'arrêté du 30 décembre 2011. Cet arrêté vise notamment à imposer l'utilisation de câbles et conducteurs électriques à performance améliorée, caractérisée par une Euroclasse, en application du règlement (CE) nº 305/2011 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 établissant des conditions harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant la directive 89/106/CEE. Ces nouvelles normes imposées aux professionnels de la construction, les obligent à utiliser les matériels adéquats à partir du 23 mai 2025, date de l'entrée en vigueur de l'arrêté. Cependant, cette recodification pose un problème majeur, non pas dans sa légitimité, mais dans sa temporalité. En effet, les câbles et les conducteurs électriques respectant les exigences de cet arrêté ne sont pas encore mis en vente sur le marché, et ceux-ci ne semblent pas l'être non plus à l'horizon 2026. Force est de constater que bon nombre de professionnels et de représentants du secteur se trouvent dans le questionnement après cette modification normative. Alors même que l'arrêté s'apprête à entrer en vigueur dans quelques jours, qu'en sera-t-il de la continuité des chantiers ? Une fois de plus, des décisions ubuesques prises sans réelles connaissances des réalités du terrain amènent à ces situations kafkaïennes. Aussi, afin de clarifier ces nouvelles dispositions de jure, il aimerait savoir s'il peut envisager un report différé de l'entrée en vigueur de cet arrêté, afin de le faire concourir avec la mise sur le marché des câbles et des conducteurs électriques conformes à ces dispositions. **– Question transmise à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – Les câbles d'énergie, de commande et de communication relèvent du règlement (UE) nº 2024/3110 (dit RPC : « Règlement Produit de Construction ») établissant des règles harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant le règlement (UE) nº 305/2011. Aussi, les câbles d'énergie sont couverts par une norme harmonisée depuis le 1er juillet 2017 et un classement européen de leur réaction au feu s'impose en remplacement du classement français. En phase transitoire et dans l'attente de la mise à jour des règlements de sécurité contre les risques d'incendie, les professionnels de la filière pouvaient s'appuyer sur l'arrêté du 15 octobre 2014 portant classification du comportement au feu des conducteurs et des câbles électriques. Cet arrêté fixe les classes européennes de réaction au feu admissibles au regard des exigences mentionnées dans les règlements de sécurité incendie. Ainsi, dès 2017, les fabricants ont mis sur le marché des câbles permettant de répondre aux exigences de l'arrêté du 17 mai 2024 modifiant diverses dispositions des règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP), et pour la construction des immeubles de grande hauteur (IGH) pris respectivement par l'arrêté du 25 juin 1980 et l'arrêté du 30 décembre 2011. Dans un objectif de simplification et compte tenu des objectifs de sécurité visés par les règlements de sécurité incendie, l'arrêté du 17 mai 2024 retient 2 classements européens en matière de réaction au feu des câbles électriques, en remplacement des classements français. Ce travail a été réalisé en concertation avec les partenaires professionnels et plus particulièrement avec le syndicat professionnel des fabricants de fils et de câbles électriques et de communication (SYCABEL). Pour permettre aux porteurs de projet et aux fabricants de câbles de s'adapter aux règles européennes, les dispositions de l'arrêté ont été rendues applicables aux projets dont les demandes d'autorisation de travaux sont déposées un an après sa publication au *Journal officiel* de la République française. En conséquence et en plus des câbles disponibles depuis 2017, les adhérents du SYCABEL ont pris les dispositions nécessaires pour mettre sur le marché français les câbles répondant aux exigences de l'arrêté du 17 mai 2024. C'est pourquoi, sans autre élément d'appréciation, le Gouvernement estime qu'il n'est pas opportun de reporter l'entrée en vigueur d'une disposition portée par le Règlement Produit de Construction et connue des professionnels de la filière depuis 2017. Ces éléments sont portés à la connaissance de la fédération française des intégrateurs électriciens (FFIE).

Organisation pratique des relations entre les parlementaires et les administrations déconcentrées

4189. – 10 avril 2025. – **Mme Marie Mercier** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur l'organisation pratique des relations entre les parlementaires et les administrations déconcentrées. Il se trouve que tout parlementaire et ses collaborateurs, dans la gestion des dossiers locaux, ont la nécessité d'entrer en contact avec ces administrations presque chaque jour. Or, ils doivent franchir des obstacles souvent insensés en tentant d'obtenir les coordonnées de tel ou tel responsable. Répondre à des serveurs automatiques, s'expliquer auprès de standards ou de services d'accueil, et parfois même être confrontés à des employés qui refusent de transmettre le numéro ou le mail de leur supérieur est leur lot quotidien. Aussi, elle souhaite savoir s'il pourrait être demandé aux préfets de fournir un répertoire local aux parlementaires, à l'image du répertoire que le Gouvernement leur transmet afin de travailler dans des conditions optimum.

Réponse. – Le ministre d'Etat est particulièrement attentif à la qualité et à la fluidité des échanges entre les parlementaires et les préfets afin d'assurer une mise en oeuvre efficace et partagée de l'action publique. Dans la gestion des dossiers particulièrement suivis par les députés et sénateurs dans nos territoires, il apparaît nécessaire qu'ils puissent échanger avec le représentant de l'Etat afin d'obtenir des réponses concrètes à leurs questions et ce, dans des délais raisonnables. Leur interlocuteur direct et naturel doit rester le préfet ou, par délégation, une autorité préfectorale. A ce titre, les parlementaires peuvent adresser leurs demandes de façon écrite, sous format papier ou électronique. Celles-ci font l'objet d'une attention particulière de la part des services de l'Etat qui s'attachent à y répondre dans les meilleurs délais. Il appartient au préfet et à son équipe de veiller à la qualité des réponses. S'agissant de demandes urgentes ou nécessitant un échange oral, les parlementaires sont invités à contacter les autorités préfectorales par téléphone, les coordonnées téléphoniques ayant dû être échangées lors des premières rencontres. Si tel n'est pas le cas, les députés et sénateurs sont fondés à solliciter un entretien auprès du préfet pour fixer les modalités pratiques des échanges entre élus et autorités préfectorales.

Non reconnaissance des tornades comme phénomène météorologique à part entière dans les dispositifs des prévention, d'alerte et d'indemnisation des catastrophes naturelles

4227. – 17 avril 2025. – **M. Joshua Hochart** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la non-reconnaissance des tornades comme phénomène météorologique à part entière dans les dispositifs de prévention, d'alerte et d'indemnisation des catastrophes naturelles. Alors même que la France est de plus en plus confrontée à des épisodes climatiques extrêmes, les tornades demeurent encore trop souvent négligées dans les politiques publiques. Ce phénomène, pourtant bien documenté par les scientifiques, reste marginalisé dans les protocoles de vigilance météorologique, dans les équipements de détection, et surtout dans les procédures de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. La région des Hauts-de-France, et notamment le département du Nord, est particulièrement exposée à ce risque. À ce titre, la tornade qui a frappé la commune d'Hautmont en 2008 constitue un exemple flagrant de cette lacune institutionnelle. Malgré des dégâts matériels importants et une vive émotion locale, la reconnaissance en catastrophe naturelle a été longue, difficile, voire inexistante pour certaines familles. Ce décalage entre la réalité vécue par les habitants et le regard de l'administration nourrit un profond sentiment d'abandon. De plus, la France accuse un retard manifeste en matière d'équipement. Le nombre de radars Doppler capables de détecter la formation et la trajectoire des tornades est très insuffisant sur le territoire national, et encore davantage dans les zones rurales. Ce déficit technologique nuit gravement à la capacité de prévention et d'alerte rapide, alors qu'il est reconnu que quelques minutes peuvent suffire à sauver des vies. Enfin, les critères retenus par les commissions interministérielles pour la reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle semblent mal adaptés aux spécificités des tornades, qui provoquent des dommages intenses mais localisés. De nombreux sinistrés se trouvent ainsi exclus des dispositifs d'indemnisation, faute de seuils statistiques appropriés ou de méthodologies adaptées à ce type de phénomène. Dans ce contexte, il lui demande si le Gouvernement entend renforcer les dispositifs de prévention et de protection contre les tornades, notamment en augmentant significativement le nombre de radars Doppler sur le territoire national, en particulier dans les zones les plus exposées comme les Hauts-de-France.

Réponse. – L'indemnisation des dommages provoqués par les effets des tornades n'intervient pas sur le fondement du régime de la garantie des catastrophes naturelles. Les tornades, et plus largement l'ensemble des phénomènes venteux violents (tempêtes, bourraques de vents violents), sont exclus du régime de la garantie catastrophe naturelle dès lors qu'elles ne sont pas associées à un évènement cyclonique tropical. Les dégâts sur les biens assurés des particuliers, des entreprises et des collectivités causés par ces vents violents sont couverts par un régime de garantie spécifiquement dédié prévu par l'article L. 122-7 du code de l'assurance : la garantie tempête. Comme la garantie catastrophe naturelle, la garantie tempête a été rendue obligatoire par le législateur dans l'ensemble des contrats d'assurance de dommages aux biens et d'incendie. Dès lors qu'ils sont assurés, les sinistrés sont indemnisés par leur assureur sans qu'une intervention préalable des pouvoirs publics ne soit nécessaire. Ensuite, s'agissant de la prévision du phénomène, malgré les progrès continus, la prévisibilité reste limitée. Tout comme les orages auxquels ces phénomènes sont liés, l'état de l'art actuel de la prévision permet d'identifier les conditions favorables à leur formation, mais pas de déterminer avec précision leur occurrence, leur intensité ou leur localisation. Les radars, quant à eux, sont des instruments d'observation des précipitations qui, lorsqu'ils sont équipés de la technologie Doppler, peuvent être utilisés pour mesurer les valeurs de vent à quelques centaines de mètres de haut et non pas au sol, où se forment les tornades. La donnée radar Doppler ne permet pas de détecter directement les tornades - car elles sont trop petites pour être directement observables par les radars -, mais les situations propices à la formation de tornades. Le réseau de radar Doppler français, complété par les données des radars frontaliers,

couvre complètement le territoire hexagonal ; sa densification n'apporterait pas d'information supplémentaire concernant les tornades. Par exemple, concernant le radar d'Avesnes (59), la mesure Doppler (estimation indirecte et partielle du vent) a été déployée en 2009. De plus, l'intégration des données du radar belge de Wideumont (bénéficiant également de la technologie Doppler) est en cours, en partenariat avec l'Institut Royal de la Météorologie de Belgique, ce qui permettrait d'améliorer encore la couverture radar sur la zone d'ici la fin de l'année. Par ailleurs, Météo-France a engagé le développement d'un algorithme de détection des structures propices à la formation des tornades. Le produit de détection des structures orageuses propices aux tornades sera mis en ligne en test courant 2025. Météo-France va poursuivre ses efforts d'amélioration portant à la fois sur la qualité des mesures Doppler et sur l'algorithme de détection des situations de risque de tornades à partir des observations radar. Afin de gagner en anticipation sur le risque d'occurrence d'orages violents, Météo-France poursuit également l'amélioration de ses modèles de prévision numérique, avec notamment une modification profonde en cours de l'intégration (« assimilation ») des observations météorologiques dans son système de prévision Arome dont une première étape a été franchie en 2024, la seconde devant intervenir en 2026. Cette évolution bénéficie tout particulièrement à la prévision des orages violents aux échéances de l'heure à deux jours.

Renforcement de la sécurité électrique des établissements recevant du public

4255. – 17 avril 2025. – **M. Michel Laugier** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur l'arrêté du 17 mai 2024 modifiant diverses dispositions des règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, et pour la construction des immeubles de grande hauteur pris respectivement par l'arrêté du 25 juin 1980 et l'arrêté du 30 décembre 2011. Les modifications de l'arrêté du 17 mai 2024 portent principalement sur le comportement au feu des câbles d'alimentation, de commande et de communication installés dans les établissements recevant du public (ERP) et les immeubles de grande hauteur (IGH). L'arrêté impose l'utilisation de câbles de protection au feu à performance améliorée qui limitent la propagation de l'incendie et les dégagements de fumées opaques et toxiques. L'objectif du texte visant à renforcer la sécurité des personnes est louable. Cependant, les câbles et conducteurs électriques respectant les exigences de l'arrêté ne sont actuellement pas commercialisés et ne devraient pas l'être avant 2026. Or l'arrêté doit prendre effet à compter du mois de mai 2025. Aussi, il lui demande d'étudier le report de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 17 mai 2024 afin que les professionnels de la filière électrique disposent des équipements nécessaires pour se conformer aux nouvelles dispositions relatives à la sécurité électrique.

Réponse. – Les câbles d'énergie, de commande et de communication relèvent du règlement (UE) nº 2024/3110 (dit RPC : « Règlement Produit de Construction ») établissant des règles harmonisées de commercialisation pour les produits de construction et abrogeant le règlement (UE) nº 305/2011. Aussi, les câbles d'énergie sont couverts par une norme harmonisée depuis le 1er juillet 2017 et un classement européen de leur réaction au feu s'impose en remplacement du classement français. En phase transitoire et dans l'attente de la mise à jour des règlements de sécurité contre les risques d'incendie, les professionnels de la filière pouvaient s'appuyer sur l'arrêté du 15 octobre 2014 portant classification du comportement au feu des conducteurs et des câbles électriques. Cet arrêté fixe les classes européennes de réaction au feu admissibles au regard des exigences mentionnées dans les règlements de sécurité incendie. Ainsi, dès 2017, les fabricants ont mis sur le marché des câbles permettant de répondre aux exigences de l'arrêté du 17 mai 2024 modifiant diverses dispositions des règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP), et pour la construction des immeubles de grande hauteur (IGH) pris respectivement par l'arrêté du 25 juin 1980 et l'arrêté du 30 décembre 2011. Dans un objectif de simplification et compte tenu des objectifs de sécurité visés par les règlements de sécurité incendie, l'arrêté du 17 mai 2024 retient 2 classements européens en matière de réaction au feu des câbles électriques, en remplacement des classements français. Ce travail a été réalisé en concertation avec les partenaires professionnels et plus particulièrement avec le syndicat professionnel des fabricants de fils et de câbles électriques et de communication (SYCABEL). Pour permettre aux porteurs de projet et aux fabricants de câbles de s'adapter aux règles européennes, les dispositions de l'arrêté ont été rendues applicables aux projets dont les demandes d'autorisation de travaux sont déposées un an après sa publication au *Journal officiel* de la République française. En conséquence et en plus des câbles disponibles depuis 2017, les adhérents du SYCABEL ont pris les dispositions nécessaires pour mettre sur le marché français les câbles répondant aux exigences de l'arrêté du 17 mai 2024. C'est pourquoi, sans autre élément d'appréciation, le Gouvernement estime qu'il n'est pas opportun de reporter l'entrée en vigueur d'une disposition portée par le Règlement Produit de Construction et connue des professionnels de la filière depuis 2017. Ces éléments sont portés à la connaissance de la fédération française des intégrateurs électriciens (FFIE).

Dysfonctionnements de la plateforme dématérialisée de demandes de titres de séjour

4348. – 24 avril 2025. – **Mme Raymonde Poncet Monge** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les dysfonctionnements récurrents de la plateforme de demandes de titres de séjour. En effet, les difficultés administratives se sont intensifiées à la suite de la dématérialisation progressive des démarches relatives aux demandes de titres de séjour. Or sans remettre en cause l'utilité de l'accélération de la transformation numérique de l'administration, celle-ci doit s'opérer sans compromettre les garanties d'opérationnalité dont les administrés bénéficiaient via les démarches non dématérialisées. Pourtant, depuis 5 ans, selon le défenseur des droits le nombre de réclamations reçues par l'institution en matière de droits des étrangers a crû de 400 %. Ainsi chaque année, plus d'un million d'étrangers, déjà déclarés ou en attente de l'être pour la première fois, sont impactés par la dématérialisation de leur demande de titre. Le défenseur des droits alerte depuis plusieurs années sur ce phénomène croissant. Dans le rapport « L'Administration numérique pour les étrangers en France (ANEF) : une dématérialisation à l'origine d'atteintes massives aux droits des usagers » paru en décembre 2024, l'autorité administrative indépendante formule des recommandations « visant à consacrer le droit à un accès aux demandes de titre omnicanal pour toutes et pour tous ». La première des 14 recommandations du rapport demande « d'intégrer dans le CESEDA une disposition reconnaissant le droit de réaliser toute démarche par un canal non dématérialisé, sans condition préalable ». Cette recommandation s'appuie notamment sur la décision du 3 juin 2022 du Conseil d'État. La haute juridiction administrative a partiellement annulé un décret en imposant au pouvoir réglementaire, d'une part de prévoir des mesures d'accompagnement pour les personnes rencontrant des difficultés d'accès à l'ANEF, et d'autre part de garantir un accès de substitution dans le cas où les mesures d'accompagnement se verraient être insuffisantes. Pourtant, malgré le bilan critique dressé par le défenseur des droits, au sujet du déploiement de l'ANEF, les usagers sont toujours confrontés à de grandes difficultés. De ce fait, le 27 mars 2025, dix associations ont porté un recours devant le Conseil d'État afin de dénoncer les dysfonctionnements « massifs et récurrents » de la plateforme de demandes de titres de séjours. À travers cette saisine, ces associations, alertent sur les conséquences dramatiques engendrées par les complications numériques rencontrées par les demandeurs de titre. Les associations énumèrent les préjudices subis par ces personnes : « Des parcours de vie brisés, des personnes empêchées de travailler, des entreprises privées de salariés, des associations qui s'épuisent dans des procédures dysfonctionnelles et des services préfectoraux qui peinent à débloquer des situations ». Elles dénoncent une « volonté politique de multiplier les obstacles » (vis-à-vis de l'obtention ou du renouvellement des titres de séjour). Il est impératif et urgent de trouver des solutions afin de permettre aux demandes, notamment de renouvellement, d'être traitées avec plus d'efficacité. Faute de renouvellement, chaque année, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sont privés de leurs droits, de leurs accès à l'emploi et aux prestations sociales. Par conséquent, elle lui demande quelles mesures concrètes il compte prendre afin de remédier à ces graves dysfonctionnements qui, tous les jours, affectent des personnes se retrouvant (trop) souvent seules et en détresse face aux difficultés parfois insurmontables liées aux démarches dématérialisées.

Réponse. – La dématérialisation des procédures de demandes de titres de séjour et de documents de voyage et de circulation dans l'ANEF s'est effectuée progressivement, depuis 2020. Ce déploiement progressif a été effectué afin de répondre aux enjeux de dématérialisation et de transformation publique, mais également afin de répondre à un enjeu d'obsolescence des technologies utilisées jusqu'à présent. En parallèle des travaux sur le nouveau système d'information (SI), le SI historique doit continuer à fonctionner afin de maintenir la continuité du service. Une partie non négligeable des difficultés techniques résulte du maintien de ce SI historique. Son décommissionnement, actuellement en cours, permettra de réduire ces difficultés techniques et le déploiement des dernières fonctionnalités sur l'ANEF permettra de les résoudre durablement. Le ministère a déployé un plan d'action pour lutter contre les ruptures de droits. Ce plan s'articule autour de quatre leviers complémentaires : un volet réglementaire, un volet informatique, un volet de pilotage du réseau et un volet communication, chacun visant à minimiser les sources de fragilité identifiées suite à la mise en place de l'ANEF. Sur le volet réglementaire, le décret n° 2023-191 du 22 mars 2023 prévoit qu'une « solution de substitution prenant la forme d'un accueil physique permettant l'enregistrement de la demande » est mise en place pour les personnes qui, malgré l'accompagnement proposé par l'administration, « se trouvent dans l'impossibilité constatée d'utiliser le téléservice pour des raisons tenant à la conception ou au mode de fonctionnement de celui-ci ». L'arrêté ministériel du 1er août 2023 précise les conditions de recours et les modalités de mise en oeuvre de la solution de substitution. A cet effet, un réseau de Points d'Accueil Numériques (PAN) a été mis en place dans les préfectures pour renforcer l'accessibilité des services auprès des publics rencontrant des difficultés avec le numérique. Ces points d'accès sont disponibles dans toutes les préfectures et dans certaines sous-préfectures, notamment celles assurant cette mission spécifique. Les points d'accueil numériques offrent un espace équipé de matériel informatique ainsi qu'un accompagnement

personnalisé, grâce à la présence de médiateurs numériques formés pour guider les usagers dans leurs démarches. Pour les territoires où les volumes de demandes sont particulièrement élevés, 44 préfectures et 8 sous-préfectures ont mis en place des points d'accueil numériques dédiés spécifiquement aux démarches de l'ANEF. Dans les autres départements, cet accompagnement est proposé au sein des PAN existants, déjà dédiés aux démarches telles que les permis de conduire et les cartes grises. En complément de cet accompagnement de proximité, le centre de contact citoyen (CCC) de l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS) propose un soutien téléphonique et mail pour les usagers ayant des questions ou rencontrant des difficultés dans leurs démarches en ligne. Ce centre mobilise environ 150 agents formés pour répondre aux besoins des usagers, offrant une assistance téléphonique ainsi que la possibilité de poser des questions via un formulaire en ligne. Ce service, centralisé mais accessible, garantit aux usagers un accompagnement adapté et réactif, réduisant ainsi les risques de blocage. En 2024, le centre de contact citoyens (CCC) de France Titres a transmis 4 377 signalements à la DGEF. En parallèle, 1 120 942 demandes ont été déposées sur l'ANEF. C'est donc 0,4% du volume des demandes qui aboutissent à un blocage de l'usager signalé au CCC et non résolu par celui-ci. Enfin, pour se conformer à la décision du Conseil d'État de juin 2022, un arrêté a été signé le 1er août 2023, accompagné d'une instruction adressée aux préfets. Cet arrêté précise les modalités de traitement des situations bloquantes rencontrées par les usagers de l'ANEF. Lorsqu'une difficulté technique ne peut être résolue dans un délai raisonnable, une convocation en préfecture est organisée, permettant ainsi à l'usager de déposer son dossier sous forme papier. Ce dispositif assure la continuité de l'accès aux services pour tous les usagers, même en cas d'obstacles techniques, tout en veillant à ce que le passage au numérique ne devienne pas une entrave au droit de chacun d'accéder aux services publics. Sur le volet informatique, côté agent, des ajustements techniques ont été réalisés pour renforcer les capacités de l'ANEF et ainsi réduire les risques d'interruption de droits notamment par la mise en place de dispositifs permettant aux agents de préfectures d'identifier les dossiers pour lesquels les titres arrivent prochainement à expiration. Cette capacité de priorisation vise à faciliter le traitement des demandes urgentes et renforce la continuité des droits pour les usagers. Coté usager, un système de notifications « push » est en service depuis fin avril 2024 pour rappeler aux usagers, en amont de l'échéance, les démarches à entreprendre pour le renouvellement de leurs titres permettant ainsi un accompagnement plus proactif de l'administration. Sur le volet de pilotage du réseau, le ministère renforce la coopération entre les différentes parties prenantes par une communication plus fluide entre la Direction Générale des Étrangers en France (DGEF) et les préfectures. D'importants moyens sont ainsi mobilisés pour relever le défi de la transition numérique et renforcer la qualité du service rendu à l'usager. A cet égard, l'accompagnement au bénéfice des services des préfectures a été renforcé par les services centraux par le biais notamment de « missions d'appui et de conseil » (avec un objectif de couverture de 95 % des préfectures d'ici fin 2025). Ce dispositif facilite la détection et la résolution des anomalies techniques de manière coordonnée permettant une réponse plus rapide et mieux adaptée aux difficultés rencontrées ainsi que la mise en oeuvre de solutions de contournement si nécessaire. Par ailleurs, une cellule numérique du quotidien ANEF a été créé courant avril 2025 pour renforcer l'accompagnement des préfectures au changement. Cette cellule est accompagnée, dans le cadre de ses déplacements en préfectures, par une équipe technique qui prend en charge les anomalies sur place. Plusieurs déplacements ont déjà eu lieu et d'autres sont d'ores et déjà programmés. Enfin, sur le volet communication, chaque déploiement de nouvelles téléprocédures ou fonctionnalités est assorti d'un dispositif d'accompagnement renforcé à l'égard des usagers et des préfectures à différentes étapes de leur mise en service : guides et manuels divers dédiés aux préfectures (J-15), formations du CCC (j-20), Webinaires (j-10), Webinaires « retours d'expérience » (J+30 à 60). De plus la rubrique « besoin d'aide ? » du portail usager ANEF est composée de plusieurs FAQ complètes et fait régulièrement l'objet de mise à jour afin de renforcer la qualité de l'information fournie à l'usager. Par ces plans d'actions, le ministère réaffirme son engagement à garantir un accès équitable aux droits pour tous les usagers de l'ANEF.

Accès des gendarmes réservistes à la police municipale

4355. – 24 avril 2025. – **M. Hugues Saury** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur l'absence de passerelles d'accès à la fonction de policier municipal pour les gendarmes réservistes. Alors que les articles L. 4139-1 à L. 4139-3 du code de la défense ouvrent aux militaires d'active des possibilités d'intégration dans la fonction publique, notamment en tant qu'agents de police municipale, ces dispositions ne s'appliquent pas aux réservistes de la gendarmerie. En effet, selon les textes en vigueur et la jurisprudence administrative, ils ne sont considérés comme militaires que durant leurs périodes d'activité, les excluant de facto du bénéfice de ces passerelles. Cette situation crée une forme d'injustice à l'égard des gendarmes réservistes, qui, malgré des années d'engagement et d'expérience, se trouvent cantonnés à des fonctions telles que celle d'agent de surveillance de la voie publique (ASVP), faute de reconnaissance statutaire. Le paradoxe est d'autant plus fort que certains d'entre

eux, gradés dans la réserve depuis de nombreuses années, ne sont pas autorisés à monter à bord d'un véhicule de police municipale, celui-ci n'étant pas accessible aux ASVP. Ce cloisonnement, qui ne repose sur aucune logique opérationnelle, prive les collectivités territoriales de compétences pourtant précieuses et freine la reconversion de nombreux réservistes désireux de poursuivre leur engagement au service de l'intérêt général dans un cadre civil. Cette rigidité statutaire apparaît d'autant plus contre-productive dans un contexte de tension sur les effectifs de police municipale à l'échelle nationale. Il souhaite donc savoir si le Gouvernement entend réexaminer les dispositions actuelles pour permettre aux gendarmes réservistes d'accéder aux fonctions de police municipale, en reconnaissant leur engagement au titre des passerelles prévues pour les militaires d'active.

Réponse. – Les conditions et la détermination des viviers de recrutement dans les polices municipales relèvent des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale, pilotés par la direction générale des collectivités locales (DGCL). La gendarmerie nationale souhaite valoriser les personnels et offrir les meilleures perspectives à ses réservistes. Les réservistes opérationnels de la gendarmerie nationale ne sont néanmoins pas éligibles aux dispositions des articles L.4139-1 à L.4139-3 du code de la défense, car ces dernières reposent sur la position statutaire du détachement, laquelle n'est applicable qu'aux militaires d'active. A ce stade, ces dispositions du statut militaire ne font pas l'objet de travaux de modification pour y intégrer les réservistes. Pour autant, à l'instar de ce qui a été mis en place pour le deuxième concours interne d'admission au cadre d'emplois des agents de police municipale, qui prévoit un recrutement possible de gendarmes adjoints volontaires à hauteur de 20% au plus du nombre des postes à pourvoir (en vertu du 3° de l'article 4 du décret n° 2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale), une facilité d'accès pourrait éventuellement être étudiée au profit des réservistes opérationnels. Elle semblerait devoir être conditionnée à une durée minimale d'engagement dans la réserve opérationnelle de la gendarmerie ainsi qu'à un nombre minimum de jours effectifs pour lesquels le réserviste fait l'objet d'une convocation au titre de son engagement à servir. A cette fin, la création d'un concours *ad hoc* ou un élargissement du périmètre du deuxième concours interne précité pourrait être utilement recherché par la DGCL.

Moratoire des machines à voter

4434. – 1er mai 2025. – **M. Hervé Marseille** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur le risque d'obsolescence des machines à voter. Ces équipements étant soumis à un moratoire très strict, les préfets n'autorisent plus de nouvelles communes à s'équiper de machines à voter. Celles déjà équipées peuvent juridiquement remplacer leurs anciennes machines. Pour autant, jusqu'à présent, les gouvernements successifs refusent d'agréer ces nouveaux modèles, ce qui risque par ailleurs de générer une réduction des investissements par les fournisseurs dans ce secteur. Le Sénat avait déjà préconisé de mettre un terme au moratoire de 2008 (rapport d'information n° 73, 2018-2019) tout en préconisant la mise en place d'un groupe de travail pour améliorer la sécurisation des machines à voter en lien avec le ministère de l'intérieur, les communes concernées et l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) qui avait d'ailleurs souligné que le maintien à long terme du moratoire représenterait la pire des solutions. Aucune suite n'a été donnée aux propositions dudit rapport. En décembre 2020, la commission des lois du Sénat a fait état, à nouveau, de cette situation critique laissant les communes face à un parc de machines à voter proches de l'obsolescence. Dans les Hauts-de-Seine, nombre de communes sont concernées par cette situation. En réponse à plusieurs questions écrites à ce sujet, il a été répondu en 2023 que la constitution de groupes de travail avec les communes utilisatrices permettrait d'identifier les solutions permettant de garantir la sincérité et la sécurité du vote, et également d'évaluer la faisabilité des évolutions techniques préalables à une éventuelle levée du moratoire. Dans ses observations définitives publiées en novembre 2024 sur l'organisation des élections : un dispositif robuste, des évolutions nécessaires, la Cour des Comptes estime que « s'agissant des seules communes actuellement utilisatrices, il [lui] apparaît que des solutions intermédiaires, permettant de recourir à du matériel plus moderne et plus sûr, pourraient être envisagées, et seraient en tout état de cause préférables au statu quo actuel. La Cour considère que le ministère de l'intérieur devrait préciser la manière dont il entend sortir du moratoire sur les machines à voter ». Dès lors, il souhaite connaître les conclusions de ces groupes de travail et savoir si la levée de ce moratoire est envisagée à moyen terme, ou à défaut si les communes utilisant déjà des machines à voter seraient autorisées à renouveler leurs appareils et à équiper leurs bureaux de vote, notamment dans la perspective des élections municipales de mars 2026.

Réponse. – Compte tenu des enjeux croissants liés au moratoire sur les machines à voter, les services du ministère de l'intérieur, en lien avec l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), ont mené une

réflexion visant à réexaminer le cadre applicable aux machines à voter et les évolutions techniques requises en vue d'une éventuelle levée du moratoire. Dans cette perspective, le Gouvernement a remis au Parlement, en décembre 2021, un rapport relatif à la possibilité de recourir aux machines à voter conformément à la loi nº 2021-191 du 22 février 2021. Le rapport reprend les préconisations issues de l'étude produite en 2021 par l'ANSSI et annexée au rapport susmentionné, parmi lesquelles figure le recours à des machines permettant l'édition d'un bulletin papier pour rendre le vote vérifiable et auditable. Cette exigence va dans le sens d'une sécurisation renforcée du dispositif et d'une transparence accrue du vote. L'édition d'un bulletin papier est déjà utilisée dans plusieurs pays tels que la Belgique ou l'Inde afin d'apporter la plus grande sécurité au vote, en permettant un recompte manuel si nécessaire, et de préserver ainsi la confiance des électeurs. C'est l'une des pistes étudiées dans ce rapport qui a pour finalité d'éclairer les débats parlementaires quant aux évolutions possibles en la matière ainsi qu'aux conditions requises pour ce faire. Il appartient désormais au Parlement de se saisir des conclusions de ce rapport. Un groupe de travail de niveau technique, qui s'est déjà réuni, a également été mis en place afin d'évaluer la faisabilité des évolutions techniques préalables à une éventuelle levée du moratoire, notamment au regard des spécificités liées aux modèles de machine à voter autorisés et à leur processus d'homologation. Les conclusions des consultations seront communiquées à l'issue de l'ensemble des travaux. En parallèle de ces débats, un dialogue avec les communes utilisatrices est nécessaire afin d'entendre leurs propositions, d'échanger sur les conclusions du rapport et d'identifier conjointement des solutions permettant de garantir la sincérité et la sécurité du vote. Les communes concernées seront prochainement réunies au sein d'un groupe de travail.

Conséquences de la réforme du congé de maladie ordinaire pour les sapeurs-pompiers professionnels

4724. – 22 mai 2025. – **M. Cyril Pellevat** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les conséquences de la réforme du congé de maladie ordinaire pour les sapeurs-pompiers professionnels. Depuis le 1er mars 2025, les agents de la fonction publique placés en congé de maladie ordinaire ne perçoivent plus que 90 % de leur traitement, conformément à l'article 189 de la loi nº 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025. En application du décret nº 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés, le régime indemnitaire est lui aussi réduit dans les mêmes proportions. Cette mesure soulève une inquiétude particulière pour les sapeurs-pompiers professionnels, dont la rémunération repose très largement sur les primes. Leur régime indemnitaire spécifique, non soumis au principe de parité avec la fonction publique d'État, est reconnu par les articles L. 415-5 du code général de la fonction publique et L. 1424-9 du code général des collectivités territoriales, en raison des spécificités de leurs missions et des risques auxquels ils sont exposés au quotidien. Or, pour cette profession exposée, les arrêts maladie peuvent être plus fréquents en raison des contraintes physiques et psychologiques du métier, rendant cette réduction de traitement et de primes particulièrement pénalisante. En conséquence, il demande au Gouvernement s'il envisage d'accorder une dérogation ou d'adapter le régime indemnitaire applicable aux sapeurs-pompiers professionnels en cas de congé de maladie ordinaire, afin de ne pas les pénaliser financièrement et de reconnaître la spécificité de leurs missions.

Réponse. – Les dispositions de l'article 189 de la loi nº 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ont modifié l'article L. 822-3 du CGFP, qui prévoit désormais la perception de 90 % du traitement pendant les trois premiers mois de la maladie ordinaire. Le régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels est défini, par dérogation au principe de parité prévu à l'article L. 714-4 du code général de la fonction publique, en l'absence de corps de la fonction publique de l'Etat exerçant des fonctions équivalentes, aux articles 6-1 à 6-9 du décret nº 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels. Si les dispositions du premier alinéa de l'article 1 du décret 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés, qui prévoient que le régime indemnitaire est établi dans les mêmes proportions que le traitement, ne sont donc pas applicables aux sapeurs-pompiers professionnels, il n'en demeure pas moins que la très grande majorité des indemnités composant leur régime indemnitaire sont calculées en pourcentage du traitement. Dès lors, à l'exception des indemnités basées sur des montants ou expressément maintenues, celles basées sur un pourcentage de traitement sont mécaniquement maintenues à 90%.

Adaptation des normes incendie aux réalités des territoires ruraux

4786. – 22 mai 2025. – **M. Bruno Belin** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les contraintes liées à la réglementation incendie, qui peuvent constituer un frein important à l'instruction et à la délivrance des permis de construire en zone rurale. La réglementation actuelle impose, pour toute nouvelle

habitation, la présence d'un point d'eau incendie - borne ou bâche - situé à moins de 200 mètres lorsque les habitations sont regroupées, ou à moins de 400 mètres lorsqu'elles sont isolées. Si cette exigence se comprend dans des zones d'habitat dense, où les risques de propagation sont élevés, elle devient plus difficilement applicable en milieu rural. Dans ces territoires, les habitations sont souvent éloignées les unes des autres, et les risques de propagation d'un incendie à une autre maison sont faibles. Pourtant, les communes sont tenues d'installer de nombreuses bâches incendie, souvent inesthétiques, très coûteuses à l'achat et à l'entretien, avec un rapport coût-risque peu pertinent. Cette norme, uniforme sur l'ensemble du territoire, pèse lourdement sur les petites collectivités rurales. Dans ce contexte, il interroge le Gouvernement sur l'opportunité d'adapter la réglementation relative à la défense extérieure contre l'incendie (DECI) aux spécificités des territoires ruraux, afin de ne pas freiner leur développement.

Réponse. – Avant la réforme de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) instituée par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 et la parution du décret n° 2015-235 du 27 février 2015, la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951, qui constituait la seule référence en la matière, prévoyait déjà la présence d'un point d'eau incendie à moins de 200 mètres de toute construction, voire 400 mètres en cas de risques isolés par exemple. L'article R. 2225-3 du code général des collectivités territoriales dispose désormais qu'un référentiel du règlement départemental DECI (RDDECI) fixe pour chaque département les règles, dispositifs et procédures de défense extérieure contre l'incendie et qu'il caractérise les différents risques présentés par l'incendie, en particulier des différents types de bâtiment, d'habitat, ou d'urbanisme. Élaboré par le service départemental d'incendie et de secours en application des dispositions de l'article L. 1424-2 du code général des collectivités territoriales, ce RDDECI pris par arrêté préfectoral, est établi en concertation avec les maires et l'ensemble des acteurs concourant à la défense extérieure contre l'incendie. C'est ce document qui permet de prendre en compte, localement ou à l'échelle du département, les risques particuliers, et d'adapter aux spécificités des territoires ruraux les modalités de sa mise en oeuvre. Sur sollicitation du préfet, le RDDECI peut donc être modifié et révisé en vue de prendre en compte l'ensemble de ces problématiques. Ce nouveau dispositif permet dorénavant une réelle adaptation de la DECI aux spécificités des territoires ruraux.

Conséquences de la baisse des indemnisations du congé maladie ordinaire des sapeurs-pompiers professionnels

4896. – 29 mai 2025. – **M. Hervé Gillé** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur les conséquences de la baisse des indemnisations du congé maladie ordinaire (CMO) des sapeurs-pompiers professionnels, mise en oeuvre dans le cadre de l'adoption de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025. En l'occurrence, depuis le 1er mars 2025, les fonctionnaires ne perçoivent plus que 90 % de leur traitement de base. Cette décision s'élargissant aussi au régime indemnitaire, pose un réel problème à l'égard de cette profession, pour qui les primes représentent une part importante de leur revenu. De plus, leur fonction étant exposée à des risques de maladies ou accidents fréquents ne dépendant pas de leur fait, rend cette situation préjudiciable. D'autre part, l'article L. 415-5 du code général de la fonction publique dispose que des mesures dérogatoires peuvent être instaurées, compte tenu de la nature particulière des missions et des statuts concernés. Il lui demande donc, si des mesures dérogatoires seront mises en place pour assurer aux sapeurs-pompiers professionnels un traitement équitable, compte tenu de la nature exposée et risquée de leur métier.

Réponse. – Les dispositions de l'article 189 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 ont modifié l'article L. 822-3 du CGFP qui prévoit, désormais, la perception de 90 % du traitement pendant les trois premiers mois de la maladie ordinaire. Le régime indemnitaire des sapeurs-pompiers professionnels est défini, par dérogation au principe de parité prévu à l'article L. 714-4 du code général de la fonction publique, en l'absence de corps de la fonction publique de l'État exerçant des fonctions équivalentes, aux articles 6-1 à 6-9 du décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels. Si les dispositions du premier alinéa de l'article 1 du décret 2010-97 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés, qui prévoient que le régime indemnitaire est établi dans les mêmes proportions que le traitement, ne sont donc pas applicables aux sapeurs-pompiers professionnels, il n'en demeure pas moins que la très grande majorité des indemnités composant leur régime indemnitaire est calculée en pourcentage du traitement. Dès lors, à l'exception des indemnités fondées sur des montants ou expressément maintenues, celles basées sur un pourcentage de traitement sont mécaniquement maintenues à 90%.

INTÉRIEUR (MD)

Recrutement d'agents temporaires de police municipale ou d'agents de surveillance de la voie publique pour les syndicats de police municipale mutualisée

648. – 3 octobre 2024. – **M. Cédric Vial** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les modalités de recrutement dans le cadre de police municipale mutualisée. Pour faire face aux incivilités croissantes dans les zones rurales, les communes souhaitent se doter d'une police municipale. Compte tenu du coût d'un tel service, les communes font le choix de se regrouper dans un syndicat pour mettre en place ces polices municipales mutualisées. Toutefois, leur champ d'action en termes de recrutement est très contraint. En effet, l'article L. 512-1-2 du code de la sécurité intérieure stipule que « Les communes limitrophes […] peuvent former un syndicat de communes afin de recruter un ou plusieurs agents de police municipale en commun, compétents sur le territoire de chacune des communes ». La précision « d'agent de police municipale » dans l'article précité, ne permet pas pour ces syndicats de recruter des agents temporaires de police municipale ou encore des agents de surveillance de la voie publique (ASVP). Cette interdiction rend difficile le recrutement dans ces syndicats et ne leur permet pas d'adapter leurs effectifs en fonction des besoins, par exemple, lors des périodes estivales. Il lui demande que l'interprétation « d'agent de police municipale » soit plus large, permettant de recruter des agents temporaires de police municipale ou encore des ASVP comme peuvent le faire les communes quand elles gèrent directement un service de police municipale sur leur territoire. **– Question transmise à M. le ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – Les agents de surveillance de la voie publique (ASVP) sont des agents communaux, titulaires ou contractuels, chargés d'une mission de police. S'ils exercent certaines fonctions de police judiciaire, ils exercent principalement des missions relevant de la police de la circulation, notamment dans le domaine du stationnement, avec une compétence de verbalisation de portée limitée. Les assistants temporaires de police municipale (ATPM) sont quant à eux des "agents titulaires de la commune, habituellement affectés à des emplois autres que ceux de la police municipale ou non titulaires, chargés d'assister temporairement les agents de la police municipale dans les communes touristiques et stations classées relevant de la section 2 du chapitre III du titre III du livre Ier du code du tourisme". ASVP et ATPM ne relèvent pas d'un cadre d'emplois spécifique de la fonction publique territoriale. Compte tenu de leurs missions et de leur statut, ces agents n'ont donc pas vocation à participer aux dispositifs de mise en commun prévus aux articles L. 512-1 à L. 512-3 du code de la sécurité intérieure et réservés aux agents de police municipale. Aussi et en l'état actuel du droit, l'interprétation « d'agent de police municipale » ne peut être entendue de manière large, c'est-à-dire susceptible de permettre de recruter des agents temporaires de police municipale ou encore des ASVP comme peuvent le faire les communes quand elles gèrent directement un service de police municipale sur leur territoire. Cette proposition pourra néanmoins être versée dans le cadre des débats autour du « Beauvau des polices municipales », lancé par le Gouvernement, et faire l'objet d'une évolution des dispositions applicables, afin de soutenir l'action des polices municipales.

Statut des gardes champêtres et utilisation des véhicules de la police municipale

1882. – 17 octobre 2024. – **M. Jean-Baptiste Blanc** attire l'attention de **M. le ministre de la fonction publique, de la simplification et de la transformation de l'action publique** sur le statut des gardes champêtres. Conformément au décret n° 94-731 du 24 août 1994 portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres, ces derniers constituent un cadre d'emplois de police municipale de catégorie C au sens de l'article L. 411-2 du code général de la fonction publique. Les récents décrets n° 2024-282 et 2024-283 du 28 mars 2024, qui permettent d'aligner le second grade du cadre d'emplois des gardes champêtres sur le même échelonnement que celui des agents de police municipale et le doter des mêmes conditions d'accès illustrent la volonté du Gouvernement de maintenir une attractivité statutaire et indemnitaire pour les gardes champêtres. Cette revalorisation souligne l'importance des missions qu'ils accomplissent, notamment dans le domaine de la police judiciaire et de la préservation de l'environnement. Au regard de la convergence des missions exercées par les gardes-champêtres et les policiers municipaux, notamment en matière de missions de sécurité publique et de maintien de l'ordre sur le territoire, il lui demande d'envisager d'autoriser les gardes champêtres à conduire les véhicules de la police municipale, afin de renforcer leur efficacité sur le terrain et de faciliter la mutualisation des moyens au sein des collectivités locales. **– Question transmise à M. le ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – Les gardes champêtres ont un statut distinct de celui des policiers municipaux, même s'ils ont un régime indemnitaire commun. Les prérogatives et les moyens des policiers municipaux et des gardes champêtres ne sont pas non plus identiques. S'agissant des véhicules de police municipale, l'article D. 511-9 du *code de la sécurité intérieure* (CSI) pris en application de l'article L. 511-4 du même code, renvoie à l'arrêté du 5 mai 2014 relatif à la signalisation des véhicules de police municipale. D'après l'article D. 511-10 du CSI les véhicules de police municipale sont reconnus d'intérêt général prioritaire. Le fait que le pouvoir réglementaire ait prévu une signalisation des véhicules de service spécifique qui soit aisément identifiable est indissociable de leur utilisation par les agents de police municipale. Cette prescription se justifie pour les questions de mise en jeu de la responsabilité administrative de la commune en cas d'accident. Le ministère de l'intérieur a rappelé régulièrement qu'il est notamment interdit de faire conduire des véhicules sérigraphiés de police municipale par des *agents de surveillance de la voie publique* (ASVP), il en est de même pour les gardes champêtres. Ainsi les gardes champêtres ne sont pas autorisés à conduire un véhicule de la police municipale. Par ailleurs, s'agissant des gardes champêtres, aucune disposition réglementaire n'encadrait la signalisation de leurs véhicules, jusqu'à l'arrêté du 22 août 2023 relatif aux caractéristiques des tenues et de la signalisation des véhicules des gardes champêtres pris en application de l'article L. 522-5 du CSI. Afin de laisser aux collectivités le temps de se mettre en conformité en ce qui concerne la sérigraphie et l'équipement de ces véhicules, cet arrêté entrera en vigueur en 2026. Il peut en outre être précisé que ces véhicules ne sont pas reconnus d'intérêt général prioritaire par le paragraphe 6.5 de l'article R. 311-1 du code de la route. Il y a donc lieu de réserver la conduite des véhicules des gardes champêtres à ces agents. Le Beauvau des polices municipales associant les employeurs territoriaux, les organisations syndicales et le Gouvernement constitue un cadre adapté pour aborder ces questions opérationnelles intéressant les gardes champêtres.

Situation sociale des policiers municipaux

2296. – 7 novembre 2024. – **M. Henri Cabanel** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur la situation sociale des policiers municipaux. Le Gouvernement envisage de créer des patrouilles mixtes associant des gardiens de la paix de la police nationale et des agents de la police municipale. Cette initiative rappelle un dispositif en vigueur il y a plusieurs décennies, où la police municipale opérait sous la supervision d'officiers de la police nationale (tels que les inspecteurs divisionnaires et inspecteurs principaux de la police nationale). À cette époque, pour pallier le manque d'effectifs dans la police nationale, les policiers municipaux étaient mobilisés pour accomplir des missions similaires à celles des gardiens de la paix, faisant face aux mêmes contraintes, risques et responsabilités. Cependant, ils n'ont jamais bénéficié des mêmes conditions de carrière, de rémunération, ni des mêmes droits à la retraite. Par ailleurs, il existe un risque. Les communes ne doivent en aucun cas se substituer au manque de moyens de l'État, surtout dans un contexte budgétaire contraint pour elles. Il souhaiterait donc savoir quelle est la position du Gouvernement concernant cette évolution. Et si elle est envisagée, quelle méthode sera mise en place car l'ensemble des parties prenantes devrait être associé en amont. **– Question transmise à M. le ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – La situation sociale des policiers municipaux a fait l'objet de plusieurs réformes récentes ayant permis de revaloriser leur carrière ainsi que leur rémunération. Sur le plan statutaire, par des décrets publiés le 23 novembre 2023, l'accès à l'échelon spécial pour les agents de police municipale, cadre d'emplois de catégorie C, est facilité et décontingenté, cet échelon devenant un échelon de droit commun. La carrière des directeurs de police municipale, cadre d'emplois de catégorie A, est par ailleurs alignée sur celle, plus avantageuse, des agents relevant de la catégorie dite « A type » de la fonction publique territoriale. Sur le plan indemnitaire, en application de l'article L. 714-13 du code général de la fonction publique, les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et ceux relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres peuvent bénéficier, sur délibération des organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, d'un régime indemnitaire qui leur est propre et dont les modalités et les taux sont fixés par décret. Le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 institue un nouveau régime indemnitaire, commun à tous les cadres d'emplois de la filière « police municipale », y compris le cadre d'emplois des gardes champêtres. Ce nouveau régime indemnitaire est composé en deux parts dans la limite de plafonds fixés par ce décret en fonction des cadres d'emplois : une première part fixe, liée à la fonction et assise sur le traitement indiciaire brut présentant la caractéristique d'être dynamique et une seconde part variable tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir dont le plafond est déterminé par l'organe délibérant dans le respect des limites du décret précité. Il convient de préciser que les plafonds applicables à chaque cadre d'emplois ont bénéficié d'une revalorisation globale de leur montant. Les polices municipales constituent une composante essentielle de la police de proximité, de la tranquillité et de la salubrité

publique. Leur mission s'inscrit en complémentarité de celle des forces de sécurité intérieure, police et gendarmerie nationales, mais ne saurait leur être assimilée. Leur mission opérationnelle est conduite sous l'autorité des maires, dans l'exercice de leurs pouvoirs de police. Au-delà de la question de la responsabilité en cas d'accident, la mixité des patrouilles dans un même véhicule induirait une confusion opérationnelle préjudiciable à leur efficacité alors que les polices municipales et polices nationales n'ont pas les mêmes prérogatives. Il convient donc d'éviter d'associer de manière indistincte des intervenants dont les missions, les pratiques professionnelles et les équipements diffèrent. En revanche, le partage régulier des analyses sur les problématiques de sécurité rencontrées sur le terrain et la définition d'objectifs convergents doit favoriser, chaque fois que cela est possible, l'association des forces dans un dispositif conjoint définissant clairement la répartition des rôles sous l'autorité fonctionnelle d'un fonctionnaire de la police ou d'un militaire de la gendarmerie nationales. Ces modalités de coordination ont bien entendu vocation à être évaluées régulièrement et précisées dans la convention de coordination des interventions de la police municipale et des forces de sécurité de l'État. Les réflexions dans le cadre du Beauvau des polices municipales lancé par le ministre de l'Intérieur ont permis aux maires ainsi qu'aux organisations syndicales d'entamer un cycle de concertation sur ces sujets. Le Gouvernement est notamment favorable à une refonte de la convention type de coordination des interventions annexée à l'article R. 512-5 du code de la sécurité intérieure.

Accès à la plateforme France Identité

3121. – 6 février 2025. – **M. Jean-Luc Ruelle** interroge **M. le ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur l'accès à la plateforme France Identité. Lancée en février 2024, elle permet de générer des justificatifs d'identité sécurisés, d'importer son permis de conduire et de s'authentifier à des services via FranceConnect et FranceConnect+. L'usage de France Identité est conditionné à la détention d'un carte nationale d'identité (CNI) biométrique. Les règles actuelles de renouvellement de CNI ne permettent d'en faire la demande que dans des cas bien précis : expiration, perte, vol, détérioration du document, modification de l'état civil, ou encore évolution significative de l'apparence physique du titulaire. Nombre de nos concitoyens disposent encore aujourd'hui de l'ancienne CNI encore valide qu'ils devront conserver jusqu'à son échéance. Ils ne peuvent donc bénéficier des avantages de France Identité, notamment l'accès à plus de 1 400 services en ligne, possibilité qui s'avère très utile aux Français de l'étranger. Il lui demande que la mise à jour du format de CNI soit acceptée comme motif de renouvellement et ce afin de garantir un égal accès aux services publics numériques.

Réponse. – Le ministère de l'intérieur et France Titres (ex-agence nationale des titres sécurisés) partagent l'objectif de l'accessibilité de l'application France Identité, reposant sur la détention de la carte nationale d'identité électronique (au format carte bancaire) progressivement mise en circulation à compter du 2 août 2021. À cet égard, le 31 mars 2025, un nouveau motif de renouvellement d'une carte nationale d'identité a été mis en place à titre expérimental sur le service de pré-demande en ligne opéré par France Titres (site https://ants.gouv.fr/). Il permet aux usagers qui le souhaitent de solliciter le renouvellement de leur carte d'identité ancien format (aussi dite CNI « sécurisée »), même s'ils ne remplissent pas les conditions d'éligibilité aux motifs de renouvellement habituels, tels qu'un titre expiré ou qui expire dans moins d'un an. Ce nouveau motif de renouvellement, communément appelé « motif de renouvellement pour identité numérique », permet aux usagers d'acquérir une CNI au nouveau format et de bénéficier de la solution d'identité numérique régalienne France identité, portée par France Titres et le ministère de l'intérieur. Ce nouveau motif de renouvellement est pour l'instant introduit à titre expérimental, avec la possibilité d'être temporairement suspendu en cas d'afflux de demandes, afin de ne pas perturber le bon fonctionnement de la chaîne de délivrance des titres. Des modalités facilitées d'activation du niveau certifié de France Identité ont été également introduites - pour rappel, la certification permet à un usager d'accéder à certains services plus sécurisés (comme la réalisation d'une procuration de vote entièrement à distance). Un usager ayant choisi de renouveler sa carte d'identité, après avoir déposé sa demande en mairie ou en consulat, est ensuite destinataire d'un SMS lui indiquant que son titre est disponible en mairie pour lui être remis. Ce même SMS lui indique désormais le mode d'emploi pour obtenir la certification d'une identité numérique France Identité lors du même rendez-vous de remise du titre. Il dispose néanmoins toujours de la faculté de revenir ultérieurement en mairie, sans rendez-vous, pour obtenir la certification de son application France Identité. Près de 83% des communes françaises équipées de dispositifs de recueil offrent désormais cette fonctionnalité, à la mi-mai 2025. Enfin, le déploiement de ce nouveau motif de renouvellement vise également à lisser le remplacement du parc des anciennes cartes d'identité sécurisées dans la perspective de leur fin de validité programmée. En effet, l'article 5 du règlement européen 2019/1157 du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité dispose que les cartes d'identité ne répondant pas aux exigences de sécurité qu'il prescrit cesseront d'être valides au plus tard le 3 août 2031.

Répartition des zones de compétence entre la police et la gendarmerie

3122. – 6 février 2025. – **Mme Sabine Drexler** interroge **M. le ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la répartition des zones de compétence entre la police et la gendarmerie nationale. En France, la police et la gendarmerie nationale, placées sous l'autorité du ministère de l'intérieur depuis 2009, assurent conjointement la sécurité publique, avec 253 000 agents et un budget en hausse. Cependant, la répartition des zones de compétence n'a pas été révisée depuis dix ans malgré les évolutions démographiques et de délinquance ce qui engendre des dysfonctionnements et limite l'efficacité du service public. La Cour des comptes souligne la nécessité pour le ministère de l'intérieur de réviser la carte des zones de compétences afin de mieux répondre aux besoins de sécurité de la population et d'optimiser l'utilisation des moyens publics. La Cour des comptes préconise également de revoir le cadre juridique pour permettre une meilleure articulation entre la police et la gendarmerie. En effet, plus d'une circonscription de police sur dix couvre une population inférieure à 20 000 habitants, quand les deux-tiers des communes intégrées à des métropoles sont en zone gendarmerie. Favoriser une plus grande coopération ainsi qu'une interopérabilité accrue permettrait de gagner en efficacité. Aussi, elle lui demande de bien vouloir lui préciser la stratégie gouvernementale en matière de répartition des zones de compétence entre la police et la gendarmerie nationale.

Réponse. – L'organisation des forces de sécurité intérieure repose sur les synergies, les complémentarités et les mutualisations développées entre les forces pour assurer leur plein ancrage dans les territoires. Les coopérations et complémentarités entre police et gendarmerie s'illustrent notamment au travers du protocole de coopération opérationnelle renforcée dans les agglomérations et les territoires (CORAT), de la participation de la gendarmerie nationale aux structures du renseignement territorial, de la création de l'office anti-stupéfiants (OFAST), et plus largement, de la participation des deux forces aux divers offices centraux et structures d'administration communes, telles que le COMCYBER-MI. Plusieurs vagues de redéploiements territoriaux ont été opérées entre la police et la gendarmerie nationales entre 2002 et 2013 puis en 2013 et 2014 pour adapter leur organisation aux évolutions de l'urbanisation et de la délinquance, renforcer l'homogénéité des zones de compétence et leur complémentarité. En 2024, une réforme majeure du service public de la sécurité a été menée avec la création des directions interdépartementales et départementales de la police nationale. Pour répondre aux attentes de nos concitoyens, le ministre d'État, ministre de l'intérieur, a engagé plusieurs chantiers avec un seul objectif : gagner en efficacité pour obtenir des résultats concrets, tant pour assurer la sécurité quotidienne des Français que pour réarmer l'État contre la criminalité organisée. L'atteinte de cet objectif repose sur une méthode : la subsidiarité du niveau local qui sait apporter les réponses les plus adaptées aux enjeux de terrain. Tel est le sens des plans d'action de restauration de la sécurité du quotidien élaborés par les préfets et présentés dans tous les départements en février 2025. Ces plans d'action visent à renforcer la présence des forces de l'ordre sur la voie publique et à lutter contre les trafics de stupéfiants. Ils reposent sur une dynamique devant impliquer l'ensemble des acteurs locaux de la prévention et de la sécurité. De ce point de vue, il convient de rappeler que les polices municipales sont un acteur essentiel de la tranquillité publique et de la sécurité du quotidien. Leur montée en puissance est un enjeu majeur : c'est l'objet du « Beauvau des polices municipales » dont les premières orientations seront présentées dans les prochaines semaines : accroître les prérogatives tout en confortant les polices municipales et des garde champêtres dans leur rôle de proximité ; renforcer leur capacité d'agir sur le terrain ; mieux reconnaitre leur engagement ; accroître la coordination avec les forces de sécurité intérieure et entre communes ; renforcer la formation et les exigences déontologiques. Face à la criminalité organisée, la récente adoption de la loi permettant de renforcer la lutte contre le narcotrafic va doter les forces de sécurité et les préfets de moyens accrus de coordination : création d'un état-major interministériel rattaché à la direction nationale de la police judiciaire, création d'un parquet national spécialisé… Depuis février dernier, une doctrine d'action dite des « villes de sécurité renforcée » est par ailleurs mise en oeuvre dans les quartiers gangrenés par la délinquance, visant une occupation durable du terrain et un traitement à 360° de la délinquance, mobilisant tous les leviers à la disposition des forces de l'ordre et des préfets.

Précision sur le mode de calcul de la population électorale en vue des élections municipales 2026

3601. – 6 mars 2025. – **Mme Marie-Pierre Monier** interroge **M. le ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur le mode de calcul de la population électorale en vue des élections municipales de mars 2026. En effet, de nombreuses communes s'interrogent sur leur potentiel passage de certains seuils qui impliquent une augmentation ou une diminution du nombre de conseillers municipaux, et éventuellement une évolution dans le mode de scrutin ou encore dans la prise en charge des frais de campagne. L'article R. 25-1 du code électoral dispose que le chiffre de population auquel il convient de se référer en matière électorale est le dernier chiffre de population municipale authentifié avant l'élection, soit au 1er janvier 2026 pour les prochaines

élections municipales. Or, les réponses à plusieurs questions écrites similaires posées en 2019 dans la perspective des élections municipales de 2020 apportent les précisions suivantes : « La collecte des données est organisée et contrôlée par l'Institut national de la statistique et des études économiques et les populations légales sont calculées chaque année (n) en décembre. Ces dernières ont pour date de référence le 1er janvier de l'année (n-2) et sont juridiquement en vigueur du 1er janvier au 31 décembre de l'année (n+1). Ce décalage est difficilement compressible en raison du temps nécessaire au recensement de la population. En outre, afin de préserver l'égalité de traitement entre les communes, la population légale, publiée annuellement, doit se référer à la même année pour l'ensemble des communes. Ainsi la population légale en vigueur au 1er janvier 2019 correspond aux données de la population au 1er janvier 2016 authentifiées par le décret no 2018-1328 du 28 décembre 2018. Au 1er janvier 2020, la population authentifiée aura pour date de référence le 1er janvier 2017. Ce sont ces chiffres qui permettront de faire la distinction entre les communes relevant du scrutin majoritaire uninominal de celles relevant du scrutin de liste. » Elle souhaite donc savoir si vous pouvez lui préciser comment et à quelle date la population électorale sera arrêtée dans les communes, et en particulier si les recensements en cours pour l'année 2025 seront déterminants ou non.

Réponse. – L'article R. 25-1 du code électoral dispose que « *Le dernier chiffre de population auquel il convient de se référer en matière électorale est le dernier chiffre de population municipale authentifié avant l'élection* ». Ces chiffres sont établis conformément aux articles 156 à 158 de la loi no 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et aux dispositions du décret no 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population. La collecte des données est organisée et contrôlée par l'institut national de la statistique et des études économiques. Le recensement repose sur une collecte d'informations annuelles, concernant successivement tous les territoires communaux au cours d'une période de cinq ans. Les communes de moins de 10 000 habitants réalisent une enquête de recensement portant sur toute la population, à raison d'une commune sur cinq chaque année. Les communes de 10 000 habitants ou plus, réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon d'adresses représentant 8 % de leurs logements. En cumulant cinq enquêtes, l'ensemble des habitants des communes de moins de 10 000 habitants et 40 % environ de la population des communes de 10 000 habitants ou plus sont pris en compte. Les informations ainsi collectées sont ramenées à une même date pour toutes les communes afin d'assurer l'égalité de traitement entre elles, qu'elles fassent l'objet d'un recensement ou non en année N-1. Cette date de référence est fixée au 1er janvier de l'année médiane des cinq années d'enquête. Ainsi, la population de référence, en vigueur du 1er janvier au 31 décembre de l'année N, est authentifiée par décret publié en décembre de l'année N-1. Ce chiffre de population de référence correspond à la date de référence du 1er janvier de l'année N-3. La population authentifiée par décret en décembre 2025, en vigueur du 1er janvier au 31 décembre 2026, aura pour date de référence le 1er janvier 2023, qui correspond à l'année médiane des cinq années d'enquête, incluant l'année 2025.

Dégradation à l'intérieur et aux abords des boites de nuit

4246. – 17 avril 2025. – **M. Yves Bleunven** attire l'attention de **M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur** sur la dégradation alarmante de la sécurité à l'intérieur et aux abords des boîtes de nuit. Actuellement, les médias régionaux rapportent chaque semaine de nombreux cas d'agressions violentes impliquant le plus souvent des populations jeunes, voire à peine majeures. Au-delà des séquelles physiques subies par les victimes, l'impact psychologique de ces agressions sur le développement social des adolescents est d'autant plus préoccupant. Aussi, au regard de ces débordements, il semble pertinent d'envisager certains ajustements de la législation actuelle. Cette dernière prévoit que la sécurité à l'intérieur et aux abords des établissements de nuit doit être obligatoirement assurée par des entreprises de sécurité privée et certifiées. Une évolution réglementaire et un durcissement des contrôles par la justice et le Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS), établissement public chargé de la mise en oeuvre de la réglementation de la sécurité privée, pourraient être des solutions à envisager. Par ailleurs, conformément à la proposition de l'Union des métiers et industries de l'hôtellerie (UMIH), organisation professionnelle représentant les établissements de nuit, il pourrait être pertinent d'envisager la possibilité pour les exploitants de mettre en place un service de sécurité interne, plus souple et mieux adapté à leurs spécificités. Ainsi, il lui demande s'il compte mettre en place dans les mois à venir une réflexion réglementaire et législative sur la question. **– Question transmise à M. le ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.**

Réponse. – Certaines sociétés, dont l'activité principale n'est pas l'exercice d'une activité privée de sécurité, peuvent posséder un service, qualifié de service interne de sécurité (SIS), au sein duquel sont affectés les salariés que cette entreprise a chargés, pour son propre compte, de l'une des activités mentionnées au 1° à 3° de l'article L. 611-1 du

code de la sécurité intérieure (CSI). Les SIS sont soumis, au même titre que les entreprises de sécurité privée, aux dispositions du livre VI du CSI dans les conditions prévues à l'article L. 612-25 du même code. L'article 25 de la loi n° 2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés est venu préciser le cadre applicable à ces dirigeants, pour leur imposer des garanties de moralité et d'aptitude professionnelle équivalentes à celles des dirigeants d'entreprises privées de sécurité. Ces obligations sont de portée générale. Compte tenu du caractère sensible de ces missions, le législateur n'a pas souhaité prévoir de mesures particulières excluant certaines catégories de sociétés de ces obligations, dont les établissements de nuit. En outre, dans le cadre de sa mission de police administrative, le conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) est amené à diligenter des contrôles sur pièces et sur place dans ces établissements, qui figuraient en 2024, au nombre des quatre orientations générales de contrôles. Sur cette base, 200 contrôles, portant à la fois sur les aspects de réglementation et de déontologie, ont été réalisés dans des établissements de nuit au cours de l'année 2024. Ces opérations ont vocation à se poursuivre pour garantir un haut niveau de professionnalisme dans le domaine de la sécurité privée, au bénéfice de la sécurité des usagers.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET NUMÉRIQUE

Application de la loi visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique

2895. – 16 janvier 2025. – **M. Patrick Chaize** appelle l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique** sur l'état d'application de la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique dite loi SREN, et en particulier sur la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles dans le secteur du cloud computing. L'objectif de ce texte est de renforcer la souveraineté numérique française et européenne, notamment par l'introduction de l'article 26, qui permet à l'Autorité de la concurrence de s'auto-saisir en cas de pratiques déloyales telles que la vente liée, fréquente dans ce secteur. Ces pratiques, utilisées par certains acteurs dominants du cloud empêchent la portabilité des licences logicielles, restreignent la liberté des utilisateurs et nuisent à l'innovation et à la compétitivité, notamment dans des secteurs stratégiques comme l'intelligence artificielle. La Federal Trade Commission (FTC) aux États-Unis et la Competition and Markets Authority (CMA) au Royaume-Uni se sont d'ailleurs récemment saisies du sujet, menant actuellement des enquêtes. Malgré les objectifs affichés par la loi SREN, aucun décret d'application pourtant annoncé pour novembre 2024, n'a encore été publié. En outre, le texte prévoit que l'Autorité de la concurrence présente au Parlement et au Gouvernement un rapport d'évaluation sur ces pratiques dans un délai de 18 mois à compter de sa promulgation, mais aucune information n'a été communiquée à ce sujet. Dans ce contexte, il lui demande quelles mesures immédiates le Gouvernement compte prendre pour garantir la publication rapide des décrets d'application de la loi SREN et permettre à l'Autorité de la concurrence d'agir pleinement. Il souhaite également connaître les initiatives prévues pour lutter contre les pratiques anticoncurrentielles et assurer un marché du cloud compétitif et souverain. Enfin, il l'interroge sur sa volonté de travailler avec la Commission européenne pour une régulation coordonnée et efficace du cloud.

Réponse. – Le Gouvernement s'est engagé depuis plusieurs années dans une politique ambitieuse pour soutenir le développement d'un marché cloud diversifié, concurrentiel et de confiance, reposant à la fois sur l'instauration d'un cadre réglementaire protecteur et sur le soutien au développement de l'offre française et européenne. Cette stratégie s'illustre tout d'abord par la mise en place d'une stratégie de cloud de confiance qui repose sur la qualification *SecNumCloud*. Délivrée par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI), elle garantit un niveau de protection élevé des services qualifiés contre les accès non-autorisés aux données qu'ils hébergent et traitent, notamment par le recours à des lois extraterritoriales. Par ailleurs, grâce à la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et réguler l'espace numérique (SREN) portée par le gouvernement, et à la demande des parlementaires, les dispositions législatives relatives à la protection des données sensibles contre les législations extraterritoriales, s'agissant des administrations de l'État, ses opérateurs ou certains groupements d'intérêt public, ont été renforcées. A cette dynamique s'ajoute la politique industrielle du Gouvernement, portée par la stratégie d'accélération cloud dans le cadre du plan d'investissements France 2030. Cette stratégie vise à soutenir l'essor des offres françaises innovantes - y compris provenant du logiciel libre, accélérer le passage à échelle des acteurs français sur les technologiques critiques et intensifier le développement de technologies de rupture, telles que *l'edge computing*, afin de positionner la filière française à la pointe de l'innovation. En l'espace de trois ans, près de 300 millions d'euros ont été investis dans l'innovation française au travers : d'un appel à manifestation d'intérêt qui a permis de faire émerger et de soutenir une grande diversité de projets sur toutes les thématiques du

continuum cloud-*edge*. du projet important d'intérêt européen commun (PIIEC Cloud), porté par la France et l'Allemagne en tant que co-coordinateurs et validé par la commission européenne, avec 3 grands projets français pilotés par Orange, Atos et Amadeus accompagnés de laboratoires et de petite et moyenne entreprise (PME). d'appels à projets ciblés pour accompagner la structuration de certaines communautés (suites collaboratives, espaces de données, etc.). d'un programme et équipements prioritaires de recherche (PEPR) pour faire progresser les technologies cloud et faciliter le transfert des innovations et solutions issues de la recherche vers l'industrie. S'agissant des décrets d'application de la loi SREN, et en particulier de celui relatif à l'article 26, les travaux rédactionnels sont actuellement en cours au sein des services concernés, afin d'aboutir au choix des meilleurs dispositions permettant d'atteindre les objectifs fixés par le législateur, sans pour autant pénaliser les acteurs français du cloud au détriment de leurs concurrents, sur un marché du cloud que l'on sait encore insuffisamment concurrentiel. En effet, à la suite de l'arrêt de la Cour de justice du 9 novembre 2023 dit « *Google Irlande* », la Cour de justice a eu l'occasion de rappeler les conditions dans lesquelles les États membres sont en mesure de réglementer les opérateurs installés dans d'autres pays de l'Union, selon la procédure définie notamment dans la directive européenne e-commerce. Mettre en oeuvre des dispositions qui ne s'appliqueraient qu'aux acteurs français reviendrait à les pénaliser. Cette analyse complexe des réalités économiques et des conséquences majeures sur les acteurs du marché du cloud, y compris les acteurs français, recquiert un travail poussé. Aussi, ces travaux sont menés en concertation avec les acteurs du marché et la Commission européenne pour qu'ils s'appuient sur une vision réaliste de la situation et des pratiques actuelles du marché. Cette méthode, dont découle des rélais de rédaction allongée, est celle qui permettra de parvenir à un texte équilibré et qui satisfait de manière efficace les objectifs fixés. Les équipes des services concernés sont pleinement mobilisées afin de faire aboutir ces travaux dans les meilleurs délais.

Baisse des crédits alloués à l'insertion numérique

3953. – 27 mars 2025. – **Mme Marie-Claude Varaillas** interroge **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique** sur les conséquences de la baisse des crédits alloués à l'insertion numérique. Le dispositif des conseillers numériques a été déployé depuis 2021 dans le cadre du Plan France Relance afin d'accompagner les citoyens dans leurs usages du numérique au quotidien. Ainsi, l'État co-finance les postes de conseillers numériques employés par des collectivités locales et des associations de proximité. Une démarche qui a permis à 3 millions de personnes d'être soutenues dans leurs démarches numériques depuis 4 ans. Cependant, en 2025, les crédits alloués à cette mission sont en baisse de 30 %. Un rabotage des financements qui pourrait engendrer l'arrêt de ce service pour les collectivités et associations ne disposant pas des ressources financières suffisantes pour compenser la baisse du financement de l'État, ou à défaut, peser sur leur budget déjà serré. Cette mesure n'est pas de nature à rassurer dans un contexte où le mouvement de dématérialisation des démarches administratives s'accélère alors que 15 % de la population adulte se trouve en situation d'illectronisme, 47,4 % des habitants des zones rurales ont un accès limité à internet et que près de 54 % des Français éprouvent des difficultés à effectuer des démarches en ligne. De plus, le recul des services publics de proximité, notamment dans les territoires ruraux, couplé à l'arrêt du dispositif d'accompagnement numérique risquent d'accroître le non-recours aux droits et la marginalisation sociale Aussi, elle lui demande ce qu'envisage le Gouvernement afin d'accompagner le mouvement de dématérialisation, assurer l'inclusion numérique de tous et garantir l'égalité d'accès aux droits.

Réponse. – Depuis 2021, dans le cadre du Plan France Relance, l'État a été aux côtés des collectivités et des associations engagés au déploiement du dispositif des Conseillers numérique afin de lutter contre l'exclusion en co-finançant les postes de conseillers ainsi que leur formation initiale et continue via de dotations budgétaires dédiées. Le budget réservé à l'action 3 du P343 en faveur de l'inclusion numérique sera de 40 Meuros en 2025 contre 42 Meuros votés en loi de finances pour 2024, permettant ainsi de préserver autour de 2 800 conseillers numériques sur l'ensemble du territoire. Cette enveloppe pour 2025 garantit la continuité du dispositif dans un environnement budgétaire très contraint et permet également d'accompagner la dématérialisation des démarches administratives. Le Gouvernement a conscience des résultats positifs, depuis 2021, du dispositif des conseillers numériques : Cinq millions d'accompagnements ont été réalisés par les conseillers numériques depuis le déploiement du dispositif au cours du printemps 2021 ; 97 % des personnes accompagnées par un conseiller numérique ont le sentiment d'avoir progressé et 60 % estiment être moins stressées à l'idée de manipuler des outils numériques. Pour rappel, la loi de finances pour 2023 a entériné la poursuite du dispositif conseiller numérique tout en veillant à garantir une soutenabilité de ces dépenses. Aussi, de nouvelles modalités de financement des

conseillers numériques ont été communiquées en décembre 2022 aux structures employeuses. Ces nouvelles modalités de financement instaurent une dégressivité des aides de l'État en même temps qu'elles doivent offrir une visibilité temporelle renforcée aux structures employeuses - avec un conventionnement sur 36 mois et non plus simplement sur 18 à 24 mois. Cette dégressivité permet dès lors un amorçage par l'État dans les territoires avant une montée progressive des financements alternatifs visant à pérenniser ce dispositif essentiel de l'inclusion numérique et auquel le gouvernement est attaché. Dans le cadre de la relance du programme "Transformation numérique des territoires", le Gouvernement aura l'occasion de travailler collectivement avec les différentes parties prenantes sur le territoire aux moyens de pérenniser la politique de l'inclusion numérique. L'Etat veille à l'accompagnement des populations face à la transition numérique sur l'ensemble des territoires.

RELATIONS AVEC LE PARLEMENT

Baisse des taux d'application des lois et ses conséquences négatives sur la confiance des citoyens dans les institutions

4868. – 29 mai 2025. – **M. Jean-Claude Anglars** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement** sur la dégradation continue et inquiétante des indicateurs relatifs à l'application des lois entre 2020 et 2025, tendance qui entrave l'efficacité de l'action législative du Parlement et compromet la confiance des citoyens dans nos institutions. Les données publiées par l'Assemblée nationale révèlent une situation préoccupante : le taux annuel d'application des mesures législatives est passé de 91 % en 2020 à 74 % en 2022, pour chuter à seulement 54 % en 2025, soit une baisse dramatique de 37 points de pourcentage en cinq ans. Parallèlement, le taux moyen annuel d'application des lois s'est effondré de 86 % à 48 % sur la même période, tandis que le taux d'application dans un délai de six mois a été réduit de plus de moitié, passant de 72 % à 32 %. Cette dégradation est d'autant plus alarmante qu'elle s'accompagne d'un allongement considérable des délais de publication des textes réglementaires, passant de 5,3 mois en moyenne en 2020 à 11,6 mois en 2025. L'analyse détaillée par type de texte révèle des baisses significatives tant pour les décrets (-35 %), que pour les arrêtés (-40 %) et les ordonnances (-37 %). La situation varie considérablement selon les ministères, avec des écarts préoccupants par rapport à la moyenne nationale, notamment pour les secteurs de l'éducation (-17 %) et de la transition écologique (-13 %). Plus inquiétant encore, le taux de mesures abandonnées ou reportées a triplé, passant de 7 % en 2020 à 21 % en 2025, ce qui signifie concrètement qu'une loi sur cinq votée par le Parlement reste lettre morte ou voit son application indéfiniment repoussée. Cette situation dévalorise profondément l'action législative des institutions, et notamment celle du Parlement qui se trouve entravé dans sa mission constitutionnelle d'élaboration de la loi par un pouvoir exécutif qui ne prend pas les mesures nécessaires à l'application effective des textes votés. Les facteurs explicatifs identifiés - complexité croissante des textes (+27 % du nombre moyen d'articles par loi), instabilité gouvernementale (3 remaniements entre 2022 et 2025), réduction des effectifs des services juridiques ministériels (-15 %) et multiplication des consultations obligatoires (+32 %) - ne sauraient justifier une telle dégradation. Les conséquences sur la perception de l'action publique sont graves : selon l'enquête « Confiance et Institutions » réalisée par l'IFOP en février 2024, 68 % des citoyens considèrent que les lois votées ne sont pas suffisamment appliquées et 73 % estiment que cette situation nuit à la crédibilité des institutions. Il souhaite donc savoir quelles mesures concrètes le Gouvernement entend prendre pour corriger cette tendance qui compromet tant l'effectivité de la loi que la confiance des citoyens dans les institutions et les élus.

Réponse. – Monsieur le Ministre délégué, auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement partage pleinement la préoccupation et l'exigence de M. le Sénateur quant à l'application des lois, condition essentielle de l'effectivité des politiques publiques et de l'efficacité de l'action publique. La promulgation d'une loi n'est pas un aboutissement en soi : elle appelle une mise en oeuvre rapide et complète, qui donne une portée concrète aux réformes adoptées par la représentation nationale. C'est dans cet esprit que le Gouvernement agit, avec méthode et constance, pour améliorer le taux et les délais d'application des textes de loi votés par le Parlement. Il est vrai que les chiffres relatifs à l'application des lois entre 2020 et 2025 mettent en lumière le fait que d'importantes marges de progression sont possibles et le Gouvernement en est pleinement conscient. Plusieurs facteurs structurels - tels que l'inflation législative, la complexité croissante des lois, les consultations administratives de plus en plus nombreuses, ou encore les tensions sur les effectifs des services juridiques des ministères, ont pu contribuer à ralentir la prise des mesures réglementaires d'application. Mais ces difficultés ne sauraient constituer une fatalité. C'est pourquoi le Gouvernement a décidé de renforcer très nettement son pilotage en la matière. Deux comités interministériels de l'application des lois (CIAL) ont été organisés par le ministre chargé des relations avec le Parlement, en novembre 2024 et mars 2025, afin de mobiliser l'ensemble des

ministères sur cet enjeu. Ces réunions ont permis de faire un point précis sur l'avancement de l'application des lois votées, d'identifier les blocages et de rappeler à chaque ministère ses responsabilités dans la mise en oeuvre des réformes. Elles ont également permis de préparer activement le bilan annuel du Sénat effectué en juin 2025, qui portera notamment sur les lois de la session 2023-2024. Des résultats sont déjà observables : plusieurs ministères ont engagé un rattrapage important des mesures en attente, et la publication de nombreux textes d'application a été accélérée dans les dernières semaines. Le Gouvernement a par ailleurs fixé un objectif clair de 90 % de taux d'application des lois. Surtout, un travail de fond est engagé pour garantir une meilleure anticipation et une plus grande réactivité. Chaque projet de loi est désormais accompagné d'un plan d'application détaillé, intégrant l'agenda réglementaire, les ressources mobilisables et les obligations de consultation. Le suivi des arrêtés d'application est aussi désormais pris en compte par le secrétariat général du Gouvernement au même titre que les décrets, dans une logique de transparence accrue. Le Gouvernement porte une attention particulière à la bonne application des lois issues d'une initiative parlementaire, qui doivent bénéficier du même engagement que les projets de loi. Cet équilibre est indispensable à la vitalité du dialogue entre le Parlement et l'exécutif. La mobilisation est donc bien réelle, avec un objectif partagé : garantir que chaque réforme votée puisse être pleinement mise en oeuvre, au bénéfice des citoyens. L'application des lois votées est une exigence démocratique ; le Gouvernement y est fermement attaché et c'est pourquoi il poursuivra ses efforts avec constance, en lien étroit avec les assemblées parlementaires et leurs commissions.

Taux de réponse aux questions écrites

4922. – 29 mai 2025. – **M. Joshua Hochart** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement** sur le taux de réponse aux questions écrites de la part du Gouvernement et sur la nécessité d'y palier pour assurer le bon fonctionnement démocratique. Le taux de réponse du Gouvernement aux questions écrites par les sénateurs est particulièrement faible. Moins de 39 % des questions obtiennent une réponse et seulement une sur dix reçoit une réponse dans le délai prévu de deux mois. Certains ministères pourtant majeurs présentent des taux de réponse extrêmement faibles : 19 % pour la santé et accès aux soins, 27 % pour l'intérieur ainsi que pour l'enseignement supérieur ou bien 7% pour le ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations. Dans un contexte où ces questions constituent un outil essentiel pour la démocratie et la transparence des décisions prises, cette situation s'avère particulièrement préoccupante. En effet, les parlementaires représentent les citoyens et doivent donc pouvoir obtenir des réponses concrètes dans le délai imparti. Il résulte de ce manque de réactivité et de volonté à répondre, manifestement volontaire de la part du Gouvernement, une détérioration de la qualité du dialogue démocratique ainsi que de la fonction de contrôle du Parlement sur l'action gouvernementale. Ainsi, ce déficit de réponse vient remettre en question le respect des principes républicains de responsabilité du Gouvernement. De ce fait, dans une période où les institutions sont déjà mises à mal, ces questions laissées massivement sans réponse alimentent indéniablement un sentiment de désengagement et de perte de confiance des citoyens dans leurs représentants. Ainsi, il aimerait savoir quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour résoudre cette défaillance de réponses qui nuit au bon fonctionnement démocratique. Il lui demande si des moyens humains supplémentaires seront alloués à cette tâche.

Réponse. – Le Ministre délégué, auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement partage pleinement la préoccupation exprimée par M. le Sénateur quant à la faiblesse des taux et des délais de réponse des membres du Gouvernement aux questions écrites des parlementaires. Les questions écrites, tout comme les questions orales, constituent un instrument fondamental du contrôle de l'action gouvernementale, garanti par l'article 24 de la Constitution. Elles permettent aux parlementaires d'interroger les membres du Gouvernement sur des sujets spécifiques, parfois en lien direct avec les préoccupations exprimées sur le terrain, et doivent faire l'objet d'une réponse dans un délai de deux mois, conformément aux règlements des assemblées parlementaires. Si l'importance de cet outil de contrôle n'est plus à démontrer, force est de constater que les résultats ne sont pas aujourd'hui à la hauteur de l'exigence démocratique. À la date du 30 mai dernier, sur les 4 692 questions écrites déposées au Sénat depuis le début de la législature, seules 2 071 ont reçu une réponse, soit un taux global de 44 %. Certains ministères affichent des performances très insuffisantes, voire préoccupantes. Ce constat appelle une mobilisation immédiate et structurelle. Le Ministre chargé des relations avec le Parlement a ainsi décidé de renforcer son action dans ce domaine. En complément du tableau de bord qu'il présente très régulièrement au Premier ministre - permettant un suivi précis, par ministère, des évolutions de réponse aux questions écrites, il a adressé un rappel formel à l'ensemble des membres du Gouvernement, soulignant l'impératif de répondre dans les délais ainsi que l'importance de cet outil pour la vitalité démocratique de nos institutions. Mais au-delà des

rappels, un suivi renforcé et individualisé par ministère avec un retour systématique du Ministre chargé des relations avec le Parlement en cas de stagnation ou de recul est désormais mis en oeuvre pour redresser durablement la situation.

SPORTS, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

Difficultés de recrutement des surveillants de baignade

1142. – 3 octobre 2024. – **Mme Marie Mercier** attire l'attention de **M. le ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative** sur les difficultés de recrutement des surveillants de baignade auxquelles sont confrontées de nombreuses collectivités rurales, notamment lors de la période estivale. Comme le prévoit la réglementation, la surveillance doit obligatoirement être assurée par des personnels qualifiés tels que les maîtres-nageurs sauveteurs et les titulaires du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique sous certaines conditions dérogatoires. Or, force est de constater qu'en raison d'un manque criant de personnel, les collectivités se résignent parfois à fermer ces lieux dédiés pour des raisons de sécurité, alors même que des épisodes de plus en plus fréquents de canicule renforcent le besoin de trouver des espaces de fraîcheur. Cette situation incite ainsi malheureusement bien trop souvent les plus jeunes à se rendre dans des zones dangereuses pour la baignade. La réalité de la surveillance d'une baignade naturelle communale ou intercommunale ne souffre d'aucune comparaison avec la surveillance de la baignade en cours d'eau ou encore en mer. Il lui semble de ce fait nécessaire de revoir les modalités du concours afférent qui pourraient comporter divers modules en fonction des caractéristiques des lieux de baignade et de leur dangerosité naturelle, ou bien encore de créer une formation spécifique. Aussi, elle lui demande quelles améliorations le Gouvernement entend mettre en place pour pallier cette pénurie de main-d'oeuvre dont les conditions d'exercice peuvent paraître également précaires.

Réponse. – Le ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative considère la tension liée à l'emploi des maîtres-nageurs sauveteurs (MNS) comme étant un sujet majeur de sécurité publique. La baisse du nombre de professionnels en exercice détenteurs du titre de MNS est un sujet qui a été pris en compte dans le cadre du plan d'« aisance aquatique et de lutte contre les noyades » mené par le ministère depuis de nombreuses années déjà. Dans ce cadre et avec la volonté d'amplifier son action dans ce domaine, le ministère a mis en place le 10 février 2023 les « états généraux de l'encadrement et de la surveillance dans la filière aquatique ». À la suite de cette journée qui a constitué un temps fort dans l'impulsion du travail collaboratif des acteurs, un comité de suivi de ces états généraux a été créé pour permettre une continuité des échanges et des travaux. Réuni environ une fois par trimestre, il permet de poursuivre la coordination des acteurs et des actions et de suivre les mesures, voire d'en initier de nouvelles. Dans ce cadre et pour agir face à ce constat d'une tension sur ce métier, le Gouvernement a publié le décret n° 2023-437 du 3 juin 2023 relatif à la surveillance des baignades d'accès payant, qui permet désormais aux titulaires d'un brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA) d'exercer leur mission de surveillant sauveteur en autonomie. À ce titre, un travail piloté par le ministère de l'intérieur a été mené, avec la participation du ministère chargé des sports et des acteurs de la filière aquatique, afin de rénover le BNSSA en vue de répondre plus concrètement aux attentes des missions de ces futurs professionnels exerçant en autonomie. Par ailleurs, un important plan de promotion du métier de maître-nageur sauveteur a été déployé en 2023. Il associe de nombreux acteurs des secteurs public et privé et est destiné à en améliorer l'image et l'attractivité afin de susciter l'adhésion et la fidélisation des candidats potentiels ou professionnels en exercice. Les réformes successives des diplômes de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport ont été nécessaires pour répondre non seulement aux évolutions de la formation professionnelle mais également aux besoins en compétences liées à l'emploi. La création des diplômes d'État certifiant l'ensemble des compétences du périmètre du métier de MNS, à savoir l'enseignement et le sauvetage, a permis de répondre à un besoin d'emploi identifié par les professionnels eux-mêmes, acteurs de tous les travaux d'écriture menés jusqu'à ce jour par le ministère. Ainsi, les titulaires du titre de MNS, grâce à une formation adaptée, bénéficient d'un très bon taux d'insertion professionnelle, constant dans le temps et parmi les meilleurs observés au sein des brevets professionnels de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS), toutes mentions confondues, avec 87 % de taux d'emploi. Si le nombre de certifiés reste relativement stable, on constate en revanche un nombre de candidats qui a sensiblement baissé. Des travaux ont été engagés afin de faciliter l'accès aux formations et, depuis 2022, trois diplômes supplémentaires donnent le titre de MNS. La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, qui réforme la formation professionnelle, marque une nouvelle évolution puisque les diplômes sont désormais constitués de blocs de compétences. Des travaux sont actuellement en cours et concerneront l'ensemble des certifications, y compris celles permettant la délivrance du titre de MNS, pour redéfinir les diplômes en blocs. Afin de

correspondre au mieux aux besoins, le ministère a lancé une enquête métier sur la filière aquatique, pour des premiers résultats attendus à la fin du premier trimestre 2025. Ces résultats doivent permettre d'alimenter les échanges et les travaux concernant les conditions d'emploi ainsi que les besoins en compétences et en formation des professionnels du secteur. Par ailleurs, des travaux sont en cours avec le ministère de l'intérieur pour favoriser la réussite aux concours de la fonction publique territoriale des diplômés du BPJEPS mention « activités aquatiques et de la natation » permettant d'obtenir le titre de MNS. Le ministère a également établi des collaborations avec le centre national de la fonction publique territoriale afin d'assurer la formation, l'apprentissage et la formation continue des MNS, ainsi que leur reconversion à travers l'accompagnement à la préparation au concours d'éducateur territorial des activités physiques et sportives. En outre, des évolutions réglementaires sont actuellement en cours pour permettre l'amélioration du plan d'organisation de la surveillance et des secours. Enfin, le ministère poursuit le travail de concertation avec l'ensemble des acteurs concernés par le métier de MNS afin d'accompagner et de maintenir les futurs professionnels dans l'emploi, et d'assurer, pour l'ensemble des publics quels que soient les lieux de pratique, l'accès en sécurité aux activités aquatiques et réduire ainsi le nombre de noyades sur le territoire.

Tenues des participants au service national universel

1779. – 17 octobre 2024. – **M. Michel Canévet** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie** quant à la provenance des tenues fournies aux jeunes qui participent au service national universel (SNU). En effet, suite à un déplacement auprès d'une session du service national universel organisée à Fouesnant, dans le Finistère, des observations sur la provenance des tenues lui ont été transmises de la part des participants. Il s'avérerait en effet, que la tenue fournie -remise à près de 40 000 participants en 2023, et qui se compose d'un coupe-vent, une casquette, deux polos, deux tee-shirts, un pull, un short de sport, deux pantalons, une ceinture, un petit sac-, ne semble pas être issue d'une fabrication (tricolore) française. Dans un contexte de revalorisation et de création d'emplois en France, il serait pourtant légitime de s'assurer que ces tenues fassent l'objet du savoir-faire français. Les valeurs de citoyenneté, ainsi que le sentiment d'unité nationale promus par le service national universel et la fierté de porter des tenues françaises, ne pourraient qu'en être consolidés. En outre, le prix unitaire des paquetages, d'environ 150 euros, représente un budget conséquent de plusieurs centaines de milliers d'euros. Il souhaite donc savoir si ces tenues sont, ou non, de fabrication française et, si tel n'est pas le cas, si certaines entreprises françaises bénéficient, malgré tout, des retombées de ce marché. Enfin, il se demande s'il est envisageable à l'avenir que leur confection soit confiée à des entreprises françaises ou à tout le moins européennes. **– Question transmise à Mme la ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.**

Réponse. – Les tenues des jeunes et des encadrants dans le cadre du service national universel (SNU) font l'objet d'un appel d'offres, conformément aux règles de la commande publique. Le marché public de fourniture des tenues a été remporté par une entreprise française, Marck&Balsan. La société Marck&Balsan a été créée en 1850 et est un fournisseur de tenues pour des corps en uniforme comme ceux de la police municipale. Elle a également été le fournisseur de la force sentinelle lors des jeux de Paris 2024. Compte tenu de la situation de l'industrie textile, la totalité des effets sont produits à l'étranger, notamment en Asie. Toutefois, des emplois en France sont générés dans le cadre du marché des tenues du SNU. Ainsi, l'acheminement entre le dépôt de Marck&Balsan situé près de Chalons-sur-Saône et les centres SNU répartis sur l'ensemble du territoire français se fait par des prestataires de logistique travaillant en France. S'agissant du coût, la délégation générale au service national universel qui venait d'être créée a mis en place en 2024 un système de réemploi des tenues. Ce réemploi a pour double objectif de limiter l'impact environnemental et de rentabiliser la durée d'utilisation du trousseau à une durée d'au minimum 20 semaines, qui requiert de laver les effets d'habillement usagés et de réparer les effets d'habillement abimés, ce qui génère également de l'emploi local. La société Marck&Balsan travaille en effet dans le cadre de cette réutilisation en partenariat avec le réseau national des établissements et services aide par le travail (ESAT), donc des prestataires français de l'économie sociale et solidaire. En outre, afin toujours de minimiser le coût de la tenue SNU, ce réemploi des tenues a été systématisé dans un trousseau réduit : deux pantalons (effets prêtés donc réemployés), coupe-vent ou parka (effets prêtés donc réemployés), pull (effets prêtés donc réemployés). Seule la casquette et un polo sur 2 sont donnés aux jeunes, car ils ont vocation après leur séjour à effectuer une mission d'intérêt général et à participer aux cérémonies et commémorations publiques. Dans ce nouveau marché, la partie budgétaire consacrée au réemploi est donc devenue largement prépondérante. Par exemple, un pantalon, acheté neuf 18,06 euros, sera réemployé au moins 3 fois avec un coût total de réemploi de 13,09 euros (avec lavages et réparations éventuelles) sur la durée d'utilisation du vêtement. Cela permet donc non seulement une

économie substantielle (estimée à 40 euros sur l'utilisation d'un même pantalon) mais aussi une plus importante partie du budget consacrée à des prestataires français (ici 42 % du budget consacré au réemploi donc à des prestataires français hors transport).

Champ d'application du compte d'engagement citoyen

2484. – 5 décembre 2024. – **Mme Évelyne Renaud-Garabedian** attire l'attention de **Mme la ministre du travail et de l'emploi** sur le champ d'application du compte d'engagement citoyen (CEC), dispositif de l'État institué par la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels dite « loi travail », destiné à reconnaître l'engagement bénévole de responsables associatifs permettant de bénéficier de droits supplémentaires à la formation crédités sur le compte personnel de formation (CPF) de l'intéressé. Dans le cadre de ce dispositif, tout responsable bénévole d'une association régie par la loi de 1901 déclarée depuis trois ans au moins et s'inscrivant dans l'un des champs d'activité énumérés par l'article 200 du code général des impôts, peut en effet valoriser son action en bénéficiant de l'octroi de 240 euros sur son compte personnel de formation. À l'étranger, la vie des communautés françaises est animée par de très nombreuses associations de tous ordres qui contribuent à la cohésion de celles-ci mais aussi au rayonnement et à l'influence de notre pays. Elles sont le plus souvent régies par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association et rentrent donc dans le champ d'application du dispositif. Il lui apparaît simplement qu'elles n'en sont souvent pas averties en particulier lorsque ces associations ont adopté ce statut par commodité réglementaire vis-à-vis des autorités du pays d'accueil, la déclaration en tant qu'association locale étant soit interdite soit complexe à déposer. Elle lui demande donc si des actions particulières sont menées auprès des postes diplomatiques pour promouvoir ce dispositif auprès des responsables de ces associations. L'action associative des communautés françaises repose également souvent sur des structures de droit local qui participent peut-être plus encore au renforcement des relations diplomatiques entre notre pays et les autorités du pays d'accueil. Elle lui demande s'il est envisagé d'étendre le champ d'application du compte CEC aux responsables de telles structures, les postes diplomatiques étant certainement les plus à même de valider l'importance de cet engagement. **– Question transmise à Mme la ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.**

Réponse. – Le compte d'engagement citoyen (CEC) vise à reconnaître l'engagement de concitoyens, sous conditions, à travers des droits à formation sur la plateforme « mon compte formation » (MCF). Sont ainsi éligibles au dispositif les mêmes publics que ceux du compte personnel de formation (CPF), c'est-à-dire les personnes disposant d'un numéro de sécurité sociale français en application des dispositions l'article L. 5151-2 du code du travail. Les bénévoles d'associations de droit français, sous réserve de satisfaire aux conditions de champ d'activité, de type de mission bénévole et de durée d'engagement, précisées à l'article L. 5151-9 du même code, sont donc éligibles dès lors qu'ils disposent d'un numéro de sécurité sociale en France. Engagées dans des associations de droit français agissant à l'étranger, ces personnes peuvent comptabiliser régulièrement de nouveaux droits sur leur compteur CEC en utilisant le téléservice « le compte bénévole ». Conformément à l'article L. 5151-3 du code du travail, les droits inscrits sur le compte personnel d'activité au titre du CPF et du CEC demeurent acquis par leur titulaire jusqu'à leur utilisation ou à la fermeture du compte, y compris en cas de départ du titulaire à l'étranger. Par conséquent, les droits acquis et inscrits sur le CPF et le CEC de ces personnes peuvent être utilisées à tout moment sur la plateforme MCF depuis l'étranger pour des formations à distance ou en France. Il n'est pas possible d'envisager une extension de ce droit à des bénévoles engagés dans d'autres structures étrangères qui ne seraient pas des associations de droit français pour des raisons de reconnaissance de l'organisme, et *in fine* de traçabilité et de validation de l'engagement par leurs dirigeants référencés dans un greffe. Il n'existe en effet pas pour l'heure de statut d'association internationale, ni même européenne reconnue dans tous les États membres de l'Union. Un projet de directive en ce sens fait actuellement l'objet de débats entre les États membres mais reste circonscrit à l'Union européenne. Par ailleurs, il faut rappeler que le financement des droits CPF s'appuie sur un fond mutualisé issu de la contribution obligatoire de la formation professionnelle versée par les entreprises relevant de la sécurité sociale en France. Le recouvrement de cette contribution permet le financement de formations pour plus de deux millions de titulaires de compte personnel de formation par an. Les droits CPF reposent sur cette contribution nationale et ne peuvent financer, à ce titre, des formations d'organismes étrangers.

Fermeture du pôle espoirs de football américain du CREPS de Bordeaux

3702. – 13 mars 2025. – **M. Patrick Kanner** attire l'attention de **Mme la ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative** sur la fermeture du pôle espoirs de football américain du centre de ressources d'expertise et de performance sportive (CREPS) de Bordeaux. Le sport, bien plus qu'un simple loisir, est un levier d'émancipation

et d'insertion pour de nombreux jeunes. Il leur offre une structure, un cadre, un projet. Pourtant, en janvier 2025, les familles des jeunes athlètes du pôle espoirs de football américain de Bordeaux ont été informées de la fermeture des pôles de haut niveau de football américain d'Amiens et de Talence à l'issue de la saison sportive en cours. Cette décision découle du retrait du statut de discipline de haut niveau pour le football américain en France, entraînant la disparition du projet de performance fédéral et, par conséquent, la suppression du soutien financier et matériel à ces structures. Avec cette décision, c'est tout un modèle de réussite qui vacille : celui qui permettait à ces jeunes de concilier études et pratique sportive de haut niveau, dans un environnement adapté. La fermeture du pôle espoirs de Bordeaux impacte directement une cinquantaine de jeunes joueurs et leurs familles, qui voient leur avenir sportif et éducatif remis en cause. En l'absence de solutions alternatives, nombre d'entre eux devront réintégrer leur région d'origine sans garantie de retrouver un cadre similaire, voire envisager d'abandonner leur pratique. Pour certains, il s'agira certes d'un simple renoncement sportif ; mais pour d'autres, ce sera une rupture plus profonde, un rêve sacrifié. Au-delà de l'impact sur les joueurs, cette décision met également en péril l'encadrement technique et pédagogique du pôle, et risque de fragiliser l'essor du football américain en France, alors même que la discipline connaît une progression notable. Le coût de fonctionnement de ce pôle s'élevait à 250 000 euros par an, une somme relativement modeste au regard de son rôle dans la formation et l'accompagnement des jeunes sportifs. Ainsi, il lui demande quelles mesures sont envisagées pour pallier la fermeture de ces structures et permettre aux jeunes sportifs concernés de poursuivre leur double projet scolaire et sportif dans des conditions adaptées.

Réponse. – Le sport de haut niveau participe au rayonnement de la nation et à la promotion des valeurs du sport notamment en dehors du territoire national, ce qui fonde l'action de l'État dans ce domaine (article L. 221-1 du code du sport). La reconnaissance du caractère de haut niveau des disciplines sportives (RHN) est conditionnée au respect de critères, que sont soit l'inscription au programme olympique ou paralympique (RHN automatique), soit, pour les disciplines non olympiques ou paralympiques, l'universalité de la discipline (plus de trente nations engagées aux championnats du monde seniors) ou les performances des sportifs français (3 meilleures nations) pour les disciplines non olympiques ou paralympiques dont la représentativité internationale aux championnats du monde est comprise entre 15 et 30 nations. S'agissant de la discipline du football américain, il est constaté une augmentation sensible du nombre de licenciés au sein de la fédération française de football américain (FFFA). Cependant, il s'avère que la fédération internationale n'a pas réussi à organiser de championnat du monde élite depuis 2015. De plus, les équipes de France seniors de cette discipline apparaissent au 7e rang européen au classement mondial des nations édité par la fédération internationale et pour les moins de 20 ans entre la 6e et la 8e place européenne (données FFFA). Par conséquent, au regard du cadre fixé par l'instruction no DS/DS2/2024/05 du 13 mai 2024, la demande de RHN formulée par la FFFA a été jugée irrecevable. Il convient de préciser que la FFFA avait d'ores et déjà obtenu la RHN par dérogation sur l'olympiade 2021-2024. Cette situation a fragilisé la capacité de la fédération à inscrire les membres des équipes de France de la FFFA sur les listes de sportifs de haut niveau. S'agissant des sportifs des pôles qui fermeront à la rentrée prochaine, il revient à la fédération, par l'intermédiaire de son chargé du suivi socio-professionnel, de les accompagner dans la poursuite de leur projet scolaire, universitaire ou professionnel. Pour faciliter cette transition, la direction des sports a maintenu de manière exceptionnelle, pour la grande majorité d'entre eux, leur inscription sur liste ministérielle des sportifs de haut niveau jusqu'au 31 décembre 2025. Ils bénéficieront ainsi des droits liés à cette qualité jusqu'à la fin de l'année scolaire, universitaire ou de formation professionnelle 2025-2026 (aménagement d'emploi du temps, aménagement d'examen).

Craintes du secteur associatif de l'intermédiation du service civique

3705. – 13 mars 2025. – **M. Cédric Perrin** attire l'attention de **Mme la ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative** sur les craintes formulées par le secteur associatif de l'intermédiation du service civique. En effet, il semblerait que l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGÉSR) ait formulé plusieurs réserves sur la pratique de l'intermédiation dans la mise en oeuvre du dispositif du service civique. De fait certaines associations d'intermédiation ont exprimé des craintes quant à leur avenir, alors même qu'elles assurent une véritable mission de service public. Grâce à leurs nombreuses actions dans différents domaines, ces associations favorisent l'accompagnement de jeunes citoyens dans la définition de leur projet d'avenir tout en répondant aux besoins des infrastructures professionnelles. L'intermédiation est aussi la modalité privilégiée du service civique à l'international en ce qu'elle permet à des structures à l'étranger d'accueillir des volontaires. Ces associations ont donc un rôle clé pour notre jeunesse. Enfin, la récente suspension des missions de service civique dans l'attente de l'élaboration du budget de notre pays, a plus que jamais renforcé les doutes de ce secteur. Il lui demande donc de bien vouloir lui faire part de sa position sur l'avenir de l'intermédiation pour le secteur du service civique.

Réponse. – La procédure d'intermédiation, plus souple que celle de l'agrément, offre la possibilité à de nombreux organismes de s'engager, pour la première fois, dans le cadre du service civique en proposant des missions sans assumer la charge administrative qu'implique une demande d'agrément de service civique et sa gestion. L'intermédiation permet notamment la mobilisation de nombreuses collectivités locales, dans les zones rurales, qui ne seraient pas en capacité de gérer un agrément. Elle est également le cadre privilégié de mobilisation des jeunes à l'étranger. L'intermédiation joue donc un rôle majeur pour le développement du service civique dans certains territoires et à l'étranger, et constitue une réponse aux difficultés de mobilité que peuvent rencontrer certains jeunes. Cependant, de manière à garantir aux volontaires des missions et un accompagnement de qualité, l'intermédiation nécessite que soient mis en place un pilotage et des modalités de contrôle renforcées qui sont en cours de déploiement par l'agence du service civique dans un cadre concerté. Ainsi, des comités de pilotage régionaux doivent se mettre en place et un groupe de travail dédié a été créé au sein du comité stratégique de l'agence du service civique.

Emploi des crédits alloués à la couverture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des sportifs de haut niveau

3749. – 13 mars 2025. – **M. Jean-Jacques Lozach** interroge **Mme la ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative** sur l'utilisation des crédits dévolus par son ministère à la couverture, au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles, des sportifs de haut niveau. Depuis 2016, la couverture des accidents du travail et des maladies professionnelles, instaurée par la loi n° 2015-1541 du 27 novembre 2015 visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale, est financée par des crédits spécifiques. Cette loi a notamment permis de doter les sportifs de haut niveau d'un véritable statut en leur conférant de nouveaux droits sociaux et en leur permettant de conduire leur double projet dans de meilleures conditions. L'article 1er du décret n° 2016-608 du 13 mai 2016 stipule que « le paiement des cotisations d'accidents du travail et de maladies professionnelles incombe à l'administration centrale du ministère chargé des sports, qui les verse à l'union de recouvrement des cotisations sociales et d'allocations familiales territorialement compétente. » Le projet annuel de performances pour 2025 du programme 219 « Sport » acte la reconduction des crédits alloués au financement du dispositif, soit 3 Meuros en AE = CP. Le rapport sur les statuts des sportifs remis par Monsieur Jean-Pierre Karaquillo en février 2015 estimait le coût de la couverture des quelques 5 000 sportifs de haut niveau non salariés à 4,3 millions d'euros par an. En janvier 2019, un rapport d'évaluation de la loi de 2015 publié par les députés Maxime Minot et Bertrand Sorre comptabilisait, sur la base des données transmises par le ministère des sports pour les neuf premiers mois de l'année 2018, 32 accidents déclarés par des sportifs de haut niveau et reconnus comme ayant un caractère professionnel ; et établissait le montant total des prestations versées aux victimes à 54 300 euros. En 2017, 67 accidents avaient été déclarés, dont le caractère professionnel a été reconnu à 9 seulement, représentant un montant de prestations prises en charge d'environ 23 000 euros. Afin de pouvoir évaluer plus finement le coût réel du dispositif et justifier de l'utilisation faite chaque année de ces crédits, il souhaite connaître le nombre de sportifs de haut niveau couverts par cette mesure lors des cinq derniers exercices budgétaires (entre 2020 et 2024), ainsi que le détail des montants leur ayant été alloués. Il l'interroge également quant à l'utilisation faite des crédits affectés non employés : financement d'actions complémentaires pour les sportifs de haut niveau ou dévolus à d'autres politiques publiques du sport, report au budget général de l'État. Il demande enfin combien de maladie professionnelle de sportifs de haut niveau ont été recensé depuis la promulgation de cette loi.

Réponse. – Le dispositif de couverture des accidents du travail et des maladies professionnelles (AT-MP) des sportifs de haut niveau est entré en vigueur le 1er juillet 2016. Il concerne les sportifs, visés au premier alinéa de l'article L. 221-2 du code du sport, inscrits sur les listes relève, senior, élite ou reconversion. Il couvre les risques professionnels attribuables à leur activité de sportif de haut niveau. Il est financé par l'État qui verse chaque trimestre les cotisations dues à l'URSSAF. La cotisation est calculée annuellement et versée trimestriellement, conformément à l'article D. 412-102 du code de la sécurité sociale. Le calcul des cotisations AT-MP résulte du produit de l'un des deux taux de cotisation fixés par arrêté (un premier taux pour les 11 sports suivants : rugby, escalade, moto, handball, basket, hockey, équitation, volley-ball, football, ski, cyclisme, et un second taux pour tous les autres sports) par les effectifs inscrits sur la liste des sportifs de haut niveau, par une assiette forfaitaire correspondant au salaire minimum des rentes mentionné à l'article L. 434-16 du code de la sécurité sociale. Entre 2020 et 2024, le caractère professionnel a été reconnu pour 39 accidents par an en moyenne (pour environ 5000 sportifs inscrits sur les listes préalablement mentionnées). À défaut de pouvoir présenter le détail des prestations perçues par les assurés au titre d'un accident survenu dans le cadre de leur activité de sportif de haut niveau, la

valeur indicative des risques alloués aux sportifs au titre de la couverture pour les années 2022, 2023 et 2024 est respectivement de 245 240,00 euros, 704 897,00 euros et 102 806,00 euros. Le montant annuel des cotisations versées au titre de la couverture de ce risque professionnel est de 2,36 Meuros en moyenne sur la période. Les crédits affectés annuellement non employés sont dévolus aux politiques du sport, notamment celles relatives à la préservation de la santé des sportifs de haut niveau. Enfin, aucune maladie professionnelle en lien avec l'activité professionnelle de sportif de haut niveau n'a été reconnue depuis l'entrée en vigueur de ce dispositif.

Situation des établissements équestres réunionnais à la suite du passage du cyclone Garance

3930. – 27 mars 2025. – **Mme Viviane Malet** appelle l'attention de **Mme la ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative** sur la situation alarmante des 42 établissements équestres réunionnais à la suite du passage du cyclone Garance. Les pluies diluviennes et les vents violents qui se sont abattus sur l'île le 28 février 2025, ont provoqué des pertes parmi les équidés et des dégâts considérables : l'arrachement de toitures, de clôtures des prés et des carrières, le ravinement des aires de pratique, l'inondation des bâtiments de stockage du foin, du matériel et des box, des camions de transport endommagés… Tous ces dégâts ont un coût important et la filière se trouve dans une situation très délicate. Face à ces difficultés, ces établissements, véritables petites et moyennes entreprises agricoles, ont besoin du soutien logistique et financier de l'État afin qu'ils puissent poursuivre leurs activités bénéficiant aux 3 000 cavaliers de l'île. Il conviendrait également de prévoir un accès aux soins vétérinaires plus aisé, de nombreux chevaux ayant été blessés le 28 février 2025, l'île présentant la particularité de pâtir d'une absence de vétérinaire dans le Nord et l'Est où se trouvent près de 600 chevaux. Aussi, elle la prie de lui indiquer quelles actions le Gouvernement compte initier en faveur de la filière équine réunionnaise face à ces nouvelles difficultés préoccupantes.

Réponse. – Les conséquences du passage du cyclone Garance à La Réunion font l'objet d'une attention particulière des services territoriaux du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative. Ainsi, la direction régionale académique à la jeunesse, l'engagement et le sport (DRAJES), en lien avec les collectivités territoriales de l'île, conduit actuellement une évaluation des dégâts du cyclone sur les infrastructures sportives en vue d'un accompagnement pour la reconstruction ou la rénovation des équipements touchés. À ce jour, 18 centres équestres sont déclarés sur la plateforme des établissements d'activités physiques et sportives, regroupant 47 installations sportives (carrières, manège, parcours de cross). Parmi ces centres équestres, 11 sont des structures privées commerciales ne pouvant pas, en tout état de cause, bénéficier d'un soutien du ministère. La filière équine est une filière économique et agricole à part entière. Ainsi, l'accompagnement de ces entreprises relève de la cellule de crise pour soutenir le monde économique pilotée par le secrétariat général pour les affaires régionales de La Réunion, en lien avec les différents opérateurs offrant un appui aux entreprises, dans le cadre du droit commun ou dans des circonstances exceptionnelles. Quant à l'organisation de l'offre de soins vétérinaires sur le territoire, elle rentre dans le périmètre d'intervention des services déconcentrés du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire en lien avec l'ordre de cette profession.

Situation financière de la Fédération française de cyclisme

4026. – 3 avril 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **Mme la ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative** sur la situation financière de la Fédération française de cyclisme (FFC). Selon le rapport S2025-0004 publié par la Cour des comptes le 21 février 2025, les dépenses de la FFC ont été supérieures à ses recettes entre 2018 et 2023, ce qui aboutirait à « une situation financière qui demeure fragile ». La Cour des comptes indique que bilan financier négatif de la fédération s'inscrirait pourtant dans un contexte où « la fédération a bénéficié (…) de produits exceptionnels qui peuvent masquer une difficulté à assurer l'équilibre de sa gestion ». Ainsi, les indicateurs financiers des équilibres bilantiels feraient craindre des difficultés financières pour les prochains exercices. Le rapport souligne, à ce titre, que la FFC « ne dispose actuellement pas de marge de sécurité financière suffisante lui autorisant de construire des budgets en déficit ». La Cour des comptes estime donc que « la fédération doit maîtriser ses dépenses et présenter des résultats comptables excédentaires réguliers afin d'atteindre un fonds de roulement positif et un niveau de trésorerie plus élevé, garant de sécurité financière ». Ainsi, le magistrat financier recommande que la FFC se mettre en conformité sans délai avec la réglementation sur la nomenclature et la présentation des comptes ; complète le règlement financier et les procédures mises en place afin de renforcer le contrôle interne et d'améliorer le suivi de l'activité et de la situation financière des comités régionaux ; de poursuivre le redressement financier et établir un plan stratégique et financier sur cinq ans et d'effectuer un suivi analytique de la trésorerie en distinguant celle qui doit être conservée pour les fonds dédiés et la trésorerie réellement disponible afin de s'assurer que la trésorerie totale est toujours au moins égale aux fonds

dédiés. À la lumière de ce rapport et de ses recommandations, il souhaite connaître les mesures que compte prendre le Gouvernement vis-à-vis de la Fédération française de cyclisme afin d'assurer le redressement de ses comptes et la pérennité de son modèle financier.

Réponse. – Le ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative rappelle que les observations du rapport de la Cour des comptes sont utiles afin d'améliorer la promotion du sport cycliste sous toutes ses formes actuelles et à venir. Dans sa réponse adressée à la Cour des comptes, le président fédéral a par ailleurs rappelé qu'il veillera à mettre en oeuvre les recommandations formulées dans les plus brefs délais et à prendre en compte les observations et suggestions. S'agissant de la situation financière fédérale, celle-ci avait déjà fait l'objet d'échanges entre le ministère et la fédération au cours du rendez-vous de suivi de l'exécution du contrat de délégation, en novembre 2023. Les services de la direction des sports ont planifié des réunions annuelles avec la fédération française de cyclisme (bilan annuel de la mise en oeuvre du contrat de délégation, échanges bilatéraux avec le président fédéral, collaboration direction des sports/agence nationale du sport) pour assurer un suivi de ses projets stratégiques et de sa gestion. Ces réunions seront l'occasion d'assurer un suivi des recommandations issues du rapport de la Cour des comptes. Enfin, dans le cadre du projet annuel de performances, le ministère est mobilisé pour la promotion de la rigueur financière et de l'efficacité des fédérations sportives. Aussi, la direction des sports assure un suivi annuel de la situation financière des fédérations sportives afin d'anticiper d'éventuels risques pouvant nuire à l'exercice de missions de service public, et plus largement, consciente des enjeux relatifs à ce sujet, elle est en train de s'organiser pour renforcer ce contrôle de façon plus régulière.

Retrait du football américain de la liste des disciplines de haut niveau

4419. – 1er mai 2025. – **Mme Marie-Do Aeschlimann** attire l'attention de **Mme la ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative** sur le retrait du football américain de la liste des disciplines de haut niveau, en vertu de l'arrêté en date du 12 décembre 2024. Cette décision suscite de vives inquiétudes, alors même qu'en France, le football américain est une discipline dont la pratique s'intensifie et dont le nombre de licenciés a considérablement augmenté ces dernières années passant de 25 000 licenciés en 2022 à plus de 30 000 licenciés aujourd'hui. Cette décision de retrait a de lourdes répercussions pour les clubs dont beaucoup se voient désormais privés des subventions accordées par les collectivités territoriales même lorsqu'ils évoluent à haut niveau. Ce faisant, elle freine considérablement l'essor du football américain en France. Elle rappelle à ce titre les multiples alertes qu'elle a déjà formulées concernant les baisses budgétaires affectant le sport, ainsi que le rôle central joué par la pratique sportive, notamment lorsqu'elle est faite en club, sur la santé mentale et physique des Français. Ainsi, elle lui demande d'une part, de bien vouloir de lui indiquer les motivations ayant conduit au retrait du football américain de la liste des disciplines de haut niveau, et d'autre part, de bien vouloir réexaminer cette décision de retrait du football américain des disciplines de haut niveau.

Réponse. – Le sport de haut niveau participe au rayonnement de la nation et à la promotion des valeurs du sport, notamment en dehors du territoire national, ce qui fonde l'action de l'État dans ce domaine (article L. 221-1 du code du sport). La reconnaissance du caractère de haut niveau des disciplines sportives (RHN) est conditionnée au respect de critères qui sont soit l'inscription au programme des jeux Olympiques ou Paralympiques (RHN automatique après demande de la fédération), soit, pour les disciplines non olympiques ou paralympiques, l'universalité de la discipline (plus de trente nations engagées aux championnats du monde seniors) ou encore le niveau des performances des sportifs français (appartenir aux 3 meilleures nations). S'agissant de la discipline du football américain, il est constaté une augmentation sensible du nombre de licenciés au sein de la fédération française de football américain (FFFA). Cependant, il s'avère que la fédération internationale n'a pas réussi à organiser de championnat du monde élite depuis 2015. De plus, les équipes de France seniors de cette discipline apparaissent au 7e rang européen au classement mondial des nations édité par la fédération internationale (données FFFA). Par conséquent, au regard du cadre fixé par l'instruction no DS/DS2/2024/05 du 13 mai 2024, la demande de RHN formulée pour la discipline football américain par la FFFA a été jugée irrecevable. Il convient de préciser que le caractère de haut niveau de cette discipline avait été reconnu à titre dérogatoire pour l'olympiade 2021-2024. L'article R. 221-1-1 du code du sport prévoit que « le ministre chargé des sports arrête la liste des disciplines sportives reconnues de haut niveau avant le 31 décembre de l'année des jeux Olympiques et Paralympiques d'été ». Aussi, il ne sera pas possible de reconsidérer la situation de la discipline du football américain pour l'olympiade en cours. Indépendamment de la reconnaissance du caractère de haut niveau de la discipline football américain, la FFFA reste agréée tout comme les clubs qui lui sont affiliés. Aussi, ces structures,

conformément à l'article L. 212-4 du code du sport, restent éligibles aux aides des pouvoirs publics, notamment en matière de pratique sportive, d'accès aux équipements sportifs, d'organisation des compétitions, de formation des éducateurs sportifs et d'adaptation des transports.

TOURISME

Difficultés croissantes d'accès au logement pour les travailleurs saisonniers dans les territoires touristiques

4340. – 24 avril 2025. – **Mme Lauriane Josende** attire l'attention de **Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du tourisme** sur les difficultés croissantes d'accès au logement rencontrées par les travailleurs saisonniers dans les territoires à forte attractivité touristique. Dans plusieurs bassins de vie marqués par une économie reposant très largement sur l'activité touristique, les saisonniers peinent à trouver un hébergement décent et abordable pour la durée de leur contrat. Ce déséquilibre entre l'offre d'emploi saisonnier et les possibilités d'hébergement constitue un frein à l'attractivité de ces postes et compromet le bon fonctionnement des établissements qui en dépendent, tels que les restaurants, commerces ou hébergements touristiques. Les causes identifiées sont multiples : tension foncière empêchant la construction de logements nouveaux, vacance de logements inoccupés, hausse des résidences secondaires et essor des locations meublées de courte durée. Ces évolutions, conjuguées au manque de solutions transitoires ou modulaires, contraignent certains travailleurs à vivre dans des conditions précaires, parfois dans leur véhicule ou à même la rue, malgré leur contribution essentielle à l'économie locale. Certaines collectivités locales ont engagé des initiatives innovantes, telles que la création de garanties communales contre les loyers impayés pour inciter à la location, ou encore l'aménagement de logements publics anciens en structures partagées. Toutefois, ces efforts locaux restent insuffisants face à l'ampleur du phénomène. Aussi, elle lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour répondre à cette situation préoccupante, et notamment s'il envisage la mise en oeuvre d'un plan national structurant visant à développer l'hébergement des saisonniers, en coordination avec les collectivités et les acteurs du logement.

Réponse. – Le Gouvernement a lancé, le 31 mai 2023, une feuille de route pour l'amélioration de l'emploi des travailleurs saisonniers. Cette feuille de route (aussi appelée « plan saisonniers du tourisme ») comprend 16 engagements pris par les pouvoirs publics, et ce autour de trois axes : (i) mieux accueillir, orienter et surtout accompagner les saisonniers, (ii) recruter et former plus efficacement y compris en inter-saison et (iii) faciliter le logement des saisonniers. Le Gouvernement a ainsi mis en oeuvre plusieurs mesures (8 au total) visant à améliorer l'accueil et la mobilité des saisonniers du tourisme - *via* la mise à disposition de logements à des prix abordables. L'une de ces mesures consiste à faciliter leur recherche de logements à travers leur référencement sur une plateforme unique, la plateforme "mes-aides" de France travail. En ligne depuis l'été 2023 à la suite d'une expérimentation en région Bretagne, elle référençait, en 2024, 355 adresses de logements dans les parcs publics, associatifs ou sociaux, soit plus de 13 694 places de logements, en Bretagne, Normandie, Centre-Val de Loire, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie, Pays de Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur. D'autres mesures du plan visent à trouver des solutions complémentaires de logement, par exemple l'ouverture des chambres des internats scolaires et universitaires à la location pour les saisonniers pendant la période estivale - ou la mise à disposition des foyers de jeunes travailleurs (FJT), des résidences sociales jeunes actifs (RSJA) ou encore des résidences hôtelières à vocation sociale (RHVS). Une instruction à destination des préfets de région et recteurs de région académique devrait être diffusée avant l'été 2025 en vue d'optimiser les avancées et les résultats des mesures susmentionnées. Cette instruction demandera notamment la désignation, pour chaque préfecture de région, d'une ou d'un référent chargé de dresser un inventaire des logements disponibles pour les saisonniers sur son territoire et d'assurer leur référencement sur la plateforme « mes-aides ». Il mobilisera également un réseau d'acteurs engagés sur ce sujet (collectivités territoriales, maisons des saisonniers, lycées avec internat, Crous…) pour étudier la mise à disposition d'autres solutions de logement pour les saisonniers, et cela qu'ils soient gratuits ou à tarifs modérés. Enfin, le « plan saisonniers du tourisme » accompagne directement les travailleurs saisonniers : depuis juin 2024, ils peuvent bénéficier de la garantie d'État Visale, laquelle leur permet de demander à action logement de se porter garant de leur location à certaines conditions. Fin septembre 2024, 618 demandes de Visale formulées par des saisonniers avaient été enregistrées, dont 50 avaient abouti à l'émission d'un contrat. La direction générale des entreprises (DGE), coordinatrice du plan saisonniers du tourisme, suit l'ensemble de ces mesures avec les co-pilotes désignés, en particulier le ministère chargé du logement, et ce par l'intermédiaire de la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (DHUP), sans oublier le concours de France travail.

TRANSPORTS

Situation de l'aéroport de Saint-Pierre-Pierrefonds

1346. – 10 octobre 2024. – **Mme Viviane Malet** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès de la ministre du partenariat avec les territoires et de la décentralisation, chargé des transports** sur la situation de l'aéroport de Saint-Pierre-Pierrefonds, à La Réunion. Cet aéroport de classe 3 est exploité en régie par le syndicat mixte ouvert de Pierrefonds, à la suite du transfert de cet aéroport d'État au syndicat dans le cadre des dispositions de l'article 28 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Les dépenses de l'aéroport de Pierrefonds relatives à la sûreté et à la sécurité ont vocation à être couvertes par deux tarifs composant le montant de la taxe sur le transport aérien de passagers, perçus auprès des entreprises de transport aérien public : d'une part, le tarif de sûreté et de sécurité (T2S) et, d'autre part, le tarif de péréquation, respectivement prévus par les 3° et 4° de l'article L. 422-20 du code des impositions sur les biens et les services. Cet objectif de couverture, par ces deux tarifs, des coûts de sûreté et de sécurité des aéroports au bénéfice desquels ils sont perçus, est inscrit dans la loi aux articles L. 422-23 du code des impositions sur les biens et services et L. 6328-4, 2° du code des transports. Il résulte cependant de ce système de financement que le déficit de fréquentation de certains aéroports locaux tels que l'aéroport de Saint-Pierre-Pierrefonds, largement aggravé par la crise sanitaire de 2020, conduit ces aéroports à une situation financière très préoccupante, dans la mesure où la perception de ces tarifs est proportionnelle au nombre de passagers embarqués. La réponse apportée par le Gouvernement à cette situation s'est seulement traduite, d'abord, par le versement par l'État à ces aéroports, en application de la loi de finances rectificative pour 2020, de la loi de finances pour 2021 et de la loi de finances pour 2022, d'avances par définition remboursables, puis par l'augmentation du montant plafond du T2S. Ces mesures s'avèrent pourtant insuffisantes puisque bien sûr, les échéances de remboursement du capital de ces avances, différées, entre 2024 et 2032, engendreront nécessairement, outre une persistance de cette situation de déficit, une augmentation importante du T2S pour tenter de le pallier et partant, mettront d'autant en péril la compétitivité des aéroports français. Le solde négatif cumulé par l'aéroport de Pierrefonds, entre 2018 et 2023, entre les recettes fiscales perçues et les coûts de sûreté et de sécurité supportés, déduction faite des avances, compte tenu de leur caractère remboursable, s'élève ainsi à plus de 4 millions d'euros et a vocation à s'aggraver : la plateforme est aujourd'hui menacée de fermeture et doit environ 500 000 euros à son prestataire de sûreté, lequel menace d'arrêter les prestations. Pourtant, la sûreté et la sécurité des aéroports constitue une mission intrinsèquement régalienne qui devrait donc faire l'objet, en telle situation, d'un financement public. Aussi, elle souhaite connaître les intentions du Gouvernement sur ce dossier.

Réponse. – Le Gouvernement est attentif à la situation de l'aérodrome de Saint-Pierre Pierrefonds sur l'île de La Réunion, comme à celle de l'ensemble des aérodromes français. La crise sanitaire résultant de l'épidémie de covid-19 a entraîné une situation inédite pour le transport aérien, avec un effondrement du trafic aérien. Dans ce contexte, le Gouvernement a pris des mesures d'accompagnement des aérodromes. Pour faire face aux difficultés de financement des missions régaliennes, compte tenu de recettes fiscales affectées assises sur un trafic embarqué en très forte baisse, des avances remboursables ont été consenties par l'État à des exploitants et groupements d'aérodromes touchés par la crise de la covid-19. L'aérodrome de Saint-Pierre Pierrefonds a ainsi bénéficié de trois avances remboursables en 2020, 2021 et 2022 pour un montant total de 2,63 Meuros, assorti d'intérêts. Le remboursement du principal des avances de 2020 et 2021 a débuté en 2024 et est étalé sur une période de 7 ans ; le remboursement du principal de l'avance de 2022 quant à lui, s'étalera de 2026 à 2032. Le remboursement, du principal comme des intérêts, est intégré dans les coûts déclarés par l'exploitant ou le groupement d'aérodromes, en vue d'un financement par les recettes fiscales affectées aux missions régaliennes de sûreté et de sécurité. Parallèlement, le tarif de sûreté et de sécurité de la taxe sur le transport aérien de passagers applicable sur l'aérodrome de Saint-Pierre Pierrefonds a été fixé au plafond tarifaire de sa classe d'aérodromes, soit 16 euros par passager à compter du 1er avril 2023, puis 17,20 euros au 1er avril 2024 et a été augmenté à 20 euros au 1er avril 2025 comme permis par la dernière loi de finances. En complément des recettes fiscales issues du tarif de sûreté et de sécurité de la taxe sur le transport aérien de passagers et de celui de la taxe sur le transport aérien de marchandises, l'aérodrome de Saint-Pierre Pierrefonds bénéficie également de recettes issues du tarif de péréquation aéroportuaire de la taxe sur le transport aérien de passagers. Toutefois, ces ressources fiscales perçues par l'exploitant de l'aérodrome demeurent inférieures aux coûts dans un contexte inflationniste concernant notamment les coûts de personnel. L'absence de retour du trafic à un niveau équivalent à celui qui prévalait avant la crise de la covid est par ailleurs de nature à questionner le plan d'affaires actuel de l'aéroport. Le Gouvernement rappelle, qu'en tout état de cause, des efforts doivent être faits par les exploitants d'aérodromes pour maîtriser leurs

coûts et limiter ces derniers à ce qui est nécessaire au respect de la réglementation en matière de sécurité et sûreté. L'aérodrome de Saint-Pierre Pierrefonds peut s'appuyer sur les services locaux de la direction générale de l'aviation civile dans la zone Océan Indien pour l'accompagner dans son travail de limitation de ses coûts.

Conditions dramatiques vécues par les usagers de la ligne SNCF Clermont-Nevers-Paris, lors de l'incident survenu le 2 janvier 2025 à Briare (Loiret)

2898. – 23 janvier 2025. – **M. Patrice Joly** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports** sur les conditions dramatiques vécues par les usagers de la ligne SNCF Clermont-Nevers-Paris, lors de l'incident survenu le 2 janvier 2025 à Briare (Loiret). Une panne de train a bloqué la circulation sur cette ligne dès le milieu d'après-midi, provoquant des retards colossaux, jusqu'à 12 heures pour certains usagers, et un voyage qui s'est finalement terminé en car. Les témoignages des voyageurs relatent une nuit d'attente dans le froid, sans information claire ni prise en charge adaptée. Alors que la SNCF semblait dépassée par la situation, c'est grâce à l'intervention du Secours populaire que des passagers ont pu recevoir une couverture de survie, une barre de céréales et une petite bouteille d'eau. Les bus de substitution, arrivés vers 5 heures du matin, ont nécessité encore deux heures d'attente avant de partir, laissant les passagers dans une situation indigne pour un service public de transport au XXIe siècle. Cet épisode, bien que particulièrement marquant, n'est malheureusement pas un cas isolé. Les incidents sur cette ligne, essentiels pour les territoires traversés, sont fréquents et témoignent d'un manque d'investissements et d'organisation criant. Les habitants de ces territoires, qui souffrent déjà d'un sentiment d'abandon face à des services publics qui se dégradent, ne peuvent accepter que de telles situations se répètent sans réponse adéquate de l'État et de la SNCF. Il lui demande donc quels dispositifs d'urgence il compte imposer à la SNCF pour gérer rapidement et efficacement de tels incidents, afin de garantir la dignité et la sécurité des usagers. Par ailleurs, dans l'attente de la mise en place des nouveaux équipements prévus pour 2027, il souhaite connaître les mesures envisagées pour prévenir de tels incidents. Enfin, il lui rappelle que ces situations, au-delà des désagréments matériels, participent à accroître le sentiment d'abandon des habitants des zones rurales et appellent une réponse urgente et ambitieuse pour rétablir la confiance des usagers envers la SNCF et, plus largement, envers les services publics dans ces territoires trop souvent oubliés.

Réponse. – La qualité de service des infrastructures de transports est au coeur des priorités du Gouvernement. Lors du comité de suivi de la desserte ferroviaire Paris - Clermont-Ferrand, qui s'est déroulé le 11 avril 2025 à Clermont-Ferrand, le ministre a souligné que le plan d'actions mis en place début 2024 avait amélioré en cours d'année le taux de régularité et réduit le nombre de grands retards - même si les différents événements du premier trimestre 2025 montrent que la situation reste fragile et qu'il est nécessaire d'avoir des actions supplémentaires pour éviter de tels retards inacceptables. Le ministre a annoncé le lancement d'une étude indépendante sur les modalités de gestion de crise et de prise en charge des usagers sur cette ligne, ainsi qu'une étude prospective afin d'identifier des locomotives plus fiables que le parc actuel, celui-ci étant une des causes récurrentes de ces grands retards. Ces initiatives à court terme s'inscrivent dans un contexte de régénération et de modernisation des infrastructures et d'une perspective de montée en qualité du service TET grâce à la mise en service en 2027 des nouvelles rames de type Oxygène. Au total, 1,3 Mdeuros d'investissement, dont 450 Meuros financés par l'État, est consacré à la ligne Paris - Clermont-Ferrand dans la période 2018 - 2027.

Limites et effets indésirables du dispositif des zones à faibles émissions

3508. – 27 février 2025. – **Mme Frédérique Espagnac** interroge **Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche** sur les limites et les effets indésirables du dispositif des zones à faibles émissions (ZFE). Institué par la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) et rendu obligatoire par la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 relative à la lutte contre le dérèglement climatique, ce dispositif concerne désormais toutes les agglomérations de plus de 150 000 habitants. Au 1er janvier 2025, trente nouvelles agglomérations sont venues s'ajouter à la carte des ZFE, amplifiant ses conséquences pour les habitants de ces zones, mais aussi pour ceux des territoires voisins. Elle souligne que la complexité du cadre réglementaire et la dispersion des règles entre le code de l'environnement, le code des collectivités territoriales et les arrêtés locaux nuisent à leur lisibilité pour les élus locaux et compliquent leur application. Par ailleurs, la question de l'information des habitants des territoires périphériques reste préoccupante : comment s'assurer qu'ils disposent d'une communication claire sur les restrictions et les aides éventuelles ? De plus, nombre d'entre eux doivent se rendre régulièrement dans ces zones pour accéder à des services essentiels, notamment médicaux, qui sont absents de leur secteur. Dans les Pyrénées-Atlantiques, ces

problématiques sont particulièrement sensibles pour les habitants des zones rurales et périurbaines qui subissent déjà des contraintes de mobilité liées à l'insuffisance des alternatives à la voiture individuelle. Elle souhaite donc connaître les mesures que le Gouvernement entend prendre pour clarifier le cadre législatif et réglementaire des ZFE, garantir une information efficace à l'ensemble des usagers et accompagner les élus ainsi que les habitants dans la mise en oeuvre de ce dispositif, tout en prenant en compte les spécificités des territoires ruraux. **– Question transmise à M. le ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports.**

Réponse. – Les zones à faibles émissions (ZFE) sont un outil aux mains des collectivités pour améliorer la qualité de l'air. La mise en place des ZFE répond à une nécessité de protection de la santé publique. Elles ont pour vocation de préserver la santé des habitants en ciblant les polluants atmosphériques émis par les véhicules, tels que les oxydes d'azote et les particules. En effet, le secteur des transports est responsable de la majeure partie des émissions d'oxydes d'azote (NOx) et d'un quart des émissions de particules PM10. D'après Santé Publique France, plus de 40 000 décès sont imputables chaque année à la pollution atmosphérique. Le coût annuel pour la société française de la pollution de l'air en France est estimé à 100 milliards d'euros (Sénat, 2015). L'article L2213-4-1 du code général des collectivités territoriales prévoit : la réalisation d'une évaluation des impacts socio-économiques des mesures de restrictions envisagées, laquelle est soumise à consultation du public. Un dispositif souple : les véhicules concernés par les restrictions sont déterminés par la collectivité territoriale qui met en place la ZFE. Pour cela, elle tient compte du niveau de pollution de l'air sur son territoire et des obligations définies par la loi. Pour la quasi-totalité des agglomérations de plus de 150 000 habitants, la seule obligation est la mise en place de restrictions pour des véhicules non classés (c'est à dire les voitures immatriculées jusqu'au 31 décembre 1996 et/ou les véhicules utilitaires légers immatriculés jusqu'au 30 septembre 1997 et/ou les poids lourds immatriculés jusqu'au 30 septembre 2001). C'est le scénario adopté à Pau, qui restreint depuis le 1er janvier 2025 la circulation des véhicules non classés. L'organisation d'une campagne d'information locale (périmètre et règles de la ZFE, solutions de mobilités alternatives) lors de la mise en place d'une ZFE, de trois mois minimum ; La possibilité pour les collectivités d'édicter des dérogations locales aux mesures de restrictions en fonction des critères qu'elles définissent au-delà des cas d'exemptions prévus au niveau national (ces derniers concernent par exemple les véhicules affichant une carte mobilité inclusion - stationnement pour les personnes en situation de handicap). Certaines collectivités prévoient ainsi des dérogations, par exemple, à Pau pour les véhicules parcourant moins de 10 000 km/an, ou les véhicules des producteurs et commerçants ambulants de denrées alimentaires. Les collectivités peuvent par ailleurs proposer un Pass ZFE, qui permet à tout véhicule de circuler un certain nombre de jours par an quelle que soit sa vignette Crit'air. A Pau, ce pass permet de circuler 52 jours par an (soit une fois par semaine) dans la ZFE quel que soit son véhicule. Elles peuvent également décider que les restrictions ne s'appliquent que certains jours ou sur certains créneaux horaires. Ainsi par exemple, les restrictions de circulation à Pau ne s'appliquent pas les week-ends ni la nuit. Afin de favoriser la lisibilité des zones à faibles émissions, l'Etat, avec France Urbaine, a mis en place en 2023 une concertation nationale avec des représentants de trois collèges : un collège Etat et experts, un collège élus et techniciens des collectivités, un collège représentants de la société civile et des partenaires économiques et sociaux. Ces travaux ont notamment conduit à la mise en ligne d'un portail unique d'information (mieuxrespirerenville.gouv.fr), intégrant notamment un simulateur de trajet en ZFE.

Modernisation et fiabilité de la ligne TER Nantes-Pornic

3511. – 27 février 2025. – **Mme Karine Daniel** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports** sur la situation préoccupante de la ligne TER reliant Nantes à Pornic, desservant le sud-ouest de l'agglomération nantaise et le Pays de Retz. Cette ligne est essentielle pour de nombreux habitants du sud-ouest de la Loire-Atlantique, mais elle souffre d'un manque chronique d'investissements, affectant gravement sa fiabilité et sa capacité. En effet, les élus locaux, collectifs et usagers dénoncent des incidents récurrents (retards et annulations), une infrastructure vieillissante notamment au niveau des passages à niveau, des trains bondés, capacités d'accueil des rames insuffisantes, un recul accru de services publics en gare, un cadencement insuffisant ainsi qu'une absence de voie de croisement. À cela, s'ajoute un déficit de matériel roulant et de personnel, contribuant à une dégradation continue du service. Certes, des moyens de substitutions sont parfois mobilisés tels que des cars pour pallier l'affluence élevée des usagers, mais inadaptés pour des personnes à mobilité réduite, des poussettes, des vélos et personnes en fauteuils roulants pour y accéder. Dans un contexte où la fréquentation des trains TER ne cesse d'augmenter (+40 % entre 2019 et 2023 dans les Pays de la Loire) démontrant que les habitants souhaitent une offre ferroviaire plus importante et où l'objectif est de réduire l'usage de la voiture afin de favoriser les transports en commun, ces dysfonctionnements

dissuadent de nombreux habitants d'emprunter le train. Cette situation préoccupante est pérenne puisqu'aujourd'hui, ces problématiques persistent. Les usagers ne doivent pas être la variable d'ajustement dans une politique de réduction des coûts ou d'optimisation des services. Il est essentiel de garantir un accès équitable aux transports pour toutes et tous, en apportant des solutions concrètes et durables afin d'améliorer l'offre ferroviaire et de répondre aux besoins des usagers de notre territoire. Ainsi, elle lui demande quelles mesures concrètes le Gouvernement entend prendre pour accompagner la région dans le financement d'une modernisation urgente de cette ligne, afin d'en améliorer la fiabilité, d'augmenter son offre et d'en faire une alternative crédible pour les habitants du sud-ouest de l'agglomération nantaise et du Pays de Retz.

Réponse. – Le Gouvernement a pleinement conscience de l'importance des petites lignes ferroviaires pour la vitalité des territoires qui en disposent, notamment pour les zones rurales souvent défavorisées en matière d'offres de mobilité. La ligne Nantes-Pornic fait partie des lignes de desserte fine du territoire pour lesquelles les investissements de régénération sont cofinancés par l'État et la Région dans le cadre des contrats de plan Etat-Région (CPER), conformément au protocole d'accord sur l'avenir des lignes de desserte fine du territoire signé entre l'État et la Région Pays de la Loire le 9 mars 2022. Cependant, compte tenu de son fort potentiel de fréquentation, elle a bénéficié d'une rénovation intégrale entre 2010 et 2015 dans le cadre des contrats de plan Etat-Région Pays de la Loire 2007-2014 et 2015-2020. Ce sont ainsi près de 150 Meuros, dont 33 Meuros apportés par l'Etat, qui ont été mobilisés pour rénover son infrastructure (voie, ballast, signalisation). 9 Meuros complémentaires sont également prévus au volet ferroviaire 2023-2027 du CPER pour réaliser les travaux de régénération les plus urgents. Par ailleurs, la Région affiche l'ambition de vouloir doubler la fréquence des trains d'ici 2030 sur la ligne Nantes - Saint-Gilles-Croix-de-Vie/Pornic. Ainsi, il est prévu de cadencer la ligne avec un train par demi-heure dans les deux sens sur le tronçon commun Nantes - Sainte-Pazanne, et un train par heure dans les deux sens sur les branches vers Pornic et Saint-Gilles-Croix-de-Vie. Une étude en ce sens cofinancée par l'État et la Région dans le cadre du volet SERM (Services Express Régionaux Métropolitains) du CPER 2021-2027 a démarré à l'automne 2024. Elle porte sur la régénération des postes de signalisation, la création de nouvelles voies de croisement, dont une au niveau de l'aéroport de Nantes-Atlantique, et la création de nouvelles haltes. Le début des travaux est prévu en 2030, pour une mise en service à horizon 2032.

Ligne ferroviaire Guéret-Felletin

3662. – 13 mars 2025. – **M. Éric Jeansannetas** attire l'attention de **M. le ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports** sur la fermeture annoncée de la ligne ferroviaire Guéret-Felletin, qui constitue une nouvelle illustration du désengagement progressif des services publics en Creuse et dans les territoires ruraux. En effet, cette ligne, bien que modeste, permettait de relier l'est du département au chef-lieu en évitant aux habitants des trajets routiers longs et parfois difficiles, notamment en période hivernale. Sa suppression, justifiée par des considérations budgétaires et un supposé manque de fréquentation, va pourtant à rebours des engagements en matière d'aménagement du territoire et de transition écologique. Alors que le Gouvernement affiche sa volonté de relancer le ferroviaire et de favoriser des mobilités décarbonées, force est de constater que ces ambitions ne concernent pas les départements ruraux, qui voient au contraire leurs infrastructures ferroviaires disparaître les unes après les autres. Dans un département déjà lourdement pénalisé par la dégradation de la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse (POLT), qui cumule retards et suppressions de trains malgré son importance stratégique, la fermeture de la ligne Guéret-Felletin vient aggraver encore un peu plus l'enclavement de la Creuse. On pourrait ainsi s'interroger sur la compensation que l'État entend offrir à ce territoire pour lui permettre de maintenir une desserte de qualité. Doit-on espérer l'arrivée du TGV en Creuse, la création d'un aéroport international à Guéret, ou bien faudra-t-il se résoudre à ce que le département devienne un laboratoire du « tout-voiture », au mépris des objectifs de transition écologique ? Aussi, il souhaiterait savoir quelles alternatives concrètes le Gouvernement compte proposer pour pallier la fermeture de cette ligne ferroviaire et garantir aux habitants de la Creuse un accès aux transports collectifs digne d'un territoire du XXIe siècle.

Réponse. – L'État est pleinement attaché au maintien et au développement des transports du quotidien, pour permettre des mobilités durables pour l'ensemble des territoires, notamment dans les zones rurales défavorisées en matière d'offre de mobilité. La ligne ferroviaire Guéret-Felletin emprunte dans sa plus grande partie l'antenne partant de Busseau et se terminant à Felletin, qui fait partie des petites lignes ferroviaires dont les besoins de régénération sont à la charge financière de la Région. Cette disposition est prévue par le protocole d'accord sur l'avenir des lignes de desserte fine du territoire signé entre l'État et la Région Nouvelle-Aquitaine le 22 avril 2021,

qui définit les modalités de prise en charge des 1856 km de petites lignes de la région. Les études conduites dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2023-2027 ont permis d'identifier un besoin de travaux de régénération compris entre 50 et 80 Meuros pour assurer la poursuite des circulations en toute sécurité sur cette ligne. Pour des raisons budgétaires, ces travaux n'ont pas pu être programmés par la Région. Dans ce contexte, le Gouvernement souhaite que soient explorées toutes les solutions alternatives et éventuelles expérimentations de mobilité rurale pour maintenir un transport collectif qui réponde aux besoins des creusois sur cette liaison essentielle pour les habitants de la Creuse, en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés. Cette réflexion a été inscrite au deuxième plan particulier pour la Creuse, qui a été signé le 22 mai dernier. A ce titre, une étude est en cours de lancement sous l'égide de la préfète de la Creuse. L'État n'abandonne aucun territoire de la République et en aucun cas le territoire de la Creuse qui a fait l'objet de deux plans particuliers qui reprennent les priorités et orientations partagées par les acteurs du territoire, en mobilisant les financements de l'État et des partenaires signataires pour y soutenir notamment l'adaptation des services.

Projet de gare TGV Pont de Rungis - Aéroport d'Orly

4335. – 24 avril 2025. – **M. Pascal Savoldelli** interroge **M. le ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports** au sujet du projet de Gare TGV Pont de Rungis - Aéroport d'Orly. Désormais classé « meilleur aéroport régional d'Europe » et 30e aéroport mondial par Skytrax, Orly connaît un nouveau dynamisme après le prolongement de la ligne 14 jusqu'au coeur de la plateforme aéroportuaire. Toutefois, le second aéroport français n'est toujours pas relié aux trains à grande vitesse (TGV). Un projet pourtant porté depuis 25 ans et soutenu par des habitants, élus et acteurs économiques en Val-de-Marne, en Essonne mais aussi dans l'ouest et le centre de la France. Il lui rappelle que la finalisation complète du contournement ferroviaire sud de Paris via l'accomplissement du projet Massy/Valenton Ouest prévu en 2028 rend sa réalisation techniquement possible. Par ailleurs, l'inscription de ce projet de gare au schéma directeur de la région Île-de-France - environnemental (SDRIF-E) le 11 septembre 2024 constitue une avancée dans sa réalisation. Enfin, il lui signale que la création d'une gare TGV Pont de Rungis - Aéroport d'Orly, élément majeur de l'intermodalité air-fer, répond aux objectifs de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets. Elle contribuera à désaturer la gare Montparnasse et constituera un atout considérable pour le Val-de-Marne mais également tout le sud francilien. Ce pourquoi il l'interroge sur l'état d'avancement du projet de création de la gare TGV Pont de Rungis - Aéroport d'Orly et sur les mesures qu'il compte mettre en place pour amener à son aboutissement.

Réponse. – Le Gouvernement est conscient de l'importance que revêt localement le projet de création d'une nouvelle gare dédiée aux trains à grande vitesse à Pont-de-Rungis - Aéroport d'Orly. Ce projet constitue un levier pour renforcer l'intermodalité air-fer et aussi pour améliorer l'accès du sud-est francilien à la grande vitesse et constituer un relais de croissance pour le développement de la grande vitesse dans un contexte de saturation des gares parisiennes (Montparnasse notamment). L'État est pleinement mobilisé pour faire avancer le projet, notamment pour assurer le lancement de la phase d'acquisition de données à venir, préalable au démarrage de la phase d'avant-projet. Les études préliminaires du projet de nouvelle gare Pont-de-Rungis - Aéroport d'Orly ont été présentées par SNCF Réseau en 2023. Il a été envisagé d'engager, à partir de 2024, une phase d'acquisitions de données et les études d'avant projet, pour un montant total estimé à 20 Meuros. L'État a souhaité inscrire les financements nécessaires dans les volets mobilité 2023-2027 des Contrats de Plan Etat-Région (CPER) 2021-2027. Le financement disponible dans les CPER signés n'a cependant atteint que 14 Meuros, dont un effort exceptionnel de 13,5 Meuros venant de l'État, insuffisant pour couvrir le besoin prévisionnel nécessaire aux acquisitions de données et au lancement de l'avant-projet. Il a alors été convenu de mobiliser une partie des crédits disponibles pour financer des études sur le « Système Grande Vitesse Atlantique » en Île-de-France, ainsi que sur les possibilités de désaturation de la gare Montparnasse. Ces études permettront d'éclairer le contexte de saturation des infrastructures actuelles, de mettre en évidence tout le potentiel de la future gare au regard de la croissance du trafic des trains à grande vitesse intersecteurs ainsi que de conforter l'adhésion au projet. La convention de financement relative au lancement de ces études a été signée en décembre 2024, et ces dernières sont en cours.

Lutte contre les violences motorisées

4663. – 15 mai 2025. – **M. Rémi Féraud** interroge **M. le ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports** à la suite de la mort de Paul Varry, cycliste écrasé par un automobiliste à Paris en octobre 2024 qui avait suscité une émotion immense. Il appelait alors collectivement à sortir du déni de la violence routière et de la tolérance autour de l'agressivité automobile qui tue d'abord les plus

vulnérables, piétons et cyclistes, et à repenser la place de la voiture dans les grandes villes comme dans les territoires ruraux. Le lundi 25 avril 2025, M. Emmanuel Barbe, inspecteur général de l'administration, a remis son rapport intitulé « Prévenir les violences et apaiser les tensions pour mieux partager la voie publique » commandé à la suite de ce décès. Les associations de cyclistes saluent la qualité des travaux menées par la mission, fondés sur les apports de la recherche scientifique, les bonnes pratiques à l'étranger et l'auditions de nombreux témoins et acteurs. Elles accueillent favorablement les nombreuses recommandations pour améliorer le comportement des usagers de la route, qu'il s'agisse d'éducation à la mobilité ou de modification des épreuves du permis de conduire. Mais elles pointent l'absence de mesures répressives fortes, seules à mêmes d'avoir un effet immédiat sur les auteurs de violences. L'augmentation du nombre de cyclistes et la diversification des pratiques du vélo (quotidiennes, sportives, de loisir ou professionnelles) nécessitent une acceptation collective du partage de la route et une réponse forte des pouvoirs publics. Il souhaite savoir quelles conclusions le Gouvernement entend désormais tirer à la suite à la remise du rapport, quels engagements et quelles actions concrètes vont être mis en place pour changer tant les comportements que les aménagements, pour répondre à l'aspiration légitime des Françaises et Français de pouvoir circuler à vélo ou à pied en toute sécurité.

Réponse. – Emmanuel BARBE, inspecteur général de l'administration, a remis le lundi 25 avril son rapport « Prévenir les violences et apaiser les tensions pour mieux partager la voie publique » au Gouvernement. Ce rapport a été commandé à la suite de la mort tragique de Paul Varry, le 15 octobre 2024 à Paris, qui a suscité une vive émotion dans notre pays et a provoqué une prise de conscience collective sur la question des violences entre usagers de la route. Après 6 mois de travail conduit avec l'appui de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD), le rapport formule 40 recommandations, dont 18 sont jugées prioritaires par son auteur. Le Gouvernement étudie attentivement les mesures proposées dans ce rapport. Un travail interministériel, associant notamment le ministère des Transports et le ministère de l'Intérieur, a été initié pour examiner précisément ces recommandations et définir, le cas échéant, les modalités de leur mise en oeuvre. Les conclusions de ce travail d'analyse seront présentées prochainement.

TRAVAIL ET EMPLOI

Valorisation du cumul emploi-retraite pour les médecins

2148. – 31 octobre 2024. – **M. Jean-Michel Arnaud** attire l'attention de **Mme la ministre de la santé et de l'accès aux soins** sur la valorisation du cumul emploi-retraite pour les médecins. Nombre de médecins poursuivent leur activité professionnelle après la liquidation de leur retraite notamment dans les territoires ruraux où la population médicale décroît. La reprise d'activité souvent réalisée au nom d'une mission de service public s'avère répondre à un impératif de santé publique. Toutefois, cette reprise n'engendre pas de revalorisation des pensions de retraite. Les cotisations sociales contribuent directement à la solidarité nationale. Étant donné le caractère existentiel de ce métier pour certains territoires, une indemnité spécifique aux médecins en situation de cumul emploi-retraite pourrait être créée. Il s'agit d'établir une mesure transitoire jusqu'à ce que la fin du numerus clausus fasse effet notamment dans les espaces dans lesquels la population médicale se raréfie. Il interroge le Gouvernement sur les mesures qu'il compte prendre afin de valoriser l'activité médicale postérieure à la liquidation de la retraite. **– Question transmise à Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi.**

Cotisations applicables aux médecins retraités en cumul emploi-retraite

2904. – 23 janvier 2025. – **M. Hervé Maurey** attire l'attention de **M. le ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins** sur les cotisations à la caisse autonome de retraite des médecins de France (CARMF) dont doivent s'acquitter les médecins retraités en situation de cumul emploi-retraite. Depuis 2009, de nombreux médecins retraités peuvent poursuivre leur activité de praticien dans le cadre d'un dispositif de cumul emploi-retraite. Ces professionnels cotisent à l'Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, à la Caisse nationale d'assurance maladie ainsi qu'à la CARMF, comme les actifs, alors même que, dans leur cas, ces cotisations n'ouvrent à aucun nouveau droit à une pension de retraite une fois qu'ils ont définitivement mis fin à leur activité. Ces médecins en cumul-retraite indiquent que, dans le contexte actuel de pénurie de personnels médicaux et paramédicaux, leurs collègues pourraient être davantage incités à prolonger leur activité si les règles de cotisations leurs étaient plus favorables. Il souhaite donc connaître l'avis du Gouvernement en la matière et les mesures qu'il compte prendre

afin de lutter contre la pénurie de personnels médicaux et paramédicaux. **– Question transmise à Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi.**

Cotisations applicables aux médecins retraités en cumul emploi-retraite

4375. – 24 avril 2025. – **M. Hervé Maurey** rappelle à **Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi** les termes de sa question n° 02904 sous le titre « Cotisations applicables aux médecins retraités en cumul emploi-retraite », qui n'a pas obtenu de réponse à ce jour.

Réponse. – Les médecins libéraux sont affiliés à la Caisse autonome de retraite des médecins de France (CARMF) qui gère leurs régimes de retraite : la retraite de base par délégation de la caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales, ainsi que le régime de retraite complémentaire et le régime des prestations complémentaires de vieillesse des médecins libéraux. La loi n° 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 a créé le dispositif de cumul emploi-retraite créateur de droits dans les régimes de retraite de base, dont le régime de base des professionnels libéraux. Ainsi, un médecin libéral en cumul emploi-retraite intégral peut bénéficier de nouveaux droits à retraite de base s'il poursuit ou reprend une activité de médecin libéral en cumul emploi-retraite intégral, à compter du 1er septembre 2023. En revanche, la déclinaison du cumul emploi-retraite créateur de droits au régime complémentaire de la CARMF relève de la décision de son conseil d'administration. La situation financière fragile de ce régime depuis plusieurs années explique le souhait du conseil d'administration de la CARMF de ne pas transposer le cumul emploi-retraite générateur de droits au régime complémentaire des médecins libéraux. Par ailleurs, afin de favoriser le cumul emploi-retraite des médecins libéraux et ainsi lutter contre les déserts médicaux, deux mesures ont été inscrites dans la loi n° 2025-199 du 28 février 2025 de financement de la sécurité sociale pour 2025. D'une part, l'article 5 de cette loi prévoit l'extension aux médecins libéraux exerçant en cumul emploi-retraite intégral du régime simplifié des professions médicales, dit "RSPM", à partir du 1er juillet 2025. Ce régime permet de faciliter la reprise d'activité en cumul emploi-retraite dans la mesure où il limite la charge administrative de la déclaration. En outre, ce même article 5 prévoit le relèvement du plafond de revenus permettant de bénéficier du RSPM, à compter du 1er janvier 2026. Les modalités d'application seront fixées par décret prochainement. D'autre part, l'article 6 de cette même loi prévoit une exonération de toutes les cotisations vieillesse dues par les médecins libéraux exerçant en cumul emploi-retraite intégral dans les zones d'intervention prioritaire sur les revenus perçus en 2025, sous réserve que leur revenu professionnel soit inférieur à un plafond qui sera prochainement fixé par décret.

Prise en compte des périodes de travaux d'utilité collective et de stages d'initiation à la vie professionnelle pour les départs anticipés à la retraite

2775. – 16 janvier 2025. – **M. Franck Menonville** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur la prise en compte des périodes de travaux d'utilité collective (TUC) et de stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) pour les départs anticipés à la retraite. Ces périodes sont comptabilisées dans le calcul des droits à la retraite depuis 2023, ces trimestres étant dits « assimilés ». Mais non cotisés, ils ne donnent pas accès au départ précoce à la retraite via le dispositif « carrière longue ». Cela s'avère très pénalisant pour les 1,7 million de personnes concernées car elles ont commencé à travailler très tôt. Il souhaiterait connaitre sa position et ses intentions sur le sujet **– Question transmise à Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi.**

Réponse. – L'article 23 de la Loi de financement rectificative de la sécurité sociale (LFRSS) pour 2023 a ouvert la validation de trimestres de retraite pour les bénéficiaires des stages "jeunes volontaires", des Travaux d'utilité collective (TUC) et autres dispositifs assimilés à la suite de nombreuses sollicitations adressées au ministère chargé du travail et des conclusions de la mission d'information de la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale. Ces dispositifs étaient en effet destinés généralement à des jeunes travailleurs en vue d'une intégration dans l'emploi. Le ministère chargé du travail s'est mobilisé pour que cette rectification devienne effective rapidement dans le cadre de la mise en application de la réforme des retraites. Ainsi, dès le 21 août 2023, le décret n° 2023-799 a publié les conditions d'application de cette disposition. Par la suite, le ministre du travail, du plein emploi et de l'insertion a annoncé l'ouverture d'un téléservice dédié aux démarches des bénéficiaires de ces contrats, afin de simplifier au maximum les étapes et l'instruction des dossiers par les caisses de retraite. Ce nouveau service en ligne est effectif depuis le 12 septembre 2023 à l'adresse suivante : https://www.

lassuranceretraite.fr/portail-info/hors-menu/annexe/services-en-ligne/declarer-mes-stages-et-tuc.html. Ce droit est désormais effectif, ouvert et financé par la réforme des retraites pour réparer cette injustice du passé. Le dispositif mis en oeuvre par l'article 23 de la LFRSS 2023 suite à la recommandation de la mission flash conduite par les députés Paul Christophe et Arthur Delaporte sur les droits à la retraite des bénéficiaires de TUC et dispositifs comparables, qui recommandait la prise en compte des périodes de TUC ou de stages « jeunes volontaires » sous forme de périodes assimilées à des durées d'assurance. « Or, les périodes assimilées ne sont pas des périodes cotisées et ne sont donc pas prises en compte dans la vérification de la condition de durée d'assurance totale cotisée nécessaire pour bénéficier du dispositif de retraite anticipée pour carrière longue. Elles sont en revanche prises en compte dans l'appréciation de la condition de début de carrière avant une borne d'âge (16, 18, 20 ou 21 ans) qui doit également être remplie pour bénéficier de ce dispositif.

Pensions de réversion

3326. – 13 février 2025. – **Mme Laurence Harribey** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur la révision et la clarification du mécanisme des pensions de réversion. La pension de réversion permet au conjoint d'une personne décédée qui aurait bénéficié d'une pension de retraite d'en toucher une partie, sous certaines conditions. Or aujourd'hui le système est d'une grande complexité, et fragilise de nombreuses personnes dans un moment de deuil et de vulnérabilité. En effet, chaque caisse de retraite dispose de son propre mécanisme. Pour le régime général, le montant maximum de revenu du conjoint survivant permettant de bénéficier de la pension de réversion est fixé par décret. Pour les autres régimes et les régimes complémentaires, les situations sont variées, ce qui complexifie la lecture du mécanisme pour les citoyens. De plus, particulièrement pour le régime général, des effets de seuil sont à constater, ce qui empêche certaines personnes disposant de revenus modestes de bénéficier d'un complément, même symbolique, dans une situation de perte d'un être cher. Elle demande alors au Gouvernement d'envisager une clarification et une harmonisation du mécanisme des pensions de réversion entre les différents régimes de retraite, ainsi qu'une plus grande progressivité dans la définition des seuils qui permettent d'en bénéficier, afin de prendre en compte leur importance tant symbolique que matérielle pour les conjoints survivants. **– Question transmise à Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi.**

Réponse. – La pension de réversion est un avantage conjugal représentant une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé, reversée, sous certaines conditions, à son conjoint survivant ou ses ex-conjoints survivants. Toutefois, les conditions d'attribution et le montant de la pension de réversion diffèrent selon les régimes et font l'objet de discussions quant à leur adaptation aux modèles familiaux et conjugaux actuels. C'est pourquoi le Gouvernement s'est engagé, dans le cadre des débats sur le projet de loi rectificatif de financement de la sécurité sociale pour 2023 portant réforme des retraites, à mener une réflexion pour étudier les effets des mesures adoptées sur les droits familiaux et conjugaux. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) a ainsi été saisi en mai 2023 afin qu'il analyse à la fois l'impact des mesures adoptées dans le cadre de la réforme des retraites de 2023 en matière de droits familiaux et conjugaux et les pistes envisageables concernant ces droits, compte tenu des évolutions sociétales et des formes de conjugalité. Ces propositions devront toutefois être compatibles avec l'objectif de pérennité financière du système des retraites. Le COR a consacré des réunions de travail sur ce sujet, la dernière en date ayant eu lieu le 20 mars 2025. Le rapport devrait être remis en 2025. La question d'une révision éventuelle des règles de la réversion, fait partie du périmètre de travail des partenaires sociaux dans le cadre de la délégation paritaire permanente, convoquée par le Premier ministre. Les partenaires sociaux ont d'ailleurs organisé le 3 avril 2025 une séance de travail sur le thème des droits familiaux et conjugaux.

Travail des salariés en boulangerie le 1er mai

4505. – 8 mai 2025. – **M. Jean-François Longeot** attire l'attention de **Mme la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles** sur les nombreuses préoccupations exprimées par les boulangers concernant le travail des salariés le 1er mai. L'obligation faite aux employés de boulangerie de chômer le 1er mai met en difficulté ces petits commerces essentiels. En effet, ouvrir un commerce en ce jour symbolique peut sembler paradoxal. Pourtant les boulangeries jouent un rôle essentiel, tant pour les citoyens que pour les boulangers eux-mêmes, dont le chiffre d'affaires subit une baisse importante lors de cette fermeture imposée. La baguette française, inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO, incarne notre culture et notre quotidien. Il serait donc plus adapté et judicieux de laisser à ces commerçants la liberté d'ouvrir ou non leur boulangerie, en concertation avec leurs employés sur la base du volontariat. Il n'est pas acceptable de sanctionner nos boulangers, déjà fortement mobilisés, avec des amendes pouvant atteindre 750 euros par salarié et 1 500 euros en cas de salarié mineur, alors

que ces derniers choisissent volontairement de travailler pour soutenir l'économie locale, leur entreprise et assurer un service de proximité aux citoyens. Le 1er mai ne devrait pas être un jour de contraintes supplémentaires pour ceux qui souhaitent oeuvrer au bien commun, mais une journée de respect, de choix et de reconnaissance du travail. Dans ce contexte, il lui demande de préciser par quels moyens l'État pourrait mieux soutenir plutôt qu'entraver ceux qui font vivre notre économie locale au quotidien. L'ouverture partielle des boulangeries pour des livraisons le 1er mai montre bien qu'elles sont essentielles : alors pourquoi ne pas revoir l'article L. 3133 pour permettre à toutes d'ouvrir volontairement, dans le respect des droits des salariés ? Il lui demande enfin quelles solutions pourraient être mises en place pour adapter l'article L. 3133 pour qu'il reconnaisse et soutienne le volontariat des travailleurs plutôt que de leur imposer l'interdiction. **– Question transmise à Mme la ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi.**

Réponse. – Le 1er mai est en France un jour férié et obligatoirement chômé pour tous les salariés. Ce n'est que par exception qu'il est possible d'employer un salarié au cours de la journée du 1er mai. Cette exception concerne les établissements et les services qui ne peuvent interrompre leur activité. Ces règles sont d'ordre public mais elles ne portent que sur les salariés. Ainsi, les personnes qui ne sont pas salariées et qui travaillent dans les boulangeries peuvent naturellement le faire le 1er mai. Lorsqu'il souhaite employer des salariés ce jour-là, il appartient donc toujours à l'employeur concerné d'établir que, dans sa situation particulière, la nature de l'activité que ses salariés exercent ne permet pas d'interrompre leur travail le jour du 1er mai, ainsi qu'il résulte de la jurisprudence constante de la Cour de cassation et postérieure à la position ministérielle de 1986. La Cour de cassation (Cass. crim., 14 mars 2006, no 05-83436) rappelle également qu'il n'existe pas de dérogation de principe au chômage du 1er mai en faveur des établissements bénéficiant d'une dérogation de droit au repos dominical en application de l'article R. 3132-5 du code du travail. Ainsi, il convient d'analyser au cas par cas chaque situation de fait afin de déterminer si, en raison de la nature de l'activité (au regard de circonstances ou de besoins particuliers avérés, des impératifs de sécurité ou de l'intérêt général), l'interruption du fonctionnement de l'entreprise le 1er mai est ou non possible. Certaines activités répondant à une mission de service public (hôpitaux ou transports publics, par exemple) ou qui sont indispensables à la continuité de la vie sociale en ce qu'elles concourent à la satisfaction d'un besoin essentiel du public pourraient ainsi justifier le travail d'un salarié le 1er mai. Afin de pouvoir s'inscrire dans ce cadre, il convient ainsi que l'employeur puisse démontrer par exemple que son activité est indispensable à la continuité de la vie sociale en concourant à un besoin essentiel du public qui ne peut être satisfait autrement, notamment lorsque sur un territoire ou bassin de vie donné, le public ne peut satisfaire un besoin essentiel qu'auprès de cette entreprise. Il en résulte que si elle parvient à justifier de circonstances particulières liées à la nature de son activité, une boulangerie-pâtisserie peut employer des salariés le 1er mai, aucune stipulation conventionnelle n'imposant le repos ce jour-là (l'article 27 de la convention collective nationale de la boulangerie-pâtisserie renvoyant au régime légal s'agissant du 1er mai). Ces dispositions, précisées sur le site internet du ministère du travail, ont été rappelées à la Confédération nationale de la boulangerie-pâtisserie française. Toutefois, face aux difficultés remontées sur cette règlementation, le Gouvernement est favorable à une évolution de la loi pour clarifier le cadre applicable et tenir compte à l'avenir, de manière pragmatique, des besoins sur certains secteurs spécifiques, dont fait partie le secteur de la boulangerie-pâtisserie.

VILLE

Situation de la commune de Nangis

696. – 3 octobre 2024. – **Mme Marianne Margaté** attire l'attention de **Mme la ministre du logement et de la rénovation urbaine** sur la situation de la commune de Nangis en Seine-et-Marne. Le 13 février 2024, un jeune homme de 23 ans a été tué par balle à Nangis, dix mois seulement après le meurtre d'un autre jeune de 22 ans. Une explosion de violence, que le procureur de la République estime liée au trafic de drogue, qui inquiète les 8 500 habitants de cette commune en général et ceux du quartier le quartier de la Mare-aux-Curées en particulier. Tous ces évènements dramatiques renforcent encore la déception et l'incompréhension de nombre d'acteurs locaux, dont l'amicale de locataires de la Mare aux Curées et des associations locales, que Nangis n'ait pas été concernée par le décret no 2023-1314 du 28 décembre 2023 modifiant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) dans les départements métropolitains. Cette classification aurait pourtant permis le déblocage de moyens en faveur d'actions prioritaires et de subventions pour pallier les difficultés que connaissent les habitants. Il est également à noter que la présence d'une police de proximité est mise à mal, à Nangis comme ailleurs, depuis des décennies. Face à la dégradation du contexte mentionné plus haut, la préfecture de Seine-et-Marne a annoncé un contrat spécifique pour le quartier de la Mare aux Curées en mentionnant qu'il était d'ores et

déjà possible de s'appuyer sur le dispositif « Petites villes de demain » qui concerne les communes de moins de 20 000 habitants et dont l'objectif est de leur permettre de bénéficier de financements prioritaires, afin qu'elles puissent rénover et redynamiser leur territoire. Mais au vu de la gravité de la situation, cette annonce manque de précisions et pourrait s'avérer très insuffisante. Le contrat spécifique énoncé par la préfecture doit donc être pourvu de moyens à la hauteur des faits dramatiques mentionnés ci-dessus et l'État doit y prendre toute sa part. Elle lui demande également ce qu'elle compte faire en ce sens et comment elle compte agir en concertation avec le ministère de l'Intérieur pour que cette ville soit classée en zone de sécurité prioritaire en vue de mettre en place une collaboration accrue entre les différents pouvoirs (gendarmerie, police, parquets, services administratifs ou fiscaux) de manière à faire baisser la délinquance et renforcer le lien de confiance avec la population. Elle souhaiterait enfin savoir où en est la construction de la nouvelle caserne de gendarmerie à Nangis décidée par le ministre de l'intérieur en 2020. **– Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ville .**

Réponse. – Pour tenir compte de l'évolution des territoires, une nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville (QPV) en France métropolitaine est entrée en vigueur au 1er janvier 2024, en conformité avec la loi nº 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Cette géographie est le fruit de travaux menés durant l'année 2023 en concertation entre les préfectures et les collectivités métropolitaines. Les critères retenus se sont appuyés sur des données INSEE actualisées en conservant les critères législatifs de revenu et de population, prévalant pour la définition des QPV en métropole (article 5 de la loi nº 2014-173 du 21 février 2014). La commune de Nangy, qui ne remplissait pas les conditions requises, n'a donc pas été retenue pour un classement « QPV » (seule commune sur son unité urbaine avec moins de 10 000 habitants). L'absence de classement en QPV n'est cependant pas exclusif d'une intervention de l'Etat et des collectivités territoriales au travers d'autres dispositifs que ceux des contrats de ville. Ainsi, la mobilisation des moyens de droit commun, dont ceux prévus pour la prévention de la délinquance, demeure nécessaire pour améliorer concrètement et durablement la vie des habitants des quartiers. Dans le cadre du plan France Ruralités, Petites villes de demain vise à améliorer la qualité de vie des habitants des petites communes et des territoires alentours en accompagnant les collectivités dans des trajectoires dynamiques et engagés dans la transition écologique. La commune de Nangis a signé la convention « Petite villes de demain » valable jusque fin 2026 et bénéficie donc déjà d'une intervention spécifique contribuant à l'amélioration des conditions de vie des habitants. Concernant l'actuelle caserne de gendarmerie de la brigade territoriale autonome de Nangis : cette emprise est la propriété du conseil départemental de Seine-et-Marne qui l'a mise en gestion auprès de la Société civile immobilière (SCI) des casernes de Seine-et-Marne. Construite en 1989 pour 11 sous-officiers, elle est trop exiguë pour l'effectif actuel de 17 militaires. Ainsi, un projet de construction d'une nouvelle caserne pour 1 officier et 16 sous-officiers représentant 17 unités-logements a été proposé. Il est porté par la SA HLM Mon Logis dans le cadre du décret nº 2016-1884. Il a été validé par le ministre de l'intérieur et des outre-mer en mars 2020. Le terrain d'implantation n'a cependant été identifié qu'en novembre 2022, avec une emprise comportant un bâtiment contenant de l'amiante devant être démoli avant dépollution du terrain pour cession à la SA HLM Mon logis conduisant à des échanges nombreux et poussés pour permettre l'agrément de programme immobilier. Dès lors, le maître d'ouvrage élaborera, en lien avec le service immobilier de la gendarmerie nationale, le dossier de conception du projet en vue d'obtenir l'autorisation de lancement des travaux. Concernant la police de proximité, ce sont 22 064 heures gendarmes qui ont été réalisées sur le territoire de la commune de Nangis toutes unités de gendarmerie confondues en 2023. Des actions de prévention de la délinquance sont menées de manière régulière sur la commune et priorisent les populations les plus fragiles (seniors et enfants scolarisés). Des opérations anti-délinquance sont menées chaque semaine sur la commune (contrôles routiers aux accès de la commune, contrôles sur le secteur de la gare SNCF, contrôles dans le quartier de la Mare au Curées, prévention aux abords des établissements scolaires, interpellations domiciliaires…). La majeure partie de ces contrôles implique la police municipale de Nangis. Ainsi, la gendarmerie nationale, par le biais d'une présence de voie publique accrue, des actions de prévention et sensibilisation régulières et plus généralement des opérations menées en coopération avec les acteurs du territoire, reste pleinement engagée pour la ville de Nangis.

Prise en compte de l'évolution démographique dans l'attribution des crédits alloués au contrat de ville du territoire Grand Orly Seine Bièvre.

1451. – 10 octobre 2024. – **M. Pascal Savoldelli** interroge **Mme la ministre du logement et de la rénovation urbaine** sur le prochain contrat de Ville « quartier 2030 » entre l'État et le Territoire de la Métropole du Grand Paris, Grand Orly Seine Bièvre. Les précédents contrats de ville, signés en 2015, ont été prolongés jusqu'au

31 décembre 2023. Aussi, 2024 constitue une année d'élaboration et de signature envisagée pour le prochain contrat de ville du Territoire. Il rappelle que le territoire Grand Orly Seine Bièvre, en Val-de-Marne et en Essonne, est le plus peuplé de la métropole. Fort de cette histoire ouvrière et industrielle, il compte en son sein une dynamique liée au premier pôle économique du sud francilien, entre Rungis et l'Aéroport d'Orly. Dans le même temps, et comme à l'échelle de tout le pays, les habitants qui y vivent et y travaillent sont confrontés à la baisse du pouvoir d'achat et à la hausse des inégalités. Par conséquent, l'augmentation de la pauvreté y est une réalité prégnante (Plus de 25 000 habitants par rapport à 2014 sur la géographie prioritaire), et les élus des communes et du territoire sont particulièrement engagés et volontaires pour tenter d'y remédier et d'y apporter des solutions. Aussi, le territoire Grand Orly Seine Bièvre compte désormais 36 quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville contre 31 auparavant. Les besoins sont donc accrus. À ce jour, l'État propose un maintien des crédits accordés pour le prochain contrat de ville. Or, il signale que, de par la révision de la géographie urbaine, le nombre d'habitants vivant au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville passe de 100 000 à 125 000. Un maintien des crédits reviendrait ainsi à une baisse du soutien, rapporté au nombre d'habitants. C'est pourquoi, et relayant les préoccupations des habitants, associations et élus des communes et du territoire, il l'interpelle sur la nécessité d'augmenter les crédits du futur contrat de Ville (quartiers 2030) avec Grand Orly Seine Bièvre pour tenir compte de l'évolution de la démographie et donc des besoins. **– Question transmise à Mme la ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ville .**

Réponse. – La cartographie des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) a été actualisée en décembre 2023. Le nouveau zonage, fondé sur les critères définis à l'article 5 de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, a conduit à définir 1 362 QPV métropolitains, comptant environ 5,4 millions d'habitants. En effet, les QPV sont appréciés au premier chef au regard de l'écart de développement économique et social par rapport au territoire national et aux unités urbaines environnantes. Pour tenir compte de la réalité des territoires, les travaux de redéfinition de la géographie ont été menés sous l'autorité des préfets de département, en concertation avec les acteurs locaux, et tout particulièrement les élus des communes concernées. La phase d'élaboration des contrats de ville découlant de cette nouvelle géographie s'est effectuée dans le même esprit partenarial entre Etat et les collectivités signataires des contrats de ville autour de deux principes majeurs précisés dans la circulaire du 31 août 2023 relative à l'élaboration des contrats de ville "Engagements quartiers 2030" : la concertation des habitants et la priorité donnée aux enjeux locaux les plus prégnants, articulés avec les autres stratégies de politiques publiques présentes dans les territoires. Le contrat de ville Grand Orly Seine Bièvre, conclu en décembre 2024, a répondu à cette logique. En ce qui concerne les aspects budgétaires, les crédits disponibles sont liés par nature à l'adoption de la loi de finances initiale et aux mesures de gestion qui ont pu frapper ces dernières semaines les différents programmes budgétaires. La loi de finances pour 2025 a permis de maintenir un niveau conséquent de crédits - 609,6Meuros - malgré la situation budgétaire, grâce notamment à trois amendements parlementaires permettant le versement de la contribution de l'Etat à l'ANRU (50Meuros), le renforcement du dispositif des cités éducatives (5Meuros) et le soclage des crédits dédiés aux adultes-relais (5Meuros). Dans ce contexte et malgré les mesures de gel appliquées au programme, j'ai souhaité maintenir une priorité forte pour les dispositifs déconcentrés, au plus près des citoyens, et notamment les crédits destinés aux contrats de ville. Cependant, la diminution globale du budget alloué à la politique de la ville ne permet pas d'augmenter les enveloppes au regard des évolutions de population. De fait, la réflexion ne doit pas être menée en euro par habitant, mais bien en termes d'action globale. C'est l'objectif des contrats de ville et des négociations menées à l'échelle territoriale, dans un souci, d'abord, d'accompagnement collectif. Au-delà des contrats de ville qui ont apporté en 2024 3,6Meuros au territoire, d'autres dispositifs, comme les cités éducatives permettent d'agir au plus près des besoins des habitants, singulièrement des enfants et adolescents des quartiers. Les cités éducatives permettent la mobilisation de tous les acteurs d'un territoire autour de l'enjeu éducatif. A l'échelle de l'Etablissement Public Territorial (EPT) Grand Orly Seine Bièvre, on retrouve cinq cités éducatives, dont deux (Savigny-sur-Orge et Viry-Chatillon) ont été labelisées le 26 mai 2025. La dotation dont bénéficient ces cinq territoires en 2025 s'élève à 1,4Meuros. Par ailleurs, il faut noter que compte tenu de la pluralité des enjeux auxquels sont confrontés les QPV et leurs habitants, la mobilisation du droit commun de l'Etat et des collectivités, auquel les crédits spécifiques des contrats de ville ne sont qu'un complément, doit être prise en compte pour évaluer le montant des moyens alloués par l'Etat aux quartiers politique de la ville.

4. Liste de rappel des questions

auxquelles il n'a pas été répondu dans les délais réglementaires (1667)

PREMIER MINISTRE (1)

N° 03249 Mickaël Vallet.

ACTION PUBLIQUE, FONCTION PUBLIQUE ET SIMPLIFICATION (15)

N°s 00225 Frédérique Puissat ; 00270 Max Brisson ; 00483 Laurent Burgoa ; 01837 Jean-Raymond Hugonet ; 02359 Daniel Fargeot ; 02572 Alexandre Basquin ; 02667 Lauriane Josende ; 03639 Laurent Burgoa ; 03644 Lauriane Josende ; 03657 Patrick Chaize ; 03659 Patrick Chaize ; 03751 Aymeric Durox ; 03803 Agnès Canayer ; 03852 Jean-Raymond Hugonet ; 03929 Hervé Maurey.

AGRICULTURE ET SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE (71)

N°s 00178 Nadia Sollogoub ; 00179 Nadia Sollogoub ; 00319 Mélanie Vogel ; 00372 Sabine Drexler ; 00375 Sabine Drexler ; 00376 Marie-Claude Lermytte ; 00484 Laurent Burgoa ; 00500 Laurent Burgoa ; 00533 Didier Mandelli ; 00576 Florence Blatrix Contat ; 00597 Samantha Cazebonne ; 00631 Guislain Cambier ; 00683 Frédérique Espagnac ; 00721 Kristina Pluchet ; 00755 Éric Gold ; 00885 Céline Brulin ; 00900 Daniel Salmon ; 00927 Sebastien Pla ; 00952 Catherine Dumas ; 01098 Hervé Maurey ; 01234 Cyril Pellevat ; 01384 Pauline Martin ; 01418 Marie-Claude Varaillas ; 01544 Christine Herzog ; 01646 Dominique Estrosi Sassone ; 01751 Pascal Allizard ; 01854 Jean-Baptiste Blanc ; 01864 Jean-Baptiste Blanc ; 01916 Jean-Pierre Corbisez ; 01986 Nicole Bonnefoy ; 02100 Jean-Claude Tissot ; 02125 Jean-Michel Arnaud ; 02139 Didier Mandelli ; 02152 Mélanie Vogel ; 02387 Denis Bouad ; 02433 Sylvie Robert ; 02506 Lauriane Josende ; 02508 Henri Leroy ; 02590 Anne Ventalon ; 02687 Didier Mandelli ; 02770 Franck Menonville ; 02866 Hervé Maurey ; 03039 Paul Vidal ; 03065 Patrick Chaize ; 03118 Agnès Canayer ; 03132 Anne Souyris ; 03150 Agnès Canayer ; 03169 Marie-Claude Lermytte ; 03174 Catherine Dumas ; 03260 Michel Bonnus ; 03265 Marie-Claude Varaillas ; 03280 Guillaume Chevrollier ; 03333 Lauriane Josende ; 03396 Bruno Rojouan ; 03399 Raphaël Daubet ; 03401 Éric Gold ; 03403 Hervé Gillé ; 03424 Éric Gold ; 03440 Lucien Stanzione ; 03507 Frédérique Espagnac ; 03565 Véronique Guillotin ; 03604 Arnaud Bazin ; 03608 Florence Lassarade ; 03665 Sonia De La Provôté ; 03721 Michel Canévet ; 03795 Mireille Jouve ; 03910 Jean-Marie Mizzon ; 03915 Antoine Lefèvre ; 04015 Christine Herzog ; 04058 Alain Duffourg ; 04091 Christine Herzog.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DÉCENTRALISATION (124)

N°s 00100 Else Joseph ; 00266 Max Brisson ; 00307 Alain Joyandet ; 00323 Alain Joyandet ; 00337 Alain Joyandet ; 00407 Marie-Claude Lermytte ; 00470 Serge Mérillou ; 00489 Laurent Burgoa ; 00502 Else Joseph ; 00568 Else Joseph ; 00574 Lauriane Josende ; 00585 Michaël Weber ; 00636 Étienne Blanc ; 00703 Aymeric Durox ; 00716 Sébastien Fagnen ; 00833 Jean-Gérard Paumier ; 00864 Alain Duffourg ; 00906 Denis Bouad ; 00924 Sebastien Pla ; 00971 Hervé Maurey ; 00975 Hervé Maurey ; 01010 Hervé Maurey ; 01018 Hervé Maurey ; 01075 Hervé Maurey ; 01083 Hervé Maurey ; 01092 Hervé Maurey ; 01125 Annie Le Houerou ; 01232 Michel Canévet ; 01255 Sylviane Noël ; 01270 Éric Gold ; 01302 Jean-Jacques Michau ; 01353 Jean-François Longeot ; 01399 Laure Darcos ; 01469 Christine Herzog ; 01486 Christine Herzog ; 01505 Christine Herzog ; 01536 Rémi Cardon ; 01553 Christine Herzog ; 01611 Hervé Maurey ; 01613 Hervé Maurey ; 01643 Philippe Grosvalet ; 01683 Alain Cadec ; 01706 Olivier Bitz ; 01775 Alain Joyandet ; 01780 Michel Canévet ; 01824 Christine Herzog ; 02025 Mathieu Darnaud ; 02044 Laurent Burgoa ; 02094 Christopher Szczurek ; 02159 Alexandra Borchio Fontimp ; 02224 Marc-Philippe Daubresse ; 02268 Clément Pernot ; 02270 Clément Pernot ; 02273 Éric Gold ; 02277 Bruno Belin ; 02388 Sylviane Noël ; 02430 Michaël Weber ; 02449 Ronan Le Gleut ; 02467 Alexandra Borchio Fontimp ; 02469 Laurence Harribey ; 02519 Patricia Demas ; 02607 Hervé Maurey ; 02642 Christine Herzog ; 02669 Denise Saint-Pé ; 02689 Didier Mandelli ; 02696 Stéphane

Demilly ; 02720 Michaël Weber ; 02752 Pauline Martin ; 02797 Hervé Maurey ; 02798 Hervé Maurey ; 02803 Hervé Maurey ; 02807 Hervé Maurey ; 02827 Hervé Maurey ; 02832 Hervé Maurey ; 02860 Hervé Maurey ; 02875 Alain Duffourg ; 02889 Hervé Maurey ; 02928 Hervé Maurey ; 02930 Hervé Maurey ; 02963 Éric Gold ; 02966 Éric Gold ; 03019 Christopher Szczurek ; 03042 Laurent Burgoa ; 03044 Jean-Michel Arnaud ; 03050 Frédérique Espagnac ; 03066 Corinne Féret ; 03125 Laurent Burgoa ; 03146 Agnès Canayer ; 03147 Agnès Canayer ; 03152 Silvana Silvani ; 03167 Marie-Claude Lermytte ; 03224 Lauriane Josende ; 03322 Patrice Joly ; 03350 Christine Herzog ; 03352 Christine Herzog ; 03386 Christine Herzog ; 03395 Marianne Margaté ; 03444 Philippe Paul ; 03504 Daniel Gueret ; 03546 Bruno Belin ; 03567 Marie-Pierre Richer ; 03587 Christine Herzog ; 03621 Alain Joyandet ; 03628 Annie Le Houerou ; 03689 Brigitte Micouleau ; 03729 Nadia Sollogoub ; 03750 Christine Herzog ; 03761 Christine Herzog ; 03802 Louis-Jean De Nicolaÿ ; 03837 Christine Herzog ; 03855 Hervé Maurey ; 03939 Sylvie Goy-Chavent ; 03941 Pierre Barros ; 03942 Alain Joyandet ; 03975 Nadège Havet ; 03986 Christine Herzog ; 03989 Amel Gacquerre ; 04020 Olivier Cigolotti ; 04061 Christine Herzog ; 04072 Christine Herzog ; 04075 Christine Herzog ; 04082 Christine Herzog ; 04097 Christine Herzog ; 04106 Christine Herzog.

ARMÉES (12)

N[os] 00175 Pauline Martin ; 00186 Sebastien Pla ; 00762 David Ros ; 00937 Philippe Folliot ; 02199 Grégory Blanc ; 02202 Grégory Blanc ; 02206 Grégory Blanc ; 02208 Grégory Blanc ; 02597 Jean-Luc Ruelle ; 02782 Ian Brossat ; 03572 Gisèle Jourda ; 03834 Hugues Saury.

AUTONOMIE ET HANDICAP (47)

N[os] 00781 Christine Lavarde ; 00834 Jean-Gérard Paumier ; 00876 Marie-Pierre Richer ; 00969 Hervé Maurey ; 01009 Catherine Dumas ; 01037 Stéphane Sautarel ; 01104 Ian Brossat ; 01317 Jérôme Darras ; 01526 Colombe Brossel ; 01665 Catherine Dumas ; 01675 Jean-Marie Mizzon ; 02286 Philippe Paul ; 02338 Fabien Genet ; 02351 Corinne Bourcier ; 02534 Jacques Fernique ; 02581 Hervé Maurey ; 02679 Marie-Jeanne Bellamy ; 02681 Marie-Jeanne Bellamy ; 02683 Lauriane Josende ; 02796 Hervé Maurey ; 02913 Marie Mercier ; 02937 Éric Gold ; 02990 Jean-Yves Roux ; 03034 Chantal Deseyne ; 03035 Corinne Imbert ; 03080 Stéphane Sautarel ; 03089 Marianne Margaté ; 03197 Catherine Dumas ; 03241 Cyril Pellevat ; 03292 Philippe Mouiller ; 03316 Didier Mandelli ; 03323 Patrice Joly ; 03375 Véronique Guillotin ; 03439 Jocelyne Antoine ; 03649 Lauriane Josende ; 03655 Philippe Paul ; 03780 Bruno Rojouan ; 03794 Mireille Jouve ; 03816 Véronique Guillotin ; 03842 Michel Canévet ; 03858 Hervé Maurey ; 03891 Dominique Vérien ; 03901 Lauriane Josende ; 03907 Jean Sol ; 03959 Daniel Gremillet ; 03968 Pauline Martin ; 04023 Chantal Deseyne.

COMMERCE, ARTISANAT, PME, ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (6)

N[os] 02151 Franck Menonville ; 02426 Christine Herzog ; 03070 Cédric Chevalier ; 03515 Antoinette Guhl ; 03582 Laurent Burgoa ; 04076 Christine Herzog.

COMMERCE EXTÉRIEUR ET FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER (2)

N[os] 03003 Mélanie Vogel ; 03949 Alain Duffourg.

CULTURE (5)

N[os] 03585 Olivia Richard ; 03711 Catherine Dumas ; 03725 Hugues Saury ; 03737 Pauline Martin ; 03872 Audrey Bélim.

COMPTES PUBLICS (41)

N[os] 00095 Pascale Gruny ; 00096 Pascale Gruny ; 00097 Pascale Gruny ; 00124 Else Joseph ; 00134 Sabine Drexler ; 00804 Anne-Sophie Romagny ; 00821 Annick Billon ; 00838 Pierre Ouzoulias ; 00895 Daniel Salmon ; 01073 Hervé Maurey ; 01305 Évelyne Renaud-Garabedian ; 01447 Sebastien Pla ; 01461 Claude

Malhuret ; 01541 Christine Herzog ; 01861 Jean-Baptiste Blanc ; 01872 Daniel Laurent ; 01917 Édouard Courtial ; 01953 Sylviane Noël ; 02089 Édouard Courtial ; 02121 Jean-Michel Arnaud ; 02345 Frédérique Espagnac ; 02399 Nathalie Goulet ; 02438 Hervé Maurey ; 02453 Michelle Gréaume ; 02490 Évelyne Renaud-Garabedian ; 02582 Hervé Maurey ; 02833 Hervé Maurey ; 03041 Marie-Pierre Richer ; 03133 Yan Chantrel ; 03354 Philippe Folliot ; 03416 Hugues Saury ; 03442 Serge Mérillou ; 03467 Hervé Maurey ; 03682 Sebastien Pla ; 03826 Marie-Do Aeschlimann ; 03854 Hervé Maurey ; 03857 Hervé Maurey ; 03870 Olivier Henno ; 03893 Hervé Maurey ; 04006 Édouard Courtial ; 04087 Christine Herzog.

ÉCONOMIE, FINANCES, SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE (91)

N[os] 00448 Serge Mérillou ; 00501 Nicole Bonnefoy ; 00746 Kristina Pluchet ; 00761 Marie-Jeanne Bellamy ; 00919 Denis Bouad ; 01031 Hervé Maurey ; 01048 Philippe Folliot ; 01110 Patrick Chaize ; 01141 Marie Mercier ; 01148 Mickaël Vallet ; 01149 Mickaël Vallet ; 01151 Mickaël Vallet ; 01205 Fabien Genet ; 01217 Olivier Paccaud ; 01260 Cyril Pellevat ; 01343 Viviane Malet ; 01352 Patrice Joly ; 01370 Max Brisson ; 01402 Pierre Barros ; 01421 Marie-Claude Varaillas ; 01460 Claude Malhuret ; 01462 Claude Malhuret ; 01463 Claude Malhuret ; 01464 Claude Malhuret ; 01543 Christine Herzog ; 01620 Hervé Maurey ; 01651 Arnaud Bazin ; 01722 Michel Canévet ; 01756 Jean Hingray ; 01862 Jean-Baptiste Blanc ; 01880 Fabien Gay ; 01960 Mickaël Vallet ; 02030 Anne-Sophie Romagny ; 02112 Hervé Maurey ; 02191 Fabien Gay ; 02289 Mickaël Vallet ; 02304 Jean-François Longeot ; 02324 Bernard Fialaire ; 02371 Louis Vogel ; 02378 Fabien Gay ; 02381 Olivier Bitz ; 02389 Jérémy Bacchi ; 02391 Patrick Kanner ; 02410 Silvana Silvani ; 02439 Hervé Maurey ; 02474 Évelyne Renaud-Garabedian ; 02483 Évelyne Renaud-Garabedian ; 02485 Évelyne Renaud-Garabedian ; 02487 Évelyne Renaud-Garabedian ; 02523 Joshua Hochart ; 02524 Joshua Hochart ; 02526 Annick Billon ; 02670 Lauriane Josende ; 02712 Marie-Jeanne Bellamy ; 02753 Rémy Pointereau ; 02773 Franck Menonville ; 02779 Marion Canalès ; 02814 Hervé Maurey ; 02843 Hervé Maurey ; 02864 Hervé Maurey ; 03012 Jérémy Bacchi ; 03021 Hervé Maurey ; 03092 Bernard Fialaire ; 03145 Daniel Chasseing ; 03312 Stéphane Ravier ; 03327 Marie-Pierre Richer ; 03364 Patricia Schillinger ; 03389 Marianne Margaté ; 03410 Fabien Gay ; 03431 Philippe Folliot ; 03482 Édouard Courtial ; 03485 Jean-François Longeot ; 03489 Évelyne Renaud-Garabedian ; 03522 Anne Souyris ; 03586 Olivia Richard ; 03593 Marie-Claude Varaillas ; 03595 Pascal Allizard ; 03622 Alain Joyandet ; 03645 Lauriane Josende ; 03667 Hervé Maurey ; 03704 Cédric Perrin ; 03732 Olivier Rietmann ; 03822 Michaël Weber ; 03865 Hervé Maurey ; 03931 Jean Bacci ; 03940 Alain Houpert ; 03958 Jean-Baptiste Blanc ; 04012 Dominique Estrosi Sassone ; 04024 Hervé Maurey ; 04045 Sylvie Goy-Chavent ; 04090 Christine Herzog.

ÉDUCATION NATIONALE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE (111)

N[os] 00154 Sylviane Noël ; 00165 Nadège Havet ; 00506 Anne Ventalon ; 00656 Anne Souyris ; 00849 Olivia Richard ; 00851 Olivia Richard ; 00988 Catherine Dumas ; 00994 Catherine Dumas ; 01038 Hervé Maurey ; 01157 Jocelyne Antoine ; 01197 Colombe Brossel ; 01297 Fabien Gay ; 01430 Sylvie Vermeillet ; 01511 Jean-Claude Tissot ; 01664 Damien Michallet ; 01680 Alain Cadec ; 01708 Bruno Belin ; 01915 Jean-Pierre Corbisez ; 01921 Nicole Duranton ; 01922 Nicole Duranton ; 01991 Kristina Pluchet ; 02031 Mathilde Ollivier ; 02052 Dominique Vérien ; 02056 Dominique Vérien ; 02066 Mathilde Ollivier ; 02098 Jean-Claude Tissot ; 02141 Mathilde Ollivier ; 02143 Jérémy Bacchi ; 02160 Anne Ventalon ; 02177 Michaël Weber ; 02178 Pierre-Alain Roiron ; 02229 Karine Daniel ; 02258 Pierre Ouzoulias ; 02266 Édouard Courtial ; 02297 Patrick Chaize ; 02312 Éric Kerrouche ; 02322 Mireille Jouve ; 02327 Clément Pernot ; 02328 Claude Kern ; 02362 Isabelle Briquet ; 02395 Vincent Capo-Canellas ; 02457 Antoinette Guhl ; 02470 Laurence Harribey ; 02476 Corinne Féret ; 02631 Lucien Stanzione ; 02641 Hugues Saury ; 02703 Mireille Jouve ; 02737 Michelle Gréaume ; 02743 Pascal Savoldelli ; 02769 Franck Menonville ; 02817 Hervé Maurey ; 02897 Sebastien Pla ; 02914 Marie Mercier ; 02961 Nadia Sollogoub ; 03057 Aymeric Durox ; 03068 Jérémy Bacchi ; 03074 Jean-François Longeot ; 03077 Gisèle Jourda ; 03119 Pascal Savoldelli ; 03181 Colombe Brossel ; 03187 Catherine Dumas ; 03191 Catherine Dumas ; 03212 Ian Brossat ; 03237 Pierre-Jean Verzelen ; 03257 Michelle Gréaume ; 03263 Jean-Pierre Corbisez ; 03293 Hervé Maurey ; 03297 Colombe Brossel ; 03304 Pauline Martin ; 03307 Pauline Martin ; 03308 Nadège Havet ; 03329 Éric Gold ; 03367 Christopher Szczurek ; 03378 Alexandre Basquin ; 03380 Jean-Marc Vayssouze-Faure ; 03382 Michaël Weber ; 03407 Daniel Laurent ; 03415 Hugues Saury ; 03481 Édouard Courtial ; 03491 Colombe Brossel ; 03494 Ludovic

Haye ; 03506 Frédérique Espagnac ; 03512 Jérôme Darras ; 03534 Pauline Martin ; 03535 Pauline Martin ; 03538 Nadège Havet ; 03539 Nadège Havet ; 03553 Bruno Belin ; 03577 Christopher Szczurek ; 03584 Olivia Richard ; 03614 Cathy Apourceau-Poly ; 03616 Antoinette Guhl ; 03625 Jérôme Darras ; 03654 Philippe Paul ; 03678 Mireille Jouve ; 03694 Pierre Ouzoulias ; 03716 Akli Mellouli ; 03727 Anne Souyris ; 03786 Cédric Vial ; 03788 Guy Benarroche ; 03824 Patricia Demas ; 03843 Alain Joyandet ; 03844 Kristina Pluchet ; 03847 Éric Kerrouche ; 03878 Bernard Fialaire ; 03889 Agnès Evren ; 03998 Marie Mercier ; 04028 Hervé Maurey ; 04031 Arnaud Bazin ; 04035 Florence Lassarade ; 04039 Francis Szpiner.

ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS (5)

N^os^ 01448 Sebastien Pla ; 02219 Mélanie Vogel ; 02768 Hugues Saury ; 02920 Sophie Briante Guillemont ; 03733 Sophie Briante Guillemont.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE (33)

N^os^ 00245 Laurence Muller-Bronn ; 00712 Aymeric Durox ; 00748 David Ros ; 00750 David Ros ; 01020 Alain Duffourg ; 01167 Pierre Ouzoulias ; 01199 Colombe Brossel ; 01493 Marie-Do Aeschlimann ; 01592 Bruno Rojouan ; 01739 Nadia Sollogoub ; 01931 Édouard Courtial ; 01969 Max Brisson ; 02370 Louis Vogel ; 02411 David Ros ; 02539 Mickaël Vallet ; 02599 Frédérique Espagnac ; 02962 David Ros ; 03020 Hervé Maurey ; 03028 Joshua Hochart ; 03040 Michel Canévet ; 03286 Pierre Ouzoulias ; 03336 Bernard Fialaire ; 03408 Philippe Grosvalet ; 03526 Fabien Gay ; 03741 Clément Pernot ; 03785 David Ros ; 03897 Jean-Luc Ruelle ; 03956 Laurence Muller-Bronn ; 03980 Ian Brossat ; 04003 Michel Canévet ; 04017 Else Joseph ; 04025 Bernard Fialaire ; 04027 Hervé Maurey.

EUROPE ET AFFAIRES ÉTRANGÈRES (36)

N^os^ 00139 Sophie Briante Guillemont ; 00408 Antoine Lefèvre ; 00610 Jean-Luc Ruelle ; 01307 Jean-Luc Ruelle ; 02186 Jean Hingray ; 02227 Jean-Luc Ruelle ; 02300 Pierre Ouzoulias ; 02366 Évelyne Renaud-Garabedian ; 02382 Rémi Féraud ; 02535 Jean-Luc Ruelle ; 02552 Jean-Luc Ruelle ; 02555 Jean-Luc Ruelle ; 02557 Jean-Luc Ruelle ; 02559 Jean-Luc Ruelle ; 02562 Jean-Luc Ruelle ; 02605 Fabien Gay ; 02655 Pascal Savoldelli ; 02955 Mireille Jouve ; 03217 Ian Brossat ; 03235 Anne Souyris ; 03252 Mickaël Vallet ; 03369 Olivier Cadic ; 03384 Pierre Barros ; 03411 Fabien Gay ; 03451 Mireille Jouve ; 03578 Jean-Luc Ruelle ; 03676 Ian Brossat ; 03722 Guy Benarroche ; 03800 Fabien Gay ; 03806 Évelyne Renaud-Garabedian ; 03880 Sophie Briante Guillemont ; 03885 Raymonde Poncet Monge ; 03993 Stéphane Demilly ; 04005 Jean-Luc Ruelle ; 04050 Michaël Weber ; 04112 Ian Brossat.

INDUSTRIE ET ÉNERGIE (48)

N^os^ 00707 Kristina Pluchet ; 00737 Audrey Bélim ; 01011 Philippe Paul ; 01029 Hervé Maurey ; 01040 Hervé Maurey ; 01088 Hervé Maurey ; 01226 Fabien Gay ; 01233 Stéphane Sautarel ; 01689 Anne-Catherine Loisier ; 01754 Pascal Allizard ; 02107 Jean-Claude Tissot ; 02131 Jean-Michel Arnaud ; 02135 Jean-Michel Arnaud ; 02215 Grégory Blanc ; 02368 Fabien Gay ; 02604 Fabien Gay ; 02716 Stéphane Ravier ; 02759 Cathy Apourceau-Poly ; 02813 Hervé Maurey ; 02819 Hervé Maurey ; 02859 Hervé Maurey ; 02899 Patrice Joly ; 02912 Sylvie Vermeillet ; 02924 Hervé Maurey ; 02931 Hervé Maurey ; 03091 Ronan Dantec ; 03127 Colombe Brossel ; 03417 Stéphane Piednoir ; 03418 Stéphane Piednoir ; 03457 Jacques Grosperrin ; 03469 Hervé Maurey ; 03495 Jean Bacci ; 03533 Élisabeth Doineau ; 03597 Jean-François Longeot ; 03605 Éric Gold ; 03663 Éric Jeansannetas ; 03696 Grégory Blanc ; 03746 Kristina Pluchet ; 03758 Hervé Maurey ; 03899 Jean-Claude Anglars ; 03911 Dany Wattebled ; 03926 Hervé Maurey ; 03952 Marianne Margaté ; 03985 Philippe Paul ; 03992 Patrick Chauvet ; 04007 Florence Lassarade ; 04029 Hervé Maurey ; 04042 Michel Laugier.

INTÉRIEUR (70)

N^os^ 00125 Hugues Saury ; 00299 André Reichardt ; 00392 Michelle Gréaume ; 00472 Alain Marc ; 00473 Patrice Joly ; 00498 Else Joseph ; 00523 Brigitte Micouleau ; 00547 Pierre-Antoine Levi ; 00569 Else Joseph ; 00627 Guislain Cambier ; 00632 Patrick Chaize ; 00637 Étienne Blanc ; 00671 Stéphane

Ravier ; 00710 Aymeric Durox ; 00725 Aymeric Durox ; 00820 Sylvie Valente Le Hir ; 00904 Sebastien Pla ; 01047 Hervé Maurey ; 01198 Colombe Brossel ; 01236 Cyril Pellevat ; 01321 Didier Marie ; 01330 Brigitte Micouleau ; 01342 Stéphane Ravier ; 01547 Christine Herzog ; 01567 Fabien Genet ; 01570 Bruno Rojouan ; 01816 Christine Herzog ; 02185 Hugues Saury ; 02288 Valérie Boyer ; 02396 Édouard Courtial ; 02455 Pierre Ouzoulias ; 02459 Christopher Szczurek ; 02464 Guillaume Gontard ; 02468 Laurence Harribey ; 02629 Saïd Omar Oili ; 02649 Patrick Chaize ; 02739 Joshua Hochart ; 02755 Christine Herzog ; 02821 Hervé Maurey ; 02893 Catherine Dumas ; 02929 Hervé Maurey ; 02946 Salama Ramia ; 02956 Audrey Linkenheld ; 03029 Joshua Hochart ; 03094 Bruno Rojouan ; 03097 Hervé Maurey ; 03208 Colombe Brossel ; 03245 Mickaël Vallet ; 03246 Mickaël Vallet ; 03267 Alexandra Borchio Fontimp ; 03296 Éric Kerrouche ; 03300 Sebastien Pla ; 03385 Lauriane Josende ; 03388 Antoinette Guhl ; 03445 Ian Brossat ; 03472 Joshua Hochart ; 03480 Laure Darcos ; 03573 Marie-Claude Lermytte ; 03668 Marie-Claude Lermytte ; 03691 Brigitte Micouleau ; 03755 Hervé Maurey ; 03882 Henri Cabanel ; 03900 Laurent Lafon ; 03904 Lauriane Josende ; 03963 Fabien Gay ; 03967 Cyril Pellevat ; 04046 Fabien Genet ; 04074 Christine Herzog ; 04095 Christine Herzog ; 04103 Christine Herzog.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET NUMÉRIQUE (4)

N[os] 00118 Jean-Luc Ruelle ; 00728 David Ros ; 02239 David Ros ; 03688 Jocelyne Antoine.

JUSTICE (62)

N[os] 00180 Sebastien Pla ; 00384 Hervé Maurey ; 00530 Laurent Burgoa ; 00639 Étienne Blanc ; 00650 Anne Souyris ; 01115 Annie Le Houerou ; 01203 Guillaume Gontard ; 01313 Didier Marie ; 01354 Patrice Joly ; 01475 Rémy Pointereau ; 01554 Corinne Féret ; 01614 Hervé Maurey ; 01887 Guy Benarroche ; 01927 Marie-Claude Lermytte ; 02064 Dominique Vérien ; 02103 Jean-Claude Tissot ; 02161 Michaël Weber ; 02165 Étienne Blanc ; 02419 David Ros ; 02482 Évelyne Renaud-Garabedian ; 02491 Évelyne Renaud-Garabedian ; 02664 Lauriane Josende ; 02678 Denise Saint-Pé ; 02733 Marianne Margaté ; 02761 Éric Dumoulin ; 02791 Hervé Maurey ; 02884 Hervé Maurey ; 02935 Jean-Luc Ruelle ; 02952 Olivier Bitz ; 03087 Patricia Schillinger ; 03107 Marie Mercier ; 03142 Agnès Canayer ; 03154 Stéphane Ravier ; 03210 Cédric Chevalier ; 03269 Louis Vogel ; 03295 Hervé Maurey ; 03391 Élisabeth Doineau ; 03392 Élisabeth Doineau ; 03441 Agnès Canayer ; 03479 Cathy Apourceau-Poly ; 03544 Rémy Pointereau ; 03589 Christine Herzog ; 03590 Christine Herzog ; 03609 Édouard Courtial ; 03618 Alain Joyandet ; 03619 Vincent Louault ; 03627 Annie Le Houerou ; 03642 Lauriane Josende ; 03728 Jean-François Longeot ; 03796 Hervé Maurey ; 03815 Fabien Gay ; 03817 Patricia Schillinger ; 03821 Saïd Omar Oili ; 03840 Sylvie Robert ; 03841 Stéphane Ravier ; 03932 Éric Gold ; 03937 Sylvie Goy-Chavent ; 03945 Anne Souyris ; 03946 Amel Gacquerre ; 03961 Fabien Gay ; 04016 Christine Herzog ; 04109 Éric Dumoulin.

LOGEMENT (87)

N[os] 00191 Sebastien Pla ; 00201 Nadia Sollogoub ; 00212 Antoine Lefèvre ; 00217 Mireille Jouve ; 00222 Mireille Jouve ; 00286 Nathalie Goulet ; 00338 Alain Joyandet ; 00423 Jean-Claude Anglars ; 00449 Serge Mérillou ; 00462 Laurent Burgoa ; 00468 Nicole Bonnefoy ; 00537 Jocelyne Antoine ; 00551 Franck Montaugé ; 00571 Else Joseph ; 00572 Florence Blatrix Contat ; 00579 Florence Blatrix Contat ; 00603 Samantha Cazebonne ; 00635 Étienne Blanc ; 00646 Anne Souyris ; 00695 Brigitte Micouleau ; 00747 Khalifé Khalifé ; 00752 David Ros ; 00756 Éric Gold ; 00810 Cédric Chevalier ; 00929 Sebastien Pla ; 00981 Catherine Dumas ; 01024 Hervé Maurey ; 01055 Hervé Maurey ; 01063 Hervé Maurey ; 01152 Mickaël Vallet ; 01162 Pascal Savoldelli ; 01212 Fabien Genet ; 01235 Cyril Pellevat ; 01243 Hervé Maurey ; 01277 Evelyne Corbière Naminzo ; 01409 Pierre Barros ; 01494 Marie-Do Aeschlimann ; 01521 Dany Wattebled ; 01565 Ian Brossat ; 01606 Audrey Linkenheld ; 01610 Hervé Maurey ; 01635 Michelle Gréaume ; 01672 Christian Bruyen ; 01684 Alain Cadec ; 01766 Amel Gacquerre ; 01855 Jean-Baptiste Blanc ; 01883 Guy Benarroche ; 01906 Hussein Bourgi ; 01919 Christian Bruyen ; 02008 Cathy Apourceau-Poly ; 02061 Dominique Vérien ; 02128 Jean-Michel Arnaud ; 02150 Jean-Michel Arnaud ; 02232 Hervé Reynaud ; 02262 Françoise Dumont ; 02337 Cyril Pellevat ; 02340 Hervé Maurey ; 02443 Ludovic Haye ; 02586 Mireille Jouve ; 02654 Cyril Pellevat ; 02658 Lauriane Josende ; 02695 Didier Mandelli ; 02760 Cathy Apourceau-Poly ; 02784 Hervé Maurey ; 02810 Hervé Maurey ; 02824 Hervé Maurey ; 02838 Hervé Maurey ; 02880 Jean-Claude Anglars ; 02887 Hervé Maurey ; 02910 Marie Mercier ; 02977 Hervé Maurey ; 03185 Catherine

Dumas ; 03233 Pierre-Jean Verzelen ; 03309 Brigitte Hybert ; 03426 Éric Gold ; 03476 Christian Bruyen ; 03498 Arnaud Bazin ; 03499 Jérôme Darras ; 03634 Cédric Chevalier ; 03640 Lauriane Josende ; 03679 Mireille Jouve ; 03680 Mireille Jouve ; 03719 Gérard Lahellec ; 03933 Christine Herzog ; 03934 Christine Herzog ; 04011 Bruno Belin ; 04018 Jean-Marc Delia.

OUTRE-MER (1)

N° 02707 Salama Ramia.

RURALITÉ (3)

N°s 01771 Vincent Capo-Canellas ; 03466 Hervé Maurey ; 04041 Sylvie Goy-Chavent.

SANTÉ ET ACCÈS AUX SOINS (445)

N°s 00104 Sylviane Noël ; 00114 Jean-Luc Ruelle ; 00122 Jean-Luc Ruelle ; 00129 Hugues Saury ; 00131 Evelyne Corbière Naminzo ; 00133 Sabine Drexler ; 00141 Sophie Briante Guillemont ; 00166 Cathy Apourceau-Poly ; 00167 Cathy Apourceau-Poly ; 00168 Cathy Apourceau-Poly ; 00172 Kristina Pluchet ; 00173 Kristina Pluchet ; 00177 Nadia Sollogoub ; 00189 Sebastien Pla ; 00213 Antoine Lefèvre ; 00214 Antoine Lefèvre ; 00218 Mireille Jouve ; 00220 Mireille Jouve ; 00232 Daniel Laurent ; 00233 Daniel Laurent ; 00238 Stéphane Demilly ; 00251 Annick Jacquemet ; 00252 Annick Jacquemet ; 00254 Annick Jacquemet ; 00258 Annick Jacquemet ; 00259 Chantal Deseyne ; 00264 Annick Jacquemet ; 00268 Chantal Deseyne ; 00271 Annick Jacquemet ; 00278 Mireille Jouve ; 00281 Nathalie Goulet ; 00288 Mireille Jouve ; 00291 Mireille Jouve ; 00311 Mélanie Vogel ; 00316 Mélanie Vogel ; 00332 André Reichardt ; 00362 Sabine Drexler ; 00377 Marie-Claude Lermytte ; 00379 Michelle Gréaume ; 00381 Michelle Gréaume ; 00391 Michelle Gréaume ; 00393 Michelle Gréaume ; 00398 Françoise Dumont ; 00399 Hugues Saury ; 00402 Vincent Delahaye ; 00410 Marie-Claude Lermytte ; 00425 Olivier Bitz ; 00432 Anne Souyris ; 00433 Olivier Bitz ; 00437 Olivier Bitz ; 00439 Laurence Muller-Bronn ; 00441 Serge Mérillou ; 00455 Laurent Burgoa ; 00460 Patrice Joly ; 00461 Chantal Deseyne ; 00494 Alain Marc ; 00497 Nicole Bonnefoy ; 00505 Florence Lassarade ; 00509 Florence Lassarade ; 00516 Florence Lassarade ; 00525 Véronique Guillotin ; 00534 Laurent Burgoa ; 00540 Nadège Havet ; 00553 Jacqueline Eustache-Brinio ; 00557 Lauriane Josende ; 00561 Lauriane Josende ; 00566 Else Joseph ; 00580 Michaël Weber ; 00605 Anne-Sophie Romagny ; 00606 Anne-Sophie Romagny ; 00619 Guislain Cambier ; 00622 Guislain Cambier ; 00625 Patricia Schillinger ; 00643 Anne Souyris ; 00647 Frédérique Espagnac ; 00658 Patricia Schillinger ; 00660 Cédric Vial ; 00673 Cédric Vial ; 00674 Cécile Cukierman ; 00684 Brigitte Micouleau ; 00686 Brigitte Micouleau ; 00687 Marianne Margaté ; 00690 Brigitte Micouleau ; 00692 Marianne Margaté ; 00694 Marianne Margaté ; 00697 Brigitte Micouleau ; 00699 Aymeric Durox ; 00711 Aymeric Durox ; 00722 Catherine Morin-Desailly ; 00732 Lauriane Josende ; 00741 Khalifé Khalifé ; 00764 Éric Gold ; 00769 Marion Canalès ; 00775 Christine Lavarde ; 00782 Anne-Sophie Romagny ; 00786 Anne-Sophie Romagny ; 00787 Anne-Sophie Romagny ; 00811 Anne-Sophie Romagny ; 00812 Cédric Chevalier ; 00814 Anne-Sophie Romagny ; 00815 Anne-Sophie Romagny ; 00816 Anne-Sophie Romagny ; 00818 Anne-Sophie Romagny ; 00819 Anne-Sophie Romagny ; 00844 Olivia Richard ; 00861 Alain Duffourg ; 00866 Alain Duffourg ; 00874 Marie-Pierre Richer ; 00890 Céline Brulin ; 00897 Céline Brulin ; 00920 Denis Bouad ; 00932 Sebastien Pla ; 00936 Philippe Folliot ; 00973 Catherine Dumas ; 00979 Catherine Dumas ; 00984 Catherine Dumas ; 00990 Catherine Dumas ; 00993 Catherine Dumas ; 00995 Catherine Dumas ; 01030 Stéphane Sautarel ; 01093 Hervé Maurey ; 01106 Patrick Chaize ; 01107 Patrick Chaize ; 01111 Gilbert Bouchet ; 01112 Gilbert Bouchet ; 01113 Annie Le Houerou ; 01118 Jean-Pierre Corbisez ; 01123 Annie Le Houerou ; 01127 Annie Le Houerou ; 01134 Jean-Pierre Corbisez ; 01158 Alexandra Borchio Fontimp ; 01175 Christian Redon-Sarrazy ; 01180 Henri Cabanel ; 01183 Henri Cabanel ; 01208 Fabien Genet ; 01219 Anne-Sophie Romagny ; 01244 Laure Darcos ; 01246 Cyril Pellevat ; 01250 Cyril Pellevat ; 01253 Cyril Pellevat ; 01259 Cyril Pellevat ; 01263 Michel Savin ; 01264 Éric Kerrouche ; 01269 Éric Gold ; 01275 Evelyne Corbière Naminzo ; 01276 Marianne Margaté ; 01278 Evelyne Corbière Naminzo ; 01294 Éric Kerrouche ; 01301 Jean-Jacques Michau ; 01310 Hugues Saury ; 01312 Jérôme Darras ; 01314 Jérôme Darras ; 01326 Jérôme Darras ; 01327 Jérôme Darras ; 01338 Patrice Joly ; 01360 Jean-François Longeot ; 01363 Viviane Malet ; 01368 Viviane Malet ; 01374 Jean-François Longeot ; 01377 Pauline Martin ; 01410 Pierre Barros ; 01414 Marie-Claude Varaillas ; 01425 Marie Mercier ; 01456 Jean-Marc

Vayssouze-Faure ; 01465 Christine Herzog ; 01476 Christine Herzog ; 01480 Christine Herzog ; 01485 Christine Herzog ; 01489 Éric Gold ; 01508 Jean-Raymond Hugonet ; 01518 Dany Wattebled ; 01531 Lauriane Josende ; 01562 Marie-Do Aeschlimann ; 01577 Bruno Rojouan ; 01585 Bruno Rojouan ; 01599 Franck Montaugé ; 01605 Audrey Linkenheld ; 01637 Dominique Estrosi Sassone ; 01638 Dominique Estrosi Sassone ; 01642 Dominique Estrosi Sassone ; 01645 Dominique Estrosi Sassone ; 01658 Bruno Belin ; 01677 Laurence Muller-Bronn ; 01691 Philippe Mouiller ; 01692 Philippe Mouiller ; 01694 Jean Sol ; 01698 Jean-Marie Mizzon ; 01717 Fabien Genet ; 01723 Nadia Sollogoub ; 01724 Nadia Sollogoub ; 01734 Nadia Sollogoub ; 01741 Pascal Allizard ; 01749 Pascal Allizard ; 01757 Mickaël Vallet ; 01774 Vincent Capo-Canellas ; 01781 Michel Canévet ; 01782 Michel Canévet ; 01830 Christine Herzog ; 01834 Jean-Raymond Hugonet ; 01850 Jean-Yves Roux ; 01851 Hervé Gillé ; 01858 Jean-Baptiste Blanc ; 01867 Patrice Joly ; 01877 Bernard Fialaire ; 01886 Olivier Paccaud ; 01897 Marie-Pierre Richer ; 01902 Jean-Michel Arnaud ; 01910 Évelyne Perrot ; 01914 Jean-Pierre Corbisez ; 01925 Audrey Linkenheld ; 01934 Nicole Duranton ; 01946 Sylviane Noël ; 01964 Patricia Demas ; 01971 Catherine Dumas ; 01978 Hervé Maurey ; 01981 Marion Canalès ; 01984 Didier Marie ; 01989 Nadège Havet ; 01995 Brigitte Devésa ; 01997 Brigitte Devésa ; 02003 Véronique Guillotin ; 02011 François Bonhomme ; 02024 Mathieu Darnaud ; 02028 Mathieu Darnaud ; 02032 Jocelyne Guidez ; 02036 Patricia Demas ; 02037 Patricia Demas ; 02046 Alain Milon ; 02053 Dominique Vérien ; 02057 Dominique Vérien ; 02062 Dominique Vérien ; 02083 Laure Darcos ; 02085 Brigitte Micouleau ; 02087 Frédérique Gerbaud ; 02091 Patricia Schillinger ; 02092 Patricia Schillinger ; 02097 Michelle Gréaume ; 02101 Jean-Claude Tissot ; 02116 Hugues Saury ; 02133 Jean-Michel Arnaud ; 02138 Anne-Sophie Romagny ; 02154 Anne Ventalon ; 02156 Anne Ventalon ; 02157 Anne Ventalon ; 02164 Pauline Martin ; 02167 Cédric Chevalier ; 02169 Anne Ventalon ; 02180 Laurence Harribey ; 02181 Christian Cambon ; 02209 Grégory Blanc ; 02218 Michel Bonnus ; 02220 Véronique Guillotin ; 02237 Gérard Lahellec ; 02238 Véronique Guillotin ; 02244 Brigitte Devésa ; 02251 Brigitte Devésa ; 02280 Henri Leroy ; 02305 Clément Pernot ; 02308 Éric Jeansannetas ; 02310 Henri Leroy ; 02349 David Ros ; 02352 Annick Jacquemet ; 02355 Hugues Saury ; 02356 Marie-Pierre Monier ; 02363 Isabelle Briquet ; 02384 Jean Sol ; 02407 Jérôme Darras ; 02409 Pauline Martin ; 02415 Henri Cabanel ; 02441 Thierry Cozic ; 02450 Henri Leroy ; 02463 Emmanuel Capus ; 02497 Évelyne Renaud-Garabedian ; 02509 Mireille Jouve ; 02520 Mickaël Vallet ; 02525 Annick Billon ; 02527 Annick Billon ; 02538 Antoine Lefèvre ; 02558 Annie Le Houerou ; 02566 Philippe Paul ; 02584 Mathieu Darnaud ; 02591 Anne Ventalon ; 02596 Françoise Dumont ; 02608 Michelle Gréaume ; 02615 Muriel Jourda ; 02626 Annie Le Houerou ; 02627 Jean Hingray ; 02635 Jean Hingray ; 02637 Christopher Szczurek ; 02690 Didier Mandelli ; 02709 Pascal Savoldelli ; 02717 Guillaume Chevrollier ; 02727 Éric Kerrouche ; 02732 Anne-Sophie Romagny ; 02741 Joshua Hochart ; 02745 Hervé Marseille ; 02747 Florence Lassarade ; 02749 Agnès Evren ; 02750 Pascal Savoldelli ; 02780 Hugues Saury ; 02846 Hervé Maurey ; 02865 Hervé Maurey ; 02908 Stéphane Sautarel ; 02909 Daniel Chasseing ; 02916 Pierre Barros ; 02926 Hervé Maurey ; 02939 Édouard Courtial ; 02948 Didier Mandelli ; 02967 Éric Gold ; 02970 Éric Gold ; 02983 Ian Brossat ; 02985 Patrick Chaize ; 02987 Lauriane Josende ; 02988 Lauriane Josende ; 02991 Audrey Linkenheld ; 02993 Cédric Perrin ; 02995 Marie-Claude Lermytte ; 03011 Serge Mérillou ; 03014 Pascale Gruny ; 03015 Laurent Burgoa ; 03017 Colombe Brossel ; 03031 Édouard Courtial ; 03032 Michel Canévet ; 03054 Jean-François Longeot ; 03060 Agnès Evren ; 03081 Laurent Somon ; 03086 Jacques Fernique ; 03098 Guillaume Chevrollier ; 03101 Guillaume Chevrollier ; 03106 Marie-Claude Varaillas ; 03123 Sabine Drexler ; 03140 Agnès Canayer ; 03159 Jean-Marc Vayssouze-Faure ; 03170 Bernard Fialaire ; 03184 Catherine Dumas ; 03186 Catherine Dumas ; 03188 Catherine Dumas ; 03190 Catherine Dumas ; 03192 Catherine Dumas ; 03198 Catherine Dumas ; 03204 Hugues Saury ; 03209 Arnaud Bazin ; 03216 Jean-Yves Roux ; 03223 Lauriane Josende ; 03225 Lauriane Josende ; 03242 Michel Masset ; 03253 François Bonneau ; 03273 Khalifé Khalifé ; 03278 Guillaume Chevrollier ; 03279 Guillaume Chevrollier ; 03299 Jean-François Longeot ; 03302 Christian Cambon ; 03305 Michel Canévet ; 03330 Patrice Joly ; 03340 Mireille Jouve ; 03342 Édouard Courtial ; 03349 Lauriane Josende ; 03357 Hervé Maurey ; 03361 Martine Berthet ; 03371 Mickaël Vallet ; 03402 Franck Montaugé ; 03406 Hugues Saury ; 03428 Éric Gold ; 03433 Philippe Folliot ; 03438 Arnaud Bazin ; 03446 Pierre-Jean Verzelen ; 03477 Philippe Mouiller ; 03487 Jean-Luc Ruelle ; 03490 Hervé Maurey ; 03493 Pascal Martin ; 03496 Pascale Gruny ; 03503 Daniel Gueret ; 03527 Arnaud Bazin ; 03552 Bruno Belin ; 03556 Annie Le Houerou ; 03559 Annie Le Houerou ; 03569 Hugues Saury ; 03570 Véronique Guillotin ; 03583 Laurent Burgoa ; 03620 Hugues Saury ; 03623 Alain Duffourg ; 03624 Alain Duffourg ; 03629 Annie Le Houerou ; 03631 Cédric Chevalier ; 03633 Cédric Chevalier ; 03675 Anne Souyris ; 03677 Catherine Dumas ; 03687 Marie-Claude Lermytte ; 03690 Alexandre Basquin ; 03734 Sophie

Briante Guillemont ; 03740 Clément Pernot ; 03744 Catherine Dumas ; 03753 Philippe Paul ; 03764 Joshua Hochart ; 03765 Joshua Hochart ; 03766 Joshua Hochart ; 03768 Marie Mercier ; 03770 Annie Le Houerou ; 03771 Annie Le Houerou ; 03773 Marie-Claude Lermytte ; 03779 Bruno Rojouan ; 03783 Jean-Yves Roux ; 03793 Patrick Chaize ; 03798 Sebastien Pla ; 03820 Mickaël Vallet ; 03825 Patricia Demas ; 03829 Véronique Guillotin ; 03838 Marion Canalès ; 03849 Jean-Raymond Hugonet ; 03869 Corinne Féret ; 03871 Alexandre Basquin ; 03877 Annick Jacquemet ; 03884 Mireille Jouve ; 03895 Édouard Courtial ; 03914 Jean-Pierre Corbisez ; 03917 Laurent Burgoa ; 03918 Édouard Courtial ; 03921 Hervé Maurey ; 03927 Hervé Maurey ; 03943 Christian Redon-Sarrazy ; 03951 Marianne Margaté ; 03960 Philippe Mouiller ; 03962 Fabien Gay ; 03964 Fabien Gay ; 03974 Hugues Saury ; 03987 Mathilde Ollivier ; 03999 Évelyne Renaud-Garabedian ; 04004 Hugues Saury ; 04008 Michel Laugier ; 04009 Dominique Estrosi Sassone ; 04010 Patrick Chauvet ; 04013 Dominique Estrosi Sassone ; 04019 Lauriane Josende ; 04033 Mathieu Darnaud ; 04051 Alain Milon ; 04052 Raymonde Poncet Monge ; 04056 Gilbert-Luc Devinaz ; 04057 Jérôme Darras ; 04059 Christine Herzog ; 04065 Christine Herzog ; 04068 Christine Herzog ; 04071 Christine Herzog ; 04088 Christine Herzog ; 04113 Pauline Martin ; 04114 Gérard Lahellec.

SPORTS, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE (9)

N^os^ 01215 Fabien Genet ; 01529 Marie-Pierre Monier ; 02122 Jean-Michel Arnaud ; 02231 Brigitte Micouleau ; 02684 Marie-Jeanne Bellamy ; 03661 Éric Jeansannetas ; 03792 Thomas Dossus ; 03938 Sylvie Goy-Chavent ; 04038 Daniel Salmon.

TOURISME (1)

N^o^ 01443 Sebastien Pla.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE, BIODIVERSITÉ, FORÊT, MER ET PÊCHE (158)

N^os^ 00149 Sebastien Pla ; 00152 Marie-Claude Varaillas ; 00155 Sylviane Noël ; 00169 Bruno Sido ; 00187 Sebastien Pla ; 00209 Catherine Belrhiti ; 00221 Mireille Jouve ; 00237 Stéphane Demilly ; 00267 Annick Jacquemet ; 00272 Nathalie Goulet ; 00279 Mireille Jouve ; 00297 André Reichardt ; 00331 Philippe Grosvalet ; 00358 Sabine Drexler ; 00361 Sabine Drexler ; 00514 Franck Montaugé ; 00609 Serge Mérillou ; 00624 Guislain Cambier ; 00667 Lauriane Josende ; 00689 Marianne Margaté ; 00705 Kristina Pluchet ; 00727 David Ros ; 00729 Aymeric Durox ; 00733 Lauriane Josende ; 00754 David Ros ; 00783 Anne-Sophie Romagny ; 00830 Céline Brulin ; 00880 Céline Brulin ; 00902 Jean-Luc Fichet ; 00916 Denis Bouad ; 00966 Hervé Maurey ; 01014 Rémi Féraud ; 01036 Stéphane Sautarel ; 01052 Hervé Maurey ; 01076 Hervé Maurey ; 01116 Jean-Pierre Corbisez ; 01130 Jean-Pierre Corbisez ; 01166 Fabien Genet ; 01218 Olivier Paccaud ; 01282 Pascal Martin ; 01436 Sebastien Pla ; 01439 Sebastien Pla ; 01522 Rémi Cardon ; 01548 Christine Herzog ; 01679 Alain Cadec ; 01693 Jean Sol ; 01699 Jean-Marie Mizzon ; 01704 Jean-Marie Mizzon ; 01726 Nadia Sollogoub ; 01752 Pascal Allizard ; 01753 Hervé Maurey ; 01794 Denise Saint-Pé ; 01805 Daniel Laurent ; 01842 Jean-Yves Roux ; 01884 Guy Benarroche ; 01885 Cédric Vial ; 01892 Patrick Chaize ; 01911 Michel Savin ; 01970 Sylviane Noël ; 02035 Nadège Havet ; 02132 Jean-Michel Arnaud ; 02142 Daniel Gremillet ; 02176 Didier Mandelli ; 02183 Pauline Martin ; 02190 Jean Hingray ; 02203 Christopher Szczurek ; 02252 Bruno Rojouan ; 02259 Michel Laugier ; 02274 Clément Pernot ; 02299 Joshua Hochart ; 02314 Patricia Demas ; 02343 Fabien Gay ; 02394 Annie Le Houerou ; 02404 Henri Leroy ; 02421 Sebastien Pla ; 02466 Hugues Saury ; 02513 Ghislaine Senée ; 02623 Mickaël Vallet ; 02639 Monique Lubin ; 02643 Ghislaine Senée ; 02662 Marie-Claude Varaillas ; 02663 Lauriane Josende ; 02665 Lauriane Josende ; 02671 Lauriane Josende ; 02672 Lauriane Josende ; 02685 Marie-Jeanne Bellamy ; 02688 Didier Mandelli ; 02731 Rémi Cardon ; 02735 Jean-Raymond Hugonet ; 02756 Christine Herzog ; 02763 Frédérique Espagnac ; 02795 Hervé Maurey ; 02823 Hervé Maurey ; 02831 Hervé Maurey ; 02856 Hervé Maurey ; 02932 Hervé Maurey ; 02945 Salama Ramia ; 02984 Patrick Chaize ; 02992 Nadia Sollogoub ; 03016 Serge Mérillou ; 03022 Hervé Maurey ; 03033 Alexandre Basquin ; 03037 Khalifé Khalifé ; 03055 Else Joseph ; 03056 Antoine Lefèvre ; 03062 Nicole Duranton ; 03105 Christopher Szczurek ; 03110 Christopher Szczurek ; 03215 Lauriane Josende ; 03226 Alexandre Basquin ; 03230 Patrick Kanner ; 03303 Jean-François Longeot ; 03317 Marianne Margaté ; 03318 Marianne Margaté ; 03320 Christian Klinger ; 03332 Lauriane Josende ; 03452 Mireille Jouve ; 03473 Yannick Jadot ; 03475 Sebastien Pla ; 03486 Ludovic Haye ; 03500 Max

Brisson ; 03517 Ludovic Haye ; 03523 Stéphane Ravier ; 03530 Hugues Saury ; 03579 Nadia Sollogoub ; 03598 Jean-François Longeot ; 03641 Lauriane Josende ; 03643 Lauriane Josende ; 03646 Lauriane Josende ; 03647 Lauriane Josende ; 03666 Hervé Maurey ; 03684 Sylviane Noël ; 03747 Hervé Maurey ; 03748 Aymeric Durox ; 03754 Hervé Maurey ; 03757 Hervé Maurey ; 03769 Annie Le Houerou ; 03781 Jean-Gérard Paumier ; 03791 Thomas Dossus ; 03801 Christian Bruyen ; 03812 Patrick Kanner ; 03814 Nicole Bonnefoy ; 03819 Anne Souyris ; 03828 Grégory Blanc ; 03830 Éric Jeansannetas ; 03866 Jean-Raymond Hugonet ; 03888 Kristina Pluchet ; 03890 Fabien Genet ; 03892 Cédric Vial ; 03896 Simon Uzenat ; 03923 Hervé Maurey ; 03925 Hervé Maurey ; 03972 Corinne Féret ; 03976 Philippe Paul ; 04002 Pascal Allizard ; 04053 Philippe Grosvalet ; 04073 Christine Herzog ; 04094 Christine Herzog.

TRANSPORTS (50)

N[os] 00121 Cédric Chevalier ; 00495 Alain Marc ; 00633 Patrick Chaize ; 00743 Audrey Bélim ; 00945 Catherine Dumas ; 00974 Catherine Dumas ; 00998 Philippe Paul ; 01028 Hervé Maurey ; 01206 Fabien Genet ; 01257 Cyril Pellevat ; 01765 Pascal Martin ; 01890 Jocelyne Antoine ; 02250 Evelyne Corbière Naminzo ; 02285 Pierre Barros ; 02298 Joshua Hochart ; 02313 Hervé Maurey ; 02323 Pascal Savoldelli ; 02564 Nicole Bonnefoy ; 02650 Patrick Chaize ; 02706 Martine Berthet ; 02812 Hervé Maurey ; 02891 Jacques Fernique ; 02950 Hervé Gillé ; 02974 Hervé Maurey ; 03139 Agnès Canayer ; 03144 Agnès Canayer ; 03182 Catherine Dumas ; 03227 Patrice Joly ; 03243 Frédérique Puissat ; 03247 Hervé Gillé ; 03264 Nadia Sollogoub ; 03272 Khalifé Khalifé ; 03306 Pauline Martin ; 03343 Serge Mérillou ; 03372 Fabien Genet ; 03510 Christian Cambon ; 03637 Cédric Chevalier ; 03669 Hervé Maurey ; 03670 Hervé Maurey ; 03709 Jean-Jacques Michau ; 03724 Vivette Lopez ; 03782 Jean-Gérard Paumier ; 03805 Dominique Estrosi Sassone ; 03813 Hervé Maurey ; 03906 Lauriane Josende ; 03924 Hervé Maurey ; 03928 Hervé Maurey ; 03983 Philippe Paul ; 04030 Paul Vidal ; 04034 Bruno Belin.

TRAVAIL ET EMPLOI (80)

N[os] 00211 Antoine Lefèvre ; 00404 Chantal Deseyne ; 00680 Frédérique Gerbaud ; 00719 Kristina Pluchet ; 00841 Yan Chantrel ; 00884 Céline Brulin ; 00894 Céline Brulin ; 01015 Hervé Maurey ; 01043 Alain Duffourg ; 01223 Fabien Gay ; 01283 Sebastien Pla ; 01304 Jean-Jacques Michau ; 01367 Viviane Malet ; 01405 Pierre Barros ; 01497 Sonia De La Provôté ; 01578 Bruno Rojouan ; 01582 Bruno Rojouan ; 01718 Jérôme Darras ; 01799 Christine Herzog ; 01802 Christine Herzog ; 01860 Jean-Baptiste Blanc ; 01869 Louis Vogel ; 02040 Corinne Bourcier ; 02072 Dominique De Legge ; 02081 Denis Bouad ; 02113 Évelyne Renaud-Garabedian ; 02149 Jean-Michel Arnaud ; 02204 Pierre-Alain Roiron ; 02243 Else Joseph ; 02272 Marie-Claude Lermytte ; 02317 Bernard Pillefer ; 02347 Olivia Richard ; 02392 Alexandre Basquin ; 02492 Évelyne Renaud-Garabedian ; 02494 Évelyne Renaud-Garabedian ; 02522 Marianne Margaté ; 02550 Marianne Margaté ; 02595 Franck Menonville ; 02646 Marion Canalès ; 02701 Mireille Jouve ; 02805 Hervé Maurey ; 03001 Hervé Maurey ; 03009 Jean-Marc Ruel ; 03045 Véronique Guillotin ; 03058 Fabien Gay ; 03082 Patricia Schillinger ; 03108 Sebastien Pla ; 03111 Agnès Canayer ; 03266 Jérémy Bacchi ; 03337 Mathieu Darnaud ; 03404 Nadège Havet ; 03405 Daniel Gremillet ; 03468 Hervé Maurey ; 03471 Nicole Bonnefoy ; 03474 Nadège Havet ; 03509 Sebastien Pla ; 03528 Éric Gold ; 03564 Michaël Weber ; 03602 Alexandre Basquin ; 03606 Hervé Maurey ; 03612 Marion Canalès ; 03652 Alexandre Basquin ; 03656 Marion Canalès ; 03681 Jean-Luc Fichet ; 03701 Patrick Kanner ; 03712 Monique Lubin ; 03763 Olivier Henno ; 03789 Michel Canévet ; 03790 Michel Canévet ; 03809 Pascale Gruny ; 03810 Céline Brulin ; 03832 Yan Chantrel ; 03916 Ghislaine Senée ; 03978 Pauline Martin ; 03995 Christian Bilhac ; 04022 Viviane Malet ; 04043 Corinne Imbert ; 04099 Christine Herzog ; 04100 Christine Herzog ; 04111 Ian Brossat.

TRAVAIL, SANTÉ, SOLIDARITÉS ET FAMILLES (48)

N[os] 00146 Frédérique Espagnac ; 00205 Jean-Marie Mizzon ; 00208 Antoine Lefèvre ; 00322 Alain Joyandet ; 00346 Michelle Gréaume ; 00353 Michelle Gréaume ; 00477 Alain Marc ; 00888 Céline Brulin ; 01034 Alain Duffourg ; 01135 Jean-Pierre Corbisez ; 01391 Laure Darcos ; 01453 Jean-Marc Vayssouze-Faure ; 01488 Éric Gold ; 01550 Christine Herzog ; 01557 Hervé Marseille ; 01682 Alain Cadec ; 01731 Nadia Sollogoub ; 01881 Guislain Cambier ; 01913 Jean-Pierre Corbisez ; 01959 Mickaël Vallet ; 02194 Raymonde Poncet Monge ; 02373 Monique Lubin ; 02379 Clément Pernot ; 02408 Jérôme Darras ; 02427 Alexandre

Basquin ; 02428 Alexandre Basquin ; 02548 Céline Brulin ; 02697 Lauriane Josende ; 02767 Hugues Saury ; 02943 Else Joseph ; 03026 Joshua Hochart ; 03160 Jean-Marc Vayssouze-Faure ; 03234 Cyril Pellevat ; 03258 Michelle Gréaume ; 03341 Hervé Reynaud ; 03347 Else Joseph ; 03356 Anne Ventalon ; 03368 Franck Menonville ; 03422 Éric Gold ; 03462 Lauriane Josende ; 03470 Nicole Bonnefoy ; 03560 Philippe Mouiller ; 03648 Lauriane Josende ; 03808 François Bonhomme ; 04014 Annie Le Houerou ; 04036 Michelle Gréaume ; 04037 Alexandre Basquin ; 04096 Christine Herzog.

VILLE (1)

N° 04032 Sebastien Pla.